

TABLE NOMINATIVE 2013 - DÉBATS DU SÉNAT

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

Délégué de la Réunion administrative des Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre suppléant du Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Financement des universités : l'équité au service de la réussite de tous [n° 547 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 156 tome 3 annexe 22 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Révision des valeurs locatives et modalités de répartition territoriale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général des finances publiques.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Dominique Lefebvre, député, co-auteur du rapport au Premier ministre « Dynamiser l'épargne financière des ménages pour financer l'investissement et la compétitivité ».

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Évolution des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Audition de MM. André Laignel, président du Comité des finances locales, et Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan consolidé des sources de financement des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Hervé le Bras, démographe, directeur d'Études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Audition de M. Laurent Davezies, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire « Économie et développement des territoires ».

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'État et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des finances*) : Rapport public thématique de la Cour des comptes relatif aux finances publiques locales - Audition de M. Jean-Philippe Vachia, président de la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 61 bis) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues dans la perspective d'une éventuelle saisine du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Commission de concertation sur la réforme du financement des universités - Table ronde.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 82, 83).

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - **Article 1er** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et en conseiller départemental*) (p. 177). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 197). (p. 212). (p. 216). (p. 219). (p. 227).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1755, 1756).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. - (13 mars 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et conseiller départemental*) (p. 1769). - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. (p. 1788).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5122).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6018, 6019).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - **Question préalable** (p. 6083). - **Article 2** (art. L. 121-3 du code de l'éducation - *Extension des exceptions au principe de l'enseignement en langue française*) (p. 6093). (p. 6098).

- **Débat sur la situation en Syrie** - (4 septembre 2013) (p. 7831).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 8028). (p. 8033). - **Article 4 bis A** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration*) (p. 8059, 8060).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5 bis** (art. L. 515-32 du code de la consommation - *Réservoirs enterrés de liquides inflammables*) (p. 8113).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Mises au point au sujet de votes** (p. 8701). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8706, 8707).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article additionnel après l'article 29** (p. 12208, 12209). - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quater vicies A, art. 1609 sept vicies et art. 1609 novovicies du code général des impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - *Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 12218).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 12347, 12348).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (18 décembre 2013) - **Question préalable** (p. 13147).

AÏCHI (Leila)
sénatrice (Paris)
ECOLO

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe, transphobe, sexiste ou à raison du handicap [n° 265 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins des plus démunis [n° 352 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 502 (2011-2012)] autorisant l'approbation des amendements des annexes II et III à la convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans des structures géologiques [n° 470 (2012-2013)] (2 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités [n° 811 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative aux pouvoirs du Défenseur des droits [n° 861 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Action extérieure de l'État : action de la France en Europe et dans le monde [n° 158 tome 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'instauration d'une journée des morts pour la paix et la liberté d'informer [n° 231 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Société.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 232 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Errera, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Questions diverses.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition des responsables de la Coalition nationale syrienne.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Hugues Simon-Michel, ambassadeur, représentant permanent auprès de la Conférence du désarmement à Genève, chargé de la négociation du traité sur le commerce des armes.

Audition de Mme Anne Paugam, candidate désignée aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement - Avis et résultat du scrutin.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Application de garanties en France - Protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La rive sud de la Méditerranée, une zone de prospérité à construire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure »

programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

68ème Assemblée générale de l'ONU - Communication.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Coopération en matière de défense entre la France et Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne** [n° 225 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 37, 38).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées au Mali** - (16 janvier 2013) (p. 121, 123).

- **Question orale sur le référendum d'autodétermination au Sahara occidental** - (29 janvier 2013) (p. 564).

- **Questions cibles thématiques sur le commerce extérieur** - (31 janvier 2013) (p. 737, 738).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1375, 1376).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gouvernance de Renault** - (14 mars 2013) (p. 1856, 1857).

- **Questions cibles thématiques sur l'Europe de la défense** - (21 mars 2013) (p. 2220).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4901, 4903).

- **Rappel au règlement** - (29 mai 2013) (p. 4954, 4955).

- **Projet de loi relatif à la consommation** [n° 810 (2012-2013)] - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7915). - **Article 1er** (*art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation*) (p. 7953). (p. 7956). (p. 7957). (p. 7963).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) (p. 7978). (p. 7980, 7981). (p. 7982). (p. 7983). (p. 7987). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7997).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la défense des ONG environnementales** - (31 octobre 2013) (p. 10828, 10829).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures** [n° 136 (2013-2014)] - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11591, 11592). - **Article 1er** (*art. L. 1 bis et L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en Algérie jusqu'au 2 juillet 1964*) (p. 11600).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Deuxième lecture** [n° 196 (2013-2014)] - (10 décembre 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 12605, 12606).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti [n° 697 (2012-2013)]** - (18 décembre 2013) - **Article unique** (p. 13132).

ALFONSI (Nicolas)
sénateur (Corse-du-Sud)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre suppléant de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Justice** : Protection judiciaire de la jeunesse [n° 162 tome 14 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Famille - Justice - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers

municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de M. Jean-Claude Marin, procureur général près la Cour de cassation.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. François Molins, procureur de la République de Paris, M. Jacques Carrère, procureur de la République adjoint, et M. Michel Maes, vice-procureur, chef de la section des affaires financières - Tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fixation du nombre et répartition des sièges de conseiller de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion avec une délégation de la commission des affaires européennes du Sénat italien.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité », mission « Immigration, asile et intégration » et mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice », programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** [n° 423 (2012-2013)] - (22 mars 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2369).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3275, 3276).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi** [n° 502 (2012-2013)] - (19 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3587). (p. 3604). (p. 3610).

- **Débat sur la loi pénitentiaire** - (25 avril 2013) (p. 4041, 4042).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche** [n° 660 (2012-2013)] - (21 juin 2013) - **Article 25** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Président de l'université) (p. 6215). (p. 6216). (p. 6217). - **Article 26** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Composition et compétences du conseil d'administration des universités) (p. 6221). (p. 6221). - **Article 28** (art. L. 712-6-1 du code de l'éducation - Compétences du conseil académique) (p. 6229). - **Article 37** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - Mode d'élection des membres des conseils) (p. 6234). - **Articles additionnels après l'article 42 A** (p. 6252). (p. 6255). - **Article additionnel après l'article 42 bis** (p. 6257). - **Article 47** (art. L. 412-1 du code de la recherche - Prise en compte du doctorat pour le recrutement des fonctionnaires de la catégorie A) (p. 6270). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6325). (p. 6330, 6331).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière** [n° 739 (2012-2013)] - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7342, 7344).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article 20 bis** (priorité - Texte non modifié par la commission) (art. L. 621-15-1 et L. 621-17-3 du code monétaire et financier - Coordination des compétences du procureur de la République financier en matière de délits boursiers avec les compétences de l'Autorité des marchés financiers) (p. 7486).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier** [n° 741 (2012-2013)] - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**.

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture** [n° 797 (2012-2013)] - (25 juillet 2013) - **Article 1er A** (supprimé) (*Définition des conflits d'intérêts applicable aux membres du Parlement*) (p. 7753). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral -

Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7766). (p. 7770). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7785). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 7786).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture** [n° 798 (2012-2013)] - (25 juillet 2013) - **Article 11** (*Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics*) (p. 7793). - **Article 12** (*Composition et organisation de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique*) (p. 7803). - **Article 17** (*Protection des lanceurs d'alerte*) (p. 7807). - **Article 19 bis** (supprimé) (art. 432-12 du code pénal - Définition de l'intérêt pouvant ouvrir la sanction de la prise illégale d'intérêts) (p. 7808). (p. 7809).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** [n° 734 (2012-2013)] - (19 septembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8707, 8708).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture** [n° 22 (2013-2014)] - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 24 (2013-2014)** (p. 9364, 9365). - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 2-23 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 9368). (p. 9370).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier - Nouvelle lecture** [n° 24 (2013-2014)] - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 22 (2013-2014)**.

- **Proposition de loi visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprises** [n° 15 (2013-2014)] - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9483). - **Article 1er** (art. L. 2325-1-1 [nouveau] à L. 2325-1-5 [nouveau] du code du travail - Transparence financière des comités d'entreprise) (p. 9486, 9487).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire** [n° 85 (2013-2014)] - (7 novembre 2013) - **Article 13** (art. 1, 3, 3 bis, 5 à 10, 18, 19 septies, 22, 23 et 25 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Simplification et modernisation du statut des coopératives) (p. 11186). (p. 11189).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013** [n° 215 (2013-2014)]

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Article 7 bis** (nouveau) (art. 806, 1649 ter [nouveau], 1649 AA et 1736 du code général des impôts - Renforcement des obligations de déclaration aux services fiscaux en matière d'assurance-vie) (p. 12850). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12869). (p. 12870). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12911, 12912). (p. 12912). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12914). (p. 12915). (p. 12915). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12927, 12928). (p. 12928).

ALQUIER (Jacqueline)
sénatrice (Tarn)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Fiscalité comportementale - Audition de Mmes Sylvie Hénon-Badoinot, présidente, Myriam Decoeur-Michel, directeur général, et M. Gilles Rouvière, directeur général adjoint, de la Fédération française des spiritueux.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (23 janvier 2013) (p. 379).
- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 399, 400).
- **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 559 (2012-2013)]** - (28 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4931, 4932).
- **Questions cribles thématiques sur la situation des caisses d'allocations familiales** - (27 juin 2013) (p. 6580). (p. 6581).
- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7633, 7634). - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Encadrement des conventions

AMOUDRY (Jean-Paul)
sénateur (Haute-Savoie)
UDI-UC

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre suppléant de la Cour de justice de la République.
- Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.
- Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)] (12 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé (p. 7639, 7640). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7657).

- **Question orale sur l'imposition de la plus-value en cas de crédit-vendeur** - (1er octobre 2013) (p. 8770). (p. 8771).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11293, 11294).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12715, 12717). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12726).

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoirs bancaires [n° 179 (2013-2014)] (28 novembre 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)]** - (30 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 671, 673).

- **Question orale sur les dispositions fiscales en faveur de la construction de logements sociaux** - (4 juin 2013) (p. 5342). (p. 5343).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5443, 5444). (p. 5446).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 4** (art. 25-2-1, 25-2-2, 25-2-3, 25-2-4, 25-2-5, 25-2-6, 25-2-7, 25-2-8 et 25-2-9 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Rapports entre bailleurs et locataires dans les logements meublés résidence principale) (p. 10050). (p. 10050).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences économiques et sociales du calendrier scolaire** - (14 novembre 2013) (p. 11492, 11493).

ANDRÉ (Michèle)
sénatrice (Puy-de-Dôme)
SOC

NOMINATIONS

Première vice-présidente de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013. (9 décembre 2013).

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI Groupe le 20 février 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Répertoire national des crédits aux particuliers : une contribution à la décision [n° 273 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 135 (2012-2013)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions [n° 313 (2012-2013)] (30 janvier 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 136 (2012-2013)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 315 (2012-2013)] (30 janvier 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 725 (2012-2013)] relatif à la consommation [n° 795 (2012-2013)] (23 juillet 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi organique relative à la nomination du président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne [n° 812 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 517 (2012-2013)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 11 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les préfetures à l'heure de la réorganisation de l'administration territoriale de l'Etat (RéATE) [n° 77 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Administration générale et territoriale de l'Etat [n° 156 tome 3 annexe 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des finances*) : Taxe sur les transactions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des finances*) : Accord entre la France et le Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accord entre la France et les Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Révision des valeurs locatives et modalités de répartition territoriale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général des finances publiques.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique et gestion de la fonction publique - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan immobilier de la réforme de la carte judiciaire - Communication.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation économique et financière de la Slovaquie - Communication.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) pour 2014 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des finances*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des finances*) : Politique française d'aide publique au développement en matière d'énergie et de transport - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. François Marc.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) - Contrôle budgétaire - Communication de M. Vincent Delahaye, rapporteur spécial.

Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Préfetures et réorganisation territoriale de l'État - Contrôle budgétaire - Communication de Mme Michèle André, rapporteure spéciale.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. Philippe Marini, président, sur un nouvel indicateur permettant de mesurer l'émigration fiscale des particuliers.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial, sur la mission « Direction de l'action du Gouvernement » et sur le budget annexe « Publications officielles et information administrative ».

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Michèle André, rapporteure spéciale, sur la mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 61).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial, sur la mission « Immigration, asile et intégration » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'allocation temporaire d'attente (ATA).

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Thierry Foucaud et Claude Haut, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Enseignement scolaire ».

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Marc Massion et Jean Arthuis, rapporteurs spéciaux, sur la participation de la France au budget de l'Union européenne (article 41).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. François Rebsamen, rapporteur spécial, sur la mission « Égalité des territoires, logement et ville » (et articles 64 à 66).

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens

combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 62 à 62 octies et communication sur son contrôle budgétaire relatif à la gestion et aux moyens de fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 61 bis) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » (et article 70) et communication sur le contrôle budgétaire relatif à l'aide au fret - Examen du rapport.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 67 et 68) et mission « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

Mutualisation des moyens départementaux de la sécurité civile - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des finances*) : Déclaration de TVA normalisée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne** [n° 225 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 45, 46).

- **Proposition de loi visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne** [n° 322 (2012-2013)] - (6 février 2013) - **Article unique** (art. L. 6421-2-1 [nouveau] du code des transports - *Information des passagers en cas de commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne*) (p. 963).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale** [n° 136 (2012-2013)] - (7 février 2013) - **Discussion**

générale commune avec celle du projet de loi n° 135 (2012-2013) (p. 1021, 1023).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions** [n° 135 (2012-2013)] - (7 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 136 (2012-2013)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journée de la francophonie** - (21 février 2013) (p. 1487, 1488).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1696, 1697).

- **Débat sur l'efficacité des conventions fiscales internationales** - (23 avril 2013) (p. 3957, 3958).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche** [n° 660 (2012-2013)] - (20 juin 2013) - **Article 2** (art. L. 121-3 du code de l'éducation - *Extension des exceptions au principe de l'enseignement en langue française*) (p. 6086, 6087). (p. 6090, 6091). (p. 6092, 6093). (p. 6094). (p. 6094). - **Article 2 bis** (*Rapport au Parlement sur l'impact des modifications apportées au principe de l'enseignement en français*) (p. 6099). (p. 6099).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012** [n° 710 (2012-2013)] - (4 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6885, 6887).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6932, 6934).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Nouvelle lecture** [n° 710 (2012-2013)] - (24 juillet 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7694).

- **Projet de loi relatif à la consommation** [n° 810 (2012-2013)] - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7900, 7902).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, articles L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 8040).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 8156, 8157). (p. 8160).

- Rapporteur pour avis de la commission des finances - **Article 18 D** (art. L. 331-6, L. 331-7, L. 332-10 et L. 333-4 du code de la consommation - *Réduction de la durée des plans conventionnels de redressement, PCR*) (p. 8169). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-16 du code de la consommation - *Suppression d'expressions ambiguës*) (p. 8178). (p. 8179). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-17 du code de la consommation - *Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité*) (p. 8183). - **Article 19 octies A** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - *Encouragement à la mobilité bancaire*) (p. 8186). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L.313-9, L. 331-11 du code de la consommation - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 8215).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Article 72 quater (appelé en priorité)** (art. L. 322-2, art. L. 322-2-1 et L. 322-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure, article 2 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - *Définition des loteries et des jeux d'argent et de hasard*) (p. 8289). - **Article 72 nonies (appelé en priorité)** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 31 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de

hasard en ligne - Archivage de l'identité des joueurs en ligne) (p. 8293).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Article 2** (art. L. 531-1, L. 531-4 et L. 532-2 du code de la sécurité sociale - Réforme du complément de libre choix d'activité) (p. 8446, 8447).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 12 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9890, 9891).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11787, 11788).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11848, 11849). (p. 11849). - **Article 7 ter (nouveau) (réservé)** (art. 279-0 bis du code général des impôts, art. L. 16 BA du livre des procédures fiscales - Application du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans) (p. 11901). (p. 11902). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11914).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11961). (p. 11962). - **Article 7 ter (précédemment réservé) (priorité)** (art. 279-0 bis du code général des impôts, art. L. 16 BA du livre des procédures fiscales - Application du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans) (p. 11971).

- Vice-présidente de la commission des finances (p. 11972).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11987). (p. 11987). - **Article 9** (Taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations versées par les entreprises) (p. 12002). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12061). (p. 12061).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quatervicies A, art. 1609 septvicies et art. 1609 novovicies du code général des

impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 12218). (p. 12218).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12785, 12787).

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 12842). (p. 12842). - **Article 7 quater (nouveau)** (art. L. 221-15 du code monétaire et financier - Modification des conditions permettant l'ouverture ou la conservation d'un livret d'épargne populaire) (p. 12855). - **Article 7 quinquies (nouveau)** (art. 157 du code général des impôts et art. L. 221-31 et L. 221-32-2 du code monétaire et financier - Aménagements du régime juridique et du régime fiscal des plans d'épargne en actions) (p. 12855, 12856). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. 302 bis ZK, 302 bis ZL, 302 bis ZM, 302 bis ZO [nouveau] et 1609 terricies du code général des impôts et art. 15 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 de finances pour 1965 - Évolution du régime fiscal des paris hippiques) (p. 12893). - **Article 15** (art. 39 quinquies D, 44 sexies, 44 septies, 44 octies, 44 octies A, 44 duodécies, 44 terdecies 44 quindécies, 239 sexies D, 1383 C bis, 1383 F, 1383 I, 1388 quinquies, 1465, 1465 A, 1465 B, 1466 A, 1466 E, 1466 F et 1647 C septies du code général des impôts, art. 24 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 - Aménagement de certains dispositifs zonés d'aide aux entreprises) (p. 12902, 12903). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12913). - **Articles additionnels après l'article 18 ter** (p. 12917). (p. 12917). (p. 12918). (p. 12918). - **Article 26** (art. L. 121-12, 121-13 et L. 121-19-1 [nouveau] du code de l'énergie - Evolution de la contribution au service public de l'électricité, CSPE) (p. 12970). - **Seconde délibération** (p. 13002, 13003). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13003).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2013) (p. 13118, 13119). - **Question préalable** (p. 13122, 13123).

ANDRÉ (Pierre)
sénateur (Aisne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*):
Audition du général Jean Debonne, directeur central du service de santé des armées.

ANDREONI (Serge)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal le caractère d'être vivant et sensible dans le code civil [n° 42 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 43 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

ANGO ELA (Kalliopi)
sénatrice (Français établis hors de France - Série 1)
ECOLO

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement le 13 mars 2013 ; puis rapporteure du 27 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information sur l'action extérieure de la France : Au cœur du développement : la recherche en partenariat avec les pays du Sud [n° 83 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)] (2 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer une procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil [n° 216 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 232 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Enders, président exécutif d'EADS.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et la République d'Azerbaïdjan - Création et conditions d'activités des centres culturels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole commun relatif à l'application de la convention de Vienne et de la convention de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Michel EDDI, président-directeur général du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Audition de Mme Alice Dautry, directrice générale de l'Institut Pasteur.

Audition de Mme Pascale Briand, directrice générale de l'Agence nationale de la recherche.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Jean-François

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe, transphobe, sexiste ou à raison du handicap [n° 265 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins des plus démunis [n° 352 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 708 (2011-2012)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan relatif à la création et aux conditions d'activités des centres culturels [n° 402 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à augmenter la durée de vie des produits [n° 429 (2012-2013)] (18 mars 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités [n° 811 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi organique relative aux pouvoirs du Défenseur des droits [n° 861 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Delfraissy, directeur de l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS).

Audition de M. Patrick Guillaumont, président de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), et de Mme Sylviane Guillaumont-Jeanneney, professeur émérite au Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI) - Université d'Auvergne.

Réunion du mardi 28 mai 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de M. Michel Laurent, président-directeur général de l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de M. Michel Bouvet, directeur général délégué de l'Agence inter-établissements de recherche pour le développement (AIRD).

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de M. Jean-Pierre Finance, délégué permanent de la Conférence des présidents d'université.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).

Audition de Monsieur Erik Solheim, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de Madame Chantal Verger, direction de la coopération pour le développement de l'OCDE.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de M. Alain Henry, directeur du département recherche de l'Agence française de développement (AFD).

Audition de Mme Minh-Hà Pham-Delègue, directrice Europe de la recherche et coopération internationale au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Accord entre la France et Monaco relatif à la prise en charge des déchets radioactifs monégasques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de M. André Syrota, président-directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et président de l'Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé (AVIESAN).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de M. Frédéric Guin, secrétaire général du ministère de l'éducation nationale et du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de M. Didier Houssin, président de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES).

Audition de M. Philippe Gasnot, fonctionnaire de sécurité de défense du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de M. Sylvain Robert, responsable des expertises collégiales à l'IRD, et

MM. Jacques Lemoalle, président, et Géraud Magrin, vice-président, du collège des experts, au sujet de l'expertise collégiale sur le lac Tchad.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut français - Audition de M. Pierre Sellal, secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition de M. Bernard Cerquiglini, recteur de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF).

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de M. Pascal Canfin, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé du développement.

Audition de Mme Paola de Carli, directrice des programmes scientifiques et médicaux de Sidaction.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de Mme Marion Guillou, présidente d'Agreenium.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de M. François Houllier, président de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et de l'Alliance nationale de recherche pour l'environnement (ALLENVI).

Audition de M. Gilles Raguin, directeur d'ESTHER (Ensemble pour une solidarité thérapeutique hospitalière en réseau).

Audition de Mme Bénédicte Hermelin, directrice du groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET).

Audition de Mme Catherine Ferrant, déléguée générale de la Fondation Total.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Audition de Jean-Pierre Elong M'Bassi, secrétaire général de Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLU).

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Ratification du traité sur le commerce des armes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*): Échange de vues sur le rapport de la mission.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Pascal Canfin, ministre délégué chargé du développement (mission « Aide publique au développement »).

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Ramon Fernandez, directeur général du Trésor (programme 110 « Aide économique et financière au développement » de la mission « Aide publique au développement »).

Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (programme 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Communication.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » et mission « Immigration et asile » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'Etat » programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias » programme « Action audiovisuelle extérieure » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et la Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'adoption - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Aide publique au développement » programmes « Aide économique et financière au développement » et « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mutilations sexuelles des femmes** - (7 février 2013) (p. 996).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 [n° 325 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1011, 1013). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1017, 1018). (p. 1018).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 136 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 135 (2012-2013)** (p. 1025, 1026).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions [n° 135 (2012-2013)]** -

(7 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 136 (2012-2013)**.

- **Débat sur le développement dans les relations Nord-Sud** - (21 février 2013) (p. 1489, 1492).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 425 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1960, 1962).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013)**. - (18 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1986, 1987). - **Article 19** (*Modalités d'application*) (p. 1987, 1988).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2013) - **Article 20** (*Rapport du Gouvernement à l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 2011). - **Article 29 bis (nouveau)** (*Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins*) (p. 2022). - **Article 29 quater (nouveau)** (*Conditions d'éligibilité*) (p. 2024, 2025). (p. 2025). (p. 2026). - **Article additionnel après l'article 29 quinquies** (p. 2028). (p. 2028). - **Article 29 septies (nouveau)** (*Procédure de dépôt et d'enregistrement des déclarations de candidature*) (p. 2029). - **Article 29 nonies (nouveau)** (*Information des électeurs, circulaires électorales et règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2035). - **Article 29 duodecies (nouveau)** (*Règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2044). - **Article 30** (*Modalités d'élection des délégués consulaires*) (p. 2073). (p. 2073). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions d'éligibilité, inéligibilités et incompatibilités des délégués consulaires*) (p. 2074). - **Article 33 bis (nouveau)** (*Collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 2075). (p. 2075). - **Article 36 (Supprimé)** (*art. 13, 16, 18, 20, 21, 22, 23 et chapitre V de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs - Modification des règles relatives à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 2083). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2086).

- **Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali : débat et vote sur une demande du Gouvernement** - (22 avril 2013) (p. 3874, 3876).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture [n° 684 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6589, 6590). - **Article 2** (*Composition et compétences du conseil consulaire*) (p. 6600). - **Article 29 bis** (*Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins*) (p. 6605). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6626, 6627).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les transgenres** - (4 juillet 2013) (p. 6861, 6862).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Article 1er** (*art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs*) (p. 7766).

- **Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 26 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9441).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Lampedusa** - (17 octobre 2013) (p. 9692).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (30 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10741). - **Article 5** (*art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions*) (p. 10759). - **Article 6**

(art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - *Compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 10769). (p. 10781, 10782). (p. 10782). (p. 10783). (p. 10783).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Conseil permanent de la francophonie** - (14 novembre 2013) (p. 11488).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 140 (2013-2014)]** - (18 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11537, 11538). - **Article unique** (p. 11549).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Article additionnel après l'article 19** (p. 12093). (p. 12093).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 23 bis** (p. 12167, 12168). (p. 12168).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en République centrafricaine** - (10 décembre 2013) (p. 12551, 12552).

ANTISTE (Maurice)
sénateur (Martinique)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi portant réforme des règles de mutation vers les départements et collectivités d'outremer [n° 68 (2013-2014)] (11 octobre 2013) - **Fonction publique - Outre-mer.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : Renouveau du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Alain Joly, chef de la mission de liaison et de coordination pour l'outre-mer au ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Thématique : Renouveau du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Arnaud Martrenchar, chef du département des politiques agricoles rurales et maritimes du service des politiques publiques de la délégation générale à l'outre-mer (DéGéOM).

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avis sur la constitution d'un groupe d'études relatif aux langues et cultures régionales.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Dupont, préfet, co-président du groupe d'élaboration de la Charte État, collectivités, associations.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 401, 402).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation du mandat des conseillers généraux élus en 2008 et 2011, des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en 2010*) (p. 1930, 1931).

- **Questions cibles thématiques sur la situation des hôpitaux** - (18 avril 2013) (p. 3489, 3490). (p. 3490).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (20 avril 2013) - **Article 10** (*art. L. 2242-21 à L. 2242-23 [nouveaux] du code du travail - Mobilité interne*) (p. 3817).

- **Débat sur la loi pénitentiaire** - (25 avril 2013) (p. 4046, 4048).

- **Débat sur la politique européenne de la pêche** - (25 avril 2013) (p. 4077).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer [n° 572 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4319, 4320).

- **Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 567 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4338, 4339).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4390, 4392).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (22 mai 2013) (p. 4424).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)] (suite)** - (23 mai 2013) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 4550). (p. 4550).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4998). (p. 4998).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (12 septembre 2013) - **Article 11** (*section 14 [article L. 121-97 nouveau], section 15 (articles L. 121-98 à L. 121-103 [nouveaux] du code de la consommation, L. 112-6 du code monétaire et financier et L. 310-2 du code de commerce) du chapitre 1er du Titre II du Livre 1er du code de la consommation - Absence de droit de rétractation dans le cadre des contrats conclus dans les foires et salons et encadrement des ventes d'or et de métaux précieux*) (p. 8139). (p. 8139). (p. 8140). (p. 8142).

- **Questions cibles thématiques sur la situation des universités françaises à l'heure de la rentrée 2013** - (10 octobre 2013) (p. 9497). (p. 9498).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (26 octobre 2013) - **Article 70 (priorité)** (*art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption*) (p. 10459, 10460).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11035, 11036).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11715, 11716).

ANTOINETTE (Jean-Étienne)
sénateur (Guyane)
SOC-A

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition de M. Marc Rohfritsch, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef du bureau des matériaux du futur et des nouveaux procédés de la Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGICIS).

La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition du général Pierre Chavancy, chef de la division emploi à l'état-major des armées et de M. Axel Moracchini, officier traitant « forces de souveraineté ».

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer :

quels enjeux ? Audition de M. Patrick Romeo, président de Shell France.

La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Présentation par MM. Jean-Étienne Antoinette et Georges Patient, sénateurs de la Guyane, d'une étude de législation comparée sur les régimes applicables en matière d'exploration et d'exploitation pétrolières offshore.

Réunion du jeudi 28 février 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : Renouvellement du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Jean-Bernard Derly (Guadeloupe), de M. Jérôme Isautier (La Réunion), de Mme Claudine Neisson-Vernant (Martinique) et de M. Ernest Prévot (Guyane), dirigeants de distilleries indépendantes.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diffusion des œuvres conservées dans les musées et autres institutions culturelles - Audition de M. Alain Seban, président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Présentation par M. Jean-Étienne Antoinette d'une étude de législation comparée sur les ressources minérales marines profondes.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Jean-Louis Schilansky, président de l'Union française des industries pétrolières.

La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Olivier Appert, président de l'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles et de M. Honoré Le Leuch, conseiller auprès du président.

La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de Mme Marie-Anne Besançon, directeur juridique de Total Exploration & Production, et de M. François Tribot-Laspierre, adjoint au directeur des affaires institutionnelles de Total.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Paul Delahaye, inspecteur général de l'éducation nationale, directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'éducation nationale.

Audition de M. Guillaume Gaubert, directeur des affaires financières des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition de M. Marcel Rufo, pédopsychiatre, chef de service à l'hôpital Sainte-Marguerite à Marseille.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant création du contrat de génération** [n° 318 (2012-2013)] - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 883, 884).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives** [n° 169 (2012-2013)] - (27 février 2013) -

Article 1er (*Champ des infractions amnistiées*) (p. 1556, 1557). (p. 1559).

- **Débat sur les enjeux et les perspectives de la politique spatiale européenne** - (26 mars 2013) (p. 2452, 2453).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2759, 2760).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer [n° 572 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3232-5, L. 3232-6 et L. 3232-7 [nouveaux] du code de la santé publique - *Fixation d'une teneur maximale en sucres ajoutés pour les produits alimentaires distribués dans les outre-mer*) (p. 4324).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4392). - **Article 6** (art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - *Éducation artistique et culturelle*) (p. 4447, 4448).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - *Création du Conseil supérieur des programmes*) (p. 4533). - **Article 27** (art. L. 312-9-2 du code de l'éducation [rétabli] - *Enseignement obligatoire d'une langue vivante étrangère au début de la scolarité élémentaire*) (p. 4562). (p. 4565).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 31 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-4 du code de l'éducation - *Approches pédagogiques spécifiques pour les élèves issus de milieu principalement créolophone*) (p. 4604).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6041, 6042).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 778 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 779 (2012-2013)** (p. 7572, 7574).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 779 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 778 (2012-2013)**. - (23 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification d'ordonnances relatives à l'outre-mer*) (p. 7588). (p. 7589). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 7594).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public - Commission mixte paritaire [n° 75 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9724, 9725).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Commission mixte paritaire [n° 59 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 58 (2013-2014)** (p. 9732, 9735).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 58 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 59 (2013-2014)**.

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10573, 10574).

ANZIANI (Alain)
sénateur (Gironde)
SOC

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 753 (2011-2012)] tendant à modifier l'article 689-11 du code de procédure pénale relatif à la compétence territoriale du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale [n° 353 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 546 (2011-2012)] visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil [n° 519 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Environnement - Justice**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 691 (2012-2013)] relatif au procureur de la République financier [n° 738 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 789 (2012-2013)] (23 juillet 2013) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 855 (2012-2013)] relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 21 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 805 (2012-2013)] relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 106 (2013-2014)] (30 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Coordination du travail gouvernemental et publications officielles [n° 162 tome 5 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Exercice par les élus locaux de leur mandat - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des lois*) : Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses - Calendrier législatif.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué au budget.

Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. François Molins, procureur de la République de Paris, M. Jacques Carrère, procureur de la République adjoint, et M. Michel Maes, vice-procureur, chef de la section des affaires financières - Tribunal de grande instance de Paris.

Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. Jacques Beaume, président de la Conférence des procureurs généraux, procureur général près la cour d'appel de Lyon, de M. Philippe Lemaire, procureur général près la cour d'appel d'Amiens, et de M. Bernard Legras, procureur général près la cour d'appel de Montpellier.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Transparence de la vie publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Projet de loi ordinaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 12 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière et sur le projet de loi organique relatif au procureur de la République financier.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Procureur de la République financier - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », programme « Coordination du travail gouvernemental », et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 592, 594). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 619, 620). - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes) (p. 625). - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 637). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 652). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 654).

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 689-11 du code de procédure pénale relatif à la compétence territoriale du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale [n° 354 (2012-2013)]** - (26 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1518, 1520).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Exercice des poursuites à la requête du ministère public en dehors de toute autre demande internationale, étrangère ou de la Cour pénale internationale*) (p. 1531). (p. 1532, 1533).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1825).

- **Question orale avec débat sur les droits sanitaires et sociaux des détenus** - (3 avril 2013) (p. 2645, 2647).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2785, 2787).

- **Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils**

régionaux [n° 545 (2012-2013)] - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4165, 4166).

- **Projet de loi visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil [n° 520 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4202, 4204).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5405). (p. 5441). (p. 5441, 5442).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 7001, 7003). - **Question préalable** (p. 7019, 7020).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7046). - **Question préalable** (p. 7049, 7050). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires) (p. 7061). (p. 7069). (p. 7069). (p. 7070). (p. 7072). (p. 7074). (p. 7075). (p. 7076). (p. 7077). (p. 7078). (p. 7081). (p. 7099). (p. 7102). - **Rappel au règlement** (p. 7104, 7105). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7105). - **Discussion générale** (p. 7109). - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7117). (p. 7120). (p. 7126).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7169, 7170). - **Article 2 bis A (nouveau)** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Incompatibilités professionnelles applicables aux membres du Conseil constitutionnel) (p. 7170). (p. 7171). (p. 7171). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L.O. 153 du code électoral - Interdiction pour un parlementaire nommé membre du Gouvernement de percevoir une indemnité parlementaire pendant le délai d'option) (p. 7172). - **Article 3** (art. 1er, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution - Indemnités et interdiction d'activités des membres du Gouvernement et des anciens membres du Gouvernement) (p. 7176). - **Article 4** (tableau annexé à la loi n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Avis des commissions permanentes des assemblées parlementaires sur la nomination du président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7177). - **Article 4 bis A (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel - Réduction du remboursement des dépenses électorales d'un candidat à l'élection présidentielle en cas d'omission de déclaration ou de déclaration inexacte) (p. 7177). (p. 7178). - **Article 4 bis** (art. 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel - Actualisation d'une référence au code électoral) (p. 7178). (p. 7178). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7180). (p. 7181). - **Article 6 (nouveau)** (art. 64, 114, 161 et 195 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Coordination avec le statut de la Nouvelle-Calédonie) (p. 7191). - **Article 7 (nouveau)** (art. 109 et 160 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Coordination avec le statut de la Polynésie française) (p. 7192). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L.O. 6221-1, L.O. 6231-1 et L.O. 3431-1 du code général des collectivités territoriales - Coordination avec les statuts de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7192). - **Article 8 (nouveau)** (Application des dispositions relatives à l'administration, à la réglementation et

la législation fiscale dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 7192). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7197).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013)**. - (15 juillet 2013) - **Article 2 bis** (art. 4 quater [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Rôle des bureaux des assemblées parlementaires dans la prévention et le traitement des conflits d'intérêts) (p. 7212). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7215). - **Article 4** (Contrôle et publication des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7223). (p. 7223, 7224). - **Article 11 ter** (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique - Encadrement des dons et cotisations des personnes physiques aux partis ou groupements politiques) (p. 7242). - **Article 17 (supprimé)** (Dispositif de protection des personnes signalant un conflit d'intérêts contre toute sanction ou discrimination à leur égard) (p. 7259). - **Article 19** (art. 131-26-1 [nouveau], 324-7 et 432-17 du code pénal, art. L. 117 du code électoral, art. 1741, 1774 et 1837 du code général des impôts, art. L. 241-3 et L. 242-6 du code de commerce - Instauration d'une peine d'inéligibilité de dix ans pour les membres du Gouvernement et les élus condamnés à l'interdiction des droits civiques, civils et de famille) (p. 7262).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7332, 7335).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 7367). (p. 7369). (p. 7370). (p. 7370). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7372). - **Article 1er bis** (art. 131-38 du code pénal - Augmentation du montant de l'amende encourue par les personnes morales) (p. 7374). (p. 7377). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 7377). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 7380). (p. 7380). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7382). - **Article 2 bis (supprimé)** (art. 324-1 du code pénal - Extension de la définition du blanchiment) (p. 7383). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 227-1 [nouveau] du livre des procédures fiscales - Atténuation du monopole exercé par l'administration en matière de mise en mouvement de l'action publique pour des faits de fraude fiscale) (p. 7384, 7385).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 228 du livre des procédures fiscales - Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale complexe) (p. 7424). (p. 7424, 7425). (p. 7425). (p. 7426). (p. 7426). (p. 7427). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7428). (p. 7429). - **Article 3 bis F (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 247, L. 247-0 A [nouveau] et L. 251 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Définition des conditions dans lesquelles l'administration fiscale peut transiger) (p. 7435). (p. 7435). - **Article 3 bis** (art. L. 228 B [nouveau] du livre des procédures fiscales - Rapport annuel de la commission des infractions fiscales) (p. 7436). - **Article additionnel après l'article 3 quater** (p. 7437). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 160-9 [nouveau] du code des assurances, art. L. 223-29 [nouveau] du code de la mutualité et art. L. 932-23-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Confiscation pénale des sommes figurant sur des contrats d'assurance-vie) (p. 7440). (p. 7440, 7441). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7443). - **Article additionnel après l'article 9 quinquies** (p. 7458). - **Articles additionnels après l'article 9 septies B** (p. 7461). (p. 7462, 7463). - **Article 9 septies** (art. L. 1132-3-3 [nouveau] du code

du travail ; art. 6 ter A [nouveau] de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Protection des « lanceurs d'alerte » (p. 7464). - **Article 15 (priorité)** (Chapitre Ier du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier) (p. 7470, 7471). - **Article 13 (priorité)** (art. 704 du code de procédure pénale - Suppression des juridictions régionales spécialisées - Redéfinition et élargissement de la compétence des juridictions interrégionales spécialisées en matière économique et financière) (p. 7478). (p. 7478). (p. 7479). - **Article 14 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. 704-1, 705, 705-1, 705-2 et 706-1-1 du code de procédure pénale - Modifications de coordination avec la suppression des juridictions régionales spécialisées et la création du procureur de la République financier) (p. 7479). - **Article additionnel après l'article 14 (priorité)** (p. 7480). - **Article additionnel après l'article 15 (priorité)** (p. 7481). - **Article 16 (priorité)** (Chapitre Ier du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 706-1, 706-1-3 et 706-1-2, art. 706-1-1 et 706-1-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - Possibilité pour le procureur de la République financier de bénéficier de l'appui d'assistants spécialisés - Application, en matière de corruption et de fraude fiscale en bande organisée ou aggravée, de certaines des règles applicables à la criminalité organisée) (p. 7482). - **Article additionnel après l'article 16 (priorité)** (p. 7483). - **Article 17 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. 693, 706-2 et 706-42 du code de procédure pénale ; art. 5 de la loi du 17 décembre 1926 - Coordinations) (p. 7484). - **Article 18 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de l'ordonnance n° 2004-823 du 19 août 2004 - Application territoriale du chapitre Ier du titre III du projet de loi) (p. 7484). - **Article 19 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (chapitre VII du titre Ier du livre II et art. L. 217-1 à L. 217-4 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Dispositions d'organisation judiciaire relatives au procureur de la République financier) (p. 7484). - **Article 20 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (Disposition transitoire relative aux affaires instruites et jugées par les juridictions régionales spécialisées) (p. 7485). - **Article 20 bis (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-15-1 et L. 621-17-3 du code monétaire et financier - Coordination des compétences du procureur de la République financier en matière de délits boursiers avec les compétences de l'autorité des marchés financiers) (p. 7486). - **Article additionnel après l'article 20 bis (priorité)** (p. 7487). - **Article 10** (art. L. 10 du livre des procédures fiscales - Possibilité pour l'administration fiscale d'exploiter les informations qu'elle reçoit dans le cadre de ses procédures, y compris lorsqu'elles sont d'origine illicite) (p. 7488). - **Article 10 quinquies** (art. 561-2, 561-3, 561-17 et 561-36 du code monétaire et financier - Assujettissement des caisses de règlement pécuniaire des avocats à la déclaration de soupçon) (p. 7492). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 263-0 A [nouveau] et L. 273 A du livre des procédures fiscales, art. L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales, art. 128 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004, art. L. 132-14 du code des assurances, art. L. 223-15 du code de la mutualité - Possibilité pour l'administration fiscale d'opérer des saisies simplifiées en vue du recouvrement des créances publiques sur les sommes rachetables d'un contrat d'assurance-vie) (p. 7494). - **Article 11 bis D (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 13 AA du livre des procédures fiscales - Création d'une obligation de transmission de documentation sur les prix de transfert) (p. 7499). - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. L. 230 du livre des procédures fiscales - Allongement du délai de prescription en matière de fraude fiscale) (p. 7502). - **Article additionnel après l'article 11 septies** (p. 7505). - **Articles additionnels après l'article 11 octies** (p. 7507). (p. 7508). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (Application territoriale de la loi) (p. 7511).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013).**

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Rappel au règlement** (p. 8690, 8691). - **Mise au point au sujet de votes** (p. 8711).

- **Mises au point au sujet de votes** - (8 octobre 2013) (p. 9355).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture [n° 22 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 24 (2013-2014)** (p. 9358, 9359).

- **Rapporteur - Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-23 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 9368). (p. 9370, 9371). - **Article 2 bis (supprimé)** (art. 324-3 du code pénal - Alourdissement des peines d'amende) (p. 9373). - **Article 3 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. 1649 AB du code général des impôts - Institution d'un registre public des trusts) (p. 9374). - **Article 3 sexies (Texte non modifié par la commission)** (section I du chapitre II du titre II de la première partie et art. L. 96 J et L. 102 D [nouveau] du livre des procédures fiscales ; art. 1734 et 1770 undecies [nouveau] du code général des impôts, art. L. 2222-22 du code général de la propriété des personnes publiques - Renforcement de la lutte contre la commercialisation et l'utilisation de logiciels de comptabilité permettant la dissimulation de recettes) (p. 9376). - **Article 10** (art. L. 10 du livre des procédures fiscales - Possibilité pour l'administration fiscale d'exploiter les informations qu'elle reçoit dans le cadre de ses procédures, y compris lorsqu'elles sont d'origine illicite) (p. 9378). - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. L. 230 du livre des procédures fiscales - Allongement du délai de prescription en matière de fraude fiscale) (p. 9383). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 704 du code de procédure pénale - Suppression des juridictions régionales spécialisées - Redéfinition et élargissement de la compétence des juridictions interrégionales spécialisées en matière économique et financière) (p. 9387). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 704-1, 705, 705-1, 705-2 et 706-1-1 du code de procédure pénale - Modifications de coordination avec la suppression des juridictions régionales spécialisées et la création du procureur de la République financier) (p. 9388). - **Article 15** (Chapitre Ier du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier) (p. 9391). - **Article 15 bis (suppression maintenue)** (art. 706-1 du code de procédure pénale - Extension de la compétence du tribunal de grande instance et du parquet de Paris pour les affaires économiques et financières relevant de la compétence de plusieurs tribunaux) (p. 9393). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (Chapitre Ier du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 706-1, 706-1-3 et 706-1-2, art. 706-1-1 et 706-1-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - Possibilité pour le procureur de la République financier de bénéficier de l'appui d'assistants spécialisés - Application, en matière de corruption et de fraude fiscale en bande organisée ou aggravée, de certaines des règles applicables à la criminalité organisée) (p. 9394). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 693, 706-2 et 706-42 du code de procédure pénale ; art. 5 de la loi du 17 décembre 1926 - Coordinations) (p. 9395). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (chapitre VII du titre Ier du livre II et art. L. 217-1 à L. 217-4 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Dispositions d'organisation judiciaire relatives au procureur de la République financier) (p. 9395). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (Disposition transitoire relative aux affaires instruites et jugées par les juridictions régionales spécialisées) (p. 9396). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-15-1 et L. 621-17-3 du code monétaire et financier - Coordination des compétences du procureur de la République financier en matière de délits boursiers avec les compétences de l'Autorité des marchés financiers) (p. 9397).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier - Nouvelle lecture [n° 24 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 22 (2013-2014)**.

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11019, 11020).

- Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du

règlement et d'administration générale - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11059). (p. 11065).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 9** (*Schéma de promotion des achats publics socialement responsables*) (p. 11118). (p. 11121). - **Article 10** (*Définition des subventions publiques*) (p. 11124).

ARCHIMBAUD (Aline)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
ECOLO

Chargée d'une mission temporaire auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé le 21 mars 2013 ; fin de mission le 19 septembre 2013.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre titulaire de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe, transphobe, sexiste ou à raison du handicap [n° 265 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à créer une taxe environnementale sur les mégots à la charge des fabricants de tabac [n° 345 (2012-2013)] (11 février 2013) - **Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins des plus démunis [n° 352 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à augmenter la durée de vie des produits [n° 429 (2012-2013)] (18 mars 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités [n° 811 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative aux pouvoirs du Défenseur des droits [n° 861 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 851 (2012-2013)] pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 29 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Logement et urbanisme**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 159 tome 7 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)] (2 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil [n° 216 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 232 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition de M. Patrick Romeo, président de Shell France.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Bas salaires outre-mer et versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Droits et protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et modalités de leur prise en charge - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Audition de Mme Cécile Duflo, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès aux soins des plus démunis - Présentation du rapport de Mme Aline Archimbaud.

Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Dominique Martin, directeur des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les conditions de sortie des personnes détenues bénéficiant d'une mesure d'aménagement de peine sous écrou** - (15 janvier 2013) (p. 15). (p. 16).

- **Débat sur les nouvelles menaces des maladies infectieuses émergentes** - (23 janvier 2013) (p. 411, 412).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 747, 748).

- **Suite de la discussion** (5 février 2013) - **Article 8** (*art. L. 6223-8 [nouveau] du code de la santé publique - Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale*) (p. 830). (p. 833). (p. 834). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 840). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 844).

- **Questions cribles thématiques sur la gynécologie médicale** - (14 février 2013) (p. 1301). (p. 1302).

- **Question orale sur le passage et le stationnement en Seine-Saint-Denis d'un train chargé de déchets nucléaires** - (19 février 2013) (p. 1342). (p. 1343).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1402, 1403).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1647).

- **Question orale sur l'accès des détenus et anciens détenus à la protection sociale** - (12 mars 2013) (p. 1685, 1686). (p. 1686).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2469, 2470). - **Article 1er** (*Modalités d'attribution des allocations familiales en cas de placement d'un enfant auprès du service d'aide sociale à l'enfance*) (p. 2480, 2481).

- **Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 450 (2012-2013)]** - (2 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2608).

- **Question orale avec débat sur les droits sanitaires et sociaux des détenus** - (3 avril 2013) (p. 2636, 2639).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie pharmaceutique** - (4 avril 2013) (p. 2706, 2707). (p. 2707).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des hôpitaux** - (18 avril 2013) (p. 3487). (p. 3488).

- **Débat sur la politique vaccinale de la France** - (23 avril 2013) (p. 3938).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale - Commission mixte paritaire [n° 493 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4264, 4265).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer [n° 572 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4316, 4317).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Définition et financement des "maisons de naissance" - Dérogation aux art. L. 1434-2, L. 1434-7 et L. 6122-1 du code de la santé publique*) (p. 5866). (p. 5866).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 778 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 779 (2012-2013)** (p. 7564, 7565).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 779 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) -

Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 778 (2012-2013).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre de des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7631, 7632).

- **Débat sur le marché du médicament et des produits de santé** - (17 octobre 2013) (p. 9708, 9709).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9913, 9915).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO) (p. 10152). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 10170). - **Article 21** (art. L. 252-2, L. 264-1, L. 264-2, L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles et art. 102 du code civil - Simplification des règles de domiciliation) (p. 10174).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11023, 11024). - **Article 3** (Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire) (p. 11078). (p. 11079). - **Article 4** (Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire) (p. 11084). (p. 11085). (p. 11085).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11274, 11277).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles) (p. 11331). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11357, 11358). (p. 11358, 11359). (p. 11359, 11360). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 11383). (p. 11384). (p. 11384). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 11386). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11398). (p. 11399). (p. 11399). (p. 11401). (p. 11402). (p. 11402). (p. 11403). (p. 11404, 11405). (p. 11406). (p. 11407, 11408). (p. 11409).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Article 15 ter (nouveau)** (art. 1001 du code général des impôts ; art. L. 3332-2-1 du code général des collectivités territoriales - Majoration du taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance applicable aux contrats complémentaires santé dits « non responsables ») (p. 11433). (p. 11435). - **Article 23** (art. L. 133-5-5 [nouveau], L. 133-6-7-2 [nouveau] L. 133-8, L. 241-10, L. 243-1-2, L. 612-10, L. 623-1 et L. 722-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1221-12-1, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1522-1 et L. 1522-4 du code du travail ; art. L. 725-22 du code rural et de la pêche maritime - Aménagement du calendrier de mise en œuvre de la déclaration sociale nominative, extension du champ de l'obligation de dématérialisation des déclarations sociales et promotion du chèque emploi service outre-mer) (p. 11456). (p. 11457). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 11483).

- **Nouvelle lecture [n° 170 (2013-2014)]** - (28 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12371, 12372). - **Question préalable** (p. 12380).

- **Question orale sur l'allocation de retour à l'emploi** - (29 octobre 2013) (p. 10614).

- **Question orale sur le plan de rattrapage pour l'éducation en Seine-et-Marne** - (29 octobre 2013) (p. 10615, 10616).

- **Question orale sur la saisine des conseils généraux quant à la nouvelle carte électorale des cantons** - (19 novembre 2013) (p. 11565).

- **Question orale sur les conséquences de la nouvelle carte cantonale** - (19 novembre 2013) (p. 11566, 11567).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11589, 11590). - **Article 1er** (art. L. 1 bis et L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en Algérie jusqu'au 2 juillet 1964) (p. 11601). (p. 11601, 11602). (p. 11602). - **Article 2** (art. L. 1 bis et L. 253 ter du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en opération extérieure) (p. 11603, 11604). - **Article 3** (Gage) (p. 11606, 11607).

ARIF (Kader)
*ministre délégué auprès du ministre de la
défense, chargé des anciens combattants*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2517, 2518). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2528). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2530, 2531).

- **Question orale sur le plan de développement du marché des automobiles électriques** - (9 avril 2013) (p. 2966).

- **Question orale sur la suppression des aides financières extra-légales pour les personnes bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés** - (9 avril 2013) (p. 2967).

- **Question orale sur les conditions d'attribution de la croix du combattant volontaire** - (29 octobre 2013) (p. 10613, 10614).

ARTHUIS (Jean)
sénateur (Mayenne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations ; nouvelle nomination le 3 décembre 2013.

Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Affaires européennes [n° 156 tome 2 fasc. 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des finances*) : Taxe sur les transactions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Table ronde.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission et programme de contrôle pour 2013 - Communication de M. Philippe Marini, président.

Infrastructures et services de transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des finances*) : Exécution du budget de 2012 - Audition de M. Jérôme Cahuzac, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Table ronde, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et avec les membres français du Parlement européen, sur l'approfondissement démocratique de l'Union et l'intégration solidaire, avec la participation de MM. Jean Arthuis, Daniel Cohn-Bendit, Mme Agnès Bénassy-Quéré, MM. Jean Pisani-Ferry et Yves Bertoncini.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion commune avec les députés européens français et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Rencontres des parlements nationaux organisées à Bruxelles et Dublin dans le cadre du semestre européen et situation économique et financière de Chypre, de la Grèce et de l'Irlande - Communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Évolution des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Audition de MM. André Laignel, président du Comité des finances locales, et Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des finances*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des finances*) : Recensement et comptabilisation des engagements financiers hors bilan de l'Etat - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat et exécution budgétaire de 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Politique de cession de biens immobiliers sis à l'étranger du ministère des affaires étrangères - Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France Domaine et de M. Yves Saint-Geours, directeur général de l'administration et de la modernisation du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Les normes comptables au service de l'économie - Audition conjointe de MM. Jean-Luc Decornoy, président du directoire de KPMG France, Jérôme Haas, président de l'Autorité des normes comptables, Didier Marteau, professeur à l'ESCP Europe, Philippe Messenger, président de l'Association française des trésoriers d'entreprise, et Michel Prada, président de la Fondation IFRS.

Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des finances*) : Réunion de travail avec M. Olli Rehn, vice-président de la commission européenne, en charge des affaires économiques et monétaires.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Situation économique et financière de la Slovénie - Communication.

Union européenne : dépenses administratives, ressources propres et gouvernement économique de la zone euro - Communication.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des finances*) : Perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) pour 2014 - Examen du rapport d'information.

La coopération fiscale internationale face à l'érosion des bases fiscales - Audition de M. Édouard Marcus, sous-directeur de la direction de la législation fiscale, Mme Ursula Plassnik, ambassadeur d'Autriche en France, et M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2012 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des finances*) : Caisse des dépôts et consignations - Résultats de 2012 - Audition de MM. Henri Emmanuelli, président de la commission de surveillance, et Jean-Pierre Jouyet, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Échange de vues.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des finances*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Préfectures et réorganisation territoriale de l'État - Contrôle budgétaire - Communication de Mme Michèle André, rapporteure spéciale.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Investissements dans la police et la gendarmerie - Contrôle budgétaire - Communication de M. Jean-Vincent Placé, rapporteur spécial Contrôle budgétaire.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de MM. Philippe Marini et Marc Massion dans le cadre de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du TSCG.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Bilan du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Gattaz, président du MEDEF.

Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des finances*) : Rapport public thématique de la Cour des comptes relatif aux finances publiques locales - Audition de M. Jean-Philippe Vachia, président de la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

Mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Mutualisation des moyens départementaux de la sécurité civile - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne [n° 225 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 41, 43).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 727, 729).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 861).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2115, 2117).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité** - (24 avril 2013) (p. 3984, 3986).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection judiciaire de la jeunesse** - (23 mai 2013) (p. 4505, 4506).

- **Questions cribles thématiques sur le budget européen** - (30 mai 2013) (p. 5046). (p. 5046, 5047).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6673).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6927, 6929).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7358, 7359). - **Article 1er bis** (art. 131-38 du code pénal - Augmentation du montant de l'amende encourue par les personnes morales) (p. 7375). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 227-1 [nouveau] du livre des procédures fiscales - Atténuation du monopole exercé par l'administration en matière de mise en mouvement de l'action publique pour des faits de fraude fiscale) (p. 7383).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**.

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Commission mixte paritaire [n° 751 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7404).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. L. 230 du livre des procédures fiscales - Allongement du délai de prescription en matière de fraude fiscale) (p. 7503). - **Article additionnel après l'article 11 nonies** (p. 7509). (p. 7510). (p. 7510). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7512).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 38-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application au procureur de la République financier de la limitation à sept ans de la durée d'exercice des fonctions applicable aux procureurs de la République) (p. 7514).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle**

lecture [n° 22 (2013-2014)] - (8 octobre 2013) - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. L. 230 du livre des procédures fiscales - Allongement du délai de prescription en matière de fraude fiscale) (p. 9383). - **Article 11 decies A (suppression maintenue)** (art. 57 bis [nouveau] du code général des impôts - Fiscalisation des "marges arrière" des distributeurs) (p. 9384). (p. 9385).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de détachement des travailleurs [n° 528 (2012-2013)]** - (16 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9623, 9624).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11779, 11781).

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12032, 12033). (p. 12035). (p. 12037). - **Article 19** (art. 68 de la loi n° 2012 1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, art. 257, 278 sexies, 278 sexies A, 279-0 bis et 284 du code général des impôts - Abaissement du taux de TVA applicable à la construction et à la rénovation de logements sociaux) (p. 12091). (p. 12092). - **Article 20** (art. 265, 265 bis, 266 quinquies et 266 quinquies B du code des douanes - Aménagement des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 12105). (p. 12107).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 41** (Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 12242, 12244).

ASSASSI (Éliane)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
CRC

Présidente du Groupe communiste républicain et citoyen.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 169 (2012-2013)] portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 355 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/Etats-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Sécurité [n° 162 tome 19 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen des amendements.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger.

Réunion du lundi 18 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Protection pénale des forces de sécurité et usage des armes à feu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux et sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 15 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Audition de M. Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

Transparence de la vie publique - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, président de la commission pour la transparence financière de la vie politique.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Projet de loi ordinaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 12 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen du texte.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Motion de renvoi en commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité », mission « Immigration, asile et intégration » et mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral** [n° 252 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 85, 87).

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 238, 239).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux** [n° 251 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 464, 465).

- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1428, 1429).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et**

revendicatives [n° 169 (2012-2013)] - (27 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1543, 1545).

- **Rapporteur - Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1554). - **Article 1er** (*Champ des infractions amnistiées*) (p. 1558). (p. 1559). (p. 1559). (p. 1560). (p. 1561). (p. 1561). (p. 1562). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1562). - **Article 2** (*Constat de l'amnistie*) (p. 1562). - **Article 3** (*Contestations relatives à l'amnistie*) (p. 1563). - **Article 4** (*Amnistie des sanctions disciplinaires*) (p. 1563). (p. 1563). - **Article 5** (*Amnistie des sanctions dans les établissements universitaires ou scolaires*) (p. 1564). (p. 1564). (p. 1564). - **Article 6** (*Procédure de réintégration des salariés et agents licenciés*) (p. 1565). (p. 1565). (p. 1565). - **Article 7** (*Contestations en matière d'amnistie des sanctions disciplinaires*) (p. 1565). - **Article 8** (*Effets de l'amnistie*) (p. 1566). (p. 1566). - **Article 9** (*Autres effets de l'amnistie*) (p. 1566). - **Article 10** (*Préservation des droits des tiers*) (p. 1567). - **Article 11** (*Suppression des données personnelles enregistrées dans les fichiers de police - amnistie du délit de refus de se soumettre à un prélèvement génétique*) (p. 1567). (p. 1567). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1568). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1573, 1574).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution** [n° 374 (2012-2013)] - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 375 (2012-2013)** (p. 1590, 1591).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution** [n° 375 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 374 (2012-2013)**. - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales*) (p. 1612).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture** [n° 405 (2012-2013)] - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1747, 1749).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 406 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. - (13 mars 2013) - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3121-1 du code général des collectivités territoriales - *Affirmation du département en tant que représentant de la population et des territoires*) (p. 1771). - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. (p. 1786, 1787).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - *Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire*) (p. 1867).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger** [n° 425 (2012-2013)] - (18 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1957, 1959). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi n° 425** (p. 1977).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France** [n° 426 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013)**. - (19 mars 2013) - **Article 29 bis (nouveau)** (*Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins*) (p. 2023).

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection pénale des forces de sécurité et l'usage des armes à feu** [n° 767 (2011-2012)] - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2692, 2693).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (5 avril 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2817, 2818).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les réponses à apporter à la crise économique** - (11 avril 2013) (p. 3183).
- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)] (suite)** - (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3274, 3275). (p. 3286).
- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013)** (p. 3305, 3306). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 210-1 du code électoral - *Déclaration de candidature et seuil d'accès au second tour*) (p. 3319). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221 du code électoral - *Remplacement des conseillers départementaux*) (p. 3319). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - *Solidarité du binôme en matière contentieuse*) (p. 3320). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-11, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - *Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales*) (p. 3320). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - *Contentieux des comptes de campagne*) (p. 3321). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 51, L. 52-3, L. 52-19 (nouveau), L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 212, L. 216, L. 223-1, L. 562 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-2, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales et 200 du code général des impôts - *Dispositions de coordination*) (p. 3322). - **Article 18 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2121-22, L. 2122-7-1, L. 2122-7-2, L. 2122-9 et L. 2122-10 du code général des collectivités territoriales - *Coordinations*) (p. 3327). - **Article 20 septies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Conséquences de l'annulation de l'élection d'un conseil municipal sur le fonctionnement de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 3338). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur*) (p. 3349).
- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux - Commission mixte paritaire [n° 477 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013)**.
- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 3366). - **Question préalable** (p. 3422, 3424).
- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - *Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3519, 3520). (p. 3525, 3526). (p. 3535, 3536). (p. 3540, 3541).
- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) (p. 3618). - **Article 2** (art. L. 6111-1, L. 6112-3 et L. 6314-3 [nouveau] du code du travail - *Création du compte personnel de formation et institution du conseil en évolution professionnelle*) (p. 3624, 3625). (p. 3629). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3648, 3649). - **Article 3** (art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - *Mobilité volontaire sécurisée*) (p. 3653, 3654). (p. 3657). (p. 3665).
- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 3721). - **Article 3** (art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - *Mobilité volontaire sécurisée*) (p. 3726). - **Article 4** (art. L. 2323-3, L. 2323-4, L. 2323-7-1 à L. 2323-7-3 [nouveaux], L. 2325-35, L. 2325-42-1 [nouveau], L. 2323-26-1 à L. 2323-26-3 [nouveaux], L. 2313-7-1 [nouveau] et L. 4616-1 à L. 4616-5 [nouveaux] du code du travail - *Information et consultation des institutions représentatives du personnel*) (p. 3733, 3734). - **Demande d'un vote unique** (p. 3742). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3744). (p. 3745, 3746). - **Article 5** (art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveaux], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - *Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise*) (p. 3749). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 3769, 3770). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5422-2-1 [nouveau] du code du travail ; art. 43 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 relative au développement de l'alternance et à la sécurisation des parcours professionnels - *Sauvegarde des droits à l'indemnisation du chômage des salariés et soutien au développement du contrat de sécurisation professionnelle*) (p. 3774). - **Article 7** (art. L. 5422-12 du code du travail - *Modulation des cotisations d'assurance chômage*) (p. 3778, 3779). - **Rappel au règlement** (p. 3807, 3808).
- **Rappel au règlement** - (14 mai 2013) (p. 4088).
- **Questions cribles thématiques sur la politique de lutte contre le terrorisme dans notre pays** - (16 mai 2013) (p. 4221). (p. 4221).
- **Rappel au règlement** - (16 mai 2013) (p. 4226).
- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2 [n° 560 (2011-2012)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4236, 4237).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (23 mai 2013) - **Article 23** (art. L. 311-1 du code de l'éducation - *Organisation de la scolarité en cycles*) (p. 4553).
- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 4633). (p. 4634). - **Article 54 bis (nouveau)** (*Formation des inspecteurs pédagogiques*) (p. 4673).
- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5089). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5095, 5097).
- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article 34** (art. L. 5217-21 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Transfert des services et des personnels*) (p. 5557, 5558). (p. 5559).
- **Rappel au règlement** - (6 juin 2013) (p. 5607).
- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)] (suite)** - (6 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5657, 5658).
- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5758, 5759). - **Article 18 (réservé)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 (nouveau), L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS*) (p. 5768). (p. 5770). - **Article 19** (art. 300-3 du code de l'urbanisme -

Sécurisation des conventions de mandat d'aménagement (p. 5775). (p. 5775).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture** [n° 633 (2012-2013)] - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 634 (2012-2013)** (p. 5783, 5784).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture** [n° 634 (2012-2013)] - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 633 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [n° 377 (2012-2013)] - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5823, 5825).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture** [n° 684 (2012-2013)] - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6590, 6591). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6628).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique** [n° 723 (2012-2013)] - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 6991, 6993). (p. 7028).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires) (p. 7062). (p. 7065). (p. 7071, 7072). (p. 7077). (p. 7077). (p. 7077). (p. 7082). - **Rappel au règlement** (p. 7103). - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7121). (p. 7127).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7174). (p. 7175). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7188). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7193, 7194).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique** [n° 724 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013)**. - (15 juillet 2013) - **Article 2** (*Définition du conflit d'intérêts et obligations d'abstention*) (p. 7209). (p. 7210). (p. 7211). - **Article 2 bis** (art. 4 quater [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Rôle des bureaux des assemblées parlementaires dans la prévention et le traitement des conflits d'intérêts) (p. 7212). (p. 7213). - **Article 4** (*Contrôle et publication des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement*) (p. 7224). (p. 7225). - **Article 12** (*Composition et organisation de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique*) (p. 7248). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 7260).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière** [n° 739 (2012-2013)] - (18 juillet 2013) - **Article 15 (priorité)** (*Chapitre Ier du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier*) (p. 7466, 7467). (p. 7475). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7494). (p. 7495). (p. 7495). (p. 7495). (p. 7496). - **Articles additionnels après l'article 11 octies** (p. 7506). (p. 7507). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7513).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie** [n° 778 (2012-2013)] - (23 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 779 (2012-2013)** (p. 7567, 7568).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer** [n° 779 (2012-2013)] - (23 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 778 (2012-2013)**.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Commission mixte paritaire** [n° 769 (2012-2013)] - (25 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7713, 7714).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture** [n° 797 (2012-2013)] - (25 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 798 (2012-2013)** (p. 7743, 7745).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture** [n° 798 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 797 (2012-2013)**. - (25 juillet 2013) - **Article 11** (*Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics*) (p. 7795).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** [n° 734 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8612, 8614). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8657). - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8661).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8685). - **Article 1er bis (nouveau) (supprimé)** (*Limitation du nombre de mandats consécutifs*) (p. 8685). (p. 8687). - **Article 1er ter** (art. L.O. 147-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction dérivée d'un mandat local) (p. 8690). - **Article additionnel après l'article 1er ter** (p. 8694). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8705).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen** [n° 733 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**. - (19 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8746). (p. 8747). - **Article 1er** (art. 6-3 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Incompatibilité entre le mandat de représentant français au Parlement européen et les fonctions exécutives locales) (p. 8748, 8749).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture** [n° 860 (2012-2013)] - (2 octobre 2013) - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8919, 8920).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3663-7 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la métropole de Lyon) (p. 8986).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9127).

- **Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages** [n° 26 (2013-2014)] - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9440).

- **Débat sur la protection des données personnelles** - (17 octobre 2013) (p. 9675, 9676).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique et de l'emploi** - (17 octobre 2013) (p. 9693).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Commission mixte paritaire [n° 59 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 58 (2013-2014)** (p. 9732).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 58 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 59 (2013-2014)**.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens - Commission mixte paritaire [n° 64 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9753, 9754).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (24 octobre 2013) - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO) (p. 10152).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Rappel au règlement** (p. 10318).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 10428). - **Article 78 bis (priorité)** (Construction de logements dans les zones C des plans d'exposition au bruit) (p. 10486). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, L. 443-12 et L. 443-15-2-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat

communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 10504, 10505). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10533).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (30 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite) (p. 10721, 10722).

- **Questions cribles thématiques sur la sécurité et les chiffres de la délinquance** - (21 novembre 2013) (p. 11772). (p. 11773).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (27 novembre 2013) - **Rappel au règlement** (p. 12304, 12305).

- **Projet de loi transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 138 (2013-2014)]** - (3 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12402, 12403).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)]** - (9 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12501, 12502). - **Article 1er** (Habilitation en vue d'alléger et clarifier certaines obligations générales et sectorielles pesant sur les entreprises) (p. 12511). - **Article 8 (supprimé)** (Habilitation en vue de modifier les textes relatifs à la Société du Grand Paris) (p. 12518). - **Article 12** (Habilitation en vue de mettre en conformité la législation française avec le droit européen en matière de surveillance prudentielle) (p. 12523).

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire du Centre national du cinéma et de l'image animée.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Bilan de la session parlementaire 2011-2012 et perspectives nouvelles [n° 654 (2012-2013)] (11 juin 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi organique [n° 815 (2012-2013)] relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 848 (2012-2013)] (17 septembre 2013) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 72 (2013-2014)] (15 octobre 2013) - **Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 74 (2013-2014)] (15 octobre 2013) - **Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Médias, livre et industries culturelles : audiovisuel [n° 160 tome 4 fasc. 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

(*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Composition de la commission et de son bureau - Communication.

Grenelle de l'environnement - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Distribution de la presse - Audition de M. Gérard Proust, président de l'Union nationale des diffuseurs de presse (UNDP).

Distribution de la presse - Audition de MM. Marc Norguez, secrétaire général, et Laurent Joseph, délégué syndical de Presstalis au Syndicat général du livre et de la communication écrite (SGLCE-CGT).

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Distribution de la presse - Audition de M. Denis Bouchez, directeur du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN).

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diffusion des œuvres conservées dans les musées et autres institutions culturelles - Audition de M. Alain Seban, président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Économie numérique de la presse et du livre - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Distribution de la presse - Audition de MM. Jean-Claude Cochi, président, et Patrick André, directeur général des Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Distribution de la presse - Audition de MM. Jean-Pierre Roger, président, et Guy Delivet, directeur général du Conseil supérieur des messageries de presse (CSMP).

Distribution de la presse - Audition de Mme Anne-Marie Couderc, présidente de Presstalis.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application de la loi du 20 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école

de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Forum sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Respect de l'exception culturelle dans le cadre de la négociation d'un accord de libre-échange avec les États-Unis - Échange de vues.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Régime de l'auto-entrepreneur : audition de MM. Pierre Deprost, inspecteur général des finances, et Philippe Laffon, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de M. Gilles Boeuf, président du Muséum d'histoire naturelle.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droits audiovisuels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Contrôle de la mise en application des lois - Examen du rapport annuel.

Organisation des travaux.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 21 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen d'amendements.

Enseignement supérieur et recherche - Examen de deux amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Politique culturelle à l'ère du numérique - Audition de MM. Pierre Lescure, président de la mission « Acte II de l'exception culturelle » et Jean-Baptiste Gourdin, coordinateur de la mission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi relative au statut de l'auto-entrepreneur - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur l'éthique du sport - Communication.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Rémy Pflimlin, président-directeur général de France Télévisions.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Jean-Luc Hees, président-directeur général de Radio France.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Nonce Paolini, président-directeur général de TF1.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente de France Médias Monde.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Marie-Françoise Marais, présidente de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Maryam Salehi, directrice déléguée de NRJ Group.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de M. David Assouline.

Indépendance de l'audiovisuel public - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi relative à la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 relative à la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2007-1224 du 21 août 2007 relative à la continuité du service public dans les transports terrestres de voyageurs (« service minimum ») - Examen du rapport d'information.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis et contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Monodé, président du Centre national du livre (CNL).

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et France Médias Monde pour la période 2013-2015 - Communication.

Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1572).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1712).
- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2581, 2582).
- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2672, 2673).
- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2760, 2761).
- **Rappel au règlement** - (8 avril 2013) (p. 2863).
- **Débat sur la loi pénitentiaire** - (25 avril 2013) (p. 4033, 4034).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4386, 4387).
- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 10** (*art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance*) (p. 4490, 4491).
- Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 4496). - **Article 26** (*art. L. 312-9 du code de l'éducation - Formation à l'utilisation des outils numériques*) (p. 4561).
- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 332-5 du code de l'éducation - Introduction d'une éducation aux médias numériques dans les collèges*) (p. 4614). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 4635). - **Article 51** (*art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation*) (p. 4656).
- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5708, 5709).
- **Mise au point au sujet d'un vote** - (19 juin 2013) (p. 5997).
- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6026, 6028).
- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - **Question préalable** (p. 6080, 6082). - **Article 2** (*art. L. 121-3 du code de l'éducation - Extension des exceptions au principe de l'enseignement en langue française*) (p. 6097). - **Article 5** (*art. L. 123-3 du code de l'éducation - Consécration de la mission de transfert des résultats de la recherche du service public de l'enseignement supérieur*) (p. 6107). (p. 6119). (p. 6119). - **Article 7** (*art. L. 123-5 du code de l'éducation - Mission de transfert des résultats de la recherche vers les secteurs socio-économiques et d'appui aux politiques publiques*) (p. 6122). (p. 6123). - **Article 12** (*art. L. 112-1 du code de la recherche - Objectif complémentaire de la politique publique de la recherche*) (p. 6132). - **Article 12 ter** (*Articulation des stratégies nationales et des schémas régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche*) (p. 6138). (p. 6139). - **Articles additionnels après l'article 14 A** (p. 6145). - **Article 15 bis** (*art. L. 611-5 du code de l'éducation - Missions des bureaux d'aide à l'insertion professionnelle*) (p. 6149). - **Article 15 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 612-8 du code de l'éducation - Définition du stage en milieu professionnel*) (p. 6151). (p. 6151, 6152). - **Articles additionnels après l'article 16 ter** (p. 6162). - **Article 18** (*art. L. 612-3 du code de l'éducation - Orientation des bacheliers technologiques et professionnels et rapprochement entre lycées et établissements d'enseignement supérieur*) (p. 6165, 6166). (p. 6170). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 6180). (p. 6181).
- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 6204). - **Article 47 septies (nouveau)** (*art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers - Conditions d'entrée et de séjour des étudiants et diplômés étrangers*) (p. 6275). (p. 6276). - **Article 65 (Texte non modifié par la commission)** (*Modification des codes de la recherche et de l'éducation et modalités d'extension et d'adaptation de la loi à l'outre-mer*) (p. 6317). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6328, 6329).
- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) - président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois (p. 6424, 6426). (p. 6446, 6447).
- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche - Commission mixte paritaire [n° 695 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6757, 6758).
- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 781 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1er - tableau n° 2 annexé au code électoral - Répartition par secteurs des sièges des membres du conseil de Paris*) (p. 7608, 7609).
- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Rappel au règlement** (p. 8691). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8709, 8710).
- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 849 (2012-2013)** (p. 8786, 8790).
- Rapporteur - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 8807). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Composition du CSA et mode de désignation de ses membres*) (p. 8808). (p. 8810). (p. 8811). (p. 8812). (p. 8813). (p. 8814). - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. 17-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Extension du pouvoir de règlement des différends du CSA aux services de médias audiovisuels à la demande*) (p. 8814, 8815). (p. 8816). - **Article 2 ter (nouveau)** (*nouvel art. 17-2 de la loi n° 86-1067*

du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Mission de conciliation du CSA dans le domaine de la circulation des œuvres) (p. 8817). (p. 8817). - **Articles additionnels après l'article 2 ter** (p. 8818, 8819). (p. 8820, 8821). (p. 8821, 8822). (p. 8822). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8825, 8826). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 8826, 8827). (p. 8827). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 8828). (p. 8828). (p. 8829). (p. 8829). - **Article 5** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Réforme du mode de nomination des sociétés nationales de programme) (p. 8831). (p. 8833). (p. 8833). - **Article 6 A (nouveau)** (art. 50 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Coordination) (p. 8834). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 47-5 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Réforme du mode de révocation des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 8835). - **Article 6 ter** (art. 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Modification des dispositions relatives au rapport public annuel du CSA) (p. 8836). (p. 8836). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 8837, 8838). - **Article 6 quater** (art. 21 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Création d'une commission de la modernisation de la diffusion audiovisuelle) (p. 8840). - **Article additionnel après l'article 6 quater** (p. 8841). - **Article 6 quinquies** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Obligation pour le CSA d'effectuer une étude d'impact avant d'autoriser une modification de convention) (p. 8842). - **Article 6 sexies A (nouveau)** (art. 29-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Gratuité des services de radio numérique terrestre) (p. 8843). (p. 8843). - **Article 6 sexies** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Possibilité de réserver l'accès d'un appel à candidature pour le lancement d'un service national de télévision en haute définition à des chaînes nationales déjà autorisées en diffusion standard) (p. 8845). - **Article 6 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 31 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Obligation d'une étude d'impact et possibilité de différer le lancement d'un appel à candidatures pour l'utilisation de la ressource radioélectrique) (p. 8847). - **Article 6 octies A (nouveau)** (art. 33-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Déclaration préalable des éditeurs de services de médias audiovisuels à la demande) (p. 8847). - **Articles additionnels après l'article 6 octies B** (p. 8848). (p. 8849). (p. 8850). - **Articles additionnels après l'article 6 octies B (suite)** (p. 8850). (p. 8851). - **Article 6 octies** (art. 42-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Agrément par le CSA des modifications du

contrôle des sociétés titulaires d'une autorisation d'usage de la ressource radioélectrique) (p. 8853). - **Article 6 nonies** (art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - maintien de la publicité entre 6 heures et 20 heures sur les chaînes de France Télévisions) (p. 8854). (p. 8855). - **Articles additionnels après l'article 6 nonies** (p. 8856). - **Article additionnel après l'article 6 decies** (p. 8858). - **Article 7 A (nouveau)** (Obligation pour les sociétés nationales de programmes de contractualiser avec des sociétés dont les comptes ont été certifiés) (p. 8858). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 8859).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 849 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 850 (2012-2013).** - (1er octobre 2013) - **Article 3 (nouveau)** (p. 8862, 8863).

- **Questions cibles thématiques sur la situation des universités françaises à l'heure de la rentrée 2013 -** (10 octobre 2013) (p. 9496). (p. 9497).

- **Débat sur la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France -** (15 octobre 2013) (p. 9589).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public - Commission mixte paritaire [n° 75 (2013-2014)] -** (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 73 (2013-2014)** (p. 9714, 9715).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public - Commission mixte paritaire [n° 73 (2013-2014)] -** (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 75 (2013-2014).**

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 11897, 11898). (p. 11899).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11952). (p. 11953). (p. 11953, 11954). (p. 11955). (p. 11956). (p. 11957). (p. 11964). (p. 11964, 11965). (p. 11968).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 12275).

AUBAN (Bertrand)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 451 (2011-2012)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au Centre spatial guyanais et aux prestations associées [n° 308 (2012-2013)] (29 janvier 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Centre spatial guyanais - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Samir Aita, rédacteur en chef du Monde diplomatique éditions arabes et membre du Forum démocratique syrien, sur la situation en Syrie.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail sur le Sahel - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations** - (4 juillet 2013) (p. 6868, 6869).

- **Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali : débat et vote sur une demande du Gouvernement** - (22 avril 2013) (p. 3863, 3865).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4891, 4893).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique** - (6 juin 2013) (p. 5626, 5627).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agression d'un jeune militant à Paris** - (6 juin 2013) (p. 5628).

- **Hommage à Pierre Mauroy** - (11 juin 2013) (p. 5682).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le livret A** - (18 juillet 2013) (p. 7446, 7447).

AYRAULT (Jean-Marc)
Premier ministre

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Mali** - (24 janvier 2013) (p. 481, 482).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la pauvreté** - (24 janvier 2013) (p. 484, 485).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget de la défense** - (28 mars 2013) (p. 2536, 2537).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les comportements antirépublicains** - (14 novembre 2013) (p. 11487, 11488).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme fiscale** - (14 novembre 2013) (p. 11489, 11490).

BAILLY (Dominique)
sénateur (Nord)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013 ; puis vice-président le 16 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La génération perdue ? L'Union européenne face au chômage des jeunes [n° 729 (2012-2013)] (9 juillet 2013) - **Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'action de l'Union européenne en matière de sport professionnel [n° 829 (2012-2013)] (11 septembre 2013) - **Sports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Grands stades et arénas : pour un financement public les yeux ouverts [n° 86 (2013-2014)] (17 octobre 2013) - **Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Donner une dimension sociale à la zone euro [n° 228 (2013-2014)] (13 décembre 2013) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire [n° 259 (2013-2014)] (30 décembre 2013) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Pierre Bordry, ancien président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de Mme Marie-George Buffet, députée, ancien ministre de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-François Verdy, directeur du département des contrôles de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de Mme Françoise Lasne, directrice du département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Michel Rieu, conseiller scientifique de l'Agence française de lutte antidopage.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bernard Laporte, ancien secrétaire d'État chargé des sports.

Audition de M. Christian Prudhomme, directeur général du Tour de France cycliste.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Martin Fourcade, biathlète, médaillé olympique.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-Pierre Paquet, ancien médecin de l'équipe de France de 2004 à 2008.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. David Lappartient, président de la Fédération française de cyclisme.

Audition de MM. Francis Luyce, président de la Fédération française de natation (FFN) et Lionel Horter, directeur technique national de la FFN.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur l'éthique du sport - Communication.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Travail - L'Union européenne et l'emploi des jeunes - Rapport d'information et avis politique de M. Dominique Bailly.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Politique européenne du sport : proposition de résolution européenne de MM. Dominique Bailly et Jean-François Humbert.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Réunion constitutive de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement public des grandes infrastructures sportives - Communication de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, et M. Dominique Bailly, rapporteur au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de MM. Jean-Marc Todeschini et Dominique Bailly, auteurs d'un rapport d'information fait au nom de la commission des finances et de la commission de la culture sur le financement public des grandes infrastructures sportives.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Robert Cadalbert, président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, co-président de la commission des sports de l'Association des maires de grandes villes de France (AMGVF).

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde sur le modèle économique des stades.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Approfondissement de l'Union économique et monétaire (instrument de convergence et de compétitivité, coordination préalable des grandes réformes, dimension sociale) : rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Dominique Bailly.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales** [n° 283 (2012-2013)] - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 531, 532).

- **Question orale sur la création d'un fonds franco-qatari** - (29 janvier 2013) (p. 573). (p. 573).

- **Question orale sur l'encadrement des loyers des maisons de retraite** - (23 avril 2013) (p. 3904). (p. 3905).

- **Question orale sur le développement de la finance participative** - (18 juin 2013) (p. 5901). (p. 5902).

- **Question orale sur la redistribution des produits de la taxe de 75 % sur les salaires de plus d'un million d'euros versés par les clubs sportifs professionnels** - (9 juillet 2013) (p. 6973). (p. 6974).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public** [n° 850 (2012-2013)] - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 849 (2012-2013)** (p. 8801, 8802).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public** [n° 849 (2012-2013)] - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 850 (2012-2013)**.

- **Question orale sur la situation de quatre Français retenus contre leur gré au Qatar** - (19 novembre 2013) (p. 11577). (p. 11578).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12684, 12685).

- **Question orale sur l'instauration d'une taxe européenne sur les transactions financières** - (17 décembre 2013) (p. 13102). (p. 13102).

BAILLY (Gérard)
sénateur (Jura)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution le 13 mars 2013 ; puis vice-président du 27 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : L'avenir des campagnes [n° 271 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation**.

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Avenir des campagnes : présentation du rapport.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la

forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Régime des autorisations de plantation de vigne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale du crédit aux entreprises.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Serge Préveraud, président de la Fédération nationale ovine (FNO).

Audition de MM. Guillaume Roué, président, et Didier Delzescaux, directeur de l'Interprofession nationale porcine (INAPORC).

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Gilles Huttepain, président et de Mme Véronique Eglosi, déléguée générale de la Fédération des industries avicoles (FIA).

Audition de M. Gilles Varachaux, chef d'entreprise à Wissous.

Audition de MM. Jacques Creyssel, délégué général, et Mathieu Pecqueur, directeur « Agriculture et qualité », de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD).

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Gérard Poyer, président et de Mme Aurore Saison, chargée de mission de la Fédération française des commerçants en bestiaux (FFCB).

Audition de M. Jean-Pierre Duclos, président d'Elvea France.

Audition de MM. Pierre Chevalier, président, Jean-Pierre Fleury, secrétaire général et Patrick Bénézat, vice-président de la Fédération nationale bovine (FNB).

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. François Lucas, premier vice-président de la Coordination rurale, et Michel Manoury, responsable national de la filière viande de la Coordination rurale.

Audition de M. Christian Le Lann, membre de la Confédération française de la boucherie, charcuterie et traiteurs (CFBCT).

Audition de M. Patrick Dehaumont, directeur général, Mmes Catherine Collinet, directrice de la Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires, Stéphanie Flauto, sous-directrice de la sécurité sanitaire des aliments et Nathalie Pihier, chef de la mission urgences sanitaires de la Direction générale de l'alimentation (DGAL).

Audition de M. Robert Volut, président de la Fédération française des industriels charcutiers traiteurs (FICT).

Audition de Mmes Anne Richard, directrice générale et Pascale Magdelaine, responsable des observatoires économiques avicoles de l'Institut technique de l'Aviculture.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Olivier Andrault, chargé de la mission

« agriculture et alimentation » à l'Union française de consommateurs, UFC Que choisir.

Audition de MM. Pascal Millory, directeur commercial et Guy Emeriau, responsable de l'activité boucherie-volaille de Système U.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Pierre Montaner, directeur des produits laitiers et carnés de SOPEXA.

Audition de MM. Dominique Langlois, président, Yves Berger, directeur et Marc Pages, directeur adjoint de l'association nationale inter-professionnelle du bétail et des viandes (INTERBEV).

Audition de MM. Frédéric Gueudar Delahaye, directeur général par intérim, Michel Meunier, délégué filière viande, Yves Trégaro, chef de l'unité produits animaux et viande, et Mme Claire Legrain, chef du service entreprises et marché de FranceAgriMer.

Audition de MM. Hervé Guyomard, directeur scientifique et Jean-Louis Payraud, directeur de la recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

Audition de MM. Hubert Garaud, président du pôle animal, Gérard Viel, président de la filière porcine, Denis Gilliot, coordinateur des filières et Mme Irène de Bretteville, chargée des relations parlementaires de Coop de France.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Jean-Pierre Kieffer, président, et Frédéric Freund, directeur de l'œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir (OABA).

Audition de Mme Anna Lipchitz, conseillère technique chargée de la politique commerciale au cabinet de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Jean-Michel Serre, président, et Mme Caroline Tailleux, chargée de mission - Fédération nationale porcine (FNP).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ouverture de négociations en vue d'un Partenariat transatlantique - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Jean-Louis Hurel, président et Léonidas Kalogéropoulos, conseiller du syndicat des industries françaises des coproduits (SIFCO).

Table ronde avec représentants des syndicats de salariés de l'agro-alimentaire.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Pierre Le Neindre, ancien chercheur et de Mme Claire Sabbagh, ancienne responsable de la cellule expertise à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) auteurs du rapport d'expertise collective de l'INRA sur les douleurs animales.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut de développement durable et de relations

internationales, facilitatrice du débat national sur la transition énergétique.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée à la présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Julien Bigand, trésorier adjoint, responsable du dossier viande, et Mme Suzanne Dalle, conseillère en production animale, du Syndicat professionnel des jeunes agriculteurs (JA).

Audition de MM. Michel Prugue, président, et Christian Marinov, directeur, de la confédération française de l'aviculture.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Daniel Perron, conseiller du ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire, en charge des relations avec les partenaires.

Audition de MM. Gilles Salvat, directeur de la santé animale et Franck Foures, directeur adjoint du service de l'évaluation des risques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Audition de MM. Joël Mergui, président du Consistoire central israélite de France et Bruno Fiszon, grand rabbin de Moselle, conseiller auprès du grand rabbin de France sur l'abattage rituel.

Audition de MM. Patrick Jankowiak et Gil Lorenzo, chefs de bureau à la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Contentieux de l'urbanisme - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Martial Bourquin, parlementaire en mission sur l'ordre public économique et les relations inter-entreprises.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Examen du rapport de la mission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*) : Missions de l'Etablissement national des produits agricoles et de la pêche maritime - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Biogaz et méthanisation comme ressource économique et substitut au gaz - Table ronde.

(*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 relative à la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Affectation des fréquences de la bande 700 Mhz (très haut débit mobile) - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Égalité des territoires, logement, et ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Marcon, président de « CCI de France ».

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la garantie universelle des loyers (GUL) - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)] - (29 janvier 2013) - Article 1er (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité

de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes) (p. 630).

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)]** - (30 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 675, 677). - **Article unique** (*Création de zones d'exclusion pour les loups*) (p. 683, 684).

- **Question orale sur les études sur les incidences de l'utilisation des OGM sur la santé** - (5 février 2013) (p. 808). (p. 808, 809).

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1344, 1348).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1781).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 16** (*art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire*) (p. 1869).

- **Question orale sur les attaques du loup** - (26 mars 2013) (p. 2383). (p. 2384).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2756, 2757).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2798, 2799).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)] (suite)** - (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (*art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3089).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3218).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6666).

- **Question orale sur les charges supplémentaires pour l'élevage** - (9 juillet 2013) (p. 6968). (p. 6969).

- **Question orale sur les nouvelles contraintes pour les forestiers** - (19 novembre 2013) (p. 11563, 11564). (p. 11564).

BARBIER (Gilbert)
sénateur (Jura)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficient acquis (SIDA).

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire du Comité *ad hoc* chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Vice-président de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la biologie médicale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France.

(*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Christophe Jacquinet, président du collège des directeurs généraux des agences régionales de santé (ARS), directeur général de l'ARS Rhône-Alpes.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique, sur l'organisation du débat national sur la procréation médicalement assistée (PMA).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accessibilité des personnes handicapées au logement, aux établissements recevant du public, aux transports, à la voirie et aux espaces publics - Présentation d'un rapport au Premier ministre.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Avis sur l'organisation d'états généraux sur la procréation médicalement assistée (PMA) par le Comité consultatif national d'éthique.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Jean Debeaupuis, directeur général de l'offre de soins.

Agences régionales de santé (ARS) - Audition de MM. Guy Moulin, président de la Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement des centres hospitaliers universitaires (CME de CHU), et Frédéric Martineau, président de la Conférence des présidents de CME des centres hospitaliers (CME de CH).

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMS).

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport sur « les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe ».

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Médicaments génériques - Première table ronde consacrée à l'équivalence entre princeps et générique.

Médicaments génériques - Seconde table ronde consacrée à l'évaluation de la politique française du médicament générique.

(*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Jean-Yves Grall, directeur général de la santé.

Agences régionales de santé - Table ronde avec les syndicats de médecins.

(*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Communication de M. Yves Daudigny, rapporteur général.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Situation sociale des personnes prostituées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec des économistes.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMS).

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » action « Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 393, 395).

- **Débat sur les nouvelles menaces des maladies infectieuses émergentes** - (23 janvier 2013) (p. 410, 411).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 746, 747). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-1, L. 6211-23, L. 6212-2, L. 6221-1, L. 6221-12 et L. 6241-2 du code de la santé publique - Examens de cytologie pathologique) (p. 758). - **Article 4** (art. L. 1223-1, L. 6211-13, L. 6211-17 et L. 6223-5 du code de la santé publique - Organisation des établissements de transfusion sanguine et conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale) (p. 761). (p. 762). (p. 764). (p. 765). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 768). (p. 769). - **Article 6** (art. L. 6213-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Nomination dans les centres hospitaliers et universitaires de personnes non titulaires du diplôme d'études spécialisées de biologie médicale) (p. 771, 772).

- **Suite de la discussion** (5 février 2013) - **Article 7** (art. L. 1434-9, L. 4352-4, L. 4352-3-1 et L. 4352-3-2 [nouveaux], L. 4352-7, L. 53-11-1, L. 6211-12, L. 6211-18, L. 6212-4, L. 6213-2, L. 6213-3, L. 6213-4, L. 6213-6, L. 6213-10, L. 6213-10-1, L. 6221-9, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6223-3, L. 6223-5, L. 6231-1, L. 6231-3 [nouveau], L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-5-1 [nouveau], L. 6242-3 du code de la santé publique ; art. L. 145-5-6 et L. 162-13-1 du code de la sécurité sociale ; art. 7, 8 et 9 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Qualité de la biologie médicale) (p. 818, 819). (p. 820). (p. 822). (p. 824). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 6211-8 [nouveau] du code de la santé publique - Situation d'urgence) (p. 826, 827). - **Article 8** (art. L. 6223-8 [nouveau] du code de la santé publique - Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale) (p. 832). (p. 833). (p. 836). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 844). (p. 846).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la traçabilité de la viande** - (21 février 2013) (p. 1484, 1485).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1646, 1647).

- **Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 450 (2012-2013)]** - (2 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2607).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des hôpitaux** - (18 avril 2013) (p. 3488). (p. 3489).

- **Débat sur la politique vaccinale de la France** - (23 avril 2013) (p. 3936, 3938).

- **Questions cribles thématiques sur l'avenir des retraites** - (13 juin 2013) (p. 5851, 5852). (p. 5852).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Création expérimentale et prise en charge des maisons de naissance) (p. 5860). (p. 5861). (p. 5862). (p. 5862). (p. 5863). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Définition et financement des "maisons de naissance" - Dérogation aux art. L. 1434-2, L. 1434-7 et L. 6122-1 du code de la santé publique) (p. 5865). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Conditions de fonctionnement -

Autorisation d'ouverture et suspension) (p. 5867). (p. 5867). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5869).

- **Proposition de loi visant à instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus [n° 605 (2011-2012)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5872, 5873).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de détachement des travailleurs [n° 528 (2012-2013)]** - (16 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9618, 9619).

- **Débat sur le marché du médicament et des produits de santé** - (17 octobre 2013) (p. 9700, 9702).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10556, 10557).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10651, 10652). (p. 10670). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10694). - **Article 2 bis (nouveau)** (Rapport du Gouvernement sur l'âge du taux plein et la décote) (p. 10695).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite) (p. 10725). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10781). (p. 10792).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité sociale des frontaliers** - (31 octobre 2013) (p. 10830, 10831).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)] (suite)** - (31 octobre 2013) - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 10838).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 12** (art. L. 161-22, L. 161-22-1 A [nouveau], L. 634-6, L. 643-6 et L. 723-11-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 84 et L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Clarification des règles du cumul emploi-retraite) (p. 10871). (p. 10873).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 28** (art. L. 173-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Simplification des modalités de calcul de la retraite des polypensionnés) (p. 10958). - **Article 32** (art. L. 641-2, L. 641-3-1 nouveau, L. 641-4-1 nouveau, L. 641-5 et L. 641-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de la gouvernance des régimes de retraite des professions libérales) (p. 10974). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10991, 10992).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11273, 11274). (p. 11301, 11302).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles) (p. 11331). - **Article 8** (art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1600-0 S du code général des impôts ; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Refonte des règles de calcul, de déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement) (p. 11346). -

Article 10 (art. L. 613-10 et L. 633-10 du code de la sécurité sociale - Création d'une cotisation déplaçonnée d'assurance vieillesse applicable aux artisans et commerçants affiliés au régime social des indépendants) (p. 11367). - **Article 11** (art. L. 161-45 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5123-5 et L. 5211-5-1 du code de la santé publique ; art. 1635 bis AF, 1635 bis AG et 1635 bis AH [nouveaux] du code général des impôts - Financement de la Haute autorité de santé) (p. 11374, 11375). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 138-2 du code de sécurité sociale - Création d'une troisième tranche de la taxe sur le chiffre d'affaires de la vente en gros) (p. 11381, 11382). - **Article 15** (art. L. 131-8, L. 135-3, L. 136-8, L. 137-13, L. 137-14, L. 137-16, L. 137-18, L. 137-19, L. 137-24, L. 139-1, L. 241-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, lois n° 2010-1657 du

29 décembre 2010 et n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 - Mesures de transferts de recettes) (p. 11391).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Article 24** (affectation à la Caisse nationale d'assurance maladie des excédents de la Caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières) (p. 11458). - **Rappel au règlement** (p. 11464).

- **Débat sur la sécurité sociale des étudiants** - (3 décembre 2013) (p. 12418, 12419).

BAS (Philippe)
sénateur (Manche)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et

délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Gilles Bernheim, grand rabbin de France.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Audition de M. Vincent Lamanda, premier président de la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Pierre Avril, professeur émérite de droit public, M. Olivier Beaud, professeur de droit public, Mme Julie Benetti, professeur de droit public et M. Dominique Rousseau, professeur de droit public.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants - Examen du rapport et du texte proposé de la commission.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 131, 132).

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 182). (p. 220).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 252 du code électoral - Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 288, 289). - **Article annexe** (p. 314). (p. 317, 318). - **Article 20** (*art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 322). (p. 331). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 340, 341).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Article 1er** (*art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes*) (p. 543). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 552, 553).

- **Question orale sur les contrôles de sécurité de francs-bords sur les bateaux de pêche effectués par des sociétés privées** - (29 janvier 2013) (p. 583). (p. 584).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 615, 616). - **Article 1er** (*art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes*) (p. 624). (p. 630).

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1359, 1360).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (*art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transposition de la procédure de*

l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales) (p. 1610).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2126, 2128). - **Article 1er** (art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - Filialisation des activités bancaires spéculatives) (p. 2158).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2788, 2790). (p. 2809).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (5 avril 2013) - **Question préalable** (p. 2828, 2829). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2832, 2835).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2890). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2920, 2921). (p. 2931, 2932).

- **Question orale sur la situation des associations d'aide à domicile** - (9 avril 2013) (p. 2972). (p. 2972, 2973).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)] (suite)** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - **Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois** (p. 2992, 2993). (p. 3000, 3001). (p. 3013). - **Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 34-1 [nouveau] du code civil - Contrôle et surveillance par le ministère public de l'établissement des actes d'état civil) (p. 3029). - **Article 1er bis B** (art. 74 et 165 du code civil - Assouplissement des règles relatives à la détermination de la mairie compétente pour célébrer un mariage) (p. 3031, 3032). - **Article 1er bis CA (nouveau)** (art. 75 du code civil - Suppression de la lecture de l'article 220 du code civil relatif à la solidarité des dettes entre époux lors de la célébration du mariage) (p. 3034). - **Article 1er bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 165 du code civil - Caractère républicain de la célébration du mariage) (p. 3036). - **Article 1er bis D** (art. 167 du code civil - Célébration impossible du mariage à l'étranger des Français établis hors de France) (p. 3040). - **Organisation des travaux** (p. 3045, 3046). - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3046, 3047).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) (p. 3102, 3103). - **Article 1er ter** (art. 360 du code civil - Autorisation de l'adoption simple de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3117). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3141).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 361 et 363 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas d'adoption simple) (p. 3158, 3159). (p. 3162, 3163). - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3164). - **Article 4 bis** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3180). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles - Critères d'éligibilité au statut d'association familiale) (p. 3196). (p. 3197). (p. 3198). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3223). - **Articles**

additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés) (p. 3236). (p. 3238).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3278).

- **Question orale sur la hauteur du gué du Mont-Saint-Michel** - (21 mai 2013) (p. 4302). (p. 4302).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Article 1er** (*Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer*) (p. 4985). (p. 4993). (p. 4993).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5079, 5080).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Article 18 (réservé)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau], L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS) (p. 5772). (p. 5774).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5845, 5847).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Définition et financement des "maisons de naissance" - Dérogation aux art. L. 1434-2, L. 1434-7 et L. 6122-1 du code de la santé publique*) (p. 5866).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5925). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5937, 5938).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6675).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Question préalable** (p. 6820, 6822). - **Article 1er** (art. 64 de la Constitution - Mission du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 6826).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Question préalable** (p. 7016, 7019).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires) (p. 7094). (p. 7096). - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7132).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Article 2 bis A (nouveau)** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Incompatibilités professionnelles applicables aux membres du Conseil constitutionnel) (p. 7171). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L.O. 153 du code électoral - Interdiction

pour un parlementaire nommé membre du Gouvernement de percevoir une indemnité parlementaire pendant le délai d'option (p. 7173). (p. 7174). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7186). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7197, 7198).

- **Question orale sur la situation du réseau à moyenne tension dans le département de la Manche** - (23 juillet 2013) (p. 7537, 7538). (p. 7538).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-1 du code de la mutualité - Possibilité pour les mutuelles de moduler le niveau des prestations selon le professionnel de santé consulté) (p. 7637, 7638).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Question préalable sur le projet de loi organique** (p. 7750). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7770).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8623, 8627). - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8663). (p. 8665). (p. 8667, 8668). (p. 8669).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Article 1er bis (nouveau) (supprimé)** (Limitation du nombre de mandats consécutifs) (p. 8687). - **Rappel au règlement** (p. 8692). - **Article 3** (art. L.O. 176, L.O. 178, L.O. 319 et L.O. 322 du code électoral - Extension du recours au suppléant en cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire) (p. 8700). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8705, 8706).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**. - (19 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8741). (p. 8747).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 36 bis** (art. L. 2213-6, L. 2331-4, L. 2333-87 et L. 2573-50 du code général des collectivités territoriales, art. L. 411-1 du code de la route, art. L. 2125-9 [nouveau], L. 2321-3-1 [nouveau], L. 2323-3 et L. 2323-5 du code général de la propriété des personnes publiques et art. 1635 bis Q du code général des impôts - Dépénalisation des infractions au stationnement payant sur voirie) (p. 9302). (p. 9303). (p. 9303). (p. 9303, 9304).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986; art. L. 125-5 du code de l'environnement; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 10001). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale -

Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10025).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10114). - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO) (p. 10154).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10572, 10573).

- **Question orale sur la protection juridique des majeurs** - (29 octobre 2013) (p. 10632). (p. 10633).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)] (suite)** - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10638). (p. 10640, 10641). (p. 10643). (p. 10645, 10646). (p. 10651). (p. 10656). (p. 10659). (p. 10661). (p. 10663, 10664). (p. 10667). (p. 10670, 10671). - **Article 2** (art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035) (p. 10682, 10683). - **Article 2 bis (nouveau)** (Rapport du Gouvernement sur l'âge du taux plein et la décote) (p. 10695, 10696).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite) (p. 10727, 10728). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10734). (p. 10738). (p. 10740). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L.5552-20 du code des transports - Mode de revalorisation des pensions des marins) (p. 10742, 10743). - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10747, 10748).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - Accords en faveur de la prévention de la pénibilité) (p. 10814). (p. 10816). (p. 10818, 10819). (p. 10821). - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 10844, 10845). (p. 10846). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10849). - **Article 11** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Assouplissement de la condition d'âge pour bénéficiaire de la retraite progressive) (p. 10859).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11298, 11299).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 8** (art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles; art. 1600-0 S du code général des impôts; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Refonte des règles de calcul, de déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement) (p. 11349, 11350).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11796, 11798).

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 23** (art. 235 ter ZE du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe de risque systémique) (p. 12154, 12155).

BATAILLE (Delphine)
sénatrice (Nord)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Jacques Repussard, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Avis sur l'organisation d'états généraux sur la procréation médicalement assistée (PMA) par le Comité consultatif national d'éthique.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Communication de MM. Bruno Sido, sénateur, et Jean-Yves Le Déaut, député, relative à l'audition publique sur « le risque numérique, en prendre conscience pour mieux le maîtriser ? ».

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition du conseil scientifique de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 136, 137).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Débat sur l'avenir du service public ferroviaire** - (24 janvier 2013) (p. 505, 506).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1410, 1411).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1473, 1474).

- **Question orale avec débat sur la lutte contre l'obsolescence programmée des produits** - (23 avril 2013) (p. 3926, 3927).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 600 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4820, 4821).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5705, 5706).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7917, 7919).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8050).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 4 bis A** (*art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration*) (p. 8077, 8078). (p. 8079, 8080). - **Article 5** (*sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Vente à distance*) (p. 8093). (p. 8099). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8130). (p. 8131). (p. 8133). - **Article 18 D** (*art. L. 331-6, L. 331-7, L. 332-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Réduction de la durée des plans conventionnels de redressement, PCR*) (p. 8169).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Article additionnel après l'article 24** (p. 8286). - **Articles additionnels après l'article 57 ter** (p. 8334). (p. 8334). (p. 8335). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 125-1-1 [nouveau] du code de commerce - Création d'un statut pour les magasins de producteurs*) (p. 8361). - **Article 72 bis** (*art. L. 121-42 à L. 121-47 [nouveaux] du code de la consommation - Encadrement de l'exploitation et de l'usage de numéros à valeur ajoutée*) (p. 8386). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8394).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11030, 11031).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 5** (*Pôles territoriaux de coopération économique*) (p. 11104). - **Article 11** (*art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code de commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce*) (p. 11166).

- **Débat sur la politique d'aménagement du territoire** - (18 novembre 2013) (p. 11523, 11525).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les énergies renouvelables** - (17 janvier 2013) (p. 202, 203). (p. 203). (p. 204). (p. 205). (p. 206). (p. 206, 207). (p. 207). (p. 208). (p. 209).

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)]** - (30 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 666, 668). (p. 679, 680). - **Article additionnel avant l'article unique** (p. 681). - **Article unique** (*Création de zones d'exclusion pour les loups*) (p. 685).

- **Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 341 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1150, 1151). (p. 1156, 1157). - **Article unique** (*art. L. 541-10-2 du code de l'environnement - Prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée au consommateur pour les équipements électriques et électroniques ménagers*) (p. 1158).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (13 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1189, 1191). (p. 1210, 1213). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1214). (p. 1214). - **Article 1er** (*titre II bis du livre II du code de l'énergie [nouveau] - Bonus-malus sur les consommations domestiques d'énergie*) (p. 1222). (p. 1223,

BATHO (Delphine)
ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
(jusqu'au 2 juillet 2013)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)] (3 janvier 2013) - **Transports**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2013-139 du 13 février 2013 relative aux formalités déclaratives applicables aux navires à l'entrée et à la sortie des ports maritimes [n° 603 (2012-2013)] (22 mai 2013) - **Transports**.

1224). (p. 1225). - **Article 1er bis** (art. L. 134-5 du code de l'énergie - Fixation du niveau des bonus et des malus par la commission de régulation de l'énergie) (p. 1232). - **Article 1er ter** (art. L. 131-1 et 134-18 du code de l'énergie - Missions de la commission de régulation de l'énergie concernant l'application des bonus et des malus) (p. 1232). - **Article 1er quater** (art. L. 134-25 et L. 134-26 du code de l'énergie - Compétences du comité de règlement des différends et des sanctions concernant l'application des bonus et des malus) (p. 1233). - **Article 2** (Demande de rapports au Gouvernement) (p. 1234). (p. 1236). (p. 1236, 1237). (p. 1237, 1238). (p. 1238, 1239). - **Article 3** (art. L. 121-5, L. 337-3 et L. 445-5 du code de l'énergie, art. L. 2224-3 du code général des collectivités territoriales - Extension du champ des bénéficiaires du tarif de première nécessité pour l'électricité) (p. 1240). (p. 1240). (p. 1240). (p. 1242). - **Article 5** (art. L. 132-2 du code de l'énergie - Membres du collège de la commission de régulation de l'énergie) (p. 1244). (p. 1244). (p. 1245). (p. 1245). (p. 1245). - **Article 6** (chapitre II du titre III du livre II du code de l'énergie [nouveau] - Service public de la performance énergétique de l'habitat) (p. 1247). (p. 1247). (p. 1248). - **Article 7 bis** (titre VII [nouveau] du livre II, chapitre III [nouveau] du titre II du livre Ier, art. L. 121-6, L. 121-10, L. 121-16, L. 134-1, L. 321-10, L. 321-15, L. 321-15-1 [nouveau] et L. 333-3 du code de l'énergie - Valorisation de l'effacement) (p. 1251). (p. 1252). (p. 1252). (p. 1252, 1253). (p. 1253). (p. 1253). - **Article 7 quinquies** (art. L. 335-5 du code de l'énergie - Garanties de capacité associées à certains contrats d'approvisionnement d'électricité à long terme) (p. 1254). - **Article 8** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Interdiction d'interruption de la fourniture en énergie pendant les mois d'hiver) (p. 1256). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1257, 1258).

- **Suite de la discussion** (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - Suppression des zones de développement de l'éolien) (p. 1270, 1271). (p. 1276, 1277). (p. 1279). (p. 1281). (p. 1285, 1286). - **Article 12 ter** (art. L. 146-6 du code de l'urbanisme - Raccordement des éoliennes en mer) (p. 1286). (p. 1286). - **Article 12 quater** (art. L. 156-2 du code de l'urbanisme - Installations d'éoliennes en outre-mer) (p. 1287). (p. 1288). (p. 1288). (p. 1288). (p. 1289). - **Article 14** (Expérimentation d'une tarification sociale de l'eau) (p. 1292). (p. 1293). (p. 1294). (p. 1295). (p. 1296). (p. 1296). (p. 1297). (p. 1297, 1298). - **Article 15** (art. L. 314-1 du code de l'énergie - Suppression de la règle des cinq mâts) (p. 1298). - **Demande de seconde délibération** (p. 1299).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1476, 1479).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) [n° 408 (2012-2013)]** - (12 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1713, 1715). (p. 1728, 1729). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1731).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte - Deuxième lecture [n° 452 (2012-2013)]** - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2619, 2621). (p. 2630). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1350-1 [nouveau] du code de la santé publique - Principe de non-discrimination des lanceurs d'alerte) (p. 2633, 2634). - **Article 23 (Suppression maintenue) (Gage financier)** (p. 2635).

- **Question orale sur l'interdiction des feux de cheminée** - (9 avril 2013) (p. 2968). (p. 2969).

- **Question orale sur la mesure de la pollution atmosphérique** - (9 avril 2013) (p. 2969, 2970).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 600 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4808, 4809). (p. 4821, 4822). - **Article additionnel après l'article 3 bis A** (p. 4824). - **Article 4** (art. L. 515-32 à L. 515-42 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses) (p. 4827). (p. 4827). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 4831). - **Article 9 (Sociétés vétérinaires)** (p. 4841). - **Article 10 (Ratification d'ordonnances)** (p. 4843). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 4843). (p. 4844). - **Article 27 A (Supprimé)** (art. L. 641-6, L. 661-1 à L. 661-7 du code de l'énergie, articles du code de l'environnement, art. 265 bis A et 266 quinzièmes du code des douanes, art. 7 de l'ordonnance n° 2011-1105 du 14 septembre 2011 portant transposition des directives 2009/28/CE et 2009/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 dans le domaine des énergies renouvelables et des biocarburants, art. 21, 22 et 46 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, art. 4 et 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet de programme fixant les orientations de la politique énergétique, art. 25 de la loi n° 97-1239 du 29 décembre 1997 de finances rectificative pour 1997 - Substitution du terme « agrocarburants » au terme « biocarburants ») (p. 4871). - **Article 28** (art. 4 de l'ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011, art. L. 111-1, L. 111-8, L. 111-26, L. 111-30, L. 111-40, L. 111-43, L. 111-47, L. 111-48, L. 111-68, L. 111-72, L. 111-82, L. 111-101, L. 111-106, L. 121-8, L. 121-14, L. 121-34, L. 121-46, L. 131-1, L. 131-2, L. 132-5, L. 134-9, L. 134-19, L. 134-26, L. 134-31, L. 135-4, L. 135-12, L. 135-13, L. 142-3, L. 142-6, L. 142-14 et L. 142-22, intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre IV du livre Ier, art. L. 144-3 à L. 144-6, L. 211-3, L. 321-6, L. 335-7, L. 335-8, L. 341-5 et L. 342-11, chapitres Ier et II du titre VI du livre III, art. L. 432-8, L. 433-3, L. 433-5, L. 433-8, L. 433-10, L. 433-11, L. 433-15, L. 433-18, L. 446-2, L. 452-5, L. 521-18, L. 521-19, L. 521-20, L. 521-21, L. 521-22, L. 521-23 et L. 521-4 du code de l'énergie - Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code de l'énergie) (p. 4875, 4876). (p. 4876). (p. 4876). (p. 4877). (p. 4878). (p. 4878). (p. 4879). (p. 4879). (p. 4879). (p. 4879). (p. 4879). (p. 4880). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 4880). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission) (Stocks stratégiques de pétrole)** (p. 4882). - **Article 30 bis A** (art. L. 314-1 [nouveau] et L. 121-7 du code de l'énergie - Prolongation des contrats d'achat pour les cogénérations de sites industriels) (p. 4883, 4884). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4885).

- **Question orale sur l'exploitation des gaz et huiles de schiste** - (4 juin 2013) (p. 5343, 5344).

- **Question orale sur le déstockage des déchets du site de Stocamine** - (4 juin 2013) (p. 5345).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Commission mixte paritaire [n° 662 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6532, 6533). (p. 6538, 6539). - **Article 31 (Pour correction d'une erreur matérielle) (Entrée en vigueur du texte et abrogation de la loi du 28 octobre 1943)** (p. 6575). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6576).

BAYLET (Jean-Michel)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne** [n° 225 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 36, 37).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Deuxième lecture** [n° 737 (2011-2012)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 53, 54).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération** [n° 318 (2012-2013)] - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 874, 876).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1374, 1375).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** [n° 423 (2012-2013)] - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2117, 2118).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2727, 2729).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2779, 2782). (p. 2807, 2808).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4357, 4358).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4900, 4901).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture** [n° 673 (2012-2013)] - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6356, 6357).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Deuxième lecture** [n° 754 (2012-2013)] - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7304, 7305).

- **Débat sur la situation en Syrie** - (4 septembre 2013) (p. 7828, 7829).

- **Proposition de loi relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime** [n° 6 (2013-2014)] - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9426, 9427).

- **Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages** [n° 26 (2013-2014)] - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9437, 9438).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne** [n° 10 (2013-2014)] - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9447).

- **Débat sur la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France** - (15 octobre 2013) (p. 9594, 9595).

- **Projet de loi transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants** [n° 138 (2013-2014)] - (3 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12403, 12404).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en République centrafricaine** - (10 décembre 2013) (p. 12549, 12551).

BEAUFILS (Marie-France)
sénatrice (Indre-et-Loire)
CRC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Remboursements et dégrèvements [n° 156 tome 3 annexe 25 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Conséquences des nouvelles règles de gouvernance budgétaire européennes sur la procédure nationale - Audition de MM. Julien Dubertret, directeur du budget, et Ramon Fernandez, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Bilan de l'ouverture des jeux en ligne, trois ans après - Table ronde.

Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des finances*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des maires ruraux de France, de l'Association des petites villes de France et de la Fédération des maires des villes moyennes de France.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Situation économique et financière de la Slovénie - Communication.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des finances*) : Dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires - Contrôle budgétaire - Communication.

Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des finances*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des finances*) : Politique française d'aide publique au développement en matière d'énergie et de transport - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. François Marc.

Désignation de rapporteurs.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des finances*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. Philippe Marini, président, sur un nouvel indicateur permettant de mesurer l'émigration fiscale des particuliers.

Investissements dans la police et la gendarmerie - Contrôle budgétaire - Communication de M. Jean-Vincent Placé, rapporteur spécial Contrôle budgétaire.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial, sur la mission « Immigration, asile et intégration » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'allocation temporaire d'attente (ATA).

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Marie-France Beaufils, rapporteure spéciale, sur la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif aux bénéficiaires des remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues dans la perspective d'une éventuelle saisine du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » et compte de concours financiers « Avances aux organismes de sécurité sociale » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

Mutualisation des moyens départementaux de la sécurité civile - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen d'une motion en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la sortie des laboratoires publics départementaux de la concurrence** - (15 janvier 2013) (p. 18). (p. 19).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - (30 janvier 2013) (p. 692, 693).

- **Question orale sur la reconnaissance de l'usage gratuit de locaux syndicaux** - (23 avril 2013) (p. 3890, 3891). (p. 3891).

- **Débat sur l'efficacité des conventions fiscales internationales** - (23 avril 2013) (p. 3950, 3951).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de rigueur économique** - (25 avril 2013) (p. 4054, 4055).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (31 mai 2013) - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5144). (p. 5147). (p. 5150). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5160, 5161). (p. 5175). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 5187). - **Article 5 (Supprimé)** (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place d'un pacte de gouvernance territoriale) (p. 5201).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 26** (Prorogation du mandat des délégués communautaires de la communauté urbaine de Lyon) (p. 5383). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration

du régime métropolitain) (p. 5407, 5408). (p. 5429). (p. 5430). (p. 5445).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5467). - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 5473). - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 5545). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 5548). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission) (Dispositions spécifiques à la métropole de Nice Côte d'Azur)** (p. 5556). - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 5567). (p. 5571). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 2213-1, L. 2213-33 [nouveau], L. 5211-9-2 et L. 5842-4 du code général des collectivités territoriales - Polices spéciales de la circulation et de délivrance des autorisations de stationnement des taxis)** (p. 5577).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 39** (art. L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique du dispositif des services communs) (p. 5599). - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine) (p. 5603).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de l'usine Michelin de Joué-lès-Tours** - (20 juin 2013) (p. 6111).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 710 (2012-2013)]** - (4 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6883, 6884).

- **Nouvelle lecture [n° 710 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7662, 7663).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9507, 9509). - **Article 1er** (art. L. 2334-3 du code général des collectivités territoriales - Modification des seuils de population pour le calcul de la dotation de base et alignement progressif sur le montant par habitant des communes de 20 000 habitants) (p. 9518).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9522, 9523).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (25 octobre 2013) - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, art. L. 441-2-7 à L. 441-2-9 [nouveaux] et L. 472-3 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 10284). (p. 10285). - **Article 47 ter A (nouveau)** (art. L. 441-4 du code de la construction et de l'habitation - Suppression du plafonnement par rapport à la surface du supplément de loyer de solidarité) (p. 10289, 10290). (p. 10290). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10312). - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10338). (p. 10339). (p. 10345). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCOT) (p. 10368). - **Article 61 (priorité)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 10388, 10389).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la

sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10662, 10663).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10735).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Article 7** (art. L. 562-1 et L. 562-4-1 du code de l'environnement - Élaboration conjointe des PPRI et procédure de révision simplifiée) (p. 11720, 11721). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11728).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]** - (22 novembre 2013) - **Article liminaire** (Prévision de solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2014, de l'exécution 2012 et de la prévision d'exécution 2013) (p. 11837, 11838).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu de l'année 2014 et revalorisation exceptionnelle de la décote) (p. 11841). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11844). (p. 11845). (p. 11846). (p. 11847, 11848). (p. 11856, 11857). - **Article 3** (art. 197 du code général des impôts - Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial) (p. 11857, 11858). - **Article 5** (art. 83 du code général des impôts - Suppression de l'exonération fiscale de la participation de l'employeur aux contrats collectifs de complémentaire santé) (p. 11870). - **Article 6** (art. 81 du code général des impôts - Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu des majorations de retraite ou de pension pour charges de famille) (p. 11874). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11879). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 68 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 - maintien du taux réduit de TVA à 5,5 %) (p. 11895, 11896). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11906).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) (p. 11930). (p. 11933). (p. 11936). (p. 11942, 11943). - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11960). (p. 11962, 11963). (p. 11966).

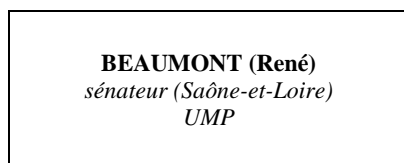
- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Article 23** (art. 235 ter ZE du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe de risque systémique) (p. 12152). - **Article 24** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 12175, 12176). (p. 12182). (p. 12182). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 12183). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 12209). (p. 12209). - **Article 30** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) (p. 12211). - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quater vicies A, art. 1609 septvicies et art. 1609 novovicies du code général

des impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public (p. 12214, 12215). (p. 12217). - **Article 32** (Prélèvement exceptionnel sur le fonds de roulement des agences de l'eau) (p. 12221). (p. 12222).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 12346).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**

Deuxième partie :



BEAUMONT (René)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : Bosnie-Herzégovine : s'inventer un destin européen [n° 106 (2012-2013)] (31 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 350 (2011-2012)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Monténégro relatif à la mobilité des jeunes [n° 399 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions**.

- (13 décembre 2013) - **Article 7** (art. L. 125-0 A et 990 I du code général impôts et art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime de l'assurance-vie en vue d'une meilleure contribution au financement de l'économie) (p. 12846). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 12847). (p. 12847, 12848). (p. 12848). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12862). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12863). (p. 12864). (p. 12865). (p. 12873). (p. 12873, 12874). (p. 12874). (p. 12874).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]** - (17 décembre 2013) - **Question préalable** (p. 13121, 13122). (p. 13124).

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 415 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Action extérieure de l'État : diplomatie culturelle et d'influence [n° 158 tome 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 697 (2012-2013)] autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti [n° 219 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Europe de la défense - Audition de S.E. M. Tomasz Orłowski, ambassadeur de la République de Pologne.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mobilité des jeunes entre la France et le Monténégro - Mobilité des jeunes entre la France et la Serbie - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Gilles Varachaux, chef d'entreprise à Wissous.

Audition de MM. Jacques Creyssel, délégué général, et Mathieu Pecqueur, directeur « Agriculture et qualité », de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD).

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Daniel Gremillet, président de la commission élevage de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA).

Audition de M. Eric Allain, directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT).

Audition de MM. Pascal Millory, directeur commercial et Guy Emeriau, responsable de l'activité boucherie-volaille de Système U.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de Mmes Michèle Rousseau, directrice générale et Anne-Louise Guilmain, chargée d'études agriculture de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Pierre Montaner, directeur des produits laitiers et carnés de SOPEXA.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Frédéric Gheeraert, directeur général, et Luc Horemans, directeur qualité, de Scamark, filiale de Leclerc.

Audition de MM. Gérard Durand, secrétaire national chargé de l'élevage, et Christian Drouin, responsable de la commission viande de la Confédération paysanne.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. André Eloi, directeur de la Fédération nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de services (FNEAP).

Audition de M. Bertrand Oudin, directeur des études de Blezat Consulting.

Audition de MM. Jean-Paul Bigard, président, et Pierre Halliez, directeur général du Syndicat des entreprises françaises des viandes (SNIV-SNPC).

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Louis-Xavier Thirode, chef du bureau central des cultes au ministère de l'intérieur.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut français - Audition de M. Pierre Sellal, secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut Français - Audition de M. Xavier Darcos, président de l'Institut français.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Daniel Perron, conseiller du ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire, en charge des relations avec les partenaires.

Audition de MM. Jean-Guillaume Bretenoux et Bruno Ferreira, conseillers techniques du ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Audition de MM. Joël Mergui, président du Consistoire central israélite de France et Bruno Fiszon, grand rabbin de Moselle, conseiller auprès du grand rabbin de France sur l'abattage rituel.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 10 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères (programme 185 : « Diplomatie culturelle et d'influence » de la mission « Action extérieure de l'État » et programme 209 : « Solidarité » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la

France dans une Afrique convoitée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles au ministère de la culture et de la communication (programme 115 « Action audiovisuelle extérieure » de la mission « Médias »).

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 246). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 251). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 254).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique industrielle de la France** - (7 février 2013) (p. 1000).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 136 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble des deux projets de loi** (p. 1026, 1027).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1382, 1383).

- **Questions cribles thématiques sur l'Europe de la défense** - (21 mars 2013) (p. 2226, 2227).

- **Débat sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (26 mars 2013) (p. 2424, 2426).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (10 avril 2013) - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3139).

- **Question orale sur la mise à deux fois deux voies de la route Centre-Europe Atlantique** - (18 juin 2013) (p. 5902, 5903). (p. 5903).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Article 4 ter (nouveau)** (*Contrôle sur pièces et sur place pour les membres des commissions parlementaires chargées de la défense*) (p. 9811).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (5 novembre 2013) - **Article 32** (art. L. 641-2, L. 641-3-1 nouveau, L. 641-4-1 nouveau, L. 641-5 et L. 641-7 nouveau du code de la sécurité sociale - *Renforcement de la gouvernance des régimes de retraite des professions libérales*) (p. 10975).

BÉCHU (Christophe)
sénateur (Maine-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Pour une meilleure indemnisation des victimes d'infractions pénales [n° 107 (2013-2014)] (30 octobre 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Maestracci, candidate proposée par M. le Président de la République à la nomination au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul de l'indemnité de fonction des parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Auditions des représentants d'associations.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Indemnisation des victimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux** [n° 251 (2012-2013)] - (16 janvier 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 157, 159).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral** [n° 252 (2012-2013)] - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 187). - **Rappel au règlement** (p. 190).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives** [n° 169 (2012-2013)] - (27 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1569, 1570).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge** [n° 431 (2012-2013)] - (27 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2463, 2465). - **Article 1er (Modalités d'attribution des allocations familiales en cas de placement d'un enfant auprès du service d'aide sociale à l'enfance)** (p. 2479).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2795, 2796).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (8 avril 2013) -

Article 1er (Texte non modifié par la commission) (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2934).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2994, 2995). (p. 3023, 3024).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3091). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3142).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte - Coordinations dans la législation relative aux prestations familiales à Mayotte) (p. 3206). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3226). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3244). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3247).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5928). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5947).

BÉCOT (Michel)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*): Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des relations interentreprises, placé auprès du ministre du redressement productif et de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Benoît Thieulin, président du Conseil national du numérique.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*): Dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer - Examen des conclusions du groupe de travail.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*): Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 relative à la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État » et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Ville et cohésion urbaine - Audition de M. François Lamy, ministre délégué auprès du ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. André Marcon, président de « CCI de France ».

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2812).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2888, 2889). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2909, 2910).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2987). (p. 2989). (p. 3007, 3008).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3108, 3109). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3142, 3143).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3219). (p. 3230). (p. 3231). (p. 3232). (p. 3233). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3243).

- **Débat sur la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France** - (15 octobre 2013) (p. 9599, 9600).

- **Question orale sur le centre hospitalier Nord-Deux-Sèvres** - (19 novembre 2013) (p. 11573). (p. 11574).

BEL (Jean-Pierre)
sénateur (Ariège)
SOC

Président du Sénat ; a présidé les séances des 15, 16, 17, 24 janvier, 5, 7, 13, 14, 19, 20, 21, 28 février, 12, 13, 14, 21, 26, 28 mars, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 12, 18, 22, 24 avril, 16, 23, 28, 30 mai, 6, 11, 20, 25, 27 juin, 2, 3, 4, 18, 23 juillet, 4, 16, 17, 18 septembre, 1er, 2, 3, 22, 24, 31 octobre, 7, 21, 27, 28 novembre, 5, 10 et 12 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Hommage aux militaires français tués en opérations** - (15 janvier 2013) (p. 30).

- **Hommage à un soldat mort au Mali** - (20 février 2013) (p. 1420).

- **Hommage à deux anciens sénateurs décédés** - (28 février 2013) (p. 1623).

- **Éloge funèbre de M. René Vestri, sénateur des Alpes-Maritimes** - (12 mars 2013) (p. 1688, 1689).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Turquie** - (9 avril 2013) (p. 2980).

- **Hommage au Secrétaire général du Sénat** - (10 avril 2013) (p. 3140).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires canadiens** - (11 avril 2013) (p. 3193).

- **Hommage au Conseil national de la résistance** - (28 mai 2013) (p. 4890).

- **Hommage à Clément Méric, agressé à Paris** - (6 juin 2013) (p. 5624, 5625).

- **Hommage à Pierre Mauroy** - (11 juin 2013) (p. 5681, 5682).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Québec** - (27 juin 2013) (p. 6584).

- **Allocution de M. le président du Sénat** - (2 juillet 2013) (p. 6646, 6649).

- **Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 2012-2013** - (4 septembre 2013) (p. 7825).

- **Clôture de la session extraordinaire** - (4 septembre 2013) (p. 7851).

- **Éloge funèbre de M. Jean-Louis Lorrain, sénateur du Haut-Rhin** - (17 septembre 2013) (p. 8487, 8488). (p. 8489).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Guatemala** - (18 septembre 2013) (p. 8611, 8612).

- **Hommage à M. Lucien Neuwirth** - (27 novembre 2013) (p. 12276, 12277).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)] - (27 novembre 2013) - **Explications de vote sur la seconde**

délibération et sur l'ensemble de la première partie (p. 12352).

- **Hommage à Nelson Mandela** - (10 décembre 2013) (p. 12539, 12540).

- **Souhaits de bienvenue à M. Ilir Meta, président de l'Assemblée de la République d'Albanie** - (10 décembre 2013) (p. 12540).

- **Hommage à deux soldats français morts en République centrafricaine** - (10 décembre 2013) (p. 12540).

BELOT (Claude)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° **385 (2012-2013)**] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° **612 (2012-2013)**] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° **620 (2012-2013)**] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergies locales [n° **623 (2012-2013)**] (4 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° **665 (2012-2013)**] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports**.

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° **706 (2012-2013)**] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° **841 (2012-2013)**] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Quelle réforme des aides de l'État à la presse écrite ? [n° **853 (2012-2013)**] (18 septembre 2013) - **Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° **116 (2013-2014)**] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Médias, livre et industries culturelles [n° **156 tome 3 annexe 18 (2013-2014)**] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*) : Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergies locales », de M. Claude Belot.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan immobilier de la réforme de la carte judiciaire - Communication.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Claude Belot, vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur son rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergie locales ».

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des finances*) : Aides à la presse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Claude Belot, rapporteur spécial, sur la mission « Médias, livre et industries culturelles » et sur le compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ».

BENBASSA (Esther)
sénatrice (Val-de-Marne)
ECOLO

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

Membre titulaire du Comité stratégique de l'Agence du service civique.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe, transphobe, sexiste ou à raison du handicap [n° 265 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 122 (2011-2012)] relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 [n° 324 (2012-2013)] (30 janvier 2013) - **Culture**.

Proposition de loi visant à créer une taxe environnementale sur les mégots à la charge des fabricants de tabac [n° 345 (2012-2013)] (11 février 2013) - **Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins des plus démunis [n° 352 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à augmenter la durée de vie des produits [n° 429 (2012-2013)] (18 mars 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités [n° 811 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative aux pouvoirs du Défenseur des droits [n° 861 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 657 (2012-2013)] visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 25 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)] (2 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil [n° 216 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 232 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 janvier 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'interassociative inter-LGBT.

Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Gilles Bernheim, grand rabbin de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Elisabeth Roudinesco, historienne de la psychanalyse, directrice de recherche à l'Université de Paris VII.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Sylviane Agacinski, philosophe.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jérôme Guedj, représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice, et Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 15 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des lois*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des lois*) : Indemnisation des personnes victimes de prise d'otages - Examen des amendements au texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité », mission « Immigration, asile et intégration » et mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Michèle Coninx, présidente d'Eurojust.

(*commission des lois*) : Audition de Mme Michèle Coninx, présidente d'Eurojust.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », programme « Égalité entre les femmes et les hommes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 [n° 325 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1004, 1006).
- Rapporteur - **Article 2** (*Prolongation des délais de prescription en cas d'injure ou de diffamation pour des raisons tenant à l'orientation sexuelle, à l'origine, à la religion ou au handicap*) (p. 1016). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1018). (p. 1019). (p. 1020). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1020).
- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1427, 1428).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit de vote des étrangers** - (21 février 2013) (p. 1482).
- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 689-11 du code de procédure pénale relatif à la compétence territoriale du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale [n° 354 (2012-2013)]** - (26 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1526, 1527).
- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1551, 1552). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1572).
- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2545, 2547). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2569).
- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2729, 2731).
- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2884, 2885).
- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er bis D** (*art. 167 du code civil - Célébration impossible du mariage à l'étranger des Français établis hors de France*) (p. 3041).
- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (*art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3107). (p. 3112). - **Article 1er quater (supprimé)** (*art. 365 du code civil - Principe de l'exercice en commun de l'autorité parentale en cas d'adoption simple de l'enfant du conjoint*) (p. 3119). - **Article 1er quinquies** (*art. 353-2, 371-4 et 373-3 du code civil et L. 351-4 du code de la sécurité sociale - maintien des liens de l'enfant, en cas de séparation, avec le tiers qui a résidé avec lui et l'un de ses parents et participé à son éducation*) (p. 3122). (p. 3122). (p. 3122). - **Article 2** (*art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3130).
- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1132-3-2 [nouveau] du code du travail - Protection du salarié homosexuel refusant une mutation dans un pays incriminant l'homosexualité*) (p. 3204). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3222). (p. 3222). (p. 3222, 3223). (p. 3223). (p. 3224). (p. 3225). (p. 3227). (p. 3228). (p. 3229). (p. 3229). (p. 3233). (p. 3234). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3238).
- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3266).
- **Débat sur l'immigration étudiante et professionnelle** - (24 avril 2013) (p. 4014, 4015).
- **Débat sur la loi pénitentiaire** - (25 avril 2013) (p. 4037, 4038).
- **Questions cribles thématiques sur la politique de lutte contre le terrorisme dans notre pays** - (16 mai 2013) (p. 4221). (p. 4222).
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France [n° 597 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4777, 4778).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Turquie** - (6 juin 2013) (p. 5628, 5629).
- **Proposition de loi visant à instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus [n° 605 (2011-2012)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5873, 5874).
- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6035, 6036).
- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6799, 6800).
- **Suite de la discussion** (4 juillet 2013) - **Article 2** (*art. 65, 65-1 [nouveau] et 65-2 [nouveau] de la Constitution - Pouvoirs et composition du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 6839). (p. 6840). (p. 6841). (p. 6845). (p. 6846). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6852).
- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 676 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013)**. - (4 juillet 2013) - **Article 1er** (*art. 30 du code de procédure pénale - Attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale*) (p. 6853, 6854). (p. 6855).
- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Article 2 bis A (nouveau)** (*art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Incompatibilités professionnelles applicables aux membres du Conseil constitutionnel*) (p. 7171). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7174). (p. 7175). (p. 7175). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7186). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7192). (p. 7192). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7200).
- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Deuxième lecture [n° 754 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7304).
- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7344, 7345). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 7380). (p. 7381). - **Article 2 ter (nouveau)** (*art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 227-1 [nouveau] du livre des procédures fiscales - Atténuation du monopole exercé par l'administration en matière de mise en mouvement de l'action publique pour des faits de fraude fiscale*) (p. 7386).
- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article additionnel après l'article 3 quater** (p. 7437). (p. 7437). - **Article 11 sexies (supprimé)** (*art. L. 230 du livre des procédures fiscales - Allongement du délai de prescription en matière de fraude fiscale*) (p. 7502). - **Article additionnel après l'article 11 septies** (p. 7505). - **Articles additionnels après l'article 11 octies** (p. 7507). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7512, 7513).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013).**

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Commission mixte paritaire [n° 769 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7715, 7716).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8427, 8428). - **Article 4** (art. 18 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises ; art. 5 de la loi n°2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Modification du régime du contrat de collaboration libérale) (p. 8466). (p. 8466).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8496). - **Article 14** (art. L. 311-17 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 6-9 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Exonération des taxes de délivrance et de renouvellement des titres de séjour pour les femmes étrangères victimes de violence) (p. 8532). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8534). (p. 8534). (p. 8536). (p. 8537, 8538). (p. 8539). (p. 8539). (p. 8539, 8540). (p. 8540). (p. 8541). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8557, 8558). (p. 8558). (p. 8559). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8592, 8593).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8632, 8633).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013).**

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrôle au faciès** - (3 octobre 2013) (p. 9007).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture [n° 22 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 24 (2013-2014)** (p. 9365, 9366). - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. L. 230 du livre des procédures fiscales - Allongement du délai de prescription en matière de fraude fiscale) (p. 9383).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier - Nouvelle lecture [n° 24 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 22 (2013-2014).**

- **Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 26 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9434, 9435). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 9444).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (24 octobre 2013) - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 10170). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10177). (p. 10177). (p. 10178). (p. 10178). (p. 10178). (p. 10178). (p. 10179).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCOT) (p. 10366). - **Article 59 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 444-1, L. 111-4 et L. 121-1 du code de l'urbanisme - Obligation de prise en compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente sur le territoire dans les documents d'urbanisme) (p. 10380). - **Article additionnel après l'article 59 (priorité)** (p. 10384). (p. 10385).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article additionnel après l'article 71 (priorité)** (p. 10466).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 12095). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 12112). (p. 12112, 12113). (p. 12113). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12114). (p. 12115). (p. 12115). - **Article 22** (art. 265 bis A et 266 quindecies du code des douanes - Suppression progressive de la défiscalisation des biocarburants et modification du régime de TGAP biocarburants) (p. 12119).

- **Questions cribles thématiques sur l'accès à la justice et la justice de proximité** - (5 décembre 2013) (p. 12476). (p. 12477).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)]** - (9 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12497, 12498).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12752, 12753). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12762). (p. 12763). (p. 12765). (p. 12768). (p. 12770).

BENIGUI (Yamina)
ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la révision des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole** - (29 janvier 2013) (p. 576).

- **Question orale sur les lignes à haute tension survolant des établissements abritant des publics sensibles** - (29 janvier 2013) (p. 577, 578).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la journée de la francophonie** - (21 février 2013) (p. 1488).
- **Question orale sur la situation des enfants français nés à Madagascar dont la transcription de l'acte de naissance est refusée** - (26 mars 2013) (p. 2380, 2381).
- **Question orale sur les moyens financiers attribués aux groupes d'opposition dans les conseils généraux** - (4 juin 2013) (p. 5346).
- **Question orale sur le développement des réseaux de soins et l'accès à la santé pour tous** - (18 juin 2013) (p. 5909).
- **Question orale sur la menace de fermeture de l'hôpital Beaujon** - (18 juin 2013) (p. 5910).
- **Question orale sur la fermeture des établissements thermaux de Niederbronn-les-Bains et Morsbronn-les-Bains** - (18 juin 2013) (p. 5911, 5912).

- **Question orale sur le médicament dit « générique »** - (18 juin 2013) (p. 5912, 5913).
- **Question orale sur le projet de restructuration de l'Institut national de l'origine et de la qualité** - (29 octobre 2013) (p. 10616, 10617).
- **Question orale sur la difficulté des agriculteurs à être couverts par un contrat d'assurance récolte** - (29 octobre 2013) (p. 10618).
- **Question orale sur la procédure de déclassement des massifs boisés en forêt de protection** - (29 octobre 2013) (p. 10619).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Conseil permanent de la francophonie** - (14 novembre 2013) (p. 11488, 11489).

BÉRIT-DÉBAT (Claude)
sénateur (Dordogne)
SOC

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.
- Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.
- Membre titulaire du Conseil national du tourisme.
- Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).
- Membre titulaire de la commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier le 12 septembre 2013.
- Membre titulaire de la commission nationale des services le 11 septembre 2013.
- Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution le 13 mars 2013 ; puis vice-président du 27 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**
- Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**
- Proposition de loi* relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**
- Proposition de loi* relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte de combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 604 (2012-2013)] habilitant le Gouvernement à adopter des mesures de nature législative pour accélérer les projets de construction [n° 608 (2012-2013)] (23 mai 2013) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 30 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 851 (2012-2013)] pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 65 tome 1 (2013-2014)] (9 octobre 2013) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 851 (2012-2013)] pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 65 tome 2 (2013-2014)] (9 octobre 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Pelletier, président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*): Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*): Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des relations interentreprises, placé auprès du ministre du redressement productif et de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de

M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Etienne Dugas, président de la Fédération des industriels des réseaux d'initiative publique (FIRIP).

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission du développement durable*): Énergie - Audition de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat.

Audition de Mme Hélène Gassin et de M. Jean-Pierre Sotura, candidats désignés au collège de la commission de régulation de l'énergie (CRE).

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition M. Philippe Chotteau, responsable du département « économie » de l'Institut de l'élevage, et de Mme Mélanie Richard, chef de projet sur la filière viande bovine de l'Institut de l'élevage.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Michel de Rosen, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Christophe Monnier, chef de service produits alimentaires, Mmes Isabelle Bineau, chef de projet produits animaux et Marie-Paule Spiess, chef de projet produits avicoles et produits gourmets à Ubifrance.

Audition de MM. Patrick Foubert, trésorier national adjoint et Stéphane Touzet, secrétaire national du syndicat national des techniciens du ministère de l'agriculture (SNTMA-FO).

Audition de Mmes Michèle Rousseau, directrice générale et Anne-Louise Guilmain, chargée d'études agriculture de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*): Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

(*commission des affaires économiques*): Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport pour avis.

Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Economie sociale et solidaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État » et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement, et ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Marcon, président de « CCI de France ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le commerce extérieur** - (31 janvier 2013) (p. 736). (p. 736).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale applicables aux infractions forestières [n° 320 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 985, 986).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du commerce extérieur** - (7 février 2013) (p. 995).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1816, 1817). - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire) (p. 1867). (p. 1869).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - (26 mars 2013) (p. 2413, 2414).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le logement** - (28 mars 2013) (p. 2532).

- **Question orale sur le pacte territoire-santé et la Dordogne** - (9 avril 2013) (p. 2973). (p. 2974).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4959, 4961).

- Rapporteur - **Article 1er (Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer)** (p. 4980, 4981). (p. 4983). (p. 4985). (p. 4987). (p. 4987, 4988). (p. 4988). (p. 4989). (p. 4990). (p. 4993). (p. 4994). (p. 4994). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Délais d'habilitation)** (p. 4996). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission) (Délai de ratification)** (p. 4996). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Sécuriser l'expropriation)** (p. 4996). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4998).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6667).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9910, 9913).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - rapporteur - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, art. L. 441-2-7 à L. 441-2-9 [nouveaux] et L. 472-3 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 10281). (p. 10282). (p. 10282). (p. 10283). (p. 10284). (p. 10286). (p. 10287). (p. 10287). - **Article 47 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Affectation du supplément de loyer de solidarité au financement de remises sur loyer) (p. 10289). - **Article 47 ter A (nouveau)** (art. L. 441-4 du code de la construction et de l'habitation - Suppression du plafonnement par rapport à la surface du supplément de loyer de solidarité) (p. 10290). - **Article 47 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 442-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Possibilité d'aide au stockage des meubles prise en charge par le bailleur en cas de relogement suite à un constat de sous-occupation) (p. 10291). - **Article 48** (art. L. 342-1 à L. 342-20 (nouveaux) du code de la construction et de l'habitation - Création de l'Agence nationale de contrôle du logement social, ANCOLS) (p. 10298). (p. 10298). (p. 10299). (p. 10299). (p. 10300). (p. 10300). (p. 10301). - **Article 49** (art. L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3, L. 445-2, L. 422-8-1 et art. L. 442-8-1-1 (nouveaux) du code de la construction et de l'habitation - Extension des missions des opérateurs du logement social) (p. 10305). (p. 10306). (p. 10307). (p. 10307). (p. 10308). (p. 10309). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10310). (p. 10313). (p. 10313, 10314). - **Articles additionnels après l'article 49 bis A** (p. 10316). - **Article 49 bis B (nouveau)** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - Possibilité pour les bailleurs sociaux de construire et gérer des résidences hôtelières à vocation sociale) (p. 10317). - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme aux communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10329, 10330). (p. 10337). (p. 10341, 10342). - **Articles additionnels après l'article 58 B (priorité)** (p. 10346). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 10352). (p. 10352). (p. 10355). (p. 10357). (p. 10359). (p. 10359, 10360). (p. 10361). (p. 10361). (p. 10363). (p. 10363, 10364). (p. 10364). (p. 10367). (p. 10367). (p. 10368). (p. 10369). (p. 10370). (p. 10370). (p. 10371, 10372). (p. 10373). - **Articles additionnels après l'article 58 (priorité)** (p. 10375). (p. 10376). (p. 10378). - **Article 59 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 444-1, L. 111-4 et L. 121-1 du code de l'urbanisme - Obligation de prise en

compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente sur le territoire dans les documents d'urbanisme) (p. 10380, 10381). - **Article additionnel après l'article 59 (priorité)** (p. 10385). - **Article 60 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-10, L. 124-2, L. 126-1 et L. 141-5 du code de l'urbanisme - Evaluation environnementale des cartes communales susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement) (p. 10386). (p. 10387). (p. 10387). - **Article 61 (priorité)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 10389, 10390). (p. 10392). - **Article 62 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-19 et L. 422-6 du code de l'urbanisme - Evolution des plans d'occupation des sols en plans locaux d'urbanisme) (p. 10392, 10393). (p. 10393). - **Articles additionnels après l'article 63 (priorité)** (p. 10394). (p. 10395). - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 10400). (p. 10400). (p. 10401). (p. 10401).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) (p. 10420). (p. 10420). (p. 10421). (p. 10422). (p. 10423). (p. 10427). (p. 10427, 10428). (p. 10428). (p. 10429). (p. 10430). (p. 10430). (p. 10431). (p. 10432). (p. 10432). (p. 10432). (p. 10433). (p. 10433). - **Article additionnel après l'article 64 (priorité)** (p. 10433). - **Article 64 bis (priorité)** (art. L. 121-6 du code de l'urbanisme - Commissions départementales de conciliation en matière de documents d'urbanisme) (p. 10434). - **Articles additionnels après l'article 64 bis (priorité)** (p. 10435). (p. 10436). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 10437). (p. 10438). (p. 10438). (p. 10440). (p. 10443). (p. 10443). - **Article 66 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-1-2, L. 145-3 et L. 145-5 du code de l'urbanisme - Suppression de la possibilité de dérogation au principe d'inconstructibilité posé dans les communes non couvertes par un document d'urbanisme) (p. 10445). (p. 10446). - **Article additionnel après l'article 67 (priorité)** (p. 10448). - **Article 68 (priorité)** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers de l'Etat) (p. 10449). (p. 10449). - **Article additionnel après l'article 68 (priorité)** (p. 10449). - **Article 69 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 324-1, L. 324-2, L. 324-2-2 [nouveau] et L. 324-5 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers locaux) (p. 10451). (p. 10451). (p. 10452). (p. 10452). (p. 10453). (p. 10453). - **Articles additionnels après l'article 69 (priorité)** (p. 10453). (p. 10455). - **Article additionnel avant l'article 70 (priorité)** (p. 10455, 10456). - **Article 70 (priorité)** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption) (p. 10459). (p. 10460). (p. 10460). (p. 10460). (p. 10461). (p. 10462). - **Article additionnel après l'article 70 (priorité)** (p. 10462). - **Article 70 bis A (priorité)** (art. L. 213-1-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - Application du régime général du droit de préemption aux donations) (p. 10463). - **Article 70 bis (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-2 du code de l'urbanisme - Transfert de compétences au préfet en matière de permis de construire) (p. 10463). - **Article 70 ter (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 713 du code civil et articles L. 1123-3 et L. 2222-20 du code général de la propriété des personnes publiques - Possibilité pour la commune de transférer ses droits sur tout ou partie de son territoire au profit de sa communauté) (p. 10464). - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-12, L. 4231-8-2 [nouveau] et L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - Mesures de coordination relatives au droit de préemption) (p. 10464). - **Article additionnel après l'article 71 (priorité)**

(p. 10465). - **Article 72 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 26, 27 à 29, et 30 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 relative à l'Ordre des géomètres experts - Mesures relatives à l'Ordre des géomètres experts) (p. 10467). (p. 10467). (p. 10468). - **Article 73 (priorité)** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ; art. L. 342-33 du code du tourisme - Dispositions réglementaires adoptables par un plan local d'urbanisme) (p. 10472). (p. 10472). (p. 10473). (p. 10476). (p. 10476). (p. 10477). - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-6-2, L. 123-1-11, L. 123-4, L. 127-1, L. 128-1, L. 128-2, L. 128-3, L. 331-7, L. 331-40 et L. 473-2 du code de l'urbanisme ; article L. 342-18 du code du tourisme - Conséquences législatives de la réforme du règlement des PLU) (p. 10479). (p. 10479). (p. 10480). - **Article additionnel avant l'article 76 (priorité)** (p. 10480). - **Articles additionnels après l'article 76 (priorité)** (p. 10482). (p. 10483). - **Article additionnel après l'article 77 bis (priorité)** (p. 10485). - **Article 78 bis (priorité) (Construction de logements dans les zones C des plans d'exposition au bruit)** (p. 10486). - **Article 84 (priorité) (Texte non modifié par la commission) (Ratification d'ordonnances)** (p. 10490). - **Articles additionnels après l'article 84 (priorité)** (p. 10490). (p. 10494). (p. 10495). - **Article 85 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-5-2 et L. 111-6-4 du code de la construction et de l'habitation) (p. 10496). - **Articles additionnels après l'article 49 quater** (p. 10497). (p. 10497). - **Article 50** (art. L. 365-1, L. 411-2, L. 481-1, L. 481-6 et art. L. 481-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Modernisation du statut des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux) (p. 10500). (p. 10501). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 353-9-3 du code de la construction et de l'habitation et article 210 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Harmonisation du calcul de l'indice de référence des loyers et autorisation des sociétés d'économie mixte à pratiquer des augmentations exceptionnelles plafonnées à 5 %) (p. 10503). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, L. 443-12 et L. 443-15-2-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 10505). (p. 10506). (p. 10507). (p. 10509). (p. 10509). (p. 10510). (p. 10510). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10511). (p. 10511). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 442-6-4 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la location liée de places de parking pour les logements sociaux construits avant 1977) (p. 10512). - **Articles additionnels après l'article 54 ter** (p. 10513). - **Article 55** (art. L. 423-3, L. 452-1, L. 452-1-1, L. 452-2, L. 452-2-1, article L. 452-2-2 [nouveau], art. L. 452-4 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des missions et procédures de la Caisse de garantie du logement locatif social, CGLLS) (p. 10514, 10515). (p. 10515). (p. 10515). - **Article 56** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, art. L. 302-4-2 et L. 302-4-3 [nouveaux] et art. L. 445-1 du code de la construction et de l'habitation - Élargissement des délégations de compétence aux établissements publics de coopération intercommunale en matière de politique du logement) (p. 10518). (p. 10518). (p. 10519). (p. 10519). (p. 10519). (p. 10520). (p. 10520). - **Article 57** (art. L. 313-3, L. 313-8, L. 313-13, L. 313-14, L. 313-15, L. 313-17, L. 313-18, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-21, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-25, L. 313-26-2, L. 313-27, L. 313-28, L. 313-29, L. 313-32-1, L. 313-33, L. 313-34, L. 313-35, L. 313-36 et L. 321-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 8 de la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 - Réforme de la gouvernance de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 10524). (p. 10525). (p. 10525). - **Article additionnel après l'article 57** (p. 10526). - **Article 57 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 381-1 et L. 381-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un statut du tiers financement pour la rénovation de logements) (p. 10526). - **Articles additionnels après l'article 57 bis** (p. 10527). (p. 10528). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10535, 10536).

- Question d'actualité au Gouvernement sur le plan local d'urbanisme intercommunal - (28 novembre 2013) (p. 12387).

- Question orale sur la pérennisation de l'apprentissage de l'occitan tout au long du cursus scolaire - (17 décembre 2013) (p. 13093, 13094). (p. 13094, 13095).

BERNARD-REYMOND (Pierre)
sénateur (Hautes-Alpes)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

DÉPÔTS

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Quelles perspectives pour l'Union européenne ? : rapport de M. Pierre Bernard-Reymond.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Europe de la défense - Audition de S.E. M. Tomasz Orłowski, ambassadeur de la République de Pologne.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Démocratisation

de la zone euro - réunion interparlementaire du 11 janvier à Luxembourg - Communication de M. Simon Sutour.

Économie, finances et fiscalité - Semaine parlementaire européenne et semestre européen - Communication de M. Richard Yung.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Table ronde, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et avec les membres français du Parlement européen, sur l'approfondissement démocratique de l'Union et l'intégration solidaire, avec la participation de MM. Jean Arthuis, Daniel Cohn-Bendit, Mme Agnès Bénassy Quéré, MM. Jean Pisani-Ferry et Yves Bertoncini.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Réunion de la délégation : audition du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) sur les travaux relatifs au développement de la télévision sociale.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Examen de la proposition de résolution européenne n° 413 tendant à créer un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Économie, finances et fiscalité - Point d'actualité sur Chypre.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Philippe Étienne, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 4 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes.

Élargissement - Ouverture éventuelle de négociations d'adhésion avec la Serbie - Communication et proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - L'entrée de la Lettonie dans la zone euro - Communication de M. Jean-François Humbert.

Travail - L'Union européenne et l'emploi des jeunes - Rapport d'information et avis politique de M. Dominique Bailly.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Les priorités de la présidence lituanienne du Conseil de l'Union européenne - Audition de M. Petras Austrevicius, vice-président du Parlement

lituanien, et de Mme Loreta Grauziniene, membre de la commission des affaires européennes.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles au ministère de la culture et de la communication (programme 115 « Action audiovisuelle extérieure » de la mission « Médias »).

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion avec une délégation de la commission des affaires européennes du Sénat italien.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte : proposition de résolution européenne portant avis motivé de MM. Michel Billout et Aymeri de Montesquiou.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - TVA sur les activités équestres - Point d'actualité de M. Jean Bizet.

Éducation - Programme Erasmus+ - Communication de Mme Colette Mélot.

Élargissement - Audition de Mme Vlora Çitaku, ministre de l'Intégration européenne, et de M. Bajram Rexhepi, ministre de l'intérieur du Kosovo.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias » programme « Action audiovisuelle extérieure » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Étienne Pinte, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - La citoyenneté européenne : communication et proposition de résolution européenne de M. André Gattolin.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Médias Monde - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)]** - (30 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 674, 675).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gouvernance de l'Europe** - (28 mars 2013) (p. 2544).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Syrie** - (23 mai 2013) (p. 4513).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de la commission « Mobilité 21 » et le chaînon routier Grenoble-Gap** - (4 juillet 2013) (p. 6870, 6871).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9458, 9460).

- **Questions cibles thématiques sur la montagne : aménagement du territoire, problématiques foncières et développement économique** - (7 novembre 2013) (p. 11143). (p. 11144).

BERSON (Michel)
sénateur (Essonne)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre titulaire du Comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers.

Membre titulaire du Comité stratégique de la société du Grand Paris.

Membre titulaire du Conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 78 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 156 tome 3 annexe 22 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*): Banque publique d'investissement - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat désigné aux fonctions de directeur général.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Examen de l'étude de faisabilité de MM. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et Christian Bataille, député, sur les « techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste ».

Réunion du mardi 5 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Examen de l'étude de faisabilité présentée par Mme Maud Olivier et M. Jean-Pierre Leleux sur la « diffusion de la culture scientifique et technique ».

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Bilan consolidé des sources de financement des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*): Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Michèle André, rapporteure spéciale, sur la mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 61).

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 62 à 62 octies et communication sur son contrôle budgétaire relatif à la gestion et aux moyens de fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre) - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la formation des enseignants dans le département de l'Essonne** - (15 janvier 2013) (p. 22, 23). (p. 23).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche** - (28 mars 2013) (p. 2541, 2542).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6042, 6043).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Article 47** (*art. L. 412-1 du code de la recherche - Prise en compte du doctorat pour le recrutement des fonctionnaires de la catégorie A*) (p. 6267). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions de coordination*) (p. 6277). (p. 6281, 6282). - **Article 49** (*art. L. 114-3-1 du code de la recherche - Création du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur*) (p. 6285). (p. 6286). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 114-3-3 du code de la recherche - Composition et fonctionnement du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur*) (p. 6289, 6290). - **Article 56 bis A (nouveau)** (*art. 244 quater B du code général des impôts - Aménagement du dispositif en faveur de l'embauche des jeunes docteurs dans*

le cadre du crédit d'impôt recherche) (p. 6308). - **Article 56 bis B (nouveau)** (*art. 244 quater B du code général des impôts - Relèvement du plafond de dépenses sous-traitées à un organisme public pour le calcul du crédit d'impôt recherche*) (p. 6309).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6936, 6937).

- **Question orale sur l'amélioration de la régularité du RER D** - (23 juillet 2013) (p. 7547). (p. 7548).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris*) (p. 9029, 9030).

- **Question orale sur le crédit d'impôt recherche dans le secteur du service informatique et de l'édition de logiciels** - (29 octobre 2013) (p. 10610). (p. 10611).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de l'innovation** - (14 novembre 2013) (p. 11495).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11812, 11813).

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** - (5 décembre 2013) (p. 12470, 12472).

BERTHOU (Jacques)
sénateur (Ain)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du conseil d'administration de France expertise internationale.

Membre suppléant du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises le 21 juin 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et de l'information dans l'Union (E8076), dont cette commission s'est saisie, et sur la stratégie européenne de cybersécurité un cyberspace ouvert, sûr et sécurisé (référence : JOIN(2013) 1 final) [n° 458 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Police et sécurité - Société - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 354 (2011-2012)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la répartition des droits de propriété intellectuelle dans les accords de développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire [n° 466 (2012-2013)] (2 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de résolution [n° 458 (2012-2013)] , en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et de l'information dans l'Union (E8076), dont cette commission s'est saisie, et sur la stratégie européenne de cybersécurité un cyberspace ouvert, sûr et sécurisé (référence : JOIN(2013) 1 final) [n° 491 (2012-2013)] (10 avril 2013) - **Police et sécurité - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 97 (2013-2014)] autorisant la ratification de l'accord relatif à une juridiction unifiée du brevet [n° 141 (2013-2014)] (13 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Coordination du travail gouvernemental [n° 158 tome 12 (2013-2014)]** (21 novembre 2013) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Errera, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Europe de la défense - Audition de S.E. M. Tomasz Orłowski, ambassadeur de la République de Pologne.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Enver Hoxhaj, ministre des affaires étrangères de la République du Kosovo.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cybersécurité - Communication.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre la France et l'Inde relatif à la répartition des droits de propriété intellectuelle dans les accords de développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Echange de vues avec une délégation du Parlement afghan.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cybersécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Séminaire sur les changements politiques et sécuritaires en Afrique du Nord - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Hugues Simon-Michel, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de la Conférence du désarmement à Genève, chargé de la négociation du traité sur le commerce des armes.

Audition de Mme Anne Paugam, candidate désignée aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement - Avis et résultat du scrutin.

Politiques de sécurité et de défense russes - Audition de Mme Isabelle Facon, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Patrick Pailloux, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition du général Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans une Afrique convoitée - Présentation du rapport d'information.

Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Pascal Canfin, ministre délégué chargé du développement (mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Juridiction unifiée du brevet - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » programme « Coordination de l'action gouvernementale » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1383, 1384).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Institution d'une journée nationale de la Résistance*) (p. 2527).

- **Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali : débat et vote sur une demande du Gouvernement** - (22 avril 2013) (p. 3876, 3877).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4895, 4896).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Article 3** (*art. L. 295 du code électoral - Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs*) (p. 5959).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9794, 9795).

- **Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2321-1 et L. 2321-2 nouveaux du code de la défense - Renforcement du dispositif étatique en matière de cyberdéfense*) (p. 12615).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2467, 2469). (p. 2478). - **Article 1er** (*Modalités d'attribution des allocations familiales en cas de placement d'un enfant auprès du service d'aide sociale à l'enfance*) (p. 2479). (p. 2481).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2715, 2716). (p. 2761, 2762).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2790).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)] (suite)** - (5 avril 2013) - **Question préalable** (p. 2826, 2827).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2875). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption*)

BERTINOTTI (Dominique)
*ministre déléguée auprès de la ministre
des affaires sociales et de la santé,
chargée de la famille*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalisation des allocations familiales** - (21 février 2013) (p. 1486).

- **Question orale sur la proposition d'interdire de fumer en voiture** - (26 mars 2013) (p. 2393).

- **Question orale sur le projet de décret relatif à la gestion de la qualité des baignades artificielles** - (26 mars 2013) (p. 2394).

- **Question orale sur l'avenir de la plate-forme de services de la CPAM à Saint-Pol-sur-Ternoise** - (26 mars 2013) (p. 2395).

conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2925, 2926).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2990).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3093, 3095). - **Article 1er quater (supprimé)** (art. 365 du code civil - Principe de l'exercice en commun de l'autorité parentale en cas d'adoption simple de l'enfant du conjoint) (p. 3119). - **Article 1er quinquies** (art. 353-2, 371-4 et 373-3 du code civil et L. 351-4 du code de la sécurité sociale - maintien des liens de l'enfant, en cas de séparation, avec le tiers qui a résidé avec lui et l'un de ses parents et participé à son éducation) (p. 3120). (p. 3121). (p. 3122). - **Article 2 A (nouveau)** (art. 225-1 [nouveau] du code civil - Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux) (p. 3126).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles - Critères d'éligibilité au statut d'association familiale) (p. 3197). (p. 3198). - **Article 11 (Coordinations dans divers codes)** (p. 3200). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-10, L. 732-10-1 [nouveau], L. 732-11, L. 732-12 et L. 732-12-1 du code rural et de la pêche maritime - Ouverture du congé d'adoption du régime des exploitants agricoles) (p. 3201). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-7, L. 351-4, L. 613-19 à L. 613-19-2, L. 722-8 à L. 722-8-3 du code de la sécurité sociale - Coordinations dans le code de la sécurité sociale) (p. 3202). (p. 3203). (p. 3203). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1132-3-2 [nouveau] du code du travail - Protection du salarié homosexuel refusant une mutation dans un pays incriminant l'homosexualité) (p. 3204, 3205). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte - Coordinations dans la législation relative aux prestations familiales à Mayotte) (p. 3205). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Application du texte aux mariages contractés avant son entrée en vigueur) (p. 3208). - **Article 23 (Application du texte dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie)** (p. 3208). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3210). (p. 3211). (p. 3211, 3212). (p. 3212). (p. 3212). - **Articles additionnels après l'article 1er bis C (précédemment réservés)** (p. 3214). (p. 3216). - **Articles additionnels après l'article 1er bis D (précédemment réservés)** (p. 3217). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3218). (p. 3220). (p. 3221). (p. 3221). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3236). (p. 3237). (p. 3238, 3239). (p. 3243).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3286).

- **Question orale avec débat sur le devenir de la politique familiale en France** - (16 mai 2013) (p. 4256, 4258).

- **Question orale sur la départementalisation de la caisse d'allocations familiales du Nord** - (21 mai 2013) (p. 4286, 4287).

- **Question orale sur le fonctionnement des caisses d'allocations familiales** - (21 mai 2013) (p. 4287, 4288).

- **Question orale sur l'intégration des lauréats de l'examen de rédacteur territorial** - (21 mai 2013) (p. 4289).

- **Question orale sur l'avenir des librairies indépendantes** - (21 mai 2013) (p. 4290).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la famille** - (6 juin 2013) (p. 5625, 5626).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le quotient familial** - (6 juin 2013) (p. 5632, 5633).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** - (11 juin 2013) (p. 5744, 5746).

- **Question orale sur le statut des aidants familiaux** - (18 juin 2013) (p. 5895, 5896).

- **Question orale sur les maisons d'assistantes maternelles et l'application des normes d'accessibilité aux personnes handicapées** - (18 juin 2013) (p. 5896, 5897).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des caisses d'allocations familiales** - (27 juin 2013) (p. 6577). (p. 6578). (p. 6579). (p. 6579, 6580). (p. 6580, 6581). (p. 6581). (p. 6582). (p. 6583). (p. 6584).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 688 (2012-2013)]** - (12 juillet 2013) - **Rappel au règlement** (p. 7103). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7107). - **Discussion générale** (p. 7111). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7111). (p. 7112).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7168). (p. 7169). - **Article 2 bis A (nouveau)** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Incompatibilités professionnelles applicables aux membres du Conseil constitutionnel) (p. 7170). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7175). (p. 7176). - **Article 3** (art. 1er, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution - Indemnités et interdiction d'activités des membres du Gouvernement et des anciens membres du Gouvernement) (p. 7176). - **Article 4** (tableau annexé à la loi n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Avis des commissions permanentes des assemblées parlementaires sur la nomination du président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7177). - **Article 4 bis A (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel - Réduction du remboursement des dépenses électorales d'un candidat à l'élection présidentielle en cas d'omission de déclaration ou de déclaration inexacte) (p. 7177). - **Article 4 bis** (art. 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel - Actualisation d'une référence au code électoral) (p. 7178). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7180). (p. 7191). - **Article 6 (nouveau)** (art. 64, 114, 161 et 195 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Coordination avec le statut de la Nouvelle-Calédonie) (p. 7191). - **Article 7 (nouveau)** (art. 109 et 160 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Coordination avec le statut de la Polynésie française) (p. 7192). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L.O. 6221-1, L.O. 6231-1 et L.O. 3431-1 du code général des collectivités territoriales - Coordination avec les statuts de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7192). - **Article 8 (nouveau)** (Application des dispositions relatives à l'administration, à la réglementation et la législation fiscale dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 7192). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7193).

- **Projet de loi relatif à l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat [n° 744 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7515, 7516).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8514).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Comité d'éthique** - (3 octobre 2013) (p. 9003, 9004).

- **Question orale sur la réévaluation du seuil de récupération sur succession de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, ASPA** - (15 octobre 2013) (p. 9564).
- **Question orale sur les directeurs de soins** - (15 octobre 2013) (p. 9565).
- **Question orale sur les praticiens du secteur de la santé diplômés à l'étranger** - (15 octobre 2013) (p. 9566).
- **Question orale sur la restauration scolaire** - (15 octobre 2013) (p. 9567).
- **Question orale sur le devenir de la ligne à grande vitesse Rhin-Rhône** - (15 octobre 2013) (p. 9568).
- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (31 octobre 2013) - **Articles**

additionnels après l'article 10 (p. 10847). (p. 10848). - **Article 10 bis (nouveau)** (*Rapport sur la situation des personnes exclues du bénéfice de l'allocation transitoire de solidarité*) (p. 10852). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 10854). (p. 10855). (p. 10856). (p. 10857). - **Article 11** (*art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Assouplissement de la condition d'âge pour bénéficier de la retraite progressive*) (p. 10860).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11260, 11261).

BERTRAND (Alain)
sénateur (Lozère)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République le 23 avril 2013 ; puis vice-président du 14 mai 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Réforme de la PAC - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai et de M. Jean-Paul Emorine.

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*): Débat sur les orientations de la mission et établissement du programme de travail.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission des affaires économiques*): Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 6 juin 2013 (*commission des affaires européennes*): Les relations franco-allemandes : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*): Audition de M. Lawrence Cannon, ambassadeur du Canada en France.

Réunion du jeudi 4 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Audition de M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Affectation des fréquences de la bande 700 Mhz (très haut débit mobile) - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups** [n° 276 (2012-2013)] - (30 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 660, 663).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la PAC** - (7 février 2013) (p. 991, 992).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports** [n° 260 (2012-2013)] - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1050, 1051). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1059). (p. 1059, 1060). (p. 1063, 1064).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1144).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3023).

- **Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux** [n° 545 (2012-2013)] - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4155, 4158). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4170).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] - (6 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 5619). (p. 5620).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6659, 6660).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales** [n° 631 (2012-2013)] - (2 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6733, 6734). (p. 6734).

- **Question orale sur le maintien du centre commun de sécurité sociale de Lozère** - (10 septembre 2013) (p. 7867). (p. 7868).

- **Projet de loi relatif à la consommation** [n° 810 (2012-2013)] - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7921, 7922).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 2** (art. L. 211-15 [nouveau], L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire et L. 462-7 du code de commerce - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation) (p. 8001). (p. 8005). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 8021). (p. 8022). - **Article 4 bis A** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration) (p. 8059).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Vente à distance) (p. 8088, 8089). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8105). (p. 8105). - **Article 5 bis** (art. L. 515-32 du code de la consommation - Réservoirs enterrés de liquides inflammables) (p. 8111). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8113, 8114). (p. 8114). (p. 8115). (p. 8115).

- **Débat sur la politique d'aménagement du territoire** - (18 novembre 2013) (p. 11513, 11514).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (27 novembre 2013) - **Article 41** (Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 12247, 12248).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Nouvelle lecture** [n° 170 (2013-2014)] - (28 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12370, 12371). - **Question préalable** (p. 12380).

BESSON (Jean)
sénateur (Drôme)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 664 (2011-2012)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières [n° 310 (2012-2013)] (29 janvier 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 701 (2009-2010)] autorisant l'approbation de la convention postale universelle [n° 464 (2012-2013)] (2 avril 2013) - **Entreprises - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 529 (2011-2012)] autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République populaire de Chine [n° 587 (2012-2013)] (21 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 402 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement [n° 589 (2012-2013)] (21 mai 2013) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Action extérieure de l'État : diplomatie culturelle et d'influence [n° 158 tome 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Coopération policière et douanière avec la Belgique, l'Allemagne et le Luxembourg - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de la convention postale universelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Chine - Audition de Mme Elisabeth Laurin, directrice Asie-Océanie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'arrangement concernant les services postaux de paiement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ratification du traité d'extradition entre la France et la Chine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut français - Audition de M. Pierre Sellal, secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du

réseau culturel à l'Institut Français - Audition de M. Xavier Darcos, président de l'Institut français.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères (programme 185 : « Diplomatie culturelle et d'influence » de la mission « Action extérieure de l'État » et programme 209 : « Solidarité » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles au ministère de la culture et de la communication (programme 115 « Action audiovisuelle extérieure » de la mission « Médias »).

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Ramon Fernandez, directeur général du Trésor (programme 110 « Aide économique et financière au développement » de la mission « Aide publique au développement »).

Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (programme 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air (mission « Défense »).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » et mission « Immigration et asile » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias » programme « Action audiovisuelle extérieure » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Aide publique au développement » programmes « Aide économique et financière au développement » et « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Partenariat de défense entre la France et la Côte d'Ivoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1080).

- **Débat sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (26 mars 2013) (p. 2428, 2430).

- **Question orale sur le calendrier et la fréquentation des stations de sport d'hiver** - (9 avril 2013) (p. 2974). (p. 2975).

- **Rappel au règlement** - (29 mai 2013) (p. 4955).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9257). (p. 9259, 9260). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 9318). (p. 9318, 9319). (p. 9319).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 140 (2013-2014)]** - (18 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11545, 11546).

BILLARD (Joël)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*): Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission du développement durable*): Transition vers un système énergétique sobre - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*): Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens des maires en matière de sécurité publique** - (18 juillet 2013) (p. 7452).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (12 décembre 2013) (p. 12738).

BILLOUT (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 21 mai 2013.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 20 mai 2013.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013 ; puis vice-président le 4 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié: Bosnie-Herzégovine: s'inventer un destin européen [n° 106 (2012-2013)] (31 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 560 (2011-2012)] permettant l'instauration effective d'un *pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 [n° 370 (2012-2013)] (20 février 2013) - **Transports.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communalités [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : Budapest à la croisée des chemins : quel destin pour la Hongrie ? L'évolution constitutionnelle, économique et sociale en Hongrie [n° 109 (2012-2013)] (19 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte [COM (2013) 550 final] [n° 148 (2013-2014)] (14 novembre 2013) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Perspective européenne de la Serbie [n° 211 (2013-2014)] (6 décembre 2013) - **Union européenne.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : Les réformes du Gouvernement Orbán : la Hongrie à l'heure du bilan [n° 113 (2013-2014)] (10 décembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - maintien des droits de plantation de la vigne - Proposition de résolution européenne de MM. Simon Sutour et Gérard César.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Titres de transport des compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission du développement durable*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission du développement durable*) : *Pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Subsidiarité - Quatrième paquet ferroviaire - Communication et proposition de résolution portant avis motivé de M. Roland Ries.

(*commission du développement durable*) : *Pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Incidence environnementale de certains projets publics et privés - Proposition de résolution européenne de Mme Colette Mélot.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Travail - Examen de la proposition de résolution de M. Éric Bocquet sur la situation des travailleurs détachés.

Institutions européennes - Point d'actualité sur la situation en Hongrie présenté par M. Bernard Piras.

Questions sociales et santé - Examen de la proposition de résolution de M. Jean Bizet sur la directive européenne sur les produits du tabac.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Rapport de M. Simon Sutour sur les propositions de résolution européenne (n°s 522 et 526) relatives respectivement au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles, et au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe-États-Unis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires européennes*): Culture - Économie, finances et fiscalité - Stratégie européenne pour l'économie numérique - Avis politique de Mme Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Avancée des négociations de la coopération renforcée sur la taxe sur les transactions financières.

Transports - Réglementation et fiscalité des poids lourds (texte E 8284): rapport d'information et proposition de résolution de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Travail - L'Union européenne et l'emploi des jeunes - Rapport d'information et avis politique de M. Dominique Bailly.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*): Politique de voisinage - La politique méditerranéenne de l'Union, l'exemple du Maroc et de la Tunisie: rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour, Mmes Bernadette Bourzai, Catherine Morin-Desailly et M. Jean-François Humbert.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Sécurité sanitaire et santé animale - Communication et proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Réunion du jeudi 28 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*): Recherche et propriété industrielle - Mises sur le marché et brevetabilité des semences et obtentions végétales: proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Richard Yung.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - déclaration normalisée de la TVA: proposition de résolution portant avis motivé de M. Yannick Botrel.

Élargissement - La Serbie et l'Union européenne: rapport d'information de M. Simon Sutour, Mlle Sophie Joissains et M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Approfondissement de l'Union économique et monétaire (instrument de convergence et de compétitivité, coordination préalable des grandes réformes, dimension sociale): rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Dominique Bailly.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne** [n° 225 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 40, 41).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le**

Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 136 (2012-2013)] - (7 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 135 (2012-2013)** (p. 1023, 1024).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions** [n° 135 (2012-2013)] - (7 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 136 (2012-2013)**.

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1699, 1700).

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2** [n° 560 (2011-2012)] - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4227, 4229). - **Article 1er** (art. L. 2531-4 du code des collectivités territoriales - Harmonisation du plafond du versement transport à l'ensemble de la région Ile-de-France) (p. 4242).

- Rapporteur (p. 4242).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (23 mai 2013) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4499, 4500). (p. 4500). (p. 4500). (p. 4500). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation du système éducatif) (p. 4544). (p. 4544).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] - (5 juin 2013) - **Article 34** (art. L. 5217-21 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Transfert des services et des personnels) (p. 5559).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6052, 6054). (p. 6065).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013, suivi d'un débat interactif et spontané** - (16 octobre 2013) (p. 9637, 9639). (p. 9650).

- **Question orale sur le plan de rattrapage pour l'éducation en Seine-et-Marne** - (29 octobre 2013) (p. 10615). (p. 10616).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites** [n° 71 (2013-2014)] - (31 octobre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 10853). (p. 10856, 10857).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (27 novembre 2013) - **Article 41** (Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 12246, 12247).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12682, 12684). (p. 12695).

- **Question orale sur la situation des Roms : en finir avec le nomadisme forcé** - (17 décembre 2013) (p. 13095). (p. 13096).

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique le 16 septembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013 ; puis vice-président le 4 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Renforcer le couple franco-allemand [n° 762 (2012-2013)] (16 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision des lignes directrices concernant les aides d'État aux aéroports régionaux [n° 827 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 827 (2012-2013)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision des lignes directrices concernant les aides d'État aux aéroports régionaux [n° 38 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La politique agricole commune et le droit de la concurrence [n° 214 (2013-2014)] (10 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la mise sur le marché et la brevetabilité des semences et obtentions végétales (texte E 8314) [n° 218 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Union européenne et la Russie après Vilnius [n° 237 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Introduction des aliments nouveaux : projet d'avis motivé de M. Richard Yung.

Institutions européennes - Quelles perspectives pour l'Union européenne ? : rapport de M. Pierre Bernard-Reymond.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Démocratisation de la zone euro - réunion interparlementaire du 11 janvier à Luxembourg - Communication de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Paul Kavanagh, ambassadeur d'Irlande en France.

Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : proposition de résolution de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Table ronde, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et avec les membres français du Parlement européen, sur l'approfondissement démocratique de l'Union et l'intégration solidaire, avec la participation de MM. Jean Arthuis, Daniel Cohn-Bendit, Mme Agnès Bénassy-Quéré, MM. Jean Pisani-Ferry et Yves Bertoncini.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Subsidiarité - Quatrième paquet ferroviaire - Communication et proposition de résolution portant avis motivé de M. Roland Ries.

(*commission du développement durable*) : Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Gouvernance européenne du numérique : rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Environnement - Incidence environnementale de certains projets publics et privés - Proposition de résolution européenne de Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion commune avec les députés européens français et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la PAC - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai et de M. Jean-Paul Emorine.

Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Examen de la proposition de résolution de M. Jean Bizet sur la directive européenne sur les produits du tabac.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Philippe Étienne, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Lutte contre le gaspillage alimentaire : proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Institutions européennes - Les sanctions pour non-respect du droit européen : point d'actualité de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Avancée des négociations de la coopération renforcée sur la taxe sur les transactions financières.

Transports - Réglementation et fiscalité des poids lourds (texte E 8284) : rapport d'information et proposition de résolution de Mme Fabienne Keller.

Réunion du jeudi 6 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Les relations franco-allemandes : communication de M. Jean Bizet.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des finances*) : Réunion de travail avec M. Olli Rehn, vice-président de la commission européenne, en charge des affaires économiques et monétaires.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Politique européenne de la concurrence dans le domaine agricole - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Transports - Quatrième paquet ferroviaire : proposition de résolution de M. Roland Ries.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*): Politique de voisinage - La politique méditerranéenne de l'Union, l'exemple du Maroc et de la Tunisie : rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour, Mmes Bernadette Bourzai, Catherine Morin-Desailly et M. Jean-François Humbert.

(*commission du développement durable*): Audition de M. Christian de Perthuis, président du Comité pour la fiscalité écologique.

Révision des lignes directrices concernant les aides d'État aux aéroports régionaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Sécurité sanitaire et santé animale - Communication et proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Réunion avec une délégation de la commission des affaires européennes du Sénat italien.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - TVA sur les activités équestres - Point d'actualité de M. Jean Bizet.

Éducation - Programme Erasmus+ - Communication de Mme Colette Mélot.

Réunion du jeudi 28 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Indices de référence pour les contrats financiers (texte E 8676) : projet d'avis politique de M. Richard Yung.

Recherche et propriété industrielle - Mises sur le marché et brevetabilité des semences et obtentions végétales : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Richard Yung.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Agriculture et droit de la concurrence - rapport d'information de M. Jean Bizet.

Environnement - Proposition de directive sur les biocarburants : rapport d'information et proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

(*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*): Audition de M. Vinton Cerf, vice-président de Google.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*): Politique de coopération - Relations Union européenne-Russie - Rapport d'information de MM. Simon Sutour et Jean Bizet.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne** [n° 225 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 38, 40).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 866, 867).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports** [n° 260 (2012-2013)] - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1051, 1052). - **Article 2** (*art. L. 2121-7 du code des transports - Recours par les régions au groupement européen de coopération territoriale (GECT) pour organiser des services de transport ferroviaire transfrontaliers*) (p. 1064). (p. 1065). (p. 1065). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1074, 1075). (p. 1075). (p. 1076). (p. 1080). (p. 1082). (p. 1085, 1086). (p. 1086). (p. 1090).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Article 7** (*art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport*) (p. 1099). (p. 1100). (p. 1100). (p. 1101). (p. 1101). (p. 1101, 1102). (p. 1104). (p. 1105). (p. 1105). (p. 1107). (p. 1109). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1110). (p. 1111). (p. 1115). (p. 1115). (p. 1115). (p. 1116). (p. 1117). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 1125, 1126). (p. 1126). (p. 1126). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1141).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1706).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020)** [n° 408 (2012-2013)] - (12 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1717, 1718).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte - Deuxième lecture** [n° 452 (2012-2013)] - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2623, 2624).

- **Question orale sur les crédits en faveur de la modernisation de l'habitat dans les zones rurales** - (9 avril 2013) (p. 2954). (p. 2955).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 3019, 3020).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports - Commission mixte paritaire** [n° 515 (2012-2013)] - (18 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3440, 3442).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable** [n° 600 (2012-2013)] - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4813, 4815). - **Article 9** (*Sociétés vétérinaires*) (p. 4841). - **Article 27 A (Supprimé)** (*art. L. 641-6, L. 661-1 à L. 661-7 du code de l'énergie, articles du code de l'environnement, art. 265 bis A et 266 quinzièmes du code des douanes, art. 7 de l'ordonnance n° 2011-1105 du 14 septembre 2011 portant transposition des directives 2009/28/CE et 2009/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 dans le domaine des énergies renouvelables et des biocarburants, art. 21, 22 et 46 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, art. 4 et 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet de programme fixant les orientations de la politique énergétique, art. 25 de la loi n° 97-1239 du 29 décembre 1997 de finances rectificative pour 1997 - Substitution du terme « agrocaburants » au terme « biocarburants »*) (p. 4871, 4872). - **Article 28** (*art. 4 de l'ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011, art. L. 111-1, L. 111-8, L. 111-26, L. 111-30, L. 111-40, L. 111-43, L. 111-47, L. 111-48, L. 111-68, L. 111-72, L. 111-82, L. 111-101, L. 111-106, L. 121-8, L. 121-14, L. 121-34, L. 121-46, L. 131-1, L. 131-2, L. 132-5, L. 134-9, L. 134-19, L. 134-26, L. 134-31, L. 135-4, L. 135-12, L. 135-13, L. 142-3, L. 142-6, L. 142-14 et L. 142-22, intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre IV du livre Ier, art. L. 144-3 à L. 144-6, L. 211-3, L. 321-6, L. 335-7, L. 335-8, L. 341-5 et L. 342-11, chapitres Ier et II du titre VI du livre III, art. L. 432-8, L. 433-3,*

L. 433-5, L. 433-8, L. 433-10, L. 433-11, L. 433-15, L. 433-18, L. 446-2, L. 452-5, L. 521-18, L. 521-19, L. 521-20, L. 521-21, L. 521-22, L. 521-23 et L. 521-4 du code de l'énergie - Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code de l'énergie (p. 4876). (p. 4877). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4885).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Article 1er** (*Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer*) (p. 4982, 4983). (p. 4983). (p. 4983, 4984). (p. 4986).

- **Questions cribles thématiques sur le budget européen** - (30 mai 2013) (p. 5045). (p. 5046).

- **Question orale sur la réception de la télévision numérique terrestre dans le département de la Manche** - (4 juin 2013) (p. 5341). (p. 5342).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6051, 6052).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Commission mixte paritaire [n° 662 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6536, 6537).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 1er** (*art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation*) (p. 7980). (p. 7981). (p. 7984). (p. 7984). (p. 7986). (p. 7987). (p. 7990). (p. 7991). (p. 7992). (p. 7995).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 4** (*art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique*) (p. 8962).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de détachement des travailleurs [n° 528 (2012-2013)]** - (16 octobre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9631).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013, suivi d'un débat interactif et spontané** - (16 octobre 2013) (p. 9635, 9636).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (17 octobre 2013) (p. 9695).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (5 novembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10987, 10988).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (7 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 11233, 11234). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 11239). - **Article 49** (*art. L. 541-10 du code de l'environnement - Recours, par les éco-organismes, aux entreprises solidaires d'utilité sociale et gestion locale des déchets*) (p. 11240). (p. 11241).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (27 novembre 2013) - **Article 41** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 12245, 12246).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12680, 12681). (p. 12695).

BLANDIN (Marie-Christine)
sénatrice (Nord)
ECOLO

NOMINATIONS

Présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre ès qualités de la commission nationale des secteurs sauvegardés.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes le 8 octobre 2013.

Membre titulaire du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Violence dans les médias : quelles conséquences sur les enfants et la société ? [n° 264 (2012-2013)] (15 janvier 2013) - **Culture - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe, transphobe, sexiste ou à raison du handicap [n° 265 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à créer une taxe environnementale sur les mégots à la charge des fabricants de tabac [n° 345 (2012-2013)] (11 février 2013) - **Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins des plus démunis [n° 352 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La gouvernance de la culture scientifique, technique et industrielle [n° 412 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Culture - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à augmenter la durée de vie des produits [n° 429 (2012-2013)] (18 mars 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 615 (2012-2013)] (29 mai 2013) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités [n° 811 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative aux pouvoirs du Défenseur des droits [n° 861 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Culture et recherche au coeur des années croisées France - Vietnam [n° 27 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)] (2 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil [n° 216 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 232 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Régime des intermittents : réformer pour pérenniser [n° 256 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Culture - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Restitution des œuvres spoliées - Communication.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avis sur une candidature aux fonctions de président du Conseil supérieur de l'audiovisuel - Résultats du scrutin.

Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Économie du film français - Table ronde.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autonomie des établissements scolaires et bien-être des élèves - Audition de M. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique (CAS).

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violences et discriminations à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes et porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avis sur une candidature aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Résultat du scrutin.

Avis sur une candidature aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Vote.

Distribution de la presse - Audition de M. Gérard Proust, président de l'Union nationale des diffuseurs de presse (UNDP).

Distribution de la presse - Audition de MM. Marc Norguez, secrétaire général, et Laurent Joseph, délégué syndical de Presstalis au Syndicat général du livre et de la communication écrite (SGLCE-CGT).

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Audition de M. André Syrota, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Distribution de la presse - Audition de M. Denis Bouchez, directeur du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN).

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement français à l'étranger - Table ronde.

Groupe de travail sur le pré-recrutement dans l'éducation nationale - Communication.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avis sur la constitution d'un groupe d'études relatif aux langues et cultures régionales.

Déplacement au Muséum national d'histoire naturelle - Communication.

Économie numérique de la presse et du livre - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Organisation des travaux de la commission - Echange de vues.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Comité national de pilotage sur l'accès de tous les jeunes à l'art et à la culture - Audition de Mme Marie Desplechin, présidente et de M. Jérôme Bouët, rapporteur.

Distribution de la presse - Audition de MM. Jean-Claude Cochi, président, et Patrick André, directeur général des Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Distribution de la presse - Audition de MM. Jean-Pierre Roger, président, et Guy Delivet, directeur général du Conseil supérieur des messageries de presse (CSMP).

Distribution de la presse - Audition de Mme Anne-Marie Couderc, présidente de Presstalis.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application de la loi du 20 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Refondation de l'école de la République - Audition de M. Xavier Nau, rapporteur pour avis du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Financement privé des associations - Audition de Mme Sylvie Banoun, sous-directrice de la vie associative et de l'éducation populaire, et M. François Vareille, secrétaire général du Haut conseil à la vie associative (HCVA), sur les travaux d'évaluation et les propositions du HCVA.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Serge Bergamelli, directeur général du Centre national d'enseignement à distance (CNED).

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Respect de l'exception culturelle dans le cadre de la négociation d'un accord de libre-échange avec les États-Unis - Échange de vues.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan consolidé des sources de financement des universités - Examen du rapport d'information.

Bilan du groupe d'études sur les pratiques sportives - Communication.

(*commission des finances*) : Bilan consolidé des sources de financement des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Table ronde.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 24 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen de l'amendement en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Enseignement supérieur et recherche - Audition de M. Didier Houssin, président de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), et M. Emmanuel Saint-James, président de l'association « Sauvons la recherche ».

Enseignement supérieur et recherche - Audition de M. Gilles Boeuf, président du Muséum d'histoire naturelle.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droits audiovisuels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de MM. Jean-Loup Salzmann, président, Khaled Bouabdallah et Gérard Blanchard, vice-présidents de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission des affaires économiques*) : Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication diverse.

Enseignement supérieur et recherche - Désignation des membres à l'éventuelle commission mixte paritaire.

Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Désignation des membres à l'éventuelle commission mixte paritaire.

Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen d'amendements.

Réunion du vendredi 21 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen d'amendements.

Enseignement supérieur et recherche - Examen de deux amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communications diverses.

Politique culturelle à l'ère du numérique - Audition de MM. Pierre Lescure, président de la mission « Acte II de l'exception culturelle » et Jean-Baptiste Gourdin, coordinateur de la mission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication, sur la mission « Acte II de l'exception culturelle ».

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

Groupe de travail sur l'éthique du sport - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information au Vietnam - Communication.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de M. David Assouline.

Indépendance de l'audiovisuel public - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Nomination des membres aux éventuelles commissions mixtes paritaires.

Loi de finances pour 2014 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse (AFP).

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement public des grandes infrastructures sportives - Communication de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, et M. Dominique Bailly, rapporteur au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Henri Nallet, président de l'Observatoire national de l'enseignement agricole (ONEA) sur la concertation, relative à l'enseignement agricole, préparatoire à la loi d'avenir sur l'agriculture.

Audition de M. Hubert Allier, vice-président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA).

Audition de M. Jean-Pierre Dupont, préfet, co-président du groupe d'élaboration de la Charte État, collectivités, associations.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Création d'un groupe de travail sur l'Université des Antilles et de la Guyane - Échange de vues.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis et contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » programme « Sport » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Monadé, président du Centre national du livre (CNL).

Audition de M. Vincent Monadé, président du Centre national du livre (CNL).

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Commission de concertation sur la réforme du financement des universités - Table ronde.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et France Médias Monde pour la période 2013-2015 - Communication.

Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la culture scientifique et technique** - (24 janvier 2013) (p. 485, 486).

- **Question orale sur l'efficacité de l'utilisation de l'argent public à partir du cas de l'entreprise Indra SAS** - (5 février 2013) (p. 795, 796). (p. 797).

- **Débat sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (26 mars 2013) (p. 2423, 2424).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte** - *Deuxième lecture* [n° 452 (2012-2013)] - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2629, 2630).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (5 avril 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2821).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3022, 3023).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4354, 4355).

- présidente de la commission de la culture - **Demande de réserve** (p. 4355).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4406, 4408). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans) (p. 4439). - **Article 6** (art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - Éducation artistique et culturelle) (p. 4451). (p. 4455).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 7** (art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences) (p. 4485). - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil supérieur des programmes) (p. 4539).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 31** (art. L. 321-3 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école élémentaire) (p. 4600, 4601). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 4635). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-1 du code de l'éducation - Mise en place du projet éducatif territorial) (p. 4643). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4660). (p. 4670). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 4684). - **Seconde délibération** (p. 4736). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4742).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en œuvre de la formation des enseignants dans les futures ESPE** - (20 juin 2013) (p. 6110).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (20 juin 2013) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Article 12 ter** (Articulation des stratégies nationales et des schémas régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 6135, 6136). (p. 6138, 6139).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Article 37 bis (Texte non modifié par la commission)** (Décret relatif à la parité entre les femmes et les hommes dans la désignation des personnalités extérieures) (p. 6237). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-1, L. 313-2 et L. 344-1 à L. 344-10 du code de la recherche - Suppression des PRES et des dénominations « RTRA » et « CTRS ») (p. 6248). - **Articles additionnels après l'article 43 bis** (p. 6262). - **Article 44** (art. L. 952-6-1 du code de l'éducation - Transfert aux conseils académiques des compétences en matière de recrutement des enseignants-chercheurs) (p. 6264). - **Article 47** (art. L. 412-1

du code de la recherche - Prise en compte du doctorat pour le recrutement des fonctionnaires de la catégorie A) (p. 6270). (p. 6270). - **Seconde délibération** (p. 6319). - **Article 65** (Modification des codes de la recherche et de l'éducation et modalités d'extension et d'adaptation de la loi à l'outre-mer) (p. 6324). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6329, 6330).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6432, 6433).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche - Commission mixte paritaire [n° 695 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Article 38** (Art. L. 718-2 à L. 718-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Coopération et regroupements des établissements) (p. 6785).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8862).

- **Commission mixte paritaire [n° 75 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9725).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (31 octobre 2013) - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 10841).

- **Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 125 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11627, 11628). - **Article 1er** (art. L. 253-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction pour les personnes publiques d'utiliser des produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts et promenades relevant de leur domaine public ou privé) (p. 11632).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11879). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 11898). - **Article 7 quater (nouveau)** (art. 278 bis, 298 bis et 298 quater du code général des impôts - Application du taux normal de TVA pour certains engrais et autres produits assimilables) (p. 11904).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11928, 11929). (p. 11936, 11937).

- présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11957).

BLONDIN (Maryvonne)
sénatrice (Finistère)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire du Conseil national des professions du spectacle le 3 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France [n° 582 (2012-2013)] - Traite des êtres humains et violences faites aux femmes : priorités nationales, lutte internationale [n° 583 (2012-2013)] (16 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 717 (2012-2013)] pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes [n° 831 (2012-2013)] (11 septembre 2013) - **Entreprises - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Culture : création, cinéma, spectacle vivant, arts visuels [n° 160 tome 2 fasc. 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Régime des intermittents : réformer pour pérenniser [n° 256 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Culture - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Économie du film français - Table ronde.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autonomie des établissements scolaires et du bien-être des élèves - Audition de M. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique (CAS).

(*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'interassociative inter-LGBT.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violences et discriminations à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes et porte-parole du Gouvernement.

(*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jean-Pierre Winter, psychanalyste.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Reine Prat, inspectrice générale de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle, directrice régionale des affaires culturelles de Martinique, auteure, à la demande du ministère de la culture, de deux rapports sur l'égalité hommes-femmes dans les arts du spectacle.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Audition de M. André Syrota, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement français à l'étranger - Table ronde.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diffusion des œuvres conservées dans les musées et autres institutions culturelles - Audition de M. Alain Seban, président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Refondation de l'école de la République - Audition de M. Xavier Nau, rapporteur pour avis du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement privé des associations - Audition de Mme Sylvie Banoun, sous-directrice de la vie associative et de l'éducation populaire, et M. François Vareille, secrétaire général du Haut conseil à la vie associative (HCVA), sur les travaux d'évaluation et les propositions du HCVA.

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Bérénice Vincent, présidente de l'Association « Le deuxième regard », responsable du pôle création, accompagnée de Mme Delphine Besse, responsable du pôle industrie.

Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Claire Gibault, directrice du Paris Mozart Orchestra, vice-présidente de la section culture-éducation du Conseil économique, social et environnemental (CESE), ancienne députée européenne.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Serge Bergamelli, directeur général du Centre national d'enseignement à distance (CNED).

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Table ronde.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Adaptation du droit français au droit de l'Union européenne dans le domaine de la justice - Examen du rapport d'information.

Femmes et culture - Audition de Mme Karine Saporta, chorégraphe, présidente fondatrice de l'Association des centres chorégraphiques nationaux, présidente de la commission « Danse » et vice-présidente de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Présentation de l'avis de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de M. Gilles Boeuf, président du Muséum d'histoire naturelle.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission des affaires économiques*) : Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Politique culturelle à l'ère du numérique - Audition de MM. Pierre Lescure, président de la mission « Acte II de l'exception culturelle » et Jean-Baptiste Gourdin, coordinateur de la mission.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication, sur la mission « Acte II de l'exception culturelle ».

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

Réunion du lundi 22 juillet 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Egalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Rémy Pflimlin, président-directeur général de France Télévisions.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Jean-Luc Hees, président-directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hubert Allier, vice-président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA).

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Martine Caraglio, inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, et de M. Philippe Claus, inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Constitution du bureau.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Paul Delahaye, inspecteur général de l'Éducation nationale, directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale.

Audition de M. Guillaume Gaubert, directeur des affaires financières des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'enseignement du latin et du grec** - (5 février 2013) (p. 806, 807). (p. 807, 808).

- **Question orale sur la phagothérapie** - (21 mai 2013) (p. 4294, 4295). (p. 4295).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4371, 4372).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - **Article 4 bis** (*art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Promotion de la santé des élèves*) (p. 4417). (p. 4418, 4419). (p. 4419). (p. 4420).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 6 ter** (*art. L. 121-4-1 [nouveau] du code de l'éducation - Éducation à la citoyenneté et promotion de la santé à l'école*) (p. 4473). (p. 4474). - **Article 27 bis** (*art. L. 312-11 du code de l'éducation - Recours aux langues régionales dans l'enseignement*) (p. 4569). (p. 4570).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 45 bis (nouveau)** (*Création d'un espace de rencontre avec les parents d'élèves dans les établissements scolaires*) (p. 4637). (p. 4637). - **Article additionnel après l'article 55 bis B** (p. 4677). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation*) (p. 4714, 4715).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France [n° 597 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4774, 4775).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (20 juin 2013) - **Article 11** (*art. L. 111-6 du code de la recherche - Stratégie nationale de la recherche*) (p. 6128). (p. 6129). - **Article 15 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 612-8 du code de l'éducation - Définition du stage en milieu professionnel*) (p. 6150). - **Article 20** (*art. L. 613-1 du code de l'éducation - Accréditation des établissements*) (p. 6177, 6178). (p. 6178).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6361, 6362).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 4** (*art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 8022).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8415, 8417).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8498). (p. 8499). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8511). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 3-1, 20-5 et 43-11 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Modification des pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatifs à l'image et la place des femmes dans les médias*) (p. 8554). (p. 8555). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8558, 8559). - **Article 19** (*art. L. 131-8 du code du sport - Parité dans les instances dirigeantes des fédérations sportives*) (p. 8577). (p. 8577). (p. 8578). (p. 8578). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8580).

- **Débat sur la place des femmes dans l'art et la culture** - (16 octobre 2013) (p. 9658, 9661).

- **Débat sur la sécurité sociale des étudiants** - (3 décembre 2013) (p. 12425, 12426).

BOCKEL (Jean-Marie)
sénateur (Haut-Rhin)
 UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et de l'information dans l'Union (E8076), dont cette commission s'est saisie, et sur la stratégie européenne de cybersécurité un cyberspace ouvert, sûr et sécurisé (référence : JOIN(2013) 1 final) [n° 458 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Police et sécurité - Société - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de résolution [n° 458 (2012-2013)] , en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et de l'information dans l'Union (E8076), dont cette commission s'est saisie, et sur la stratégie européenne de cybersécurité un cyberspace ouvert, sûr et sécurisé (référence : JOIN(2013) 1 final) [n° 491 (2012-2013)] (10 avril 2013) - **Police et sécurité - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : L'Afrique est notre avenir [n° 104 (2013-2014)] (29 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Coordination du travail gouvernemental [n° 158 tome 12 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean-Paul Paloméros, commandant suprême allié chargé de la transformation (ACT) à l'OTAN.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Enders, président exécutif d'EADS.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition publique organisée conjointement avec l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques et la commission de la défense de l'Assemblée nationale, sur « le risque numérique : en prendre conscience pour mieux le maîtriser ».

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et la République d'Azerbaïdjan - Création et conditions d'activités des centres culturels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cybersécurité - Communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cybersécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Anne Paugam, candidate désignée aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement - Avis et résultat du scrutin.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Patrick Pailloux, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Francis Delon, secrétaire général de la défense nationale.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Loi de programmation militaire - Audition du général Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Mercier, délégué général pour l'armement (programme 146 « équipement des forces » de la mission « Défense »).

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans une Afrique convoitée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air (mission « Défense »).

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » programme « Coordination de l'action gouvernementale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et développement » programme « Immigration et asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

68ème Assemblée générale de l'ONU - Communication.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Europe de la défense - Audition à l'Assemblée nationale de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les engagements de l'Etat relatifs à la réalisation de la deuxième phase de la branche Est de LGV Rhin-Rhône** - (15 janvier 2013) (p. 10). (p. 11).

- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1424, 1425).

- **Questions cribles thématiques sur l'Europe de la défense** - (21 mars 2013) (p. 2222, 2223). (p. 2223).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - (26 mars 2013) (p. 2411).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2921, 2922).

- **Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali : débat et vote sur une demande du Gouvernement** - (22 avril 2013) (p. 3871, 3872).

- **Débat sur la loi pénitentiaire** - (25 avril 2013) (p. 4039, 4041).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4898, 4900).

- **Projet de loi portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998 [n° 622 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6681, 6682).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les transports** - (4 juillet 2013) (p. 6866).

- **Débat sur la situation en Syrie** - (4 septembre 2013) (p. 7840, 7842).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le commerce des armes [n° 34 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9402, 9403).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9784, 9786).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en République centrafricaine** - (10 décembre 2013) (p. 12544, 12546).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12563, 12564).

BOCQUET (Éric)
sénateur (Nord)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013 ; puis rapporteur le 14 mai 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/Etats-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le travailleur détaché : un salarié low cost ? Les normes européennes en matière de détachement des travailleurs [n° 527 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de détachement des travailleurs [n° 528 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communalités [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur le rôle des banques : Évasion des capitaux et finance : mieux connaître pour mieux combattre (Rapport) [n° 87 tome 1 (2013-2014)] (17 octobre 2013) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur le rôle des banques : Évasion des capitaux et finance : mieux connaître pour mieux combattre (Auditions) [n° 87 tome 2 (2013-2014)] (17 octobre 2013) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'aide personnalisée de retour à l'emploi : un coup de pouce victime de son originalité [n° 94 (2013-2014)] (23 octobre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 156 tome 3 annexe 28 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Banque publique d'investissement - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat désigné aux fonctions de directeur général.

Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Gestion des faillites bancaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*) : Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Bilan de l'ouverture des jeux en ligne, trois ans après - Table ronde.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Travail - Examen de la proposition de résolution de M. Éric Bocquet sur la situation des travailleurs détachés.

Institutions européennes - Point d'actualité sur la situation en Hongrie présenté par M. Bernard Piras.

Questions sociales et santé - Examen de la proposition de résolution de M. Jean Bizet sur la directive européenne sur les produits du tabac.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Normes européennes en matière de détachement des travailleurs - Présentation d'un rapport d'information de la commission des affaires européennes.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des finances*) : Aides à la presse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Aide personnalisée de retour à l'emploi (APRE) - Contrôle budgétaire - Communication de M. Éric Bocquet, rapporteur spécial.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Michèle André, rapporteure spéciale, sur la mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 61).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Thierry Foucaud et Claude Haut, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Enseignement scolaire ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Marie-France Beaufils, rapporteure spéciale, sur la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif aux bénéficiaires des remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Yvon Collin et Mme Fabienne Keller, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Aide publique au développement » et sur le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité,

insertion et égalité des chances » (et articles 75 et 76) - Examen du rapport.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - La Serbie et l'Union européenne : rapport d'information de M. Simon Sutour, Mlle Sophie Joissains et M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen d'une motion en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (18 janvier 2013) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 289). (p. 297). (p. 298). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 310).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 862).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2113, 2115). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (*Remise d'un rapport sur l'impact de la présente loi sur la compétitivité du secteur bancaire français*) (p. 2138). - **Article 1er** (art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Filialisation des activités bancaires spéculatives*) (p. 2142, 2143).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Article 4 (Modalités d'application du titre 1er)** (p. 2190). - **Article 4 bis A (Supprimé)** (*Débat annuel sur la liste des paradis fiscaux*) (p. 2190, 2191). - **Article 4 bis** (art. L. 511-45 du code monétaire et financier - *Transparence des activités bancaires pays par pays*) (p. 2194). (p. 2197, 2198). (p. 2199). (p. 2201). (p. 2201). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 2201). (p. 2203, 2204). - **Articles additionnels après l'article 4 sexies** (p. 2219). - **Articles additionnels après l'article 4 nonies** (p. 2233, 2234). (p. 2235, 2236). (p. 2237). - **Article 5** (art. L. 612-1, L. 612-4, L. 612-8-1 [nouveau], L. 612-33, L. 612-5, L. 612-6, L. 612-7, L. 612-8, L. 612-12, L. 612-14, L. 612-15, L. 612-16, L. 612-19, L. 612-20, L. 612-36, L. 612-10, L. 612-38 du code monétaire et financier - *Organisation et missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution*) (p. 2239). (p. 2241). (p. 2241). (p. 2246). (p. 2246). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-4, L. 312-5, L. 312-15 et L. 312-16 du code monétaire et financier - *Missions du Fonds de garantie des dépôts et de résolution*) (p. 2248). (p. 2249). - **Article 7** (art. L. 613-31-11 à L. 613-31-18 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Résolution et prévention des crises bancaires*) (p. 2253). (p. 2255). (p. 2257). - **Article 11** (art. L. 631-2, L. 631-2-1, L. 631-2-2 et L. 631-2-3 [nouveau] du code monétaire et financier - *Création du Conseil de stabilité financière*) (p. 2261, 2262). (p. 2263). (p. 2263). (p. 2264). (p. 2264, 2265). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2265, 2266). (p. 2266). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 2274, 2275). - **Articles additionnels avant article 17** (p. 2293). (p. 2293). (p. 2294). (p. 2295). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - *Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité*) (p. 2297, 2298). (p. 2298). (p. 2300). (p. 2301).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 17 bis B** (p. 2315). (p. 2317). - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - *Assurance-emprunteur*) (p. 2322). (p. 2323). (p. 2325). (p. 2326). (p. 2328). (p. 2329). (p. 2329). (p. 2330). (p. 2331).

(p. 2332). (p. 2332, 2333). (p. 2336). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2336, 2337). (p. 2337). (p. 2337, 2338). (p. 2338). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1 du code monétaire et financier - Accessibilité bancaire) (p. 2340, 2341). (p. 2341, 2342). (p. 2342). (p. 2343). (p. 2343). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2344). (p. 2345). - **Article 21 bis A** (art. L. 314-7 du code monétaire et financier - Relevé d'information sur les frais bancaires) (p. 2346, 2347). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 2354).

- **Débat sur l'efficacité des conventions fiscales internationales** - (23 avril 2013) (p. 3947, 3949).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité** - (24 avril 2013) (p. 3993, 3995).

- **Débat sur la politique européenne de la pêche** - (25 avril 2013) (p. 4070, 4072).

- **Questions cribles thématiques sur le budget européen** - (30 mai 2013) (p. 5042). (p. 5043).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (6 juin 2013) - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, fiscal, comptable et financier aux métropoles et à la métropole d'Aix-Marseille-Provence) (p. 5622).

- **Rappel au règlement** - (17 juillet 2013) (p. 7323).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7338, 7341). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7371, 7372). - **Article 1er bis** (art. 131-38 du code pénal - Augmentation du montant de l'amende encourue par les personnes morales) (p. 7376). (p. 7377). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 7377). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 7379). (p. 7380). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7381, 7382). (p. 7382). - **Article 2 bis (supprimé)** (art. 324-1 du code pénal - Extension de la définition du blanchiment) (p. 7382, 7383). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 227-1 [nouveau] du livre des procédures fiscales - Atténuation du monopole exercé par l'administration en matière de mise en mouvement de l'action publique pour des faits de fraude fiscale) (p. 7388).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**.

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Commission mixte paritaire [n° 751 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7407, 7408).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 228 du livre des procédures fiscales - Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale complexe) (p. 7423, 7424). (p. 7424). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7428). (p. 7428). (p. 7428, 7429). - **Article additionnel après l'article 3 bis A** (p. 7430). (p. 7431). - **Article 3 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 1736 du code général des impôts - Alourdissement des pénalités applicables en cas de non-respect des obligations de trusts par leur administrateur) (p. 7431). - **Article 3 bis F (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 247, L. 247-0 A [nouveau] et L. 251 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Définition des conditions dans lesquelles l'administration fiscale peut transiger) (p. 7435). - **Article 3 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 1649 A bis et 1736 du code général des impôts -

Augmentation des sanctions en cas de non-respect par les établissements bancaires de leurs obligations de déclaration concernant les comptes répertoriés dans FICOBA) (p. 7437). - **Article additionnel après l'article 3 quinquies** (p. 7438, 7439).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les impôts et la fiscalité** - (19 septembre 2013) (p. 8713).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture [n° 22 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 24 (2013-2014)** (p. 9363, 9364). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-23 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 9369, 9370).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier - Nouvelle lecture [n° 24 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 22 (2013-2014)**.

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de détachement des travailleurs [n° 528 (2012-2013)]** - (16 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9613, 9614). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9631).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10635).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11781, 11783).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu de l'année 2014 et revalorisation exceptionnelle de la décote) (p. 11839, 11840). (p. 11843). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11846, 11847). (p. 11854, 11855). - **Article 3** (art. 197 du code général des impôts - Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial) (p. 11862).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11984). (p. 11985). (p. 11985, 11986). (p. 11986). (p. 11987). - **Article 9** (Taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations versées par les entreprises) (p. 11996, 11997). (p. 12002). - **Article 10** (art. 223 duodecimes, 223 terdecies et 223 quaterdecies [nouveaux] du code général des impôts - Instauration d'une contribution sur l'excédent brut d'exploitation pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros) (p. 12004). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12018, 12019). - **Article 11** (art. 124 C, art. 137 bis, art. 150 undecies, art. 150-0 A, art. 150-0 B ter, art. 150-0 D, art. 150-0 D bis, art. 150-0 D ter, art. 150-0 E, art. 154 quinquies, art. 163 quinquies C, art. 164 B, art. 167 bis, art. 170, art. 187, art. 199 ter, art. 199 ter A, art. 199 terdecies-0 A, art. 200 A, art. 242 ter D [nouveau], art. 242 bis B et art. 1417 du code général des impôts, art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime d'imposition des plus-values de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux des particuliers) (p. 12023). (p. 12024). - **Article 18** (art. 150 VC, 150 VD du code général des impôts et L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières) (p. 12076). - **Article 20** (art. 265, 265 bis, 266 quinquies et 266 quinquies B du code des douanes - Aménagement des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 12102).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 12157, 12158). (p. 12158). (p. 12159). - **Articles additionnels après l'article 23 bis** (p. 12169).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 38** (art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Aménagement des ressources du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») (p. 12267). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12271). - **Article 39** (art. L. 241-2 du code de la sécurité sociale, 1600-0 S du code général des impôts et 53 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) (p. 12272). - **Article 43 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12303, 12304).

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** - (5 décembre 2013) (p. 12459, 12463).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Article 22** (art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3332-2-1, L. 4331-2-1 L. 5211-35-2 [nouveau], L. 5212-24, L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1391 E, 1465, 1466, 1586 nonies, 1639 A bis, 1640 D [nouveau] et 1647 D du code général des impôts, art. 32 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, et art. 78 de

la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Mesures fiscales diverses relatives aux collectivités territoriales et à l'achèvement des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 12934). (p. 12936). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12941). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12979). (p. 12980). (p. 12980). (p. 12980). - **Article 44 (nouveau)** (Abandon des créances de l'Etat détenues sur la Société nouvelle du journal l'Humanité) (p. 12996, 12997). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13003, 13004).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un partenariat en matière de coopération militaire entre la République française et la République du Sénégal [n° 700 (2012-2013)]** - (18 décembre 2013) - **Article unique** (p. 13132).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti [n° 697 (2012-2013)]** - (18 décembre 2013) - **Article unique** (p. 13132).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un partenariat de défense entre la République française et la République de Côte d'Ivoire [n° 703 (2012-2013)]** - (18 décembre 2013) - **Article unique** (p. 13132).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (18 décembre 2013) - **Question préalable** (p. 13143, 13144).

BONNEFOY (Nicole)
sénatrice (Charente)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Rapporteuse de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Répertoire national des crédits aux particuliers : une contribution à la décision [n° 273 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 725 (2012-2013)] relatif à la consommation [n° 792 (2012-2013)] (23 juillet 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Égalité entre les femmes et les hommes** [n° 162 tome 9 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Répertoire national des crédits aux particuliers - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Pierre Lévy-Soussan, pédopsychiatre et psychanalyste.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de Familles de France et de la Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC).

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants d'associations et d'institutions d'adoption.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Nutte, président et M. Raymond Chabrol, secrétaire général du Conseil national d'accès aux origines personnelles.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », programme « Égalité entre les femmes et les hommes » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) - rapporteur de la mission commune d'information sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement (p. 382, 386).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2736, 2739).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2813, 2814).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)] (suite)** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2893, 2894).

- **Proposition de loi visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil [n° 520 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4210, 4212).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7902, 7904).

- Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 7945). (p. 7956). (p. 7964).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) (p. 7978). (p. 7979). (p. 7980). (p. 7982). (p. 7983). (p. 7989). (p. 7993). (p. 7995). (p. 7995).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 7 ter (non modifié par la commission)** (c du 3° de l'article 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 - *Activité de labellisation de la commission nationale de l'informatique et des libertés*) (p. 8127). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-10 [nouveau] du code des assurances - *Faculté de renonciation en cas de multi-assurance*) (p. 8194). - **Article 21** (art. L. 113-15-2 [nouveau] du code des assurances - *Résiliation infra-annuelle des contrats d'assurance*) (p. 8196). - **Article 21 quater** (*Information obligatoire sur la prise en charge des soins courants*) (p. 8203). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L.313-9, L. 331-11 du code de la consommation - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 8212). (p. 8213). (p. 8214). (p. 8214).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 72 terdecies (appelés en priorité)** (p. 8298, 8299). (p. 8299). (p. 8299). (p. 8300). (p. 8302). - **Article 26** (art. L. 141-1-1 [nouveau] du code de la consommation - *Faculté pour la DGCCRF d'enjoindre un professionnel de la vente à distance de ne plus prendre de paiement à la commande en cas de risque de défaillance*) (p. 8306). - **Article 53** (art. L. 141-1-2 [nouveau] du code de la consommation - *Modalités de prononciation d'une amende administrative*) (p. 8323). (p. 8325, 8326). (p. 8327, 8328). -

Article 54 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 113-6 [nouveau], L. 121-15, L. 121-15-3, L. 121-41, et L. 121-85-1, L. 132-2 [nouveaux], L. 211-16-1 et L. 211-23 [nouveaux] du code de la consommation - *Création de sanctions administratives concernant les obligations d'informations précontractuelles et les règles de publicité*) (p. 8329). -

Article 59 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - *Création d'un régime de sanctions administratives en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence*) (p. 8338). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 8348). -

Article 64 (art. L. 115-20, L. 115-22, L. 115-24, L. 115-26, L. 115-30, L. 121-4, L. 121-6, L. 122-7, L. 122-8, L. 122-9, L. 122-12 et L. 122-14 du code de la consommation - *Alignement des peines applicables en cas d'atteinte portée au libre choix du consommateur*) (p. 8366). - **Article 65** (art. L. 213-1, L. 213-2, L. 213-2-1, L. 213-3, L. 213-4, L. 216-8, L. 217-11, L. 217-12 [nouveau] et L. 217-10-1 du code de la consommation - *Renforcement des peines applicables en cas de fraude ou de falsification présentant des risques pour les consommateurs*) (p. 8368). - **Article 67** (art. L. 237-2, L. 237-3, L. 251-20, L. 253-15, L. 253-16, L. 253-17, L. 272-9 et L. 671-9 du code rural et de la pêche maritime - *Renforcement des peines applicables en cas de manquements à la réglementation sur l'utilisation de produits alimentaires d'origine animale, d'origine végétale et de produits phytopharmaceutiques*) (p. 8372). -

Article 73 (art. 63 de la loi n° 2010-737 du 1er juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation - *Habilitation du Gouvernement pour procéder par voie d'ordonnance à la refonte du code de la consommation*) (p. 8390).

- **Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 125 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11628).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11660, 11661). - **Article 6** (art. L. 335-2, L. 335-4, L. 513-4, L. 613-3, L. 623-4 et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - *Clarification du régime des utilisations interdites des droits de propriété intellectuelle à défaut de consentement de leur titulaire*) (p. 11678).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11660, 11661). - **Article 6** (art. L. 335-2, L. 335-4, L. 513-4, L. 613-3, L. 623-4 et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - *Clarification du régime des utilisations interdites des droits de propriété intellectuelle à défaut de consentement de leur titulaire*) (p. 11678).

BOOG (Françoise)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Politique

Devenue sénateur le 28 juin 2013 (en remplacement de M. Jean-Louis Lorrain, décédé).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 9 juillet 2013.

Membre de la commission des affaires européennes le 12 juillet 2013.

Membre titulaire de l'Observatoire national du suicide le 30 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

européenne du sport : proposition de résolution européenne de MM. Dominique Bailly et Jean-François Humbert.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Communication de M. Richard Yung sur l'avancement de l'union bancaire.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale 2014 - Avenir et justice du système de retraites - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Réunion constitutive de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales.

BORDIER (Pierre)
sénateur (Yonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Bruno Retailleau, président du conseil général de la Vendée.

Audition de M. Jean Guillot, directeur général du Centre national de développement du sport (CNDS).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les directeurs de soins** - (15 octobre 2013) (p. 9564, 9565). (p. 9565).

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement privé des associations - Audition de Mme Sylvie Banoun, sous-directrice de la vie associative et de l'éducation populaire, et M. François Vareille, secrétaire général du Haut conseil à la vie associative (HCVA), sur les travaux d'évaluation et les propositions du HCVA.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission des affaires économiques*) : Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Henri Nallet, président de l'Observatoire national de l'enseignement agricole (ONEA) sur la concertation, relative à l'enseignement agricole, préparatoire à la loi d'avenir sur l'agriculture.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis et contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Avis.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Pascal Bonnetain, conseiller de la région Rhône-Alpes et président de la commission des sports de l'Association des régions de France (ARF).

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Mutualisation des moyens départementaux de la sécurité civile - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2801).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2934, 2935).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3020, 3021).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 2090, 2091).

- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5719, 5720).

- **Question orale sur l'avenir de l'ENVA et du centre de Champignelles** - (10 septembre 2013) (p. 7874). (p. 7875).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (1er octobre 2013) (p. 8784).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (4 novembre 2013) - **Article 12** (art. L. 161-22, L. 161-22-1 A [nouveau], L. 634-6, L. 643-6 et L. 723-11-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 84 et L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Clarification des règles du cumul emploi-retraite) (p. 10874).

BOTREL (Yannick)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 février 2013.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013. (9 décembre 2013).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'agroalimentaire français face au défi de l'export : pour une réforme ambitieuse du dispositif public de soutien [n° 736 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Agriculture, alimentation, forêts et affaires rurales [n° 156 tome 3 annexe 3 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de directive modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne une déclaration de TVA normalisée (COM (2013) 721) [n° 206 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 21 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Les actes délégués - Rapport d'information et projet d'avis politique de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Quelles perspectives

pour l'Union européenne ? : rapport de M. Pierre Bernard-Reymond.

(*commission des finances*) : Mission d'expertise sur la fiscalité de l'économie numérique - Audition de MM. Pierre Collin, conseiller d'Etat, et Nicolas Colin, inspecteur des finances.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission et programme de contrôle pour 2013 - Communication de M. Philippe Marini, président.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Synthèse des propositions adoptées par la délégation susceptibles d'animer les discussions législatives à venir » de Mme Jacqueline Gourault et M. Edmond Hervé.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Révision des valeurs locatives et modalités de répartition territoriale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général des finances publiques.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS, sur les métropoles.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Jean-Marie Cavada, député européen, président du Mouvement européen - France.

Politique commerciale - Rapport de M. Simon Sutour sur les propositions de résolution européenne (n°s 522 et 526) relatives respectivement au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles, et au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe-États-Unis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Économie, finances et fiscalité - Stratégie européenne pour l'économie numérique - Avis politique de Mme Catherine Morin-Desailly.

(*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Les collectivités territoriales et les infrastructures de transport », de MM. Jacques Mézard et Rémy Pointereau.

(*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat et exécution budgétaire de 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Lutte contre le gaspillage alimentaire : proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Institutions européennes - Les sanctions pour non-respect du droit européen : point d'actualité de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan immobilier de la réforme de la carte judiciaire - Communication.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Situation économique et financière de la Slovénie - Communication.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2012 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des finances*) : Dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Politique européenne de la concurrence dans le domaine agricole - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Préfectures et réorganisation territoriale de l'État - Contrôle budgétaire - Communication de Mme Michèle André, rapporteure spéciale.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Christian Bourquin et André Ferrand, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Michèle André, rapporteure spéciale, sur la mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 61).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Sécurité sanitaire et santé animale - Communication et proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial, sur la mission « Immigration, asile et intégration » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'allocation temporaire d'attente (ATA).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

(*commission des finances*) : Bilan du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 61 bis) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du

stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

Mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Déclaration normalisée de la TVA : proposition de résolution portant avis motivé de M. Yannick Botrel.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Accueil des étudiants et chercheurs hors Union européenne : communication de Mme Catherine Tasca.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Agriculture et droit de la concurrence - rapport d'information de M. Jean Bizet.

Environnement - Proposition de directive sur les biocarburants : rapport d'information et proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des finances*) : Déclaration de TVA normalisée - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 734, 735).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales) (p. 1609).

- **Question orale sur l'insécurité juridique et les interprétations des documents d'urbanisme** - (9 avril 2013) (p. 2955, 2956). (p. 2956).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité** - (24 avril 2013) (p. 3996, 3998).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6660, 6661).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9511, 9512). - **Article 1er** (art. L. 2334-3 du code général des collectivités territoriales - Modification des seuils de population pour le calcul de la dotation de base et alignement progressif sur le montant par habitant des communes de 20 000 habitants) (p. 9518, 9519).

- **Question orale sur le dispositif des certificats d'économies d'énergie** - (19 novembre 2013) (p. 11561). (p. 11562).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (27 novembre 2013) - **Article 41** (Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 12251).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12694).

BOUCHART (Natacha)
sénateur (Pas-de-Calais)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 424, 426).

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 467, 468).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations aux collectivités locales** - (7 février 2013) (p. 992, 993).

- **Questions cibles thématiques sur la situation des universités françaises à l'heure de la rentrée 2013** - (10 octobre 2013) (p. 9495, 9496). (p. 9496).

BOUCHOUX (Corinne)
sénatrice (Maine-et-Loire)
ECOLO

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 13 septembre 2013.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013 ; puis vice-présidente le 14 mai 2013.

Membre titulaire de la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013 ; puis vice-présidente le 16 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013 ; puis rapporteure le 18 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe, transphobe, sexiste ou à raison du handicap [n° 265 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à créer une taxe environnementale sur les mégots à la charge des fabricants de tabac [n° 345 (2012-2013)] (11 février 2013) - **Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins des plus démunis [n° 352 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à augmenter la durée de vie des produits [n° 429 (2012-2013)] (18 mars 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 615 (2012-2013)] (29 mai 2013) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités [n° 811 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : L'indemnisation des victimes des essais nucléaires français : une loi qui n'a pas encore atteint ses objectifs [n° 856 (2012-2013)] (18 septembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi organique relative aux pouvoirs du Défenseur des droits [n° 861 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Culture** : création, cinéma, spectacle vivant, arts visuels [n° 160 tome 2 fasc. 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)] (2 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil [n° 216 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 232 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitution des œuvres spoliées - **Communication**.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

(*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Serge Blisko, président de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires.

Table ronde « Accès aux données environnementales publiques ».

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'interassociative inter-LGBT.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de l'étude de faisabilité présentée par Mme Maud Olivier et M. Jean-Pierre Leleux sur la « diffusion de la culture scientifique et technique ».

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violences et discriminations à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes et porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Audition de M. André Syrota, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diffusion des œuvres conservées dans les musées et autres institutions culturelles - Audition de M. Alain Seban, président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Économie numérique de la presse et du livre - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Distribution de la presse - Audition de Mme Anne-Marie Couderc, présidente de Presstalis.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école

de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Refondation de l'école de la République - Audition de M. Xavier Nau, rapporteur pour avis du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement privé des associations - Audition de Mme Sylvie Banoun, sous-directrice de la vie associative et de l'éducation populaire, et M. François Vareille, secrétaire général du Haut conseil à la vie associative (HCVA), sur les travaux d'évaluation et les propositions du HCVA.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Serge Bergamelli, directeur général du Centre national d'enseignement à distance (CNED).

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan consolidé des sources de financement des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Table ronde.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 mai 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Michel Laurent, président-directeur général de l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Contrôle de la mise en application des lois - Examen du rapport annuel.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 21 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen d'amendements.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi relative au statut de l'auto-entrepreneur - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. François Houllier, président de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) et de l'Alliance nationale de recherche pour l'environnement (ALLENVI).

Audition de M. Gilles Raguin, directeur d'ESTHER (Ensemble pour une solidarité thérapeutique hospitalière en réseau).

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport sur « La transition énergétique à l'aune de l'innovation et de la décentralisation » - Synthèse des analyses des auditions et rapports de l'OPECST liés à la transition énergétique, par M. Bruno Sido, sénateur, président et M. Jean-Yves Le Déaut, député, premier vice-président.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

(*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi relative à la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Avenir et justice du système de retraites - Audition du Conseil d'orientation des retraites (COR).

Questions diverses.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Échange de vues sur le rapport de la mission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse (AFP).

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Réunion constitutive de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement public des grandes infrastructures sportives - Communication de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, et M. Dominique Bailly, rapporteur au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Henri Nallet, président de l'Observatoire national de l'enseignement agricole (ONEA) sur la concertation, relative à l'enseignement agricole, préparatoire à la loi d'avenir sur l'agriculture.

Audition de M. Jean-Pierre Dupont, préfet, co-président du groupe d'élaboration de la Charte État, collectivités, associations.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Alya Aglan, professeure d'histoire contemporaine à l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

(*délégation aux droits des femmes*) : Lutte contre le système prostitutionnel - Audition de Mme Catherine Coutelle, députée, présidente de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, et Mme Maud Olivier, députée, membre de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ».

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Constitution.

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « L'hydrogène : vecteur de la transition énergétique ? » présenté par MM. Laurent Kalinowski et Jean-Marc Pastor.

Réunion du jeudi 19 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de M. Jean-Pierre Godefroy et de Mme Chantal Jouanno.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 240).

- **Débat sur le développement dans les relations Nord-Sud** - (21 février 2013) (p. 1493, 1494).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2529).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la qualité du débat public** - (28 mars 2013) (p. 2533).

- **Question orale avec débat sur les droits sanitaires et sociaux des détenus** - (3 avril 2013) (p. 2642, 2643).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2782, 2783).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3270).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le choix de vie des personnes en fin de vie** - (25 avril 2013) (p. 4059).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4362, 4363).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - **Question préalable** (p. 4403). - **Article 6** (art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - *Éducation artistique et culturelle*) (p. 4456).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 6 ter** (art. L. 121-4-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Éducation à la citoyenneté et promotion de la santé à l'école*) (p. 4473). - **Article 7** (art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - *Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences*) (p. 4484). - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - *Création du Conseil supérieur des programmes*) (p. 4540).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4592). (p. 4593). (p. 4593). - **Article additionnel avant l'article 29** (p. 4595). (p. 4596). - **Article 31** (art. L. 321-3 du code de l'éducation - *Redéfinition des missions de l'école élémentaire*) (p. 4602). (p. 4603). - **Article 36** (art. L. 332-6 du code de l'éducation - *Conditions d'attribution du brevet*) (p. 4616, 4617). (p. 4617). - **Article additionnel après l'article 38** (p. 4625). (p. 4625). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 401-4 du code de l'éducation - *Cadre pour la coopération école-collège*) (p. 4628, 4629). (p. 4629). (p. 4629). - **Article additionnel après l'article 52 bis** (p. 4671, 4672). (p. 4672). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation*) (p. 4716). (p. 4724, 4725). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4738, 4739).

- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5714, 5715).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6017, 6018).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - **Question préalable** (p. 6082). - **Article 5** (art. L. 123-3 du code de l'éducation - *Consécration de la mission de transfert des résultats de la recherche du service public de l'enseignement supérieur*) (p. 6106). - **Article 7** (art. L. 123-5 du code de l'éducation - *Mission de transfert des résultats de la recherche vers les secteurs socio-économiques et d'appui aux politiques publiques*) (p. 6121). (p. 6123). - **Article 12 ter** (*Articulation des stratégies nationales et des schémas régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche*) (p. 6138). - **Articles additionnels après l'article 15 quinquies** (p. 6155, 6156).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Article 25** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - *Président de l'université*) (p. 6218). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-14 du code de l'éducation - *Sanctions pénales en cas de délivrance de « master » en l'absence d'autorisation de délivrer des diplômes conférant le grade de master*) (p. 6256). (p. 6257). - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Mobilité des personnels enseignants de l'enseignement supérieur*) (p. 6259). - **Articles additionnels après l'article 43 bis** (p. 6261). - **Article 44** (art. L. 952-6-1 du code de l'éducation - *Transfert aux conseils académiques des compétences en matière de recrutement des enseignants-chercheurs*) (p. 6262). (p. 6263). - **Article 47 septies (nouveau)** (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers - *Conditions d'entrée et de séjour des étudiants et diplômés étrangers*) (p. 6276). - **Article 49** (art. L. 114-3-1 du code de la recherche - *Création du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur*) (p. 6284, 6285). (p. 6286). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3-3 du code de la recherche - *Composition et fonctionnement du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur*) (p. 6288). (p. 6289). (p. 6290). - **Article 65 (Texte non modifié par la commission)** (*Modification des codes de la recherche et de l'éducation et modalités d'extension et d'adaptation de la loi à l'outre-mer*)

(p. 6316). (p. 6317). - **Article 65** (*Modification des codes de la recherche et de l'éducation et modalités d'extension et d'adaptation de la loi à l'outre-mer*) (p. 6325). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6326, 6327).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie** [n° 493 (2011-2012)] - (25 juin 2013) - **Article unique** (p. 6347).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie** [n° 494 (2011-2012)] - (25 juin 2013) - **Article unique** (p. 6347).

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole d'amendement de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative à l'extension en territoire français du domaine de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire conclue le 13 septembre 1965** [n° 505 (2012-2013)] - (25 juin 2013) - **Article unique** (p. 6348).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Conseil fédéral suisse et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire sur le droit applicable aux entreprises intervenant sur le domaine de l'Organisation afin d'y réaliser des prestations de services revêtant un caractère transnational** [n° 506 (2012-2013)] - (25 juin 2013) - **Article unique** (p. 6348).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco relatif à la prise en charge sur le territoire français de déchets radioactifs monégasques** [n° 507 (2012-2013)] - (25 juin 2013) - **Article unique** (p. 6348).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour l'énergie de fusion en vue de la mise en œuvre conjointe du projet ITER** [n° 509 (2012-2013)] - (25 juin 2013) - **Article unique** (p. 6348).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture** [n° 673 (2012-2013)] - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6357, 6358). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6421).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6442, 6443).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche - Commission mixte paritaire** [n° 695 (2012-2013)] - (3 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6754, 6755).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes** [n° 808 (2012-2013)] - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8432, 8433).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Article 15** (art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale ; art. 132-45 et 222-44 du code pénal - Possibilité d'astreindre l'auteur des violences à suivre un stage de sensibilisation à la prévention et à la lutte contre les violences sexistes) (p. 8543). (p. 8544).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** [n° 734 (2012-2013)] - (19 septembre 2013) - **Rappel au règlement** (p. 8693).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public** [n° 850 (2012-2013)] - (1er octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2 ter** (p. 8822).

- **Questions cibles thématiques sur la situation des universités françaises à l'heure de la rentrée 2013** - (10 octobre 2013) (p. 9495). (p. 9495).

- **Débat sur la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France** - (15 octobre 2013) (p. 9595, 9596).

- **Débat sur la place des femmes dans l'art et la culture** - (16 octobre 2013) (p. 9654, 9655).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale** [n° 51 (2013-2014)] - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9781, 9783). - **Article 4 ter (nouveau)** (*Contrôle sur pièces et sur place pour les membres des commissions parlementaires chargées de la défense*) (p. 9810). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 nonies de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958 - Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9818). - **Article 10** (art. L. 232-7 nouveau du code de la sécurité intérieure - Création à titre expérimental d'un nouveau traitement relatif aux données API et PNR des transporteurs aériens) (p. 9825). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 87-59 du 16 juillet 1987 - Conditions d'attribution de l'allocation de reconnaissance aux membres des forces supplétives relevant d'un statut civil de droit local) (p. 9844). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 9845). (p. 9846). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 9880). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9887).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites** [n° 71 (2013-2014)] - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10639). - **Article 2** (art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035) (p. 10676, 10677). (p. 10681). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 10698). - **Article 3** (art. L. 114-2, L. 114-4, L. 114-4-2, L. 114-4-3 et L. 135-6 du code de la sécurité sociale - Création d'un dispositif de pilotage annuel du système de retraite) (p. 10701).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu de l'année 2014 et revalorisation exceptionnelle de la décote) (p. 11840, 11841). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11908).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11955).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification du régime de la taxe acquittée par les étudiants étrangers pour la délivrance d'un titre de séjour salarié) (p. 12258).

- **Débat sur la sécurité sociale des étudiants** - (3 décembre 2013) (p. 12419, 12420).

- **Débat sur les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe** - (4 décembre 2013) (p. 12438, 12439).

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** - (5 décembre 2013) (p. 12463, 12464).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12567, 12569). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 12607). - **Article 4 sexies (texte non modifié par la commission)** (*Rapport et débat au Parlement sur le contrôle de l'exécution des lois de programmation et diverses autres mesures*) (p. 12609). - **Article 13 (Texte non modifié par la**

commission) (*art. L. 34-1, L. 34-1-1 du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, art. L. 222-2 et L.222-3 du code de sécurité intérieure - Clarification du cadre juridique relatif à l'accès aux données de connexion et à la géolocalisation en temps réel*) (p. 12612). (p. 12614).

BOURDIN (Joël)
sénateur (Eure)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Président de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Affronter les défis du long terme : inventer une nouvelle planification [n° 342 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'agroalimentaire français face au défi de l'export : pour une réforme ambitieuse du dispositif public de soutien [n° 736 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Agriculture, alimentation, forêts et affaires rurales [n° 156 tome 3 annexe 3 (2013-2014)]** (21 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Avenir des campagnes : présentation du rapport.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des finances*) : Accord entre la France et le Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accord entre la France et les Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Séparation et régulation des activités bancaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Bilan de la réunion commune Sénat - CESE du 5 décembre 2012.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Réunion de la délégation : audition du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) sur les travaux relatifs au développement de la télévision sociale.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Evolution des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Audition de MM. André Laignel, président du Comité des finances locales, et Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective : Pour donner leur chance aux adolescents issus des quartiers sensibles.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Réunion de la délégation : audition de M. Frank Pacard, directeur général adjoint chargé de l'enseignement de l'École polytechnique.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des finances*) : Réunion de travail avec M. Olli Rehn, vice-président de la commission européenne, en charge des affaires économiques et monétaires.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des finances*) : Perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Martin Hirsch, président de l'Agence du service civique et ancien Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, puis à la jeunesse.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des finances*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. Philippe Marini, président, sur un nouvel indicateur permettant de mesurer l'émigration fiscale des particuliers.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Charles Guené, rapporteur spécial, sur la mission « Conseil et contrôle de l'État ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Jean-Marie Levaux, membre du collège de supervision de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, personnalité pressentie pour exercer les fonctions de vice-président de cette Autorité.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Philippe Chalmin, économiste et historien, sur les perspectives des marchés des matières premières.

Questions diverses.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Christian Bourquin et André Ferrand, rapporteurs

spéciaux, sur la mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés ».

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Yvon Collin et Mme Fabienne Keller, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Aide publique au développement » et sur le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Richard Yung et Roland du Luart, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Action extérieure de l'Etat » (et communication sur leurs contrôles budgétaires relatifs aux modalités de recrutement et conditions d'exercice des enseignants à l'étranger, et aux projets de regroupement immobilier des représentations diplomatiques).

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 61 bis) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Étienne Pinte, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Questions diverses.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen des amendements au texte de la commission.

Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les nouvelles menaces des maladies infectieuses émergentes** - (23 janvier 2013) (p. 407, 408).

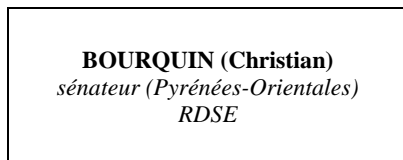
- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (21 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 quater** (p. 2210, 2211). (p. 2214).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-**

2013]] - (23 mai 2013) - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance) (p. 4491).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (25 octobre 2013) - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux

d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10328). (p. 10337, 10338). (p. 10342).



BOURQUIN (Christian)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'agroalimentaire français face au défi de l'export : pour une réforme ambitieuse du dispositif public de soutien [n° 736 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Économie [n° 156 tome 3 annexe 11 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 février 2013 (commission des finances) : Séparation et régulation des activités bancaires - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (commission des finances) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (commission des finances) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (commission des lois) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (commission des finances) : Dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (commission des affaires économiques) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (commission des finances) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Christian Bourquin et André Ferrand, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les conséquences de la restructuration annoncée par le groupe Sanofi** - (5 février 2013) (p. 794, 795). (p. 795).

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1353, 1355).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5415). (p. 5419).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité et les effectifs de police** - (19 septembre 2013) (p. 8714, 8715).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8735).

- **Question orale sur le projet de restructuration de l'Institut national de l'origine et de la qualité** - (29 octobre 2013) (p. 10616). (p. 10617).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2013) (p. 13112, 13113).

BOURQUIN (Martial)
sénateur (Doubs)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Italie du Nord : une passion pour le design appliquée à l'industrie [n° 692 (2012-2013)] (26 juin 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 725 (2012-2013)] relatif à la consommation [n° 809 tome 1 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 725 (2012-2013)] relatif à la consommation [n° 809 tome 2 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Économie [n° 157 tome 4 (2013-2014)]** (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des relations interentreprises, placé auprès du ministre du redressement productif et de la ministre déléguée auprès du

ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ouverture de négociations en vue d'un Partenariat transatlantique - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

(*commission des affaires économiques*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport pour avis.

Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Italie, à Milan, les 29 et 30 avril 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des

finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Martial Bourquin, parlementaire en mission sur l'ordre public économique et les relations inter-entreprises.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen des amendements.

Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Economie sociale et solidaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État » et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Economie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement, et ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Audition de M. François Lamy, ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Marcon, président de « CCI de France ».

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 426, 428).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la pauvreté** - (24 janvier 2013) (p. 484).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale applicables aux infractions forestières [n° 320 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Article 1er** (*Ratification de l'ordonnance n° 2012-92 relative à la partie législative du code forestier*) (p. 987, 988).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1414).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (*art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5432).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7896, 7898).

- Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7943). - **Article 1er** (*art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation*) (p. 7949). (p. 7958, 7960). (p. 7965).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) (p. 7978). (p. 7980). (p. 7981). (p. 7982). (p. 7983). (p. 7983). (p. 7984). (p. 7984). (p. 7984, 7985). (p. 7987). (p. 7989). (p. 7989). (p. 7989, 7990). (p. 7990). (p. 7991). (p. 7991). (p. 7992). (p. 7992). (p. 7992). (p. 7993). (p. 7994). (p. 7995). (p. 7995). (p. 7995). (p. 7995). (p. 7995). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7997). (p. 7998). (p. 7999, 8000). - **Article 2** (*art. L. 211-15 [nouveau], L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire et L. 462-7 du code de commerce - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation*) (p. 8001). (p. 8003). (p. 8004). (p. 8005). (p. 8005). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 8006). - **Article 4 bis A** (*art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration*) (p. 8058).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) (p. 8080). - **Article 5 bis** (*art. L. 515-32 du code de la consommation - Réservoirs enterrés de liquides inflammables*) (p. 8112).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Article 72 quater** (**appelé en priorité**) (*art. L. 322-2, art. L. 322-2-1 et L. 322-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure, article 2 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Définition des loteries et des jeux d'argent et de hasard*) (p. 8287). (p. 8288). (p. 8288). (p. 8289). (p. 8290). (p. 8290, 8291). - **Article additionnel après l'article 72 quater** (**appelé en priorité**) (p. 8291). - **Article 72 nonies** (**appelé en priorité**) (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 31 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Archivage de l'identité des joueurs en ligne*) (p. 8294). - **Articles additionnels après l'article 72 terdecies A** (**appelés en priorité**) (p. 8295, 8296). (p. 8297). (p. 8298). - **Articles additionnels après l'article 72 terdecies**

(**appelés en priorité**) (p. 8299). (p. 8300). - **Article additionnel après l'article 69** (**appelé en priorité**) (p. 8302). - **Article 25** (*art. L. 141-1 du code de la consommation, L. 313-21 du code de l'action sociale et 9 de la loi n° 89-421 du 23 juin 1989 relative à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales - Elargissement du champ de compétence des agents de la DGCCRF, renforcement de la coopération avec la CNIL, faculté de prononcer des sanctions administratives en cas de non-respect des injonctions et faculté de saisir le juge contre un service de communication en ligne*) (p. 8304). (p. 8304). (p. 8305). (p. 8305). - **Article 26** (*art. L. 141-1-1 [nouveau] du code de la consommation - Faculté pour la DGCCRF d'enjoindre un professionnel de la vente à distance de ne plus prendre de paiement à la commande en cas de risque de défaillance*) (p. 8306). - **Article 28** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 141-4, L. 421-2 et L. 421-6 du code de la consommation - Pouvoirs du juge en matière de clauses abusives*) (p. 8308). - **Article additionnel après l'article 37** (p. 8310). - **Article 38** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 218-1-2, L. 218-1-3 [nouveaux], L. 215-2-2, L. 215-2-3 et L. 215-2-4 du code de la consommation - Habilitation des agents pour effectuer des contrôles à l'importation de certaines denrées alimentaires*) (p. 8311). - **Article 39** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 218-2 du code de la consommation - Communication des rapports d'analyse ou d'essais et recours à une personne qualifiée*) (p. 8310). - **Article 40** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 218-4 du code de la consommation - Suspension par le préfet de la commercialisation de produits dangereux*) (p. 8312). - **Article 43** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 218-5-2 du code de la consommation - Renforcer les pouvoirs de police administrative pour garantir la sécurité des produits commercialisés*) (p. 8032). - **Article 47** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 215-1 du code de la consommation - Modification de la liste des agents qualifiés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions*) (p. 8314). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 8314). - **Article 48** (*art. L. 215-3-3 et L. 215-3-4 [nouveaux] du code de la consommation - Habilitation à procéder à des relevés d'identité et à utiliser le procédé du consommateur et cyberconsommateur « mystère »*) (p. 8315). (p. 8316). - **Article 49** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 215-18 à L. 215-21 [nouveaux] du code de la consommation - Pouvoir de perquisition pour les infractions en matière de fraudes et falsifications*) (p. 8318). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 8318). - **Article 50** (*art. L. 450-1 et L. 461-4 du code du commerce - Extension du domaine d'application de l'article L. 450-1*) (p. 8318). (p. 8318). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 8319). (p. 8320). - **Article 52** (*art. L. 450-3, L. 450-3-1 et L. 450-3-2 [nouveaux], et L. 450-8 du code de commerce - Harmonisation des moyens d'investigation des agents en matière de concurrence et de consommation*) (p. 8322). (p. 8322). - **Article 53** (*art. L. 141-1-2 [nouveau] du code de la consommation - Modalités de prononciation d'une amende administrative*) (p. 8324). (p. 8324). (p. 8325). (p. 8326). (p. 8326). (p. 8327). (p. 8328). - **Article 54** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 113-6 [nouveau], L. 121-15, L. 121-15-3, L. 121-41, et L. 121-85-1, L. 132-2 [nouveaux], L. 211-16-1 et L. 211-23 [nouveaux] du code de la consommation - Création de sanctions administratives concernant les obligations d'informations précontractuelles et les règles de publicité*) (p. 8329). - **Article 56** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 2151-3 [nouveau], L. 2321-1, L. 2331-1-1 [nouveau], L. 2351-1, L. 3114-2-1 [nouveau], L. 3551-1, L. 4271-2 [nouveau], L. 4631-1, L. 4651-1, L. 5421-13 [nouveau], L. 5734-1, L. 5754-1, L. 5764-1, L. 5784-1, L. 5794-1, L. 6432-3, L. 6733-1 [nouveaux], L. 6754-1, L. 6764-1 et L. 6784-1 du code des transports - Sanctions administratives du non-respect de dispositions des règlements communautaires assurant l'information et protégeant les droits des passagers dans le domaine des transports*) (p. 8332). (p. 8332). - **Articles additionnels après l'article 57 ter** (p. 8334). - **Article 59** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - Création d'un régime de sanctions administratives en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence*) (p. 8337). (p. 8338). - **Article 60**

(art. L. 441-2-2 et L. 441-3-1 du code de commerce - Dispositions relatives au prononcé de sanctions administratives) (p. 8338). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 8339). (p. 8339). - **Article 61** (art. L. 441-6, L. 442-6, L. 443-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 8341). (p. 8341, 8342). (p. 8342). (p. 8343). (p. 8343). (p. 8343, 8344). (p. 8344). - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce ; art. L. 631-24 et L. 632-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs) (p. 8347). (p. 8347). (p. 8347). (p. 8349). (p. 8349). (p. 8350). (p. 8351). (p. 8351). (p. 8352). (p. 8353). (p. 8354). (p. 8354, 8355). (p. 8355, 8356). - **Articles additionnels après l'article 62** (p. 8357). (p. 8357). (p. 8357, 8358). (p. 8358). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-1-1 [nouveau] du code de commerce - Création d'un statut pour les magasins de producteurs) (p. 8360). (p. 8361). (p. 8362). - **Article 63 (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, et 9 de la loi du 4 juillet 1837 relative au système métrique et à la vérification des poids et mesures - Renforcement des sanctions en cas de non-conformité des instruments de mesure) (p. 8363). (p. 8363). - **Article 64** (art. L. 115-20, L. 115-22, L. 115-24, L. 115-26, L. 115-30, L. 121-4, L. 121-6, L. 122-7, L. 122-8, L. 122-9, L. 122-12 et L. 122-14 du code de la consommation - Alignement des peines applicables en cas d'atteinte portée au libre choix du consommateur) (p. 8366). (p. 8367). (p. 8367). - **Article 65** (art. L. 213-1, L. 213-2, L. 213-2-1, L. 213-3, L. 213-4, L. 216-8, L. 217-11, L. 217-12 [nouveau] et L. 217-10-1 du code de la consommation - Renforcement des peines applicables en cas de fraude ou de falsification présentant des risques pour les consommateurs) (p. 8368). (p. 8369). (p. 8369). - **Article 67** (art. L. 237-2, L. 237-3, L. 251-20, L. 253-15, L. 253-16, L. 253-17, L. 272-9 et L. 671-9 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des peines applicables en cas de manquements à la réglementation sur l'utilisation de produits alimentaires d'origine animale, d'origine végétale et de produits phytopharmaceutiques) (p. 8372). - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 8375). - **Article 71 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 137-3 [nouveau], L. 138-1, L. 214-1, L. 215-12, L. 215-17, L. 221-10, et L. 221-11 du code de la consommation - Diverses dispositions de simplification, notamment rédactionnelles, au sein du code de la consommation) (p. 8376). - **Article additionnel après l'article 71** (p. 8377). - **Articles additionnels après l'article 72**

(p. 8378). (p. 8381). (p. 8381). (p. 8382). (p. 8383). (p. 8383). (p. 8384). - **Article 72 bis** (art. L. 121-42 à L. 121-47 [nouveaux] du code de la consommation - Encadrement de l'exploitation et de l'usage de numéros à valeur ajoutée) (p. 8385). (p. 8386). (p. 8386). - **Article 72 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-83-1 du code de la consommation, articles L. 32-1 et L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Modification des compétences de l'ARCEP et de la DGCCRF sur le marché de détail des communications électroniques) (p. 8387). (p. 8387). (p. 8388). - **Articles additionnels après l'article 72 ter** (p. 8388). (p. 8389). - **Article 73** (art. 63 de la loi n° 2010-737 du 1er juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation - Habilitation du Gouvernement pour procéder par voie d'ordonnance à la refonte du code de la consommation) (p. 8390). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8395, 8396).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9950, 9951).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10098). - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Possibilité, pour les préfets de région, d'étendre la trêve hivernale sur leur territoire) (p. 10127). (p. 10128).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11033, 11034). - **Article 4** (Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire) (p. 11081). (p. 11082). (p. 11086).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 5** (Pôles territoriaux de coopération économique) (p. 11105). (p. 11106). (p. 11106). (p. 11107).

- **Question orale sur les inquiétudes des maires quant à l'avenir de leurs compétences territoriales en matière de droit des sols** - (17 décembre 2013) (p. 13090). (p. 13091).

BOURZAI (Bernadette)
sénatrice (Corrèze)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois le 20 février 2013.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire du Comité consultatif de gouvernance.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution le 13 mars 2013 ; puis présidente du 27 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la PAC [n° 524 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire [n° 619 (2012-2013)] (30 mai 2013) - **Agriculture et pêche - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la filière viande : « Traçabilité, compétitivité, durabilité : trois défis pour redresser la filière viande » [n° 784 tome 1 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la filière viande : « Traçabilité, compétitivité, durabilité : trois défis pour redresser la filière viande » [n° 784 tome 2 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime [n° 819 (2012-2013)] (29 juillet 2013) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 819 (2012-2013)] relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime [n° 5 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La politique méditerranéenne de l'Union européenne après le printemps arabe : les cas du Maroc et de la Tunisie [n° 100 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la politique méditerranéenne de l'Union européenne [n° 101 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de règlement relatif à la santé animale (texte E 8298 - COM (2013) 260 final) [n° 109 (2013-2014)] (30 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Biocarburants : préserver le présent pour préparer l'avenir [n° 213 (2013-2014)] (10 décembre 2013) - **Environnement - Transports - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du règlement, sur les biocarburants (texte E 7790) [n° 226 (2013-2014)] (12 décembre 2013) - **Environnement - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 10 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues.

Réunion du lundi 21 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Les actes délégués - Rapport d'information et projet d'avis politique de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Elargissement - Audition de M. Oleksandr Kupchysyn, ambassadeur d'Ukraine en France.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture – « Plus vite, plus haut, plus fort ? L'Union européenne et le sport professionnel » - Rapport de M. Jean-François Humbert.

(*commission des affaires économiques*) : Régime des autorisations de plantation de vigne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Incidence environnementale de certains projets publics et privés - Proposition de résolution européenne de Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Examen de la proposition de résolution européenne n° 413 tendant à créer un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion commune avec les députés européens français et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Henri Brichard, vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Audition de M. Serge Préveraud, président de la Fédération nationale ovine (FNO).

Audition de MM. Guillaume Roué, président, et Didier Delzescaux, directeur de l'Interprofession nationale porcine (INAPORC).

Audition M. Philippe Chotteau, responsable du département « économie » de l'Institut de l'élevage, et de Mme Mélanie Richard, chef de projet sur la filière viande bovine de l'Institut de l'élevage.

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Gilles Huttepain, président et de Mme Véronique Eglosi, déléguée générale de la Fédération des industries avicoles (FIA).

Audition de M. Gilles Varachaux, chef d'entreprise à Wissous.

Audition de MM. Jacques Creyssel, délégué général, et Mathieu Pecqueur, directeur « Agriculture et qualité », de la fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD).

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Rencontre avec une délégation de la commission chargée des questions européennes de la Grande Assemblée nationale de Turquie.

(*délégation aux droits des femmes*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la PAC - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai et de M. Jean-Paul Emorine.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Gérard Poyer, président et de Mme Aurore Saison, chargée de mission de la Fédération française des commerçants en bestiaux (FFCB).

Audition de M. Jean-Pierre Duclos, président d'Elvea France.

Audition de MM. Jean-Louis Gérard, sous-directeur des produits alimentaires, Didier Gautier, directeur du service national d'enquête, Hugo Hanne, chef du bureau de la veille économique et des prix, Mme Geneviève Morhange, adjointe au chef de bureau et Mme Odile Cluzel, chef du bureau du commerce et des relations commerciales à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Audition de MM. Pierre Chevalier, président, Jean-Pierre Fleury, secrétaire général et Patrick Bénézat, vice-président de la Fédération nationale bovine (FNB).

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. François Lucas, premier vice-président de la Coordination rurale, et Michel Manoury, responsable national de la filière viande de la Coordination rurale.

Audition de M. Christian Le Lann, membre de la Confédération française de la boucherie, charcuterie et traiteurs (CFBCT).

Audition de M. Patrick Dehaumont, directeur général, Mmes Catherine Collinet, directrice de la Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires, Stéphanie Flauto, sous-directrice de la sécurité sanitaire des aliments et Nathalie Pihier, chef de la mission urgences sanitaires de la Direction générale de l'alimentation (DGAL).

Audition de M. Robert Volut, président de la Fédération française des industriels charcutiers traiteurs (FICT).

Audition de Mmes Anne Richard, directrice générale et Pascale Magdelaine, responsable des observatoires économiques avicoles de l'Institut technique de l'Aviculture.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Daniel Gremillet, président de la commission élevage de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA).

Audition de M. Eric Allain, directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT).

Audition de M. Olivier Andrault, chargé de la mission « agriculture et alimentation » à l'Union française des consommateurs, UFC Que choisir.

Audition de MM. Pascal Millory, directeur commercial et Guy Emeriau, responsable de l'activité boucherie-volaille de Système U.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Christophe Monnier, chef de service produits alimentaires Mmes Isabelle Bineau, chef de projet produits animaux et Marie-Paule Spiess, chef de projet produits avicoles et produits gourmets à UBIFRANCE.

Audition de M. Jacques Roux, président, Mmes Carole Galissand, présidente de la commission nutrition, Sarah Etcheverry, membre de la commission de la sécurité alimentaire

et M. Dominique Bénézet, délégué général du Syndicat national de la restauration collective (SNRC).

Audition de M. Michel Baussier, président du Conseil supérieur de l'ordre des vétérinaires.

Audition de MM. Dominique Davy, président, Albert Merlet, vice-président, Pierre-Louis Gastinel, secrétaire général, Jean-Paul Guibert, administrateur de France Génétique Elevage (FGE) et Bernard Roux, vice-président de Races de France.

Audition de MM. Patrick Foubert, trésorier national adjoint et Stéphane Touzet, secrétaire national du syndicat national des techniciens du ministère de l'agriculture (SNTMA-FO).

Audition de Mmes Michèle Rousseau, directrice générale et Anne-Louise Guilmain, chargée d'études agriculture de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Pierre Montaner, directeur des produits laitiers et carnés de SOPEXA.

Audition de MM. Dominique Langlois, président, Yves Berger, directeur et Marc Pages, directeur adjoint de l'association nationale inter-professionnelle du bétail et des viandes (INTERBEV).

Audition de MM. Frédéric Gueudar Delahaye, directeur général par intérim, Michel Meunier, délégué filière viande, Yves Trégaro, chef de l'unité produits animaux et viande, et Mme Claire Legrain, chef du service entreprises et marché de FranceAgriMer.

Audition de MM. Hervé Guyomard, directeur scientifique et Jean-Louis Payraud, directeur de la recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

Audition de MM. Hubert Garaud, président du pôle animal, Gérard Viel, président de la filière porcine, Denis Gilliot, coordinateur des filières et Mme Irène de Bretteville, chargée des relations parlementaires de Coop de France.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Pierre Buisson, président et Mme Anne Daumas, directrice du Syndicat national des vétérinaires libéraux.

Audition de MM. Jean-Pierre Kieffer, président, et Frédéric Freund, directeur de l'Oeuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir (OABA).

Audition de Mme Anna Lipchitz, conseillère technique chargée de la politique commerciale au cabinet de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Christophe Marie, directeur du Bureau de protection animale et porte-parole de la Fondation Brigitte Bardot.

Audition de M. Jean-Michel Serre, président, et Mme Caroline Tailleur, chargée de mission - Fédération nationale porcine (FNP).

Audition de M. Philippe Lecouvey, directeur général de l'Institut français du porc (IFIP).

Audition de MM. Philippe Chalmin, président, et Philippe Boyer, secrétaire général, de l'Observatoire des prix et des marges.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Hervé Béliardi, chargé de mission de la Confédération nationale des sociétés protectrices des animaux (SPA).

Audition de MM. Frédéric Gheeraert, directeur général, et Luc Horemans, directeur qualité, de Scamark, filiale de Leclerc.

Audition de MM. Gérard Durand, secrétaire national chargé de l'élevage, et Christian Drouin, responsable de la commission viande de la Confédération paysanne.

Audition de MM. Henri Demaegt, président, et Hervé des Deserts, directeur général de la fédération nationale de l'industrie et du commerce en gros de viandes (FNICGV).

Audition de Mme Deborah Infante, vice-présidente, et M. Benoît Assemat, administrateur du Syndicat national des inspecteurs en santé publique (SNISPV).

Audition de Mme Nicole Sugier, présidente de la société nationale de défense des animaux (SNDA), et de M. Ghislain Zuccolo, directeur de la Protection mondiale des animaux de ferme (PMAF).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. André Eloi, directeur de la Fédération nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de services (FNEAP).

Audition de M. Bertrand Oudin, directeur des études de Blezat Consulting.

Audition de MM. Jean-Paul Bigard, président, et Pierre Halliez, directeur général du Syndicat des entreprises françaises des viandes (SNIV-SNCP).

Audition de Mme Anne-Marie Vanelle et M. Philippe Fourgeaud, membres du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER).

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman (CFCM), de M. Kamel Kabtane, recteur de la mosquée de Lyon, M. Kahlil Merroun, recteur de la mosquée d'Evry et de M. Cheikh Alsid, responsable du service halal de la mosquée de Paris.

Audition de Mmes Brigitte Gothière et Johanne Mielcarek, porte-parole de l'association L214.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Lutte contre le gaspillage alimentaire: proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Institutions européennes - Les sanctions pour non-respect du droit européen: point d'actualité de M. Simon Sutour.

Politique de coopération - Bilan de l'activité de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (Ap-UpM).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*): Ouverture de négociations en vue d'un Partenariat transatlantique - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de Alain Berger, délégué interministériel aux industries agroalimentaires et à l'agro-industrie (DIIAA).

Audition de MM. Jean-Louis Hurel, président et Léonidas Kalogéropoulos, conseiller du Syndicat des industries françaises des coproduits (SIFCO).

Table ronde avec représentants des syndicats de salariés de l'agro-alimentaire.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

(*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Louis-Xavier Thirode, chef du bureau central des cultes au ministère de l'intérieur.

Audition de M. Michel Turin, écrivain journaliste, auteur de l'ouvrage « Halal à tous les états ».

Audition de M. Pierre Le Neindre, ancien chercheur et de Mme Claire Sabbagh, ancienne responsable de la cellule expertise à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) auteurs du rapport d'expertise collective de l'INRA sur les douleurs animales.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Gilles Rousseau, président, et Mme Aurore Guénot, conseillère, de la Fédération française des marchés de bétail vif (FMBV).

Audition de M. Julien Bigand, trésorier adjoint, responsable du dossier viande, et Mme Suzanne Dalle, conseillère en production animale, du Syndicat professionnel des jeunes agriculteurs (JA).

Audition de MM. Michel Prugue, président, et Christian Marinov, directeur, de la confédération française de l'aviculture.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Daniel Perron, conseiller du ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire, en charge des relations avec les partenaires.

Audition de MM. Gilles Salvat, directeur de la santé animale et Franck Foures, directeur adjoint du service de l'évaluation des risques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Audition de MM. Jean-Guillaume Bretenoux et Bruno Ferreira, conseillers techniques du ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la forêt.

Audition de MM. Joël Mergui, président du Consistoire central israélite de France et Bruno Fiszon, grand rabbin de Moselle, conseiller auprès du grand rabbin de France sur l'abattage rituel.

Audition de MM. Patrick Jankowiak et Gil Lorenzo, chefs de bureau à la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Déplacement d'une délégation de la commission en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 4 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Audition de M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes.

Élargissement - Ouverture éventuelle de négociations d'adhésion avec la Serbie - Communication et proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - L'entrée de la Lettonie dans la zone euro - Communication de M. Jean-François Humbert.

Travail - L'Union européenne et l'emploi des jeunes - Rapport d'information et avis politique de M. Dominique Bailly.

(*commission des affaires économiques*): Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du

ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Les priorités de la présidence lituanienne du Conseil de l'Union européenne - Audition de M. Petras Austrevicius, vice-président du Parlement lituanien, et de Mme Loreta Grauziniene, membre de la commission des affaires européennes.

(*commission du développement durable*): Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Politique européenne de la concurrence dans le domaine agricole - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Questions diverses.

Questions sociales et santé - Politique européenne du sport : proposition de résolution européenne de MM. Dominique Bailly et Jean-François Humbert.

Transports - Quatrième paquet ferroviaire : proposition de résolution de M. Roland Ries.

(*mission commune d'information sur la filière viande*): Examen du rapport de la mission.

Réunion du lundi 22 juillet 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*): Missions de l'Etablissement national des produits agricoles et de la pêche maritime - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Biogaz et méthanisation comme ressource économique et substitut au gaz - Table ronde.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*): Politique de voisinage - La politique méditerranéenne de l'Union, l'exemple du Maroc et de la Tunisie : rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour, Mmes Bernadette Bourzai, Catherine Morin-Desailly et M. Jean-François Humbert.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Sécurité sanitaire et santé animale - Communication et proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - TVA sur les activités équestres - Point d'actualité de M. Jean Bizet.

Éducation - Programme Erasmus+ - Communication de Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Indices de référence pour les contrats financiers (texte E 8676) : projet d'avis politique de M. Richard Yung.

Recherche et propriété industrielle - Mises sur le marché et brevetabilité des semences et obtentions végétales : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Richard Yung.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Proposition de directive sur les biocarburants : rapport d'information et proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Réunion du jeudi 12 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Table ronde des soignants et de l'aide humanitaire.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Relations Union européenne-Russie - Rapport d'information de MM. Simon Sutour et Jean Bizet.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 137, 139).

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 195).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 389, 390).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 865).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale**

applicables aux infractions forestières [n° 320 (2012-2013)] - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 978, 980).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1760).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**.

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (21 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 2203).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4191, 4192).

- **Questions cribles thématiques sur le budget européen** - (30 mai 2013) (p. 5047). (p. 5047).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6654, 6656).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, articles L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 8034). (p. 8034, 8035).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5 bis** (art. L. 515-32 du code de la consommation - *Réservoirs enterrés de liquides inflammables*) (p. 8111).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 72 terdecies (appelés en priorité)** (p. 8301). - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce ; art. L. 631-24 et L. 632-2-1 du code rural et de la pêche maritime - *Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs*) (p. 8346).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (3 octobre 2013) (p. 9010, 9011).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 45 quinquiés** (art. L. 5741-1, L. 5741-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Pôle d'équilibre et de coordination territorial*) (p. 9332).

- **Proposition de loi relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime [n° 6 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9423, 9424).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9948, 9949).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - *Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO*) (p. 10153). (p. 10154). - **Article 22** (art. 200-1 à 203-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Dispositions relatives à l'habitat participatif*) (p. 10186). (p. 10186). (p. 10187).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (27 novembre 2013) - **Article 41** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 12244, 12245).

BOUTANT (Michel)
sénateur (Charente)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 606 (2011-2012)] autorisant l'approbation de la convention relative à la construction et à l'exploitation d'une infrastructure pour la recherche sur les antiprotons et les ions en Europe [n° 306 (2012-2013)] (29 janvier 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 677 (2012-2013)] autorisant la ratification de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part [n° 763 (2012-2013)] (16 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Sécurités : gendarmerie nationale [n° 158 tome 11 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran.

Audition du général Jean Debonne, directeur central du service de santé des armées.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Recherche sur les antiprotons et les ions en Europe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Enver Hoxhaj, ministre des affaires étrangères de la République du Kosovo.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cybersécurité - Communication.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre la France et le Luxembourg en matière de sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politiques de sécurité et de défense russes - Audition de Mme Isabelle Facon, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » et mission « Immigration et asile » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :

Politique méditerranéenne de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » programme « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Coopération en matière de défense entre la France et Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les restructurations en cours à la Banque de France** - (29 janvier 2013) (p. 580).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1378, 1379).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1780).

- **Question orale sur le statut des aidants familiaux** - (18 juin 2013) (p. 5895). (p. 5896).

- **Question orale sur l'avenir des laboratoires publics départementaux** - (1er octobre 2013) (p. 8764).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État - Transformation du volet « aménagement numérique » d'un schéma régional d'aménagement et de développement du territoire en un schéma directeur territorial d'aménagement numérique) (p. 8926). (p. 8927).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 9877, 9878).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article additionnel après l'article 29** (p. 12209).

BOYER (Jean)
sénateur (Haute-Loire)
UDI-UC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire jusqu'au 8 novembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diffusion des œuvres conservées dans les musées et autres institutions culturelles - Audition de M. Alain Seban, président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Comité national de pilotage sur l'accès de tous les jeunes à l'art et à la culture - Audition de Mme Marie Desplechin, présidente et de M. Jérôme Bouët, rapporteur.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Monadé, président du Centre national du livre (CNL).

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 128, 129).

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 216). (p. 220).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 617).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1061, 1062). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1073, 1074). (p. 1074).

- **Question orale sur le prolongement de la ligne du TGV de Paris à Saint-Etienne jusqu'à Firminy** - (19 février 2013) (p. 1331). (p. 1331).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1773). - **Discussion générale** (p. 1794).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 16** (*art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire*) (p. 1869). - **Article 18 bis** (*art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux*) (p. 1878). - **Article 23** (*art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale*) (p. 1913, 1914). (p. 1919). (p. 1921). (p. 1922). (p. 1922). (p. 1923, 1924). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 1933).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2520, 2521). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2528). (p. 2528). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2530).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 3311, 3312). - **Article 23** (*art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale*) (p. 3343). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3350, 3351).

- **Question orale sur la cohérence du tri et de la collecte des ordures ménagères** - (21 mai 2013) (p. 4307). (p. 4308).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5761, 5762).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6672).

- **Question orale sur la reconnaissance et le renforcement de l'engagement bénévole et associatif** - (9 juillet 2013) (p. 6972). (p. 6973).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Article 2** (*art. L. 531-1, L. 531-4 et L. 532-2 du code de la sécurité sociale - Réforme du complément de libre choix d'activité*) (p. 8447, 8448).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public** [n° 850 (2012-2013)] - (1er octobre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8859, 8860).

- **Question orale sur la référence démographique pour un scrutin démocratique** - (15 octobre 2013) (p. 9549). (p. 9550).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** [n° 66 (2013-2014)] - (25 octobre 2013) - **Article 61 (priorité)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 10389).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites** [n° 71 (2013-2014)] - (4 novembre 2013) - **Article 20** (art. L. 732-54-1 du code rural et de la pêche maritime - Suppression de la condition de 17 ans et demi d'assurance pour bénéficier de la pension majorée de référence du régime des non-salariés agricoles) (p. 10916, 10917). - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10921, 10922).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 31** (art. L. 732-58, L. 732-58-1 [nouveau], L. 732-59, L. 732-60 et L. 732-60-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Pilotage du régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles) (p. 10966, 10967). (p. 10968).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures** [n° 136 (2013-2014)] - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11592). - **Article 2** (art. L. 1 bis et L. 253 ter du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en opération extérieure) (p. 11603).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Article 17** (art. 31, art. 39, art. 39 ter B, art. 40 quinquies, art. 81, art. 93, art. 156, art. 156 bis, art. 157, art. 199 novovicies, art. 209 C, art. 217 quaterdecies et art. 239 nonies du code général des impôts, art. L. 117-3 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 321-13 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale, art. 95 de la loi n° 2009-1674 du 30 décembre 2009 de finances rectificative pour 2009 - Suppression de dépenses fiscales inefficaces ou inutiles) (p. 12073, 12074).

- **Question orale sur une meilleure couverture en téléphonie mobile de tous les territoires** - (17 décembre 2013) (p. 13105, 13106). (p. 13106).

BRICQ (Nicole)
ministre du commerce extérieur

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le commerce extérieur** - (31 janvier 2013) (p. 735, 736). (p. 736). (p. 737). (p. 738). (p. 738, 739). (p. 739, 740). (p. 740, 741). (p. 741, 742).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du commerce extérieur** - (7 février 2013) (p. 995, 996).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** [n° 423 (2012-2013)] - (20 mars 2013) - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 2137). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (Remise d'un rapport sur l'impact de la présente loi sur la compétitivité du secteur bancaire français) (p. 2139). - **Article 1er** (art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - Filialisation des activités bancaires spéculatives) (p. 2164, 2165).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon** [n° 134 (2013-2014)] - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11652, 11654). (p. 11661, 11662). - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 11666). - **Article 1er** (art. L. 615-17, L. 615-18, L. 615-19 et L. 722-8 du code de la propriété intellectuelle - Clarification de la spécialisation du TGI de Paris en matière de brevets et spécialisation exclusive en matière d'indications géographiques) (p. 11669). (p. 11670). - **Article 2** (art. L. 331-1-3,

L. 331-1-4, L. 521-7, L. 615-7, L. 623-28, L. 716-14 et L. 722-6 du code de la propriété intellectuelle - Amélioration des dédommagements civils en cas de contrefaçon) (p. 11671, 11672). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 11673). - **Article 4** (art. L. 332-1, L. 332-1-1 [nouveau], L. 332-4, L. 343-1, L. 343-1-1 [nouveau], L. 521-4, L. 521-4-1 [nouveau], L. 615-5, L. 615-5-1-1 [nouveau], L. 623-27-1, L. 623-27-1-1 [nouveau], L. 716-7, L. 716-7-1 A [nouveau], L. 722-4 et L. 722-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Harmonisation de la procédure de saisie-contrefaçon et des procédures connexes pour tous les droits de propriété intellectuelle) (p. 11676). (p. 11677). (p. 11677). - **Article 6** (art. L. 335-2, L. 335-4, L. 513-4, L. 613-3, L. 623-4 et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Clarification du régime des utilisations interdites des droits de propriété intellectuelle à défaut de consentement de leur titulaire) (p. 11678). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 335-10, L. 335-11 à L. 335-15 [nouveaux], L. 521-14, L. 521-15, L. 522-1, L. 614-32 à L. 614-37 [nouveaux], L. 623-36 à L. 623-41 [nouveaux], L. 716-8, L. 716-8-1 et L. 722-9 à L. 722-14 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Extension et harmonisation avec le droit communautaire de la procédure de la retenue douanière de marchandises en cas de contrefaçon) (p. 11685). (p. 11693). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 67 sexies [nouveau] du code des douanes - Accès des douanes aux données des prestataires de services postaux et des entreprises de fret express à des fins de contrôle) (p. 11696). (p. 11697). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11699).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013** [n° 215 (2013-2014)] - (18 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13132, 13135). (p. 13142, 13143).

BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse)
sénateur (Hérault)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à prélever l'impôt à la source [n° 331 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*): Politique vaccinale de la France - Audition de M. Dominique Maraninchi, directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires sociales*): Création du contrat de génération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*): Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*): Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des maires de France.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS, sur les métropoles.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. David Lappartient, président de la Fédération française de cyclisme.

Audition de MM. Francis Luyce, président de la Fédération française de natation (FFN) et Lionel Horter, directeur technique national de la FFN.

(*commission des affaires sociales*) : Troisième plan autisme (2013-2017) - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Michel Vion, président de la Fédération française de ski, et Mme Marie-Philippe Rousseaux-Blanchi, médecin fédéral.

Audition de M. Patrick Schamasch, ancien directeur médical et scientifique du Comité international olympique (CIO), directeur médical de la Fédération internationale de golf.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Droits et protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et modalités de leur prise en charge - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 2123-12-1, L. 3123-10-1, L. 4135-10-1, L. 5214-8-1, L. 5215-16-1 et L. 5216-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Droit individuel à la formation des élus) (p. 642).

- **Questions cribles thématiques sur la gynécologie médicale** - (14 février 2013) (p. 1302, 1303).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 1918), (p. 1919), (p. 1921), (p. 1924), (p. 1924).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2475).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2799, 2800).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2887, 2888). - **Article 1er**

(**Texte non modifié par la commission**) (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2917, 2918), (p. 2929).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2996), (p. 3010, 3011). - **Article 1er bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 165 du code civil - Caractère républicain de la célébration du mariage) (p. 3037).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3100, 3101), (p. 3112, 3113). - **Article 2 A (nouveau)** (art. 225-1 [nouveau] du code civil - Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux) (p. 3125).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er bis C (précédemment réservés)** (p. 3213). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3230), (p. 3231), (p. 3232), (p. 3233). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3237).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (20 avril 2013) - **Demande d'un vote unique** (p. 3743). - **Rappel au règlement** (p. 3752). - **Article 5** (art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveaux], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise) (p. 3760), (p. 3767). - **Article 8** (art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel) (p. 3793). - **Article 10** (art. L. 2242-21 à L. 2242-23 [nouveaux] du code du travail - Mobilité interne) (p. 3817), (p. 3820). - **Article 12** (art. L. 5125-1 à L. 5125-6 [nouveaux] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi) (p. 3827). - **Article 13** (art. L. 1233-22 à L. 1233-24, L. 1233-24-1 à L. 1233-24-4 [nouveaux], L. 1233-30, L. 1233-33 à L. 1233-36, L. 1233-39 à L. 1233-41, L. 1233-45-1 [nouveau], L. 1233-46, L. 1233-47, L. 1233-50, L. 1233-52 à L. 1233-57, L. 1233-57-1 à L. 1233-57-8 [nouveaux], L. 1233-58, L. 1233-63, L. 1233-90-1 [nouveau], L. 1235-7, L. 1235-7-1 [nouveau], L. 1235-10, L. 1235-11, L. 1235-16, L. 2323-15, L. 2325-35, L. 3253-8, L. 3253-13, L. 4614-12-1 et L. 4614-12-2 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 631-17, L. 631-19, L. 641-4 et L. 642-5 du code de commerce - Plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 3836), (p. 3837). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-5 et L. 1233-71 du code du travail - Pondération des critères de licenciement collectif et durée du congé de reclassement) (p. 3842). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation des contrats de travail intermittents dans certains secteurs d'activités) (p. 3846).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8662).

BUFFET (François-Noël)
sénateur (Rhône)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales jusqu'au 26 avril 2013.

Membre titulaire de la commission nationale de la vidéoprotection.

Membre titulaire de l'Observatoire de la laïcité du 4 avril 2013 au 4 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Valoriser les mandats par le non-cumul [n° 442 (2012-2013)] (20 mars 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des lois, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'un système d'entrée/sortie pour l'enregistrement des entrées et sorties des ressortissants de pays tiers franchissant les frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (E 8134) et de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'un programme d'enregistrement des voyageurs (E 8136), dont cette commission s'est saisie [n° 523 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 523 (2012-2013)] présentée au nom de la commission des lois, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'un système d'entrée/sortie pour l'enregistrement des entrées et sorties des ressortissants de pays tiers franchissant les frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (E 8134) et de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'un programme d'enregistrement des voyageurs (E 8136), dont cette commission s'est saisie [n° 546 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du

calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Gestion des frontières extérieures de l'Union européenne - Communication.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Programme d'enregistrement des voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité », mission « Immigration, asile et intégration » et mission « Administration générale et territoriale de l'Etat » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi relatif aux scrutins électoraux** - (24 janvier 2013) (p. 489, 490).

- **Questions cribles thématiques sur l'Europe de la défense** - (21 mars 2013) (p. 2224, 2225). (p. 2225).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2920).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3024). (p. 3027).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3136, 3137).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (15 mai 2013) (p. 4140).

- **Rappel au règlement** - (15 mai 2013) (p. 4140).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (3 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5300, 5301). (p. 5319). (p. 5322).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) (p. 5366). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 5378).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5656).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion**

générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013) (p. 8637, 8638).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Rappel au règlement** (p. 8690). - **Mises au point au sujet de votes** (p. 8701).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.

- **Question orale sur l'avenir des centres de formation de musiciens intervenant à l'école** - (1er octobre 2013) (p. 8772). (p. 8773).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013, suivi d'un débat interactif et spontané** - (16 octobre 2013) (p. 9648).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les Roms** - (31 octobre 2013) (p. 10831, 10832).



NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre titulaire de la commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude.

Membre titulaire du Comité stratégique de la société du Grand Paris.

Membre titulaire du Haut conseil du financement de la protection sociale.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Vers une gestion plus efficiente du patrimoine immobilier hospitalier [n° 16 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 71 (2013-2014)] garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 76 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Société - Sécurité sociale.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 117 (2013-2014)] de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 127 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Santé [n° 156 tome 3 annexe 26 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Table ronde sur la fiscalité écologique.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Table ronde.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 22 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des finances*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. Philippe Marini, président, sur un nouvel indicateur permettant de mesurer l'émigration fiscale des particuliers.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis de M. Jean-Pierre Caffet, rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues dans la perspective d'une éventuelle saisine du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » et compte de concours financiers « Avances aux organismes de sécurité sociale » - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** [n° 423 (2012-2013)] - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2121, 2123). - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 2137, 2138). - **Article 1er** (art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Filialisation des activités bancaires spéculatives*) (p. 2153). (p. 2160, 2161). (p. 2169, 2170).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 quater** (p. 2211, 2212). - **Articles additionnels après l'article 4 nonies** (p. 2233). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-4, L. 312-5, L. 312-15 et L. 312-16 du code monétaire et financier - *Missions du Fonds de garantie des dépôts et de résolution*) (p. 2250). - **Article 7** (art. L. 613-31-11 à L. 613-31-18 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Résolution et prévention des crises bancaires*) (p. 2257). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 2286). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - *Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité*) (p. 2297). (p. 2300).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Article 17 quinquies (Supprimé)** (art. L. 313-12 du code monétaire et financier - *Obligation d'une convention écrite pour tout concours bancaire autre qu'occasionnel à une entreprise*) (p. 2321). - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - *Assurance-emprunteur*) (p. 2324). (p. 2335). - **Article 21 bis A** (art. L. 314-7 du code monétaire et financier - *Relevé d'information sur les frais bancaires*) (p. 2346). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-6, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-7, L. 331-7-1, L. 330-1, L. 331-3, L. 332-5-2 [nouveau], L. 332-11, L. 333-1-2, L. 333-4, L. 334-5, L. 333-7 du code de la consommation et L. 542-7-1 du code de la sécurité sociale - *Procédure de surendettement*) (p. 2350, 2351). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2372, 2373).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-

2013] - (24 mai 2013) - au nom de la commission des finances - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation*) (p. 4707).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (3 juin 2013) - **Article 10** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5221). (p. 5232, 5233). - **Article 11** (*Modalités d'élaboration et calendrier de mise en œuvre du schéma régional de coopération intercommunale en Ile-de-France*) (p. 5241). (p. 5241).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6473, 6474). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 511-10-1 [nouveau], L. 532-2-1 [nouveau], L. 511-47-1 [nouveau], L. 612-11, L. 612-23-1 [nouveau], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26, L. 612-33, L. 612-39 et L. 613-31-2 du code monétaire et financier - Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle*) (p. 6508). - **Article 18** (*art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance-emprunteur*) (p. 6517). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6524, 6525).

- **Commission mixte paritaire [n° 751 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7408, 7409).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le livret A** - (18 juillet 2013) (p. 7445, 7446).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (12 septembre 2013) - **Article 18 D** (*art. L. 331-6, L. 331-7, L. 332-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Réduction de la durée des plans conventionnels de redressement, PCR*) (p. 8171).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris*) (p. 9030). - **Article 12 (précédemment réservé)** (*art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9047, 9048). (p. 9070, 9071). (p. 9082). (p. 9083). (p. 9084).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9106). (p. 9110). (p. 9110). (p. 9113). (p. 9113). (p. 9123). (p. 9123). (p. 9124).

(p. 9125). (p. 9126). (p. 9133). (p. 9134). (p. 9135, 9136). (p. 9136). (p. 9139). (p. 9140). (p. 9153). (p. 9162, 9163).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10548, 10549). - **Article 1er** (*art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 10583, 10584). (p. 10585, 10586). (p. 10593). (p. 10597).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10647, 10648). (p. 10657, 10658). - **Article 2** (*art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035*) (p. 10683, 10684).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11270, 11272).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 3** (*Transfert des excédents du Fonds pour l'emploi hospitalier*) (p. 11309).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 11485).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11855).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12015).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 12348, 12349).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Article 17** (*art. 39 AA quater, 157, 199 décies H, 200 quinquies [nouveau], 793 et 1840 G du code général des impôts, et art. L. 352-1 à L. 352-6 du code forestier - Mise en œuvre des mesures fiscales du « plan bois »*) (p. 12909).

CAHUZAC (Jérôme)

*ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget
(jusqu'au 19 mars 2013)*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations aux collectivités locales** - (7 février 2013) (p. 993).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'austérité et la politique familiale** - (21 février 2013) (p. 1484).

CALVET (François)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil national des villes le 14 mars 2013.

Membre suppléant de la commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier le 12 septembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Contentieux de l'urbanisme - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4968, 4970). - **Article 1er** (*Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer*) (p. 4982). (p. 4983). (p. 4987). (p. 4988). (p. 4989). (p. 4989). (p. 4993). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Délais d'habilitation*) (p. 4995). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Délai de ratification*) (p. 4996).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7926, 7927).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9918, 9920). - **Article 1er** (*art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986; art. L. 125-5 du code de l'environnement; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 9963, 9964). (p. 9964). (p. 9964). (p. 9973).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) - **Article 2** (*art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire*) (p. 10008). (p. 10013).

CAMANI (Pierre)
sénateur (Lot-et-Garonne)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA).

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie) le 27 mars 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Audition de M. Frédéric Cuveillier, ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Thieulin, président du Conseil national du numérique.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Questions diverses - Déplacements de la commission.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Mission de préfiguration du Commissariat général à l'égalité des territoires - Audition de M. Eric Delzant, délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la

politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 140, 141).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1363).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2595, 2596).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5691, 5692).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (4 novembre 2013) - **Article 20** (*art. L. 732-54-1 du code rural et de la pêche maritime - Suppression de la condition de 17 ans et demi d'assurance pour bénéficier de la pension majorée de référence du régime des non-salariés agricoles*) (p. 10915, 10916).

- **Débat sur la politique d'aménagement du territoire** - (18 novembre 2013) (p. 11519, 11521).

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 418 (2012-2013)] autorisant l'approbation de l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relative à l'Office franco-québécois pour la jeunesse [n° 575 (2012-2013)] (15 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes d'obtenir une compensation financière en contrepartie des servitudes créées par l'instauration de périmètres de protection de la ressource en eau [n° 773 (2012-2013)] (16 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : S'engager pour le développement du Maghreb : un défi et une obligation [n° 108 (2013-2014)] (30 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Aide publique au développement [n° 158 tome 4 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 703 (2012-2013)] autorisant la ratification du traité instituant un partenariat de défense entre la République française et la République de Côte d'Ivoire [n° 223 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à limiter la possibilité d'instruction obligatoire donnée par la famille à domicile aux seuls cas d'incapacité [n° 245 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohamed Emhemed Abdelaziz, ministre libyen des affaires étrangères.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'entente entre la France et le Québec relative à l'Office franco-québécois pour la jeunesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie-NEI de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Hugues Simon-Michel, ambassadeur, représentant permanent auprès de la Conférence du désarmement à Genève, chargé de la négociation du traité sur le commerce des armes.

Audition de Mme Anne Paugam, candidate désignée aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement - Avis et résultat du scrutin.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Michel Casa, directeur de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du jeudi 10 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères (programme 185 : « Diplomatie culturelle et d'influence » de la mission « Action extérieure de l'État » et programme 209 : « Solidarité » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Pascal Canfin, ministre délégué chargé du développement (mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La rive sud de la Méditerranée, une zone de prospérité à construire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Ramon Fernandez, directeur général du Trésor (programme 110 « Aide économique et financière au développement » de la mission « Aide publique au développement »).

Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (programme 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » et mission « Immigration et asile » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique méditerranéenne de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Aide publique au développement » programmes « Aide économique et financière au développement » et « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » programme « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : 68ème Assemblée générale de l'ONU - Communication.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Partenariat de défense entre la France et la Côte d'Ivoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées au Mali** - (16 janvier 2013) (p. 111, 112).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (14 février 2013) - **Article 14** (*Expérimentation d'une tarification sociale de l'eau*) (p. 1291, 1292). (p. 1293). (p. 1295). (p. 1297). (p. 1297).

- **Mise au point au sujet de votes** - (21 février 2013) (p. 1489).

- **Débat sur le développement dans les relations Nord-Sud** - (21 février 2013) (p. 1502, 1504).

- **Question orale sur les dérives dans les cuisines des restaurants** - (12 mars 2013) (p. 1677). (p. 1678).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2802, 2803).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2882, 2883). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du*

mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2909).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3282, 3283).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (20 avril 2013) - **Article 10** (*art. L. 2242-21 à L. 2242-23 [nouveaux] du code du travail - Mobilité interne*) (p. 3819). (p. 3820). - **Article 12** (*art. L. 5125-1 à L. 5125-6 [nouveaux] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi*) (p. 3827). - **Vote unique sur les articles 5 à 20 et l'ensemble du texte** (p. 3850, 3851).

- **Question orale sur une aire d'accueil pour les gens du voyage dans le bois de Vincennes** - (23 avril 2013) (p. 3894, 3895). (p. 3895).

- **Questions cribles thématiques sur la politique de lutte contre le terrorisme dans notre pays** - (16 mai 2013) (p. 4224). (p. 4225).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (6 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5662, 5663).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 688 (2012-2013)]** - (12 juillet 2013) - **Question préalable** (p. 7047, 7049). - **Article 1er** (*art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires*) (p. 7064). (p. 7064). (p. 7065). (p. 7065, 7066). (p. 7067). (p. 7067).

- **Question orale sur la protection du bois de Vincennes en espace naturel** - (10 septembre 2013) (p. 7885). (p. 7886).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 4** (*art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, articles L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 8044). - **Article 4 bis A** (*art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration*) (p. 8052). (p. 8054, 8055). (p. 8057).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) (p. 8077). (p. 8078). (p. 8079). (p. 8080).

- **Question orale sur les conditions de travail des surveillants du centre pénitentiaire de Fresnes** - (1er octobre 2013) (p. 8780, 8781). (p. 8782).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (*art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9081). (p. 9084).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9109, 9110). (p. 9116, 9117). (p. 9119). (p. 9120). (p. 9120).

- **Question orale sur le bilan à mi-parcours du plan contre les accidents vasculaires cérébraux** - (29 octobre 2013) (p. 10625, 10626). (p. 10626).

- **Questions cribles thématiques sur l'accès à la justice et la justice de proximité** - (5 décembre 2013) (p. 12483). (p. 12484).

CAMPION (Claire-Lise)
sénatrice (Essonne)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre titulaire de la commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 441 (2012-2013)] d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 570 (2012-2013)] (15 mai 2013) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accessibilité des personnes handicapées au logement, aux établissements recevant du public, aux transports, à la voirie et aux espaces publics - Présentation d'un rapport au Premier ministre.

Troisième plan autisme (2013-2017) - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la prévention du suicide.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Organisation du système de soins de premier recours et prévention du suicide au Québec - Compte rendu de la mission d'information de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conclusions du Comité interministériel sur le handicap - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre chargée des personnes handicapées.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les nuisances aériennes** - (19 février 2013) (p. 1339, 1340). (p. 1340).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4351, 4353).
- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - rapporteur pour avis - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 4423). (p. 4423).
- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 du code de l'éducation - Dépenses informatiques à la charge des départements) (p. 4517). (p. 4517). (p. 4517). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-6 du code de l'éducation - Dépenses informatiques à la charge des régions) (p. 4519). (p. 4519). - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil supérieur des programmes) (p. 4541). (p. 4541). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation du système éducatif) (p. 4549). - **Article 26** (art. L. 312-9 du code

de l'éducation - Formation à l'utilisation des outils numériques) (p. 4560).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4659). (p. 4659). (p. 4661). (p. 4661).

- **Question orale sur les donations déguisées de parcelles agricoles** - (10 septembre 2013) (p. 7873). (p. 7873, 7874).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (4 novembre 2013) - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10920, 10921).

CANFIN (Pascal)

ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé du développement

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 136 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 135 (2012-2013)** (p. 1021). (p. 1026).
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions [n° 135 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 136 (2012-2013)**.
- **Débat sur le développement dans les relations Nord-Sud** - (21 février 2013) (p. 1506, 1509).

- **Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali : débat et vote sur une demande du Gouvernement** - (22 avril 2013) (p. 3881, 3882).

- **Question orale sur le logement ancien en centre-ville** - (23 avril 2013) (p. 3909).

- **Question orale sur la réforme de la taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement annexées à ces catégories de locaux** - (23 avril 2013) (p. 3910).

- **Question orale relative à la publication des décrets sur l'intégration des ouvriers des parcs et ateliers** - (18 juin 2013) (p. 5905).

- **Question orale sur l'innovation, les éco-matériaux et la filière ouate de cellulose** - (18 juin 2013) (p. 5906).

- **Question orale sur l'exploitation du gaz de mines dans la région Nord-Pas-de-Calais** - (18 juin 2013) (p. 5907).

- **Question orale sur les certificats d'économie d'énergie** - (18 juin 2013) (p. 5908, 5809).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Iran** - (14 novembre 2013) (p. 11491).

CANTEGRIT (Jean-Pierre)

*sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
UMP*

Membre titulaire de la commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger jusqu'au 17 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation**.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen [n° 48 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi organique relative à la présentation par les conseillers consulaires d'un candidat à l'élection du Président de la République [n° 119 (2013-2014)] (5 novembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et

des partenariats au ministère des affaires étrangères (programme 185 : « Diplomatie culturelle et d'influence » de la mission « Action extérieure de l'État » et programme 209 : « Solidarité » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée chargée des Français de l'étranger (programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » de la mission « Action extérieure de l'État »).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger** [n° 425 (2012-2013)] - (18 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1970, 1971).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France** [n° 426 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013).** - (18 mars 2013) - **Articles additionnels avant l'article 20 A** (p. 1992). - **Articles additionnels après l'article 20 C** (p. 1995, 1996).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2013) - **Article 29 octies (nouveau) (réservé)** (*Retrait de candidature et décès des candidats*) (p. 2032). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2086, 2087).

- **Nouvelle lecture** [n° 684 (2012-2013)] - (27 juin 2013) - **Article 33 bis** (*Collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 6622, 6623).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique** [n° 723 (2012-2013)] - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7189).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites** [n° 71 (2013-2014)] - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10575, 10576).

CAPO-CANELLAS (Vincent)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UDI-UC

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 118 (2010-2011)] visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne [n° 321 (2012-2013)] (30 janvier 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de résolution [n° 827 (2012-2013)] présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision des lignes directrices concernant les aides d'État aux aéroports régionaux [n° 99 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013 ; puis vice-président le 17 décembre 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Transports aériens [n° 161 tome 3 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Zones d'exclusion pour les loups - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Infrastructures et services de transports - Audition de M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Titres de transport des compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*): Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*): Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Prorogation du mécanisme de l'éco-participation pour les équipements électriques et électroniques ménagers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Titres de transport des compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission du développement durable*): Transition vers un système énergétique sobre - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission du développement durable*): *Pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Bruno Lechevin, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission du développement durable*): Commission nationale du débat public - Audition de M. Christian Leyrit, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Guillaume Pepy, candidat désigné aux fonctions de président de la SNCF.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*): Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

Réforme ferroviaire - Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de la mission de concertation.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*): Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et services de transport.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*): Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole de Paris.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*): Modernisation de l'action publique territoriale - Demande de saisine et nomination d'un rapporteur pour avis.

(*commission des lois*): Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'associations d'élus.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Égalité des territoires - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Circulation des mégacamions et fret routier européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Delphine Hedary, présidente du comité de pilotage des États généraux de la modernisation du droit de l'environnement, et de Mme Claude Chardonnet, consultante.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission du développement durable*): Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Enjeux du quatrième paquet ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition, du Pr Dominique Le Guludec, candidate désignée à la présidence du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Etienne Guyot, président de la Société du Grand Paris.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Christian de Perthuis, président du Comité pour la fiscalité écologique.

Révision des lignes directrices concernant les aides d'État aux aéroports régionaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Déchets : filières REP et écoconception - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilités durables » - Examen du rapport pour avis.

Réalisation et exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat désigné aux fonctions de président-directeur général de Météo-France.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Développement durable, énergie et climat » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission du développement durable*): Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*): Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission du développement durable*): Transition énergétique dans les transports - Audition de MM. Bruno Duchemin et Sébastien Genest, rapporteurs du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission du développement durable*): Déplacement d'une délégation en Allemagne - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 465, 467).

- **Débat sur l'avenir du service public ferroviaire** - (24 janvier 2013) (p. 500, 502).

- **Proposition de loi visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne [n° 322 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Discussion générale** (p. 954, 956).

- Rapporteur - **Article unique** (*art. L. 6421-2-1 [nouveau] du code des transports - Information des passagers en cas de commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne*) (p. 962). (p. 964).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1040, 1042). - **Article 5** (*art. L. 123-3 du code de la voirie routière - Reclassement de routes nationales ou de sections de routes*

nationales déclassées) (p. 1068, 1069). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1072). (p. 1090, 1091).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Article 7** (*art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport*) (p. 1104). (p. 1107). (p. 1109). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1110, 1111). (p. 1112). - **Article 23** (*art. L. 5561-1, L. 5561-2, L. 5562-1, L. 5562-2, L. 5562-3, L. 5563-1, L. 5563-2, L. 5564-1, L. 5565-1, L. 5565-2, L. 5566-1 et L. 5566-2 [nouveaux] et L. 5342-3 du code des transports - Conditions sociales du pays d'accueil*) (p. 1137). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1143).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1397, 1401).

- **Question orale sur les compétences respectives du maire et du préfet en matière de lutte contre l'insalubrité pour les communes de moins de 20 000 habitants** - (12 mars 2013) (p. 1681). (p. 1682).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les enjeux économiques** - (28 mars 2013) (p. 2537, 2538).

- **Question orale avec débat sur les droits sanitaires et sociaux des détenus** - (3 avril 2013) (p. 2640, 2641).

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection pénale des forces de sécurité et l'usage des armes à feu [n° 767 (2011-2012)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2693, 2694). - **Article 1er** (*art. 143 [nouveau] de la loi 2011-267 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Autorisation de l'usage des armes par les fonctionnaires de police dans des cas autres que la légitime défense ou l'état de nécessité*) (p. 2701). - **Article 2** (*art. 122-6 du code pénal - Nouveaux cas de présomption de légitime défense des membres des forces de l'ordre*) (p. 2701).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports - Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3443, 3444). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3469).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (20 avril 2013) - **Article 12** (*art. L. 5125-1 à L. 5125-6 [nouveaux] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi*) (p. 3829).

- **Débat sur l'immigration étudiante et professionnelle** - (24 avril 2013) (p. 4021, 4023).

- **Questions cribles thématiques sur la politique de lutte contre le terrorisme dans notre pays** - (16 mai 2013) (p. 4220). (p. 4220).

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2 [n° 560 (2011-2012)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4232, 4233). - **Article 1er** (*art. L. 2531-4 du code des collectivités territoriales - Harmonisation du plafond du versement transport à l'ensemble de la région Ile-de-France*) (p. 4242).

- **Question orale avec débat sur le devenir de la politique familiale en France** - (16 mai 2013) (p. 4252, 4253).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5056, 5058).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5114). (p. 5120, 5121). - **Article 1er (Supprimé)** (*Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales*) (p. 5127). - **Article 2** (*art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence*

générale des départements et des régions) (p. 5141, 5142). (p. 5151). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5165, 5166). (p. 5171).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5220, 5221). (p. 5233). - **Article 14 (Supprimé)** (art. L. 3335-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'un fonds de solidarité pour les départements franciliens) (p. 5274). (p. 5275).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article additionnel après l'article 35** (p. 5576).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine) (p. 5606). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5664, 5665).

- **Projet de loi relatif à l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat [n° 744 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7521).

- **Question orale sur les nuisances sonores aériennes** - (23 juillet 2013) (p. 7545, 7546). (p. 7546).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (13 septembre 2013) - **Article 22 sexies** (Entrée en vigueur du registre national des crédits aux particuliers) (p. 8271, 8272). (p. 8272). (p. 8272). - **Article 22 septies (nouveau)** (Modalités d'application réglementaire du dispositif créant le registre national des crédits aux particuliers) (p. 8273). - **Article 23** (art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, L. 721-1, L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires) (p. 8278). (p. 8279). (p. 8281). - **Article additionnel après l'article 72 quater (appelé en priorité)** (p. 8291). (p. 8292). - **Article 52** (art. L. 450-3, L. 450-3-1 et L. 450-3-2 [nouveaux], et L. 450-8 du code de commerce - Harmonisation des moyens d'investigation des agents en matière de concurrence et de consommation) (p. 8321). (p. 8322). (p. 8322). - **Article 53** (art. L. 141-1-2 [nouveau] du code de la consommation - Modalités de prononciation d'une amende administrative) (p. 8324). (p. 8324). (p. 8326). (p. 8326, 8327). (p. 8328). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - Création d'un régime de sanctions administratives en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence) (p. 8337, 8338). - **Article 61** (art. L. 441-6, L. 442-6, L. 443-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 8342). (p. 8345). - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce ; art. L. 631-24 et L. 632-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs) (p. 8349). (p. 8353). (p. 8355). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-1-1 [nouveau] du code

de commerce - Création d'un statut pour les magasins de producteurs) (p. 8361). - **Article 68** (art. L. 231-2, L. 231-3, L. 231-4, articles L. 231-5 à L. 231-7 [nouveaux] et L. 242-1 du code du tourisme - Réglementation de l'exploitation de voitures de tourisme avec chauffeur, VTC) (p. 8374). - **Article 72 bis** (art. L. 121-42 à L. 121-47 [nouveaux] du code de la consommation - Encadrement de l'exploitation et de l'usage de numéros à valeur ajoutée) (p. 8385). (p. 8385). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 341-10 du code monétaire et financier - Interdiction de démarchage pour les opérations de crédit renouvelables) (p. 8391). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8392, 8393).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8897, 8898).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9046). (p. 9058, 9059). (p. 9062, 9063). (p. 9068, 9069). (p. 9080). (p. 9080). (p. 9083). (p. 9085).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9107). (p. 9113). (p. 9122). (p. 9123). (p. 9124, 9125). (p. 9125). (p. 9138). (p. 9139). (p. 9139). (p. 9139). (p. 9140). (p. 9142). (p. 9143). (p. 9144). (p. 9147, 9148). (p. 9148). (p. 9153, 9154). (p. 9157). (p. 9157). (p. 9158). (p. 9158). (p. 9159). (p. 9160). (p. 9160). (p. 9161). (p. 9166, 9167).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9340, 9341).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9528, 9529).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 140 (2013-2014)]** - (18 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11542, 11544).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11950).

- **Débat sur les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe** - (4 décembre 2013) (p. 12441, 12442).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le jour de carence des fonctionnaires** - (12 décembre 2013) (p. 12731, 12732).

CARDOUX (Jean-Noël)
sénateur (Loiret)
 UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 17 juillet 2013 ; membre de la commission jusqu'au 16 juillet 2013.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du contrat de génération (6 février 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Audition de Pr Brigitte Autran, professeur des universités, praticien hospitalier à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (UPMC) et coordinatrice du réseau Corevac (Consortium de recherches vaccinales).

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Audition de MM. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et Thierry Repentin, ministre délégué chargé de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Colloque relatif à l'autisme - Communication.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Bas salaires outre-mer et versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de Mme Bernadette Devictor, présidente de la Conférence nationale de santé (CNS), et M. Jean-Louis Salomez, président de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) du Nord-Pas-de-Calais.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de l'emploi - Présentation du rapport de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire relative à la sécurisation de l'emploi.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Gérard Roche, président du conseil général de la Haute-Loire, membre du bureau de l'Assemblée des départements de France (ADF).

(*commission des affaires sociales*) : Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. André Aoun, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES).

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique familiale - Audition de Mme Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurité sociale - Certification des comptes 2012 - Audition du Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition du Pr Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé sur le rapport d'activité de la HAS pour 2012.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde sur la pénibilité.

Contrôle des comptes des comités d'entreprise - Gestion des comités d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec des économistes.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale 2014 - Avenir et justice du système de retraites - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du lundi 18 novembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des amendements en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « travail et emploi », articles rattachés 77, 78 et 79 et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 398, 399).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 879, 880).

- **Suite de la discussion** (6 février 2013) - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération) (p. 916).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2797, 2798).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3385, 3387). - **Question préalable** (p. 3426).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3495). (p. 3510). (p. 3516). (p. 3532, 3533).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) (p. 3584). (p. 3586). (p. 3587). (p. 3600). (p. 3601). (p. 3603). (p. 3604). (p. 3610). (p. 3616).

- **Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4092, 4094).

- **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 559 (2012-2013)]** - (28 mai 2013) - **Article 1er** (Modalités de mise en œuvre du déblocage exceptionnel des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation et de l'intéressement) (p. 4942). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4943).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5700, 5701).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé) (p. 7645, 7646). (p. 7653).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (4 novembre 2013) - **Article 12** (art. L. 161-22, L. 161-22-1 A [nouveau], L. 634-6, L. 643-6 et L. 723-11-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 84 et L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Clarification des règles du cumul emploi-retraite) (p. 10870). (p. 10871, 10872). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10876, 10877). - **Article 13** (Rapport du Gouvernement sur la refonte des avantages familiaux de retraite) (p. 10884, 10885). - **Article 13 bis (nouveau)** (Rapport sur les pensions de réversion) (p. 10889). - **Article 15** (art. L. 351-1-1, L. 634-3-2, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-1 du code rural et de la pêche maritime - Elargissement du dispositif de retraite anticipée pour carrière longue) (p. 10893, 10894). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 10904). - **Article 19** (art. L. 742-6 du code de la sécurité sociale et art. L. 722-17 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration des droits à la retraite des conjoints collaborateurs) (p. 10914).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 30** (Débat annuel sur les retraites dans la fonction publique) (p. 10961). - **Article 32** (art. L. 641-2, L. 641-3-1 nouveau,

L. 641-4-1 nouveau, L. 641-5 et L. 641-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de la gouvernance des régimes de retraite des professions libérales) (p. 10970, 10971). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10978). (p. 10979). (p. 10984, 10985). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10987).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11292, 11293).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles) (p. 11328). - **Article 8** (art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1600-0 S du code général des impôts ; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Refonte des règles de calcul, de déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement) (p. 11349). - **Article 9** (art. L. 731-14, L. 731-15 et L. 731-17 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Financement des mesures prises en matière de retraites complémentaires agricoles) (p. 11356, 11357). - **Article 10** (art. L. 613-10 et L. 633-10 du code de la sécurité sociale - Création d'une cotisation dé plafonnée d'assurance vieillesse applicable aux artisans et commerçants affiliés au régime social des indépendants) (p. 11366). (p. 11366, 11367).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Article 22** (art. L. 131-6-2, L. 133-6-2 et L. 722-4 du code de la sécurité sociale - Simplifications du mode de calcul des cotisations dues par les travailleurs indépendants) (p. 11453, 11454).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pression fiscale pesant sur les commerçants et artisans** - (14 novembre 2013) (p. 11496).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 170 (2013-2014)]** - (28 novembre 2013) - **Question préalable** (p. 12379, 12380).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Nouvelle lecture [n° 190 (2013-2014)]** - (16 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13023, 13024). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 13027). (p. 13027, 13028). (p. 13030). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Détermination de la durée d'assurance) (p. 13032). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Mécanisme de pilotage du système de retraite) (p. 13035). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au 1er octobre de la revalorisation annuelle des pensions) (p. 13037). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 13045). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 13047). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 13048). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Cumul emploi-retraite) (p. 13050). (p. 13050). (p. 13050). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Elargissement des trimestres réputés cotisés pour le bénéfice de la retraite anticipée pour longue carrière) (p. 13053). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (Evolution des caisses des professions libérales) (p. 13069). (p. 13069). (p. 13069). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13072, 13073).

CARLE (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 16 janvier, 5, 6, 11, 13, 14, 19, 27 février, 12, 13, 14 mars, 2, 8, 9, 17 avril, 14, 15, 21 mai, 4, 5, 13, 18, 25 juin, 15, 23 juillet, 12, 17, 19 septembre, 7, 9, 16, 21, 24, 29 octobre, 7, 12, 14, 20, 22, 25, 26, 27, 28 novembre, 11, 12 et 16 décembre 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre la mise à péage de la route express nouvelle déclarée d'utilité publique entre Machilly et le contournement de Thonon-les-Bains [n° 757 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes d'obtenir une compensation financière en contrepartie des servitudes créées par l'instauration de périmètres de protection de la ressource en eau [n° 773 (2012-2013)] (16 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : Canada: les opportunités d'un marché mature et dynamique [n° 110 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autonomie des établissements scolaires et du bien-être des élèves - Audition de M. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique (CAS).

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. David Douillet, médaillé olympique, ancien ministre des sports.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-François Verdy, directeur du département des contrôles de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de Mme Françoise Lasne, directrice du département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Armand Mégret, médecin fédéral national de la Fédération française de cyclisme.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Christian Prudhomme, directeur général du Tour de France cycliste.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Table ronde sur les enjeux sociétaux du dopage.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Daniel Delegove, premier vice-président du Tribunal de grande instance de Valenciennes.

Audition de M. Michel Vion, président de la fédération française de ski, et Mme Marie-Philippe Rousseaux-Blanchi, médecin fédéral.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de MM. Pierre Berbizier, ancien joueur de rugby et ancien sélectionneur de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995 et Marc Bichon, ancien médecin de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995.

Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Jean-Luc Hees, président-directeur général de Radio France.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Henri Nallet, président de l'Observatoire national de l'enseignement agricole (ONEA) sur la concertation, relative à l'enseignement agricole, préparatoire à la loi d'avenir sur l'agriculture.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Odile Quintin et de M. Christian Forestier, coprésidents du comité de pilotage de la conférence nationale sur les rythmes scolaires.

Echange de vues sur les orientations de travail et les méthodes de la mission commune d'information.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Guillaume Gaubert, directeur des affaires financières des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition de M. Marcel Rufo, pédopsychiatre, chef de service à l'hôpital Sainte-Marguerite à Marseille.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (24 janvier 2013) (p. 486, 487).

- **Question orale sur le statut social des formateurs occasionnels** - (5 février 2013) (p. 812). (p. 813).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1409, 1410).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Conseil représentatif des régions d'Indonésie** - (2 avril 2013) (p. 2581).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2880, 2881).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4368, 4371).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - **Article additionnel avant l'article 3 A** (p. 4408, 4409).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Burkina Faso** - (13 juin 2013) (p. 5844).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Chine** - (18 juin 2013) (p. 5916).

- **Souhaits de bienvenue à une parlementaire finlandaise** - (18 juin 2013) (p. 5935).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les gens du voyage** - (20 juin 2013) (p. 6113, 6114).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires polonais** - (25 juin 2013) (p. 6346).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6362, 6363).

- **Question orale sur le désengagement de l'Etat et l'avenir des dossiers de droit des sols** - (10 septembre 2013) (p. 7870). (p. 7871).

- **Communication de M. le président du Sénat à propos de Public Sénat** - (19 septembre 2013) (p. 8713).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat italien** - (7 novembre 2013) (p. 11117).

- **Questions cibles thématiques sur la montagne : aménagement du territoire, problématiques foncières et développement économique** - (7 novembre 2013) (p. 11140, 11141) (p. 11141).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat du Cambodge** - (12 novembre 2013) (p. 11254).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 140 (2013-2014)]** - (18 novembre 2013) - **Article unique** (p. 11547, 11548).

- **Question orale sur les conséquences de la nouvelle carte cantonale** - (19 novembre 2013) (p. 11566). (p. 11567).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire turque** - (11 décembre 2013) (p. 12681).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12753, 12755).

CARLOTTI (Marie-Arlette)
*ministre déléguée auprès de la ministre
des affaires sociales et de la santé,
chargée des personnes handicapées et de
la lutte contre l'exclusion*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la reconnaissance des aidants familiaux** - (5 février 2013) (p. 787).
- **Question orale sur la situation sanitaire préoccupante du Pas-de-Calais** - (5 février 2013) (p. 788).
- **Question orale sur la retraite des Français ayant travaillé dans plusieurs pays** - (5 février 2013) (p. 789, 790).
- **Question orale sur l'aide à la réhabilitation des bâtiments des logements-foyers** - (9 juillet 2013) (p. 6960, 6961).
- **Question orale sur l'hébergement des personnes âgées dépendantes** - (9 juillet 2013) (p. 6961, 6962).
- **Question orale sur les personnes handicapées vieillissantes** - (9 juillet 2013) (p. 6962, 6963).
- **Question orale sur l'opération de désamiantage** - (9 juillet 2013) (p. 6964).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11272, 11273).
- **Question orale sur la mise en œuvre du troisième plan autisme** - (19 novembre 2013) (p. 11572).
- **Question orale sur les conditions d'accès aux indemnités journalières** - (19 novembre 2013) (p. 11573).
- **Question orale sur le centre hospitalier Nord-Deux-Sèvres** - (19 novembre 2013) (p. 11573, 11574).

- **Question orale sur les entreprises de services informatiques et de conseil en technologie** - (19 novembre 2013) (p. 11574, 11575).

- **Question orale sur les dysfonctionnements du site internet SYTADIN** - (19 novembre 2013) (p. 11575).

- **Question orale sur les problèmes des boues et leurs conséquences sur la pêche des petits métiers** - (19 novembre 2013) (p. 11576, 11577).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12709, 12710). (p. 12717). - **Article 1er (Extension du principe de gratuité et de non-limitation de la durée de stationnement)** (p. 12718, 12719). (p. 12719). (p. 12721). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 12722). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts)** (p. 12724). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12725). (p. 12726). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12728).

- **Question orale sur le transfert des ouvrages d'art vers les collectivités territoriales** - (17 décembre 2013) (p. 13087).

- **Question orale sur les contraintes qui pèsent sur les zones de captage d'eau** - (17 décembre 2013) (p. 13088).

- **Question orale sur les risques d'exploitation et d'exploration des gaz de schiste dans le département de l'Essonne** - (17 décembre 2013) (p. 13089).

- **Question orale sur les inquiétudes des maires quant à l'avenir de leurs compétences territoriales en matière de droit des sols** - (17 décembre 2013) (p. 13090, 13091).

- **Question orale sur la sécurité ferroviaire** - (17 décembre 2013) (p. 13092).

CARRÈRE (Jean-Louis)
sénateur (Landes)
SOC

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Membre titulaire de la commission de vérification des fonds spéciaux.

Membre titulaire de la commission chargée de l'élaboration du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 375 (2011-2012)] autorisant la ratification de la convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail relative au cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail [n° 304 (2012-2013)] (29 janvier 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 822 (2012-2013)] relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 50 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Budget - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 188 (2013-2014)] relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 195 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Budget - Défense.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

M. Philippe Errera, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran.

Audition du général Jean Debonne, directeur central du service de santé des armées.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition des responsables de la Coalition nationale syrienne.

Cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Europe de la défense - Audition de S.E. M. Tomasz Orłowski, ambassadeur de la République de Pologne.

Proposition de création d'un nouvel avis budgétaire portant sur le programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Communication.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean-Paul Paloméros, commandant suprême allié chargé de la transformation (ACT) à l'OTAN.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohamed Emhemed Abdelaziz, ministre libyen des affaires étrangères.

Politique de défense et Europe de la défense - Audition du général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Enders, président exécutif d'EADS.

Déplacement de la commission de la défense et de la sécurité de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, à Bahreïn et au Qatar - Communication.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition publique organisée conjointement avec l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques et la commission de la défense de l'Assemblée nationale sur « le risque numérique : en prendre conscience pour mieux le maîtriser ».

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Circulation transfrontalière de travailleurs et de service entre la France et la Bulgarie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Déplacement en Libye - Communication.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Enver Hoxhaj, ministre des affaires étrangères de la République du Kosovo.

Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition du professeur François Godement.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cybersécurité - Communication.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation du protocole commun relatif à l'application de la convention de Vienne et de la convention de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Échange de vues avec une délégation de députés turcs.

Echange de vues avec une délégation du Parlement afghan.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cybersécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali - Communication.

Situation en Chine - Audition de Mme Elisabeth Laurin, directrice Asie-Océanie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Samir Aita, rédacteur en chef du Monde diplomatique éditions arabes et membre du Forum démocratique syrien, sur la situation en Syrie.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie-NEI de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Hugues Simon-Michel, ambassadeur, représentant permanent auprès de la Conférence du désarmement à Genève, chargé de la négociation du traité sur le commerce des armes.

Audition de Mme Anne Paugam, candidate désignée aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement - Avis et résultat du scrutin.

Politiques de sécurité et de défense russes - Audition de Mme Isabelle Facon, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et la Norvège sur l'enseignement dispensé en France aux élèves norvégiens - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accord entre la France et Monaco relatif à la prise en charge des déchets radioactifs monégasques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies.

Audition du général Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut français - Audition de M. Pierre Sellal, secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Application de garanties en France - Protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique - Examen des amendements.

Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut français - Audition de M. Xavier Darcos, président de l'Institut français.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Application de garanties en France - Protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail sur le Sahel - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Patrick Pailloux, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accueil des personnes handicapées - Approbation de l'accord-cadre entre la France et la Belgique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2014 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Ratification de l'accord-cadre et de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Corée - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Francis Delon, secrétaire général de la défense nationale.

Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées.

Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition des représentants des syndicats des personnels civils de la défense.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Loi de programmation militaire - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Loi de programmation militaire - Audition du général Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Christian Mons, président du CIDEF (Conseil des industries de défense).

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration (programme 212 « soutien des forces » de la mission « Défense »).

Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement (programme 146 « équipement des forces » de la mission « Défense »).

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du lundi 21 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Examen des amendements du Gouvernement.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Communication.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » et mission « Immigration et asile » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » programme « Coordination de l'action gouvernementale » - Examen du rapport pour avis.

Politique méditerranéenne de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'Etat » programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias » programme « Action audiovisuelle extérieure » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et développement » programme « Immigration et asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » programme « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et la Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'adoption - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Aide publique au développement » programmes « Aide économique et financière au développement » et « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » programme « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et France Médias Monde - Examen de l'avis.

Coopération en matière de défense entre la France et Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

Europe de la défense - Audition à l'Assemblée nationale de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne [n° 225 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 32, 34).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées au Mali** - (16 janvier 2013) (p. 109, 111).
- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1369, 1371).
- **Question orale sur l'aménagement du carrefour giratoire des couleurs situé à Valence** - (12 mars 2013) (p. 1669). (p. 1670).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Mali** - (14 mars 2013) (p. 1856).
- **Débat sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (26 mars 2013) (p. 2426).
- **Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali : débat et vote sur une demande du Gouvernement** - (22 avril 2013) (p. 3865, 3867).
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4911, 4912). (p. 4914, 4915).
- **Rappel au règlement** - (29 mai 2013) (p. 4955).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Mali** - (20 juin 2013) (p. 6114).
- **Projet de loi portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998 [n° 622 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6679, 6680).
- **Projet de loi autorisant l'approbation des amendements des annexes II et III à la convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans des structures géologiques [n° 502 (2011-2012)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6696, 6697). (p. 6702, 6703).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la programmation militaire** - (18 juillet 2013) (p. 7452, 7453).
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la région wallonne du Royaume de Belgique sur l'accueil des personnes handicapées [n° 602 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Article unique** (p. 7708).
- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part [n° 678 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - président de la commission des affaires étrangères - **Article unique** (p. 7708).
- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part [n° 677 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - président de la commission des affaires étrangères - **Article unique** (p. 7708).
- **Débat sur la situation en Syrie** - (4 septembre 2013) (p. 7845, 7846).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déplacement du Président de la République en Afrique du Sud** - (17 octobre 2013) (p. 9691).
- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9774, 9776).
- **Président de la commission des affaires étrangères - Demande de réserve** (p. 9781).
- **Rapporteur - Article 3 (Programmation financière)** (p. 9806). - **Article 3 bis (nouveau)** (*Dotations prévisionnelles destinées à financer les surcoûts des opérations extérieures, OPEX*) (p. 9806, 9807). - **Article 4 bis (nouveau)** (*Actualisation de la programmation et objectif d'un redressement de l'effort de défense vers 2 % du PIB*) (p. 9808). (p. 9809). (p. 9809). - **Article 4 ter (nouveau)** (*Contrôle sur pièces et sur place pour les membres des commissions parlementaires chargées de la défense*) (p. 9810). (p. 9810). (p. 9810, 9811). - **Article 4 quinquies (nouveau)** (*art. L. 143-5 du code des juridictions financières - Transmission des observations de la Cour des comptes aux commissions chargées de la défense et des affaires étrangères*) (p. 9812). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 6 nonies de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958 - Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement*) (p. 9813). (p. 9813). (p. 9813). (p. 9815). (p. 9815). (p. 9816). (p. 9817). (p. 9818). (p. 9818, 9819). (p. 9819). (p. 9820). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 154 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2012 - Absorption de la commission de vérification des fonds spéciaux par la délégation parlementaire au renseignement*) (p. 9821, 9822). (p. 9822). (p. 9822). (p. 9822). - **Article 10** (*art. L. 232-7 nouveau du code de la sécurité intérieure - Création à titre expérimental d'un nouveau traitement relatif aux données API et PNR des transporteurs aériens*) (p. 9824). (p. 9825). (p. 9826). - **Article 13 (texte non modifié par la commission)** (*art. L. 34-1, L. 34-1-1 du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, art. L. 222-2 et L.222-3 du code de sécurité intérieure - Clarification du cadre juridique relatif à la géolocalisation en temps réel*) (p. 9827). (p. 9830, 9831). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-7 du code de justice militaire - Clarification de la notion de "mort au combat"*) (p. 9834). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 9840). (p. 9840). (p. 9841). (p. 9841). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 9841). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 9 de la loi n° 87-59 du 16 juillet 1987 - Conditions d'attribution de l'allocation de reconnaissance aux membres des forces supplétives relevant d'un statut civil de droit local*) (p. 9843, 9844). (p. 9844). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 9846). (p. 9846). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 9875). (p. 9875). (p. 9876). (p. 9876). (p. 9876). (p. 9877). (p. 9877). (p. 9878). (p. 9878). (p. 9878). (p. 9879). (p. 9880). (p. 9881). (p. 9881). (p. 9882). (p. 9883). (p. 9884). (p. 9884). (p. 9884). (p. 9884). (p. 9885). (p. 9886). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9888, 9889).
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 140 (2013-2014)]** - (18 novembre 2013) - **Article unique** (p. 11550, 11551).
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en République centrafricaine** - (10 décembre 2013) (p. 12552, 12554).
- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, rapporteur - **Discussion générale** (p. 12561, 12562). (p. 12563).
- **Président de la commission des affaires étrangères - Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 12606).
- **Rapporteur** (p. 12607). - **Article 4 sexies (texte non modifié par la commission)** (*Rapport et débat au Parlement sur le*

contrôle de l'exécution des lois de programmation et diverses autres mesures) (p. 12609). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-1, L. 34-1-1 du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, art. L. 222-2 et L.222-3 du code de sécurité intérieure -

Clarification du cadre juridique relatif à l'accès aux données de connexion et à la géolocalisation en temps réel) (p. 12612, 12613). (p. 12614).

CARTRON (Françoise)
sénatrice (Gironde)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public du musée du quai Branly.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation du système scolaire le 13 novembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013 ; puis rapporteure le 6 novembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013 ; puis vice-présidente le 18 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 441 (2012-2013)] d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 568 (2012-2013)] (14 mai 2013) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 641 (2012-2013)] d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 672 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Culture et recherche au coeur des années croisées France - Vietnam [n° 27 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Enseignement scolaire [n° 160 tome 3 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autonomie des établissements scolaires et du bien-être des élèves - Audition de M. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique (CAS).

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Distribution de la presse - Audition de M. Gérard Proust, président de l'Union nationale des diffuseurs de presse (UNDP).

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur le pré-recrutement dans l'éducation nationale - Communication.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Comité national de pilotage sur l'accès de tous les jeunes à l'art et à la culture - Audition de Mme Marie Desplechin, présidente et de M. Jérôme Bouët, rapporteur.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Refondation de l'école de la République - Audition de M. Xavier Nau, rapporteur pour avis du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Serge Bergamelli, directeur général du Centre national d'enseignement à distance (CNED).

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 24 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen de l'amendement en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication, sur la mission « Acte II de l'exception culturelle ».

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information au Vietnam - Communication.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Rémy Pflimlin, président-directeur général de France Télévisions.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Jean-Luc Hees, président-directeur général de Radio France.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Nonce Paolini, président-directeur général de TF1.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente de France Médias Monde.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de M. David Assouline.

Indépendance de l'audiovisuel public - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Thierry Foucaud et Claude Haut, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Enseignement scolaire ».

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Stanislas Bourron, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la Direction générale des collectivités locales du ministère de l'intérieur.

Audition de MM. Michel-Pierre Prat, conseiller-maître à la Cour des comptes et Alain Serre, conseiller à la Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon.

Audition de Mme Claudie Sagnac, adjointe au directeur des sports du ministère de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis et contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Avis.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jean-Marie Darmian, maire de Créon, représentant l'Association des maires de France (AMF).

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Enseignement scolaire » - Examens des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jacques Pélissard, député du Jura, maire de Lons-le-Saunier, président de l'Association des maires de France.

Audition de Mme Martine Caraglio, inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, et de M. Philippe Claus, inspecteur général de l'éducation nationale.

Audition de Mme Odile Quintin et de M. Christian Forestier, coprésidents du comité de pilotage de la conférence nationale sur les rythmes scolaires.

Echange de vues sur les orientations de travail et les méthodes de la mission commune d'information.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Paul Delahaye, inspecteur général de l'Éducation nationale, directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale.

Audition de M. Guillaume Gaubert, directeur des affaires financières des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition de M. Marcel Rufo, pédopsychiatre, chef de service à l'hôpital Sainte-Marguerite à Marseille.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et de M. Daniel Lenoir, directeur, et M. Frédéric Marinacce, directeur des politiques familiales et sociales de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Audition de M. Rémy Guilleux, vice-président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Audition de Mme Françoise Moulin-Civil, présidente du comité de suivi de la réforme des rythmes scolaires.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jean Guillot, directeur général du Centre national de développement du sport (CNDS).

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4348, 4351).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - rapporteur - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4408). - **Article additionnel avant l'article 3 A** (p. 4409). - **Article 3 A (nouveau)** (art. L. 111-1 du code de l'éducation - *Lutte contre les inégalités et éducation aux valeurs républicaines*) (p. 4412). (p. 4412, 4413). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 4414). - **Article 4 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2 du code de l'éducation - *Formation à l'exercice de la citoyenneté dans la société de l'information et de la communication*) (p. 4414). (p. 4415). - **Article additionnel après l'article 4 bis A** (p. 4415). - **Article 4 bis** (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - *Promotion de la santé des élèves*) (p. 4417). (p. 4417). (p. 4418). (p. 4419). (p. 4420). (p. 4421). (p. 4421). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 4422). (p. 4422). (p. 4423). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - *Développement de la scolarisation des moins de trois ans*) (p. 4437). (p. 4438, 4439). (p. 4439). (p. 4440). (p. 4441). (p. 4441). (p. 4442). (p. 4443). (p. 4443). (p. 4444). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4444). - **Article 6** (art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - *Éducation artistique et culturelle*) (p. 4449). (p. 4452). (p. 4453). (p. 4455). (p. 4455). (p. 4456). (p. 4456). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-5 du code de l'éducation - *Contribution de l'éducation physique et sportive et du sport scolaire à l'éducation à la santé*) (p. 4458). (p. 4458). (p. 4458).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 6 ter** (art. L. 121-4-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Éducation à la citoyenneté et promotion de la santé à l'école*) (p. 4473). (p. 4473). (p. 4474). - **Article 7** (art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - *Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences*) (p. 4477). (p. 4483, 4484). (p. 4484). (p. 4484). - **Article 8** (art. L. 122-2 du code de l'éducation - *Droit à une formation qualifiante*) (p. 4487). (p. 4487). - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - *Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance*) (p. 4493). (p. 4498). (p. 4499). (p. 4499). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4500). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 4501). (p. 4502). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-2 du code de l'éducation - *Coordination*) (p. 4514). (p. 4515). - **Article 12** (art. L. 211-8 du code de l'éducation - *Dépenses pédagogiques à la charge de l'État*) (p. 4515). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 213-1 du code de l'éducation - *Partage de secteur de collèges et promotion de la mixité sociale*) (p. 4516). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 du code de l'éducation - *Dépenses informatiques à la charge des départements*) (p. 4517). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-6 du code de l'éducation - *Dépenses informatiques à la charge des régions*) (p. 4519). (p. 4520). - **Article additionnel après l'article 14 bis A** (p. 4521). - **Article 14 bis** (art. L. 213-2-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Utilisation des locaux et équipements scolaires des collèges en dehors du temps scolaire*) (p. 4522). (p. 4522). - **Article 15** (art. L. 214-6-2 [nouveau] du code de l'éducation - *Utilisation des locaux et équipements scolaires des lycées et établissements régionaux d'enseignement adapté*) (p. 4523). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-12 du code de l'éducation - *Élaboration et mise en œuvre par la région du service public régional de la formation professionnelle*) (p. 4524). (p. 4524). (p. 4524). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-13 du code de l'éducation - *Suppression de la procédure d'élaboration des conventions annuelles fixant les ouvertures et les fermetures des sections de formation professionnelle initiale*) (p. 4525). (p. 4525). - **Article 18** (art. L. 214-13-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Élaboration et mise en œuvre de la carte régionale des formations professionnelles initiales*) (p. 4526). (p. 4527).

(p. 4528). (p. 4529). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4424-1 du code général des collectivités territoriales - Coordination pour la collectivité territoriale de Corse) (p. 4530). (p. 4530). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 4531). (p. 4532). - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil supérieur des programmes) (p. 4534). (p. 4536, 4537). (p. 4539). (p. 4540). (p. 4540). (p. 4540). (p. 4541). (p. 4542). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation du système éducatif) (p. 4543). (p. 4543). (p. 4544). (p. 4544). (p. 4544). (p. 4545). (p. 4546, 4547). (p. 4547). (p. 4549). (p. 4549). (p. 4549, 4550). (p. 4550). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 4550). - **Article 23** (art. L. 311-1 du code de l'éducation - Organisation de la scolarité en cycles) (p. 4553). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 4555). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3 du code de l'éducation - Objectifs des programmes) (p. 4556). - **Article 25** (art. L. 311-3-1 du code de l'éducation - Dispositifs d'aide à la maîtrise du socle commun) (p. 4557). - **Article 25 bis** (art. L. 311-7 du code de l'éducation - Appréciation de l'acquisition des connaissances et des compétences) (p. 4558). - **Article 26** (art. L. 312-9 du code de l'éducation - Formation à l'utilisation des outils numériques) (p. 4560, 4561). - **Article 27** (art. L. 312-9-2 du code de l'éducation [rétabli] - Enseignement obligatoire d'une langue vivante étrangère au début de la scolarité élémentaire) (p. 4562). (p. 4563). (p. 4564). (p. 4565). (p. 4565, 4566). (p. 4566). (p. 4567). - **Article 27 bis** (art. L. 312-11 du code de l'éducation - Recours aux langues régionales dans l'enseignement) (p. 4570).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-4 et L. 312-15 du code de l'éducation - Enseignement moral et civique) (p. 4591). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4593). (p. 4594). - **Article additionnel avant l'article 29** (p. 4595). (p. 4596). - **Article 30** (art. L. 321-2 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école maternelle) (p. 4596). (p. 4597). (p. 4598). (p. 4598). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 4599). - **Article 31** (art. L. 321-3 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école élémentaire) (p. 4602). (p. 4602, 4603). - **Article 31 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-4 du code de l'éducation - Approches pédagogiques spécifiques pour les élèves issus de milieu principalement créolophone) (p. 4604). - **Article 32 A** (art. L. 313-1 et L. 331-7 du code de l'éducation - Élaboration du projet d'orientation scolaire et professionnelle) (p. 4605). (p. 4606). - **Article 32 B (nouveau)** (Compétence des représentants légaux de l'élève dans la prise de décision de son orientation) (p. 4608). - **Article 33** (art. L. 332-3 du code de l'éducation - Définition de l'enseignement dispensé en collège) (p. 4610). (p. 4612). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-4 du code de l'éducation - Suppression des dispositifs d'alternance pendant les deux dernières années de collège) (p. 4614). - **Article 36** (art. L. 332-6 du code de l'éducation - Conditions d'attribution du brevet) (p. 4616). (p. 4616). (p. 4617). (p. 4617). (p. 4617). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 333-3, L. 333-4 [nouveau] et L. 334-1 du code de l'éducation - Objectifs du baccalauréat) (p. 4619). - **Article additionnel après l'article 37** (p. 4620). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-3 et L. 337-3-1 du code de l'éducation et art. L. 6222-20 et L. 6222-21 du code du travail - Suppression de l'apprentissage junior » et limitation du « Dima » aux élèves d'au moins quinze ans) (p. 4622). (p. 4624). (p. 4624). - **Article additionnel après l'article 38** (p. 4625). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 4626). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 401-4 du code de l'éducation - Cadre pour la coopération école-collège) (p. 4627). (p. 4628). (p. 4629). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-1 du code de l'éducation - Le conseil d'école) (p. 4630). - **Article 42** (art. L. 421-2 du code de l'éducation - Représentation de la collectivité de rattachement au sein du conseil d'administration des EPLE) (p. 4631). (p. 4632). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 4634). - **Article 45 bis (nouveau)** (Création d'un espace de rencontre avec les parents d'élèves dans les

établissements scolaires) (p. 4637). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-1 du code de l'éducation - Mise en place du projet éducatif territorial) (p. 4640). (p. 4640, 4641). - **Article additionnel après l'article 46** (p. 4644). - **Article 47 (Fonds d'aide aux communes pour la mise en place de la réforme des rythmes scolaires)** (p. 4647). (p. 4647). (p. 4648). - **Article additionnel après l'article 47** (p. 4648, 4649). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 625-1 et L. 611-1 du code de l'éducation - Formation des personnels enseignants et d'éducation par les écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4650). (p. 4650). (p. 4651). (p. 4652). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 713-1 du code de l'éducation - Le statut de composante universitaire des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4652). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4655). (p. 4655). (p. 4657). (p. 4657). (p. 4657). (p. 4658). (p. 4659). (p. 4660). (p. 4660). (p. 4660). (p. 4661). (p. 4661). (p. 4662). (p. 4663). (p. 4663). (p. 4664). (p. 4665). (p. 4665). (p. 4667). (p. 4668). (p. 4668). (p. 4669). (p. 4669). (p. 4670). - **Article 52 bis** (art. L. 912-1 du code de l'éducation - Missions des personnels enseignants) (p. 4670). (p. 4671). (p. 4671). (p. 4671). - **Article additionnel après l'article 52 bis** (p. 4672). (p. 4672). - **Article additionnel après l'article 54** (p. 4673). - **Article 54 bis (nouveau)** (Formation des inspecteurs pédagogiques) (p. 4673). - **Article 54 ter (nouveau)** (Formation des chefs d'établissement) (p. 4674). - **Article 55** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Élargissement du champ de l'exception pédagogique) (p. 4676). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (Modalités de création et d'installation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4678). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 4679). - **Article additionnel après l'article 59** (p. 4679). - **Article 60 (Texte non modifié par la commission)** (Comité de suivi) (p. 4680). (p. 4680). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 4681). (p. 4683). (p. 4683). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 4700). (p. 4700). (p. 4701). (p. 4701). (p. 4701). (p. 4701). (p. 4701). (p. 4702). (p. 4702). (p. 4702). (p. 4703). (p. 4703). (p. 4703). (p. 4704). (p. 4704). (p. 4704). (p. 4705). (p. 4705). (p. 4705). (p. 4705). (p. 4706). (p. 4708). (p. 4709). (p. 4710). (p. 4710). (p. 4711). (p. 4711). (p. 4711). (p. 4712). (p. 4713). (p. 4713). (p. 4714). (p. 4714). (p. 4715). (p. 4715). (p. 4716). (p. 4716). (p. 4717). (p. 4717). (p. 4717). (p. 4718). (p. 4719, 4720). (p. 4720). (p. 4722). (p. 4722). (p. 4723). (p. 4723). (p. 4723). (p. 4723). (p. 4724). (p. 4724). (p. 4724). (p. 4725). (p. 4725). (p. 4725). (p. 4726). (p. 4726). (p. 4727). (p. 4727). (p. 4728). (p. 4728). (p. 4728). (p. 4729). (p. 4729). (p. 4729). (p. 4730). (p. 4730). (p. 4730). (p. 4730). (p. 4731). (p. 4731). (p. 4732). (p. 4732). (p. 4732). (p. 4733). (p. 4733). (p. 4733). (p. 4734). (p. 4734). (p. 4734). (p. 4734). (p. 4735). (p. 4735). (p. 4735). (p. 4736). (p. 4736). (p. 4736). - **Article 1er et rapport annexé** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 4737). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4741).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5948, 5949).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée scolaire** - (20 juin 2013) (p. 6117).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (20 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 14 A** (p. 6146).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6350, 6352).

- **Rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - Article 1er et rapport annexé** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la

politique d'éducation) (p. 6386). (p. 6386). (p. 6386). (p. 6386). (p. 6387, 6388). (p. 6389). (p. 6389). (p. 6389). (p. 6390). (p. 6390). (p. 6391). (p. 6391). (p. 6393). (p. 6397). (p. 6397). - **Article 3 ter** (art. L. 111-1-1 [nouveau] du code de l'éducation - Apposition de la devise de la République et du drapeau tricolore au fronton des établissements scolaires) (p. 6399). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans) (p. 6400). - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance) (p. 6401). - **Article 14 bis** (art. L. 213-2-1 [nouveau] du code de l'éducation - Utilisation des locaux et équipements scolaires des collèges en dehors du temps scolaire) (p. 6403). - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil supérieur des programmes) (p. 6405). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation) (p. 6406). (p. 6407). - **Article 27** (art. L. 312-9-2 du code de l'éducation [rétabli] - Enseignement des langues vivantes étrangères et initiation à la diversité linguistique) (p. 6408). (p. 6409). - **Article 31** (art. L. 312-3 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école élémentaire) (p. 6410). (p. 6410). - **Article 32 A** (art. L. 313-1 et L. 331-7 du code de l'éducation - Élaboration du projet d'orientation scolaire et professionnelle) (p. 6411). - **Article 47** (Aides versées aux communes pour la mise en place de la réforme des rythmes scolaires) (p. 6413). (p. 6413). (p. 6414). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 721-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 6416). (p. 6416). (p. 6417). (p. 6417). (p. 6417).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 849 (2012-2013)** (p. 8800, 8801). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Composition du CSA et mode de désignation de ses membres)

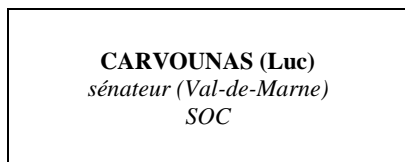
(p. 8809, 8810). - **Article 6 quater** (art. 21 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Création d'une commission de la modernisation de la diffusion audiovisuelle) (p. 8839). - **Article 6 quinquies** (art. 28 de la loi n° 86 1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Obligation pour le CSA d'effectuer une étude d'impact avant d'autoriser une modification de convention) (p. 8842). - **Article 6 sexies** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Possibilité de réserver l'accès d'un appel à candidature pour le lancement d'un service national de télévision en haute définition à des chaînes nationales déjà autorisées en diffusion standard) (p. 8844). (p. 8846). - **Article 6 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 31 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Obligation d'une étude d'impact et possibilité de différer le lancement d'un appel à candidatures pour l'utilisation de la ressource radioélectrique) (p. 8846, 8847). (p. 8847). - **Article 6 nonies** (art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - maintien de la publicité entre 6 heures et 20 heures sur les chaînes de France Télévisions) (p. 8854). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8860, 8861).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 849 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 850 (2012-2013)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (3 octobre 2013) (p. 9005, 9006).

- **Question orale sur le devenir des écoles de reconversion professionnelle** - (15 octobre 2013) (p. 9558, 9559). (p. 9559).

- **Débat sur la sécurité sociale des étudiants** - (3 décembre 2013) (p. 12423, 12424).



CARVOUNAS (Luc)
sénateur (Val-de-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Tourisme: une place de leader à reconquérir [n° 45 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Aménagement du territoire - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 relative à la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6445, 6446).

- **Débat sur la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France** - (15 octobre 2013) (p. 9589, 9591).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** - *Commission mixte paritaire* [n° 240 (2013-2014)] - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13175, 13176).

CAYEUX (Caroline)
sénateur (Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*): Contrôle des comptes des comités d'entreprise - Gestion des comités d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Constitution du bureau.

(*commission des affaires sociales*): Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2014 - Mission

« Egalité des territoires, logement et ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*): Audition de M. Guillaume Gaubert, directeur des affaires financières des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** [n° 281 (2012-2013)] - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 609, 610).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2803).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2879). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2908, 2909).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des caisses d'allocations familiales** - (27 juin 2013) (p. 6578, 6579). (p. 6579).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** [n° 734 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8648, 8649).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen** [n° 733 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013).**

- **Proposition de loi visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprises** [n° 15 (2013-2014)] - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9483, 9484).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** [n° 66 (2013-2014)] - (25 octobre 2013) - **Article 63 (priorité)** (*Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération*) (p. 10320, 10321). (p. 10333).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 24 ter** (p. 12187). - **Article 32** (*Prélèvement exceptionnel sur le fonds de roulement des agences de l'eau*) (p. 12221).

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire du Comité *ad hoc* chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi modifiant l'article L. 2141-2 du code de la santé publique relatif à l'assistance médicale à la procréation [n° 786 (2012-2013)] (19 juillet 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*): Politique vaccinale de la France - Audition du Pr Brigitte Autran, professeur des universités, praticien hospitalier à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (UPMC) et coordinatrice du réseau Corevac (Consortium de recherches vaccinales).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les effectifs des RASED en Dordogne dans les années à venir** - (26 mars 2013) (p. 2388). (p. 2389).

- **Débat sur la politique vaccinale de la France** - (23 avril 2013) (p. 3941, 3942).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5080, 5081).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Article 1er (Supprimé)** (*Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales*) (p. 5124). (p. 5124). (p. 5126). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5133, 5134). (p. 5145). (p. 5146). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5153). (p. 5159). (p. 5163). (p. 5164). (p. 5165). (p. 5166). (p. 5171). (p. 5175). (p. 5175). (p. 5176).

CAZENEUVE (Bernard)
*ministre délégué auprès du ministre de
l'économie et des finances, chargé du
budget*
(à partir du 20 mars 2013)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Hommage aux militaires français tués en opérations** - (15 janvier 2013) (p. 30).
- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne [n° 225 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 30, 32).
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Deuxième lecture [n° 737 (2011-2012)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 48, 50).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Mali** - (24 janvier 2013) (p. 482, 483).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 859, 860). (p. 861). (p. 862). (p. 862, 863). (p. 863). (p. 864). (p. 864, 865). (p. 865). (p. 866). (p. 867). (p. 868). (p. 868). (p. 869).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1692, 1695). (p. 1704, 1706). (p. 1707, 1708). (p. 1708). (p. 1709). (p. 1709). (p. 1710). (p. 1710, 1711). (p. 1712). (p. 1712, 1713).
- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - (26 mars 2013) (p. 2414, 2417).
- **Débat sur l'efficacité des conventions fiscales internationales** - (23 avril 2013) (p. 3963, 3967).
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité** - (24 avril 2013) (p. 3978, 3982). (p. 4000, 4003).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de rigueur économique** - (25 avril 2013) (p. 4055).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte de compétitivité** - (25 avril 2013) (p. 4056).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi** - (23 mai 2013) (p. 4512).
- **Question orale sur la défiscalisation en Nouvelle-Calédonie** - (18 juin 2013) (p. 5897, 5898).
- **Question orale sur les pôles de compétitivité** - (18 juin 2013) (p. 5898, 5899).
- **Question orale sur la situation du secteur de la construction métallique** - (18 juin 2013) (p. 5899, 5900).
- **Question orale sur l'extension du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi aux entreprises individuelles sans salarié** - (18 juin 2013) (p. 5900, 5901).
- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance-emprunteur) (p. 6517). (p. 6517). (p. 6518). -

Article 22 (art. L. 331-1, L. 331-6, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-7, L. 331-7-1, L. 330-1, L. 331-3, L. 332-5-2 [nouveau], L. 332-11, L. 333-1-2, L. 333-4, L. 334-5, L. 333-7 du code de la consommation et L. 542-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de surendettement) (p. 6521).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les questions budgétaires** - (4 juillet 2013) (p. 6863, 6864).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 710 (2012-2013)]** - (4 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6872, 6876). (p. 6890, 6891).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6940, 6943).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7328, 7332). (p. 7360, 7362). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 7379). (p. 7380). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 227-1 [nouveau] du livre des procédures fiscales - Atténuation du monopole exercé par l'administration en matière de mise en mouvement de l'action publique pour des faits de fraude fiscale) (p. 7385). (p. 7386). (p. 7388, 7389).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 228 du livre des procédures fiscales - Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale complexe) (p. 7423). (p. 7424). (p. 7425). (p. 7425). (p. 7426). (p. 7426). (p. 7427). (p. 7427). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7429). - **Article additionnel après l'article 3 bis A** (p. 7430). - **Article 3 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 1736 du code général des impôts - Alourdissement des pénalités applicables en cas de non-respect des obligations de trusts par leur administrateur) (p. 7432). - **Article 3 bis D** (art. 1741 A du code général des impôts - Composition de la commission des infractions fiscales) (p. 7433). - **Article 3 bis E (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 47 A du livre des procédures fiscales - Autorisation donnée aux agents des services fiscaux de copier des fichiers informatiques dont ils sont amenés à constater l'existence lors de la procédure de contrôle inopiné) (p. 7434). (p. 7434). - **Article 3 bis F (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 247, L. 247-0 A [nouveau] et L. 251 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Définition des conditions dans lesquelles l'administration fiscale peut transiger) (p. 7435). (p. 7435). - **Article 3 bis** (art. L. 228 B [nouveau] du livre des procédures fiscales - Rapport annuel de la commission des infractions fiscales) (p. 7436). - **Article 3 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 1649 A bis et 1736 du code général des impôts - Augmentation des sanctions en cas de non-respect par les établissements bancaires de leurs obligations de déclaration concernant les comptes répertoriés dans FICOBA) (p. 7438). - **Article additionnel après l'article 3 quinquies** (p. 7439). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 160-9 [nouveau] du code des assurances, art. L. 223-29 [nouveau] du code de la mutualité et art. L. 932-23-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Confiscation pénale des sommes figurant sur des contrats d'assurance-vie) (p. 7440). (p. 7441). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 7441). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7443). (p. 7443). (p. 7444).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les hausses d'impôts** - (18 juillet 2013) (p. 7454, 7455).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les résidences secondaires** - (18 juillet 2013) (p. 7455, 7456).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** (suite) - (18 juillet 2013) - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 7457). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7460). - **Articles additionnels après l'article 9 septies B** (p. 7463). - **Article 15 (priorité)** (*Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier*) (p. 7474, 7475). - **Article additionnel après l'article 20 bis (priorité)** (p. 7487). - **Article 10** (*art. L. 10 du livre des procédures fiscales - Possibilité pour l'administration fiscale d'exploiter les informations qu'elle reçoit dans le cadre de ses procédures, y compris lorsqu'elles sont d'origine illicite*) (p. 7488, 7489). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7490). (p. 7490, 7491). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 263-0 A [nouveau] et L. 273 A du livre des procédures fiscales, art. L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales, art. 128 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004, art. L. 132-14 du code des assurances, art. L. 223-15 du code de la mutualité - Possibilité pour l'administration fiscale d'opérer des saisies simplifiées en vue du recouvrement des créances publiques sur les sommes rachetables d'un contrat d'assurance-vie*) (p. 7494). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7495). (p. 7495, 7496). - **Articles additionnels après l'article 11 bis C** (p. 7497, 7498). - **Article 11 bis D (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 13 AA du livre des procédures fiscales - Création d'une obligation de transmission de documentation sur les prix de transfert*) (p. 7499). - **Article additionnel après l'article 11 bis D** (p. 7500). - **Article additionnel après l'article 11 bis F** (p. 7500). - **Article 11 sexies (supprimé)** (*art. L. 230 du livre des procédures fiscales - Allongement du délai de prescription en matière de fraude fiscale*) (p. 7502, 7503). - **Article additionnel après l'article 11 septies** (p. 7505). - **Articles additionnels après l'article 11 octies** (p. 7507). (p. 7507). - **Article additionnel après l'article 11 nonies** (p. 7509). (p. 7510). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (*Application territoriale de la loi*) (p. 7511).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 38-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application au procureur de la République financier de la limitation à sept ans de la durée d'exercice des fonctions applicable aux procureurs de la République*) (p. 7514). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 28-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Spécialisation des magistrats financiers*) (p. 7514).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Nouvelle lecture [n° 710 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7659, 7661).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (13 septembre 2013) - **Article 72 quater (appelé en priorité)** (*art. L. 322-2, art. L. 322-2-1 et L. 322-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure, article 2 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Définition des loteries et des jeux d'argent et de hasard*) (p. 8287). (p. 8288). (p. 8288). (p. 8289). (p. 8291). - **Article additionnel après l'article 72 quater (appelé en priorité)** (p. 8292). - **Article 72 nonies (appelé en priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. 31 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - Archivage de l'identité des joueurs en ligne*) (p. 8294).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la TVA artisans** - (19 septembre 2013) (p. 8717).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impôt sur le revenu** - (19 septembre 2013) (p. 8718, 8719).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne [n° 10 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9446, 9447).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11256, 11259).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 3 (Transfert des excédents du Fonds pour l'emploi hospitalier)** (p. 11308). (p. 11310, 11311).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 11339). (p. 11340). (p. 11341). (p. 11341, 11342). - **Article 8** (*art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1600-0 S du code général des impôts ; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Refonte des règles de calcul, de déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement*) (p. 11344). (p. 11347). (p. 11351, 11352). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 11354). - **Article 9** (*art. L. 731-14, L. 731-15 et L. 731-17 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Financement des mesures prises en matière de retraites complémentaires agricoles*) (p. 11356). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11358). (p. 11359). (p. 11360). (p. 11361). (p. 11361). (p. 11362). (p. 11364). (p. 11364). (p. 11365). - **Article 10** (*art. L. 613-10 et L. 633-10 du code de la sécurité sociale - Création d'une cotisation déplaçonnée d'assurance vieillesse applicable aux artisans et commerçants affiliés au régime social des indépendants*) (p. 11366). (p. 11368). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 11370). - **Article 11** (*art. L. 161-45 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5123-5 et L. 5211-5-1 du code de la santé publique ; art. 1635 bis AF, 1635 bis AG et 1635 bis AH [nouveaux] du code général des impôts - Financement de la Haute autorité de santé*) (p. 11375). - **Article 12** (*art. 238 bis GC, 1600-0 N, 1600-0 Q du code général des impôts ; art. L. 166 D du livre des procédures fiscales ; art. L. 5121-18 du code de la santé publique ; art. L. 245-2 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Fusion de la contribution sur le chiffre d'affaires des laboratoires et de la taxe sur les premières ventes de médicaments*) (p. 11379). (p. 11379, 11380). - **Article 12 bis (nouveau)** (*art. L. 138-2 du code de sécurité sociale - Création d'une troisième tranche de la taxe sur le chiffre d'affaires de la vente en gros*) (p. 11382). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 11383, 11384). (p. 11384). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 11385). (p. 11386). - **Article 15** (*art. L. 131-8, L. 135-3, L. 136-8, L. 137-13, L. 137-14, L. 137-16, L. 137-18, L. 137-19, L. 137-24, L. 139-1, L. 241-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, lois n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 et n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 - Mesures de transferts de recettes*) (p. 11389). (p. 11390). (p. 11390). (p. 11390). (p. 11392). (p. 11393). (p. 11394, 11395). (p. 11397). (p. 11397, 11398). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11398). (p. 11400). (p. 11401). (p. 11402). (p. 11406). (p. 11408). (p. 11409, 11410).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11757, 11763). (p. 11813, 11817). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 11820).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Article 2** (*art. 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu de l'année 2014 et revalorisation exceptionnelle de la décade*) (p. 11841). (p. 11841). (p. 11842). (p. 11843). (p. 11843, 11844). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11845). (p. 11845, 11846). (p. 11847). (p. 11847). (p. 11848).

(p. 11849). (p. 11849). (p. 11850). (p. 11851, 11852). (p. 11855, 11856). - **Article 3** (art. 197 du code général des impôts - Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial) (p. 11860). (p. 11863). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 11865). (p. 11867). (p. 11868). (p. 11868). - **Article 5** (art. 83 du code général des impôts - Suppression de l'exonération fiscale de la participation de l'employeur aux contrats collectifs de complémentaire santé) (p. 11871). - **Article 6** (art. 81 du code général des impôts - Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu des majorations de retraite ou de pension pour charges de famille) (p. 11875). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11877). (p. 11878). (p. 11887). (p. 11888). (p. 11889). (p. 11890, 11891). (p. 11892). (p. 11893). (p. 11894). (p. 11895). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 68 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 - maintien du taux réduit de TVA à 5,5 %) (p. 11896). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 11899). - **Article 7 ter (nouveau) (réservé)** (art. 279-0 bis du code général des impôts, art. L. 16 BA du livre des procédures fiscales - Application du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans) (p. 11903). - **Article 7 quater (nouveau)** (art. 278 bis, 298 bis et 298 quater du code général des impôts - Application du taux normal de TVA pour certains engrais et autres produits assimilables) (p. 11904). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11905). (p. 11907). (p. 11908). (p. 11910, 11911). (p. 11913). (p. 11914).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) (p. 11929). (p. 11931, 11932). (p. 11932). (p. 11933). (p. 11934). (p. 11934). (p. 11937, 11938). (p. 11939). (p. 11939, 11940). (p. 11943, 11944). - **Demande de priorité** (p. 11945). - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11948). (p. 11950). (p. 11952, 11953). (p. 11954). (p. 11956, 11957). (p. 11958). (p. 11958). (p. 11959). (p. 11960). (p. 11961). (p. 11963). (p. 11964). (p. 11965, 11966). - **Article 7 ter (précédemment réservé) (priorité)** (art. 279-0 bis du code général des impôts, art. L. 16 BA du livre des procédures fiscales - Application du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans) (p. 11971). (p. 11971). (p. 11972).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - **Article 18 ter (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Extension de l'exonération de plus-value de cession immobilière applicable à certains non-résidents) (p. 12084, 12085). (p. 12085). - **Article 19** (art. 68 de la loi n° 2012 1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, art. 257, 278 sexies, 278 sexies A, 279-0 bis et 284 du code général des impôts - Abaissement du taux de TVA applicable à la construction et à la rénovation de logements sociaux) (p. 12087). (p. 12088). (p. 12089). (p. 12092). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 12093). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 1010 du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 2011-906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 - Ajout d'une composante « air » à la taxe sur les véhicules de société afin de tenir compte des oxydes d'azote, des composés organiques volatiles non méthaniques et des particules en suspension) (p. 12094, 12095). - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 12095). - **Article 20** (art. 265, 265 bis, 266 quinquies et 266 quinquies B du code des douanes - Aménagement des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 12104, 12105). (p. 12105, 12106). (p. 12107). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 12112). (p. 12113). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12114). (p. 12115). (p. 12116). (p. 12117). - **Article 22** (art. 265 bis A et 266 quindecies du code des douanes - Suppression progressive de la défiscalisation des biocarburants et modification du régime de TGAP biocarburants) (p. 12118). (p. 12120).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 12158, 12159). (p. 12159, 12160). (p. 12160). (p. 12161). - **Article 23 bis (nouveau)** (art. 244 quater G du code général des impôts - Réforme du crédit d'impôt bénéficiant aux entreprises employant des

apprentis) (p. 12163, 12164). (p. 12165). - **Demande de réserve** (p. 12167). - **Articles additionnels après l'article 23 bis** (p. 12168). (p. 12169). (p. 12170). (p. 12171). (p. 12171). (p. 12172). - **Article 24** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 12178, 12179). (p. 12180). (p. 12180). (p. 12182). (p. 12182). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 12182). - **Article 24 ter (nouveau)** (Création d'un prélèvement sur recettes de correction des calculs de versements de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle, DCRTP, et des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources, FNGIR) (p. 12184). - **Articles additionnels après l'article 24 ter** (p. 12186). (p. 12187). (p. 12188). - **Article 25** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 4332-1 et L. 4332-2-1 du code général des collectivités territoriales - Affectation de nouvelles ressources dynamiques aux régions en substitution de la dotation générale de décentralisation liée à la formation professionnelle) (p. 12190, 12191). (p. 12192, 12193). (p. 12193). - **Article 27** (art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Compensation des transferts de compétences aux régions par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 12197). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 12205). (p. 12205, 12206). - **Article 29** (art. 1586 du code général des impôts - Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte) (p. 12208). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 12209). - **Article 30** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) (p. 12212). - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quater vicies A, art. 1609 sept vicies et art. 1609 novovicies du code général des impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 12213). (p. 12216). (p. 12217). (p. 12218). (p. 12218). (p. 12220). (p. 12220). - **Article 32** (Prélèvement exceptionnel sur le fonds de roulement des agences de l'eau) (p. 12221). - **Article 33** (Prélèvement exceptionnel sur le fonds de roulement du Centre national du cinéma et de l'image animée) (p. 12222). - **Article 34** (art. 1600 du code général des impôts - Contribution des chambres de commerce et d'industrie à l'effort de rétablissement des comptes publics et rétrocession aux entreprises de la baisse du plafond de leurs taxes affectées) (p. 12225). (p. 12225). (p. 12226). (p. 12226). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification du régime de la taxe acquittée par les étudiants étrangers pour la délivrance d'un titre de séjour salarié) (p. 12228). (p. 12228). (p. 12229).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) (p. 12258). (p. 12260, 12261). (p. 12262). - **Article 37** (art. 1011 bis du code général des impôts - Modification du barème du malus

automobile) (p. 12264). - **Article 38** (art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Aménagement des ressources du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») (p. 12268). (p. 12269). (p. 12270). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12271). - **Article 39** (art. L. 241-2 du code de la sécurité sociale, 1600-0 S du code général des impôts et 53 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) (p. 12272). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 12274). (p. 12274, 12275). - **Article 42** (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finance rectificative pour 2010 - Gouvernance du second programme d'investissements d'avenir) (p. 12276). - **Article 43 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12296, 12298). (p. 12300, 12301). - **Seconde délibération** (p. 12304). - **Article 43 et état A** (p. 12342, 12343). - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 12350, 12352).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité** - (28 novembre 2013) (p. 12384).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique et fiscale** - (28 novembre 2013) (p. 12385, 12386).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Article 23** (art. 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - Adaptation des dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels) (p. 12944). (p. 12945). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 12946). (p. 12947). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - Modification du seuil de l'effort fiscal des bénéficiaires du fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales, FPIC) (p. 12949). (p. 12950). (p. 12951). (p. 12952). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 12953). - **Article 24 quater (nouveau)** (art. 1387 A [nouveau] du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties au profit des bâtiments affectés à la production de chaleur par méthanisation) (p. 12954, 12955). - **Article additionnel après l'article 24 quater** (p. 12955, 12956). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 12959). (p. 12961, 12962). - **Articles additionnels après l'article 24 decies** (p. 12965). - **Article 25** (art. L. 542-12-3 [nouveau] du code de l'environnement - Instauration d'une contribution au profit de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA) (p. 12967). - **Articles additionnels après l'article 25**

(p. 12968). (p. 12969). - **Article 26** (art. L. 121-12, 121-13 et L. 121-19-1 [nouveau] du code de l'énergie - Evolution de la contribution au service public de l'électricité, CSPE) (p. 12970). (p. 12970). (p. 12971). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 12972). - **Article 27** (art. 224, 225, 225 A, 226 B, 226 bis, 227, 227 bis, 228, 228 bis, 230 B, 230 C, 230 D, 230 G, 230 H, 1599 quinquies A, 1647, et 1678 quinquies du code général des impôts, art. L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-7, L. 6241-8 et L. 6241-9 du code du travail, art. L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er, 2, 3 et 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelle - Réforme de la taxe d'apprentissage) (p. 12976). (p. 12978). (p. 12979). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12980). - **Article 28 ter (nouveau)** (art. L. 311-17 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Possibilité de recouvrement par l'Office français de l'immigration et de l'intégration de certaines taxes acquittées par les étrangers) (p. 12983). - **Articles additionnels après l'article 28 quaterdecies** (p. 12988). (p. 12988, 12989). - **Article 31** (art. L. 432-2 du code des assurances - Nouvelles modalités d'intervention publique en matière d'assurance-crédit de court terme) (p. 12989). - **Article 32 bis (nouveau)** (Octroi de la garantie de l'Etat aux prêts locatifs intermédiaires accordés à l'association Foncière logement par la Caisse des dépôts et consignations) (p. 12991). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 12992). - **Article 34 (nouveau)** (art. 2513-3 et 2513-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Participation du conseil général des Bouches-du-Rhône au financement du bataillon de marins-pompiers de marseille) (p. 12993). - **Article 41 (nouveau)** (Financement des missions de préfiguration de la métropole du Grand Paris et de la métropole d'Aix-Marseille-Provence) (p. 12995). - **Article 44 (nouveau)** (Abandon des créances de l'Etat détenues sur la Société nouvelle du journal l'Humanité) (p. 12996). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 12999). (p. 13000). (p. 13000). (p. 13001). - **Seconde délibération** (p. 13001).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2013) (p. 13107, 13110). - **Question préalable** (p. 13123).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (18 décembre 2013) - **Question préalable** (p. 13147, 13148).

CÉSAR (Gérard)
sénateur (Gironde)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du conseil d'administration d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le régime des autorisations de plantation de vigne [n° 286 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des départements d'outre-mer [n° 448 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Outre-mer.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la PAC [n° 524 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 448 (2012-2013)] , en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des départements d'outre-mer [n° 525 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Outre-mer.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 524 (2012-2013)] présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la PAC [n° 573 (2012-2013)] (15 mai 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Turquie : une puissance et un partenaire économique à prendre en considération [n° 716 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 157 tome 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Maintien des droits de plantation de la vigne - Proposition de résolution européenne de MM. Simon Sutour et Gérard César.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des relations interentreprises, placé auprès du ministre du redressement productif et de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - La politique de l'Union européenne dans les RUP : l'exemple de la Guyane - Rapport de MM. Georges Patient et Simon Sutour.

(*commission des affaires économiques*) : Régime des autorisations de plantation de vigne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : Renouveau du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Alain Joly, Chef de la mission de liaison et de coordination pour l'outre-mer au Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Thématique : Renouveau du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Hervé Damoiseau, président, M. Jean-Claude Cantorné, vice-président, M. Luc Domergue, conseil du CIRT-DOM, M. Gérard Bally, délégué général d'Eurodom.

Thématique : Renouveau du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de Mme Isabelle Chmitelin, directrice de l'Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer (ODEADOM) et de M. Tannegy Bruté de Rémur, chef du service « Grandes cultures ».

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer, sur les questions de l'octroi de mer, de la fiscalité du rhum et de la défiscalisation.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Henri Brichard, vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Audition de M. Serge Préveraud, président de la Fédération nationale ovine (FNO).

Audition de MM. Guillaume Roué, président, et Didier Delzescaux, directeur de l'Interprofession nationale porcine (INAPORC).

Audition M. Philippe Chotteau, responsable du département « économie » de l'Institut de l'élevage, et de Mme Mélanie Richard, chef de projet sur la filière viande bovine de l'Institut de l'élevage.

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Gilles Huttepain, président et de Mme Véronique Eglési, déléguée générale de la Fédération des industries avicoles (FIA).

Audition de M. Gilles Varachaux, chef d'entreprise à Wissous.

Audition de MM. Jacques Creyssel, délégué général, et Mathieu Pecqueur, directeur « Agriculture et qualité », de la fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD).

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Rencontre avec une délégation de la commission chargée des questions européennes de la Grande Assemblée nationale de Turquie.

(*commission des affaires économiques*) : Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la PAC - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai et de M. Jean-Paul Emorine.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Pierre Chevalier, président, Jean-Pierre Fleury, secrétaire général et Patrick Bénézat, vice-président de la Fédération nationale bovine (FNB).

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel de Rosen, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Rapport de M. Gérard César sur la proposition de résolution relative à la fiscalité sur le rhum produit en outre-mer.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Philippe Chalmin, président, et Philippe Boyer, secrétaire général, de l'Observatoire des prix et des marges.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Économie, finances et fiscalité - Stratégie européenne pour l'économie numérique - Avis politique de Mme Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer - Examen des conclusions du groupe de travail.

Ouverture de négociations en vue d'un Partenariat transatlantique - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer - Examen des conclusions du groupe de travail.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Gilles Rousseau, président, et Mme Aurore Guénot, conseillère, de la Fédération française des marchés de bétail vif (FMBV).

Audition de M. Julien Bigand, trésorier adjoint, responsable du dossier viande, et Mme Suzanne Dalle, conseillère en production animale, du Syndicat professionnel des jeunes agriculteurs (JA).

Audition de MM. Michel Prugue, président, et Christian Marinov, directeur, de la confédération française de l'aviculture.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Déplacement d'une délégation de la commission en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des finances*) : Dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Politique européenne de la concurrence dans le domaine agricole - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Réunion constitutive de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique de voisinage - Accord d'association avec l'Ukraine (textes E 8350 et E 8682) : communication de M. Gérard César.

(*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Sécurité sanitaire et santé animale - Communication et proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Marcon, président de « CCI de France ».

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Bilan des résolutions adoptées en 2013 - Communication de M. Simon Sutour.

Politique de coopération - Relations Union européenne-Russie - Rapport d'information de MM. Simon Sutour et Jean Bizet.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le boycott chinois du vin** - (20 juin 2013) (p. 6115).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6662, 6664). (p. 6670).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (12 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 19 nonies** (p. 8193). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L.313-9, L. 331-11 du code de la consommation - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 8211).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Article 23** (art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, L. 721-1, L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - *Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires*) (p. 8278). (p. 8279). (p. 8280). (p. 8281). (p. 8281). (p. 8281). (p. 8281). (p. 8283). (p. 8283). (p. 8283). (p. 8284). - **Article 72 quater (appelé en priorité)** (art. L. 322-2, art. L. 322-2-1 et L. 322-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure, article 2 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - *Définition des loteries et des jeux d'argent et de hasard*) (p. 8287). (p. 8288). (p. 8288). - **Articles additionnels après l'article 72 terdecies (appelés en priorité)** (p. 8301). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - *Création d'un régime de sanctions administratives en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence*) (p. 8336). (p. 8336). - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce ; art. L. 631-24 et L. 632-2-1 du code rural et de la pêche maritime - *Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs*) (p. 8350, 8351). (p. 8351). (p. 8354). (p. 8355). (p. 8355). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-1-1 [nouveau] du code de commerce - *Création d'un statut pour les magasins de producteurs*) (p. 8361). (p. 8362). - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 8381). (p. 8381). - **Articles additionnels après l'article 72 ter** (p. 8388). (p. 8388).

- **Question orale sur le sinistre des orages de grêle du 2 août 2013 sur la vigne et d'autres cultures de l'Entre-deux-Mers** - (1er octobre 2013) (p. 8765). (p. 8766).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - *Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 9965).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11025, 11026). - **Article 1er** (*Définition de l'économie*

sociale et solidaire) (p. 11066). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11071).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 7** (art. L. 3332-17-1 du code du travail - *Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »*) (p. 11113). - **Article 9** (*Schéma de promotion des achats publics socialement responsables*) (p. 11116). (p. 11117).

CHARON (Pierre)
sénateur (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

- **Question orale sur la reconstruction du centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan en Gironde** - (17 décembre 2013) (p. 13099). (p. 13100).

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maîtres quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral** [n° 252 (2012-2013)] - (18 janvier 2013) - **Article annexe** (p. 312, 313).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881** [n° 325 (2012-2013)] - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1010, 1011).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives** [n° 169 (2012-2013)] - (27 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1547, 1548).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections** [n° 358 (2012-2013)] - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1629, 1630).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites de la manifestation contre le mariage pour tous** - (28 mars 2013) (p. 2540, 2541).

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection pénale des forces de sécurité et l'usage des armes à feu** [n° 767 (2011-2012)] - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2690, 2692).

- **Rappel au règlement** - (14 mai 2013) (p. 4089).

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2** [n° 560 (2011-2012)] - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4239, 4240).

- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris** [n° 781 (2012-2013)] - (23 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7600, 7602). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er - tableau n° 2 annexé au code électoral - Répartition par secteurs des sièges des membres du conseil de Paris) (p. 7610). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2511-25 du code

général des collectivités territoriales - Election du maire d'arrondissement et des adjoints (p. 7612).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** [n° 734 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8650).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen** [n° 733 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) -

Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme pénale** - (19 septembre 2013) (p. 8719, 8720).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014** [n° 117 (2013-2014)] - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11297, 11298).

CHASTAN (Yves)
sénateur (Ardèche)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 30 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 78 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*): Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*): Réforme de la décentralisation - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Égalité des territoires - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Delphine Hedary, présidente du comité de pilotage des États généraux de la modernisation du droit de l'environnement, et de Mme Claude Chardonnet, consultante.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Économie sociale et solidaire - Audition de

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
UMP-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation civile.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les conditions d'accueil des demandeurs d'asile** - (23 avril 2013) (p. 3893). (p. 3894).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6734).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (4 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9120).

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Participations financières de l'État [n° 157 tome 9 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*): Avenir des campagnes : présentation du rapport.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*): Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*): Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

(*délégation sénatoriale à la prospective*): Questions diverses.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des relations interentreprises, placé auprès du ministre du redressement productif et de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Jean-René Buisson, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA).

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Martial Bourquin, parlementaire en mission sur l'ordre public économique et les relations inter-entreprises.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 relative à la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État » et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Marcon, président de « CCI de France ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1405, 1407).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Article 1er** (*art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants*) (p. 5935).

CHAUVEAU (Jean-Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Culture et recherche au coeur des années croisées France - Vietnam [n° 27 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Distribution de la presse - Audition de M. Denis Bouchez, directeur du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN).

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Pierre Bordry, ancien président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-François Verdy, directeur du département des contrôles de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Martin Fourcade, biathlète, médaillé olympique.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de Sophie Chaillet, ancien chef du bureau de la protection du public, de la promotion de la santé et de la lutte contre le dopage.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. David Lappartient, président de la Fédération française de cyclisme.

Audition de MM. Francis Luyce, président de la Fédération française de natation (FFN) et Lionel Horter, directeur technique national de la FFN.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bruno Sesboüé, médecin à l'Institut régional du sport du Centre hospitalier universitaire de Caen.

Audition de M. Patrick McQuaid, président de l'Union cycliste internationale.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de MM. Pierre Berbizier, ancien joueur de rugby et ancien sélectionneur de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995 et Marc Bichon, ancien médecin de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995.

Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur l'éthique du sport - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information au Vietnam - Communication.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la médecine du travail et les collectivités territoriales** - (12 mars 2013) (p. 1668). (p. 1669).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2878). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2916, 2917).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Article 4 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2 du code de l'éducation - Formation à l'exercice de la citoyenneté dans la société de l'information et de la communication) (p. 4415).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2122-22, L. 3211-2 et l. 4221-5 du code général des collectivités territoriales - Délégation à l'ordonnateur de la capacité d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables les plus modestes) (p. 5765). (p. 5765).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6065).

- **Question orale sur les groupements d'employeurs pour la réinsertion et la qualification** - (1er octobre 2013) (p. 8766). (p. 8767).

CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre)
sénateur (Territoire de Belfort)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Mali : comment gagner la paix ? [n° 513 (2012-2013)] (16 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Sahel : Pour une approche globale [n° 720 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition des responsables de la Coalition nationale syrienne.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali - Communication.

Situation en Chine - Audition de Mme Elisabeth Laurin, directrice Asie-Océanie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie-NEI de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politiques de sécurité et de défense russes - Audition de Mme Isabelle Facon, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail sur le Sahel - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Christian Mons, président du CIDEF (Conseil des industries de défense).

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du lundi 21 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Examen des amendements du Gouvernement.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Philippe Errera, directeur de la délégation aux affaires stratégiques au ministère de la défense (programme 144 « Environnement et prospective » de la mission « Défense »).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (mission « Défense »).

Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air (mission « Défense »).

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique méditerranéenne de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées au Mali** - (16 janvier 2013) (p. 115, 117).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 863).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1042, 1043).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1456, 1459).

- **Questions cribles thématiques sur l'Europe de la défense** - (21 mars 2013) (p. 2221). (p. 2222).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Chypre** - (28 mars 2013) (p. 2535).

- **Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali : débat et vote sur une demande du Gouvernement** - (22 avril 2013) (p. 3872, 3874).

- **Débat sur l'immigration étudiante et professionnelle** - (24 avril 2013) (p. 4012, 4014).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4905, 4907).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6024, 6026).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - **Article 2** (art. L. 121-3 du code de l'éducation - Extension des exceptions au principe de l'enseignement en langue française) (p. 6090). (p. 6092). (p. 6093). (p. 6093). (p. 6095). (p. 6095, 6096). (p. 6096). (p. 6098).

- **Débat sur la situation en Syrie** - (4 septembre 2013) (p. 7842, 7843).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9788, 9791). - **Article 3** (Programmation financière) (p. 9805). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 nonies de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958 - Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9813). (p. 9813). (p. 9817). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé) (p. 9876, 9877). (p. 9879, 9880). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9887).

- **Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12566, 12567).

CHIRON (Jacques)
sénateur (Isère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013 ; puis vice-président le 14 mai 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 78 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 21 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Echange de vues sur les orientations de travail et les méthodes de la mission commune d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les enjeux et les perspectives de la politique spatiale européenne** - (26 mars 2013) (p. 2446, 2448).

- **Débat sur l'efficacité des conventions fiscales internationales** - (23 avril 2013) (p. 3960, 3961).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5408). (p. 5416).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5581).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 39** (art. L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique du dispositif des services communs) (p. 5599). (p. 5599). - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine) (p. 5610).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6034, 6035).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7354, 7355).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article 3 bis E** (**Texte non modifié par la commission**) (art. L. 47 A du livre des procédures fiscales - Autorisation donnée aux agents des services fiscaux de copier des fichiers informatiques dont ils sont amenés à constater l'existence lors de la procédure de contrôle inopiné) (p. 7433). (p. 7434).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013).**

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 849 (2012-2013)** (p. 8803, 8804).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 849 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 850 (2012-2013).**

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9252). (p. 9253). (p. 9255). - **Article 34 bis** (art. L. 2213-2, L. 2333-68, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coordination liée à l'institution des autorités organisatrices de la mobilité) (p. 9265). (p. 9266). (p. 9266). - **Articles additionnels après l'article 34 ter** (p. 9268). (p. 9268). - **Article 35 B** (art. L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5215-20, 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 211-7 du code de l'environnement, L. 211-7-2, L. 211-7-3 [nouveaux] du code de l'environnement - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) (p. 9279). - **Article 36 bis** (art. L. 2213-6, L. 2331-4, L. 2333-87 et L. 2573-50 du code général des collectivités territoriales, art. L. 411-1 du code de la route, art. L. 2125-9 [nouveau], L. 2321-3-1 [nouveau], L. 2323-3 et L. 2323-5 du code général de la propriété des personnes publiques et art. 1635 bis Q du code général des impôts - Dépénalisation des infractions au stationnement payant sur voirie) (p. 9299). (p. 9300). (p. 9301). (p. 9301). (p. 9302). (p. 9304). (p. 9304). (p. 9305). (p. 9305). (p. 9306). (p. 9306). (p. 9306). (p. 9307). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 9315). (p. 9315).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (25 octobre 2013) - **Article 63 (priorité)** (*Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération*) (p. 10341). (p. 10342). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 10357). (p. 10357). - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 10401). (p. 10401). (p. 10401). (p. 10401). (p. 10401).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) (p. 10420). (p. 10420). (p. 10420). (p. 10421, 10422). (p. 10430). (p. 10430). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 10438). (p. 10438). (p. 10439). (p. 10443). (p. 10443).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin**

[n° 140 (2013-2014)] - (18 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11544, 11545).

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** - (5 décembre 2013) (p. 12466, 12467).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 200 (2013-2014)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12645, 12646).

CLAIREAUX (Karine)
sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 78 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Outre-mer [n° 159 tome 4 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (délégation sénatoriale à l'outre-mer) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition de M. Denez L'Hostis, pilote de la mission « mer et littoral » de France Nature Environnement et administrateur de l'Agence des aires marines protégées.

La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition du général Pierre Chavancy, chef de la division emploi à l'État-major des armées et de M. Axel Moracchini, officier traitant « forces de souveraineté ».

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (commission des affaires sociales) : Réforme de la biologie médicale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Association des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) - Communication de Mme Karine Claireaux.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » (et article 70) et communication sur le contrôle budgétaire relatif à l'aide au fret - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 778 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 779 (2012-2013)** (p. 7574, 7575).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 779 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 778 (2012-2013)**, - (23 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 7595). (p. 7595). (p. 7595).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Article 3 ter (nouveau)** (*Application de la loi organique dans les collectivités régies par le principe de spécialité législative*) (p. 8703, 8704).

CLÉACH (Marcel-Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des mairies quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de l'étude de faisabilité de MM. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et Christian Bataille, député, sur les « techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste ».

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'entente entre la France et le Québec relative à l'Office franco-québécois pour la jeunesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à

l'application de garanties en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accueil des personnes handicapées - Approbation de l'accord-cadre entre la France et la Belgique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi relative à la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du lundi 21 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Examen des amendements du Gouvernement.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique européenne de la pêche** - (25 avril 2013) (p. 4074, 4076).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures** [n° 136 (2013-2014)] - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11583, 11586). - **Article 3** (*Gage*) (p. 11604, 11605).

COHEN (Laurence)
sénatrice (Val-de-Marne)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Membre suppléant du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes le 7 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)] - Élection des sénatrices et des sénateurs: vers plus d'égalité? [n° 533 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Direction de l'action du Gouvernement : Mildt [n° 159 tome 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : « Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

« Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, et de M. Guy Geoffroy, député.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Luc Allaire, directeur et Xavier Dupont, directeur des établissements et services médico-sociaux de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution et proxénétisme - Audition de M. Grégoire Théry, secrétaire général du mouvement du Nid-France, membre du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, accompagné de Mme Claire Quidet, porte-parole du collectif Abolition 2012.

Prostitution et proxénétisme - Audition de M. Yann Sourisseau, commissaire de police, chef de l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH) à la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ).

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Assistance médicale à la procréation (AMP) - Organisation d'États généraux par le Comité consultatif national d'éthique.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations patronales.

Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales non signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Election des sénateurs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen de l'amendement du Gouvernement sur les conclusions de la commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes et culture - Audition de Mme Jackie Buet, cofondatrice et directrice du Festival International de Films de Femmes de Créteil et du Val-de-Marne, responsable des programmes et des activités de diffusion à l'année, auteure et coordinatrice générale de l'ouvrage, membre du projet IRIS, Centre de Ressources Multimédia sur la création audiovisuelle des femmes.

Femmes et culture - Audition de Mme Sophie Hutin, membre du Collectif « La Barbe ».

Questions diverses.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Médicaments génériques - Première table ronde consacrée à l'équivalence entre principes et générique.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Projet de restructuration de l'Hôtel Dieu - Audition de M. Alain Carini et Mmes Graziella Raso et Rose-May Rousseau-Saxemard, représentants de l'Union syndicale Confédération générale du travail (CGT) de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), de M. Stéphane Roux, représentant Sud-santé et du Dr Gérard Kierzek, médecin urgentiste à l'AP-HP.

Projet de restructuration de l'Hôtel Dieu - Audition de Mme Mireille Faugère, directrice générale de l'Assistance publique hôpitaux de Paris (AP-HP), le Pr Loïc Capron, président de la commission médicale d'établissement, et le Pr Jean-Yves Fagon, préfigurateur du volet « soins » de l'hôpital universitaire de santé publique.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions

conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition du Pr Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé sur le rapport d'activité de la HAS pour 2012.

Droits et protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et modalités de leur prise en charge - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (organisations patronales).

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Situation sociale des personnes prostituées - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2007-1224 du 21 août 2007 relative à la continuité du service public dans les transports terrestres de voyageurs (« service minimum ») - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport d'information et des recommandations.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen des amendements.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du lundi 18 novembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » action « Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de M. Jean-Pierre Godefroy et de Mme Chantal Jouanno.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 749, 750). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification de l'ordonnance relative à la biologie médicale*) (p. 754, 755). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 755). (p. 756). - **Article 4** (*art. L. 1223-1, L. 6211-13, L. 6211-17 et L. 6223-5 du code de la santé publique - Organisation des établissements de transfusion sanguine et conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale*) (p. 763). (p. 765). (p. 766). (p. 766). (p. 766, 767). - **Article 5** (*art. L. 6211-21 du code de la santé publique - Interdiction des ristournes*) (p. 767, 768). - **Article 6** (*art. L. 6213-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Nomination dans les centres hospitaliers et*

universitaires de personnes non titulaires du diplôme d'études spécialisées de biologie médicale) (p. 770, 771).

- **Suite de la discussion** (5 février 2013) - **Article 7** (art. L. 1434-9, L. 4352-4, L. 4352-3-1 et L. 4352-3-2 [nouveaux], L. 4352-7, L. 53-11-1, L. 6211-12, L. 6211-18, L. 6212-4, L. 6213-2, L. 6213-3, L. 6213-4, L. 6213-6, L. 6213-10, L. 6213-10-1, L. 6221-9, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6223-3, L. 6223-5, L. 6231-1, L. 6231-3 [nouveau], L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-5-1[nouveau], L. 6242-3 du code de la santé publique ; art. L. 145-5-6 et L. 162-13-1 du code de la sécurité sociale ; art. 7, 8 et 9 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Qualité de la biologie médicale) (p. 818). (p. 824). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 6211-8 [nouveau] du code de la santé publique - Situation d'urgence) (p. 827). - **Article 8** (art. L. 6223-8 [nouveau] du code de la santé publique - Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale) (p. 829). (p. 830, 831). (p. 832). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 840). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 843, 844). (p. 846).

- **Questions cribles thématiques sur la gynécologie médicale** - (14 février 2013) (p. 1300). (p. 1301).

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2 [n° 560 (2011-2012)]** - (27 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1575, 1577).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1650, 1651).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2554, 2555). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2568). (p. 2573).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie pharmaceutique** - (4 avril 2013) (p. 2705, 2706).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3044, 3045).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3420, 3421).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports - Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3468, 3469).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3476, 3477).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des hôpitaux** - (18 avril 2013) (p. 3486). (p. 3487).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)] (suite)** - (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3495, 3496). (p. 3504). (p. 3508). (p. 3510). (p. 3520). (p. 3524, 3525). (p. 3529). (p. 3536, 3537). (p. 3540). (p. 3543).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) (p. 3584). (p. 3594). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3645). (p. 3646). (p. 3650, 3651). (p. 3651). - **Article 3** (art. L. 1222-12 à

L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - Mobilité volontaire sécurisée) (p. 3662). (p. 3666, 3667).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 3753). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 3770). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3775, 3776). - **Article 7** (art. L. 5422-12 du code du travail - Modulation des cotisations d'assurance chômage) (p. 3779). (p. 3782). (p. 3782, 3783). - **Article 8** (art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel) (p. 3792, 3793). (p. 3796). (p. 3798, 3799). (p. 3801, 3802). (p. 3805). (p. 3807).

- **Débat sur la politique vaccinale de la France** - (23 avril 2013) (p. 3935, 3936).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4125, 4126).

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2 [n° 560 (2011-2012)]** - (16 mai 2013) - **Article 1er** (art. L. 2531-4 du code des collectivités territoriales - Harmonisation du plafond du versement transport à l'ensemble de la région Ile-de-France) (p. 4242, 4243). (p. 4243, 4244).

- **Question orale avec débat sur le devenir de la politique familiale en France** - (16 mai 2013) (p. 4250, 4252).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale - Commission mixte paritaire [n° 493 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4261, 4263).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (23 mai 2013) - **Article 14 bis** (art. L. 213-2-1 [nouveau] du code de l'éducation - Utilisation des locaux et équipements scolaires des collèges en dehors du temps scolaire) (p. 4521, 4522). - **Article 15** (art. L. 214-6-2 [nouveau] du code de l'éducation - Utilisation des locaux et équipements scolaires des lycées et établissements régionaux d'enseignement adapté) (p. 4523). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-12 du code de l'éducation - Élaboration et mise en œuvre par la région du service public régional de la formation professionnelle) (p. 4523, 4524). (p. 4524). (p. 4524). - **Article 18** (art. L. 214-13-1 [nouveau] du code de l'éducation - Élaboration et mise en œuvre de la carte régionale des formations professionnelles initiales) (p. 4527, 4528). - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil supérieur des programmes) (p. 4536).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 32 B (nouveau)** (Compétence des représentants légaux de l'élève dans la prise de décision de son orientation) (p. 4607, 4608). - **Article 36** (art. L. 332-6 du code de l'éducation - Conditions d'attribution du brevet) (p. 4616). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 4684, 4685). (p. 4703).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (31 mai 2013) - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 5181). (p. 5182).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** - (11 juin 2013) (p. 5738, 5739).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5821, 5822).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Création expérimentale et prise en charge des maisons de

naissance) (p. 5858, 5859). (p. 5858, 5859). (p. 5862). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Définition et financement des "maisons de naissance" - Dérogation aux art. L. 1434-2, L. 1434-7 et L. 6122-1 du code de la santé publique*) (p. 5864, 5865). (p. 5865). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions de fonctionnement - Autorisation d'ouverture et suspension*) (p. 5866). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de l'expérimentation*) (p. 5868). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5868).

- **Proposition de loi visant à instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus [n° 605 (2011-2012)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5876, 5877).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5923). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5945). - **Intitulé du projet de loi** (p. 5968, 5969).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7627, 7629). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 112-1 du code de la mutualité - Possibilité pour les mutuelles de moduler le niveau des prestations selon le professionnel de santé consulté*) (p. 7637). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7657, 7658).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 836 (2012-2013)]** - (13 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8237, 8239). - **Article 1er** (*art. L. 3211-2-1, L. 3211-2-2, L. 3211-3 et L. 3211-12-5 du code de la santé publique - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins psychiatriques sans leur consentement*) (p. 8244, 8245). (p. 8245, 8246). (p. 8248). (p. 8248). - **Article 5** (*art. L. 3211-12-1 du code de la santé publique - Réforme des modalités de contrôle systématique du juge des libertés sur les mesures de soins sans consentement en hospitalisation complète*) (p. 8252). (p. 8253). (p. 8254). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3211-12-4 du code de la santé publique - Précisions sur la procédure d'appel*) (p. 8256, 8257). - **Article 7** (*art. L. 3212-4, L. 3212-7 et L. 3212-9 du code de la santé publique - Simplification des procédures dans le cadre d'une mesure de soins sans consentement à la demande d'un tiers*) (p. 8259). (p. 8259). - **Article 8** (*art. L. 3213-1, L. 3213-3, L. 3213-5, L. 3213-7, L. 3213-8 et L. 3213-9-1 du code de la santé publique - Clarification des procédures applicables aux personnes déclarées pénalement irresponsables et aux cas de désaccord entre psychiatre et préfet*) (p. 8263).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8458, 8459). (p. 8459). (p. 8460). - **Article 3** (*art. 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 - Interdiction de soumissionner aux marchés publics*) (p. 8463). (p. 8463, 8464). (p. 8464). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 8468). (p. 8468).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8491). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 8500). (p. 8500). (p. 8501). (p. 8503). (p. 8503). (p. 8504). (p. 8506). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8567). (p. 8571). (p. 8572). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8591).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge -**

Commission mixte paritaire [n° 817 (2012-2013)] - (19 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8725, 8726).

- **Question orale sur la taxe sur la valeur ajoutée et les transports publics** - (1er octobre 2013) (p. 8767). (p. 8768).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris*) (p. 9035). - **Article 12 (précédemment réservé)** (*art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9076).

- **Débat sur le marché du médicament et des produits de santé** - (17 octobre 2013) (p. 9704, 9705).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10565). - **Article 1er** (*art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 10581, 10582). (p. 10587). (p. 10588). (p. 10593, 10594).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10634). (p. 10637, 10638). (p. 10650). (p. 10658). (p. 10659). (p. 10668). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10672). - **Article 2** (*art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035*) (p. 10678). (p. 10685, 10686). - **Article 3** (*art. L. 114-2, L. 114-4, L. 114-4-2, L. 114-4-3 et L. 135-6 du code de la sécurité sociale - Création d'un dispositif de pilotage annuel du système de retraite*) (p. 10700).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) (p. 10717, 10718). - **Article 4** (*art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite*) (p. 10722, 10723). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10739). - **Article 5** (*art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions*) (p. 10745). (p. 10752). (p. 10752). - **Article 6** (*art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 10768). (p. 10770). (p. 10771, 10772).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 8** (*art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - Accords en faveur de la prévention de la pénibilité*) (p. 10812). (p. 10815, 10816). (p. 10816).

- **Rappel au règlement** - (31 octobre 2013) (p. 10836, 10837).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)] (suite)** - (31 octobre 2013) - **Article 10** (*art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité*) (p. 10840). - **Article 10 bis (nouveau)** (*Rapport sur la situation des personnes exclues du bénéfice de l'allocation transitoire de solidarité*) (p. 10851).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 10880). (p. 10881). (p. 10883). - **Article 13** (*Rapport du Gouvernement sur la refonte des avantages familiaux de retraite*) (p. 10884). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 10890). - **Article 14** (*art. L. 351-2 du code de la sécurité sociale - Assouplissement des conditions d'acquisition de trimestres pour les assurés à faible rémunération*) (p. 10891). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10892). - **Article 15** (*art. L. 351-1-1, L. 634-3-2, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de*

la sécurité sociale ; art. L. 732-18-1 du code rural et de la pêche maritime - *Elargissement du dispositif de retraite anticipée pour carrière longue* (p. 10893). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite*) (p. 10897, 10898). (p. 10898). (p. 10901). (p. 10903). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 10906). (p. 10906). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10908). (p. 10910, 10911). - **Article 19** (art. L. 742-6 du code de la sécurité sociale et art. L. 722-17 du code rural et de la pêche maritime - *Amélioration des droits à la retraite des conjoints collaborateurs*) (p. 10911, 10912). (p. 10913). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 10919, 10920). (p. 10920). - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés*) (p. 10921). (p. 10923). (p. 10928). - **Article 25** (art. L. 381-1, L. 753-6, L. 634-2, L. 643-1-1, L. 723-10-1-1 et L. 351-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-38 du code rural et de la pêche maritime - *Renforcement des droits à retraite des aidants familiaux de personnes handicapées*) (p. 10932). (p. 10934). (p. 10934). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10936).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 29** (art. L. 161-22-2 [nouveau], L. 173-1-3 [nouveau] et L. 351-9 du code de la sécurité sociale - *Mutualisation du service des petites pensions*) (p. 10960, 10961). - **Article 30** (*Débat annuel sur les retraites dans la fonction publique*) (p. 10963). - **Article 31** (art. L. 732-58, L. 732-58-1 [nouveau], L. 732-59, L. 732-60 et L. 732-60-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Pilotage du régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles*) (p. 10965). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10985, 10986). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10994, 10995).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11290).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 3** (*Transfert des excédents du Fonds pour l'emploi hospitalier*) (p. 11309). (p. 11310). - **Article 5** (*Ajustement pour 2013 des montants du Fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés, de l'Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires et de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux*) (p. 11315).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11358). (p. 11360). (p. 11363). - **Article 11** (art. L. 161-45 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5123-5 et L. 5211-5-1 du code de la santé publique ; art. 1635 bis AF, 1635 bis AG et 1635 bis AH [nouveaux] du code général des impôts - *Financement de la Haute autorité de santé*) (p. 11375, 11376). (p. 11376). - **Article 12** (art. 238 bis GC, 1600-0 N, 1600-0 Q

du code général des impôts ; art. L. 166 D du livre des procédures fiscales ; art. L. 5121-18 du code de la santé publique ; art. L. 245-2 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - *Fusion de la contribution sur le chiffre d'affaires des laboratoires et de la taxe sur les premières ventes de médicaments*) (p. 11378). (p. 11379). (p. 11380). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 11385). - **Article 15** (art. L. 131-8, L. 135-3, L. 136-8, L. 137-13, L. 137-14, L. 137-16, L. 137-18, L. 137-19, L. 137-24, L. 139-1, L. 241-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, lois n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 et n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 - *Mesures de transferts de recettes*) (p. 11393).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Article 24** (*affectation à la Caisse nationale d'assurance maladie des excédents de la Caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières*) (p. 11458). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 11482, 11483).

- **Nouvelle lecture [n° 170 (2013-2014)]** - (28 novembre 2013) - **Question préalable** (p. 12375, 12377).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12725).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Nouvelle lecture [n° 190 (2013-2014)]** - (16 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13020, 13021). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Principes et objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 13027). (p. 13028). (p. 13031). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Détermination de la durée d'assurance*) (p. 13032). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Fiche de prévention des expositions aux facteurs de risques professionnels*) (p. 13040). (p. 13041). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 13046). (p. 13046). - **Article 6 bis** (p. 13047). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 13047). - **Article 9** (p. 13048). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur les pensions de révision*) (p. 13052). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite*) (p. 13054). - **Article 17** (*Cotisations dues au titre de l'emploi des apprentis*) (p. 13055) - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Amélioration des droits à pension des conjoints collaborateurs*) (p. 13056). (p. 13056). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (*Elargissement de l'accès à la retraite anticipée pour les travailleurs handicapés*) (p. 13061). (p. 13061). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13071).

COINTAT (Christian)
*sénateur (Français établis hors de
France - Série C 2)*
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre titulaire de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises le 21 juin 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013 ; puis vice-président le 18 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen [n° 48 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi organique relative à la présentation par les conseillers consulaires d'un candidat à l'élection du Président de la République [n° 119 (2013-2014)] (5 novembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Collectivités d'outre-mer, Nouvelle-Calédonie et TAAF [n° 162 tome 3 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition de M. Denez L'Hostis, pilote de la mission « mer et littoral » de France Nature Environnement et administrateur de l'Agence des aires marines protégées.

La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition du général Pierre Chavancy, chef de la division emploi à l'État-major des armées et de M. Axel Moracchini, officier traitant « forces de souveraineté ».

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*): Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du vendredi 18 janvier 2013 (*commission des lois*): Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*): Audition de M. Serge Blisko, président de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires.

Table ronde « Accès aux données environnementales publiques ».

Réunion du lundi 28 janvier 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Communication.

Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jean Hauser, professeur émérite de droit privé à l'Université Montesquieu Bordeaux IV.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Florence Millet, maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice, et Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Audition de Mme Nicole Maestracci, candidate proposée par M. le Président de la République à la nomination au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du lundi 18 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors

de France - Examen des amendements aux textes de la commission.

Représentation des Français établis hors de France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Comité national de l'initiative française sur les récifs coralliens (IFRECOR) - Communication.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des DOM - Examen de la proposition de résolution européenne sur le renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des DOM.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Dominique Baudis, défenseur des droits.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution et projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Examen du rapport et des textes de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de M. Jean-Claude Marin, procureur général près la Cour de cassation.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Organisme extraparlamentaire - Désignation de candidats.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen des amendements aux textes de la commission.

Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Pierre Avril, professeur émérite de droit public, M. Olivier Beaud, professeur de droit public, Mme Julie Benetti, professeur de droit public et M. Dominique Rousseau, professeur de droit public.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Examen des pétitions adressées au président du Sénat.

Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des lois*) : Indemnisation des personnes victimes de prise d'otages - Examen des amendements au texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer et le projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer (mission « Outre-mer »).

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer », « crédits affectés aux départements d'outre-mer » et « crédits affectés aux collectivités d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et aux TAAF » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1422).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales) (p. 1610, 1611).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections [n° 358 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1636, 1637). (p. 1638, 1639).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 425 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - **Article unique** (Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger) (p. 1982).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - **Article 1er** (Détermination des instances représentatives des Français établis hors de France) (p. 1983). - **Article 2** (Composition et compétences du conseil consulaire) (p. 1985). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1986). (p. 1986). (p. 1987). - **Article 19** (Modalités d'application) (p. 1989). (p. 1991). (p. 1991). - **Articles additionnels avant l'article 20 A** (p. 1992). - **Articles additionnels après l'article 20 C** (p. 1994). (p. 1996, 1997). (p. 1998).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2013) - **Article 22** (Fonction consultative de l'Assemblée des Français de l'étranger) (p. 2014). (p. 2014). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2015). (p. 2015). (p. 2017). - **Article 29** (Modalités d'application) (p. 2019). (p. 2020). - **Article 29 bis (nouveau)** (Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins) (p. 2021). (p. 2023). - **Article 29 octies (nouveau) (réservé)** (Retrait de candidature et décès des candidats) (p. 2031). (p. 2031). - **Article 29 nonies (nouveau)** (Information des électeurs, circulaires électorales et règles de financement des campagnes électorales) (p. 2035). - **Article 29 decies (nouveau)** (Modalités de vote) (p. 2040). (p. 2040). (p. 2041). (p. 2042). - **Article additionnel après l'article 29 duodecies** (p. 2044). - **Article 29 terdecies et tableau n°1 annexé (nouveaux)** (Nombre et répartition des conseillers consulaires et découpage des circonscriptions électorales) (p. 2062). (p. 2062). (p. 2062, 2063). - **Article 29 vicies et tableau annexé (nouveaux)** (Découpage des circonscriptions électorales et démission d'office) (p. 2068). (p. 2070). - **Article 33 octies (nouveau)** (Modalités matérielles du vote) (p. 2076, 2077). (p. 2077). (p. 2080). - **Article additionnel après l'article 33 undecies** (p. 2081). - **Article 33 duodecies (nouveau)** (Dispositions pénales applicables aux infractions à la législation électorale relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France) (p. 2082). - **Article additionnel avant l'article 34** (p. 2082). - **Article 36 (Supprimé)** (art. 13, 16, 18, 20, 21, 22, 23 et chapitre V de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs - Modification des règles relatives à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de

France) (p. 2083). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2085).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2806).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (5 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 2849).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2894, 2895).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5918). (p. 5925). (p. 5929).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture [n° 684 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Article 1er** (*Détermination des instances représentatives des Français établis hors de France*) (p. 6597). - **Article 2** (*Composition et compétences du conseil consulaire*) (p. 6597, 6598). (p. 6599, 6600). (p. 6601). - **Article 19** (*Modalités d'application*) (p. 6602). - **Article 20 AA** (*Première réunion de l'Assemblée des Français de l'étranger après son renouvellement général*) (p. 6602). - **Article 20 A** (*Élection du président et du bureau de l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 6603). - **Article 29 bis** (*Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins*) (p. 6605). - **Article 29 ter** (*Dispositions électorales applicables à l'élection des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 6607). - **Article 29 decies**

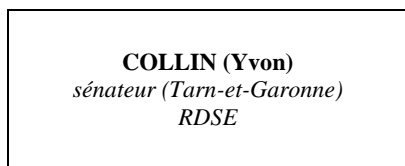
(*Modalités de vote*) (p. 6611, 6612). - **Article 33 bis** (*Collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 6622). - **Article 33 quater** (*Déclarations de candidature pour l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 6623). - **Article 33 octies** (*Modalités matérielles du vote*) (p. 6624). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6625, 6626).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Article 1er** (*art. 64 de la Constitution - Mission du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 6827).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 779 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 7593, 7594).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Commission mixte paritaire [n° 59 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 58 (2013-2014)** (p. 9731, 9732).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 58 (2013-2014)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 59 (2013-2014)**. - (17 octobre 2013) - **Article 1er bis** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances pour la répression des infractions au droit local de l'environnement à Saint-Barthélemy*) (p. 9749).



COLLIN (Yvon)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013 ; puis vice-président le 14 mai 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013 (9 décembre 2013).

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du Comité stratégique de l'Agence du service civique.

Membre suppléant du Conseil national du numérique (formation élargie) le 27 mars 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 23 avril 2013.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 682 (2011-2012)] pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 287 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Définir l'ambition de l'APD française dans l'énergie et s'inspirer des succès marocains [n° 804 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des lois : Les outils fonciers des collectivités locales : comment renforcer des dispositifs encore trop méconnus ? [n° 1 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Aide publique au développement [n° 156 tome 3 annexe 4 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des finances*) : Mission d'expertise sur la fiscalité de l'économie numérique - Audition de MM. Pierre Collin, conseiller d'Etat, et Nicolas Colin, inspecteur des finances.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Thibaud Collin, philosophe.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des finances*) : Recensement et comptabilisation des engagements financiers hors bilan de l'Etat - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des départements d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Anne Paugam, candidate désignée aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement - Avis et résultat du scrutin.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Réunion de la délégation : audition de M. Frank Pacard, directeur général adjoint chargé de l'enseignement de l'École polytechnique.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des finances*) : Perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des finances*) : Aides à la presse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des finances*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) - Contrôle budgétaire - Communication de M. Vincent Delahaye, rapporteur spécial.

Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Préfectures et réorganisation territoriale de l'État - Contrôle budgétaire - Communication de Mme Michèle André, rapporteure spéciale.

Situation économique et financière de la Lettonie avant son entrée dans la zone euro au 1er janvier 2014 - Communication de M. François Marc, rapporteur général.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Claude Belot, rapporteur spécial, sur la mission « Médias, livre et industries culturelles » et sur le compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Yvon Collin et Mme Fabienne Keller, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Aide publique au développement » et sur le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Gattaz, président du MEDEF.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. François Rebsamen, rapporteur spécial, sur la mission « Égalité des territoires, logement et ville » (et articles 64 à 66).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et comptes

d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et « Participations financières de l'État » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la fracture sanitaire** - (15 janvier 2013) (p. 19, 20). (p. 20).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 716, 719).

- **Questions cribles thématiques sur le commerce extérieur** - (31 janvier 2013) (p. 738). (p. 739).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 [n° 325 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1010).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale [n° 136 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 135 (2012-2013)** (p. 1024, 1025).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Sultanat d'Oman en vue d'éviter les doubles impositions [n° 135 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 136 (2012-2013)**.

- **Questions cribles thématiques sur la gynécologie médicale** - (14 février 2013) (p. 1302). (p. 1302).

- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1425, 1427).

- **Débat sur le développement dans les relations Nord-Sud** - (21 février 2013) (p. 1501, 1502).

- **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 559 (2012-2013)]** - (28 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4929, 4930).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (*art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5446, 5447).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article 30 (précédemment réservé)** (*art L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun*) (p. 5513).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6063).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations** - (20 juin 2013) (p. 6112).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6441, 6442).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Article 11** (*art. L. 631-2, L. 631-2-1, L. 631-2-2 et L. 631-2-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Création du Haut conseil de stabilité financière*) (p. 6496). - **Article 18** (*art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance-emprunteur*) (p. 6515). (p. 6515). (p. 6516). (p. 6518). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6523, 6524).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des caisses d'allocations familiales** - (27 juin 2013) (p. 6578). (p. 6578).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture [n° 684 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6595, 6596).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6669).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 710 (2012-2013)]** - (4 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6877, 6878).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Commission mixte paritaire [n° 751 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7404, 7405).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9464, 9465).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9509, 9510).

- **Question orale sur la formation de la police municipale** - (15 octobre 2013) (p. 9544, 9545). (p. 9545).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013, suivi d'un débat interactif et spontané** - (16 octobre 2013) (p. 9640, 9641). (p. 9650).

- **Débat sur la politique d'aménagement du territoire** - (18 novembre 2013) (p. 11521).

- **Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 125 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11623, 11624).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11655, 11657). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 11665). (p. 11667). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11699).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11795, 11796).

- **Question orale avec débat sur la gestion et la conservation des scellés judiciaires** - (22 novembre 2013) (p. 11833, 11834).

- Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] (suite)

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu de l'année 2014 et revalorisation exceptionnelle de la décote) (p. 11843). (p. 11843). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11854). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11878). (p. 11885). (p. 11887). (p. 11891). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11907).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12141). (p. 12144). (p. 12145). - **Articles additionnels après l'article 23 bis** (p. 12170). (p. 12171). (p. 12172). - **Article 24** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au

développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 12176, 12177). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 12209). - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quater viciés A, art. 1609 septviciés et art. 1609 novovicés du code général des impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 12220). (p. 12220).

- **Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)]** - (11 décembre 2013) - **Article unique** (p. 12666).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12727).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12783, 12784).

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2013) (p. 13137).

COLLOMB (Gérard)
sénateur (Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Contexte et conditions de la création de la future Euro-métropole lyonnaise : compte rendu de la réunion avec le conseil général du Rhône et la communauté urbaine de Lyon.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5062, 5064). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5086, 5088).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5112, 5113).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5301, 5302). (p. 5309). (p. 5312). (p. 5313). (p. 5313). (p. 5313). (p. 5316). (p. 5316). (p. 5317). (p. 5317). (p. 5319). (p. 5322).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) (p. 5366). (p. 5367). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 5371, 5372). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2581-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime législatif des communes de l'aire métropolitaine) (p. 5373). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1001, 1582, 1599 L (nouveau), 1599 M (nouveau), 1599 N (nouveau), 1599 O (nouveau), 1599 P (nouveau), 1609 nonies C du code général des impôts - Adaptation au CGI de la création de la Métropole de Lyon) (p. 5376). (p. 5377). - **Article 25** (art. 1424-69 à 1424-76 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours) (p. 5381). (p. 5381). - **Article 26** (Prorogation du mandat des délégués communautaires de la communauté urbaine de Lyon) (p. 5384). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 5385). (p. 5385). - **Article 28 bis (nouveau)** (Dispositions transitoires pour l'élection des conseillers métropolitains en 2014) (p. 5386). - **Article 28 sexies (nouveau)** (Possibilité pour les maires de s'opposer au transfert d'office de certains pouvoirs de police au président de la Métropole de Lyon) (p. 5388). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5400, 5401). (p. 5415). (p. 5429). (p. 5434). (p. 5439).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun) (p. 5484). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte, par les régions, des orientations économiques prises par une métropole) (p. 5554).

- **Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8895, 8896). - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8925).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3663-7 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la métropole de Lyon) (p. 8985). (p. 8993). (p. 8993). (p. 8994). (p. 8994). (p. 8995). (p. 8996). (p. 8999). (p. 8999). (p. 9000). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1001, 1582, 1599 L (nouveau), 1599 M (nouveau), 1599 N (nouveau), 1599 O (nouveau), 1599 P (nouveau), 1609 nonies C du code général des impôts - Adaptation du code général des impôts à la création de la métropole de Lyon) (p. 9015). (p. 9016). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-8 du code du patrimoine - Élargissement de la compétence des archives départementales du Rhône aux archives de la métropole de Lyon) (p. 9016). (p. 9016). - **Article 28 ter** (Prorogation du mandat de l'exécutif de la communauté urbaine après la création de la métropole de Lyon) (p. 9018). - **Article 29** (Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier de la métropole de Lyon) (p. 9021). - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9048, 9049). (p. 9075).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2013) - **Article 36 bis** (art. L. 2213-6, L. 2331-4, L. 2333-87 et L. 2573-50 du code général des collectivités territoriales, art. L. 411-1 du code de la route, art. L. 2125-9 [nouveau], L. 2321-3-1 [nouveau], L. 2323-3 et L. 2323-5 du code général de la propriété des personnes publiques et art. 1635 bis Q du code général des impôts - Dépénalisation des infractions au stationnement payant sur voirie) (p. 9301). - **Article 38** (art. L. 3121-11, L. 6332-2, L. 6733-1, L. 6741-1, L. 6763-4, L. 6773-4-1, L. 6783-5 et L. 6332-2 du code des transports - Coordinations) (p. 9308). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des

collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines (p. 9321).

- *Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]* - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13168, 13170).

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013 ; puis vice-président le 18 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 511 (2012-2013)] visant à moderniser le régime des sections de commune [n° 540 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 381 (2012-2013)] tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 542 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 13 (2013-2014)] portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 120 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) :
Nomination d'un rapporteur.

Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) :
Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Audition de Mme Nicole Maestracci, candidate proposée par M. le Président de la République à la nomination au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) :
Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) :
Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 18 mars 2013 (*commission des lois*) :
Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) :
Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Protection des données personnelles - Communication.

Protection pénale des forces de sécurité et usage des armes à feu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) :
Questions diverses - Calendrier législatif.

Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements du rapporteur.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) :
Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul de l'indemnité de fonction des parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime des sections de commune - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

Représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) :
Interdiction du cumul des indemnités de fonction des parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime des sections de commune - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) :
Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) :
Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) :
Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des lois*) :
Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) :
Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) :
Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) :
Echange de vues sur la création éventuelle d'un groupe de travail sur les tranches démographiques prises en compte pour la désignation des électeurs pour l'élection des sénateurs.

Transparence de la vie publique - Audition de M. Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

Transparence de la vie publique - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'Etat, président de la commission pour la transparence financière de la vie politique.

Transparence de la vie publique - Auditions des représentants d'associations.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des lois*) :
Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen des amendements du gouvernement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) :
Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) :
Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Transparence de la vie publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Transparence de la vie publique - Échange de vues et désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du vendredi 12 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen du texte.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Fixation du nombre et répartition des sièges de conseiller de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Organisation des travaux.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Échanges liminaires.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des lois*) : Publication de l'étude annuelle 2013 du Conseil d'État consacrée au « droit souple » - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études, M. Jacky Richard, rapporteur général de la section du rapport et des études, et M. Laurent Cytermann, rapporteur général adjoint de la section du rapport et des études.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Application de l'article 40 de la Constitution - Communication sur les suites de l'échange de vues entre une délégation de la commission des lois et MM. Philippe Marini, président et François Marc, rapporteur général de la commission des finances.

Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité », mission « Immigration, asile et intégration » et mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Administration territoriale » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 129, 130).

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 192). (p. 214). (p. 216). (p. 219, 220). - **Article 3** (*art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons*) (p. 237). (p. 237).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 279). (p. 279). (p. 280). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 252 du code électoral - Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 287, 288). (p. 294). (p. 294). (p. 294). (p. 294). (p. 295). (p. 297). - **Article 16 bis (nouveau)** (*art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - Effectif des conseils municipaux*) (p. 299).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 605, 606). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 612). (p. 612). (p. 613). (p. 614). (p. 618). (p. 620). - **Article 1er** (*art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes*) (p. 623). - **Article 2 ter (nouveau)** (*art. L. 2123-2 du code général des collectivités territoriales - Crédit d'heures ouvert aux élus municipaux*) (p. 636). - **Article 6** (*art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - Dépenses de formation*) (p. 644, 645). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 647). (p. 647, 648). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 652, 653).

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 689-11 du code de procédure pénale relatif à la compétence territoriale du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale [n° 354 (2012-2013)]** - (26 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1525, 1526). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1533).

- **Question orale sur le transfert d'une officine de pharmacie dans la commune de Régusse (Var)** - (12 mars 2013) (p. 1680). (p. 1681).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3121-1 du code général des collectivités territoriales - Affirmation du département en tant que représentant de la population et des territoires) (p. 1770, 1771). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1773, 1774). - **Discussion générale** (p. 1783). (p. 1785). (p. 1792). (p. 1794).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) (p. 1823). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons par département) (p. 1831). - **Article 5** (art. L. 193 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1834). - **Article 8** (art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature) (p. 1840). - **Article 9** (art. L. 221 du code électoral - Remplacement des conseillers départementaux) (p. 1844). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de contentieux électoral) (p. 1846). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-11, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales) (p. 1847). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - Contentieux des comptes de campagne) (p. 1848). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 51, L. 52-3, L. 52-19 (nouveau), L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 212, L. 216, L. 223-1, L. 562 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-2, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales - Dispositions de coordination) (p. 1848). - **Article 14** (art. L. 3122-1 et L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents) (p. 1850). - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire) (p. 1865). - **Article 18 bis** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux) (p. 1877). - **Article 20** (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers communautaires) (p. 1885, 1886). (p. 1893). (p. 1897). - **Article additionnel après l'article 20 nonies** (p. 1911). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 1924).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 1er A** (art. L.O. 141 du code électoral - Conséquences de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats) (p. 1938). (p. 1939). - **Article 3** (Entrée en vigueur) (p. 1942).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 425 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1959, 1960). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi n° 425** (p. 1978).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - **Discussion générale**

commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013). - (19 mars 2013) - **Article 29 octies (nouveau) (réservé)** (*Retrait de candidature et décès des candidats*) (p. 2032). - **Article 36 (Supprimé)** (art. 13, 16, 18, 20, 21, 22, 23 et chapitre V de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs - Modification des règles relatives à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France) (p. 2083). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2086).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2124, 2125). - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 2137). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (*Remise d'un rapport sur l'impact de la présente loi sur la compétitivité du secteur bancaire français*) (p. 2138, 2139). (p. 2139). - **Article 1er** (art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - Filialisation des activités bancaires spéculatives) (p. 2151, 2152). (p. 2154). (p. 2156). (p. 2161). (p. 2167). (p. 2170). (p. 2170). (p. 2171). (p. 2171). (p. 2171). (p. 2172, 2173). (p. 2173). (p. 2175, 2176). (p. 2176).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Article 4 bis** (art. L. 511-45 du code monétaire et financier - Transparence des activités bancaires pays par pays) (p. 2197). (p. 2200). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 2204). (p. 2206). - **Articles additionnels après l'article 4 quater** (p. 2212). - **Articles additionnels après l'article 4 nonies** (p. 2234). (p. 2236). - **Article 5** (art. L. 612-1, L. 612-4, L. 612-8-1 [nouveau], L. 612-33, L. 612-5, L. 612-6, L. 612-7, L. 612-8, L. 612-12, L. 612-14, L. 612-15, L. 612-16, L. 612-19, L. 612-20, L. 612-36, L. 612-10, L. 612-38 du code monétaire et financier - Organisation et missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) (p. 2242).

- **Question orale sur la règle particulière régissant le financement des interventions de l'établissement public foncier de la région PACA** - (9 avril 2013) (p. 2960). (p. 2961).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Article 16 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 3324). - **Article 18 bis (Supprimé)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux) (p. 3327). - **Article 20** (art. L. 273-1 à L. 273-12 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers communautaires) (p. 3331). (p. 3332). (p. 3332, 3333). - **Article 20 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écurement des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 3335). - **Article 20 decies (Suppression maintenue)** (art. L. 338, L. 338-1, L. 346, L. 360, L. 361 et L. 363 du code électoral - Départementalisation du mode de scrutin régional) (p. 3340). (p. 3340). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 3344). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3351).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3394, 3395).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la

couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs (p. 3499). (p. 3515). (p. 3515).

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des biens sectionaux aux communes - Deuxième lecture [n° 541 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4142).

- Rapporteur - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2411-6 du code général des collectivités territoriales - *Coordination et clarifications rédactionnelles*) (p. 4150). - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2411-12-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Conséquences du transfert*) (p. 4151). - **Article 4 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales - *Régime des biens sectionaux à vocation agricole et pastorale*) (p. 4154). - **Vote sur l'ensemble** (p. 4155).

- **Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 545 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4162, 4163). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4170).

- **Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 543 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4173, 4174).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5058, 5059). - **Question préalable** (p. 5094).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5114). (p. 5120). (p. 5122). - **Article 1er (Supprimé)** (*Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales*) (p. 5127). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - *Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions*) (p. 5134). (p. 5146). (p. 5150). (p. 5150). (p. 5150). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences*) (p. 5158). (p. 5160). (p. 5163). (p. 5164). (p. 5170). (p. 5178). (p. 5180). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Mise en place des conférences territoriales de l'action publique*) (p. 5183). (p. 5184). (p. 5188). (p. 5190). (p. 5190). (p. 5193). (p. 5195). (p. 5197).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5225). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5271). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Statut particulier de la Métropole de Lyon*) (p. 5304).

- **Question orale sur la retraite au titre des travaux insalubres des ouvriers d'état du ministère de la défense** - (4 juin 2013) (p. 5348). (p. 5348).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)] (suite)** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5395, 5396). (p. 5404, 5405). (p. 5406). (p. 5431, 5432). (p. 5434). (p. 5435). (p. 5435). (p. 5437). (p. 5438). (p. 5438).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5463). (p. 5468). - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 5545, 5546). - **Article 32** (art. L. 3211-1-1 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Délégations de compétences départementales et régionales à la métropole*) (p. 5551). (p. 5552). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales - *Prise en compte, par les régions, des orientations économiques prises par une métropole*) (p. 5555). - **Article 34** (art. L. 5217-21 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Transfert des services et des personnels*) (p. 5559). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 5564). (p. 5564). - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 5565). (p. 5565, 5566). (p. 5569, 5570). (p. 5570). (p. 5571, 5572). (p. 5573). (p. 5575). (p. 5575). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5581).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine*) (p. 5604). - **Article 42** (art. L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines*) (p. 5618). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, fiscal, comptable et financier aux métropoles et à la métropole d'Aix-Marseille-Provence*) (p. 5622). (p. 5623). (p. 5623).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (6 juin 2013) (p. 5629).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)] (suite)** - (6 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 45 bis** (p. 5637). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 5643). (p. 5643). (p. 5645). - **Article 46** (*Mise à disposition ou transfert des services de l'État*) (p. 5647). (p. 5647). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (*Compensation financière des transferts de compétence*) (p. 5653). (p. 5653). (p. 5654).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Question préalable** (p. 5844).

- **Suite de la discussion** (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5919). (p. 5926). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - *Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants*) (p. 5933).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6710). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 237-1 et L. 273-4-1 du code électoral - *Régime d'incompatibilités du mandat communautaire*) (p. 6719). - **Article additionnel après l'article 3 B** (p. 6728). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 273-12 du code électoral - *Vacance de siège de conseiller communautaire dans les communes de moins de 1 000 habitants*) (p. 6728).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (4 juillet 2013) - **Article 2** (art. 65, 65-1 [nouveau] et 65-2 [nouveau] de la Constitution - *Pouvoirs et composition du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 6848). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6851).

- **Question orale sur le rôle de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques dans la prévention du risque inondation** - (9 juillet 2013) (p. 6969). (p. 6970).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7022, 7025). (p. 7028). (p. 7029).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2013) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7051). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5

[nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires (p. 7062). (p. 7063). (p. 7064). (p. 7064). (p. 7066). (p. 7066). (p. 7068, 7069). (p. 7069). (p. 7072, 7073). (p. 7073). (p. 7074). (p. 7079). (p. 7093, 7094). (p. 7095). (p. 7097). (p. 7097). (p. 7098). (p. 7100). (p. 7101). - **Rappel au règlement** (p. 7103). (p. 7104). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7105). (p. 7107). - **Discussion générale** (p. 7109). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7112). - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7116). (p. 7116, 7117). (p. 7120). (p. 7123). (p. 7123). (p. 7124). (p. 7125). (p. 7125). (p. 7126). (p. 7131).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7168). (p. 7168). (p. 7169). (p. 7169). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7183, 7184). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7193). (p. 7193). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7193).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Article 2** (Définition du conflit d'intérêts et obligations d'abstention) (p. 7208). (p. 7210). - **Article 3** (Déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7220, 7221). (p. 7221). - **Article 4** (Contrôle et publication des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7223). - **Article 10** (Périmètre des autres responsables publics soumis à l'obligation d'établir une déclaration de situation patrimoniale et une déclaration d'intérêts) (p. 7230). - **Article 11** (Publicité des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des autres responsables publics) (p. 7234). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7239). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 7245). - **Article 12** (Composition et organisation de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7249). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7254). - **Article 18** (Sanctions pénales applicables aux infractions aux règles relatives aux déclarations de situation patrimoniale et aux déclarations d'intérêts) (p. 7261). - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 7262). (p. 7263). - **Article 20** (art. 432-13 du code pénal - Modification du champ d'application et alourdissement des peines encourues pour le délit de « pantoufflage ») (p. 7263).

- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 781 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7604, 7605). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7614).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8894, 8895). - **Article 1er B** (supprimé) (Reconnaissance législative des principes d'autonomie financière des collectivités territoriales et de compensation intégrale des transferts de compétences) (p. 8916). (p. 8916). (p. 8917, 8918). - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8922).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8960). - **Article 5** (supprimé) (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Conséquence de la signature des projets de conventions territoriales d'exercice concerté d'une compétence) (p. 8970). - **Article 12** (précédemment réservé) (art. L. 5219-1

à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9071).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9121). (p. 9164, 9165). - **Article 13 bis** (précédemment réservé) (art. L. 143-3 et L. 321-1 du code de l'urbanisme - Fusion des établissements publics fonciers en Île-de-France) (p. 9183, 9184). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9209). (p. 9210). (p. 9210).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2013) (p. 9255). (p. 9259). (p. 9260). (p. 9260). (p. 9261). (p. 9261). - **Article 35 A** (art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un coefficient de mutualisation des services pour les établissements publics de coopération intercommunale) (p. 9271). - **Article 35 B** (art. L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5215-20, 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 211-7 du code de l'environnement, L. 211-7-2, L. 211-7-3 [nouveaux] du code de l'environnement - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) (p. 9274). (p. 9278). (p. 9281). (p. 9282). - **Article 35 C** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 213-12 du code de l'environnement - Renforcement du rôle des établissements publics territoriaux de bassin) (p. 9285). - **Article 35 D** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 554-1 et L. 562-8-1 du code de l'environnement, art. L. 566-12-1 et L. 566-12-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Protection et modalités de transfert des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions) (p. 9289). (p. 9290). - **Article 35 E** (Texte non modifié par la commission) (Dispositions transitoires) (p. 9291, 9292). (p. 9292). (p. 9292). (p. 9294). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 9316). (p. 9320). - **Article 45 bis A** (art. L. 5731-1, L. 5731-2, L. 5731-3 du code général des collectivités territoriales, art. 20 de la loi n° 2010-1563 de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 - Élargissement de la définition du pôle métropolitain) (p. 9323). - **Article 46** (Texte non modifié par la commission) (Mise à disposition ou transfert des services de l'État) (p. 9335). (p. 9335). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9341).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9938, 9939).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10113). - **Article 10** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation ; art. L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale ; art. L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation pour les bailleurs personnes morales de saisir la commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives, CCAPEX) (p. 10144). - **Article 14** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD) (p. 10161). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10177). - **Article 22** (art. 200-1 à 203-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dispositions relatives à l'habitat participatif) (p. 10184, 10185). - **Article 25** (art. 8-2 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 721-1 à L. 721-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Renforcement de

l'information des acquéreurs de lots de copropriété) (p. 10199). (p. 10200). - **Article 26** (art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 A, 18-1, 19-1, 19-2, 20, 21, 22, 23 et 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 - Gouvernement et gestion des copropriétés) (p. 10209). (p. 10210). (p. 10218).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 46 octies** (art. L. 634-1 à L. 634-5 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Déclaration de mise en location) (p. 10276, 10277). (p. 10277). (p. 10277). - **Article 48** (art. L. 342-1 à L. 342-20 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Création de l'Agence nationale de contrôle du logement social, ANCOLS) (p. 10299). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10313). (p. 10314). - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10321, 10322). (p. 10334). (p. 10344). - **Articles additionnels après l'article 58 B (priorité)** (p. 10347). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 10354). (p. 10355). (p. 10360). (p. 10363). (p. 10363). - **Articles additionnels après l'article 58 (priorité)** (p. 10377). - **Article 59 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 444-1, L. 111-4 et L. 121-1 du code de l'urbanisme - Obligation de prise en compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente sur le territoire dans les documents d'urbanisme) (p. 10379, 10380). (p. 10382, 10383). - **Article 61 (priorité)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 10389). (p. 10390).

CONWAY-MOURET (Hélène)
ministre déléguée auprès du ministre des
affaires étrangères, chargée des
Français de l'étranger

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur le référendum d'autodétermination au Sahara occidental** - (29 janvier 2013) (p. 565).

- **Question orale sur le bureau des douanes de Port-la-Nouvelle** - (19 février 2013) (p.1321, 1322).

- **Question orale sur les incidences dans le secteur de l'eau des propositions de la commission européenne sur l'avenir de la TVA** - (19 février 2013) (p. 1323).

- **Question orale sur la fermeture de la succursale biterroise de la Banque de France** - (19 février 2013) (p. 1323, 1324).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 425 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1950, 1954). (p. 1974, 1975). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi n° 425** (p. 1977). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi n° 426 rectifié** (p. 1981).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11700, 11702). - **Article 1er (supprimé)** (art. L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5215-20 et L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 211-7, L. 211-7-2 et L. 211-7-3 [nouveaux] du code de l'environnement - Compétence de gestion des milieux aquatiques et prévention contre les inondations) (p. 11717, 11718). - **Article 7** (art. L. 562-1 et L. 562-4-1 du code de l'environnement - Élaboration conjointe des PPRI et procédure de révision simplifiée) (p. 11718, 11719). (p. 11722, 11723). (p. 11723). (p. 11724). (p. 11725). - **Article 8** (art. L. 213-8 et L. 213-8-1 du code de l'environnement - Gouvernance au sein des instances délibérantes des comités de bassin et des agences de l'eau) (p. 11725, 11726). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11727). - **Article 10** (art. L. 724-1 du code de la sécurité intérieure - Réserves communales de sécurité civile) (p. 11729, 11730). - **Article 11** (art. L. 125-1 du code des assurances - Arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle) (p. 11730). - **Article 12** (art. L. 743 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Commission de suivi des opérations de reconstruction, de réhabilitation et d'indemnisation) (p. 11730). - **Article 15** (art. L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales - Remboursement anticipé des travaux de réparation éligibles au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 11730). - **Article 16 (supprimé)** (Dérogation aux règles de publicité et de mise en concurrence du code des marchés publics en cas de situation d'urgence impérieuse) (p. 11731). - **Article 17 (supprimé)** (art. L. 214-2 à L. 214-4 [nouveaux] du code des assurances - Instauration d'une assurance habitation obligatoire pour les propriétaires) (p. 11732). - **Article 21 (supprimé)** (art. L. 125-5 et L. 125-7 [nouveau] du code des assurances - Extension du régime d'assurance des risques de catastrophes naturelles aux dommages agricoles) (p. 11733). (p. 11733). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11733).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013)**. - (18 mars 2013) - **Article 1er** (Détermination des instances représentatives des Français établis hors de France) (p. 1983). - **Article 2** (Composition et compétences du conseil consulaire) (p. 1984). (p. 1985). (p. 1985). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1986). (p. 1987). - **Article 19** (Modalités d'application) (p. 1989). (p. 1990). (p. 1991). (p. 1991). (p. 1991). - **Articles additionnels avant l'article 20 A** (p. 1992). - **Article 20 B (nouveau)** (Règlement intérieur de l'Assemblée des Français de l'étranger) (p. 1993). (p. 1993). - **Article 20 C (nouveau)** (Réunions de l'Assemblée des Français de l'étranger) (p. 1994). - **Articles additionnels après l'article 20 C** (p. 1995). (p. 1998).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2013) - **Article 20** (Rapport du Gouvernement à l'Assemblée des Français de l'étranger) (p. 2012). (p. 2012). (p. 2013). - **Article 22** (Fonction consultative de l'Assemblée des Français de l'étranger) (p. 2014). (p. 2014). (p. 2015). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2015). (p. 2015, 2016). (p. 2016). (p. 2017). - **Article 29** (Modalités d'application) (p. 2019). (p. 2019). (p. 2020). - **Article 29 bis (nouveau)** (Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins) (p. 2020, 2021). (p. 2021). (p. 2022). - **Article 29 ter (nouveau)** (Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins) (p. 2023). - **Article 29 quater (nouveau)** (Conditions d'éligibilité) (p. 2024). (p. 2025). - **Article 29 quinquies (nouveau)** (Inéligibilités) (p. 2027). (p. 2027). - **Article additionnel après l'article 29 quinquies** (p. 2028). - **Article 29 septies (nouveau)** (Procédure de dépôt et d'enregistrement des déclarations de candidature) (p. 2030).

(p. 2030). - **Article 29 octies (nouveau) (réserve)** (*Retrait de candidature et décès des candidats*) (p. 2031). - **Article 29 nonies (nouveau)** (*Information des électeurs, circulaires électorales et règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2034). (p. 2034). (p. 2035). (p. 2036). (p. 2037). - **Article 29 decies (nouveau)** (*Modalités de vote*) (p. 2039). (p. 2041). (p. 2042). - **Article 29 undecies (nouveau)** (*Recensement des votes*) (p. 2042). - **Article 29 duodecies (nouveau)** (*Règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2043). (p. 2044). - **Article 29 terdecies et tableau n°1 annexé (nouveaux)** (*Nombre et répartition des conseillers consulaires et découpage des circonscriptions électorales*) (p. 2052). (p. 2062). (p. 2064). - **Article 29 septdecies (nouveau)** (*Règles pour les élections partielles*) (p. 2065). - **Article 29 vicies et tableau annexé (nouveaux)** (*Découpage des circonscriptions électorales et démission d'office*) (p. 2067). (p. 2070). (p. 2070). - **Article 29 unvicies (nouveau)** (*Mode de scrutin*) (p. 2071). - **Article 29 tervicies (nouveau)** (*Règles pour les élections partielles*) (p. 2072). - **Articles additionnels après l'article 29 quatervicies** (p. 2072). (p. 2072). - **Article 30** (*Modalités d'élection des délégués consulaires*) (p. 2073). (p. 2074). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions d'éligibilité, inéligibilités et incompatibilités des délégués consulaires*) (p. 2074). - **Article 33 bis (nouveau)** (*Collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 2075). - **Article additionnel après l'article 33 quinquies** (p. 2075). - **Article 33 octies (nouveau)** (*Modalités matérielles du vote*) (p. 2079). (p. 2080). - **Article additionnel après l'article 33 undecies** (p. 2081). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 2082). - **Article 36 (Supprimé)** (*art. 13, 16, 18, 20, 21, 22, 23 et chapitre V de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs - Modification des règles relatives à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 2083). - **Article 37** (*Date des prochains scrutins et entrée en vigueur de la loi*) (p. 2084). (p. 2084). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2088).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gouvernance de l'Europe** - (28 mars 2013) (p. 2544).

- **Question orale sur la situation des enseignants contractuels de la MICEL en Turquie** - (9 avril 2013) (p. 2959, 2960).

- **Question orale sur la règle particulière régissant le financement des interventions de l'établissement public foncier de la région PACA** - (9 avril 2013) (p. 2960, 2961).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Mali et en Libye** - (25 avril 2013) (p. 4064).

- **Question orale sur l'évolution du réseau consulaire à Madagascar** - (4 juin 2013) (p. 5340, 5341).

- **Question orale sur la réception de la télévision numérique terrestre dans le département de la Manche** - (4 juin 2013) (p. 5341, 5342).

- **Question orale sur les dispositions fiscales en faveur de la construction de logements sociaux** - (4 juin 2013) (p. 5342, 5343).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture [n° 684 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6585, 6586). (p. 6596). - **Article 2** (*Composition et compétences du conseil consulaire*) (p. 6599). - **Article 29 bis** (*Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins*) (p. 6605). - **Article 29 quinquies** (*Règles d'inéligibilités*) (p. 6608). - **Article 29 decies** (*Modalités de vote*) (p. 6611). - **Article 33 bis**

(*Collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 6622). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6629).

- **Projet de loi portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998 [n° 622 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6676, 6678). - **Article 1er** (*Définitions*) (p. 6686). - **Article 2** (*Renseignements relatifs aux activités de recherche-développement menées en coopération avec un ENDAN ou avec une personne établie dans un ENDAN*) (p. 6687). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Objectifs de la vérification internationale*) (p. 6689). - **Article 11** (*Modalités et conditions d'exécution de la vérification internationale*) (p. 6690). (p. 6690). - **Article 12** (*Opposition à la vérification internationale*) (p. 6691). (p. 6691). - **Article 13** (*Accès réglementé*) (p. 6692). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*Respect des prescriptions de sécurité, de sûreté et de radioprotection*) (p. 6692). - **Article 20** (*Sanction du refus opposé à l'accès des inspecteurs, autorisé par le juge judiciaire*) (p. 6693).

- **Projet de loi autorisant l'approbation des amendements des annexes II et III à la convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans des structures géologiques [n° 502 (2011-2012)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6695, 6696). (p. 6702).

- **Question orale sur la fermeture du lycée de Diego-Suarez** - (9 juillet 2013) (p. 6976).

- **Question orale sur l'usurpation de plaques d'immatriculation** - (9 juillet 2013) (p. 6977).

- **Question orale sur les incohérences préoccupantes en matière de sécurité** - (9 juillet 2013) (p. 6978, 6979).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 12 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9890).

- **Question orale sur la situation de quatre Français retenus contre leur gré au Qatar** - (19 novembre 2013) (p. 11577, 11578).

- **Question orale sur l'élection des conseillers départementaux, municipaux et communautaires et calendrier électoral** - (19 novembre 2013) (p. 11578, 11579).

- **Question orale sur la situation des locaux du commissariat de police d'Épernay** - (19 novembre 2013) (p. 11579, 11580).

- **Question orale sur Carling, Saint-Avold et les dernières annonces de Total** - (19 novembre 2013) (p. 11581).

- **Projet de loi transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 138 (2013-2014)]** - (3 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12398, 12399). (p. 12408, 12409).

CORNANO (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOC-A

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*) : Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Hélène Valade, présidente du collège des directeurs du développement durable (C3D).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer - Examen des conclusions du groupe de travail.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Serge Letchimy, parlementaire en mission auprès du ministre des outre-mer, sur l'article 349 du traité de Lisbonne (mesures spécifiques concernant les régions ultrapériphériques).

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la constitution d'un guichet unique en Guyane** - (23 avril 2013) (p. 3899).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer [n° 572 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4320, 4321). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3232-5, L. 3232-6 et L. 3232-7 [nouveaux] du code de la santé publique - *Fixation d'une teneur maximale en sucres ajoutés pour les produits alimentaires distribués dans les outre-mer*) (p. 4324). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Interdiction de la fixation de dates limites de consommation retardées pour les denrées alimentaires distribuées dans les outre-mer*) (p. 4325). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Promotion des approvisionnements directs de produits de l'agriculture dans l'attribution des marchés publics de restauration collective*) (p. 4328).

- **Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 567 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4339).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité aux Antilles** - (3 octobre 2013) (p. 9013).

- **Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 125 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11628).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Article 13** (art. 199 ter U [nouveau], 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 199 undecies D, 200-0 A, 217 undecies, 217 duodecies, 220 Z quater [nouveau], 220 Z quinquies [nouveau], 223 O, 242 sexies, 242 septies, 244 quater W [nouveau], 244 quater X [nouveau], 296 ter, 1740-00 AB, 1740-0 A et 1743 du code général des impôts et art. L. 45 F du livre des procédures fiscales - *Réforme du régime de défiscalisation des investissements productifs et des logements sociaux outre-mer*) (p. 12047). (p. 12050, 12051). (p. 12051). (p. 12052). (p. 12053). (p. 12056). (p. 12059).



CORNU (Gérard)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire du Conseil stratégique du commerce de proximité.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Nomination de rapporteurs.

Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission du développement durable*): Transition vers un système énergétique sobre - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission du développement durable*): *Pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*): *Pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Guillaume Pepy, candidat désigné aux fonctions de président de la SNCF.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*): Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*): Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réforme de la décentralisation - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

(*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et services de transport.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*): Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission du développement durable*): Véhicules électriques - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Claude Belot, vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur son rapport d'information « Collectivités territoriales: mobiliser les sources d'énergie locales ».

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Égalité des territoires - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement, sur les crédits de la mission « Politique des territoires ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Déchets: filières REP et écoconception - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Article 7** (art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport) (p. 1103). (p. 1105). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1113). (p. 1117). - **Article 9** (art. L. 130-6 et L. 225-5 du code de la route, art. L. 1451-1 du code des transports - Renforcement des moyens de contrôle des fonctionnaires ou agents de l'État chargés du contrôle des transports terrestres) (p. 1120). - **Article 12** (art. L. 4244-1. et L. 4244-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 1127-3 du code général de la propriété des personnes publiques - Déplacement d'office des bateaux sur le domaine fluvial) (p. 1121).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois (p. 2994). (p. 3024, 3025).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3133). (p. 3135).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière automobile et les sous-traitants** - (11 avril 2013) (p. 3191).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5917). (p. 5918). (p. 5920). (p. 5921, 5922). (p. 5925, 5926). (p. 5927). (p. 5929). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5938). (p. 5941). (p. 5941). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5943). (p. 5948). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs) (p. 5953). (p. 5956). (p. 5956). (p. 5958). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 5959). - **Article 3** (art. L. 295 du code électoral - Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs) (p. 5961). (p. 5964). - **Article 4** (art. L. 439 du code électoral - Extension aux collectivités situées outre-mer régies par le principe de spécialité législative) (p. 5967). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5968). - **Intitulé du projet de loi** (p. 5969).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7935, 7936).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 7985). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7999). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la

consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 8027). (p. 8027). (p. 8035). (p. 8036). (p. 8043). (p. 8045).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre Ier du code de la consommation - Vente à distance) (p. 8097). (p. 8097). - **Article 5 bis** (art. L. 515-32 du code de la consommation - Réservoirs enterrés de liquides inflammables) (p. 8113).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (25 octobre 2013) - **Article 49** (art. L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3, L. 445-2, L. 422-8-1 et art. L. 442-8-1-1 (nouveaux) du code de la construction et de l'habitation - Extension des missions des opérateurs du logement social) (p. 10307). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10312). - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10323, 10324). (p. 10335). (p. 10339). (p. 10342, 10343). - **Article 59 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 444-1, L. 111-4 et L. 121-1 du code de l'urbanisme - Obligation de prise en compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente sur le territoire dans les documents

d'urbanisme) (p. 10382). - **Article 61 (priorité)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 10390).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 10424). (p. 10428). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 10441, 10442). - **Article 66 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-1-2, L. 145-3 et L. 145-5 du code de l'urbanisme - Suppression de la possibilité de dérogation au principe d'inconstructibilité posé dans les communes non couvertes par un document d'urbanisme) (p. 10444, 10445). (p. 10445).

COUDERC (Raymond)
sénateur (Hérault)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 465 (2010-2011)] autorisant l'approbation de l'accord de coopération administrative entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la lutte contre l'emploi non déclaré et au respect du droit social en cas de circulation transfrontalière de travailleurs et de services [n° 393 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Traités et conventions - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 415 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société**.

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Immigration, asile et intégration : immigration et asile [n° 158 tome 9 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de

finances pour 2014 - Audition de Mme Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles au ministère de la culture et de la communication (programme 115 « Action audiovisuelle extérieure » de la mission « Médias »).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » et mission « Immigration et asile » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et développement » programme « Immigration et asile » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** [n° 281 (2012-2013)] - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 610, 611).

- **Question orale sur la fermeture de la succursale biterroise de la Banque de France** - (19 février 2013) (p. 1323). (p. 1324).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1380, 1381).

- **Question orale sur le logement ancien en centre-ville** - (23 avril 2013) (p. 3908, 3909). (p. 3909).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (22 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4389, 4390).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le commerce des armes** [n° 34 (2013-2014)] - (8 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9407, 9408).

- **Question orale sur le report du projet de ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan** - (15 octobre 2013) (p. 9556). (p. 9557).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures** [n° 136 (2013-2014)] - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11596).

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre titulaire du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes le 7 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 286 (2012-2013)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le régime des autorisations de plantation de vigne [n° 366 (2012-2013)] (20 février 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : « Comment endiguer l'accroissement de la pollution en Méditerranée ? ». Compte rendu de l'audition publique du 28 mars 2013 [n° 536 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à permettre la célébration de mariages dans des annexes de la mairie [n° 556 (2012-2013)] (29 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Famille - Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 585 (2012-2013)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 592 (2012-2013)] (22 mai 2013) - **Environnement - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe [n° 658 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi modifiant l'article L. 2141-2 du code de la santé publique relatif à l'assistance médicale à la procréation [n° 786 (2012-2013)] (19 juillet 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 30 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal le caractère d'être vivant et sensible dans le code civil [n° 42 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Écologie, développement et mobilité durables : énergie [n° 157 tome 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux et perspectives de la politique spatiale européenne - Présentation du rapport d'information établi au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, et de M. Guy Geoffroy, député.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de l'étude de faisabilité présentée par Mme Maud Olivier et M. Jean-Pierre Leleux sur la « diffusion de la culture scientifique et technique ».

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Régime des autorisations de plantation de vigne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*) : Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale du crédit aux entreprises.

Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Vincent Laflèche, directeur

général de l'Institut national d'environnement industriel et des risques (INERIS).

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution et proxénétisme - Audition de M. Grégoire Théry, secrétaire général du mouvement du Nid-France, membre du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, accompagné de Mme Claire Quidet, porte-parole du collectif Abolition 2012.

Prostitution et proxénétisme - Audition de M. Yann Sourisseau, commissaire de police, chef de l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH) à la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ).

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Energie - Audition de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du jeudi 21 mars 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Muriel Beyer, directrice littéraire des Éditions Plon, membre de « women's forum ».

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Hélène Gassin et de M. Jean-Pierre Sotura, candidats désignés au collège de la commission de régulation de l'énergie (CRE).

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition publique sur les voies d'amélioration de la lutte commune contre la pollution en Méditerranée.

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Bérénice Vincent, présidente de l'Association « Le deuxième regard », responsable du Pôle Création, accompagnée de Mme Delphine Besse, responsable du Pôle Industrie.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes et culture - Audition de Mme Giovanna Zapperi, professeur d'histoire et de théorie de l'art à l'École nationale supérieure d'Art de Bourges, chercheur associé au Centre d'histoire et de théorie des arts de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Dans le cadre du débat sur la transition énergétique : auditions consacrées aux énergies de la mer de : M. Frédéric Le Lidec, directeur délégué de l'Unité énergies marines renouvelables du groupe DCNS ; M. Daniel Aversbruch, responsable de programme à l'IFP Énergies nouvelles (IFPEN).

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Table ronde.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Adaptation du droit français au droit de l'Union européenne dans le domaine de la justice - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires économiques*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 27 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

(*délégation aux droits des femmes*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport sur « les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe ».

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut de développement durable et de relations internationales, facilitatrice du débat national sur la transition énergétique.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée à la présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Italie, à Milan, les 29 et 30 avril 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Déplacement d'une délégation de la commission en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Surveillance de l'espace - Communication.

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition du conseil scientifique de l'Office

parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du lundi 22 juillet 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Egalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de la Fédération des associations de conjoints survivants et parents d'orphelins (FAVEC).

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de plusieurs associations impliquées dans la mise en œuvre de la réglementation sur les économies d'énergie dans le bâtiment (Association française du gaz, Équilibre des énergies, Effinerie).

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État » et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 novembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les zones de conflit - Audition de Mme Françoise Gaudin, haut fonctionnaire à l'égalité au ministère de la Défense et du LCL Pierre Duchesne de l'état-major des armées.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Réunion du jeudi 12 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Table ronde des soignants et de l'aide humanitaire.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « L'hydrogène : vecteur de la transition énergétique ? » présenté par MM. Laurent Kalinowski et Jean-Marc Pastor.

Réunion du jeudi 19 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de M. Jean-Pierre Godefroy et de Mme Chantal Jouanno.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 134, 135).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Questions cribles thématiques sur les énergies renouvelables** - (17 janvier 2013) (p. 204). (p. 204).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires de communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes) (p. 623). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 649). (p. 651).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 868).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération) (p. 909, 910).

- **Question orale sur le bureau des douanes de Port-la-Nouvelle** - (19 février 2013) (p.1321). (p. 1322).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1472, 1473).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1709).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) [n° 408 (2012-2013)]** - (12 mars 2013) - **Article 1er** (Ratification de l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, période 2013-2020) (p. 1729, 1730).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Article 1er** (art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - Filialisation des activités bancaires spéculatives) (p. 2142).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Institution d'une journée nationale de la Résistance) (p. 2525, 2526).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2903, 2904).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3481).

- **Question orale sur la ligne ferroviaire à grande vitesse de Montpellier à Perpignan** - (23 avril 2013) (p. 3901, 3902). (p. 3902).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Article 3 A (nouveau)** (art. L. 111-1 du code de l'éducation - Lutte contre les inégalités et éducation aux valeurs républicaines) (p. 4410, 4411). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans) (p. 4432, 4433).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France [n° 597 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Article 16** (art. 221-11-1 et 222-14-4, [nouveaux], 222-47, 223-11 et 227-24-1 [nouveaux] du code pénal ; art. 40-5 [nouveau] et 706-3 du code de procédure pénale - Renforcement de la protection pénale des femmes victimes de violences) (p. 4804, 4805).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 600 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4811, 4812).

- Rapporteur pour avis - **Article 9 (Sociétés vétérinaires)** (p. 4840, 4841). - **Article 27 A (Supprimé)** (art. L. 641-6, L. 661-1 à L. 661-7 du code de l'énergie, articles du code de l'environnement, art. 265 bis A et 266 quinquies du code des douanes, art. 7 de l'ordonnance n° 2011-1105 du 14 septembre 2011 portant transposition des directives 2009/28/CE et 2009/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 dans le domaine des énergies renouvelables et des biocarburants, art. 21, 22 et 46 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, art. 4 et 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet de programme fixant les orientations de la politique énergétique, art. 25 de la loi n° 97-1239 du 29 décembre 1997 de finances rectificative pour 1997 - Substitution du terme

- « agrocarburants » au terme « biocarburants ») (p. 4872). - **Article 28** (art. 4 de l'ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011, art. L. 111-1, L. 111-8, L. 111-26, L. 111-30, L. 111-40, L. 111-43, L. 111-47, L. 111-48, L. 111-68, L. 111-72, L. 111-82, L. 111-101, L. 111-106, L. 121-8, L. 121-14, L. 121-34, L. 121-46, L. 131-1, L. 131-2, L. 132-5, L. 134-9, L. 134-19, L. 134-26, L. 134-31, L. 135-4, L. 135-12, L. 135-13, L. 142-3, L. 142-6, L. 142-14 et L. 142-22, intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre IV du livre Ier, art. L. 144-3 à L. 144-6, L. 211-3, L. 321-6, L. 335-7, L. 335-8, L. 341-5 et L. 342-11, chapitres Ier et II du titre VI du livre III, art. L. 432-8, L. 433-3, L. 433-5, L. 433-8, L. 433-10, L. 433-11, L. 433-15, L. 433-18, L. 446-2, L. 452-5, L. 521-18, L. 521-19, L. 521-20, L. 521-21, L. 521-22, L. 521-23 et L. 521-4 du code de l'énergie - Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code de l'énergie) (p. 4874, 4875). (p. 4879). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 232-1, L. 232-2, L. 232-3 et L. 232-4 [nouveaux] du code de l'énergie - Obligation de réaliser des audits énergétiques dans les grandes entreprises) (p. 4881, 4882). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Stocks stratégiques de pétrole) (p. 4882).
- **Débat sur la pollution en Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030** - (12 juin 2013) (p. 5793, 5795).
- **Question orale sur les certificats d'économie d'énergie** - (18 juin 2013) (p. 5907, 5908). (p. 5909).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Article 3 ter** (art. L. 111-1-1 [nouveau] du code de l'éducation - Apposition de la devise de la République et du drapeau tricolore au fronton des établissements scolaires) (p. 6398, 6399).
- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6671).
- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 3 ter (nouveau)** (section 12 [nouvelle] du chapitre II du titre Ier du livre III de la deuxième partie du code de l'éducation - Education des consommateurs) (p. 8014, 8015). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 8022).
- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8133, 8134). (p. 8134). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8144, 8145). - **Article 11 bis** (art. L. 445-4 du code de l'énergie - Tarifs réglementés de vente de gaz naturel) (p. 8146).
- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce ; art. L. 631-24 et L. 632-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs) (p. 8356).
- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8429, 8431).
- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Article 7** (art. 515-10, 515-11 et 515-12 du code civil - Ordonnance de protection) (p. 8516, 8517). (p. 8518). (p. 8518). (p. 8520). (p. 8520). - **Article 8** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 8524). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8531). - **Article 15** (art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale ; art. 132-45 et 222-44 du code pénal - Possibilité d'astreindre l'auteur des violences à suivre un stage de sensibilisation à la prévention et à la lutte contre les violences sexistes) (p. 8541, 8542). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. 21 de la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 - Obligation de formation des professionnels impliqués dans la lutte contre les violences faites aux femmes) (p. 8547, 8548). (p. 8548). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 8551).
- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9260).
- **Question orale sur l'Institut national de l'origine et de la qualité** - (15 octobre 2013) (p. 9562). (p. 9563).
- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9968). (p. 9968). (p. 9969).
- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10003). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10023). - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10067, 10068).
- **Questions cibles thématiques sur la politique énergétique européenne** - (24 octobre 2013) (p. 10140). (p. 10140).
- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (30 octobre 2013) - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10746, 10747).
- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Article 1er** (Définition de l'économie sociale et solidaire) (p. 11039). - **Article 3** (Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire) (p. 11078). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11080).
- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 5 A (nouveau)** (Stratégie régionale de l'économie sociale et solidaire) (p. 11103). - **Article 9** (Schéma de promotion des achats publics socialement responsables) (p. 11119). (p. 11121).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**
- Première partie :*
- (12 novembre 2013) - **Article 1er** (Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2012) (p. 11303).
- **Question orale sur l'optimisation du système de transport fluvial** - (19 novembre 2013) (p. 11570). (p. 11571).
- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Article 1er** (art. L. 615-17, L. 615-18, L. 615-19 et L. 722-8 du code de la propriété intellectuelle - Clarification de la spécialisation du TGI de Paris en matière de brevets et spécialisation exclusive en matière d'indications géographiques) (p. 11668).
- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**
- Première partie :*

- (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12141, 12142).

- **Débat sur les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe** - (4 décembre 2013) (p. 12434, 12437).

- **Question orale sur la sécurité ferroviaire** - (17 décembre 2013) (p. 13091, 13092). (p. 13092).

COURTOIS (Jean-Patrick)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 17, 24, 29, 31 janvier, 5, 20, 28 février, 21, 26 mars, 4, 23, 25 avril, 29 mai, 6, 12, 20 juin, 3, 4, 9, 18, 23 juillet, 10, 17 septembre, 8, 15, 28, 29 octobre, 20 novembre, 3, 4, 12 et 17 décembre 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière ; nouvelle nomination le 3 décembre 2013.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (ancien Institut national des hautes études de sécurité - INHES) ; nouvelle nomination le 18 mars 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Administration territoriale [n° 162 tome 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité », mission « Immigration, asile et intégration » et mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Administration territoriale » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'affectation budgétaire du versement transport** - (19 février 2013) (p. 1338). (p. 1339).

- **Question orale sur la présentation d'un titre d'identité au moment d'un vote** - (23 avril 2013) (p. 3891, 3892). (p. 3892, 3893).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Pérou** - (8 octobre 2013) (p. 9355).

- **Questions cribles thématiques sur la sécurité et les chiffres de la délinquance** - (21 novembre 2013) (p. 11775).

- **Question orale avec débat sur la gestion et la conservation des scellés judiciaires** - (22 novembre 2013) - auteur de la question (p. 11829, 11831).

CUKIERMAN (Cécile)
sénatrice (Loire)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013 ; puis vice-présidente le 18 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communalités [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (commission des lois) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du vendredi 18 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Elisabeth Roudinesco, historienne de la psychanalyse, directrice de recherche à l'Université de Paris VII.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France (AMF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jérôme Guedj, représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice, et Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul de l'indemnité de fonction des parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen des amendements du gouvernement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique et sur le projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Vie politique, culturelle et associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité de la transparence de la vie publique - Audition de M. Jean-Louis Nadal, candidat proposé aux fonctions de président.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 1er** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et en conseiller départemental*) (p. 175). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 191*

du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 213). (p. 215). (p. 223, 224). - **Article 7** (*art. L. 209 du code électoral - Coordination*) (p. 247).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 14** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 278). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 285). - **Article 16 bis (nouveau)** (*art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - Effectif des conseils municipaux*) (p. 298). (p. 299). - **Article 17** (*art. L. 256 du code électoral - Candidatures et expression du suffrage dans les communes de moins de 1 000 habitants*) (p. 307). - **Article annexe** (p. 316). - **Article 20** (*art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 322). (p. 323, 324). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 343).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (18 janvier 2013) - **Article 1er A (nouveau)** (*art. L.O. 141 du code électoral - Conséquence de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats*) (p. 363). (p. 366). - **Article 1er** (*art. L.O. 247-1 et L.O. 273-1 [nouveau] du code électoral - Adaptation de la participation des ressortissants de l'Union européenne aux nouvelles modalités de l'élection des conseillers municipaux et des délégués communautaires*) (p. 367). (p. 367).

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 524, 525). - **Article 1er** (*art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes*) (p. 543). (p. 546). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 553).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 620). - **Article 1er** (*art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes*) (p. 626). - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 636, 637). - **Article 5 bis (nouveau)** (*art. L. 2123-12-1, L. 3123-10-1, L. 4135-10-1, L. 5214-8-1, L. 5215-16-1 et L. 5216-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Droit individuel à la formation des élus*) (p. 642, 643). - **Article 6** (*art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - Dépenses de formation*) (p. 646). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 649). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 653).

- **Question orale sur le maintien du service public de La Poste dans la vallée de l'Ondaine** - (5 février 2013) (p. 810, 811). (p. 811).

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 689-11 du code de procédure pénale relatif à la compétence territoriale du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale [n° 354 (2012-2013)]** - (26 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1524, 1525). - **Article 1er** (*Exercice des poursuites à la requête du ministère public en dehors de toute autre demande internationale, étrangère ou de la Cour pénale internationale*) (p. 1531). (p. 1532).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Article 1er** (*Champ des infractions amnistiées*) (p. 1560). - **Article 3** (*Contestations relatives à l'amnistie*) (p. 1563). - **Article 5** (*Amnistie des sanctions dans les établissements universitaires ou scolaires*) (p. 1564). - **Article 6** (*Procédure de*

réintégration des salariés et agents licenciés) (p. 1565). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1569).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections [n° 358 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1632, 1633). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1639, 1640).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1793).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire) (p. 1871). - **Article 20 A** (Intitulé du livre premier et de son titre premier du code électoral - Coordination) (p. 1884). - **Article 20 bis A** (Prorogation du mandat des délégués d'EPCI ayant fusionné au 1er janvier 2014 jusqu'à l'installation du nouvel organe délibérant résultant de l'élection organisée en mars 2014) (p. 1900). - **Article 20 quater** (art. L. 5211-1, L. 5211-6, L. 5211-6-1, L. 5211-6-2, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5211-12, L. 5211-20-1, L. 5211-39, L. 5211-41, L. 5211-41-2, L. 5211-41-3, L. 5211-53, L. 5214-9, L. 5215-16, L. 5215-17, L. 5215-18, L. 5216-4, L. 5216-4-1 et L. 5216-4-2 du code général des collectivités territoriales - Adaptation des dispositions de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales à l'élection des conseillers intercommunaux au suffrage universel direct) (p. 1906). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 1916, 1917). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1933, 1934).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2723, 2725).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3006, 3007). - **Organisation des travaux** (p. 3045).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 4 ter** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles - Critères d'éligibilité au statut d'association familiale) (p. 3198). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis** (précédemment réservés) (p. 3227, 3228). (p. 3229). (p. 3229).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3268, 3269).

- **Débat sur l'immigration étudiante et professionnelle** - (24 avril 2013) (p. 4019, 4021).

- **Débat sur la loi pénitentiaire** - (25 avril 2013) (p. 4038, 4039).

- **Rappel au règlement** - (15 mai 2013) (p. 4141).

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des biens sectionaux aux communes - Deuxième lecture [n° 541 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4143, 4144).

- **Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 545 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4161, 4162).

- **Proposition de loi visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil [n° 520 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4208, 4209).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5110). (p. 5113, 5114). (p. 5118). (p. 5120). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4,

L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5146). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5177).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5299, 5300). (p. 5305). (p. 5308). (p. 5309). (p. 5309). (p. 5309). (p. 5310). (p. 5310). (p. 5310). (p. 5318). (p. 5319). (p. 5320).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) (p. 5367). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 5371). - **Article 21** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 2581-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime législatif des communes de l'aire métropolitaine) (p. 5373, 5374). - **Article 22** (Texte non modifié par la commission) (art. 1001, 1582, 1599 L (nouveau), 1599 M (nouveau), 1599 N (nouveau), 1599 O (nouveau), 1599 P (nouveau), 1609 nonies C du code général des impôts - Adaptation au CGI de la création de la Métropole de Lyon) (p. 5376). - **Article 23** (art. L. 123-4 du code de l'action sociale et des familles - Création de centres communaux d'action sociale mutualisés entre communes de la Métropole de Lyon) (p. 5377). - **Article 24** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 212-8 du code du patrimoine - Élargissement de la compétence des archives départementales du Rhône aux archives de la Métropole de Lyon) (p. 5377). - **Article 25** (art. 1424-69 à 1424-76 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours) (p. 5380). - **Article 26** (Prorogation du mandat des délégués communautaires de la communauté urbaine de Lyon) (p. 5382). - **Article 27** (Texte non modifié par la commission) (art. 112-3 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Emplois fonctionnels de la collectivité métropolitaine) (p. 5384). - **Article 27 bis** (nouveau) (art. 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Création d'un conseil de développement par la Métropole de Lyon) (p. 5384). - **Article 28** (Entrée en vigueur du régime de la Métropole de Lyon) (p. 5384). (p. 5385). - **Article 28 bis** (nouveau) (Dispositions transitoires pour l'élection des conseillers métropolitains en 2014) (p. 5385). - **Article 28 ter** (nouveau) (Maintien du mandat des conseillers communautaires élus en 2014 après la création de la Métropole de Lyon) (p. 5386). (p. 5386). - **Article 28 quater** (nouveau) (Évaluation des charges et des ressources liées au transfert de compétences communales à la Métropole de Lyon) (p. 5386). - **Article 28 quinquies** (nouveau) (Mise en place d'une commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées) (p. 5387). - **Article 28 sexies** (nouveau) (Possibilité pour les maires de s'opposer au transfert d'office de certains pouvoirs de police au président de la Métropole de Lyon) (p. 5388). - **Article 29** (Texte non modifié par la commission) (Autorisation du gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier) (p. 5389).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article 31 bis** (nouveau) (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Effectif des vice-présidents d'une métropole) (p. 5549, 5550). - **Article 32 bis** (nouveau) (art. L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte, par les régions, des orientations économiques prises par une métropole) (p. 5553). (p. 5555, 5556).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agression d'un jeune militant à Paris** - (6 juin 2013) (p. 5627, 5628).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** (suite) - (6 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 5635). (p. 5636). - **Article 45 bis** (nouveau)

(art. L. 5731-1 du code général des collectivités territoriales - Adhésion de la région et du département à un pôle métropolitain) (p. 5638). (p. 5638). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (Compensation financière des transferts de compétence) (p. 5653). (p. 5653). (p. 5654).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6440, 6441).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6805, 6807). - **Article 1er** (art. 64 de la Constitution - Mission du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 6825).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2013) - **Article 2** (art. 65, 65-1 [nouveau] et 65-2 [nouveau] de la Constitution - Pouvoirs et composition du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 6837). (p. 6838). (p. 6839). (p. 6839). (p. 6843). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6850).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 676 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013)**. - (4 juillet 2013) - **Article 1er bis** (art. 31 du code de procédure pénale - La consécration du rôle de garant de l'intérêt général du parquet) (p. 6856). - **Article 2** (art. 35 du code de procédure pénale - Compétences des procureurs généraux en matière de politique pénale) (p. 6858). (p. 6858). (p. 6859).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7214). (p. 7215, 7216). - **Article 3** (Déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7219). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 7244, 7245). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 7258). (p. 7258). - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 7265).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Deuxième lecture [n° 754 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7302, 7303).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 7366). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7372, 7373).

- **Question orale sur les vœux en conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement** - (23 juillet 2013) (p. 7551, 7552). (p. 7552, 7553).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8422, 8424). - **Article 1er** (Définition de la politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 8438). (p. 8440). - **Article 5** (Expérimentation en matière de financement des prestations de service à la personne) (p. 8466, 8467). (p. 8467). - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 8469). (p. 8470).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Article 7** (art. 515-10, 515-11 et 515-12 du code civil - Ordonnance de protection) (p. 8517). (p. 8520). (p. 8521). (p. 8522). - **Article 8** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 8523). (p. 8524). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8533). (p. 8538). (p. 8539). (p. 8540). - **Article 15** (art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale ; art. 132-45 et 222-44 du code pénal - Possibilité d'astreindre l'auteur des violences à suivre un stage de sensibilisation à la

prévention et à la lutte contre les violences sexistes) (p. 8542). (p. 8544). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8561). (p. 8571). (p. 8572). - **Article additionnel avant l'article 18** (p. 8572, 8573). - **Article 18** (art. 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités de calcul de la minoration de la première fraction d'aide publique aux partis politiques) (p. 8574). (p. 8574). (p. 8575). (p. 8575). (p. 8575, 8576). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8592).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8921). (p. 8921, 8922). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences) (p. 8935, 8936).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3663-7 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la métropole de Lyon) (p. 8983, 8984). (p. 8986). (p. 8986, 8987). (p. 8987). (p. 8988). (p. 8989). (p. 8990). (p. 8991, 8992). (p. 8996). (p. 8998). - **Article 28 ter** (Prorogation du mandat de l'exécutif de la communauté urbaine après la création de la métropole de Lyon) (p. 9018). (p. 9018). (p. 9018). - **Article 29** (Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier de la métropole de Lyon) (p. 9020). (p. 9020). (p. 9021).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9132). (p. 9137, 9138). (p. 9156).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2013) - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-1-1 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Délégation de compétences départementales et régionales à la métropole) (p. 9263). - **Article 35 A** (art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un coefficient de mutualisation des services pour les établissements publics de coopération intercommunale) (p. 9270, 9271). - **Article 35 B** (art. L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5215-20, 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 211-7 du code de l'environnement, L. 211-7-2, L. 211-7-3 [nouveaux] du code de l'environnement - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) (p. 9276, 9277). (p. 9281). - **Article 35 D (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 554-1 et L. 562-8-1 du code de l'environnement, art. L. 566-12-1 et L. 566-12-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Protection et modalités de transfert des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions) (p. 9288). (p. 9288). - **Article 35 E (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires) (p. 9291). (p. 9293, 9294). - **Article 39** (art. L. 5211-4-2 et L. 5842-2 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique du dispositif des services communs) (p. 9309, 9310). (p. 9310). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 9315). - **Article 44 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation faite aux EPCI de présenter l'utilisation de leurs crédits pour chaque commune membre) (p. 9322). - **Article 45 quater** (art. L. 5711-1-2 du code général des collectivités territoriales [nouveau] - Gestion des fonds européens) (p. 9325). - **Article 45 quinquies** (art. L. 5741-1, L. 5741-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Pôle d'équilibre et de coordination territorial) (p. 9332).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture [n° 22 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Article 2 bis (supprimé)** (art. 324-3 du code pénal - Alourdissement des peines d'amende) (p. 9372). - **Article 3 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. 1649 AB du code général des impôts - Institution d'un registre public des trusts) (p. 9374). - **Article 11 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 13 AA du livre des procédures fiscales - Obligation pour les grandes entreprises de fournir la comptabilité analytique de leurs implantations dans chaque Etat ou territoire) (p. 9380). (p. 9380). - **Article 11 bis DA (suppression maintenue)** (art. L. 64 du livre des procédures fiscales - Facilitation de la caractérisation de l'abus de droit en matière fiscale) (p. 9381). (p. 9381). - **Article 11 decies A (suppression maintenue)** (art. 57 bis [nouveau] du code général des impôts - Fiscalisation des "marges arrière" des distributeurs) (p. 9384). (p. 9385). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 704 du code de procédure pénale - Suppression des juridictions régionales spécialisées - Redéfinition et élargissement de la compétence des juridictions interrégionales spécialisées en matière économique et financière) (p. 9386).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Trajectoire des réductions d'effectifs) (p. 9807, 9808).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10598, 10599). (p. 10599). (p. 10600).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10666). - **Article 2** (art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035) (p. 10678, 10679).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10780). (p. 10781). (p. 10781).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - Accords en faveur de la prévention de la pénibilité) (p. 10812, 10813). (p. 10818).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11592, 11594). - **Article 1er**

(art. L. 1 bis et L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en Algérie jusqu'au 2 juillet 1964) (p. 11600).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 111 (2013-2014)]** - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 112 (2013-2014)** (p. 11747).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 112 (2013-2014)]** - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 111 (2013-2014)**.

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification du régime de la taxe acquittée par les étudiants étrangers pour la délivrance d'un titre de séjour salarié) (p. 12227).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) (p. 12257, 12258). (p. 12259, 12260). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 12272).

- **Débat sur les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe** - (4 décembre 2013) (p. 12442, 12444).

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** - (5 décembre 2013) (p. 12469, 12470).

- **Questions cibles thématiques sur l'accès à la justice et la justice de proximité** - (5 décembre 2013) (p. 12475, 12476). (p. 12476).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 200 (2013-2014)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12638, 12639).

- **Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12664, 12665).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Palestine** - (12 décembre 2013) (p. 12729).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12756, 12757). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12762). (p. 12768). (p. 12769).

CUVILLIER (Frédéric)
*ministre délégué auprès du ministre de
 l'écologie, du développement durable et
 de l'énergie, chargé des transports, de la
 mer et de la pêche*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)] (3 janvier 2013) - **Transports**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pêche** - (24 janvier 2013) (p. 489).
- **Débat sur l'avenir du service public ferroviaire** - (24 janvier 2013) (p. 506, 512).
- **Question orale sur l'état d'avancement de la création du parc naturel marin du bassin d'Arcachon** - (29 janvier 2013) (p. 579).
- **Question orale sur les contrôles de sécurité de francs-bords sur les bateaux de pêche effectués par des sociétés privées** - (29 janvier 2013) (p. 584).
- **Question orale sur les transports en commun parisiens** - (29 janvier 2013) (p. 585, 586).
- **Question orale sur la réalisation de la ligne nouvelle Paris-Normandie** - (5 février 2013) (p. 798, 799).
- **Question orale sur l'implantation de centrales photovoltaïques dans le Nord de la France** - (5 février 2013) (p. 800).
- **Proposition de loi visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne [n° 322 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Discussion générale** (p. 952, 954). - **Article unique** (art. L. 6421-2-1 [nouveau] du code des transports - Information des passagers en cas de commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne) (p. 962). (p. 963).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les transports franciliens** - (7 février 2013) (p. 998, 999).
- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1032, 1034). (p. 1056, 1058). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1060, 1061). (p. 1063). - **Article 2** (art. L. 2121-7 du code des transports - Recours par les régions au groupement européen de coopération territoriale (GECT) pour organiser des services de transport ferroviaire transfrontaliers) (p. 1064). (p. 1065). - **Article 3** (art. L. 2122-4 du code des transports - Présentation séparée des comptes pour la fourniture de services de transports et pour la gestion de l'infrastructure ferroviaire) (p. 1065, 1066). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1066). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1067). (p. 1067). - **Article 5** (art. L. 123-3 du code de la voirie routière - Reclassement de routes nationales ou de sections de routes nationales déclassées) (p. 1068). (p. 1069). - **Article 6** (art. L. 112-3 du code monétaire et financier - Indexation des rémunérations des cocontractants de l'État et de ses établissements publics en matière d'infrastructures et de services de transport) (p. 1069). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1071). (p. 1072, 1073). (p. 1077, 1078). (p. 1081). (p. 1082). (p. 1083). (p. 1085). (p. 1085). (p. 1086). (p. 1086). (p. 1088). (p. 1088, 1089). (p. 1089). (p. 1090). (p. 1091).
- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Article 7** (art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport) (p. 1099). (p. 1100). (p. 1100). (p. 1101). (p. 1101). (p. 1102). (p. 1103). (p. 1104). (p. 1105). (p. 1105). (p. 1106). (p. 1106). (p. 1107). (p. 1108, 1109). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1110). (p. 1111). (p. 1112). (p. 1114, 1115). (p. 1115). (p. 1116). (p. 1117). - **Article 8** (art. L. 3115-1, L. 3115-2, L. 3115-3, L. 3115-4, L. 3115-5 [nouveaux] du code des transports - Droits des passagers en transport par autobus et autocar) (p. 1119). - **Article 9** (art. L. 130-6 et L. 225-5 du code de la route, art. L. 1451-1 du code des transports - Renforcement des moyens de contrôle des fonctionnaires ou agents de l'État chargés du contrôle des transports terrestres) (p. 1119, 1120). - **Article 12** (art. L. 4244-1. et L. 4244-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 1127-3 du code général de la propriété des personnes publiques - Déplacement d'office des bateaux sur le domaine fluvial) (p. 1121). (p. 1121). - **Article 13** (art. L. 2132-23 du code général de la propriété des personnes publiques, art. L. 4313-2, L. 4321-1 et L. 4321-3 du code des transports - Habilitation des agents des ports fluviaux en matière de contravention de grande voirie) (p. 1122). - **Article 15** (art. L. 5141-1, L. 5141-2-1 [nouveau], L. 5141-3, L. 5141-3-1 [nouveau], L. 5141-4, L. 5141-4-1 [nouveau], L. 5141-4-2 [nouveau], L. 5141-6 et L. 5242-16 du code des transports - Simplification des procédures d'expropriation des navires abandonnés) (p. 1123, 1124). (p. 1124). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 1126). - **Article 18** (art. L. 215-1 du code de la consommation, art. L. 218-26, L. 218-36, L. 218-53, L. 218-66, L. 521-12 et L. 713-7 du code de l'environnement, art. L. 513-2 du code minier, art. L. 544-8 du code du patrimoine, art. L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite, art. L. 205-1, L. 231-2, L. 942-1 et L. 942-7 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 1515-6 du code de la santé publique, art. L. 5123-7, L. 5142-7, L. 5222-1, L. 5243-1, L. 5243-2, L. 5243-2-2, L. 5243-7, L. 5262-4, L. 5335-5, L. 5336-5 et L. 5548-3 du code des transports, art. L. 8271-1-2 du code du travail et L. 312-5 du code du travail applicable à Mayotte, art. 33 de la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968, art. 7 de la loi n° 2008-518 du 3 juin 2008 - Habilitation des agents des affaires maritimes en conséquence de la fusion des corps des inspecteurs et des contrôleurs) (p. 1129). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 1130). - **Article 22** (art. L. 5531-19 [nouveau] du code des transports - Pouvoir de consignation à bord exercé par le capitaine du navire) (p. 1132). - **Article 23** (art. L. 5561-1, L. 5561-2, L. 5562-1, L. 5562-2, L. 5562-3, L. 5563-1, L. 5563-2, L. 5564-1, L. 5565-1, L. 5565-2, L. 5566-1 et L. 5566-2 [nouveaux] et L. 5342-3 du code des transports - Conditions sociales du pays d'accueil) (p. 1134, 1135). (p. 1136). (p. 1137). (p. 1138). - **Intitulé du titre VI** (Modalités d'application à l'outre-mer) (p. 1138). - **Article 25** (art. L. 632-1 et L. 640-1 du code de l'environnement, L. 5712-2 [nouveau], L. 5722-2 [nouveau], L. 5732-2 [nouveau], L. 5742-2 [nouveau], L. 5752-2 [nouveau], L. 5761-1, L. 5761-2 [nouveau], L. 5762-3 [nouveau], L. 5771-1, L. 5771-2 [nouveau], L. 5772-4 [nouveau], L. 5781-3 [nouveau], L. 5782-4 [nouveau], L. 5791-3 [nouveau], L. 5792-4 [nouveau], L. 6761-1 et L. 6771-1 du code des transports - Modalités d'application de la loi dans les outre-mer) (p. 1141). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1146, 1147).
- **Question orale sur l'affectation budgétaire du versement transport** - (19 février 2013) (p. 1338, 1339).
- **Question orale sur les nuisances aériennes** - (19 février 2013) (p. 1340).
- **Question orale sur l'avenir de la filière solaire** - (19 février 2013) (p. 1341, 1342).

- **Question orale sur le passage et le stationnement en Seine-Saint-Denis d'un train chargé de déchets nucléaires** - (19 février 2013) (p. 1342, 1343).

- **Question orale sur l'aménagement des voies sur berges à Paris** - (9 avril 2013) (p. 2964, 2965).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports** - *Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]* - (18 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3438, 3439). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3470).

- **Question orale sur la desserte régionale de la compagnie aérienne HOP et l'aménagement du territoire** - (23 avril 2013) (p. 3899, 3900).

- **Question orale sur le recours à des protéines animales pour les poissons d'élevage** - (23 avril 2013) (p. 3900, 3901).

- **Question orale sur la ligne ferroviaire à grande vitesse de Montpellier à Perpignan** - (23 avril 2013) (p. 3902).

- **Question orale sur la perte de l'agrément européen par l'École nationale vétérinaire d'Alfort** - (23 avril 2013) (p. 3903).

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2 [n° 560 (2011-2012)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4229, 4231). (p. 4240, 4241). - **Article 1er** (art. L. 2531-4 du code des collectivités territoriales - *Harmonisation du plafond du versement transport à l'ensemble de la région Ile-de-France*) (p. 4242).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 600 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Article 12** (art. L. 119-7 du code de la voirie routière - *Modulation des péages applicables aux véhicules de transport routier de marchandises*) (p. 4845, 4846). (p. 4846). (p. 4847). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 4847). - **Article 16** (art. L. 5541-1, L. 5542-1, L. 5542-3 à L. 5542-5, L. 5542-5-1 [nouveau], L. 5542-6, L. 5542-6-1 [nouveau], L. 5542-18, L. 5542-18-1 [nouveau], L. 5542-21, L. 5542-21-1 [nouveau], L. 5542-23, L. 5542-27, L. 5542-28, L. 5542-31, L. 5542-32, L. 5542-32-1 et L. 5542-33-1 à L. 5542-33-3 [nouveaux], L. 5542-37, L. 5542-37-1 et L. 5542-39-1 [nouveaux], L. 5542-41, L. 5542-56 et L. 5543-1-1 [nouveaux], L. 5543-2, L. 5543-2-1 et L. 5543-3-1 [nouveaux], L. 5543-5 [nouveau], L. 5544-1, L. 5544-4, L. 5544-9, L. 5544-14 à L. 5544-16, L. 5544-23, L. 5544-23-1 [nouveau], L. 5544-28, L. 5544-30, L. 5544-39-1 [nouveau], L. 5544-56, L. 5544-57-1 et L. 5545-3-1 [nouveaux], L. 5545-4 à L. 5545-7, L. 5545-9-1 [nouveau], L. 5545-10, L. 5545-12, L. 5546-1, L. 5546-1-1 à L. 5546-1-7 [nouveaux], L. 5548-1, L. 5549-1 à L. 5549-4 [nouveaux] du code des transports - *Application du code du travail, contrat des gens de mer, nourriture et soins à bord, état de service*) (p. 4859). (p. 4860). (p. 4860). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 4860). - **Article 17** (articles L. 5571-1, L. 5571-2 et L. 5571-3 [nouveaux] du code des transports - *Délit d'abandon des gens de mer, obligations matérielles de l'armateur envers les gens de mer embarqués*) (p. 4861). - **Article 18** (art. L. 5611-4, L. 5612-1, L. 5612-3, L. 5612-5, L. 5612-6, L. 5621-1, L. 5621-4, L. 5621-5, L. 5621-7, L. 5621-9 à L. 5621-18, L. 5622-1 à L. 5622-4, L. 5623-1, L. 5623-4, L. 5623-6 à L. 5623-9, L. 5623-10 et L. 5623-11 [nouveaux], L. 5631-1 à L. 5631-4, L. 5642-1 du code des transports - *Application au Registre international français*) (p. 4864).

(p. 4864). - **Article 20** (art. L. 5725-1, L. 5725-4, L. 5725-5 [nouveau], L. 5763-1, L. 5765-1, L. 5765-1-1 [nouveau], L. 5765-2, L. 5775-1, L. 5775-2, L. 5783-1, L. 5785-1, L. 5785-1-1 [nouveau], L. 5785-3, L. 5785-5-1 [nouveau], L. 5793-1, L. 5795-1, L. 5795-2-1 [nouveau], L. 5795-4, L. 5795-5, L. 5795-6-1 [nouveau] et L. 5795-13 du code des transports - *Modalités d'application dans les outre-mer des dispositions du chapitre III du titre II du projet de loi*) (p. 4867). (p. 4868). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 et 73 du code du travail maritime, articles L. 5531-11, L. 5542-28, L. 5542-33, L. 5542-46 et L. 5551-1 du code des transports, article 48 de la loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines - *Coordination*) (p. 4868). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5514-3, L. 5542-49 et L. 5549-2 du code des transports et art. L. 110-4 du code de commerce - *Dispositions transitoires*) (p. 4868). - **Article 25** (art. L. 330-2 du code de la route - *Communication des informations relatives à la circulation des véhicules aux services compétents des États membres de l'Union européenne*) (p. 4869).

- **Débat sur la pollution en Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030** - (12 juin 2013) (p. 5805, 5809).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de l'eau** - (4 juillet 2013) (p. 6864).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les infrastructures et le rapport de la commission « Mobilité 21 »** - (4 juillet 2013) (p. 6865, 6866).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les transports** - (4 juillet 2013) (p. 6866, 6867).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations** - (4 juillet 2013) (p. 6869).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les agences de l'eau et les crédits** - (4 juillet 2013) (p. 6870).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport de la commission « Mobilité 21 » et le chaînon routier Grenoble-Gap** - (4 juillet 2013) (p. 6871).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique ferroviaire** - (18 juillet 2013) (p. 7447).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique ferroviaire et les réseaux secondaires** - (18 juillet 2013) (p. 7448).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurisation des lignes ferroviaires en Île-de-France** - (18 juillet 2013) (p. 7449).

- **Question orale sur l'amélioration de la régularité du RER D** - (23 juillet 2013) (p. 7547, 7548).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9529, 9531).

- **Débat sur les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe** - (4 décembre 2013) (p. 12445, 12450).

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le bilan immobilier de la réforme de la carte judiciaire: recommandations pour une justice mieux logée [n° 627 (2012-2013)] (5 juin 2013) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des lois : Les outils fonciers des collectivités locales : comment renforcer des dispositifs encore trop méconnus ? [n° 1 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les douanes face au commerce en ligne : une fraude fiscale importante et ignorée [n° 93 (2013-2014)] (23 octobre 2013) - **Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines [n° 156 tome 3 annexe 15 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des finances*) : Exécution du budget de 2012 - Audition de M. Jérôme Cahuzac, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des finances*) : Gestion des faillites bancaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des finances*) : Financement de la politique du logement - Audition conjointe de MM. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat, Philippe Van de Maele, président du directoire de l'Union des entreprises et des salariés pour le logement (UESL), et Mme Catherine Pérenet, directeur des prêts

et de l'habitat à la direction des fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire de la répartition du produit de la taxe d'apprentissage - Communication.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Contexte et conditions de la création de la future Euro-métropole lyonnaise : compte rendu de la réunion avec M. Jean-Jack Queyranne, président du conseil régional de Rhône-Alpes.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Conséquences des nouvelles règles de gouvernance budgétaire européennes sur la procédure nationale - Audition de MM. Julien Dubertret, directeur du budget, et Ramon Fernandez, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des finances*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan immobilier de la réforme de la carte judiciaire - Communication.

Politique de cession de biens immobiliers sis à l'étranger du ministère des affaires étrangères - Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France Domaine et de M. Yves Saint-Geours, directeur général de l'administration et de la modernisation du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Christophe Mahieu, président-directeur général d'Est Bourgogne Media SA, directeur de la publication des quotidiens Le Bien public et Le Journal de Saône-et-Loire.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Lawrence Cannon, ambassadeur du Canada en France.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Philippe Wahl, président du directoire de La Banque postale.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des finances*) : Perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bertrand Faure, professeur à l'Université de Nantes, sur les principes constitutionnels applicables à la décentralisation : bilan de l'application de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des finances*) : Caisse des dépôts et consignations - Résultats de 2012 - Audition de MM. Henri Emmanuelli, président de la commission de surveillance, et Jean-Pierre Jouyet, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des finances*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des finances*) : Politique française d'aide publique au développement en matière d'énergie et de transport - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 septembre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Échange de vues.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des finances*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement public des grandes infrastructures sportives - Communication de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, et M. Dominique Bailly, rapporteur au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Rôle des douanes dans la lutte contre la fraude sur Internet - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Albéric de Montgolfier et Philippe Dallier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Michèle André, rapporteure spéciale, sur la mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 61).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial, sur la mission « Immigration, asile et intégration » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'allocation temporaire d'attente (ATA).

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Marie-France Beaufilet, rapporteure spéciale, sur la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication sur son

contrôle budgétaire relatif aux bénéficiaires des remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. François Rebsamen, rapporteur spécial, sur la mission « Égalité des territoires, logement et ville » (et articles 64 à 66).

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des finances*) : Rapport public thématique de la Cour des comptes relatif aux finances publiques locales - Audition de M. Jean-Philippe Vachia, président de la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 75 et 76) - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 67 et 68) et mission « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 13 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 186, 187).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 606, 608). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 613). (p. 616). - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - *Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes*) (p. 625, 626). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 631). (p. 632). (p. 632). - **Article 3** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - *Suspension du contrat de travail*) (p. 639). (p. 639). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 640).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1573).

- **Question orale sur le délai d'instruction des dossiers par le Conseil national des activités privées de sécurité** - (12 mars 2013) (p. 1673). (p. 1674).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1795).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1821). (p. 1823, 1824). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 1874). (p. 1875).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (21 mars 2013) - **Article 11 ter** (art. L. 1611-3, L. 1611-9 et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - *Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales et de leurs groupements*) (p. 2270). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 2275, 2276). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-10-1, L. 532-2-1, L. 511-47-1, L. 612-23-1 [nouveaux], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26L. 612-33, L. 612-39 du code monétaire et financier - *Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle*) (p. 2282). (p. 2283). (p. 2284).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - *Assurance-emprunteur*) (p. 2323). (p. 2324). (p. 2326). (p. 2329). (p. 2331). (p. 2331). (p. 2332). (p. 2332). (p. 2335). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2369, 2370).

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2 [n° 560 (2011-2012)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4239).

- **Question orale sur l'entretien des autoroutes franciliennes** - (21 mai 2013) (p. 4298). (p. 4299).

- **Questions cribles thématiques sur le budget européen** - (30 mai 2013) (p. 5047, 5048). (p. 5048).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5072, 5073).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5111). (p. 5113). (p. 5120). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5135). (p. 5142). (p. 5151).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5218, 5219). (p. 5229, 5230). (p. 5234, 5235). - **Article 11** (Modalités d'élaboration et calendrier de mise en œuvre du schéma régional de coopération intercommunale en Ile-de-France) (p. 5241). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 5250). - **Article 14 (Supprimé)** (art. L. 3335-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'un fonds de solidarité pour les départements franciliens) (p. 5275). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5307).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Article 4 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-41-1 A, L. 511-41-1 B [nouveau] et L. 511-41-1 C [nouveau] du code monétaire et financier - Encadrement des rémunérations dans le secteur bancaire) (p. 6493). - **Article 11 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1611-3-1 [nouveau] et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 6500). - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance emprunteur) (p. 6514, 6515). (p. 6515). (p. 6517). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6524).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6929, 6932).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Nouvelle lecture [n° 710 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7665, 7667). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7694, 7695).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (12 septembre 2013) - **Article 19 octies A** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Encouragement à la mobilité bancaire) (p. 8186). (p. 8186). - **Article 19 octies** (art. L. 312-9-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance emprunteur) (p. 8188). (p. 8189). (p. 8190). (p. 8191).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Article 1er bis (nouveau) (supprimé)** (Limitation du nombre de mandats consécutifs) (p. 8686, 8687). - **Article 1er ter** (art. L.O. 147-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction dérivée d'un mandat local)

(p. 8691, 8692). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 8697).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8901, 8902). - **Article 1er B (supprimé)** (Reconnaissance législative des principes d'autonomie financière des collectivités territoriales et de compensation intégrale des transferts de compétences) (p. 8916).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8966). - **Article 5 (supprimé)** (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Conséquence de la signature des projets de conventions territoriales d'exercice concerté d'une compétence) (p. 8970). - **Article 9 bis B (supprimé)** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la condition d'un référendum pour les fusions volontaires de collectivités territoriales) (p. 8974). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3663-7 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la métropole de Lyon) (p. 8985). (p. 8997). - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris) (p. 9027). - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9046, 9047). (p. 9052). (p. 9068). (p. 9072). (p. 9080). (p. 9080). (p. 9082). (p. 9084).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9107). (p. 9112). (p. 9114). (p. 9114, 9115). (p. 9117). (p. 9118). (p. 9118). (p. 9118). (p. 9127). (p. 9127). (p. 9128). (p. 9128). (p. 9129, 9130). (p. 9130). (p. 9130). (p. 9134). (p. 9136, 9137). (p. 9137). (p. 9137). (p. 9138). (p. 9139). (p. 9141). (p. 9141). (p. 9142). (p. 9147). (p. 9147). (p. 9149). (p. 9150). (p. 9154). (p. 9160, 9161). (p. 9163). - **Article 12 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (Élaboration des premiers schémas de cohérence territoriale et plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement) (p. 9170). (p. 9170). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 302-13, L. 302-14 [nouveau] et L. 302-15 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Mise en place d'un schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France destiné à favoriser la création de logements) (p. 9173).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2013) - **Article 35 A** (art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un coefficient de mutualisation des services pour les établissements publics de coopération intercommunale) (p. 9271, 9272). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9342).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9943, 9945). - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9970, 9971). (p. 9972). (p. 9972).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) (p. 9990, 9991). (p. 9991). (p. 9991). (p. 9992). (p. 9992). (p. 9993). (p. 9993). (p. 10001). - **Article 2** (art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 10007). (p. 10007, 10008). (p. 10010, 10011). (p. 10011). (p. 10012). (p. 10012).

(p. 10012). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 10018). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10028, 10029). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10062). (p. 10062). - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10072). (p. 10080).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) (p. 10098, 10099). (p. 10109). (p. 10101). (p. 10101). (p. 10102). (p. 10108, 10109). (p. 10111). (p. 10112). (p. 10113). (p. 10114). (p. 10114, 10115). - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Possibilité, pour les préfets de région, d'étendre la trêve hivernale sur leur territoire) (p. 10127). - **Article 10** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation ; art. L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale ; art. L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation pour les bailleurs personnes morales de saisir la commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives, CCAPEX) (p. 10142). (p. 10143). (p. 10144). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 10149). (p. 10149, 10150). - **Article 14** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD) (p. 10160). (p. 10160). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO) (p. 10166). (p. 10166). (p. 10167). - **Article 25** (art. 8-2 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 721-1 à L. 721-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Renforcement de l'information des acquéreurs de lots de copropriété) (p. 10197). (p. 10198). (p. 10198). (p. 10199). (p. 10199). (p. 10200).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 46 sexies A** (art. L. 111-6-1 et art. L. 111-6-1-1 et L. 111-6-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable aux travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un logement existant) (p. 10272). - **Article 46 septies (supprimé)** (art. L. 634-1 à L. 634-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de mise en location) (p. 10275). - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, art. L. 441-2-7 à L. 441-2-9 [nouveaux] et L. 472-3 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 10282). (p. 10283). (p. 10285, 10286). - **Article 49** (art. L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3, L. 445-2, L. 442-8-1 et art. L. 442-8-1-1 (nouveaux) du code de la construction et de l'habitation - Extension des missions des opérateurs du logement social) (p. 10304). (p. 10305). (p. 10308). (p. 10309). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10313). - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10324). (p. 10343, 10344). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de

l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCOT) (p. 10368).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 10425). - **Article additionnel après l'article 71 (priorité)** (p. 10466, 10467). - **Article 73 (priorité)** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ; art. L. 342-33 du code du tourisme - Dispositions réglementaires adoptables par un plan local d'urbanisme) (p. 10470). (p. 10474). - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-6-2, L. 123-1-11, L. 123-4, L. 127-1, L. 128-1, L. 128-2, L. 128-3, L. 331-7, L. 331-40 et L. 473-2 du code de l'urbanisme ; article L. 342-18 du code du tourisme - Conséquences légistiques de la réforme du règlement des PLU) (p. 10479). (p. 10479). - **Article 50** (art. L. 365-1, L. 411-2, L. 481-1, L. 481-6 et art. L. 481-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Modernisation du statut des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux) (p. 10500). (p. 10502). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, L. 443-12 et L. 443-15-2-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 10507). (p. 10508). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10511). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 442-6-4 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la location liée de places de parking pour les logements sociaux construits avant 1977) (p. 10512). - **Article 57** (art. L. 313-3, L. 313-8, L. 313-13, L. 313-14, L. 313-15, L. 313-17, L. 313-18, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-21, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-25, L. 313-26-2, L. 313-27, L. 313-28, L. 313-29, L. 313-32-1, L. 313-33, L. 313-34, L. 313-35, L. 313-36 et L. 321-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 8 de la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 - Réforme de la gouvernance de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 10525). - **Articles additionnels après l'article 57 bis** (p. 10526). (p. 10527). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10530).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Article 2 bis (nouveau)** (Déclaration de principe des entreprises de l'économie sociale et solidaire) (p. 11074). - **Article 3** (Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire) (p. 11076). (p. 11077). - **Article 5 A (nouveau)** (Stratégie régionale de l'économie sociale et solidaire) (p. 11087). (p. 11088).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 5 B (nouveau)** (Conférence régionale de l'économie sociale et solidaire) (p. 11103). - **Article 5** (Pôles territoriaux de coopération économique) (p. 11105).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu de l'année 2014 et revalorisation exceptionnelle de la décote) (p. 11841, 11842). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11856). - **Article 3** (art. 197 du code général des impôts - Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial) (p. 11859). (p. 11861, 11862). (p. 11863). - **Article 5** (art. 83 du code général des impôts - Suppression de l'exonération fiscale de la participation de l'employeur aux contrats collectifs de complémentaire santé) (p. 11873). - **Article 6** (art. 81 du code général des impôts - Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu des majorations de retraite

ou de pension pour charges de famille) (p. 11874). (p. 11875). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11882, 11883).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11932). - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11945). (p. 11962).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 885 V bis du code général des impôts - Calcul du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 11989). - **Article 9** (Taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations versées par les entreprises) (p. 11994). (p. 11999, 1200). - **Article 10** (art. 223 duodecimes, 223 terdecimes et 223 quaterdecimes [nouveaux] du code général des impôts - Instauration d'une contribution sur l'excédent brut d'exploitation pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros) (p. 12003). (p. 12006). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12008). (p. 12016, 12017). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12040). - **Article 19** (art. 68 de la loi n° 2012 1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, art. 257, 278 sexies, 278 sexies A, 279-0 bis et 284 du code général des impôts - Abaissement du taux de TVA applicable à la construction et à la rénovation de logements sociaux) (p. 12086, 12087). (p. 12087). (p. 12087, 12088). (p. 12089). (p. 12089). (p. 12092). (p. 12092). (p. 12092).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12787, 12789).

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Article 7 ter (nouveau)** (art. 885 F du code général des impôts - Inclusion des créances au titre des contrats d'assurance-vie diversifiés comportant une clause d'indisponibilité temporaire dans le patrimoine taxable à l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 12853). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12861). (p. 12862). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12864). (p. 12865). (p. 12869). (p. 12870). (p. 12872). (p. 12875). (p. 12875). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12882, 12883). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 12889, 12890). (p. 12890). - **Article 16** (art. L. 115-7 et L. 115-13 du code du cinéma et de l'image animée, art. 1609 sexdecimes B du code général des impôts - Mesures de modernisation des impositions dont les recettes sont affectées au Centre national du cinéma et de l'image animée, CNC) (p. 12903, 12904). - **Article 17** (art. 39 AA quater, 157, 199 decies H, 200 quinquies [nouveau], 793 et 1840 G du code général des impôts, et art. L. 352-1 à L. 352-6 du code forestier - Mise en œuvre des mesures fiscales du « plan bois ») (p. 12911). - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 12921). (p. 12921). (p. 12922). (p. 12922, 12923). - **Article 20** (art. 167 bis du code général des impôts et art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Aménagement de l'imposition des plus-values latentes, des compléments de prix et des plus-values en report lors du transfert par une personne physique de son domicile fiscal hors de France) (p. 12925). - **Article 22** (art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3332-2-1, L. 4331-2-1 L. 5211-35-2 [nouveau], L. 5212-24, L. 5214-23, L. 5215-32 et

L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1391 E, 1465, 1466, 1586 nonies, 1639 A bis, 1640 D [nouveau] et 1647 D du code général des impôts, art. 32 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Mesures fiscales diverses relatives aux collectivités territoriales et à l'achèvement des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 12933). (p. 12933, 12934). (p. 12935). (p. 12936). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12942). (p. 12942). - **Article 23** (art. 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - Adaptation des dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels) (p. 12944). (p. 12944). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - Modification du seuil de l'effort fiscal des bénéficiaires du fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales, FPIC) (p. 12948). (p. 12948). (p. 12949). (p. 12949, 12950). (p. 12950). (p. 12952). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 12953). (p. 12953). - **Article additionnel après l'article 24 quater** (p. 12955). (p. 12956). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 12958, 12959). (p. 12959). (p. 12962). - **Article 27** (art. 224, 225, 225 A, 226 B, 226 bis, 227, 227 bis, 228, 228 bis, 230 B, 230 C, 230 D, 230 G, 230 H, 1599 quinquies A, 1647, et 1678 quinquies du code général des impôts, art. L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-7, L. 6241-8 et L. 6241-9 du code du travail, art. L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er, 2, 3 et 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelle - Réforme de la taxe d'apprentissage) (p. 12975). (p. 12976, 12977). (p. 12977). (p. 12977). (p. 12978). - **Articles additionnels après l'article 28 quaterdecimes** (p. 12988). (p. 12988). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 12991, 12992). (p. 12992). - **Article 41 (nouveau)** (Financement des missions de préfiguration de la métropole du Grand Paris et de la métropole d'Aix-Marseille-Provence) (p. 12996). - **Article 44 (nouveau)** (Abandon des créances de l'Etat détenues sur la Société nouvelle du journal l'Humanité) (p. 12996). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 12999).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2013) (p. 13113, 13115). - **Question préalable** (p. 13123, 13124).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (18 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13137, 13139).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13174, 13175).

DANTEC (Ronan)
sénateur (Loire-Atlantique)
ECOLO

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013 ; puis vice-président le 17 décembre 2013.

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé du développement le 6 mai 2013 ; fin de mission le 5 novembre 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique le 16 septembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe, transphobe, sexiste ou à raison du handicap [n° 265 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à créer une taxe environnementale sur les mégots à la charge des fabricants de tabac [n° 345 (2012-2013)] (11 février 2013) - **Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins des plus démunis [n° 352 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à augmenter la durée de vie des produits [n° 429 (2012-2013)] (18 mars 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 329 (2012-2013)] relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte [n° 451 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de résolution [n° 645 (2012-2013)] présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la circulation des mégacamions et le fret routier européen (texte E 8284) [n° 715 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités [n° 811 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative aux pouvoirs du Défenseur des droits [n° 861 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 40 (2013-2014)] visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 124 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Transports routiers [n° 161 tome 6 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)] (2 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil [n° 216 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 232 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Grenelle de l'environnement - Examen du rapport d'information.

(*commission du développement durable*) : Zones d'exclusion pour les loups - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission du développement durable*) : *Pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Bruno Lechevin, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Commission nationale du débat public - Audition de M. Christian Leyrit, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Energies marines renouvelables - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Michel et de M. Bernard Chevassus-au-Louis, préfigureurs d'une Agence française de la biodiversité.

Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de maires et de présidents de communautés urbaines ou d'agglomération.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable.

Réunion du mardi 25 juin 2013 *(commission du développement durable)* : Audition de Mme Connie Hedegaard, commissaire européenne en charge de l'action pour le climat.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 *(commission du développement durable)* : Audition de M. Claude Belot, vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur son rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergie locales ».

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 *(commission du développement durable)* : Circulation des mégacamions et fret routier européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 *(commission du développement durable)* : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mardi 23 juillet 2013 *(commission du développement durable)* : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 *(commission du développement durable)* : Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 *(commission du développement durable)* : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 *(commission du développement durable)* : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 *(commission du développement durable)* : Enjeux du quatrième paquet ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 *(commission du développement durable)* : Audition, du Pr Dominique Le Guludec, candidate désignée à la présidence du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Mission de préfiguration du Commissariat général à l'égalité des territoires - Audition de M. Eric Delzant, délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR).

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 *(commission du développement durable)* : Audition de M. Christian de Perthuis, président du Comité pour la fiscalité écologique.

Révision des lignes directrices concernant les aides d'État aux aéroports régionaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 *(commission du développement durable)* : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement, sur les crédits de la mission « Politique des territoires ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 *(commission du développement durable)* : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport pour avis sur les crédits « Recherche en matière de développement durable » de la mission « Recherche et enseignement supérieur ».

Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 *(commission du développement durable)* : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilité durables » - Audition de MM. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, et Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 *(commission du développement durable)* : Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat désigné aux fonctions de président-directeur général de Météo-France.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 *(commission du développement durable)* : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 *(commission du développement durable)* : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 *(commission du développement durable)* : Conférence de Varsovie sur le changement climatique - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 130, 131).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 612).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1043, 1045). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1061). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1081). (p. 1084).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Article 7** (art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - *Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport*) (p. 1104). - **Article 18** (art. L. 215-1 du code de la consommation, art. L. 218-26, L. 218-36, L. 218-53, L. 218-66, L. 521-12 et L. 713-7 du code de l'environnement, art. L. 513-2 du code minier, art. L. 544-8 du code du patrimoine, art. L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite, art. L. 205-1, L. 231-2, L. 942-1 et L. 942-7 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 1515-6 du code de la santé publique, art. L. 5123-7, L. 5142-7, L. 5222-1, L. 5243-1, L. 5243-2, L. 5243-2-2, L. 5243-7, L. 5262-4, L. 5335-5, L. 5336-5 et L. 5548-3 du code des transports, art. L. 8271-1-2 du code du travail et L. 312-5 du code du travail applicable à Mayotte, art. 33 de la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968, art. 7 de la loi n° 2008-518 du 3 juin 2008 -

Habilitation des agents des affaires maritimes en conséquence de la fusion des corps des inspecteurs et des contrôleurs (p. 1129, 1130). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1142, 1143).

- **Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 341 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1152, 1153).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (13 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1203, 1205).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1460, 1462).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 374 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 375 (2012-2013)** (p. 1599).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 374 (2012-2013)**. - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales*) (p. 1606, 1607). (p. 1610).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1697, 1698).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) [n° 408 (2012-2013)]** - (12 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1721, 1723).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte - Deuxième lecture [n° 452 (2012-2013)]** - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2621, 2623).

- Rapporteur - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1350-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Principe de non-discrimination des lanceurs d'alerte*) (p. 2633). - **Article 23 (Suppression maintenue)** (*Gage financier*) (p. 2634, 2635).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 600 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4812, 4813). - **Article additionnel après l'article 3 bis A** (p. 4824). - **Article 4** (art. L. 515-32 à L. 515-42 [nouveaux] du code de l'environnement - *Réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses*) (p. 4827). (p. 4827). (p. 4827). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 4843). (p. 4843, 4844). - **Article 12** (art. L. 119-7 du code de la voirie routière - *Modulation des péages applicables aux véhicules de transport routier de marchandises*) (p. 4845). (p. 4846). (p. 4846). (p. 4846). (p. 4847). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 4847). - **Article 27 A (Supprimé)** (art. L. 641-6, L. 661-1 à L. 661-7 du code de l'énergie, articles du code de l'environnement, art. 265 bis A et 266 quindecies du code des douanes, art. 7 de l'ordonnance n° 2011-1105 du 14 septembre 2011 portant transposition des directives 2009/28/CE et 2009/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 dans le domaine des énergies renouvelables et des biocarburants, art. 21, 22 et 46 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, art. 4 et 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet de programme fixant les orientations de la politique énergétique, art. 25 de la loi n° 97-1239 du 29 décembre 1997 de finances rectificative pour 1997 - *Substitution du terme « agrocaburants » au terme*

« biocarburants ») (p. 4870, 4871). (p. 4872). - **Article 28** (art. 4 de l'ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011, art. L. 111-1, L. 111-8, L. 111-26, L. 111-30, L. 111-40, L. 111-43, L. 111-47, L. 111-48, L. 111-68, L. 111-72, L. 111-82, L. 111-101, L. 111-106, L. 121-8, L. 121-14, L. 121-34, L. 121-46, L. 131-1, L. 131-2, L. 132-5, L. 134-9, L. 134-19, L. 134-26, L. 134-31, L. 135-4, L. 135-12, L. 135-13, L. 142-3, L. 142-6, L. 142-14 et L. 142-22, intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre IV du livre Ier, art. L. 144-3 à L. 144-6, L. 211-3, L. 321-6, L. 335-7, L. 335-8, L. 341-5 et L. 342-11, chapitres Ier et II du titre VI du livre III, art. L. 432-8, L. 433-3, L. 433-5, L. 433-8, L. 433-10, L. 433-11, L. 433-15, L. 433-18, L. 446-2, L. 452-5, L. 521-18, L. 521-19, L. 521-20, L. 521-21, L. 521-22, L. 521-23 et L. 521-4 du code de l'énergie - *Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code de l'énergie*) (p. 4875). - **Article 30 bis A** (art. L. 314-1 [nouveau] et L. 121-7 du code de l'énergie - *Prolongation des contrats d'achat pour les cogénérateurs de sites industriels*) (p. 4883).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5059, 5060). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5089). - **Question préalable** (p. 5094, 5095).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5117). (p. 5121, 5122). - **Article 1er (Supprimé)** (*Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales*) (p. 5127, 5128). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences*) (p. 5161). (p. 5162). (p. 5165). (p. 5166, 5167). (p. 5168). (p. 5174). (p. 5177).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5212-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Statut particulier de la Métropole de Lyon*) (p. 5369). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 5372). - **Article 26** (*Prorogation du mandat des délégués communautaires de la communauté urbaine de Lyon*) (p. 5383). (p. 5383). - **Article 28 quinquies (nouveau)** (*Mise en place d'une commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées*) (p. 5387). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5399). (p. 5416). (p. 5423). (p. 5424). (p. 5424). (p. 5428). (p. 5431). (p. 5432).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5462). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Dérogations au régime métropolitain de droit commun*) (p. 5483). (p. 5508). (p. 5509). (p. 5517). (p. 5524). (p. 5525). (p. 5532). (p. 5535). - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 5544). (p. 5547). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 5547). (p. 5548). (p. 5548). (p. 5548). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - *Effectif des vice-présidents d'une métropole*) (p. 5549). (p. 5549). (p. 5550). - **Article 32** (art. L. 3211-1-1 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Délégations de compétences départementales et régionales à la métropole*) (p. 5552). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales - *Prise en compte, par les régions, des orientations économiques prises par une métropole*) (p. 5554). (p. 5556). - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 5572). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5580).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine*) (p. 5603). - **Article 42** (art. L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines*) (p. 5617).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5697, 5698).

- **Débat sur la pollution en Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030** - (12 juin 2013) (p. 5800, 5802).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (12 septembre 2013) - **Article 7** (art. L. 211-7, L. 211-15, L. 211-16 et L. 211-19 du code de la consommation - *Garanties applicables aux contrats de consommation*) (p. 8123, 8124). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8126).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 9259). - **Article 34 bis** (art. L. 2213-2, L. 2333-68, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - *Coordination liée à l'institution des autorités organisatrices de la mobilité*) (p. 9264). (p. 9265). - **Article 35 AA (supprimé)** (*Modalités d'élection des conseillers métropolitains*) (p. 9269). - **Article 35 B** (art. L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5215-20, 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 211-7 du code de l'environnement, L. 211-7-2, L. 211-7-3 [nouveaux] du code de l'environnement - *Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations*) (p. 9275). - **Article 36** (art. L. 2213-1, L. 2213-33 [nouveau], 2512-14, L. 5211-9-2 et L. 5842-4 du code général des collectivités territoriales et art. L. 411-2 du code de la route - *Polices spéciales de la circulation et de la délivrance des autorisations de stationnement des taxis*) (p. 9296). (p. 9296). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines*) (p. 9316). (p. 9316). (p. 9319). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9341, 9342).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les

rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10044). (p. 10045). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 10065). (p. 10066).

- **Questions cribles thématiques sur la politique énergétique européenne** - (24 octobre 2013) (p. 10137). (p. 10137, 10138).

- **Questions cribles thématiques sur la montagne : aménagement du territoire, problématiques foncières et développement économique** - (7 novembre 2013) (p. 11139). (p. 11139).

- **Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 125 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11616, 11618).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 253-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Interdiction pour les personnes publiques d'utiliser des produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts et promenades relevant de leur domaine public ou privé*) (p. 11629). (p. 11630). (p. 11631). (p. 11632). - **Article 2** (art. L. 253-7, L. 253-9 et L. 253-15 du code rural et de la pêche maritime - *Interdiction de la vente, l'utilisation et la détention des produits phytopharmaceutiques pour un usage non professionnel*) (p. 11632). - **Article 3** (*Demande de rapport concernant les préparations naturelles peu préoccupantes*) (p. 11633). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11634).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la répression du trafic d'espèces menacées** - (28 novembre 2013) (p. 12382, 12383).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13232, 13233).

DARNICHE (Philippe)
sénateur (Vendée)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre titulaire du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013 ; puis vice-président le 16 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013 ; puis vice-président le 6 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -

Audition de Mme Elisabeth Roudinesco, historienne de la psychanalyse, directrice de recherche à l'Université de Paris VII.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Claire Neirinck, professeur à l'Université de Toulouse I Capitole.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice, et Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'Agence française de l'adoption.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Réunion constitutive de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Pascal Bonnetain, conseiller de la région Rhône-Alpes et président de la commission des sports de l'Association des régions de France (ARF).

Audition de M. Robert Cadalbert, président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, co-président de la commission des sports de l'Association des maires de grandes villes de France (AMGVF).

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Bruno Retailleau, président du conseil général de la Vendée.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 424).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie pharmaceutique** - (4 avril 2013) (p. 2709). (p. 2710).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2731, 2732).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil*) - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois* (p. 2983, 2984). (p. 3013, 3014).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (*art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3092, 3093). (p. 3109).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*Application du texte aux mariages contractés avant son entrée en vigueur*) (p. 3207). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3212). - **Articles additionnels après l'article 1er bis C (précédemment réservés)** (p. 3214). (p. 3214). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3219, 3220). (p. 3226). (p. 3227). (p. 3233). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3245).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3266, 3267).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8888).

DASSAULT (Serge)
sénateur (Essonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre suppléant du Haut conseil du financement de la protection sociale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Travail et emploi (Gestion des moyens des politiques du travail et de l'emploi) [n° 156 tome 3 vol. 2 annexe 30 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Rencontres des parlements nationaux organisées à Bruxelles et Dublin dans le cadre du semestre européen et situation économique et financière de Chypre, de la Grèce et de l'Irlande - Communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Évolution des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Audition de MM. André Laignel, président du Comité des finances locales, et Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des finances*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État et exécution budgétaire de 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Gattaz, président du MEDEF.

Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Travail et emploi » - Examen des rapports.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - *Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3079).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi** [n° 502 (2012-2013)] - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3397, 3398).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - *Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3618). - **Article additionnel après l'article 1er quater** (p. 3621). (p. 3622).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 3771)

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2** [n° 560 (2011-2012)] - (16 mai 2013) - **Article 1er** (art. L. 2531-4 du code des collectivités territoriales - *Harmonisation du plafond du versement transport à l'ensemble de la région Ile-de-France*) (p. 4241). (p. 4243).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (22 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4387, 4388).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014** [n° 117 (2013-2014)] - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11298).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11811, 11812).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013** [n° 215 (2013-2014)]

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12867, 12868). (p. 12868).

DAUDIGNY (Yves)
sénateur (Aisne)
SOC

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des affaires sociales.

Président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre titulaire de la commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du Haut conseil du financement de la protection sociale.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Débat d'orientation des finances publiques pour 2014 : quelles perspectives pour les finances sociales ? [n° 693 (2012-2013)] (26 juin 2013) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 172 (2012-2013)] relative aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes d'assurance maladie complémentaire et les professionnels, établissements et services de santé [n° 775 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Les médicaments génériques : des médicaments comme les autres [n° 864 (2012-2013)] (26 septembre 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Équilibres financiers généraux [n° 126 tome 1 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Assurance maladie [n° 126 tome 2 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Examen des articles [n° 126 tome 7 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Tableau comparatif [n° 126 tome 8 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 150 (2013-2014)] (18 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 170 (2013-2014)] de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 171 (2013-2014)] (26 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Marc Meunier, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus).

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Christophe Jacquinet, président du collège des directeurs généraux des agences régionales de santé (ARS), directeur général de l'ARS Rhône-Alpes.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice, et Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Audition de Mme Mathilde Lemoine, candidate proposée par le président de la commission des finances du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

(*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Denis Piveteau, secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales, et Laurent Gratioux, responsable du pôle santé au secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales.

Agences régionales de santé - Audition de MM. Luc Allaire, directeur et Xavier Dupont, directeur des établissements et services médico-sociaux de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Audition de Mme Mathilde Lemoine, candidate proposée par le président de la commission des finances du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Guy Collet, conseiller en stratégie, et Cédric Arcos, directeur de cabinet du président de la Fédération hospitalière de France (FHF), Mme Catherine Réa, conseiller médical de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap), et Mme Elisabeth Tomé-Gertheinrichs, déléguée générale de la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP).

(*commission des affaires sociales*) : Instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Fiscalité comportementale - Audition de M. Christian Ben Lakhdar, enseignant-chercheur en économie des drogues et addictions, membre du Haut conseil de la santé publique.

Fiscalité comportementale - Audition de Mme Catherine Hill, chef du service de biostatistiques et d'épidémiologie de l'Institut Gustave Roussy.

(*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales non signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de Mme Bernadette Devictor, présidente de la Conférence nationale de santé (CNS), et M. Jean-Louis Salomez, président de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) du Nord-Pas-de-Calais.

Agences régionales de santé (ARS) - Audition de Mme Claude Rambaud, présidente du Collectif interassociatif sur la santé (Ciss).

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé

(ARS) - Table ronde des fédérations représentant les établissements médico-sociaux.

(commission des affaires sociales): Audition de M. Pierre Boissier, chef de l'Inspection générale des affaires sociales, Mme Claire Scotton, inspectrice des affaires sociales, M. Hubert Garrigue-Guyonnaud, conseiller général des établissements de santé, sur le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales consacré à l'hôpital, et de M. Edouard Couty, président du comité de pilotage du « pacte de confiance pour l'hôpital ».

Réunion du mercredi 15 mai 2013 *(commission des affaires sociales)*: Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale)*: Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Gérard Roche, président du conseil général de la Haute-Loire, membre du bureau de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du jeudi 23 mai 2013 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale)*: Fiscalité comportementale - Audition de M. Joël Forgeau, président et Mme Audrey Bourolleau, déléguée générale de Vin et société.

Fiscalité comportementale - Audition de MM. Philippe Vasseur, président, et Pascal Chèvremont, délégué général des Brasseurs de France.

Fiscalité comportementale - Audition de Mmes Sylvie Hénon-Badoinot, présidente, Myriam Decoeur-Michel, directeur général, et M. Gilles Rouvière, directeur général adjoint, de la Fédération française des spiritueux.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale)*: Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Jean Debeaupuis, directeur général de l'offre de soins.

Agences régionales de santé (ARS) - Audition de MM. Guy Moulin, président de la Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement des centres hospitaliers universitaires (CME de CHU), et Frédéric Martineau, président de la conférence des présidents de CME des centres hospitaliers (CME de CH).

Réunion du mercredi 12 juin 2013 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale)*: Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Réunion du mercredi 19 juin 2013 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale)*: Médicaments génériques - Première table ronde consacrée à l'équivalence entre princeps et générique.

Médicaments génériques - Seconde table ronde consacrée à l'évaluation de la politique française du médicament générique.

(commission des affaires sociales): Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Table ronde.

Réunion du jeudi 20 juin 2013 *(commission des affaires sociales)*: Audition de M. Marc Mortureux, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), candidat au renouvellement de son poste.

Questions diverses - Organisation des travaux.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale)*: Agences régionales de santé - Audition de M. Jean-Yves Grall, directeur général de la santé.

Agences régionales de santé - Table ronde avec les syndicats de médecins.

(commission des affaires sociales): Politique familiale - Audition de Mme Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Situation des finances sociales - Communication de M. Yves Daudigny, rapporteur général.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 *(commission des finances)*: Perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 *(commission des affaires sociales)*: Organisation du système de soins de premier recours et prévention du suicide au Québec - Compte rendu de la mission d'information de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 *(commission des affaires sociales)*: Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 *(commission des affaires sociales)*: Biologie médicale - Présentation par M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes, de l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 *(commission des affaires sociales)*: Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale)*: Agences régionales de santé - Audition de MM. Jacques Raimondeau, président, Christian Bailly et Christian Lahoute, vice-présidents du syndicat des médecins inspecteurs de santé publique (Smisp).

Agences régionales de santé - Audition de Mme Sabine Fourcade, directrice générale de la cohésion sociale.

(commission des affaires sociales): Audition du Pr Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé sur le rapport d'activité de la HAS pour 2012.

Communication de M. Yves Daudigny, rapporteur général, sur la création d'un septième sous-objectif de l'Ondam consacré au Fonds d'intervention régional (FIR).

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale)*: Agences régionales de santé - Audition de M. Claude Evin, directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France.

(commission des affaires sociales): Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 25 septembre 2013 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale)*: Agences régionales de santé - Audition de MM. Christian Müller, président de la Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement de centres hospitaliers spécialisés (CME de CHS), Joseph Halos, président, et Gilles Moullec, secrétaire général adjoint, de l'Association des établissements participant au service public de santé mentale (Adesm).

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 *(commission des affaires sociales)*: Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec des économistes.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 *(commission des affaires sociales)*: Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des

affaires sociales et de la santé, Michèle Delaunay, ministre chargée des personnes âgées et de l'autonomie, et Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du lundi 18 novembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des amendements en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement et ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Table ronde réunissant les organisations syndicales nationales présentes au comité national de concertation des agences régionales de santé.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Pierre-Louis Bras, secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Didier Tabuteau, responsable de la chaire santé à Sciences Po.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 132, 133).

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 198, 199).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - *Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes*) (p. 620, 621).

- **Question orale sur l'implantation de centrales photovoltaïques dans le Nord de la France** - (5 février 2013) (p. 799, 800). (p. 801).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 6211-8 [nouveau] du code de la santé publique - *Situation d'urgence*) (p. 827). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. L. 6211-9 du code de la santé publique - *Suppression de l'interdiction pour le biologiste médical de s'écarter des recommandations de bonne pratique*) (p. 828).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - *Définition et modalités d'application du contrat de génération*) (p. 908, 909).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2470, 2471). - **Article 1er** (*Modalités d'attribution des allocations familiales en cas de placement d'un enfant auprès du service d'aide sociale à l'enfance*) (p. 2479).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2745, 2746).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 3018).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3271).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des hôpitaux** - (18 avril 2013) (p. 3485, 3486). (p. 3486).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre

certaines risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs (p. 3491, 3492).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière de la « silver économie » à l'égard des personnes âgées** - (25 avril 2013) (p. 4061, 4062).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6921, 6923).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7624, 7626).

- Rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - **Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé**) (p. 7642). (p. 7643, 7644). (p. 7646). (p. 7649). (p. 7652, 7853). (p. 7654). (p. 7655). (p. 7655, 7656). - **Article 3** (Rapport du Gouvernement au Parlement) (p. 7656). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7658).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8646, 8647).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'autonomie** - (17 octobre 2013) (p. 9697).

- **Débat sur le marché du médicament et des produits de santé** - (17 octobre 2013) (p. 9705, 9707).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10565, 10567).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 10 bis (nouveau)** (Rapport sur la situation des personnes exclues du bénéfice de l'allocation transitoire de solidarité) (p. 10852).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11261, 11264).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Article 3** (Transfert des excédents du Fonds pour l'emploi hospitalier) (p. 11308). (p. 11310). - **Article 4** (Participation des organismes complémentaires au forfait « médecin traitant ») (p. 11312). (p. 11313, 11314). - **Article 6** (Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2013) (p. 11317). - **Article 7** (Rectification de l'Ondam 2013) (p. 11319).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - **Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles**) (p. 11331, 11332). (p. 11335, 11336). - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 11337). (p. 11338). (p. 11339). (p. 11340).

(p. 11341). - **Article 8** (art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1600-0 S du code général des impôts ; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - **Refonte des règles de calcul, de déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement**) (p. 11346, 11347). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 11354). - **Article 9** (art. L. 731-14, L. 731-15 et L. 731-17 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - **Financement des mesures prises en matière de retraites complémentaires agricoles**) (p. 11355, 11356). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11358). (p. 11359). (p. 11360). (p. 11360, 11361). (p. 11361). (p. 11362). (p. 11363, 11364). (p. 11364). (p. 11365). - **Article 10** (art. L. 613-10 et L. 633-10 du code de la sécurité sociale - **Création d'une cotisation déplaçonnée d'assurance vieillesse applicable aux artisans et commerçants affiliés au régime social des indépendants**) (p. 11366). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 11370). - **Article 11** (art. L. 161-45 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5123-5 et L. 5211-5-1 du code de la santé publique ; art. 1635 bis AF, 1635 bis AG et 1635 bis AH [nouveaux] du code général des impôts - **Financement de la Haute autorité de santé**) (p. 11375). - **Article 12** (art. 238 bis GC, 1600-0 N, 1600-0 Q du code général des impôts ; art. L. 166 D du livre des procédures fiscales ; art. L. 5121-18 du code de la santé publique ; art. L. 245-2 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - **Fusion de la contribution sur le chiffre d'affaires des laboratoires et de la taxe sur les premières ventes de médicaments**) (p. 11379). (p. 11379). (p. 11380, 11381). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 138-2 du code de sécurité sociale - **Création d'une troisième tranche de la taxe sur le chiffre d'affaires de la vente en gros**) (p. 11382). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 11383). (p. 11384). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 11385). (p. 11386). - **Article 15** (art. L. 131-8, L. 135-3, L. 136-8, L. 137-13, L. 137-14, L. 137-16, L. 137-18, L. 137-19, L. 137-24, L. 139-1, L. 241-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, lois n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 et n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 - **Mesures de transferts de recettes**) (p. 11389). (p. 11390). (p. 11390). (p. 11391, 11392). (p. 11395). (p. 11397). (p. 11397). (p. 11398). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11398). (p. 11400). (p. 11401). (p. 11402). (p. 11406). (p. 11408). (p. 11409).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Article 15 ter (nouveau)** (art. 1001 du code général des impôts ; art. L. 3332-2-1 du code général des collectivités territoriales - **Majoration du taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance applicable aux contrats complémentaires santé dits « non responsables »**) (p. 11432). (p. 11433). (p. 11433). (p. 11434, 11435). - **Article 16** (art. L. 6243-3 du code du travail ; art. L. 131-7 du code de la sécurité sociale ; art. L. 120-26 et L. 120-28 du code du service national - **Reconfiguration des exonérations de cotisations relatives à l'apprentissage, aux contrats de service civique et aux chantiers d'insertion**) (p. 11436, 11437). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 11437). (p. 11438). (p. 11439). (p. 11440, 11441). - **Article 18 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires pour 2014) (p. 11443). - **Article 19 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2014) (p. 11444). - **Article 20 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires (FSV), fixation de l'objectif d'amortissement de la dette sociale et des prévisions de recettes du FRR et de la section 2 du FSV pour 2014) (p. 11445). - **Article 21 et annexe B** (Approbation du rapport figurant à l'annexe B du projet de loi de financement) (p. 11451). - **Article 23** (art. L. 133-5-5 [nouveau], L. 133-6-7-2 [nouveau] L. 133-8, L. 241-10, L. 243-1-2, L. 612-10, L. 623-1 et L. 722-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1221-12-1, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1522-1 et L. 1522-4 du code du travail ; art. L. 725-22 du code rural et de la pêche maritime - **Aménagement du calendrier de mise en œuvre de la déclaration sociale nominative, extension du champ de l'obligation de dématérialisation des déclarations sociales et promotion du chèque emploi service outre-mer**) (p. 11456). (p. 11456). -

Article 23 bis (nouveau) (art. L. 162-17-2-1, L. 162-17-4, L. 162-17-4-1, L. 162-17-7, L. 162-17-8, L. 165-1-2, L. 165-3, L. 165-5, L. 165-8-1 et L. 165-13 du code de la sécurité sociale - Compétence des Urssaf pour le recouvrement contentieux des pénalités financières relatives aux produits de santé remboursables) (p. 11457). - **Article 24** (affectation à la Caisse nationale d'assurance maladie des excédents de la Caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières) (p. 11458). - **Article 25** (art. 38 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 - Prorogation de l'avance consentie par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale à la Caisse autonome

nationale de la sécurité sociale dans les mines) (p. 11460). - **Article 24 (supprimé)** (Affectation à la Caisse nationale d'assurance maladie des excédents de la Caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières) (p. 11481).

- **Nouvelle lecture** [n° 170 (2013-2014)] - (28 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12367, 12368). - **Question préalable** (p. 12378).

DAUNIS (Marc)
sénateur (Alpes-Maritimes)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 5 février 2013.

Membre titulaire du conseil d'administration des "Parcs nationaux de France".

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire jusqu'au 8 novembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République le 23 avril 2013 ; puis vice-président du 14 mai 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 78 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 805 (2012-2013)] relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 84 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématatoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux et perspectives de la politique spatiale européenne - Présentation du rapport d'information établi au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Régime des autorisations de plantation de vigne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Débat sur les orientations de la mission et établissement du programme de travail.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée à la présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Italie, les 29 et 30 avril 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Adoption du rapport.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Audition de M. François Lamy, ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 433, 435).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture** [n° 270 (2012-2013)] - (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - *Suppression des zones de développement de l'éolien*) (p. 1275). (p. 1284). - **Article 12 quater** (art. L. 156-2 du code de l'urbanisme - *Installations d'éoliennes en outre-mer*) (p. 1287).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (23 mai 2013) - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de

l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance (p. 4495, 4496).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Article 3** (art. L. 295 du code électoral - Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs) (p. 5962).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9945, 9946).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUHD) (p. 10424). - **Article additionnel avant l'article 70 (priorité)** (p. 10456). - **Article 73 (priorité)** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ; art. L. 342-33 du code du tourisme - Dispositions réglementaires adoptables par un plan local d'urbanisme) (p. 10473). - **Article 50** (art. L. 365-1, L. 411-2, L. 481-1, L. 481-6 et art. L. 481-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Modernisation du statut des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux) (p. 10500, 10501). - **Article 57 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 381-1 et L. 381-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un statut du tiers financement pour la rénovation de logements) (p. 10526). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10532, 10533).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11013, 11015).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11041). (p. 11042). (p. 11043). (p. 11043). (p. 11044). (p. 11045). (p. 11046). (p. 11046). (p. 11047). (p. 11047). (p. 11048). (p. 11049). (p. 11059). (p. 11061). (p. 11062). (p. 11064). (p. 11064). (p. 11065). (p. 11066). (p. 11067). (p. 11068). - **Article 2** (*Définition des entreprises recherchant une utilité sociale*) (p. 11069). (p. 11070). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11071). - **Article 2 bis (nouveau)** (*Déclaration de principe des entreprises de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11073). - **Article 3** (*Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11076). (p. 11077). (p. 11079). (p. 11079). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11080). (p. 11081). - **Article 4** (*Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11081). (p. 11082). (p. 11083). (p. 11083). (p. 11083). (p. 11084). (p. 11085). (p. 11085). (p. 11086). - **Article 5 A (nouveau)** (*Stratégie régionale de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11088).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) (p. 11103). (p. 11103). (p. 11103). - **Article 5 B (nouveau)** (*Conférence régionale de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11104). - **Article 5** (*Pôles territoriaux de coopération économique*) (p. 11105). (p. 11106). (p. 11107). (p. 11108). - **Article 6** (art. 21 de la loi n° 2010-597 relative au Grand Paris - *Prise en compte des entreprises de l'économie sociale et solidaire dans les contrats de développement territorial*) (p. 11109). - **Article 7** (art. L. 3332-17-1 du code du travail - *Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »*) (p. 11111). (p. 11111). (p. 11112). (p. 11112). (p. 11113). (p. 11114). - **Article 9 A (nouveau)** (*Marchés réservés*) (p. 11115). - **Article 9** (*Schéma de promotion des achats publics socialement responsables*) (p. 11116). (p. 11120). - **Article 10** (*Définition des subventions publiques*) (p. 11123). (p. 11124). (p. 11124). (p. 11124). (p. 11125). (p. 11125). - **Articles additionnels après l'article 10 bis** (p. 11127). (p. 11128). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 11129). - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - *Information des salariés*

préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11131, 11132). (p. 11158). (p. 11161, 11163). (p. 11167). (p. 11169). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11170, 11171). (p. 11172). - **Article 12** (art. L. 240-1 à L. 240-10 [nouveaux] du code du commerce - *Information des salariés en cas de cession de parts sociales, actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité du capital*) (p. 11174). (p. 11179). (p. 11182). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 11183). - **Article 13** (art. 1, 3, 3 bis, 5 à 10, 18, 19 septies, 22, 23 et 25 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - *Simplification et modernisation du statut des coopératives*) (p. 11185). (p. 11186). (p. 11186). (p. 11187, 11188). (p. 11188). (p. 11189). (p. 11189). - **Article 14** (art. 19 quater, 19 duodécies, 25-1 à 25-5 [nouveaux], 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ; art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production, art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale ; L. 524-2-1, L. 527-1-2 [nouveau] et L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et L. 422-3 et L. 422-12 du code de la consommation - *Création d'un régime général de révision coopérative*) (p. 11192). (p. 11193). (p. 11194). (p. 11194). (p. 11194). (p. 11195). (p. 11195). (p. 11195). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 11197). - **Article 15** (art. 26 bis et 52 bis [nouveau] de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - *Mise en place d'un dispositif d'amorçage pour la reprise d'entreprises en sociétés coopératives de production*) (p. 11198). (p. 11198). (p. 11199). (p. 11200). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - *Possibilité de rachat par les coopératives de parts sociales détenues par des associés non coopérateurs*) (p. 11201). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 47 bis à 47 octies [nouveaux] de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 - *Groupements de sociétés coopératives de production*) (p. 11203). (p. 11203). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (*Modification de la dénomination des sociétés coopératives ouvrières de production*) (p. 11204). - **Article 19** (art. 5, 8, 15 à 18, 21, 28 et 51 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - *Ouverture du statut de société anonyme par actions aux sociétés coopératives de production*) (p. 11205). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19 quinquies, 19 septies, 19 terdecies [nouveau] et 19 quaterdecies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - *Assouplissement du régime des sociétés coopératives d'intérêt collectif*) (p. 11206). - **Article 26** (art. L. 124-3, L. 124-5, L. 124-6, L. 124-6-1 [nouveau], et L. 124-8 à L. 124-12 du code de commerce - *Extension à la SARL à capital variable des formes de société admises pour constituer une coopérative de commerçants*) (p. 11207). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 11208). - **Article 29** (art. 1er, 11, 13 et 23 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale - *Sécurisation du régime financier des sociétés coopératives artisanales et de transport*) (p. 11209). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 522-6 du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - *Droit des coopératives d'utilisation de matériel agricole de réaliser des travaux agricoles ou d'aménagement rural pour les communes et intercommunalités et des travaux de déneigement et de salage pour les collectivités territoriales*) (p. 11210). - **Article 33** (art. L. 7331-1 à L. 7331-3 [nouveaux] et L. 7332-1 à L. 7332-8 [nouveaux] du code du travail, art. L. 311-3 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale - *Précision et sécurisation du statut d'entrepreneur salarié associé d'une coopérative d'activité et d'emploi*) (p. 11212). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 11213). - **Article 34** (art. L. 932-13-2 à L. 932-13-4, L. 932-22-1 [nouveau] et art. L. 932-23 du code de la sécurité sociale, art. L. 221-4, L. 221-8-1 [nouveau], L. 221-11, L. 221-14 et L. 227-1 [nouveau] du code de la mutualité, art. L. 145-1 à L. 145-7 [nouveaux] du code des assurances - *Opérations de coassurance*) (p. 11216, 10217). (p. 11217). - **Article**

additionnel après l'article 34 (p. 11218). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-9, L. 114-11, L. 114-12 et L. 114-17 du code de la mutualité - Compétences de l'assemblée générale et du conseil d'administration des mutuelles) (p. 11218). - **Article 36** (art. L. 322-26-8 et L. 322-26-9 [nouveaux] du code des assurances, art. L. 931-15-1 et L. 931-15-2 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, art. L. 114-9, L. 114-45-1 [nouveau], L. 221-19 et L. 221-20 [nouveaux] du code de la mutualité, art. L. 612-33 du code monétaire et financier - Certificats mutualistes et paritaires) (p. 11223). - **Article additionnel après l'article 36** (p. 11223). - **Article 39** (art. L. 322-1-3, L. 322-26-1-1 [nouveau], L. 322-26-2 et L. 322-26-2-2 du code des assurances - Sociétés d'assurance mutuelles) (p. 11224). (p. 11225). - **Article 40** (art. L. 213-9, L. 213-9-1 et L. 213-9-2 [nouveaux], L. 213-13, L. 213-14 et L. 214-28 du code monétaire et financier, art. 1er de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Titres associatifs) (p. 11226). (p. 11227). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 bis et 12 [nouveaux] de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Fusion et scission d'associations) (p. 11229). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. 79-IV [nouveau] du code civil local applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - Fusion et scission d'associations en Alsace et Moselle) (p. 11231). - **Article 43** (art. 6 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Dons aux associations d'intérêt général) (p. 11232). (p. 11232). - **Articles additionnels après**

l'article 43 (p. 11233). (p. 11234). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Capacité juridique des associations reconnues d'utilité publique) (p. 11234). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 11235). (p. 11235). (p. 11236). - **Article 46** (art. 19-8 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat - Dons aux fondations d'entreprise) (p. 11237). - **Article 47** (art. L. 213-21 1 A [nouveau] du code monétaire et financier - Titres fondatifs) (p. 11237). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 11239). (p. 11240). - **Article 49** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Recours, par les éco-organismes, aux entreprises solidaires d'utilité sociale et gestion locale des déchets) (p. 11240, 11241). - **Article additionnel après l'article 50** (p. 11242). (p. 11242). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires relatives à l'obligation d'information des salariés prévue par les art. 11 et 12) (p. 11243). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11247, 11248).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 200 (2013-2014)]** - (11 décembre 2013) - **Article 1er** (Titre IV du livre V de la première partie (nouveau), art. L. 1541-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création des sociétés d'économie mixte contrat) (p. 12648, 12649). (p. 12655).

DAVID (Annie)
sénatrice (Isère)
CRC

NOMINATIONS

Présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié.

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre ès qualités de l'Observatoire de la laïcité.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Rapport d'information sur colloque, fait au nom de la commission des affaires sociales : L'autisme face aux carences de la prise en charge [n° 367 (2012-2013)] (20 février 2013) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/Etats-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communalités [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Audition de M. Dominique Maraninchi, directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Politique vaccinale de la France - Audition du Pr Brigitte Autran, professeur des universités, praticien hospitalier à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (UPMC) et coordinatrice du réseau Corevac (Consortium de recherches vaccinales).

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Marc Meunier, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus).

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Audition de MM. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et Thierry Repentin, ministre délégué chargé de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la biologie médicale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Suite examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Christophe Jacquinet, président du collège des directeurs généraux des agences régionales de santé (ARS), directeur général de l'ARS Rhône-Alpes.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jean-Pierre Winter, psychanalyste.

(*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Colloque relatif à l'autisme - Communication.

Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Audition de Mme Mathilde Lemoine, candidate proposée par le président de la commission des finances du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

(*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Denis Piveteau, secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales, et Laurent Gratioux, responsable du pôle santé au secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Audition de Mme Mathilde Lemoine, candidate proposée par le président de la commission des finances du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Assistance médicale à la procréation (AMP) - Organisation d'États généraux par le Comité consultatif national d'éthique.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Bas salaires outre-mer et versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Bas salaires outre-mer et versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Fiscalité comportementale - Audition de M. Christian Ben Lakhdar, enseignant-chercheur en économie des drogues et addictions, membre du Haut conseil de la santé publique.

(*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations patronales.

Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales non signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de l'emploi - Présentation du rapport de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre Boissier, chef de l'Inspection générale des affaires sociales, Mme Claire Scotton, inspectrice des affaires sociales, M. Hubert Garrigue-Guyonnaud, conseiller général des établissements de santé, sur le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales consacré à l'hôpital, et de M. Edouard Couty, président du comité de pilotage du « pacte de confiance pour l'hôpital ».

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Normes européennes en matière de détachement des travailleurs - Présentation d'un rapport d'information de la commission des affaires européennes.

Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen de l'amendement du Gouvernement sur les conclusions de la commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accessibilité des personnes handicapées au logement, aux établissements recevant du public, aux transports, à la voirie et aux espaces publics - Présentation d'un rapport au Premier ministre.

Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen du rapport.

Troisième plan autisme (2013-2017) - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. André Aoun, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES).

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Médicaments génériques - Première table ronde consacrée à l'équivalence entre princeps et générique.

Médicaments génériques - Seconde table ronde consacrée à l'évaluation de la politique française du médicament générique.

(*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Table ronde.

Réunion du jeudi 20 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Marc Mortureux, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), candidat au renouvellement de son poste.

Questions diverses - Organisation des travaux.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique familiale - Audition de Mme Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Table ronde sur la prévention du suicide.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Communication.

Loi de finances pour 2014 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Organisation du système de soins de premier recours et prévention du suicide au Québec - Compte rendu de la mission d'information de la commission.

Sécurité sociale - Certification des comptes 2012 - Audition du Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Projet de restructuration de l'Hôtel Dieu - Audition de M. Alain Carini et Mmes Graziella Raso et Rose-May Rousseau-Saxemard, représentants de l'Union syndicale Confédération générale du travail (CGT) de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), de M. Stéphane Roux, représentant Sud-santé et du Dr Gérard Kierzek, médecin urgentiste à l'AP-HP.

Projet de restructuration de l'Hôtel Dieu - Audition de Mme Mireille Faugère, directrice générale de l'Assistance publique hôpitaux de Paris (AP-HP), le Pr Loïc Capron, président de la commission médicale d'établissement, et le Pr Jean-Yves Fagon, préfigurateur du volet « soins » de l'hôpital universitaire de santé publique.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Arrêté d'admission en qualité de pupille de l'État - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Biologie médicale - Présentation par M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes, de l'enquête de la Cour des comptes.

Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de Mme Sabine Fourcade, directrice générale de la cohésion sociale.

(*commission des affaires sociales*) : Audition du Pr Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé sur le rapport d'activité de la HAS pour 2012.

Droits et protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et modalités de leur prise en charge - Examen du rapport et du texte de la commission.

Examen des amendements - Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du vendredi 13 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Droits et protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et modalités de leur prise en charge - Examen des amendements.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Avenir et justice du système de retraites - Table ronde sur la pénibilité.

Contrôle des comptes des comités d'entreprise - Gestion des comités d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (organisations patronales).

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France, sur le financement pérenne des allocations individuelles de solidarité par les départements.

(*commission des affaires sociales*) : Situation sociale des personnes prostituées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec des économistes.

Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (syndicats de salariés).

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès aux soins des plus démunis - Présentation du rapport de Mme Aline Archimbaud.

Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Dominique Martin, directeur des risques professionnels de

la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS).

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé, Michèle Delaunay, ministre chargée des personnes âgées et de l'autonomie, et Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Loi de financement de la sécurité sociale 2014 - Avenir et justice du système de retraites - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Frédéric Van Rookeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Conclusions du Comité interministériel sur le handicap - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre chargée des personnes handicapées.

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Economie sociale et solidaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Kader Arif, ministre délégué chargé des anciens combattants.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conditions d'attribution de la carte du combattant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Organisation des travaux.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) - Audition de M. Didier Houssin, candidat pressenti à la présidence.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement et ville » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Travail et emploi », articles rattachés 77, 78 et 79 et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Table ronde réunissant les organisations syndicales nationales présentes au comité national de concertation des agences régionales de santé.

(*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 16 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les énergies renouvelables** - (17 janvier 2013) (p. 204, 205). (p. 205).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 3** (*art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons*) (p. 234, 235).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (31 janvier 2013) - présidente de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 770).

- **Suite de la discussion** (5 février 2013) - **Article 7** (*art. L. 1434-9, L. 4352-4, L. 4352-3-1 et L. 4352-3-2*

[*nouveaux*], L. 4352-7, L. 53-11-1, L. 6211-12, L. 6211-18, L. 6212-4, L. 6213-2, L. 6213-3, L. 6213-4, L. 6213-6, L. 6213-10, L. 6213-10-1, L. 6221-9, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6223-3, L. 6223-5, L. 6231-1, L. 6231-3 [*nouveau*], L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-5-1 [*nouveau*], L. 6242-3 du code de la santé publique ; *art. L. 145-5-6 et L. 162-13-1 du code de la sécurité sociale* ; *art. 7, 8 et 9 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Qualité de la biologie médicale*) (p. 824). - **Article 7 bis (nouveau)** (*art. L. 6211-8 (nouveau) du code de la santé publique - Situation d'urgence*) (p. 825). - **Article 8** (*art. L. 6223-8 (nouveau) du code de la santé publique - Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale*) (p. 833). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 845).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (*art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération*) (p. 923).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux** - (7 février 2013) (p. 997).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (13 février 2013) (p. 1186, 1188).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 1542, 1543).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1824). - **Article 18 bis** (*art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux*) (p. 1878).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2530).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2777, 2778).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3380, 3381).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - présidente de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3745). - **Article 8** (*art. L. 2241-13 (nouveau), L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 (nouveaux), L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 (nouveau) du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel*) (p. 3791, 3792). (p. 3794, 3795). (p. 3797, 3798). (p. 3800). (p. 3803).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer [n° 572 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4312, 4313).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - présidente de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 4423). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4446). - **Article 6** (*art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - Éducation artistique et culturelle*) (p. 4448). (p. 4452, 4453). (p. 4454).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil supérieur des programmes) (p. 4540). (p. 4540). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation du système éducatif) (p. 4546). (p. 4548). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 4555). - **Article 27 bis** (art. L. 312-11 du code de l'éducation - Recours aux langues régionales dans l'enseignement) (p. 4567).
 - **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 600 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Article 19** (p. 4864).
 - **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 559 (2012-2013)]** - (28 mai 2013) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (Modalités de mise en œuvre du déblocage exceptionnel des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation et de l'intéressement) (p. 4938). (p. 4939).
 - **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6431, 6432).
 - **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6938, 6940).
 - **Projet de loi relatif à l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat [n° 744 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7521, 7522).
 - **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 836 (2012-2013)]** - (13 septembre 2013) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 7** (art. L. 3212-4, L. 3212-7 et L. 3212-9 du code de la santé publique - Simplification des procédures dans le cadre d'une mesure de soins sans consentement à la demande d'un tiers) (p. 8259). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8267).
 - **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - présidente de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels avant l'article 2 (suite)** (p. 8442). (p. 8444). (p. 8445). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8459). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8464, 8465). (p. 8465). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 8468, 8469). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8470, 8471). (p. 8471). (p. 8473).
 - **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) (p. 8493). (p. 8494, 8495). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 8501, 8502). (p. 8502). (p. 8505). - **Article 19** (art. L. 131-8 du code du sport - Parité dans les instances dirigeantes des fédérations sportives) (p. 8578). - **Article 22 bis (nouveau)** (art. L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales - Obligation de parité dans les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux) (p. 8584). (p. 8584).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur le travail du dimanche** - (3 octobre 2013) (p. 9008).
 - **Proposition de loi visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprises [n° 15 (2013-2014)]** - (10 octobre 2013) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (art. L. 2325-1-1 [nouveau] à L. 2325-1-5 [nouveau] du code du travail - Transparence financière des comités d'entreprise) (p. 9487). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9490).
 - **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de détachement des travailleurs [n° 528 (2012-2013)]** - (16 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9614, 9616).
 - **Questions cribles thématiques sur la politique énergétique européenne** - (24 octobre 2013) (p. 10136, 10137).
 - **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (29 octobre 2013) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10642).
 - **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10750). (p. 10755, 10756). (p. 10759). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10767, 10768). (p. 10770, 10771). (p. 10781). (p. 10783). (p. 10785). (p. 10788). (p. 10788, 10789).
 - **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - Accords en faveur de la prévention de la pénibilité) (p. 10817, 10818). (p. 10819, 10820). (p. 10821). - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 10839). (p. 10840). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10849). - **Article 10 bis (nouveau)** (Rapport sur la situation des personnes exclues du bénéfice de l'allocation transitoire de solidarité) (p. 10850, 10851). (p. 10853).
 - **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 10904, 10905). - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10931).
 - **Questions cribles thématiques sur la montagne : aménagement du territoire, problématiques foncières et développement économique** - (7 novembre 2013) (p. 11138). (p. 11138, 11139).
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**
- Deuxième partie :*
- (12 novembre 2013) - présidente de la commission des affaires sociales - **Demande de priorité** (p. 11319).
- Troisième partie :*
- (14 novembre 2013) - **Article 21 et annexe B** (Approbation du rapport figurant à l'annexe B du projet de loi de financement) (p. 11450). (p. 11451). - **Seconde délibération** (p. 11462). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 11485, 11486).
 - **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - présidente de la commission des affaires sociales - **Article 3** (Gage) (p. 11606).
 - **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12692).

DEBRÉ (Isabelle)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du contrat de génération (6 février 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*): Création du contrat de génération - Audition de MM. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et Thierry Repentin, ministre délégué chargé de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*): Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires sociales*): Création du contrat de génération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant création du contrat de génération.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires sociales*): Expérimentation des maisons de naissance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission des affaires sociales*): Questions diverses.

Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*): Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des affaires sociales*): Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires

sociaux : organisations syndicales non signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Présentation du rapport de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire relative à la sécurisation de l'emploi.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accessibilité des personnes handicapées au logement, aux établissements recevant du public, aux transports, à la voirie et aux espaces publics - Présentation d'un rapport au Premier ministre.

Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen du rapport.

Réunion du mardi 28 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen des amendements.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Contrôle de la mise en application des lois - Examen du rapport annuel.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique familiale - Audition de Mme Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde sur la pénibilité.

Contrôle des comptes des comités d'entreprise - Gestion des comités d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (syndicats de salariés).

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2007-1224 du 21 août 2007 relative à la continuité du service

public dans les transports terrestres de voyageurs (« service minimum ») - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des amendements.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du lundi 18 novembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 194).

- **Proposition de loi visant à autoriser le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels [n° 555 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 711, 712).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 815-9 du code de la sécurité sociale - *Cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels*) (p. 713). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Gage*) (p. 713).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 853, 856).

- **Suite de la discussion** (6 février 2013) - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - *Définition et modalités d'application du contrat de génération*) (p. 914). (p. 914, 915). (p. 915). (p. 915). (p. 916). (p. 921). (p. 924). (p. 925). (p. 927). (p. 927). (p. 928). (p. 929). (p. 931). (p. 931). (p. 934). (p. 934). (p. 936). (p. 936). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur*) (p. 939). (p. 939). - **Article 7 (nouveau)** (art. L. 5133-11 du code du travail - *Suppression d'une aide à l'emploi des seniors inappliquée*) (p. 944). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 946).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) (p. 1171).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) -

Article 1er (*Modalités d'attribution des allocations familiales en cas de placement d'un enfant auprès du service d'aide sociale à l'enfance*) (p. 2480).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 2744).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2811, 2812).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)] (suite)** - (5 avril 2013) - **Organisation des travaux** (p. 2845).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2880). (p. 2898).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Organisation des travaux** (p. 3045).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (*art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3101, 3102). - **Organisation des travaux** (p. 3119, 3120). - **Article 2 A (nouveau)** (*art. 225-1 [nouveau] du code civil - Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux*) (p. 3124).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles - Critères d'éligibilité au statut d'association familiale*) (p. 3198).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (19 avril 2013) - **Article 2** (*art. L. 6111-1, L. 6112-3 et L. 6314-3 [nouveau] du code du travail - Création du compte personnel de formation et institution du conseil en évolution professionnelle*) (p. 3625).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - **Article 8** (*art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel*) (p. 3800, 3801).

- **Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4123, 4124).

- **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 559 (2012-2013)]** - (28 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4925, 4926). - **Article 1er** (*Modalités de mise en œuvre du déblocage exceptionnel des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation et de l'intéressement*) (p. 4935). (p. 4935, 4936). (p. 4939). (p. 4940). (p. 4941). (p. 4942). - **Article 1er bis (nouveau)** (p. 4943).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (3 juin 2013) - **Article 10** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5231). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5271).

- **Questions cibles thématiques sur l'avenir des retraites** - (13 juin 2013) (p. 5855). (p. 5856).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7459).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de**

protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)] - (24 juillet 2013) - **Article 2** (*art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé*) (p. 7646, 7647).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (*art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9047).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9108). (p. 9119).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (4 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10875, 10876). (p. 10877). - **Article 13** (*Rapport du Gouvernement sur la refonte des avantages familiaux de retraite*) (p. 10887, 10888). - **Article 16 bis (nouveau)** (*art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite*) (p. 10899). (p. 10901, 10902).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10979). (p. 10983, 10984).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (*art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles*) (p. 11333). - **Article 8** (*art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1600-0 S du code général des impôts ; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Refonte des règles de calcul, de déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement*) (p. 11343, 11344). (p. 11350, 11351).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Article 3** (*Gage*) (p. 11605).

- **Rappel au règlement** - (19 novembre 2013) (p. 11607).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Nouvelle lecture [n° 190 (2013-2014)]** - (16 décembre 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Principes et objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 13030, 13031). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au 1er octobre de la revalorisation annuelle des pensions*) (p. 13038). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Préparation de la refonte des majorations de pension par enfant*) (p. 13051). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (*Elargissement de l'accès à la retraite anticipée pour les travailleurs handicapés*) (p. 13060). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*Organisation d'un débat annuel sur les orientations de la politique des retraites dans la fonction publique*) (p. 13065). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13070, 13071).

del PICCHIA (Robert)
*sénateur (Français établis hors de
 France - Série A)*
 UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 485 (2011-2012)] autorisant l'approbation du protocole commun relatif à l'application de la convention de Vienne et de la convention de Paris [n° 468 (2012-2013)] (2 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Énergie.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 328 (2006-2007)] portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998 [n° 621 (2012-2013)] (4 juin 2013) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen [n° 48 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi organique relative à la présentation par les conseillers consulaires d'un candidat à l'élection du Président de la République [n° 119 (2013-2014)] (5 novembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 158 tome 3 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Europe de la défense - Audition de S.E. M. Tomasz Orłowski, ambassadeur de la République de Pologne.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean-Paul Paloméros, commandant suprême allié chargé de la transformation (ACT) à l'OTAN.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Enders, président exécutif d'EADS.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de la convention postale universelle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Approbation du protocole commun relatif à l'application de la convention de Vienne et de la convention de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Anne Paugam, candidate désignée aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement - Avis et résultat du scrutin.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Michel Casa, directeur de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Avancée des négociations de la coopération renforcée sur la taxe sur les transactions financières.

Transports-Réglementation et fiscalité des poids lourds (texte E 8284) : rapport d'information et proposition de résolution de Mme Fabienne Keller.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Application de garanties en France - Protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique - Examen des amendements.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Application de garanties en France - Protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Francis Delon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (programme 129 « coordination de l'action gouvernementale » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement »).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée chargée des Français de l'étranger (programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » de la mission « Action extérieure de l'Etat »).

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'Etat » programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias » programme « Action audiovisuelle extérieure » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et la Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'adoption - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et France Médias Monde - Examen de l'avis.

Coopération en matière de défense entre la France et Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la retraite des Français ayant travaillé dans plusieurs pays** - (5 février 2013) (p. 789). (p. 790).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1384, 1385).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 425 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1966, 1968).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013).** - (18 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1987). - **Article 19 (Modalités d'application)** (p. 1989). (p. 1990). - **Article 20 B (nouveau)** (Règlement intérieur de l'Assemblée des Français de l'étranger) (p. 1993). (p. 1993). - **Articles additionnels après l'article 20 C** (p. 1994). (p. 1997). (p. 1998).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2013) - **Article 20 (Rapport du Gouvernement à l'Assemblée des Français de l'étranger)** (p. 2012). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2016). - **Article 29 (Modalités d'application)** (p. 2019). - **Article 29 bis (nouveau)** (Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins) (p. 2022, 2023). - **Article 29 quater (nouveau)** (Conditions d'éligibilité) (p. 2024). - **Article 29 septies (nouveau)** (Procédure de dépôt et d'enregistrement des déclarations de candidature) (p. 2029). (p. 2030). (p. 2030). - **Article 29 octies (nouveau) (réservé)** (Retrait de candidature et décès des candidats) (p. 2032). - **Article 29 nonies (nouveau)** (Information des électeurs, circulaires électorales et règles de financement des campagnes électorales) (p. 2035). (p. 2036). (p. 2036). (p. 2037, 2038). - **Article 29 duodécies (nouveau)** (Règles de financement des campagnes électorales) (p. 2044). - **Article 29 terdecies et tableau n°1 annexé (nouveaux)** (Nombre et répartition des conseillers consulaires et découpage des circonscriptions électorales) (p. 2052). (p. 2056). (p. 2064). (p. 2064). - **Article 29 vicies et tableau annexé (nouveaux)** (Découpage des circonscriptions électorales et démission d'office) (p. 2069, 2070). (p. 2070). - **Article 29 unvicies (nouveau)** (Mode de scrutin) (p. 2071). (p. 2071). - **Article 30 (Modalités d'élection des délégués consulaires)** (p. 2073). - **Article 33 octies (nouveau)** (Modalités matérielles du vote) (p. 2078). (p. 2079, 2080). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2087).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (10 avril 2013) - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3133).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Mali et en Libye** - (25 avril 2013) (p. 4063, 4064).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture [n° 684 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Article 29 decies (Modalités de vote)** (p. 6612). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6625).

- **Projet de loi portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998 [n° 622 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6678, 6679).

- **Rapporteur - Article 1er (Définitions)** (p. 6686). - **Article 2 (Renseignements relatifs aux activités de recherche-développement menées en coopération avec un ENDAN ou avec**

une personne établie dans un ENDAN) (p. 6687). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (Objectifs de la vérification internationale) (p. 6689). - **Article 11 (Modalités et conditions d'exécution de la vérification internationale)** (p. 6690). - **Article 12 (Opposition à la vérification internationale)** (p. 6691). (p. 6691). - **Article 13 (Accès réglementé)** (p. 6692). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (Respect des prescriptions de sécurité, de sûreté et de radioprotection) (p. 6692). - **Article 20 (Sanction du refus opposé à l'accès des inspecteurs, autorisé par le juge judiciaire)** (p. 6693, 6694).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Article 4 ter (nouveau)** (Contrôle sur pièces et sur place pour les membres des commissions parlementaires chargées de la défense) (p. 9810). - **Article 10** (art. L. 232-7 nouveau du code de la sécurité intérieure - Création à titre expérimental d'un nouveau traitement relatif aux données API et PNR des transporteurs aériens) (p. 9824).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (7 novembre 2013) - **Article 14** (art. 19 quater, 19 duodécies, 25-1 à 25-5 [nouveaux], 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1175 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ; art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production, art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale ; L. 524-2-1, L. 527-1-2 [nouveau] et L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et L. 422-3 et L. 422-12 du code de la consommation - Création d'un régime général de révision coopérative) (p. 11192). (p. 11192). (p. 11193). (p. 11194). (p. 11195). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 bis et 12 [nouveaux] de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Fusion et scission d'associations) (p. 11229). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11244, 11245).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11698, 11699).

- **Projet de loi transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 138 (2013-2014)]** - (3 décembre 2013) - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 14-1 [nouveau] de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Conséquences de la découverte d'une inéligibilité avant le scrutin) (p. 12411).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12693).

DELAHAYE (Vincent)
sénateur (Essonne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013. (9 décembre 2013).

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'innovation au service de la gestion des amendes : contrôle budgétaire de l'ANTAI [n° 82 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Police et sécurité - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Sécurité (sécurité et éducation routières) [n° 156 tome 3 vol. 2 annexe 27 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Table ronde sur la fiscalité écologique.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des finances*) : Exécution du budget de 2012 - Audition de M. Jérôme Cahuzac, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Pierre Bordry, ancien président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

(*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Martin Fourcade, biathlète, médaillé olympique.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bernard Lapasset, président de l'International Rugby Board (IRB), vice-président du Comité national olympique et sportif français (CNO SF).

Audition de M. Philippe Lamoureux, directeur général du LEEM (Les entreprises du médicament) et Mme Claire Sibenaler, directrice des études cliniques du LEEM.

(*commission des finances*) : Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat et exécution budgétaire de 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de MM. Pierre Berbizier, ancien joueur de rugby et ancien sélectionneur de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995 et Marc Bichon, ancien médecin de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995.

(*commission des finances*) : Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des finances*) : Perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des finances*) : Caisse des dépôts et consignations - Résultats de 2012 - Audition de MM. Henri Emmanuelli, président de la commission de surveillance, et Jean-Pierre Jouyet, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial, sur le pilotage du projet de « Centre du Gouvernement ».

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et du plan « Investir pour la France ».

Traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Rémunération des militaires - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) - Contrôle budgétaire - Communication de M. Vincent Delahaye, rapporteur spécial.

Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Charles Guené, rapporteur spécial, sur la mission « Conseil et contrôle de l'État ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Paul Emorine, rapporteur spécial, sur la mission « Pouvoirs publics ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Christian Bourquin et André Ferrand, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Michèle André, rapporteure spéciale, sur la mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 61).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Thierry Foucaud et Claude Haut, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Enseignement scolaire ».

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Claude Belot, rapporteur spécial, sur la mission « Médias, livre et industries culturelles » et sur le compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis de M. Jean-Pierre Caffet, rapporteur pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Richard Yung et Roland du Luart, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur leurs contrôles budgétaires relatifs aux modalités de recrutement et conditions d'exercice des enseignants à l'étranger, et aux projets de regroupement immobilier des représentations diplomatiques).

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 62 à 62 octies et communication sur son contrôle budgétaire relatif à la gestion et aux moyens de fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre) - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de

concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 75 et 76) - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues dans la perspective d'une éventuelle saisine du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » et compte de concours financiers « Avances aux organismes de sécurité sociale » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la prise en compte des derniers répertoires d'immeubles localisés connus pour le calcul de la population servant de base à la DGF** - (5 février 2013) (p. 801). (p. 802).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (21 mars 2013) - **Article 4 nonies (nouveau)** (art. L. 465-2-1 [nouveau], L. 465-3 et L. 621-15 du code monétaire et financier - Sanctions administratives et pénales de la manipulation d'un indice) (p. 2229). - **Article 7** (art. L. 613-31-11 à L. 613-31-18 [nouveaux] du code monétaire et financier - Résolution et prévention des crises bancaires) (p. 2258). (p. 2258). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 2275). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-10-1, L. 532-2-1, L. 511-47-1, L. 612-23-1 [nouveaux], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26L. 612-33, L. 612-39 du code monétaire et financier - Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle) (p. 2280, 2281). (p. 2282). (p. 2282).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 17 bis B** (p. 2315, 2316). (p. 2317). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-12-1 du code monétaire et financier - Transmission aux entreprises de la notation interne attribuée par la banque) (p. 2317). (p. 2318). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 2319). (p. 2319).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2809, 2810).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2891, 2892).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3272).

- **Rappel au règlement** - (24 avril 2013) (p. 3974).

- **Rappel au règlement** - (15 mai 2013) (p. 4140, 4141).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5112). - **Article 1er (Supprimé)** (*Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales*) (p. 5126). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5140, 5141). (p. 5148). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5151, 5152). (p. 5152).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5222). (p. 5231).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 710 (2012-2013)]** - (4 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6884, 6885).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 688 (2012-2013)]** - (12 juillet 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires) (p. 7055). (p. 7070). (p. 7072). (p. 7073). (p. 7093). (p. 7099). (p. 7101). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7111). - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7124).

- **Mises au point au sujet de votes** - (15 juillet 2013) (p. 7161).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)] (suite)** - (15 juillet 2013) - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7167). (p. 7167). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7169). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7183). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7194, 7195).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Article additionnel après l'article 14 (priorité)** (p. 7480). (p. 7480). - **Article additionnel après l'article 16 (priorité)** (p. 7482, 7483). (p. 7483).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7757, 7758). (p. 7772, 7773). - **Article 2** (art. L.O. 145, L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 149, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilité du mandat parlementaire avec l'exercice de fonctions de conseil et de fonctions au sein

d'entreprises travaillant essentiellement pour des personnes publiques - Suppression des dispositions relatives à la déclaration d'activités extraparlimentaires) (p. 7780).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8660).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8708).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 1er AA** (Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des territoires) (p. 8906).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris) (p. 9029).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9121).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2013) - **Article 35 E (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions transitoires*) (p. 9293). (p. 9294).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9506, 9507). - **Article 1er** (art. L. 2334-3 du code général des collectivités territoriales - Modification des seuils de population pour le calcul de la dotation de base et alignement progressif sur le montant par habitant des communes de 20 000 habitants) (p. 9517).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11798, 11799).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Article 2** (art. 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu de l'année 2014 et revalorisation exceptionnelle de la décote) (p. 11842). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11853). - **Article 3** (art. 197 du code général des impôts - Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial) (p. 11859). (p. 11860). - **Article 5** (art. 83 du code général des impôts - Suppression de l'exonération fiscale de la participation de l'employeur aux contrats collectifs de complémentaire santé) (p. 11870). - **Article 6** (art. 81 du code général des impôts - Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu des majorations de retraite ou de pension pour charges de famille) (p. 11875). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11876, 11877). (p. 11877). (p. 11879). (p. 11893). (p. 11893, 11894). (p. 11894).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11939). - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11947). (p. 11960).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11983). - **Article 9** (*Taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations versées par les entreprises*) (p. 11994, 11995). (p. 11996). (p. 11999). (p. 12001). - **Article 10** (art. 223 duodecimes, 223

terdecies et 223 quaterdecies [nouveaux] du code général des impôts - Instauration d'une contribution sur l'excédent brut d'exploitation pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros (p. 12003). (p. 12005). (p. 12006). (p. 12007). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12009). (p. 12010). (p. 12012). (p. 12013). (p. 12017). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12080). - **Article 19** (art. 68 de la loi n° 2012 1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, art. 257, 278 sexies, 278 sexies A, 279-0 bis et 284 du code général des impôts - Abaissement du taux de TVA applicable à la construction et à la rénovation de logements sociaux) (p. 12088). (p. 12090).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Article 23** (art. 235 ter ZE du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe de risque systémique) (p. 12154). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 12160). (p. 12161). - **Article 23 bis (nouveau)** (art. 244 quater G du code général des impôts - Réforme du crédit d'impôt bénéficiant aux entreprises employant des apprentis) (p. 12162, 12163). (p. 12165). (p. 12166, 12167). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 12209). - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quater A, art. 1609 septuies et art. 1609 novovicies du code général des impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 12213). (p. 12218). (p. 12220). - **Article 34** (art. 1600 du code général des impôts - Contribution des chambres de commerce et d'industrie à l'effort de rétablissement des comptes publics et rétrocession aux entreprises de la baisse du plafond de leurs taxes affectées) (p. 12224).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 43 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12299). (p. 12303).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12755, 12756).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12789, 12790).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 12832, 12833).

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Article additionnel avant l'article 7 sexies** (p. 12856). - **Articles additionnels après l'article 12**

(p. 12882). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12911). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12913). (p. 12916). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 12920). (p. 12920). - **Article 22** (art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3332-2-1, L. 4331-2-1 L. 5211-35-2 [nouveau], L. 5212-24, L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1391 E, 1465, 1466, 1586 nonies, 1639 A bis, 1640 D [nouveau] et 1647 D du code général des impôts, art. 32 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Mesures fiscales diverses relatives aux collectivités territoriales et à l'achèvement des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 12937). (p. 12938, 12939). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 12946). (p. 12946). (p. 12947). (p. 12947, 12948). (p. 12948). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - Modification du seuil de l'effort fiscal des bénéficiaires du fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales, FPIC) (p. 12949). (p. 12950, 12951). - **Articles additionnels après l'article 24 decies** (p. 12962, 12963). (p. 12963). (p. 12963). (p. 12963). (p. 12963). (p. 12964). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 12968). (p. 12968). (p. 12969). - **Article 27** (art. 224, 225, 225 A, 226 B, 226 bis, 227, 227 bis, 228, 228 bis, 230 B, 230 C, 230 D, 230 G, 230 H, 230 I, 1599 quinquies A, 1647, et 1678 quinquies du code général des impôts, art. L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-7, L. 6241-8 et L. 6241-9 du code du travail, art. L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er, 2, 3 et 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelle - Réforme de la taxe d'apprentissage) (p. 12976). (p. 12978). (p. 12979). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 12992). - **Article 41 (nouveau)** (Financement des missions de préfiguration de la métropole du Grand Paris et de la métropole d'Aix-Marseille-Provence) (p. 12995). (p. 12995). - **Article 44 (nouveau)** (Abandon des créances de l'Etat détenues sur la Société nouvelle du journal l'Humanité) (p. 12996). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 13000). (p. 13001). (p. 13001). (p. 13001).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2013) (p. 13115, 13117). - **Question préalable** (p. 13124).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (18 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13139, 13141).

DELATRE (Francis)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013. (9 décembre 2013).

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 332 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le régime de retraite et de sécurité sociale des marins : maintenir le cap de la modernisation [n° 707 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Régimes sociaux et de retraites [n° 156 tome 3 annexe 23 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Gestion des faillites bancaires - Table ronde.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 22 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire de la répartition du produit de la taxe d'apprentissage - Communication.

Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Bilan de l'ouverture des jeux en ligne, trois ans après - Table ronde.

Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance portant création du programme relatif au Haut conseil des finances publiques et le dotant en crédits - Communication.

Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

(*commission des finances*) : Recensement et comptabilisation des engagements financiers hors bilan de l'Etat - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat et exécution budgétaire de 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Les normes comptables au service de l'économie - Audition conjointe de MM. Jean-Luc Decornoy, président du directoire de KPMG France, Jérôme Haas, président de l'Autorité des normes comptables, Didier Marteau, professeur à l'ESCP Europe, Philippe Messenger, président de l'association française des trésoriers d'entreprise, et Michel Prada, président de la Fondation IFRS.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des finances*) : Perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Régime spécial de retraite et de sécurité sociale des marins (ENIM) - Communication.

Rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réforme européenne des indices des taux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) pour 2014 - Examen du rapport d'information.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2012 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des finances*) : Dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des finances*) : Caisse des dépôts et consignations - Résultats de 2012 - Audition de MM. Henri Emmanuelli, président de la commission de surveillance, et Jean-Pierre Jouyet, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Échange de vues.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des finances*) : Aides à la presse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Préfectures et réorganisation territoriale de l'État - Contrôle budgétaire - Communication de Mme Michèle André, rapporteure spéciale.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Jean-Marie Levaux, membre du collège de supervision de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, personnalité pressentie pour exercer les fonctions de vice-président de cette Autorité.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Christian Bourquin et André Ferrand, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Michèle André, rapporteure spéciale, sur la mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 61).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Claude Belot, rapporteur spécial, sur la mission « Médias, livre et industries culturelles » et sur le compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Marc Massion et Jean Arthuis, rapporteurs spéciaux, sur la participation de la France au budget de l'Union européenne (article 41).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Gattaz, président du MEDEF.

Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. François Rebsamen, rapporteur spécial, sur la mission « Égalité des territoires, logement et ville » (et articles 64 à 66).

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Richard Yung et Roland du Luart, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur leurs contrôles budgétaires relatifs aux modalités de recrutement et conditions d'exercice des enseignants à l'étranger, et aux projets de regroupement immobilier des représentations diplomatiques).

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et comptes d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et « Participations financières de l'État » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 61 bis) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Travail et emploi » - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 13 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 429, 431).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 733, 734).

- **Questions cibles thématiques sur la compétitivité** - (28 février 2013) (p. 1620). (p. 1621).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2130, 2131).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 quater** (p. 2216). - **Article 5** (art. L. 612-1, L. 612-4, L. 612-8-1 [nouveau], L. 612-33, L. 612-5, L. 612-6, L. 612-7, L. 612-8, L. 612-12, L. 612-14, L. 612-15, L. 612-16, L. 612-19, L. 612-20, L. 612-36, L. 612-10, L. 612-38 du code monétaire et financier - Organisation et missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) (p. 2239, 2240). (p. 2243).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Article 21 bis A** (art. L. 314-7 du code monétaire et financier - Relevé d'information sur les frais bancaires) (p. 2347). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2370, 2371).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 3368).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi** - (23 mai 2013) (p. 4511, 4512).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Article 1er** (*Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer*) (p. 4982).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5405).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 710 (2012-2013)]** - (4 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6879, 6883).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pression fiscale** - (19 septembre 2013) (p. 8723).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11806, 11808).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11849). (p. 11849). (p. 11849). (p. 11850). - **Article 3**

(art. 197 du code général des impôts - Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial) (p. 11863, 11864). - **Article 5** (art. 83 du code général des impôts - Suppression de l'exonération fiscale de la participation de l'employeur aux contrats collectifs de complémentaire santé) (p. 11871). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11878, 11879). (p. 11887, 11888). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 11899). - **Article 7 quater (nouveau)** (art. 278 bis, 298 bis et 298 quater du code général des impôts - Application du taux normal de TVA pour certains engrais et autres produits assimilables) (p. 11904). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11907). (p. 11913).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 885 V bis du code général des impôts - Calcul du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 11989, 11990). (p. 11990). - **Article 9** (Taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations versées par les entreprises) (p. 11996). (p. 12001). (p. 12001). - **Article 10** (art. 223 duodecimes, 223 terdecies et 223 quaterdecies [nouveaux] du code général des impôts - Instauration d'une contribution sur l'excédent brut d'exploitation pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros) (p. 12004, 12005). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12010). (p. 12013). (p. 12014). (p. 12016). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12029, 12030). (p. 12035, 12036). - **Article 18** (art. 150 VC, 150 VD du code général des impôts et L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières) (p. 12077). - **Article 19** (art. 68 de la loi n° 2012 1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, art. 257, 278 sexies, 278 sexies A, 279-0 bis et 284 du code général des impôts - Abaissement du taux de TVA applicable à la construction et à la rénovation de logements sociaux) (p. 12087). (p. 12091). (p. 12092). - **Article 20** (art. 265, 265 bis, 266 quinquies et 266 quinquies B du code des douanes - Aménagement des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 12106).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12142, 12143). - **Article 24** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs

locaux, IDL) (p. 12174, 12175). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 12209).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 37** (art. 1011 bis du code général des impôts - Modification du barème du malus automobile) (p. 12265). - **Article 43 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12292, 12293).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (13 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12813, 12815).

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 12842). - **Article 7** (art. L. 125-0 A et 990 I du code général des impôts et art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime de l'assurance-vie en vue d'une meilleure contribution au financement de l'économie) (p. 12845). (p. 12846). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 806, 1649 ter [nouveau], 1649 AA et 1736 du code général des impôts - Renforcement des obligations de déclaration aux services fiscaux en matière d'assurance-vie) (p. 12850). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12862). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12864, 12865). (p. 12869, 12870). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12882). (p. 12884). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 12890). - **Article 17** (art. 39 AA quater, 157, 199 decies H, 200 quinquies [nouveau], 793 et 1840 G du code général des impôts, et art. L. 352-1 à L. 352-6 du code forestier - Mise en œuvre de mesures fiscales du « plan bois ») (p. 12909). (p. 12910). - **Article 22** (art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3332-2-1, L. 4331-2-1 L. 5211-35-2 [nouveau], L. 5212-24, L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1391 E, 1465, 1466, 1586 nonies, 1639 A bis, 1640 D [nouveau] et 1647 D du code général des impôts, art. 32 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Mesures fiscales diverses relatives aux collectivités territoriales et à l'achèvement des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 12933). (p. 12939). (p. 12940). (p. 12941). (p. 12941). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - Modification du seuil de l'effort fiscal des bénéficiaires du fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales, FPIC) (p. 12951). (p. 12952). - **Article 26** (art. L. 121-12, 121-13 et L. 121-19-1 [nouveau] du code de l'énergie - Evolution de la contribution au service public de l'électricité, CSPE) (p. 12970). - **Article 27** (art. 224, 225, 225 A, 226 B, 226 bis, 227, 227 bis, 228, 228 bis, 230 B, 230 C, 230 D, 230 G, 230 H, 1599 quinquies A, 1647, et 1678 quinquies du code général des impôts, art. L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-7, L. 6241-8 et L. 6241-9 du code du travail, art. L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er, 2, 3 et 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelle - Réforme de la taxe d'apprentissage) (p. 12977). (p. 12978). (p. 12979). - **Articles additionnels après l'article 28 quaterdecies** (p. 12988). (p. 12989). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 12999). (p. 12999).

DELAUNAY (Michèle)
*ministre déléguée auprès de la ministre
 des affaires sociales et de la santé,
 chargée des personnes âgées et de
 l'autonomie*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la recherche concernant la myofasciite à macrophages** - (29 janvier 2013) (p. 563, 564).
- **Question orale sur la lutte contre la désertification médicale de nos campagnes** - (29 janvier 2013) (p. 566).
- **Question orale sur la réorganisation de l'accueil des allocataires au sein des caisses d'allocations familiales** - (29 janvier 2013) (p. 567).
- **Question orale sur la reconnaissance de la formation des orthophonistes au grade de master** - (29 janvier 2013) (p. 568, 569).
- **Proposition de loi visant à autoriser le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels [n° 555 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 712). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Gage) (p. 713).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan dépendance** - (7 février 2013) (p. 999, 1000).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique sociale du Gouvernement** - (7 février 2013) (p. 1002, 1003).
- **Question orale sur l'encadrement des loyers des maisons de retraite** - (23 avril 2013) (p. 3904, 3905).
- **Question orale sur l'implantation de nouvelles pharmacies en milieu rural** - (23 avril 2013) (p. 3905, 3906).
- **Question orale sur les boîtiers électriques dangereux installés sous les trottoirs** - (23 avril 2013) (p. 3907).
- **Question orale sur la concession des usines hydroélectriques sur le territoire national** - (23 avril 2013) (p. 3908).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le choix de vie des personnes en fin de vie** - (25 avril 2013) (p. 4060).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière de la «silver économie» à l'égard des personnes âgées** - (25 avril 2013) (p. 4062).
- **Question orale sur le permis de recherche d'hydrocarbures dit «permis de Brive»** - (21 mai 2013) (p. 4292, 4293).
- **Question orale sur le don d'organes** - (21 mai 2013) (p. 4293, 4294).
- **Question orale sur la phagothérapie** - (21 mai 2013) (p. 4295).
- **Question orale sur le pouvoir de subrogation des départements pour indemniser des personnes en situation de handicap** - (4 juin 2013) (p. 5336).
- **Question orale sur les certificats de décès établis à domicile lors de la permanence des soins** - (4 juin 2013) (p. 5337).
- **Question orale sur l'expérimentation d'une salle de consommation à moindres risques à Paris** - (4 juin 2013) (p. 5338, 5339).
- **Question orale sur l'avenir de l'hôpital Beaujon de Clichy-la-Garenne** - (4 juin 2013) (p. 5339, 5340).
- **Proposition de loi visant à instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus [n° 605 (2011-2012)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5871, 5872). (p. 5880). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5882).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fin de vie** - (4 juillet 2013) (p. 6868).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites** - (19 septembre 2013) (p. 8716).
- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Commission mixte paritaire [n° 817 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8725).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'autonomie** - (17 octobre 2013) (p. 9697, 9698).
- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (31 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 10805). (p. 10806). (p. 10807). - **Article 7** (art. L. 6111-1 du code du travail - Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10809). - **Article 8** (art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - Accords en faveur de la prévention de la pénibilité) (p. 10813, 10814). (p. 10814). (p. 10815). (p. 10816). (p. 10818). (p. 10821). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 10824).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité sociale des frontaliers** - (31 octobre 2013) (p. 10831).
- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)] (suite)** - (4 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 10906). - **Article 17** (art. L. 6243-2 et L. 6243-3 du code du travail ; art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale - Amélioration de la prise en compte des périodes d'apprentissage au titre de l'assurance vieillesse) (p. 10907). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10908). (p. 10909). (p. 10910). (p. 10911). - **Article 19** (art. L. 742-6 du code de la sécurité sociale et art. L. 722-17 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration des droits à la retraite des conjoints collaborateurs) (p. 10913). (p. 10914). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 10919). (p. 10919). (p. 10920). - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10923). (p. 10924, 10925). (p. 10925). (p. 10926). (p. 10927). (p. 10927). (p. 10930). - **Article 25** (art. L. 381-1, L. 753-6, L. 634-2, L. 643-1-1, L. 723-10-1-1 et L. 351-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-38 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des droits à retraite des aidants familiaux de personnes handicapées) (p. 10933). (p. 10934). (p. 10935). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10936). (p. 10936). (p. 10936).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11259, 11260).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique en faveur des personnes âgées** - (12 décembre 2013) (p. 12737, 12738).

DELEBARRE (Michel)
sénateur (Nord)
 SOC

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé du développement le 6 mai 2013 ; fin de mission le 5 novembre 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 388 (2012-2013)] relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 404 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 476 (2012-2013)] (2 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral [n° 478 (2012-2013)] (2 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 499 (2012-2013)] relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral [n° 503 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 866 (2012-2013)] tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 133 (2013-2014)] (13 novembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Pouvoirs publics [n° 162 tome 16 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du vendredi 18 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux et sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 15 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Quatrième paquet ferroviaire : proposition de résolution de M. Roland Ries.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Le secteur public ferroviaire et les collectivités territoriales », de M. Edmond Hervé.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Conférence de Varsovie sur le changement climatique - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral** [n° 252 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 75, 77).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2013) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Exception d'irrecevabilité** (p. 149). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 155).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux** [n° 251 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**. - (16 janvier 2013) - rapporteur - **Demande de renvoi à la commission** (p. 159, 160).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral** [n° 252 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** - (17 janvier 2013) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et en conseiller départemental*) (p. 177). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 211). (p. 217). - **Article 3** (*art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons*) (p. 237). - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 192 du code électoral - Elections des conseillers départementaux*) (p. 239). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 245). (p. 246). - **Article 6** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 205 du code électoral - Extension du mécanisme de la déclaration de démission par le représentant de l'Etat*) (p. 246). - **Article 7** (*art. L. 209 du code électoral* -

Coordination) (p. 246). (p. 247). (p. 247). - **Article 8** (art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature) (p. 248). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 251). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221 du code électoral - Remplacement des conseillers départementaux) (p. 252). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 254). (p. 254). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - Solidarité du binôme de candidats en matière de contentieux électoral) (p. 254). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales) (p. 255). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - Contentieux des comptes de campagne) (p. 257). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 51, L. 52-3, L. 56-1 (nouveau), L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 208, L. 212, L. 216, L. 223-1 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-1, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales - Dispositions de coordination) (p. 258). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents) (p. 259). (p. 259). (p. 260). (p. 260). (p. 260).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) (p. 278). (p. 279). (p. 280). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 282). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire) (p. 294). (p. 297). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 298). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - Effectif des conseils municipaux) (p. 298). (p. 301). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 304). (p. 304). - **Article 17 A (nouveau)** (art. L. 252 du code électoral - Déclaration de candidature dans les communes de moins de 500 habitants) (p. 304). (p. 304, 305). - **Article 17** (art. L. 256 du code électoral - Candidatures et expression du suffrage dans les communes de moins de 1 000 habitants) (p. 307). (p. 308). (p. 308). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 309). (p. 310). - **Article annexe** (p. 315). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 318). - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 320). - **Article 20** (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des délégués communautaires) (p. 323). (p. 326, 327). (p. 330). (p. 333). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 334, 335). (p. 337). (p. 339). - **Article 22** (art. L. 558-1, L. 558-1-1 (nouveau) du code électoral - Application des dispositions communes des élections des députés, des conseillers départementaux et des conseillers municipaux à l'élection des conseillers de l'assemblée de Guyane et de l'assemblée de Martinique) (p. 340). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 340).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1742, 1745).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. - (13 mars 2013) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et conseiller départemental) (p. 1769). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 1772). - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. (p. 1783). (p. 1789).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1814).

(p. 1829). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons par département) (p. 1831). - **Article 4** (art. L. 192 du code électoral - Elections des conseillers départementaux) (p. 1832). (p. 1833). (p. 1833). - **Article 5** (art. L. 193 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1834). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1836). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 195 du code électoral - Allongement du délai d'inéligibilité au mandat de conseiller départemental) (p. 1837). - **Article 5 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 203 et L. 233 du code électoral - Simplification) (p. 1838). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 205 du code électoral - Extension du mécanisme de la déclaration de démission par le représentant de l'Etat) (p. 1839). (p. 1839). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 208 du code électoral - Conséquences d'une double candidature aux élections départementales) (p. 1839). - **Article 7** (art. L. 209 du code électoral - Domiciliation des conseillers départementaux) (p. 1839). - **Article 8** (art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature) (p. 1840). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1844). - **Article 9** (art. L. 221 du code électoral - Remplacement des conseillers départementaux) (p. 1844). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de contentieux électoral) (p. 1846). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-11, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales) (p. 1847). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - Contentieux des comptes de campagne) (p. 1848). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 51, L. 52-3, L. 52-19 (nouveau), L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 212, L. 216, L. 223-1, L. 562 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-2, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales - Dispositions de coordination) (p. 1849). - **Article 14** (art. L. 3122-1 et L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents) (p. 1849). (p. 1850). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 1851). - **Article 16 A** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 1851). (p. 1852). (p. 1854). - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire) (p. 1865). (p. 1866). (p. 1867). - **Article 16 bis** (art. L. 238 et L. 255-2 à L. 255-4 [nouveaux] du code électoral - Obligation d'une déclaration de candidature dans les communes relevant du scrutin majoritaire) (p. 1872). - **Article 17** (art. L. 256 et L. 257 du code électoral - Candidatures et expression du suffrage dans les communes de moins de 1 000 habitants) (p. 1873). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 1874). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 1876). - **Article 18 bis** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux) (p. 1878, 1879). - **Article 19 et tableau annexé (Texte non modifié par la commission)** (Modification de la répartition des conseillers de Paris par secteurs) (p. 1882). (p. 1883). - **Article 20 A** (Intitulé du livre premier et de son titre premier du code électoral - Coordination) (p. 1884). - **Article 20** (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers communautaires) (p. 1887). (p. 1887). (p. 1888). (p. 1889). (p. 1891). (p. 1892). (p. 1895). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 1898). - **Article 20 bis A** (Prorogation du mandat des délégués d'EPCI ayant fusionné au 1er janvier 2014 jusqu'à l'installation du nouvel organe délibérant résultant de l'élection organisée en mars 2014) (p. 1899). (p. 1899). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2121-1 du code général des collectivités territoriales - Légalisation du tableau de la municipalité) (p. 1900). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 1901). - **Article 20 ter** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales ;

art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écrêtement des indemnités de fonction des élus locaux (p. 1902, 1903). (p. 1904). - **Article 20 quater** (art. L. 5211-1, L. 5211-6, L. 5211-6-1, L. 5211-6-2, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5211-12, L. 5211-20-1, L. 5211-39, L. 5211-41, L. 5211-41-2, L. 5211-41-3, L. 5211-53, L. 5214-9, L. 5215-16, L. 5215-17, L. 5215-18, L. 5216-4, L. 5216-4-1 et L. 5216-4-2 du code général des collectivités territoriales - Adaptation des dispositions de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales à l'élection des conseillers intercommunaux au suffrage universel direct) (p. 1906). (p. 1906). - **Article 20 quinquies (supprimé)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Allongement du délai ouvert aux communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération pour s'accorder sur la répartition des sièges au sein de l'organe communautaire) (p. 1907). - **Article 20 sexies** (art. L. 5211-10-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité dans la composition des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 1908). - **Article 20 septies A (nouveau)** (art. L. 5211-8-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conséquences de l'annulation de l'élection d'un conseil municipal sur le fonctionnement de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 1908). - **Article 20 septies (supprimé)** (art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Dérogation aux critères démographiques de création d'une communauté d'agglomération) (p. 1909). (p. 1910). - **Article additionnel après l'article 20 nonies** (p. 1911). (p. 1912). - **Article 21** (art. L. 336 du code électoral - Concomitance des élections régionales et départementales) (p. 1912). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 1913). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 1925, 1926). (p. 1928). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 1930). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation du mandat des conseillers généraux élus en 2008 et 2011, des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en 2010) (p. 1931). (p. 1932). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (loi n° 2010-145 du 16 février 2010 ; art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Abrogation du conseiller territorial) (p. 1932). (p. 1932). - **Article 26 (Entrée en vigueur)** (p. 1932). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 1933).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** - (14 mars 2013) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er A** (art. L.O. 141 du code électoral - Conséquences de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats) (p. 1938). - **Article 1er** (art. L.O. 247-1, L.O. 255-5 et L.O. 273-1 [nouveaux] du code électoral - Adaptation de la participation des ressortissants de l'Union européenne aux nouvelles modalités d'élection des conseillers municipaux et des délégués communautaires) (p. 1940). (p. 1941). - **Article 3** (Entrée en vigueur) (p. 1942).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013)** (p. 3298, 3300).

- Rapporteur - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 3312). (p. 3315). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191-1 [nouveau] du code électoral - Nombre de cantons par département) (p. 3316). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 203 et L. 233 du code électoral - Simplification) (p. 3316). - **Article 8 (Texte non modifié par**

la commission) (art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature et seuil d'accès au second tour) (p. 3317). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221 du code électoral - Remplacement des conseillers départementaux) (p. 3319). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - Solidarité du binôme en matière contentieuse) (p. 3320). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-11, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales) (p. 3321). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - Contentieux des comptes de campagne) (p. 3321). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 51, L. 52-3, L. 52-19 (nouveau), L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 212, L. 216, L. 223-1, L. 562 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-2, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales et 200 du code général des impôts - Dispositions de coordination) (p. 3322). (p. 3322). - **Article 16 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 3323). (p. 3323). (p. 3323). - **Article 16 B** (art. L. 237-1 du code électoral - Incompatibilité entre le mandat de conseiller communautaire et un emploi au sein de l'intercommunalité ou de l'une de ses communes membres) (p. 3324). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire) (p. 3324). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 238 et L. 255-2 à L. 255-4 [nouveaux] du code électoral - Obligation d'une déclaration de candidature dans les communes relevant du scrutin majoritaire) (p. 3326). - **Article 18** (art. L. 261 du code électoral - Conséquences de l'abaissement du seuil d'application du scrutin proportionnel pour les sections électorales et les communes associées) (p. 3326). (p. 3326). - **Article 18 bis (Supprimé)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux) (p. 3327). - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (Intitulé du livre premier et de son titre premier du code électoral - Coordination) (p. 3328). - **Article 20** (art. L. 273-1 à L. 273-12 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers communautaires) (p. 3332). (p. 3332). - **Article 20 bis A** (Constitution de l'organe communautaire résultant d'une fusion d'EPCI ayant fusionné au 1er janvier 2014) (p. 3334). - **Article 20 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écrêtement des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 3335). - **Article 20 septies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conséquences de l'annulation de l'élection d'un conseil municipal sur le fonctionnement de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 3338). - **Article 20 decies (Suppression maintenue)** (art. L. 338, L. 338-1, L. 346, L. 360, L. 361 et L. 363 du code électoral - Départementalisation du mode de scrutin régional) (p. 3340). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 3341). (p. 3344). (p. 3348). (p. 3348). (p. 3349). (p. 3349).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux - Commission mixte paritaire [n° 477 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013)**.

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5411). (p. 5411). (p. 5411). (p. 5411).

(p. 5412). (p. 5419). (p. 5424). (p. 5430). (p. 5432). (p. 5433). (p. 5434). (p. 5436). (p. 5436).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article additionnel après l'article 32** (p. 5552).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11650, 11652).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 11665, 11666). - **Article 1er** (art. L. 615-17, L. 615-18, L. 615-19 et L. 722-8 du code de la propriété intellectuelle - Clarification de la spécialisation du TGI de Paris en matière de brevets et spécialisation exclusive en matière d'indications géographiques) (p. 11669). (p. 11669, 11670). (p. 11670). - **Article 2** (art. L. 331-1-3, L. 331-1-4, L. 521-7, L. 615-7, L. 623-28, L. 716-14 et L. 722-6 du code de la propriété intellectuelle - Amélioration des dédommagements civils en cas de contrefaçon) (p. 11671). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 11672, 11673). - **Article 4** (art. L. 332-1, L. 332-1-1 [nouveau], L. 332-4, L. 343-1, L. 343-1-1 [nouveau], L. 521-4, L. 521-4-1 [nouveau], L. 615-5, L. 615-5-1-1 [nouveau], L. 623-27-1, L. 623-27-1-1 [nouveau], L. 716-7,

L. 716-7-1 A [nouveau], L. 722-4 et L. 722-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Harmonisation de la procédure de saisie-contrefaçon et des procédures connexes pour tous les droits de propriété intellectuelle) (p. 11676). (p. 11677). (p. 11677). - **Article 6** (art. L. 335-2, L. 335-4, L. 513-4, L. 613-3, L. 623-4 et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Clarification du régime des utilisations interdites des droits de propriété intellectuelle à défaut de consentement de leur titulaire) (p. 11678). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 335-10, L. 335-11 à L. 335-15 [nouveaux], L. 521-14, L. 521-15, L. 522-1, L. 614-32 à L. 614-37 [nouveaux], L. 623-36 à L. 623-41 [nouveaux], L. 716-8, L. 716-8-1 et L. 722-9 à L. 722-14 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Extension et harmonisation avec le droit communautaire de la procédure de la retenue douanière de marchandises en cas de contrefaçon) (p. 11692). (p. 11693). (p. 11693). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 67 sexes [nouveau] du code des douanes - Accès des douanes aux données des prestataires de services postaux et des entreprises de fret express à des fins de contrôle) (p. 11696). (p. 11696, 11697).

DEMERLIAT (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Vienne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la modernisation de la ligne ferroviaire Paris-Limoges-Toulouse** - (15 octobre 2013) (p. 9553). (p. 9554).

DEMESSINE (Michelle)
sénatrice (Nord)
CRC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement le 13 mars 2013 ; puis vice-présidente du 27 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013 ; puis vice-présidente le 16 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 582 (2011-2012)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et l'Institut international des ressources phylogénétiques (IPGRI) relatif à l'établissement d'un bureau de l'IPGRI en France et à ses privilèges et immunités sur le territoire français [n° 300 (2012-2013)] (29 janvier 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 602 (2012-2013)] autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la région wallonne du Royaume de Belgique sur l'accueil des personnes handicapées [n° 766 (2012-2013)] (16 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Défense : soutien de la politique de la défense [n° 158 tome 7 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohamed Emhemed Abdelaziz, ministre libyen des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement de la commission de la défense et de la sécurité de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, à Bahreïn et au Qatar - Communication.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement en Libye - Communication.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Echange de vues avec une délégation du Parlement afghan.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Hugues Simon-Michel, ambassadeur, représentant permanent auprès de la Conférence du désarmement à Genève, chargé de la négociation du traité sur le commerce des armes.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accueil des personnes handicapées - Approbation de l'accord-cadre entre la France et la Belgique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi relative à la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de

programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Ratification du traité sur le commerce des armes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration (programme 212 « soutien des forces » de la mission « Défense »).

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Réunion constitutive de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du lundi 21 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Examen des amendements du Gouvernement.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La rive sud de la Méditerranée, une zone de prospérité à construire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de MM. Jean-Marc Todeschini et Dominique Bailly, auteurs d'un rapport d'information fait au nom de la commission des finances et de la commission de la culture sur le financement public des grandes infrastructures sportives.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jean-Marie Darmian, maire de Créon, représentant l'Association des maires de France (AMF).

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jacques Thouroude, président de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

Audition de M. Sébastien Sémeril, adjoint au maire de Rennes, délégué au sport, et vice-président de Rennes-Métropole, représentant l'Assemblée des communautés de France (AdCF).

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » programme « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » programme « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de programmation militaire - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées au Mali** - (16 janvier 2013) (p. 112, 114).

- **Question orale sur l'interdiction de l'amiante en Europe et dans le monde** - (19 février 2013) (p. 1331, 1332). (p. 1332, 1333).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1371, 1373).

- **Débat sur le développement dans les relations Nord-Sud** - (21 février 2013) (p. 1498, 1500).

- **Questions cribles thématiques sur l'Europe de la défense** - (21 mars 2013) (p. 2224).

- **Question orale sur l'enregistrement de l'Institut supérieur d'ostéopathie de Lille au niveau 1 du répertoire national des certifications professionnelles** - (9 avril 2013) (p. 2957, 2958). (p. 2958).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (20 avril 2013) - **Article 4** (art. L. 2323-3, L. 2323-4, L. 2323-7-1 à L. 2323-7-3 [nouveaux], L. 2325-35, L. 2325-42-1 [nouveau], L. 2323-26-1 à L. 2323-26-3 [nouveaux], L. 2313-7-1 [nouveau] et L. 4616-1 à L. 4616-5 [nouveaux] du code du travail - Information et consultation des institutions représentatives du personnel) (p. 3731, 3732). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3744). - **Article 5** (art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveau], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise) (p. 3755, 3756). (p. 3758). (p. 3759). (p. 3760). (p. 3760, 3761). (p. 3761). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5422-2-1 [nouveau] du code du travail ; art. 43 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 relative au développement de l'alternance et à la sécurisation des parcours professionnels - Sauvegarde des droits à l'indemnisation du chômage des salariés et soutien au développement du contrat de sécurisation professionnelle) (p. 3772, 3773). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3776, 3777). - **Article 7** (art. L. 5422-12 du code du travail - Modulation des cotisations d'assurance chômage) (p. 3783, 3784). (p. 3784). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3789). - **Article 8** (art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel) (p. 3796, 3797). (p. 3801). (p. 3804).

- **Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali: débat et vote sur une demande du Gouvernement** - (22 avril 2013) (p. 3869, 3871).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4896, 4898).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (5 juin 2013) - **Article 32** (art. L. 3211-1-1 et L. 4221-

1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Délégations de compétences départementales et régionales à la métropole) (p. 5551, 5552). (p. 5552).

- **Projet de loi portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998 [n° 622 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6680, 6681).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le commerce des armes [n° 34 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9404, 9405).

- **Question orale sur la politique du logement en milieu rural** - (15 octobre 2013) (p. 9557). (p. 9558).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9786, 9788). - **Article 3 (Programmation financière)** (p. 9805). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-7 du code de justice militaire - Clarification de la notion de "mort au combat") (p. 9833, 9834). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Promotion fonctionnelle) (p. 9837). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 9846). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé) (p. 9875). (p. 9875, 9876). (p. 9877). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9888).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10660). (p. 10660).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10750). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10787). (p. 10787).

- **Question orale sur la concentration dans le secteur des médias** - (19 novembre 2013) (p. 11569).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quater viciés A, art. 1609 sept viciés et art. 1609 novovicies du code général des impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 12213). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification du régime de la taxe acquittée par les étudiants étrangers pour la délivrance d'un titre de séjour salarié) (p. 12229).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en République centrafricaine** - (10 décembre 2013) (p. 12546, 12547).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12565, 12566).

DEMONTÈS (Christiane)
sénatrice (Rhône)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du contrat de génération (6 février 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles ; nouvelle nomination le 25 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 289 (2012-2013)] portant création du contrat de génération [n° 317 (2012-2013)] (30 janvier 2013) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant création du contrat de génération [n° 346 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 805 (2012-2013)] relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 69 (2013-2014)] (15 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 71 (2013-2014)] garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 95 (2013-2014)] (25 octobre 2013) - **Société - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Assurance vieillesse [n° 126 tome 5 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Examen des articles [n° 126 tome 7 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Tableau comparatif [n° 126 tome 8 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 128 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Société - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Régimes sociaux et de retraites [n° 159 tome 5 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 173 (2013-2014)] garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 189 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Audition de MM. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et Thierry Repentin, ministre délégué chargé de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant création du contrat de génération.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Adaptation du droit français au droit de l'Union européenne dans le domaine de la justice - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Droits et protection des personnes faisant

l'objet de soins psychiatriques et modalités de leur prise en charge - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde sur la pénibilité.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (organisations patronales).

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec des économistes.

Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (syndicats de salariés).

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Loi de financement de la sécurité sociale 2014 - Avenir et justice du système de retraites - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport d'information et des recommandations.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen des amendements.

Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Economie sociale et solidaire - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 16 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 851, 853).

- **Suite de la discussion** (6 février 2013) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération) (p. 912, 913). (p. 913). (p. 913). (p. 914). (p. 915). (p. 916). (p. 917). (p. 918). (p. 918). (p. 919). (p. 919). (p. 919). (p. 920). (p. 920). (p. 921). (p. 922). (p. 922). (p. 924). (p. 925). (p. 926). (p. 928). (p. 928). (p. 929). (p. 929). (p. 932). (p. 934). (p. 935). (p. 936). (p. 937). (p. 938). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur*) (p. 939). - **Article 6** (*Rapport sur l'application de la loi*) (p. 943). - **Article 7 (nouveau)** (art. L. 5133-11 du code du travail - Suppression d'une aide à l'emploi des seniors inappliquée) (p. 944). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 945). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 950, 951).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1158, 1160).

- **Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 450 (2012-2013)]** - (2 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2612).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le chômage** - (11 avril 2013) (p. 3189, 3190).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3389, 3392). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3419, 3420).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3618). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 3621).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - **Vote unique sur les articles 5 à 20 et l'ensemble du texte** (p. 3852).

- **Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4099, 4102).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation des personnes inscrites à Pôle Emploi** - (19 septembre 2013) (p. 8721, 8722).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10546, 10548).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10582). (p. 10584). (p. 10586). (p. 10588). (p. 10590, 10591). (p. 10596). (p. 10599). (p. 10600).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10636). (p. 10637). (p. 10644). (p. 10653, 10654). (p. 10659). (p. 10660). (p. 10663). (p. 10667). (p. 10668). - **Articles**

additionnels après l'article 1er (p. 10672). (p. 10673). - **Article 2** (art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035) (p. 10681). - **Article 2 bis (nouveau)** (*Rapport du Gouvernement sur l'âge du taux plein et la décote*) (p. 10695). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 10697). (p. 10698). - **Article 3** (art. L. 114-2, L. 114-4, L. 114-4-2, L. 114-4-3 et L. 135-6 du code de la sécurité sociale - Création d'un dispositif de pilotage annuel du système de retraite) (p. 10702).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite) (p. 10726). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10732). (p. 10733). (p. 10737). (p. 10738). (p. 10739). (p. 10740). (p. 10741). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L. 5552-20 du code des transports - Mode de revalorisation des pensions des marins) (p. 10742). - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10751). (p. 10753, 10754). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10760). - **Article 5 bis (nouveau)** (*Rapport sur l'évolution des conditions de pénibilité*) (p. 10761). (p. 10762). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10769). (p. 10771). (p. 10773). (p. 10775). (p. 10776). (p. 10777). (p. 10777). (p. 10778). (p. 10779). (p. 10780). (p. 10780, 10781). (p. 10782). (p. 10783). (p. 10784). (p. 10784). (p. 10785). (p. 10786). (p. 10786). (p. 10787). (p. 10787). (p. 10789). (p. 10790).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 10805). (p. 10805). (p. 10806). (p. 10807). - **Article 7** (art. L. 6111-1 du code du travail - Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10808, 10809). - **Article 8** (art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - Accords en faveur de la prévention de la pénibilité) (p. 10813). (p. 10814). (p. 10815). (p. 10816). (p. 10818). (p. 10821). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 10824). - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 10838). (p. 10839). (p. 10840). (p. 10841). (p. 10843). (p. 10844). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10847). (p. 10848). - **Article 10 bis (nouveau)** (*Rapport sur la situation des personnes exclues du bénéfice de l'allocation transitoire de solidarité*) (p. 10852). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 10853, 10854). (p. 10855). (p. 10856). (p. 10857).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 12** (art. L. 161-22, L. 161-22-1 A [nouveau], L. 634-6, L. 643-6 et L. 723-11-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 84 et L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Clarification des règles du cumul emploi-retraite) (p. 10870). (p. 10871). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10876). (p. 10879). - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 10880). (p. 10881). (p. 10882). (p. 10883). - **Article 13** (*Rapport du Gouvernement sur la refonte des avantages familiaux de retraite*) (p. 10885). (p. 10887). (p. 10888). (p. 10888). - **Article 13 bis (nouveau)** (*Rapport sur les pensions de réversion*) (p. 10889). (p. 10889). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 10890). (p. 10890). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10892). (p. 10893). - **Article 15** (art. L. 351-1-1, L. 634-3-2, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-1 du code rural et de la pêche maritime - Elargissement du dispositif de retraite anticipée pour carrière longue) (p. 10894). - **Article 16** (art. L. 351-14-1, L. 634-2-2, L. 643-2 et L. 723-10-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 9 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite ; art. L. 732-27-1 du

code rural et de la pêche maritime - Création d'une aide forfaitaire au rachat d'années d'études) (p. 10896). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 10898). (p. 10899, 10900). (p. 10901). (p. 10901). (p. 10902). (p. 10902). (p. 10903). (p. 10903). (p. 10904). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 10906). (p. 10906). - **Article 17** (art. L. 6243-2 et L. 6243-3 du code du travail ; art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale - Amélioration de la prise en compte des périodes d'apprentissage au titre de l'assurance vieillesse) (p. 10907). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10908). (p. 10909). (p. 10910). (p. 10911). - **Article 19** (art. L. 742-6 du code de la sécurité sociale et art. L. 722-17 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration des droits à la retraite des conjoints collaborateurs) (p. 10913). (p. 10914). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 10918, 10919). (p. 10919). - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10923). (p. 10924). (p. 10925). (p. 10926). (p. 10927). (p. 10927). (p. 10930). - **Article 25** (art. L. 381-1, L. 753-6, L. 634-2, L. 643-1-1, L. 723-10-1-1 et L. 351-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-38 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des droits à retraite des aidants familiaux de personnes handicapées) (p. 10933). (p. 10934). (p. 10935). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10936). (p. 10936). (p. 10936).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 26** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Création d'un compte individuel retraite) (p. 10949). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10951). (p. 10954). - **Article 27** (art. L. 161-17-1, L. 161-1-6, L. 161-1-7, L. 161-17-1-1 [nouveau] et L. 161-17-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Création d'une instance de pilotage de la simplification interrégimes) (p. 10956). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 10956). - **Article 28** (art. L. 173-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Simplification des modalités de calcul de la retraite des polypensionnés) (p. 10958). (p. 10958). (p. 10959). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 10960). - **Article 29** (art. L. 161-22-2 [nouveau], L. 173-1-3 [nouveau] et L. 351-9 du code de la sécurité sociale - Mutualisation du service des petites pensions) (p. 10961). (p. 10961). - **Article 30** (Débat annuel sur les retraites dans la fonction publique) (p. 10961). (p. 10962). (p. 10962). - **Article 31** (art. L. 732-58, L. 732-58-1 [nouveau], L. 732-59, L. 732-60 et L. 732-60-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Pilotage du régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles) (p. 10964). (p. 10965). (p. 10969). - **Article 32** (art. L. 641-2, L. 641-3-1 nouveau, L. 641-4-1 nouveau, L. 641-5 et L. 641-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de la gouvernance des régimes de retraite des professions libérales) (p. 10971, 10972). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10978). (p. 10979). (p. 10980). (p. 10984). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10997).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11015, 11016).

- Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (Définition de l'économie sociale et solidaire) (p. 11049).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 7** (art. L. 3332-17-1 du code du travail - Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale ») (p. 11111, 11112). (p. 11112). - **Article 9** (Schéma de promotion des achats

publics socialement responsables) (p. 11121). - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11146, 11147). (p. 11161). - **Article 12** (art. L. 240-1 à L. 240-10 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés en cas de cession de parts sociales, actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité du capital) (p. 11181). - **Article 33** (art. L. 7331-1 à L. 7331-3 [nouveaux] et L. 7332-1 à L. 7332-8 [nouveaux] du code du travail, art. L. 311-3 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale - Précision et sécurisation du statut d'entrepreneur salarié associé d'une coopérative d'activité et d'emploi) (p. 11212).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11268).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Nouvelle lecture [n° 190 (2013-2014)]** - (16 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13018, 13020).

- Rapporteur - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 13026). (p. 13027). (p. 13027). (p. 13028). (p. 13028). (p. 13028). (p. 13030). (p. 13031). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Détermination de la durée d'assurance) (p. 13033). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Mécanisme de pilotage du système de retraite) (p. 13035). (p. 13036). (p. 13036). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au 1er octobre de la revalorisation annuelle des pensions) (p. 13038). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Fiche de prévention des expositions aux facteurs de risques professionnels) (p. 13041). (p. 13041). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 13045). (p. 13045). (p. 13046). (p. 13046). (p. 13047). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 13047). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 13048). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (Cumul emploi-retraite) (p. 13050). (p. 13050). (p. 13050). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (Préparation de la refonte des majorations de pension par enfant) (p. 13051). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport sur les pensions de réversion) (p. 13052). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (Elargissement des trimestres réputés cotisés pour le bénéfice de la retraite anticipée pour longue carrière) (p. 13053). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 13054). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (Amélioration des droits à pension des conjoints collaborateurs) (p. 13056). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (Suppression de la condition de 17 ans et demi pour bénéficier de la retraite majorée de référence au régime des non-salariés agricoles) (p. 13057). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (Elargissement de l'accès à la retraite anticipée pour les travailleurs handicapés) (p. 13060). (p. 13061). (p. 13061). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Organisation d'un débat annuel sur les orientations de la politique des retraites dans la fonction publique) (p. 13065). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (Pilotage du régime complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles) (p. 13066). (p. 13066). (p. 13067). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (Evolution des caisses des professions libérales) (p. 13069). (p. 13069).

DENEUX (Marcel)
sénateur (Somme)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale.

Membre suppléant du conseil d'orientation de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Membre titulaire du Comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à ce que tous les élèves et les étudiants suivant des enseignements théoriques généraux scolaires ou universitaires préparent, parallèlement, une formation diplômante type BEP ou CAP [n° 330 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 415 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)] (12 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avois bancaires [n° 179 (2013-2014)] (28 novembre 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Titres de transport de compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de l'étude de faisabilité de MM. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et Christian Bataille, député, sur les « techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste ».

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de l'étude de faisabilité présentée par Mme Maud Olivier et M. Jean-Pierre Leleux sur la « diffusion de la culture scientifique et technique ».

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Michel et de M. Bernard Chevassus-au-Louis, préfigurateurs d'une Agence française de la biodiversité.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Dans le cadre du débat sur la transition énergétique : auditions consacrées aux énergies de la mer de : M. Frédéric Le Lidec, directeur délégué de l'Unité énergies marines renouvelables du groupe DCNS ; M. Daniel Aversbruch, responsable de programme à l'IFP Énergies nouvelles (IFPEN).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Véhicules électriques - Table ronde.

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport sur « les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ».

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Affichage environnemental - Table ronde.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut de développement durable et de relations

internationales, facilitatrice du débat national sur la transition énergétique.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition du conseil scientifique de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Présentation de l'étude de faisabilité de MM. Jean-Yves Le Déaut, député, premier vice-président, et Marcel Deneux, sénateur, vice-président, concernant les performances énergétiques dans le secteur de la construction, en vue d'établir des informations objectives sur les développements à attendre de la filière du bâtiment en matière d'économies d'énergie.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Delphine Hedary, présidente du comité de pilotage des États généraux de la modernisation du droit de l'environnement, et de Mme Claude Chardonnet, consultante.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean Jouzel, sur le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition du Pr Dominique Le Guludec, candidate désignée à la présidence du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Mission de préfiguration du Commissariat général à l'égalité des territoires - Audition de M. Eric Delzant, délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR).

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Développement durable, énergie et climat » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Conférence de Varsovie sur le changement climatique - Communication.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de la commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs (CNE) sur la présentation de son rapport définitif.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Déplacement d'une délégation en Allemagne - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les énergies renouvelables** - (17 janvier 2013) (p. 203). (p. 203, 204).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020)** [n° 408 (2012-2013)] - (12 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1720, 1721).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation** [n° 534 (2012-2013)] - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4189, 4190).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12140, 12141).

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
UMP-R

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de

santé - Audition de M. Paul Castel, directeur général de l'Agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fin de vie** - (4 juillet 2013) (p. 6868).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014** [n° 117 (2013-2014)] - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11289, 11290).

DEROCHE (Catherine)
sénatrice (Maine-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 17 juillet 2013 ; secrétaire de la commission jusqu'au 16 juillet 2013.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Membre titulaire du comité *ad hoc* chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'agence de la biomédecine le 25 juillet 2013.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 640 (2011-2012)] relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 430 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Questions sociales et santé.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Audition du Pr Brigitte Autran, professeur des universités, praticien hospitalier à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (UPMC) et coordinatrice du réseau Corevac (Consortium de recherches vaccinales).

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Bas salaires outre-mer et versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Fiscalité comportementale - Audition de M. Christian Ben Lakhdar, enseignant-chercheur en économie des drogues et addictions, membre du Haut conseil de la santé publique.

Fiscalité comportementale - Audition de Mme Catherine Hill, chef du service de biostatistiques et d'épidémiologie de l'Institut Gustave Roussy.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Régime de l'auto-entrepreneur : audition de MM. Pierre Deprost, inspecteur général des finances, et Philippe Laffon, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen de l'amendement du Gouvernement sur les conclusions de la commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accessibilité des personnes handicapées au logement, aux établissements recevant du public, aux transports, à la voirie et aux espaces publics - Présentation d'un rapport au Premier ministre.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Fiscalité comportementale - Audition de M. Joël Forgeau, président et Mme Audrey Bourrolleau, déléguée générale de Vin et société.

Fiscalité comportementale - Audition de MM. Philippe Vasseur, président, et Pascal Chèvremont, délégué général des Brasseurs de France.

Fiscalité comportementale - Audition de Mmes Sylvie Hénon-Badoinot, présidente, Myriam Decoeur-Michel, directeur général, et M. Gilles Rouvière, directeur général adjoint, de la Fédération française des spiritueux.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Contrôle de la mise en application des lois - Examen du rapport annuel.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique familiale - Audition de Mme Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Table ronde sur la prévention du suicide.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Organisation du système de soins de premier recours et prévention du suicide au Québec - Compte rendu de la mission d'information de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition du Pr Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé sur le rapport d'activité de la HAS pour 2012.

Droits et protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et modalités de leur prise en charge - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Situation sociale des personnes prostituées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2007-1224 du 21 août 2007 relative à la continuité du service public dans les transports terrestres de voyageurs (« service minimum ») - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites.

(*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Kader Arif, ministre délégué chargé des anciens combattants.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) - Audition de M. Didier Houssin, candidat pressenti à la présidence.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » action « Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les missions d'assistance des directions départementales des territoires et de la mer en matière de services publics d'eau et d'assainissement** - (15 janvier 2013) (p. 25). (p. 26).

- **Débat sur les nouvelles menaces des maladies infectieuses émergentes** - (23 janvier 2013) (p. 412, 413).

- **Proposition de loi visant à autoriser le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels [n° 555 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 704, 705).

- **Questions cibles thématiques sur la gynécologie médicale** - (14 février 2013) (p. 1305). (p. 1306).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2465, 2467).

- Rapporteur - **Article 1er** (*Modalités d'attribution des allocations familiales en cas de placement d'un enfant auprès du service d'aide sociale à l'enfance*) (p. 2479).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2803, 2804).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 3014, 3015).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 2** (*art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3135, 3136).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er bis C (précédemment réservés)** (p. 3213).

- **Question orale sur la création d'un congé de reconversion pour les agents territoriaux en congé longue maladie** - (23 avril 2013) (p. 3895, 3896). (p. 3896).

- **Débat sur la politique vaccinale de la France** - (23 avril 2013) (p. 3944, 3945).

- **Question orale avec débat sur le devenir de la politique familiale en France** - (16 mai 2013) (p. 4248, 4249).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale - Commission mixte paritaire [n° 493 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4260, 4261).

- **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 559 (2012-2013)]** - (28 mai 2013) - **Article 1er** (*Modalités de mise en œuvre du*

déblocage exceptionnel des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation et de l'intéressement) (p. 4941).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** - (11 juin 2013) (p. 5740, 5741).

- **Question orale sur l'aide à la réhabilitation des bâtiments des logements-foyers** - (9 juillet 2013) (p. 6960). (p. 6961).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé) (p. 7648).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (12 septembre 2013) - **Article 17 quater (nouveau)** (art. L. 4362-9, L. 4362-10, L. 4362-11, L. 4363-4, L. 5215-1 [nouveau] et L. 5461-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers) (p. 8161, 8162).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 836 (2012-2013)]** - (13 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8235, 8237). - **Article 1er** (art. L. 3211-2-1, L. 3211-2-2, L. 3211-3 et L. 3211-12-5 du code de la santé publique - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins psychiatriques sans leur consentement) (p. 8247). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8249). (p. 8249). - **Article 3** (art. L. 3222-1-1 A, L. 3222-1-1 et L. 3222-1-2 du code de la santé publique - Mise en œuvre du suivi des patients pris en charge sous une autre forme que l'hospitalisation complète) (p. 8250). - **Article 4** (art. L. 3211-12 du code de la santé publique - Suppression des conditions spécifiques de mainlevée des mesures de soins des patients admis en unité pour malades difficiles et définition d'un nouveau régime de mainlevée pour les patients déclarés pénalement irresponsables) (p. 8251). (p. 8251). - **Article 6** (art. L. 3211-12-2 du code de la santé publique - Déroulement de l'audience devant le juge des libertés et de la détention) (p. 8256). (p. 8256). - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 8258). - **Article 8** (art. L. 3213-1, L. 3213-3, L. 3213-5, L. 3213-7, L. 3213-8 et L. 3213-9-1 du code de la santé publique - Clarification des procédures applicables aux personnes déclarées pénalement irresponsables et aux cas de désaccord entre psychiatre et préfet) (p. 8263). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3222-3 du code de la santé publique - Suppression du régime légal des unités pour malades difficiles) (p. 8264). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 8265). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8266).

- **Proposition de loi visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprises [n° 15 (2013-2014)]** - (10 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 2325-1-1 [nouveau] à L. 2325-1-5 [nouveau] du code du travail - Transparence financière des comités d'entreprise) (p. 9486). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9489).

- **Question orale sur le crédit-bail pour les collectivités locales** - (29 octobre 2013) (p. 10621). (p. 10622).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10639, 10640). (p. 10640). (p. 10668). (p. 10669).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail -

Fiche de prévention des expositions) (p. 10758). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10768, 10769). (p. 10771). (p. 10772). (p. 10778). (p. 10784). (p. 10786). (p. 10790).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 7** (art. L. 6111-1 du code du travail - Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10808). (p. 10811). - **Article 8** (art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - Accords en faveur de la prévention de la pénibilité) (p. 10821). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 10824). - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 10837). (p. 10837). (p. 10838). (p. 10838). (p. 10845). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10850). - **Article 11** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Assouplissement de la condition d'âge pour bénéficier de la retraite progressive) (p. 10860).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 10900). (p. 10905). - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10931).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 26 bis (nouveau)** (art. L. 815-7 du code de la sécurité sociale - Amélioration de l'information des personnes éligibles à l'allocation de solidarité des personnes âgées) (p. 10955).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11398). (p. 11406).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Article 23** (art. L. 133-5-5 [nouveau], L. 133-6-7-2 [nouveau] L. 133-8, L. 241-10, L. 243-1-2, L. 612-10, L. 623-1 et L. 722-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1221-12-1, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1522-1 et L. 1522-4 du code du travail ; art. L. 725-22 du code rural et de la pêche maritime - Aménagement du calendrier de mise en œuvre de la déclaration sociale nominative, extension du champ de l'obligation de dématérialisation des déclarations sociales et promotion du chèque emploi service outre-mer) (p. 11456). - **Article 26** (p. 11462).

- **Question orale sur les conditions d'accès aux indemnités journalières** - (19 novembre 2013) (p. 11572, 11573). (p. 11573).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Article 3 (Gage)** (p. 11606).

- **Débat sur la sécurité sociale des étudiants** - (3 décembre 2013) (p. 12420, 12421).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12711, 12713). - **Article 1er** (Extension du principe de gratuité et de non-limitation de la durée de stationnement)

(p. 12718). (p. 12720). - **Article additionnel après l'article 1er**
(p. 12723). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12726).



Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois le 16 janvier 2013.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013 ; puis présidente le 17 décembre 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Etablissement public autoroutes de France jusqu'au 12 novembre 2013.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports ; nouvelle nomination le 3 décembre 2013.

Membre suppléant du collège du comité consultatif des jeux et commission consultative des jeux de cercle et de casinos.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 260 (2012-2013)] portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 334 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Transports**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes d'obtenir une compensation financière en contrepartie des servitudes créées par l'instauration de périmètres de protection de la ressource en eau [n° 773 (2012-2013)] (16 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Écologie, développement et mobilité durables [n° 156 tome 3 vol. 2 annexe 10 (2013-2014)]** (21 novembre 2013) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Avenir des campagnes : présentation du rapport.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Banque publique d'investissement - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat désigné aux fonctions de directeur général.

Table ronde sur la fiscalité écologique.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Audition de M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission et programme de contrôle pour 2013 - Communication de M. Philippe Marini, président.

Infrastructures et services de transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des finances*) : Exécution du budget de 2012 - Audition de M. Jérôme Cahuzac, ministre délégué chargé du budget.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire de la répartition du produit de la taxe d'apprentissage - Communication.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et services de transport.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des finances*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des finances*) : Recensement et comptabilisation des engagements financiers hors bilan de l'Etat - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Programme des investissements d'avenir - Communication.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Philippe Chalmin, économiste et historien, sur les perspectives des marchés des matières premières.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Thierry Foucaud et Claude Haut, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Enseignement scolaire ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Audition de MM. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, et Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et comptes d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et « Participations financières de l'État » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 61 bis) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Travail et emploi » - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'état d'avancement de la création du parc naturel marin du bassin d'Arcachon** - (29 janvier 2013) (p. 578, 579). (p. 580).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1037, 1040). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1071, 1072). (p. 1078, 1079). (p. 1084).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Article 7** (*art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport*) (p. 1105). (p. 1107, 1108). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1113). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1144, 1145).

- **Question orale sur le projet de décret relatif à la gestion de la qualité des baignades artificielles** - (26 mars 2013) (p. 2393, 2394). (p. 2394).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - (26 mars 2013) (p. 2408, 2409).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2798).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2879, 2880).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de*

personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3015, 3016).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (*art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3080, 3081). (p. 3111).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 4** (*art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil*) (p. 3169).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3278, 3279).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité** - (24 avril 2013) (p. 3990, 3993).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (*art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5440).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 5546).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6062, 6063).

- **Question orale sur les conditions d'attribution de la croix du combattant volontaire** - (29 octobre 2013) (p. 10613). (p. 10614).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11788, 11790).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique et fiscale** - (12 décembre 2013) (p. 12735).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (18 décembre 2013) - **Question préalable** (p. 13146).

DESESSARD (Jean)
sénateur (Paris)
ECOLO

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du contrat de génération (6 février 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe, transphobe, sexiste ou à raison du handicap [n° 265 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins des plus démunis [n° 352 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à augmenter la durée de vie des produits [n° 429 (2012-2013)] (18 mars 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités [n° 811 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative aux pouvoirs du Défenseur des droits [n° 861 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)] (2 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil [n° 216 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 232 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant création du contrat de génération.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Bas salaires outre-mer et versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales non signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Normes européennes en matière de détachement des travailleurs - Présentation d'un rapport d'information de la commission des affaires européennes.

Qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Organisation du système de soins de premier recours et prévention du suicide au Québec - Compte rendu de la mission d'information de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Projet de restructuration de l'Hôtel Dieu - Audition de M. Alain Carini et Mmes Graziella Raso et Rose-May Rousseau-Saxemard, représentants de l'Union syndicale Confédération générale du travail (CGT) de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), de M. Stéphane Roux, représentant Sud-santé et du Dr Gérard Kierzek, médecin urgentiste à l'AP-HP.

Projet de restructuration de l'Hôtel Dieu - Audition de Mme Mireille Faugère, directrice générale de l'Assistance publique hôpitaux de Paris (AP-HP), le Pr Loïc Capron, président de la commission médicale d'établissement, et le Pr Jean-Yves Fagon, préfigurateur du volet « soins » de l'hôpital universitaire de santé publique.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Arrêté d'admission en qualité de pupille de l'État - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale 2014 - Avenir et justice du système de retraites - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Égalité des territoires, logement et ville » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « travail et emploi », articles rattachés 77, 78 et 79 et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les énergies renouvelables** - (17 janvier 2013) (p. 205). (p. 206).

- **Proposition de loi visant à autoriser le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels [n° 555 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 709, 710). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 713).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 856, 858).

- **Suite de la discussion** (6 février 2013) - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération) (p. 910). (p. 914). (p. 917). (p. 922). (p. 923). (p. 924). (p. 924). (p. 925). (p. 925).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1161, 1162).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2125, 2126). - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 2137). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (Remise d'un rapport sur l'impact de la présente loi sur la compétitivité du secteur bancaire français) (p. 2139). - **Article 1er** (art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - Filialisation des activités bancaires spéculatives) (p. 2155, 2156). (p. 2156, 2157). (p. 2158). (p. 2158). (p. 2160). (p. 2162). (p. 2167). (p. 2168). (p. 2168). (p. 2169). (p. 2170). (p. 2172). (p. 2175). (p. 2175). (p. 2177).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Article 4 bis A (Supprimé)** (Débat annuel sur la liste des paradis fiscaux) (p. 2192). - **Article 4 bis** (art. L. 511-45 du code monétaire et financier - Transparence des activités bancaires pays par pays) (p. 2195). (p. 2196, 2197). (p. 2199). (p. 2200). (p. 2200). (p. 2201). (p. 2201). - **Articles additionnels après l'article 4 quater** (p. 2209, 2210). (p. 2210). (p. 2212). (p. 2213). (p. 2213). (p. 2214). (p. 2214). (p. 2215). (p. 2216, 2217). (p. 2217). - **Articles additionnels après l'article 4 nonies** (p. 2234). (p. 2235). (p. 2237). - **Article 5** (art. L. 612-1, L. 612-4, L. 612-8-1 [nouveau], L. 612-33, L. 612-5, L. 612-6, L. 612-7, L. 612-8, L. 612-12, L. 612-14, L. 612-15, L. 612-16, L. 612-19, L. 612-20, L. 612-36, L. 612-10, L. 612-38 du code monétaire et financier - Organisation et missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) (p. 2242, 2243). (p. 2243). - **Article 7** (art. L. 613-31-11 à L. 613-31-18 [nouveaux] du code monétaire et financier - Résolution et prévention des crises bancaires) (p. 2257). (p. 2258). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 517-5, L. 612-2, L. 612-16, L. 612-34, L. 613-24 et L. 613-27 du code monétaire et financier - Mesures de police administrative et garanties apportées à l'administrateur provisoire) (p. 2259). - **Article 11 ter** (art. L. 1611-3, L. 1611-9 et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 2270). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-10-1, L. 532-2-1, L. 511-47-1, L. 612-23-1 [nouveaux], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26L. 612-33, L. 612-39 du code monétaire et financier - Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle) (p. 2282). (p. 2283). (p. 2284). (p. 2285). - **Articles additionnels avant article 17** (p. 2293). (p. 2294). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité) (p. 2296). (p. 2296). (p. 2299). (p. 2300).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Article 17 bis B** (art. L. 312-1-1 B [nouveau] du code monétaire et financier - Création d'un observatoire de l'inclusion bancaire) (p. 2311). (p. 2311). (p. 2312). (p. 2313). (p. 2313). (p. 2314). (p. 2314). (p. 2315). - **Articles additionnels après l'article 17 bis B**

(p. 2316). (p. 2317). - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance-emprunteur) (p. 2323, 2324). (p. 2326, 2327). (p. 2333). (p. 2336). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1 du code monétaire et financier - Accessibilité bancaire) (p. 2340). (p. 2341). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2371, 2372).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (5 avril 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2835, 2836).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3383, 3384).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3496). (p. 3501). (p. 3505). (p. 3514). (p. 3533).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) (p. 3579). (p. 3579). (p. 3580). (p. 3581, 3582). (p. 3583). (p. 3583, 3584). (p. 3588). (p. 3590). (p. 3592). (p. 3593). (p. 3593). (p. 3594). (p. 3594). (p. 3595). (p. 3597). (p. 3598). (p. 3599, 3400). (p. 3600). (p. 3607). - **Article 3** (art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - Mobilité volontaire sécurisée) (p. 3654). (p. 3655). (p. 3656). (p. 3656). (p. 3658). (p. 3658, 3659).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) (p. 3724, 3725). - **Demande d'un vote unique** (p. 3743). - **Article 5** (art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveaux], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise) (p. 3756). (p. 3757, 3758). - **Article 8** (art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel) (p. 3805, 3806). (p. 3808, 3809). (p. 3809). (p. 3810). - **Article 9** (art. L. 2242-15, L. 2242-16, L. 2323-33 et L. 2323-35 du code du travail - Extension du périmètre de la négociation triennale obligatoire sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) (p. 3814). (p. 3814). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3814). - **Article 10** (art. L. 2242-21 à L. 2242-23 [nouveaux] du code du travail - Mobilité interne) (p. 3815). (p. 3816). (p. 3818). (p. 3820). - **Article 12** (art. L. 5125-1 à L. 5125-6 [nouveaux] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi) (p. 3824). (p. 3824). (p. 3824, 3825). (p. 3825, 3826). (p. 3826). (p. 3827). (p. 3828, 3829). (p. 3829). - **Article 13** (art. L. 1233-22 à L. 1233-24, L. 1233-24-1 à L. 1233-24-4 [nouveaux], L. 1233-30, L. 1233-33 à L. 1233-36, L. 1233-39 à L. 1233-41, L. 1233-45-1 [nouveau], L. 1233-46, L. 1233-47, L. 1233-50, L. 1233-52 à L. 1233-57, L. 1233-57-1 à L. 1233-57-8 [nouveaux], L. 1233-58, L. 1233-63, L. 1233-90-1 [nouveau], L. 1235-7, L. 1235-7-1 [nouveau], L. 1235-10, L. 1235-11, L. 1235-16, L. 2323-15, L. 2325-35, L. 3253-8, L. 3253-13, L. 4614-12-1 et L. 4614-12-2 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 631-17, L. 631-19, L. 641-4 et L. 642-5 du code de commerce - Plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 3835). (p. 3836). (p. 3837). (p. 3839). - **Article 14** (art. L.1233-90-1 [nouveau] et L. 2325-37 du code du travail - Reprise de site et revitalisation des bassins d'emploi) (p. 3840). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.1233-5 et L. 1233-71 du code du travail - Pondération des critères de licenciement collectif et durée du congé de reclassement) (p. 3841). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1235-1, L. 1471-1 [nouveau], L. 3245-1

du code du travail ; art. 80 duodecimes du code général des impôts - Conciliation devant le conseil des prud'hommes et aménagement des règles de prescription) (p. 3843). (p. 3843, 3844). (p. 3844). (p. 3844). - **Article 17** (art. L.2314-2, L. 2322-2 et L. 2324-3 du code du travail - Aménagement de la mise en place des institutions représentatives du personnel en cas de franchissement des seuils d'effectifs) (p. 3845, 3846). - **Vote unique sur les articles 5 à 20 et l'ensemble du texte** (p. 3851, 3852).

- *Commission mixte paritaire* [n° 531 (2012-2013)] - (14 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4098, 4099).

- **Question orale avec débat sur le devenir de la politique familiale en France** - (16 mai 2013) (p. 4254, 4255).

- **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement** [n° 559 (2012-2013)] - (28 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4930, 4931). - **Article 1er** (Modalités de mise en œuvre du déblocage exceptionnel des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation et de l'intéressement) (p. 4940).

- **Questions cribles thématiques sur l'avenir des retraites** - (13 juin 2013) (p. 5850, 5851). (p. 5851).

- **Projet de loi portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998** [n° 622 (2012-2013)] - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6683, 6684). - **Article 1er** (Définitions) (p. 6685). (p. 6686). - **Article 2** (Renseignements relatifs aux activités de recherche-développement menées en coopération avec un ENDAN ou avec une personne établie dans un ENDAN) (p. 6687). (p. 6687). - **Article 8** (Texte non modifié par la commission) (Objectifs de la vérification internationale) (p. 6689). - **Article 13** (Accès réglementé) (p. 6691, 6692).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** - *Commission mixte paritaire* [n° 751 (2012-2013)] - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7405, 7406). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7422).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Crédit immobilier de France** - (18 juillet 2013) (p. 7451).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique** - *Nouvelle lecture* [n° 797 (2012-2013)] - (25 juillet 2013) - **Article 4 ter** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Publicité de la réserve parlementaire) (p. 7783). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7785).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique** - *Nouvelle lecture* [n° 798 (2012-2013)] - (25 juillet 2013) - **Article 11** (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics) (p. 7795). - **Article 11 quater** (art. 11-7, 11-7-1 [nouveau] et 11-8 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Obligations comptables des partis politiques) (p. 7801). (p. 7801). - **Article 13** (missions et saisine de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7804). - **Article 17** (Protection des lanceurs d'alerte) (p. 7806). - **Article 19 bis** (supprimé) (art. 432-12 du code pénal - Définition de l'intérêt pouvant ouvrir la sanction de la prise illégale d'intérêts) (p. 7809).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 836 (2012-2013)] - (13 septembre 2013) - **Discussion**

générale (p. 8241, 8242). - **Article 3** (art. L. 3222-1-1 A, L. 3222-1-1 et L. 3222-1-2 du code de la santé publique - Mise en œuvre du suivi des patients pris en charge sous une autre forme que l'hospitalisation complète) (p. 8250). - **Article 5** (art. L. 3211-12-1 du code de la santé publique - Réforme des modalités de contrôle systématique du juge des libertés sur les mesures de soins sans consentement en hospitalisation complète) (p. 8252). (p. 8253). (p. 8253, 8254). (p. 8254). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8266).

- *Commission mixte paritaire* [n° 817 (2012-2013)] - (19 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8728).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le commerce des armes** [n° 34 (2013-2014)] - (8 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9406, 9407).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne** [n° 10 (2013-2014)] - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9448).

- **Proposition de loi visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprises** [n° 15 (2013-2014)] - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9478, 9479). - **Article 1er** (art. L. 2325-1-1 [nouveau] à L. 2325-1-5 [nouveau] du code du travail - Transparence financière des comités d'entreprise) (p. 9486). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9488).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de détachement des travailleurs** [n° 528 (2012-2013)] - (16 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9619, 9620).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites** [n° 71 (2013-2014)] - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10558, 10560). - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10586). (p. 10588, 10589). (p. 10598). (p. 10601, 10602).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10660, 10661). (p. 10664, 10665). (p. 10671).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite) (p. 10724, 10725). - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10751). (p. 10757). (p. 10758). (p. 10759). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10788). (p. 10789). (p. 10790). (p. 10791).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 10806). (p. 10806, 10807). (p. 10807). - **Article 7** (art. L. 6111-1 du code du travail - Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10810). - **Article 8** (art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - Accords en faveur de la prévention de la pénibilité) (p. 10820). - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 10841, 10842). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10847). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 10854). - **Article 11** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Assouplissement de la condition d'âge pour bénéficiaire de la retraite progressive) (p. 10859).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 12** (art. L. 161-22, L. 161-22-1 A [nouveau], L. 634-6, L. 643-6 et L. 723-11-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 84 et L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Clarification des règles du cumul emploi-retraite) (p. 10872, 10873). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10877). (p. 10878,

10879). - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 10882). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 10898). (p. 10900). (p. 10901). (p. 10905). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 10905). - **Article 25** (art. L. 381-1, L. 753-6, L. 634-2, L. 643-1-1, L. 723-10-1-1 et L. 351-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-38 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des droits à retraite des aidants familiaux de personnes handicapées) (p. 10934).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10951, 10952). (p. 10953). - **Article 31** (art. L. 732-58, L. 732-58-1 [nouveau], L. 732-59, L. 732-60 et L. 732-60-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Pilotage du régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles) (p. 10964, 10965). (p. 10967). (p. 10968, 10969). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10985). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10990, 10991).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles) (p. 11329, 11330). (p. 11334). - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 11340, 11341). - **Article 8** (art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1600-0 S du code général des impôts ; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Refonte des règles de calcul, de déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement) (p. 11350). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11403, 11404).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11847). (p. 11853). - **Article 3** (art. 197 du code général des impôts - Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial) (p. 11858, 11859). (p. 11861).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12710, 12711). - **Article 1er** (Extension du principe de gratuité et de non-limitation de la durée de stationnement) (p. 12720, 12721). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 12722, 12723). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12725). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12726).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Nouvelle lecture [n° 190 (2013-2014)]** - (16 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13022, 13023). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 13030). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Détermination de la durée d'assurance) (p. 13032, 13033). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Mécanisme de pilotage du système de retraite) (p. 13036). (p. 13036). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au 1er octobre de la revalorisation annuelle des pensions) (p. 13037, 13038). (p. 13039). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Fiche de prévention des expositions aux facteurs de risques professionnels) (p. 13041). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 13046). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 13054). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (Suppression de la condition de 17 ans et demi pour bénéficier de la retraite majorée de référence au régime des non-salariés agricoles) (p. 13057). (p. 13057). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (Pilotage du régime complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles) (p. 13066). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13070).

DESPLAN (Félix)
sénateur (Guadeloupe)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil du service militaire adapté.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Départements d'outre-mer [n° 162 tome 7 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Serge Letchimy, parlementaire en mission auprès du ministre des Outre-mer, sur l'article 349 du traité de Lisbonne (mesures spécifiques concernant les régions ultrapériphériques).

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Reconquérir l'économie réelle - Échange de vues et saisine pour avis.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des Outre-mer (mission « Outre-mer »).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer », « crédits affectés aux départements d'outre-mer » et « crédits affectés aux collectivités d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et aux TAAF » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant création du contrat de génération** [n° 318 (2012-2013)] - (6 février 2013) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 945). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 949).

- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1423, 1424).

- **Proposition de loi visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil** [n° 520 (2012-2013)] - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4213, 4214).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer** [n° 572 (2012-2013)] - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4318, 4319).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (24 mai 2013) - **Article 32 A** (*art. L. 313-1 et L. 331-7 du code de l'éducation - Élaboration du projet d'orientation scolaire et professionnelle*) (p. 4605). (p. 4607). - **Article 32 B (nouveau)** (*Compétence des représentants légaux de l'élève dans la prise de décision de son orientation*) (p. 4608). (p. 4608). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation*) (p. 4683, 4684).

- **Projet de loi relatif à la consommation** [n° 810 (2012-2013)] - (12 septembre 2013) - **Article 18** (*art. L. 311-8-1 du code de la consommation - Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance*) (p. 8174, 8175).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes** [n° 808 (2012-2013)] - (17 septembre 2013) - **Article 15** (*art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale ; art. 132-45 et 222-44 du code pénal - Possibilité d'astreindre l'auteur des violences à suivre un stage de sensibilisation à la prévention et à la lutte contre les violences sexistes*) (p. 8545).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** [n° 66 (2013-2014)] - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9947, 9948).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) - **Article 3** (*art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la*

loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10024).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 25** (art. 8-2 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut

de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 721-1 à L. 721-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Renforcement de l'information des acquéreurs de lots de copropriété) (p. 10197).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10528).

DÉTRAIGNE (Yves)
sénateur (Marne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

Membre titulaire de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.

Membre titulaire du Conseil national de l'aide aux victimes.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013 ; puis vice-président le 18 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 605 (2011-2012)] visant à instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus [n° 637 (2012-2013)] (5 juin 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)] (12 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Pour une réforme pragmatique de la justice de première instance [n° 54 (2013-2014)] (9 octobre 2013) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Conseil d'État et autres juridictions administratives [n° 162 tome 4 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoirs bancaires [n° 179 (2013-2014)] (28 novembre 2013) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (commission des lois) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de Familles de France et de la Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de la Confédération nationale des associations familiales laïques (CNAFAL), de l'union des familles laïques (UFAL) et de la confédération syndicale des familles (CSF).

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Elisabeth Roudinesco, historienne de la psychanalyse, directrice de recherche à l'Université de Paris VII.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des lois*) : Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul de l'indemnité de fonction des parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen des amendements.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Audition de M. Vincent Lamanda, premier président de la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Simplification des relations entre l'administration et les citoyens - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fixation du nombre et répartition des sièges de conseiller de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 19 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Justice de première instance - Examen du rapport d'information.

Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des lois*) : Publication de l'étude annuelle 2013 du Conseil d'État consacrée au « droit souple » - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études, M. Jacky Richard, rapporteur général de la section du rapport et des études, et M. Laurent Cytermann, rapporteur général adjoint de la section du rapport et des études.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Indemnisation des victimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Conseil et contrôle de l'État », programme « Conseil d'État et autres juridictions administratives » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Conseil et contrôle de l'État », programme « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Vie politique, culturelle et associative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie », programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Constitution.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'éclatement des PLU intercommunaux** - (15 janvier 2013) (p. 29). (p. 30).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 210).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 291). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - *Effectif des conseils municipaux*) (p. 300). (p. 301). (p. 301). (p. 303). - **Article 17** (art. L. 256 du code électoral - *Candidatures et expression du suffrage dans les communes de moins de 1 000 habitants*) (p. 307). (p. 308). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 334). (p. 336). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation du mandat des conseillers généraux élus en 2008 et 2011, des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en 2010*) (p. 352). (p. 353). - **Article 25** (loi n° 2010-145 du 16 février 2010 ; art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - *Abrogation du conseiller territorial*) (p. 354). - **Article 26** (*Entrée en vigueur*) (p. 355). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 357, 358).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1076).

- **Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 341 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1155, 1156).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - *Suppression des zones de développement de l'éolien*) (p. 1274, 1275). (p. 1277). (p. 1277, 1278). (p. 1278). (p. 1278).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 374 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 375 (2012-2013)** (p. 1591, 1592).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 374 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections [n° 358 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1633, 1634).

- **Question orale sur le pôle judiciaire spécialisé compétent pour les crimes contre l'humanité** - (26 mars 2013) (p. 2396). (p. 2396).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2805, 2806).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois* (p. 2984, 2985). (p. 3006).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 361 et 363 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas d'adoption simple*) (p. 3157). - **Article 4 bis** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - *Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil*) (p. 3178). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles - *Critères d'éligibilité au statut d'association familiale*) (p. 3198). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-10, L. 732-10-1 [nouveau], L. 732-11,

L. 732-12 et L. 732-12-1 du code rural et de la pêche maritime - Ouverture du congé d'adoption du régime des exploitants agricoles (p. 3201). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-7, L. 351-4, L. 613-19 à L. 613-19-2, L. 722-8 à L. 722-8-3 du code de la sécurité sociale - Coordonations dans le code de la sécurité sociale) (p. 3202). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3211). - **Articles additionnels après l'article 1er bis C (précédemment réservés)** (p. 3215). (p. 3216). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3236). (p. 3237). (p. 3238). (p. 3240). (p. 3241).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3269). (p. 3286).

- **Question orale avec débat sur la lutte contre l'obsolescence programmée des produits** - (23 avril 2013) (p. 3922, 3923).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5825, 5826).

- **Proposition de loi visant à instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus [n° 605 (2011-2012)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5870, 5871).

- Rapporteur - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5882).

- **Question orale sur le développement des réseaux de soins et l'accès à la santé pour tous** - (18 juin 2013) (p. 5909). (p. 5910).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5923). (p. 5928). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5933, 5934). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5950). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs) (p. 5953). - **Article 3** (art. L. 295 du code électoral - Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs) (p. 5960). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5966). - **Intitulé du projet de loi** (p. 5969).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens [n° 743 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7287, 7288).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7341, 7342).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1741 du code général des impôts; art. L. 228 du livre des procédures fiscales - Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale complexe) (p. 7425). (p. 7425). - **Article 3 bis F (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 247, L. 247-0 A [nouveau] et L. 251 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Définition des

conditions dans lesquelles l'administration fiscale peut transiger) (p. 7435).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**.

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8636, 8637). - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8669).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 8695, 8696).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**. - (19 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8739). (p. 8740). (p. 8745, 8746).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8918). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences) (p. 8937). (p. 8937). (p. 8937). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8944).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) (p. 8968).

- **Débat sur la protection des données personnelles** - (17 octobre 2013) (p. 9670, 9672).

- **Question orale sur la distribution des courriers postaux dans les mairies** - (29 octobre 2013) (p. 10623). (p. 10624).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11659, 11660).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12139). (p. 12143).

- **Questions cibles thématiques sur l'accès à la justice et la justice de proximité** - (5 décembre 2013) (p. 12479, 12480). (p. 12480).

DIDIER (Évelyne)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
CRC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire de la Commission nationale de concertation sur les risques miniers.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communalités [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable : Mieux concevoir les produits pour mieux valoriser les déchets [n° 143 (2013-2014)] (13 novembre 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Zones d'exclusion pour les loups - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Infrastructures et services de transports - Audition de M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Zones d'exclusion pour les loups - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Prorogation du mécanisme de l'éco-participation pour les équipements électriques et électroniques ménagers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Bruno Lechevin, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Energie - Audition de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Michel et de M. Bernard Chevassus-au-Louis, préfigurateurs d'une Agence française de la biodiversité.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au changement climatique - Audition de M. Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Hélène Valade, présidente du collège des directeurs du développement durable (C3D).

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Affichage environnemental - Table ronde.

Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Mise en œuvre du principe de participation du public - Communication.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Egalité des territoires - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Circulation des mégacamions et fret routier européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Delphine Hedary, présidente du comité de pilotage des États généraux de la modernisation du droit de l'environnement, et de Mme Claude Chardonnet, consultante.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Enjeux du quatrième paquet ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Affectation des fréquences de la bande 700 Mhz (très haut débit mobile) - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Christian de Perthuis, président du Comité pour la fiscalité écologique.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilité durables » - Audition de MM. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, et Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Déchets : filières REP et écoconception - Examen du rapport d'information.

Prévention et protection contre les inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réalisation et exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)]** - (30 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 670, 671). - **Article unique** (*Création de zones d'exclusion pour les loups*) (p. 686).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Article 7** (*art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport*) (p. 1098, 1099). (p. 1109). - **Article 23** (*art. L. 5561-1, L. 5561-2, L. 5562-1, L. 5562-2, L. 5562-3, L. 5563-1, L. 5563-2, L. 5564-1, L. 5565-1, L. 5565-2, L. 5566-1 et L. 5566-2 [nouveaux] et L. 5342-3 du code des transports - Conditions sociales du pays d'accueil*) (p. 1135, 1136).

- **Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 341 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1154, 1155).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (14 février 2013) - **Article 14** (*Expérimentation d'une tarification sociale de l'eau*) (p. 1290, 1291). (p. 1295). (p. 1297).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) [n° 408 (2012-2013)]** - (12 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1718, 1719).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte - Deuxième lecture [n° 452 (2012-2013)]** - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2626, 2627).

- **Question orale avec débat sur la lutte contre l'obsolescence programmée des produits** - (23 avril 2013) (p. 3921, 3922).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France [n° 597 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4778, 4779). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-4-1, 225-4-2, 225-4-8 [nouveau], 225-14-1 [nouveau], 225-15 et 225-19 du code pénal - *Élargissement du champ des dispositions pénales relatives à l'infraction de traite des êtres humains*) (p. 4786). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 4805). (p. 4806).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 600 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4815, 4816). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 512-1 du code de l'environnement - *Périmètre des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation*) (p. 4822, 4823). - **Article 30 bis A** (art. L. 314-1 [nouveau] et L. 121-7 du code de l'énergie - *Prolongation des contrats d'achat pour les cogénérations de sites industriels*) (p. 4882, 4883).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2581-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Régime législatif des communes de l'aire métropolitaine*) (p. 5372, 5373). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5400).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5694, 5696).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5947). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - *Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs*) (p. 5954).

- **Projet de loi autorisant l'approbation des amendements des annexes II et III à la convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans des structures géologiques [n° 502 (2011-2012)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6699, 6700).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - *Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation*) (p. 7945, 7946).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 11** (section 14 [article L. 121-97 nouveau], section 15 (articles L. 121-98 à L. 121-103 [nouveaux] du code de la consommation, L. 112-6 du code monétaire et financier et L. 310-2 du code de commerce) du chapitre Ier du Titre II du Livre Ier du code de la consommation - *Absence de droit de rétractation dans le cadre des contrats conclus dans les foires et salons et encadrement des ventes d'or et de métaux précieux*) (p. 8140). (p. 8141). (p. 8141). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-17 du code de la consommation - *Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité*) (p. 8181). - **Articles additionnels après l'article 19 octies** (p. 8191, 8192). (p. 8192). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L. 313-9, L. 331-11 du code de la consommation - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 8210).

- **Débat sur la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France** - (15 octobre 2013) (p. 9596, 9598).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (26 octobre 2013) - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - *Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD*) (p. 10426). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - *Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT*) (p. 10438, 10439). (p. 10442). - **Article additionnel avant l'article 70 (priorité)** (p. 10456). - **Article 70 (priorité)** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - *Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption*) (p. 10460). - **Article 73 (priorité)** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ; art. L. 342-33 du code du tourisme - *Dispositions réglementaires adoptables par un plan local d'urbanisme*) (p. 10473). - **Articles additionnels après l'article 49 quater** (p. 10497). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, L. 443-12 et L. 443-15-2-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux*) (p. 10510). (p. 10510). (p. 10511). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10528, 10529).

- **Débat sur la politique d'aménagement du territoire** - (18 novembre 2013) (p. 11518, 11519).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 140 (2013-2014)]** - (18 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11540, 11541).

- **Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 125 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11621, 11623).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11713, 11714).

DILAIN (Claude)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 5 février 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre titulaire du Comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti (COLIAC).

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Membre titulaire de la commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire de la commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat ; nouvelle nomination le 22 mai 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 495 (2012-2013)] de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 593 (2012-2013)] (22 mai 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 796 (2012-2013)] de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 847 (2012-2013)] (17 septembre 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 851 (2012-2013)] pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 65 tome 1 (2013-2014)] (9 octobre 2013) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 851 (2012-2013)] pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 65 tome 2 (2013-2014)] (9 octobre 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Égalité des territoires, logement et ville : ville [n° 157 tome 7 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - Aménagement du territoire - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 818 (2012-2013)] visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 193 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 178 (2013-2014)] de programmation pour la ville et la cohésion urbaine [n° 250 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*): Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des lois*): Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Pierre Lévy-Soussan, pédopsychiatre et psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Stéphane Nadaud, pédopsychiatre.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission du développement durable*): Energie - Audition de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Dominique Braye, président de l'agence nationale de l'habitat.

Audition de M. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*): Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole de Paris.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*): Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus de communes et d'intercommunalités.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*): Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des maires ruraux de France, de l'Association des petites villes de France et de la Fédération des maires des villes moyennes de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*): Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Déplacement d'une délégation de la commission en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Contentieux de l'urbanisme - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Martial Bourquin, parlementaire en mission sur l'ordre public économique et les relations inter-entreprises.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

(*commission des lois*): Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen des amendements au texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. François Rebsamen, rapporteur spécial, sur la mission « Égalité des territoires, logement et ville » (et articles 64 à 66).

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement, et ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Audition de M. François Lamy, ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la garantie universelle des loyers (GUL) - Communication.

Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'agence Pôle Emploi sur le territoire de Clichy-Montfermeil** - (15 janvier 2013) (p. 26, 27). (p. 27).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (31 janvier 2013) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 769, 770).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (13 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1209, 1210). - **Article 3** (art. L. 121-5, L. 337-3 et L. 445-5 du code de l'énergie, art. L. 2224-3 du code général des collectivités territoriales - *Extension du champ des bénéficiaires du tarif de première nécessité pour l'électricité*) (p. 1242).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2758).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5023, 5026).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5225, 5226).

- Rapporteur pour avis (p. 5235). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5268). (p. 5272, 5273). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5286). (p. 5287).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 45 (Supprimé)** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - *Création d'un seul établissement public foncier de l'État par région*) (p. 5635). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5667, 5668).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 688 (2012-2013)]** - (12 juillet 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - *Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires*) (p. 7100). (p. 7101, 7102).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7215). (p. 7216). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7254).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (12 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 8159).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8650, 8651).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) (p. 8684).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8881, 8882).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9122). (p. 9127). (p. 9131). (p. 9148). - **Article 13 A (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 364-1 du code de la construction et de l'habitation - *Institution d'un comité régional de l'habitat et de l'hébergement d'Île-de-France*) (p. 9170). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 302-13, L. 302-14 [nouveau] et L. 302-15 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Mise en place d'un schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France destiné à favoriser la création de logements*) (p. 9172). (p. 9172). (p. 9173). (p. 9173). (p. 9173). (p. 9174). (p. 9175). - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. L. 143-3 et L. 321-1 du code de l'urbanisme - *Fusion des établissements publics fonciers en Île-de-France*) (p. 9178, 9179). (p. 9186, 9187). (p. 9189).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9907, 9910).

- Rapporteur - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - *Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 9962). (p. 9963). (p. 9964). (p. 9964). (p. 9964). (p. 9964). (p. 9965). (p. 9965). (p. 9966). (p. 9966). (p. 9966). (p. 9968). (p. 9970). (p. 9971). (p. 9972). (p. 9973). (p. 9975). (p. 9977).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) (p. 9991). (p. 9991). (p. 9992). (p. 9992). (p. 9993). (p. 9994). (p. 9995). (p. 9996). (p. 9997). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10002). (p. 10003, 10004). - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1751 du code civil - *Extension de la cotitularité du bail aux partenaires liés par un PACS*) (p. 10004). - **Article 2** (art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - *Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire*) (p. 10007). (p. 10007). (p. 10007). (p. 10008). (p. 10009). (p. 10010). (p. 10010). (p. 10011). (p. 10012). (p. 10013). (p. 10013). (p. 10013). (p. 10014). (p. 10015). (p. 10016). - **Article additionnel après l'article 2**

(p. 10017). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10026). (p. 10033). (p. 10035). (p. 10037). (p. 10039). (p. 10040). (p. 10041). (p. 10043). (p. 10044). (p. 10044, 10045). (p. 10045). (p. 10046). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 10048). - **Article 4** (art. 25-2-1, 25-2-2, 25-2-3, 25-2-4, 25-2-5, 25-2-6, 25-2-7, 25-2-8 et 25-2-9 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Rapports entre bailleurs et locataires dans les logements meublés résidence principale) (p. 10050). (p. 10050). (p. 10051). (p. 10051). (p. 10051). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 10052). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 10053). (p. 10053). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10055). - **Article 6** (Application des dispositions de la loi aux contrats de location en cours à la date de son entrée en vigueur) (p. 10055). - **Article 6 ter** (art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée) (p. 10056). (p. 10056). (p. 10058). (p. 10059). - **Article 6 sexies** (art. L. 631-7-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Accord de l'assemblée générale des copropriétaires avant la demande d'autorisation de changement d'usage pour la location de meublés pour de courtes durées) (p. 10060). - **Article 7** (art. L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation - Dispositions de coordination relatives aux logements meublés ; dispositions relatives aux hôtels meublés) (p. 10061). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10062). (p. 10063). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 10065). (p. 10065). (p. 10066). - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10073).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) (p. 10098). (p. 10100). (p. 10102, 10104). (p. 10113). (p. 10113). - **Article 9** (art. 1er, 1-1, 3, 3-1 [nouveau], 4, 4-1, 5, 6, 6-1 [nouveau], 6-2 [nouveau], 7, 8-1, 8-3 [nouveau], 13-1 à 13-10 [nouveaux], 14, 17-1 [nouveau] de la loi, 18-1 [nouveau], n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ; art. L. 241-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 561-2 du code monétaire et financier - Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier) (p. 10119). (p. 10120). (p. 10120). (p. 10121). (p. 10121). (p. 10122). (p. 10123). (p. 10123). (p. 10125). (p. 10126). - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Possibilité, pour les préfets de région, d'étendre la trêve hivernale sur leur territoire) (p. 10127). - **Article additionnel après l'article 10 B** (p. 10129). - **Article 10** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation ; art. L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale ; art. L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation pour les bailleurs personnes morales de saisir la commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives, CCAPEX) (p. 10132). (p. 10142). (p. 10144). (p. 10144). (p. 10145). (p. 10145, 10146). - **Article 11** (art. L. 412-5 du code des procédures civiles d'exécution ; art. 7-1, art. 7-2 et 7-3 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ; art. 121 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions - Renforcement de la coordination départementale des actions de prévention des expulsions et réaffirmation des chartes de prévention) (p. 10148). (p. 10148). - **Article 11 bis**

(Texte non modifié par la commission) (Demande de rapport sur les modalités de calcul de l'allocation personnalisée au logement prenant en compte la moyenne des ressources perçues au cours des trois derniers mois) (p. 10149). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 10149). - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO) (p. 10151). (p. 10153). (p. 10153). (p. 10154). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 10154). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 10155). - **Article 14** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD) (p. 10159). (p. 10159). (p. 10160). (p. 10160). (p. 10161). (p. 10161). - **Article 15** (art. 5, 6, 6-1, 6-2, 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Fonctionnement des fonds de solidarité pour le logement, FSL) (p. 10162). - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1611-7 du code général des collectivités territoriales - Elargissement de la possibilité de confier à des organismes extérieurs la gestion de deniers publics dans le domaine de l'aide sociale à l'enfance) (p. 10163). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 115-2-1 [nouveau], art. L. 311-6 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils de vie sociale) (p. 10164). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO) (p. 10165). (p. 10166). (p. 10167). - **Article 19** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Hébergement des personnes reconnues prioritaires au titre du droit à l'hébergement opposable) (p. 10169). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 10170). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 10172). - **Article 21** (art. L. 252-2, L. 264-1, L. 264-2, L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles et art. 102 du code civil - Simplification des règles de domiciliation) (p. 10173). (p. 10174). (p. 10175). (p. 10176). (p. 10176). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10177). (p. 10178). (p. 10179). - **Article 22** (art. 200-1 à 203-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dispositions relatives à l'habitat participatif) (p. 10184). (p. 10185). (p. 10186). (p. 10187). (p. 10187). (p. 10188). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 10189). - **Article 22 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 633-4 du code de la construction et de l'habitation - Participation du comité de résidents au conseil de concertation dans les logements-foyers) (p. 10190). - **Article additionnel après l'article 22 bis A** (p. 10190). - **Article 22 bis** (art. 13, 17, 18, 18-1 [nouveau], 19-1 et 33 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Régime applicable aux immeubles en jouissance à temps partagé) (p. 10192). - **Article 23** (art. L. 711-1 à L. 711-7 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Registre d'immatriculation des syndicats de copropriétaires) (p. 10195). - **Article 25** (art. 8-2 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 721-1 à L. 721-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Renforcement de l'information des acquéreurs de lots de copropriété) (p. 10197). (p. 10198). (p. 10198). (p. 10199). (p. 10199, 10200). (p. 10200). (p. 10201). (p. 10202). (p. 10202). - **Article 26** (art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 A, 18-1, 19-1, 19-2, 20, 21, 22, 23 et 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 - Gouvernement et gestion des copropriétés) (p. 10206). (p. 10206). (p. 10209, 10210). (p. 10211). (p. 10212). (p. 10212). (p. 10213). (p. 10213). (p. 10214, 10215). (p. 10215). (p. 10216). (p. 10216). (p. 10216, 10217). (p. 10217). (p. 10218). (p. 10218). (p. 10218). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10219). (p. 10220). - **Article 27** (art. 9-1 [nouveau], 10, 14-2, 18, 19-1, 19-2, 24-4 et 24-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 111-6-2 et L. 731-1 à L. 731-5 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Instauration d'un fonds de prévoyance pour

certaines copropriétés ; possibilité pour les copropriétés de faire réaliser un diagnostic technique global) (p. 10222). (p. 10223). (p. 10223). (p. 10223). (p. 10224). (p. 10224). - **Article 28** (art. 9, 10-1, 24, 25, 25-1, 26, 26-7, 28 et 30 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Règles de majorité des assemblées générales de copropriétaires) (p. 10226). (p. 10226). (p. 10227). (p. 10228). (p. 10228). (p. 10229). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10229). (p. 10229). (p. 10230). - **Article 29** (art. 29-1 A, 29-1 B et 29-1 C [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Réforme de la procédure du mandataire ad hoc) (p. 10231). - **Article 30** (art. 29-1, 29-2, 29-3, 29-4, 29-5, 29-6, art. 29-7 à 29-14 [nouveaux] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Réforme de la procédure d'administration provisoire) (p. 10235). (p. 10235). - **Article 31** (art. L. 741-1 et L. 741-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Opérations de requalification des copropriétés dégradées) (p. 10237). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 10237). - **Article 32** (art. L. 321-1-1 [nouveau], L. 321-29 et L. 327-1 du code de l'urbanisme - Compétence des EPF d'État, de l'AFTRP et des SPL pour mener des opérations de requalification de copropriétés dégradées) (p. 10238). - **Article 35** (art. L. 615-1, L. 615-2, L. 615-3 et L. 615-4-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Refonte de la procédure du plan de sauvegarde) (p. 10241). (p. 10241). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2374 du code civil - Privilège immobilier spécial) (p. 10244). - **Article 41** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 301-5-1-1 et L. 305-1-2 [nouveaux], L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Unification des polices permettant de lutter contre l'habitat indigne au profit des EPCI) (p. 10246). - **Article 41 bis** (art. L. 133-7, L. 133-8, L. 133-9 [nouveaux] et art. L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation - Identification des zones infestées par la méréule, *serpula lacrymans*) (p. 10247). - **Article 43** (art. L. 1331-28, L. 1331-25, L. 1331-29 du code de la santé publique, art. L. 123-3, L. 129-2 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 2573-20 du code général des collectivités territoriales, art. 10-1 et 24-7 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Création d'une astreinte lorsque les travaux prescrits en matière d'habitat indigne n'ont pas été exécutés) (p. 10251). (p. 10251). (p. 10251). -

Article 46 quater (art. L. 411-1 et L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Sécurisation juridique des procédures d'évacuation) (p. 10257).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 46 sexies A** (art. L. 111-6-1 et art. L. 111-6-1-1 et L. 111-6-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable aux travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un logement existant) (p. 10271). (p. 10271). (p. 10271). (p. 10271). (p. 10272). (p. 10272). - **Article 46 septies (supprimé)** (art. L. 634-1 à L. 634-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de mise en location) (p. 10274). - **Article 46 octies** (art. L. 634-1 à L. 634-5 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Déclaration de mise en location) (p. 10277). (p. 10277). - **Article 46 nonies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1515-1 du code de la santé publique - Extension à Mayotte des dispositions du code de la santé publique relatives aux périmètres d'insalubrité) (p. 10278).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article additionnel après l'article 71 (priorité)** (p. 10466). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, L. 443-12 et L. 443-15-2-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 10508). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10534, 10535).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (7 novembre 2013) - **Article 10 (Définition des subventions publiques)** (p. 11123).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12746, 12749).

- Rapporteur pour avis - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12761, 12762). (p. 12770).

DINI (Muguette)
sénatrice (Rhône)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 548 (2010-2011)] autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 368 (2012-2013)] (20 février 2013) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'assistance médicalisée pour mourir [n° 629 (2012-2013)] (5 juin 2013) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : L'auto-entreprise après quatre ans d'existence : éléments d'évaluation et préconisations [n° 696 (2012-2013)] (27 juin 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Assistance médicale à la procréation (AMP) - Organisation d'États généraux par le Comité consultatif national d'éthique.

Instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Régime de l'auto-entrepreneur : audition de MM. Pierre Deprost, inspecteur général des finances, et Philippe Laffon, inspecteur général des affaires sociales.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique familiale - Audition de Mme Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi relative au statut de l'auto-entrepreneur - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Arrêté d'admission en qualité de pupille de l'État - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Droits et protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et modalités de leur prise en charge - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Situation sociale des personnes prostituées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec des économistes.

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conditions d'attribution de la carte du combattant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 18 novembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Échange de vues.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la situation financière préoccupante de l'Amicale du Nid Rhône** - (5 février 2013) (p. 791, 792). (p. 792).

- **Questions cribles thématiques sur la gynécologie médicale** - (14 février 2013) (p. 1303). (p. 1304).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1642, 1644).

- Rapporteur (p. 1655).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales)** (p. 1777, 1778).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2129, 2130).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance-*emprunteur*) (p. 2325, 2326). (p. 2333). (p. 2336). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-6, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-7, L. 331-7-1, L. 330-1, L. 331-3, L. 332-5-2 [nouveau], L. 332-11, L. 333-1-2, L. 333-4, L. 334-5, L. 333-7 du code de la consommation et L. 542-7-1 du code de la sécurité sociale - *Procédure de surendettement*) (p. 2348). (p. 2348). (p. 2350). (p. 2351). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 331-2, et L. 331-3-1 du code de la consommation - *Articulation de la procédure de surendettement avec le maintien du débiteur dans son logement*) (p. 2352, 4353). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 2353). (p. 2353). (p. 2354). (p. 2355). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 2359). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2370).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 3010).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5698, 5699).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** - (11 juin 2013) (p. 5739, 5740).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Création expérimentale et prise en charge des maisons de naissance*) (p. 5861).

- Rapporteur (p. 5862). (p. 5863). (p. 5863). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Définition et financement des "maisons de naissance" - Dérogation aux art. L. 1434-2, L. 1434-7 et L. 6122-1 du code de la santé publique*) (p. 5865). (p. 5866). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions de fonctionnement - Autorisation d'ouverture et suspension*) (p. 5867). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5870).

- **Proposition de loi visant à instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus [n° 605 (2011-2012)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5875, 5876).

- **Question orale sur les maisons d'assistantes maternelles et l'application des normes d'accessibilité aux personnes handicapées** - (18 juin 2013) (p. 5896). (p. 5897).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6437, 6438).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique** - (18 juillet 2013) (p. 7449, 7450).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7920, 7921).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 3 ter (nouveau)** (*section 12 [nouvelle] du chapitre II du titre Ier du livre III de la deuxième partie du code de l'éducation - Education des consommateurs*) (p. 8015, 8016). (p. 8017).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8114). - **Articles additionnels après l'article 5 ter (suite)** (p. 8118). - **Article 10** (*chapitre VIII [nouveau] du Titre III du livre Ier du code de la consommation - Effets attachés à la livraison du bien ou à l'exécution du service*) (p. 8136). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 8156). (p. 8158). - **Article 18 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-5 du code de la

consommation - Exigence de la clarté dans les publicités comparatives) (p. 8164). - **Article 18 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-10 du code de la consommation - *Conservation par le prêteur de la fiche de dialogue*) (p. 8164, 8165). (p. 8165, 8166). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 8175). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-17 du code de la consommation - *Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité*) (p. 8184). - **Article 19 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-11 du code de la consommation - *Rémunération du vendeur en fonction des prêts souscrits par ses clients*) (p. 8184, 8185). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L. 313-9, L. 331-11 du code de la consommation - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 8212). (p. 8213). (p. 8213). (p. 8213).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 836 (2012-2013)]** - (13 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8239, 8240). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8266).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8431, 8432).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8497). - **Article 8** (art. 41-1 du code de procédure pénale - *Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple*) (p. 8525). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8528). (p. 8528, 8529). (p. 8530). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8535, 8536). (p. 8536). - **Article 22** (art. L. 511-7 du code rural et de la pêche maritime - *Représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans les chambres d'agriculture*) (p. 8582). (p. 8582). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8591).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Commission mixte paritaire [n° 817 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8727).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986; art. L. 125-5 du code de l'environnement; art. 1724 du code civil - *Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 10000).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - *Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles*) (p. 11328, 11329). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 11371, 11372).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 11484).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Article 1er** (art. L. 1 bis et L. 253 bis du code des

pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en Algérie jusqu'au 2 juillet 1964 (p. 11599).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014** - *Nouvelle lecture* [n° 170 (2013-2014)] - (28 novembre 2013) - **Question préalable** (p. 12381).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le délai de prescription en matière d'agressions sexuelles** - (28 novembre 2013) (p. 12386).

DOLIGÉ (Éric)
sénateur (Loiret)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Rapporteur de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à prélever l'impôt à la source [n° 331 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

- **Proposition de loi** visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)] - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12713, 12714). - **Article 1er** (*Extension du principe de gratuité et de non-limitation de la durée de stationnement*) (p. 12718). (p. 12719). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12726, 12727).

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 448 (2012-2013)] , en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des départements d'outre-mer [n° 574 (2012-2013)] (15 mai 2013) - **Outre-mer**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2012 [n° 586 (2012-2013)] (21 mai 2013) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : L'aide fiscale à l'investissement outre-mer : levier incontournable du développement [n° 628 (2012-2013)] (5 juin 2013) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maîtres quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Outre-mer [n° 156 tome 3 annexe 19 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition de M. Marc Rohfritsch, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef du bureau des matériaux du futur et des nouveaux procédés de la Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS).

La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition du général Pierre Chavancy, chef de la division emploi à l'État-major des armées et de M. Axel Moracchini, officier traitant « forces de souveraineté ».

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

(*commission des finances*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer, sur les questions de l'octroi de mer, de la fiscalité du rhum et de la défiscalisation.

Désignation de membres de la délégation devant participer au groupe de travail commun avec la commission des affaires économiques sur l'impact de la défiscalisation sur les économies ultramarines.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Synthèse des propositions adoptées par la délégation susceptibles d'animer les discussions législatives à venir » de Mme Jacqueline Gourault et M. Edmond Hervé.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*) : Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma,

commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des DOM - Examen de la proposition de résolution européenne sur le renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des DOM.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Alain Lambert et Jean-Claude Boulard sur la lutte contre l'inflation normative.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

(*commission des finances*) : Renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des départements d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat et exécution budgétaire de 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer - Examen des conclusions du groupe de travail.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Christophe Mahieu, président-directeur général d'Est Bourgogne Media SA, directeur de la publication des quotidiens Le Bien public et Le Journal de Saône-et-Loire.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Programme des investissements d'avenir - Communication.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des finances*) : Caisse des dépôts et consignations - Résultats de 2012 - Audition de MM. Henri Emmanuelli, président de la commission de surveillance, et Jean-Pierre Jouyet, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France, sur le financement pérenne des allocations individuelles de solidarité par les départements.

(*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Adoption du rapport.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des finances*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Préfectures et réorganisation territoriale de l'État - Contrôle budgétaire - Communication de Mme Michèle André, rapporteure spéciale.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Investissements dans la police et la gendarmerie - Contrôle budgétaire - Communication de M. Jean-Vincent Placé, rapporteur spécial Contrôle budgétaire.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Aide personnalisée de retour à l'emploi (APRE) - Contrôle budgétaire - Communication de M. Éric Bocquet, rapporteur spécial.

Rôle des douanes dans la lutte contre la fraude sur Internet - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Albéric de Montgolfier et Philippe Dallier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Bilan du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Gattaz, président du MEDEF.

Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 62 à 62 octies et communication sur son contrôle budgétaire relatif à la gestion et aux moyens de fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre) - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » (et article 70) et communication sur le contrôle budgétaire relatif à l'aide au fret - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Travail et emploi » - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen des amendements au texte de la commission.

Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 1er** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et en conseiller départemental*) (p. 175, 176). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 180, 181). (p. 215, 216). (p. 216). (p. 220, 221). (p. 227). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 232). - **Article 3** (*art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons*) (p. 233). - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 192 du code électoral - Élections des conseillers départementaux*) (p. 241, 242).

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 522, 524). - **Article 1er** (*art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes*) (p. 537). (p. 538). (p. 540). (p. 542). (p. 543). (p. 545). (p. 546). (p. 550). (p. 550). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 553, 554).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 601, 602).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et conseiller départemental*) (p. 1769). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1777).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 18 bis** (*art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux*) (p. 1878). - **Article 19 et tableau annexé** (**Texte non modifié par la commission**) (*Modification de la répartition des conseillers de Paris par secteurs*) (p. 1882). - **Article 20** (*art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers communautaires*) (p. 1889). (p. 1892, 1893).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2598, 2599).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (*art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5412). (p. 5434). (p. 5439, 5440).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5754, 5757). - **Article 18** (**réserve**) (*art. L. 123-4, L. 123-4-1 (nouveau), L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS*) (p. 5769).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5932). - **Article 1er** (*art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les*

communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5940). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs) (p. 5954).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (20 juin 2013) - **Article 4** (art. L. 123-2 du code de l'éducation - Actualisation de la rédaction des dispositions relatives aux objectifs de l'enseignement supérieur) (p. 6103). (p. 6105).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Article 2 bis A (nouveau)** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Incompatibilités professionnelles applicables aux membres du Conseil constitutionnel) (p. 7171). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L.O. 153 du code électoral - Interdiction pour un parlementaire nommé membre du Gouvernement de percevoir une indemnité parlementaire pendant le délai d'option) (p. 7172). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7182, 7183).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8640, 8642). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8658). - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8662, 8663). (p. 8672). (p. 8673). (p. 8673).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Article 1er bis (nouveau) (supprimé)** (Limitation du nombre de mandats consécutifs) (p. 8686). - **Article 1er ter** (art. L.O. 147-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction dérivée d'un mandat local) (p. 8689). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 8695). (p. 8696). - **Article 3 ter A (nouveau)** (art. 4 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement - Plafonnement du montant des indemnités perçues par les parlementaires) (p. 8703). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8709).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**. - (19 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8740). (p. 8748).

- **Proposition de loi portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics - Deuxième lecture [n° 18 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi**

organique n° 20 (2013-2014) (p. 9234, 9236). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9243).

- **Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements [n° 20 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 18 (2013-2014)**.

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9966). (p. 9966).

- **Question orale sur la saisine des conseils généraux quant à la nouvelle carte électorale des cantons** - (19 novembre 2013) (p. 11564, 11565). (p. 11565, 11566).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Article 9** (Taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations versées par les entreprises) (p. 11996). - **Article 13** (art. 199 ter U [nouveau], 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 199 undecies D, 200-0 A, 217 undecies, 217 duodecies, 220 Z quater [nouveau], 220 Z quinquies [nouveau], 223 O, 242 sexies, 242 septies, 244 quater W [nouveau], 244 quater X [nouveau], 296 ter, 1740-00 AB, 1740-0 A et 1743 du code général des impôts et art. L. 45 F du livre des procédures fiscales - Réforme du régime de défiscalisation des investissements productifs et des logements sociaux outre-mer) (p. 12049). (p. 12049). (p. 12049). (p. 12050). (p. 12051). (p. 12052). (p. 12053). (p. 12053). (p. 12054). (p. 12056). (p. 12057). (p. 12060).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Article 23** (art. 235 ter ZE du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe de risque systémique) (p. 12153, 12154).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Rappel au règlement** (p. 12256). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification du régime de la taxe acquittée par les étudiants étrangers pour la délivrance d'un titre de séjour salarié) (p. 12259). - **Article 39** (art. L. 241-2 du code de la sécurité sociale, 1600-0 S du code général des impôts et 53 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) (p. 12272).

DOMEIZEL (Claude)
sénateur (Alpes de Haute-Provence)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 19 novembre 2013.

Membre de la commission des affaires sociales du 15 juillet 2013 au 18 novembre 2013.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 14 juillet 2013.

Vice-président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 682 (2011-2012)] pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 291 (2012-2013)] (24 janvier 2013) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Serge Bergamelli, directeur général du Centre national d'enseignement à distance (CNED).

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan consolidé des sources de financement des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur l'éthique du sport - Communication.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde sur la pénibilité.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec des économistes.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conditions d'attribution de la carte du combattant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Monadé, président du Centre national du livre (CNL).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 139).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)]** - (30 janvier 2013) - **Article unique** (*Création de zones d'exclusion pour les loups*) (p. 682, 683).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 721, 723).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1763, 1764).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. - (13 mars 2013) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et conseiller départemental*) (p. 1769). - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. (p. 1780).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 16** (*art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire*) (p. 1870). - **Article 18 bis** (*art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux*) (p. 1879). - **Article 20 septies (supprimé)** (*art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Dérogation aux critères démographiques de création d'une communauté d'agglomération*) (p. 1910). - **Article additionnel après l'article 20 nonies** (p. 1912). - **Article 23** (*art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale*) (p. 1927).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (5 juin 2013) - **Article 30 (précédemment réservé)** (*art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun*) (p. 5483, 5484). - **Article 34** (*art. L. 5217-21 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Transfert des services et des personnels*) (p. 5557).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7190).

- **Question orale sur la protection des riverains contre les épandages de pesticides agricoles** - (10 septembre 2013) (p. 7872). (p. 7872, 7873).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 836 (2012-2013)]** - (13 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8242, 8244). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8266).

- **Commission mixte paritaire [n° 817 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8727).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10562, 10565). - **Article 1er** (*art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 10594).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10646). (p. 10656, 10657). (p. 10669). - **Article 2** (*art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035*) (p. 10674, 10675). (p. 10684, 10685). - **Article 2 bis (nouveau)** (*Rapport du Gouvernement sur l'âge du taux plein et la décote*) (p. 10696).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10740). - **Article 5** (*art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions*) (p. 10745, 10746). (p. 10756). (p. 10757). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10760). (p. 10760). - **Article 6** (*art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 10769, 10770). (p. 10771). (p. 10792).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 7** (*art. L. 6111-1 du code du travail - Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 10810).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10878). - **Article 16 bis (nouveau)** (*art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite*) (p. 10902). (p. 10905).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10950, 10951). (p. 10951). (p. 10952, 10953). - **Article 30** (*Débat annuel sur les retraites dans la fonction publique*) (p. 10962). - **Article 32** (*art. L. 641-2, L. 641-3-1 nouveau, L. 641-4-1 nouveau, L. 641-5 et L. 641-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de la gouvernance des régimes de retraite des professions libérales*) (p. 10974). - **Article 32 bis (nouveau)** (*art. L. 723-3 du code de la sécurité sociale - Recouvrement des droits de plaidoirie par la Caisse nationale des barreaux français*) (p. 10977). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10990).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 3** (*Transfert des excédents du Fonds pour l'emploi hospitalier*) (p. 11308, 11309).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Article 1er** (*art. L. 1 bis et L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en Algérie jusqu'au 2 juillet 1964*) (p. 11600).

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique en faveur des personnes âgées - (12 décembre 2013) (p. 12737).

DOMINATI (Philippe)
sénateur (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre titulaire du Comité de suivi du niveau et de l'évolution des taux d'intérêt des prêts aux particuliers jusqu'au 12 mai 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi permettant aux parents de déclarer leur enfant à l'état civil de la commune dans laquelle ils sont établis [n° 555 (2012-2013)] (26 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Famille.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le « Centre de Gouvernement » : réussir la rationalisation du parc immobilier d'entités rattachées au Premier ministre [n° 774 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 156 tome 3 annexe 9 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des finances*) : Taxe sur les transactions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole de Paris.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Programme des investissements d'avenir - Communication.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle fiscal des entreprises multinationales - Communication.

Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial, sur le pilotage du projet de « Centre du Gouvernement ».

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des finances*) : Aides à la presse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. Philippe Marini, président, sur un nouvel indicateur permettant de mesurer l'émigration fiscale des particuliers.

Investissements dans la police et la gendarmerie - Contrôle budgétaire - Communication de M. Jean-Vincent Placé, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial, sur la mission « Direction de l'action du Gouvernement » et sur le budget annexe « Publications officielles et information administrative ».

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial, sur la mission « Immigration, asile et intégration » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'allocation temporaire d'attente (ATA).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Gattaz, président du MEDEF.

Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Richard Yung et Roland du Luart, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Action extérieure de l'Etat » (et communication sur leurs contrôles budgétaires relatifs aux modalités de recrutement et conditions d'exercice des enseignants à l'étranger, et aux projets de regroupement immobilier des représentations diplomatiques).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les transports en commun parisiens** - (29 janvier 2013) (p. 584, 585). (p. 586).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement du Grand Paris** - (21 février 2013) (p. 1488, 1489).

- **Question orale sur l'aménagement des voies sur berges à Paris** - (9 avril 2013) (p. 2964). (p. 2965).

- **Débat sur l'efficacité des conventions fiscales internationales** - (23 avril 2013) (p. 3958, 3960).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5077, 5078).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5278, 5279). (p. 5279). (p. 5279).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5665, 5666).

- **Question orale sur la gestion des fichiers des HLM de Paris** - (9 juillet 2013) (p. 6957, 6958). (p. 6958).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Article 1er bis** (*art. 131-38 du code pénal - Augmentation du montant de l'amende encourue par les personnes morales*) (p. 7374). (p. 7375). (p. 7376, 7377).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (*art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9048). (p. 9068).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) - **Article 17 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4, 15, 18, 19, 20 et 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Coordination entre les actions de la Société du Grand Paris et le Syndicat des transports d'Île-de-France*) (p. 9194). (p. 9195).

DOUBLET (Michel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire du Comité national de l'eau.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*): Réforme de la décentralisation - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

- **Question orale sur les incidences dans le secteur de l'eau des propositions de la commission européenne sur l'avenir de la TVA** - (19 février 2013) (p. 1322).

- **Question orale sur l'avenir des chambres de commerce et d'industrie** - (10 septembre 2013) (p. 7880, 7881). (p. 7881).

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire de la commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 415 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)] (12 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Pelletier,

président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*): Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*): Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové

- Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État » et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Égalité des territoires, logement, et ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 179, 180). (p. 224). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 232). -

Article 3 (art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons) (p. 233).

- **Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1817). (p. 1826). - **Article 8** (art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature) (p. 1840). - **Article 9** (art. L. 221 du code électoral - Remplacement des conseillers départementaux) (p. 1844). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de contentieux électoral) (p. 1846). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-11, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales) (p. 1847). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - Contentieux des comptes de campagne) (p. 1848). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 51, L. 52-3, L. 52-19 (nouveau), L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 212, L. 216, L. 223-1, L. 562 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-2, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales - Dispositions de coordination) (p. 1848). - **Article 14** (art. L. 3122-1 et L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents) (p. 1849). - **Article 16 A** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 1852). (p. 1853). - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire) (p. 1866).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 600 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Article 28** (art. 4 de l'ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011, art. L. 111-1, L. 111-8, L. 111-26, L. 111-30, L. 111-40, L. 111-43, L. 111-47, L. 111-48, L. 111-68, L. 111-72, L. 111-82, L. 111-101, L. 111-106, L. 121-8, L. 121-14, L. 121-34, L. 121-46, L. 131-1, L. 131-2, L. 132-5, L. 134-9, L. 134-19, L. 134-26, L. 134-31, L. 135-4, L. 135-12, L. 135-13, L. 142-3, L. 142-6, L. 142-14 et L. 142-22, intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre IV du livre Ier, art. L. 144-3 à L. 144-6, L. 211-3, L. 321-6, L. 335-7, L. 335-8, L. 341-5 et L. 342-11, chapitres Ier et II du titre VI du livre III, art. L. 432-8, L. 433-3, L. 433-5, L. 433-8, L. 433-10, L. 433-11, L. 433-15, L. 433-18, L. 446-2, L. 452-5, L. 521-18, L. 521-19, L. 521-20, L. 521-21, L. 521-22, L. 521-23 et L. 521-4 du code de l'énergie - Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code de l'énergie) (p. 4879). (p. 4879). (p. 4880).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4964, 4965). - **Article 1er** (Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer) (p. 4980). (p. 4981). (p. 4988). (p. 4989, 4990). (p. 4991). (p. 4993). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Délais d'habilitation) (p. 4995). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Délai de ratification) (p. 4996). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4998, 4999).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5119). (p. 5122). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5153, 5154).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6675).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9920, 9922). - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2,

3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9976).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) (p. 9993). (p. 9994). (p. 9999). - **Article 2** (art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 10009). (p. 10009, 10010). (p. 10011). (p. 10014). (p. 10014). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10029). (p. 10030). (p. 10032). (p. 10033, 10034). (p. 10034). (p. 10047). - **Article 4** (art. 25-2-1, 25-2-2, 25-2-3, 25-2-4, 25-2-5, 25-2-6, 25-2-7, 25-2-8 et 25-2-9 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Rapports entre bailleurs et locataires dans les logements meublés résidence principale) (p. 10051). - **Article 6 ter** (art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée) (p. 10058). (p. 10059).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10098). - **Article 10** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation ; art. L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale ; art. L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation pour les bailleurs personnes morales de saisir la commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives, CCAPEX) (p. 10142, 10143). (p. 10144, 10145). (p. 10146). - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO) (p. 10153). (p. 10153). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 10155). (p. 10156). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiaire du DALO) (p. 10167). - **Article 19** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Hébergement des personnes reconnues prioritaires au titre du droit à l'hébergement opposable) (p. 10169). - **Article 22** (art. 200-1 à 203-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dispositions relatives à l'habitat participatif) (p. 10184). - **Article 26** (art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 A, 18-1, 19-1, 19-2, 20, 21, 22, 23 et 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 - Gouvernement et gestion des copropriétés) (p. 10207). (p. 10209). - **Article 43** (art. L. 1331-28, L. 1331-25, L. 1331-29 du code de la santé publique, art. L. 123-3, L. 129-2 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 2573-20 du code général des collectivités territoriales, art. 10-1 et 24-7 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles

bâtis - Création d'une astreinte lorsque les travaux prescrits en matière d'habitat indigne n'ont pas été exécutés) (p. 10251). (p. 10251).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 46 septies (supprimé)** (art. L. 634-1 à L. 634-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de mise en location) (p. 10275). - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, art. L. 441-2-7 à L. 441-2-9 [nouveaux] et L. 472-3 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 10281). (p. 10285). - **Article 48** (art. L. 342-1 à L. 342-20 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Création de l'Agence nationale de contrôle du logement social, ANCOLS) (p. 10299, 10300). - **Article 49** (art. L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3, L. 445-2, L. 422-8-1 et art. L. 442-8-1-1 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Extension des missions des opérateurs du logement social) (p. 10307). (p. 10307). (p. 10307). (p. 10308). (p. 10308). - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10322, 10323). (p. 10328, 10329). (p. 10336, 10337). (p. 10343). - **Articles additionnels après l'article 58 B (priorité)** (p. 10346). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 10357). (p. 10358). (p. 10359). (p. 10364). (p. 10365). (p. 10366). (p. 10367, 10368). - **Article 61 (priorité)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 10391). (p. 10391).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 10424). (p. 10428). (p. 10430). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 10437). (p. 10439). (p. 10439). (p. 10440). (p. 10441). (p. 10442). (p. 10443). (p. 10443). - **Article 66 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-1-2, L. 145-3 et L. 145-5 du code de l'urbanisme - Suppression de la possibilité de dérogation au principe d'inconstructibilité posé dans les communes non couvertes par un document d'urbanisme) (p. 10445). (p. 10445). - **Article 69 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 324-1, L. 324-2, L. 324-2-2 [nouveau] et L. 324-5 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers locaux) (p. 10451). (p. 10451). (p. 10452). (p. 10452). (p. 10453). (p. 10453). - **Article 70 (priorité)** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption) (p. 10460, 10461).

- **Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12656, 12658). - **Article unique** (p. 12666).

DUCHÊNE (Marie-Annick)
sénateur (Yvelines)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Culture et recherche au cœur des années croisées France - Vietnam [n° 27 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Distribution de la presse - Audition de M. Denis Bouchez, directeur du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN).

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Économie numérique de la presse et du livre - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Serge Bergamelli, directeur général du Centre national d'enseignement à distance (CNED).

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Sylvain Robert, responsable des expertises collégiales à l'IRD, et MM. Jacques Lemoalle, président, et Géraud Magrin, vice-président, du collège des experts, au sujet de l'expertise collégiale sur le lac Tchad.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information au Vietnam - Communication.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Échange de vues sur le rapport de la mission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis et contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de

Mme Martine Caraglio, inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, et de M. Philippe Claus, inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Marcel Rufo, pédopsychiatre, chef de service à l'hôpital Sainte-Marguerite à Marseille.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et de M. Daniel Lenoir, directeur, et M. Frédéric Marinacce, directeur des politiques familiales et sociales de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Audition de M. Rémy Guilleux, vice-président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143,

144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2917).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2988). (p. 2989).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4383, 4384).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 4532). (p. 4532). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation du système éducatif) (p. 4549). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3 du code de l'éducation - Objectifs des programmes) (p. 4556). - **Article 27** (art. L. 312-9-2 du code de l'éducation [rétabli] - Enseignement obligatoire d'une langue vivante étrangère au début de la scolarité élémentaire) (p. 4563). (p. 4564).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 30** (art. L. 321-2 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école maternelle) (p. 4598). - **Article 31** (art. L. 321-3 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école élémentaire) (p. 4601).

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage le 26 février 2013 ; puis vice-président du 27 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013 ; puis vice-président le 16 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Pierre Bordry, ancien président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de Mme Marie-George Buffet, députée, ancien ministre de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-François Lamour, député de Paris, ancien ministre des sports, ancien ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Audition de M. Jean-François Verdy, directeur du département des contrôles de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de Mme Françoise Lasne, directrice du département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Alain Calmat, ancien ministre délégué à la jeunesse et aux sports.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Martin Fourcade, biathlète, médaillé olympique.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Patrice Clerc, ancien président d'Amaury sport organisation (ASO).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. David Lappartient, président de la Fédération française de cyclisme.

Audition de MM. Francis Luyce, président de la Fédération française de natation (FFN) et Lionel Horter, directeur technique national de la FFN.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bruno Sesboüé, médecin à l'Institut régional du sport du Centre hospitalier universitaire de Caen.

Audition de M. Patrick McQuaid, président de l'Union cycliste internationale.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de MM. Pierre Berbizier, ancien joueur de rugby et ancien sélectionneur de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995 et Marc Bichon, ancien médecin de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Réunion constitutive de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de MM. Michel-Pierre Prat, conseiller-maître à la Cour des comptes et Alain Serre, conseiller à la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon.

Audition de Mme Claudie Sagnac, adjointe au directeur des sports du ministère de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Sébastien Sémeril, adjoint au maire de Rennes, délégué au sport, et vice-président de Rennes-Métropole, représentant l'Assemblée des communautés de France (AdCF).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2592).

- **Question orale sur les dépenses engagées par la Banque publique d'investissement** - (1er octobre 2013) (p. 8771). (p. 8772).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage** - (15 octobre 2013) (p. 9581, 9582).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites des anciens combattants** - (31 octobre 2013) (p. 10833).

- **Question orale sur la situation financière préoccupante de l'Amicale du Nid Rhône** - (5 février 2013) (p. 792).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement du Grand Paris** - (21 février 2013) (p. 1489).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le logement** - (28 mars 2013) (p. 2532, 2533).

- **Question orale sur l'indexation des redevances en résidence sociale** - (9 avril 2013) (p. 2953, 2954).

- **Question orale sur les crédits en faveur de la modernisation de l'habitat dans les zones rurales** - (9 avril 2013) (p. 2954, 2955).

DUFLOT (Cécile)
ministre de l'égalité des territoires et du logement

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les conditions d'exercice de l'hébergement social d'urgence en région Île-de-France** - (5 février 2013) (p. 791).

- **Question orale sur l'insécurité juridique et les interprétations des documents d'urbanisme** - (9 avril 2013) (p. 2956).
- **Question orale sur l'avenir des librairies indépendantes** - (21 mai 2013) (p. 4290, 4291).
- **Question orale sur la soumission des gestionnaires de logements-foyers à la TVA** - (21 mai 2013) (p. 4291, 4292).
- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4956, 4959). (p. 4974, 4977). - **Article 1er** (*Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer*) (p. 4981). (p. 4983). (p. 4984, 4985). (p. 4987). (p. 4988). (p. 4988). (p. 4990, 4991). (p. 4993). (p. 4994). (p. 4994). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*Délais d'habilitation*) (p. 4996). - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*Délai de ratification*) (p. 4996). - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*Sécuriser l'expropriation*) (p. 4996). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4998).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inondations** - (20 juin 2013) (p. 6112, 6113).
- **Question orale sur le désengagement de l'Etat et l'avenir des dossiers de droit des sols** - (10 septembre 2013) (p. 7870, 7871).
- **Question orale sur le volet territorial du contrat de projets Etat-région** - (10 septembre 2013) (p. 7871, 7872).
- **Question orale sur la situation de l'hébergement d'urgence dans le département d'Indre-et-Loire** - (1er octobre 2013) (p. 8780).
- **Question orale sur les conditions de travail des surveillants du centre pénitentiaire de Fresnes** - (1er octobre 2013) (p. 8781, 8782).
- **Question orale sur la politique du logement en milieu rural** - (15 octobre 2013) (p. 9557, 9558).
- **Question orale sur le devenir des écoles de reconversion professionnelle** - (15 octobre 2013) (p. 9559).
- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9902, 9907). (p. 9951, 9956). - **Article 1er** (*art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 9962, 9963). (p. 9963). (p. 9964). (p. 9964). (p. 9964). (p. 9965). (p. 9965). (p. 9966). (p. 9966). (p. 9967). (p. 9968, 9969). (p. 9969). (p. 9970). (p. 9971). (p. 9972). (p. 9975). (p. 9977, 9978).
- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) (p. 9991). (p. 9991). (p. 9992). (p. 9993). (p. 9993). (p. 9994). (p. 9995). (p. 9996). (p. 9997). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10002). (p. 10004). - **Article 1er bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 1751 du code civil - Extension de la cotitularité du bail aux partenaires liés par un PACS*) (p. 10004). - **Article 2** (*art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire*) (p. 10007). (p. 10007). (p. 10007). (p. 10009). (p. 10010). (p. 10010). (p. 10011). (p. 10011). (p. 10012). (p. 10013). (p. 10013). (p. 10013). (p. 10014). (p. 10015). (p. 10016). (p. 10016). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 10017). - **Article 3** (*art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989*) (p. 10026, 10027). (p. 10037, 10039). (p. 10039). (p. 10041). (p. 10043, 10044). (p. 10044). (p. 10044). (p. 10045). (p. 10045). (p. 10046). (p. 10046). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 10048). - **Article 4** (*art. 25-2-1, 25-2-2, 25-2-3, 25-2-4, 25-2-5, 25-2-6, 25-2-7, 25-2-8 et 25-2-9 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Rapports entre bailleurs et locataires dans les logements meublés résidence principale*) (p. 10050). (p. 10050). (p. 10051). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 10052). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 10053). (p. 10053). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10055). - **Article 6** (*Application des dispositions de la loi aux contrats de location en cours à la date de son entrée en vigueur*) (p. 10055). - **Article 6 ter** (*art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée*) (p. 10056). (p. 10056). (p. 10058). (p. 10059). - **Article 6 sexies** (*art. L. 631-7-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Accord de l'assemblée générale des copropriétaires avant la demande d'autorisation de changement d'usage pour la location de meublés pour de courtes durées*) (p. 10060, 10061). - **Article 7** (*art. L. 632-1 du code de la construction et de l'habitation - Dispositions de coordination relatives aux logements meublés ; dispositions relatives aux hôtels meublés*) (p. 10061). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10062). (p. 10063). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 10065). (p. 10065). (p. 10066). - **Article 8** (*art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers*) (p. 10073, 10076).
- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) (p. 10104, 10108). - **Article 9** (*art. 1er, 1-1, 3, 3-1 [nouveau], 4, 4-1, 5, 6, 6-1 [nouveau], 6-2 [nouveau], 7, 8-1, 8-3 [nouveau], 13-1 à 13-10 [nouveaux], 14, 17-1 [nouveau] de la loi, 18-1 [nouveau], n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ; art. L. 241-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 561-2 du code monétaire et financier - Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier*) (p. 10119, 10120). (p. 10120). (p. 10120). (p. 10121). (p. 10121). (p. 10122). (p. 10123). (p. 10123). (p. 10125, 10126). (p. 10126). - **Article 10 A** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Possibilité, pour les préfets de région, d'étendre la trêve hivernale sur leur territoire*) (p. 10128). - **Article additionnel après l'article 10 B** (p. 10129). - **Article 10** (*art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation ; art. L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale ; art. L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation pour les bailleurs personnes morales de saisir la commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives, CCAPEX*) (p. 10132, 10133). (p. 10142). (p. 10143). (p. 10144). (p. 10144). (p. 10145). (p. 10146). - **Article 11** (*art. L. 412-5 du code des procédures civiles d'exécution ; art. 7-1, art. 7-2 et 7-3 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ; art. 121 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions - Renforcement de la coordination départementale des actions de prévention des expulsions et réaffirmation des chartes de prévention*) (p. 10148). (p. 10148). - **Article 11 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*Demande de rapport sur les modalités de calcul de l'allocation personnalisée au logement prenant en compte la moyenne des ressources perçues au cours des trois derniers mois*) (p. 10149). - **Article**

additionnel après l'article 11 bis (p. 10149). - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - *Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO*) (p. 10151, 10052). (p. 10153). (p. 10153, 10154). (p. 10154). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 10155). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 10155, 10156). - **Article 14** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - *Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD*) (p. 10159). (p. 10160). (p. 10160). (p. 10160). (p. 10161). (p. 10161). (p. 10161). - **Article 15** (art. 5, 6, 6-1, 6-2, 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - *Fonctionnement des fonds de solidarité pour le logement, FSL*) (p. 10162). - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1611-7 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement de la possibilité de confier à des organismes extérieurs la gestion de deniers publics dans le domaine de l'aide sociale à l'enfance*) (p. 10163). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 115-2-1 [nouveau], art. L. 311-6 du code de l'action sociale et des familles - *Création des conseils de vie sociale*) (p. 10164). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - *Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO*) (p. 10165). (p. 10166). (p. 10166). (p. 10167). - **Article 19** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - *Hébergement des personnes reconnues prioritaires au titre du droit à l'hébergement opposable*) (p. 10169). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 10170). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 10172). - **Article 21** (art. L. 252-2, L. 264-1, L. 264-2, L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles et art. 102 du code civil - *Simplification des règles de domiciliation*) (p. 10173, 10174). (p. 10175). (p. 10176). (p. 10176). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10177). (p. 10178). (p. 10178). (p. 10179). - **Article 22** (art. 200-1 à 203-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Dispositions relatives à l'habitat participatif*) (p. 10184). (p. 10185). (p. 10186). (p. 10187). (p. 10187). (p. 10188). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 10189). - **Article 22 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 633-4 du code de la construction et de l'habitation - *Participation du comité de résidents au conseil de concertation dans les logements-foyers*) (p. 10190). - **Article additionnel après l'article 22 bis A** (p. 10190). - **Article 22 bis** (art. 13, 17, 18, 18-1 [nouveau], 19-1 et 33 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - *Régime applicable aux immeubles en jouissance à temps partagé*) (p. 10192). - **Article 23** (art. L. 711-1 à L. 711-7 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Registre d'immatriculation des syndicats de copropriétaires*) (p. 10195). - **Article 25** (art. 8-2 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 721-1 à L. 721-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Renforcement de l'information des acquéreurs de lots de copropriété*) (p. 10197). (p. 10198). (p. 10198). (p. 10199). (p. 10200). (p. 10200). (p. 10202). (p. 10202). - **Article 26** (art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 A, 18-1, 19-1, 19-2, 20, 21, 22, 23 et 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 - *Gouvernement et gestion des copropriétés*) (p. 10206). (p. 10206). (p. 10210). (p. 10210). (p. 10211). (p. 10212). (p. 10212). (p. 10213). (p. 10213, 10214). (p. 10215). (p. 10215). (p. 10216). (p. 10216). (p. 10217). (p. 10217). (p. 10218). (p. 10218). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10219). (p. 10220). - **Article 27** (art. 9-1 [nouveau], 10, 14-2, 18, 19-1, 19-2, 24-4 et 24-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 111-6-2 et L. 731-1 à L. 731-5 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Restauration d'un fonds de prévoyance pour certaines copropriétés ; possibilité pour les copropriétés de faire réaliser un diagnostic technique global*) (p. 10222). (p. 10223). (p. 10223). (p. 10224). (p. 10224). - **Article 28** (art. 9, 10-1, 24, 25, 25-1, 26, 26-7, 28 et 30 de la loi

n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Règles de majorité des assemblées générales de copropriétaires*) (p. 10226). (p. 10226). (p. 10227). (p. 10228). (p. 10229). (p. 10229). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10229). (p. 10230). - **Article 29** (art. 29-1 A, 29-1 B et 29-1 C [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Réforme de la procédure du mandataire ad hoc*) (p. 10231). - **Article 30** (art. 29-1, 29-2, 29-3, 29-4, 29-5, 29-6, art. 29-7 à 29-14 [nouveaux] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Réforme de la procédure d'administration provisoire*) (p. 10235). (p. 10235). - **Article 31** (art. L. 741-1 et L. 741-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Opérations de requalification des copropriétés dégradées*) (p. 10237). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 10237). - **Article 32** (art. L. 321-1-1 [nouveau], L. 321-29 et L. 327-1 du code de l'urbanisme - *Compétence des EPF d'Etat, de l'AFTRP et des SPL pour mener des opérations de requalification de copropriétés dégradées*) (p. 10238). - **Article 35** (art. L. 615-1, L. 615-2, L. 615-3 et L. 615-4-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Refonte de la procédure du plan de sauvegarde*) (p. 10241). (p. 10241). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 2374 du code civil - *Privilège immobilier spécial*) (p. 10244). - **Article 41** (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 301-5-1-1 et L. 305-1-2 [nouveaux], L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - *Unification des polices permettant de lutter contre l'habitat indigne au profit des EPCI*) (p. 10246). - **Article 41 bis** (art. L. 133-7, L. 133-8, L. 133-9 [nouveaux] et art. L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation - *Identification des zones infestées par la mûre, serpula lacrymans*) (p. 10247). - **Article 43** (art. L. 1331-28, L. 1331-25, L. 1331-29 du code de la santé publique, art. L. 123-3, L. 129-2 et L. 511-2 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 2573-20 du code général des collectivités territoriales, art. 10-1 et 24-7 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Création d'une astreinte lorsque les travaux prescrits en matière d'habitat indigne n'ont pas été exécutés*) (p. 10251). (p. 10251). - **Article 46 quater** (art. L. 411-1 et L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - *Sécurisation juridique des procédures d'évacuation*) (p. 10257).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 46 sexies A** (art. L. 111-6-1 et art. L. 111-6-1-1 et L. 111-6-1-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Autorisation préalable aux travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un logement existant*) (p. 10271). (p. 10271). (p. 10271). (p. 10272). (p. 10272). - **Article 46 septies (supprimé)** (art. L. 634-1 à L. 634-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Autorisation préalable de mise en location*) (p. 10274). - **Article 46 octies** (art. L. 634-1 à L. 634-5 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Déclaration de mise en location*) (p. 10277). (p. 10277). (p. 10277). (p. 10278). - **Article 46 nonies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1515-1 du code de la santé publique - *Extension à Mayotte des dispositions du code de la santé publique relatives aux périmètres d'insalubrité*) (p. 10278). - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, art. L. 441-2-7 à L. 441-2-9 [nouveaux] et L. 472-3 du code de la construction et de l'habitation - *Réforme de la procédure de demande de logement social*) (p. 10281). (p. 10282). (p. 10282). (p. 10283). (p. 10284, 10285). (p. 10286). (p. 10287). (p. 10287, 10288). - **Article 47 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Affectation du supplément de loyer de solidarité au financement de remises sur loyer*) (p. 10289). - **Article 47 ter A (nouveau)** (art. L. 441-4 du code de la construction et de l'habitation - *Suppression du plafonnement par rapport à la surface du supplément de loyer de solidarité*) (p. 10290). - **Article 47 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 442-3-1 du code de la construction et de l'habitation - *Possibilité d'aide au stockage des meubles prise en charge par le bailleur en cas de relogement suite à un constat de sous-occupation*) (p. 10291). (p. 10291). - **Article 48** (art. L. 342-1 à L. 342-20 [nouveaux] du code de la construction et de

l'habitation – Création de l'Agence nationale de contrôle du logement social, ANCOLS) (p. 10298). (p. 10298). (p. 10298). (p. 10299). (p. 10299). (p. 10300). (p. 10300). (p. 10301). - **Article 49** (art. L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3, L. 445-2, L. 422-8-1 et art. L. 442-8-1-1 (nouveaux) du code de la construction et de l'habitation - *Extension des missions des opérateurs du logement social*) (p. 10305). (p. 10306). (p. 10307). (p. 10308). (p. 10309). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10310, 10311). (p. 10312). (p. 10313). (p. 10314). (p. 10314, 10315). - **Articles additionnels après l'article 49 bis A** (p. 10316). - **Article 49 bis B (nouveau)** (art. L. 421-1, L. 422-2 et L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation - *Possibilité pour les bailleurs sociaux de construire et gérer des résidences hôtelières à vocation sociale*) (p. 10317). - **Demande de priorité** (p. 10318). (p. 10319). - **Article 63 (priorité)** (*Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération*) (p. 10330, 10332). (p. 10342). (p. 10344). - **Articles additionnels après l'article 58 B (priorité)** (p. 10346). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - *Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT*) (p. 10352). (p. 10353). (p. 10357). (p. 10357). (p. 10359). (p. 10360). (p. 10361). (p. 10361). (p. 10363). (p. 10364). (p. 10365). (p. 10367). (p. 10367). (p. 10368). (p. 10369). (p. 10369). (p. 10370). (p. 10370). (p. 10372). - **Articles additionnels après l'article 58 (priorité)** (p. 10375). (p. 10376). (p. 10377, 10378). (p. 10378). - **Article 59 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 444-1, L. 111-4 et L. 121-1 du code de l'urbanisme - *Obligation de prise en compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente sur le territoire dans les documents d'urbanisme*) (p. 10381, 10382). (p. 10383, 10384). - **Article additionnel après l'article 59 (priorité)** (p. 10385). - **Article 60 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-10, L. 124-2, L. 126-1 et L. 141-5 du code de l'urbanisme - *Evaluation environnementale des cartes communales susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement*) (p. 10386). (p. 10387). - **Article 61 (priorité)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - *Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale*) (p. 10390). (p. 10392). - **Article 62 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-19 et L. 422-6 du code de l'urbanisme - *Evolution des plans d'occupation des sols en plans locaux d'urbanisme*) (p. 10393). (p. 10393). - **Articles additionnels après l'article 63 (priorité)** (p. 10394). (p. 10395). - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - *Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD*) (p. 10400). (p. 10400). (p. 10401). (p. 10401).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) (p. 10420). (p. 10420). (p. 10421). (p. 10422). (p. 10423). (p. 10425). (p. 10427). (p. 10428). (p. 10429). (p. 10430). (p. 10430, 10431). (p. 10431). (p. 10431). (p. 10431). (p. 10432). (p. 10432). (p. 10432). (p. 10433). (p. 10433). - **Article additionnel après l'article 64 (priorité)** (p. 10433). (p. 10433, 10434). - **Article 64 bis (priorité)** (art. L. 121-6 du code de l'urbanisme - *Commissions départementales de conciliation en matière de documents d'urbanisme*) (p. 10434). - **Articles additionnels après l'article 64 bis (priorité)** (p. 10435). (p. 10435). (p. 10436). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - *Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT*) (p. 10437). (p. 10438). (p. 10438). (p. 10440). (p. 10443). (p. 10443). -

Article 66 (priorité) (Texte non modifié par la commission) (art. L. 111-1-2, L. 145-3 et L. 145-5 du code de l'urbanisme - *Suppression de la possibilité de dérogation au principe d'inconstructibilité posé dans les communes non couvertes par un document d'urbanisme*) (p. 10445). (p. 10447). - **Article additionnel après l'article 67 (priorité)** (p. 10448). - **Article 68 (priorité)** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - *Établissements publics fonciers de l'Etat*) (p. 10449). (p. 10449). - **Article additionnel après l'article 68 (priorité)** (p. 10449). - **Article 69 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 324-1, L. 324-2, L. 324-2-2 [nouveau] et L. 324-5 du code de l'urbanisme - *Établissements publics fonciers locaux*) (p. 10451). (p. 10451). (p. 10452). (p. 10453). (p. 10453). - **Articles additionnels après l'article 69 (priorité)** (p. 10453). (p. 10455). - **Article additionnel avant l'article 70 (priorité)** (p. 10456). (p. 10456). - **Article 70 (priorité)** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - *Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption*) (p. 10459). (p. 10460). (p. 10460). (p. 10461). (p. 10462). - **Article additionnel après l'article 70 (priorité)** (p. 10462, 10463). - **Article 70 bis A (priorité)** (art. L. 213-1-1 [nouveau] du code de l'urbanisme - *Application du régime général du droit de préemption aux donations*) (p. 10463). - **Article 70 bis (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 422-2 du code de l'urbanisme - *Transfert de compétences au préfet en matière de permis de construire*) (p. 10463). - **Article 70 ter (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 713 du code civil et articles L. 1123-3 et L. 2222-20 du code général de la propriété des personnes publiques - *Possibilité pour la commune de transférer ses droits sur tout ou partie de son territoire au profit de sa communauté*) (p. 10464). - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-12, L. 4231-8-2 [nouveau] et L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - *Mesures de coordination relatives au droit de préemption*) (p. 10465). - **Article additionnel après l'article 71 (priorité)** (p. 10465, 10466). - **Article 72 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. 26, 27 à 29, et 30 de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 relative à l'Ordre des géomètres experts - *Mesures relatives à l'Ordre des géomètres experts*) (p. 10467, 10468). - **Article 73 (priorité)** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ; art. L. 342-33 du code du tourisme - *Dispositions réglementaires adoptables par un plan local d'urbanisme*) (p. 10472, 10473). (p. 10473). (p. 10474). (p. 10476). (p. 10476). (p. 10477). - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-6-2, L. 123-1-11, L. 123-4, L. 127-1, L. 128-1, L. 128-2, L. 128-3, L. 331-7, L. 331-40 et L. 473-2 du code de l'urbanisme ; article L. 342-18 du code du tourisme - *Conséquences légistiques de la réforme du règlement des PLU*) (p. 10479). (p. 10480). - **Article additionnel avant l'article 76 (priorité)** (p. 10480). - **Articles additionnels après l'article 76 (priorité)** (p. 10482). (p. 10483). - **Article additionnel après l'article 77 bis (priorité)** (p. 10485). - **Article 78 bis (priorité)** (*Construction de logements dans les zones C des plans d'exposition au bruit*) (p. 10486). - **Article 84 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification d'ordonnances*) (p. 10490). - **Articles additionnels après l'article 84 (priorité)** (p. 10490). (p. 10494). (p. 10495). - **Article 85 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-5-2 et L. 111-6-4 du code de la construction et de l'habitation) (p. 10496). - **Articles additionnels après l'article 49 quater** (p. 10497). (p. 10497). - **Article 50** (art. L. 365-1, L. 411-2, L. 481-1, L. 481-6 et art. L. 481-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Modernisation du statut des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux*) (p. 10500). (p. 10501, 10502). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 353-9-3 du code de la construction et de l'habitation et article 210 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - *Harmonisation du calcul de l'indice de référence des loyers et autorisation des sociétés d'économie mixte à pratiquer des augmentations exceptionnelles plafonnées à 5 %*) (p. 10503). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, L. 443-12 et L. 443-15-2-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et*

harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 10505). (p. 10506). (p. 10507, 10508). (p. 10509). (p. 10509). (p. 10509). (p. 10510). (p. 10510). (p. 10510). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10511). (p. 10511). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 442-6-4 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la location liée de places de parking pour les logements sociaux construits avant 1977) (p. 10512). - **Articles additionnels après l'article 54 ter** (p. 10513). - **Article 55** (art. L. 423-3, L. 452-1, L. 452-1-1, L. 452-2, L. 452-2-1, article L. 452-2-2 [nouveau], art. L. 452-4 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des missions et procédures de la Caisse de garantie du logement locatif social, CGLLS) (p. 10515). (p. 10515). (p. 10515). - **Article 56** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, art. L. 302-4-2 et L. 302-4-3 [nouveaux] et art. L. 445-1 du code de la construction et de l'habitation - Élargissement des délégations de compétence aux établissements publics de coopération intercommunale en matière de politique du logement) (p. 10518). (p. 10518). (p. 10519). (p. 10519). (p. 10519). (p. 10520). (p. 10520). - **Article 57** (art. L. 313-3, L. 313-8, L. 313-13, L. 313-14, L. 313-15, L. 313-17, L. 313-18, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-21, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-25, L. 313-26-2, L. 313-27, L. 313-28, L. 313-29, L. 313-32-1, L. 313-33, L. 313-34, L. 313-35, L. 313-36 et L. 321-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 8 de la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 - Réforme de la gouvernance de la

participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 10524). (p. 10525). (p. 10525). - **Article additionnel après l'article 57** (p. 10526). - **Article 57 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 381-1 et L. 381-2 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Création d'un statut du tiers financement pour la rénovation de logements) (p. 10526). - **Articles additionnels après l'article 57 bis** (p. 10527). (p. 10528). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10536, 10537).

- **Questions cribles thématiques sur la montagne : aménagement du territoire, problématiques foncières et développement économique** - (7 novembre 2013) (p. 11136). (p. 11137). (p. 11138). (p. 11139). (p. 11140) (p. 11141). (p. 11141, 11142). (p. 11143). (p. 11143, 11144).

- **Débat sur la politique d'aménagement du territoire** - (18 novembre 2013) (p. 11526, 11529).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan local d'urbanisme intercommunal** - (28 novembre 2013) (p. 12387, 12388).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la garantie universelle des loyers** - (28 novembre 2013) (p. 12390).

DULAIT (André)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire de la commission de vérification des fonds spéciaux.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution le 13 mars 2013 ; puis vice-président du 27 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accès sociale à la propriété [n° 332 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 417 (2012-2013)] autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part [n° 562 (2012-2013)] (14 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Défense : préparation et emploi des forces [n° 158 tome 6 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Errera, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean Debonne, directeur central du service de santé des armées.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohamed Emhemed Abdelaziz, ministre libyen des affaires étrangères.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Chine - Audition de Mme Elisabeth Laurin, directrice Asie-Océanie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Eric Allain, directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT).

Audition de M. Olivier Andrault, chargé de la mission « agriculture et alimentation » à l'Union française de consommateurs, UFC Que choisir.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Samir Aita, rédacteur en chef du Monde diplomatique éditions arabes et membre du Forum démocratique syrien, sur la situation en Syrie.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Frédéric Gueudar Delahaye, directeur général par intérim, Michel Meunier, délégué filière viande, Yves Trégaro, chef de l'unité produits animaux et viande, et Mme Claire Legrain, chef du service entreprises et marché de FranceAgriMer.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Jean-Pierre Kieffer, président, et Frédéric Freund, directeur de l'œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir (OABA).

Audition de Mme Anna Lipchitz, conseillère technique chargée de la politique commerciale au cabinet de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et l'Indonésie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Jean-Michel Serre, président, et Mme Caroline Tailleur, chargée de mission - Fédération nationale porcine (FNP).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Hugues Simon-Michel, ambassadeur, représentant

permanent auprès de la Conférence du désarmement à Genève, chargé de la négociation du traité sur le commerce des armes.

Politiques de sécurité et de défense russes - Audition de Mme Isabelle Facon, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. André Eloi, directeur de la fédération nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de services (FNEAP).

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Jean-Louis Hurel, président et Léonidas Kalogéropoulos, conseiller du syndicat des industries françaises des coproduits (SIFCO).

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition des représentants des syndicats des personnels civils de la défense.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Présentation par M. Daniel Reiner du 35ème rapport d'ensemble du comité des prix de revient des fabrications d'armements.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre (mission « Défense »).

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » programme « Coordination de l'action gouvernementale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » programme « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Coopération en matière de défense entre la France et Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

DUPONT (Ambroise)
sénateur (Calvados)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre titulaire du Haut conseil des musées de France.

Membre titulaire du collège du comité consultatif des jeux et commission consultative des jeux de cercle et de casinos.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : L'autonomie des universités depuis la loi LRU : le big-bang à l'heure du bilan [n° 446 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des mairies quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application de la loi du 20 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Pierre Duport, préfet, co-président du groupe d'élaboration de la Charte État, collectivités, associations.

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de MM. Michel-Pierre Prat, conseiller-maître à la Cour des comptes et Alain Serre, conseiller à la Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon.

Audition de Mme Claudie Sagnac, adjointe au directeur des sports du ministère de la jeunesse et des sports.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de MM. Jean-Marc Todeschini et Dominique Bailly, auteurs d'un rapport d'information fait au nom de la commission des finances et de la commission de la culture sur le financement public des grandes infrastructures sportives.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'entrée en vigueur de la réforme de la défense contre l'incendie** - (12 mars 2013) (p. 1674, 1675). (p. 1675).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2918, 2919).

- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5711, 5713).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6036, 6037).

DUPONT (Jean-Léonce)
sénateur (Calvados)
UDI-UC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 15, 18, 29 janvier, 12, 27 février, 12, 18 mars, 2, 10, 23 avril, 21, 22, 28 mai, 3, 4, 11, 18 juin, 2, 9, 16, 24 juillet, 10, 11 septembre, 2, 15, 22, 23, 30 octobre, 12, 22, 26 novembre et 3 décembre 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS).

Membre titulaire du comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation du système scolaire le 13 novembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République le 23 avril 2013 ; puis vice-président du 14 mai 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte à opération unique [n° 81 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application de la loi du 20 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan consolidé des sources de financement des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission des affaires économiques*) : Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Lawrence Cannon, ambassadeur du Canada en France.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Adoption du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les engagements de l'Etat pour le volet territorial du contrat de projets Etat-région** - (29 janvier 2013) (p. 570, 571). (p. 571).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture** [n° 405 (2012-2013)] - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1749, 1751).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 406 (2012-2013)] - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**.

- **Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales** [n° 385 (2012-2013)] - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2658, 2659).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (10 avril 2013) - **Article 1er ter** (art. 360 du code civil - *Autorisation de l'adoption simple de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3114). (p. 3116). - **Article 1er quinquiés** (art. 353-2, 371-4 et 373-3 du code civil et L. 351-4 du code de la sécurité sociale - *maintien des liens de l'enfant, en cas de séparation, avec le tiers qui a résidé avec lui et l'un de ses parents et participé à son éducation*) (p. 3121). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3127).

- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5715, 5718).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche** [n° 660 (2012-2013)] - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6028, 6031).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire russe** - (16 juillet 2013) (p. 7280).

- **Question orale sur le volet territorial du contrat de projets Etat-région** - (10 septembre 2013) (p. 7871). (p. 7872).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat** [n° 200 (2013-2014)] - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12632, 12634). - **Vote sur l'ensemble** (p. 12656).

DURIEZ (Odette)
sénatrice (Pas-de-Calais)
SOC

Démissionnaire le 28 février 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 28 février 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

DURRIEU (Josette)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 523 (2011-2012)] autorisant la ratification d'un accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Turkménistan, d'autre part [n° 395 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - première partie de la session ordinaire 2013 [n° 411 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - troisième partie de la session ordinaire 2013 [n° 863 (2012-2013)] (26 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : S'engager pour le développement du Maghreb : un défi et une obligation [n° 108 (2013-2014)] (30 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de résolution [n° 101 (2013-2014)] en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la politique méditerranéenne de l'Union européenne [n° 152 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition des responsables de la Coalition nationale syrienne.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean-Paul Paloméros, commandant suprême allié chargé de la transformation (ACT) à l'OTAN.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Mohamed Emhemed Abdelaziz, ministre libyen des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et le Turkménistan - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accord entre la France et la République d'Azerbaïdjan - Création et conditions d'activités des centres culturels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'entente entre la France et le Québec relative à l'Office franco-québécois pour la jeunesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie-NEI de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politiques de sécurité et de défense russes - Audition de Mme Isabelle Facon, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Échange de vues sur le rapport de la mission.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans une Afrique convoitée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La rive sud de la Méditerranée, une zone de prospérité à construire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique méditerranéenne de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat et France Médias Monde - Examen de l'avis.

Coopération en matière de défense entre la France et Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne [n° 225 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 43, 44).
- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales)** (p. 194, 195).
- **Question orale sur les réseaux d'initiative publique** - (5 février 2013) (p. 792, 793). (p. 794).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1378).
- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2599, 2600).
- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5704, 5705).
- **Question orale sur la baignade naturelle biologique** - (23 juillet 2013) (p. 7559). (p. 7560).

DUVERNOIS (Louis)
sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation**.
- Proposition de loi* visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.
- Proposition de loi* visant à ce que tous les élèves et les étudiants suivant des enseignements théoriques généraux scolaires ou universitaires préparent, parallèlement, une formation diplômante type BEP ou CAP [n° 330 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Culture - Éducation**.
- Proposition de loi* visant à prélever l'impôt à la source [n° 331 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Économie et finances, fiscalité**.
- Proposition de résolution* relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.
- Proposition de résolution* présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne**.
- Proposition de résolution* en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Action extérieure de l'État [n° 160 tome 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication): Conseil

supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement français à l'étranger - Table ronde.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Distribution de la presse - Audition de Mme Anne-Marie Couderc, présidente de Presstalis.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut français - Audition de M. Pierre Sellal, secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut Français - Audition de M. Xavier Darcos, président de l'Institut français.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication, sur la mission « Acte II de l'exception culturelle ».

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente de France Médias Monde.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et France Médias Monde pour la période 2013-2015 - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (29 janvier 2013) (p. 562). (p. 563).

- **Débat sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (26 mars 2013) (p. 2417, 2420).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Article 10** (*art. 223 duodecimes, 223 terdecimes et 223 quaterdecimes [nouveaux] du code général des impôts - Instauration d'une contribution sur l'excédent brut d'exploitation pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros*) (p. 12003).

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** - (5 décembre 2013) (p. 12468, 12469).

EBLÉ (Vincent)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013 ; puis vice-président le 18 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Culture : patrimoines, transmission des savoirs [n° 160 tome 2 fasc. 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitution des œuvres spoliées - Communication.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur le pré-recrutement dans l'éducation nationale - Communication.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diffusion des œuvres conservées dans les musées et autres institutions culturelles - Audition de M. Alain Seban, président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Comité national de pilotage sur l'accès de tous les jeunes à l'art et à la culture - Audition de Mme Marie Desplechin, présidente et de M. Jérôme Bouët, rapporteur.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de

finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et France Médias Monde pour la période 2013-2015 - Communication.

Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 406 (2012-2013)] - (13 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1774).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dépendance** - (14 mars 2013) (p. 1863, 1864).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3267, 3268).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5071, 5072).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 14 (Supprimé)** (art. L. 3335-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'un fonds de solidarité pour les départements franciliens) (p. 5274).

- **Question orale sur la situation des patrimoines en période de guerre, cas de Tombouctou** - (18 juin 2013) (p. 5913). (p. 5914).

- **Projet de loi relatif à la consommation** [n° 810 (2012-2013)] - (12 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8148). (p. 8148, 8149).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** [n° 734 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8638, 8640).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen** [n° 733 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013).**

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture** [n° 860 (2012-2013)] - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8898, 8899). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État - Transformation du volet « aménagement numérique » d'un schéma régional d'aménagement et de développement du territoire en un schéma directeur territorial d'aménagement numérique) (p. 8927, 8928). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences) (p. 8930).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris) (p. 9028). - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9082).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9135). (p. 9142). (p. 9148). (p. 9153).

- **Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13173, 13174).

EMERY-DUMAS (Anne)
sénatrice (Nièvre)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 559 (2012-2013)] portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 594 (2012-2013)] (22 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Gilles Varachaux, chef d'entreprise à Wissous.

Audition de MM. Jacques Creysel, délégué général, et Mathieu Pecqueur, directeur « Agriculture et qualité », de la fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD).

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Jean-Louis Gérard, sous-directeur des produits alimentaires, Didier Gautier, directeur du service national d'enquête, Hugo Hanne, chef du bureau de la veille économique et des prix, Mme Geneviève Morhange, adjointe au chef de bureau et Mme Odile Cluzel, chef du bureau du commerce et des relations commerciales à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Hubert Garaud, président du pôle animal, Gérard Viel, président de la filière porcine, Denis Gilliot, coordinateur des filières et Mme Irène de Bretteville, chargée des relations parlementaires de Coop de France.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen du rapport.

(mission commune d'information sur la filière viande) : Audition de Mme Anne-Marie Vanelle et M. Philippe Fourgeaud, membres du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER).

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (mission commune d'information sur la filière viande) : Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du conseil français du culte musulman (CFCM), de M. Kamel Kabtane, recteur de la mosquée de Lyon, M. Kahlil Merroun, recteur de la mosquée d'Evry et de M. Cheikh Alsaid, responsable du service halal de la mosquée de Paris et.

Réunion du mardi 28 mai 2013 (commission des affaires sociales) : Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (mission commune d'information sur la filière viande) : Examen du rapport de la mission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (commission des affaires sociales) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » action « Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 559 (2012-2013)]** - (28 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4923, 4925).

- Rapporteur - **Article 1er** (Modalités de mise en œuvre du déblocage exceptionnel des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation et de l'intéressement) (p. 4935). (p. 4936). (p. 4937). (p. 4940). (p. 4941). (p. 4942).

- **Question orale sur la promotion et le soutien de la politique forestière** - (9 juillet 2013) (p. 6958, 6959).

- **Question orale sur la désertification médicale** - (29 octobre 2013) (p. 10628). (p. 10629).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (4 novembre 2013) - **Article 20** (art. L. 732-54-1 du code rural et de la pêche maritime - Suppression de la condition de 17 ans et demi d'assurance pour bénéficiaire de la pension majorée de référence du régime des non-salariés agricoles) (p. 10915).

EMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne**.

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la PAC [n° 524 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Pouvoirs publics [n° 156 tome 3 annexe 21 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 21 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Voyages à forfait et prestations de voyage assistées - Proposition de résolution européenne de Mme Colette Mélot.

Institutions européennes - Les actes délégués - Rapport d'information et projet d'avis politique de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - maintien des droits de plantation de la vigne - Proposition de résolution européenne de MM. Simon Sutour et Gérard César.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*): Compte rendu de la réunion du bureau de la commission et programme de contrôle pour 2013 - Communication de M. Philippe Marini, président.

Infrastructures et services de transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires européennes*): Elargissement - Audition de M. Oleksandr Kupchyshyn, ambassadeur d'Ukraine en France.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des finances*): Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires européennes*): Subsidiarité - Quatrième paquet ferroviaire - Communication et proposition de résolution portant avis motivé de M. Roland Ries.

(*commission des finances*): Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des finances*): Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des finances*): Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*): Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Réunion commune avec les députés européens français et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*): Rencontres des parlements nationaux organisées à Bruxelles et Dublin dans le cadre du semestre européen et situation économique et financière de Chypre, de la Grèce et de l'Irlande - Communication.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Réforme de la PAC - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai et de M. Jean-Paul Emorine.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires européennes*): Culture - Économie, finances et fiscalité - Stratégie européenne pour l'économie numérique - Avis politique de Mme Catherine Morin-Desailly.

(*commission des finances*): Certification des comptes de l'Etat et exécution budgétaire de 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires européennes*): Recherche et propriété intellectuelle - Surveillance de l'espace (texte E 8141): proposition de résolution de M. André Gattolin.

Transports-Réglementation et fiscalité des poids lourds (texte E 8284): rapport d'information et proposition de résolution de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*): Les normes comptables au service de l'économie - Audition conjointe de MM. Jean-Luc Decornoy, président du directoire de KPMG France, Jérôme Haas, président de l'Autorité des normes comptables, Didier Marteau, professeur à l'ESCP Europe, Philippe Messenger, président de l'Association française des trésoriers d'entreprise, et Michel Prada, président de la Fondation IFRS.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*): Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des finances*): Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2012 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - L'entrée de la Lettonie dans la zone euro - Communication de M. Jean-François Humbert.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Les priorités de la présidence lituanienne du Conseil de l'Union européenne - Audition de M. Petras Austrevicius, vice-président du Parlement lituanien, et de Mme Loreta Grauziniene, membre de la commission des affaires européennes.

(*commission des finances*): Dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Transports - Quatrième paquet ferroviaire: proposition de résolution de M. Roland Ries.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*): Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Préfectures et réorganisation territoriale de l'État - Contrôle budgétaire - Communication de Mme Michèle André, rapporteure spéciale.

Situation économique et financière de la Lettonie avant son entrée dans la zone euro au 1er janvier 2014 - Communication de M. François Marc, rapporteur général.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*): Politique de voisinage - Accord d'association avec l'Ukraine (textes E 8350 et E 8682): communication de M. Gérard César.

(*commission des finances*): Rôle des douanes dans la lutte contre la fraude sur Internet - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Albéric de Montgolfier et Philippe Dallier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Paul Emorine, rapporteur spécial, sur la mission « Pouvoirs publics ».

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis de M. Jean-Pierre Caffet, rapporteur pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. François Rebsamen, rapporteur spécial, sur la mission « Égalité des territoires, logement et ville » (et articles 64 à 66).

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Agriculture et droit de la concurrence - rapport d'information de M. Jean Bizet.

Environnement - Proposition de directive sur les biocarburants : rapport d'information et proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen des amendements au texte de la commission.

Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 860, 861).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1113).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1710).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6653, 6654).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 23 bis (nouveau)** (art. 244 quater G du code général des impôts - Réforme du crédit d'impôt bénéficiant aux entreprises employant des apprentis) (p. 12162).

ESCOFFIER (Anne-Marie)
*ministre déléguée auprès de la ministre
de la réforme de l'État, de la
décentralisation et de la fonction
publique, chargée de la décentralisation*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 533, 534). - **Article 1er** (art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes*) (p. 542). (p. 543). (p. 544). (p. 544). (p. 545). (p. 546). (p. 547). (p. 548). (p. 549). (p. 549). (p. 550). (p. 551). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Gage financier*) (p. 552). (p. 552).

- **Question orale sur la fiscalité des collectivités territoriales** - (29 janvier 2013) (p. 574, 575).

- **Question orale sur les inquiétudes des élus et la réforme de la fiscalité de l'aménagement** - (19 février 2013) (p. 1329).

- **Question orale sur les conséquences de la réorganisation du système de permanence des soins de nuit en Drôme** - (19 février 2013) (p. 1330).

- **Question orale sur le prolongement de la ligne du TGV de Paris à Saint-Etienne jusqu'à Firminy** - (19 février 2013) (p. 1331).

- **Question orale sur l'interdiction de l'amiante en Europe et dans le monde** - (19 février 2013) (p. 1332).

- **Question orale sur la médecine du travail et les collectivités territoriales** - (12 mars 2013) (p. 1668, 1669).

- **Question orale sur l'aménagement du carrefour giratoire des couleurs situé à Valence** - (12 mars 2013) (p. 1669, 1670).

- **Question orale sur l'avant-projet de loi de décentralisation et la clarification des compétences en matière de desserte ferroviaire** - (12 mars 2013) (p. 1670, 1671).

- **Question orale sur le maintien des services de l'Etat dans les territoires** - (26 mars 2013) (p. 2397).

- **Question orale sur le bilan 2012 de la délinquance dans la Drôme et les mesures destinées à endiguer ce phénomène inédit en zone rurale** - (26 mars 2013) (p. 2398, 2399).

- **Question orale sur l'avenir des activités sociales et de santé** - (26 mars 2013) (p. 2400).

- **Question orale sur le renforcement de la sécurité des salles de remise en forme** - (26 mars 2013) (p. 2401).

- **Question orale sur le défaut de jalonnement directionnel vers Melun** - (26 mars 2013) (p. 2402).

- **Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)]** - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2662).

- **Question orale sur la situation des communes isolées intégrant une communauté de communes à fiscalité additionnelle** - (9 avril 2013) (p. 2962).

- **Question orale sur les difficultés et les incertitudes en matière de défense incendie** - (9 avril 2013) (p. 2963).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation aux collectivités territoriales et la décentralisation** - (11 avril 2013) (p. 3189).

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des biens sectionaux aux communes - Deuxième lecture [n° 541 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4141, 4142). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2411-6 du code général des collectivités territoriales - *Coordination et clarifications rédactionnelles*) (p. 4150). - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2411-12-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Conséquences du transfert*) (p. 4151). - **Article 4 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales - *Régime des biens sectionaux à vocation agricole et pastorale*) (p. 4154).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5083, 5084). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5088).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences*) (p. 5162). (p. 5177).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Statut particulier de la Métropole de Lyon*) (p. 5304, 5305). (p. 5305, 5306). (p. 5307). (p. 5307). (p. 5308). (p. 5308). (p. 5309). (p. 5309). (p. 5310). (p. 5310). (p. 5311). (p. 5315). (p. 5317). (p. 5317). (p. 5318). (p. 5319). (p. 5319). (p. 5319). (p. 5320). (p. 5320). (p. 5320). (p. 5320). (p. 5320). (p. 5320). (p. 5321). (p. 5321). (p. 5321). (p. 5321). (p. 5322). - **Demande de réserve** (p. 5323).

- **Question orale sur les affaires judiciaires concernant des responsables politiques** - (4 juin 2013) (p. 5350, 5351).

- **Question orale sur les difficultés d'obtention de passeport pour les français nés à l'étranger** - (4 juin 2013) (p. 5351, 5352).

- **Question orale sur la carte des sous-préfectures** - (4 juin 2013) (p. 5353).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)] (suite)** - (4 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Statut particulier de la Métropole de Lyon*) (p. 5364, 5365). (p. 5365). (p. 5365). (p. 5366). (p. 5366). (p. 5371). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 5371). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2581-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Régime législatif des communes de l'aire métropolitaine*) (p. 5373). - **Article 22 (Texte non modifié par**

la commission) (art. 1001, 1582, 1599 L (nouveau), 1599 M (nouveau), 1599 N (nouveau), 1599 O (nouveau), 1599 P (nouveau), 1609 nonies C du code général des impôts - *Adaptation au CGI de la création de la Métropole de Lyon*) (p. 5376). (p. 5376). (p. 5377). (p. 5377). - **Article 23** (art. L. 123-4 du code de l'action sociale et des familles - *Création de centres communaux d'action sociale mutualisés entre communes de la Métropole de Lyon*) (p. 5377). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-8 du code du patrimoine - *Élargissement de la compétence des archives départementales du Rhône aux archives de la Métropole de Lyon*) (p. 5377). (p. 5377). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 5378). - **Article 25** (art. 1424-69 à 1424-76 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours*) (p. 5380). (p. 5380, 5381). (p. 5381). (p. 5381). - **Article 26** (*Prorogation du mandat des délégués communautaires de la communauté urbaine de Lyon*) (p. 5382). (p. 5383). (p. 5384). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. 112-3 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Emplois fonctionnels de la collectivité métropolitaine*) (p. 5384). - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - *Création d'un conseil de développement par la Métropole de Lyon*) (p. 5384). (p. 5384). - **Article 28 (Entrée en vigueur du régime de la Métropole de Lyon)** (p. 5384). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 5385). - **Article 28 bis (nouveau)** (*Dispositions transitoires pour l'élection des conseillers métropolitains en 2014*) (p. 5385). (p. 5386). - **Article 28 ter (nouveau)** (*Maintien du mandat des conseillers communautaires élus en 2014 après la création de la Métropole de Lyon*) (p. 5386). - **Article 28 quater (nouveau)** (*Évaluation des charges et des ressources liées au transfert de compétences communales à la Métropole de Lyon*) (p. 5386). - **Article 28 quinquies (nouveau)** (*Mise en place d'une commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées*) (p. 5387). (p. 5387). (p. 5388). - **Article 28 sexies (nouveau)** (*Possibilité pour les maires de s'opposer au transfert d'office de certains pouvoirs de police au président de la Métropole de Lyon*) (p. 5388). (p. 5389). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation du gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier*) (p. 5389). (p. 5389).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 5565). (p. 5566, 5567). (p. 5568). (p. 5570). (p. 5573). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 5576). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2213-1, L. 2213-33 [nouveau], L. 5211-9-2 et L. 5842-4 du code général des collectivités territoriales - *Polices spéciales de la circulation et de délivrance des autorisations de stationnement des taxis*) (p. 5577). (p. 5577).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5752, 5253). (p. 5762). - **Article 6** (art. L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales - art. 6 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 - *Dématérialisation de la publication ou de l'affichage des actes des collectivités territoriales*) (p. 5764). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2122-22, L. 3211-2 et L. 4221-5 du code général des collectivités territoriales - *Délégation à l'ordonnateur de la capacité d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables les plus modestes*) (p. 5765). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 5766). - **Article 18 (réservé)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 (nouveau), L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS*) (p. 5769). (p. 5771). - **Article 19** (art. 300-3 du code de l'urbanisme - *Sécurisation des conventions de mandat d'aménagement*) (p. 5775). - **Article 28 bis (Suppression maintenue)** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales - *Installations d'assainissement non collectif situées en zone d'assainissement collectif*) (p. 5776).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les gens du voyage** - (20 juin 2013) (p. 6114).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6706, 6708). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6715). (p. 6716). (p. 6717). (p. 6718). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 237-1 et L. 273-4-1 du code électoral - Régime d'incompatibilités du mandat communautaire) (p. 6719). (p. 6719). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6720). - **Article 2** (art. L. 261 du code électoral - Suppression des sections électorales dans les communes relevant du scrutin proportionnel) (p. 6723). (p. 6724). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6725). - **Article 3 A (nouveau)** (art. L. 273-5-1 [nouveau] du code électoral et L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation du conseiller communautaire suppléant) (p. 6726). (p. 6726). - **Article additionnel après l'article 3 A** (p. 6726). - **Article 3 B (nouveau)** (art. L. 273-9 du code électoral - Précision des modalités de fléchage) (p. 6727). (p. 6727). - **Article additionnel après l'article 3 B** (p. 6727). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 273-12 du code électoral - Vacance de siège de conseiller communautaire dans les communes de moins de 1 000 habitants) (p. 6729). (p. 6729). - **Article 5** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux) (p. 6732). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6732). (p. 6733). (p. 6733). (p. 6734). (p. 6735). (p. 6735). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 6735).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens [n° 743 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Article 2 (Habilitation à adopter un code relatif aux relations entre les administrations et le public)** (p. 7297). (p. 7297). - **Article 3 (Habilitation à modifier le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique)** (p. 7298). (p. 7298).

- **Question orale sur les modalités de calcul de la contribution au Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales** - (23 juillet 2013) (p. 7542, 7543).

- **Question orale sur l'urgence d'une recherche spécifique sur le cancer des enfants** - (23 juillet 2013) (p. 7544).

- **Question orale sur le lien entre le numerus clausus et la désertification médicale** - (23 juillet 2013) (p. 7545).

- **Question orale sur les nuisances sonores aériennes** - (23 juillet 2013) (p. 7546).

- **Question orale sur les dépenses d'investissement pour les écoles** - (10 septembre 2013) (p. 7866).

- **Question orale sur le maintien du centre commun de sécurité sociale de Lozère** - (10 septembre 2013) (p. 7867, 7868).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 1er AA (Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des territoires)** (p. 8910). - **Article 1er AB (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 132-7 (nouveau) du code des juridictions financières - Rapport de la Cour des comptes sur la situation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements publics) (p. 8914). (p. 8914). - **Article 1er A (supprimé)** (Reconnaissance législative de la libre administration des collectivités territoriales et du principe de subsidiarité) (p. 8915). - **Article 1er B (supprimé)** (Reconnaissance législative des principes d'autonomie financière des collectivités territoriales et de compensation intégrale des transferts de compétences) (p. 8916). (p. 8917). - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau),

L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8918). (p. 8920). (p. 8922, 8923). (p. 8924). (p. 8924). (p. 8925). (p. 8926). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État - Transformation du volet « aménagement numérique » d'un schéma régional d'aménagement et de développement du territoire en un schéma directeur territorial d'aménagement numérique) (p. 8926, 8927). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences) (p. 8929). (p. 8929). (p. 8930). (p. 8932). (p. 8934). (p. 8935). (p. 8936). (p. 8937). (p. 8938). (p. 8939). (p. 8940). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8942). (p. 8947).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) (p. 8958, 8959). (p. 8959). (p. 8959, 8960). (p. 8961). (p. 8962). (p. 8962). (p. 8963). (p. 8963). (p. 8964). (p. 8965). (p. 8966). (p. 8967). (p. 8969). - **Article 5 (supprimé)** (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Conséquence de la signature des projets de conventions territoriales d'exercice concerté d'une compétence) (p. 8970). - **Article 9 bis B (supprimé)** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - Suppression de la condition d'un référendum pour les fusions volontaires de collectivités territoriales) (p. 8974). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3663-7 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la métropole de Lyon) (p. 8984). (p. 8987). (p. 8988). (p. 8988). (p. 8989). (p. 8989). (p. 8990). (p. 8990). (p. 8991). (p. 8992). (p. 8993). (p. 8993). (p. 8994). (p. 8994). (p. 8995). (p. 8995). (p. 8996). (p. 8996). (p. 8997). (p. 8998). (p. 8998). (p. 8998). (p. 8999). (p. 8999). (p. 9000). (p. 9001).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert des compétences des communes aux intercommunalités** - (3 octobre 2013) (p. 9014).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)] (suite)** - (3 octobre 2013) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1001, 1582, 1599 L (nouveau), 1599 M (nouveau), 1599 N (nouveau), 1599 O (nouveau), 1599 P (nouveau), 1609 nonies C du code général des impôts - Adaptation du code général des impôts à la création de la métropole de Lyon) (p. 9015). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-8 du code du patrimoine - Élargissement de la compétence des archives départementales du Rhône aux archives de la métropole de Lyon) (p. 9016). - **Article 28 ter (Prorogation du mandat de l'exécutif de la communauté urbaine après la création de la métropole de Lyon)** (p. 9018). (p. 9018). - **Article 29 (Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier de la métropole de Lyon)** (p. 9020). (p. 9020). (p. 9020, 9021).

- **Proposition de loi portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics - Deuxième lecture [n° 18 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 20 (2013-2014)** (p. 9228, 9229). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1212-1 à L. 1212-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du conseil national d'évaluation des normes) (p. 9242).

- **Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements [n° 20 (2013-2014)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 18 (2013-**

2014). - (7 octobre 2013) - **Article additionnel après l'article unique** (p. 9243).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 35 B** (art. L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5215-20, 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 211-7 du code de l'environnement, L. 211-7-2, L. 211-7-3 [nouveaux] du code de l'environnement - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) (p. 9276). (p. 9277). (p. 9278, 9279). (p. 9279). (p. 9281). - **Article 35 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-12 du code de l'environnement - Renforcement du rôle des établissements publics territoriaux de bassin) (p. 9284). (p. 9286). - **Article 35 D (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 554-1 et L. 562-8-1 du code de l'environnement, art. L. 566-12-1 et L. 566-12-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Protection et modalités de transfert des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions) (p. 9288). (p. 9288). (p. 9289). (p. 9289). (p. 9290). - **Article 35 E (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires) (p. 9292). (p. 9293). (p. 9293). - **Article 45 quinquies** (art. L. 5741-1, L. 5741-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Pôle d'équilibre et de coordination territorial) (p. 9332). (p. 9333). (p. 9333). (p. 9334).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9503, 9505). (p. 9515). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9516). - **Article 1er** (art. L. 2334-3 du code général des collectivités territoriales - Modification des seuils de population pour le calcul de la dotation de base et alignement progressif sur le montant par habitant des communes de 20 000 habitants) (p. 9517).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Commission mixte paritaire [n° 59 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 58 (2013-2014)** (p. 9728, 9730).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 58 (2013-2014)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 59 (2013-2014)**. - (17 octobre 2013) - **Article 1er bis** (Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances pour la répression des infractions au droit local de l'environnement à Saint-Barthélemy) (p. 9749). - **Article 15** (art. L. 142-3 du code de la route - Abrogation) (p. 9749). - **Vote sur l'ensemble** (p. 9750).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens - Commission**

mixte paritaire [n° 64 (2013-2014)] - (17 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9750, 9752).

- **Question orale sur les sapeurs-pompiers et dérogation aux dispositions du permis probatoire** - (29 octobre 2013) (p. 10620, 10621).

- **Question orale sur le crédit-bail pour les collectivités locales** - (29 octobre 2013) (p. 10621, 10622).

- **Question orale sur la pérennité des taxes affectées au fonctionnement des comités professionnels de développement économique** - (29 octobre 2013) (p. 10622, 10623).

- **Question orale sur le bilan à mi-parcours du plan contre les accidents vasculaires cérébraux** - (29 octobre 2013) (p. 10626).

- **Question orale sur l'attractivité des professions médicales hospitalières** - (29 octobre 2013) (p. 10627).

- **Question orale sur la désertification médicale** - (29 octobre 2013) (p. 10628, 10629).

- **Question orale sur la prise en compte de l'évolution des techniques relatives au traitement du cancer** - (29 octobre 2013) (p. 10630).

- **Question orale sur le statut des élus bénéficiaires d'une pension d'invalidité** - (29 octobre 2013) (p. 10631).

- **Question orale sur la protection juridique des majeurs** - (29 octobre 2013) (p. 10632, 10633).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11705, 11708).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les normes et le statut de l'élu** - (28 novembre 2013) (p. 12389).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les services publics locaux** - (28 novembre 2013) (p. 12391).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 200 (2013-2014)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12636, 12638). (p. 12646). - **Article 1er** (Titre IV du livre V de la première partie (nouveau), art. L. 1541-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création des sociétés d'économie mixte contrat) (p. 12647). (p. 12648). (p. 12648).

ESNOL (Philippe)
sénateur (Yvelines)
SOC, puis RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 26 novembre 2013 ; vice-président de la commission jusqu'au 25 novembre 2013.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Protection de l'environnement et prévention des risques** [n° 161 tome 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Grenelle de l'environnement - Examen du rapport d'information.

(*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Audition de M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Titres de transport des compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission du développement durable*) : *Pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, candidat désigné aux fonctions de président de la SNCF.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Hélène Valade, présidente du collège des directeurs du développement durable (C3D).

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Circulation des mégacamions et fret routier européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie », crédits « Protection de l'environnement et prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne** [n° 322 (2012-2013)] - (6 février 2013) - **Discussion générale** (p. 957, 958).

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2** [n° 560 (2011-2012)] - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4231, 4232).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci** [n° 145 (2013-2014)] - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11710, 11711).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat** [n° 200 (2013-2014)] - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12644, 12645).

ESPAGNAC (Frédérique)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois le 24 avril 2013.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013. (9 décembre 2013).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Politique des territoires [n° 156 tome 3 annexe 20 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Aménagement du territoire - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des finances*) : Rapport public thématique de la Cour des comptes relatif aux finances publiques locales - Audition de M. Jean-Philippe Vachia, président de la 4ème chambre de la Cour des comptes.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 406 (2012-2013)] - (14 mars 2013) - **Article 23** (*art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale*) (p. 1914).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** [n° 423 (2012-2013)] - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2131, 2132).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Article 4 bis** (*art. L. 511-45 du code monétaire et financier - Transparence des activités bancaires pays par pays*) (p. 2200). (p. 2200). - **Article additionnel après l'article 4 quinquies** (p. 2218).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - (26 mars 2013) (p. 2409, 2410).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance** [n° 434 (2012-2013)] - (28 mars 2013) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Institution d'une journée nationale de la Résistance*) (p. 2526).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'emploi** - (28 mars 2013) (p. 2539).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2600, 2601).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral** - *Nouvelle lecture* [n° 504 (2012-2013)] - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013)** (p. 3308, 3309).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux** - *Commission mixte paritaire* [n° 477 (2012-2013)] - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013)**.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité** - (24 avril 2013) (p. 3995, 3996).

- **Débat sur la loi pénitentiaire** - (25 avril 2013) (p. 4045, 4046).

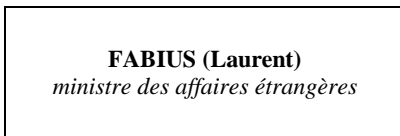
- **Débat sur la politique européenne de la pêche** - (25 avril 2013) (p. 4076).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] - (6 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 5646).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière** - *Nouvelle lecture* [n° 22 (2013-2014)] - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 24 (2013-2014)** (p. 9366).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier** - *Nouvelle lecture* [n° 24 (2013-2014)] - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 22 (2013-2014)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le choc de simplification** - (14 novembre 2013) (p. 11493).



DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 323 (2012-2013)] (30 janvier 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 376 (2012-2013)] (20 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale [n° 416 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part [n° 417 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relative à l'Office franco-québécois pour la jeunesse [n° 418 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme [n° 419 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République tchèque sur la coopération dans le domaine de la protection civile, de la prévention et de la gestion des situations d'urgence [n° 516 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Union européenne.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 517 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc [n° 518 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Transports - Union européenne.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la région wallonne du Royaume de Belgique sur l'accueil des personnes handicapées [n° 602 (2012-2013)] (22 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Projet de loi portant approbation du deuxième protocole d'amendement à l'accord relatif au groupe aérien européen [n° 656 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Traités et conventions - Transports - Union européenne.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part [n° 677 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part [n° 678 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le commerce des armes [n° 837 (2012-2013)] (11 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à une juridiction unifiée du brevet [n° 97 (2013-2014)] (23 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela [n° 166 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses Etats membres et la République de Moldavie [n° 167 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports - Union européenne.**

Projet de loi autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République du Pérou [n° 205 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées au Mali** - (16 janvier 2013) (p. 107, 109). (p. 123, 126).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1386, 1391).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Mali** - (14 mars 2013) (p. 1856).

- **Débat sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (26 mars 2013) (p. 2431, 2437).

- **Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali : débat et vote sur une demande du Gouvernement** - (22 avril 2013) (p. 3877, 3880).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Syrie** - (23 mai 2013) (p. 4513, 4514).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Mali** - (20 juin 2013) (p. 6114, 6115).

- **Débat sur la situation en Syrie** - (4 septembre 2013) (p. 7826, 7828). (p. 7847, 7851).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le commerce des armes [n° 34 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9398, 9401). (p. 9408, 9409).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Iran** - (17 octobre 2013) (p. 9691).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déplacement du Président de la République en Afrique du Sud** - (17 octobre 2013) (p. 9691, 9692).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Lampedusa** - (17 octobre 2013) (p. 9692, 9693).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Centrafrique** - (17 octobre 2013) (p. 9698, 9699).

FALCO (Hubert)
sénateur (Var)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

FARREYROL (Jacqueline)
sénatrice (La Réunion)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 28 février 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : Renouveau du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Jean-Bernard Derly (Guadeloupe), de M. Jérôme Isautier (La Réunion), de Mme Claudine Neisson-Vernant (Martinique) et de M. Ernest Prévot (Guyane), dirigeants de distilleries indépendantes.

FAUCONNIER (Alain)
sénateur (Aveyron)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013 ; puis vice-président le 6 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Répertoire national des crédits aux particuliers : une contribution à la décision [n° 273 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 725 (2012-2013)] relatif à la consommation [n° 809 tome 1 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 725 (2012-2013)] relatif à la consommation [n° 809 tome 2 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 78 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Répertoire national des crédits aux particuliers - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'association La voix de l'enfant.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition M. Philippe Chotteau, responsable du département « économie » de l'Institut de l'élevage, et de Mme Mélanie Richard, chef de projet sur la filière viande bovine de l'Institut de l'élevage.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Hubert Gaud, président du pôle animal, Gérard Viel, président de la filière porcine, Denis Gilliot, coordinateur des filières et Mme Irène de Bretteville, chargée des relations parlementaires de Coop de France.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Jean-Pierre Kieffer, président, et Frédéric Freund, directeur de l'œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir (OABA).

Audition de Mme Anna Lipchitz, conseillère technique chargée de la politique commerciale au cabinet de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Martine Caraglio, inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, et de M. Philippe Claus, inspecteur général de l'éducation nationale.

Echange de vues sur les orientations de travail et les méthodes de la mission commune d'information.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Guillaume Gaubert, directeur des affaires financières des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition de M. Marcel Rufo, pédopsychiatre, chef de service à l'hôpital Sainte-Marguerite à Marseille.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et de M. Daniel Lenoir, directeur, et M. Frédéric Marinacce, directeur des politiques familiales et sociales de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Audition de M. Rémy Guilleux, vice-président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Audition de Mme Françoise Moulin-Civil, présidente du comité de suivi de la réforme des rythmes scolaires.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les langues de France** - (26 mars 2013) (p. 2390). (p. 2391).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les actions de groupe** - (25 avril 2013) (p. 4062, 4063).
- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4186, 4187).
- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7895, 7896).
- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. préliminaire [nouveau] dans le code de la consommation - Définition du consommateur*) (p. 8007). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8008). (p. 8011, 8012). (p. 8014). (p. 8014). - **Article 3 ter (nouveau)** (*section 12 [nouvelle] du chapitre II du titre Ier du livre III de la deuxième partie du code de l'éducation - Education des consommateurs*) (p. 8016). - **Article 4** (*art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 8020). (p. 8021). (p. 8021). (p. 8022). (p. 8023). (p. 8023). (p. 8023, 8024). (p. 8024). (p. 8025). (p. 8025, 8026). (p. 8026). (p. 8026). (p. 8027). (p. 8027). (p. 8028). (p. 8028). (p. 8029). (p. 8030, 8031). (p. 8031). (p. 8031). (p. 8032). (p. 8034). (p. 8036). (p. 8037). (p. 8037). (p. 8038, 8039). (p. 8039). (p. 8040). (p. 8041). (p. 8041). (p. 8041, 8042). (p. 8042). (p. 8043). (p. 8044). (p. 8044). (p. 8045). (p. 8045). (p. 8045). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8046). (p. 8047). (p. 8048). (p. 8048). (p. 8049). (p. 8049). - **Article 4 bis A** (*art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration*) (p. 8052, 8053). (p. 8055). (p. 8055, 8056).
- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) (p. 8078). - **Article additionnel après l'article 4 bis A** (p. 8082). - **Article 5** (*sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Vente à distance*) (p. 8090). (p. 8091). (p. 8091). (p. 8092). (p. 8092). (p. 8093). (p. 8094). (p. 8095). (p. 8096). (p. 8097). (p. 8098). (p. 8098). (p. 8098). (p. 8099, 8100). (p. 8100). (p. 8101). (p. 8102). (p. 8102). (p. 8103). (p. 8103). (p. 8103). (p. 8104). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8104). (p. 8105). (p. 8106). (p. 8106). (p. 8107). (p. 8107). (p. 8108). (p. 8109). - **Article 5 bis** (*art. L. 515-32 du code de la consommation - Réservoirs enterrés de liquides inflammables*) (p. 8110). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8115). - **Articles additionnels après l'article 5 ter (suite)** (p. 8116). (p. 8117). (p. 8118). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8120). - **Article 7** (*art. L. 211-7, L. 211-15, L. 211-16 et L. 211-19 du code de la consommation - Garanties applicables aux contrats de consommation*) (p. 8121, 8122). (p. 8123). (p. 8124). (p. 8125). (p. 8125). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8125, 8126). (p. 8127). - **Article 7 ter (non modifié par la commission)** (*c du 3° de l'article 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 - Activité de labellisation de la commission nationale de l'informatique et des libertés*) (p. 8127). - **Article 8 (texte non modifié par la commission)** (*chapitre IV [nouveau] du Titre Ier du livre Ier du code de la consommation - Paiements supplémentaires*) (p. 8128). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8129). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8130). (p. 8130). (p. 8133). (p. 8134). (p. 8134). (p. 8135). (p. 8135). - **Article 10** (*chapitre VIII [nouveau] du Titre III du livre Ier du code de la consommation - Effets attachés à la livraison du bien ou à l'exécution du service*) (p. 8136). - **Article 11** (*section 14 [article L. 121-97 nouveau], section 15 (articles L. 121-98 à L. 121-103 [nouveaux] du code de la consommation, L. 112-6 du code monétaire et financier et L. 310-2 du code de commerce) du chapitre Ier du Titre II du Livre Ier du code de la consommation - Absence de droit de rétractation dans le cadre des contrats conclus dans les foires et salons et encadrement des ventes d'or et de métaux précieux*) (p. 8138). (p. 8139). (p. 8140). (p. 8141). (p. 8141). (p. 8142). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8143). (p. 8143). (p. 8144). - **Article 11 bis** (*art. L. 445-4 du code de l'énergie - Tarifs réglementés de vente de gaz naturel*) (p. 8145, 8146). (p. 8147). (p. 8147). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 133-4 [nouveau] du code de la consommation - Possibilité de recourir à une médiation ou à un mode alternatif de règlement des différends*) (p. 8147). (p. 8148). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8148). (p. 8149). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8149). - **Article 17 bis** (*art. L. 136-1 et L. 136-2 [nouveau] du code de la consommation - Information des abonnés à des services de télévision payante sur leurs conditions de résiliation*) (p. 8151). (p. 8152). (p. 8152). (p. 8153). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 8155). (p. 8155). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 8156). (p. 8157). (p. 8157, 8158). - **Article 17 quater (nouveau)** (*art. L. 4362-9, L. 4362-10, L. 4362-11, L. 4363-4, L. 5215-1 [nouveau] et L. 5461-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers*) (p. 8161). - **Article additionnel avant l'article 18 A** (p. 8162, 8163). - **Article 18 A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 311-3 du code de la consommation - Champ d'application du crédit à la consommation*) (p. 8163). (p. 8164). - **Article 18 B (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 311-5 du code de la consommation - Exigence de la clarté dans les publicités comparatives*) (p. 7864). - **Article 18 C (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 311-10 du code de la consommation - Conservation par le prêteur de la fiche de dialogue*) (p. 8165). - **Article 18 D** (*art. L. 331-6, L. 331-7, L. 332-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Réduction de la durée des plans conventionnels de redressement, PCR*) (p. 8169, 8170). (p. 8172). - **Article 18** (*art. L. 311-8-1 du code de la consommation - Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance*) (p. 8173). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 8175). (p. 8175). (p. 8176). (p. 8177). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 311-16 du code de la consommation - Suppression d'expressions ambiguës*) (p. 8177). (p. 8179). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 8180). - **Article 19 bis A (nouveau)** (*art. L. 112-10 du code monétaire et financier - Frais sur les comptes inactifs*) (p. 8181). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 311-17 du code de la consommation - Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité*) (p. 8183). - **Article 19 quater A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 311-17-1 du code de la consommation - Obligation d'accord exprès du consommateur pour l'utilisation de la fonction « crédit » pour les cartes associant paiement et crédit*) (p. 8184). - **Article 19 septies (Texte non modifié par la**

commission) (art. L. 313-11 du code de la consommation - Rémunération du vendeur en fonction des prêts souscrits par ses clients) (p. 8185). - **Article 19 octies A** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Encouragement à la mobilité bancaire) (p. 8186). (p. 8186). (p. 8186). (p. 8186). - **Articles additionnels après l'article 19 octies A** (p. 8187). (p. 8187). - **Article 19 octies** (art. L. 312-9-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance emprunteur) (p. 8190). - **Articles additionnels après l'article 19 octies** (p. 8192). (p. 8192). - **Articles additionnels après l'article 19 nonies** (p. 8193). (p. 8194). - **Article 20 bis** (art. L. 113-12 du code des assurances - Motivation de la résiliation du contrat d'assurance par l'assureur) (p. 8195). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 8195). - **Article 21** (art. L. 113-15-2 [nouveau] du code des assurances - Résiliation infra-annuelle des contrats d'assurance) (p. 8196). (p. 8197). (p. 8197). (p. 8198). (p. 8199). (p. 8199). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 8200). (p. 8201). - **Article 21 quater** (Information obligatoire sur la prise en charge des soins courants) (p. 8202). (p. 8203). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 8203). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L. 313-9, L. 331-11 du code de la consommation - Registre national des crédits aux particuliers) (p. 8208). (p. 8212). (p. 8212). (p. 8213). (p. 8214). (p. 8214). (p. 8215). (p. 8215). (p. 8215). (p. 8215).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Article 22 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 22-2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Interdiction de consultation du registre national des crédits aux particuliers par un bailleur) (p. 8268). - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 8269). - **Article 22 quater** (art. L. 311-9, L. 311-16, L. 313-9, L. 331-11,

L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] du code de la consommation, art; 22-2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Coordination) (p. 8270). - **Article 22 quinquies** (art. L. 334-5 et L. 334-9 du code de la consommation - Application du registre national des crédits aux particuliers outre-mer) (p. 8271). - **Article 22 sexies** (Entrée en vigueur du registre national des crédits aux particuliers) (p. 8272). (p. 8272). (p. 8273). - **Article 22 septies (nouveau)** (Modalités d'application réglementaire du dispositif créant le registre national des crédits aux particuliers) (p. 8273). - **Article 23** (art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, L. 721-1, L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires) (p. 8278). (p. 8279). (p. 8279). (p. 8279, 8280). (p. 8281). (p. 8281). (p. 8281). (p. 8281). (p. 8282). (p. 8283). (p. 8283). (p. 8283). (p. 8284). (p. 8284). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 8286). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-1-1 [nouveau] du code de commerce - Création d'un statut pour les magasins de producteurs) (p. 8362). - **Seconde délibération** (p. 8390). (p. 8390). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 341-10 du code monétaire et financier - Interdiction de démarchage pour les opérations de crédit renouvelables) (p. 8391). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8395).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les services publics locaux** - (28 novembre 2013) (p. 12390).

FAVIER (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République le 23 avril 2013 ; puis vice-président du 14 mai 2013 au 9 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/Etats-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen des amendements.

Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du

calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole de Paris.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 19 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'abandon de l'entretien du réseau routier et autoroutier national en Val-de-Marne** - (15 janvier 2013) (p. 9). (p. 9, 10).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 7** (art. L. 209 du code électoral - Coordination) (p. 246, 247).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 357).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 594, 596). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. L. 2123-2 du code général des collectivités territoriales - *Crédit d'heures ouvert aux élus municipaux*) (p. 635). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 639, 640). (p. 640). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 2123-12-1, L. 3123-10-1, L. 4135-10-1, L. 5214-8-1, L. 5215-16-1 et L. 5216-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Droit individuel à la formation des élus*) (p. 642). - **Article 6** (art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - *Dépenses de formation*) (p. 645). (p. 645).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Article 7** (art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - *Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport*) (p. 1103, 1104).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1778, 1779).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) (p. 1819). - **Article 4** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 1832). (p. 1833). - **Article 20** (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des conseillers communautaires*) (p. 1886). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1935, 1936).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Article 1er** (*Modalités d'attribution des allocations familiales en cas de placement d'un enfant auprès du service d'aide sociale à l'enfance*) (p. 2480).

- **Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)]** - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2657, 2658).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - *Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3113, 3114).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 3310, 3311). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire*) (p. 3324). - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (*Intitulé du livre premier et de son titre premier du code électoral - Coordination*) (p. 3328). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3351).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7

[nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - *Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3517, 3518). (p. 3521). (p. 3526). (p. 3530). (p. 3534). (p. 3538). (p. 3541). (p. 3544).

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2 [n° 560 (2011-2012)]** - (16 mai 2013) - **Article 1er** (art. L. 2531-4 du code des collectivités territoriales - *Harmonisation du plafond du versement transport à l'ensemble de la région Ile-de-France*) (p. 4243).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Article 4 bis** (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - *Promotion de la santé des élèves*) (p. 4416, 4417).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la décentralisation** - (23 mai 2013) (p. 4508, 4509).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5035, 5038).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Rappel au règlement** (p. 5108). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5112). (p. 5115). (p. 5121). (p. 5121). - **Article 1er (Supprimé)** (*Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales*) (p. 5128, 5129). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - *Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions*) (p. 5132). (p. 5143, 5144). (p. 5145). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences*) (p. 5152, 5153). (p. 5163). (p. 5164). (p. 5175). (p. 5179). (p. 5180). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Mise en place des conférences territoriales de l'action publique*) (p. 5186). (p. 5192).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5222, 5223). (p. 5230, 5231). - **Article 11** (*Modalités d'élaboration et calendrier de mise en œuvre du schéma régional de coopération intercommunale en Ile-de-France*) (p. 5241, 5242). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 5266). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5270, 5271). - **Article 14 (Supprimé)** (art. L. 3335-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Création d'un fonds de solidarité pour les départements franciliens*) (p. 5274, 5275). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5287). (p. 5288, 5289). (p. 5290).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article additionnel après l'article 20** (p. 5372). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5398, 5399). (p. 5404). (p. 5417). (p. 5417). (p. 5425). (p. 5434). (p. 5435). (p. 5436). (p. 5442).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5465, 5466). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Dérogations au régime métropolitain de droit commun*) (p. 5536).

- **Hommage à un jeune homme agressé à Paris** - (6 juin 2013) (p. 5593).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)] (suite)** - (6 juin 2013) - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur des transferts de police spéciale prévus par l'article 36*) (p. 5595). - **Article 39** (art. L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - *Sécurisation juridique du dispositif des services communs*) (p. 5597). (p. 5598). (p. 5598). (p. 5598). - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine*) (p. 5601). (p. 5608, 5609). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 5612). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Situation des agents en cas de changement d'employeur*) (p. 5614). - **Article 42** (art. L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines*) (p. 5616). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - *Coordination*) (p. 5621). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, fiscal, comptable et financier aux métropoles et à la métropole d'Aix-Marseille-Provence*) (p. 5623). - **Article 45 (Supprimé)** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - *Création d'un seul établissement public foncier de l'État par région*) (p. 5634, 5635). (p. 5635). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. L. 5731-2 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement des critères démographiques de création*) (p. 5638). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 5645). - **Article 46** (*Mise à disposition ou transfert des services de l'État*) (p. 5646). (p. 5646). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (*Chronologie des opérations en cas de transfert de service*) (p. 5648). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (*Principe de mise à disposition d'une collectivité ou d'un établissement des agents fonctionnaires et non titulaires à titre individuel et gratuit*) (p. 5648). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (*Mise en œuvre du droit d'option ouvert aux fonctionnaires de l'État mis à disposition*) (p. 5649). (p. 5649). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (*Retraite des agents transférés et intégrés dans la FPT*) (p. 5649). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (*Situation des agents de l'État bénéficiant de la catégorie active, transférés dans un cadre d'emplois de la FPT*) (p. 5650). - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (*Instauration d'un dispositif spécifique pour certains agents de services transférés appartenant à des corps n'ayant pas leur équivalent dans la FPT*) (p. 5650). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (*Situation des agents non titulaires de l'État devenant des agents non titulaires de la FPT*) (p. 5650). - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (*Fixation des conditions dans lesquelles les agents non titulaires peuvent continuer à bénéficier du dispositif de titularisation instauré par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012*) (p. 5651). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5659, 5660).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5918). (p. 5930). (p. 5932). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - *Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants*) (p. 5936). (p. 5941). - **Article 3** (art. L. 295 du code électoral - *Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs*) (p. 5961, 5962). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5970).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6708, 6709). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6715, 6716). (p. 6716).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Question préalable** (p. 7021, 7022).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - *Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires*) (p. 7070). (p. 7079). (p. 7079, 7080). - **Discussion générale** (p. 7110).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens [n° 743 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7286, 7287).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - *Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs*) (p. 7764). (p. 7765). (p. 7766). (p. 7767). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7784).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8893, 8894). - **Article 1er AA** (*Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des territoires*) (p. 8906). - **Article 1er AB (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 132-7 (nouveau) du code des juridictions financières - *Rapport de la Cour des comptes sur la situation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements publics*) (p. 8914). - **Article 1er A (supprimé)** (*Reconnaissance législative de la libre administration des collectivités territoriales et du principe de subsidiarité*) (p. 8915). - **Article 1er B (supprimé)** (*Reconnaissance législative des principes d'autonomie financière des collectivités territoriales et de compensation intégrale des transferts de compétences*) (p. 8916). - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - *Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions*) (p. 8924). (p. 8925). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences*) (p. 8929). (p. 8939). (p. 8940).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Mise en place des conférences territoriales de l'action publique*) (p. 8963). (p. 8968). - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris*) (p. 9022, 9024). (p. 9030, 9031). - **Article 11 (précédemment réservé) (supprimé)** (*Schéma régional de coopération intercommunale de la grande couronne francilienne*) (p. 9036). - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9045, 9046). (p. 9072, 9073). (p. 9078, 9079). (p. 9079). (p. 9081).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9108). (p. 9113). (p. 9118). (p. 9120). (p. 9122). (p. 9126). (p. 9128, 9129). (p. 9129). (p. 9134). (p. 9136). (p. 9138). (p. 9147). (p. 9150). (p. 9151). (p. 9163, 9164). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 302-13, L. 302-14 [nouveau] et L. 302-15 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Mise en place d'un schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France destiné à favoriser la création de logements*) (p. 9172). (p. 9172). (p. 9173). - **Article 17 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 15,

18, 19, 20 et 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Coordination entre les actions de la Société du Grand Paris et le Syndicat des transports d'Île-de-France) (p. 9195). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9207, 9208). (p. 9211). (p. 9212). (p. 9214). (p. 9214). (p. 9214).

- **Proposition de loi portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics - Deuxième lecture [n° 18 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 20 (2013-2014)** (p. 9236, 9237).

- **Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements [n° 20 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 18 (2013-2014)**.

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9250). (p. 9252). (p. 9255). (p. 9256). (p. 9260). (p. 9260). - **Article 36 bis** (art. L. 2213-6, L. 2331-4, L. 2333-87 et L. 2573-50 du code général des collectivités territoriales, art. L. 411-1 du code de la route, art. L. 2125-9 [nouveau], L. 2321-3-1 [nouveau], L. 2323-3 et L. 2323-5 du code général de la propriété des personnes publiques et art. 1635 bis Q du code général des impôts - Dépénalisation des infractions au stationnement payant sur voirie) (p. 9300). - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1241-14 du code des transports - Affectation au Syndicat des transports d'Île-de-France d'une partie du produit des forfaits de post-stationnement) (p. 9307). - **Article 41** (art. L. 5111-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Principe du maintien des indemnités et droits acquis pour tous les personnels concernés par une réorganisation entraînant un changement d'employeur) (p. 9312). (p. 9312). (p. 9312). (p. 9313). - **Article 41 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Obligation de formation pour le fonctionnaire dont l'emploi a

été supprimé) (p. 9313). - **Article 45 bis A** (art. L. 5731-1, L. 5731-2, L. 5731-3 du code général des collectivités territoriales, art. 20 de la loi n° 2010-1563 de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 - Élargissement de la définition du pôle métropolitain) (p. 9323). - **Article 45 quater** (art. L. 5711-1-2 du code général des collectivités territoriales [nouveau] - Gestion des fonds européens) (p. 9327). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9339, 9340).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 2** (art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 10006). (p. 10007).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, art. L. 441-2-7 à L. 441-2-9 [nouveaux] et L. 472-3 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 10282, 10283). (p. 10283, 10284). (p. 10288). - **Article 49 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 421-20 et L. 421-22 du code de la construction et de l'habitation - Autorisation des bailleurs sociaux à détenir plusieurs comptes bancaires) (p. 10317, 10318). - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10326, 10327).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (4 novembre 2013) - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Élargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10924). (p. 10926, 10927). (p. 10930).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article additionnel après l'article 27** (p. 10956). - **Article 30 (Débat annuel sur les retraites dans la fonction publique)** (p. 10962).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13165, 13167).

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UDI-UC

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la politique nationale du patrimoine de l'État [n° 359 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Aménagement du territoire - Culture - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013 ; puis vice-présidente le 6 novembre 2013.

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Enseignement scolaire [n° 160 tome 3 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoires bancaires [n° 179 (2013-2014)] (28 novembre 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autonomie des établissements scolaires et du bien-être des élèves - Audition de M. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique (CAS).

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violences et discriminations à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes et porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement français à l'étranger - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Refondation de l'école de la République - Audition de M. Xavier Nau, rapporteur pour avis du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement privé des associations - Audition de Mme Sylvie Banoun, sous-directrice de la vie associative et de l'éducation populaire, et M. François Vareille, secrétaire général du Haut conseil à la vie associative (HCVA), sur les travaux d'évaluation et les propositions du HCVA.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de MM. Jean-Loup Salzman, président, Khaled Bouabdallah et Gérard Blanchard, vice-présidents de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de M. David Assouline.

Indépendance de l'audiovisuel public - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Henri Nallet, président de l'Observatoire national de l'enseignement agricole (ONEA) sur la concertation, relative à l'enseignement agricole, préparatoire à la loi d'avenir sur l'agriculture.

Audition de M. Hubert Allier, vice-président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA).

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Odile Quintin et de M. Christian Forestier, coprésidents du comité de pilotage de la conférence nationale sur les rythmes scolaires.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2888). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2927).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3018, 3019).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3100).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4365, 4366).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 7** (art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences) (p. 4476). (p. 4483). (p. 4485). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 4502). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-6 du code de l'éducation - Dépenses informatiques à la charge des régions) (p. 4519). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation du système éducatif) (p. 4545, 4546). - **Article 27 bis** (art. L. 312-11 du code de l'éducation - Recours aux langues régionales dans l'enseignement) (p. 4569). (p. 4571).

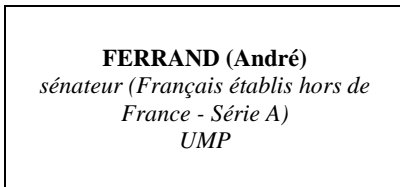
- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 33** (art. L. 332-3 du code de l'éducation - Définition de l'enseignement dispensé en collège) (p. 4609). (p. 4611, 4612). (p. 4612, 4613). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-4 du code de l'éducation - Suppression des dispositifs d'alternance pendant les deux dernières années

de collège) (p. 4613). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-3 et L. 337-3-1 du code de l'éducation et art. L. 6222-20 et L. 6222-21 du code du travail - Suppression de l'« apprentissage junior » et limitation du « Dima » aux élèves d'au moins quinze ans) (p. 4620, 4621). (p. 4622). (p. 4622). (p. 4623). (p. 4624). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-1 du code de l'éducation - Le conseil d'école) (p. 4630). (p. 4631). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-1 du code de l'éducation - Mise en place du projet éducatif territorial) (p. 4638). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4663). (p. 4663). - **Article 55** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Élargissement du champ de l'exception pédagogique) (p. 4676). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 4701). (p. 4702). (p. 4705). (p. 4707). (p. 4708). (p. 4712). (p. 4712). (p. 4713). (p. 4713). (p. 4713). (p. 4713). (p. 4714). (p. 4717). (p. 4718). (p. 4719). (p. 4719). (p. 4720). (p. 4720). (p. 4723). (p. 4723). (p. 4728). (p. 4730). (p. 4731). (p. 4734). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4737, 4738).

- *Deuxième lecture* [n° 673 (2012-2013)] - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6355, 6356). - **Article 1er et rapport**

annexé (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 6385). (p. 6386). (p. 6387). (p. 6389). (p. 6390). (p. 6390). (p. 6390). (p. 6391). (p. 6392). (p. 6392). (p. 6397). (p. 6397). - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance) (p. 6401). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation) (p. 6406). (p. 6407). - **Article 27** (art. L. 312-9-2 du code de l'éducation [rétabli] - Enseignement des langues vivantes étrangères et initiation à la diversité linguistique) (p. 6409). - **Article 47** (Aides versées aux communes pour la mise en place de la réforme des rythmes scolaires) (p. 6413). (p. 6413). (p. 6414). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 721-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 6416). (p. 6417). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6418, 6419).

- **Question orale sur la situation des locaux du commissariat de police d'Epernay** - (19 novembre 2013) (p. 11579). (p. 11580).



NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à ce que tous les élèves et les étudiants suivant des enseignements théoriques généraux scolaires ou universitaires préparent, parallèlement, une formation diplômante type BÉP ou CAP [n° 330 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Culture - Éducation**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports**.

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'agroalimentaire français face au défi de l'export : pour une réforme ambitieuse du dispositif public de soutien [n° 736 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen [n° 48 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi organique relative à la présentation par les conseillers consulaires d'un candidat à l'élection du Président de la République [n° 119 (2013-2014)] (5 novembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Économie [n° 156 tome 3, annexe 11 (2013-2014)]** (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Geours, directeur général de l'administration et de la modernisation du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des finances*) : Dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des finances*) : Politique française d'aide publique au développement en matière d'énergie et de transport - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. Philippe Marini, président, sur un nouvel indicateur permettant de mesurer l'émigration fiscale des particuliers.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Christian Bourquin et André Ferrand, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Gattaz, président du MEDEF.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Richard Yung et Roland du Luart, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur leurs contrôles budgétaires relatifs aux modalités de recrutement et conditions d'exercice des enseignants à l'étranger, et aux projets de regroupement immobilier des représentations diplomatiques).

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 62 à 62 octies et communication sur son contrôle budgétaire relatif à la gestion et aux moyens de fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre) - Examen du rapport.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Agriculture et droit de la concurrence - rapport d'information de M. Jean Bizet.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission et programme de contrôle pour 2013 - Communication de M. Philippe Marini, président.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Politique de cession de biens immobiliers sis à l'étranger du ministère des affaires étrangères - Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France Domaine et de M. Yves Saint-

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le commerce extérieur** - (31 janvier 2013) (p. 741).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 425 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1973, 1974).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013)**. - (18 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 20 C** (p. 1997).

FICHET (Jean-Luc)
sénateur (Finistère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable : Déserts médicaux: agir vraiment [n° 335 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales et le développement économique : vers une nouvelle étape ? [n° 372 (2012-2013)] (20 février 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 725 (2012-2013)] relatif à la consommation [n° 793 (2012-2013)] (23 juillet 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 851 (2012-2013)] pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 44 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Les collectivités territoriales et le développement économique : vers une nouvelle étape » de MM. Jean-Luc Fichet et Stéphane Mazars.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Synthèse des propositions adoptées par la délégation susceptibles d'animer les discussions législatives à venir » de Mme Jacqueline Gourault et M. Edmond Hervé.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Guillaume Roué, président, et Didier Delzescaux, directeur de l'Interprofession nationale porcine (INAPORC).

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS, sur les métropoles.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2^e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Christian Babusiaux, président de chambre, et Pierre Jamet, conseiller maître, sur le rapport public thématique de la Cour des comptes « L'organisation territoriale de l'Etat ».

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'avenir de l'Association pour la formation professionnelle des adultes** - (15 janvier 2013) (p. 27, 28). (p. 29).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière avicole** - (7 février 2013) (p. 1001).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1055, 1056).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 1124).

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1357, 1358).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2597, 2598).

- **Questions cibles thématiques sur l'industrie pharmaceutique** - (4 avril 2013) (p. 2708). (p. 2709).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5683, 5684).

- **Question orale sur l'innovation, les éco-matériaux et la filière ouate de cellulose** - (18 juin 2013) (p. 5905, 5906). (p. 5906).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6674).

- **Question orale sur l'avenir de la filière bois française** - (23 juillet 2013) (p. 7540, 7541). (p. 7542).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - rapporteur pour avis de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Discussion générale** (p. 7898, 7900).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 4** (*art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 8027).

- **Question orale sur la réglementation européenne pour les cosmétiques et la protection des consommateurs** - (15 octobre 2013) (p. 9551, 9552). (p. 9552, 9553).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9915, 9916).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 63 (priorité)** (*Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération*) (p. 10326). - **Article 58 (priorité)** (*art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT*) (p. 10363). - **Articles additionnels après l'article 58 (priorité)** (p. 10374, 10375). (p. 10375, 10376). (p. 10376).

- **Question orale sur le transfert des ouvrages d'art vers les collectivités territoriales** - (17 décembre 2013) (p. 13086). (p. 13087).

FILIPPETTI (Aurélien)
ministre de la culture et de la
communication

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (29 janvier 2013) (p. 562, 563).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'exception culturelle** - (11 avril 2013) (p. 3192, 3193).
- **Question orale sur la situation des patrimoines en période de guerre, cas de Tombouctou** - (18 juin 2013) (p. 5913, 5914).
- **Question orale sur l'objectif de « civilianisation » des postes de soutien au sein du ministère de la défense** - (18 juin 2013) (p. 5914, 5915).
- **Question orale sur la situation des élèves en situation de handicap** - (18 juin 2013) (p. 5915, 5916).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'exception culturelle** - (20 juin 2013) (p. 6110).
- **Question orale sur les spécificités des associations intermédiaires au regard de la loi relative à la sécurisation de l'emploi** - (23 juillet 2013) (p. 7548, 7549).
- **Question orale sur le schéma de régionalisation accrue de France 3** - (23 juillet 2013) (p. 7549, 7550).
- **Question orale sur la préservation de l'intégrité patrimoniale de la colline de Vézelay (Yonne) et le maintien du classement UNESCO au patrimoine mondial de l'humanité** - (23 juillet 2013) (p. 7550, 7551).
- **Question orale sur la diffusion des rencontres sportives sur les chaînes à péage** - (1er octobre 2013) (p. 8782, 8783).
- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 849 (2012-2013)** (p. 8784, 8786). (p. 8804, 8806). - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 8807). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Composition du CSA et mode de désignation de ses membres) (p. 8808). (p. 8810, 8811). (p. 8811). (p. 8812). (p. 8813). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 17-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Extension du pouvoir de règlement des différends du CSA aux services de médias audiovisuels à la demande) (p. 8816). (p. 8816). - **Article 2 ter (nouveau)** (nouvel art. 17-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Mission de conciliation du CSA dans le domaine de la circulation des œuvres) (p. 8818). - **Articles additionnels après l'article 2 ter** (p. 8819). (p. 8822). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8826). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 8827). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 8828). (p. 8829). (p. 8829). - **Article 5** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Réforme du mode de nomination des sociétés nationales de programme) (p. 8831, 8832). (p. 8833). (p. 8833). - **Article 6 A (nouveau)** (art. 50 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Coordination) (p. 8833, 8834). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 47-5 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Réforme du mode de révocation des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 8835). - **Article 6 bis A (nouveau)** (annexe à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Coordination) (p. 8835). - **Article 6 ter** (art. 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Modification des dispositions relatives au rapport public annuel du CSA) (p. 8836). (p. 8837). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 8838). - **Article 6 quater** (art. 21 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Création d'une commission de la modernisation de la diffusion audiovisuelle) (p. 8840). - **Article additionnel après l'article 6 quater** (p. 8841, 8842). - **Article 6 quinquies** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Obligation pour le CSA d'effectuer une étude d'impact avant d'autoriser une modification de convention) (p. 8842). - **Article 6 sexies A (nouveau)** (art. 29-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Gratuité des services de radio numérique terrestre) (p. 8843). (p. 8843). - **Article 6 sexies** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Possibilité de réserver l'accès d'un appel à candidature pour le lancement d'un service national de télévision en haute définition à des chaînes nationales déjà autorisées en diffusion standard) (p. 8845). - **Article 6 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. 31 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Obligation d'une étude d'impact et possibilité de différer le lancement d'un appel à candidatures pour l'utilisation de la ressource radioélectrique) (p. 8847). - **Article 6 octies A (nouveau)** (art. 33-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Déclaration préalable des éditeurs de services de médias audiovisuels à la demande) (p. 8847, 8848). - **Articles additionnels après l'article 6 octies B** (p. 8848, 6849). (p. 8850). - **Articles additionnels après l'article 6 octies B (suite)** (p. 8850). (p. 8850, 8851). - **Article 6 octies** (art. 42-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Agrément par le CSA des modifications du contrôle des sociétés titulaires d'une autorisation d'usage de la ressource radioélectrique) (p. 8853). - **Article 6 nonies** (art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - maintien de la publicité entre 6 heures et 20 heures sur les chaînes de France Télévisions) (p. 8854). (p. 8855). - **Articles additionnels après l'article 6 nonies** (p. 8856). - **Article additionnel après l'article 6 decies** (p. 8858). - **Article 7 A (nouveau)** (Obligation pour les sociétés nationales de programmes de contractualiser avec des sociétés dont les comptes ont été certifiés) (p. 8858). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 8859).
- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 849 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 850 (2012-2013)**. - (1er octobre 2013) - **Article 3 (nouveau)** (p. 8863, 8864).
- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9465, 9466).
- **Débat sur la place des femmes dans l'art et la culture** - (16 octobre 2013) (p. 9662, 9665).
- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public - Commission mixte paritaire [n° 75 (2013-2014)]** -

(17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 73 (2013-2014)** (p. 9715, 9716).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public - Commission mixte paritaire [n° 73 (2013-2014)] - Discussion générale commune avec celle du**

projet de loi n° 75 (2013-2014), - (17 octobre 2013) - **Article 3** (p. 9725).

FILLEUL (Jean-Jacques)
sénateur (Indre-et-Loire)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 26 novembre 2013 ; membre de la commission jusqu'au 25 novembre 2013.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013 ; puis vice-président le 17 décembre 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

Membre titulaire du Comité national des "trames verte et bleue".

Membre suppléant du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte de combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 495 (2012-2013)] de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 601 (2012-2013)] (22 mai 2013) - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 796 (2012-2013)] de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 846 (2012-2013)] (17 septembre 2013) - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 30 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de résolution [n° 839 (2012-2013)] en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les enjeux du quatrième paquet ferroviaire [n° 55 (2013-2014)] (9 octobre 2013) - Transports - Union européenne.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Audition de M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Titres de transport des compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Zones d'exclusion pour les loups - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission du développement durable*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen des amendements.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Bruno Lechevin, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, candidat désigné aux fonctions de président de la SNCF.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

Réforme ferroviaire - Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de la mission de concertation.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Michel et de M. Bernard Chevassus-au-Louis, préfigurateurs d'une Agence française de la biodiversité.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et services de transport.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Demande de saisine et nomination d'un rapporteur pour avis.

(*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus de communes et d'intercommunalités.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Véhicules électriques - Table ronde.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Connie Hedegaard, commissaire européenne en charge de l'action pour le climat.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Claude Belot, vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur son rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergie locales ».

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Égalité des territoires - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Enjeux du quatrième paquet ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Mission de préfiguration du Commissariat général à l'égalité des territoires - Audition de M. Eric Delzant, délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Etienne Guyot, président de la Société du Grand Paris.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Déchets : filières REP et écoconception - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilités durables » - Examen du rapport pour avis.

Prévention et protection contre les inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réalisation et exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission du développement durable*): Transition énergétique dans les transports - Audition de MM. Bruno Duchemin et Sébastien Genest, rapporteurs du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission du développement durable*): Déplacement d'une délégation en Allemagne - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir du service public ferroviaire** - (24 janvier 2013) (p. 504, 505).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1053).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1142).

- **Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée**

pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 341 (2012-2013)] - (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1153, 1154).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) [n° 408 (2012-2013)]** - (12 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1723, 1724).

- **Question orale sur l'indexation des redevances en résidence sociale** - (9 avril 2013) (p. 2953). (p. 2954).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports - Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3446, 3447).

- **Question orale avec débat sur la lutte contre l'obsolescence programmée des produits** - (23 avril 2013) (p. 3925, 3926).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5026, 5028).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - rapporteur pour avis de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Article 4 (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique)** (p. 5189).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 31 (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain)** (p. 5432).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 5562). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5578, 5579).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 36 (suite)** (p. 5594). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 5642). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5667).

- **Question orale sur le stationnement illégal des gens du voyage** - (23 juillet 2013) (p. 7536). (p. 7537).

- **Question orale sur la situation de l'hébergement d'urgence dans le département d'Indre-et-Loire** - (1er octobre 2013) (p. 8779, 8780). (p. 8780).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8882, 8885).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - rapporteur pour avis de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Article 4 (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique)** (p. 8962).

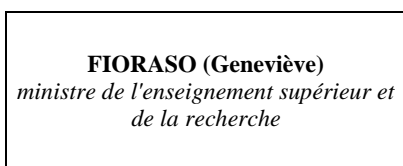
- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) - **Article additionnel après l'article 15 (précédemment réservé)** (p. 9192). - **Article 17 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 15, 18, 19, 20 et 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Coordination entre les actions de la Société du Grand Paris et le Syndicat des transports d'Île-de-France) (p. 9193). (p. 9194).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2013) - **Article 31 (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain)** (p. 9258). - **Article 35 B (art. L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5215-20, 5214-23-1**

du code général des collectivités territoriales, art. L. 211-7 du code de l'environnement, L. 211-7-2, L. 211-7-3 [nouveaux] du code de l'environnement - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) (p. 9282). - **Article 35 E (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires) (p. 9292). - **Article 36 bis** (art. L. 2213-6, L. 2331-4, L. 2333-87 et L. 2573-50 du code général des collectivités territoriales, art. L. 411-1 du code de la route, art. L. 2125-9 [nouveau], L. 2321-3-1 [nouveau], L. 2323-3 et L. 2323-5 du code général de la propriété des personnes publiques et art. 1635 bis Q du code général des impôts - Dépénalisation des infractions au stationnement payant sur voirie) (p. 9299). (p. 9302). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales -

Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 9320). - **Article 45 quinquies** (art. L. 5741-1, L. 5741-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Pôle d'équilibre et de coordination territorial) (p. 9331). (p. 9332). (p. 9333). (p. 9333).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11728).



INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la formation des enseignants dans le département de l'Essonne** - (15 janvier 2013) (p. 23).
- **Question orale sur la filière de collecte des vieux papiers** - (15 janvier 2013) (p. 24, 25).
- **Question orale sur les missions d'assistance des directions départementales des territoires et de la mer en matière de services publics d'eau et d'assainissement** - (15 janvier 2013) (p. 25, 26).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la culture scientifique et technique** - (24 janvier 2013) (p. 486).
- **Question orale sur l'avenir de la résidence universitaire d'Antony** - (26 mars 2013) (p. 2381, 2382).
- **Débat sur les enjeux et les perspectives de la politique spatiale européenne** - (26 mars 2013) (p. 2453, 2457).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche** - (28 mars 2013) (p. 2542).
- **Question orale sur la formation des masseurs-kinésithérapeutes** - (9 avril 2013) (p. 2957).
- **Question orale sur l'enregistrement de l'Institut supérieur d'ostéopathie de Lille au niveau 1 du répertoire national des certifications professionnelles** - (9 avril 2013) (p. 2958).
- **Débat sur l'immigration étudiante et professionnelle** - (24 avril 2013) (p. 4007, 4009). (p. 4026, 4028).
- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5725, 5731).
- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6004, 6010). (p. 6043, 6047).
- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - **Question préalable** (p. 6082). (p. 6084). - **Article 1er bis** (Égalité du service public sur l'ensemble du territoire) (p. 6085). - **Article 2** (art. L. 121-3 du code de l'éducation - Extension des exceptions au principe de l'enseignement en langue française) (p. 6090). (p. 6091). (p. 6093). (p. 6094). (p. 6094). (p. 6095). (p. 6096). (p. 6096). (p. 6096). (p. 6097). - **Article 2 bis A (nouveau)** (Rapport du

Gouvernement sur l'évolution de l'offre de formations en langues étrangères) (p. 6098). - **Article 2 bis** (Rapport au Parlement sur l'impact des modifications apportées au principe de l'enseignement en français) (p. 6099). (p. 6099). - **Article 3** (art. L. 123-1 du code de l'éducation - Instauration d'une stratégie nationale de l'enseignement supérieur et d'une coordination ministérielle du service public de l'enseignement supérieur) (p. 6100). (p. 6101). (p. 6101). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6101). (p. 6102). - **Article 4** (art. L. 123-2 du code de l'éducation - Actualisation de la rédaction des dispositions relatives aux objectifs de l'enseignement supérieur) (p. 6104). (p. 6104, 6105). (p. 6105). - **Article 5** (art. L. 123-3 du code de l'éducation - Consécration de la mission de transfert des résultats de la recherche du service public de l'enseignement supérieur) (p. 6108). (p. 6118). - **Article 6** (art. L. 123-4-2 du code de l'éducation [nouveau] - Mise à disposition de ses usagers par le service public de l'enseignement supérieur de services et ressources pédagogiques numériques) (p. 6120). (p. 6120). - **Article 7** (art. L. 123-5 du code de l'éducation - Mission de transfert des résultats de la recherche vers les secteurs socio-économiques et d'appui aux politiques publiques) (p. 6122). (p. 6123). - **Article 8** (art. L. 123-7 du code de l'éducation - Encouragement au développement de parcours comprenant des périodes d'études et d'activités à l'étranger) (p. 6124). (p. 6124). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 6125, 6126). (p. 6126). - **Article 10** (art. L. 111-1 du code de la recherche - Objectif complémentaire de la politique nationale de la recherche) (p. 6126). (p. 6127). - **Article 11** (art. L. 111-6 du code de la recherche - Stratégie nationale de la recherche) (p. 6128). (p. 6128). (p. 6129). (p. 6129). (p. 6129). (p. 6130). (p. 6130). (p. 6131). - **Article 12** (art. L. 112-1 du code de la recherche - Objectif complémentaire de la politique publique de la recherche) (p. 6132). (p. 6132). (p. 6132). (p. 6132). (p. 6132). (p. 6133). (p. 6133). - **Article 12 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Livre blanc de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 6134). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (Objectif complémentaire des missions du service public de l'enseignement supérieur) (p. 6134). - **Article 12 ter** (Articulation des stratégies nationales et des schémas régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 6135). (p. 6135). (p. 6135). (p. 6136, 6137). (p. 6139). (p. 6140). - **Article 13** (art. L. 232-1 du code de l'éducation et art. L. 311-2 du code de la recherche - Réforme du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, CNESER) (p. 6141). (p. 6142). (p. 6142). (p. 6142). - **Article 14 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 401-2-1. - Statistiques sur les résultats des formations d'enseignement supérieur dispensées dans les établissements d'enseignement scolaire) (p. 6143). - **Articles additionnels après l'article 14 A** (p. 6144). (p. 6145). (p. 6146). - **Article 15** (art. L. 611-2 du code de l'éducation - Introduction de l'alternance comme modalité à part entière de la formation dans l'enseignement supérieur) (p. 6148). - **Article 15 bis A (nouveau)** (Représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des filières de formation) (p. 6148). - **Article 15 bis** (art. L. 611-5 du code de l'éducation - Missions des bureaux d'aide à l'insertion professionnelle) (p. 6149). (p. 6149). - **Article 15 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-8 du code de l'éducation - Définition du stage en milieu professionnel) (p. 6150, 6151).

(p. 6151). (p. 6152). (p. 6152). - **Article 15 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-11 du code de l'éducation - Conditions de la gratification des stages) (p. 6153). (p. 6154). - **Articles additionnels après l'article 15 quinquies** (p. 6155). (p. 6155). (p. 6155). (p. 6156). - **Article 15 sexies** (art. L. 612-11 du code de l'éducation - Évaluation par les étudiants de la qualité de leur accueil en stage) (p. 6157). - **Article 16** (art. L. 611-8 du code de l'éducation - Obligation de rendre disponibles certains enseignements sous forme numérique) (p. 6158). (p. 6158). - **Article 16 bis** (Mise à disposition des statistiques produites par les établissements dispensant des formations sanctionnées par un diplôme d'études supérieures) (p. 6159). (p. 6159). (p. 6160). - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (Introduction de la formation à l'entrepreneuriat au sein de chaque cycle de l'enseignement supérieur) (p. 6160). (p. 6160). - **Articles additionnels après l'article 16 ter** (p. 6162). (p. 6163). - **Article 18** (art. L. 612-3 du code de l'éducation - Orientation des bacheliers technologiques et professionnels et rapprochement entre lycées et établissements d'enseignement supérieur) (p. 6165). (p. 6166). (p. 6167). (p. 6168). (p. 6169). (p. 6170). (p. 6170). (p. 6170). (p. 6170). (p. 6171). (p. 6172). (p. 6172). - **Article 19** (art. L. 612-4 du code de l'éducation - Poursuite d'études des étudiants de l'enseignement supérieur technologique court) (p. 6173). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6174). - **Article 19 bis** (art. L. 612-7 du code de l'éducation - Poursuite d'insertion professionnelle des doctorants) (p. 6174). - **Article 20** (art. L. 613-1 du code de l'éducation - Accréditation des établissements) (p. 6176). (p. 6177). (p. 6178). (p. 6179). (p. 6179). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 233-1, L. 612-7, L. 614-3 et L. 642-1 du code de l'éducation et L. 812-1 du code rural - Dispositions de coordination) (p. 6180). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 6180). - **Article 22** (art. L. 631-1 du code de l'éducation - Expérimentation de nouvelles modalités d'accès aux études médicales) (p. 6181). (p. 6182). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation d'une première année commune aux formations paramédicales) (p. 6183). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 6184, 6185).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 6203, 6204). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 711-2 du code de l'éducation - Création des communautés d'universités et établissements) (p. 6206). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6208). (p. 6209). - **Article 23 ter** (art. L. 613-2 du code de l'éducation - Publicité sur internet de la liste des diplômés universitaires et des enseignants intervenant dans les formations) (p. 6209). (p. 6210). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 712-1 du code de l'éducation - Création du conseil académique) (p. 6213). - **Article 25** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Président de l'université) (p. 6214, 6215). (p. 6215). (p. 6216). (p. 6217). (p. 6218). - **Article 26** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Composition et compétences du conseil d'administration des universités) (p. 6223). (p. 6225). - **Article 27** (art. L. 712-4, L. 712-5 et L. 712-6 du code de l'éducation - Création et composition du conseil académique) (p. 6226). (p. 6226). (p. 6226). (p. 6227). - **Article 28** (art. L. 712-6-1 du code de l'éducation - Compétences du conseil académique) (p. 6228). (p. 6229). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 6230). (p. 6230, 6231). - **Article additionnel après l'article 32 bis** (p. 6231). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 717-1 du code de l'éducation - Définition, fonctionnement des grands établissements et procédures de recrutement pour la nomination de leurs dirigeants) (p. 6233). (p. 6233). - **Article 37** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - Mode d'élection des membres des conseils) (p. 6235). (p. 6235). (p. 6236). (p. 6236). (p. 6237). - **Article 38** (art. L. 718-2 à L. 718-15 nouveaux du code de l'éducation - Coopération et regroupements des établissements) (p. 6241). - **Article 39** (p. 6247). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-1, L. 313-2 et L. 344-1 à L. 344-10 du code de la recherche - Suppression des PRES et des dénominations « RTRA » et « CTRS ») (p. 6248). - **Article 42 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-1 et L. 731-6 du code de l'éducation - Formations de santé) (p. 6249). (p. 6249, 6250).

(p. 6250, 6251). - **Articles additionnels après l'article 42 A** (p. 6252). (p. 6252). (p. 6255). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-14 du code de l'éducation - Sanctions pénales en cas de délivrance de « master » en l'absence d'autorisation de délivrer des diplômes conférant le grade de master) (p. 6256). (p. 6256). (p. 6256, 6257). - **Article 42 bis (nouveau)** (art. L. 471-3 du code de l'éducation - Dénonciation par le recteur des publicités irrégulières des établissements d'enseignement secondaire privés) (p. 6257). - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (Mobilité des personnels enseignants de l'enseignement supérieur) (p. 6258, 6259). (p. 6259, 6260). (p. 6260). - **Articles additionnels après l'article 43 bis** (p. 6261). (p. 6261). (p. 6261, 6262). - **Article 44** (art. L. 952-6-1 du code de l'éducation - Transfert aux conseils académiques des compétences en matière de recrutement des enseignants-chercheurs) (p. 6262). (p. 6264). (p. 6264). (p. 6265). - **Article 47** (art. L. 412-1 du code de la recherche - Prise en compte du doctorat pour le recrutement des fonctionnaires de la catégorie A) (p. 6266, 6267). (p. 6267). (p. 6268). (p. 6269). (p. 6269). (p. 6269). (p. 6270). - **Article additionnel après l'article 47** (p. 6271). - **Article 47 quinquies A (nouveau)** (Rapport sur le statut d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche) (p. 6271). - **Articles additionnels après l'article 47 quinquies A** (p. 6272). (p. 6272). - **Article 47 septies (nouveau)** (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers - Conditions d'entrée et de séjour des étudiants et diplômés étrangers) (p. 6273, 6274). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions de coordination) (p. 6279, 6280). (p. 6281). - **Article 49** (art. L. 114-3-1 du code de la recherche - Création du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) (p. 6286). (p. 6286). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 6287). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3-3 du code de la recherche - Composition et fonctionnement du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) (p. 6290). (p. 6290). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3-2, L. 114-3-4 à L. 114-3-7 et L. 311-2 du code de la recherche - Dispositions de coordination) (p. 6291). - **Article 53** (Création du Conseil stratégique de la recherche) (p. 6292). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 6294). - **Article 55** (art. 329-7 du code de la recherche - Valorisation et transfert renforcés de la recherche menée sur fonds publics) (p. 6297). (p. 6297). (p. 6298). (p. 6298). - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 6299). (p. 6300). - **Articles additionnels après l'article 55 ter** (p. 6301). - **Articles additionnels avant l'article 56** (p. 6303). (p. 6306). (p. 6306). - **Article 56 bis A (nouveau)** (art. 244 quater B du code général des impôts - Aménagement du dispositif en faveur de l'embauche des jeunes docteurs dans le cadre du crédit d'impôt recherche) (p. 6307, 6308). - **Article 56 bis B (nouveau)** (art. 244 quater B du code général des impôts - Relèvement du plafond de dépenses soustraites à un organisme public pour le calcul du crédit d'impôt recherche) (p. 6309). - **Article 56 ter (nouveau)** (art. L. 822-1 du code de l'éducation - Suppression du transfert de plein droit des résidences étudiantes aux collectivités territoriales) (p. 6311). - **Article additionnel après l'article 57** (p. 6312). - **Article 57 bis A (nouveau)** (art. L. 311-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - maintien de la carte de travailleur temporaire scientifique-chercheur en cas de perte d'emploi involontaire) (p. 6312). - **Article 65 (Texte non modifié par la commission)** (Modification des codes de la recherche et de l'éducation et modalités d'extension et d'adaptation de la loi à l'outre-mer) (p. 6316). (p. 6317). (p. 6317). - **Article 70** (p. 6318, 6319). - **Seconde délibération** (p. 6319). - **Article 38 (Supprimé)** (Coopération et regroupements entre les établissements) (p. 6322). (p. 6323). - **Article 65** (Modification des codes de la recherche et de l'éducation et modalités d'extension et d'adaptation de la loi à l'outre-mer) (p. 6324). (p. 6324). (p. 6324, 6325). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6331).

- **Commission mixte paritaire [n° 695 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6748, 6750). - **Article 38** (Art. L. 718-2 à L. 718-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Coopération et regroupements des établissements) (p. 6783, 6784). (p. 6784). (p. 6784). (p. 6784). (p. 6785). (p. 6786).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Florange** - (3 octobre 2013) (p. 9010).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des universités françaises à l'heure de la rentrée 2013** - (10 octobre 2013) (p. 9490, 9491). (p. 9491, 9492). (p. 9492, 9493). (p. 9493). (p. 9494). (p. 9495). (p. 9496). (p. 9496, 9497). (p. 9497, 9498).

- **Question orale sur le crédit d'impôt recherche dans le secteur du service informatique et de l'édition de logiciels** - (29 octobre 2013) (p. 10611).

- **Débat sur la sécurité sociale des étudiants** - (3 décembre 2013) (p. 12426, 12429).

FISCHER (Guy)
sénateur (Rhône)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/Etats-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communalités [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

FLEMING (Louis-Constant)
sénateur (Saint-Martin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 17 décembre 2013 au 31 décembre 2013.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 16 décembre 2013.

Démissionnaire le 31 décembre 2013.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen des amendements aux textes de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer** [n° 779 (2012-2013)] - (23 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 7593).

FLOSSE (Gaston)
sénateur (Polynésie française)
NI

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

FONTAINE (Michel)
sénateur (La Réunion)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi** visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 450 (2012-2013)] - (2 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2608, 2609).

FORTASSIN (François)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
RDSE

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution le 13 mars 2013 ; puis vice-président du 27 mars 2013 au 17 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 156 tome 3 vol. 3 annexe 10 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Guillaume Roué, président, et Didier Delzescaux, directeur de l'Interprofession nationale porcine (INAPORC).

Audition M. Philippe Chotteau, responsable du département « économie » de l'Institut de l'élevage, et de Mme Mélanie Richard, chef de projet sur la filière viande bovine de l'Institut de l'élevage.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Jean-Pierre Duclos, président d'Elvea France.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. François Lucas, premier vice-président de la Coordination rurale, et Michel Manoury, responsable national de la filière viande de la Coordination rurale.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Eric Allain, directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT).

Audition de MM. Pascal Millory, directeur commercial et Guy Emeriau, responsable de l'activité boucherie-volaille de Système U.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Christophe Monnier, chef de service produits alimentaires Mmes Isabelle Bineau, chef de projet produits animaux et Marie-Paule Spiess, chef de projet produits avicoles et produits gourmets à UBIFRANCE.

Audition de Mmes Michèle Rousseau, directrice générale et Anne-Louise Guilmain, chargée d'études agriculture de l'agence de l'eau Seine-Normandie.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Philippe Chalmin, président, et Philippe Boyer, secrétaire général, de l'Observatoire des prix et des marges.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Bertrand Oudin, directeur des études de Blezat Consulting.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de Mmes Brigitte

Gothièrre et Johanne Mielcarek, porte-parole de l'association L214.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Jean-Louis Hurel, président et Léonidas Kalogéropoulos, conseiller du syndicat des industries françaises des coproduits (SIFCO).

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des finances*) : Dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des finances*) : Politique française d'aide publique au développement en matière d'énergie et de transport - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) - Contrôle budgétaire - Communication de M. Vincent Delahaye, rapporteur spécial.

Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Préfectures et réorganisation territoriale de l'État - Contrôle budgétaire - Communication de Mme Michèle André, rapporteure spéciale.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Audition de MM. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, et Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 61 bis) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte

d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

Mutualisation des moyens départementaux de la sécurité civile - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Protection de l'environnement et prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 615).

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)]** - (30 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 677, 678). - **Article unique** (*Création de zones d'exclusion pour les loups*) (p. 684).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (13 février 2013) - **Article 1er** (*titre II bis du livre II du code de l'énergie [nouveau] - Bonus-malus sur les consommations domestiques d'énergie*) (p. 1221).

- **Suite de la discussion** (14 février 2013) - **Article 12 bis** (*art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - Suppression des zones de développement de l'éolien*) (p. 1275, 1276).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1459, 1460).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1573).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (*art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales*) (p. 1611).

- **Questions cribles thématiques sur la compétitivité** - (28 février 2013) (p. 1616, 1617). (p. 1617).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections [n° 358 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1628).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Article 1er** (*art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - Filialisation des activités bancaires spéculatives*) (p. 2152, 2153).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Article additionnel après l'article 4 ter A** (p. 2206). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 2208). (p. 2208). - **Articles additionnels après l'article 4 quater** (p. 2212). (p. 2215). (p. 2217). (p. 2217).

- **Question orale avec débat sur les droits sanitaires et sociaux des détenus** - (3 avril 2013) (p. 2641, 2642).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (4 avril 2013) - en remplacement de M. Yvon Collin, rapporteur - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2679, 2680).

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection pénale des forces de sécurité et l'usage des armes à feu [n° 767 (2011-2012)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2695).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie pharmaceutique** - (4 avril 2013) (p. 2702).

- **Débat sur l'efficacité des conventions fiscales internationales** - (23 avril 2013) (p. 3952, 3954).

- **Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 545 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4169, 4170).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4183, 4184).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (23 mai 2013) - **Article 8** (*art. L. 122-2 du code de l'éducation - Droit à une formation qualifiante*) (p. 4487). (p. 4487).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (5 juin 2013) - **Article 30** (*précédemment réservé*) (*art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun*) (p. 5536).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 40** (*art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine*) (p. 5608).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6421).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6470, 6471). - **Article 4 bis** (*art. L. 511-45 du code monétaire et financier et art. 1649 AC [nouveau] du code général des impôts - Lutte contre les paradis fiscaux*) (p. 6481). (p. 6482). (p. 6484). (p. 6485). - **Article 4 quinquies B** (*art. L. 451-5, L. 511-4-2 [nouveau] et L. 511-8-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Obligations d'information de détention d'instruments portant sur des matières premières agricoles*) (p. 6486, 6487). (p. 6487). - **Article 4 decies (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 511-41-1 A, L. 511-41-1 B [nouveau] et L. 511-41-1 C [nouveau] du code monétaire et financier - Encadrement des rémunérations dans le secteur bancaire*) (p. 6490). (p. 6490). (p. 6490). (p. 6491). (p. 6493). - **Article 11 ter (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1611-3-1 [nouveau] et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours*) (p. 6500).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6672).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec**

celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013) (p. 7351, 7352).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 2** (art. L. 211-15 [nouveau], L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire et L. 462-7 du code de commerce - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation) (p. 8002).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Rappel au règlement** (p. 8689). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8736).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 1er AA (Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des territoires)** (p. 8909, 8910). - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8923).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Iran** - (14 novembre 2013) (p. 11490, 11491).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Article 7** (art. L. 562-1 et L. 562-4-1 du code de l'environnement - *Élaboration conjointe des PPRI et procédure de révision simplifiée*) (p. 11721).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11931). (p. 11934). - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11951). (p. 11954, 11955). (p. 11962). (p. 11966).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 37** (art. 1011 bis du code général des impôts - *Modification du barème du malus automobile*) (p. 12264, 12265).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Baby-Loup et la laïcité** - (28 novembre 2013) (p. 12384, 12385).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (13 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12811, 12812).

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2013) - **Question préalable** (p. 13147).

FOUCAUD (Thierry)
sénateur (Seine-Maritime)
CRC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 23 janvier, 5, 19 février, 19 mars, 3, 15 avril, 22, 27 mai, 11, 18, 25 juin, 4, 12, 18 juillet, 16, 17 septembre, 1er, 3, 17 octobre, 4, 14, 25 novembre et 9 décembre 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013 (9 décembre 2013).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/Etats-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communaux [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Donner aux RASED les moyens de leurs missions [n° 737 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Enseignement scolaire [n° 156 tome 3 annexe 14 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Banque publique d'investissement - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat désigné aux fonctions de directeur général.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des finances*) : Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Thierry Foucaud et Claude Haut, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Enseignement scolaire ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Deuxième lecture** [n° 737 (2011-2012)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 52, 53).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 868). (p. 869).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'austérité et la politique familiale** - (21 février 2013) (p. 1483, 1484).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** [n° 423 (2012-2013)] - (20 mars 2013) - **Article 1er** (art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Filialisation des activités bancaires spéculatives*) (p. 2154, 2155). (p. 2157). (p. 2157). (p. 2159). (p. 2162). (p. 2170). (p. 2172). (p. 2173). (p. 2174, 2175).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi** [n° 502 (2012-2013)] - (17 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 3366, 3367).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - *Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3516, 3517). (p. 3522). (p. 3531).

- **Rappel au règlement** - (25 juin 2013) (p. 6346).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture** [n° 682 (2012-2013)] - (26 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6468, 6469). - **Article 4 bis A (Supprimé)** (*Débat annuel sur la liste des paradis fiscaux*) (p. 6479). (p. 6479). - **Article 4 bis** (art. L. 511-45 du code monétaire et financier et art. 1649 AC [nouveau] du code général des impôts - *Lutte contre les paradis fiscaux*) (p. 6482). (p. 6483). (p. 6484). - **Article 4 décies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-41-1 A, L. 511-41-1 B [nouveau] et L. 511-41-1 C [nouveau] du code monétaire et financier - *Encadrement des rémunérations dans le secteur bancaire*) (p. 6490, 6491). (p. 6491). - **Article 11** (art. L. 631-2, L. 631-2-1, L. 631-2-2 et L. 631-2-3 [nouveau] du code monétaire et financier - *Création du Haut conseil de stabilité financière*) (p. 6496). - **Article 17** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - *Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité*) (p. 6510). (p. 6510). (p. 6510). (p. 6512). - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - *Assurance-emprunteur*) (p. 6513, 6514). (p. 6514). (p. 6515). (p. 6515). (p. 6516). (p. 6518). (p. 6518). (p. 6518). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6524).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les questions budgétaires** - (4 juillet 2013) (p. 6862, 6863).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012** [n° 710 (2012-2013)] - (4 juillet 2013) - **Article liminaire** (p. 6892).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6923, 6925).

- **Hommage aux victimes d'une catastrophe ferroviaire à Brétigny-sur-Orge** - (12 juillet 2013) (p. 7108, 7109).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière** [n° 739 (2012-2013)] - (18 juillet 2013) - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 7457). (p. 7457). - **Article additionnel après l'article 9 quinquies** (p. 7458). (p. 7458). (p. 7459). - **Articles additionnels après l'article 9 septies B** (p. 7460, 7461). (p. 7461). (p. 7462). (p. 7463).

- **Ouverture de la session ordinaire de 2013-2014** - (1er octobre 2013) (p. 8763).

- **Demande de retour à la procédure normale pour l'examen d'un projet de loi** - (17 octobre 2013) (p. 9699).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10587, 10588). (p. 10589).

- **Hommage à deux journalistes tués au Mali** - (4 novembre 2013) (p. 10868).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)] (suite)** - (4 novembre 2013) - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10927). (p. 10929).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11793, 11795).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11889). (p. 11889, 11890). (p. 11892).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - **Article 10** (art. 223 duodecimes, 223 terdecies et 223 quaterdecies [nouveaux] du code général des impôts - Instauration d'une contribution sur l'excédent brut d'exploitation pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros) (p. 12005). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12007, 12008). (p. 12010). (p. 12017, 12018). - **Article**

additionnel après l'article 11 (p. 12026). (p. 12026). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12030). (p. 12035). - **Article 15 (Supprimé)** (art. 57 du code général des impôts - Lutte contre l'évasion fiscale par la manipulation des prix de transfert) (p. 12064, 12065). (p. 12065). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 12065, 12066). (p. 12066). (p. 12066). (p. 12067). (p. 12067). (p. 12070). (p. 12070). (p. 12071). (p. 12071).

- **Souhaits de bienvenue à M. Stephan Weil, président du Bundesrat** - (9 décembre 2013) (p. 12516, 12517).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12781, 12783).

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Article 7** (art. L. 125-0 A et 990 I du code général impôts et art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime de l'assurance-vie en vue d'une meilleure contribution au financement de l'économie) (p. 12845). (p. 12845, 12846). (p. 12846). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. 885 F du code général des impôts - Inclusion des créances au titre des contrats d'assurance-vie diversifiés comportant une clause d'indisponibilité temporaire dans le patrimoine taxable à l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 12853). (p. 12854). - **Article 10 bis (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A, 885-0 V bis et 1763 C du code général des impôts et art. L. 214-30 et L. 214-31 du code monétaire et financier - Aménagements du régime des fonds communs de placement pour l'innovation et des fonds d'investissement de proximité) (p. 12876, 12877). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12882).

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission d'examen des pratiques commerciales.

Membre titulaire de l'observatoire économique de l'achat public.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 10 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange des vues.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : « Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

« Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Bilan de la réunion commune Sénat - CESE du 5 décembre 2012.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission du développement durable*) : *Pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Eloi Laurent, auteur du rapport « Vers l'égalité des territoires ».

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Bérénice Vincent, présidente de l'Association « Le deuxième regard », responsable du Pôle Création, accompagnée de Mme Delphine Besse, responsable du Pôle Industrie.

Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Claire Gibault, directrice du Paris Mozart Orchestra, vice-présidente de la Section Culture-Éducation du Conseil économique, social et environnemental (CESE), ancienne députée européenne.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Réunion de la délégation : audition de M. Frank Pacard, directeur général adjoint chargé de l'enseignement de l'École polytechnique.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Véhicules électriques - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Claude Belot, vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur son rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergie locales ».

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Égalité des territoires - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Martin Hirsch, président de l'Agence du service civique et ancien Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, puis à la jeunesse.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Delphine Hedary, présidente du comité de pilotage des États généraux de la modernisation du droit de l'environnement, et de Mme Claude Chardonnet, consultante.

Réunion du lundi 22 juillet 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2^e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean Jouzel, sur le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Réalisation et exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Table ronde des soignants et de l'aide humanitaire.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le commerce extérieur** - (31 janvier 2013) (p. 739). (p. 740).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1411, 1412).

- **Question orale sur le maintien des services de l'Etat dans les territoires** - (26 mars 2013) (p. 2397). (p. 2398).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2890, 2891).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (23 mai 2013) - **Article 7** (*art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences*) (p. 4485). - **Article 10** (*art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance*) (p. 4490).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des caisses d'allocations familiales** - (27 juin 2013) (p. 6583, 6584). (p. 6584).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Article 2** (*art. L. 261 du code électoral - Suppression des sections électorales dans les communes relevant du scrutin proportionnel*) (p. 6721). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6733).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Article 1er** (*art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation*) (p. 7955). (p. 7964).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 2** (*art. L. 211-15 [nouveau], L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire et L. 462-7 du code de commerce - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation*) (p. 8002).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8660, 8661).

- **Question orale sur la dotation d'équipement des territoires ruraux** - (15 octobre 2013) (p. 9546). (p. 9547).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (24 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10113). - **Article 26** (art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 A, 18-1, 19-1, 19-

2, 20, 21, 22, 23 et 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 - *Gouvernement et gestion des copropriétés*) (p. 10213). (p. 10213). (p. 10213). (p. 10214). (p. 10215). - **Article 28** (art. 9, 10-1, 24, 25, 25-1, 26, 26-7, 28 et 30 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Règles de majorité des assemblées générales de copropriétaires*) (p. 10226).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10311).

FOURNEYRON (Valérie)
*ministre des sports, de la jeunesse, de
l'éducation populaire et de la vie
associative*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la lutte et le programme olympique pour 2020** - (21 mai 2013) (p. 4296).

- **Question orale sur la réforme de l'intercommunalité** - (21 mai 2013) (p. 4297, 4298).

- **Question orale sur l'entretien des autoroutes franciliennes** - (21 mai 2013) (p. 4298, 4299).

- **Question orale sur la reconnaissance et le renforcement de l'engagement bénévole et associatif** - (9 juillet 2013) (p. 6972, 6973).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides et subventions accordées aux associations** - (19 septembre 2013) (p. 8719).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage** - (15 octobre 2013) (p. 9582, 9588).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (7 novembre 2013) - **Article 10** (*Définition des subventions publiques*) (p. 11122). (p. 11125, 11126).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11611, 11613).

FOURNIER (Bernard)
*sénateur (Loire)
UMP*

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à prélever l'impôt à la source [n° 331 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la constatation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports**.

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la reconnaissance de la formation des orthophonistes au grade de master** - (29 janvier 2013) (p. 568). (p. 569).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance** [n° 434 (2012-2013)] - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2518, 2519). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2530).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2876).

- **Question orale sur la formation des masseurs-kinésithérapeutes** - (9 avril 2013) (p. 2956, 2957). (p. 2957).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] (suite) - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3009).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] - (6 juin 2013) - **Article 42** (art. L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 5618).

- **Question orale sur la restauration scolaire** - (15 octobre 2013) (p. 9566, 9567). (p. 9567).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon** [n° 134 (2013-2014)] - (20 novembre 2013) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 11664, 11665). (p. 11667).

FOURNIER (Jean-Paul)
sénateur (Gard)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

FRASSA (Christophe-André)
sénateur (Français établis hors de France - Série A)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la candidature de l'aéroport de Nîmes au projet de relocalisation de la base d'avions de la sécurité civile de Marignane** - (15 janvier 2013) (p. 12, 13). (p. 13).

- **Question orale sur les données issues du système de traitement des infractions constatées** - (10 septembre 2013) (p. 7887, 7888). (p. 7888).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11714, 11715).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration de France expertise internationale.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen [n° 48 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi organique relative à la présentation par les conseillers consulaires d'un candidat à l'élection du Président de la République [n° 119 (2013-2014)] (5 novembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Mandat des conseillers de l'Assemblée des Français de l'étranger - Communication.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger.

Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du lundi 18 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements aux textes de la commission.

Représentation des Français établis hors de France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger** [n° 425 (2012-2013)] - (18 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1962, 1963). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi n° 425** (p. 1977, 1978). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi n° 426 rectifié** (p. 1981).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France** [n° 426 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013)**. - (18 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1987). - **Article 19** (*Modalités d'application*) (p. 1990). (p. 1991). - **Article 20 B (nouveau)** (*Règlement intérieur de l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 1993). - **Article 20 C (nouveau)** (*Réunions de l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 1993, 1994). (p. 1994). - **Articles additionnels après l'article 20 C** (p. 1996). (p. 1997, 1998).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2013) - **Article 20** (*Rapport du Gouvernement à l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 2013). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2016). (p. 2016, 2017). - **Article 29 nonies (nouveau)** (*Information des électeurs, circulaires électorales et règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2035). - **Article 29 decies (nouveau)** (*Modalités de vote*) (p. 2042). - **Article 29 duodecies (nouveau)** (*Règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2044). - **Article 29 terdecies et tableau n°1 annexé (nouveaux)** (*Nombre et répartition des conseillers consulaires et découpage des circonscriptions électorales*) (p. 2063). - **Articles additionnels après l'article 29 quaterdecies** (p. 2072). - **Article 30** (*Modalités d'élection des délégués consulaires*) (p. 2073). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2086).

- **Débat sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (26 mars 2013) (p. 2427, 2428).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture** [n° 684 (2012-2013)] - (27 juin 2013) - **Article 2** (*Composition et compétences du conseil consulaire*) (p. 6601). - **Article 29 bis** (*Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins*) (p. 6604). (p. 6605). - **Article 29 duodecies** (p. 6612). - **Article 29 terdecies et tableau annexé** (p. 6618). - **Article 29 quaterdecies** (p. 6618). - **Article 29 quindecies** (p. 6618). - **Article 29 sexdecies** (p. 6619). - **Article 29 septdecies** (p. 6619). - **Article 33 bis** (*Collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 6621). (p. 6622). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6627).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de**

radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9461, 9462).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - *Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 9961). (p. 9963).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) - **Article 6 ter** (art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - *Autorisation préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée*) (p. 10057). (p. 10057). (p. 10058).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 11338, 11339). (p. 11339).

FRÉCON (Jean-Claude)
sénateur (Loire)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de financement et de restructuration le 9 juillet 2013.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de réalisation de défaillance.

Membre titulaire du conseil d'orientation des finances publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Recenser et évaluer les engagements hors bilan de l'État : un enjeu pour la transparence et la soutenabilité des finances publiques [n° 579 (2012-2013)] (15 mai 2013) - **Budget.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Engagements financiers de l'État [n° 156 tome 3 annexe 13 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 840 (2012-2013)] relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 186 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*) : Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des finances*) : Recensement et comptabilisation des engagements financiers hors bilan de l'Etat - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat et exécution budgétaire de 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des finances*) : Dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Charles Guené, rapporteur spécial, sur la mission « Conseil et contrôle de l'État ».

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Désignation d'un rapporteur.

Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de

l'État ou organismes gérant des services publics » et comptes d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et « Participations financières de l'État » - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen des amendements au texte de la commission.

Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen d'une motion en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales** [n° 283 (2012-2013)] - (28 janvier 2013) - **Article 1er** (art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes*) (p. 539). (p. 542). (p. 548). (p. 551).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 406 (2012-2013)] - (14 mars 2013) - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - *Remodelage de la carte cantonale*) (p. 1917).

- **Projet de loi relatif à la consommation** [n° 810 (2012-2013)] - (12 septembre 2013) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8120). - **Article 11** (section 14 [article L. 121-97 nouveau], section 15 (articles L. 121-98 à L. 121-103 [nouveaux] du code de la consommation, L. 112-6 du code monétaire et financier et L. 310-2 du code de commerce) du chapitre 1er du Titre II du Livre Ier du code de la consommation - *Absence de droit de rétractation dans le cadre des contrats conclus dans les foires et salons et encadrement des ventes d'or et de métaux précieux*) (p. 8138, 8139).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** [n° 66 (2013-2014)] - (25 octobre 2013) - **Article 63 (priorité)** (*Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération*) (p. 10325). (p. 10336).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11911).

- **Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours** [n° 840 (2012-2013)] - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12658, 12660).

- Rapporteur - **Article unique** (p. 12666, 12667).

FROGIER (Pierre)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 778 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 779 (2012-2013)** (p. 7565, 7567). - **Article 3 (art. 173 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Pouvoir de police de la circulation du président de l'assemblée de province sur le domaine routier provincial)** (p. 7579). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7579, 7580).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 779 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 778 (2012-2013)**. - (23 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 7592). (p. 7592).

GAILLARD (Yann)
sénateur (Aube)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Secrétaire de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maîtres quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Culture [n° 156 tome 3 annexe 7 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Table ronde sur la fiscalité écologique.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jérôme Guedj, représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des finances*) : Audition de Mme Mathilde Lemoine, candidate proposée par le président de la commission des finances du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Examen de la proposition de résolution européenne n° 413 tendant à créer un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Rapport de M. Gérard César sur la proposition de résolution relative à la fiscalité sur le rhum produit en outre-mer.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des finances*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Avancée des négociations de la coopération renforcée sur la taxe sur les transactions financières.

Recherche et propriété intellectuelle- Surveillance de l'espace (texte E 8141) : proposition de résolution de M. André Gattolin.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Contrôle de la mise en application des lois - Examen du rapport annuel.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle fiscal des entreprises multinationales - Communication.

Réunion du lundi 7 octobre 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. Philippe Marini, président, sur un nouvel indicateur permettant de mesurer l'émigration fiscale des particuliers.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique de voisinage - La politique méditerranéenne de l'Union, l'exemple du Maroc et de la Tunisie : rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour, Mmes Bernadette Bourzai, Catherine Morin-Desailly et M. Jean-François Humbert.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 61 bis) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues dans la perspective d'une éventuelle saisine du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2923).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Article 2 bis A (nouveau)** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Incompatibilités professionnelles applicables aux membres du Conseil constitutionnel) (p. 7171). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7187, 7188).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7216).

GAOUYER (Marie-Françoise)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC

Devenue sénateur le 1er octobre 2013 (en remplacement de M. Alain Le Vern, démissionnaire).

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

GAROT (Guillaume)
ministre délégué auprès du ministre de
l'agriculture, de l'agroalimentaire et de
la forêt, chargé de l'agroalimentaire

- Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11880).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11933).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 806, 1649 ter [nouveau], 1649 AA et 1736 du code général des impôts - Renforcement des obligations de déclaration aux services fiscaux en matière d'assurance-vie) (p. 12850).

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Déchets : filières REP et écoconception - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Protection de l'environnement et prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission du développement durable*): Déplacement d'une délégation en Allemagne - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la PAC** - (7 février 2013) (p. 992).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière avicole** - (7 février 2013) (p. 1001, 1002).

- **Question orale sur la mise à deux fois deux voies de la route Centre-Europe Atlantique** - (18 juin 2013) (p. 5903).

- Question orale sur l'accueil des gens du voyage et la scolarisation des enfants - (18 juin 2013) (p. 5904).
- Question d'actualité au Gouvernement sur le boycott chinois du vin - (20 juin 2013) (p. 6115, 6116).
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'agroalimentaire et le manque d'abattoirs - (20 juin 2013) (p. 6116).
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'industrie agroalimentaire - (4 juillet 2013) (p. 6867, 6868).
- Question orale sur la protection des riverains contre les épandages de pesticides agricoles - (10 septembre 2013) (p. 7872).
- Question orale sur les donations déguisées de parcelles agricoles - (10 septembre 2013) (p. 7873).
- Question orale sur l'avenir de l'ENVA et du centre de Champignelles - (10 septembre 2013) (p. 7874, 7875).

- Question orale sur la compétitivité des entreprises de la filière maïs doux - (10 septembre 2013) (p. 7876).
- Question orale sur l'avenir du Haras national du Pin - (10 septembre 2013) (p. 7877).
- Question d'actualité au Gouvernement sur l'agroalimentaire en Bretagne - (17 octobre 2013) (p. 9690).
- Question orale sur l'avenir des régions ultrapériphériques - (19 novembre 2013) (p. 11568).
- Question orale sur la lutte contre l'étalement urbain - (19 novembre 2013) (p. 11569).
- Question orale sur la concentration dans le secteur des médias - (19 novembre 2013) (p. 11569, 11570).
- Question orale sur l'optimisation du système de transport fluvial - (19 novembre 2013) (p. 11570, 11571).

GARREC (René)
sénateur (Calvados)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives.

Membre titulaire de l'Observatoire de la laïcité le 30 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Table ronde « Accès aux données environnementales publiques ».

Réunion du lundi 28 janvier 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Françoise Héritier, professeur honoraire au collège de France.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Paul Kavanagh, ambassadeur d'Irlande en France.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du lundi 18 mars 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 mai 2013 (*commission des lois*) : Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Réunion du vendredi 12 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 9 décembre 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Constitution.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Article 1er** (*art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes*) (p. 539). (p. 550).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (*art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales*) (p. 1611).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil*) - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois* (p. 2985).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 2 A (nouveau)** (*art. 225-1 [nouveau] du code civil - Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux*) (p. 3126, 3127).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (*art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5415, 5416).

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
*sénateur (Français établis hors de
France - Série 1)*
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) jusqu'au 14 novembre 2013.

Membre titulaire de la commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

Membre titulaire du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes le 7 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi tendant à autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen [n° 48 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi organique relative à la présentation par les conseillers consulaires d'un candidat à l'élection du Président de la République [n° 119 (2013-2014)] (5 novembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Médias, livre et industries culturelles : action audiovisuelle extérieure [n° 158 tome 10 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 114 (2013-2014)] autorisant la ratification du traité entre la République française et la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'adoption [n° 176 (2013-2014)] (27 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition des responsables de la Coalition nationale syrienne.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution et proxénétisme - Audition de M. Yann Sourisseau, commissaire de police, chef de l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH) à la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ).

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Séminaire sur les changements politiques et sécuritaires en Afrique du Nord - Communication.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Table ronde.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Jean-Marie Cavada, député européen, président du Mouvement européen - France.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Michel Casa, directeur de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut français - Audition de M. Pierre Sellal, secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de

travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail sur le Sahel - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Patrick Pailloux, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du lundi 22 juillet 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Egalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition du Conseil d'orientation des retraites (COR).

Questions diverses.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Claude Belot, rapporteur spécial, sur la mission « Médias, livre et industries culturelles » et sur le compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée chargée des Français de l'étranger (programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » de la mission « Action extérieure de l'Etat »).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Communication.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » et mission « Immigration et asile » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique méditerranéenne de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'Etat » programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias » programme « Action audiovisuelle extérieure » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et la Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'adoption - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 435, 436).

- **Question orale sur l'assurance chômage des Français ayant travaillé dans un autre pays de l'Union européenne** - (12 mars 2013) (p. 1686, 1687). (p. 1688).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 425 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1971, 1973). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi n° 425** (p. 1975, 1976). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi n° 426 rectifié** (p. 1979, 1980).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013)**. - (18 mars 2013) - **Article 2** (*Composition et compétences du conseil consulaire*) (p. 1983, 1984). (p. 1984). (p. 1985). (p. 1985). - **Article 19** (*Modalités d'application*) (p. 1988). - **Articles additionnels après l'article 20 C** (p. 1995). (p. 1996).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2013) - **Article 22** (*Fonction consultative de l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 2013, 2014). (p. 2014). (p. 2014). (p. 2015). - **Article 29** (*Modalités d'application*) (p. 2018). - **Article 29 quinquies (nouveau)** (*Inéligibilités*) (p. 2026, 2027). (p. 2027). (p. 2027). - **Article 29 nonies (nouveau)** (*Information des électeurs, circulaires électorales et règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2033). (p. 2033, 2034). (p. 2037). (p. 2037). (p. 2038). - **Article 29 decies (nouveau)** (*Modalités de vote*) (p. 2038, 2039). (p. 2039, 2040). - **Article 29 terdecies et tableau n°1 annexé (nouveaux)** (*Nombre et répartition des conseillers consulaires et découpage des circonscriptions électorales*) (p. 2050, 2051). (p. 2051). - **Article 30** (*Modalités d'élection des délégués consulaires*) (p. 2073). (p. 2073).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2558, 2560).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2892, 2893). - **Article 1er** (*Texte non modifié par la commission*) (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2915, 2916).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (*art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3078, 3079).

- **Question orale sur la coopération européenne en matière de litiges familiaux transfrontaliers** - (21 mai 2013) (p. 4299, 4300). (p. 4301).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement en anglais à l'université** - (23 mai 2013) (p. 4509, 4510).

- **Proposition de loi visant à instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus [n° 605 (2011-2012)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5874, 5875).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture [n° 684 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6592, 6593). - **Article 2** (*Composition et compétences du conseil consulaire*) (p. 6597). - **Article 19** (*Modalités d'application*) (p. 6602). - **Article 29 quinquies** (*Règles d'inéligibilités*) (p. 6607, 6608). (p. 6608). - **Article 29 decies** (*Modalités de vote*) (p. 6610, 6611). (p. 6611). (p. 6612). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6627, 6628).

- **Projet de loi portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998 [n° 622 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6684, 6685).

- **Projet de loi autorisant l'approbation des amendements des annexes II et III à la convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans des structures géologiques [n° 502 (2011-2012)]** - (2 juillet 2013) - Discussion générale (p. 6697, 6699).

- **Question orale sur la diffusion des livres numériques français à l'étranger** - (23 juillet 2013) (p. 7556). (p. 7557).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8496). - **Article 6 (Expérimentation en matière de lutte contre les impayés de pensions alimentaires)** (p. 8507, 8508).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur**

[n° 734 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) - **Article 1er (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale)** (p. 8663, 8664). (p. 8666).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 9840). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 87-59 du 16 juillet 1987 - Conditions d'attribution de l'allocation de reconnaissance aux membres des forces supplétives relevant d'un statut civil de droit local) (p. 9843). (p. 9844).

GATTOLIN (André)
sénateur (Hauts-de-Seine)
ECOLO

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013 ; puis vice-président le 6 novembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013 ; puis vice-président le 4 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe, transphobe, sexiste ou à raison du handicap [n° 265 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins des plus démunis [n° 352 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à augmenter la durée de vie des produits [n° 429 (2012-2013)] (18 mars 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 615 (2012-2013)] (29 mai 2013) - **Culture - Éducation**.

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la surveillance de l'espace (Texte E 8141 - COM (2013) 107 final) [n° 646 (2012-2013)] (10 juin 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités [n° 811 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des affaires économiques : Jeux vidéo : une industrie culturelle innovante pour nos territoires [n° 852 (2012-2013)] (18 septembre 2013) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi organique relative aux pouvoirs du Défenseur des droits [n° 861 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)] (2 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil [n° 216 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Société**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la citoyenneté européenne [n° 230 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 232 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 21 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Voyages à forfait et prestations de voyage assistées - Proposition de résolution européenne de Mme Colette Mélot.

Institutions européennes - Les actes délégués - Rapport d'information et projet d'avis politique de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Quelles perspectives pour l'Union européenne?: rapport de M. Pierre Bernard-Reymond.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

(*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - maintien des droits de plantation de la vigne - Proposition de résolution européenne de MM. Simon Sutour et Gérard César.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires européennes*): Elargissement - Modification de l'accord de partenariat entre l'Union européenne et l'Arménie - Communication de M. Bernard Piras.

Politique régionale - Association des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) - Communication de Mme Karine Claireaux.

Questions sociales et santé - Accessibilité des sites web publics - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Autonomie des établissements scolaires et du bien-être des élèves - Audition de M. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique (CAS).

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Paul Kavanagh, ambassadeur d'Irlande en France.

Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles: proposition de résolution de M. Simon Sutour.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Audition de M. André Syrota, candidat désigné aux fonctions de président.

(*commission des affaires européennes*): Culture - « Plus vite, plus haut, plus fort? L'Union européenne et le sport professionnel » - Rapport de M. Jean-François Humbert.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Distribution de la presse - Audition de M. Denis Bouchez, directeur du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN).

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Enseignement français à l'étranger - Table ronde.

(*commission des affaires européennes*): Subsidiarité - Quatrième paquet ferroviaire - Communication et proposition de résolution portant avis motivé de M. Roland Ries.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Comité national de pilotage sur l'accès de tous les jeunes à l'art et à la culture - Audition de Mme Marie Desplechin, présidente et de M. Jérôme Bouët, rapporteur.

(*commission des affaires européennes*): Culture - Gouvernance européenne du numérique: rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Environnement - Incidence environnementale de certains projets publics et privés - Proposition de résolution européenne de Mme Colette Mélot.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Application de la loi du 20 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Refondation de l'école de la République - Audition de M. Xavier Nau, rapporteur pour avis du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Réforme de la PAC - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai et de M. Jean-Paul Emorine.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Respect de l'exception culturelle dans le cadre de la négociation d'un accord de libre-échange avec les États-Unis - Échange de vues.

(*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Rapport de M. Gérard César sur la proposition de résolution relative à la fiscalité sur le rhum produit en outre-mer.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires européennes*): Travail - Examen de la proposition de résolution de M. Éric Bocquet sur la situation des travailleurs détachés.

Institutions européennes - Point d'actualité sur la situation en Hongrie présenté par M. Bernard Piras.

Questions sociales et santé - Examen de la proposition de résolution de M. Jean Bizet sur la directive européenne sur les produits du tabac.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Philippe Étienne, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Jean-Marie Cavada, député européen, président du Mouvement européen - France.

Politique commerciale - Rapport de M. Simon Sutour sur les propositions de résolution européenne (n°s 522 et 526) relatives respectivement au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles, et au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe-États-Unis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires européennes*): Culture - Économie, finances et fiscalité - Stratégie européenne pour l'économie numérique - Avis politique de Mme Catherine Morin-Desailly.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Droits audiovisuels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Enseignement supérieur et recherche - Audition de MM. Jean-Loup Salzmann,

président, Khaled Bouabdallah et Gérard Blanchard, vice-présidents de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(commission des affaires européennes): Recherche et propriété intellectuelle - Surveillance de l'espace (texte E 8141): proposition de résolution de M. André Gattolin.

Transports-Réglementation et fiscalité des poids lourds (texte E 8284): rapport d'information et proposition de résolution de Mme Fabienne Keller.

(commission des affaires économiques): Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 11 juin 2013 *(commission des affaires européennes)*: Politique commerciale - Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

(commission des affaires économiques): Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Politique culturelle à l'ère du numérique - Audition de MM. Pierre Lescure, président de la mission « Acte II de l'exception culturelle » et Jean-Baptiste Gourdin, coordinateur de la mission.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication, sur la mission « Acte II de l'exception culturelle ».

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Groupe de travail sur l'éthique du sport - Communication.

Réunion du jeudi 4 juillet 2013 *(commission des affaires européennes)*: Audition de M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes.

Élargissement - Ouverture éventuelle de négociations d'adhésion avec la Serbie - Communication et proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 *(commission des affaires européennes)*: Agriculture et pêche - Politique européenne de la concurrence dans le domaine agricole - Communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 *(commission des affaires européennes)*: Questions sociales et santé - Politique européenne du sport: proposition de résolution européenne de MM. Dominique Bailly et Jean-François Humbert.

Transports - Quatrième paquet ferroviaire: proposition de résolution de M. Roland Ries.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Rémy Pflimlin, président-directeur général de France Télévisions.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Jean-Luc Hees, président-directeur général de Radio France.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Nonce Paolini, président-directeur général de TF1.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente de France Médias Monde.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Maryam Salehi, directrice déléguée de NRJ Group.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Communication de M. David Assouline.

Indépendance de l'audiovisuel public - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 *(commission mixte paritaire)*: Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse (AFP).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Audition de M. Hubert Allier, vice-président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA).

(commission des affaires européennes): Politique de voisinage - Accord d'association avec l'Ukraine (textes E 8350 et E 8682): communication de M. Gérard César.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 *(commission des affaires européennes)*: Institutions européennes - Réunion avec une délégation de la commission des affaires européennes du Sénat italien.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Projet de loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis et contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

(commission des affaires européennes): Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Michèle Coninx, présidente d'Eurojust.

(commission des lois): Audition de Mme Michèle Coninx, présidente d'Eurojust.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Loi de finances pour 2014 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des rapports pour avis.

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - TVA sur les activités équestres - Point d'actualité de M. Jean Bizet.

Éducation - Programme Erasmus+ - Communication de Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen des rapports pour avis.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Echange de vues sur les orientations de travail et les méthodes de la mission commune d'information.

Réunion du jeudi 28 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Indices de référence pour les contrats financiers (texte E 8676) : projet d'avis politique de M. Richard Yung.

Recherche et propriété industrielle - Mises sur le marché et brevetabilité des semences et obtentions végétales : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Richard Yung.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Accueil des étudiants et chercheurs hors Union européenne : communication de Mme Catherine Tasca.

Institutions européennes - La citoyenneté européenne : communication et proposition de résolution européenne de M. André Gattolin.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Proposition de directive sur les biocarburants : rapport d'information et proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

(*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Vinton Cerf, vice-président de Google.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Approfondissement de l'Union économique et monétaire (instrument de convergence et de compétitivité, coordination préalable des grandes réformes, dimension sociale) : rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Dominique Bailly.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne** [n° 225 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 34, 36).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Deuxième lecture** [n° 737 (2011-2012)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 50, 51).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable** [n° 682 (2011-2012)] - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 729, 730).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 868, 869).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération** [n° 318 (2012-2013)] - (6 février 2013) - **Article 1er** (*art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération*) (p. 936). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 947, 948).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections** [n° 358 (2012-2013)] - (28 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1639).

- **Débat sur les enjeux et les perspectives de la politique spatiale européenne** - (26 mars 2013) (p. 2443, 2444).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance** [n° 434 (2012-2013)] - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2522, 2523).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public** [n° 440 (2012-2013)] - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2557, 2558).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2588, 2589).

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection pénale des forces de sécurité et l'usage des armes à feu** [n° 767 (2011-2012)] - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2696, 2697).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (5 avril 2013) - **Question préalable** (p. 2828).

- **Question orale sur la mesure de la pollution atmosphérique** - (9 avril 2013) (p. 2969). (p. 2970).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Tibet** - (11 avril 2013) (p. 3182).

- **Débat sur l'efficacité des conventions fiscales internationales** - (23 avril 2013) (p. 3954, 3955).

- **Débat sur la politique européenne de la pêche** - (25 avril 2013) (p. 4073, 4074).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4367, 4368).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 10** (*art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance*) (p. 4491). - **Article 27** (*art. L. 312-9-2 du code de l'éducation [rétabli] - Enseignement obligatoire d'une langue vivante étrangère au début de la scolarité élémentaire*) (p. 4565). (p. 4566). - **Article 27 bis** (*art. L. 312-11 du code de l'éducation - Recours aux langues régionales dans l'enseignement*) (p. 4569).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 31** (*art. L. 321-3 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école élémentaire*) (p. 4602). (p. 4603). - **Article 35** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 332-5 du code de l'éducation - Introduction d'une éducation aux médias numériques dans les collèges*) (p. 4615). - **Article 46** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 551-1 du code de l'éducation - Mise en place du projet éducatif territorial*) (p. 4639). (p. 4644). - **Article 49** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 625-1 et L. 611-1 du code de l'éducation - Formation des personnels enseignants et d'éducation par les écoles supérieures du professorat et de l'éducation*) (p. 4650). (p. 4651). - **Article 55** (*art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Élargissement du champ de l'exception pédagogique*) (p. 4675, 4676). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 4681). (p. 4681).

- **Questions cribles thématiques sur le budget européen** - (30 mai 2013) (p. 5043). (p. 5044).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6031, 6032).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6057, 6058).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)] (suite)** - (20 juin 2013) - **Article 12** (art. L. 112-1 du code de la recherche - *Objectif complémentaire de la politique publique de la recherche*) (p. 6132, 6133). (p. 6133). (p. 6133). (p. 6133). - **Articles additionnels après l'article 15 quinquies** (p. 6157).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Article 25** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - *Président de l'université*) (p. 6214). - **Article 26** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - *Composition et compétences du conseil d'administration des universités*) (p. 6223). (p. 6225). (p. 6225). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 6293). (p. 6294). - **Article 55** (art. 329-7 du code de la recherche - *Valorisation et transfert renforcés de la recherche menée sur fonds publics*) (p. 6297, 6298). (p. 6298). (p. 6298).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6471, 6472). - **Article 4 bis** (art. L. 511-45 du code monétaire et financier et art. 1649 AC [nouveau] du code général des impôts - *Lutte contre les paradis fiscaux*) (p. 6481). (p. 6482). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-10-1 [nouveau], L. 532-2-1 [nouveau], L. 511-47-1 [nouveau], L. 612-11, L. 612-23-1 [nouveau], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26, L. 612-33, L. 612-39 et L. 613-31-2 du code monétaire et financier - *Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle*) (p. 6507). (p. 6508, 6509). (p. 6509). - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - *Assurance-emprunteur*) (p. 6515). (p. 6515). (p. 6516). (p. 6518). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6524).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des caisses d'allocations familiales** - (27 juin 2013) (p. 6577). (p. 6577).

- **Projet de loi autorisant l'approbation des amendements des annexes II et III à la convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans des structures géologiques [n° 502 (2011-2012)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6701).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 710 (2012-2013)]** - (4 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6878, 6879).

- **Projet de loi relatif à l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat [n° 744 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7518, 7519).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Nouvelle lecture [n° 710 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7664, 7665).

- **Débat sur la situation en Syrie** - (4 septembre 2013) (p. 7829, 7831).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides et subventions accordées aux associations** - (19 septembre 2013) (p. 8719).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 849 (2012-2013)** (p. 8792, 8793). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 86-1067 du

30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Composition du CSA et mode de désignation de ses membres*) (p. 8813). - **Articles additionnels après l'article 2 ter** (p. 8820). (p. 8823). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 8827). (p. 8828). (p. 8829). (p. 8829). - **Article 5** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Réforme du mode de nomination des sociétés nationales de programme*) (p. 8830, 8831). (p. 8832). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 8837). (p. 8838). - **Article 6 sexies A (nouveau)** (art. 29-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Gratuité des services de radio numérique terrestre*) (p. 8843). - **Article 6 octies** (art. 42-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Agrément par le CSA des modifications du contrôle des sociétés titulaires d'une autorisation d'usage de la ressource radioélectrique*) (p. 8852). (p. 8853). - **Article 6 nonies** (art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *maintien de la publicité entre 6 heures et 20 heures sur les chaînes de France Télévisions*) (p. 8854). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8861).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 849 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 850 (2012-2013)**.

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (4 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9157). (p. 9158).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9460, 9461).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013, suivi d'un débat interactif et spontané** - (16 octobre 2013) (p. 9633, 9635). (p. 9650, 9651).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public - Commission mixte paritaire [n° 75 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 73 (2013-2014)** (p. 9717, 9718).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public - Commission mixte paritaire [n° 73 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 75 (2013-2014)**.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 12 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9891, 9892).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11931). - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11949, 11950). (p. 11951). (p. 11955, 11956). (p. 11958). (p. 11959). (p. 11963). (p. 11964). (p. 11967, 11968). - **Article 7 ter (précédemment réservé) (priorité)** (art. 279-0 bis du code général des impôts, art. L. 16 BA du livre des procédures fiscales - *Application du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans*) (p. 11971).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 41** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au*

titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 12248, 12249).

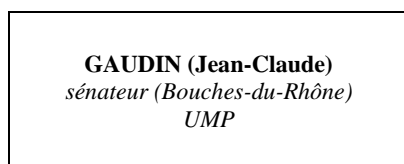
- **Projet de loi transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 138 (2013-2014)]** - (3 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12404, 12405).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12679, 12680). (p. 12693).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12866). (p. 12866, 12867). (p. 12867). (p. 12867). (p. 12872). - **Articles additionnels après**



Président du Groupe Union pour un Mouvement Populaire.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

l'article 12 (p. 12884). - **Article 14** (art. 39 bis A, 220 X, 220 terdecies, 244 quater Q, 1464 K, 1466 A, 1466 F, 1639 A ter, 1647 C septies, 1679 septies, 1469 quater A du code général des impôts - Prorogation et aménagements de divers avantages fiscaux) (p. 12898). (p. 12899). (p. 12899). (p. 12900). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12914). - **Article 24 quater (nouveau)** (art. 1387 A [nouveau] du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties au profit des bâtiments affectés à la production de chaleur par méthanisation) (p. 12954). (p. 12955). - **Article 25** (art. L. 542-12-3 [nouveau] du code de l'environnement - Instauration d'une contribution au profit de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA) (p. 12966, 12967). (p. 12967). - **Article 26** (art. L. 121-12, 121-13 et L. 121-19-1 [nouveau] du code de l'énergie - Evolution de la contribution au service public de l'électricité, CSPE) (p. 12971). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 12971). (p. 12972). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13004).

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2899).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3001).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5060, 5062).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 5471, 5472). (p. 5472). (p. 5473). (p. 5474, 5475). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun) (p. 5485, 5486). (p. 5512, 5513). (p. 5514). (p. 5519). (p. 5527). (p. 5531).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5832, 5834).

GAUTIER (Jacques)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission chargée de l'élaboration du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à prélever l'impôt à la source [n° 331 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Pour en finir avec "l'Europe de la défense" - Vers une défense européenne [n° 713 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Union européenne.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maîtres quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Défense : équipement des forces et excellence technologique des industries de défense [n° 158 tome 8 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Errera, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean-Paul Paloméros, commandant suprême allié chargé de la transformation (ACT) à l'OTAN.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de défense et Europe de la défense - Audition du général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Enders, président exécutif d'EADS.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Hugues Simon-Michel, ambassadeur, représentant permanent auprès de la Conférence du désarmement à Genève, chargé de la négociation du traité sur le commerce des armes.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Patrick Pailloux, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées.

Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition des représentants des syndicats des personnels civils de la défense.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Loi de programmation militaire - Audition du général Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Christian Mons, président du CIDEF (Conseil des industries de défense).

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration (programme 212 « soutien des forces » de la mission « Défense »).

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Francis Delon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (programme 129 « coordination de l'action gouvernementale » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement »).

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Philippe Errera, directeur de la délégation aux affaires stratégiques au ministère de la défense (programme 144 « Environnement et prospective » de la mission « Défense »).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La rive sud de la Méditerranée, une zone de prospérité à construire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » programme « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4893, 4895). (p. 4910, 4911).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (4 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9120). (p. 9158). - **Article 18 bis (précédemment réservé) (supprimé)** (Suppression de l'Établissement public d'aménagement de la Défense Seine Arche au 1er janvier 2016) (p. 9198). (p. 9200).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9795, 9796). - **Article 3 (Programmation financière)** (p. 9803). (p. 9804). (p. 9804, 9805). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 *nonies* de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958 - Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9813). (p. 9818). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 154 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2012 - Absorption de la commission de vérification des fonds spéciaux par la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9822). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 9846). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé) (p. 9881). (p. 9881). (p. 9881). (p. 9883).

- **Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12574, 12575).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12690).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Article 19** (art. 369 et 437 du code des douanes - Suppression des peines plancher en matière douanière) (p. 12919).

GÉLARD (Patrice)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Création d'un Parquet européen - Communication.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice, et Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Audition de Mme Nicole Maestracci, candidate proposée par M. le Président de la République à la nomination au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Protection pénale des forces de sécurité et usage des armes à feu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 5 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses - Calendrier législatif.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de M. Jean-Claude Marin, procureur général près la Cour de cassation.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Application de l'article 40.

Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Audition de M. Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen des amendements du gouvernement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Simplification des relations entre l'administration et les citoyens (loi d'habilitation) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Échange de vues et désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Justice de première instance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des lois*) : Publication de l'étude annuelle 2013 du Conseil d'État consacrée au « droit souple » - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études, M. Jacky Richard, rapporteur général de la section du rapport et des études, et M. Laurent Cytermann, rapporteur général adjoint de la section du rapport et des études.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Indemnisation des victimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Auditions de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation

(mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et mission « Relations avec les collectivités territoriales »).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice », crédits dédiés à la justice judiciaire et à l'accès au droit - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice », programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Vie politique, culturelle et associative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité pour la transparence de la vie politique - Audition de M. Alain Delcamp, candidat proposé par M. le président du Sénat.

Nomination de rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 689-11 du code de procédure pénale relatif à la compétence territoriale du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale [n° 354 (2012-2013)]** - (26 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1523, 1524).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2732, 2736).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2820, 2821). - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 2847, 2848). (p. 2852).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2875, 2876). - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 2900). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage

et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2927).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - **Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois** (p. 2986). (p. 2988). (p. 2990). (p. 2998, 2999). (p. 2999). - **Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 34-1 [nouveau] du code civil - Contrôle et surveillance par le ministère public de l'établissement des actes d'état civil) (p. 3029). (p. 3030). - **Article 1er bis B** (art. 74 et 165 du code civil - Assouplissement des règles relatives à la détermination de la mairie compétente pour célébrer un mariage) (p. 3032, 3033). - **Article 1er bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 165 du code civil - Caractère républicain de la célébration du mariage) (p. 3038). - **Article 1er bis D** (art. 167 du code civil - Célébration impossible du mariage à l'étranger des Français établis hors de France) (p. 3040). (p. 3041).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3079, 3080). (p. 3106). (p. 3111). - **Article 1er ter** (art. 360 du code civil - Autorisation de l'adoption simple de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3115). (p. 3115). (p. 3115). (p. 3118). - **Article 1er quinquies** (art. 353-2, 371-4 et 373-3 du code civil et L. 351-4 du code de la sécurité sociale - maintien des liens de l'enfant, en cas de séparation, avec le tiers qui a résidé avec lui et l'un de ses parents et participé à son éducation) (p. 3120). (p. 3121). - **Article 2 A (nouveau)** (art. 225-1 [nouveau] du code civil - Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux) (p. 3123). (p. 3123). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3130). (p. 3131). (p. 3132). (p. 3140).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 361 et 363 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas d'adoption simple) (p. 3159, 3160). - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3165). (p. 3170, 3171). - **Article 4 bis** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3178). (p. 3194). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles - Critères d'éligibilité au statut d'association familiale) (p. 3197). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-10, L. 732-10-1 [nouveau], L. 732-11, L. 732-12 et L. 732-12-1 du code rural et de la pêche maritime - Ouverture du congé d'adoption du régime des exploitants agricoles) (p. 3201). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-7, L. 351-4, L. 613-19 à L. 613-19-2, L. 722-8 à L. 722-8-3 du code de la sécurité sociale - Coordinations dans le code de la sécurité sociale) (p. 3202). (p. 3202). (p. 3202, 3203). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1132-3-2 [nouveau] du code du travail - Protection du salarié homosexuel refusant une mutation dans un pays incriminant l'homosexualité) (p. 3204). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte - Coordinations dans la législation relative aux prestations familiales à Mayotte) (p. 3205). (p. 3205). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Application du texte aux mariages contractés avant son entrée en vigueur) (p. 3207). - **Article 23** (Application du texte dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 3208). (p. 3208). - **Articles additionnels après l'article 1er**

(précédemment réservés) (p. 3210). - **Articles additionnels après l'article 1er bis C (précédemment réservés)** (p. 3215). (p. 3216). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3233). - **Articles additionnels après l'article 1er quater (précédemment réservés)** (p. 3235). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3235). (p. 3237). (p. 3238). (p. 3240). (p. 3241). (p. 3243). - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 3244). (p. 3245).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3267).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant**

l'article 1er (p. 5928, 5929). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5951). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs) (p. 5958).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10669).

- **Rappel au règlement** - (3 décembre 2013) (p. 12397, 12398).

GÉNISSON (Catherine)
sénatrice (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 489 (2012-2013)] - Sécurisation de l'emploi : sécuriser aussi l'emploi des femmes [n° 490 (2012-2013)] (10 avril 2013) - **Société - Travail.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Audition de M. Dominique Maraninchi, directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Politique vaccinale de la France - Audition du Pr Brigitte Autran, professeur des universités, praticien hospitalier à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (UPMC) et coordinatrice du réseau Corevac (Consortium de recherches vaccinales).

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : « Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, et de M. Guy Geoffroy, député.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la biologie médicale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Thibaud Collin, philosophe.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants d'associations et d'institutions d'adoption.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

(*commission des affaires sociales*) : Colloque relatif à l'autisme - Communication.

Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Assistance médicale à la procréation (AMP) - Organisation d'États généraux par le Comité consultatif national d'éthique.

Instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations patronales.

Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales non signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de l'emploi - Présentation du rapport de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire relative à la sécurisation de l'emploi.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre Boissier, chef de l'Inspection générale des affaires sociales, Mme Claire Scotton, inspectrice des affaires sociales, M. Hubert Garrigue-Guyonnaud, conseiller général des établissements de santé, sur le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales consacré à l'hôpital, et de M. Edouard Couty, président du comité de pilotage du « pacte de confiance pour l'hôpital ».

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Table ronde.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. André Aoun, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES).

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la prévention du suicide.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé

- Audition de M. Dominique Bur, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord, représentant de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition du Pr Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé sur le rapport d'activité de la HAS pour 2012.

Droits et protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et modalités de leur prise en charge - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Avenir et justice du système de retraites - Table ronde sur la pénibilité.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (organisations patronales).

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Dominique Martin, directeur des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS).

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Conclusions du Comité interministériel sur le handicap - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre chargée des personnes handicapées.

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen des amendements.

Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conditions d'attribution de la carte du combattant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » action « Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement et ville » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « travail et emploi », articles rattachés 77, 78 et 79 et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 751, 753). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-1, L. 6211-23, L. 6212-2, L. 6221-1, L. 6221-12 et L. 6241-2 du code de la santé publique - Examens de cytologie pathologique) (p. 757). (p. 758). - **Article 4** (art. L. 1223-1, L. 6211-13, L. 6211-17 et L. 6223-5 du code de la santé publique - Organisation des établissements de transfusion sanguine et conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale) (p. 760). (p. 761). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 769). - **Article 6** (art. L. 6213-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Nomination dans les centres hospitaliers et universitaires de personnes non titulaires du diplôme d'études spécialisées de biologie médicale) (p. 772).

- **Suite de la discussion** (5 février 2013) - **Article 8** (art. L. 6223-8 [nouveau] du code de la santé publique - Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale) (p. 832). (p. 835). (p. 835). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 839). (p. 840). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 844).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1649, 1650).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3378, 3380).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - vice-présidente de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3471).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3790). - **Article 8** (art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel) (p. 3799). (p. 3803). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport d'évaluation sur le temps partiel) (p. 3812, 3813).

- **Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4127, 4128).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale - Commission mixte paritaire [n° 493 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4265).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** - (11 juin 2013) (p. 5737, 5738).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7634, 7635).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Article 1er** (Définition de la politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 8439). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 8441). - **Articles additionnels avant l'article 2 (suite)** (p. 8444). - **Article 2** (art. L. 531-1, L. 531-4 et L. 532-2 du code de la sécurité sociale - Réforme du complément de libre choix d'activité) (p. 8450). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8456, 8457). (p. 8458). (p. 8460). (p. 8460, 8461). (p. 8461). (p. 8461). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 8468).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 8501). (p. 8505, 8506). - **Article 6** (Expérimentation en matière de lutte contre les

impayés de pensions alimentaires) (p. 8510). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8511, 8512). (p. 8512). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8564, 8565). (p. 8572). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 8589).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10588). (p. 10601).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10638, 10639).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 5 bis (nouveau)** (Rapport sur l'évolution des conditions de pénibilité) (p. 10763). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10773). (p. 10789).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 7** (art. L. 6111-1 du code du travail - Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10810). - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 10843). (p. 10845).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10924).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11282, 11284).

GERMAIN (Jean)
sénateur (Indre-et-Loire)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013. (9 décembre 2013).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 495 (2012-2013)] de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 598 (2012-2013)] (22 mai 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 814 (2012-2013)] tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 3 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 805 (2012-2013)] relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 70 (2013-2014)] (15 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 156 tome 3 annexe 24 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des finances*) : Mission d'expertise sur la fiscalité de l'économie numérique - Audition de MM. Pierre Collin, conseiller d'Etat, et Nicolas Colin, inspecteur des finances.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Table ronde sur la fiscalité écologique.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Gestion des faillites bancaires - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des finances*) : Financement de la politique du logement - Audition conjointe de MM. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat, Philippe Van de Maele, président du directoire de l'Union des entreprises et des salariés pour le logement (UESL), et Mme Catherine Pérenet, directeur des prêts et de l'habitat à la direction des fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire de la répartition du produit de la taxe d'apprentissage - Communication.

Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Conséquences des nouvelles règles de gouvernance budgétaire européennes sur la procédure nationale - Audition de MM. Julien Dubertret, directeur du budget, et Ramon Fernandez, directeur général du Trésor.

Évolution des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Audition de MM. André Laignel, président du Comité des finances locales, et Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Contrôle sur pièces et sur place au ministère de l'économie et des finances - Communication.

Projet de décret d'avance portant création du programme relatif au Haut conseil des finances publiques et le dotant en crédits - Communication.

Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'associations d'élus.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des maires de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des régions de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus de communes et d'intercommunalités.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des maires ruraux de France, de l'Association des petites villes de France et de la Fédération des maires des villes moyennes de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle fiscal des entreprises multinationales - Communication.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Régime spécial de retraite et de sécurité sociale des marins (ENIM) - Communication.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des finances*) : Dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires - Contrôle budgétaire - Communication.

Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des finances*) : Caisse des dépôts et consignations - Résultats de 2012 - Audition de MM. Henri Emmanuelli, président de la commission de surveillance, et Jean-Pierre Jouyet, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Échange de vues.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial, sur le pilotage du projet de « Centre du Gouvernement ».

Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Rémunération des militaires - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des finances*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Économie sociale et solidaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des finances*) : Situation économique et financière de la Lettonie avant son entrée dans la zone euro au 1er janvier 2014 - Communication de M. François Marc, rapporteur général.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. Philippe Marini, président, sur un nouvel indicateur permettant de mesurer l'émigration fiscale des particuliers.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Jean-Marie Levaux, membre du collège de supervision de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, personnalité pressentie pour exercer les fonctions de vice-président de cette Autorité.

Communication de MM. Philippe Marini et Marc Massion dans le cadre de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du TSCG.

Rôle des douanes dans la lutte contre la fraude sur Internet - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Albéric de Montgolfier et Philippe Dallier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Christian Bourquin et André Ferrand, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des finances*) : Rapport public thématique de la Cour des comptes relatif aux finances publiques locales - Audition de M. Jean-Philippe Vachia, président de la 4ème chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Travail et emploi » - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Échange de vues dans la perspective d'une éventuelle saisine du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Audition de M. François Lamy, ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5028, 5031).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5226).

- Rapporteur pour avis - **Article 14 (Supprimé)** (*art. L. 3335-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'un fonds de solidarité pour les départements franciliens*) (p. 5274). - **Article 19** (*Transfert de propriété et mise à disposition de biens publics sur le site de La Défense*) (p. 5280). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5283). (p. 5284). - **Article 20** (*art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon*) (p. 5320). (p. 5320). (p. 5321). (p. 5321). (p. 5321). (p. 5322).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) (p. 5365). (p. 5365). (p. 5366). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1001, 1582, 1599 L (nouveau), 1599 M (nouveau), 1599 N (nouveau), 1599 O (nouveau), 1599 P (nouveau), 1609 nonies C du code général des impôts - Adaptation au CGI de la création de la Métropole de Lyon*) (p. 5376). (p. 5376). (p. 5377). - **Article 28 quinquies (nouveau)** (*Mise en place d'une commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées*) (p. 5387). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation du gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier*) (p. 5389).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article 31** (*art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5463). - **Article 30 (précédemment réservé)** (*art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun*) (p. 5532). (p. 5533).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 40** (*art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine*)

(p. 5607, 5608). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Coordination*) (p. 5621). (p. 5621). (p. 5622). (p. 5622). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (*Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, fiscal, comptable et financier aux métropoles et à la métropole d'Aix-Marseille-Provence*) (p. 5622, 5623). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (*Compensation financière des transferts de compétence*) (p. 5653). (p. 5653). (p. 5654). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5668, 5669).

- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5723, 5724).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9501, 9503).

- Rapporteur - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9515, 9516). - **Article 1er** (*art. L. 2334-3 du code général des collectivités territoriales - Modification des seuils de population pour le calcul de la dotation de base et alignement progressif sur le montant par habitant des communes de 20 000 habitants*) (p. 9517).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11017, 11019).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article additionnel après l'article 34** (p. 11217). (p. 11218).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11802, 11804).

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 24** (*art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 12177, 12178).

GHALI (Samia)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 19 novembre 2013.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 15 juillet 2013 au 18 novembre 2013.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 14 juillet 2013.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole d'Aix-Marseille-Provence.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports** [n° 260 (2012-2013)] - (12 février 2013) - **Article 23** (*art. L. 5561-1, L. 5561-2, L. 5562-1, L. 5562-2, L. 5562-3, L. 5563-1, L. 5563-2, L. 5564-1, L. 5565-1, L. 5565-2, L. 5566-1 et L. 5566-2 [nouveaux] et L. 5342-3 du code des transports - Conditions sociales du pays d'accueil*) (p. 1137).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5082).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5661, 5662).

GILLES (Bruno)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

GILLOT (Dominique)
sénatrice (Val-d'Oise)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Article 3 ter** (art. L. 111-1-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Apposition de la devise de la République et du drapeau tricolore au fronton des établissements scolaires*) (p. 6399). - **Article 27** (art. L. 312-9-2 du code de l'éducation [rétabli]) - *Enseignement des langues vivantes étrangères et initiation à la diversité linguistique* (p. 6408). - **Article 31** (art. L. 312-3 du code de l'éducation - *Redéfinition des missions de l'école élémentaire*) (p. 6409, 6410). (p. 6410). (p. 6410).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12** (art. 238 bis GC, 1600-0 N, 1600-0 Q du code général des impôts ; art. L. 166 D du livre des procédures fiscales ; art. L. 5121-18 du code de la santé publique ; art. L. 245-2 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - *Fusion de la contribution sur le chiffre d'affaires des laboratoires et de la taxe sur les premières ventes de médicaments*) (p. 11380). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 138-2 du code de sécurité sociale - *Création d'une troisième tranche de la taxe sur le chiffre d'affaires de la vente en gros*) (p. 11382).

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 3 octobre 2013.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire du comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : L'autonomie des universités depuis la loi LRU : le big-bang à l'heure du bilan [n° 446 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Financement des universités : l'équité au service de la réussite de tous [n° 547 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 614 (2012-2013)] relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 659 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 694 (2012-2013)] (26 juin 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 160 tome 5 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Économie du film français - Table ronde.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Sylviane Agacinski, philosophe.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) - Audition de M. André Syrota, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur le pré-recrutement dans l'éducation nationale - Communication.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Organisation des travaux de la commission - Echange de vues.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Comité national de pilotage sur l'accès de tous les jeunes à l'art et à la culture -

Audition de Mme Marie Desplechin, présidente et de M. Jérôme Bouët, rapporteur.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application de la loi du 20 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Refondation de l'école de la République - Audition de M. Xavier Nau, rapporteur pour avis du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan consolidé des sources de financement des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de M. Didier Houssin, président de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), et M. Emmanuel Saint-James, président de l'association « Sauvons la recherche ».

Enseignement supérieur et recherche - Audition de M. Gilles Boeuf, président du Muséum d'histoire naturelle.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de MM. Jean-Loup Salzmann, président, Khaled Bouabdallah et Gérard Blanchard, vice-présidents de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission des affaires économiques*) : Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen d'amendements.

Réunion du vendredi 21 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen d'amendements.

Enseignement supérieur et recherche - Examen de deux amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication, sur la mission « Acte II de l'exception culturelle ».

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi relative à la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hubert Allier, vice-président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA).

Audition de M. Jean-Pierre Dupont, préfet, co-président du groupe d'élaboration de la charte État, collectivités, associations.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis et contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen des rapports pour avis.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jacques Péliissard, député du Jura, maire de Lons-le-Saunier, président de l'Association des maires de France.

Audition de Mme Martine Caraglio, inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, et de M. Philippe Claus, inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Monadé, président du Centre national du livre (CNL).

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Paul Delahaye, inspecteur général de l'Éducation nationale, directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale.

Audition de M. Guillaume Gaubert, directeur des affaires financières des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition de M. Marcel Rufo, pédopsychiatre, chef de service à l'hôpital Sainte-Marguerite à Marseille.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et de M. Daniel Lenoir, directeur, et M. Frédéric Marinacce, directeur des politiques familiales et sociales de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Audition de M. Rémy Guilleux, vice-président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Commission de concertation sur la réforme du financement des universités - Table ronde.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance** [n° 369 (2012-2013)] - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1652, 1654).

- **Débat sur l'immigration étudiante et professionnelle** - (24 avril 2013) (p. 4017, 4019).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (22 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4384, 4385). - **Article additionnel après l'article 4 bis A** (p. 4415). (p. 4416). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 4421, 4422). (p. 4422). (p. 4422). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans) (p. 4443).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation du système éducatif) (p. 4549).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 401-4 du code de l'éducation - Cadre pour la coopération école-collège) (p. 4627). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-1 du code de l'éducation - Mise en place du projet éducatif territorial) (p. 4639). (p. 4643). (p. 4643, 4644). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 4731). (p. 4731). (p. 4734).

- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5709, 5711).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche** [n° 660 (2012-2013)] - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6010, 6013).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Question préalable** (p. 6082). - **Article 1er bis (Égalité du service public sur l'ensemble du territoire)** (p. 6085). - **Article 2** (art. L. 121-3 du code de l'éducation - Extension des exceptions au principe de l'enseignement en langue française) (p. 6089). (p. 6091). (p. 6095). (p. 6095). (p. 6096). (p. 6097). (p. 6097). - **Article 2 bis A (nouveau)** (Rapport du Gouvernement sur l'évolution de l'offre de formations en langues étrangères) (p. 6099). - **Article 2 bis (Rapport au Parlement sur l'impact des modifications apportées au principe de l'enseignement en français)** (p. 6099). - **Article 3** (art. L. 123-1 du code de l'éducation - Instauration d'une stratégie nationale de l'enseignement supérieur et d'une coordination ministérielle du service public de l'enseignement supérieur) (p. 6100). (p. 6101). (p. 6101). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 6102). (p. 6102). - **Article 4** (art. L. 123-2 du code de l'éducation - Actualisation de la rédaction des dispositions relatives aux objectifs de l'enseignement supérieur) (p. 6104). (p. 6104). - **Article 5** (art. L. 123-3 du code de l'éducation - Consécration de la mission de transfert des résultats de la recherche du service public de l'enseignement supérieur) (p. 6108). (p. 6118). - **Article 6** (art. L. 123-4-2 du code de l'éducation [nouveau] - Mise à disposition de ses usagers par le service public de l'enseignement supérieur de services et ressources pédagogiques numériques) (p. 6120). - **Article 7** (art. L. 123-5 du code de l'éducation - Mission de transfert des résultats de la recherche vers les secteurs socio-économiques et d'appui aux politiques publiques) (p. 6122, 6123). - **Article 8** (art. L. 123-7 du code de l'éducation - Encouragement au développement de parcours comprenant des périodes d'études et d'activités à l'étranger) (p. 6124). (p. 6124). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 6125). - **Article 10** (art. L. 111-1 du code de la recherche - Objectif complémentaire de la politique nationale de la recherche) (p. 6127). - **Article 11** (art. L. 111-6 du code de la recherche - Stratégie nationale de la recherche) (p. 6128). (p. 6128). (p. 6129). (p. 6129). (p. 6129). (p. 6129). (p. 6130). (p. 6130). (p. 6131). - **Article 12** (art. L. 112-1 du code de la recherche - Objectif complémentaire de la politique publique de la recherche) (p. 6132). (p. 6132). (p. 6132). (p. 6133). (p. 6133). - **Article 12 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Livre blanc de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 6134). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (Objectif complémentaire des missions du service public de l'enseignement supérieur) (p. 6134). - **Article 12 ter** (Articulation des stratégies nationales et des schémas régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 6135). (p. 6135). (p. 6136). (p. 6136). (p. 6140). - **Article 13** (art. L. 232-1 du code de l'éducation et art. L. 311-2 du code de la recherche - Réforme du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, CNESER) (p. 6141). (p. 6142). (p. 6142). - **Article 14 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 401-2-1. - Statistiques sur les résultats des formations d'enseignement supérieur dispensées dans les établissements d'enseignement scolaire) (p. 6143). - **Articles additionnels après l'article 14 A** (p. 6144). (p. 6146). (p. 6146, 6147). - **Article 15** (art. L. 611-2 du code de l'éducation - Introduction de l'alternance comme modalité à part entière de la formation dans l'enseignement supérieur) (p. 6148). - **Article 15 bis A (nouveau)** (Représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des filières de formation) (p. 6148). - **Article 15 bis** (art. L. 611-5 du code de l'éducation - Missions des bureaux d'aide à l'insertion professionnelle) (p. 6149). (p. 6149). - **Article 15 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-8 du code de l'éducation - Définition du stage en milieu professionnel) (p. 6150). (p. 6152). (p. 6152). - **Article 15 quinquiés (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-11 du code de l'éducation - Conditions de la gratification des stages) (p. 6153). (p. 6154). - **Articles additionnels après l'article 15 quinquiés** (p. 6155). (p. 6156). (p. 6157). - **Article 15 sexiés** (art. L. 612-11 du code de l'éducation - Évaluation par les étudiants de la qualité de leur

accueil en stage) (p. 6157). - **Article 16** (art. L. 611-8 du code de l'éducation - Obligation de rendre disponibles certains enseignements sous forme numérique) (p. 6158). (p. 6158). - **Article 16 bis** (Mise à disposition des statistiques produites par les établissements dispensant des formations sanctionnées par un diplôme d'études supérieures) (p. 6159). (p. 6159). - **Article 16 ter** (Texte non modifié par la commission) (Introduction de la formation à l'entrepreneuriat au sein de chaque cycle de l'enseignement supérieur) (p. 6160). (p. 6160). - **Articles additionnels après l'article 16 ter** (p. 6162). (p. 6163). - **Article 18** (art. L. 612-3 du code de l'éducation - Orientation des bacheliers technologiques et professionnels et rapprochement entre lycées et établissements d'enseignement supérieur) (p. 6165). (p. 6168). (p. 6169). (p. 6170). (p. 6170). (p. 6171). (p. 6172). (p. 6172). - **Article 19** (art. L. 612-4 du code de l'éducation - Poursuite d'études des étudiants de l'enseignement supérieur technologique court) (p. 6173). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6173). - **Article 19 bis** (art. L. 612-7 du code de l'éducation - Poursuite d'insertion professionnelle des doctorants) (p. 6174). - **Article 20** (art. L. 613-1 du code de l'éducation - Accréditation des établissements) (p. 6176). (p. 6177). (p. 6177). (p. 6178). (p. 6179). (p. 6179). - **Article 21** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 233-1, L. 612-7, L. 614-3 et L. 642-1 du code de l'éducation et L. 812-1 du code rural - Dispositions de coordination) (p. 6180). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 6180). - **Article 22** (art. L. 631-1 du code de l'éducation - Expérimentation de nouvelles modalités d'accès aux études médicales) (p. 6181). (p. 6182). - **Article 22 bis** (Texte non modifié par la commission) (Expérimentation d'une première année commune aux formations paramédicales) (p. 6183). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 6184).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 6203). - **Article 23** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 711-2 du code de l'éducation - Création des communautés d'universités et établissements) (p. 6205, 6206). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6208). (p. 6209). (p. 6209). - **Article 23 ter** (art. L. 613-2 du code de l'éducation - Publicité sur internet de la liste des diplômés universitaires et des enseignants intervenant dans les formations) (p. 6210). - **Article 24** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 712-1 du code de l'éducation - Création du conseil académique) (p. 6213). - **Article 25** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Président de l'université) (p. 6214). (p. 6215). (p. 6216). (p. 6217). (p. 6218). - **Article 26** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Composition et compétences du conseil d'administration des universités) (p. 6224). (p. 6225). (p. 6225). - **Article 27** (art. L. 712-4, L. 712-5 et L. 712-6 du code de l'éducation - Création et composition du conseil académique) (p. 6226). (p. 6226). (p. 6227). - **Article 28** (art. L. 712-6-1 du code de l'éducation - Compétences du conseil académique) (p. 6228). (p. 6229). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 6230). - **Article additionnel après l'article 32 bis** (p. 6231). - **Article 35** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 717-1 du code de l'éducation - Définition, fonctionnement des grands établissements et procédures de recrutement pour la nomination de leurs dirigeants) (p. 6233). (p. 6233). - **Article 37** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - Mode d'élection des membres des conseils) (p. 6235). (p. 6235). (p. 6235). (p. 6236). (p. 6236). (p. 6236, 6237). - **Article 38** (art. L. 718-2 à L. 718-15 nouveaux du code de l'éducation - Coopération et regroupements des établissements) (p. 6241). - **Article 42 A** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 731-1 et L. 731-6 du code de l'éducation - Formations de santé) (p. 6249). (p. 6249). (p. 6250). - **Articles additionnels après l'article 42 A** (p. 6252). (p. 6254, 6255). - **Article 42** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 731-14 du code de l'éducation - Sanctions pénales en cas de délivrance de « master » en l'absence d'autorisation de délivrer des diplômes conférant le grade de master) (p. 6257). - **Article 42 bis** (nouveau) (art. L. 471-3 du code de l'éducation - Dénonciation par le recteur des publicités irrégulières des établissements d'enseignement secondaire privés) (p. 6257). -

Article 43 bis (Texte non modifié par la commission) (Mobilité des personnels enseignants de l'enseignement supérieur) (p. 6258). (p. 6259). (p. 6260). (p. 6260). - **Articles additionnels après l'article 43 bis** (p. 6261). (p. 6261). - **Article 44** (art. L. 952-6-1 du code de l'éducation - Transfert aux conseils académiques des compétences en matière de recrutement des enseignants-chercheurs) (p. 6262). (p. 6264). (p. 6265). - **Article 47** (art. L. 412-1 du code de la recherche - Prise en compte du doctorat pour le recrutement des fonctionnaires de la catégorie A) (p. 6267). (p. 6269). (p. 6269). (p. 6270). - **Article additionnel après l'article 47** (p. 6270, 6271). - **Article 47 quinquies A** (nouveau) (Rapport sur le statut d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche) (p. 6271). - **Articles additionnels après l'article 47 quinquies A** (p. 6272). (p. 6272). - **Article 47 septies** (nouveau) (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers - Conditions d'entrée et de séjour des étudiants et diplômés étrangers) (p. 6274, 6275). - **Article 48** (Texte non modifié par la commission) (Dispositions de coordination) (p. 6278, 6279). (p. 6281). - **Article 49** (art. L. 114-3-1 du code de la recherche - Création du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) (p. 6286). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 6287). - **Article 50** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 114-3-3 du code de la recherche - Composition et fonctionnement du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) (p. 6290). (p. 6290). - **Article 51** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 114-3-2, L. 114-3-4 à L. 114-3-7 et L. 311-2 du code de la recherche - Dispositions de coordination) (p. 6291). - **Article 53** (Création du Conseil stratégique de la recherche) (p. 6292). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 6293, 6294). - **Article 55** (art. 329-7 du code de la recherche - Valorisation et transfert renforcés de la recherche menée sur fonds publics) (p. 6296). (p. 6296, 6297). (p. 6297). (p. 6297). (p. 6298). (p. 6298). - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 6299). (p. 6300). (p. 6300). - **Articles additionnels après l'article 55 ter** (p. 6301). - **Articles additionnels avant l'article 56** (p. 6303). (p. 6305, 6306). - **Article 56 bis A** (nouveau) (art. 244 quater B du code général des impôts - Aménagement du dispositif en faveur de l'embauche des jeunes docteurs dans le cadre du crédit d'impôt recherche) (p. 6308). - **Article 56 bis B** (nouveau) (art. 244 quater B du code général des impôts - Relèvement du plafond de dépenses sous-traitées à un organisme public pour le calcul du crédit d'impôt recherche) (p. 6309). - **Article 56 ter** (nouveau) (art. L. 822-1 du code de l'éducation - Suppression du transfert de plein droit des résidences étudiantes aux collectivités territoriales) (p. 6311). (p. 6312). - **Article additionnel après l'article 57** (p. 6312). - **Article 57 bis A** (nouveau) (art. L. 311-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - maintien de la carte de travailleur temporaire scientifique-chercheur en cas de perte d'emploi involontaire) (p. 6312). - **Article 65** (Texte non modifié par la commission) (Modification des codes de la recherche et de l'éducation et modalités d'extension et d'adaptation de la loi à l'outre-mer) (p. 6317). (p. 6317). (p. 6317). (p. 6317). - **Article 38** (Supprimé) (Coopération et regroupements entre les établissements) (p. 6323). - **Article 65** (Modification des codes de la recherche et de l'éducation et modalités d'extension et d'adaptation de la loi à l'outre-mer) (p. 6324). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6330).

- **Commission mixte paritaire [n° 695 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6746, 6748). - **Article 38** (Art. L. 718-2 à L. 718-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Coopération et regroupements des établissements) (p. 6784). (p. 6784). (p. 6784). (p. 6784). (p. 6785). (p. 6785, 6786).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des universités françaises à l'heure de la rentrée 2013** - (10 octobre 2013) (p. 9493). (p. 9493).

GILLOT (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOC-A

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des départements d'outre-mer [n° 448 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Thématique: Renouveau du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Alain Joly, Chef de la mission de liaison et de coordination pour l'outre-mer au Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Thématique: Renouveau du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Arnaud Martrenchar, chef du département des politiques agricoles rurales et maritimes du service des politiques publiques de la délégation générale à l'outre-mer (DéGéOM).

Thématique: Renouveau du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Hervé Damoiseau, président, M. Jean-Claude Cantorné, vice-président, M. Luc Domergue, conseil du CIRT-DOM, M. Gérard Bally, délégué général d'Eurodom.

Réunion du jeudi 28 février 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Thématique: Renouveau du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel dans les DOM - Audition de M. Galdéric Sabatier, chef du bureau des contributions indirectes, Direction générale des douanes et droits indirects, et de M. Guillaume Appéré, chef du bureau de coordination des projets de textes législatifs et réglementaires de nature fiscale et des relations avec le Parlement.

Thématique: Renouveau du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Jean-Bernard Derly (Guadeloupe), de M. Jérôme Isautier (La Réunion), de Mme Claudine Neisson-Vernant (Martinique) et de M. Ernest Prévot (Guyane), dirigeants de distilleries indépendantes.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer, sur les questions de l'octroi de mer, de la fiscalité du rhum et de la défiscalisation.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Renouveau du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des DOM - Examen de la proposition de résolution européenne sur le renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des DOM.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'avenir des régions ultra-périphériques** - (19 novembre 2013) (p. 11567, 11568). (p. 11568).

GIUDICELLI (Colette)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Membre titulaire du Conseil national du bruit.

Membre titulaire du comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Audition de M. Dominique Maraninchi, directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Politique vaccinale de la France - Audition du Pr Brigitte Autran, professeur des universités, praticien hospitalier à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (UPMC) et coordinatrice du réseau Corevac (Consortium de recherches vaccinales).

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Organisation du système de soins de premier recours et prévention du suicide au Québec - Compte rendu de la mission d'information de la commission.

Sécurité sociale - Certification des comptes 2012 - Audition du Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*): Arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*): Audition du Pr Jean-Luc Harousseau, président du collège de la Haute autorité de santé sur le rapport d'activité de la HAS pour 2012.

Droits et protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et modalités de leur prise en charge - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*): Conditions d'attribution de la carte du combattant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*): Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil*) - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois* (p. 2995, 2996). (p. 3026, 3027).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6360, 6361).

- **Débat sur la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France** - (15 octobre 2013) (p. 9600, 9601).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11596, 11597). - **Article 1er** (*art. L. 1 bis et L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en Algérie jusqu'au 2 juillet 1964*) (p. 11600, 11601).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2013) (p. 13119).

GODEFROY (Jean-Pierre)
sénateur (Manche)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration (ENA).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant l'article L. 2141-2 du code de la santé publique relatif à l'assistance médicale à la procréation [n° 786 (2012-2013)] (19 juillet 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Situation sanitaire et sociale des personnes prostituées : inverser le regard [n° 46 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Accidents du travail et maladies professionnelles [n° 126 tome 6 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Examen des articles [n° 126 tome 7 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Tableau comparatif [n° 126 tome 8 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : « Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

« Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

Questions diverses.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Claude Baty, pasteur, président de la Fédération protestante de France (FPF).

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Assistance médicale à la procréation (AMP) - Organisation d'États généraux par le Comité consultatif national d'éthique.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre Boissier, chef de l'Inspection générale des affaires sociales, Mme Claire Scotton, inspectrice des affaires sociales, M. Hubert Garrigue-Guyonnaud, conseiller général des établissements de santé, sur le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales consacré à l'hôpital, et de M. Edouard Couty, président du comité de pilotage du « pacte de confiance pour l'hôpital ».

Réunion du mardi 28 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurité sociale - Certification des comptes 2012 - Audition du Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

(*commission des affaires sociales*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Avenir et justice du système de retraites - Table ronde sur la pénibilité.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (organisations patronales).

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Situation sociale des personnes prostituées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Dominique Martin, directeur des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS).

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conditions d'attribution de la carte du combattant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de M. Jean-Pierre Godefroy et de Mme Chantal Jouanno.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les bordereaux de salaire des ouvriers d'État du ministère de la défense** - (19 février 2013) (p. 1324, 1325). (p. 1325).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2561, 2562). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2566). (p. 2567). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2568, 2569). (p. 2573).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2758, 2759).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3225). (p. 3229).

- **Question orale sur le secteur des emplois de services** - (29 octobre 2013) (p. 10624). (p. 10625).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (30 octobre 2013) (p. 10714).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11034, 11035). - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11043). (p. 11044). (p. 11045, 11046). (p. 11067). (p. 11068).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 5** (*Pôles territoriaux de coopération économique*) (p. 11108).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11268, 11270).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 10** (*art. L. 613-10 et L. 633-10 du code de la sécurité sociale - Création d'une cotisation déplaçonnée d'assurance vieillesse applicable aux artisans et commerçants affiliés au régime social des indépendants*) (p. 11368, 11369). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 11370, 11371). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11407).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 11440).

GONTHIER-MAURIN (Brigitte)
sénatrice (Hauts-de-Seine)
CRC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et travail : agir pour un nouvel âge de l'émancipation [n° 279 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Société - Travail**.

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/Etats-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communards [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : La place des femmes dans l'art et la culture : le temps est venu de passer aux actes [n° 704 (2012-2013)] (27 juin 2013) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes [n° 717 (2012-2013)] - *Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes : premier jalon vers une approche intégrée* [n° 788 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Entreprises - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - *Enseignement scolaire* [n° 160 tome 3 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Pour que le viol et les violences sexuelles cessent d'être des armes de guerre [n° 212 (2013-2014)] (10 décembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 10 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange des vues.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : « Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

« Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, et de M. Guy Geoffroy, député.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Nicole Pot, inspectrice générale des affaires culturelles, haut fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère de la culture et de la communication.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autonomie des établissements scolaires et du bien-être des élèves - Audition de M. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique (CAS).

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Reine Prat, inspectrice générale de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle, directrice régionale des affaires culturelles de Martinique, auteure, à la demande du ministère de la culture, de deux rapports sur l'égalité hommes-femmes dans les arts du spectacle.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur le pré-recrutement dans l'éducation nationale - Communication.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diffusion des œuvres

conservées dans les musées et autres institutions culturelles - Audition de M. Alain Seban, président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Prostitution et proxénétisme - Audition de M. Grégoire Théry, secrétaire général du mouvement du Nid-France, membre du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, accompagné de Mme Claire Quidet, porte-parole du collectif Abolition 2012.

Prostitution et proxénétisme - Audition de M. Yann Sourisseau, commissaire de police, chef de l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH) à la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ).

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Comité national de pilotage sur l'accès de tous les jeunes à l'art et à la culture - Audition de Mme Marie Desplechin, présidente et de M. Jérôme Bouët, rapporteur.

Réunion du jeudi 21 mars 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Muriel Beyer, directrice littéraire des Éditions Plon, membre de « women's forum ».

Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Muriel Couton, directrice du développement et de la coordination, directrice de la promotion et des actions culturelles de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD).

Sécurisation de l'emploi - Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Application de la loi du 20 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Refondation de l'école de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Refondation de l'école de la République - Audition de M. Xavier Nau, rapporteur pour avis du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Bérénice Vincent, présidente de l'Association « Le deuxième regard », responsable du Pôle Création, accompagnée de Mme Delphine Besse, responsable du Pôle Industrie.

Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Claire Gibault, directrice du Paris Mozart Orchestra, vice-présidente de la Section Culture-Éducation du Conseil économique, social et environnemental (CESE), ancienne députée européenne.

Questions diverses.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Serge Bergamelli, directeur général du Centre national d'enseignement à distance (CNED).

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Femmes et culture - Audition de Mme Giovanna Zapperi, professeur d'histoire et de théorie de l'art à l'École nationale supérieure d'Art de Bourges, chercheur associé au Centre d'histoire et de théorie des arts de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Femmes et culture - Audition de Mme Chantal Montellier, dessinatrice et scénariste, créatrice du Prix Artémisia de la bande dessinée, accompagnée de Mme Lucie Servin, doctorante en histoire contemporaine et journaliste de bande dessinée.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Election des sénateurs - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Femmes dans le secteur de la culture - Table ronde.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Adaptation du droit français au droit de l'Union européenne dans le domaine de la justice - Examen du rapport d'information.

Enseignement supérieur et recherche - Nomination d'un rapporteur.

Femmes et culture - Audition de Mme Karine Saporta, chorégraphe, présidente fondatrice de l'Association des centres chorégraphiques nationaux, présidente de la commission « Danse » et vice-présidente de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD).

Questions diverses.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Enseignement supérieur et recherche - Audition de M. Didier Houssin, président de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), et M. Emmanuel Saint-James, président de l'association « Sauvons la recherche ».

Enseignement supérieur et recherche - Audition de M. Gilles Boeuf, président du Muséum d'histoire naturelle.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Femmes et culture - Audition de Mme Jackie Buet, cofondatrice et directrice du Festival international de films de femmes de Créteil et du Val-de-Marne, responsable des programmes et des activités de diffusion à l'année, auteure et coordinatrice générale de l'ouvrage, membre du projet IRIS, Centre de ressources multimédia sur la création audiovisuelle des femmes.

Femmes et culture - Audition de Mme Sophie Hutin, membre du Collectif « La barbe ».

Questions diverses.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Enseignement supérieur et recherche - Audition de MM. Jean-Loup Salzmann, président, Khaled Bouabdallah et Gérard Blanchard, vice-présidents de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission des affaires économiques*): Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Égalité entre les femmes et les hommes - Désignation d'un rapporteur.

Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 21 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen d'amendements.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Annonces diverses.

Femmes dans le secteur de la culture - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

Groupe de travail sur l'éthique du sport - Communication.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du lundi 22 juillet 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Égalité entre les femmes et les hommes - Présentation de l'avis de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Avenir et justice du système de retraites - Audition du Conseil d'orientation des retraites (COR).

Avenir et justice du système de retraites - Nomination d'un rapporteur.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 10 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de la Fédération des associations de conjoints survivants et parents d'orphelins (FAVEC).

Avenir et justice du système de retraites - Audition du laboratoire de l'égalité.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport d'information et des recommandations.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Henri Nallet, président de l'Observatoire national de l'enseignement agricole (ONEA) sur la concertation, relative à l'enseignement agricole, préparatoire à la loi d'avenir sur l'agriculture.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Alya Aglan, professeure d'histoire contemporaine à l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis et contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Lutte contre le système prostitutionnel - Audition de Mme Catherine Coutelle, députée, présidente de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, et Mme Maud Olivier, députée, membre de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les zones de conflit - Table ronde sur l'état des lieux des violences.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Martine Caraglio, inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, et de M. Philippe Claus, inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 28 novembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les zones de conflit - Audition de Mme Françoise Gaudin, haut fonctionnaire à l'égalité au ministère de la défense et du LCL Pierre Duchesne de l'état-major des armées.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Monadé, président du Centre national du livre (CNL).

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Paul Delahaye, inspecteur général de l'éducation nationale, directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'éducation nationale.

Audition de M. Marcel Rufo, pédopsychiatre, chef de service à l'hôpital Sainte-Marguerite à Marseille.

Réunion du jeudi 5 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Audition de Mme Yamina Benguigui, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie.

Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Table ronde des historiens et de l'anthropologue.

Réunion du jeudi 12 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Table ronde des soignants et de l'aide humanitaire.

Réunion du jeudi 19 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de M. Jean-Pierre Godefroy et de Mme Chantal Jouanno.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 77, 79).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Questions cribles thématiques sur le commerce extérieur** - (31 janvier 2013) (p. 737). (p. 737).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (31 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4232-1 du code de la santé publique - Organisation de l'Ordre national des pharmaciens) (p. 756).

- **Question orale sur le port du foulard et la neutralité du sport** - (19 février 2013) (p. 1335, 1336). (p. 1336).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (22 mars 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2368, 2369).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Article 1er** (art. 225-10 du code pénal - Abrogation du délit de racolage) (p. 2565).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (10 avril 2013) - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3129, 3130).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 3367, 3368).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3473). (p. 3474). - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3494, 3495). (p. 3500). (p. 3505). (p. 3508, 3509). (p. 3513, 3514). (p. 3518). (p. 3522). (p. 3527). (p. 3527). (p. 3535). (p. 3539).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) (p. 3584). (p. 3585). (p. 3601, 3602). (p. 3616). - **Article 2** (art. L. 6111-1, L. 6112-3 et L. 6314-3 [nouveau] du code du travail - Création du compte personnel de formation et institution du conseil en évolution professionnelle) (p. 3623). (p. 3626). (p. 3626). (p. 3630). (p. 3635). (p. 3635). (p. 3638).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4360, 4362).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - **Question préalable** (p. 4403). - **Article 3 A (nouveau)** (art. L. 111-1 du code de l'éducation - Lutte contre les inégalités et éducation aux valeurs républicaines) (p. 4409, 4410). - **Article 4 bis** (art. L. 541-1 du

code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Promotion de la santé des élèves) (p. 4417, 4418). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans) (p. 4440). - **Article 6** (art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - Éducation artistique et culturelle) (p. 4451).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 7** (art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences) (p. 4476, 4477). (p. 4479). (p. 4480). (p. 4481). (p. 4482). (p. 4485). (p. 4485). - **Article 8** (art. L. 122-2 du code de l'éducation - Droit à une formation qualifiante) (p. 4486). - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance) (p. 4488, 4489). (p. 4494, 4495). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-2 du code de l'éducation - Coordination) (p. 4502, 4503). (p. 4514). (p. 4515). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 du code de l'éducation - Dépenses informatiques à la charge des départements) (p. 4518). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-6 du code de l'éducation - Dépenses informatiques à la charge des régions) (p. 4519, 4520). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-13 du code de l'éducation - Suppression de la procédure d'élaboration des conventions annuelles fixant les ouvertures et les fermetures des sections de formation professionnelle initiale) (p. 4525). (p. 4525). - **Article 18** (art. L. 214-13-1 [nouveau] du code de l'éducation - Élaboration et mise en œuvre de la carte régionale des formations professionnelles initiales) (p. 4526). (p. 4528). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 4424-1 du code général des collectivités territoriales - Coordination pour la collectivité territoriale de Corse) (p. 4530). (p. 4530). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 4531, 4532). - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil supérieur des programmes) (p. 4535). (p. 4539). (p. 4540). - **Article 26** (art. L. 312-9 du code de l'éducation - Formation à l'utilisation des outils numériques) (p. 4559).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-4 et L. 312-15 du code de l'éducation - Enseignement moral et civique) (p. 4591). (p. 4592). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4594). - **Article 30** (art. L. 321-2 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école maternelle) (p. 4597). (p. 4597). (p. 4597, 4598). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 4599). (p. 4600). - **Article 31** (art. L. 321-3 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école élémentaire) (p. 4601). (p. 4604). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 333-3, L. 333-4 [nouveau] et L. 334-1 du code de l'éducation - Objectifs du baccalauréat) (p. 4619). - **Article additionnel après l'article 37** (p. 4619, 4620). (p. 4620). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-3 et L. 337-3-1 du code de l'éducation et art. L. 6222-20 et L. 6222-21 du code du travail - Suppression de l'« apprentissage junior » et limitation du « Dima » aux élèves d'au moins quinze ans) (p. 4623). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 401-4 du code de l'éducation - Cadre pour la coopération école-collège) (p. 4627, 4628). (p. 4629). - **Article 44** (art. L. 423-1 du code de l'éducation - Reconstitution des GRETA) (p. 4632). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 4634). - **Article 45 bis (nouveau)** (Création d'un espace de rencontre avec les parents d'élèves dans les établissements scolaires) (p. 4637). - **Article 47** (Fonds d'aide aux communes pour la mise en place de la réforme des rythmes scolaires) (p. 4646). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4654). (p. 4654, 4655). (p. 4655). (p. 4655). (p. 4656). (p. 4656, 4657). (p. 4657). (p. 4657). (p. 4659). (p. 4665). (p. 4665). (p. 4665). (p. 4668). (p. 4669). (p. 4669, 4670). - **Article 52 bis** (art. L. 912-1 du code de l'éducation - Missions des personnels enseignants) (p. 4671). (p. 4671). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (Modalités de création et d'installation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4678). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)**

(*Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation*) (p. 4702). (p. 4707). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4739).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France [n° 597 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-4-1, 225-4-2, 225-4-8 [nouveau], 225-14-1 [nouveau], 225-15 et 225-19 du code pénal - *Élargissement du champ des dispositions pénales relatives à l'infraction de traite des êtres humains*) (p. 4785).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Question préalable** (p. 5843).

- **Question orale sur la menace de fermeture de l'hôpital Beaujon** - (18 juin 2013) (p. 5910). (p. 5910, 5911).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)] (suite)** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5949).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6022, 6024).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - **Question préalable** (p. 6082). - **Article 2** (art. L. 121-3 du code de l'éducation - *Extension des exceptions au principe de l'enseignement en langue française*) (p. 6088). (p. 6089). (p. 6093, 6094). (p. 6095). - **Article 7** (art. L. 123-5 du code de l'éducation - *Mission de transfert des résultats de la recherche vers les secteurs socio-économiques et d'appui aux politiques publiques*) (p. 6121). (p. 6121). - **Article 8** (art. L. 123-7 du code de l'éducation - *Encouragement au développement de parcours comprenant des périodes d'études et d'activités à l'étranger*) (p. 6124). (p. 6124). - **Article 11** (art. L. 111-6 du code de la recherche - *Stratégie nationale de la recherche*) (p. 6128). (p. 6129). (p. 6130). (p. 6131). - **Article 12 ter** (*Articulation des stratégies nationales et des schémas régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche*) (p. 6136). - **Article 15** (art. L. 611-2 du code de l'éducation - *Introduction de l'alternance comme modalité à part entière de la formation dans l'enseignement supérieur*) (p. 6147). - **Article 15 bis A (nouveau)** (*Représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des filières de formation*) (p. 6148). - **Article 18** (art. L. 612-3 du code de l'éducation - *Orientation des bacheliers technologiques et professionnels et rapprochement entre lycées et établissements d'enseignement supérieur*) (p. 6167). - **Article 20** (art. L. 613-1 du code de l'éducation - *Accréditation des établissements*) (p. 6175). (p. 6176). (p. 6176, 6177).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6207, 6208). (p. 6208). - **Article 26** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - *Composition et compétences du conseil d'administration des universités*) (p. 6220, 6221). - **Article 38** (art. L. 718-2 à L. 718-15 nouveaux du code de l'éducation - *Coopération et regroupements des établissements*) (p. 6240, 6241). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-1, L. 313-2 et L. 344-1 à L. 344-10 du code de la recherche - *Suppression des PRES et des dénominations « RTRA » et « CTRS »*) (p. 6247, 6248). - **Article 47** (art. L. 412-1 du code de la recherche - *Prise en compte du doctorat pour le recrutement des fonctionnaires de la catégorie A*) (p. 6268). - **Article 47 ter** (p. 6271). - **Article 47 septies (nouveau)** (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers - *Conditions d'entrée et de séjour des étudiants et diplômés étrangers*) (p. 6275). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions de coordination*) (p. 6281). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3-2, L. 114-3-4 à L. 114-3-7 et L. 311-2 du code de la recherche - *Dispositions de coordination*) (p. 6291). - **Article 53** (*Création du Conseil stratégique de la recherche*) (p. 6292). (p. 6292). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 6293). (p. 6293). - **Article 56 ter (nouveau)** (art. L. 822-1 du code de l'éducation - *Suppression du transfert de plein droit des résidences étudiantes*

aux collectivités territoriales) (p. 6309, 6310). (p. 6311, 6312). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6326).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6354, 6355). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6420).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche - Commission mixte paritaire [n° 695 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6750, 6751). - **Article 38** (Art. L. 718-2 à L. 718-15 [nouveaux] du code de l'éducation - *Coopération et regroupements des établissements*) (p. 6784).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8417, 8418). - **Article 1er** (*Définition de la politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes*) (p. 8439, 8440). - **Article 2** (art. L. 531-1, L. 531-4 et L. 532-2 du code de la sécurité sociale - *Réforme du complément de libre choix d'activité*) (p. 8445, 8446). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8457). (p. 8458).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 8506). - **Article 6** (*Expérimentation en matière de lutte contre les impayés de pensions alimentaires*) (p. 8509). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8510). (p. 8510). (p. 8510, 8511). (p. 8512). (p. 8515). - **Article 7** (art. 515-10, 515-11 et 515-12 du code civil - *Ordonnance de protection*) (p. 8518, 8519). - **Article 8** (art. 41-1 du code de procédure pénale - *Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple*) (p. 8523). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8530). (p. 8530). - **Article 15** (art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale ; art. 132-45 et 222-44 du code pénal - *Possibilité d'astreindre l'auteur des violences à suivre un stage de sensibilisation à la prévention et à la lutte contre les violences sexistes*) (p. 8543). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-1, 20-5 et 43-11 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Modification des pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatifs à l'image et la place des femmes dans les médias*) (p. 8553). (p. 8555). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8569). - **Article 20 bis (nouveau)** (art. 5 de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle - *Conditions d'entrée en vigueur de l'obligation de représentation équilibrée entre les hommes et les femmes au sein des conseils d'administration ou de surveillance des sociétés anonymes non cotées*) (p. 8581). (p. 8581). - **Article 22 bis (nouveau)** (art. L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales - *Obligation de parité dans les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux*) (p. 8583). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 8586). (p. 8586). (p. 8586, 8587). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8592).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (4 octobre 2013) - **Article 18 bis (précédemment réservé) (supprimé)** (*Suppression de l'Établissement public d'aménagement de la Défense Seine Arche au 1er janvier 2016*) (p. 9198). (p. 9199, 9200).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des universités françaises à l'heure de la rentrée 2013** - (10 octobre 2013) (p. 9493, 9494). (p. 9494).

- **Débat sur la place des femmes dans l'art et la culture** - (16 octobre 2013) (p. 9652, 9654).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Article 2 et rapport annexé**

(précédemment réservés) (*Approbation du rapport annexé*) (p. 9879). (p. 9879).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - *Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 10580). (p. 10584). (p. 10584, 10585). (p. 10600). (p. 10601).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10638). (p. 10652). (p. 10657). (p. 10666). (p. 10667). - **Article 2** (art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - *Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035*) (p. 10675, 10676). - **Article 2 bis (nouveau)** (*Rapport du Gouvernement sur l'âge du taux plein et la décote*) (p. 10695).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - *Fiche de prévention des expositions*) (p. 10743, 10744). -

Article 5 bis (nouveau) (*Rapport sur l'évolution des conditions de pénibilité*) (p. 10761). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - *Compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 10783, 10784).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - *Accords en faveur de la prévention de la pénibilité*) (p. 10814).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (27 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 12274).

- **Débat sur la sécurité sociale des étudiants** - (3 décembre 2013) (p. 12422, 12423).

GORCE (Gaëtan)
sénateur (Nièvre)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 23 avril 2013.

Membre titulaire de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013 ; puis président le 4 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 489 (2012-2013)] relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 494 (2012-2013)] (10 avril 2013) - **Travail.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Vie politique, culturelle et associative [n° 162 tome 21 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Audition de Mme Nicole Maestracci, candidate proposée par M. le Président de la République à la nomination au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements du rapporteur.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul de l'indemnité de fonction des parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Pierre Avril, professeur émérite de droit public, M. Olivier Beaud, professeur de droit public, Mme Julie Benetti, professeur de droit public et M. Dominique Rousseau, professeur de droit public.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Vie politique, culturelle et associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Vinton Cerf, vice-président de Google.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France** [n° 426 (2012-2013)] - (19 mars 2013) - **Article 29 duodécies (nouveau)** (*Règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2043). (p. 2044, 2045).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi** [n° 502 (2012-2013)] - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3377, 3378).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - rapporteur pour avis - **Article 5** (*art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveaux], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33,*

L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise) (p. 3756, 3757). (p. 3760). (p. 3762). (p. 3765). (p. 3766). (p. 3766). (p. 3767). (p. 3767). (p. 3768).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5918). (p. 5922). (p. 5925).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7013, 7014).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8644, 8645).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8967). - **Article 5 (supprimé)** (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Conséquence de la signature des projets de conventions territoriales d'exercice concerté d'une compétence) (p. 8970, 8971).

- **Débat sur la protection des données personnelles** - (17 octobre 2013) (p. 9679, 9681).

GOULET (Nathalie)
sénateur (Orne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013 ; puis vice-présidente le 14 mai 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer les outils de règlement des conflits survenant dans le fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale ou entre les établissements publics de coopération intercommunale entre eux [n° 261 (2012-2013)] (7 janvier 2013) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)] (12 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Errera, ambassadeur, représentant permanent de la France à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran.

Audition du général Jean Debonne, directeur central du service de santé des armées.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition des responsables de la Coalition nationale syrienne.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Irène Théry, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France (AMF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jérôme Guedj, représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Enders, président exécutif d'EADS.

Déplacement de la commission de la défense et de la sécurité de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, à Bahreïn et au Qatar - Communication.

Forum transatlantique organisé par l'Assemblée parlementaire de l'OTAN - Communication.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation

intérieure et extérieure de la Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Approbation de l'entente entre la France et le Québec relative à l'Office franco-québécois pour la jeunesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie-NEI de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Politiques de sécurité et de défense russes - Audition de Mme Isabelle Facon, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration (programme 212 « soutien des forces » de la mission « Défense »).

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de programmation militaire - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 212). (p. 220). (p. 226). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 192 du code électoral - Elections des conseillers départementaux*) (p. 239).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 278). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 282, 283). (p. 284). - **Article 16 bis (nouveau)** (*art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - Effectif des conseils municipaux*) (p. 301). - **Article 17** (*art. L. 256 du code électoral - Candidatures et expression du suffrage dans les communes de moins de 1 000 habitants*) (p. 308). - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 319). (p. 320). - **Article 20** (*art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 332). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 342).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (18 janvier 2013) - **Article 1er A (nouveau)** (*art. L.O. 141 du code électoral -*

Conséquence de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats) (p. 365). (p. 365). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 368).

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 420, 422).

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 525, 527). - **Article 1er** (*art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes*) (p. 536). (p. 536). (p. 540). (p. 543). (p. 544). (p. 546). (p. 547). (p. 547). (p. 549). (p. 549). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 552).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 604, 605). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 620). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 633). - **Article 1er bis (nouveau)** (*art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales - Reversement à la collectivité de la part écartée des indemnités*) (p. 634). (p. 634).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article 1er** (*art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération*) (p. 924). (p. 924). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur*) (p. 939).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 [n° 325 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1008, 1009). - **Article 2** (*Prolongation des délais de prescription en cas d'injure ou de diffamation pour des raisons tenant à l'orientation sexuelle, à l'origine, à la religion ou au handicap*) (p. 1016). (p. 1016). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1019). (p. 1019). (p. 1020). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1020).

- **Rappel au règlement** - (11 février 2013) (p. 1032).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1066). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1067). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1072).

- **Question orale sur les abus de la liberté d'expression** - (19 février 2013) (p. 1337). (p. 1338).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1373, 1374).

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 689-11 du code de procédure pénale relatif à la compétence territoriale du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale [n° 354 (2012-2013)]** - (26 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1530).

- **Rappel au règlement** - (27 février 2013) (p. 1541).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (21 mars 2013) - **Article 4 (Modalités d'application du titre Ier)** (p. 2190). - **Article 4 bis A (Supprimé)** (*Débat annuel sur la liste des paradis fiscaux*) (p. 2191, 2192). - **Article 4 bis** (*art. L. 511-45 du code monétaire et financier - Transparence des activités bancaires pays par pays*) (p. 2199). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 2204). - **Article additionnel après l'article 4 ter A** (p. 2207). - **Articles additionnels après l'article 4 nonies** (p. 2236, 2237). - **Article 5** (*art. L. 612-1, L. 612-4, L. 612-8-1 [nouveau], L. 612-33, L. 612-5, L. 612-6,*

L. 612-7, L. 612-8, L. 612-12, L. 612-14, L. 612-15, L. 612-16, L. 612-19, L. 612-20, L. 612-36, L. 612-10, L. 612-38 du code monétaire et financier - Organisation et missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) (p. 2243).

- **Rappel au règlement** - (22 mars 2013) (p. 2310).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)] (suite)** - (22 mars 2013) - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-12-1 du code monétaire et financier - Transmission aux entreprises de la notation interne attribuée par la banque) (p. 2318). - **Article 17 quinquiés (Supprimé)** (art. L. 313-12 du code monétaire et financier - Obligation d'une convention écrite pour tout concours bancaire autre qu'occasionnel à une entreprise) (p. 2321). - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance-emprunteur) (p. 2324). (p. 2335). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2338). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1 du code monétaire et financier - Accessibilité bancaire) (p. 2343). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2345). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-6, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-7, L. 331-7-1, L. 330-1, L. 331-3, L. 332-5-2 [nouveau], L. 332-11, L. 333-1-2, L. 333-4, L. 334-5, L. 333-7 du code de la consommation et L. 542-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de surendettement) (p. 2349). - **Article 23** (art. L. 312-1-4 [nouveau] du code monétaire et financier - Compte du défunt) (p. 2356). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 2359). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2365). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2368).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2482).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre l'évasion fiscale** - (11 avril 2013) (p. 3186, 3187).

- **Rappel au règlement** - (15 avril 2013) (p. 3295).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - Solidarité du binôme en matière contentieuse) (p. 3320). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-11, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales) (p. 3320). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - Contentieux des comptes de campagne) (p. 3321). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 51, L. 52-3, L. 52-19 [nouveau], L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 212, L. 216, L. 223-1, L. 562 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-2, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales et 200 du code général des impôts - Dispositions de coordination) (p. 3322). - **Article 20 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écrêtement des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 3335). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 3347). (p. 3348).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (19 avril 2013) - **Article 3** (art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - Mobilité volontaire sécurisée) (p. 3658).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) (p. 3726, 3727). - **Demande d'un vote unique** (p. 3743). - **Article 5** (art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveaux], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise) (p. 3751). - **Article 10** (art. L. 2242-21 à L. 2242-23 [nouveaux] du code du travail - Mobilité interne) (p. 3815). - **Article 12** (art. L. 5125-1 à L. 5125-6 [nouveaux] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi) (p. 3825). - **Article 13** (art. L. 1233-22 à L. 1233-24, L. 1233-24-1 à L. 1233-24-4 [nouveaux], L. 1233-30, L. 1233-33 à L. 1233-36, L. 1233-39 à L. 1233-41, L. 1233-45-1 [nouveau], L. 1233-46, L. 1233-47, L. 1233-50, L. 1233-52 à L. 1233-57, L. 1233-57-1 à L. 1233-57-8 [nouveaux], L. 1233-58, L. 1233-63, L. 1233-90-1 [nouveau], L. 1235-7, L. 1235-7-1 [nouveau], L. 1235-10, L. 1235-11, L. 1235-16, L. 2323-15, L. 2325-35, L. 3253-8, L. 3253-13, L. 4614-12-1 et L. 4614-12-2 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 631-17, L. 631-19, L. 641-4 et L. 642-5 du code de commerce - Plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 3839). - **Vote unique sur les articles 5 à 20 et l'ensemble du texte** (p. 3848, 3849).

- **Débat sur l'efficacité des conventions fiscales internationales** - (23 avril 2013) (p. 3951, 3952).

- **Question orale sur la réforme de l'intercommunalité** - (21 mai 2013) (p. 4297). (p. 4298).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (31 mai 2013) - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5171). (p. 5173). (p. 5173, 5174). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 5187). (p. 5187). (p. 5189). (p. 5191). (p. 5194). (p. 5196, 5197).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5221, 5222). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5287).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Article 18 (réservé)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau], L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS) (p. 5771). - **Article 28 bis (Suppression maintenue)** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales - Installations d'assainissement non collectif situées en zone d'assainissement collectif) (p. 5776, 5777).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 634 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Article 1er A** (art. L. 558-37 [nouveau] du code électoral - Encadrement du financement des actions tendant à favoriser ou défavoriser le recueil des soutiens) (p. 5791). (p. 5791). (p. 5791).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5919). (p. 5929).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Article 4 bis A (Supprimé)** (Débat annuel sur la liste des paradis fiscaux) (p. 6479, 6480). - **Article 4 bis**

(art. L. 511-45 du code monétaire et financier et art. 1649 AC [nouveau] du code général des impôts - Lutte contre les paradis fiscaux) (p. 6483). (p. 6483, 6484). (p. 6485). - **Article 4 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-41-1 A, L. 511-41-1 B [nouveau] et L. 511-41-1 C [nouveau] du code monétaire et financier - Encadrement des rémunérations dans le secteur bancaire) (p. 6492). - **Article 11** (art. L. 631-2, L. 631-2-1, L. 631-2-2 et L. 631-2-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Création du Haut conseil de stabilité financière) (p. 6497). (p. 6498). - **Article 11 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1611-3-1 [nouveau] et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 6498, 6499). (p. 6500). (p. 6500).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 688 (2012-2013)]** - (12 juillet 2013) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7052). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveau] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires) (p. 7067). (p. 7068). (p. 7069). (p. 7071). (p. 7074, 7075). (p. 7076). (p. 7076). (p. 7081). (p. 7083). (p. 7093). (p. 7095). (p. 7096). (p. 7097, 7098). (p. 7100). (p. 7101). - **Rappel au règlement** (p. 7103). - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7126).

- **Mises au point au sujet de votes** - (15 juillet 2013) (p. 7161).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)] (suite)** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7169). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L.O. 153 du code électoral - Interdiction pour un parlementaire nommé membre du Gouvernement de percevoir une indemnité parlementaire pendant le délai d'option) (p. 7172, 7173). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7181, 7182). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7195, 7196).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Article 4** (Contrôle et publication des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7224). (p. 7224). (p. 7224, 7225). - **Article 6** (Contrôle de la variation de la situation patrimoniale des membres du Gouvernement par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7227). - **Article 11 ter** (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique - Encadrement des dons et cotisations des personnes physiques aux partis ou groupements politiques) (p. 7242). - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 7246). - **Article 13** (missions et saisine de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7252). (p. 7252). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7253). (p. 7254). (p. 7255). (p. 7255). - **Article 17 (supprimé)** (Dispositif de protection des personnes signalant un conflit d'intérêts contre toute sanction ou discrimination à leur égard) (p. 7259).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7350, 7351).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7428). (p. 7428). - **Article 3 bis D** (art. 1741 A du code général des impôts - Composition de la commission des infractions fiscales) (p. 7432). - **Article 3 bis F (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 247, L. 247-0 A [nouveau] et L. 251 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Définition des conditions dans

lesquelles l'administration fiscale peut transiger) (p. 7435). (p. 7435). - **Article 3 bis** (art. L. 228 B [nouveau] du livre des procédures fiscales - Rapport annuel de la commission des infractions fiscales) (p. 7436). (p. 7436). (p. 7436). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 160-9 [nouveau] du code des assurances, art. L. 223-29 [nouveau] du code de la mutualité et art. L. 932-23-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Confiscation pénale des sommes figurant sur des contrats d'assurance-vie) (p. 7440). (p. 7441). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 7441). (p. 7441).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**.

- **Question orale sur l'avenir du Haras national du Pin** - (10 septembre 2013) (p. 7876, 7877). (p. 7877).

- **Débat sur la protection des données personnelles** - (17 octobre 2013) (p. 9681, 9682).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Iran** - (17 octobre 2013) (p. 9690, 9691).

- **Débat sur le marché du médicament et des produits de santé** - (17 octobre 2013) (p. 9702, 9704).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Article 3** (Programmation financière) (p. 9805). - **Article 4 ter (nouveau)** (Contrôle sur pièces et sur place pour les membres des commissions parlementaires chargées de la défense) (p. 9810). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 nonies de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958 - Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9814). - **Article 10** (art. L. 232-7 nouveau du code de la sécurité intérieure - Création à titre expérimental d'un nouveau traitement relatif aux données API et PNR des transporteurs aériens) (p. 9825). - **Article 13 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-1, L. 34-1-1 du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, art. L. 222-2 et L.222-3 du code de sécurité intérieure - Clarification du cadre juridique relatif à la géolocalisation en temps réel) (p. 9831). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 9846). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé) (p. 9876). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9886, 9887).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (4 novembre 2013) - **Article 12** (art. L. 161-22, L. 161-22-1 A [nouveau], L. 634-6, L. 643-6 et L. 723-11-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 84 et L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Clarification des règles du cumul emploi-retraite) (p. 10873). - **Article 13** (Rapport du Gouvernement sur la refonte des avantages familiaux de retraite) (p. 10887). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 10898). (p. 10901).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (7 novembre 2013) - **Article 9** (Schéma de promotion des achats publics socialement responsables) (p. 11121). - **Article 10** (Définition des subventions publiques) (p. 11123). - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveau] du code du commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11148). - **Rappel au règlement** (p. 11165). - **Article 12** (art. L. 240-1 à L. 240-10 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés en cas de cession de parts sociales, actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité du capital) (p. 11175).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 11864, 11865). (p. 11868). (p. 11868, 11869).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (23 novembre 2013) (p. 11928).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] (suite)**

Première partie :

- (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11930). (p. 11932). (p. 11934). (p. 11935, 11936). (p. 11939). (p. 11939). (p. 11940). (p. 11940). (p. 11940). - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11957, 11958). (p. 11966). - **Article 7 ter (précédemment réservé) (priorité)** (art. 279-0 bis du code général des impôts, art. L. 16 BA du livre des procédures fiscales - Application du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans) (p. 11971).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Rappel au règlement** (p. 12255, 12256). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification du régime de la taxe acquittée par les étudiants étrangers pour la délivrance d'un titre de séjour salarié) (p. 12261).

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** - (5 décembre 2013) (p. 12464, 12466).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)]** - (9 décembre 2013) - **Article 6** (Habilitation en vue d'adapter l'exercice de la profession d'expert-comptable) (p. 12516). - **Article 10** (Habilitation en vue de moderniser les règles d'organisation et de fonctionnement et les règles relatives aux opérations en

capital applicables aux entreprises dans lesquelles l'État détient une participation) (p. 12520). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12535).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-1, L. 34-1-1 du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, art. L. 222-2 et L.222-3 du code de sécurité intérieure - Clarification du cadre juridique relatif à l'accès aux données de connexion et à la géolocalisation en temps réel) (p. 12614).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**

Première partie :

- (13 décembre 2013) (p. 12818).

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 806, 1649 ter [nouveau], 1649 AA et 1736 du code général des impôts - Renforcement des obligations de déclaration aux services fiscaux en matière d'assurance-vie) (p. 12849, 12850). (p. 12850). (p. 12852).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un partenariat en matière de coopération militaire entre la République française et la République du Sénégal [n° 700 (2012-2013)]** - (18 décembre 2013) - **Article unique** (p. 13132).

GOURAULT (Jacqueline)
sénatrice (Loir-et-Cher)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Membre suppléant du Comité des finances locales.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Synthèse des propositions adoptées par la délégation aux collectivités territoriales susceptibles d'animer les discussions législatives à venir [n° 498 (2012-2013)] (10 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 387 (2012-2013)] relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales [n° 635 (2012-2013)] (5 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements [n° 828 (2012-2013)] (10 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Le financement pérenne par les départements des allocations individuelles de solidarité [n° 146 (2013-2014)] (13 novembre 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Fonction publique [n° 162 tome 10 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du lundi 28 janvier 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Les collectivités territoriales et le développement économique : vers une nouvelle étape » de MM. Jean-Luc Fichet et Stéphane Mazars.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les

mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Synthèse des propositions adoptées par la délégation susceptibles d'animer les discussions législatives à venir » de Mme Jacqueline Gourault et M. Edmond Hervé.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Contexte et conditions de la création de la future Euro-métropole lyonnaise : compte rendu de la réunion avec le conseil général du Rhône et la communauté urbaine de Lyon.

Contexte et conditions de la création de la future Euro-métropole lyonnaise : compte rendu de la réunion avec M. Jean-Jack Queyranne, président du conseil régional de Rhône-Alpes.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux et sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 15 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Géraldine Chavrier, professeur agrégée de droit public, sur l'adaptabilité des normes au niveau local.

Communication sur le déplacement de la délégation dans le Rhône, le 28 mars 2013.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Gestion des frontières extérieures de l'Union européenne - Communication.

Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de Métropole de Lyon.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'associations d'élus.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des maires de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus de communes et d'intercommunalités.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Alain Lambert et Jean-Claude Boulard sur la lutte contre l'inflation normative.

(*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des maires ruraux de France, de l'Association des petites villes de France et de la Fédération des maires des villes moyennes de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS, sur les métropoles.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergies locales », de M. Claude Belot.

(*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de M. Jean-Claude Marin, procureur général près la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Echange de vues sur la création éventuelle d'un groupe de travail sur les tranches démographiques prises en compte pour la désignation des électeurs pour l'élection des sénateurs.

Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué au budget.

Transparence de la vie publique - Audition de M. Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bertrand Faure, professeur à l'Université de Nantes, sur les principes constitutionnels applicables à la décentralisation : bilan de l'application de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003.

(*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen des amendements du gouvernement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Communication de M. François Pillet sur la rencontre avec les parlements nationaux organisée le mardi 7 mai à Bruxelles par la commission spéciale du Parlement européen sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment d'argent.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Réunion de la commission consultative d'évaluation des normes.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France, sur le financement pérenne des allocations individuelles de solidarité par les départements.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Le secteur public ferroviaire et les collectivités territoriales », de M. Edmond Hervé.

Travaux à venir de la délégation : communication de Mme Jacqueline Gourault.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Auditions de Mme Marylise

Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation (mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et mission « Relations avec les collectivités territoriales »).

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 198).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 290, 291). - **Article 20** (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 327). (p. 327). (p. 329). (p. 333).

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 516, 518).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 586, 587). - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - *Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes*) (p. 626, 627). - **Article 6** (art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - *Dépenses de formation*) (p. 644).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 20** (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des conseillers communautaires*) (p. 1890). (p. 1893). - **Article 20 ter** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - *Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écrêtement des indemnités de fonction des élus locaux*) (p. 1903). - **Article 20 quinquies (supprimé)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - *Allongement du délai ouvert aux communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération pour s'accorder sur la répartition des sièges au sein de l'organe communautaire*) (p. 1907).

- **Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013)** (p. 3301). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221 du code électoral - *Remplacement des conseillers départementaux*) (p. 3319). - **Article 16 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - *Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique*) (p. 3323). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3352).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux - Commission mixte paritaire [n° 477 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 545 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4162).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5033, 5035).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5225).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5432). (p. 5436).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - *Effectif des vice-présidents d'une métropole*) (p. 5549). - **Article 32** (art. L. 3211-1-1 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Délégations de compétences départementales et régionales à la métropole*) (p. 5552).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5656, 5657).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5753, 5754). - **Article 6** (art. L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales - art. 6 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 - *Dématérialisation de la publication ou de l'affichage des actes des collectivités territoriales*) (p. 5764). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2122-22, L. 3211-2 et L. 4221-5 du code général des collectivités territoriales - *Délégation à l'ordonnateur de la capacité d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables les plus modestes*) (p. 5765). - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 5766). - **Article 18 (réservé)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 (nouveau), L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS*) (p. 5768). (p. 5771). - **Article 19** (art. 300-3 du code de l'urbanisme - *Sécurisation des conventions de mandat d'aménagement*) (p. 5775). - **Article 28 bis (Suppression maintenue)** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales - *Installations d'assainissement non collectif situées en zone d'assainissement collectif*) (p. 5776).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6709).

- **Mises au point au sujet de votes** - (15 juillet 2013) (p. 7161).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7184). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7196).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8658).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8885, 8886).

- **Proposition de loi portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics - Deuxième lecture [n° 18 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 20 (2013-2014)** (p. 9231, 9232).

- **Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements [n° 20 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 18 (2013-2014)**.

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - **Restructuration du régime métropolitain**) (p. 9253). (p. 9258).

(p. 9259). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales - **Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines**) (p. 9318). (p. 9318). (p. 9319). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9322).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (26 octobre 2013) - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - **Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD**) (p. 10427). (p. 10431). - **Article 73 (priorité)** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ; art. L. 342-33 du code du tourisme - **Dispositions réglementaires adoptables par un plan local d'urbanisme**) (p. 10475). (p. 10476). (p. 10477). - **Articles additionnels après l'article 84 (priorité)** (p. 10494, 10495). (p. 10495). - **Article 50** (art. L. 365-1, L. 411-2, L. 481-1, L. 481-6 et art. L. 481-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - **Modernisation du statut des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux**) (p. 10500). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10531).

GOURNAC (Alain)
sénateur (Yvelines)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la mutualité.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Action extérieure de l'État : action de la France en Europe et dans le monde [n° 158 tome 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : « Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

« Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, et de M. Guy Geoffroy, député.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition des responsables de la Coalition nationale syrienne.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jérôme Guedj, représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement en Libye - Communication.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution et proxénétisme - Audition de M. Grégoire Théry, secrétaire général du mouvement du Nid-France, membre du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, accompagné de Mme Claire Quidet, porte-parole du collectif Abolition 2012.

Prostitution et proxénétisme - Audition de M. Yann Sourisseau, commissaire de police, chef de l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH) à la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ).

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Enver Hoxhaj, ministre des affaires étrangères de la République du Kosovo.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Échange de vues avec une délégation de députés turcs.

Échange de vues avec une délégation du Parlement afghan.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Table ronde.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie-NEI de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Anne Paugam, candidate désignée aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement - Avis et résultat du scrutin.

Politiques de sécurité et de défense russes - Audition de Mme Isabelle Facon, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur le Sahel - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accueil des personnes handicapées - Approbation de l'accord-cadre entre la France et la Belgique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (programme 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (mission « Défense »).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Richard Yung et Roland du Luart, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur leurs contrôles budgétaires relatifs aux modalités de recrutement et conditions d'exercice des enseignants à l'étranger, et aux projets de regroupement immobilier des représentations diplomatiques).

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure »

programme « Action de la France en Europe et dans le monde »
- Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de programmation militaire - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la défense de nos artisans-boulangers et, avec eux, des consommateurs** - (12 mars 2013) (p. 1675, 1676). (p. 1676).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2754, 2755).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2889, 2890). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2907, 2908).

- **Question orale sur l'interdiction des feux de cheminée** - (9 avril 2013) (p. 2968). (p. 2968, 2969).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] (suite) - (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 3020).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (*art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3081, 3082). (p. 3109).

- **Question orale sur les incohérences préoccupantes en matière de sécurité** - (9 juillet 2013) (p. 6978). (p. 6979).

- **Question orale sur l'urgence d'une recherche spécifique sur le cancer des enfants** - (23 juillet 2013) (p. 7543, 7544). (p. 7544).

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes le 7 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution le 13 mars 2013 ; puis rapporteure du 27 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 332 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 415 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la filière viande : « Traçabilité, compétitivité, durabilité : trois défis pour redresser la filière viande » [n° 784 tome 1 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la filière viande : « Traçabilité, compétitivité, durabilité : trois défis pour redresser la filière viande » [n° 784 tome 2 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Prostitution - Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, et de M. Guy Geoffroy, député.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Henri

Brichard, vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Audition de M. Serge Préveraud, président de la Fédération nationale ovine (FNO).

Audition de MM. Guillaume Roué, président, et Didier Delzescaux, directeur de l'Interprofession nationale porcine (INAPORC).

Audition M. Philippe Chotteau, responsable du département « économie » de l'Institut de l'élevage, et de Mme Mélanie Richard, chef de projet sur la filière viande bovine de l'Institut de l'élevage.

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Gilles Huttepain, président et de Mme Véronique Eglosi, déléguée générale de la Fédération des industries avicoles (FIA).

Audition de M. Gilles Varachaux, chef d'entreprise à Wissous.

Audition de MM. Jacques Creyssel, délégué général, et Mathieu Pecqueur, directeur « Agriculture et qualité », de la fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD).

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Gérard Poyer, président et de Mme Aurore Saison, chargée de mission de la Fédération française des commerçants en bestiaux (FFCB).

Audition de M. Jean-Pierre Duclos, président d'Elvea France.

Audition de MM. Jean-Louis Gérard, sous-directeur des produits alimentaires, Didier Gautier, directeur du service national d'enquête, Hugo Hanne, chef du bureau de la veille économique et des prix, Mme Geneviève Morhange, adjointe au chef de bureau et Mme Odile Cluzel, chef du bureau du commerce et des relations commerciales à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Audition de MM. Pierre Chevalier, président, Jean-Pierre Fleury, secrétaire général et Patrick Bénézet, vice-président de la Fédération nationale bovine (FNB).

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de MM. François Lucas, premier vice-président de la Coordination rurale, et Michel Manoury, responsable national de la filière viande de la Coordination rurale.

Audition de M. Christian Le Lann, membre de la Confédération française de la boucherie, charcuterie et traiteurs (CFBCT).

Audition de M. Patrick Dehaumont, directeur général, Mmes Catherine Collinet, directrice de la Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires, Stéphanie Flauto, sous-directrice de la sécurité sanitaire des aliments et Nathalie Pihier, chef de la mission urgences sanitaires de la Direction générale de l'alimentation (DGAL).

Audition de M. Robert Volut, président de la Fédération française des industriels charcutiers traiteurs (FICT).

Audition de Mmes Anne Richard, directrice générale et Pascale Magdelaine, responsable des observatoires économiques avicoles de l'Institut technique de l'Aviculture.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Daniel Gremillet, président de la commission élevage de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA).

Audition de M. Eric Allain, directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT).

Audition de M. Olivier Andrault, chargé de la mission « agriculture et alimentation » à l'Union française de consommateurs, UFC Que choisir.

Audition de MM. Pascal Millory, directeur commercial et Guy Emeriau, responsable de l'activité boucherie-volaille de Système U.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Christophe Monnier, chef de service produits alimentaires Mmes Isabelle Bineau, chef de projet produits animaux et Marie-Paule Spiess, chef de projet produits avicoles et produits gourmets à UBIFRANCE.

Audition de M. Jacques Roux, président, Mmes Carole Galissand, présidente de la commission nutrition, Sarah Etcheverry, membre de la commission de la sécurité alimentaire et M. Dominique Bénézet, délégué général du syndicat national de la restauration collective (SNRC).

Audition de M. Michel Baussier, président du Conseil supérieur de l'ordre des vétérinaires.

Audition de MM. Dominique Davy, président, Albert Merlet, vice-président, Pierre-Louis Gastinel, secrétaire général, Jean-Paul Guibert, administrateur de France génétique élevage (FGE) et Bernard Roux, Vice-président de Races de France.

Audition de MM. Patrick Foubert, trésorier national adjoint et Stéphane Touzet, secrétaire national du syndicat national des techniciens du ministère de l'agriculture (SNTMA-FO).

Audition de Mmes Michèle Rousseau, directrice générale et Anne-Louise Guilmain, chargée d'études Agriculture de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Pierre Montaner, directeur des produits laitiers et carnés de SOPEXA.

Audition de MM. Dominique Langlois, président, Yves Berger, directeur et Marc Pages, directeur adjoint de l'association nationale inter-professionnelle du bétail et des viandes (INTERBEV).

Audition de MM. Frédéric Gueudar Delahaye, directeur général par intérim, Michel Meunier, délégué filière viande, Yves Trégaro, chef de l'unité produits animaux et viande, et Mme Claire Legrain, chef du service entreprises et marché de FranceAgriMer.

Audition de MM. Hervé Guyomard, directeur scientifique et Jean-Louis Payraud, directeur de la recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

Audition de MM. Hubert Garaud, président du pôle animal, Gérard Viel, président de la filière porcine, Denis Gilliot, coordinateur des filières et Mme Irène de Bretteville, chargée des relations parlementaires de Coop de France.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Pierre Buisson, président et Mme Anne Daumas, directrice du Syndicat national des vétérinaires libéraux.

Audition de MM. Jean-Pierre Kieffer, président, et Frédéric Freund, directeur de l'œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir (OABA).

Audition de Mme Anna Lipchitz, conseillère technique chargée de la politique commerciale au cabinet de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Christophe Marie, directeur du Bureau de protection animale et porte-parole de la Fondation Brigitte Bardot.

Audition de M. Jean-Michel Serre, président, et Mme Caroline Tailleur, chargée de mission - Fédération nationale porcine (FNP).

Audition de MM. Philippe Chalmin, président, et Philippe Boyer, secrétaire général, de l'Observatoire des prix et des marges.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Hervé Béliardi, chargé de mission de la confédération nationale des sociétés protectrices des animaux (SPA).

Audition de MM. Frédéric Gheeraert, directeur général, et Luc Horemans, directeur qualité, de Scamark, filiale de Leclerc.

Audition de MM. Gérard Durand, secrétaire national chargé de l'élevage, et Christian Drouin, responsable de la commission viande de la Confédération paysanne.

Audition de MM. Henri Demaegt, président, et Hervé des Deserts, directeur général de la fédération nationale de l'industrie et du commerce en gros de viandes (FNICGV).

Audition de Mme Deborah Infante, vice-présidente, et M. Benoît Assemat, administrateur du Syndicat national des inspecteurs en santé publique (SNISPV).

Audition de Mme Nicole Sugier, présidente de la société nationale de défense des animaux (SNDA), et de M. Ghislain Zuccolo, directeur de la protection mondiale des animaux de ferme (PMAF).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. André Eloi, directeur de la fédération nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de services (FNEAP).

Audition de M. Bertrand Oudin, directeur des études de Blezat Consulting.

Audition de MM. Jean-Paul Bigard, président, et Pierre Halliez, directeur général du Syndicat des entreprises françaises des viandes (SNIV-SNCP).

Audition de Mme Anne-Marie Vanelle et M. Philippe Fourgeaud, membres du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER).

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du conseil français du culte musulman (CFCM), de M. Kamel Kabtane, recteur de la mosquée de Lyon, M. Kahlil Merroun, recteur de la mosquée d'Evry et de M. Cheikh Alsid, responsable du service halal de la mosquée de Paris.

Audition de Mmes Brigitte Gothière et Johanne Mielcarek, porte-parole de l'association L214.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition d'Alain Berger, délégué interministériel aux industries agroalimentaires et à l'agro-industrie (DIIAA).

Audition de MM. Jean-Louis Hurel, président et Léonidas Kalogéropoulos, conseiller du syndicat des industries françaises des coproduits (SIFCO).

Table ronde avec représentants des syndicats de salariés de l'agro-alimentaire.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Louis-

Xavier Thirode, chef du bureau central des cultes au ministère de l'intérieur.

Audition de M. Michel Turin, écrivain journaliste, auteur de l'ouvrage « Halal à tous les étals ».

Audition de M. Pierre Le Neindre, ancien chercheur et de Mme Claire Sabbagh, ancienne responsable de la cellule expertise à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) auteurs du rapport d'expertise collective de l'INRA sur les douleurs animales.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Gilles Rousseau, président, et Mme Auroro Guénot, conseillère, de la Fédération française des marchés de bétail vif (FMBV).

Audition de M. Julien Bigand, trésorier adjoint, responsable du dossier viande, et Mme Suzanne Dalle, conseillère en production animale, du Syndicat professionnel des jeunes agriculteurs (JA).

Audition de MM. Michel Prugue, président, et Christian Marinov, directeur, de la confédération française de l'aviculture.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Daniel Perron, conseiller du ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la Forêt, chargé de l'agroalimentaire, en charge des relations avec les partenaires.

Audition de MM. Gilles Salvat, directeur de la santé animale et Franck Foures, directeur adjoint du service de l'évaluation des risques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Audition de MM. Jean-Guillaume Bretenoux et Bruno Ferreira, conseillers techniques du ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Audition de MM. Joël Mergui, président du Consistoire central israélite de France et Bruno Fiszon, grand rabbin de Moselle, conseiller auprès du grand rabbin de France sur l'abattage rituel.

Audition de MM. Patrick Jankowiak et Gil Lorenzo, chefs de bureau à la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Examen du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse (AFP).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4176, 4178).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6667, 6668).

GRIGNON (Francis)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports.

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Infrastructures et services de transports - Audition de M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Zones d'exclusion pour les loups - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*): Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Guillaume Pepy, candidat désigné aux fonctions de président de la SNCF.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*): Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*): Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 mai 2013 (*commission du développement durable*): Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Claude Belot, vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur son rapport d'information « Collectivités territoriales: mobiliser les sources d'énergie locales ».

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Delphine Hedary, présidente du comité de pilotage des États généraux de la modernisation du droit de l'environnement, et de Mme Claude Chardonnet, consultante.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Enjeux du quatrième paquet ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Déchets: filières REP et écoconception - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission du développement durable*): Déplacement d'une délégation en Allemagne - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1047, 1049). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1070, 1071). (p. 1073).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Article 7** (*art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport*) (p. 1099). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1115). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1143, 1144).

- **Question orale sur les inquiétudes des élus et la réforme de la fiscalité de l'aménagement** - (19 février 2013) (p. 1329).

- **Question orale sur la suppression des aides financières extra-légales pour les personnes bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés** - (9 avril 2013) (p. 2967). (p. 2967, 2968).

- **Question orale sur le schéma de régionalisation accrue de France 3** - (23 juillet 2013) (p. 7549). (p. 7550).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9526, 9528).

GROSDIDIER (François)
sénateur (Moselle)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 17 décembre 2013.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 16 décembre 2013.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013; puis vice-président le 17 décembre 2013.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les

mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Géraldine Chavrier, professeur agrégée de droit public, sur l'adaptabilité des normes au niveau local.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS, sur les métropoles.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergies locales », de M. Claude Belot.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « La sécurité sociale des élus locaux ».

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Pillet sur les communes et la sécurité.

Examen du rapport de M. Jean-Claude Peyronnet « La place des parlementaires dans les instances locales après l'adoption des nouvelles règles de non-cumul ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** [n° 281 (2012-2013)] - (29 janvier 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 616). - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes) (p. 621, 622). (p. 627). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1621-1 du code général des collectivités territoriales - Clarification de la nature de la fraction représentative des frais d'emplois) (p. 634, 635). - **Article 4** (art. L. 2123-11-2, L. 3123-9-2 et L. 4135-9-2 du code général des collectivités territoriales - Allongement de la période d'effet de l'allocation différentielle de fin de mandat) (p. 640). - **Article 6** (art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - Dépenses de formation) (p. 643, 644). (p. 644). (p. 645). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 651). (p. 652).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture** [n° 504 (2012-2013)] - (15 avril 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 3311). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature et seuil d'accès au second tour) (p. 3317, 3318). - **Article 16 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 3323, 3324). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252

du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire) (p. 3325). - **Article 20** (art. L. 273-1 à L. 273-12 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers communautaires) (p. 3333). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 3342). (p. 3347, 3348).

- **Proposition de loi visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil [n° 520 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4212, 4213).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Florange** - (3 octobre 2013) (p. 9009, 9010).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9512, 9514).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9946, 9947).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en

urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 10360). (p. 10362). - **Article 59 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 444-1, L. 111-4 et L. 121-1 du code de l'urbanisme - Obligation de prise en compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente sur le territoire dans les documents d'urbanisme) (p. 10382). - **Articles additionnels après l'article 63 (priorité)** (p. 10395). - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUHD) (p. 10399, 10400).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) (p. 10421). (p. 10423). (p. 10423, 10424). (p. 10429). (p. 10431). (p. 10433). - **Articles additionnels après l'article 64 bis (priorité)** (p. 10435). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 10438). (p. 10442).

- **Question orale sur Carling, Saint-Avold et les dernières annonces de Total** - (19 novembre 2013) (p. 11580, 11581). (p. 11581).

GUENÉ (Charles)
sénateur (Haute-Marne)
UMP

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 17, 30 janvier, 5, 26 février, 20, 27 mars, 3, 18, 23, 24 avril, 15, 23 mai, 13, 19, 27 juin, 3, 17, 23 juillet, 18 septembre, 9, 16, 24, 25, 29 octobre, 6 novembre, 5, 13, 17, 18 et 19 décembre 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Membre suppléant du Comité des finances locales.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Conseil et contrôle de l'État [n° 156 tome 3 annexe 6 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

(*commission des finances*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Révision des valeurs locatives et modalités de répartition territoriale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Hervé le Bras, démographe, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Audition de M. Laurent Davezies, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire « Économie et développement des territoires ».

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Christophe Mahieu, président-directeur général d'Est Bourgogne Media SA, directeur de la publication des quotidiens Le Bien public et Le Journal de Saône-et-Loire.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Philippe Wahl, président du directoire de La Banque postale.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mercredi 25 septembre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Échange de vues.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Traitement équilibré des territoires par une réforme

de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Adoption du rapport.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Charles Guené, rapporteur spécial, sur la mission « Conseil et contrôle de l'État ».

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - (30 janvier 2013) (p. 689, 692).

- **Suite de la discussion** (26 mars 2013) (p. 2403, 2405).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (5 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 5567).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - *Coordination*) (p. 5621). (p. 5622).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - *Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants*) (p. 5940, 5941). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5944).

- **Clôture de la session ordinaire** - (27 juin 2013) (p. 6630).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Article 2** (art. L. 261 du code électoral - *Suppression des sections électorales dans les communes relevant du scrutin proportionnel*) (p. 6722).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9505, 9506). - **Article 1er** (art. L. 2334-3 du code général des collectivités territoriales - *Modification des seuils de population pour le calcul de la dotation de base et alignement progressif sur le montant par habitant des communes de 20 000 habitants*) (p. 9518).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 24** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi

n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour

2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 12180).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12883).

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5076, 5077).

GUERRIAU (Joël)
sénateur (Loire-Atlantique)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre titulaire du conseil d'orientation de France expertise internationale.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)] (12 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Défense : soutien de la politique de la défense [n° 158 tome 7 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition de M. Denez L'Hostis, pilote de la mission « mer et littoral » de France Nature Environnement et administrateur de l'Agence des aires marines protégées.

La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition de M. Marc Rohfrisch, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef du bureau des matériaux du futur et des nouveaux procédés de la Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS).

La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition du général Pierre Chavancy, chef de la division emploi

à l'État-major des armées et de M. Axel Moracchini, officier traitant « forces de souveraineté ».

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition de M. Patrick Romeo, président de Shell France.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Elargissement - Audition de M. Oleksandr Kupchyshyn, ambassadeur d'Ukraine en France.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Enders, président exécutif d'EADS.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Gouvernance européenne du numérique : rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Environnement - Incidence environnementale de certains projets publics et privés - Proposition de résolution européenne de Mme Colette Mélot.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la PAC - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai et de M. Jean-Paul Emorine.

Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'entente entre la France et le Québec relative à l'Office franco-québécois pour la jeunesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie-NEI de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Hugues Simon-Michel, ambassadeur, représentant permanent auprès de la Conférence du désarmement à Genève, chargé de la négociation du traité sur le commerce des armes.

Politiques de sécurité et de défense russes - Audition de Mme Isabelle Facon, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer - Examen des conclusions du groupe de travail.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Loi de programmation militaire - Audition du général Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - TVA sur les activités équestres - Point d'actualité de M. Jean Bizet.

Élargissement - Audition de Mme Vlora Çitaku, ministre de l'Intégration européenne, et de M. Bajram Rexhepi, ministre de l'intérieur du Kosovo.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'État » programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » programme « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 193).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 637). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 2123-12-1, L. 3123-10-1, L. 4135-10-1, L. 5214-8-1, L. 5215-16-1 et L. 5216-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Droit individuel à la formation des élus*) (p. 642). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 648, 649). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 653).

- **Question orale sur le devenir du fléchage de la taxe soda en faveur de l'allègement des charges des exploitants agricoles et maraîchers** - (5 février 2013) (p. 809). (p. 810).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 865, 866).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1379, 1380).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1818, 1819). (p. 1826, 1827). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1835, 1836). (p. 1836).

- **Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 450 (2012-2013)]** - (2 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2611, 2612).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie pharmaceutique** - (4 avril 2013) (p. 2704). (p. 2704, 2705).

- **Proposition de loi visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil [n° 520 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Article unique** (p. 4217).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer [n° 572 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4313, 4314). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3232-5, L. 3232-6 et L. 3232-7 [nouveaux] du code de la santé publique - *Fixation d'une teneur maximale en sucres ajoutés pour les produits alimentaires distribués dans les outre-mer*) (p. 4325).

- **Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 567 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4334, 4335).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - *Développement de la scolarisation des moins de trois ans*) (p. 4443). - **Article 6** (art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - *Éducation artistique et culturelle*) (p. 4450, 4451).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 7** (art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - *Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences*) (p. 4480).

- **Rappel au règlement** - (29 mai 2013) (p. 4954).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5409, 5410).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (20 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 14 A** (p. 6144). (p. 6144, 6145). - **Article 15 bis** (art. L. 611-5 du code de l'éducation - *Missions des bureaux d'aide à l'insertion professionnelle*) (p. 6149). - **Article 15 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-8 du code de l'éducation - *Définition du stage en milieu professionnel*) (p. 6152). (p. 6152). - **Article 16 bis** (*Mise à disposition des statistiques produites par les établissements dispensant des formations sanctionnées par un diplôme d'études supérieures*) (p. 6159). - **Articles additionnels après l'article 16 ter** (p. 6163). - **Article 18** (art. L. 612-3 du code de l'éducation - *Orientation des bacheliers technologiques et professionnels et rapprochement entre lycées et établissements d'enseignement supérieur*) (p. 6168).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Article 4 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-41-1 A, L. 511-41-1 B [nouveau] et L. 511-41-1 C [nouveau] du code monétaire et financier - *Encadrement des rémunérations dans le secteur bancaire*) (p. 6491). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-10-1 [nouveau], L. 532-2-1 [nouveau], L. 511-47-1 [nouveau], L. 612-11, L. 612-23-1 [nouveau], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26, L. 612-33, L. 612-39 et L. 613-31-2 du code monétaire et financier - *Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle*) (p. 6506). (p. 6508).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7188).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - *Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale*) (p. 8671, 8672).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9993, 9994). - **Article 2** (art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 10007). (p. 10008). (p. 10010). (p. 10010). (p. 10012). (p. 10013). - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10072). (p. 10081).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) (p. 10097). (p. 10101). (p. 10111).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (7 novembre 2013) - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code de commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11168).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens**

combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)] - (19 novembre 2013) - **Article 3** (Gage) (p. 11605, 11606).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 11663). (p. 11667).

- **Questions cribles thématiques sur la sécurité et les chiffres de la délinquance** - (21 novembre 2013) (p. 11776). (p. 11777).

- **Projet de loi transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 138 (2013-2014)]** - (3 décembre 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 5 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Fin du mandat à la suite de la découverte d'une inéligibilité postérieurement au scrutin) (p. 12410).

- **Débat sur la sécurité sociale des étudiants** - (3 décembre 2013) (p. 12421, 12422).

GUILLAUME (Didier)
sénateur (Drôme)
SOC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 6, 7, 14, 21 février, 14, 20, 26 mars, 5, 11, 17, 19, 20, 24 avril, 14, 21, 22, 23 mai, 4, 18 juin, 9, 24 juillet, 16 septembre, 1er, 3, 22, 29 octobre, 4, 5, 13, 19, 20 novembre, 12 et 13 décembre 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôle général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Jean-René Buisson, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA).

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée à la présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Biogaz et méthanisation comme ressource économique et substitut au gaz - Table ronde.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la

politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 147, 149).

- **Demande de censure contre un sénateur** - (16 janvier 2013) (p. 156).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)] (suite)** - (17 janvier 2013) - **Rappel au règlement** (p. 179). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 184, 185). (p. 222).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire) (p. 287). (p. 295). (p. 297). (p. 297).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - Suppression des zones de développement de l'éolien) (p. 1272, 1273). (p. 1282, 1283).

- **Question orale sur les conséquences de la réorganisation du système de permanence des soins de nuit en Drôme** - (19 février 2013) (p. 1329, 1330). (p. 1330).

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1361, 1363).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1466, 1467).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1774, 1775).

- **Souhaits de bienvenue à un nouveau sénateur** - (14 mars 2013) (p. 1830).

- **Question orale sur le bilan 2012 de la délinquance dans la Drôme et les mesures destinées à endiguer ce phénomène inédit en zone rurale** - (26 mars 2013) (p. 2398). (p. 2399).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2523, 2524). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2529, 2530).

- **Question orale sur l'implantation de nouvelles pharmacies en milieu rural** - (23 avril 2013) (p. 3905). (p. 3906).

- **Souhaits de bienvenue à M. Nikom Wairatpanij, président du Sénat thaïlandais** - (21 mai 2013) (p. 4331).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire slovaque** - (4 juin 2013) (p. 5367).

- **Question orale sur l'environnement réglementaire concernant les bailleurs sociaux en matière de normes liées à l'habitat** - (23 juillet 2013) (p. 7538, 7539). (p. 7539, 7540).

- **Question orale sur le recensement des camélidés en France** - (23 juillet 2013) (p. 7540). (p. 7540).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin**

[n° 140 (2013-2014)] - (18 novembre 2013) - **Article unique** (p. 11548, 11549).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12705, 12708). - **Article 1er** (*Extension du principe de gratuité et de non-limitation de la durée de stationnement*) (p. 12719, 12720). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12727).

HAMON (Benoît)
ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 805 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'abandon de l'entretien du réseau routier et autoroutier national en Val-de-Marne** - (15 janvier 2013) (p. 9).

- **Question orale sur les engagements de l'Etat relatifs à la réalisation de la deuxième phase de la branche Est de LGV Rhin-Rhône** - (15 janvier 2013) (p. 10, 11).

- **Question orale sur l'obligation d'information des modalités de résiliation auprès des consommateurs** - (15 janvier 2013) (p. 12).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la traçabilité de la viande** - (21 février 2013) (p. 1485).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2134, 2136).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à la DGCCRF** - (11 avril 2013) (p. 3184, 3185).

- **Question orale sur la présentation d'un titre d'identité au moment d'un vote** - (23 avril 2013) (p. 3892).

- **Question orale sur les conditions d'accueil des demandeurs d'asile** - (23 avril 2013) (p. 3893, 3894).

- **Question orale sur une aire d'accueil pour les gens du voyage dans le bois de Vincennes** - (23 avril 2013) (p. 3895).

- **Question orale avec débat sur la lutte contre l'obsolescence programmée des produits** - (23 avril 2013) (p. 3927, 3931).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les actions de groupe** - (25 avril 2013) (p. 4063).

- **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 559 (2012-2013)]** - (28 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4922, 4923). (p. 4932, 4933). - **Article 1er** (*Modalités de mise en œuvre du déblocage exceptionnel des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation et de l'intéressement*) (p. 4935). (p. 4936). (p. 4937). (p. 4938, 4939). (p. 4939). (p. 4939). (p. 4939). (p. 4941). (p. 4942).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7205). - **Article 1er** (*Obligation de dignité, de probité et d'intégrité dans l'exercice des fonctions*) (p. 7207). - **Article 2** (*Définition du conflit d'intérêts et obligations d'abstention*) (p. 7209). (p. 7209, 7210). (p. 7211). (p. 7211). - **Article 2 bis** (*art. 4 quater [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Rôle des bureaux des assemblées parlementaires dans la prévention et le traitement des conflits d'intérêts*) (p. 7212). (p. 7212). (p. 7213). (p. 7213). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7215). - **Article 3** (*Déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement*) (p. 7219). (p. 7219). (p. 7220). (p. 7220). (p. 7221). (p. 7221). (p. 7221). (p. 7222). (p. 7222). - **Article 4** (*Contrôle et publication des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement*) (p. 7223). (p. 7223). (p. 7224). (p. 7224). (p. 7225). (p. 7225). (p. 7226). - **Article 5** (*Assistance de l'administration fiscale à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique*) (p. 7226). (p. 7226). (p. 7226). - **Article 6** (*Contrôle de la variation de la situation patrimoniale des membres du Gouvernement par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique*) (p. 7227). (p. 7227). - **Article 8** (*Vérification de la situation fiscale des membres du Gouvernement*) (p. 7228). - **Article 9** (*Pouvoir d'injonction de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique en cas de conflit d'intérêts d'un membre du Gouvernement*) (p. 7229). - **Article 10** (*Périmètre des autres responsables publics soumis à l'obligation d'établir une déclaration de situation patrimoniale et une déclaration d'intérêts*) (p. 7230). (p. 7230). (p. 7231). (p. 7232). (p. 7233). (p. 7233). - **Article 11** (*Publicité des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des autres responsables publics*) (p. 7234). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7238). (p. 7238). (p. 7238, 7239). (p. 7239). - **Division additionnelle avant l'article 11 bis A** (p. 7239). - **Article 11 bis A** (*art. L.52-8-1 [nouveau] du code électoral - Interdiction de l'utilisation des dotations versées aux membres du Parlement pour l'exercice de leur mandat à des fins électorales*) (p. 7240). - **Article 11 bis** (*art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique - Modalités de répartition du financement public des partis politiques*) (p. 7241). - **Article 11 ter** (*art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique - Encadrement des dons et cotisations des personnes*

physiques aux partis ou groupements politiques) (p. 7242). (p. 7242). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 7243). (p. 7245). - **Article 11 quater (nouveau)** (art. 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique - Encadrement des dons et cotisations des personnes physiques aux partis ou groupements politiques) (p. 7245). - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 7246). - **Article 12** (Composition et organisation de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7247). (p. 7248). (p. 7249). (p. 7249). (p. 7250). (p. 7251). (p. 7251). - **Article 13** (missions et saisine de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7252). (p. 7252). (p. 7253). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7253). (p. 7254). - **Article 14** (Communication par la Haute autorité des cas de manquements aux obligations) (p. 7255). (p. 7255). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 7258). - **Article 17 (supprimé)** (Dispositif de protection des personnes signalant un conflit d'intérêts contre toute sanction ou discrimination à leur égard) (p. 7259). - **Article 18** (Sanctions pénales applicables aux infractions aux règles relatives aux déclarations de situation patrimoniale et aux déclarations d'intérêts) (p. 7261). (p. 7261). (p. 7261). - **Article 19** (art. 131-26-1 [nouveau], 324-7 et 432-17 du code pénal, art. L. 117 du code électoral, art. 1741, 1774 et 1837 du code général des impôts, art. L. 241-3 et L. 242-6 du code de commerce - Instauration d'une peine d'inéligibilité de dix ans pour les membres du Gouvernement et les élus condamnés à l'interdiction des droits civiques, civils et de famille) (p. 7262). - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 7262, 7263). - **Article 20** (art. 432-13 du code pénal - Modification du champ d'application et alourdissement des peines encourues pour le délit de « pantouflage ») (p. 7263). - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 7265).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Commission mixte paritaire [n° 751 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7403, 7404). - **Article 14** (art. L. 511-10-1 [nouveau], L. 532-2-1 [nouveau], L. 511-47-1 [nouveau], L. 612-11, L. 612-23-1 [nouveau], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26, L. 612-33, L. 612-39 et L. 613-31-2 du code monétaire et financier, art. L. 322-2-2° i; 322-4-4 à 4-7 [nouveau] du code des assurances, art. L. 144-4, L. 114-5, L. 114-21, L. 211-8 et L. 931-9 du code de la sécurité sociale - Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle) (p. 7421). - **Article 22** (art. L. 331-1, L. 331-6, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-7, L. 331-7-1, L. 330-1, L. 331-3, L. 332-5-2 [nouveau], L. 332-11, L. 333-1-2, L. 333-4, L. 334-5, L. 333-7 du code de la consommation et L. 542-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de surendettement) (p. 7421).

- **Question orale sur la diffusion des livres numériques français à l'étranger** - (23 juillet 2013) (p. 7556, 7557).

- **Question orale sur la hausse de tarification des assurances automobiles pour les conductrices** - (23 juillet 2013) (p. 7558).

- **Question orale sur la baignade naturelle biologique** - (23 juillet 2013) (p. 7559).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7890, 7894). - **Motion d'ordre** (p. 7927). - **Discussion générale** (p. 7937, 7942). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7943). - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 7949). (p. 7960, 7963). (p. 7964). (p. 7965).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) (p. 7979). (p. 7980). (p. 7981). (p. 7982). (p. 7983). (p. 7983). (p. 7984). (p. 7984). (p. 7985). (p. 7987, 7988). (p. 7989). (p. 7989). (p. 7990). (p. 7990). (p. 7991). (p. 7991). (p. 7992). (p. 7992). (p. 7992). (p. 7993, 7994). (p. 7994). (p. 7995). (p. 7995). (p. 7995). (p. 7995). (p. 7995). (p. 7996, 7997). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7997). (p. 7998). (p. 8000). - **Article 2** (art. L. 211-15 [nouveau], L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire et L. 462-7 du code de commerce - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter

des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation) (p. 8001). (p. 8002, 8003). (p. 8003). (p. 8004). (p. 8005). (p. 8005). (p. 8006). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 8006). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. préliminaire [nouveau] dans le code de la consommation - Définition du consommateur) (p. 8007). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8008). (p. 8009). (p. 8012). (p. 8014). - **Article 3 ter (nouveau)** (section 12 [nouvelle] du chapitre II du titre Ier du livre III de la deuxième partie du code de l'éducation - Education des consommateurs) (p. 8016). (p. 8017, 8018). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 8021). (p. 8021). (p. 8021). (p. 8022). (p. 8023). (p. 8023). (p. 8024). (p. 8024). (p. 8025). (p. 8026). (p. 8026). (p. 8027). (p. 8027). (p. 8028). (p. 8028). (p. 8029). (p. 8031). (p. 8031). (p. 8031). (p. 8034). (p. 8036). (p. 8036, 8037). (p. 8037). (p. 8037, 8038). (p. 8038). (p. 8039). (p. 8039). (p. 8040). (p. 8041). (p. 8041). (p. 8042). (p. 8043). (p. 8043). (p. 8044). (p. 8044). (p. 8045). (p. 8045). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8046, 8047). (p. 8047). (p. 8048). (p. 8048). (p. 8049). (p. 8050). (p. 8050, 8051).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article additionnel après l'article 4 bis A** (p. 8082). - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Vente à distance) (p. 8090). (p. 8090). (p. 8091). (p. 8092). (p. 8094). (p. 8095). (p. 8096). (p. 8096). (p. 8097). (p. 8098). (p. 8098). (p. 8099). (p. 8100). (p. 8100). (p. 8100). (p. 8101). (p. 8102). (p. 8102). (p. 8103). (p. 8103). (p. 8103). (p. 8104). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8104). (p. 8105). (p. 8106). (p. 8106, 8107). (p. 8107). (p. 8108). (p. 8108). (p. 8109). - **Article 5 bis** (art. L. 515-32 du code de la consommation - Réservoirs enterrés de liquides inflammables) (p. 8110, 8111). (p. 8112, 8113). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8115). - **Articles additionnels après l'article 5 ter (suite)** (p. 8116). (p. 8117, 8118). (p. 8118, 8119). (p. 8119). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8120). (p. 8120). - **Article 7** (art. L. 211-7, L. 211-15, L. 211-16 et L. 211-19 du code de la consommation - Garanties applicables aux contrats de consommation) (p. 8122). (p. 8123). (p. 8124). (p. 8125). (p. 8125). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8126). (p. 8127). - **Article 7 ter (non modifié par la commission)** (c du 3° de l'article 11 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 - Activité de labellisation de la commission nationale de l'informatique et des libertés) (p. 8127). - **Article 8 (texte non modifié par la commission)** (chapitre IV [nouveau] du Titre Ier du livre Ier du code de la consommation - Paiements supplémentaires) (p. 8128). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 8129). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8130). (p. 8131, 8132). (p. 8132). (p. 8133). (p. 8134). (p. 8135). - **Article 10** (chapitre VIII [nouveau] du Titre III du livre Ier du code de la consommation - Effets attachés à la livraison du bien ou à l'exécution du service) (p. 8136). - **Article 11** (section 14 [article L. 121-97 nouveau], section 15 (articles L. 121-98 à L. 121-103 [nouveaux] du code de la consommation, L. 112-6 du code monétaire et financier et L. 310-2 du code de commerce) du chapitre Ier du Titre II du Livre Ier du code de la consommation - Absence de droit de rétractation dans le cadre des contrats conclus dans les foires et salons et encadrement des ventes d'or et de métaux précieux) (p. 8138). (p. 8139). (p. 8140). (p. 8140, 8141). (p. 8141). (p. 8141). (p. 8142). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8143). (p. 8143). (p. 8144). - **Article 11 bis** (art. L. 445-4 du code de l'énergie - Tarifs réglementés de vente de gaz naturel) (p. 8146). (p. 8147). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 133-4 [nouveau] du code de la consommation - Possibilité de recourir à une médiation ou à un mode alternatif de règlement des différends) (p. 8147). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8148). (p. 8149). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8149). - **Article 17 bis** (art. L. 136-1 et L. 136-2 [nouveau] du code de la consommation - Information des abonnés à des services de télévision payante sur leurs conditions de résiliation) (p. 8151). (p. 8152). (p. 8152). (p. 8153). (p. 8154). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 8155). (p. 8155). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 8156).

(p. 8157). (p. 8159). - **Article 17 quater (nouveau)** (art. L. 4362-9, L. 4362-10, L. 4362-11, L. 4363-4, L. 5215-1 [nouveau] et L. 5461-6-1 [nouveau] du code de la santé publique - Réglementation applicable aux opticiens-lunetiers) (p. 8161). - **Article additionnel avant l'article 18 A** (p. 8163). - **Article 18 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3 du code de la consommation - Champ d'application du crédit à la consommation) (p. 8163, 8164). - **Article 18 B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-5 du code de la consommation - Exigence de la clarté dans les publicités comparatives) (p. 8164). - **Article 18 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-10 du code de la consommation - Conservation par le prêteur de la fiche de dialogue) (p. 8165). - **Article 18 D** (art. L. 331-6, L. 331-7, L. 332-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Réduction de la durée des plans conventionnels de redressement, PCR) (p. 8166, 8168). (p. 7870). (p. 8172). - **Article 18** (art. L. 311-8-1 du code de la consommation - Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance) (p. 8173, 8174). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 8175). (p. 8175). (p. 8176). (p. 8177). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-16 du code de la consommation - Suppression d'expressions ambiguës) (p. 8178, 8179). (p. 8179, 8180). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 8180). - **Article 19 bis A (nouveau)** (art. L. 112-10 du code monétaire et financier - Frais sur les comptes inactifs) (p. 8180, 8181). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-17 du code de la consommation - Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité) (p. 8183). (p. 8184). - **Article 19 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-17-1 du code de la consommation - Obligation d'accord exprès du consommateur pour l'utilisation de la fonction « crédit » pour les cartes associant paiement et crédit) (p. 7884). - **Article 19 septies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-11 du code de la consommation - Rémunération du vendeur en fonction des prêts souscrits par ses clients) (p. 8185). - **Article 19 octies A** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Encouragement à la mobilité bancaire) (p. 8186). (p. 8186). (p. 8186). (p. 8186). (p. 8187). - **Articles additionnels après l'article 19 octies A** (p. 8187). (p. 8187). - **Article 19 octies** (art. L. 312-9-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance emprunteur) (p. 8190). - **Articles additionnels après l'article 19 octies** (p. 8192). (p. 8192). (p. 8192). - **Articles additionnels après l'article 19 nonies** (p. 8193). (p. 8193). (p. 8193, 8194). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-10 [nouveau] du code des assurances - Faculté de renonciation en cas de multi-assurance) (p. 8194). - **Article 20 bis** (art. L. 113-12 du code des assurances - Motivation de la résiliation du contrat d'assurance par l'assureur) (p. 8195). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 8195). - **Article 21** (art. L. 113-15-2 [nouveau] du code des assurances - Résiliation infra-annuelle des contrats d'assurance) (p. 8196). (p. 8197). (p. 8197). (p. 8198). (p. 8199). (p. 8199). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 8200). (p. 8201). (p. 8201). - **Article 21 quater** (Information obligatoire sur la prise en charge des soins courants) (p. 8202). (p. 8203). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 8203). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L. 313-9, L. 311-11 du code de la consommation - Registre national des crédits aux particuliers) (p. 8208, 8209). (p. 8210, 8211). (p. 8212). (p. 8212, 8213). (p. 8213). (p. 8214). (p. 8214). (p. 8215). (p. 8215). (p. 8215). - **Demandes de priorité** (p. 8216).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Article 22 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 22-2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Interdiction de consultation du registre national des crédits aux particuliers par un bailleur) (p. 8268). - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 8269). - **Article 22 quater** (art. L. 311-9, L. 311-16, L. 313-9, L. 311-11, L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] du code de la consommation, art. 22-2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à

améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Coordination) (p. 8270). - **Article 22 quinques** (art. L. 334-5 et L. 334-9 du code de la consommation - Application du registre national des crédits aux particuliers outre-mer) (p. 8271). - **Article 22 sexies** (Entrée en vigueur du registre national des crédits aux particuliers) (p. 8272). (p. 8272). (p. 8272). (p. 8272). - **Article 22 septies (nouveau)** (Modalités d'application réglementaire du dispositif créant le registre national des crédits aux particuliers) (p. 8273). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 8286). - **Articles additionnels après l'article 72 terdecies A (appelés en priorité)** (p. 8296). (p. 8297). (p. 8298). - **Articles additionnels après l'article 72 terdecies (appelés en priorité)** (p. 8299). (p. 8300, 8301). (p. 8301, 8302). - **Article additionnel après l'article 69 (appelé en priorité)** (p. 8302). - **Article 25** (art. L. 141-1 du code de la consommation, L. 313-21 du code de l'action sociale et 9 de la loi n° 89-421 du 23 juin 1989 relative à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales - Elargissement du champ de compétence des agents de la DGCCRF, renforcement de la coopération avec la CNIL, faculté de prononcer des sanctions administratives en cas de non-respect des injonctions et faculté de saisir le juge contre un service de communication en ligne) (p. 8304). (p. 8305). (p. 8305). - **Article 26** (art. L. 141-1-1 [nouveau] du code de la consommation - Faculté pour la DGCCRF d'enjoindre un professionnel de la vente à distance de ne plus prendre de paiement à la commande en cas de risque de défaillance) (p. 8306). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-4, L. 421-2 et L. 421-6 du code de la consommation - Pouvoirs du juge en matière de clauses abusives) (p. 8308). - **Article additionnel après l'article 37** (p. 8310). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 218-1-2, L. 218-1-3 [nouveaux], L. 215-2-2, L. 215-2-3 et L. 215-2-4 du code de la consommation - Habilitation des agents pour effectuer des contrôles à l'importation de certaines denrées alimentaires) (p. 8310, 8311). - **Article 39 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 218-2 du code de la consommation - Communication des rapports d'analyse ou d'essais et recours à une personne qualifiée) (p. 8310). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 218-4 du code de la consommation - Suspension par le préfet de la commercialisation de produits dangereux) (p. 8310). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 218-5-2 du code de la consommation - Renforcer les pouvoirs de police administrative pour garantir la sécurité des produits commercialisés) (p. 8312). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 215-1 du code de la consommation - Modification de la liste des agents qualifiés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions) (p. 8314). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 8314). - **Article 48** (art. L. 215-3-3 et L. 215-3-4 [nouveaux] du code de la consommation - Habilitation à procéder à des relevés d'identité et à utiliser le procédé du consommateur et cyberconsommateur « mystère ») (p. 8315). (p. 8315, 8316). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 215-18 à L. 215-21 [nouveaux] du code de la consommation - Pouvoir de perquisition pour les infractions en matière de fraudes et falsifications) (p. 8318). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 8318). - **Article 50** (art. L. 450-1 et L. 461-4 du code du commerce - Extension du domaine d'application de l'article L. 450-1) (p. 8318, 8319). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 8319). (p. 8320). - **Article 52** (art. L. 450-3, L. 450-3-1 et L. 450-3-2 [nouveaux], et L. 450-8 du code de commerce - Harmonisation des moyens d'investigation des agents en matière de concurrence et de consommation) (p. 8322). (p. 3022). - **Article 53** (art. L. 141-1-2 [nouveau] du code de la consommation - Modalités de prononciation d'une amende administrative) (p. 8324). (p. 8324). (p. 8324). (p. 8325). (p. 8326). (p. 8327). (p. 8328). - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-6 [nouveau], L. 121-15, L. 121-15-3, L. 121-41, et L. 121-85-1, L. 132-2 [nouveaux], L. 211-16-1 et L. 211-23 [nouveaux] du code de la consommation - Création de sanctions administratives concernant les obligations d'informations précontractuelles et les règles de publicité) (p. 8329). - **Article 56 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2151-3 [nouveau], L. 2321-1, L. 2331-1-1 [nouveau], L. 2351-1, L. 3114-2-1

[nouveau], L. 3551-1, L. 4271-2 [nouveau], L. 4631-1, L. 4651-1, L. 5421-13 [nouveau], L. 5734-1, L. 5754-1, L. 5764-1, L. 5784-1, L. 5794-1, L. 6432-3, L. 6733-1 [nouveaux], L. 6754-1, L. 6764-1 et L. 6784-1 du code des transports - Sanctions administratives du non-respect de dispositions des règlements communautaires assurant l'information et protégeant les droits des passagers dans le domaine des transports) (p. 8332). (p. 8332). - **Articles additionnels après l'article 57 ter** (p. 8334, 8335). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - Création d'un régime de sanctions administratives en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence) (p. 8336). (p. 8337). (p. 8338). - **Article 60** (art. L. 441-2-2 et L. 441-3-1 du code de commerce - Dispositions relatives au prononcé de sanctions administratives) (p. 8339). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 8339). (p. 8339). - **Article 61** (art. L. 441-6, L. 442-6, L. 443-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 8341). (p. 8342). (p. 8342, 8343). (p. 8343). (p. 8344). (p. 8344). - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce ; art. L. 631-24 et L. 632-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs) (p. 8347). (p. 8347). (p. 8348). (p. 8349). (p. 8350). (p. 8351). (p. 8351). (p. 8352). (p. 8353). (p. 8354). (p. 8355). (p. 8356). - **Articles additionnels après l'article 62** (p. 8357). (p. 8357). (p. 8358). (p. 8358). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-1-1 [nouveau] du code de commerce - Création d'un statut pour les magasins de producteurs) (p. 8362). - **Article 63 (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, et 9 de la loi du 4 juillet 1837 relative au système métrique et à la vérification des poids et mesures - Renforcement des sanctions en cas de non-conformité des instruments de mesure) (p. 8363). (p. 8363). - **Article 64** (art. L. 115-20, L. 115-22, L. 115-24, L. 115-26, L. 115-30, L. 121-4, L. 121-6, L. 122-7, L. 122-8, L. 122-9, L. 122-12 et L. 122-14 du code de la consommation - Alignement des peines applicables en cas d'atteinte portée au libre choix du consommateur) (p. 8366). (p. 8367). (p. 8367). - **Article 65** (art. L. 213-1, L. 213-2, L. 213-2-1, L. 213-3, L. 213-4, L. 216-8, L. 217-11, L. 217-12 [nouveau] et L. 217-10-1 du code de la consommation - Renforcement des peines applicables en cas de fraude ou de falsification présentant des risques pour les consommateurs) (p. 8368). (p. 8369). (p. 8369). (p. 8369). - **Article 67** (art. L. 237-2, L. 237-3, L. 251-20, L. 253-15, L. 253-16, L. 253-17, L. 272-9 et L. 671-9 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des peines applicables en cas de manquements à la réglementation sur l'utilisation de produits alimentaires d'origine animale, d'origine végétale et de produits phytopharmaceutiques) (p. 8372). - **Article 68** (art. L. 231-2, L. 231-3, L. 231-4, articles L. 231-5 à L. 231-7 [nouveaux] et L. 242-1 du code du tourisme - Réglementation de l'exploitation de voitures de tourisme avec chauffeur, VTC) (p. 8374). - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 8375). - **Article 71 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 137-3 [nouveau], L. 138-1, L. 214-1, L. 215-12, L. 215-17, L. 221-10, et L. 221-11 du code de la consommation - Diverses dispositions de simplification, notamment rédactionnelles, au sein du code de la consommation) (p. 8376). - **Article additionnel après l'article 71** (p. 8377). - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 8378). (p. 8381). (p. 8382). (p. 8382). (p. 8383). (p. 8383, 8384). - **Article 72 bis** (art. L. 121-42 à L. 121-47 [nouveaux] du code de la consommation - Encadrement de l'exploitation et de l'usage de numéros à valeur ajoutée) (p. 8386). (p. 8386). - **Article 72 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-83-1 du code de la consommation, articles L. 32-1 et L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Modification des compétences de l'ARCEP et de la DGCCRF sur le marché de détail des communications électroniques) (p. 8388). - **Articles additionnels après l'article 72 ter** (p. 8389). - **Article 73** (art. 63 de la loi n° 2010-737 du 1er juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation - Habilitation du Gouvernement pour procéder par voie d'ordonnance à la refonte du code de la consommation) (p. 8389). (p. 8390). - **Seconde délibération** (p. 8390). - **Article 18 bis (nouveau)** (art. L. 341-10 du code monétaire et financier - Interdiction de démarchage pour les opérations de crédit renouvelables)

(p. 8390). (p. 8391). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8396, 8397).

- **Question orale sur les groupements d'employeurs pour la réinsertion et la qualification** - (1er octobre 2013) (p. 8766, 8767).

- **Question orale sur la taxe sur la valeur ajoutée et les transports publics** - (1er octobre 2013) (p. 8767, 8768).

- **Question orale sur le délai de dépôt de déclaration de succession** - (1er octobre 2013) (p. 8768, 8769).

- **Question orale sur la fiscalité des ports de plaisance** - (1er octobre 2013) (p. 8769, 8770).

- **Question orale sur l'imposition de la plus-value en cas de crédit-vendeur** - (1er octobre 2013) (p. 8770).

- **Question orale sur les dépenses engagées par la Banque publique d'investissement** - (1er octobre 2013) (p. 8771, 8772).

- **Question orale sur la modernisation de la ligne ferroviaire Paris-Limoges-Toulouse** - (15 octobre 2013) (p. 9553, 9554).

- **Question orale sur la situation de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes dans le Pas-de-Calais** - (15 octobre 2013) (p. 9555).

- **Question orale sur le report du projet de ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan** - (15 octobre 2013) (p. 9556, 9557).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chantiers navals de Saint-Nazaire** - (31 octobre 2013) (p. 10832, 10833).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cession pour l'euro symbolique des bases de défense** - (31 octobre 2013) (p. 10836).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11007, 11013). (p. 11036). - **Article 1er (Définition de l'économie sociale et solidaire)** (p. 11041). (p. 11042). (p. 11043, 11044). (p. 11044). (p. 11044). (p. 11045). (p. 11046). (p. 11046). (p. 11047). (p. 11047). (p. 11048, 11049). (p. 11050). (p. 11059). (p. 11062). (p. 11063). (p. 11064). (p. 11064). (p. 11065, 11066). (p. 11066, 11067). (p. 11067). (p. 11068). - **Article 2 (Définition des entreprises recherchant une utilité sociale)** (p. 11069). (p. 11070). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11071, 11072). - **Article 2 bis (nouveau) (Déclaration de principe des entreprises de l'économie sociale et solidaire)** (p. 11073, 11074). (p. 11074, 11075). - **Article 3 (Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire)** (p. 11076). (p. 11077). (p. 11077). (p. 11079). (p. 11079). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11080). (p. 11081). - **Article 4 (Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire)** (p. 11081, 11082). (p. 11082). (p. 11083). (p. 11083). (p. 11084). (p. 11085). (p. 11085). (p. 11086). - **Article 5 A (nouveau) (Stratégie régionale de l'économie sociale et solidaire)** (p. 11086, 11087).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) (p. 11103). (p. 11103). (p. 11103). - **Article 5 B (nouveau) (Conférence régionale de l'économie sociale et solidaire)** (p. 11104). - **Article 5 (Pôles territoriaux de coopération économique)** (p. 11105). (p. 11106). (p. 11107). (p. 11108). - **Article 6 (art. 21 de la loi n° 2010-597 relative au Grand Paris - Prise en compte des entreprises de l'économie sociale et solidaire dans les contrats de développement territorial)** (p. 11109). - **Article 7 (art. L. 3332-17-1 du code du travail - Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »)** (p. 11111). (p. 11111). (p. 11112). (p. 11113). (p. 11114). - **Article 9 A (nouveau) (Marchés réservés)** (p. 11115). (p. 11115). - **Article 9 (Schéma de promotion des achats publics socialement responsables)** (p. 11116). (p. 11117). (p. 11120). - **Article 10 (Définition des subventions publiques)** (p. 11124). (p. 11124). (p. 11125). - **Articles additionnels après l'article 10 bis** (p. 11127). (p. 11128). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 11129). - **Article 11 (art. L. 141-23 à L. 141-30**

[nouveaux] du code de commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11132, 11133). (p. 11135). (p. 11148, 11149). (p. 11156). (p. 11163, 11165). (p. 11169). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11171). (p. 11172). - **Article 12** (art. L. 240-1 à L. 240-10 [nouveaux] du code de commerce - Information des salariés en cas de cession de parts sociales, actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité du capital) (p. 11174). (p. 11177). (p. 11182). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 11183). - **Article 13** (art. 1, 3, 3 bis, 5 à 10, 18, 19 septies, 22, 23 et 25 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Simplification et modernisation du statut des coopératives) (p. 11185). (p. 11186). (p. 11187). (p. 11188). (p. 11189). (p. 11189). - **Article 14** (art. 19 quater, 19 duodecimes, 25-1 à 25-5 [nouveaux], 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1175 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ; art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production, art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale ; L. 524-2-1, L. 527-1-2 [nouveau] et L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et L. 422-3 et L. 422-12 du code de la consommation - Création d'un régime général de révision coopérative) (p. 11192). (p. 11193). (p. 11193). (p. 11193). (p. 11194). (p. 11194). (p. 11194). (p. 11195). (p. 11195). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 11197). - **Article 15** (art. 26 bis et 52 bis [nouveau] de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - Mise en place d'un dispositif d'amorçage pour la reprise d'entreprises en sociétés coopératives de production) (p. 11198). (p. 11198, 11199). (p. 11199). (p. 11200). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - Possibilité de rachat par les coopératives de parts sociales détenues par des associés non coopérateurs) (p. 11201). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 47 bis à 47 octies [nouveaux] de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 - Groupements de sociétés coopératives de production) (p. 11203). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Modification de la dénomination des sociétés coopératives ouvrières de production) (p. 11204). - **Article 19** (art. 5, 8, 15 à 18, 21, 28 et 51 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - Ouverture du statut de société anonyme par actions aux sociétés coopératives de production) (p. 11205). (p. 11205). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19 quinquies, 19 septies, 19 terdecies [nouveau] et 19 quaterdecies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Assouplissement du régime des sociétés coopératives d'intérêt collectif) (p. 11206). - **Article 26** (art. L. 124-3, L. 124-5, L. 124-6, L. 124-6-1 [nouveau], et L. 124-8 à L. 124-12 du code de commerce - Extension à la SARL à capital variable des formes de société admises pour constituer une coopérative de commerçants) (p. 11207). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 11208). - **Article 29** (art. 1er, 11, 13 et 23 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale - Sécurisation du régime financier des sociétés coopératives artisanales et de transport) (p. 11209). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 522-6 du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole - Droit des coopératives d'utilisation de matériel agricole de réaliser des travaux agricoles ou d'aménagement rural pour les communes et intercommunalités et des travaux de déneigement et de salage pour les collectivités territoriales) (p. 11210). - **Article 33** (art. L. 7331-1 à L. 7331-3 [nouveaux] et L. 7332-1 à L. 7332-8 [nouveaux] du code du travail, art. L. 311-3 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale - Précision et sécurisation du statut d'entrepreneur salarié associé d'une coopérative d'activité et d'emploi) (p. 11212). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 11213, 11214). - **Article 34** (art. L. 932-13-2 à L. 932-13-4, L. 932-22-1 [nouveau] et art. L. 932-23 du code de la sécurité sociale, art. L. 221-4, L. 221-8-1 [nouveau], L. 221-11, L. 221-14 et L. 227-1 [nouveau] du code de la mutualité, art. L. 145-1 à L. 145-7 [nouveau] du code des assurances - Opérations de

coassurance) (p. 11217). (p. 11217). - **Article additionnel après l'article 34** (p. 11218). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-9, L. 114-11, L. 114-12 et L. 114-17 du code de la mutualité - Compétences de l'assemblée générale et du conseil d'administration des mutuelles) (p. 11218). - **Article 36** (art. L. 322-26-8 et L. 322-26-9 [nouveaux] du code des assurances, art. L. 931-15-1 et L. 931-15-2 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, art. L. 114-9, L. 114-45-1 [nouveau], L. 221-19 et L. 221-20 [nouveaux] du code de la mutualité, art. L. 612-33 du code monétaire et financier - Certificats mutualistes et paritaires) (p. 11223). - **Article additionnel après l'article 36** (p. 11223). - **Article 39** (art. L. 322-1-3, L. 322-26-1-1 [nouveau], L. 322-26-2 et L. 322-26-2-2 du code des assurances - Sociétés d'assurance mutuelles) (p. 11224, 11225). (p. 11225). - **Article 40** (art. L. 213-9, L. 213-9-1 et L. 213-9-2 [nouveaux], L. 213-13, L. 213-14 et L. 214-28 du code monétaire et financier, art. 1er de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Titres associatifs) (p. 11226). (p. 11227). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 bis et 12 [nouveaux] de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Fusion et scission d'associations) (p. 11229). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. 79-IV [nouveau] du code civil local applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - Fusion et scission d'associations en Alsace et Moselle) (p. 11231). - **Article 43** (art. 6 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Dons aux associations d'intérêt général) (p. 11232). (p. 11232). (p. 11233). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 11233). (p. 11234). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Capacité juridique des associations reconnues d'utilité publique) (p. 11234). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 11235). (p. 11236). (p. 11236). - **Article 46** (art. 19-8 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat - Dons aux fondations d'entreprise) (p. 11237). - **Article 47** (art. L. 213-21 1 A [nouveau] du code monétaire et financier - Titres fondatifs) (p. 11237). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 11239, 11240). - **Article 49** (art. L. 541-10 du code de l'environnement - Recours, par les écosystèmes, aux entreprises solidaires d'utilité sociale et gestion locale des déchets) (p. 11241). - **Article additionnel après l'article 50** (p. 11242). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à prendre par voie d'ordonnance les mesures d'application dans les départements et collectivités d'outre-mer) (p. 11243). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires relatives à l'obligation d'information des salariés prévue par les art. 11 et 12) (p. 11243). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11246, 11247).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11983, 11984). (p. 11985). (p. 11986). (p. 11986). (p. 11987). (p. 11987). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 885 V bis du code général des impôts - Calcul du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 11989). (p. 11990). (p. 11991). - **Article 9** (Taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations versées par les entreprises) (p. 11995). (p. 11995, 11996). (p. 11997). (p. 11998). (p. 11998, 11999). (p. 11999). (p. 12000). (p. 12001). (p. 12002). - **Article 10** (art. 223 duodecimes, 223 terdecies et 223 quaterdecies [nouveaux] du code général des impôts - Instauration d'une contribution sur l'excédent brut d'exploitation pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros) (p. 12003, 12004). (p. 12006). (p. 12006). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12009, 12010). (p. 12012). (p. 12013). (p. 12014). (p. 12014). (p. 12015). (p. 12017). (p. 12019). - **Article 11** (art. 124 C, art. 137 bis, art. 150 undecies, art. 150-0 A, art. 150-0 B ter, art. 150-0 D, art. 150-0 D bis, art. 150-0 D ter, art. 150-0 E, art. 154 quinquies, art. 163 quinquies C, art. 164 B, art. 167 bis, art. 170, art. 187, art. 199 ter, art. 199 ter A, art. 199 terdecies-0 A, art. 200 A, art. 242 ter D [nouveau], art. 242 bis B et art. 1417 du code général des

impôts, art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime d'imposition des plus-values de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux des particuliers) (p. 12023). (p. 12025). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 12026). - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 150 VK du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe forfaitaire sur les métaux précieux) (p. 12027, 12028). - **Article 12** (art. 39 AH [nouveau] du code général des impôts - Amortissements accélérés des robots acquis par les PME) (p. 12028, 12029). (p. 12029). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12033, 12034). (p. 12036). (p. 12038). (p. 12040). - **Article 13** (art. 199 ter U [nouveau], 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 199 undecies D, 200-0 A, 217 undecies, 217 duodecies, 220 Z quater [nouveau], 220 Z quinquies [nouveau], 223 O, 242 sexies, 242 septies, 244 quater W [nouveau], 244 quater X [nouveau], 296 ter, 1740-00 AB, 1740-0 A et 1743 du code général des impôts et art. L. 45 F du livre des procédures fiscales - Réforme du régime de défiscalisation des investissements productifs et des logements sociaux outre-mer) (p. 12058, 12059). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12061). (p. 12061). (p. 12062). - **Article 14** (art. 212 du code général des impôts - Lutte contre l'endettement artificiel par le recours à des produits hybrides) (p. 12064). (p. 12064). - **Article 15 (Supprimé)** (art. 57 du code général des impôts - Lutte contre l'évasion fiscale par la manipulation des prix de transfert) (p. 12065). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 12066). (p. 12067). (p. 12067). (p. 12070). (p. 12071). - **Article 17** (art. 31, art. 39, art. 39 ter B, art. 40 quinquies, art. 81, art. 93, art. 156, art. 156 bis, art. 157, art. 199 novovicies, art. 209 C, art. 217 quaterdecies et art. 239 nonies du code général des impôts,

art. L. 117-3 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 321-13 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale, art. 95 de la loi n° 2009-1674 du 30 décembre 2009 de finances rectificative pour 2009 - Suppression de dépenses fiscales inefficaces ou inutiles) (p. 12074). - **Article 18** (art. 150 VC, 150 VD du code général des impôts et L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières) (p. 12076, 12077). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12081). (p. 12083).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12140). (p. 12143). (p. 12144). (p. 12146, 12147). (p. 12148). (p. 12148). (p. 12149). - **Article 23** (art. 235 ter ZE du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe de risque systémique) (p. 12151, 12152). (p. 12155, 12156). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 12158).

- **Question orale sur la transparence des frais de recouvrement de créance** - (17 décembre 2013) (p. 13101).

- **Question orale sur l'instauration d'une taxe européenne sur les transactions financières** - (17 décembre 2013) (p. 13102).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (18 décembre 2013) - **Question préalable** (p. 13146).

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 441 (2012-2013)] d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 537 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Donner aux RASED les moyens de leurs missions [n° 737 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Enseignement scolaire [n° 156 tome 3 annexe 14 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

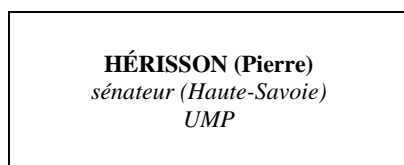
Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des finances*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des finances*) : Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Claudy Lebretton, président de



NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

l'Assemblée des départements de France, sur le financement pérenne des allocations individuelles de solidarité par les départements.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Aide personnalisée de retour à l'emploi (APRE) - Contrôle budgétaire - Communication de M. Eric Bocquet, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Thierry Foucaud et Claude Haut, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Enseignement scolaire ».

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4353, 4354).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - **Article 5** (*art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans*) (p. 4439).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 10** (*art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance*) (p. 4497).

- Rapporteur pour avis de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 14 bis A** (p. 4521). (p. 4521).

- **Question orale sur le statut de bénévole associatif** - (4 juin 2013) (p. 5354). (p. 5354, 5355).

- **Question orale sur la lutte contre l'étalement urbain** - (19 novembre 2013) (p. 11568, 11569). (p. 11569).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11791, 11793).

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : État, opérateurs, collectivités territoriales : le triple play gagnant du très haut débit [n° 364 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Économie [n° 157 tome 4 (2013-2014)]** (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

(*commission des affaires économiques*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Énergie - Audition de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Dominique Braye, président de l'agence nationale de l'habitat.

Audition de M. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat.

Audition de Mme Hélène Gassin et de M. Jean-Pierre Sotura, candidats désignés au collège de la commission de régulation de l'énergie (CRE).

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Elisabeth Ayraut, candidate proposée à la présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Martial Bourquin, parlementaire en mission sur l'ordre public économique et les relations inter-entreprises.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Affectation des fréquences de la bande 700 Mhz (très haut débit mobile) - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Marcon, président de « CCI de France ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2584, 2585).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les agences de l'eau et les crédits** - (4 juillet 2013) (p. 6869, 6870).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013, suivi d'un débat interactif et spontané** - (16 octobre 2013) (p. 9651).

- **Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)]** - (11 décembre 2013) - **Article unique** (p. 12667).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12739, 12740). (p. 12740, 12742). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12764, 12765).

HERVÉ (Edmond)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
 SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Synthèse des propositions adoptées par la délégation aux collectivités territoriales susceptibles d'animer les discussions législatives à venir [n° 498 (2012-2013)] (10 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Le service public ferroviaire et les collectivités territoriales [n° 92 (2013-2014)] (22 octobre 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Justice [n° 156 tome 3 annexe 17 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Les collectivités territoriales et le développement économique : vers une nouvelle étape » de MM. Jean-Luc Fichet et Stéphane Mazars.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

(*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des finances*) : Financement de la politique du logement - Audition conjointe de MM. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat, Philippe Van de Maele, président du directoire de l'Union des entreprises et des salariés pour le logement (UESL), et Mme Catherine Pérenet, directeur des prêts et de l'habitat à la direction des fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Synthèse des propositions adoptées par la délégation susceptibles d'animer les discussions législatives à venir » de Mme Jacqueline Gourault et M. Edmond Hervé.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Évolution des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Audition de MM. André Laignel, président du Comité des finances locales, et Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Géraldine Chavier, professeur agrégée de droit public, sur l'adaptabilité des normes au niveau local.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Contrôle sur pièces et sur place au ministère de l'économie et des finances - Communication.

Modernisation de l'action publique et gestion de la fonction publique - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Alain Lambert et Jean-Claude Boulard sur la lutte contre l'inflation normative.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS, sur les métropoles.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Les collectivités territoriales et les infrastructures de transport », de MM. Jacques Mézard et Rémy Pointereau.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan immobilier de la réforme de la carte judiciaire - Communication.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Programme des investissements d'avenir - Communication.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Le secteur public ferroviaire et les collectivités territoriales », de M. Edmond Hervé.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Michèle André, rapporteure spéciale, sur la mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 61).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial, sur la mission « Immigration, asile et intégration » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'allocation temporaire d'attente (ATA).

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Marie-France Beauvils, rapporteure spéciale, sur la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif aux bénéficiaires des remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Bilan du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis de M. Jean-Pierre Caffet, rapporteur pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des finances*) : Rapport public thématique de la Cour des comptes relatif aux finances publiques locales - Audition de M. Jean-Philippe Vachia, président de la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues dans la perspective d'une éventuelle saisine du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Mutualisation des moyens départementaux de la sécurité civile - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Christian Babusiaux, président de chambre, et Pierre Jamet, conseiller maître, sur le rapport public thématique de la Cour des comptes « L'organisation territoriale de l'Etat ».

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Pillet sur les communes et la sécurité.

Examen du rapport de M. Jean-Claude Peyronnet « La place des parlementaires dans les instances locales après l'adoption des nouvelles règles de non-cumul ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Rappel au règlement** - (17 avril 2013) (p. 3364).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5054, 5056).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5113). (p. 5119). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5141). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5158).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 11** (Modalités d'élaboration et calendrier de mise en œuvre du schéma régional de coopération intercommunale en Ile-de-France) (p. 5241).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5397, 5398). (p. 5431).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5466, 5467).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine) (p. 5602). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 5623). (p. 5623). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 5641). (p. 5643). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5660, 5661).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (1er octobre 2013) (p. 8783).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités

territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8966). (p. 8966).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9112). (p. 9115, 9116). (p. 9118). (p. 9126). - **Article 13 A (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 364-1 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'un comité régional de l'habitat et de l'hébergement d'Île-de-France) (p. 9171).

- **Proposition de loi portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics - Deuxième lecture [n° 18 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 20 (2013-2014)** (p. 9237, 9239).

- **Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements [n° 20 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 18 (2013-2014)**.

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11810, 11811).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11854).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11945, 11946).

HERVIAUX (Odette)
sénatrice (Morbihan)
SOC

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre délégué auprès du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche le 18 septembre 2013.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer le 27 février 2013.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux.

Membre titulaire du Conseil supérieur des gens de mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 585 (2012-2013)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 599 (2012-2013)] (22 mai 2013) - **Environnement - Union européenne**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 661 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Environnement - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Grenelle de l'environnement - Examen du rapport d'information.

(*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Zones d'exclusion pour les loups - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Audition de M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Bruno Lechevin, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Energies marines renouvelables - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Présentation par M. Jean-Étienne Antoinette d'une étude de législation comparée sur les ressources minérales marines profondes.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Demande de saisine et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Mise en œuvre du principe de participation du public - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2^e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean Jouzel, sur le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pêche** - (24 janvier 2013) (p. 488, 489).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale applicables aux infractions forestières [n° 320 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Article 1er** (*Ratification de l'ordonnance n° 2012-92 relative à la partie législative du code forestier*) (p. 987).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1054, 1055).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Article 7** (*art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport*) (p. 1106). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1141, 1142).

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1363, 1364).

- **Débat sur la politique européenne de la pêche** - (25 avril 2013) (p. 4069, 4070).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 600 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4809, 4811).

- **Rapporteur - Article additionnel après l'article 3 bis A** (p. 4824). - **Article 4** (*art. L. 515-32 à L. 515-42 [nouveaux] du code de l'environnement - Réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses*) (p. 4827). (p. 4827). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 4831). - **Article 9** (*Sociétés vétérinaires*) (p. 4841). - **Article 10** (*Ratification d'ordonnances*) (p. 4843). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 4843). - **Article 12** (*art. L. 119-7 du code de la voirie routière - Modulation des péages applicables aux véhicules de transport routier de marchandises*) (p. 4845). (p. 4846). (p. 4847). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 4847). - **Article 16** (*art. L. 5541-1, L. 5542-1, L. 5542-3 à L. 5542-5, L. 5542-5-1 [nouveau], L. 5542-6, L. 5542-6-1 [nouveau], L. 5542-18, L. 5542-18-1 [nouveau], L. 5542-21, L. 5542-21-1 [nouveau], L. 5542-23, L. 5542-27, L. 5542-28, L. 5542-31, L. 5542-32, L. 5542-32-1 et L. 5542-33-1 à L. 5542-33-3 [nouveaux], L. 5542-37, L. 5542-37-1 et L. 5542-39-1 [nouveaux], L. 5542-41, L. 5542-56 et L. 5543-1-1 [nouveaux],*

L. 5543-2, L. 5543-2-1 et L. 5543-3-1 [nouveaux], L. 5543-5 [nouveau], L. 5544-1, L. 5544-4, L. 5544-9, L. 5544-14 à L. 5544-16, L. 5544-23, L. 5544-23-1 [nouveau], L. 5544-28, L. 5544-30, L. 5544-39-1 [nouveau], L. 5544-56, L. 5544-57-1 et L. 5545-3-1 [nouveaux], L. 5545-4 à L. 5545-7, L. 5545-9-1 [nouveau], L. 5545-10, L. 5545-12, L. 5546-1, L. 5546-1-1 à L. 5546-1-7 [nouveaux], L. 5548-1, L. 5549-1 à L. 5549-4 [nouveaux] du code des transports - Application du code du travail, contrat des gens de mer, nourriture et soins à bord, état de service) (p. 4859). (p. 4860). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 4860). - **Article 17** (*articles L. 5571-1, L. 5571-2 et L. 5571-3 [nouveaux] du code des transports - Délit d'abandon des gens de mer, obligations matérielles de l'armateur envers les gens de mer embarqués*) (p. 4861). - **Article 18** (*art. L. 5611-4, L. 5612-1, L. 5612-3, L. 5612-5, L. 5612-6, L. 5621-1, L. 5621-4, L. 5621-5, L. 5621-7, L. 5621-9 à L. 5621-18, L. 5622-1 à L. 5622-4, L. 5623-1, L. 5623-4, L. 5623-6 à L. 5623-9, L. 5623-10 et L. 5623-11 [nouveaux], L. 5631-1 à L. 5631-4, L. 5642-1 du code des transports - Application au Registre international français*) (p. 4864). (p. 4864). - **Article 20** (*art. L. 5725-1, L. 5725-4, L. 5725-5 [nouveau], L. 5763-1, L. 5765-1, L. 5765-1-1 [nouveau], L. 5765-2, L. 5775-1, L. 5775-2, L. 5783-1, L. 5785-1, L. 5785-1-1 [nouveau], L. 5785-3, L. 5785-5-1 [nouveau], L. 5793-1, L. 5795-1, L. 5795-2-1 [nouveau], L. 5795-4, L. 5795-5, L. 5795-6-1 [nouveau] et L. 5795-13 du code des transports - Modalités d'application dans les outre-mer des dispositions du chapitre III du titre II du projet de loi*) (p. 4868). - **Article 21** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. 9 et 73 du code du travail maritime, articles L. 5531-11, L. 5542-28, L. 5542-33, L. 5542-46 et L. 5551-1 du code des transports, article 48 de la loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines - Coordination*) (p. 4868). - **Article 22** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 5514-3, L. 5542-49 et L. 5549-2 du code des transports et art. L. 110-4 du code de commerce - Dispositions transitoires*) (p. 4868). - **Article 27 A (Supprimé)** (*art. L. 641-6, L. 661-1 à L. 661-7 du code de l'énergie, articles du code de l'environnement, art. 265 bis A et 266 quindecies du code des douanes, art. 7 de l'ordonnance n° 2011-1105 du 14 septembre 2011 portant transposition des directives 2009/28/CE et 2009/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 dans le domaine des énergies renouvelables et des biocarburants, art. 21, 22 et 46 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, art. 4 et 13 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet de programme fixant les orientations de la politique énergétique, art. 25 de la loi n° 97-1239 du 29 décembre 1997 de finances rectificative pour 1997 - Substitution du terme « agrocarburants » au terme « biocarburants »*) (p. 4871). - **Article 28** (*art. 4 de l'ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011, art. L. 111-1, L. 111-8, L. 111-26, L. 111-30, L. 111-40, L. 111-43, L. 111-47, L. 111-48, L. 111-68, L. 111-72, L. 111-82, L. 111-101, L. 111-106, L. 121-8, L. 121-14, L. 121-34, L. 121-46, L. 131-1, L. 131-2, L. 132-5, L. 134-9, L. 134-19, L. 134-26, L. 134-31, L. 135-4, L. 135-12, L. 135-13, L. 142-3, L. 142-6, L. 142-14 et L. 142-22, intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre IV du livre Ier, art. L. 144-3 à L. 144-6, L. 211-3, L. 321-6, L. 335-7, L. 335-8, L. 341-5 et L. 342-11, chapitres Ier et II du titre VI du livre III, art. L. 432-8, L. 433-3, L. 433-5, L. 433-8, L. 433-10, L. 433-11, L. 433-15, L. 433-18, L. 446-2, L. 452-5, L. 521-18, L. 521-19, L. 521-20, L. 521-21, L. 521-22, L. 521-23 et L. 521-4 du code de l'énergie - Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code de l'énergie*) (p. 4875). (p. 4876). (p. 4877). (p. 4878). (p. 4878). (p. 4879). (p. 4879). (p. 4879). (p. 4879). (p. 4879). (p. 4880). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 4880). - **Article 30** (**Texte non modifié par la commission**) (*Stocks stratégiques de pétrole*) (p. 4882). - **Article 30 bis A** (*art. L. 314-1 [nouveau] et L. 121-7 du code de l'énergie - Prolongation des contrats d'achat pour les cogénérations de sites industriels*) (p. 4884). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4885).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (5 juin 2013) - **Article 32 bis (nouveau)** (*art. L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en*

compte, par les régions, des orientations économiques prises par une métropole (p. 5555).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 42** (art. L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines*) (p. 5616). (p. 5619).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5703, 5704).

- **Débat sur la pollution en Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030** - (12 juin 2013) (p. 5804, 5805).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral

- *Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs*) (p. 5957).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Commission mixte paritaire [n° 662 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6531, 6532).

- Rapporteur de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Article 31 (Pour correction d'une erreur matérielle)** (*Entrée en vigueur du texte et abrogation de la loi du 28 octobre 1943*) (p. 6575).

HOUEL (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission nationale des services le 11 septembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à limiter la possibilité d'instruction obligatoire donnée par la famille à domicile aux seuls cas d'incapacité [n° 245 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Examen du rapport et du texte de la commission.

HOUPERT (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
UMP-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 272 (2012-2013)] relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 340 (2012-2013)] (6 février 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports** [n° 260 (2012-2013)] - (11 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1075, 1076).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci** [n° 145 (2013-2014)] - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11716, 11717).

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Recherche en matière de développement durable [n° 161 tome 8 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Prorogation du mécanisme de l'éco-participation pour les équipements électriques et électroniques ménagers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission du développement durable*) : *Pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport pour avis sur les crédits « Recherche en matière de développement durable » de la mission « Recherche et enseignement supérieur ».

Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 191).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 293). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - *Effectif des conseils municipaux*) (p. 299, 300). (p. 302).

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 400, 401).

- **Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 341 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1148, 1150).

- Rapporteur - **Article unique** (art. L. 541-10-2 du code de l'environnement - *Prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée au consommateur pour les équipements électriques et électroniques ménagers*) (p. 1158).

- **Question orale sur la rétribution des heures de vie de classe** - (26 mars 2013) (p. 2387). (p. 2388).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - *Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3085, 3086).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Article 1er** (art. L. 1 bis et L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - *Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en Algérie jusqu'au 2 juillet 1964*) (p. 11602).

HUE (Robert)
sénateur (Val-d'Oise)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement le 13 mars 2013 ; puis vice-président du 27 mars 2013 au 17 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Mali** - (24 janvier 2013) (p. 480, 481).
- **Débat sur le développement dans les relations Nord-Sud** - (21 février 2013) (p. 1505, 1506).
- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2742, 2743).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3269, 3270). (p. 3286).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (20 avril 2013) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 3732).

- **Question orale sur l'objectif de « civilianisation » des postes de soutien au sein du ministère de la défense** - (18 juin 2013) (p. 5914). (p. 5915).

HUMBERT (Jean-François)
sénateur (Doubs)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage le 26 février 2013 ; puis président du 27 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : « Plus vite, plus haut, plus fort ? L'Union européenne et le sport professionnel » [n° 379 (2012-2013)] (20 février 2013) - **Sports - Union européenne**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur la lutte contre le dopage, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] - Lutte contre le dopage : avoir une longueur d'avance (Rapport) [n° 782 tome 1 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Sports**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur la lutte contre le dopage, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] - Lutte contre le dopage : avoir une longueur d'avance (Annexes) [n° 782 tome 2 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Société - Sports**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'action de l'Union européenne en matière de sport professionnel [n° 829 (2012-2013)] (11 septembre 2013) - **Sports - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La politique méditerranéenne de l'Union européenne après le printemps arabe : les cas du Maroc et de la Tunisie [n° 100 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la politique méditerranéenne de l'Union européenne [n° 101 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 21 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Contrôle technique des motocycles - Communication de M. Jean-François Humbert.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - maintien des droits de plantation de la vigne - Proposition de résolution européenne de MM. Simon Sutour et Gérard César.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : proposition de résolution de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - « Plus vite, plus haut, plus fort ? L'Union européenne et le sport professionnel » - Rapport de M. Jean-François Humbert.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. David Douillet, médaillé olympique, ancien ministre des sports.

Audition de M. Jean-Pierre de Mondenard, médecin du sport, spécialiste des questions relatives au dopage.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Marc Sanson, ancien président du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage.

Audition de M. Pierre Bordry, ancien président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de Mme Marie-George Buffet, députée, ancien ministre de la jeunesse et des sports.

Réunion du jeudi 21 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de M. Michel Audran, directeur du laboratoire de biophysique et bioanalyses de la faculté de pharmacie de Montpellier.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-François Lamour, député de Paris, ancien ministre des sports, ancien ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Audition de M. Jean-François Verdy, directeur du département des contrôles de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de M. Jean-Pierre Bourely, chef du bureau de la protection du public, de la promotion de la santé et de la prévention du dopage à la direction des sports du ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Audition de Mme Françoise Lasne, directrice du département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Armand Mégret, médecin fédéral national de la Fédération française de cyclisme.

Audition de M. Philippe-Jean Parquet, docteur en psychiatrie et addictologie, président de l'Institut régional du bien-être, de la médecine et du sport santé de Nord-Pas-de-Calais.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Alain Calmat, ancien ministre délégué à la jeunesse et aux sports.

Audition de M. Dorian Martínez, psychologue spécialisé dans le sport, chef de service du numéro vert national Écoute Dopage de 1998 à 2011.

Audition de M. Jean-Paul Garcia, directeur de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières au ministère de l'économie et des finances.

Audition de M. Stéphane Mandard, journaliste au journal Le Monde, spécialiste des questions de dopage.

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Michel Rieu, conseiller scientifique de l'Agence française de lutte antidopage.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bernard Laporte, ancien secrétaire d'État chargé des sports.

Audition de M. Christian Prudhomme, directeur général du Tour de France cycliste.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Antoine Vayer, ancien entraîneur d'équipe cycliste professionnelle et professeur d'éducation physique et sportive.

Audition de M. Michel Boyon, ancien président du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD).

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Martin Fourcade, biathlète, médaillé olympique.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bernard Lapasset, président de l'International Rugby Board (IRB), vice-président du Comité national olympique et sportif français (CNOŠF).

Audition de M. Patrice Clerc, ancien président d'Amaury sport organisation (ASO).

Audition de M. Philippe Lamoureux, directeur général du LEEM (Les entreprises du médicament) et Mme Claire Sibener, directrice des études cliniques du LEEM.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Felipe Contepomi, membre du Comité des sportifs de l'Agence mondiale antidopage.

Audition de MM. Bernard Amsalem, président de la fédération française d'athlétisme, et Ghani Yalouz, directeur technique national d'athlétisme.

Table ronde sur les enjeux sociétaux du dopage.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Pierre Ballester, journaliste sportif.

Audition de M. Travis Tygart, président de l'Agence américaine antidopage (USADA).

Audition de Sophie Chaillat, ancien chef du bureau de la protection du public, de la promotion de la santé et de la lutte contre le dopage.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Laurent Jalabert, ancien coureur cycliste, ancien sélectionneur de l'équipe de France cycliste.

Audition de M. Ricci-Bitti, président de la Fédération internationale de tennis (FIT) et M. Stuart Miller, responsable de la politique antidopage.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-Pierre Paclet, ancien médecin de l'équipe de France de 2004 à 2008.

Table ronde « dopage et libertés publiques ».

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. David Lappartient, président de la Fédération française de cyclisme.

Audition de M. Denis Masegla, président du Comité national olympique et sportif français (CNOŠF).

Audition de MM. Francis Luyet, président de la Fédération française de natation (FFN) et Lionel Horter, directeur technique national de la FFN.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Christophe Blanchard-Dignac, président-directeur général de la Française des jeux.

Audition de M. Gérard Nicolet, ancien médecin du Tour de France cycliste.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Daniel Delegove, premier vice-président du Tribunal de grande instance de Valenciennes.

Audition de MM. Gérard Masson, président de la Fédération française handisport, Frédéric Rusakiewicz, médecin fédéral adjoint à la Fédération française handisport, et Noël Chevaudonnat, responsable de la lutte antidopage de la Fédération française handisport.

Audition de M. Michel Vion, président de la fédération française de ski, et Mme Marie-Philippe Rousseaux-Blanchi, médecin fédéral.

Audition de M. Patrick Schamasch, ancien directeur médical et scientifique du Comité international olympique (CIO), directeur médical de la Fédération internationale de golf.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*): Audition de M. Jean-Pierre de Vincenzi, directeur général de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (Insep).

Audition de M. Laurent Bénézech, ancien joueur de rugby professionnel.

Audition de M. Patrick Romestaing, docteur, président de la section santé publique et démographie médicale du Conseil national de l'ordre des médecins.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*): Audition de M. Bruno Sesboüé, médecin à l'Institut régional du sport du Centre hospitalier universitaire de Caen.

Audition de M. Jean-Marcel Ferret, ancien médecin de l'équipe de France de football de 1993 à 2004.

Audition de M. Patrick McQuaid, président de l'Union cycliste internationale.

Réunion du jeudi 6 juin 2013 (*commission des affaires européennes*): Les relations franco-allemandes : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*): Audition de MM. Pierre Berbizier, ancien joueur de rugby et ancien sélectionneur de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995 et Marc Bichon, ancien médecin de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995.

Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du jeudi 13 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*): Audition de M. John Fahey, président de l'Agence mondiale antidopage.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - L'entrée de la Lettonie dans la zone euro - Communication de M. Jean-François Humbert.

Transports - Contrôle technique des véhicules : point d'actualité de M. Jean-François Humbert.

Travail - L'Union européenne et l'emploi des jeunes - Rapport d'information et avis politique de M. Dominique Bailly.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Mission d'information au Vietnam - Communication.

(*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Les priorités de la présidence lituanienne du Conseil de l'Union européenne - Audition de M. Petras Austrevicius, vice-président du Parlement lituanien, et de Mme Loretta Grauziniene, membre de la commission des affaires européennes.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Questions sociales et santé - Politique européenne du sport : proposition de résolution européenne de MM. Dominique Bailly et Jean-François Humbert.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - La citoyenneté européenne : communication et proposition de résolution européenne de M. André Gattolin.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Approfondissement de l'Union économique et monétaire (instrument de convergence et de compétitivité, coordination préalable des grandes réformes, dimension sociale) : rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Dominique Bailly.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la réforme des rythmes scolaires et ses conséquences financières pour les communes** - (26 mars 2013) (p. 2389). (p. 2390).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (28 mars 2013) (p. 2542, 2543).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois* (p. 2991).

- **Rappel au règlement** - (29 mai 2013) (p. 4955).

- **Question orale sur le devenir de la ligne à grande vitesse Rhin-Rhône** - (15 octobre 2013) (p. 9568). (p. 9568).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage** - (15 octobre 2013) (p. 9569, 9571).

HUMMEL (Christiane)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à ce que tous les élèves et les étudiants suivant des enseignements théoriques généraux scolaires ou universitaires préparent, parallèlement, une formation diplômante type BÉP ou CAP [n° 330 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Culture - Éducation.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

HURÉ (Benoît)
sénateur (Ardennes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution le 13 mars 2013 ; puis vice-président du 27 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Energies marines renouvelables - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

Réforme ferroviaire - Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de la mission de concertation.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Véhicules électriques - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Joël Mergui, président du Consistoire central israélite de France et Bruno Fiszon, grand rabbin de Moselle, conseiller auprès du grand rabbin de France sur l'abattage rituel.

HUSSON (Jean-François)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
NI, puis UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Delphine Hedary, présidente du comité de pilotage des États généraux de la modernisation du droit de l'environnement, et de Mme Claude Chardonnet, consultante.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Biogaz et méthanisation comme ressource économique et substitut au gaz - Table ronde.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Mission de préfiguration du Commissariat général à l'égalité des territoires - Audition de M. Eric Delzant, délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1355, 1357).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'associations d'élus.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accessibilité des personnes handicapées au logement, aux établissements recevant du public, aux transports, à la voirie et aux espaces publics - Présentation d'un rapport au Premier ministre.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la prévention du suicide.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Martine Caraglio, inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, et de M. Philippe Claus, inspecteur général de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement et ville » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées au Mali** - (16 janvier 2013) (p. 118).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 199, 200).

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 396, 397).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1462, 1463).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2589, 2590).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2800).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (10 avril 2013) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 3099). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3141, 3142).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3384, 3385). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3421, 3422).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ;

art. L. 221-8 du code de la mutualité - *Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3512). (p. 3514). (p. 3533). (p. 3537, 3538).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5051, 5053).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (11 juin 2013) (p. 5684).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5692, 5693).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7632, 7633). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 112-1 du code de la mutualité - *Possibilité pour les mutuelles de moduler le niveau des prestations selon le professionnel de santé consulté*) (p. 7638). - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé*) (p. 7647, 7648).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - *Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation*) (p. 7954). (p. 7957). (p. 7963). (p. 7964). (p. 7965).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 2** (art. L. 211-15 [nouveau], L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire et L. 462-7 du code de commerce - *Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation*) (p. 8004). (p. 8004). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, articles L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 8043, 8044).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Article 1er ter** (art. L.O. 147-1 [nouveau] du code électoral - *Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction dérivée d'un mandat local*) (p. 8690).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (3 octobre 2013) (p. 9011, 9012).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 45 quater** (art. L. 5711-1-2 du code général des collectivités territoriales [nouveau] - *Gestion des fonds européens*) (p. 9326).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - *Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 9965).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) - **Article 2** (art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - *Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire*) (p. 10009). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux],

articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10032). (p. 10036). - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10069, 10070). (p. 10080, 10081).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) (p. 10100). (p. 10100). - **Article 9** (art. 1er, 1-1, 3, 3-1 [nouveau], 4, 4-1, 5, 6, 6-1 [nouveau], 6-2 [nouveau], 7, 8-1, 8-3 [nouveau], 13-1 à 13-10 [nouveaux], 14, 17-1 [nouveau] de la loi, 18-1 [nouveau], n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ; art. L. 241-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 561-2 du code monétaire et financier - Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier) (p. 10121).

- **Questions cibles thématiques sur la politique énergétique européenne** - (24 octobre 2013) (p. 10140, 10141). (p. 10141).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10568, 10570). - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10585). (p. 10592, 10593).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10639). (p. 10641, 10642). (p. 10664). (p. 10667).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10953). - **Article 32** (art. L. 641-2, L. 641-3-1 nouveau, L. 641-4-1 nouveau, L. 641-5 et L. 641-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de la gouvernance des régimes de retraite des professions libérales) (p. 10972, 10973). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10978). (p. 10984).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles) (p. 11334, 11335).

- **Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12663, 12664).

HYEST (Jean-Jacques)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

Membre titulaire de la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013 ; puis président le 18 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Equilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse - Communication.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du vendredi 18 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Audition de M. Serge Blisko, président de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires.

(*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Pierre Lévy-Soussan, pédopsychiatre et psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Stéphane Nadaud, pédopsychiatre.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de Familles de France et de la Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Claude Baty, pasteur, président de la Fédération protestante de France (FPF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Marie-Stella Boussemart, présidente de l'Union bouddhiste de France.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Communication.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Thibaud Collin, philosophe.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Protection des données personnelles - Communication.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux et sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Forum sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Gestion des frontières extérieures de l'Union européenne - Communication.

Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements du rapporteur.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul de l'indemnité de fonction des parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des indemnités de fonction des

parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime des sections de commune - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Contrôle de la mise en application des lois - Examen du rapport annuel.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Echange de vues sur la création éventuelle d'un groupe de travail sur les tranches démographiques prises en compte pour la désignation des électeurs pour l'élection des sénateurs.

Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. François Molins, procureur de la République de Paris, M. Jacques Carrère, procureur de la République adjoint, et M. Michel Maes, vice-procureur, chef de la section des affaires financières - Tribunal de grande instance de Paris.

Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. Jacques Beaume, président de la conférence des procureurs généraux, procureur général près la cour d'appel de Lyon, de M. Philippe Lemaire, procureur général près la cour d'appel d'Amiens, et de M. Bernard Legras, procureur général près la cour d'appel de Montpellier.

Transparence de la vie publique - Audition de M. Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

Transparence de la vie publique - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, président de la commission pour la transparence financière de la vie politique.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Transparence de la vie publique - Échange de vues et désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Communication de M. François Pillet sur la rencontre avec les parlements nationaux organisée le mardi 7 mai à Bruxelles par la commission spéciale du Parlement européen sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment d'argent.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Procureur de la République financier - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen des amendements aux textes de la commission.

Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Examen des pétitions adressées au président du Sénat.

Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 19 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des lois*) : Indemnisation des personnes victimes de prise d'otages - Examen des amendements au texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer et le projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Indemnisation des victimes - Examen du rapport d'information.

Reconquérir l'économie réelle - Échange de vues et saisine pour avis.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Application de l'article 40 de la Constitution - Communication sur les suites de l'échange de vues entre une délégation de la commission des lois et MM. Philippe Marini, président et François Marc, rapporteur général de la commission des finances.

Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité », mission « Immigration, asile et intégration » et mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et intégration », Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Application de l'article 11 de la Constitution - Examen d'un amendement du Gouvernement.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », programme « Protection des droits et libertés » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des lois*) : Exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Haute autorité de la transparence de la vie publique - Audition de M. Jean-Louis Nadal, candidat proposé aux fonctions de président.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 décembre 2013 (*commission des lois*) : Autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen - Examen des amendements.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Constitution.

(*commission des lois*) : Haute autorité pour la transparence de la vie politique - Audition de M. Alain Delcamp, candidat proposé par M. le président du Sénat.

Nomination de rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les données du ministère de la justice sur le pacte civil de solidarité** - (15 janvier 2013) (p. 16). (p. 17).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 83, 85).

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - **Article 1er** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et en conseiller départemental*) (p. 176, 177). (p. 179). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 210). (p. 217). (p. 221, 222). (p. 224, 225). - **Article 3** (*art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons*) (p. 236). (p. 237). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 192 du code électoral - Élections des conseillers départementaux*) (p. 238). - **Article 5** (*art. L. 193 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 243). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 205 du code électoral - Extension du mécanisme de la déclaration de démission par le représentant de l'État*) (p. 246). - **Article 7** (*art. L. 209 du code électoral - Coordination*) (p. 246). - **Article 8** (*art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature*) (p. 248). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 221 du code électoral - Remplacement des conseillers départementaux*) (p. 252). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 223 du code électoral - Solidarité du binôme de candidats en matière de contentieux électoral*) (p. 254). - **Article 11** (*art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales*) (p. 255). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 118-3 du code électoral - Contentieux des comptes de campagne*) (p. 257). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 51, L. 52-3, L. 56-1 (nouveau), L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 208, L. 212, L. 216, L. 223-1 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-1, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales - Dispositions de coordination*) (p. 258). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 259).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) (p. 279). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3122-6 du code général des collectivités territoriales - Vacance de sièges au sein de la commission permanente*) (p. 281, 282). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 252 du code électoral - Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 289). (p. 296). (p. 297). - **Article 16 bis (nouveau)** (*art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - Effectif des conseils municipaux*) (p. 302). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 318). (p. 318). - **Article 20** (*art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 332). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 335). (p. 337). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 336 du code électoral - Concomitance des élections régionales et départementales*) (p. 339). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation du mandat des conseillers généraux élus en 2008 et 2011, des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en 2010*) (p. 352). (p. 353). - **Article 25** (*loi n° 2010-145 du 16 février 2010 ; art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Abrogation du conseiller territorial*) (p. 354). (p. 355). - **Article 26 (Entrée en vigueur)** (p. 355). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 360).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**. - (18 janvier 2013) - **Article 1er A (nouveau)** (*art. L.O. 141 du code électoral - Conséquence de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats*) (p. 365). - **Article 2** (*art. L.O. 1112-10, L.O. 3445-1, L.O. 3445-2, L.O. 3445-6, L.O. 3445-6-1, L.O. 3445-7, L.O. 3445-9, L.O. 3445-10, L.O. 4437-2, L.O. 6161-22, L.O. 6161-24, L.O. 6175-2, L.O. 6175-3, L.O. 6175-6, L.O. 6213-6, L.O. 6224-1, L.O. 6251-11, L.O. 6253-2, L.O. 6313-6,*

L.O. 6325-1, L.O. 6351-11, L.O. 6353-2, L.O. 6434-1, L.O. 6461-11 et L.O. 6463-2 du code général des collectivités territoriales ; art. L.O. 145, L.O. 148, L.O. 194-2, L.O. 493, L.O. 520 et L.O. 548 du code électoral ; art. 9 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 ; art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 ; art. 112, 138-1 et 196 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 ; art. 111 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 ; art. 13-1-1 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 - *Coordinations* (p. 367). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 368).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 619).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 374 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1604).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales*) (p. 1609, 1610).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1745, 1747).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. (p. 1782). (p. 1795).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - *Nombre de cantons par département*) (p. 1831). - **Article 5** (art. L. 193 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1833). - **Article 8** (art. L. 210-1 du code électoral - *Déclaration de candidature*) (p. 1840). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - *Solidarité du binôme en matière de contentieux électoral*) (p. 1846). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 51, L. 52-3, L. 52-19 (nouveau), L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 212, L. 216, L. 223-1, L. 562 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-2, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales - *Dispositions de coordination*) (p. 1849). - **Article 14** (art. L. 3122-1 et L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - *Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 1850). - **Article 16 A** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - *Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique*) (p. 1853). - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - *Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire*) (p. 1866). (p. 1868). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 1898). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2121-1 du code général des collectivités territoriales - *Légalisation du tableau de la municipalité*) (p. 1900). - **Article 21** (art. L. 336 du code électoral - *Concomitance des élections régionales et départementales*) (p. 1912). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - *Remodelage de la carte cantonale*) (p. 1918). (p. 1919). (p. 1920). (p. 1920). (p. 1921). (p. 1921). (p. 1923). (p. 1923). (p. 1929, 1930). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation du mandat des conseillers généraux élus en 2008 et 2011, des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en 2010*) (p. 1931). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1934).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (5 avril 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2815, 2817).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 2902). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2929, 2930).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 3000). (p. 3026).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 2 A (nouveau)** (art. 225-1 [nouveau] du code civil - *Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux*) (p. 3123, 3124).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 361 et 363 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas d'adoption simple*) (p. 3158). - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - *Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil*) (p. 3163, 3164). (p. 3169, 3170). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3210). - **Articles additionnels après l'article 1er bis C (précédemment réservés)** (p. 3215). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3223).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3276, 3277).

- **Débat sur la loi pénitentiaire** - (25 avril 2013) (p. 4042, 4044).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5053, 5054).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5120).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article additionnel après l'article 24** (p. 5378). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5414). (p. 5421).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Dérogations au régime métropolitain de droit commun*) (p. 5534). (p. 5535). - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 5545). - **Article 34** (art. L. 5217-21 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Transfert des services et des personnels*) (p. 5560).

- **Hommage à un jeune homme agressé à Paris** - (6 juin 2013) (p. 5594).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)] (suite)** - (6 juin 2013) - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur des transferts de police spéciale prévus par l'article 36*) (p. 5596). - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine*) (p. 5606). (p. 5610). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 5611, 5612). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 5623). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 5644). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5654, 5655).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Article 18 (réservé)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 (nouveau), L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS) (p. 5771).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Question préalable** (p. 5843, 5844).

- **Suite de la discussion** (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5921). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs) (p. 5952). - **Article 3** (art. L. 295 du code électoral - Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs) (p. 5960). - **Intitulé du projet de loi** (p. 5969). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5970).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6711, 6712). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6718). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 273-12 du code électoral - Vacance de siège de conseiller communal dans les communes de moins de 1 000 habitants) (p. 6729).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6803, 6805). - **Article 1er** (art. 64 de la Constitution - Mission du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 6826). - **Article 2** (art. 65, 65-1 [nouveau] et 65-2 [nouveau] de la Constitution - Pouvoirs et composition du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 6828). (p. 6829).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2013) (p. 6839). (p. 6842). (p. 6843). (p. 6843). (p. 6847). - **Article 3 (Entrée en vigueur)** (p. 6849). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6851, 6852).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 676 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013)**. - (4 juillet 2013) - **Article 1er** (art. 30 du code de procédure pénale - Attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale) (p. 6853). (p. 6853). (p. 6853). (p. 6854). - **Article 1er bis** (art. 31 du code de procédure pénale - La consécration du rôle de garant de l'intérêt général du parquet) (p. 6856). (p. 6857).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 6987, 6991).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7168). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L.O. 153 du code électoral - Interdiction pour un parlementaire nommé membre du Gouvernement de percevoir une indemnité parlementaire pendant le délai d'option) (p. 7173, 7174).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013)**. - (15 juillet 2013) - **Article 1er** (Obligation de dignité, de probité et d'intégrité dans l'exercice des fonctions) (p. 7206). - **Article 2** (Définition du conflit d'intérêts et obligations d'abstention) (p. 7208). (p. 7211). - **Article 2 bis** (art. 4 quater [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Rôle des bureaux des assemblées parlementaires dans la prévention et le traitement des conflits d'intérêts) (p. 7212).

(p. 7212). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7216, 7217). - **Article 3** (Déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7219). (p. 7219). (p. 7220). (p. 7221). (p. 7221). (p. 7221). (p. 7221). (p. 7222). (p. 7222). - **Article 4** (Contrôle et publication des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7224). (p. 7225). (p. 7225). (p. 7225). (p. 7226). - **Article 5** (Assistance de l'administration fiscale à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7226). - **Article 8** (Vérification de la situation fiscale des membres du Gouvernement) (p. 7228). - **Article 9** (Pouvoir d'injonction de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique en cas de conflit d'intérêts d'un membre du Gouvernement) (p. 7229). - **Article 10** (Périmètre des autres responsables publics soumis à l'obligation d'établir une déclaration de situation patrimoniale et une déclaration d'intérêts) (p. 7231). - **Article 11** (Publicité des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des autres responsables publics) (p. 7234). - **Article 12** (Composition et organisation de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7247). (p. 7247). (p. 7247). (p. 7250). (p. 7250). - **Article 13** (missions et saisine de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7252). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7254). - **Article 18** (Sanctions pénales applicables aux infractions aux règles relatives aux déclarations de situation patrimoniale et aux déclarations d'intérêts) (p. 7261). (p. 7261). - **Article 23** (Entrée en vigueur de la loi) (p. 7265).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens [n° 743 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7290, 7292).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Deuxième lecture [n° 754 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 30 du code de procédure pénale - Attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale) (p. 7309). (p. 7310).

- **Rappel au règlement** - (17 juillet 2013) (p. 7323, 7324).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 7367). (p. 7369). (p. 7370). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7372). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 227-1 [nouveau] du livre des procédures fiscales - Atténuation du monopole exercé par l'administration en matière de mise en mouvement de l'action publique pour des faits de fraude fiscale) (p. 7387, 7388).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 160-9 [nouveau] du code des assurances, art. L. 223-29 [nouveau] du code de la mutualité et art. L. 932-23-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Confiscation pénale des sommes figurant sur des contrats d'assurance-vie) (p. 7440). (p. 7440). - **Article additionnel après l'article 9 quinquies** (p. 7459). - **Article 15 (priorité)** (Chapitre Ier du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier) (p. 7468, 7469). (p. 7473). - **Article 13 (priorité)** (art. 704 du code de procédure pénale - Suppression des juridictions régionales spécialisées - Redéfinition et élargissement de la compétence des juridictions interrégionales spécialisées en matière économique et financière) (p. 7478). (p. 7478). - **Article 14 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. 704-1, 705, 705-1, 705-2 et 706-1-1 du code de procédure pénale - Modifications de coordination avec la suppression des juridictions régionales spécialisées et la création du procureur de la République financier) (p. 7479). - **Article additionnel**

après l'article 15 (priorité) (p. 7480). - **Article 16 (priorité)** (Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 706-1, 706-1-3 et 706-1-2, art. 706-1-1 et 706-1-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - Possibilité pour le procureur de la République financier de bénéficier de l'appui d'assistants spécialisés - Application, en matière de corruption et de fraude fiscale en bande organisée ou aggravée, de certaines des règles applicables à la criminalité organisée) (p. 7482). - **Article 17 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. 693, 706-2 et 706-42 du code de procédure pénale ; art. 5 de la loi du 17 décembre 1926 - Coordinations) (p. 7483). - **Article 19 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (chapitre VII du titre 1er du livre II et art. L. 217-1 à L. 217-4 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Dispositions d'organisation judiciaire relatives au procureur de la République financier) (p. 7484). - **Article 20 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (Disposition transitoire relative aux affaires instruites et jugées par les juridictions régionales spécialisées) (p. 7485). - **Article 20 bis (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-15-1 et L. 621-17-3 du code monétaire et financier - Coordination des compétences du procureur de la République financier en matière de délits boursiers avec les compétences de l'autorité des marchés financiers) (p. 7486). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 263-0 A [nouveau] et L. 273 A du livre des procédures fiscales, art. L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales, art. 128 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004, art. L. 132-14 du code des assurances, art. L. 223-15 du code de la mutualité - Possibilité pour l'administration fiscale d'opérer des saisies simplifiées en vue du recouvrement des créances publiques sur les sommes rachetables d'un contrat d'assurance-vie) (p. 7494). (p. 7494). - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. L. 230 du livre des procédures fiscales - Allongement du délai de prescription en matière de fraude fiscale) (p. 7503). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7512).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 38-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application au procureur de la République financier de la limitation à sept ans de la durée d'exercice des fonctions applicable aux procureurs de la République) (p. 7514). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 28-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Spécialisation des magistrats financiers) (p. 7514).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 798 (2012-2013)** (p. 7742, 7743). - **Article 1er A (supprimé)** (Définition des conflits d'intérêts applicable aux membres du Parlement) (p. 7753). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7758). (p. 7762). (p. 7762). (p. 7762). (p. 7762). (p. 7763). (p. 7763). (p. 7763). (p. 7763). (p. 7763). (p. 7763). (p. 7763). (p. 7764). (p. 7764). (p. 7764). (p. 7764). (p. 7766). (p. 7766). (p. 7767). (p. 7767). - **Article 2** (art. L.O. 145, L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 149, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilité du mandat parlementaire avec l'exercice de fonctions de conseil et de fonctions au sein d'entreprises travaillant essentiellement pour des personnes publiques - Suppression des dispositions relatives à la déclaration d'activités extraparlimentaires) (p. 7774). (p. 7775, 7776). (p. 7776). (p. 7777). (p. 7779). - **Article 4 ter** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Publicité de la réserve parlementaire) (p. 7783).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 798 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 797 (2012-2013)**. - (25 juillet 2013) - **Article 2** (Définition du conflit d'intérêts et obligations d'abstention) (p. 7787). - **Article 3** (Obligation de déclaration de situation patrimoniale et de

déclaration d'intérêts des ministres) (p. 7788). - **Article 4** (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des ministres) (p. 7790). (p. 7790). - **Article 5** (Accès de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique aux informations de nature fiscale) (p. 7791). - **Article 11** (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics) (p. 7793). - **Article 12** (Composition et organisation de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7803). (p. 7803). - **Article 15** (Contrôle des activités lucratives privées susceptibles d'être exercées par les anciens membres du Gouvernement ou par les anciens titulaires d'une fonction exécutive locale) (p. 7805). - **Article 17** (Protection des lanceurs d'alerte) (p. 7805). (p. 7806). - **Article 18** (Infractions pénales liées aux déclarations de situation patrimoniale, aux déclarations d'intérêts et au pouvoir d'injonction de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7808). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. 432-12 du code pénal - Définition de l'intérêt pouvant ouvrir la sanction de la prise illégale d'intérêts) (p. 7809).

- **Question orale sur la proposition de réalisation d'infrastructures nouvelles en Seine-et-Marne** - (10 septembre 2013) (p. 7886). (p. 7887).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 7994).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8642, 8644).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Article 3 ter (nouveau)** (Application de la loi organique dans les collectivités régies par le principe de spécialité législative) (p. 8704). (p. 8704).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8890, 8891). - **Article 1er AB (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 132-7 (nouveau) du code des juridictions financières - Rapport de la Cour des comptes sur la situation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements publics) (p. 8914). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8943).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) (p. 8961). (p. 8961). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3663-7 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la métropole de Lyon) (p. 8999). - **Article 29** (Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier de la métropole de Lyon) (p. 9022). - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris) (p. 9027, 9028). (p. 9035). - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9085).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9111). (p. 9123, 9124). (p. 9131). (p. 9137). (p. 9149). (p. 9167, 9168). - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. L. 143-3 et L. 321-1 du code de l'urbanisme - Fusion des établissements publics fonciers en Île-de-France) (p. 9181). (p. 9189). - **Article 17 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 15, 18, 19, 20 et 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Coordination entre les actions de la Société du Grand Paris et le Syndicat des transports d'Île-de-France) (p. 9193). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9211, 9212). (p. 9213). (p. 9214).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture [n° 22 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-23 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 9369). - **Article 9 septies** (art. L. 1132-3-3 [nouveau] du code du travail ; art. 6 ter A [nouveau] de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Protection des « lanceurs d'alerte ») (p. 9377). - **Article 10** (art. L. 10 du livre des procédures fiscales - Possibilité pour l'administration fiscale d'exploiter les informations qu'elle reçoit dans le cadre de ses procédures, y compris lorsqu'elles sont d'origine illicite) (p. 9379). - **Article 15** (Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier) (p. 9392).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Article 4 ter (nouveau)** (Contrôle sur pièces et sur place pour les membres des commissions parlementaires chargées de la défense) (p. 9810). (p. 9811). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 nonies de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958 - Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9814). - **Article 13 (texte non modifié**

par la commission) (art. L. 34-1, L. 34-1-1 du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, art. L. 222-2 et L.222-3 du code de sécurité intérieure - Clarification du cadre juridique relatif à la géolocalisation en temps réel) (p. 9827). (p. 9830). (p. 9831).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11658, 11659). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 11673). - **Article 4** (art. L. 332-1, L. 332-1-1 [nouveau], L. 332-4, L. 343-1, L. 343-1-1 [nouveau], L. 521-4, L. 521-4-1 [nouveau], L. 615-5, L. 615-5-1-1 [nouveau], L. 623-27-1, L. 623-27-1-1 [nouveau], L. 716-7, L. 716-7-1 A [nouveau], L. 722-4 et L. 722-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - Harmonisation de la procédure de saisie-contrefaçon et des procédures connexes pour tous les droits de propriété intellectuelle) (p. 11676).

- **Projet de loi transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 138 (2013-2014)]** - (3 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12405, 12406).

- **Questions cribles thématiques sur l'accès à la justice et la justice de proximité** - (5 décembre 2013) (p. 12478). (p. 12479).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 200 (2013-2014)]** - (11 décembre 2013) - **Article 1er** (Titre IV du livre V de la première partie (nouveau), art. L. 1541-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création des sociétés d'économie mixte contrat) (p. 12648). (p. 12649, 12650). (p. 12650). (p. 12650, 12651). (p. 12652). (p. 12652). (p. 12653). (p. 12653). (p. 12653). (p. 12653). (p. 12654). (p. 12654).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13167, 13168).

JARLIER (Pierre)
sénateur (Cantal)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 156 tome 3 annexe 24 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Synthèse des propositions adoptées par la délégation susceptibles d'animer les discussions législatives à venir » de Mme Jacqueline Gourault et M. Edmond Hervé.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Évolution des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Audition de MM. André Laignel, président du Comité des finances locales, et Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Les collectivités territoriales et les infrastructures de transport », de MM. Jacques Mézard et Rémy Pointereau.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan immobilier de la réforme de la carte judiciaire - Communication.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'État et les collectivités territoriales - Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Pacte de confiance et de responsabilité entre l'État et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis de M. Jean-Pierre Caffet, rapporteur pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. François Rebsamen, rapporteur spécial, sur la mission « Égalité des territoires, logement et ville » (et articles 64 à 66).

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des finances*) : Rapport public thématique de la Cour des comptes relatif aux finances publiques locales - Audition de M. Jean-Philippe Vachia, président de la 4^{ème} chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 200). (p. 217). - **Article 3** (art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - *Nombre de cantons*) (p. 233, 234).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 290).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - (30 janvier 2013) (p. 693, 694).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - *Suppression des zones de développement de l'éolien*) (p. 1269). (p. 1271). (p. 1280). (p. 1282). (p. 1285).

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des biens sectionaux aux communes - Deuxième lecture [n° 541 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4144, 4145).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Article 1er** (*Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer*) (p. 4993). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5000).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5406). (p. 5406). (p. 5447).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5461). (p. 5462). (p. 5463). (p. 5463). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Dérogations au régime métropolitain de droit commun*) (p. 5536).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Article 18 (réservé)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 (nouveau), L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS*) (p. 5771).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9941, 9942). - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - *Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 9969).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 28** (art. 9, 10-1, 24, 25, 25-1, 26, 26-7, 28 et 30 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Règles de majorité des assemblées générales de copropriétaires*) (p. 10227). (p. 10227). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10229). - **Article additionnel après l'article 31** (p. 10237).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 63 (priorité)** (*Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération*) (p. 10324, 10325). (p. 10335, 10336). (p. 10340). (p. 10340). (p. 10340). (p. 10344). (p. 10346). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - *Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT*) (p. 10360). (p. 10361). (p. 10368). (p. 10369). (p. 10369). (p. 10369). (p. 10370). (p. 10370). - **Article 59 (priorité)** (*Texte non modifié par la commission*) (art. L. 444-1, L. 111-4 et L. 121-1 du code de l'urbanisme - *Obligation de prise en compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente*

sur le territoire dans les documents d'urbanisme) (p. 10380). - **Article 60 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-10, L. 124-2, L. 126-1 et L. 141-5 du code de l'urbanisme - Evaluation environnementale des cartes communales susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement) (p. 10386). (p. 10386, 10387). - **Article 61 (priorité)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 10389). (p. 10391). - **Article 62 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-19 et L. 422-6 du code de l'urbanisme - Evolution des plans d'occupation des sols en plans locaux d'urbanisme) (p. 10393). - **Articles additionnels après l'article 63 (priorité)** (p. 10393, 10394). (p. 10394).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 10421). (p. 10421). (p. 10422). (p. 10423). (p. 10424). (p. 10428). (p. 10429). (p. 10430). (p. 10432). (p. 10432). (p. 10433). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 10439). (p. 10441). (p. 10442, 10443). - **Article 66 (priorité) (Texte non modifié**

par la commission) (art. L. 111-1-2, L. 145-3 et L. 145-5 du code de l'urbanisme - Suppression de la possibilité de dérogation au principe d'inconstructibilité posé dans les communes non couvertes par un document d'urbanisme) (p. 10445, 10446). (p. 10446). - **Article 73 (priorité)** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ; art. L. 342-33 du code du tourisme - Dispositions réglementaires adoptables par un plan local d'urbanisme) (p. 10470, 10471). (p. 10471). (p. 10472). (p. 10472). (p. 10473, 10474). (p. 10474). (p. 10475). (p. 10476). (p. 10477). - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-6-2, L. 123-1-11, L. 123-4, L. 127-1, L. 128-1, L. 128-2, L. 128-3, L. 331-7, L. 331-40 et L. 473-2 du code de l'urbanisme ; article L. 342-18 du code du tourisme - Conséquences législatives de la réforme du règlement des PLU) (p. 10479). (p. 10479). - **Articles additionnels après l'article 76 (priorité)** (p. 10482). (p. 10482). - **Article 79 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (Titre V [nouveau] du livre III du code de l'urbanisme - Instauration d'un régime contractuel de coopération opérationnelle entre l'Etat et les collectivités locales) (p. 10487, 10488).

- **Questions cribles thématiques sur la montagne : aménagement du territoire, problématiques foncières et développement économique** - (7 novembre 2013) (p. 11135, 11136). (p. 11136, 11137).

JEANNEROT (Claude)
sénateur (Doubs)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du contrat de génération (6 février 2013).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Membre titulaire du Comité d'évaluation de l'impact du revenu de solidarité active (RSA).

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 489 (2012-2013)] relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 501 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 530 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Travail.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Travail et emploi [n° 159 tome 8 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant création du contrat de génération.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations patronales.

Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales non signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire relative à la sécurisation de l'emploi.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. André Aoun, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES).

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Arrêté d'admission en qualité de pupille de l'État - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Pierre Avril, professeur émérite de droit public, M. Olivier Beaud, professeur de droit public, Mme Julie Benetti, professeur de droit public et M. Dominique Rousseau, professeur de droit public.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Contrôle des comptes des comités d'entreprise - Gestion des comités d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale 2014 - Avenir et justice du système de retraites - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « travail et emploi », articles rattachés 77, 78 et 79 et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement

et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)** - (24 janvier 2013) (p. 487, 488).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 882, 883).

- **Questions cribles thématiques sur la gynécologie médicale** - (14 février 2013) (p. 1304). (p. 1304).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3374, 3376).

- Rapporteur de la commission des affaires sociales - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3420). - **Question préalable** (p. 3425).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3472). (p. 3473). (p. 3475). (p. 3477). - **Article 1er** (*art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3480, 3481). (p. 3499). (p. 3500). (p. 3503). (p. 3504). (p. 3505). (p. 3505, 3506). (p. 3506, 3507). (p. 3508). (p. 3509). (p. 3509). (p. 3510). (p. 3510). (p. 3511). (p. 3512). (p. 3513). (p. 3514). (p. 3515). (p. 3532).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) (p. 3579). (p. 3580). (p. 3581). (p. 3583). (p. 3585). (p. 3587). (p. 3588). (p. 3590). (p. 3590). (p. 3591). (p. 3591). (p. 3592). (p. 3593). (p. 3595). (p. 3597). (p. 3599). (p. 3604, 3605). (p. 3610). (p. 3611). (p. 3613). (p. 3614). (p. 3614). (p. 3615). (p. 3615, 3616). - **Article additionnel après l'article 1er quater** (p. 3622). - **Article 2** (*art. L. 6111-1, L. 6112-3 et L. 6314-3 [nouveau] du code du travail - Création du compte personnel de formation et institution du conseil en évolution professionnelle*) (p. 3625). (p. 3626). (p. 3627). (p. 3628). (p. 3628, 3629). (p. 3630). (p. 3630). (p. 3631). (p. 3632). (p. 3633). (p. 3634). (p. 3635). (p. 3636). (p. 3637). (p. 3637). (p. 3638). (p. 3639). (p. 3640). (p. 3640). (p. 3642). (p. 3643). (p. 3644). (p. 3644). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3646). (p. 3647). (p. 3648). (p. 3649). (p. 3649). (p. 3651). (p. 3652). - **Article 3** (*art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - Mobilité volontaire sécurisée*) (p. 3655). (p. 3656). (p. 3656). (p. 3657, 3658). (p. 3658). (p. 3659). (p. 3662). (p. 3662). (p. 3663). (p. 3663). (p. 3664). (p. 3665). (p. 3666). (p. 3667). (p. 3668). (p. 3669).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) (p. 3722). (p. 3724). (p. 3726). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3728, 3729). - **Article 4** (*art. L. 2323-3, L. 2323-4, L. 2323-7-1 à L. 2323-7-3 [nouveaux], L. 2325-35, L. 2325-42-1 [nouveau], L. 2323-26-1 à L. 2323-26-3 [nouveaux], L. 2313-7-1 [nouveau] et L. 4616-1 à L. 4616-5 [nouveaux] du code du travail - Information et consultation des institutions représentatives du personnel*) (p. 3734). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3744). (p. 3744). (p. 3745). (p. 3745). - **Article 5**

(*art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveaux], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise*) (p. 3767, 3768). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 3770). (p. 3770). (p. 3771). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5422-2-1 [nouveau] du code du travail ; art. 43 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 relative au développement de l'alternance et à la sécurisation des parcours professionnels - Sauvegarde des droits à l'indemnisation du chômage des salariés et soutien au développement du contrat de sécurisation professionnelle*) (p. 3775). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3776). (p. 3776). (p. 3777). (p. 3777). (p. 3778). - **Article 7** (*art. L. 5422-12 du code du travail - Modulation des cotisations d'assurance chômage*) (p. 3786). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3787). (p. 3788). - **Article 8** (*art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel*) (p. 3809). (p. 3809). (p. 3810). (p. 3810). (p. 3811). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport d'évaluation sur le temps partiel*) (p. 3813). - **Article 9** (*art. L. 2242-15, L. 2242-16, L. 2323-33 et L. 2323-35 du code du travail - Extension du périmètre de la négociation triennale obligatoire sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences*) (p. 3813). (p. 3814). (p. 3814). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3814). - **Article 10** (*art. L. 2242-21 à L. 2242-23 [nouveaux] du code du travail - Mobilité interne*) (p. 3816). (p. 3816). (p. 3817). (p. 3818). (p. 3820, 3821). - **Article 12** (*art. L. 5125-1 à L. 5125-6 [nouveaux] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi*) (p. 3824). (p. 3824). (p. 3825). (p. 3825). (p. 3826). (p. 3826). (p. 3828). (p. 3829). (p. 3829). (p. 3829, 3830). - **Article 13** (*art. L. 1233-22 à L. 1233-24, L. 1233-24-1 à L. 1233-24-4 [nouveaux], L. 1233-30, L. 1233-33 à L. 1233-36, L. 1233-39 à L. 1233-41, L. 1233-45-1 [nouveau], L. 1233-46, L. 1233-47, L. 1233-50, L. 1233-52 à L. 1233-57, L. 1233-57-1 à L. 1233-57-8 [nouveaux], L. 1233-58, L. 1233-63, L. 1233-90-1 [nouveau], L. 1235-7, L. 1235-7-1 [nouveau], L. 1235-10, L. 1235-11, L. 1235-16, L. 2323-15, L. 2325-35, L. 3253-8, L. 3253-13, L. 4614-12-1 et L. 4614-12-2 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 631-17, L. 631-19, L. 641-4 et L. 642-5 du code de commerce - Plan de sauvegarde de l'emploi*) (p. 3835). (p. 3835, 3836). (p. 3836). (p. 3837). (p. 3837). (p. 3837). (p. 3838). (p. 3838). (p. 3839). (p. 3839). (p. 3840). (p. 3840). - **Article 14** (*art. L.1233-90-1 [nouveau] et L. 2325-37 du code du travail - Reprise de site et revitalisation des bassins d'emploi*) (p. 3841). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L.1233-5 et L. 1233-71 du code du travail - Pondération des critères de licenciement collectif et durée du congé de reclassement*) (p. 3842). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1235-1, L. 1471-1 [nouveau], L. 3245-1 du code du travail ; art. 80 duodecimes du code général des impôts - Conciliation devant le conseil des prud'hommes et aménagement des règles de prescription*) (p. 3844). (p. 3844, 3845). - **Article 17** (*art. L.2314-2, L. 2322-2 et L. 2324-3 du code du travail - Aménagement de la mise en place des institutions représentatives du personnel en cas de franchissement des seuils d'effectifs*) (p. 3846). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation des contrats de travail intermittents dans certains secteurs d'activités*) (p. 3847). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3847). - **Vote unique sur les articles 5 à 20 et l'ensemble du texte** (p. 3853).

- **Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4089, 4091).

- **Proposition de loi visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprises [n° 15 (2013-2014)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9481, 9483). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9488).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (30 octobre 2013) - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - *Compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 10789, 10790). (p. 10792, 10793).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 7** (art. L. 6111-1 du code du travail - *Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 10810, 10811).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10995, 10996).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la négociation relative aux travailleurs détachés** - (12 décembre 2013) (p. 12733).

JOISSAINS (Sophie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre titulaire de la commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à ce que tous les élèves et les étudiants suivant des enseignements théoriques généraux scolaires ou universitaires préparent, parallèlement, une formation diplômante type BEP ou CAP [n° 330 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi visant à prélever l'impôt à la source [n° 331 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 332 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 415 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation**.

Proposition de résolution portant avis motivé, présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la création d'un Parquet européen [n° 32 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Modernisation de l'État [n° 162 tome 15 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Perspective européenne de la Serbie [n° 211 (2013-2014)] (6 décembre 2013) - **Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Création d'un Parquet européen - Communication.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - « Plus vite, plus haut, plus fort ? L'Union européenne et le sport professionnel » - Rapport de M. Jean-François Humbert.

Politique régionale - La politique de l'Union européenne dans les RUP : l'exemple de la Guyane - Rapport de MM. Georges Patient et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Questions diverses - Calendrier législatif.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole de Paris.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des maires de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des régions de France.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de maires et de présidents de communautés urbaines ou d'agglomération.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », programme « Coordination du travail gouvernemental » - Modernisation de l'État - Examen du rapport pour avis.

Parquet européen - Communication de Mlle Sophie Joissains.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - La Serbie et l'Union européenne : rapport d'information de M. Simon Sutour, Mlle Sophie Joissains et M. Michel Billout.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalisation des allocations familiales** - (21 février 2013) (p. 1485, 1486).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 3025, 3026).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-**

2013]] - (30 mai 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5085, 5086). - **Question préalable** (p. 5090, 5092).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5116). (p. 5119). (p. 5122).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5404). (p. 5410). (p. 5417). (p. 5417). (p. 5421). (p. 5422). (p. 5422). (p. 5422). (p. 5424). (p. 5425). (p. 5426). (p. 5430). (p. 5435). (p. 5436). (p. 5440).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5464). (p. 5466). - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 5476). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun) (p. 5479). (p. 5483). (p. 5489). (p. 5492). (p. 5495). (p. 5510). (p. 5511). (p. 5517). (p. 5518). (p. 5518). (p. 5519). (p. 5520). (p. 5521). (p. 5522). (p. 5523). (p. 5524). (p. 5525). (p. 5525). (p. 5525). (p. 5526). (p. 5526). (p. 5526). (p. 5526). (p. 5527). (p. 5527). (p. 5528). (p. 5528). (p. 5528). (p. 5528). (p. 5529). (p. 5529). (p. 5530). (p. 5530). (p. 5530). (p. 5531). (p. 5531). (p. 5532). (p. 5542). (p. 5543). (p. 5543).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5666, 5667).

- **Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8899, 8900). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences) (p. 8933). (p. 8937). (p. 8937). (p. 8938).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9136).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9262). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9339).

JOUANNO (Chantal)
sénatrice (Paris)
UDI-UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage le 26 février 2013 ; puis vice-présidente du 27 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre titulaire du conseil d'administration du centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger les enfants de l'hypersexualisation [n° 390 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 415 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Situation sanitaire et sociale des personnes prostituées : inverser le regard [n° 46 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoirs bancaires [n° 179 (2013-2014)] (28 novembre 2013) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Audition du Pr Brigitte Autran, professeur des universités, praticien hospitalier à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (UPMC) et coordinatrice du réseau Corevac (Consortium de recherches vaccinales).

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : « Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de l'étude de faisabilité de MM. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et Christian Bataille, député, sur les « techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste ».

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Françoise Héritier, professeur honoraire au collège de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Stéphane Nadaud, pédopsychiatre.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-Paul Garcia, directeur de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières au ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen du rapport.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Situation sociale des personnes prostituées - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « travail et emploi », articles rattachés 77, 78 et 79 et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de M. Jean-Pierre Godefroy et de Mme Chantal Jouanno.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)]** - (30 janvier 2013) - **Article unique** (*Création de zones d'exclusion pour les loups*) (p. 681, 682).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 872, 874).

- **Rappel au règlement** - (12 mars 2013) (p. 1690, 1691).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2555, 2556). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2567, 2568). (p. 2569). (p. 2570). (p. 2571). (p. 2571). (p. 2571). (p. 2571). (p. 2573). (p. 2573). (p. 2574).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte - Deuxième lecture [n° 452 (2012-2013)]** - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2627, 2628).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2750).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3275).

- **Proposition de loi visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil [n° 520 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4209, 4210).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique** - (6 juin 2013) (p. 5626).

- **Débat sur la pollution en Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030** - (12 juin 2013) (p. 5798, 5799).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Article 1er** (*art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation*) (p. 7953). (p. 7956). (p. 7958). (p. 7963).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8424, 8425).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8493, 8494). (p. 8494). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8513). (p. 8514). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 8546). (p. 8547). (p. 8547). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8556). (p. 8562). (p. 8565, 8566). (p. 8566, 8567). (p. 8567). (p. 8568). (p. 8568). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8578, 8579). (p. 8579).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des universités françaises à l'heure de la rentrée 2013** - (10 octobre 2013) (p. 9492). (p. 9493).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage** - (15 octobre 2013) (p. 9578, 9579).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 11438). (p. 11439). (p. 11440). - **Article 23** (*art. L. 133-5-5 [nouveau], L. 133-6-7-2 [nouveau] L. 133-8, L. 241-10, L. 243-1-2, L. 612-10, L. 623-1 et L. 722-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1221-12-1, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1522-1 et L. 1522-4 du code du travail ; art. L. 725-22 du code rural et de la pêche maritime - Aménagement du calendrier de mise en œuvre de la déclaration sociale nominative, extension du champ de l'obligation de dématérialisation des déclarations sociales et promotion du chèque emploi service outre-mer*) (p. 11457). - **Rappel au règlement** (p. 11463, 11464).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Article 7 ter (nouveau) (réservé)** (*art. 279-0 bis du code général des impôts, art. L. 16 BA du livre des procédures fiscales - Application du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans*) (p. 11902). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11909). (p. 11909). (p. 11913, 11914).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 23 bis** (p. 12169, 12170). (p. 12170).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Nouvelle lecture [n° 170 (2013-2014)]** - (28 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12368, 12369).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12883). (p. 12886). - **Article 12 ter (nouveau)** (*art. 302 bis ZK, 302 bis ZL, 302 bis ZM, 302 bis ZO [nouveau] et 1609 tertricies du code général des impôts et art. 15 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 de finances pour 1965 - Évolution du régime fiscal des paris hippiques*) (p. 12893). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12896).

KALTENBACH (Philippe)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'effectivité du droit à l'eau [n° 296 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Collectivités territoriales - Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 377 (2012-2013)] relatif à l'élection des sénateurs [n° 538 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : L'auto-entreprise après quatre ans d'existence : éléments d'évaluation et préconisations [n° 696 (2012-2013)] (27 juin 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Pour une meilleure indemnisation des victimes d'infractions pénales [n° 107 (2013-2014)] (30 octobre 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du vendredi 18 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Protection pénale des forces de sécurité et usage des armes à feu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux et sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Régime de l'auto-entrepreneur : audition de MM. Pierre Deprost, Inspecteur général des finances, et Philippe Laffon, Inspecteur général des affaires sociales.

(*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi relative au statut de l'auto-entrepreneur - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fixation du nombre et répartition des sièges de conseiller de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Indemnisation des victimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'Etat », programme « Vie politique, culturelle et associative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie », programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 93, 95).

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - **Article 1er** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et en conseiller départemental*) (p. 177). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 185, 186). (p. 226, 227). - **Article 3** (art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - *Nombre de cantons*) (p. 236). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 240, 241). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - *Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 260).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) (p. 279). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 283). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 292). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - *Effectif des conseils municipaux*) (p. 300). (p. 303). - **Article annexe** (p. 315, 316). (p. 317). - **Article 20** (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 326). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation du mandat des conseillers généraux élus en 2008 et 2011, des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en 2010*) (p. 353). - **Article 25** (loi n° 2010-145 du 16 février 2010 ; art. 1er, 3, 5, 6,

81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Abrogation du conseiller territorial) (p. 354). - **Article 26** (Entrée en vigueur) (p. 356). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 358, 359).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 636). (p. 637). - **Article 6** (art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - Dépenses de formation) (p. 646).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (14 février 2013) - **Article 14** (Expérimentation d'une tarification sociale de l'eau) (p. 1291). (p. 1292). (p. 1292, 1293). (p. 1293). (p. 1294). (p. 1295, 1296).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des députés communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1756, 1758).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des députés communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. - (14 mars 2013) - **Article 2** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1817, 1818). (p. 1825, 1826). - **Article 18 bis** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux) (p. 1877, 1878). - **Article 20** (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers communautaires) (p. 1887). (p. 1889). - **Article 20 bis A** (Prorogation du mandat des députés d'EPCI ayant fusionné au 1er janvier 2014 jusqu'à l'installation du nouvel organe délibérant résultant de l'élection organisée en mars 2014) (p. 1899). (p. 1900). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1934, 1935).

- **Question orale sur l'avenir de la résidence universitaire d'Antony** - (26 mars 2013) (p. 2381). (p. 2382).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2560, 2561). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2568). (p. 2573).

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection pénale des forces de sécurité et l'usage des armes à feu [n° 767 (2011-2012)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2697, 2699).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2753).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013)** (p. 3306, 3307). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3351, 3352).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux - Commission mixte paritaire [n° 477 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2 [n° 560 (2011-2012)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4235, 4236).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5078, 5079).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5231, 5232). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5270). - **Article 19** (Transfert de propriété et mise à disposition de biens publics sur le site de La Défense) (p. 5281). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5288). (p. 5290).

- **Question orale sur l'avenir de l'hôpital Beaujon de Clichy-la-Garenne** - (4 juin 2013) (p. 5339). (p. 5340).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5818, 5821).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Question préalable** (p. 5842). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5848).

- **Suite de la discussion** (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5923, 5924). (p. 5927). (p. 5927). (p. 5928). (p. 5931). (p. 5932). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un député supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5934). (p. 5941, 5942). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5943). (p. 5943). (p. 5944). (p. 5946). (p. 5950). (p. 5951). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs) (p. 5953). (p. 5956). - **Article 3** (art. L. 295 du code électoral - Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs) (p. 5960, 5961). (p. 5964). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5966). (p. 5966). - **Article 4** (art. L. 439 du code électoral - Extension aux collectivités situées outre-mer régies par le principe de spécialité législative) (p. 5967). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5968). - **Intitulé du projet de loi** (p. 5969).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6809, 6810).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 676 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 781 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7606, 7607).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8900, 8901).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 10** (précédemment réservé) (supprimé) (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris) (p. 9034, 9035). - **Article 12** (précédemment réservé) (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9073, 9074).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9151, 9152). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 302-13, L. 302-14 [nouveau] et L. 302-15 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Mise en place d'un schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France destiné à favoriser la création de logements) (p. 9174). (p. 9174, 9175). (p. 9175). - **Article 18 bis (précédemment réservé) (supprimé)** (Suppression de l'Établissement public d'aménagement de la Défense Seine Arche au 1er janvier 2016) (p. 9196, 9197). (p. 9199). (p. 9199).

- **Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 26 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9435, 9437).

- **Question orale sur la pérennité des taxes affectées au fonctionnement des comités professionnels de**

développement économique - (29 octobre 2013) (p. 10622). (p. 10623).

- **Questions cribles thématiques sur la sécurité et les chiffres de la délinquance** - (21 novembre 2013) (p. 11778, 11779). (p. 11779).

- **Questions cribles thématiques sur l'accès à la justice et la justice de proximité** - (5 décembre 2013) (p. 12480, 12481). (p. 12481).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13178, 13179).

KAMMERMANN (Christiane)
sénateur (Français établis hors de France - Série 1)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre titulaire de la commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français de l'étranger ; nouvelle nomination le 22 mai 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi tendant à autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen [n° 48 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi organique relative à la présentation par les conseillers consulaires d'un candidat à l'élection du Président de la République [n° 119 (2013-2014)] (5 novembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition des responsables de la Coalition nationale syrienne.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christine Lazerges, présidente de la commission nationale consultative des droits de l'homme.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution et proxénétisme - Audition de M. Grégoire Théry, secrétaire général du mouvement du Nid-France, membre du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, accompagné de Mme Claire Quidet, porte-parole du collectif Abolition 2012.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Michel Bouvet, directeur général délégué de l'agence inter-établissements de recherche pour le développement (AIRD).

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi

relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Kader Arif, ministre délégué chargé des anciens combattants.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les zones de conflit - Table ronde sur l'état des lieux des violences.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 20 C** (p. 1997).

- **Nouvelle lecture [n° 684 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6590).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Article 2** (*art. L. 531-1, L. 531-4 et L. 532-2 du code de la sécurité sociale - Réforme du complément de libre choix d'activité*) (p. 8451, 8452). (p. 8454).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Article 14** (*art. L. 311-17 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 6-9 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Exonération des taxes de délivrance et de renouvellement des titres de séjour pour les femmes étrangères victimes de violence*) (p. 8531, 8532). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8533). (p. 8535). (p. 8537).

KAROUTCHI (Roger)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013. (9 décembre 2013).

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'allocation temporaire d'attente : pour une refonte globale de la gestion de l'asile [n° 105 (2013-2014)] (30 octobre 2013) - **Sécurité sociale - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Immigration, asile et intégration [n° 156 tome 3 annexe 16 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des finances*) : Exécution du budget de 2012 - Audition de M. Jérôme Cahuzac, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial, sur le pilotage du projet de « Centre du Gouvernement ».

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des finances*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des finances*) : Politique française d'aide publique au développement en matière d'énergie et de transport - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement public des grandes infrastructures sportives - Communication de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, et M. Dominique Bailly,

rapporteur au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. Philippe Marini, président, sur un nouvel indicateur permettant de mesurer l'émigration fiscale des particuliers.

Investissements dans la police et la gendarmerie - Contrôle budgétaire - Communication de M. Jean-Vincent Placé, rapporteur spécial Contrôle budgétaire.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de MM. Philippe Marini et Marc Massion dans le cadre de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du TSCG.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial, sur la mission « Direction de l'action du Gouvernement » et sur le budget annexe « Publications officielles et information administrative ».

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Christian Bourquin et André Ferrand, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Michèle André, rapporteure spéciale, sur la mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 61).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial, sur la mission « Immigration, asile et intégration » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'allocation temporaire d'attente (ATA).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Yvon Collin et Mme Fabienne Keller, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Aide publique au développement » et sur le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ».

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 67 et 68) et mission « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir du service public ferroviaire** - (24 janvier 2013) (p. 495, 498).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Grand Paris** - (14 mars 2013) (p. 1859, 1860).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (5 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 2831).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2886).

- **Questions cibles thématiques sur la politique de lutte contre le terrorisme dans notre pays** - (16 mai 2013) (p. 4223). (p. 4223).

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2 [n° 560 (2011-2012)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4236).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5068, 5069).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5118). - **Article 1er (Supprimé)** (*Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales*) (p. 5127). - **Article 2** (*art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions*) (p. 5134, 5135). (p. 5142). (p. 5150). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5152). - **Article 3** (*art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences*) (p. 5155, 5156). (p. 5170). (p. 5176, 5177). (p. 5177). - **Article 4** (*art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique*) (p. 5196).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5219, 5220). (p. 5229). (p. 5234). (p. 5237, 5238). - **Article 11** (*Modalités d'élaboration et calendrier de mise en œuvre du schéma régional de coopération intercommunale en Ile-de-France*) (p. 5241). (p. 5241). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5269). (p. 5270). - **Article 14 (Supprimé)** (*art. L. 3335-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'un fonds de solidarité pour les départements franciliens*) (p. 5275, 5276). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1241-1 du code des transports - Extension des compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France aux questions de « mobilité durable »*) (p. 5277). (p. 5277). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1241-2 et L. 1241-4 du code des transports - Cohérence des programmes d'investissement menés par le syndicat des transports d'Ile-de-France et la Société du Grand Paris*) (p. 5277). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4, 15, 18, 19 et 20 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Coordination entre les actions de la Société du Grand Paris et le syndicat des transports d'Ile-de-France*) (p. 5278). - **Article 19** (*Transfert de propriété et mise à disposition de biens publics sur le site de La Défense*) (p. 5281). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5282). (p. 5284).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. L.O. 153 du code électoral - Interdiction pour un parlementaire nommé membre du Gouvernement de percevoir une indemnité parlementaire pendant le délai d'option*) (p. 7173). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7185).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurisation des lignes ferroviaires en Île-de-France** - (18 juillet 2013) (p. 7448, 7449).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Article 3** (art. L.O. 176, L.O. 178, L.O. 319 et L.O. 322 du code électoral - Extension du recours au suppléant en cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire) (p. 8699).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8896, 8897).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris) (p. 9032, 9033). - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9045). (p. 9054, 9055). (p. 9069). (p. 9081). (p. 9083). (p. 9083, 9084).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9106, 9107). (p. 9111). (p. 9116). (p. 9124). (p. 9125). (p. 9129). (p. 9131). (p. 9135). (p. 9137). (p. 9143). (p. 9148). (p. 9148). (p. 9151). (p. 9165, 9166). - **Article 12 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (Élaboration des premiers schémas de cohérence territoriale et plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement) (p. 9169). - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. L. 143-3 et L. 321-1 du code de l'urbanisme - Fusion des établissements publics fonciers en Île-de-France) (p. 9179). (p. 9184, 9185). (p. 9189).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (25 octobre 2013) - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10327, 10328).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10574, 10575).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11801, 11802).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11849). (p. 11852, 11853). - **Article 3** (art. 197 du code général des impôts - Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial) (p. 11860). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 11865, 11866).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11935). (p. 11941). - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11946).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 885 V bis du code général des impôts - Calcul du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 11989). - **Article 9** (Taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations versées par les entreprises) (p. 11995). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12014).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Article 23** (art. 235 ter ZE du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe de risque systémique) (p. 12153). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 12160, 12161). - **Article 23 bis (nouveau)** (art. 244 quater G du code général des impôts - Réforme du crédit d'impôt bénéficiant aux entreprises employant des apprentis) (p. 12164, 12165).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification du régime de la taxe acquittée par les étudiants étrangers pour la délivrance d'un titre de séjour salarié) (p. 12258). (p. 12261). - **Article 43 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12302, 12303). - **Rappel au règlement** (p. 12305).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique et fiscale** - (28 novembre 2013) (p. 12385).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12885). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 12891).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13176, 13178).

KELLER (Fabienne)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La circulation des mégacamions et le fret routier européen (texte E8284) [n° 644 (2012-2013)] (10 juin 2013) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la circulation des mégacamions et le fret routier européen (texte E 8284) [n° 645 (2012-2013)] (10 juin 2013) - **Transports - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : L'avenir des adolescents issus des quartiers sensibles [n° 749 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Famille - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Définir l'ambition de l'APD française dans l'énergie et s'inspirer des succès marocains [n° 804 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Aide publique au développement [n° 156 tome 3 annexe 4 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des finances*) : Taxe sur les transactions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Banque publique d'investissement - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat désigné aux fonctions de directeur général.

Table ronde sur la fiscalité écologique.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition publique, ouverte à la presse, sur « Les nouvelles mobilités sereines et durables : concevoir des véhicules écologiques ».

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Subsidiarité - Quatrième paquet ferroviaire - Communication et proposition de résolution portant avis motivé de M. Roland Ries.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Deuxième audition publique, ouverte à la presse, sur « Les nouvelles mobilités sereines et durables : concevoir des véhicules écologiques ».

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de maires et de présidents de communautés urbaines ou d'agglomération.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Atelier de prospective : Pour donner leur chance aux adolescents issus des quartiers sensibles.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Avancée des négociations de la coopération renforcée sur la taxe sur les transactions financières.

Transports-Réglementation et fiscalité des poids lourds (texte E 8284) : rapport d'information et proposition de résolution de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des finances*) : Politique française d'aide publique au développement en matière d'énergie et de transport - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et du plan « Investir pour la France ».

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial, sur la mission « Immigration, asile et intégration » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'allocation temporaire d'attente (ATA).

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Thierry Foucaud et Claude Haut, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Enseignement scolaire ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Marie-France Beaufils, rapporteure spéciale, sur la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif aux bénéficiaires des remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Yvon Collin et Mme Fabienne Keller, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Aide publique au développement » et sur le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les nouvelles menaces des maladies infectieuses émergentes** - (23 janvier 2013) (p. 404, 407).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports** [n° 260 (2012-2013)] - (11 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1072).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020)** [n° 408 (2012-2013)] - (12 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1724, 1726).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2919, 2920).

KERDRAON (Ronan)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du contrat de génération (6 février 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Répertoire national des crédits aux particuliers : une contribution à la décision [n° 273 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 350 (2012-2013)] relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 433 (2012-2013)] (20 mars 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Égalité des territoires, logement et ville [n° 159 tome 3 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Aménagement du territoire - Budget - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 8 (2013-2014)] visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 191 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Audition de MM. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et Thierry Repentin, ministre délégué chargé de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant création du contrat de génération.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Bas salaires outre-mer et versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire relative à la sécurisation de l'emploi.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé, Michèle Delaunay, ministre chargée des personnes âgées et de l'autonomie, et Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jacques Péliissard, député du Jura, maire de Lons-le-Saunier, président de l'Association des maires de France.

Audition de Mme Odile Quintin et de M. Christian Forestier, coprésidents du comité de pilotage de la conférence nationale sur les rythmes scolaires.

Echange de vues sur les orientations de travail et les méthodes de la mission commune d'information.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement et ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les nouvelles menaces des maladies infectieuses émergentes** - (23 janvier 2013) (p. 413, 415).

- **Proposition de loi visant à autoriser le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels [n° 555 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 708, 709).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 876, 879).

- **Suite de la discussion** (6 février 2013) - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Recrutement d'inspecteurs du travail par la voie d'un examen professionnel*) (p. 940, 941). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 948).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan dépendance** - (7 février 2013) (p. 999).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)] (suite)** - (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1166, 1168).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (*art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales*) (p. 1609).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2482).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2514, 2516).

- Rapporteur - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2528).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3398, 3400).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3474). (p. 3476).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - **Article 7** (art. L. 5422-12 du code du travail - *Modulation des cotisations d'assurance chômage*) (p. 3780). - **Article 8** (art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - *Encadrement du travail à temps partiel*) (p. 3793).

- **Débat sur l'immigration étudiante et professionnelle** - (24 avril 2013) (p. 4025, 4026).

- **Question orale avec débat sur le devenir de la politique familiale en France** - (16 mai 2013) (p. 4255, 4256).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Création expérimentale et prise en charge des maisons de naissance*) (p. 5860). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 5864). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5868, 5869).

- **Questions cibles thématiques sur la situation des caisses d'allocations familiales** - (27 juin 2013) (p. 6583). (p. 6583).

- **Question orale sur la réduction des effectifs douaniers en Côtes-d'Armor** - (9 juillet 2013) (p. 6974, 6975). (p. 6975).

- **Projet de loi relatif à l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat [n° 744 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7519, 7521).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9942, 9943).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11060, 11061). (p. 11062). (p. 11064). (p. 11064). - **Article 4** (*Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11086). (p. 11086).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11290, 11292).

- **Débat sur la sécurité sociale des étudiants** - (3 décembre 2013) (p. 12415, 12418).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 12708, 12709). - **Article 1er** (*Extension du principe de gratuité et de non-limitation de la durée de stationnement*) (p. 12718). (p. 12718). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 12722). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts*) (p. 12724). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12724, 12725). (p. 12725, 12726). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12727, 12728).

KHIARI (Bariza)
sénatrice (Paris)
SOC

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 15, 17, 28, 30, 31 janvier, 7, 13, 19, 21, 28 février, 13, 20, 21, 22, 26, 28 mars, 3, 5, 9, 12, 19, 20, 23, 25 avril, 16, 24, 30, 31 mai, 5, 6, 20, 21, 26, 27 juin, 4, 18, 25 juillet, 10, 13 septembre, 3, 4, 16, 17, 21, 25, 26, 31 octobre, 18, 19, 21, 22, 23, 25 novembre, 10 et 13 décembre 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 35 (2013-2014)] tendant à encadrer les conditions de la vente à distance des livres [n° 247 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Culture - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Communication de M. David Assouline.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Vincent Monadé, président du Centre national du livre (CNL).

Audition de M. Vincent Monadé, président du Centre national du livre (CNL).

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet de votes** - (21 février 2013) (p. 1489).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Micronésie** - (20 mars 2013) (p. 2100).

- **Débat sur l'immigration étudiante et professionnelle** - (24 avril 2013) (p. 4009, 4012).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Mali** - (16 mai 2013) (p. 4226).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (21 juin 2013) - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 731-14 du code de l'éducation - Sanctions pénales en cas de délivrance de « master » en l'absence d'autorisation de délivrer des diplômes conférant le grade de master*) (p. 6257).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 688 (2012-2013)]** - (12 juillet 2013) - **Article 2** (*art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires*) (p. 7114).

- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 781 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1er - tableau n° 2 annexé au code électoral - Répartition par secteurs des sièges des membres du conseil de Paris*) (p. 7611). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7613, 7614).

- **Clôture de la session extraordinaire** - (25 juillet 2013) (p. 7810).

- **Ouverture de la troisième session extraordinaire de 2012-2013** - (10 septembre 2013) (p. 7863).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013, suivi d'un débat interactif et spontané** - (16 octobre 2013) (p. 9639, 9640).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de Canet-en-Roussillon** - (25 octobre 2013) (p. 10285).

KLÈS (Virginie)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC-A, puis SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 17 décembre 2013 ; puis rapporteure le 17 décembre 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales le 30 mai 2013 ; nouvelle nomination le 30 mai 2013.

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile.

Membre titulaire de la commission nationale de la vidéoprotection.

Membre titulaire du Conseil national des sapeurs-pompiers.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 3 (2012-2013)] visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 439 (2012-2013)] (20 mars 2013) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 767 (2011-2012)] visant à renforcer la protection pénale des forces de sécurité et l'usage des armes à feu [n° 453 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 691 (2012-2013)] relatif au procureur de la République financier [n° 738 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 789 (2012-2013)] (23 juillet 2013) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 717 (2012-2013)] pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes [n° 807 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Entreprises - Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 855 (2012-2013)] relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 21 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Pour une réforme pragmatique de la justice de première instance [n° 54 (2013-2014)] (9 octobre 2013) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Protection des droits et libertés [n° 162 tome 17 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Répertoire national des crédits aux particuliers - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Pierre Lévy-Soussan, pédopsychiatre et psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Stéphane Nadaud, pédopsychiatre.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de la représentante de l'association Enfance et partage.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'association La voix de l'enfant.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'interassociative inter-LGBT.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Daniel Sibony, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Elisabeth Roudinesco, historienne de la psychanalyse, directrice de recherche à l'Université de Paris VII.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jérôme Guedj, représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christine Lazerges, présidente de la commission nationale consultative des droits de l'homme.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Nutte, président et M. Raymond Chabrol, secrétaire général du Conseil national d'accès aux origines personnelles.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants du Conseil national des barreaux.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Protection pénale des forces de sécurité et usage des armes à feu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Protection pénale des forces de sécurité et usage des armes à feu - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul de l'indemnité de fonction des parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des indemnités de fonction des parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Jean-Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique, sur l'organisation du débat national sur la procréation médicalement assistée (PMA).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Echange de vues sur la création éventuelle d'un groupe de travail sur les tranches démographiques prises en compte pour la désignation des électeurs pour l'élection des sénateurs.

Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué au budget.

Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. François Molins, procureur de la République de Paris, M. Jacques Carrère, procureur de la République adjoint, et M. Michel Maes, vice-procureur, chef de la section des affaires financières - Tribunal de grande instance de Paris.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la

République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Procureur de la République financier - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Pierre Avril, professeur émérite de droit public, M. Olivier Beaud, professeur de droit public, Mme Julie Benetti, professeur de droit public et M. Dominique Rousseau, professeur de droit public.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Justice de première instance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial, sur la mission « Direction de l'action du Gouvernement » et sur le budget annexe « Publications officielles et information administrative ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », programme « Protection des droits et libertés » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », programme « Égalité entre les femmes et les hommes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 189, 190).

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 468, 470).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 608, 609).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (31 janvier 2013) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 773). (p. 774).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1548, 1549). - **Article 1er** (*Champ des infractions amnistées*) (p. 1558). (p. 1559). (p. 1559). (p. 1561). (p. 1561). (p. 1562). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1562). - **Article 4** (*Amnistie des sanctions disciplinaires*) (p. 1563). - **Article 5** (*Amnistie des sanctions dans les établissements universitaires ou scolaires*) (p. 1564). - **Article 6** (*Procédure de réintégration des salariés et agents licenciés*) (p. 1565). - **Article 8** (*Effets de l'amnistie*) (p. 1566). - **Article 9** (*Autres effets de l'amnistie*) (p. 1566). - **Article 11** (*Suppression des données personnelles enregistrées dans les fichiers de police - amnistie du délit de refus de se soumettre à un prélèvement génétique*) (p. 1567). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1569).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2547, 2548).

- Rapporteur - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2566). - **Article 2 (nouveau)** (*art. 225-25 du code pénal et art. 398-1, 5° du code de procédure pénale*) (p. 2567). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2568). (p. 2570). (p. 2571, 2572). (p. 2573).

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection pénale des forces de sécurité et l'usage des armes à feu [n° 767 (2011-2012)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2683, 2686). (p. 2699).

- Rapporteur - **Article 1er** (*art. 143 [nouveau] de la loi 2011-267 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Autorisation de l'usage des armes par les fonctionnaires de police dans des cas autres que la légitime défense ou l'état de nécessité*) (p. 2701). - **Article 2** (*art. 122-6 du code pénal - Nouveaux cas de présomption de légitime défense des membres des forces de l'ordre*) (p. 2701).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2751, 2752).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3277, 3278).

- **Débat sur la loi pénitentiaire** - (25 avril 2013) (p. 4044, 4045).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Article 18 (réservé)** (*art. L. 123-4, L. 123-4-1 (nouveau), L. 123-5 et*

L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS (p. 5770, 5771). (p. 5773). (p. 5773). (p. 5774).

- **Proposition de loi visant à instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus [n° 605 (2011-2012)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5877, 5879). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5881, 5882). (p. 5882).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5930). (p. 5932). (p. 5932).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7335, 7336).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er bis** (art. 131-38 du code pénal - Augmentation du montant de l'amende encourue par les personnes morales) (p. 7374, 7375).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 7457). - **Article 15 (priorité)** (Chapitre Ier du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier) (p. 7471).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**. - (18 juillet 2013) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 38-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application au procureur de la République financier de la limitation à sept ans de la durée d'exercice des fonctions applicable aux procureurs de la République) (p. 7514). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 28-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Spécialisation des magistrats financiers) (p. 7514, 7515).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8411, 8413).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (Définition de la politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 8440). (p. 8440). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8457). - **Article 3** (art. 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 - Interdiction de soumissionner aux marchés publics) (p. 8462). (p. 8464). - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 8469). (p. 8470).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8497). (p. 8498). - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 8515). - **Article 7** (art. 515-10, 515-11 et 515-12 du code civil - Ordonnance de protection) (p. 8517). (p. 8518). (p. 8519). (p. 8519). (p. 8520). (p. 8520). (p. 8521). (p. 8522). - **Article 8** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 8524). (p. 8524). (p. 8525). - **Article 9** (art. 41-1, 41-2 et 138 du code de procédure pénale ; art. 132-45 du code pénal - Éviction du conjoint violent du domicile) (p. 8526). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (Généralisation du dispositif « femmes en très grand danger ») (p. 8526). - **Articles**

additionnels après l'article 12 (p. 8528). (p. 8529). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8530). (p. 8531). - **Article 14** (art. L. 311-17 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 6-9 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Exonération des taxes de délivrance et de renouvellement des titres de séjour pour les femmes étrangères victimes de violence) (p. 8532). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8534). (p. 8536). (p. 8538). (p. 8538, 8539). (p. 8539). (p. 8540). (p. 8540). (p. 8541). - **Article 15** (art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale ; art. 132-45 et 222-44 du code pénal - Possibilité d'astreindre l'auteur des violences à suivre un stage de sensibilisation à la prévention et à la lutte contre les violences sexistes) (p. 8543, 8544). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 8546, 8547). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. 21 de la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 - Obligation de formation des professionnels impliqués dans la lutte contre les violences faites aux femmes) (p. 8548). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 8549). (p. 8550). (p. 8550). (p. 8551). (p. 8551). (p. 8552). - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 8553). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-1, 20-5 et 43-11 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Modification des pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatifs à l'image et la place des femmes dans les médias) (p. 8553). (p. 8554). (p. 8555). (p. 8555). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8556, 8557). (p. 8558). (p. 8562). (p. 8564). (p. 8566). (p. 8568). (p. 8569). (p. 8569). (p. 8569). (p. 8570). - **Article additionnel avant l'article 18** (p. 8573). - **Article 18** (art. 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités de calcul de la minoration de la première fraction d'aide publique aux partis politiques) (p. 8574). (p. 8574). (p. 8575). (p. 8575). - **Article additionnel avant l'article 19** (p. 8576). - **Article 19** (art. L. 131-8 du code du sport - Parité dans les instances dirigeantes des fédérations sportives) (p. 8577). (p. 8577). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8579). (p. 8579). (p. 8580). - **Article 20 bis (nouveau)** (art. 5 de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle - Conditions d'entrée en vigueur de l'obligation de représentation équilibrée entre les hommes et les femmes au sein des conseils d'administration ou de surveillance des sociétés anonymes non cotées) (p. 8581). - **Article 22** (art. L. 511-7 du code rural et de la pêche maritime - Représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans les chambres d'agriculture) (p. 8582). - **Article 22 bis (nouveau)** (art. L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales - Obligation de parité dans les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux) (p. 8584). (p. 8584). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. 8 [nouveau] du code de l'artisanat - Représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans les chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 8585). (p. 8585). - **Article 22 quater (nouveau)** (Rapport au Parlement sur la représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans les chambres consulaires) (p. 8586). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 8587). - **Article 23** (Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures relevant de la loi) (p. 8587). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 8589). - **Article 25** (Application des dispositions du projet de loi dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 8590).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8628, 8629). - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8666, 8667). (p. 8667). (p. 8673).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 8701). (p. 8701).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013).**

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture [n° 22 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 24 (2013-2014)** (p. 9359, 9360).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier - Nouvelle lecture [n° 24 (2013-2014)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 22 (2013-2014).** - (8 octobre 2013) - **rapporteur - Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 38-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application au procureur de la République financier de la limitation à sept ans de la durée d'exercice des fonctions applicable aux procureurs de la République) (p. 9397).

- **Débat sur la protection des données personnelles** - (17 octobre 2013) (p. 9682, 9683).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Article 7** (art. L. 562-1 et L. 562-4-1 du code de l'environnement - *Élaboration conjointe des PPRI et procédure de révision simplifiée*) (p. 11721). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11728, 11729).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 111 (2013-2014)]** - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 112 (2013-2014)** (p. 11748, 11749).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 112 (2013-2014)]** - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 111 (2013-2014).**

- **Questions cribles thématiques sur la sécurité et les chiffres de la délinquance** - (21 novembre 2013) (p. 11771). (p. 11772).



NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République le 23 avril 2013 ; puis rapporteur du 14 mai 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République : Des territoires responsables pour une République efficace [n° 49 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 822 (2012-2013)] relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 53 (2013-2014)] (9 octobre 2013) - **Budget - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Défense [n° 156 tome 3 annexe 8 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

(*commission des finances*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Les collectivités territoriales et le développement économique : vers une nouvelle étape » de MM. Jean-Luc Fichet et Stéphane Mazars.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Contexte et conditions de la création de la future Euro-métropole lyonnaise : compte rendu de la réunion avec le conseil général du Rhône et la communauté urbaine de Lyon.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Géraldine Chavrier, professeur agrégée de droit public, sur l'adaptabilité des normes au niveau local.

Communication sur le déplacement de la délégation dans le Rhône, le 28 mars 2013.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des finances*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des régions de France.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Constitution.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Débat sur les orientations de la mission et établissement du programme de travail.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Hervé le Bras, démographe, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Audition de M. Laurent Davezies, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire « Économie et développement des territoires ».

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Christophe Mahieu, président-directeur général d'Est Bourgogne Media SA, directeur de la publication des quotidiens Le Bien public et Le Journal de Saône-et-Loire.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Lawrence Cannon, ambassadeur du Canada en France.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Philippe Wahl, président du directoire de La Banque postale.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) pour 2014 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 25 septembre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Échange de vues.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Adoption du rapport.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Rémunération des militaires - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Le secteur public ferroviaire et les collectivités territoriales », de M. Edmond Hervé.

Travaux à venir de la délégation : communication de Mme Jacqueline Gourault.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État » - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales)** (p. 1776, 1777).

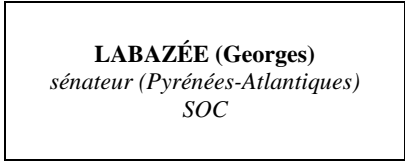
- **Question orale sur les pôles de compétitivité** - (18 juin 2013) (p. 5898). (p. 5899).

- **Question orale sur la situation du secteur de la construction métallique** - (18 juin 2013) (p. 5899). (p. 5900).

- **Question orale sur les praticiens du secteur de la santé diplômés à l'étranger** - (15 octobre 2013) (p. 9565, 9566). (p. 9566).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9776, 9779). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 9841).

- Rapporteur pour avis - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés) (Approbation du rapport annexé)** (p. 9881, 9882). (p. 9883). (p. 9883). (p. 9885). (p. 9886).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution le 13 mars 2013 ; puis vice-président du 27 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La politique vaccinale de la France [n° 351 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Valoriser les mandats par le non-cumul [n° 442 (2012-2013)] (20 mars 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Secteur médico-social [n° 126 tome 3 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Examen des articles [n° 126 tome 7 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - Tableau comparatif [n° 126 tome 8 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Audition de M. Dominique Maraninchi, directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Politique vaccinale de la France - Audition du Pr Brigitte Autran, professeur des universités, praticien hospitalier à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (UPMC) et coordinatrice du réseau Corevac (Consortium de recherches vaccinales).

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Les collectivités territoriales et le développement économique : vers une nouvelle étape » de MM. Jean-Luc Fichet et Stéphane Mazars.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Colloque relatif à l'autisme - Communication.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Olivier Andrault, chargé de la mission « agriculture et alimentation » à l'Union française de consommateurs, UFC Que choisir.

Audition de MM. Pascal Millory, directeur commercial et Guy Emeriau, responsable de l'activité boucherie-volaille de Système U.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Pierre Montaner, directeur des produits laitiers et carnés de SOPEXA.

Audition de MM. Frédéric Gueudar Delahaye, directeur général par intérim, Michel Meunier, délégué filière viande, Yves Trégaro, chef de l'unité produits animaux et viande, et Mme Claire Legrain, chef du service entreprises et marché de FranceAgriMer.

Audition de MM. Hervé Guyomard, directeur scientifique et Jean-Louis Payraud, directeur de la recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

Audition de MM. Hubert Garaud, président du pôle animal, Gérard Viel, président de la filière porcine, Denis Gilliot, coordinateur des filières et Mme Irène de Bretteville, chargée des relations parlementaires de Coop de France.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS, sur les métropoles.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Normes européennes en matière de détachement des travailleurs - Présentation d'un rapport d'information de la commission des affaires européennes.

Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Philippe Lecouvey, directeur général de l'Institut français du porc (IFIP).

Audition de MM. Philippe Chalmin, président, et Philippe Boyer, secrétaire général, de l'Observatoire des prix et des marges.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accessibilité des personnes handicapées au logement, aux établissements recevant du public, aux transports, à la voirie et aux espaces publics - Présentation d'un rapport au Premier ministre.

Troisième plan autisme (2013-2017) - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Les collectivités territoriales et les infrastructures de transport », de MM. Jacques Mézard et Rémy Pointereau.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. André Aoun, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES).

Réunion du jeudi 20 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Marc Mortureux, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), candidat au renouvellement de son poste.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurité sociale - Certification des comptes 2012 - Audition du Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Arrêté d'admission en qualité de pupille de l'État - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Examen du rapport de la mission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition du Pr Jean-Luc Harousseau,

président du collège de la Haute autorité de santé, sur le rapport d'activité de la HAS pour 2012.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Claude Evin, directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Réunion de la commission consultative d'évaluation des normes.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde sur la pénibilité.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé, Michèle Delaunay, ministre chargée des personnes âgées et de l'autonomie, et Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « La sécurité sociale des élus locaux ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conditions d'attribution de la carte du combattant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) - Audition de M. Didier Houssin, candidat pressenti à la présidence.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Christian Babusiaux, président de chambre, et Pierre Jamet, conseiller maître, sur le rapport public thématique de la Cour des comptes « L'organisation territoriale de l'Etat ».

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement et ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Pillet sur les communes et la sécurité.

Examen du rapport de M. Jean-Claude Peyronnet « La place des parlementaires dans les instances locales après l'adoption des nouvelles règles de non-cumul ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article 1er** (*art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération*) (p. 908).

- **Question orale sur la place des langues régionales dans le projet de loi de programmation et d'orientation pour l'école** - (19 février 2013) (p. 1333). (p. 1334).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1764).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**.

- **Question orale sur la concession des usines hydroélectriques sur le territoire national** - (23 avril 2013) (p. 3907, 3908). (p. 3908).

- **Débat sur la politique vaccinale de la France** - (23 avril 2013) - rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 3931, 3933).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Article 4 bis** (*art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Promotion de la santé des élèves*) (p. 4416).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5701, 5702).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (30 octobre 2013) - **Article 4** (*art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite*) (p. 10722). - **Article 6** (*art. L. 4162-1 à L. 4162-2 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 10787). (p. 10787).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11264, 11266).

LABBÉ (Joël)
sénateur (Morbihan)
ECOLO

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles.

Vice-président de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution le 13 mars 2013 ; puis vice-président du 27 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe, transphobe, sexiste ou à raison du handicap [n° 265 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins des plus démunis [n° 352 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à augmenter la durée de vie des produits [n° 429 (2012-2013)] (18 mars 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités [n° 811 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative aux pouvoirs du Défenseur des droits [n° 861 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 40 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)] (2 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil [n° 216 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 232 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Jean-René Buisson, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA).

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Dominique Braye, président de l'agence nationale de l'habitat.

Audition de Mme Hélène Gassin et de M. Jean-Pierre Sotura, candidats désignés au collège de la commission de régulation de l'énergie (CRE).

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Henri Brichard, vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Audition de M. Serge Préveraud, président de la Fédération nationale ovine (FNO).

Audition de MM. Guillaume Roué, président, et Didier Delzescaux, directeur de l'Interprofession nationale porcine (INAPORC).

Audition M. Philippe Chotteau, responsable du département « économie » de l'Institut de l'élevage, et de Mme Mélanie Richard, chef de projet sur la filière viande bovine de l'Institut de l'élevage.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Géraldine Chavrier, professeur agrégée de droit public, sur l'adaptabilité des normes au niveau local.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*): Ouverture de négociations en vue d'un Partenariat transatlantique - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires économiques*): Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport pour avis.

(*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Louis-Xavier Thirode, chef du bureau central des cultes au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée à la présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Contentieux de l'urbanisme - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Martial Bourquin, parlementaire en mission sur l'ordre public économique et les relations inter-entreprises.

(*mission commune d'information sur la filière viande*): Examen du rapport de la mission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*): Missions de l'Etablissement national des produits agricoles et de la pêche maritime - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*): Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 relative à la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Economie sociale et solidaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Groupe de travail sur la garantie universelle des loyers (GUL) - Communication.

Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées au Mali** - (16 janvier 2013) (p. 117, 118).

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 395, 396).

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 423, 424).

- **Proposition de loi visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne [n° 322 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Discussion générale** (p. 960, 961).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale applicables aux infractions forestières [n° 320 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 983, 984).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (13 février 2013) - **Article 7 bis (titre VII [nouveau] du livre II, chapitre III [nouveau] du titre II du livre Ier, art. L. 121-6, L. 121-10, L. 121-16, L. 134-1, L. 321-10, L. 321-15, L. 321-15-1 [nouveau] et L. 333-3 du code de l'énergie - Valorisation de l'effacement)** (p. 1251, 1252).

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1355).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1822).

- **Débat sur le droit de semer et la propriété intellectuelle** - (27 mars 2013) (p. 2496, 2497).

- **Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)]** - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2661).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports - Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3439, 3440). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3468).

- **Question orale avec débat sur la lutte contre l'obsolescence programmée des produits** - (23 avril 2013) (p. 3924).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4184, 4185).

- **Proposition de loi visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil [n° 520 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4207, 4208). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4218).

- **Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 567 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4336, 4337).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Article 5 (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans)** (p. 4441).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière porcine** - (23 mai 2013) (p. 4507, 4508).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4967, 4968). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 4997). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5001).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6652, 6653).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7904, 7905).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 3 ter (nouveau)** (section 12 [nouvelle] du chapitre II du titre Ier du

livre III de la deuxième partie du code de l'éducation - Education des consommateurs) (p. 8017). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 8023). (p. 8024). (p. 8024). (p. 8024). (p. 8024). (p. 8024, 8025). (p. 8025). (p. 8025). (p. 8026). (p. 8028). (p. 8028). (p. 8028). (p. 8028, 8029). (p. 8029). (p. 8030). (p. 8031). (p. 8031). (p. 8031). (p. 8031). (p. 8032). (p. 8034). (p. 8035, 8036). (p. 8036). (p. 8045). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8045, 8046). (p. 8050). - **Article 4 bis A** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration) (p. 8058).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Vente à distance) (p. 8089). (p. 8101). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8108). (p. 8108, 8109). (p. 8109). - **Article 5 bis** (art. L. 515-32 du code de la consommation - Réservoirs enterrés de liquides inflammables) (p. 8112). - **Article 7** (art. L. 211-7, L. 211-15, L. 211-16 et L. 211-19 du code de la consommation - Garanties applicables aux contrats de consommation) (p. 8122). (p. 8122). (p. 8123). (p. 8124). (p. 8125). (p. 8125). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 8125). (p. 8126, 8127). (p. 8127). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8133). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 8160). - **Article 19 bis A (nouveau)** (art. L. 112-10 du code monétaire et financier - Frais sur les comptes inactifs) (p. 8181). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-17 du code de la consommation - Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité) (p. 8182). - **Article 19 octies** (art. L. 312-9-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance emprunteur) (p. 8189). (p. 8190). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L. 313-9, L. 331-11 du code de la consommation - Registre national des crédits aux particuliers) (p. 8211).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Article 23** (art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, L. 721-1, L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires) (p. 8280). - **Articles additionnels après l'article 72 terdecies A (appelés en priorité)** (p. 8297). (p. 8298). - **Articles additionnels après l'article 72 terdecies (appelés en priorité)** (p. 8301). - **Article 53** (art. L. 141-1-2 [nouveau] du code de la consommation - Modalités de prononciation d'une amende administrative) (p. 8328). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-1-1 [nouveau] du code de commerce - Création d'un statut pour les magasins de producteurs) (p. 8360). (p. 8361). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8394, 8395).

- **Proposition de loi relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime [n° 6 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9427, 9428).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9930, 9933).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) - **Article 1er** (art. Ier, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 10000). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale -

Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989 (p. 10047). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 10063). (p. 10064). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 10066).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 10** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation ; art. L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale ; art. L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - *Obligation pour les bailleurs personnes morales de saisir la commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives, CCAPEX*) (p. 10144). (p. 10145). - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - *Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO*) (p. 10151). (p. 10152). - **Article 14** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - *Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD*) (p. 10158, 10159). (p. 10159). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - *Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO*) (p. 10165). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 10170). (p. 10171). - **Article 21** (art. L. 252-2, L. 264-1, L. 264-2, L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles et art. 102 du code civil - *Simplification des règles de domiciliation*) (p. 10175). - **Article 22** (art. 200-1 à 203-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Dispositions relatives à l'habitat participatif*) (p. 10184). (p. 10188). (p. 10188). - **Article 22 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 633-4 du code de la construction et de l'habitation - *Participation du comité de résidents au conseil de concertation dans les logements-foyers*) (p. 10190). - **Article 28** (art. 9, 10-1, 24, 25, 25-1, 26, 26-7, 28 et 30 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Règles de majorité des assemblées générales de copropriétaires*) (p. 10226). (p. 10226). (p. 10226). (p. 10228). (p. 10228). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 10229, 10230).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 46 septies (supprimé)** (art. L. 634-1 à L. 634-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Autorisation préalable de mise en location*) (p. 10275). - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, art. L. 441-2-7 à L. 441-2-9 [nouveaux] et L. 472-3 du code de la construction et de l'habitation - *Réforme de la procédure de demande de logement social*) (p. 10282). (p. 10282). - **Articles additionnels après l'article 49 bis A** (p. 10316). - **Article 63 (priorité)** (*Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération*) (p. 10321). (p. 10336). - **Articles additionnels après l'article 58 B (priorité)** (p. 10346). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - *Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT*) (p. 10352). (p. 10352). (p. 10354). (p. 10355). (p. 10358). (p. 10359). (p. 10359). (p. 10360). (p. 10362). (p. 10373). - **Article 59 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 444-

1, L. 111-4 et L. 121-1 du code de l'urbanisme - *Obligation de prise en compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente sur le territoire dans les documents d'urbanisme*) (p. 10383). - **Articles additionnels après l'article 63 (priorité)** (p. 10394).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - *Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD*) (p. 10426). (p. 10429). (p. 10431, 10432). (p. 10432). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - *Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT*) (p. 10437). (p. 10437). - **Article 66 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-1-2, L. 145-3 et L. 145-5 du code de l'urbanisme - *Suppression de la possibilité de dérogation au principe d'inconstructibilité posé dans les communes non couvertes par un document d'urbanisme*) (p. 10446). - **Article 73 (priorité)** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ; art. L. 342-33 du code du tourisme - *Dispositions réglementaires adoptables par un plan local d'urbanisme*) (p. 10476).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (7 novembre 2013) - **Article 5 A (nouveau)** (*Stratégie régionale de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11102). (p. 11103). (p. 11103). - **Article 5** (*Pôles territoriaux de coopération économique*) (p. 11105, 11106). (p. 11106). - **Article 7** (art. L. 3332-17-1 du code du travail - *Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »*) (p. 11113). (p. 11114). - **Article 9** (*Schéma de promotion des achats publics socialement responsables*) (p. 11118). (p. 11120). (p. 11121). (p. 11121). - **Article 10** (*Définition des subventions publiques*) (p. 11125). (p. 11126). (p. 11126, 11127). - **Articles additionnels après l'article 10 bis** (p. 11127). (p. 11127). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (p. 11128). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11170). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 11182). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11246).

- **Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 125 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11613, 11616). - **Article 1er** (art. L. 253-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Interdiction pour les personnes publiques d'utiliser des produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts et promenades relevant de leur domaine public ou privé*) (p. 11630, 11631). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11633).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 11663, 11664). (p. 11668). - **Article 4** (art. L. 332-1, L. 332-1-1 [nouveau], L. 332-4, L. 343-1, L. 343-1-1 [nouveau], L. 521-4, L. 521-4-1 [nouveau], L. 615-5, L. 615-5-1-1 [nouveau], L. 623-27-1, L. 623-27-1-1 [nouveau], L. 716-7, L. 716-7-1 A [nouveau], L. 722-4 et L. 722-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle - *Harmonisation de la procédure de saisie-contrefaçon et des procédures connexes pour tous les droits de propriété intellectuelle*) (p. 11676). (p. 11676).

LABORDE (Française)
sénatrice (Haute-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Membre titulaire de la commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France.

Membre titulaire de l'Observatoire de la laïcité le 4 avril 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013 ; puis vice-présidente le 6 novembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013 ; puis vice-présidente le 4 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 614 (2012-2013)] - A la recherche d'un nouvel équilibre hommes-femmes dans l'enseignement supérieur et la recherche [n° 655 (2012-2013)] (11 juin 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Nicole Pot, inspectrice générale des affaires culturelles, haut fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violences et discriminations à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes et porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement français à l'étranger - Table ronde.

Groupe de travail sur le pré-recrutement dans l'éducation nationale - Communication.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Économie numérique de la presse et du livre - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Comité national de pilotage sur l'accès de tous les jeunes à l'art et à la culture - Audition de Mme Marie Desplechin, présidente et de M. Jérôme Bouët, rapporteur.

Réunion du jeudi 21 mars 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Muriel Beyer, directrice littéraire des Éditions Plon, membre de « women's forum ».

Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Muriel Couton, directrice du développement et de la coordination, directrice de la promotion et des actions culturelles de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD).

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement privé des associations - Audition de Mme Sylvie Banoun, sous-directrice de la vie associative et de l'éducation populaire, et M. François Vareille, secrétaire général du Haut conseil à la vie associative (HCVA), sur les travaux d'évaluation et les propositions du HCVA.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Respect de l'exception culturelle dans le cadre de la négociation d'un accord de libre-échange avec les États-Unis - Échange de vues.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Adaptation du droit français au droit de l'Union européenne dans le domaine de la justice - Examen du rapport d'information.

Enseignement supérieur et recherche - Nomination d'un rapporteur.

Femmes et culture - Audition de Mme Karine Saporta, chorégraphe, présidente fondatrice de l'Association des centres chorégraphiques nationaux, présidente de la commission « Danse » et vice-présidente de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission des affaires économiques*) : Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

Groupe de travail sur l'éthique du sport - Communication.

Réunion du lundi 22 juillet 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Egalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des finances*) : Aides à la presse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Avenir et justice du système de retraites - Audition du Conseil d'orientation des retraites (COR).

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport d'information et des recommandations.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hubert Allier, vice-président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA).

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Alya Aglan, professeure d'histoire contemporaine à l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 28 novembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les zones de conflit - Audition de Mme Françoise Gaudin, haut fonctionnaire à l'égalité au ministère de la Défense et du LCL Pierre Duchesne de l'état-major des armées.

Réunion du jeudi 5 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Table ronde des historiens et de l'anthropologue.

Réunion du jeudi 12 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Table ronde des soignants et de l'aide humanitaire.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 649).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article 1er** (*art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération*) (p. 935, 936). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 947).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1165, 1166).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Article 1er** (*Champ des infractions amnistiées*) (p. 1561). - **Article 5** (*Amnistie des sanctions dans les établissements universitaires ou scolaires*) (p. 1564). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1570).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'absence de révision constitutionnelle relative à la laïcité** - (14 mars 2013) (p. 1858, 1859).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - (26 mars 2013) (p. 2405, 2407).

- **Débat sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (26 mars 2013) (p. 2422, 2423).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (5 avril 2013) - **Question préalable** (p. 2829, 2830).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3381, 3383).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 3752, 3753). - **Article 5** (art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveaux], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise) (p. 3759). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3787). (p. 3788). - **Article 10** (art. L. 2242-21 à L. 2242-23 [nouveaux] du code du travail - Mobilité interne) (p. 3818). - **Article 12** (art. L. 5125-1 à L. 5125-6 [nouveaux] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi) (p. 3825). - **Article 13** (art. L. 1233-22 à L. 1233-24, L. 1233-24-1 à L. 1233-24-4 [nouveaux], L. 1233-30, L. 1233-33 à L. 1233-36, L. 1233-39 à L. 1233-41, L. 1233-45-1 [nouveau], L. 1233-46, L. 1233-47, L. 1233-50, L. 1233-52 à L. 1233-57, L. 1233-57-1 à L. 1233-57-8 [nouveaux], L. 1233-58, L. 1233-63, L. 1233-90-1 [nouveau], L. 1235-7, L. 1235-7-1 [nouveau], L. 1235-10, L. 1235-11, L. 1235-16, L. 2323-15, L. 2325-35, L. 3253-8, L. 3253-13, L. 4614-12-1 et L. 4614-12-2 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 631-17, L. 631-19, L. 641-4 et L. 642-5 du code de commerce - Plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 3835). (p. 3836). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-5 et L. 1233-71 du code du travail - Pondération des critères de licenciement collectif et durée du congé de reclassement) (p. 3842). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1235-1, L. 1471-1 [nouveau], L. 3245-1 du code du travail ; art. 80 duodecimes du code général des impôts - Conciliation devant le conseil des prud'hommes et aménagement des règles de prescription) (p. 3844). - **Article 17** (art. L. 2314-2, L. 2322-2 et L. 2324-3 du code du travail - Aménagement de la mise en place des institutions représentatives du personnel en cas de franchissement des seuils d'effectifs) (p. 3846). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3847). - **Vote unique sur les articles 5 à 20 et l'ensemble du texte** (p. 3851).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte de compétitivité** - (25 avril 2013) (p. 4055, 4056).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4097, 4098).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4366, 4367).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - **Question préalable** (p. 4400, 4402). - **Article 3 A (nouveau)** (art. L. 111-1 du code de l'éducation - Lutte contre les inégalités et éducation aux valeurs républicaines) (p. 4412). - **Article 4 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2 du code de l'éducation - Formation à l'exercice de la citoyenneté dans la société de l'information et de la communication) (p. 4414). (p. 4414). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4444). - **Article 6** (art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - Éducation artistique et culturelle) (p. 4449). (p. 4449, 4450).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 7** (art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences) (p. 4482). (p. 4485). - **Article 18** (art. L. 214-13-1 [nouveau] du code de l'éducation - Élaboration et mise en œuvre de la carte régionale des formations professionnelles initiales) (p. 4526). (p. 4527). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation du système éducatif) (p. 4543). (p. 4543). (p. 4544). (p. 4545). (p. 4546). (p. 4547). (p. 4549). (p. 4550). (p. 4550). (p. 4550). - **Article 23** (art. L. 311-1 du code de l'éducation - Organisation de la scolarité en cycles) (p. 4552). (p. 4554). - **Article 25** (art. L. 311-3-1 du code de l'éducation - Dispositifs d'aide à la maîtrise du socle commun) (p. 4556, 4557). (p. 4557). - **Article 25 bis** (art. L. 311-7 du code de l'éducation - Appréciation de l'acquisition des connaissances et des compétences) (p. 4558). (p. 4559). - **Article 27** (art. L. 312-9-2

du code de l'éducation [rétabli] - Enseignement obligatoire d'une langue vivante étrangère au début de la scolarité élémentaire) (p. 4566). (p. 4566).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 30** (art. L. 321-2 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école maternelle) (p. 4596). (p. 4596). - **Article 32 A** (art. L. 313-1 et L. 331-7 du code de l'éducation - Élaboration du projet d'orientation scolaire et professionnelle) (p. 4606). (p. 4607). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 401-4 du code de l'éducation - Cadre pour la coopération école-collège) (p. 4628). (p. 4628). - **Article 42** (art. L. 421-2 du code de l'éducation - Représentation de la collectivité de rattachement au sein du conseil d'administration des EPLE) (p. 4632). (p. 4632). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 4633, 4634). (p. 4636). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-1 du code de l'éducation - Mise en place du projet éducatif territorial) (p. 4643). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 625-1 et L. 611-1 du code de l'éducation - Formation des personnels enseignants et d'éducation par les écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4650). (p. 4650). (p. 4650, 4651). (p. 4651). (p. 4651). (p. 4652). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4660). (p. 4660). (p. 4661). (p. 4662). - **Article 55** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Élargissement du champ de l'exception pédagogique) (p. 4674). (p. 4675). - **Article 60 (Texte non modifié par la commission)** (Comité de suivi) (p. 4680). (p. 4680). (p. 4680). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 4683). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 4701). (p. 4702). (p. 4703). (p. 4703). (p. 4704). (p. 4704). (p. 4704). (p. 4705). (p. 4706). (p. 4707). (p. 4708). (p. 4710). (p. 4711). (p. 4714). (p. 4715, 4716). (p. 4716). (p. 4718). (p. 4719). (p. 4722). (p. 4723). (p. 4723). (p. 4724). (p. 4724). (p. 4724). (p. 4725). (p. 4725). (p. 4725). (p. 4725). (p. 4726). (p. 4726). (p. 4726). (p. 4726). (p. 4726). (p. 4727). (p. 4728). (p. 4729). (p. 4730). (p. 4730). (p. 4730). (p. 4730). (p. 4730). (p. 4730). (p. 4732). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4740).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (3 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5312). (p. 5312). (p. 5313). (p. 5314). (p. 5316).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5423). (p. 5423). (p. 5424). (p. 5425). (p. 5426). (p. 5426). (p. 5427). (p. 5428). (p. 5442, 5443). (p. 5445).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 5568). (p. 5568). (p. 5572). (p. 5573). (p. 5573).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6015, 6017).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - **Question préalable** (p. 6083). - **Article 1er bis** (Égalité du service public sur l'ensemble du territoire) (p. 6084, 6085). (p. 6085). (p. 6085).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Article 1er et rapport annexé** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 6386). (p. 6386). (p. 6386).

(p. 6386). (p. 6391). (p. 6391). (p. 6397). (p. 6397). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6420, 6421).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche** - *Commission mixte paritaire* [n° 695 (2012-2013)] - (3 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6753, 6754).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes** [n° 808 (2012-2013)] - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8425, 8427).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8495). - **Article 7** (art. 515-10, 515-11 et 515-12 du code civil - Ordonnance de protection) (p. 8521). (p. 8522). - **Article 8** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 8523). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8527, 8528). - **Article 15** (art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale ; art. 132-45 et 222-44 du code pénal - Possibilité d'astreindre l'auteur des violences à suivre un stage de sensibilisation à la prévention et à la lutte contre les violences sexistes) (p. 8543). (p. 8543). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 8549). (p. 854, 8550). (p. 8550). (p. 8552). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 3-1, 20-5 et 43-11 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Modification des pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatifs à l'image et la place des femmes dans les médias) (p. 8555). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8564). (p. 8565). (p. 8570). (p. 8570). - **Article 19** (art. L. 131-8 du code du sport - Parité dans les instances dirigeantes des fédérations sportives) (p. 8576, 8577). - **Article 22** (art. L. 511-7 du code rural et de la pêche maritime - Représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans les chambres d'agriculture) (p. 8583). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. 8 [nouveau] du code de l'artisanat - Représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans les chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 8585). - **Article 22 quater (nouveau)** (Rapport au Parlement sur la représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans les chambres consulaires) (p. 8586). - **Article 23** (Habilitations du Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures relevant de la loi) (p. 8587). (p. 8588). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8590).

- **Débat sur la place des femmes dans l'art et la culture** - (16 octobre 2013) (p. 9661, 9662).

- **Débat sur la protection des données personnelles** - (17 octobre 2013) (p. 9676, 9677).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Baby-Loup et l'Observatoire de la laïcité** - (17 octobre 2013) (p. 9694).

- **Débat sur le marché du médicament et des produits de santé** - (17 octobre 2013) (p. 9707, 9708).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public** - *Commission mixte paritaire* [n° 75 (2013-2014)] - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 73 (2013-2014)** (p. 9717).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public** - *Commission mixte paritaire* [n° 73

(2013-2014)] - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 75 (2013-2014)**.

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie** - *Commission mixte paritaire* [n° 59 (2013-2014)] - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 58 (2013-2014)** (p. 9730, 9731).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer** - *Commission mixte paritaire* [n° 58 (2013-2014)] - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 59 (2013-2014)**.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens** - *Commission mixte paritaire* [n° 64 (2013-2014)] - (17 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9752, 9753).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** [n° 66 (2013-2014)] - (22 octobre 2013) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9974). (p. 9976).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites** [n° 71 (2013-2014)] - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10567, 10568).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10650).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10878). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 10890). (p. 10891). - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10922).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 32** (art. L. 641-2, L. 641-3-1 nouveau, L. 641-4-1 nouveau, L. 641-5 et L. 641-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de la gouvernance des régimes de retraite des professions libérales) (p. 10971). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10989).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire** [n° 85 (2013-2014)] - (6 novembre 2013) - **Article 1er** (Définition de l'économie sociale et solidaire) (p. 11065). - **Article 4** (Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire) (p. 11082).

- **Débat sur les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe** - (4 décembre 2013) (p. 12437, 12438).

LAMÉNIÉ (Marc)
sénateur (Ardennes)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Membre titulaire du Conseil supérieur du travail social le 25 juillet 2013.

Membre suppléant de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 415 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal le caractère d'être vivant et sensible dans le code civil [n° 42 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 43 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Renforcer le dialogue social dans les transports : le meilleur service à rendre aux usagers [n° 88 (2013-2014)] (17 octobre 2013) - **Fonction publique - Transports.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 669 (2011-2012)] visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 135 (2013-2014)] (13 novembre 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Régime de l'auto-entrepreneur : audition de MM. Pierre Deprost, Inspecteur

général des finances, et Philippe Laffon, Inspecteur général des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : Audition de M. Pierre Boissier, chef de l'Inspection générale des affaires sociales, Mme Claire Scotton, inspectrice des affaires sociales, M. Hubert Garrigue-Guyonnaud, conseiller général des établissements de santé, sur le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales consacré à l'hôpital, et de M. Edouard Couty, président du comité de pilotage du « pacte de confiance pour l'hôpital ».

Réunion du mercredi 29 mai 2013 *(commission des affaires sociales)* : Audition de M. André Aoun, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES).

Réunion du mardi 11 juin 2013 *(commission pour le contrôle de l'application des lois)* : Contrôle de la mise en application des lois - Examen du rapport annuel.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 *(commission pour le contrôle de l'application des lois)* : Mise en œuvre de la loi relative à la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Examen du rapport d'information.

(commission des affaires sociales) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 *(commission des affaires sociales)* : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec des économistes.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 *(commission pour le contrôle de l'application des lois)* : Mise en œuvre de la loi n° 2007-1224 du 21 août 2007 relative à la continuité du service public dans les transports terrestres de voyageurs (« service minimum ») - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 *(commission des affaires sociales)* : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Conclusions du Comité interministériel sur le handicap - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre chargée des personnes handicapées.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 *(commission des affaires sociales)* : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 *(commission des affaires sociales)* : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Kader Arif, ministre délégué chargé des anciens combattants.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 *(commission des affaires sociales)* : Conditions d'attribution de la carte du combattant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 *(commission des affaires sociales)* : Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 *(commission des affaires sociales)* : Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « travail et emploi », articles rattachés 77, 78 et 79 et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'avenir du groupement hospitalier Sud-Ardenne** - (15 janvier 2013) (p. 20, 21). (p. 21).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 241).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 283, 284). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 292, 293). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 298). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - *Effectif des conseils municipaux*) (p. 302). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 310). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 261 du code électoral - *Conséquences de l'abaissement du seuil d'application du scrutin proportionnel pour les sections électorales et les communes associées*) (p. 311). - **Article 20** (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveau] du code électoral - *Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 322, 323). (p. 325). (p. 331). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 336). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 342).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - *Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes*) (p. 630).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1785, 1786).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 20 ter** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - *Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écrêtement des indemnités de fonction des élus locaux*) (p. 1903). - **Article 20 quinquies (supprimé)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - *Allongement du délai ouvert aux communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération pour s'accorder sur la répartition des sièges au sein de l'organe communautaire*) (p. 1907). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - *Remodelage de la carte cantonale*) (p. 1929). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 1930). (p. 1930).

- **Question orale sur la vente démembrée de terres agricoles et le droit de préemption des SAFER** - (26 mars 2013) (p. 2382). (p. 2383).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 165 du code civil - *Caractère républicain de la célébration du mariage*) (p. 3039).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5422). (p. 5423). (p. 5429). (p. 5447).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5461). (p. 5461). (p. 5463). (p. 5463). (p. 5464).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Article 2** (art. L. 261 du code électoral - Suppression des sections électorales dans les communes relevant du scrutin proportionnel) (p. 6722).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7188).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7216).

- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 781 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er - tableau n° 2 annexé au code électoral - Répartition par secteurs des sièges des membres du conseil de Paris) (p. 7612).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé) (p. 7648).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7772). - **Article 4 ter** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Publicité de la réserve parlementaire) (p. 7783).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 798 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Article 11** (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics) (p. 7794).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8495). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. 21 de la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 - Obligation de formation des professionnels impliqués dans la lutte contre les violences faites aux femmes) (p. 8548).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Commission mixte paritaire [n° 817 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8727, 8728).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8736).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8746).

- **Question orale sur les menaces de fermeture du 3e régiment du génie à Charleville-Mézières** - (1er octobre 2013) (p. 8773). (p. 8774).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Article 6 quater** (art. 21 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Création d'une commission de la modernisation de la diffusion audiovisuelle) (p. 8840).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986; art. L. 125-5 du code de l'environnement; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 10001).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (29 octobre 2013) - **Article 2 bis (nouveau)** (Rapport du Gouvernement sur l'âge du taux plein et la décote) (p. 10696).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite) (p. 10726, 10727).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 32** (art. L. 641-2, L. 641-3-1 nouveau, L. 641-4-1 nouveau, L. 641-5 et L. 641-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de la gouvernance des régimes de retraite des professions libérales) (p. 10975). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10985).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (7 novembre 2013) - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11147). - **Article 12** (art. L. 240-1 à L. 240-10 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés en cas de cession de parts sociales, actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité du capital) (p. 11174).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 6** (Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2013) (p. 11318).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles) (p. 11335). - **Article 10** (art. L. 613-10 et L. 633-10 du code de la sécurité sociale - Création d'une cotisation déplaçonnée d'assurance vieillesse applicable aux artisans et commerçants affiliés au régime social des indépendants) (p. 11366). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 11371). - **Article 15** (art. L. 131-8, L. 135-3, L. 136-8, L. 137-13, L. 137-14, L. 137-16, L. 137-18, L. 137-19, L. 137-24, L. 139-1, L. 241-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, lois n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 et n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 - Mesures de transferts de recettes) (p. 11396). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11403).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11586, 11589).

- Rapporteur - **Article 2** (art. L. 1 bis et L. 253 ter du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en opération extérieure) (p. 11603). - **Article 3** (Gage) (p. 11606).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 34** (art. 1600 du code général des impôts - Contribution des chambres de commerce et d'industrie à l'effort de rétablissement des comptes publics et rétrocession aux entreprises de la baisse du plafond de leurs taxes affectées) (p. 12225).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 37** (art. 1011 bis du code général des impôts - Modification du barème du malus automobile) (p. 12265). - **Article 38** (art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Aménagement des ressources du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») (p. 12269).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la garantie universelle des loyers** - (28 novembre 2013) (p. 12389, 12390).

LAMURE (Élisabeth)
sénateur (Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire de la Conférence nationale de l'industrie.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Turquie : une puissance et un partenaire économique à prendre en considération [n° 716 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maîtres quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Économie [n° 157 tome 4 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - Budget - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - Environnement - Énergie.

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des relations interentreprises, placé auprès du ministre du redressement productif et de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Contexte et conditions de la création de la future Euro-métropole lyonnaise : compte rendu de la réunion avec le conseil général du Rhône et la communauté urbaine de Lyon.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée à la présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Italie, à Milan, les 29 et 30 avril 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Déplacement d'une délégation de la commission en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Martial Bourquin, parlementaire en mission sur l'ordre public économique et les relations inter-entreprises.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen des amendements.

Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen des amendements au texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Economie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur le financement par l'Etat des mandataires de justice chargés des majeurs protégés** - (15 janvier 2013) (p. 21, 22). (p. 22).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2931).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3083).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5075, 5076).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5367).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les auto-entrepreneurs** - (6 juin 2013) (p. 5630).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7905, 7908). - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 7950). (p. 7953). (p. 7954). (p. 7954). (p. 7955). (p. 7963). (p. 7963).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) (p. 7978). (p. 7979). (p. 7980). (p. 7982). (p. 7982). (p. 7983). (p. 7983). (p. 7984). (p. 7985). (p. 7986). (p. 7989). (p. 7989). (p. 7990). (p. 7991). (p. 7991). (p. 7991). (p. 7992). (p. 7992). (p. 7995). (p. 7995, 7996). - **Article 2** (art. L. 211-15 [nouveau], L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire et L. 462-7 du code de commerce - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation) (p. 8003). (p. 8003). (p. 8004). (p. 8004). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 8020). (p. 8023). (p. 8023). (p. 8026). (p. 8026). (p. 8027). (p. 8027). (p. 8040). (p. 8040).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Vente à distance) (p. 8099). (p. 8100). (p. 8102). (p. 8102). (p. 8103). (p. 8103). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8105). (p. 8106). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 8120). (p. 8120). - **Article 7** (art. L. 211-7, L. 211-15, L. 211-16 et L. 211-19 du code de la consommation - Garanties applicables aux contrats de consommation) (p. 8121). (p. 8124). - **Article 8 (texte non modifié par la commission)** (chapitre IV [nouveau] du Titre Ier du livre Ier du code de la consommation - Paiements supplémentaires) (p. 8128). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8134). (p. 8135). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 133-4 [nouveau] du code de la

consommation - Possibilité de recourir à une médiation ou à un mode alternatif de règlement des différends) (p. 8147). - **Article 18 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3 du code de la consommation - Champ d'application du crédit à la consommation) (p. 8163). (p. 8164). - **Article 18 D** (art. L. 331-6, L. 331-7, L. 332-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Réduction de la durée des plans conventionnels de redressement, PCR) (p. 8168, 8169). (p. 8171). - **Article 18** (art. L. 311-8-1 du code de la consommation - Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance) (p. 8173). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-16 du code de la consommation - Suppression d'expressions ambiguës) (p. 8179).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (13 septembre 2013) (p. 8268).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)] (suite)** - (13 septembre 2013) - **Article 23** (art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, L. 721-1, L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires) (p. 8276, 8277). - **Article 25** (art. L. 141-1 du code de la consommation, L. 313-21 du code de l'action sociale et 9 de la loi n° 89-421 du 23 juin 1989 relative à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales - Elargissement du champ de compétence des agents de la DGCCRF, renforcement de la coopération avec la CNIL, faculté de prononcer des sanctions administratives en cas de non-respect des injonctions et faculté de saisir le juge contre un service de communication en ligne) (p. 8304). (p. 8305). (p. 8305). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-4, L. 421-2 et L. 421-6 du code de la consommation - Pouvoirs du juge en matière de clauses abusives) (p. 8007). (p. 8308). - **Article 48** (art. L. 215-3-3 et L. 215-3-4 [nouveaux] du code de la consommation - Habilitation à procéder à des relevés d'identité et à utiliser le procédé du consommateur et cyberconsommateur « mystère ») (p. 8315). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 215-18 à L. 215-21 [nouveaux] du code de la consommation - Pouvoir de perquisition pour les infractions en matière de fraudes et falsifications) (p. 8318). - **Article 53** (art. L. 141-1-2 [nouveau] du code de la consommation - Modalités de prononciation d'une amende administrative) (p. 8325). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - Création d'un régime de sanctions administratives en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence) (p. 8336, 8337). (p. 8338). - **Article 61** (art. L. 441-6, L. 442-6, L. 443-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 8340). (p. 8342). (p. 8343). (p. 8344). - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce ; art. L. 631-24 et L. 632-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs) (p. 8347). (p. 8349). (p. 8349). (p. 8349). (p. 8352). (p. 8352). (p. 8353). (p. 8354). (p. 8354). (p. 8356). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-1-1 [nouveau] du code de commerce - Création d'un statut pour les magasins de producteurs) (p. 8361). (p. 8362). - **Article 63 (Texte non modifié par la commission)** (art. 7, 8, et 9 de la loi du 4 juillet 1837 relative au système métrique et à la vérification des poids et mesures - Renforcement des sanctions en cas de non-conformité des instruments de mesure) (p. 8363). - **Article 64** (art. L. 115-20, L. 115-22, L. 115-24, L. 115-26, L. 115-30, L. 121-4, L. 121-6, L. 122-7, L. 122-8, L. 122-9, L. 122-12 et L. 122-14 du code de la consommation - Alignement des peines applicables en cas d'atteinte portée au libre choix du consommateur) (p. 8366). - **Article 65** (art. L. 213-1, L. 213-2, L. 213-2-1, L. 213-3, L. 213-4, L. 216-8, L. 217-11, L. 217-12 [nouveau] et L. 217-10-1 du code de la consommation - Renforcement des peines applicables en cas de fraude ou de falsification présentant des risques pour les consommateurs) (p. 8368). (p. 8369). - **Articles additionnels**

après l'article 70 (p. 8375). - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 8378). (p. 8378). (p. 8381). - **Article 72 bis** (art. L. 121-42 à L. 121-47 [nouveaux] du code de la consommation - Encadrement de l'exploitation et de l'usage de numéros à valeur ajoutée) (p. 8385). (p. 8385). - **Article 72 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-83-1 du code de la consommation, articles L. 32-1 et L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques - Modification des compétences de l'ARCEP et de la DGCCRF sur le marché de détail des communications électroniques) (p. 8388). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8391, 8392).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9933, 9934). - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9966). (p. 9966). (p. 9973).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) (p. 9994). (p. 9997, 9998). - **Rappel au règlement** (p. 10002). - **Article 2** (art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 10008, 10009). (p. 10010). (p. 10013). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10032). (p. 10035). (p. 10036). (p. 10037). (p. 10042). (p. 10044). - **Article 4** (art. 25-2-1, 25-2-2, 25-2-3, 25-2-4, 25-2-5, 25-2-6, 25-2-7, 25-2-8 et 25-2-9 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Rapports entre bailleurs et locataires dans les logements meublés résidence principale) (p. 10050). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 10053). - **Article 6 ter** (art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée) (p. 10058, 10059). - **Article 6 sexies** (art. L. 631-7-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Accord de l'assemblée générale des copropriétaires avant la demande d'autorisation de changement d'usage pour la location de meublés pour de courtes durées) (p. 10060).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10097). (p. 10100). (p. 10115). - **Article 9** (art. 1er, 1-1, 3, 3-1 [nouveau], 4, 4-1, 5, 6, 6-1 [nouveau], 6-2 [nouveau], 7, 8-1, 8-3 [nouveau], 13-1 à 13-10 [nouveaux], 14, 17-1 [nouveau] de la loi, 18-1 [nouveau], n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ; art. L. 241-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 561-2 du code monétaire et financier - Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier) (p. 10119). (p. 10120). (p. 10120). (p. 10120). (p. 10120). (p. 10123). (p. 10124). (p. 10124). (p. 10125). - **Article 27** (art. 9-1 [nouveau], 10, 14-2, 18, 19-1, 19-2, 24-4 et 24-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 111-6-2 et L. 731-1 à L. 731-5 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Instauration d'un fonds de prévoyance pour certaines copropriétés ; possibilité pour les copropriétés de faire réaliser

un diagnostic technique global) (p. 10223). (p. 10223, 10224). (p. 10224). - **Article 35** (art. L. 615-1, L. 615-2, L. 615-3 et L. 615-4-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Refonte de la procédure du plan de sauvegarde) (p. 10241). (p. 10241).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 48** (art. L. 342-1 à L. 342-20 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Création de l'Agence nationale de contrôle du logement social, ANCOLS) (p. 10298). (p. 10299). (p. 10300). - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10328). (p. 10334, 10335). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT) (p. 10352). (p. 10353). (p. 10358). (p. 10359). (p. 10367). (p. 10367). (p. 10367). (p. 10370). (p. 10370, 10371). (p. 10371). (p. 10371). - **Articles additionnels après l'article 58 (priorité)** (p. 10376). (p. 10378). - **Article 59 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 444-1, L. 111-4 et L. 121-1 du code de l'urbanisme - Obligation de prise en compte de l'ensemble des modes d'habitat installés de façon permanente sur le territoire dans les documents d'urbanisme) (p. 10380). - **Article 60 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-10, L. 124-2, L. 126-1 et L. 141-5 du code de l'urbanisme - Evaluation environnementale des cartes communales susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement) (p. 10386). (p. 10387). (p. 10387). - **Article 62 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-19 et L. 422-6 du code de l'urbanisme - Evolution des plans d'occupation des sols en plans locaux d'urbanisme) (p. 10393).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 10427). (p. 10430). (p. 10431). (p. 10432). - **Article additionnel après l'article 64 (priorité)** (p. 10433). (p. 10433). - **Article 64 bis (priorité)** (art. L. 121-6 du code de l'urbanisme - Commissions départementales de conciliation en matière de documents d'urbanisme) (p. 10434). - **Articles additionnels après l'article 64 bis (priorité)** (p. 10435). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 10439). (p. 10441).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11032, 11033). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11070).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code de commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11130, 11131). (p. 11131). (p. 11153). (p. 11153).

- **Question orale sur l'élection des conseillers départementaux, municipaux et communautaires et calendrier électoral** - (19 novembre 2013) (p. 11578). (p. 11579).

LAMY (François)
*ministre délégué auprès de la ministre de
l'égalité des territoires et du logement,
chargé de la ville*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la sécurité routière des jeunes conducteurs** - (29 janvier 2013) (p. 569).
- **Question orale sur l'organisation du secours en montagne** - (29 janvier 2013) (p. 570).

LARCHER (Gérard)
*sénateur (Yvelines)
UMP*

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
- Membre titulaire de la commission consultative du secret de la défense nationale.
- Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**
- Proposition de loi* visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**
- Proposition de résolution* relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**
- Motion* tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**
- Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Mali : comment gagner la paix ? [n° 513 (2012-2013)] (16 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

- **Question orale sur les engagements de l'Etat pour le volet territorial du contrat de projets Etat-région** - (29 janvier 2013) (p. 571).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le comité interministériel des villes** - (21 février 2013) (p. 1487).
- **Question orale sur le statut de bénévole associatif** - (4 juin 2013) (p. 5354).
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la TVA sur le logement** - (6 juin 2013) (p. 5631, 5632).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de la protection sociale** - (20 juin 2013) (p. 6109).

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Sahel : Pour une approche globale [n° 720 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'Etat civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Sécurités : gendarmerie nationale [n° 158 tome 11 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de défense et Europe de la défense - Audition du général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées.

(*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. le Métropolitain Emmanuel, président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali - Communication.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Débat sur les orientations de la mission et établissement du programme de travail.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail sur le Sahel - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du lundi 21 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Examen des amendements du Gouvernement.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » et mission « Immigration et asile » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » programme « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées au Mali** - (16 janvier 2013) (p. 120, 121).

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1348, 1349).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1376, 1377).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux** - *Deuxième lecture* [n° 405 (2012-2013)] - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1758, 1760).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 406 (2012-2013)] - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**.

- **Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales** [n° 385 (2012-2013)] - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2652, 2654).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (5 avril 2013) - **Organisation des travaux** (p. 2846).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2923, 2924).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Organisation des travaux** (p. 3045).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3138).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3283, 3284).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi** [n° 502 (2012-2013)] - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3405, 3407).

- **Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali : débat et vote sur une demande du Gouvernement** - (22 avril 2013) (p. 3867, 3869).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5065, 5066).

- **Questions cibles thématiques sur l'avenir des retraites** - (13 juin 2013) (p. 5852, 5853). (p. 5853).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** [n° 734 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8633, 8635).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen** [n° 733 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale** [n° 51 (2013-2014)] - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9797, 9798).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites** [n° 71 (2013-2014)] - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - *Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 10655).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - *Fiche de prévention des expositions*) (p. 10749).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Article 2 bis (nouveau)** (*Déclaration de principe des entreprises de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11075).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11296, 11297).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12569, 12570).

LARCHER (Serge)
sénateur (Martinique)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information sur colloque, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : La France dans le Pacifique : quelle vision pour le 21e siècle? (colloque du 17 janvier 2013) [n° 293 (2012-2013)] (25 janvier 2013) - **Outre-mer.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur le renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des départements d'outre-mer [n° 448 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 447 (2012-2013)] visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 566 (2012-2013)] (14 mai 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : L'aide fiscale à l'investissement outre-mer : levier incontournable du développement [n° 628 (2012-2013)] (5 juin 2013) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : L'audace ultramarine en hexagone : Comment s'exprime-t-elle ? Comment s'incarne-t-elle ? [n° 862 (2012-2013)] (25 septembre 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Hommage à Aimé Césaire (1913-2008). Rencontre sur l'actualité de l'œuvre et du discours d'Aimé Césaire [n° 98 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Culture - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à l'outre-mer : Histoires Mémoires Croisées : Chapitres oubliés de l'Histoire de la France [n° 149 (2013-2014)] (14 novembre 2013) - **Outre-mer.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Outre-mer [n° 157 tome 5 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la réforme du code minier - Désignation de membres.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : Renouvellement du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Alain Joly, Chef de la mission de liaison et de coordination pour l'outre-mer au Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Thématique : Renouvellement du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Arnaud Martrenchar, chef du département des politiques agricoles rurales et maritimes du service des politiques publiques de la délégation générale à l'outre-mer (DéGéOM).

Thématique : Renouvellement du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Hervé Damoiseau, président, M. Jean-Claude Cantorné, vice-président, M. Luc Domergue, conseil du CIRT-DOM, M. Gérard Bally, délégué général d'Eurodom.

Thématique : Renouvellement du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de Mme Isabelle Chmitelin, directrice de l'Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer (ODEADOM) et de M. Tanneguy Bruté de Rémur, chef du service « Grandes cultures ».

Réunion du jeudi 28 février 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Échange de vues sur le programme de la délégation.

Thématique : Renouvellement du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel dans les DOM - Audition de M. Galdéric Sabatier, chef du bureau des contributions indirectes, Direction générale des douanes et droits indirects, et de M. Guillaume Appéré, chef du bureau de coordination des projets de textes législatifs et réglementaires de nature fiscale et des relations avec le Parlement.

Thématique : Renouvellement du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Jean-Bernard Derly (Guadeloupe), de M. Jérôme Isautier (La Réunion), de Mme Claudine Neisson-Vernant (Martinique) et de M. Ernest Prévot (Guyane), dirigeants de distilleries indépendantes.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer, sur les questions de l'octroi de mer, de la fiscalité du rhum et de la défiscalisation.

Désignation de membres de la délégation devant participer au groupe de travail commun avec la commission des affaires économiques sur l'impact de la défiscalisation sur les économies ultramarines.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Présentation par M. Jean-Étienne Antoinette d'une étude de législation comparée sur les ressources minérales marines profondes.

Renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des DOM - Examen de la proposition de résolution européenne sur le renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des DOM.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de M. Jean-Louis Schilansky, président de l'Union française des industries pétrolières.

La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Audition de Mme Marie-Anne Besançon, directeur juridique de Total Exploration & Production, et de M. François Tribot-Laspierre, adjoint au directeur des affaires institutionnelles Total.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Prolongation de la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer - Examen des conclusions du groupe de travail.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Serge Letchimy, parlementaire en mission auprès du ministre des Outre-mer, sur l'article 349 du traité de Lisbonne (mesures spécifiques concernant les régions ultrapériphériques).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1433, 1434).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2749).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 23** (*Application du texte dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie*) (p. 3208).

- **Question orale sur la situation des greffes outre-mer** - (23 avril 2013) (p. 3910, 3911). (p. 3911).

- **Débat sur la politique européenne de la pêche** - (25 avril 2013) (p. 4079).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer** [n° 572 (2012-2013)] - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4320). - **Article 3 (Texte non**

modifié par la commission (*Interdiction de la fixation de dates limites de consommation retardées pour les denrées alimentaires distribuées dans les outre-mer*) (p. 4325, 4326).

- **Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 567 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4329, 4331).

- Rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article 3 (nouveau)** (art. 35 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer - Modalités de mise en œuvre d'une procédure de titrement dans les départements d'outre-mer et à Saint-Martin) (p. 4342).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bilan de l'application de la loi contre la vie chère en outre-mer** - (23 mai 2013) (p. 4512).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6934, 6935).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (24 octobre 2013) - **Article 14** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ;

art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - *Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD*) (p. 10160).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Article 13** (art. 199 ter U [nouveau], 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 199 undecies D, 200-0 A, 217 undecies, 217 duodecies, 220 Z quater [nouveau], 220 Z quinquies [nouveau], 223 O, 242 sexies, 242 septies, 244 quater W [nouveau], 244 quater X [nouveau], 296 ter, 1740-00 AB, 1740-0 A et 1743 du code général des impôts et art. L. 45 F du livre des procédures fiscales - *Réforme du régime de défiscalisation des investissements productifs et des logements sociaux outre-mer*) (p. 12046, 12047).

- Au nom de la commission des affaires économiques (p. 12051). (p. 12052). (p. 12052, 12053). (p. 12054). (p. 12055). (p. 12056). (p. 12056, 12057). (p. 12060).

LASSERRE (Jean-Jacques)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 413 (2012-2013)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Italie du Nord : une passion pour le design appliquée à l'industrie [n° 692 (2012-2013)] (26 juin 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Tourisme: une place de leader à reconquérir [n° 45 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Aménagement du territoire - PME, commerce et artisanat**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des relations interentreprises, placé auprès du ministre du redressement productif et de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Régime des autorisations de plantation de vigne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition M. Philippe Chotteau, responsable du département « économie » de l'Institut de l'élevage, et de Mme Mélanie Richard, chef de projet sur la filière viande bovine de l'Institut de l'élevage.

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Gilles Varachaux, chef d'entreprise à Wissous.

Audition de MM. Jacques Creyssel, délégué général, et Mathieu Pecqueur, directeur « Agriculture et qualité », de la fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD).

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Jean-Louis Gérard, sous-directeur des produits alimentaires, Didier Gautier, directeur du service national d'enquête, Hugo Hanne, chef du bureau de la veille économique et des prix, Mme Geneviève Morhange, adjointe au chef de bureau et Mme Odile Cluzel, chef du bureau du commerce et des relations commerciales à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Olivier Andrault, chargé de la mission « agriculture et alimentation » à l'Union française de consommateurs, UFC Que choisir.

Audition de MM. Pascal Millory, directeur commercial et Guy Emeriau, responsable de l'activité boucherie-volaille de Système U.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Philippe Chalmin, président, et Philippe Boyer, secrétaire général, de l'Observatoire des prix et des marges.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport pour avis.

Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Jean-Paul Bigard, président, et Pierre Halliez, directeur général du Syndicat des entreprises françaises des viandes (SNIV-SNCP).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Table ronde avec représentants des syndicats de salariés de l'agro-alimentaire.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Julien Bigand, trésorier adjoint, responsable du dossier viande, et Mme Suzanne Dalle, conseillère en production animale, du Syndicat professionnel des jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Italie, à Milan, les 29 et 30 avril 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Martial Bourquin, parlementaire en mission sur l'ordre public économique et les relations inter-entreprises.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Biogaz et méthanisation comme ressource économique et substitut au gaz - Table ronde.

(*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 relative à la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État » et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Égalité des territoires, logement, et ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Marcon, président de « CCI de France ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne [n° 322 (2012-2013)] - (6 février 2013) - Discussion générale (p. 961, 962).

- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale applicables aux infractions forestières [n° 320 (2012-2013)] - (7 février 2013) - Discussion générale (p. 981, 982).

- **Débat sur le droit de semer et la propriété intellectuelle** - (27 mars 2013) (p. 2492, 2494).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4178, 4180).

- Rapporteur (p. 4194).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6657, 6659).

- **Proposition de loi relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime [n° 6 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9429, 9430).

- **Débat sur la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France** - (15 octobre 2013) (p. 9592, 9594).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11712, 11713).

LAUFOAULU (Robert)
sénateur (Iles Wallis et Futuna)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation**.

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société**.

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): La zone économique exclusive des outre-mer: quels enjeux? Audition de M. Denez L'Hostis, pilote de la mission « mer et littoral » de France Nature Environnement et administrateur de l'Agence des aires marines protégées.

La zone économique exclusive des outre-mer: quels enjeux? Audition du général Pierre Chavancy, chef de la division emploi à l'État-major des armées et de M. Axel Moracchini, officier traitant « forces de souveraineté ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (20 juin 2013) - **Article 4** (art. L. 123-2 du code de l'éducation - Actualisation de la rédaction des dispositions relatives aux objectifs de l'enseignement supérieur) (p. 6103).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6363, 6364).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie**

[n° 778 (2012-2013)] - (23 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 779 (2012-2013)** (p. 7571, 7572).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 779 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) -

Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 778 (2012-2013).

LAURENT (Daniel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission du développement durable*): Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les difficultés de la filière tabacole en Charente-Maritime** - (19 février 2013) (p. 1325, 1326). (p. 1326).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5693, 5694).

- **Question orale relative à la publication des décrets sur l'intégration des ouvriers des parcs et ateliers** - (18 juin 2013) (p. 5904, 5905). (p. 5905).

- **Question orale sur la procédure de déclassement des massifs boisés en forêt de protection** - (29 octobre 2013) (p. 10618, 10619). (p. 10619).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12140). - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quater vicies A, art. 1609 sept vicies et art. 1609 novovicies du code général des impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 12218).

LAURENT (Pierre)
sénateur (Paris)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Médias, livre et industries culturelles : presse [n° 160 tome 4 fasc. 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Respect de l'exception culturelle dans le cadre de la négociation d'un accord de libre-échange avec les États-Unis - Échange de vues.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Politique culturelle à l'ère du numérique - Audition de MM. Pierre Lescure, président de la mission « Acte II de l'exception culturelle » et Jean-Baptiste Gourdin, coordinateur de la mission.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de M. David Assouline.

Indépendance de l'audiovisuel public - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Hoog, président-directeur général de l'Agence France-Presse (AFP).

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1570, 1571).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2911, 2912).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3392, 3394).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Article 1er** (*art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3501). (p. 3529, 3530). (p. 3531, 3532). (p. 3542). (p. 3545).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3646, 3647). - **Article 3** (*art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - Mobilité volontaire sécurisée*) (p. 3657). (p. 3659). (p. 3664). (p. 3668).

- **Question orale sur les boîtiers électriques dangereux installés sous les trottoirs** - (23 avril 2013) (p. 3906, 3907). (p. 3907).

- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 781 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7602, 7603). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1er - tableau n° 2 annexé au code électoral - Répartition par secteurs des sièges des membres du conseil de Paris*) (p. 7611, 7612).

- **Débat sur la situation en Syrie** - (4 septembre 2013) (p. 7837, 7840).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 849 (2012-2013)** (p. 8798, 8800). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Composition du CSA et mode de désignation de ses membres*) (p. 8810). (p. 8812, 8813). (p. 8813, 8814). - **Articles additionnels après l'article 2 ter** (p. 8818). (p. 8819, 8820). (p. 8821). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 8826). (p. 8827). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 8827). (p. 8828). (p. 8829). - **Article 5** (*art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Réforme du mode de nomination des sociétés nationales de programme*) (p. 8830). - **Articles additionnels après l'article 6 octies B** (p. 8848). (p. 8849). - **Article 6 nonies** (*art. 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - maintien de la publicité entre 6 heures et 20 heures sur les chaînes de France Télévisions*) (p. 8854). - **Articles additionnels après l'article 6 nonies** (p. 8855). (p. 8856). - **Article additionnel après l'article 6 decies** (p. 8857, 8858). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8861).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 849 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 850 (2012-2013)**.

- **Débat sur la place des femmes dans l'art et la culture** - (16 octobre 2013) (p. 9657, 9658).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public - Commission mixte paritaire [n° 75 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 73 (2013-2014)** (p. 9716).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public - Commission mixte paritaire [n° 73 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 75 (2013-2014)**.

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (29 octobre 2013) - **Article 2** (*art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035*) (p. 10685).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 23** (*art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés*) (p. 10922). (p. 10923, 10924). (p. 10929).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme fiscale** - (14 novembre 2013) (p. 11489).

LAURENT-PERRIGOT (Française)
sénateur (Gard)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (22 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4390).

- *Deuxième lecture* [n° 673 (2012-2013)] - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6364, 6365).

LE DRIAN (Jean-Yves)
ministre de la défense

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 822 (2012-2013)] (2 août 2013) - **Budget - Défense.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les bordereaux de salaire des ouvriers d'État du ministère de la défense** - (19 février 2013) (p. 1325).

- **Question orale sur la création d'emplois de fonctionnaires civils ou militaires à Cambrai en compensation de la fermeture de la base aérienne 103** - (19 février 2013) (p. 1327).

- **Question orale sur les conditions d'attribution de croix de l'ordre national du Mérite aux officiers de gendarmerie** - (19 février 2013) (p. 1328).

- **Questions cibles thématiques sur l'Europe de la défense** - (21 mars 2013) (p. 2220, 2221). (p. 2221). (p. 2222). (p. 2223). (p. 2224). (p. 2224). (p. 2225). (p. 2226). (p. 2227).

- **Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali : débat et vote sur une demande du Gouvernement** - (22 avril 2013) (p. 3880, 3881).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4915, 4919).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la programmation militaire** - (18 juillet 2013) (p. 7453).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9769, 9774). - **Demande de réserve** (p. 9781). (p. 9799, 9802). - **Article 3 (Programmation financière)** (p. 9804). (p. 9806). - **Article 3 bis (nouveau)** (Dotation prévisionnelle destinée à financer les surcoûts des opérations extérieures, OPEX) (p. 9806). - **Article 4 bis (nouveau)** (Actualisation de la programmation et objectif d'un redressement de l'effort de défense vers 2 % du PIB) (p. 9808, 9809). (p. 9809). - **Article 4 ter (nouveau)** (Contrôle sur pièces et sur place pour les membres des commissions parlementaires chargées de la défense) (p. 9810). (p. 9811). - **Article 4 quinquies (nouveau)** (art. L. 143-5 du code des juridictions financières - Transmission des observations de la Cour des comptes aux

commissions chargées de la défense et des affaires étrangères) (p. 9812). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 nonies de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958 - Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9813). (p. 9813). (p. 9813). (p. 9815). (p. 9816). (p. 9817). (p. 9817, 9818). (p. 9818). (p. 9819). (p. 9819). (p. 9820). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 154 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2012 - Absorption de la commission de vérification des fonds spéciaux par la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9822). (p. 9822). - **Article 10** (art. L. 232-7 nouveau du code de la sécurité intérieure - Création à titre expérimental d'un nouveau traitement relatif aux données API et PNR des transporteurs aériens) (p. 9824). (p. 9825). (p. 9826). - **Article 13 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-1, L. 34-1-1 du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, art. L. 222-2 et L.222-3 du code de sécurité intérieure - Clarification du cadre juridique relatif à la géolocalisation en temps réel) (p. 9831). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-7 du code de justice militaire - Clarification de la notion de "mort au combat") (p. 9834, 9835). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 9840). (p. 9840). (p. 9840). (p. 9841). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 9841). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 87-59 du 16 juillet 1987 - Conditions d'attribution de l'allocation de reconnaissance aux membres des forces supplétives relevant d'un statut civil de droit local) (p. 9844). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 9845, 9846). (p. 9846). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé) (p. 9875). (p. 9876). (p. 9876). (p. 9877). (p. 9878). (p. 9878). (p. 9879). (p. 9880). (p. 9881). (p. 9882, 9883). (p. 9883). (p. 9883, 9884). (p. 9884). (p. 9884). (p. 9884). (p. 9884). (p. 9885, 9886). (p. 9886). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9889).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en République centrafricaine** - (10 décembre 2013) (p. 12540, 12542). (p. 12554, 12556).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12557, 12561). (p. 12563). (p. 12577, 12578). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Approbation du rapport annexé) (p. 12606). (p. 12607). - **Article 4 sexies (texte non modifié par la commission)** (Rapport et débat au Parlement sur le contrôle de l'exécution des lois de programmation et diverses autres mesures) (p. 12609). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-1, L. 34-1-1 du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, art. L. 222-2 et L.222-3 du code de sécurité intérieure - Clarification du cadre juridique relatif à l'accès aux données de connexion et à la géolocalisation en temps réel) (p. 12613, 12614).

LE FOLL (Stéphane)
*ministre de l'agriculture, de
l'agroalimentaire et de la forêt*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 387, 389). (p. 404).
- **Question orale sur les études sur les incidences de l'utilisation des OGM sur la santé** - (5 février 2013) (p. 808).
- **Question orale sur le devenir du fléchage de la taxe soda en faveur de l'allègement des charges des exploitants agricoles et maraîchers** - (5 février 2013) (p. 809, 810).
- **Question orale sur le maintien du service public de La Poste dans la vallée de l'Ondaine** - (5 février 2013) (p. 811).
- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale applicables aux infractions forestières [n° 320 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 976, 977). (p. 986, 987). - **Article 2 bis (nouveau)** (*Ventes de bois en bloc et sur pied*) (p. 989).
- **Question orale sur les difficultés de la filière tabacole en Charente-Maritime** - (19 février 2013) (p. 1326).
- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1364, 1366).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière viande** - (21 février 2013) (p. 1482).
- **Question orale sur la vente démembrée de terres agricoles et le droit de préemption des SAFER** - (26 mars 2013) (p. 2382, 2383).
- **Question orale sur les attaques du loup** - (26 mars 2013) (p. 2383, 2384).

LEBRANCHU (Marylise)
*ministre de la réforme de l'État, de la
décentralisation et de la fonction
publique*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 495 (2012-2013)] (10 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Projet de loi de mobilisation des régions pour la croissance et l'emploi et de promotion de l'égalité des territoires [n° 496 (2012-2013)] (10 avril 2013) - **Collectivités territoriales.**

Projet de loi de développement des solidarités territoriales et de la démocratie locale [n° 497 (2012-2013)] (10 avril 2013) - **Collectivités territoriales.**

- **Débat sur le droit de semer et la propriété intellectuelle** - (27 mars 2013) (p. 2499, 2500).

- **Question orale sur les droits de plantation** - (9 avril 2013) (p. 2952, 2953).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4181, 4183). (p. 4192). (p. 4194). (p. 4194).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière porcine** - (23 mai 2013) (p. 4508).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6650, 6652). (p. 6664, 6665). (p. 6666). (p. 6666, 6667). (p. 6667). (p. 6668). (p. 6668, 6669). (p. 6669, 6670). (p. 6670, 6671). (p. 6671, 6672). (p. 6672). (p. 6672). (p. 6673). (p. 6673, 6674). (p. 6674). (p. 6675). (p. 6675). (p. 6675, 6676). (p. 6676).

- **Question orale sur le recensement des camélidés en France** - (23 juillet 2013) (p. 7540).

- **Question orale sur l'avenir de la filière bois française** - (23 juillet 2013) (p. 7541, 7542).

- **Question orale sur l'avenir des laboratoires publics départementaux** - (1er octobre 2013) (p. 8764, 8765).

- **Question orale sur le sinistre des orages de grêle du 2 août 2013 sur la vigne et d'autres cultures de l'Entre-deux-Mers** - (1er octobre 2013) (p. 8765, 8766).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (3 octobre 2013) (p. 9011).

- **Proposition de loi relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime [n° 6 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9424, 9425). (p. 9431, 9432).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (17 octobre 2013) (p. 9695, 9696).

Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens [n° 664 (2012-2013)] (13 juin 2013) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'éclatement des PLU intercommunaux** - (15 janvier 2013) (p. 29, 30). (p. 30).

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 521, 522). - **Article 1er** (*art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes*) (p. 536). (p. 537). (p. 539).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 589, 592). (p. 611). - **Articles**

additionnels avant l'article 1er (p. 612). (p. 613). (p. 614). (p. 615). (p. 617). (p. 619). (p. 619). - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes) (p. 624). (p. 625). (p. 627, 628). (p. 628, 629). (p. 629). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 631). (p. 632). (p. 632). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales - Reversement à la collectivité de la part écartée des indemnités) (p. 634). - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 636). (p. 637). - **Article 3** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Suspension du contrat de travail) (p. 638). (p. 639). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 639). (p. 640). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Suspension du décompte de la période de validité de la liste d'aptitude de concours) (p. 641). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 2123-12-1, L. 3123-10-1, L. 4135-10-1, L. 5214-8-1, L. 5215-16-1 et L. 5216-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Droit individuel à la formation des élus) (p. 642). - **Article 6** (art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - Dépenses de formation) (p. 644). (p. 645). (p. 645). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 647). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 648). (p. 650, 651). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Compensation financière des pertes de recettes potentielles) (p. 652). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 655).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations aux collectivités locales et la décentralisation** - (21 février 2013) (p. 1480).

- **Question orale sur le projet d'implantation d'un centre de stockage de déchets ultimes sur le site de Nonant-le Pin** - (26 mars 2013) (p. 2385).

- **Question orale sur la journée de carence non respectée par le conseil général du Val-de-Marne** - (26 mars 2013) (p. 2386, 2387).

- **Question orale sur la création d'un congé de reconversion pour les agents territoriaux en congé longue maladie** - (23 avril 2013) (p. 3896).

- **Question orale sur le renouvellement du contrat d'un agent non titulaire de catégorie B** - (23 avril 2013) (p. 3897, 3898).

- **Question orale sur la constitution d'un guichet unique en Guyane** - (23 avril 2013) (p. 3898).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la décentralisation** - (23 mai 2013) (p. 4509).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5013, 5021). - **Question préalable** (p. 5094). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5099).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Rappel au règlement** (p. 5108, 5109). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5110, 5111). (p. 5112). (p. 5118). (p. 5121). (p. 5123). - **Article 1er (Supprimé)** (Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales) (p. 5124, 5125). (p. 5125, 5126). (p. 5129, 5131). (p. 5131). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5138, 5140). (p. 5141). (p. 5147). (p. 5147). (p. 5148). (p. 5149). (p. 5149). (p. 5150). (p. 5151). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5152). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5163). (p. 5163). (p. 5165).

(p. 5166). (p. 5167, 6168). (p. 5168). (p. 5168, 5169). (p. 5177). - **Motion d'ordre** (p. 5178). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5179). (p. 5180). (p. 5180). (p. 5181). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 5182). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 5184). (p. 5185). (p. 5190). (p. 5191). (p. 5192). (p. 5194). (p. 5194). - **Article 5 (Supprimé)** (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place d'un pacte de gouvernance territoriale) (p. 5199, 5200). (p. 5200, 5201). (p. 5201, 5202). - **Article 6 (Supprimé)** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - Conséquence, en matière de financement, de la non approbation du pacte de gouvernance territoriale) (p. 5202). (p. 5202). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5205).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5227, 5229). (p. 5231). (p. 5235, 5236). - **Article 11** (Modalités d'élaboration et calendrier de mise en œuvre du schéma régional de coopération intercommunale en Ile-de-France) (p. 5242). - **Article 12** (art. L. 5732-1, L. 5732-2, L. 5732-3, L. 5732-4, L. 5732-5, L. 5732-6, L. 5732-7, L. 5732-8 et L. 5732-9 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut de Grand Paris Métropole) (p. 5252). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 302-13, L. 302-14 [nouveau] et L. 302-15 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Mise en place d'un schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Ile-de-France destiné à favoriser la création de logements) (p. 5267). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5268, 5269). (p. 5269). - **Article 14 (Supprimé)** (art. L. 3335-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Création d'un fonds de solidarité pour les départements franciliens) (p. 5274). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1241-1 du code des transports - Extension des compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France aux questions de « mobilité durable ») (p. 5277). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5279). - **Article 19** (Transfert de propriété et mise à disposition de biens publics sur le site de La Défense) (p. 5280, 5281). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5284). (p. 5286). (p. 5287). (p. 5289, 5290).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article additionnel avant l'article 31** (p. 5390). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5401, 5403). (p. 5404). (p. 5406). (p. 5408). (p. 5412). (p. 5416). (p. 5417). (p. 5417). (p. 5418). (p. 5418). (p. 5419). (p. 5420, 5421). (p. 5427, 5428). (p. 5428). (p. 5429, 5430). (p. 5433). (p. 5433). (p. 5433). (p. 5434). (p. 5435). (p. 5437). (p. 5438). (p. 5438). (p. 5440, 5441). (p. 5441). (p. 5442). (p. 5445). (p. 5447). (p. 5447). (p. 5447).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5461). (p. 5461). (p. 5462). (p. 5463). (p. 5463, 5464). (p. 5464). (p. 5464). (p. 5469, 5470). - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 5472, 5473). (p. 5473, 5474). (p. 5475). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun) (p. 5480, 5482). (p. 5509). (p. 5512). (p. 5533). (p. 5533). (p. 5533). (p. 5534). (p. 5536). (p. 5542). (p. 5543). (p. 5543). (p. 5543). - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 5544). (p. 5546, 5547). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 5548). (p. 5548). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Effectif des vice-présidents d'une métropole) (p. 5549). - **Article additionnel après l'article 31 bis** (p. 5550). - **Article 32** (art. L. 3211-1-1 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Délégations de compétences départementales et régionales à la métropole) (p. 5552). - **Article additionnel après l'article 32**

(p. 5552). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte, par les régions, des orientations économiques prises par une métropole) (p. 5553). (p. 5553). (p. 5553). (p. 5555). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions spécifiques à la métropole de Nice Côte d'Azur) (p. 5556). - **Article 34** (art. L. 5217-21 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Transfert des services et des personnels) (p. 5558). (p. 5559). (p. 5560). (p. 5560). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 5562). (p. 5564). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5581, 5582).

- **Hommage à un jeune homme agressé à Paris** - (6 juin 2013) (p. 5593).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)] (suite)** - (6 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 36 (suite)** (p. 5595). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur des transferts de police spéciale prévus par l'article 36) (p. 5595). (p. 5596). - **Article 39** (art. L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique du dispositif des services communs) (p. 5597, 5598). (p. 5598). (p. 5599). (p. 5599). (p. 5600). - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine) (p. 5602). (p. 5610). (p. 5610). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 5611). (p. 5613). (p. 5613). (p. 5613). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Situation des agents en cas de changement d'employeur) (p. 5614). (p. 5614). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 5615). (p. 5615). - **Article 42** (art. L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 5616). (p. 5617). (p. 5618). (p. 5619). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 5620). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales - Coordination) (p. 5621). (p. 5622). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, fiscal, comptable et financier aux métropoles et à la métropole d'Aix-Marseille-Provence) (p. 5623). (p. 5623). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 5623). (p. 5623, 5624). (p. 5624). - **Article 45 (Supprimé)** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - Création d'un seul établissement public foncier de l'État par région) (p. 5635). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 5635). - **Articles additionnels avant l'article 45 bis** (p. 5637). - **Article 45 bis (nouveau)** (art. L. 5731-1 du code général des collectivités territoriales - Adhésion de la région et du département à un pôle métropolitain) (p. 5638). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. L. 5731-2 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement des critères démographiques de création) (p. 5638). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 5640). (p. 5640). (p. 5642). (p. 5643). (p. 5646). - **Article 46** (Mise à disposition ou transfert des services de l'État) (p. 5646). (p. 5647). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (Chronologie des opérations en cas de transfert de service) (p. 5648). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (Principe de mise à disposition d'une collectivité ou d'un établissement des agents fonctionnaires et non titulaires à titre individuel et gratuit) (p. 5648). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (Mise en œuvre du droit d'option ouvert aux fonctionnaires de l'État mis à disposition) (p. 5649). (p. 5649). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (Retraite des agents transférés et intégrés dans la FPT) (p. 5649). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (Situation des agents de l'État bénéficiant de la catégorie active, transférés dans un cadre d'emplois de la FPT) (p. 5650). - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (Instauration d'un dispositif spécifique pour certains agents de services transférés appartenant à des corps n'ayant pas leur équivalent dans la FPT) (p. 5650). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (Situation des agents non titulaires de l'État devenant des agents non titulaires de la FPT) (p. 5650). - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)**

(Fixation des conditions dans lesquelles les agents non titulaires peuvent continuer à bénéficier du dispositif de titularisation instauré par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012) (p. 5651). - **Article 55 (Texte non modifié par la commission)** (Compensation financière des transferts de compétence) (p. 5653). (p. 5653). (p. 5653). (p. 5654). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5660). (p. 5671, 5673). (p. 5673).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens [n° 743 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7280, 7281). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7293). (p. 7294). - **Article 1er** (Habilitation à prendre par ordonnance des mesures de simplification administrative) (p. 7295). (p. 7295). (p. 7295). - **Article 2** (Habilitation à adopter un code relatif aux relations entre les administrations et le public) (p. 7296). (p. 7296). (p. 7296). (p. 7296). (p. 7297).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8876, 8880). (p. 8903, 8904). - **Article 1er AA** (Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des territoires) (p. 8907, 8908).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris) (p. 9024, 9027). (p. 9027). - **Article 11 (précédemment réservé) (supprimé)** (Schéma régional de coopération intercommunale de la grande couronne francilienne) (p. 9039). - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9067, 9068). (p. 9076, 9078). (p. 9082). (p. 9083). (p. 9083).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9106). (p. 9111). (p. 9113). (p. 9115). (p. 9117). (p. 9119, 9120). (p. 9120). (p. 9120). (p. 9121). (p. 9122). (p. 9123). (p. 9125). (p. 9125). (p. 9126). (p. 9127). (p. 9127). (p. 9128). (p. 9128). (p. 9128). (p. 9129). (p. 9130). (p. 9130). (p. 9131). (p. 9132). (p. 9134). (p. 9135). (p. 9136). (p. 9137). (p. 9145, 9147). (p. 9149). (p. 9150). (p. 9151). (p. 9159, 9160). (p. 9160). (p. 9160). (p. 9161). (p. 9161). (p. 9168). - **Article 12 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (Élaboration des premiers schémas de cohérence territoriale et plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement) (p. 9170). - **Article 13 A (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 364-1 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'un comité régional de l'habitat et de l'hébergement d'Île-de-France) (p. 9170). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 302-13, L. 302-14 [nouveau] et L. 302-15 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Mise en place d'un schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France destiné à favoriser la création de logements) (p. 9172). (p. 9173). (p. 9173). (p. 9173). (p. 9174). (p. 9174). (p. 9175). - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. L. 143-3 et L. 321-1 du code de l'urbanisme - Fusion des établissements publics fonciers en Île-de-France) (p. 9180, 9181). (p. 9185, 9186). (p. 9189). (p. 9190, 9191). - **Article additionnel après l'article 15 (précédemment réservé)** (p. 9192). - **Article 17 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 15, 18, 19, 20 et 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Coordination entre les actions de la Société du Grand Paris et le Syndicat des transports d'Île-de-France) (p. 9193). (p. 9194). - **Article 18 bis (précédemment réservé) (supprimé)** (Suppression de l'Établissement public d'aménagement de la Défense Seine Arche au 1er janvier 2016) (p. 9197, 9198). (p. 9199). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 -

Restructuration du régime métropolitain (p. 9208, 9209). (p. 9211). (p. 9211). (p. 9212). (p. 9213). (p. 9214). (p. 9215).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2013) (p. 9251). (p. 9252). (p. 9254). (p. 9254). (p. 9255). (p. 9256). (p. 9256). (p. 9256). (p. 9256). (p. 9257). (p. 9258, 9259). (p. 9260). (p. 9260). (p. 9261). (p. 9261). (p. 9262). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-1-1 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Délégation de compétences départementales et régionales à la métropole) (p. 9263). - **Article 34 bis** (art. L. 2213-2, L. 2333-68, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coordination liée à l'institution des autorités organisatrices de la mobilité) (p. 9264). (p. 9265). (p. 9265). (p. 9266). (p. 9266). - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 9267). (p. 9267). - **Articles additionnels après l'article 34 ter** (p. 9268). - **Article 35 AA (supprimé)** (*Modalités d'élection des conseillers métropolitains*) (p. 9269). (p. 9270). - **Article 35 A** (art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un coefficient de mutualisation des services pour les établissements publics de coopération intercommunale) (p. 9271). (p. 9272). - **Article 36** (art. L. 2213-1, L. 2213-33 [nouveau], 2512-14, L. 5211-9-2 et L. 5842-4 du code général des collectivités territoriales et art. L. 411-2 du code de la route - Polices spéciales de la circulation et de la délivrance des autorisations de stationnement des taxis) (p. 9296). (p. 9296). (p. 9296). (p. 9297). - **Article 36 bis** (art. L. 2213-6, L. 2331-4, L. 2333-87 et L. 2573-50 du code général des collectivités territoriales, art. L. 411-1 du code de la route, art. L. 2125-9 [nouveau], L. 2321-3-1 [nouveau], L. 2323-3 et L. 2323-5 du code général de la propriété des personnes publiques et art. 1635 bis Q du code général des impôts - Dépenalisation des infractions au stationnement payant sur voirie) (p. 9299, 9300). (p. 9301). (p. 9301). (p. 9302). (p. 9303). (p. 9303). (p. 9303). (p. 9304). (p. 9304, 9305). (p. 9305). (p. 9305). (p. 9306). (p. 9306). - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1241-14 du code des transports - Affectation au Syndicat des transports d'Île-de-France d'une partie du produit des forfaits de post-stationnement) (p. 9307). - **Article 37** (*Entrée en vigueur des transferts de police spéciale prévus par l'article 36*) (p. 9308). - **Article 39** (art. L. 5211-4-2 et L. 5842-2 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique du dispositif des services communs) (p. 9310). (p. 9310). (p. 9311). (p. 9311). - **Article 41** (art. L. 5111-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Principe du maintien des indemnités et droits acquis pour tous les personnels concernés par une réorganisation entraînant un changement d'employeur) (p. 9312). (p. 9312). (p. 9312). (p. 9313). - **Article 41 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Obligation de formation pour le fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé) (p. 9313). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 9315). (p. 9315). (p. 9315). (p. 9316). (p. 9317). (p. 9317). (p. 9317). (p. 9317). (p. 9317). (p. 9318). (p. 9320). (p. 9320). (p. 9321). - **Article 44 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation faite aux EPCI de présenter l'utilisation de leurs crédits pour chaque commune membre) (p. 9323). - **Article 45 bis A** (art. L. 5731-1, L. 5731-2, L. 5731-3 du code général des collectivités territoriales, art. 20 de la loi n° 2010-1563 de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 - Élargissement de la définition du pôle métropolitain

(p. 9323). - **Article 45 quater** (art. L. 5711-1-2 du code général des collectivités territoriales [nouveau] - Gestion des fonds européens) (p. 9324). (p. 9325). (p. 9325). (p. 9326). (p. 9327). (p. 9327). - **Article 45 quinquies** (art. L. 5741-1, L. 5741-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Pôle d'équilibre et de coordination territorial) (p. 9330). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (*Mise à disposition ou transfert des services de l'État*) (p. 9335). - **Article additionnel avant l'article 54 bis** (p. 9336). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2321-2, L. 3321-1 et L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 421-16 du code de la construction et de l'habitation - Obligation de provision des risques liés à la souscription de produits financiers par les collectivités territoriales) (p. 9337). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9337, 9338).

- **Question orale sur les frais de transport des stagiaires du Centre national de la fonction publique territoriale** - (15 octobre 2013) (p. 9561, 9562).

- **Question orale sur l'Institut national de l'origine et de la qualité** - (15 octobre 2013) (p. 9563).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations aux collectivités territoriales** - (31 octobre 2013) (p. 10827).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage** - (31 octobre 2013) (p. 10828).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le choc de simplification** - (14 novembre 2013) (p. 11493, 11494).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Article 7** (art. L. 562-1 et L. 562-4-1 du code de l'environnement - Élaboration conjointe des PPRI et procédure de révision simplifiée) (p. 11723, 11724). - **Article 8** (art. L. 213-8 et L. 213-8-1 du code de l'environnement - Gouvernance au sein des instances délibérantes des comités de bassin et des agences de l'eau) (p. 11725). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11726). (p. 11726). (p. 11727). (p. 11727). (p. 11728). - **Article 10** (art. L. 724-1 du code de la sécurité intérieure - Réserves communales de sécurité civile) (p. 11729). (p. 11730). - **Article 16 (supprimé)** (*Dérogation aux règles de publicité et de mise en concurrence du code des marchés publics en cas de situation d'urgence impérieuse*) (p. 11731). - **Article 17 (supprimé)** (art. L. 214-2 à L. 214-4 [nouveaux] du code des assurances - Instauration d'une assurance habitation obligatoire pour les propriétaires) (p. 11732). - **Article 21 (supprimé)** (art. L. 125-5 et L. 125-7 [nouveau] du code des assurances - Extension du régime d'assurance des risques de catastrophes naturelles aux dommages agricoles) (p. 11733).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le jour de carence des fonctionnaires** - (12 décembre 2013) (p. 12732, 12733).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13156, 13157). - **Article 31** (*Restructuration du régime métropolitain*) (p. 13232). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13234).

LE CAM (Gérard)
sénateur (Côtes-d'Armor)
CRC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre suppléant du Conseil supérieur des gens de mer.

Vice-président de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution le 13 mars 2013 ; puis vice-président du 27 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Italie du Nord : une passion pour le design appliquée à l'industrie [n° 692 (2012-2013)] (26 juin 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Écologie, développement et mobilité durables : pêche et aquaculture [n° 157 tome 3 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Régime des autorisations de plantation de vigne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition M. Philippe Chotteau, responsable du département « économie » de l'Institut de l'élevage, et de Mme Mélanie Richard, chef de projet sur la filière viande bovine de l'Institut de l'élevage.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Jean-Pierre Duclos, président d'Elvea France.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Géraldine Chavier, professeur agrégée de droit public, sur l'adaptabilité des normes au niveau local.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Prolongation de la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Bertrand Oudin, directeur des études de Blezat Consulting.

Audition de Mme Anne-Marie Vanelle et M. Philippe Fourgeaud, membres du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ouverture de négociations en vue d'un Partenariat transatlantique - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Jean-Louis Hurel, président et Léonidas Kalogéropoulos, conseiller du syndicat des industries françaises des coproduits (SIFCO).

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Examen du rapport de la mission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Économie sociale et solidaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Égalité des territoires, logement, et ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 390, 392).

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 428, 429).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (24 janvier 2013) (p. 479, 480).

- **Débat sur l'avenir du service public ferroviaire** - (24 janvier 2013) (p. 499, 500).

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1351, 1352).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1401, 1402).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1467, 1469).

- **Débat sur le droit de semer et la propriété intellectuelle** - (27 mars 2013) (p. 2484, 2487).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports - Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3467, 3468).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4187, 4189). (p. 4194). (p. 4194).

- **Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la**

zone dite des cinquante pas géométriques [n° 567 (2012-2013)] - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4333, 4334).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6656, 6657).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7908, 7910). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7942, 7943). (p. 7943). - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 7950). (p. 7952). (p. 7953). (p. 7954, 7955). (p. 7955, 7956). (p. 7963). (p. 7963). (p. 7963). (p. 7963). (p. 7964).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 2** (art. L. 211-15 [nouveau], L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire et L. 462-7 du code de commerce - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation) (p. 8005). (p. 8006). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 8020). (p. 8022). (p. 8030). (p. 8032). (p. 8033). (p. 8037). (p. 8039). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8046). (p. 8047). (p. 8049). (p. 8049). - **Article 4 bis A** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration) (p. 8053). (p. 8060).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Vente à distance) (p. 8098). (p. 8099). (p. 8103). (p. 8103). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8104). (p. 8105). (p. 8107).

- **Rappel au règlement** - (12 septembre 2013) (p. 8116).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)] (suite)** - (12 septembre 2013) - **Article 7** (art. L. 211-7, L. 211-15, L. 211-16 et L. 211-19 du code de la consommation - Garanties applicables aux contrats de consommation) (p. 8123). - **Article additionnel avant l'article 18 A** (p. 8162). - **Article 18** (art. L. 311-8-1 du code de la consommation - Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance) (p. 8173). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 8175). (p. 8176, 8177). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 8180). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-17 du code de la consommation - Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité) (p. 8182). - **Article 19 quater A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-17-1 du code de la consommation - Obligation d'accord exprès du consommateur pour l'utilisation de la fonction « crédit » pour les cartes associant paiement et crédit) (p. 8184). - **Article 19 octies** (art. L. 312-9-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance emprunteur) (p. 8190). - **Articles additionnels après l'article 19 octies** (p. 8192). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 8200). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L. 313-9, L. 331-11 du code de la consommation - Registre national des crédits aux particuliers) (p. 8207, 8208).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Article 22 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 22-2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Interdiction de consultation du registre national des crédits aux particuliers par un bailleur) (p. 8268). - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 8269). (p. 8269). - **Article 22 quater** (art. L. 311-9, L. 311-16, L. 313-9, L. 331-11, L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] du code de la consommation, art. 22-2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Coordination) (p. 8270). (p. 8270). - **Article 22 quinquies** (art. L. 334-5 et L. 334-9 du code de la consommation - Application du registre

national des crédits aux particuliers outre-mer) (p. 8271). - **Article 22 sexies** (Entrée en vigueur du registre national des crédits aux particuliers) (p. 8271). - **Article 23** (art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, L. 721-1, L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires) (p. 8282). (p. 8283). - **Article 25** (art. L. 141-1 du code de la consommation, L. 313-21 du code de l'action sociale et 9 de la loi n° 89-421 du 23 juin 1989 relative à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales - Elargissement du champ de compétence des agents de la DGCCRF, renforcement de la coopération avec la CNIL, faculté de prononcer des sanctions administratives en cas de non-respect des injonctions et faculté de saisir le juge contre un service de communication en ligne) (p. 8304). (p. 8304). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 465-1 et L. 465-2 [nouveaux] du code de commerce - Création d'un régime de sanctions administratives en cas de manquements au droit des pratiques commerciales restrictives de concurrence) (p. 8336). - **Article 60** (art. L. 441-2-2 et L. 441-3-1 du code de commerce - Dispositions relatives au prononcé de sanctions administratives) (p. 8338). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 8339). (p. 8339). (p. 8339). - **Article 61** (art. L. 441-6, L. 442-6, L. 443-1 du code de commerce - Renforcement des sanctions en cas de non-respect des délais de paiement) (p. 8343). - **Articles additionnels après l'article 62** (p. 8357). (p. 8357). (p. 8358). - **Article 62 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 125-1-1 [nouveau] du code de commerce - Création d'un statut pour les magasins de producteurs) (p. 8362). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8393, 8394).

- **Proposition de loi relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime [n° 6 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9525, 9526).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9498, 9501).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10022, 10023). (p. 10029, 10030). (p. 10030, 10031). (p. 10033). (p. 10034). (p. 10040, 10041). (p. 10041, 10042). (p. 10045). (p. 10045).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 15** (art. 5, 6, 6-1, 6-2, 6-3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Fonctionnement des fonds de solidarité pour le logement, FSL) (p. 10162). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 115-2-1 [nouveau], art. L. 311-6 du code de l'action sociale et des familles - Création des conseils de vie sociale) (p. 10164). - **Article 19** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Hébergement des personnes reconnues prioritaires au titre du droit à l'hébergement opposable) (p. 10168, 10169).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, art. L. 441-2-7 à L. 441-2-9 [nouveaux] et L. 472-3 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 10287). - **Articles additionnels après l'article 49 bis A** (p. 10316, 10317).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11020, 11022). - **Article 1er** (Définition de l'économie

sociale et solidaire) (p. 11042, 11043). (p. 11060). (p. 11061). (p. 11062). (p. 11062). - **Article 2 bis (nouveau)** (*Déclaration de principe des entreprises de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11072, 11073). - **Article 3** (*Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11078). - **Article 4** (*Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11083). (p. 11083). (p. 11084). (p. 11084).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 7** (*art. L. 3332-17-1 du code du travail - Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »*) (p. 11113). (p. 11113). (p. 11113). (p. 11113). - **Article 11** (*art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce*) (p. 11152). (p. 11155). (p. 11157). (p. 11157). (p. 11158). (p. 11159). (p. 11159). (p. 11161). (p. 11165). (p. 11166). (p. 11167). - **Article 12** (*art. L. 240-1 à L. 240-10 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés en cas de cession de parts sociales, actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité du capital*) (p. 11176). (p. 11179). - **Article 15** (*art. 26 bis et 52 bis [nouveau] de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - Mise en place d'un dispositif d'amorçage pour la reprise d'entreprises en sociétés coopératives de production*) (p. 11199). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 114-9, L. 114-11, L. 114-12 et L. 114-17*

du code de la mutualité - Compétences de l'assemblée générale et du conseil d'administration des mutuelles) (p. 11218). - **Article 47** (*art. L. 213-21 1 A [nouveau] du code monétaire et financier - Titres fondatifs*) (p. 11237). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11245).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11654, 11655). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 11664). (p. 11664). (p. 11665). (p. 11667).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)]** - (9 décembre 2013) - **Article 10** (*Habilitation en vue de moderniser les règles d'organisation et de fonctionnement et les règles relatives aux opérations en capital applicables aux entreprises dans lesquelles l'État détient une participation*) (p. 12519, 12520). - **Article 16** (*art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Information des consommateurs sur les produits recyclables*) (p. 12527, 12528).

LECERF (Jean-René)
sénateur (Nord)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Membre titulaire de la commission de suivi de la détention provisoire.

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales le 30 mai 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Justice : Administration pénitentiaire [n° 162 tome 12 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et

délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du vendredi 18 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'association La voix de l'enfant.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. le Métropolitain Emmanuel, président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Communication.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Daniel Sibony, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Elisabeth Roudinesco, historienne de la psychanalyse, directrice de recherche à l'Université de Paris VII.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Daniel Borrillo, maître de conférences en droit privé à l'Université Paris Ouest et membre du centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jean Hauser, professeur émérite de droit privé à l'Université Montesquieu Bordeaux IV.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Claire Neirinck, professeur à l'Université de Toulouse I Capitole.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jérôme Guedj, représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice, et Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Audition de Mme Nicole Maestracci, candidate proposée par M. le Président de la République à la nomination au Conseil constitutionnel.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christine Lazerges, présidente de la commission nationale consultative des droits de l'homme.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Protection pénale des forces de sécurité et usage des armes à feu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Examen de la proposition de résolution européenne n° 413 tendant à créer un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Économie, finances et fiscalité - Point d'actualité sur Chypre.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux et sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Gestion des frontières extérieures de l'Union européenne - Communication.

Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul de l'indemnité de fonction des parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus de communes et d'intercommunalités.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de M. Jean-Claude Marin, procureur général près la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Audition de M. Vincent Lamanda, premier président de la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des lois*) : Publication de l'étude annuelle 2013 du Conseil d'État consacrée au « droit souple » - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études, M. Jacky Richard, rapporteur général de la section du rapport et des études, et M. Laurent Cytermann, rapporteur général adjoint de la section du rapport et des études.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Auditions de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation (mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et mission « Relations avec les collectivités territoriales »).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité », mission « Immigration, asile et intégration » et mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice », programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 240). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - *Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 260).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) (p. 280, 281). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 283). - **Article 20** (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 321). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 339). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 343).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Article 1er** (*Champ des infractions amnistiées*) (p. 1559).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1786). (p. 1795).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1823). - **Article 16 A** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - *Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique*) (p. 1854). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 1877). - **Article 20 ter** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - *Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écrêtement des indemnités de fonction des élus locaux*) (p. 1904). - **Article 20 quater** (art. L. 5211-1, L. 5211-6, L. 5211-6-1, L. 5211-6-2, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5211-12, L. 5211-20-1, L. 5211-39, L. 5211-41, L. 5211-41-2, L. 5211-41-3, L. 5211-53, L. 5214-9, L. 5215-16, L. 5215-17, L. 5215-18, L. 5216-4, L. 5216-4-1 et L. 5216-4-2 du code général des collectivités territoriales - *Adaptation des dispositions de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales à l'élection des conseillers intercommunaux au suffrage universel direct*) (p. 1906). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - *Remodelage de la carte cantonale*) (p. 1920). (p. 1922). (p. 1923). (p. 1927). (p. 1928). - **Éplications de vote sur l'ensemble** (p. 1935).

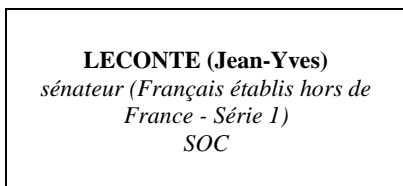
- **Question orale avec débat sur les droits sanitaires et sociaux des détenus** - (3 avril 2013) (p. 2643, 2645).

- **Débat sur la loi pénitentiaire** - (25 avril 2013) (p. 4034, 4035).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5419).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5944, 5945).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8919).



NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 376 (2012-2013)] relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 424 (2012-2013)] (13 mars 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 605 (2012-2013)] (22 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 684 (2012-2013)] relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 686 (2012-2013)] (25 juin 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 118 (2013-2014)] transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 137 (2013-2014)] (13 novembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 818 (2012-2013)] visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 197 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Claude Baty, pasteur, président de la Fédération protestante de France (FPF).

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Compétence du juge français concernant les infractions visées

par le statut de la Cour pénale internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice, et Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Audition de Mme Nicole Maestracci, candidate proposée par M. le Président de la République à la nomination au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger.

Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du lundi 18 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements aux textes de la commission.

Représentation des Français établis hors de France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué au budget.

Transparence de la vie publique - Audition de M. Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

Transparence de la vie publique - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, président de la commission pour la transparence financière de la vie politique.

Transparence de la vie publique - Auditions des représentants d'associations.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité », mission « Immigration, asile et intégration » et mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants - Examen du rapport et du texte proposé de la commission.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et intégration », Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des lois*) : Exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne [n° 225 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 46, 47).

- **Questions cribles thématiques sur le commerce extérieur** - (31 janvier 2013) (p. 740). (p. 741).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 867, 868).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 [n° 325 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1013, 1014). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1020).

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 689-11 du code de procédure pénale relatif à la compétence territoriale du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale [n° 354 (2012-2013)]** - (26 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1527, 1530).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 374 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 375 (2012-2013)** (p. 1599, 1601).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 374 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections [n° 358 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1630, 1632). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1638). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1641).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 425 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1954, 1957). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi n° 425** (p. 1976, 1977). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi n° 426 rectifié** (p. 1981).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013)**. - (18 mars 2013) - rapporteur - **Article 1er** (*Détermination des instances représentatives des Français établis hors de France*) (p. 1983). - **Article 2** (*Composition et compétences du conseil consulaire*) (p. 1984). (p. 1985). (p. 1985). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1986). (p. 1987). - **Article 19** (*Modalités d'application*) (p. 1988, 1989). (p. 1989). (p. 1990). (p. 1991). (p. 1991). - **Articles additionnels avant l'article 20 A** (p. 1992). - **Article 20 B (nouveau)** (*Règlement intérieur de l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 1993). (p. 1993). - **Article 20 C (nouveau)** (*Réunions de l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 1994). - **Articles additionnels après l'article 20 C** (p. 1995). (p. 1997). (p. 1998).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2013) - **Article 20** (*Rapport du Gouvernement à l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 2011, 2012). (p. 2012). (p. 2012). (p. 2013). - **Article 22** (*Fonction consultative de l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 2014). (p. 2014, 2015). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 2015). (p. 2016). (p. 2017). - **Article 29** (*Modalités d'application*) (p. 2018). (p. 2019). (p. 2019). - **Article 29 bis (nouveau)** (*Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins*) (p. 2021). (p. 2022). (p. 2022). - **Article 29 ter (nouveau)** (*Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins*) (p. 2023). - **Article 29 quater (nouveau)** (*Conditions d'éligibilité*) (p. 2024). (p. 2024). (p. 2025). - **Article 29 quinquies (nouveau)** (*Inéligibilités*) (p. 2027). (p. 2027). - **Article additionnel après l'article 29 quinquies** (p. 2028). - **Article 29 septies (nouveau)** (*Procédure de dépôt et d'enregistrement des déclarations de candidature*) (p. 2030). (p. 2030). - **Article 29**

octies (nouveau) (réservé) (*Retrait de candidature et décès des candidats*) (p. 2031). (p. 2031). - **Article 29 nonies (nouveau)** (*Information des électeurs, circulaires électorales et règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2034). (p. 2034). (p. 2036). (p. 2037). (p. 2038). - **Article 29 decies (nouveau)** (*Modalités de vote*) (p. 2039). (p. 2041). - **Article 29 undecies (nouveau)** (*Recensement des votes*) (p. 2042). - **Article 29 duodecies (nouveau)** (*Règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2043). - **Article 29 terdecies et tableau n°1 annexé (nouveau)** (*Nombre et répartition des conseillers consulaires et découpage des circonscriptions électorales*) (p. 2051). (p. 2052). (p. 2062). (p. 2062). (p. 2064). - **Article 29 septdecies (nouveau)** (*Règles pour les élections partielles*) (p. 2065). - **Article 29 vicies et tableau annexé (nouveau)** (*Découpage des circonscriptions électorales et démission d'office*) (p. 2067). (p. 2070). - **Article 29 unvicies (nouveau)** (*Mode de scrutin*) (p. 2071). - **Article 29 tervicies (nouveau)** (*Règles pour les élections partielles*) (p. 2072). - **Articles additionnels après l'article 29 quatervicies** (p. 2072). (p. 2072). - **Article 30** (*Modalités d'élection des délégués consulaires*) (p. 2073). (p. 2073). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (*Conditions d'éligibilité, inéligibilités et incompatibilités des délégués consulaires*) (p. 2074). - **Article 33 bis (nouveau)** (*Collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 2075). - **Article additionnel après l'article 33 quinquies** (p. 2075). - **Article 33 octies (nouveau)** (*Modalités matérielles du vote*) (p. 2078). (p. 2079). (p. 2080). (p. 2080). - **Article additionnel après l'article 33 undecies** (p. 2081). - **Article 33 duodecies (nouveau)** (*Dispositions pénales applicables aux infractions à la législation électorale relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 2082). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 2082). - **Article 36 (Supprimé)** (art. 13, 16, 18, 20, 21, 22, 23 et chapitre V de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs - Modification des règles relatives à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France) (p. 2083). - **Article 37** (*Date des prochains scrutins et entrée en vigueur de la loi*) (p. 2084). (p. 2084). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2087).

- **Question orale sur la situation des enseignants contractuels de la MICEL en Turquie** - (9 avril 2013) (p. 2959). (p. 2960).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er bis D** (art. 167 du code civil - Célébration impossible du mariage à l'étranger des Français établis hors de France) (p. 3042). (p. 3043).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3210). - **Articles additionnels après l'article 1er bis D (précédemment réservés)** (p. 3216, 3217). (p. 3217). (p. 3217).

- **Débat sur l'efficacité des conventions fiscales internationales** - (23 avril 2013) (p. 3961, 3963).

- **Débat sur l'immigration étudiante et professionnelle** - (24 avril 2013) (p. 4023, 4025).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture [n° 684 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6586, 6589).

- Rapporteur - **Article 2** (*Composition et compétences du conseil consulaire*) (p. 6598, 6599). (p. 6601). - **Article 20 AA** (*Première réunion de l'Assemblée des Français de l'étranger après son renouvellement général*) (p. 6603). - **Article 29 bis** (*Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins*) (p. 6604, 6605). - **Article 29 quinquies** (*Règles d'inéligibilités*) (p. 6608). - **Article 29 decies** (*Modalités de vote*) (p. 6611). (p. 6612). - **Article 33 bis** (*Collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 6621, 6622). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6628, 6629).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6814, 6816).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2013) - **Article 2** (art. 65, 65-1 [nouveau] et 65-2 [nouveau] de la Constitution - Pouvoirs et composition du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 6848).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 676 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013)**.

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 710 (2012-2013)]** - (4 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6887, 6888).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 7007, 7009).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 7369).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article 15 (priorité)** (*Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier*) (p. 7467, 7468).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 798 (2012-2013)** (p. 7745, 7746). - **Question préalable sur le projet de loi organique** (p. 7749). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7764, 7765). (p. 7767). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7785, 7786).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 798 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 797 (2012-2013)**. - (25 juillet 2013) - **Article 10** (*Obligation de déclaration de situation patrimoniale et de déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics*) (p. 7792). (p. 7792). - **Article 11 ter** (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Réforme des dons et cotisations aux partis politiques) (p. 7799). (p. 7799).

- **Question orale sur le mariage et la loi personnelle** - (10 septembre 2013) (p. 7878). (p. 7879).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8665, 8666).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8711).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de détachement des travailleurs [n° 528 (2012-2013)]** - (16 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9626, 9628).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013, suivi d'un débat interactif et spontané** - (16 octobre 2013) (p. 9648, 9649).

- **Débat sur la protection des données personnelles** - (17 octobre 2013) (p. 9683, 9684).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Commission mixte paritaire [n° 59 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9741).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 nonies de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958 - Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9819, 9820). (p. 9820).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10595).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code de travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10747).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 11** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Assouplissement de la condition d'âge pour bénéficier de la retraite progressive) (p. 10858).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10935, 10936).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 28** (art. L. 173-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale -

Simplification des modalités de calcul de la retraite des polypensionnés) (p. 10959).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification du régime de la taxe acquittée par les étudiants étrangers pour la délivrance d'un titre de séjour salarié) (p. 12227, 12228). (p. 12228). (p. 12228). (p. 12228). (p. 12229).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) (p. 12258). (p. 12259). - **Article 37** (art. 1011 bis du code général des impôts - Modification du barème du malus automobile) (p. 12264).

- **Projet de loi transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 138 (2013-2014)]** - (3 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12399, 12402).

- Rapporteur - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. 14-1 [nouveau] de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Conséquences de la découverte d'une inéligibilité avant le scrutin) (p. 12411, 12412).

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** - (5 décembre 2013) (p. 12472, 12473).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12691, 12692).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12742, 12746).

- Rapporteur - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12763, 12764). (p. 12767). (p. 12768). (p. 12770, 12771).

LEFÈVRE (Antoine)
sénateur (Aisne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Développement des entreprises et du tourisme [n° 162 tome 8 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 48 (2013-2014)] tendant à autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen [n° 203 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*): Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Exercice par les élus locaux de leur mandat - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS, sur les métropoles.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Examen du rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergies locales », de M. Claude Belot.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Bertrand Faure, professeur à l'Université de Nantes, sur les principes constitutionnels applicables à la décentralisation : bilan de l'application de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*): Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*): Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Examen du rapport d'information « Le secteur public ferroviaire et les collectivités territoriales », de M. Edmond Hervé.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Table ronde « La sécurité sociale des élus locaux ».

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Vie politique, culturelle et associative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie », programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*): Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*): Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 décembre 2013 (*commission des lois*): Accueil et habitat des gens du voyage - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen - Examen des amendements.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. François Pillet sur les communes et la sécurité.

Examen du rapport de M. Jean-Claude Peyronnet « La place des parlementaires dans les instances locales après l'adoption des nouvelles règles de non-cumul ».

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 599, 601).

- **Question orale sur l'assujettissement aux cotisations sociales des indemnités des commissaires enquêteurs** - (5 février 2013) (p. 797). (p. 798).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2811).

- **Question orale sur le plan de développement du marché des automobiles électriques** - (9 avril 2013) (p. 2965, 2966). (p. 2966, 2967).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois* (p. 2981, 2982).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le syndicat de la magistrature** - (25 avril 2013) (p. 4056, 4057).

- **Question orale sur l'exploitation des gaz et huiles de schiste** - (4 juin 2013) (p. 5343). (p. 5344).

- **Question orale sur les difficultés d'obtention de passeport pour les français nés à l'étranger** - (4 juin 2013) (p. 5351). (p. 5352).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, articles L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 8038). (p. 8041). (p. 8042). (p. 8043). - **Article 4 bis A** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration*) (p. 8051, 8052). (p. 8054).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) (p. 8077). (p. 8079). - **Article additionnel après l'article 4 bis A** (p. 8082). - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - *Vente à distance*) (p. 8092). (p. 8092). - **Article 5 bis** (art. L. 515-32 du code de la consommation - *Réservoirs enterrés de liquides inflammables*) (p. 8110). - **Article 11 bis** (art. L. 445-4 du code de l'énergie - *Tarifs réglementés de vente de gaz naturel*) (p. 8146, 8147).

- **Question orale sur les frais de transport des stagiaires du Centre national de la fonction publique territoriale** - (15 octobre 2013) (p. 9561). (p. 9562).

- **Question orale sur le statut des élus bénéficiaires d'une pension d'invalidité** - (29 octobre 2013) (p. 10630, 10631). (p. 10631, 10632).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le découpage cantonal** - (28 novembre 2013) (p. 12388).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 200 (2013-2014)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12641, 12642). - **Article 1er** (*Titre IV du livre V de la première partie (nouveau), art. L. 1541-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création des sociétés d'économie mixte contrat*) (p. 12647). (p. 12647). (p. 12649). (p. 12650). (p. 12650). (p. 12651). (p. 12653). (p. 12654).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12769).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 432, 433).

- **Question orale sur le recrutement et la rémunération des personnels en temps d'activité périscolaire** - (17 décembre 2013) (p. 13092, 13093). (p. 13093).

LEGENDRE (Jacques)
sénateur (Nord)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission du Fonds national pour l'archéologie préventive.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes le 8 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013 ; puis vice-président le 6 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la politique nationale du patrimoine de l'État [n° 359 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Aménagement du territoire - Culture - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Médias, livre et industries culturelles : livre et industries culturelles [n° 160 tome 4 fasc. 3 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitution des œuvres spoliées - Communication.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autonomie des établissements scolaires et du bien-être des élèves - Audition de M. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique (CAS).

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Distribution de la presse - Audition de M. Gérard Proust, président de l'Union nationale des diffuseurs de presse (UNDP).

Distribution de la presse - Audition de MM. Marc Norguez, secrétaire général, et Laurent Joseph, délégué syndical de Presstalis au Syndicat général du livre et de la communication écrite (SGLCE-CGT).

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Distribution de la presse - Audition de Mme Anne-Marie Couderc, présidente de Presstalis.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Refondation de l'école de la République - Audition de M. Xavier Nau, rapporteur pour avis du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Respect de l'exception culturelle dans le cadre de la négociation d'un accord de libre-échange avec les États-Unis - Échange de vues.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan consolidé des sources de financement des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).

(*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission des affaires économiques*) : Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication diverse.

Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen d'amendements.

Réunion du vendredi 21 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen de deux amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Politique culturelle à l'ère du numérique - Audition de MM. Pierre Lescure, président de la mission « Acte II de l'exception culturelle » et Jean-Baptiste Gourdin, coordinateur de la mission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

Groupe de travail sur l'éthique du sport - Communication.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Marie-Françoise Marais, présidente de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Échange de vues sur le rapport de la mission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis et contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de

finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Odile Quintin et de M. Christian Forestier, coprésidents du comité de pilotage de la conférence nationale sur les rythmes scolaires.

Echange de vues sur les orientations de travail et les méthodes de la mission commune d'information.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Monadé, président du Centre national du livre (CNL).

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et France Médias Monde pour la période 2013-2015 - Communication.

Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

Groupe de travail sur le régime de l'intermittence dans le secteur culturel - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la création d'emplois de fonctionnaires civils ou militaires à Cambrai en compensation de la fermeture de la base aérienne 103** - (19 février 2013) (p. 1326, 1327). (p. 1327, 1328).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4358, 4360).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 4414). - **Article 4 bis** (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Promotion de la santé des élèves) (p. 4417). (p. 4417). (p. 4421). (p. 4421). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans) (p. 4436). (p. 4437, 4438). (p. 4442). (p. 4443). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4444). (p. 4446). - **Article 6** (art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - Éducation artistique et culturelle) (p. 4455). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-5 du code de l'éducation - Contribution de l'éducation physique et sportive et du sport scolaire à l'éducation à la santé) (p. 4458).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 7** (art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences) (p. 4475). (p. 4479). (p. 4485). (p. 4485). - **Article 8** (art. L. 122-2 du code de l'éducation - Droit à une formation qualifiante) (p. 4487). - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance) (p. 4495). (p. 4498). (p. 4498). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4500). - **Article 12** (art. L. 211-8 du code de l'éducation - Dépenses pédagogiques à la charge de l'État) (p. 4516). - **Article 14 bis** (art. L. 213-2-1 [nouveau] du code de l'éducation - Utilisation des locaux et équipements scolaires des collèges en dehors du temps scolaire) (p. 4522). (p. 4522). - **Article 15** (art. L. 214-6-2 [nouveau] du code de l'éducation - Utilisation des locaux et équipements scolaires des lycées et établissements régionaux d'enseignement adapté) (p. 4523). - **Article 18** (art. L. 214-13-1 [nouveau] du code de l'éducation - Élaboration et mise en œuvre de la carte

régionale des formations professionnelles initiales) (p. 4527). (p. 4528). (p. 4529). - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil supérieur des programmes) (p. 4534). (p. 4535). (p. 4536). (p. 4536). (p. 4538). (p. 4542). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation du système éducatif) (p. 4545). (p. 4545). (p. 4548). - **Article 23** (art. L. 311-1 du code de l'éducation - Organisation de la scolarité en cycles) (p. 4552). (p. 4552, 4553). (p. 4554). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 4555). (p. 4555). - **Article 27** (art. L. 312-9-2 du code de l'éducation [rétabli] - Enseignement obligatoire d'une langue vivante étrangère au début de la scolarité élémentaire) (p. 4563). (p. 4564). (p. 4566). (p. 4567). - **Article 27 bis** (art. L. 312-11 du code de l'éducation - Recours aux langues régionales dans l'enseignement) (p. 4568). (p. 4570). (p. 4571).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-4 et L. 312-15 du code de l'éducation - Enseignement moral et civique) (p. 4592). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4594). - **Article additionnel avant l'article 29** (p. 4595). - **Article 32 A** (art. L. 313-1 et L. 331-7 du code de l'éducation - Élaboration du projet d'orientation scolaire et professionnelle) (p. 4605). (p. 4607). - **Article 33** (art. L. 332-3 du code de l'éducation - Définition de l'enseignement dispensé en collège) (p. 4610). (p. 4610). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-4 du code de l'éducation - Suppression des dispositifs d'alternance pendant les deux dernières années de collège) (p. 4613). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-5 du code de l'éducation - Introduction d'une éducation aux médias numériques dans les collèges) (p. 4614). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 333-3, L. 333-4 [nouveau] et L. 334-1 du code de l'éducation - Objectifs du baccalauréat) (p. 4618). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-3 et L. 337-3-1 du code de l'éducation et art. L. 6222-20 et L. 6222-21 du code du travail - Suppression de l'« apprentissage junior » et limitation du « Dima » aux élèves d'au moins quinze ans) (p. 4624). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 4626). (p. 4626). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 401-4 du code de l'éducation - Cadre pour la coopération école-collège) (p. 4627). (p. 4629). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-1 du code de l'éducation - Le conseil d'école) (p. 4630). (p. 4630). (p. 4630). (p. 4631). - **Article 42** (art. L. 421-2 du code de l'éducation - Représentation de la collectivité de rattachement au sein du conseil d'administration des EPLE) (p. 4631). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-1 du code de l'éducation - Mise en place du projet éducatif territorial) (p. 4638). (p. 4640). (p. 4642, 4643). - **Article 47 (Fonds d'aide aux communes pour la mise en place de la réforme des rythmes scolaires)** (p. 4646, 4647). - **Article additionnel après l'article 47** (p. 4648). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 713-1 du code de l'éducation - Le statut de composante universitaire des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4652). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4656). (p. 4657). (p. 4659, 4660). (p. 4660). (p. 4661). (p. 4663). (p. 4664). (p. 4665). (p. 4666). (p. 4666). (p. 4667). (p. 4668). (p. 4668). - **Article 55** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Élargissement du champ de l'exception pédagogique) (p. 4675). - **Article 60 (Texte non modifié par la commission)** (Comité de suivi) (p. 4680). (p. 4680). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 4683). (p. 4683). (p. 4683). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 4685). (p. 4700). (p. 4700). (p. 4701). (p. 4701). (p. 4701). (p. 4703). (p. 4703). (p. 4703). (p. 4704). (p. 4704). (p. 4705). (p. 4705). (p. 4706). (p. 4706). (p. 4706). (p. 4707). (p. 4707). (p. 4708). (p. 4709). (p. 4709). (p. 4709). (p. 4709). (p. 4709). (p. 4710). (p. 4711). (p. 4711). (p. 4713). (p. 4713). (p. 4715). (p. 4719). (p. 4719). (p. 4719). (p. 4720). (p. 4721). (p. 4721). (p. 4721). (p. 4721). (p. 4721). (p. 4721). (p. 4721).

(p. 4722). (p. 4723). (p. 4724). (p. 4725). (p. 4726). (p. 4729). (p. 4730). (p. 4732). (p. 4732). (p. 4733). (p. 4733). (p. 4733). (p. 4734). (p. 4734). (p. 4734). (p. 4735). (p. 4735). (p. 4736). (p. 4736). (p. 4736). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4738).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6032, 6034).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - **Question préalable** (p. 6083). - **Article 2** (art. L. 121-3 du code de l'éducation - *Extension des exceptions au principe de l'enseignement en langue française*) (p. 6087, 6088). (p. 6089). (p. 6091). (p. 6092). (p. 6094). (p. 6096, 6097). (p. 6098). (p. 6098). - **Article 4** (art. L. 123-2 du code de l'éducation - *Actualisation de la rédaction des dispositions relatives aux objectifs de l'enseignement supérieur*) (p. 6102, 6103). (p. 6104). - **Article 5** (art. L. 123-3 du code de l'éducation - *Consécration de la mission de transfert des résultats de la recherche du service public de l'enseignement supérieur*) (p. 6119). (p. 6119). - **Article 11** (art. L. 111-6 du code de la recherche - *Stratégie nationale de la recherche*) (p. 6129). - **Article 12 ter** (*Articulation des stratégies nationales et des schémas régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche*) (p. 6136). (p. 6137, 6138). - **Article 14 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 401-2-1. - *Statistiques sur les résultats des formations d'enseignement supérieur dispensées dans les établissements d'enseignement scolaire*) (p. 6143). - **Articles additionnels après l'article 14 A** (p. 6144). (p. 6147). - **Article 16** (art. L. 611-8 du code de l'éducation - *Obligation de rendre disponibles certains enseignements sous forme numérique*) (p. 6158). (p. 6158). - **Article 16 bis** (*Mise à disposition des statistiques produites par les établissements dispensant des formations sanctionnées par un diplôme d'études supérieures*) (p. 6159). - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Introduction de la formation à l'entrepreneuriat au sein de chaque cycle de l'enseignement supérieur*) (p. 6160). - **Articles additionnels après l'article 16 ter** (p. 6162, 6163). - **Article 18** (art. L. 612-3 du code de l'éducation - *Orientation des bacheliers technologiques et professionnels et rapprochement entre lycées et établissements d'enseignement supérieur*) (p. 6164, 6165). (p. 6166). (p. 6168). (p. 6170). (p. 6172). (p. 6172, 6173). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6173).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 6204, 6205). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 711-2 du code de l'éducation - *Création des communautés d'universités et établissements*) (p. 6207). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 712-1 du code de l'éducation - *Création du conseil académique*) (p. 6213). - **Article 25** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - *Président de l'université*) (p. 6216). (p. 6218). - **Article 26** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - *Composition et compétences du conseil d'administration des universités*) (p. 6220). (p. 6222). (p. 6222). (p. 6222). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 6230). - **Article additionnel après l'article 32 bis** (p. 6231, 6232). - **Articles additionnels après l'article 42 A** (p. 6255). - **Article 47** (art. L. 412-1 du code de la recherche - *Prise en compte du doctorat pour le recrutement des fonctionnaires de la catégorie A*) (p. 6268). (p. 6269). - **Articles additionnels après l'article 47 quinquies A** (p. 6272). - **Article 47 septies (nouveau)** (art. L. 311-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers - *Conditions d'entrée*

et de séjour des étudiants et diplômés étrangers) (p. 6275, 6276). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions de coordination*) (p. 6278). (p. 6282). - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 6299).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6352, 6354). - **Article 1er et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation*) (p. 6387). (p. 6389). (p. 6390, 6391). (p. 6393). (p. 6397). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - *Développement de la scolarisation des moins de trois ans*) (p. 6400). - **Article 14 bis** (art. L. 213-2-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Utilisation des locaux et équipements scolaires des collèges en dehors du temps scolaire*) (p. 6402). (p. 6403). - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - *Création du Conseil supérieur des programmes*) (p. 6404, 6405). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - *Création du Conseil national d'évaluation*) (p. 6406). (p. 6407). - **Article 32 A** (art. L. 313-1 et L. 331-7 du code de l'éducation - *Élaboration du projet d'orientation scolaire et professionnelle*) (p. 6410). - **Article 47** (*Aides versées aux communes pour la mise en place de la réforme des rythmes scolaires*) (p. 6413). (p. 6414). (p. 6414). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 721-3 du code de l'éducation - *Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation*) (p. 6416). (p. 6417). (p. 6417). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6418).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche - Commission mixte paritaire [n° 695 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6755, 6757).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Article 5** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Réforme du mode de nomination des sociétés nationales de programme*) (p. 8833). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 8838). - **Articles additionnels après l'article 6 octies B** (p. 8849). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8860).

- **Débat sur la place des femmes dans l'art et la culture** - (16 octobre 2013) (p. 9655, 9657).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Centrafrique** - (17 octobre 2013) (p. 9698).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public - Commission mixte paritaire [n° 75 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 73 (2013-2014)** (p. 9718, 9719).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public - Commission mixte paritaire [n° 73 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 75 (2013-2014)**.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en République centrafricaine** - (10 décembre 2013) (p. 12542, 12544).

de LEGGE (Dominique)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République le 23 avril 2013 ; puis vice-président du 14 mai 2013 au 9 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Défense [n° 156 tome 3 annexe 8 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jean-Pierre Winter, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Elisabeth Roudinesco, historienne de la psychanalyse, directrice de recherche à l'Université de Paris VII.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Sylviane Agacinski, philosophe.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Conséquences des nouvelles règles de gouvernance budgétaire européennes sur la procédure nationale - Audition de MM. Julien Dubertret, directeur du budget, et Ramon Fernandez, directeur général du Trésor.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique et gestion de la fonction publique - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'associations d'élus.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Laurent Davezies, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire « Économie et développement des territoires ».

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Christophe Mahieu, président-directeur général d'Est Bourgoigne Media SA, directeur de la

publication des quotidiens Le Bien public et Le Journal de Saône-et-Loire.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Lawrence Cannon, ambassadeur du Canada en France.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) pour 2014 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des finances*) : Nomination de rapporteurs spéciaux.

Réunion du mercredi 25 septembre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Échange de vues.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Adoption du rapport.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Rémunération des militaires - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des finances*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués**

communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)] - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 181, 182).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire) (p. 286).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Article 7** (art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport) (p. 1105, 1106). (p. 1106).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales) (p. 1607). (p. 1612).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1788).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2810, 2811).

- **Rappel au règlement** - (8 avril 2013) (p. 2863).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2905). (p. 2930, 2931).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2993). (p. 3022). - **Article 1er bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 165 du code civil - Caractère républicain de la célébration du mariage) (p. 3038).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3082). (p. 3112). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3134, 3135).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 361 et 363 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas d'adoption simple) (p. 3162). - **Article 4 bis** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3195). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles - Critères d'éligibilité au statut d'association familiale) (p. 3198). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3211). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3219).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3280, 3281).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports** - *Commission*

mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)] - (18 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3469).

- **Question orale sur l'élargissement de l'autorisation de conduire un tracteur de plus de 3,5 tonnes avec le seul permis B pour les employés des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats intercommunaux à vocation multiple** - (23 avril 2013) (p. 3913). (p. 3914).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (22 mai 2013) - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans) (p. 4442).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] - (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5119). (p. 5123). - **Article 1er (Supprimé)** (Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales) (p. 5129). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5133). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5155). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 5186). (p. 5195, 5196). (p. 5196). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5204).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5414, 5415).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales** - *Deuxième lecture* [n° 636 (2012-2013)] - (12 juin 2013) - **Article 18 (réserve)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 (nouveau), L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS) (p. 5771, 5772). (p. 5773, 5774).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [n° 377 (2012-2013)] - (18 juin 2013) - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5935).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les hausses d'impôts** - (18 juillet 2013) (p. 7453, 7454).

- **Question orale sur la fiscalité des ports de plaisance** - (1er octobre 2013) (p. 8769). (p. 8770).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** - *Deuxième lecture* [n° 860 (2012-2013)] - (2 octobre 2013) - **Article 1er AA** (Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des territoires) (p. 8909). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences) (p. 8934). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8943).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale** [n° 51 (2013-2014)] - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9783, 9784). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9887).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune** [n° 12 (2013-2014)] - (21 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9892, 9893).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué** [n° 66 (2013-2014)] - (24 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10114).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10325, 10326). (p. 10333, 10334).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites** [n° 71 (2013-2014)] - (30 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10740).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11804, 11805). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 11818, 11819).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale** - *Deuxième lecture* [n° 196 (2013-2014)] - (10 décembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 12623).

LELEUX (Jean-Pierre)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société France Télévisions.

Membre suppléant du Comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

Membre titulaire de la commission nationale des secteurs sauvegardés.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 415 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Culture : création, cinéma, spectacle vivant, arts visuels [n° 160 tome 2 fasc. 2 (2013-2014)]** (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Économie du film français - Table ronde.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Europe de la défense - Audition de S.E. M. Tomasz Orlowski, ambassadeur de la République de Pologne.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autonomie des établissements scolaires et du bien-être des élèves - Audition de M. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique (CAS).

Réunion du mardi 12 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de l'étude de faisabilité présentée par Mme Maud Olivier et M. Jean-Pierre Leleux sur la « diffusion de la culture scientifique et technique ».

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France (AMF).

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christine Lazerges, présidente de la commission nationale consultative des droits de l'homme.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jacques-Alain Miller, psychanalyste.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diffusion des œuvres conservées dans les musées et autres institutions culturelles - Audition de M. Alain Seban, président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement privé des associations - Audition de Mme Sylvie Banoun, sous-directrice de la vie associative et de l'éducation populaire, et M. François Vareille, secrétaire général du Haut conseil à la vie associative (HCVA), sur les travaux d'évaluation et les propositions du HCVA.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Communication de MM. Bruno Sido, sénateur, et Jean-Yves Le Déaut, député, relative à l'audition publique sur « le risque numérique, en prendre conscience pour mieux le maîtriser ? ».

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication, sur la mission « Acte II de l'exception culturelle ».

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Rémy Pflimlin, président-directeur général de France Télévisions.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Jean-Luc Hees, président-directeur général de Radio France.

Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de M. Nonce Paolini, président-directeur général de TF1.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de M. David Assouline.

Indépendance de l'audiovisuel public - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Monadé, président du Centre national du livre (CNL).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les conditions d'attribution de croix de l'ordre national du Mérite aux officiers de gendarmerie** - (19 février 2013) (p. 1328). (p. 1328).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2752, 2753).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2806, 2807).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)] (suite)** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - **Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois** (p. 2983). (p. 2987). (p. 2989). (p. 3009, 3010).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - *Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3088, 3089). (p. 3109). (p. 3112). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3133). (p. 3140, 3141).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Article 1er et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation*) (p. 6395, 6396).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 849 (2012-2013)** (p. 8794, 8795). - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 8807). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Composition du CSA et mode de désignation de ses membres*) (p. 8808). (p. 8809). (p. 8812). (p. 8812). (p. 8813). (p. 8814). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 17-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Extension du pouvoir de règlement des différends du CSA aux services de médias audiovisuels à la demande*) (p. 8814). - **Article 2 ter (nouveau)** (nouvel art. 17-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Mission de conciliation du CSA dans le domaine de la circulation des œuvres*) (p. 8817). (p. 8818). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 8828). - **Article 5** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Réforme du mode de nomination des sociétés nationales de programme*) (p. 8830). (p. 8832). (p. 8832, 8833). (p. 8833). - **Article 6 A (nouveau)** (art. 50 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Coordination*) (p. 8834). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 47-5 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Réforme du mode*

de révocation des présidents des sociétés nationales de programme) (p. 8835). (p. 8835). - **Article 6 ter** (art. 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Modification des dispositions relatives au rapport public annuel du CSA) (p. 8836). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 8837). (p. 8838). - **Article 6 quinquies** (art. 28 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Obligation pour le CSA d'effectuer une étude d'impact avant d'autoriser une modification de convention) (p. 8842). - **Article 6 sexies A (nouveau)** (art. 29-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Gratuité des services de radio numérique terrestre) (p. 8843). - **Article 6 sexies** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Possibilité de réserver l'accès d'un appel à candidature pour le lancement d'un service national de télévision en haute définition à des chaînes nationales déjà autorisées en diffusion standard) (p. 8844). (p. 8844). (p. 8845). (p. 8846). - **Article 6 octies A (nouveau)** (art. 33-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Déclaration préalable des éditeurs de services de médias audiovisuels à la demande) (p. 8847). - **Articles additionnels**

après l'article 6 octies B (suite) (p. 8850). - **Article 6 octies** (art. 42-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Agrément par le CSA des modifications du contrôle des sociétés titulaires d'une autorisation d'usage de la ressource radioélectrique) (p. 8852, 8853). - **Articles additionnels après l'article 6 nonies** (p. 8856, 8857). - **Article 7 A (nouveau)** (Obligation pour les sociétés nationales de programmes de contractualiser avec des sociétés dont les comptes ont été certifiés) (p. 8858).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 849 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 850 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11607, 11609).

LE MENN (Jacky)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Vice-président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire du Comité d'évaluation de la mise en œuvre des dispositions relatives à la modernisation des établissements de santé de la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 243 (2012-2013)] portant réforme de la biologie médicale [n° 277 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 492 (2012-2013)] (10 avril 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Biologie médicale : réussir la réforme, maîtriser les coûts [n° 785 (2012-2013)] (18 juillet 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 817 (2012-2013)] visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 835 (2012-2013)] (11 septembre 2013) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 844 (2012-2013)] (17 septembre 2013) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Christophe Jacquinet, président du collège des directeurs généraux des agences régionales de santé (ARS), directeur général de l'ARS Rhône-Alpes.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Denis Piveteau, secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales, et Laurent Gratieux, responsable du pôle santé au secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales.

Agences régionales de santé - Audition de MM. Luc Allaire, directeur et Xavier Dupont, directeur des établissements et services médico-sociaux de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Questions diverses.

Sécurisation de l'emploi - Saisine de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Guy Collet, conseiller en stratégie, et Cédric Arcos, directeur de cabinet du président de la Fédération hospitalière de France (FHF), Mme Catherine Réa, conseiller médical de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap), et Mme Elisabeth Tomé-Gertheinrichs, déléguée générale de la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP).

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Fiscalité comportementale - Audition de M. Christian Ben Lakhdar, enseignant-chercheur en économie des drogues et addictions, membre du Haut conseil de la santé publique.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de Mme Bernadette Devictor, présidente de la Conférence nationale de santé (CNS), et M. Jean-Louis Salomez, président de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) du Nord-Pas-de-Calais.

Agences régionales de santé (ARS) - Audition de Mme Claude Rambaud, présidente du Collectif interassociatif sur la santé (Ciss).

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Table ronde des fédérations représentant les établissements médico-sociaux.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre Boissier, chef de l'Inspection générale des affaires sociales, Mme Claire Scotton, inspectrice des affaires sociales, M. Hubert Garrigue-Guyonnaud, conseiller général des établissements de santé, sur le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales consacré à l'hôpital, et de M. Edouard Couty, président du comité de pilotage du « pacte de confiance pour l'hôpital ».

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Normes européennes en matière de détachement des travailleurs - Présentation d'un rapport d'information de la commission des affaires européennes.

Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen de l'amendement du Gouvernement sur les conclusions de la commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Gérard Roche, président du conseil général de la Haute-Loire, membre du bureau de l'Assemblée des départements de France (ADF).

(*commission des affaires sociales*) : Troisième plan autisme (2013-2017) - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. André Aoun, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Jean Debeauvais, directeur général de l'offre de soins.

Agences régionales de santé (ARS) - Audition de MM. Guy Moulin, président de la Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement des centres hospitaliers universitaires (CME de CHU), et Frédéric Martineau, président de la conférence des présidents de CME des centres hospitaliers (CME de CH).

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Jean-Yves Grall, directeur général de la santé.

Agences régionales de santé - Table ronde avec les syndicats de médecins.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des finances*) : Perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Dominique Bur, préfet de la région Nord-Pas-

de-Calais, préfet du Nord, représentant de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur.

(*commission des affaires sociales*) : Sécurité sociale - Certification des comptes 2012 - Audition du Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Projet de restructuration de l'Hôtel Dieu - Audition de M. Alain Carini et Mmes Graziella Raso et Rose-May Rousseau-Saxemard, représentants de l'Union syndicale Confédération générale du travail (CGT) de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), de M. Stéphane Roux, représentant Sud-santé et du Dr Gérald Kierzek, médecin urgentiste à l'AP-HP.

Projet de restructuration de l'Hôtel Dieu - Audition de Mme Mireille Faugère, directrice générale de l'Assistance publique hôpitaux de Paris (AP-HP), le Pr Loïc Capron, président de la commission médicale d'établissement, et le Pr Jean-Yves Fagon, préfigurateur du volet « soins » de l'hôpital universitaire de santé publique.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Biologie médicale - Présentation par M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes, de l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Jacques Raimondeau, président, Christian Bailly et Christian Lahoute, vice-présidents du syndicat des médecins inspecteurs de santé publique (Smisp).

Agences régionales de santé - Audition de MM. Tomas Fatome, directeur de la sécurité sociale (DSS), et de François Godineau, chef de service, adjoint au directeur.

Agences régionales de santé - Audition de Mme Sabine Fourcade, directrice générale de la cohésion sociale.

(*commission des affaires sociales*) : Droits et protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et modalités de leur prise en charge - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Claude Evin, directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 25 septembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Christian Müller, président de la Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement de centres hospitaliers spécialisés (CME de CHS), Joseph Halos, président, et Gilles Moullec, secrétaire général adjoint, de l'Association des établissements participant au service public de santé mentale (Adesm).

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde sur la pénibilité.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Situation sociale des personnes prostituées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec des économistes.

Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (syndicats de salariés).

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès aux soins des plus démunis - Présentation du rapport de Mme Aline Archimbaud.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé, Michèle Delaunay, ministre chargée des personnes âgées et de l'autonomie, et Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Loi de financement de la sécurité sociale 2014 - Avenir et justice du système de retraites - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conclusions du Comité interministériel sur le handicap - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre chargée des personnes handicapées.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du lundi 18 novembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) - Audition de M. Didier Houssin, candidat pressenti à la présidence.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Table ronde réunissant les organisations syndicales nationales présentes au comité national de concertation des agences régionales de santé.

(*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Pierre-Louis Bras, secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Didier Tabuteau, responsable de la chaire santé à Sciences Po.

Agences régionales de santé - Audition de M. Paul Castel, directeur général de l'Agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 742, 744).

- Rapporteur - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 755). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-1, L. 6211-23, L. 6212-2, L. 6221-1, L. 6221-12 et L. 6241-2 du code de la santé publique - Examens de cytologie pathologique) (p. 757). - **Article 4** (art. L. 1223-1, L. 6211-13, L. 6211-17 et L. 6223-5 du code de la santé publique - Organisation des établissements de transfusion sanguine et conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale) (p. 759). (p. 763, 764). (p. 765). (p. 766). (p. 767). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 768, 769). - **Article 6** (art. L. 6213-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Nomination dans les centres hospitaliers et universitaires de personnes non titulaires du diplôme d'études spécialisées de biologie médicale) (p. 770). (p. 772). (p. 772). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 773).

- **Suite de la discussion** (5 février 2013) - **Article 7** (art. L. 1434-9, L. 4352-4, L. 4352-3-1 et L. 4352-3-2 [nouveaux], L. 4352-7, L. 53-11-1, L. 6211-12, L. 6211-18, L. 6212-4, L. 6213-2, L. 6213-3, L. 6213-4, L. 6213-6, L. 6213-10, L. 6213-10-1, L. 6221-9, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6223-3, L. 6223-5, L. 6231-1, L. 6231-3 [nouveau], L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-5-1 [nouveau], L. 6242-3 du code de la santé publique ; art. L. 145-5-6 et L. 162-13-1 du code de la sécurité sociale ; art. 7, 8 et 9 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Qualité de la biologie médicale) (p. 820). (p. 821). (p. 821). (p. 821). (p. 822). (p. 823). (p. 824). (p. 825). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 6211-8 [nouveau] du code de la santé publique - Situation d'urgence) (p. 825, 826). (p. 827). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. L. 6211-9 du code de la santé publique - Suppression de l'interdiction pour le biologiste médical de s'écarter des recommandations de bonne pratique) (p. 828). - **Article 8** (art. L. 6223-8 [nouveau] du code de la santé publique - Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale) (p. 828, 829). (p. 831). (p. 832). (p. 834). (p. 834). (p. 835). (p. 836). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 838). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 840). (p. 841). - **Article 11 (nouveau)** (Titre II du livre II de la sixième partie du code de la santé publique - Applicabilité des dispositions du code de la santé publique relatives à l'organisation de la biologie médicale à Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 842). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 844, 845).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération) (p. 907, 908).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale - Commission mixte paritaire [n° 493 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 4258, 4259). - **Article 8** (Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale) (p. 4271).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le quotient familial** - (6 juin 2013) (p. 5632).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 836 (2012-2013)]** - (13 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8234, 8235). - **Article 1er** (art. L. 3211-2-1,

L. 3211-2-2, L. 3211-3 et L. 3211-12-5 du code de la santé publique - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins psychiatriques sans leur consentement) (p. 8246).

- Rapporteur (p. 8247). (p. 8247). (p. 8248). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8249). (p. 8249). - **Article 4** (art. L. 3211-12 du code de la santé publique - Suppression des conditions spécifiques de mainlevée des mesures de soins des patients admis en unité pour malades difficiles et définition d'un nouveau régime de mainlevée pour les patients déclarés pénalement irresponsables) (p. 8251). - **Article 5** (art. L. 3211-12-1 du code de la santé publique - Réforme des modalités de contrôle systématique du juge des libertés sur les mesures de soins sans consentement en hospitalisation complète) (p. 8252, 8253). (p. 8254). (p. 8254). (p. 8255). (p. 8255). - **Article 6** (art. L. 3211-12-2 du code de la santé publique - Déroulement de l'audience devant le juge des libertés et de la détention) (p. 8256). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-12-4 du code de la santé publique - Précisions sur la procédure d'appel) (p. 8257). - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 8258). - **Article 7** (art. L. 3212-4, L. 3212-7 et L. 3212-9 du code de la santé publique - Simplification des procédures dans le cadre d'une mesure de soins sans consentement à la demande d'un tiers) (p. 8259). (p. 8259). - **Article 8** (art. L. 3213-1, L. 3213-3, L. 3213-5, L. 3213-7, L. 3213-8 et L. 3213-9-1 du code de la santé publique - Clarification des procédures applicables aux personnes déclarées pénalement irresponsables et aux cas de désaccord entre psychiatre et préfet) (p. 8262). (p. 8263). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3222-3 du code de la santé publique - Suppression du régime légal des unités pour malades difficiles) (p. 8264). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 8265).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (19 septembre 2013) (p. 8724).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Commission mixte paritaire [n° 817 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8724, 8725).

- **Proposition de loi visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprises [n° 15 (2013-2014)]** - (10 octobre

2013) - **Article 1er** (art. L. 2325-1-1 [nouveau] à L. 2325-1-5 [nouveau] du code du travail - Transparence financière des comités d'entreprise) (p. 9487).

- **Question orale sur l'attractivité des professions médicales hospitalières** - (29 octobre 2013) (p. 10626, 10627). (p. 10627, 10628).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (31 octobre 2013) - vice-président de la commission des affaires sociales - **Article 11** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Assouplissement de la condition d'âge pour bénéficier de la retraite progressive) (p. 10859, 10860).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (14 novembre 2013) - **Article 15 ter (nouveau)** (art. 1001 du code général des impôts ; art. L. 3332-2-1 du code général des collectivités territoriales - Majoration du taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance applicable aux contrats complémentaires santé dits « non responsables ») (p. 11432). (p. 11433). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 11482).

- **Nouvelle lecture [n° 170 (2013-2014)]** - (28 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12373, 12375).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Article 1er** (Extension du principe de gratuité et de non-limitation de la durée de stationnement) (p. 12721).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Nouvelle lecture [n° 190 (2013-2014)]** - (16 décembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13073, 13074).

LENOIR (Jean-Claude)
sénateur (Orne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prélever l'impôt à la source [n° 331 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 332 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels (Rapport d'étape) [n° 640 (2012-2013)] (5 juin 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : L'indemnisation des victimes des essais nucléaires français : une loi qui n'a pas encore atteint ses objectifs [n° 856 (2012-2013)] (18 septembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels [n° 174 (2013-2014)] (27 novembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Grenelle de l'environnement - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Enjeux et perspectives de la politique spatiale européenne - Présentation du rapport d'information établi au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de l'étude de faisabilité de MM. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et Christian Bataille, député, sur les « techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste ».

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Régime des autorisations de plantation de vigne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Jean-René Buisson, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA).

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*) : Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Etienne Dugas, président de la Fédération des industriels des réseaux d'initiative publique (FIRIP).

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

(*commission des affaires économiques*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission du développement durable*): Energie - Audition de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Hélène Gassin et de M. Jean-Pierre Sotura, candidats désignés au collège de la commission de régulation de l'énergie (CRE).

(*mission commune d'information sur la filière viande*): Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Henri Brichard, vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Audition M. Philippe Chotteau, responsable du département « économie » de l'Institut de l'élevage, et de Mme Mélanie Richard, chef de projet sur la filière viande bovine de l'Institut de l'élevage.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Michel de Rosen, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

(*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de MM. Pascal Millory, directeur commercial et Guy Emeriau, responsable de l'activité boucherie-volaille de Système U.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Audition, ouverte à la presse, sur « les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ».

(*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de MM. Dominique Davy, président, Albert Merlet, vice-président, Pierre-Louis Gastinel, secrétaire général, Jean-Paul Guibert, administrateur de France Génétique Élevage (FGE) et Bernard Roux, Vice-président de Races de France.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de MM. Dominique Langlois, président, Yves Berger, directeur et Marc Pages, directeur adjoint de l'association nationale inter-professionnelle du bétail et des viandes (INTERBEV).

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Pierre Buisson, président et Mme Anne Daumas, directrice du Syndicat national des vétérinaires libéraux.

Audition de MM. Jean-Pierre Kieffer, président, et Frédéric Freund, directeur de l'œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir (OABA).

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Prolongation de la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de MM. Jean-Paul Bigard, président, et Pierre Halliez, directeur général du Syndicat des entreprises françaises des viandes (SNIV-SNCP).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Présentation du rapport sur « les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ».

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut de développement durable et de relations internationales, facilitatrice du débat national sur la transition énergétique.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée à la présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Mise en œuvre de la loi relative à la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Affectation des fréquences de la bande 700 Mhz (très haut débit mobile) - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de plusieurs associations impliquées dans la mise en œuvre de la réglementation sur les économies d'énergie dans le bâtiment (Association française du gaz, Équilibre des énergies, Effinergie).

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement, et ville » - Examen du rapport pour avis.

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ».

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Audition de M. François Lamy, ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Marcon, président de « CCI de France ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 190, 191).

- **Question orale sur la révision des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole** - (29 janvier 2013) (p. 575, 576). (p. 576, 577).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 615). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 651). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 653, 654).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Article 8** (art. L. 6223-8 [nouveau] du code de la santé publique - *Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale*) (p. 833). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 846).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - *Définition et modalités d'application du contrat de génération*) (p. 911).

- **Rappel au règlement** - (12 février 2013) (p. 1097).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (13 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1196, 1199). - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1213). (p. 1213). (p. 1214). (p. 1214). (p. 1214, 1215). (p. 1215). (p. 1215). - **Article 1er** (titre II bis du livre II du code de l'énergie [nouveau] - *Bonus-malus sur les consommations domestiques d'énergie*) (p. 1221). (p. 1223). - **Article 1er bis** (art. L. 134-5 du code de l'énergie - *Fixation du niveau des bonus et des malus par la commission de régulation de l'énergie*) (p. 1231). - **Article 1er ter** (art. L. 131-1 et L. 134-18 du code de l'énergie - *Missions de la commission de régulation de l'énergie concernant l'application des bonus et des malus*) (p. 1232). - **Article 1er quater** (art. L. 134-25 et L. 134-26 du code de l'énergie - *Compétences du comité de règlement des différends et des sanctions concernant l'application des bonus et des malus*) (p. 1233). - **Article 2** (*Demande de rapports au Gouvernement*) (p. 1234). (p. 1234). (p. 1236). (p. 1236). (p. 1237). (p. 1237). (p. 1238). (p. 1238). (p. 1239). - **Article 3** (art. L. 121-5, L. 337-3 et L. 445-5 du code de l'énergie, art. L. 2224-3 du code général des collectivités territoriales - *Extension du champ des bénéficiaires du tarif de première nécessité pour l'électricité*) (p. 1240). (p. 1241). - **Article 5** (art. L. 132-2 du code de l'énergie - *Membres du collège de la commission de régulation de l'énergie*) (p. 1243). (p. 1243). (p. 1244). (p. 1244). (p. 1244, 1245). - **Article 6** (*chapitre II du titre III du livre II du code de l'énergie [nouveau]* - *Service public de la performance énergétique de l'habitat*) (p. 1247). (p. 1247). - **Article 8** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - *Interdiction d'interruption de la fourniture en énergie pendant les mois d'hiver*) (p. 1255, 1256). (p. 1256). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1257). (p. 1258).

- **Suite de la discussion** (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - *Suppression des zones de développement de l'éolien*) (p. 1269, 1270). (p. 1272). - **Article 12 quater** (art. L. 156-2 du code de l'urbanisme - *Installations d'éoliennes en outre-mer*) (p. 1288). (p. 1288). (p. 1288). (p. 1289). (p. 1289). - **Article 14** (*Expérimentation d'une tarification sociale de l'eau*) (p. 1297). - **Demande de seconde délibération** (p. 1299).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1470, 1472).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1779, 1780).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - *Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire*) (p. 1870). - **Article 17** (art. L. 256 et L. 257 du code électoral - *Candidatures et expression du suffrage dans les communes de moins de 1 000 habitants*) (p. 1873). - **Article 20** (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des conseillers communautaires*) (p. 1897). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - *Remodelage de la carte cantonale*) (p. 1929). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 1933).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - (19 mars 2013) - **Article 29 quater (nouveau)** (*Conditions d'éligibilité*) (p. 2025, 2026).

- **Débat sur les enjeux et les perspectives de la politique spatiale européenne** - (26 mars 2013) (p. 2451, 2452).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2593, 2595).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2794, 2795).
- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (5 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 2830, 2831).
- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2922).
- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) (p. 2978). - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2993, 2994). - **Rappel au règlement** (p. 2997). - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3004).
- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3086). - **Rappel au règlement** (p. 3106). - **Organisation des travaux** (p. 3119). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3143).
- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 361 et 363 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas d'adoption simple) (p. 3161). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3237, 3238). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3247, 3248).
- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3281, 3282).
- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire) (p. 3325). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 3343). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3350).
- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4125).
- **Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 545 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4164, 4165). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4169).
- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4190, 4191).
- **Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 567 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Article 3 (nouveau)** (art. 35 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer - Modalités de mise en œuvre d'une procédure de titrement dans les départements d'outre-mer et à Saint-Martin) (p. 4342). (p. 4343).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans) (p. 4437). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4445). - **Article 6** (art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - Éducation artistique et culturelle) (p. 4450).
- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance) (p. 4489).
- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Article 1er** (Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer) (p. 4979, 4980).
- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5366, 5367). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5430). (p. 5430, 5431).
- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 5640, 5641). (p. 5644). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5662).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Article 1er et rapport annexé** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 6394, 6395). - **Article 4 bis** (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - Promotion de la santé des élèves) (p. 6400). - **Article 14 bis** (art. L. 213-2-1 [nouveau] du code de l'éducation - Utilisation des locaux et équipements scolaires des collèges en dehors du temps scolaire) (p. 6403). - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil supérieur des programmes) (p. 6405).
- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6443, 6445).
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Commission mixte paritaire [n° 662 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Article 31 (Pour correction d'une erreur matérielle)** (Entrée en vigueur du texte et abrogation de la loi du 28 octobre 1943) (p. 6575). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6575, 6576).
- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6672, 6673).
- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6714). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 237-1 et L. 273-4-1 du code électoral - Régime d'incompatibilités du mandat communautaire) (p. 6719).
- **Question orale sur la généralisation du compteur Linky** - (9 juillet 2013) (p. 6964, 6965). (p. 6965).
- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 7003, 7005).
- **Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Article 1er A (supprimé)** (Définition des conflits d'intérêts applicable aux membres du Parlement) (p. 7754). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-

6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7759). (p. 7769, 7770). (p. 7771). (p. 7773). - **Article 2** (art. L.O. 145, L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 149, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilité du mandat parlementaire avec l'exercice de fonctions de conseil et de fonctions au sein d'entreprises travaillant essentiellement pour des personnes publiques - Suppression des dispositions relatives à la déclaration d'activités extraparlimentaires) (p. 7779). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7784, 7785).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 798 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Article 11** (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics) (p. 7793). (p. 7795). (p. 7796). - **Article 17** (Protection des lanceurs d'alerte) (p. 7807).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8460).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8495). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 8504). - **Article 15** (art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale ; art. 132-45 et 222-44 du code pénal - Possibilité d'astreindre l'auteur des violences à suivre un stage de sensibilisation à la prévention et à la lutte contre les violences sexistes) (p. 8544).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8707).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences) (p. 8932).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2013) - **Article 45 quinquies** (art. L. 5741-1, L. 5741-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Pôle d'équilibre et de coordination territorial) (p. 9328, 9329).

- **Question orale sur l'avenir du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce** - (15 octobre 2013) (p. 9559, 9560). (p. 9560).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9939, 9941). - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9960). (p. 9976, 9977).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) (p. 9995). (p. 9995). (p. 9997). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code

de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10025, 10026). (p. 10027, 10028). (p. 10043). (p. 10046, 10047). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 10053). (p. 10053). - **Article 6 ter** (art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée) (p. 10057). - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10070). (p. 10073). (p. 10073). (p. 10077, 10078).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) (p. 10108). - **Article 9** (art. 1er, 1-1, 3, 3-1 [nouveau], 4, 4-1, 5, 6, 6-1 [nouveau], 6-2 [nouveau], 7, 8-1, 8-3 [nouveau], 13-1 à 13-10 [nouveaux], 14, 17-1 [nouveau] de la loi, 18-1 [nouveau], n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ; art. L. 241-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 561-2 du code monétaire et financier - Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier) (p. 10122). (p. 10122). (p. 10123). (p. 10123). (p. 10125). (p. 10125). (p. 10126).

- **Questions cribles thématiques sur la politique énergétique européenne** - (24 octobre 2013) (p. 10139). (p. 10139, 10140).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)] (suite)** - (24 octobre 2013) - **Article 10** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation ; art. L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale ; art. L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation pour les bailleurs personnes morales de saisir la commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives, CCAPEX) (p. 10146). - **Article additionnel après l'article 12** (p. 10155). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO) (p. 10167). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 10170). - **Article 25** (art. 8-2 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 721-1 à L. 721-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Renforcement de l'information des acquéreurs de lots de copropriété) (p. 10201). (p. 10202). (p. 10202). - **Article 26** (art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 A, 18-1, 19-1, 19-2, 20, 21, 22, 23 et 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 - Gouvernement et gestion des copropriétés) (p. 10206). (p. 10208). (p. 10208). (p. 10208). (p. 10209). (p. 10211). (p. 10212). (p. 10212). (p. 10214). (p. 10214). (p. 10214). (p. 10215). (p. 10215). (p. 10216). (p. 10216). (p. 10216). (p. 10217). (p. 10217). (p. 10217, 10218). (p. 10218). (p. 10218). (p. 10218). (p. 10219).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 46 septies (supprimé)** (art. L. 634-1 à L. 634-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de mise en location) (p. 10275).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de Canet-en-Roussillon** - (25 octobre 2013) (p. 10285).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)] (suite)** - (25 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10310). (p. 10311). (p. 10313). - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10332). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4,

L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCOT) (p. 10372, 10373).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10596, 10597).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10635). (p. 10639). (p. 10641). (p. 10644, 10645).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 26** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Création d'un compte individuel retraite) (p. 10950). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10952). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10993, 10994).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (7 novembre 2013) - **Article 5** (Pôles territoriaux de coopération économique) (p. 11107).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 11372, 11373).

- **Débat sur la politique d'aménagement du territoire** - (18 novembre 2013) (p. 11521, 11523).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11699).

LEPAGE (Claudine)

*sénatrice (Français établis hors de France - Série A)
SOC*

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire de la commission nationale des bourses de l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique de l'Institut français.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement le 13 mars 2013 ; puis vice-présidente du 27 mars 2013 au 17 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : Canada: les opportunités d'un marché mature et dynamique [n° 110 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Médias, livre et industries culturelles : audiovisuel extérieur [n° 160 tome 4 fasc. 4 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : « Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

« Femmes et travail » et activité de la délégation en 2012 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement français à l'étranger - Table ronde.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Michel Bouvet, directeur général délégué de l'agence inter-établissements de recherche pour le développement (AIRD).

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement

supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 22 juillet 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente de France Médias Monde.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication de M. David Assouline.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Échange de vues sur le rapport de la mission.

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 5 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Audition de Mme Yamina Benguigui, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée de la Francophonie.

Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Table ronde des historiens et de l'anthropologue.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et France Médias Monde pour la période 2013-2015 - Communication.

Réunion du jeudi 19 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de M. Jean-Pierre Godefroy et de Mme Chantal Jouanno.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 425 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1965, 1966).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013)**. - (18 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 20 C** (p. 1998).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2013) - **Article 29 quater (nouveau)** (*Conditions d'éligibilité*) (p. 2025). - **Article 29 nonies (nouveau)** (*Information des électeurs, circulaires électorales et règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2034).

- **Question orale sur la situation des enfants français nés à Madagascar dont la transcription de l'acte de naissance est refusée** - (26 mars 2013) (p. 2380). (p. 2381).

- **Débat sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (26 mars 2013) (p. 2430, 2431).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Article 1er** (*art. 225-10 du code pénal - Abrogation du délit de racolage*) (p. 2564, 2565).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (22 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4388, 4389).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article additionnel après l'article 58** (p. 4678). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation*) (p. 4727). (p. 4728). (p. 4729). (p. 4729). (p. 4729).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6064).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche** [n° 660 (2012-2013)] - (20 juin 2013) - **Article 2** (*art. L. 121-3 du code de l'éducation - Extension des exceptions au principe de l'enseignement en langue française*) (p. 6085, 6086). (p. 6097). - **Article 18** (*art. L. 612-3 du code de l'éducation - Orientation des bacheliers technologiques et professionnels et rapprochement entre lycées et établissements d'enseignement supérieur*) (p. 6169).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture** [n° 673 (2012-2013)] - (25 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6419, 6420).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture** [n° 684 (2012-2013)] - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6594, 6595). - **Article 29 bis** (*Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins*) (p. 6605). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6626).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les résidences secondaires** - (18 juillet 2013) (p. 7455).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes** [n° 808 (2012-2013)] - (17 septembre 2013) - **Article 14** (*art. L. 311-17 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile; art. 6-9 de l'ordonnance n° 2000-373 du*

26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - Exonération des taxes de délivrance et de renouvellement des titres de séjour pour les femmes étrangères victimes de violence) (p. 8532). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8534). (p. 8537). (p. 8540).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** [n° 734 (2012-2013)] - (19 septembre 2013) - **Mise au point au sujet de votes** (p. 8704).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public** [n° 850 (2012-2013)] - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 849 (2012-2013)** (p. 8802, 8803).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public** [n° 849 (2012-2013)] - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 850 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages** [n° 26 (2013-2014)] - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9433, 9434).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens** [n° 459 (2012-2013)] - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9462, 9464).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 12029).

LEROY (Jean-Claude)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Audition de MM. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et Thierry

Repentin, ministre délégué chargé de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. André Aoun, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES).

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Organisation du système de soins de premier recours et prévention du suicide au Québec - Compte rendu de la mission d'information de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès aux soins des plus démunis - Présentation du rapport de Mme Aline Archimbaud.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement et ville » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la filière de collecte des vieux papiers** - (15 janvier 2013) (p. 24).

- **Question orale sur l'avenir de la plate-forme de services de la CPAM à Saint-Pol-sur-Ternoise** - (26 mars 2013) (p. 2395). (p. 2395).

LEROY (Philippe)
sénateur (Moselle)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois ; nouvelle nomination le 20 février 2013.

Membre titulaire de la Commission nationale de concertation sur les risques miniers.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013 ; puis vice-président le 4 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 503 (2011-2012)] ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale applicables aux infractions forestières [n° 319 (2012-2013)] (30 janvier 2013) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à prélever l'impôt à la source [n° 331 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 332 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel de Rosen, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Rapport de M. Gérard César sur la proposition de résolution relative à la fiscalité sur le rhum produit en outre-mer.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Thieulin, président du Conseil national du numérique.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Réunion de la délégation : audition de M. Frank Pacard, directeur général adjoint chargé de l'enseignement de l'École polytechnique.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Médicaments génériques - Première table ronde consacrée à l'équivalence entre princeps et générique.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Biogaz et méthanisation comme ressource économique et substitut au gaz - Table ronde.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Vinton Cerf, vice-président de Google.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale applicables aux infractions forestières [n° 320 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 977, 978).

- Rapporteur - **Article 2 bis (nouveau) (Ventes de bois en bloc et sur pied)** (p. 989).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2596, 2597).

- **Question orale sur le médicament dit « générique »** - (18 juin 2013) (p. 5912). (p. 5913).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Composition du CSA et mode de désignation de ses membres*) (p. 8810).- **Article additionnel après l'article 3** (p. 8825). (p. 8826).

- **Débat sur le marché du médicament et des produits de santé** - (17 octobre 2013) (p. 9709, 9710).

- **Question orale sur l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties en zone «Natura 2000»** - (17 décembre 2013) (p. 13096). (p. 13097).

LE SCOUARNEC (Michel)
sénateur (Morbihan)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage le 26 février 2013 ; puis vice-président du 27 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013 ; puis vice-président le 6 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autonomie des établissements scolaires et du bien-être des élèves - Audition de M. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique (CAS).

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violences et discriminations à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes et porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement français à l'étranger - Table ronde.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diffusion des œuvres conservées dans les musées et autres institutions culturelles - Audition de M. Alain Seban, président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Comité national de pilotage sur l'accès de tous les jeunes à l'art et à la culture - Audition de Mme Marie Desplechin, présidente et de M. Jérôme Bouët, rapporteur.

(*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Marc Sanson, ancien président du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage.

Audition de Mme Marie-George Buffet, députée, ancien ministre de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-François Verdy, directeur du département des contrôles de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de Mme Françoise Lasne, directrice du département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement privé des associations - Audition de Mme Sylvie Banoun, sous-directrice de la vie associative et de l'éducation populaire, et M. François Vareille, secrétaire général du Haut conseil à la vie associative (HCVA), sur les travaux d'évaluation et les propositions du HCVA.

(*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Alain Calmat, ancien ministre délégué à la jeunesse et aux sports.

Audition de M. Jean-Paul Garcia, directeur de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières au ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Christian Prudhomme, directeur général du Tour de France cycliste.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan consolidé des sources de financement des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur l'éthique du sport - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission d'information au Vietnam - Communication.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement public des grandes infrastructures sportives - Communication de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, et M. Dominique Bailly, rapporteur au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hubert Allier, vice-président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA).

Audition de M. Jean-Pierre Duport, préfet, co-président du groupe d'élaboration de la Charte État, collectivités, associations.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jean-Marie Darmian, maire de Créon, représentant l'Association des maires de France (AMF).

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Odile Quintin et de M. Christian Forestier, coprésidents du comité de pilotage de la conférence nationale sur les rythmes scolaires.

Echange de vues sur les orientations de travail et les méthodes de la mission commune d'information.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Vincent Monadé, président du Centre national du livre (CNL).

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Paul Delahaye, inspecteur général de l'Éducation nationale, directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et de M. Daniel Lenoir, directeur, et M. Frédéric Marinacce, directeur des politiques familiales et sociales de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la lutte contre la désertification médicale de nos campagnes** - (29 janvier 2013) (p. 565, 566). (p. 566).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 730, 731).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 [n° 325 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1008).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1790).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la trêve hivernale des expulsions** - (14 mars 2013) (p. 1857, 1858).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - (19 mars 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2085, 2086).

- **Question orale sur l'avenir des activités sociales et de santé** - (26 mars 2013) (p. 2399, 2400). (p. 2400).

- **Débat sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (26 mars 2013) (p. 2426, 2427).

- **Débat sur les enjeux et les perspectives de la politique spatiale européenne** - (26 mars 2013) (p. 2448, 2449).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports - Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Article 16** (*Limitation de responsabilité en cas de marée noire*) (p. 3466).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Article 1er** (*art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3503). (p. 3509). (p. 3517).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) (p. 3588). (p. 3588, 3589). (p. 3589). - **Article 1er ter (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur le régime local d'assurance maladie complémentaire d'Alsace-Moselle*) (p. 3620). - **Article 2** (*art. L. 6111-1, L. 6112-3 et L. 6314-3 [nouveau] du code du travail - Création du compte personnel de formation et institution du conseil en évolution professionnelle*) (p. 3627, 3628). (p. 3628). (p. 3632). (p. 3633). (p. 3636, 3637). (p. 3639, 3640). (p. 3643, 3644). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3651, 3652). - **Article 3** (*art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - Mobilité volontaire sécurisée*) (p. 3653). (p. 3662, 3663). (p. 3663). (p. 3667).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) (p. 3724). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3728). - **Article 4** (*art. L. 2323-3, L. 2323-4, L. 2323-7-1 à L. 2323-7-3*

[nouveaux], L. 2325-35, L. 2325-42-1 [nouveau], L. 2323-26-1 à L. 2323-26-3 [nouveaux], L. 2313-7-1 [nouveau] et L. 4616-1 à L. 4616-5 [nouveaux] du code du travail - Information et consultation des institutions représentatives du personnel) (p. 3732). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3745). - **Article 5** (*art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveaux], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise*) (p. 3757). (p. 3761, 3762). (p. 3762, 3763). (p. 3763). (p. 3763, 3764). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5422-2-1 [nouveau] du code du travail ; art. 43 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 relative au développement de l'alternance et à la sécurisation des parcours professionnels - Sauvegarde des droits à l'indemnisation du chômage des salariés et soutien au développement du contrat de sécurisation professionnelle*) (p. 3773). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3777). - **Article 7** (*art. L. 5422-12 du code du travail - Modulation des cotisations d'assurance chômage*) (p. 3781). (p. 3784, 3785). (p. 3785). - **Article 8** (*art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel*) (p. 3793, 3794).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4372).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - **Article 3 A (nouveau)** (*art. L. 111-1 du code de l'éducation - Lutte contre les inégalités et éducation aux valeurs républicaines*) (p. 4410). (p. 4412). (p. 4413). - **Article 5** (*art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans*) (p. 4434, 4435). (p. 4439). (p. 4440, 4441). (p. 4441).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 31** (*art. L. 321-3 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école élémentaire*) (p. 4600). - **Article 32 A** (*art. L. 313-1 et L. 331-7 du code de l'éducation - Élaboration du projet d'orientation scolaire et professionnelle*) (p. 4605, 4606). (p. 4607). - **Article 33** (*art. L. 332-3 du code de l'éducation - Définition de l'enseignement dispensé en collège*) (p. 4612). (p. 4613).

- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5718, 5719).

- **Question orale sur l'accueil des gens du voyage et la scolarisation des enfants** - (18 juin 2013) (p. 5903, 5904). (p. 5904).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (20 juin 2013) - **Article 4** (*art. L. 123-2 du code de l'éducation - Actualisation de la rédaction des dispositions relatives aux objectifs de l'enseignement supérieur*) (p. 6103, 6104). - **Article 5** (*art. L. 123-3 du code de l'éducation - Consécration de la mission de transfert des résultats de la recherche du service public de l'enseignement supérieur*) (p. 6106, 6107). - **Article 6** (*art. L. 123-4-2 du code de l'éducation [nouveau] - Mise à disposition de ses usagers par le service public de l'enseignement supérieur de services et ressources pédagogiques numériques*) (p. 6119, 6120). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (p. 6125). - **Article 10** (*art. L. 111-1 du code de la recherche - Objectif complémentaire de la politique nationale de la recherche*) (p. 6126). - **Article 12** (*art. L. 112-1 du code de la recherche - Objectif complémentaire de la politique publique de la recherche*) (p. 6132). - **Article 12 ter** (*Articulation des stratégies nationales et des schémas régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche*) (p. 6134, 6135). - **Article 13** (*art. L. 232-1 du code de l'éducation et art. L. 311-2 du code de la recherche - Réforme du Conseil*

national de l'enseignement supérieur et de la recherche, CNESE (p. 6141). (p. 6142). - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (*Introduction de la formation à l'entrepreneuriat au sein de chaque cycle de l'enseignement supérieur*) (p. 6160). - **Article 19** (art. L. 612-4 du code de l'éducation - *Poursuite d'études des étudiants de l'enseignement supérieur technologique court*) (p. 6173). (p. 6173). - **Article 19 bis** (art. L. 612-7 du code de l'éducation - *Poursuite d'insertion professionnelle des doctorants*) (p. 6174). - **Article 20** (art. L. 613-1 du code de l'éducation - *Accréditation des établissements*) (p. 6178, 6179). (p. 6179). (p. 6179). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 233-1, L. 612-7, L. 614-3 et L. 642-1 du code de l'éducation et L. 812-1 du code rural - *Dispositions de coordination*) (p. 6180).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Article 25** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - *Président de l'université*) (p. 6214). (p. 6215, 6216). (p. 6218). - **Article 37** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - *Mode d'élection des membres des conseils*) (p. 6235). (p. 6236). - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Mobilité des personnels enseignants de l'enseignement supérieur*) (p. 6258). - **Article 44** (art. L. 952-6-1 du code de l'éducation - *Transfert aux conseils académiques des compétences en matière de recrutement des enseignants-chercheurs*) (p. 6264). - **Article 49** (art. L. 114-3-1 du code de la recherche - *Création du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur*) (p. 6283, 6284). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3-3 du code de la recherche - *Composition et fonctionnement du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur*) (p. 6287). - **Article 56 bis A (nouveau)** (art. 244 quater B du code général des impôts - *Aménagement du dispositif en faveur de l'embauche des jeunes docteurs dans le cadre du crédit d'impôt recherche*) (p. 6307). - **Article 56 bis B (nouveau)** (art. 244 quater B du code général des impôts - *Relèvement du plafond de dépenses sous-traitées à un organisme public pour le calcul du crédit d'impôt recherche*) (p. 6309). - **Article 65 (Texte non modifié par la commission)** (*Modification des codes de la recherche et de l'éducation et modalités d'extension et d'adaptation de la loi à l'outre-mer*) (p. 6316).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6668).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (17 septembre 2013) - **Article 14** (art. L. 311-17 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile; art. 6-9 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - *Exonération des taxes de délivrance et de renouvellement des titres de séjour pour les femmes étrangères victimes de violence*) (p. 8532). - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 8552, 8553). (p. 8553).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie**

quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9462).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage** - (15 octobre 2013) (p. 9574, 9575).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - *Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 10635, 10636). (p. 10642). (p. 10650, 10651). (p. 10663). (p. 10665). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 10696). (p. 10697).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10731, 10732). - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - *Fiche de prévention des expositions*) (p. 10749, 10750). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - *Compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 10785).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - *Accords en faveur de la prévention de la pénibilité*) (p. 10815). - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - *Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité*) (p. 10825, 10826).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Bretagne** - (31 octobre 2013) (p. 10829, 10830).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)] (suite)** - (31 octobre 2013) - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - *Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité*) (p. 10842, 10843).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 28** (art. L. 173-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Simplification des modalités de calcul de la retraite des polyensionnés*) (p. 10957, 10958). - **Article 31** (art. L. 732-58, L. 732-58-1 [nouveau], L. 732-59, L. 732-60 et L. 732-60-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Pilotage du régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles*) (p. 10963, 10964).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 33** (*Prélèvement exceptionnel sur le fonds de roulement du Centre national du cinéma et de l'image animée*) (p. 12222).

LÉTARD (Valérie)
sénatrice (Nord)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Répertoire national des crédits aux particuliers : une contribution à la décision [n° 273 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 614 (2012-2013)] relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 663 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 157 tome 6 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Répertoire national des crédits aux particuliers - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Dominique Braye, président de l'agence nationale de l'habitat.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission des affaires économiques*) : Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 21 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen de deux amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen des amendements.

Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Audition de M. François Lamy, ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la garantie universelle des loyers (GUL) - Communication.

Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dépendance** - (14 mars 2013) (p. 1855).
- **Question orale sur la départementalisation de la caisse d'allocations familiales du Nord** - (21 mai 2013) (p. 4285, 4286). (p. 4287).
- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (6 juin 2013) - **Article 39** (art. L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique du dispositif des services communs) (p. 5598, 5599). (p. 5599).
- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6013, 6015).
- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Article 11** (art. L. 111-6 du code de la recherche - Stratégie nationale de la recherche) (p. 6127, 6128). - **Article 12 bis A (Texte non modifié par la commission)** (Livre blanc de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 6134). - **Article 12 ter** (Articulation des stratégies nationales et des schémas régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 6140). - **Article 13** (art. L. 232-1 du code de l'éducation et art. L. 311-2 du code de la recherche - Réforme du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, CNESER) (p. 6142). - **Articles additionnels après l'article 14 A** (p. 6145). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 6183). (p. 6184). (p. 6185).
- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 711-2 du code de l'éducation - Création des communautés d'universités et établissements) (p. 6207). - **Article 25** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Président de l'université) (p. 6218). - **Article 26** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Composition et compétences du conseil d'administration des universités) (p. 6221, 6222). - **Articles additionnels après l'article 42 A** (p. 6253). - **Article 47** (art. L. 412-1 du code de la recherche - Prise en compte du doctorat pour le recrutement des fonctionnaires de la catégorie A) (p. 6267, 6268). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions de coordination) (p. 6277, 6278). - **Article 49** (art. L. 114-3-1 du code de la recherche - Création du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) (p. 6284). - **Article 55** (art. 329-7 du code de la recherche - Valorisation et transfert renforcés de la recherche menée sur fonds publics) (p. 6295). (p. 6296). (p. 6296). - **Articles additionnels après l'article 55 ter** (p. 6301). (p. 6301). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6325, 6326).
- **Questions cribles thématiques sur la situation des caisses d'allocations familiales** - (27 juin 2013) (p. 6579). (p. 6580).
- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche - Commission mixte paritaire [n° 695 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6751, 6753).
- **Mise au point au sujet d'un vote** - (10 septembre 2013) (p. 7865).

- **Question orale sur l'utilisation des crédits du fonds social européen** - (10 septembre 2013) (p. 7868, 7869). (p. 7869).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7910, 7912).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 4 bis A** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration) (p. 8060).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Vente à distance) (p. 8091). (p. 8093). (p. 8094). (p. 8095, 8096). (p. 8099). (p. 8100). (p. 8100). (p. 8101, 8102). - **Article 5 bis** (art. L. 515-32 du code de la consommation - Réservoirs enterrés de liquides inflammables) (p. 8109). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8129, 8130). (p. 8130, 8131). (p. 8132). (p. 8132). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 8158). - **Article 18 D** (art. L. 331-6, L. 331-7, L. 332-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Réduction de la durée des plans conventionnels de redressement, PCR) (p. 8170, 8171). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-16 du code de la consommation - Suppression d'expressions ambiguës) (p. 8179). (p. 8179). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-17 du code de la consommation - Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité) (p. 8182). - **Articles additionnels après l'article 19 octies A** (p. 8187).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9934, 9936). - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9974). (p. 9975). (p. 9975, 9976). (p. 9976).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO) (p. 10152). - **Article 14** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD) (p. 10159). (p. 10160). - **Article 21** (art. L. 252-2, L. 264-1, L. 264-2, L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles et art. 102 du code civil - Simplification des règles de domiciliation) (p. 10173). (p. 10174). (p. 10174, 10175). (p. 10175, 10176).

- **Question orale sur la mise en œuvre du troisième plan autisme** - (19 novembre 2013) (p. 11571, 11572). (p. 11572).

LE VERN (Alain)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 30 septembre 2013.

Démissionnaire le 30 septembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Zones d'exclusion pour les loups - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020)** [n° 408 (2012-2013)] - (12 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1727, 1728).

LIENEMANN (Marie-Noëlle)
sénatrice (Paris)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques du 27 février 2013 au 3 octobre 2013.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre titulaire du Comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay.

Membre suppléant de la commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier le 12 septembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi facilitant la reprise d'entreprise sous forme de société coopérative de production [n° 618 (2012-2013)] (30 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Égalité des territoires, logement et ville : logement [n° 157 tome 8 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Etienne Dugas, président de la Fédération des industriels des réseaux d'initiative publique (FIRIP).

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer - Examen des conclusions du groupe de travail.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen des amendements au texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Égalité des territoires, logement, et ville » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur la compétitivité** - (28 février 2013) (p. 1622). (p. 1623).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) [n° 408 (2012-2013)]** - (12 mars 2013) - **Article 1er** (Ratification de l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, période 2013-2020) (p. 1730).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2132, 2134). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (Remise d'un rapport sur l'impact de la présente loi sur la compétitivité du secteur bancaire français) (p. 2139). - **Article 1er** (art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveau] du code monétaire et financier - Filialisation des activités bancaires spéculatives) (p. 2159). (p. 2159). (p. 2161). (p. 2168, 2169). (p. 2170). (p. 2171). (p. 2171). (p. 2173). (p. 2176, 2177).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 2202). (p. 2204). (p. 2205, 2206). - **Articles additionnels après l'article 4 nonies** (p. 2234, 2235). (p. 2237). (p. 2237). (p. 2238). - **Article 5** (art. L. 612-1, L. 612-4, L. 612-8-1 [nouveau], L. 612-33, L. 612-5, L. 612-6, L. 612-7, L. 612-8, L. 612-12, L. 612-14, L. 612-15, L. 612-16, L. 612-19, L. 612-20, L. 612-36, L. 612-10, L. 612-38 du code monétaire et financier - Organisation et missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) (p. 2242). (p. 2243). (p. 2244). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-10-1, L. 532-2-1, L. 511-47-1, L. 612-23-1 [nouveau], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26L. 612-33, L. 612-39 du code monétaire et financier - Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle) (p. 2285). - **Articles additionnels après l'article 15 ter** (p. 2290). (p. 2290). (p. 2292). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité) (p. 2299).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance-emprunteur) (p. 2323). (p. 2324). (p. 2328). (p. 2329). (p. 2329, 2330). (p. 2330). (p. 2333). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-6, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-7, L. 331-7-1, L. 330-1, L. 331-3, L. 332-5-2 [nouveau], L. 332-11, L. 333-1-2, L. 333-4, L. 334-5, L. 333-7 du code de la consommation et L. 542-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de surendettement) (p. 2349). (p. 2349). (p. 2349). (p. 2350). (p. 2351). (p. 2351). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 331-2, et L. 331-3-1 du code de la consommation - Articulation de la procédure de surendettement avec le maintien du débiteur dans son logement) (p. 2352). - **Article 17** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité) (p. 2367, 2368).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3498, 3499). (p. 3506). (p. 3507). (p. 3511). (p. 3511).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) (p. 3582). (p. 3583). (p. 3590). (p. 3590). (p. 3590). (p. 3590). (p. 3591). (p. 3591). (p. 3591). (p. 3593). (p. 3593). (p. 3594). (p. 3596). (p. 3597). (p. 3599). (p. 3612). (p. 3613). (p. 3614). (p. 3614). - **Article 3** (art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveau] du code du travail - Mobilité volontaire sécurisée) (p. 3660).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - **Article 5** (art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveau], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise) (p. 3751, 3752). (p. 3759). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5422-2-1 [nouveau] du code du travail ; art. 43 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 relative au développement de l'alternance et à la sécurisation des parcours professionnels - Sauvegarde des droits à l'indemnisation du chômage des salariés et soutien au développement du contrat de sécurisation professionnelle) (p. 3773). - **Article 7** (art. L. 5422-12 du code du travail - Modulation des cotisations d'assurance chômage) (p. 3782). - **Article 8** (art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveau], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel) (p. 3803, 3804). (p. 3806). (p. 3810). - **Vote unique sur les articles 5 à 20 et l'ensemble du texte** (p. 3848).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (3 juin 2013) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5272). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5287). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5316).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la TVA sur le logement** - (6 juin 2013) (p. 5631).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (20 juin 2013) - **Article 19 ter (nouveau)** (art. L. 612-9 du code de l'éducation - Encadrement des dérogations à la durée maximale des stages) (p. 6175).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Article 4 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-41-1 A, L. 511-41-1 B [nouveau] et L. 511-41-1 C [nouveau] du code monétaire et financier - Encadrement des rémunérations dans le secteur bancaire) (p. 6489). (p. 6489). (p. 6492). (p. 6492).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7355, 7358). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 227-1 [nouveau] du livre des procédures fiscales - Atténuation du monopole exercé par l'administration en matière de mise en mouvement de l'action publique pour des faits de fraude fiscale) (p. 7385, 7386).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 228 du livre des procédures fiscales - Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale complexe) (p. 7423). (p. 7423). (p. 7425, 7426). (p. 7426). (p. 7426). (p. 7427). (p. 7427). (p. 7427). (p. 7427). - **Article 3 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 1736 du code général des impôts - Alourdissement des pénalités

applicables en cas de non-respect des obligations de trusts par leur administrateur) (p. 7431). (p. 7432). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7460). - **Article additionnel après l'article 20 bis (priorité)** (p. 7486, 7487). (p. 7487).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**.

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9927, 9930). - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9960).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) (p. 9992). (p. 9996). (p. 9997). (p. 9999, 10000). - **Article 2** (art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 10006, 10007). (p. 10015). (p. 10016). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10031). (p. 10031, 10032). (p. 10034). (p. 10039). - **Article 4** (art. 25-2-1, 25-2-2, 25-2-3, 25-2-4, 25-2-5, 25-2-6, 25-2-7, 25-2-8 et 25-2-9 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Rapports entre bailleurs et locataires dans les logements meublés résidence principale) (p. 10051). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 10052). - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10071, 10072).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) (p. 10111). (p. 10113). - **Article 11** (art. L. 412-5 du code des procédures civiles d'exécution ; art. 7-1, art. 7-2 et 7-3 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ; art. 121 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions - Renforcement de la coordination départementale des actions de prévention des expulsions et réaffirmation des chartes de prévention) (p. 10148). - **Article 12** (art. L. 345-2, art. L. 345-2-4 à L. 345-2-9 [nouveaux] et art. L. 345-4 du code de l'action sociale et des familles - Consécration législative du service intégré d'accueil et d'orientation, SIAO) (p. 10152). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 10170, 10171). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 10171, 10172). (p. 10172). - **Article 22** (art. 200-1 à 203-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dispositions relatives à l'habitat participatif) (p. 10186). (p. 10186). - **Article 26** (art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 A, 18-1, 19-1, 19-2, 20, 21, 22, 23 et 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 - Gouvernement et gestion des copropriétés) (p. 10215).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 46 septies (supprimé)** (art. L. 634-1 à L. 634-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de mise en location) (p. 10274, 10275). - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, art. L. 441-2-7 à L. 441-2-9 [nouveaux] et L. 472-3 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social)

(p. 10284). (p. 10286). - **Article 48** (art. L. 342-1 à L. 342-20 (nouveaux) du code de la construction et de l'habitation - Création de l'Agence nationale de contrôle du logement social, ANCOLS) (p. 10298). - **Article 49** (art. L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3, L. 445-2, L. 442-8-1 et art. L. 442-8-1-1 (nouveaux) du code de la construction et de l'habitation - Extension des missions des opérateurs du logement social) (p. 10305). (p. 10309). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10311). (p. 10314). - **Articles additionnels après l'article 49 bis A** (p. 10316). (p. 10317). - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10344, 10345). - **Articles additionnels après l'article 58 (priorité)** (p. 10377).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article 65 (priorité)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 10440, 10441). - **Article 69 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 324-1, L. 324-2, L. 324-2-2 [nouveau] et L. 324-5 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers locaux) (p. 10451). (p. 10453). - **Articles additionnels après l'article 69 (priorité)** (p. 10453). - **Article additionnel avant l'article 76 (priorité)** (p. 10480). - **Article additionnel après l'article 77 bis (priorité)** (p. 10485). - **Article 85 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L.111-5-2 et L.111-6-4 du code de la construction et de l'habitation) (p. 10496). - **Articles additionnels après l'article 49 quater** (p. 10498). - **Article 50** (art. L. 365-1, L. 411-2, L. 481-1, L. 481-6 et art. L. 481-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Modernisation du statut des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux) (p. 10500). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, L. 443-12 et L. 443-15-2-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 10505). (p. 10506). (p. 10507). (p. 10507). (p. 10509). (p. 10509). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10511). - **Articles additionnels après l'article 54 ter** (p. 10513). - **Article 55** (art. L. 423-3, L. 452-1, L. 452-1-1, L. 452-2, L. 452-2-1, article L. 452-2-2 [nouveau], art. L. 452-4 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des missions et procédures de la Caisse de garantie du logement locatif social, CGLLS) (p. 10515). (p. 10515). (p. 10515). - **Article 56** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, art. L. 302-4-2 et L. 302-4-3 [nouveaux] et art. L. 445-1 du code de la construction et de l'habitation - Élargissement des délégations de compétence aux établissements publics de coopération intercommunale en matière de politique du logement) (p. 10519). - **Article 57** (art. L. 313-3, L. 313-8, L. 313-13, L. 313-14, L. 313-15, L. 313-17, L. 313-18, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-21, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-25, L. 313-26-2, L. 313-27, L. 313-28, L. 313-29, L. 313-32-1, L. 313-33, L. 313-34, L. 313-35, L. 313-36 et L. 321-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 8 de la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 - Réforme de la gouvernance de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 10525). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10531, 10532). (p. 10533).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10594, 10595). (p. 10595, 10596). (p. 10596).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) - **Article 2** (art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035) (p. 10679, 10680). (p. 10682).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite) (p. 10726). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10735, 10736).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10925, 10926).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11028, 11030). - **Article 1er** (Définition de l'économie sociale et solidaire) (p. 11059). (p. 11062). (p. 11067, 11068). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 11080).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 9** (Schéma de promotion des achats publics socialement responsables) (p. 11117). - **Article 10** (Définition des subventions publiques) (p. 11123). - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11147, 11148). (p. 11165). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11169, 11170). (p. 11171). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 11182). - **Article additionnel avant l'article 13** (p. 11183). - **Article 13** (art. 1, 3, 3 bis, 5 à 10, 18, 19 septies, 22, 23 et 25 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Simplification et modernisation du statut des coopératives) (p. 11185). (p. 11185). (p. 11186, 11187). (p. 11187). (p. 11188). (p. 11189). - **Article 14** (art. 19 quater, 19 duodecies, 25-1 à 25-5 [nouveaux], 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1175 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ; art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production, art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale ;

L. 524-2-1, L. 527-1-2 [nouveau] et L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et L. 422-3 et L. 422-12 du code de la consommation - Création d'un régime général de révision coopérative) (p. 11195). (p. 11195). (p. 11196). - **Article 15** (art. 26 bis et 52 bis [nouveau] de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - Mise en place d'un dispositif d'amorçage pour la reprise d'entreprises en sociétés coopératives de production) (p. 11198). (p. 11198). (p. 11199, 11200). (p. 11200). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - Possibilité de rachat par les coopératives de parts sociales détenues par des associés non coopérateurs) (p. 11201). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 47 bis à 47 octies [nouveaux] de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 - Groupements de sociétés coopératives de production) (p. 11203). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 19 quinquies, 19 septies, 19 terdecies [nouveau] et 19 quaterdecies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Assouplissement du régime des sociétés coopératives d'intérêt collectif) (p. 11206). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 11208). - **Article additionnel après l'article 33** (p. 11213). (p. 11214). - **Article 34** (art. L. 932-13-2 à L. 932-13-4, L. 932-22-1 [nouveau] et art. L. 932-23 du code de la sécurité sociale, art. L. 221-4, L. 221-8-1 [nouveau], L. 221-11, L. 221-14 et L. 227-1 [nouveau] du code de la mutualité, art. L. 145-1 à L. 145-7 [nouveaux] du code des assurances - Opérations de coassurance) (p. 11216). (p. 11217). - **Article additionnel après l'article 36** (p. 11223). (p. 11223). - **Article 39** (art. L. 322-1-3, L. 322-26-1-1 [nouveau], L. 322-26-2 et L. 322-26-2-2 du code des assurances - Sociétés d'assurance mutuelles) (p. 11224). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11244).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Nouvelle lecture [n° 190 (2013-2014)]** - (16 décembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13072).

LIPIETZ (Hélène)
sénatrice (Seine-et-Marne)
ECOLO

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République le 23 avril 2013 ; puis vice-présidente du 14 mai 2013 au 9 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe, transphobe, sexiste ou à raison du handicap [n° 265 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins des plus démunis [n° 352 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à augmenter la durée de vie des produits [n° 429 (2012-2013)] (18 mars 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant réforme du code de justice administrative [n° 806 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités [n° 811 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative aux pouvoirs du Défenseur des droits [n° 861 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Immigration, intégration et nationalité [n° 162 tome 11 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)] (2 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil [n° 216 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 232 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 janvier 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du lundi 18 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 15 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des indemnités de fonction des

parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime des sections de commune - Examen des amendements au texte de la commission.

Représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Débat sur les orientations de la mission et établissement du programme de travail.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution et projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Examen du rapport et des textes de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Auditions des représentants d'associations.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Transparence de la vie publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Simplification des relations entre l'administration et les citoyens

(loi d'habilitation) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Simplification des relations entre l'administration et les citoyens - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Motion de renvoi en commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 19 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Application de l'article 40 de la Constitution - Communication sur les suites de l'échange de vues entre une délégation de la commission des lois et MM. Philippe Marini, président et François Marc, rapporteur général de la commission des finances.

Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité », mission « Immigration, asile et intégration » et mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et intégration », Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et intégration », programme « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice », crédits dédiés à la justice judiciaire et à l'accès au droit - Examen du rapport pour avis.

Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Constitution.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 92, 93).

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 188, 189). (p. 213). (p. 213, 214). (p. 217). (p. 226). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 254). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - *Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales*) (p. 255). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - *Contentieux des comptes de campagne*) (p. 257). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - *Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 259). (p. 260). (p. 260).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) (p. 278, 279). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 293). (p. 297). (p. 298). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - *Effectif des conseils municipaux*) (p. 300). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 358).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**. - (18 janvier 2013) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L.O. 141 du code électoral - *Conséquence de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats*) (p. 366). - **Article 1er** (art. L.O. 247-1 et L.O. 273-1 [nouveau] du code électoral - *Adaptation de la participation des ressortissants de l'Union européenne aux nouvelles modalités de l'élection des conseillers municipaux et des délégués communautaires*) (p. 367).

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 528, 530). - **Article 1er** (art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes*) (p. 536). (p. 536). (p. 537). (p. 538). (p. 538). (p. 541). (p. 542). (p. 542). (p. 542). (p. 545). (p. 547). (p. 548). (p. 550, 551).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 598, 599). - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - *Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes*) (p. 624). (p. 625). - **Article 3** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - *Suspension du contrat de travail*) (p. 638). (p. 638). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 639). (p. 639). - **Article 6** (art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - *Dépenses de formation*) (p. 645). (p. 645). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 650).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (14 février 2013) - **Article 15** (art. L. 314-1 du code de l'énergie - *Suppression de la règle des cinq mâts*) (p. 1298).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 374 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 375 (2012-2013)** (p. 1594, 1595). - **Article 7** (*Publicité de la liste des soutiens et destruction des données personnelles collectées*) (p. 1603).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 374 (2012-2013)**. - (28 février 2013) - **Article 1er** (art. L. 558-38 à L. 558-42 (nouveaux) du code électoral - *Peines principales applicables en cas de violation des dispositions encadrant la procédure de recueil des soutiens*) (p. 1606). (p. 1606).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections [n° 358 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1628, 1629). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1635, 1636). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1636). (p. 1636). (p. 1637).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1754, 1755).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. (p. 1790, 1791). (p. 1791). (p. 1793). (p. 1795).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1819). - **Article 4** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 1833). - **Article 5 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 203 et L. 233 du code électoral - *Simplification*) (p. 1838). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1846). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 1850). - **Article 16 A** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - *Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique*) (p. 1852). - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - *Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire*) (p. 1867). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 1876). - **Article 20** (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des conseillers communautaires*) (p. 1894). - **Article 20 bis A** (*Prorogation du mandat des délégués d'EPCI ayant fusionné au 1er janvier 2014 jusqu'à l'installation du nouvel organe délibérant résultant de l'élection organisée en mars 2014*) (p. 1899). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 1901). - **Article 20 septies (supprimé)** (art. L. 5216-1 du

code général des collectivités territoriales - Dérégulation aux critères démographiques de création d'une communauté d'agglomération) (p. 1909). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 1913).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** - (14 mars 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 247-1, L.O. 255-5 et L.O. 273-1 [nouveaux] du code électoral - Adaptation de la participation des ressortissants de l'Union européenne aux nouvelles modalités d'élection des conseillers municipaux et des délégués communautaires) (p. 1940).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3276).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013)** (p. 3302, 3303). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 3314). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature et seuil d'accès au second tour) (p. 3318). (p. 3319). - **Article 20** (art. L. 273-1 à L. 273-12 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers communautaires) (p. 3331). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3352).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux - Commission mixte paritaire [n° 477 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des biens sectionaux aux communes - Deuxième lecture [n° 541 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4145, 4146). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2411-6 du code général des collectivités territoriales - Coordination et clarifications rédactionnelles) (p. 4150). (p. 4150). - **Article 4 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2411-12-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conséquences du transfert) (p. 4151). (p. 4151). - **Article 4 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales - Régime des biens sectionaux à vocation agricole et pastorale) (p. 4153). (p. 4154).

- **Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 545 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4163, 4164). - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 337 du code électoral - Modification de l'effectif des conseils régionaux) (p. 4167). - **Article 1er** (art. L. 338 du code électoral - Départementalisation du scrutin régional) (p. 4168). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 338-2 [nouveau] du code électoral - Ajout de sièges supplémentaires au bénéfice des sections départementales) (p. 4169). (p. 4169).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5050, 5051).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5113). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5149). (p. 5150). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5164). (p. 5164). (p. 5164). (p. 5168). (p. 5180,

5181). (p. 5181). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 5185). (p. 5185). (p. 5190). (p. 5191). (p. 5194). (p. 5195). - **Article 5 (Supprimé)** (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place d'un pacte de gouvernance territoriale) (p. 5199). - **Article 8 (Supprimé)** (art. L. 211-10 (nouveau) du code de juridictions financières - Évaluation du pacte de gouvernance territoriale par les chambres régionales des comptes) (p. 5202).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5222). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5289). (p. 5290). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5306, 5307). (p. 5307). (p. 5307). (p. 5308). (p. 5310). (p. 5310). (p. 5312). (p. 5312). (p. 5316).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5409).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5463).

- **Hommage à un jeune homme agressé à Paris** - (6 juin 2013) (p. 5594).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** (suite) - (6 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 5611). (p. 5611). (p. 5612). (p. 5613). (p. 5613). (p. 5613). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 5624). (p. 5624). - **Article 45 (Supprimé)** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - Création d'un seul établissement public foncier de l'État par région) (p. 5635). (p. 5635). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 5637). - **Articles additionnels avant l'article 45 bis** (p. 5637). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 5641). (p. 5642). (p. 5644). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5660).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** - (11 juin 2013) (p. 5736, 5737).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5760, 5761).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 633 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 634 (2012-2013)** (p. 5785, 5786).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 634 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 633 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5829, 5831).

- **Suite de la discussion** (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5928). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs) (p. 5956). - **Article 3** (art. L. 295 du code électoral - Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs) (p. 5963). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5966).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales** [n° 631 (2012-2013)] - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6710, 6711).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique** [n° 723 (2012-2013)] - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 6998, 7000).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique** [n° 724 (2012-2013)] - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013)**.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens** [n° 743 (2012-2013)] - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7289, 7290). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7294). - **Article 1er** (*Habilitation à prendre par ordonnance des mesures de simplification administrative*) (p. 7295). (p. 7295). (p. 7295). - **Article 2** (*Habilitation à adopter un code relatif aux relations entre les administrations et le public*) (p. 7297).

- **Question orale sur la préservation de l'intégrité patrimoniale de la colline de Vézelay (Yonne) et le maintien du classement UNESCO au patrimoine mondial de l'humanité** - (23 juillet 2013) (p. 7550). (p. 7551).

- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris** [n° 781 (2012-2013)] - (23 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7605, 7606).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture** [n° 797 (2012-2013)] - (25 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 798 (2012-2013)** (p. 7741). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - *Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs*) (p. 7763). (p. 7763). (p. 7765). (p. 7766). - **Article 2** (art. L.O. 145, L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 149, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - *Incompatibilité du mandat parlementaire avec l'exercice de fonctions de conseil et de fonctions au sein d'entreprises travaillant essentiellement pour des personnes publiques - Suppression des dispositions relatives à la déclaration d'activités extraparlimentaires*) (p. 7776). - **Article 4 ter** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - *Publicité de la réserve parlementaire*) (p. 7781, 7782). (p. 7784).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture** [n° 798 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 797 (2012-2013)**. - (25 juillet 2013) - **Article 3** (*Obligation de déclaration de situation patrimoniale et de déclaration d'intérêts des ministres*) (p. 7789). - **Article 10** (*Obligation de déclaration de situation patrimoniale et de déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics*) (p. 7792).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** [n° 734 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8620, 8622). - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - *Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale*) (p. 8663).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Article 1er bis (nouveau) (supprimé)** (*Limitation du nombre de mandats consécutifs*) (p. 8685). (p. 8686). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 8697). - **Article 3** (art. L.O. 176, L.O. 178, L.O. 319 et L.O. 322 du code électoral - *Extension du recours au suppléant en cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire*) (p. 8699). (p. 8699). (p. 8699). - **Article 3 ter A**

(nouveau) (art. 4 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement - *Plafonnement du montant des indemnités perçues par les parlementaires*) (p. 8702). - **Article additionnel après l'article 3 ter A** (p. 8703). (p. 8703). - **Article 4** (*Entrée en vigueur*) (p. 8704). (p. 8705). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8708, 8709).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen** [n° 733 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**. - (19 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8740). (p. 8743). (p. 8744). (p. 8744). (p. 8747). - **Article 1er** (art. 6-3 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - *Incompatibilité entre le mandat de représentant français au Parlement européen et les fonctions exécutives locales*) (p. 8749). (p. 8749). (p. 8750). (p. 8750). - **Article 3** (*Entrée en vigueur*) (p. 8750). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8751).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture** [n° 860 (2012-2013)] - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8888, 8890). - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - *Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions*) (p. 8920, 8921). (p. 8924). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences*) (p. 8929). (p. 8941).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Mise en place des conférences territoriales de l'action publique*) (p. 8959). (p. 8966). (p. 8968). - **Article 9 bis B (supprimé)** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de la condition d'un référendum pour les fusions volontaires de collectivités territoriales*) (p. 8973, 8974). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3663-7 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Statut particulier de la métropole de Lyon*) (p. 8988, 8989). (p. 8990). (p. 8990). (p. 8991). (p. 8993). (p. 8994). (p. 8995). - **Article 29** (*Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier de la métropole de Lyon*) (p. 9021). - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris*) (p. 9031, 9032). - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9059). (p. 9059). (p. 9063). (p. 9070). (p. 9079). (p. 9082).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9121). (p. 9125, 9126). (p. 9132). (p. 9133). (p. 9133). (p. 9140). (p. 9142). (p. 9143). (p. 9148). (p. 9151). (p. 9157). (p. 9160). (p. 9165). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 302-13, L. 302-14 [nouveau] et L. 302-15 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Mise en place d'un schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France destiné à favoriser la création de logements*) (p. 9173). (p. 9173). (p. 9173). (p. 9174). - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. L. 143-3 et L. 321-1 du code de l'urbanisme - *Fusion des établissements publics fonciers en Île-de-France*) (p. 9183). - **Article 18 bis (précédemment réservé) (supprimé)** (*Suppression de l'Établissement public d'aménagement de la Défense Seine Arche au 1er janvier 2016*) (p. 9195, 9196). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586

du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9212). (p. 9214). (p. 9214).

- **Proposition de loi portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics - Deuxième lecture [n° 18 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 20 (2013-2014)** (p. 9233, 9234).

- **Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements [n° 20 (2013-2014)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 18 (2013-2014)**. - (7 octobre 2013) - **Article additionnel après l'article unique** (p. 9243). (p. 9243).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9254). (p. 9254). - **Article 35 AA (supprimé)** (Modalités d'élection des conseillers métropolitains) (p. 9269). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9338, 9339).

- **Débat sur la protection des données personnelles** - (17 octobre 2013) (p. 9677, 9678).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (4 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10910). (p. 10910). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 10918). (p. 10919).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10953). (p. 10954). (p. 10954).

- **Débat sur la politique d'aménagement du territoire** - (18 novembre 2013) (p. 11514, 11515).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11657). - **Article 1er** (art. L. 615-17, L. 615-18, L. 615-19 et L. 722-8 du code de la propriété intellectuelle - Clarification de la spécialisation du TGI de Paris en matière de brevets et spécialisation exclusive en matière d'indications géographiques) (p. 11668, 11669). (p. 11669). (p. 11670). (p. 11670). - **Article 2** (art. L. 331-1-3, L. 331-1-4, L. 521-7, L. 615-7, L. 623-28, L. 716-14 et L. 722-6 du code de la propriété intellectuelle - Amélioration des dédommagements civils en cas de contrefaçon) (p. 11671). - **Article 4** (art. L. 332-1, L. 332-1-1 [nouveau], L. 332-4, L. 343-1, L. 343-1-1 [nouveau], L. 521-4, L. 521-4-1 [nouveau], L. 615-5, L. 615-5-1-1 [nouveau], L. 623-27-1, L. 623-27-1-1 [nouveau], L. 716-7, L. 716-7-1 A [nouveau], L. 722-4 et L. 722-4-1 [nouveau] du code de la propriété intellectuelle -

Harmonisation de la procédure de saisie-contrefaçon et des procédures connexes pour tous les droits de propriété intellectuelle) (p. 11677). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 335-10, L. 335-11 à L. 335-15 [nouveaux], L. 521-14, L. 521-15, L. 522-1, L. 614-32 à L. 614-37 [nouveaux], L. 623-36 à L. 623-41 [nouveaux], L. 716-8, L. 716-8-1 et L. 722-9 à L. 722-14 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Extension et harmonisation avec le droit communautaire de la procédure de la retenue douanière de marchandises en cas de contrefaçon) (p. 11693). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 67 sexies [nouveau] du code des douanes - Accès des douanes aux données des prestataires de services postaux et des entreprises de fret express à des fins de contrôle) (p. 11696). (p. 11696).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11711, 11712). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11726). (p. 11726). (p. 11727). (p. 11728).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 111 (2013-2014)]** - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 112 (2013-2014)** (p. 11746).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 112 (2013-2014)]** - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 111 (2013-2014)**.

- **Question orale avec débat sur la gestion et la conservation des scellés judiciaires** - (22 novembre 2013) (p. 11834).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11850). (p. 11857).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification du régime de la taxe acquittée par les étudiants étrangers pour la délivrance d'un titre de séjour salarié) (p. 12260). (p. 12261). (p. 12262). (p. 12263). - **Article 42** (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finance rectificative pour 2010 - Gouvernance du second programme d'investissements d'avenir) (p. 12275, 12276).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la position de la France dans le dossier européen du chalutage en eaux profondes** - (12 décembre 2013) (p. 12734).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13159, 13162).

LONGUET (Gérard)
sénateur (Meuse)
UMP

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maîtres quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Gilles Bernheim, Grand Rabbin de France.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Bas salaires outre-mer et versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral** [n° 252 (2012-2013)] - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 196). (p. 221).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 283). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 293). - **Article 17** (art. L. 256 du code électoral - *Candidatures et expression du suffrage dans les communes de moins de 1 000 habitants*) (p. 308). - **Article annexe** (p. 316). (p. 318). - **Article 20** (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 321, 322). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 333, 334). (p. 336). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 360, 361).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports** [n° 260 (2012-2013)] - (11 février 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1062).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre** - *Nouvelle lecture* [n° 270 (2012-2013)] - (13 février 2013) - **Article 1er** (*titre II bis du livre II du code de l'énergie [nouveau] - Bonus-malus sur les consommations domestiques d'énergie*) (p. 1222).

- **Suite de la discussion** (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - *Suppression des zones de développement de l'éolien*) (p. 1280, 1281). (p. 1281, 1282). (p. 1283).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1408).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral** - *Deuxième lecture* [n° 406 (2012-2013)] - (13 mars 2013) - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 1772).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1828). - **Article 16 A** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - *Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique*) (p. 1853). - **Article 20 septies (supprimé)** (art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - *Dérogation aux critères démographiques de création d'une communauté d'agglomération*) (p. 1909).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** [n° 423 (2012-2013)] - (22 mars 2013) - **Article 17 bis B** (art. L. 312-1-1 B [nouveau] du code monétaire et financier - *Création d'un observatoire de l'inclusion bancaire*) (p. 2315). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2365).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2783, 2785).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 34-1 [nouveau] du code civil - Contrôle et surveillance par le ministère public de l'établissement des actes d'état civil) (p. 3030). - **Article 1er bis B** (art. 74 et 165 du code civil - Assouplissement des règles relatives à la détermination de la mairie compétente pour célébrer un mariage) (p. 3032). - **Article 1er bis CA (nouveau)** (art. 75 du code civil - Suppression de la lecture de l'article 220 du code civil relatif à la solidarité des dettes entre époux lors de la célébration du mariage) (p. 3035). - **Article 1er bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 165 du code civil - Caractère républicain de la célébration du mariage) (p. 3037, 3038). (p. 3039, 3040). - **Article 1er bis D** (art. 167 du code civil - Célébration impossible du mariage à l'étranger des Français établis hors de France) (p. 3043). - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3047, 3048).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er ter** (art. 360 du code civil - Autorisation de l'adoption simple de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3118). - **Rappel au règlement** (p. 3138).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3171). - **Article 4 bis** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3179). (p. 3195). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles - Critères d'éligibilité au statut d'association familiale) (p. 3197). (p. 3199). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3210). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3221). (p. 3231). - **Articles additionnels après l'article 1er quater (précédemment réservés)** (p. 3235). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquièmes (précédemment réservés)** (p. 3242). (p. 3243, 3244). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3247).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 3313).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Article 3 A (nouveau)** (art. L. 111-1 du code de l'éducation - Lutte contre les inégalités et éducation aux valeurs républicaines) (p. 4413). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 4414). - **Article 4 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2 du code de l'éducation - Formation à l'exercice de la citoyenneté dans la société de l'information et de la communication) (p. 4415).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 7** (art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences) (p. 4478). - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance) (p. 4489, 4490). (p. 4496, 4497).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Article 1er** (Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer) (p. 4982).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (31 mai 2013) - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5154). (p. 5171, 5172). (p. 5173).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la famille** - (6 juin 2013) (p. 5625).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7011, 7013). - **Question préalable** (p. 7021).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7046). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7051, 7052). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires) (p. 7055). (p. 7057). (p. 7059). (p. 7061). (p. 7061). (p. 7062). (p. 7062). (p. 7062, 7063). (p. 7063). (p. 7063). (p. 7063). (p. 7063). (p. 7063). (p. 7065). (p. 7065). (p. 7065). (p. 7066). (p. 7066). (p. 7067, 7068). (p. 7068). (p. 7069). (p. 7069). (p. 7070). (p. 7073). (p. 7074). (p. 7075). (p. 7076). (p. 7078, 7079). (p. 7079). (p. 7080). (p. 7080). (p. 7081). (p. 7081). (p. 7086). (p. 7092). (p. 7094). (p. 7095). (p. 7095, 7096). (p. 7097). (p. 7097). (p. 7099, 7100). (p. 7101). (p. 7101). (p. 7105, 7106). (p. 7106). (p. 7106). (p. 7106). (p. 7107). (p. 7107). (p. 7107). (p. 7107). (p. 7108). (p. 7108). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7112, 7113). - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7115, 7116). (p. 7118, 7119). (p. 7121). (p. 7123). (p. 7124). (p. 7125). (p. 7126, 7127). (p. 7127). (p. 7130, 7131). (p. 7131). (p. 7133).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7166, 7167). (p. 7167). (p. 7167, 7168). - **Article 2 bis A (nouveau)** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Incompatibilités professionnelles applicables aux membres du Conseil constitutionnel) (p. 7170). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L.O. 153 du code électoral - Interdiction pour un parlementaire nommé membre du Gouvernement de percevoir une indemnité parlementaire pendant le délai d'option) (p. 7172). - **Article 4 bis A (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel - Réduction du remboursement des dépenses électorales d'un candidat à l'élection présidentielle en cas d'omission de déclaration ou de déclaration inexacte) (p. 7177, 7178). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7181). (p. 7190, 7191). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7198, 7199).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7202, 7204). - **Article 1er** (Obligation de dignité, de probité et d'intégrité dans l'exercice des fonctions) (p. 7207). (p. 7208). - **Article 2** (Définition du conflit d'intérêts et obligations d'abstention) (p. 7209). (p. 7210). - **Article 2 bis** (art. 4 quater [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Rôle des bureaux des assemblées parlementaires dans la prévention et le traitement des conflits d'intérêts) (p. 7213). (p. 7213). - **Article 3** (Déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7218, 7219).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 7370). - **Article 1er bis** (art. 131-38 du code pénal - Augmentation du montant de l'amende encourue par les personnes morales) (p. 7374).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 798 (2012-2013)** (p. 7746, 7747). - **Article 1er A (supprimé)** (Définition des conflits d'intérêts applicable aux membres du Parlement) (p. 7754). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7759, 7760). (p. 7772). - **Article 2** (art. L.O. 145, L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 149, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilité du mandat parlementaire avec l'exercice de fonctions de conseil et de fonctions au sein d'entreprises travaillant essentiellement pour des personnes publiques - Suppression des dispositions relatives à la déclaration d'activités extraparlimentaires) (p. 7778, 7779). (p. 7779). (p. 7779).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 798 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 797 (2012-2013)**. - (25 juillet 2013) - **Article 11** (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics) (p. 7794). (p. 7796).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8495). (p. 8496, 8497). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 8504). (p. 8506). - **Article 7** (art. 515-10, 515-11 et 515-12 du code de civil - Ordonnance de protection) (p. 8522). - **Article 8** (art. 41-1 du code de procédure pénale - Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple) (p. 8524, 8525).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8659). - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8672).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Article 3** (Programmation financière) (p. 9805, 9806).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (24 octobre 2013) - **Article 9** (art. 1er, 1-1, 3, 3-1 [nouveau], 4, 4-1, 5, 6, 6-1 [nouveau], 6-2 [nouveau], 7, 8-1, 8-3 [nouveau], 13-1 à 13-10 [nouveaux], 14, 17-1 [nouveau] de la loi, 18-1 [nouveau], n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ; art. L. 241-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 561-2 du code monétaire et financier - Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier) (p. 10122). (p. 10126).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10560, 10562). (p. 10578, 10579). -

Article 1er (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10586, 10587). (p. 10589). (p. 10591, 10592). (p. 10597, 10598). (p. 10599, 10600).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10637). (p. 10640). (p. 10643). (p. 10643, 10644). (p. 10646, 10647). (p. 10655, 10656). (p. 10659). (p. 10661, 10662).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite) (p. 10724). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10733, 10734). (p. 10736). (p. 10737). (p. 10739). (p. 10740, 10741). (p. 10741). (p. 10741). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L.5552-20 du code des transports - Mode de revalorisation des pensions des marins) (p. 10742). - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10748). (p. 10756). (p. 10760). - **Article 5 bis (nouveau)** (Rapport sur l'évolution des conditions de pénibilité) (p. 10762, 10763). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10772, 10773). (p. 10773). (p. 10774). (p. 10774, 10775). (p. 10775). (p. 10775, 10776). (p. 10776). (p. 10777). (p. 10777). (p. 10777). (p. 10778). (p. 10779). (p. 10779, 10780). (p. 10780). (p. 10781). (p. 10782). (p. 10784). (p. 10785). (p. 10785, 10786). (p. 10786). (p. 10786). (p. 10788). (p. 10789). (p. 10789). (p. 10790). (p. 10791, 10792).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 10805). (p. 10805, 10806). - **Article 7** (art. L. 6111-1 du code du travail - Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10809). - **Article 8** (art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - Accords en faveur de la prévention de la pénibilité) (p. 10813). (p. 10815). (p. 10816, 10817). (p. 10821). - **Article 9** (art. L. 161-17-4 et L. 351-6-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Majoration de la durée d'assurance au titre du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10823, 10824). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 10825). - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 10838, 10839). (p. 10840). (p. 10840, 10841). (p. 10842). (p. 10845, 10846). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10848, 10849). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 10855). (p. 10856). - **Article 11** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - Assouplissement de la condition d'âge pour bénéficier de la retraite progressive) (p. 10858). (p. 10859).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 12** (art. L. 161-22, L. 161-22-1 A [nouveau], L. 634-6, L. 643-6 et L. 723-11-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 84 et L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Clarification des règles du cumul emploi-retraite) (p. 10870). (p. 10870, 10871). (p. 10874). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10877, 10878). (p. 10879). - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 10880, 10881). (p. 10883). - **Article 13** (Rapport du Gouvernement sur la refonte des avantages familiaux de retraite) (p. 10885, 10886). (p. 10887). - **Article 15** (art. L. 351-1-1, L. 634-3-2, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-1 du code rural et de la pêche maritime - Elargissement du dispositif de retraite anticipée pour carrière longue) (p. 10894). - **Article 16** (art. L. 351-14-1, L. 634-2-2, L. 643-2 et L. 723-10-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 9 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite ; art. L. 732-27-1 du code rural et de la pêche maritime - Création d'une aide forfaitaire au rachat d'années d'études) (p. 10896, 10897). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 10898, 10899). (p. 10905). - **Article 19** (art. L. 742-6 du code de la sécurité sociale et art. L. 722-17 du code rural et de la pêche maritime -

Amélioration des droits à la retraite des conjoints collaborateurs) (p. 10914). - **Article 20** (art. L. 732-54-1 du code rural et de la pêche maritime - Suppression de la condition de 17 ans et demi d'assurance pour bénéficiaire de la pension majorée de référence du régime des non-salariés agricoles) (p. 10916). - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10923).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 26** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Création d'un compte individuel retraite) (p. 10950). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10952). - **Article 27** (art. L. 161-17-1, L. 161-1-6, L. 161-1-7, L. 161-17-1-1 [nouveau] et L. 161-17-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Création d'une instance de pilotage de la simplification interrégimes) (p. 10956). - **Article 28** (art. L. 173-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Simplification des modalités de calcul de la retraite des polypensionnés) (p. 10959, 10960). - **Article 31** (art. L. 732-58, L. 732-58-1 [nouveau], L. 732-59, L. 732-60 et L. 732-60-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Pilotage du régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles) (p. 10966). - **Article 32** (art. L. 641-2, L. 641-3-1 nouveau, L. 641-4-1 nouveau, L. 641-5 et L. 641-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de la gouvernance des régimes de retraite des professions libérales) (p. 10973).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 8** (art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1600-0 S du code général des impôts ; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Refonte des règles de calcul, de déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement) (p. 11348, 11349). - **Article 9** (art. L. 731-14, L. 731-15 et L. 731-17 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Financement des mesures prises en matière de retraites complémentaires agricoles) (p. 11356).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Article 3** (art. 197 du code général des impôts - Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial) (p. 11861). (p. 11863). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 11867). - **Article 5** (art. 83 du code général des impôts - Suppression de l'exonération fiscale de la participation de l'employeur aux contrats collectifs de complémentaire santé) (p. 11871, 11872). - **Article 6** (art. 81 du code général des impôts - Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu des majorations de retraite ou de pension pour charges de famille) (p. 11875, 11876).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11951). (p. 11954). (p. 11961, 11962). (p. 11963). (p. 11967).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Ukraine** - (12 décembre 2013) (p. 12731).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 508 (2012-2013)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège sur l'enseignement dispensé en France aux élèves norvégiens et le fonctionnement des sections norvégiennes établies dans les académies de Rouen, Caen et Lyon [n° 652 (2012-2013)] (11 juin 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Éducation.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : L'Afrique est notre avenir [n° 104 (2013-2014)] (29 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Défense : environnement et prospective de la politique de défense [n° 158 tome 5 (2013-2014)] (29 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition du général Pierre Chavancy, chef de la division emploi à l'État-major des armées et de M. Axel Moracchini, officier traitant « forces de souveraineté ».

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean Debonne, directeur central du service de santé des armées.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et la République d'Azerbaïdjan - Création et conditions d'activités des centres culturels - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Thématique : Renouvellement du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de M. Hervé Damoiseau, président, M. Jean-Claude Cantorné, vice-président, M. Luc Domergue, conseil du CIRT-DOM, M. Gérard Bally, délégué général d'Eurodom.

Thématique : Renouvellement du régime fiscal européen applicable au rhum traditionnel des DOM - Audition de Mme Isabelle Chmitelin, directrice de l'Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer (ODEADOM) et de M. Tannegy Bruté de Rémur, chef du service « Grandes cultures ».

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Échange de vues avec une délégation de députés turcs.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées au Mali - Communication.

Situation en Chine - Audition de Mme Elisabeth Laurin, directrice Asie-Océanie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Samir Aita, rédacteur en chef du Monde diplomatique éditions arabes et membre du Forum démocratique syrien, sur la situation en Syrie.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'entente entre la France et le Québec relative à l'Office franco-québécois pour la jeunesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Russie - Audition de M. Thomas Gomart, directeur du développement stratégique et directeur du centre Russie-NEI de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Anne Paugam, candidate désignée aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement - Avis et résultat du scrutin.

Politiques de sécurité et de défense russes - Audition de Mme Isabelle Facon, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies.

Audition du général Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut français - Audition de M. Pierre Sellal, secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut Français - Audition de M. Xavier Darcos, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail sur le Sahel - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Patrick Pailloux, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Francis Delon, secrétaire général de la défense nationale.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Christian Mons, président du CIDEF (Conseil des industries de défense).

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères (programme 185 : « Diplomatie culturelle et d'influence » de la mission « Action extérieure de l'État » et programme 209 : « Solidarité » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du lundi 21 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Examen des amendements du Gouvernement.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Francis Delon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (programme 129 « coordination de l'action gouvernementale » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement »).

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Philippe Errera, directeur de la délégation aux affaires stratégiques au ministère de la défense (programme 144 « Environnement et prospective » de la mission « Défense »).

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans une Afrique convoitée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles au ministère de la culture et de la communication (programme 115 « Action audiovisuelle extérieure » de la mission « Médias »).

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Ramon Fernandez, directeur général du Trésor (programme 110 « Aide économique et financière au développement » de la mission « Aide publique au développement »).

Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (programme 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Communication.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique méditerranéenne de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias » programme « Action audiovisuelle extérieure » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » programme « Environnement et prospective » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » programme « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Aide publique au développement » programmes « Aide économique et financière au développement » et « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » programme « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

68ème Assemblée générale de l'ONU - Communication.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Coopération en matière de défense entre la France et Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

Partenariat de défense entre la France et la Côte d'Ivoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1385, 1386).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4905).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9796,

9797). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 9839). (p. 9840). (p. 9840).

- *Deuxième lecture* [n° 196 (2013-2014)] - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12571, 12572).

LORRAIN (Jean-Louis)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

Décédé le 27 juin 2013.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 27 juin 2013.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité *ad hoc* chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre titulaire de la commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

Membre titulaire du Conseil supérieur du travail social.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'éthique : une problématique européenne [n° 67 (2013-2014)] (10 octobre 2013) - **Justice - Société - Union européenne.**

LOZACH (Jean-Jacques)
sénateur (Creuse)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage le 26 février 2013 ; puis rapporteur du 27 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre titulaire de la Conférence nationale du sport jusqu'au 10 avril 2013.

Membre titulaire du Comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs jusqu'au 12 mars 2013.

Membre titulaire du Conseil national du sport le 26 avril 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013 ; puis vice-président le 16 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur la lutte contre le dopage, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] - Lutte contre le dopage : avoir une longueur d'avance (Rapport) [n° 782 tome 1 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur la lutte contre le dopage, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] - Lutte contre le dopage : avoir une longueur d'avance (Annexes) [n° 782 tome 2 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Société - Sports.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 160 tome 6 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diffusion des œuvres conservées dans les musées et autres institutions culturelles - Audition de M. Alain Seban, président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. David Douillet, médaillé olympique, ancien ministre des sports.

Audition de M. Jean-Pierre de Mondenard, médecin du sport, spécialiste des questions relatives au dopage.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Marc Sanson, ancien président du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage.

Audition de M. Pierre Bordry, ancien président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de Mme Marie-George Buffet, députée, ancien ministre de la jeunesse et des sports.

Réunion du jeudi 21 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de M. Michel Audran, directeur du laboratoire de biophysique et bioanalyses de la faculté de pharmacie de Montpellier.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application de la loi du 20 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-François Lamour, député de Paris, ancien ministre des sports, ancien ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Audition de M. Jean-François Verdy, directeur du département des contrôles de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de M. Jean-Pierre Bourelly, chef du bureau de la protection du public, de la promotion de la santé et de la prévention du dopage à la direction des sports du ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Audition de Mme Françoise Lasne, directrice du département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Armand Mégret, médecin fédéral national de la Fédération française de cyclisme.

Audition de M. Philippe-Jean Parquet, docteur en psychiatrie et addictologie, président de l'Institut régional du bien-être, de la médecine et du sport santé de Nord-Pas-de-Calais.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Alain Calmat, ancien ministre délégué à la jeunesse et aux sports.

Audition de M. Dorian Martinez, psychologue spécialisé dans le sport, chef de service du numéro vert national Ecoute Dopage de 1998 à 2011.

Audition de M. Jean-Paul Garcia, directeur de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières au ministère de l'économie et des finances.

Audition de M. Stéphane Mandard, journaliste au journal Le Monde, spécialiste des questions de dopage.

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Michel Rieu, conseiller scientifique de l'Agence française de lutte antidopage.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bernard Laporte, ancien secrétaire d'État chargé des sports.

Audition de M. Christian Prudhomme, directeur général du Tour de France cycliste.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Antoine Vayer, ancien entraîneur d'équipe cycliste professionnelle et professeur d'éducation physique et sportive.

Audition de M. Michel Boyon, ancien président du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD).

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Martin Fourcade, biathlète, médaillé olympique.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bernard Lapasset, président de l'International Rugby Board (IRB), vice-président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Audition de M. Patrice Clerc, ancien président d'Amaury sport organisation (ASO).

Audition de M. Philippe Lamoureux, directeur général du LEEM (Les entreprises du médicament) et Mme Claire Sibenaler, directrice des études cliniques du LEEM.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Felipe Contepomi, membre du Comité des sportifs de l'Agence mondiale antidopage.

Audition de MM. Bernard Amsalem, président de la fédération française d'athlétisme, et Ghani Yalouz, directeur technique national d'athlétisme.

Table ronde sur les enjeux sociétaux du dopage.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan du groupe d'études sur les pratiques sportives - Communication.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Pierre Ballester, journaliste sportif.

Audition de M. Travis Tygart, président de l'Agence américaine antidopage (USADA).

Audition de Sophie Chaillet, ancien chef du bureau de la protection du public, de la promotion de la santé et de la lutte contre le dopage.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Laurent Jalabert, ancien coureur cycliste, ancien sélectionneur de l'équipe de France cycliste.

Audition de M. Ricci-Bitti, président de la Fédération internationale de tennis (FIT) et M. Stuart Miller, responsable de la politique antidopage.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-Pierre Paclet, ancien médecin de l'équipe de France de 2004 à 2008.

Table ronde « dopage et libertés publiques ».

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. David Lappartient, président de la Fédération française de cyclisme.

Audition de M. Denis Masegla, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Audition de MM. Francis Luyce, président de la Fédération française de natation (FFN) et Lionel Horter, directeur technique national de la FFN.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Christophe Blanchard-Dignac, président-directeur général de la Française des jeux.

Audition de M. Gérard Nicolet, ancien médecin du Tour de France cycliste.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Daniel Delegrave, premier vice-président du Tribunal de grande instance de Valenciennes.

Audition de MM. Gérard Masson, président de la Fédération française handisport, Frédéric Rusakiewicz, médecin fédéral adjoint à la Fédération française handisport, et Noël Chevadonnat, responsable de la lutte antidopage de la Fédération française handisport.

Audition de M. Michel Vion, président de la fédération française de ski, et Mme Marie-Philippe Rousseaux-Blanchi, médecin fédéral.

Audition de M. Patrick Schamasch, ancien directeur médical et scientifique du Comité international olympique (CIO), directeur médical de la Fédération internationale de golf.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-Pierre de Vincenzi, directeur général de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (Insep).

Audition de M. Laurent Bénézech, ancien joueur de rugby professionnel.

Audition de M. Patrick Romestaing, docteur, président de la section santé publique et démographie médicale du Conseil national de l'ordre des médecins.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bruno Sesboué, médecin à l'Institut régional du sport du Centre hospitalier universitaire de Caen.

Audition de M. Jean-Marcel Ferret, ancien médecin de l'équipe de France de football de 1993 à 2004.

Audition de M. Patrick McQuaid, président de l'Union cycliste internationale.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de MM. Pierre Berbizier, ancien joueur de rugby et ancien sélectionneur de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995 et Marc Bichon, ancien médecin de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995.

Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du jeudi 13 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. John Fahey, président de l'Agence mondiale antidopage.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur l'éthique du sport - Communication.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hubert Allier, vice-président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de MM. Jean-Marc Todeschini et Dominique Bailly, auteurs d'un rapport d'information fait au nom de la commission des finances et de la commission de la culture sur le financement public des grandes infrastructures sportives.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » programme « Sport » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Bruno Retailleau, président du conseil général de la Vendée.

Audition de M. Jean Guillot, directeur général du Centre national de développement du sport (CNDS).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'orientation de la politique des transports en matière de grandes infrastructures ferroviaires** - (15 janvier 2013) (p. 7, 8). (p. 8, 9).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage** - (15 octobre 2013) (p. 9571, 9574).

du LUART (Roland)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013. (9 décembre 2013).

Membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat.

Membre suppléant de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maîtres quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Action extérieure de l'État [n° 156 tome 3 annexe 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des finances*) : Exécution du budget de 2012 - Audition de M. Jérôme Cahuzac, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de Familles de France et de la Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC).

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Claude Baty, pasteur, président de la Fédération protestante de France (FPF).

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Elisabeth Roudinesco, historienne de la psychanalyse, directrice de recherche à l'Université de Paris VII.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Conséquences des nouvelles règles de gouvernance budgétaire européennes sur la procédure nationale - Audition de MM. Julien Dubertret, directeur du budget, et Ramon Fernandez, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique et gestion de la fonction publique - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Politique de cession de biens immobiliers sis à l'étranger du ministère des affaires étrangères - Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France Domaine et de M. Yves Saint-Geours, directeur général de l'administration et de la modernisation du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Programme des investissements d'avenir - Communication.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des finances*) : Perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Rémunération des militaires - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Richard Yung et Roland du Luart, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur leurs contrôles budgétaires relatifs aux modalités de recrutement et conditions d'exercice des enseignants à l'étranger, et aux projets de regroupement immobilier des représentations diplomatiques).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière** - *Deuxième lecture* [n° 737 (2011-2012)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 51, 52).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2804, 2805).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2886, 2887).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de**

fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9514, 9515).

LUREL (Victorin)
ministre des outre-mer

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 718 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Outre-mer**.

Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 719 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Outre-mer**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Hommage à un soldat mort au Mali** - (20 février 2013) (p. 1420).

- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1436, 1442).

- **Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 450 (2012-2013)]** - (2 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2606, 2607). (p. 2612, 2614). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Gage*) (p. 2614).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer [n° 572 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4309, 4310). (p. 4321, 4323). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Interdiction de la fixation de dates limites de consommation retardées pour les denrées alimentaires distribuées dans les outre-mer*) (p. 4326, 4328). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Promotion des approvisionnements directs de produits de l'agriculture dans l'attribution des marchés publics de restauration collective*) (p. 4328).

- **Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 567 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4332, 4333). (p. 4339, 4341). - **Article 3 (nouveau)** (*art. 35 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer - Modalités de mise en œuvre d'une procédure de titrement dans les départements d'outre-mer et à Saint-Martin*) (p. 4342). (p. 4343).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bilan de l'application de la loi contre la vie chère en outre-mer** - (23 mai 2013) (p. 4513).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 778 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 779 (2012-2013)** (p. 7560, 7562). (p. 7575, 7577). - **Article 1er** (*art. 27-1 [nouveau] de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Création d'autorités administratives indépendantes par la Nouvelle-Calédonie*) (p. 7578). - **Article 3** (*art. 173 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Pouvoir de police de la circulation du président de l'assemblée de province sur le domaine routier provincial*) (p. 7579). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7580). - **Article 5** (*art. 153 et 155 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Dénomination et compétence du conseil économique social et environnemental*) (p. 7581). - **Article 16** (*art. 84, 183 et 209-26 [nouveau] de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Règle d'adoption en équilibre réel des services publics industriels et commerciaux et listes des dépenses obligatoires*) (p. 7584). - **Article 17** (*art. 84-1, 183-1, 209-6 et 209-17 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Modalités d'engagement des crédits budgétaires par anticipation*) (p. 7584). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 7586). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7586).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 779 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 778 (2012-2013)**. - (23 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification d'ordonnances relatives à l'outre-mer*) (p. 7588). (p. 7589). (p. 7589). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7589). - **Article 3 (nouveau)** (*art. L. 381-1 [nouveau] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Participation des communes de la Nouvelle-Calédonie et de leurs groupements à des sociétés publiques locales*) (p. 7590). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 7592). (p. 7593). (p. 7593). (p. 7594). (p. 7595). (p. 7595). (p. 7596). (p. 7596).

- **Question orale sur la disponibilité des crédits de paiement de la ligne budgétaire unique en Guyane** - (29 octobre 2013) (p. 10612).

- **Question orale sur l'indemnité d'installation des fonctionnaires à Saint-Barthélemy** - (17 décembre 2013) (p. 13103, 13104).

- **Question orale sur la présentation à l'examen du permis de conduire** - (17 décembre 2013) (p. 13104, 13105).

- **Question orale sur une meilleure couverture en téléphonie mobile de tous les territoires** - (17 décembre 2013) (p. 13106).

MADEC (Roger)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 755 (2012-2013)] fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 780 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi modifiant l'article L. 2141-2 du code de la santé publique relatif à l'assistance médicale à la procréation [n° 786 (2012-2013)] (19 juillet 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal le caractère d'être vivant et sensible dans le code civil [n° 42 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 43 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) :
Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) :
Fixation du nombre et répartition des sièges de conseiller de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des lois*) :
Nombre et répartition des sièges de conseiller de Paris - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2755, 2756).
- **Question orale sur l'expérimentation d'une salle de consommation à moindres risques à Paris** - (4 juin 2013) (p. 5338). (p. 5339).
- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 781 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7598, 7599).

MADRELLE (Philippe)
sénateur (Gironde)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**
- Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**
- Proposition de loi* relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**
- Proposition de loi* relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**
- Proposition de loi* visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**
- Proposition de loi* visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**
- Proposition de résolution* en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**
- Proposition de loi* visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

- **Rapporteur - Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er - tableau n° 2 annexé au code électoral - Répartition par secteurs des sièges des membres du conseil de Paris) (p. 7611). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales - Election du maire d'arrondissement et des adjoints) (p. 7613).

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la recherche concernant la myofasciite à macrophages** - (29 janvier 2013) (p. 563). (p. 564).
- **Débat sur la politique vaccinale de la France** - (23 avril 2013) (p. 3944).
- **Question orale sur le fonctionnement des caisses d'allocations familiales** - (21 mai 2013) (p. 4287). (p. 4288).

- **Question orale sur l'opération de désamiantage** - (9 juillet 2013) (p. 6963, 6964). (p. 6964).

MAGNER (Jacques-Bernard)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire du Haut conseil à la vie associative.

Membre titulaire du Comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes le 8 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : La gouvernance de la culture scientifique, technique et industrielle [n° 412 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Culture - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Autonomie des établissements scolaires et du bien-être des élèves - Audition de M. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique (CAS).

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur le pré-recrutement dans l'éducation nationale - Communication.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Comité national de pilotage sur l'accès de tous les jeunes à l'art et à la culture - Audition de Mme Marie Desplechin, présidente et de M. Jérôme Bouët, rapporteur.

Distribution de la presse - Audition de Mme Anne-Marie Couderc, présidente de Presstalis.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Application de la loi du 20 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Refondation de l'école de la République - Audition de M. Xavier Nau, rapporteur pour avis du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement privé des associations - Audition de Mme Sylvie Banoun, sous-directrice de la vie associative et de l'éducation populaire, et M. François Vareille, secrétaire général du Haut conseil à la vie associative (HCVA), sur les travaux d'évaluation et les propositions du HCVA.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de MM. Jean-Loup Salzman, président, Khaled Bouabdallah et Gérard Blanchard, vice-présidents de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Groupe de travail sur l'éthique du sport - Communication.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Indépendance de l'audiovisuel public - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Henri Nallet, président de l'Observatoire national de

l'enseignement agricole (ONEA) sur la concertation, relative à l'enseignement agricole, préparatoire à la loi d'avenir sur l'agriculture.

Audition de M. Hubert Allier, vice-président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA).

Audition de M. Jean-Pierre Dupont, préfet, co-président du groupe d'élaboration de la Charte État, collectivités, associations.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la concurrence de la main-d'œuvre étrangère dans le secteur du BTP** - (12 mars 2013) (p. 1683). (p. 1684).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la morale laïque** - (25 avril 2013) (p. 4058, 4059).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4363, 4365).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - **Question préalable** (p. 4402). - **Article 5** (*art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans*) (p. 4438). - **Article 6** (*art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - Éducation artistique et culturelle*) (p. 4448). (p. 4454). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 121-5 du code de l'éducation - Contribution de l'éducation physique et sportive et du sport scolaire à l'éducation à la santé*) (p. 4457).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 10** (*art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance*) (p. 4494). - **Article 20** (*art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil supérieur des programmes*) (p. 4539). - **Article 21** (*art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation du système éducatif*) (p. 4543). (p. 4547). (p. 4547, 4548). - **Article 23** (*art. L. 311-1 du code de l'éducation - Organisation de la scolarité en cycles*) (p. 4553, 4554).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 33** (*art. L. 332-3 du code de l'éducation - Définition de l'enseignement dispensé en collège*) (p. 4609). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 401-4 du code de l'éducation - Cadre pour la coopération école-collège*) (p. 4629). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 4635). -

Article 49 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 625-1 et L. 611-1 du code de l'éducation - Formation des personnels enseignants et d'éducation par les écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4649). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4655). (p. 4655, 4656). (p. 4656). (p. 4662). (p. 4662). (p. 4664). (p. 4664). (p. 4664). (p. 4665). - **Article 54 bis (nouveau)** (Formation des inspecteurs pédagogiques) (p. 4673). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 4720). (p. 4725). (p. 4733). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4740, 4741).

- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5722, 5723).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche** [n° 660 (2012-2013)] - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6037, 6038).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture** [n° 673 (2012-2013)] - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6359, 6360).

- **Question orale sur les dépenses d'investissement pour les écoles** - (10 septembre 2013) (p. 7866). (p. 7866, 7867).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** [n° 734 (2012-2013)] - (19 septembre 2013) - **Mise au point au sujet de votes** (p. 8712).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée scolaire** - (19 septembre 2013) (p. 8721, 8722).

MAGRAS (Michel)
sénateur (Saint-Barthélemy)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre suppléant de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*): Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

(*commission des affaires économiques*): Contentieux de l'urbanisme - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale** [n° 278 (2012-2013)] - (5 février 2013) - **Article 11 (nouveau)**

(Titre II du livre II de la sixième partie du code de la santé publique - Applicabilité des dispositions du code de la santé publique relatives à l'organisation de la biologie médicale à Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 842). (p. 842, 843).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2801, 2802).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2881, 2882). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2906, 2907).

- **Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 567 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4337, 4338).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (31 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10850).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Article 13** (art. 199 ter U [nouveau], 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 199 undecies D, 200-0 A, 217 undecies, 217 duodecies, 220 Z quater [nouveau], 220 Z quinquies [nouveau], 223 O, 242 sexies, 242 septies, 244 quater W [nouveau], 244 quater X [nouveau], 296 ter, 1740-00 AB, 1740-0 A et 1743 du code général des impôts et art. L. 45 F du livre des procédures fiscales - Réforme du régime de défiscalisation des investissements productifs et des logements sociaux outre-mer) (p. 12047, 12048).

- **Question orale sur l'indemnité d'installation des fonctionnaires à Saint-Barthélemy** - (17 décembre 2013) (p. 13103). (p. 13104).

MARC (François)
sénateur (Finistère)
SOC

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 5 février 2013.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Rapporteur général de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013. (9 décembre 2013).

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique.

Membre ès qualités du Comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 258 (2012-2013)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'autorisation d'une coopération renforcée dans le domaine de la taxe sur les transactions financières [n° 268 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le projet de programme de stabilité 2013-2017 [n° 532 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 624 (2012-2013)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme européenne des indices de taux [n° 709 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 1 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Débat d'orientation des finances publiques : maintenir le cap vers l'équilibre structurel [n° 712 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 690 (2012-2013)] relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 730 (2012-2013)] (9 juillet 2013) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 758 (2012-2013)] (16 juillet 2013) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 799 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 800 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi organique relative à la nomination du président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne [n° 812 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 855 (2012-2013)] relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 2 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi organique [n° 812 (2012-2013)] relative à la nomination du président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne [n° 9 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : Inde: approche d'un marché-continent [n° 111 (2013-2014)] (13 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Le budget de 2014 et son contexte économique et financier [n° 156 tome 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances) [n° 156 tome 2 fasc. 1 vol. 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (première partie de la loi de finances) [n° 156 tome 2 fasc. 1 vol. 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à mettre en œuvre une expérimentation en vue de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation [n° 163 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 208 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)] - Rapport [n° 217 tome 1 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)] - Tableau comparatif [n° 217 tome 2 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances [n° 229 (2013-2014)] pour 2014 [n° 235 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 241 (2013-2014)] pour 2013 [n° 242 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 206 (2013-2014)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de directive modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne une déclaration de TVA normalisée (COM (2013) 721) [n° 243 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des finances*) : Taxe sur les transactions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des finances*) : Mission d'expertise sur la fiscalité de l'économie numérique - Audition de MM. Pierre Collin, conseiller d'Etat, et Nicolas Colin, inspecteur des finances.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Banque publique d'investissement - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat désigné aux fonctions de directeur général.

Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la fiscalité écologique.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Table ronde.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des finances*) : Exécution du budget de 2012 - Audition de M. Jérôme Cahuzac, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Gestion des faillites bancaires - Table ronde.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Audition de Mme Mathilde Lemoine, candidate proposée par le président de la commission des finances du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Financement de la politique du logement - Audition conjointe de MM. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat, Philippe Van de Maele, président du directoire de l'Union des entreprises et des salariés pour le logement (UESL), et Mme Catherine Pérenet, directeur des prêts et de l'habitat à la direction des fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Audition de Mme Mathilde Lemoine, candidate proposée par le président de la commission des finances du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire de la répartition du produit de la taxe d'apprentissage - Communication.

Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Rencontres des parlements nationaux organisées à Bruxelles et Dublin dans le cadre du semestre européen et situation économique et financière de Chypre, de la Grèce et de l'Irlande - Communication.

Révision des valeurs locatives et modalités de répartition territoriale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général des finances publiques.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Dominique Lefebvre, député, co-auteur du rapport au Premier ministre « Dynamiser l'épargne financière des ménages pour financer l'investissement et la compétitivité ».

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Conséquences des nouvelles règles de gouvernance budgétaire européennes sur la procédure nationale - Audition de MM. Julien Dubertret, directeur du budget, et Ramon Fernandez, directeur général du Trésor.

Évolution des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Audition de MM. André Laignel, président du Comité des finances locales, et Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Bilan de l'ouverture des jeux en ligne, trois ans après - Table ronde.

Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Contrôle sur pièces et sur place au ministère de l'économie et des finances - Communication.

Modernisation de l'action publique et gestion de la fonction publique - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Projet de décret d'avance portant création du programme relatif au Haut conseil des finances publiques et le dotant en crédits - Communication.

Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des finances*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

(*commission des finances*) : Recensement et comptabilisation des engagements financiers hors bilan de l'Etat - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des départements d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif au respect des orientations pluriannuelles de solde structurel en 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Certification des comptes de l'Etat et exécution budgétaire de 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Politique de cession de biens immobiliers sis à l'étranger du ministère des affaires étrangères - Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France Domaine et de M. Yves Saint-Geours, directeur général de l'administration et de la modernisation du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Les normes comptables au service de l'économie - Audition conjointe de MM. Jean-Luc Decornoy, président du directoire de KPMG France, Jérôme Haas, président de l'Autorité des normes comptables, Didier Marteau, professeur à l'ESCP Europe, Philippe Messager, président de l'association française des trésoriers d'entreprise, et Michel Prada, président de la Fondation IFRS.

Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des finances*) : Réunion de travail avec M. Olli Rehn, vice-président de la commission européenne, en charge des affaires économiques et monétaires.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Programme des investissements d'avenir - Communication.

Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation économique et financière de la Slovénie - Communication.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle fiscal des entreprises multinationales - Communication.

Gestion par les services de l'Etat d'informations relatives à la détention d'un compte à l'étranger par un ministre - Communication.

Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué au budget.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des finances*) : Perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des finances*) : Rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réforme européenne des indices des taux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) pour 2014 - Examen du rapport d'information.

La coopération fiscale internationale face à l'érosion des bases fiscales - Audition de M. Édouard Marcus, sous-directeur de la direction de la législation fiscale, Mme Ursula Plassnik, ambassadeur d'Autriche en France, et M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2012 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des finances*) : Caisse des dépôts et consignations - Résultats de 2012 - Audition de MM. Henri Emmanuelli, président de la commission de surveillance, et Jean-Pierre Jouyet, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Échange de vues.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des finances*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des finances*) : Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2012 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. François Marc.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et du plan « Investir pour la France ».

Traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 7 octobre 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Rémunération des militaires - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Situation économique et financière de la Lettonie avant son entrée dans la zone euro au 1er janvier 2014 - Communication de M. François Marc, rapporteur général.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Aide personnalisée de retour à l'emploi (APRE) - Contrôle budgétaire - Communication de M. Éric Bocquet, rapporteur spécial.

Audition de M. Jean-Marie Levaux, membre du collège de supervision de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, personnalité pressentie pour exercer les fonctions de vice-président de cette Autorité.

Communication de MM. Philippe Marini et Marc Massion dans le cadre de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du TSCG.

Rôle des douanes dans la lutte contre la fraude sur Internet - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Albéric de Montgolfier et Philippe Dallier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Christian Bourquin et André Ferrand, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés ».

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Roger Karoutchi, rapporteur spécial, sur la mission « Immigration, asile et intégration » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif à l'allocation temporaire d'attente (ATA).

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Thierry Foucaud et Claude Haut, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Enseignement scolaire ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Marie-France Beaufils, rapporteure spéciale, sur la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif aux bénéficiaires des remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Bilan du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Claude Belot, rapporteur spécial, sur la mission « Médias, livre et industries culturelles » et sur le compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Yvon Collin et Mme Fabienne Keller, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Aide publique au développement » et sur le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Marc Massion et Jean Arthuis, rapporteurs spéciaux, sur la

participation de la France au budget de l'Union européenne (article 41).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Gattaz, président du MEDEF.

Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Richard Yung et Roland du Luart, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Action extérieure de l'Etat » (et communication sur leurs contrôles budgétaires relatifs aux modalités de recrutement et conditions d'exercice des enseignants à l'étranger, et aux projets de regroupement immobilier des représentations diplomatiques).

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des finances*) : Rapport public thématique de la Cour des comptes relatif aux finances publiques locales - Audition de M. Jean-Philippe Vachia, président de la 4ème chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 62 à 62 octies et communication sur son contrôle budgétaire relatif à la gestion et aux moyens de fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre) - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et comptes d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et « Participations financières de l'État » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 75 et 76) - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues dans la perspective d'une éventuelle saisine du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Loi de finances pour 2014 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 67 et 68) et mission « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » et compte de concours financiers « Avances aux organismes de sécurité sociale » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

Mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen de la motion tendant au renvoi en commission.

Loi de finances pour 2014 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues.

Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 13 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2014 - Examen d'une motion en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des finances*) : Déclaration de TVA normalisée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen d'une motion en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur le respect des bonnes pratiques pour la récolte d'algues de rive** - (15 janvier 2013) (p. 6, 7). (p. 7).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales) (p. 1608, 1609).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) [n° 408 (2012-2013)]** - (12 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1726, 1727).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 20** (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers communautaires) (p. 1889).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2128, 2129).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 quater** (p. 2215, 2216). - **Article 11 ter** (art. L. 1611-3, L. 1611-9 et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 2268, 2269). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 2274). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-10-1, L. 532-2-1, L. 511-47-1, L. 612-23-1 [nouveaux], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26L, 612-33, L. 612-39 du code monétaire et financier - Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle) (p. 2281). (p. 2283, 2284).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les paradis fiscaux** - (11 avril 2013) (p. 3187, 3188).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité** - (24 avril 2013) (p. 3982, 3984).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (5 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5464, 5465).

- Rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 5473).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6050, 6051). (p. 6068).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'industrie agroalimentaire** - (4 juillet 2013) (p. 6867).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 710 (2012-2013)]** - (4 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6876, 6877). - **Article 9** (p. 6915).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6919, 6921).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7337, 7338).

- Rapporteur pour avis de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 7379). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 227-1 [nouveau] du livre des procédures fiscales - Atténuation du monopole exercé par l'administration en matière de mise en mouvement de l'action publique pour des faits de fraude fiscale) (p. 7384).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 228 du livre des procédures fiscales -

Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale complexe) (p. 7423). (p. 7427). - **Article additionnel après l'article 3 bis A** (p. 7430). - **Article 3 bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 1736 du code général des impôts - *Alourdissement des pénalités applicables en cas de non-respect des obligations de trusts par leur administrateur*) (p. 7431, 7432). - **Article 3 bis D** (art. 1741 A du code général des impôts - *Composition de la commission des infractions fiscales*) (p. 7433). - **Article 3 bis E (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 47 A du livre des procédures fiscales - *Autorisation donnée aux agents des services fiscaux de copier des fichiers informatiques dont ils sont amenés à constater l'existence lors de la procédure de contrôle inopiné*) (p. 7434). - **Article 3 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. 1649 A bis et 1736 du code général des impôts - *Augmentation des sanctions en cas de non-respect par les établissements bancaires de leurs obligations de déclaration concernant les comptes répertoriés dans FICOBA*) (p. 7437). - **Article additionnel après l'article 3 quinquies** (p. 7439). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 7441). (p. 7441). - **Article 9 septies** (art. L. 1132-3-3 [nouveau] du code du travail ; art. 6 ter A [nouveau] de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - *Protection des « lanceurs d'alerte »*) (p. 7465). - **Article 10** (art. L. 10 du livre des procédures fiscales - *Possibilité pour l'administration fiscale d'exploiter les informations qu'elle reçoit dans le cadre de ses procédures, y compris lorsqu'elles sont d'origine illicite*) (p. 7488). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7489, 7490). (p. 7490). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7494, 7495). (p. 7495). - **Articles additionnels après l'article 11 bis C** (p. 7497). (p. 7498). - **Article 11 bis D (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 13 AA du livre des procédures fiscales - *Création d'une obligation de transmission de documentation sur les prix de transfert*) (p. 7499). - **Article additionnel après l'article 11 bis D** (p. 7500). - **Article additionnel après l'article 11 bis F** (p. 7500). - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. L. 230 du livre des procédures fiscales - *Allongement du délai de prescription en matière de fraude fiscale*) (p. 7503). - **Articles additionnels après l'article 11 octies** (p. 7506, 7507). - **Article additionnel après l'article 11 nonies** (p. 7509).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier** [n° 741 (2012-2013)] - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**.

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Nouvelle lecture** [n° 710 (2012-2013)] - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7661, 7662). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7694).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture** [n° 860 (2012-2013)] - (4 octobre 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 9211).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture** [n° 22 (2013-2014)] - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 24 (2013-2014)** (p. 9360, 9361). - **Article 3 sexies (Texte non modifié par la commission)** (section I du chapitre II du titre II de la première partie et art. L. 96 J et L. 102 D [nouveau] du livre des procédures fiscales ; art. 1734 et 1770 undecies [nouveau] du code général des impôts, art. L. 2222-22 du code général de la propriété des personnes publiques - *Renforcement de la lutte contre la commercialisation et l'utilisation de logiciels de comptabilité permettant la dissimulation de recettes*) (p. 9375). (p. 9376). - **Article 10** (art. L. 10 du livre des procédures fiscales - *Possibilité pour l'administration fiscale d'exploiter les informations qu'elle reçoit*

dans le cadre de ses procédures, y compris lorsqu'elles sont d'origine illicite) (p. 9377). (p. 9379).

- **Rapporteur pour avis - Article 11 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 13 AA du livre des procédures fiscales - *Obligation pour les grandes entreprises de fournir la comptabilité analytique de leurs implantations dans chaque Etat ou territoire*) (p. 9380). - **Article 11 bis DA (suppression maintenue)** (art. L. 64 du livre des procédures fiscales - *Facilitation de la caractérisation de l'abus de droit en matière fiscale*) (p. 9381). - **Article 11 decies A (suppression maintenue)** (art. 57 bis [nouveau] du code général des impôts - *Fiscalisation des "marges arrière" des distributeurs*) (p. 9384, 9385).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier - Nouvelle lecture** [n° 24 (2013-2014)] - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 22 (2013-2014)**.

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne** [n° 10 (2013-2014)] - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9445, 9446).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement** [n° 814 (2012-2013)] - (10 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 2334-3 du code général des collectivités territoriales - *Modification des seuils de population pour le calcul de la dotation de base et alignement progressif sur le montant par habitant des communes de 20 000 habitants*) (p. 9517, 9518).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013, suivi d'un débat interactif et spontané** - (16 octobre 2013) (p. 9642, 9643).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11763, 11766).

- **Rapporteur général de la commission des finances - Demande de renvoi à la commission** (p. 11819, 11820).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **rapporteur général de la commission des finances - Article 2** (art. 197 du code général des impôts - *Indexation du barème de l'impôt sur le revenu de l'année 2014 et revalorisation exceptionnelle de la décote*) (p. 11841). (p. 11843). (p. 11843). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11845). (p. 11845). (p. 11847). (p. 11849). (p. 11850). (p. 11857). - **Article 3** (art. 197 du code général des impôts - *Abaisssement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial*) (p. 11859, 11860). (p. 11863). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 11865). - **Article 5** (art. 83 du code général des impôts - *Suppression de l'exonération fiscale de la participation de l'employeur aux contrats collectifs de complémentaire santé*) (p. 11870, 11871). - **Article 6** (art. 81 du code général des impôts - *Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu des majorations de retraite ou de pension pour charges de famille*) (p. 11875). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11877). (p. 11878). (p. 11887). (p. 11889). (p. 11890). (p. 11892). (p. 11893). (p. 11894). (p. 11895). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 68 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 - *maintien du taux réduit de TVA à 5,5 %*) (p. 11896). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 11898, 11899). - **Article 7 ter (nouveau) (réservé)** (art. 279-0 bis du code général des impôts, art. L. 16 BA du livre des procédures fiscales - *Application du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans*) (p. 11903). (p. 11903). - **Article 7 quater (nouveau)** (art. 278 bis, 298 bis et 298 quater du code général des impôts - *Application du taux normal de TVA pour certains engrais et autres produits assimilables*) (p. 11904). -

Articles additionnels après l'article 7 quater (p. 11905). (p. 11907). (p. 11908). (p. 11910).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - rapporteur général de la commission des finances (p. 11929). (p. 11931). (p. 11934). (p. 11939). (p. 11943). - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11950). (p. 11952). (p. 11954). (p. 11956). (p. 11958). (p. 11959). (p. 11960). (p. 11961). (p. 11963). (p. 11964). (p. 11968).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11983). (p. 11985). (p. 11986). (p. 11986). (p. 11987). (p. 11987). - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 885 V bis du code général des impôts - Calcul du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 11989). (p. 11990). (p. 11991). - **Article 9** (Taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations versées par les entreprises) (p. 11995). (p. 11998). (p. 11999). (p. 11999). (p. 12000). (p. 12000, 12001). (p. 12001). (p. 12002). - **Article 10** (art. 223 duodecimes, 223 terdecies et 223 quaterdecies [nouveaux] du code général des impôts - Instauration d'une contribution sur l'excédent brut d'exploitation pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros) (p. 12003). (p. 12006). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12008, 12009). (p. 12009). (p. 12012). (p. 12013). (p. 12014). (p. 12016). (p. 12019). - **Article 11** (art. 124 C, art. 137 bis, art. 150 undecies, art. 150-0 A, art. 150-0 B ter, art. 150-0 D, art. 150-0 D bis, art. 150-0 D ter, art. 150-0 E, art. 154 quinquies, art. 163 quinquies C, art. 164 B, art. 167 bis, art. 170, art. 187, art. 199 ter, art. 199 ter A, art. 199 terdecies-0 A, art. 200 A, art. 242 ter D [nouveau], art. 242 bis B et art. 1417 du code général des impôts, art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime d'imposition des plus-values de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux des particuliers) (p. 12023). (p. 12024). (p. 12025). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 12026). - **Article 12** (art. 39 AH [nouveau] du code général des impôts - Amortissements accélérés des robots acquis par les PME) (p. 12028). (p. 12029). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12031). (p. 12033). (p. 12036). (p. 12038). (p. 12040). - **Article 13** (art. 199 ter U [nouveau], 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 199 undecies D, 200-0 A, 217 undecies, 217 duodecies, 220 Z quater [nouveau], 220 Z quinquies [nouveau], 223 O, 242 sexes, 242 septies, 244 quater W [nouveau], 244 quater X [nouveau], 296 ter, 1740-00 AB, 1740-0 A et 1743 du code général des impôts et art. L. 45 F du livre des procédures fiscales - Réforme du régime de défiscalisation des investissements productifs et des logements sociaux outre-mer) (p. 12056). (p. 12057, 12058). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12061). (p. 12061). (p. 12062). - **Article 14** (art. 212 du code général des impôts - Lutte contre l'endettement artificiel par le recours à des produits hybrides) (p. 12063). - **Article 15 (Supprimé)** (art. 57 du code général des impôts - Lutte contre l'évasion fiscale par la manipulation des prix de transfert) (p. 12065). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 12066). (p. 12067). (p. 12067). (p. 12070). (p. 12071). - **Article 17** (art. 31, art. 39, art. 39 ter B, art. 40 quinquies, art. 81, art. 93, art. 156, art. 156 bis, art. 157, art. 199 novovicies, art. 209 C, art. 217 quaterdecies et art. 239 nonies du code général des impôts, art. L. 117-3 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 321-13 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 136-2 du code de la sécurité sociale, art. 95 de la loi n° 2009-1674 du 30 décembre 2009 de finances rectificative pour 2009 - Suppression de dépenses fiscales inefficaces ou inutiles) (p. 12074). - **Article 18** (art. 150 VC, 150 VD du code général des impôts et L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières) (p. 12076). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12081). - **Article 18 ter (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Extension de l'exonération de plus-value de cession immobilière applicable à certains non-résidents) (p. 12085). - **Article 19** (art. 68 de la loi n° 2012 1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, art. 257, 278 sexes, 278 sexes A, 279-0 bis et 284 du code général des impôts - Abaissement du taux de TVA applicable à la construction et à la rénovation de logements sociaux) (p. 12087). (p. 12089). (p. 12089). (p. 12091). (p. 12092). -

Article additionnel après l'article 19 (p. 12093). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 1010 du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 2011-906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 - Ajout d'une composante « air » à la taxe sur les véhicules de société afin de tenir compte des oxydes d'azote, des composés organiques volatiles non méthaniques et des particules en suspension) (p. 12094). (p. 12095). - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 12095). - **Article 20** (art. 265, 265 bis, 266 quinquies et 266 quinquies B du code des douanes - Aménagement des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 12103, 12104). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 12112). (p. 12113). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12114). (p. 12115). (p. 12115, 12116). (p. 12117). - **Article 22** (art. 265 bis A et 266 quindecies du code des douanes - Suppression progressive de la défiscalisation des biocarburants et modification du régime de TGAP biocarburants) (p. 12118). (p. 12120).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12140). (p. 12144). (p. 12146). (p. 12148). (p. 12149). - **Article 23** (art. 235 ter ZE du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe de risque systémique) (p. 12150, 12151). (p. 12156). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 12158). (p. 12158). (p. 12159). (p. 12160). (p. 12161). - **Article 23 bis (nouveau)** (art. 244 quater G du code général des impôts - Réforme du crédit d'impôt bénéficiant aux entreprises employant des apprentis) (p. 12163). - **Demande de réserve** (p. 12167). - **Articles additionnels après l'article 23 bis** (p. 12168). (p. 12170). (p. 12171). (p. 12172). - **Article 24** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 12182). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 12182). - **Article 24 ter (nouveau)** (Création d'un prélèvement sur recettes de correction des calculs de versements de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle, DCRTP, et des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources, FNGIR) (p. 12184). (p. 12184). - **Articles additionnels après l'article 24 ter** (p. 12185). (p. 12187). (p. 12188). - **Article 25** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 4332-1 et L. 4332-2-1 du code général des collectivités territoriales - Affectation de nouvelles ressources dynamiques aux régions en substitution de la dotation générale de décentralisation liée à la formation professionnelle) (p. 12190). (p. 12192). - **Article 27** (art. 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Compensation des transferts de compétences aux régions par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 12197). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 12204, 12205). - **Article 29** (art. 1586 du code général des impôts - Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte) (p. 12208). - **Article additionnel après l'article 29** (p. 12209). - **Article 30** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au

profit des collectivités territoriales) (p. 12212). - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quater vicies A, art. 1609 sept vicies et art. 1609 novovicies du code général des impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 12213). (p. 12216). (p. 12216). (p. 12217). (p. 12217). (p. 12218). (p. 12218). (p. 12220). (p. 12220). - **Article 32** (Prélèvement exceptionnel sur le fonds de roulement des agences de l'eau) (p. 12221). - **Article 33** (Prélèvement exceptionnel sur le fonds de roulement du Centre national du cinéma et de l'image animée) (p. 12222). - **Article 34** (art. 1600 du code général des impôts - Contribution des chambres de commerce et d'industrie à l'effort de rétablissement des comptes publics et rétrocession aux entreprises de la baisse du plafond de leurs taxes affectées) (p. 12224, 12225). (p. 12226). (p. 12226). - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification du régime de la taxe acquittée par les étudiants étrangers pour la délivrance d'un titre de séjour salarié) (p. 12228). (p. 12228). (p. 12229).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - rapporteur général de la commission des finances (p. 12258). (p. 12260). (p. 12261, 12262). (p. 12262). - **Article 37** (art. 1011 bis du code général des impôts - Modification du barème du malus automobile) (p. 12264). (p. 12265). - **Article 38** (art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Aménagement des ressources du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») (p. 12268). (p. 12270, 12271). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12271). - **Article 39** (art. L. 241-2 du code de la sécurité sociale, 1600-0 S du code général des impôts et 53 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) (p. 12272). (p. 12272, 12273). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 12274). (p. 12274). - **Article 42** (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finance rectificative pour 2010 - Gouvernance du second programme d'investissements d'avenir) (p. 12276). - **Article 43 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12299, 12300). (p. 12304). - **Article 43 et état A** (p. 12344, 12345).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12775, 12778).

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 12842). - **Article 7** (art. L. 125-0 A et 990 I du code général impôts et art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime de l'assurance-vie en vue d'une meilleure contribution au financement de l'économie) (p. 12846). (p. 12846). (p. 12846). (p. 12847). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 12848). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 806, 1649 ter [nouveau], 1649 AA et 1736 du code général des impôts - Renforcement des obligations de déclaration aux services fiscaux en matière d'assurance-vie) (p. 12849). (p. 12850, 12851). (p. 12851). (p. 12852, 12853). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. 885 F du code général des impôts - Inclusion des créances au titre des contrats d'assurance-vie diversifiés comportant une clause d'indisponibilité temporaire dans le patrimoine taxable à l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 12853, 12854). - **Article 7 quater (nouveau)** (art. L. 221-15 du code monétaire et financier - Modification des conditions permettant l'ouverture ou la conservation d'un livret d'épargne populaire) (p. 12855). - **Article 7 quinquies (nouveau)** (art. 157 du code général des impôts et art. L. 221-31 et L. 221-32-2 du code monétaire et financier - Aménagements du régime juridique et du régime fiscal des plans d'épargne en actions) (p. 12856). - **Article additionnel avant l'article 7 sexies** (p. 12856). - **Article 8** (art. 217 octies [nouveau] du code général des impôts - Capital investissement d'entreprise : amortissement exceptionnel des investissements des entreprises

dans les PME innovantes) (p. 12857). (p. 12858). - **Article 9** (art. 214, 237 bis A et 1456 du code général des impôts - Encouragement à la reprise d'entreprises par les salariés par la création d'un statut d'amorçage applicable aux SCOP) (p. 12859). (p. 12859). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12861). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12863). (p. 12865). (p. 12866). (p. 12867). (p. 12868). (p. 12869). (p. 12869). (p. 12870, 12871). (p. 12873). (p. 12874). (p. 12874). (p. 12875). - **Article 10 bis (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A, 885-0 V bis et 1763 C du code général des impôts et art. L. 214-30 et L. 214-31 du code monétaire et financier - Aménagements du régime des fonds communs de placement pour l'innovation et des fonds d'investissement de proximité) (p. 12877). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12882). (p. 12882). (p. 12884). (p. 12887). (p. 12887). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 12890). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. 302 bis ZK, 302 bis ZL, 302 bis ZM, 302 bis ZO [nouveau] et 1609 tertricies du code général des impôts et art. 15 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 de finances pour 1965 - Évolution du régime fiscal des paris hippiques) (p. 12893). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12896). - **Article 14** (art. 39 bis A, 220 X, 220 terdecies, 244 quater Q, 1464 K, 1466 A, 1466 F, 1639 A ter, 1647 C septies, 1679 septies, 1469 quater A du code général des impôts - Prorogation et aménagements de divers avantages fiscaux) (p. 12898). (p. 12899). - **Article 15** (art. 39 quinquies D, 44 sexies, 44 septies, 44 octies, 44 octies A, 44 duodecies, 44 terdecies 44 quindecies, 239 sexies D, 1383 C bis, 1383 F, 1383 I, 1388 quinquies, 1465, 1465 A, 1465 B, 1466 A, 1466 E, 1466 F et 1647 C septies du code général des impôts, art. 24 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 - Aménagement de certains dispositifs zonés d'aide aux entreprises) (p. 12903). - **Article 16** (art. L. 115-7 et L. 115-13 du code du cinéma et de l'image animée, art. 1609 sexdecies B du code général des impôts - Mesures de modernisation des impositions dont les recettes sont affectées au Centre national du cinéma et de l'image animée, CNC) (p. 12904). - **Article 17** (art. 39 AA quater, 157, 199 decies H, 200 quinquies [nouveau], 793 et 1840 G du code général des impôts, et art. L. 352-1 à L. 352-6 du code forestier - Mise en œuvre des mesures fiscales du « plan bois ») (p. 12909). (p. 12910). (p. 12911). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12911). (p. 12912). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12913). (p. 12914). (p. 12914, 12915). (p. 12915). - **Article 18 ter (nouveau)** (art. 199 ter B du code général des impôts - Autorisation de cession des créances de crédit d'impôt recherche aux organismes de titrisation) (p. 12916). - **Articles additionnels après l'article 18 ter** (p. 12917). (p. 12918). - **Article 18 quater (nouveau)** (art. 210 F du code général des impôts - Application du taux réduit d'impôt sur les sociétés applicable aux plus-values de cessions immobilières réalisées lors de la transformation de locaux à usage de bureaux ou à usage commercial en local à usage d'habitation) (p. 12919). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 12920). - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 12922). - **Article 20** (art. 167 bis du code général des impôts et art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Aménagement de l'imposition des plus-values latentes, des compléments de prix et des plus-values en report lors du transfert par une personne physique de son domicile fiscal hors de France) (p. 12925, 12926). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12928). - **Article 22** (art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3332-2-1, L. 4331-2-1 L. 5211-35-2 [nouveau], L. 5212-24, L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1391 E, 1465, 1466, 1586 nonies, 1639 A bis, 1640 D [nouveau] et 1647 D du code général des impôts, art. 32 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Mesures fiscales diverses relatives aux collectivités territoriales et à l'achèvement des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 12933). (p. 12935). (p. 12936). (p. 12938). (p. 12939). (p. 12939). (p. 12940). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12941). (p. 12942). - **Article 23** (art. 34 de la loi n° 2010-

1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 - Adaptation des dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels) (p. 12944). (p. 12945). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 12946). (p. 12947). (p. 12948). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - Modification du seuil de l'effort fiscal des bénéficiaires du fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales, FPIC) (p. 12948, 12949). (p. 12950). (p. 12951). (p. 12952). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 12953). - **Article 24 quater (nouveau)** (art. 1387 A [nouveau] du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties au profit des bâtiments affectés à la production de chaleur par méthanisation) (p. 12954). - **Article additionnel après l'article 24 quater** (p. 12955). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 12959). (p. 12961). - **Articles additionnels après l'article 24 decies** (p. 12964, 12965). - **Article 25** (art. L. 542-12-3 [nouveau] du code de l'environnement - Instauration d'une contribution au profit de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, ANDRA) (p. 12967). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 12968). (p. 12969). - **Article 26** (art. L. 121-12, 121-13 et L. 121-19-1 [nouveau] du code de l'énergie - Evolution de la contribution au service public de l'électricité, CSPE) (p. 12970). (p. 12971). (p. 12972). - **Article 27** (art. 224, 225, 225 A, 226 B, 226 bis, 227, 227 bis, 228, 228 bis, 230 B, 230 C, 230 D, 230 G, 230 H, 1599 quinquies A, 1647, et 1678 quinquies du code général des impôts, art. L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-7, L. 6241-8 et L. 6241-9 du code du travail, art. L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er, 2, 3 et 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelle - Réforme de la taxe d'apprentissage) (p. 12976). (p. 12978). (p. 12979). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 12980). - **Article 28 ter (nouveau)** (art. L. 311-17 [nouveau] du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Possibilité de recouvrement par l'Office français

de l'immigration et de l'intégration de certaines taxes acquittées par les étrangers) (p. 12983). - **Articles additionnels après l'article 28 quaterdecies** (p. 12988). (p. 12988). - **Article 31** (art. L. 432-2 du code des assurances - Nouvelles modalités d'intervention publique en matière d'assurance-crédit de court terme) (p. 12989). - **Article 32 bis (nouveau)** (Octroi de la garantie de l'Etat aux prêts locatifs intermédiaires accordés à l'association Foncière logement par la Caisse des dépôts et consignations) (p. 12991). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 12992). - **Article 34 (nouveau)** (art. 2513-3 et 2513-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Participation du conseil général des Bouches-du-Rhône au financement du bataillon de marins-pompiers de marseille) (p. 12993). - **Article 41 (nouveau)** (Financement des missions de préfiguration de la métropole du Grand Paris et de la métropole d'Aix-Marseille-Provence) (p. 12995). - **Article 44 (nouveau)** (Abandon des créances de l'Etat détenues sur la Société nouvelle du journal l'Humanité) (p. 12996). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 12999). (p. 13000). (p. 13000). (p. 13001). - **Seconde délibération** (p. 13001). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13002, 13003).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2013) (p. 13110, 13112).

- Rapporteur général de la commission des finances - **Question préalable** (p. 13123).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (18 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13135, 13137).

- Rapporteur général de la commission des finances - **Question préalable** (p. 13145, 13146).

MARINI (Philippe)
sénateur (Oise)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des finances.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013. (9 décembre 2013).

Membre ès qualités du Comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Répertoire national des crédits aux particuliers : une contribution à la décision [n° 273 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales des entreprises multinationales [n° 726 (2012-2013)] (4 juillet 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maîtres quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'ONAC-VG : un nouvel horizon pour de nouvelles missions [n° 132 (2013-2014)] (12 novembre 2013) - **Anciens combattants - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 156 tome 3 annexe 5 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des finances*) : Taxe sur les transactions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des finances*) : Mission d'expertise sur la fiscalité de l'économie numérique - Audition de MM. Pierre Collin, conseiller d'Etat, et Nicolas Colin, inspecteur des finances.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Avis sur une candidature aux fonctions de directeur général de la Banque publique d'investissement - Résultats du scrutin.

Banque publique d'investissement - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat désigné aux fonctions de directeur général.

Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la fiscalité écologique.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Table ronde.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission et programme de contrôle pour 2013 - Communication de M. Philippe Marini, président.

Infrastructures et services de transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des finances*) : Exécution du budget de 2012 - Audition de M. Jérôme Cahuzac, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Gestion des faillites bancaires - Table ronde.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Audition de Mme Mathilde Lemoine, candidate proposée par le président de la commission des finances du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Financement de la politique du logement - Audition conjointe de MM. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat, Philippe Van de Maele, président du directoire de l'Union des entreprises et des salariés pour le logement (UESL), et Mme Catherine Pérenet, directeur des prêts et de l'habitat à la direction des fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Audition de Mme Mathilde Lemoine, candidate proposée par le président de la commission des finances du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Rencontres des parlements nationaux organisées à Bruxelles et Dublin dans le cadre du semestre européen et situation économique et financière de Chypre, de la Grèce et de l'Irlande - Communication.

Révision des valeurs locatives et modalités de répartition territoriale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général des finances publiques.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Dominique Lefebvre, député, co-auteur du rapport au Premier ministre « Dynamiser l'épargne financière des ménages pour financer l'investissement et la compétitivité ».

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Conséquences des nouvelles règles de gouvernance budgétaire européennes sur la procédure nationale - Audition de MM. Julien Dubertret, directeur du budget, et Ramon Fernandez, directeur général du Trésor.

Évolution des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Audition de MM. André Laignel, président du Comité des finances locales, et Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Contrôle sur pièces et sur place au ministère de l'économie et des finances - Communication.

Modernisation de l'action publique et gestion de la fonction publique - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la

réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Projet de décret d'avance portant création du programme relatif au Haut conseil des finances publiques et le dotant en crédits - Communication.

Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan consolidé des sources de financement des universités - Examen du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des finances*) : Recensement et comptabilisation des engagements financiers hors bilan de l'Etat - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Refondation de l'école de la République - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des finances*) : Avis du Haut conseil relatif au respect des orientations pluriannuelles de solde structurel en 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes, président du Haut conseil des finances publiques.

Certification des comptes de l'Etat et exécution budgétaire de 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan immobilier de la réforme de la carte judiciaire - Communication.

Politique de cession de biens immobiliers sis à l'étranger du ministère des affaires étrangères - Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France Domaine et de M. Yves Saint-Geours, directeur général de l'administration et de la modernisation du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Les normes comptables au service de l'économie - Audition conjointe de MM. Jean-Luc Decornoy, président du directoire de KPMG France, Jérôme Haas, président de l'Autorité des normes comptables, Didier Marteau, professeur à l'ESCP Europe, Philippe Messenger, président de l'association française des trésoriers d'entreprise, et Michel Prada, président de la Fondation IFRS.

Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des finances*) : Réunion de travail avec M. Olli Rehn, vice-président de la commission européenne, en charge des affaires économiques et monétaires.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Compte rendu du déplacement du Bureau aux Etats-Unis du 5 au 11 mai 2013.

Programme des investissements d'avenir - Communication.

Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation économique et financière de la Slovaquie - Communication.

Union européenne : dépenses administratives, ressources propres et gouvernement économique de la zone euro - Communication.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle fiscal des entreprises multinationales - Communication.

Gestion par les services de l'Etat d'informations relatives à la détention d'un compte à l'étranger par un ministre - Communication.

Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des finances*) : Perspectives des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Régime spécial de retraite et de sécurité sociale des marins (ENIM) - Communication.

Rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réforme européenne des indices des taux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) pour 2014 - Examen du rapport d'information.

La coopération fiscale internationale face à l'érosion des bases fiscales - Audition de M. Édouard Marcus, sous-directeur de la direction de la législation fiscale, Mme Ursula Plassnik, ambassadeur d'Autriche en France, et M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2012 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des finances*) : Caisse des dépôts et consignations - Résultats de 2012 - Audition de MM. Henri Emmanuelli, président de la commission de surveillance, et Jean-Pierre Jouyet, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Échange de vues.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Contrôle budgétaire - Communication de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial, sur le pilotage du projet de « Centre du Gouvernement ».

Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des finances*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des finances*) : Politique française d'aide publique au développement en matière d'énergie et de transport - Contrôle budgétaire - Communication.

Règlement du budget et approbation des comptes de l'année 2012 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des finances*) : Aides à la presse - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Communication de M. François Marc.

Demandes de saisine et désignations de rapporteurs.

Nomination de rapporteurs spéciaux.

Questions diverses.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et du plan « Investir pour la France ».

Traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 7 octobre 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Evolution de la maquette budgétaire dans le projet de loi de finances pour 2014 - Communication.

Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. Philippe Marini, président, sur un nouvel indicateur permettant de mesurer l'émigration fiscale des particuliers.

Investissements dans la police et la gendarmerie - Contrôle budgétaire - Communication de M. Jean-Vincent Placé, rapporteur spécial Contrôle budgétaire.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Charles Guené, rapporteur spécial, sur la mission « Conseil et contrôle de l'État ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Aide personnalisée de retour à l'emploi (APRE) - Contrôle budgétaire - Communication de M. Éric Bocquet, rapporteur spécial.

Audition de M. Jean-Marie Levaux, membre du collège de supervision de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, personnalité pressentie pour exercer les fonctions de vice-président de cette Autorité.

Communication de MM. Philippe Marini et Marc Massion dans le cadre de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du TSCG.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial, sur la mission « Direction de l'action du Gouvernement » et sur le budget annexe « Publications officielles et information administrative ».

Rôle des douanes dans la lutte contre la fraude sur Internet - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Albéric de Montgolfier et Philippe Dallier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de

Mme Michèle André, rapporteure spéciale, sur la mission « Administrative générale et territoriale de l'État » (et article 61).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Bilan du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Claude Belot, rapporteur spécial, sur la mission « Médias, livre et industries culturelles » et sur le compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Yvon Collin et Mme Fabienne Keller, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Aide publique au développement » et sur le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Marc Massion et Jean Arthuis, rapporteurs spéciaux, sur la participation de la France au budget de l'Union européenne (article 41).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Gattaz, président du MEDEF.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis de M. Jean-Pierre Caffet, rapporteur pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Richard Yung et Roland du Luart, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur leurs contrôles budgétaires relatifs aux modalités de recrutement et conditions d'exercice des enseignants à l'étranger, et aux projets de regroupement immobilier des représentations diplomatiques).

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 62 à 62 octies et communication sur son contrôle budgétaire relatif à la gestion et aux moyens de fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre) - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Travail et emploi » - Examen des rapports.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues dans la perspective d'une éventuelle saisine du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Loi de finances pour 2014 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 67 et 68) et mission « Provisions » et compte d'affectation spéciale

« Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » et compte de concours financiers « Avances aux organismes de sécurité sociale » - Examen du rapport.

Mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen de la motion tendant au renvoi en commission.

Loi de finances pour 2014 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues.

Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen des amendements au texte de la commission.

Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 13 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Loi de finances pour 2014 - Examen d'une motion en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 714, 716).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 864).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (13 février 2013) (p. 1184, 1186).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1698, 1699).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2112, 2113). - **Article 1er** (*art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - Filialisation des activités bancaires spéculatives*) (p. 2157, 2158). (p. 2168). (p. 2170).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Article 4 bis** (*art. L. 511-45 du code monétaire et financier - Transparence des activités bancaires pays par pays*) (p. 2193, 2194). - **Article 4 nonies (nouveau)** (*art. L. 465-2-1 [nouveau], L. 465-3 et L. 621-15 du code monétaire et financier - Sanctions administratives et pénales de la manipulation d'un indice*) (p. 2229, 2230). - **Articles additionnels après l'article 4 nonies** (p. 2232, 2233). - **Article 5** (*art. L. 612-1, L. 612-4, L. 612-8-1 [nouveau], L. 612-33, L. 612-5, L. 612-6, L. 612-7, L. 612-8, L. 612-12, L. 612-14, L. 612-15, L. 612-16, L. 612-19, L. 612-20, L. 612-36, L. 612-10, L. 612-38 du code monétaire et financier - Organisation et missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution*) (p. 2244, 2245). (p. 2245).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2674, 2676). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2680, 2681).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2891).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 3001). (p. 3016, 3017). - **Article 1er bis B** (*art. 74 et 165 du code civil - Assouplissement des règles relatives à la détermination de la mairie compétente pour célébrer un mariage*) (p. 3033).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites de l'affaire Cahuzac** - (11 avril 2013) (p. 3185).

- **Débat sur l'efficacité des conventions fiscales internationales** - (23 avril 2013) (p. 3955, 3957).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité** - (24 avril 2013) (p. 3998, 4000).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6435, 6436).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6466, 6468).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 710 (2012-2013)]** - (4 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6888, 6890).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6937, 6938).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7352, 7354).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 1er** (*art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation*) (p. 7977, 7978). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7998). (p. 7999).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture [n° 22 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 24 (2013-2014)** (p. 9366, 9367). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 2-23 [nouveau] du code de*

procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 9372). - **Article 10** (art. L. 10 du livre des procédures fiscales - Possibilité pour l'administration fiscale d'exploiter les informations qu'elle reçoit dans le cadre de ses procédures, y compris lorsqu'elles sont d'origine illicite) (p. 9378). (p. 9378, 9379). (p. 9379). - **Article 11 bis DA (suppression maintenue)** (art. L. 64 du livre des procédures fiscales - Facilitation de la caractérisation de l'abus de droit en matière fiscale) (p. 9381). (p. 9381).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier - Nouvelle lecture [n° 24 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 22 (2013-2014)**.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 nonies de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958 - Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9814, 9815). (p. 9815). (p. 9815).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11766, 11769).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - président de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11851). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 11867, 11868). - **Article 5** (art. 83 du code général des impôts - Suppression de l'exonération fiscale de la participation de l'employeur aux contrats collectifs de complémentaire santé) (p. 11873). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11879, 11480). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 68 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 - maintien du taux réduit de TVA à 5,5 %) (p. 11896). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11912, 11913).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - président de la commission des finances (p. 11944, 11945). - **Demande de priorité** (p. 11945).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - président de la commission des finances - **Article 8 ter (nouveau)** (art. 885 V bis du code général des impôts - Calcul du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 11988). (p. 11991). - **Article 9** (Taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations versées par les entreprises) (p. 11993, 11994). (p. 11997, 11998). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12010). (p. 12010, 12011). (p. 12011, 12012). (p. 12013). (p. 12014, 12015). (p. 12018). - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 150 VK du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe forfaitaire sur les métaux précieux) (p. 12027). (p. 12027). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12034, 12035). - **Article 14** (art. 212 du code général des impôts - Lutte contre l'endettement artificiel par le recours à des produits hybrides) (p. 12063). (p. 12064). (p. 12064). - **Article 18** (art. 150 VC, 150 VD du code général des impôts et L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières) (p. 12075, 12076). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12080, 12081). - **Article 18 ter (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Extension de l'exonération de plus-value de cession immobilière applicable à certains non-résidents) (p. 12083, 12084). - **Article 20** (art. 265, 265 bis, 266 quinquies et 266 quinquies B du code des douanes - Aménagement des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 12106). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12116, 12117). (p. 12117). (p. 12117).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - président de la commission des finances - **Article 23** (art. 235 ter ZE du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe de risque

systemique) (p. 12156). - **Article 24** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 12179). - **Articles additionnels après l'article 24 ter** (p. 12185). (p. 12186). (p. 12186, 12187). (p. 12187). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 12205). - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quatercivies A, art. 1609 septcivies et art. 1609 novovicies du code général des impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 12216). (p. 12216).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 41** (Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 12251, 12253).

- Président de la commission des finances - **Rappel au règlement** (p. 12256). - **Article 43 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 12301, 12302). - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 12345).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12778, 12780).

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Article 7** (art. L. 125-0 A et 990 I du code général impôts et art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime de l'assurance-vie en vue d'une meilleure contribution au financement de l'économie) (p. 12847). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 806, 1649 ter [nouveau], 1649 AA et 1736 du code général des impôts - Renforcement des obligations de déclaration aux services fiscaux en matière d'assurance-vie) (p. 12849). (p. 12850). (p. 12850). (p. 12852). - **Article 7 quater (nouveau)** (art. L. 221-15 du code monétaire et financier - Modification des conditions permettant l'ouverture ou la conservation d'un livret d'épargne populaire) (p. 12854, 12855). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12868).

- Président de la commission des finances (p. 12871). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12884, 12885). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. 302 bis ZK, 302 bis ZL, 302 bis ZM, 302 bis ZO [nouveau] et 1609 tercivies du code général des impôts et art. 15 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 de finances pour 1965 - Évolution du régime fiscal des paris hippiques) (p. 12892). - **Article 16** (art. L. 115-7 et L. 115-13 du code du cinéma et de l'image animée, art. 1609 sexdecies B du code général des impôts - Mesures de modernisation des impositions dont les recettes sont affectées au Centre national du cinéma et

de l'image animée, CNC) (p. 12904, 12905). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12912). - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 12923). - **Article 22** (art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3332-2-1, L. 4331-2-1 L. 5211-35-2 [nouveau], L. 5212-24, L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1391 E, 1465, 1466, 1586 nonies, 1639 A bis, 1640 D [nouveau] et 1647 D du code général des impôts, art. 32 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Mesures fiscales diverses relatives aux collectivités territoriales et à l'achèvement des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 12936). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. 2336-5 du code général des collectivités territoriales - Modification du seuil de l'effort fiscal des bénéficiaires du fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales, FPIC) (p. 12951). - **Articles additionnels après l'article 24 nonies** (p. 12959). (p. 12959). (p. 12961). (p. 12962). - **Article 26** (art. L. 121-12, 121-13 et L. 121-19-1 [nouveau] du code de l'énergie - Evolution de la contribution au service public de l'électricité,

CSPE) (p. 12970). - **Article 27** (art. 224, 225, 225 A, 226 B, 226 bis, 227, 227 bis, 228, 228 bis, 230 B, 230 C, 230 D, 230 G, 230 H, 1599 quinquies A, 1647, et 1678 quinquies du code général des impôts, art. L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-4, L. 6241-5, L. 6241-6, L. 6241-7, L. 6241-8 et L. 6241-9 du code du travail, art. L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales et art. 1er, 2, 3 et 9 de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelle - Réforme de la taxe d'apprentissage) (p. 12974, 12975). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13004).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2013) (p. 13119, 13120).

MARSEILLE (Hervé)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du contrat de génération (6 février 2013).

Membre suppléant du Conseil supérieur du travail social.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Répertoire national des crédits aux particuliers : une contribution à la décision [n° 273 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte à opération unique [n° 81 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252**

(2012-2013)] - (18 janvier 2013) - **Article 20** (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des délégués communautaires) (p. 323). (p. 328). (p. 328).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (18 janvier 2013) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L.O. 141 du code électoral - Conséquence de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats) (p. 365). (p. 365). (p. 365). (p. 366). - **Article 1er** (art. L.O. 247-1 et L.O. 273-1 [nouveau] du code électoral - Adaptation de la participation des ressortissants de l'Union européenne aux nouvelles modalités de l'élection des conseillers municipaux et des délégués communautaires) (p. 366). (p. 366). (p. 366).

- **Débat sur les nouvelles menaces des maladies infectieuses émergentes** - (23 janvier 2013) (p. 409, 410).

- **Proposition de loi visant à autoriser le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels [n° 555 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 707, 708).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Rappel au règlement** (p. 912). - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération) (p. 912). (p. 913). (p. 913). (p. 913). (p. 917). (p. 917). (p. 917). (p. 918). (p. 919). (p. 919). (p. 919). (p. 920). (p. 921). (p. 926). (p. 926). (p. 930). (p. 931). (p. 933). (p. 935). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 948, 949).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1164, 1165).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 20 septies A (nouveau)** (art. L. 5211-8-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conséquences de l'annulation de l'élection d'un conseil municipal sur le fonctionnement de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 1908). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 1920). (p. 1923). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation du mandat des conseillers généraux élus en 2008 et 2011, des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en 2010) (p. 1931). (p. 1932). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (loi

n° 2010-145 du 16 février 2010 ; art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Abrogation du conseiller territorial) (p. 1932).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2778, 2779).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er bis D** (art. 167 du code civil - Célébration impossible du mariage à l'étranger des Français établis hors de France) (p. 3043).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 4 bis** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3194).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3481, 3482).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la relance économique et Pétroplus** - (25 avril 2013) (p. 4057).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4128).

- **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 559 (2012-2013)]** - (28 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4927, 4929). - **Article 1er** (Modalités de mise en œuvre du déblocage exceptionnel des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation et de l'intéressement) (p. 4941). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4943).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5064, 5065).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5233, 5234). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5271).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7214). (p. 7216).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8892, 8893).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9055). (p. 9066). (p. 9071, 9072). (p. 9079). (p. 9084, 9085).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9107, 9108). (p. 9119). (p. 9140). (p. 9143). (p. 9143). (p. 9152, 9153). (p. 9157). (p. 9158). (p. 9161). (p. 9161). (p. 9161). (p. 9162). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 302-13, L. 302-14 [nouveau] et L. 302-15 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Mise en place d'un schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France destiné à favoriser la création de logements) (p. 9175, 9176). - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. L. 143-3 et L. 321-1 du code de l'urbanisme - Fusion des établissements publics fonciers en Île-de-France) (p. 9179, 9180). (p. 9182). (p. 9187). (p. 9188). (p. 9188). (p. 9189). (p. 9189). (p. 9191). - **Article 18 bis (précédemment réservé) (supprimé)** (Suppression de l'Établissement public d'aménagement de la Défense Seine Arche au 1er janvier 2016) (p. 9199).

- **Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 26 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9439, 9440).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9972). (p. 9976). (p. 9976).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 10** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation ; art. L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale ; art. L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation pour les bailleurs personnes morales de saisir la commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives, CCAPEX) (p. 10142). (p. 10142).

- **Question orale sur la prise en compte de l'évolution des techniques relatives au traitement du cancer** - (29 octobre 2013) (p. 10629). (p. 10630).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 200 (2013-2014)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12642, 12644).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13171, 13173).

MARTIN (Philippe)
*ministre de l'écologie, du développement
durable et de l'énergie
(à partir du 3 juillet 2013)*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la généralisation du compteur Linky** - (9 juillet 2013) (p. 6965).
- **Question orale sur la filière solaire en France et en Europe** - (9 juillet 2013) (p. 6966).
- **Question orale sur la valorisation de la biodiversité de la forêt guyanaise** - (9 juillet 2013) (p. 6967, 6968).
- **Question orale sur les charges supplémentaires pour l'élevage** - (9 juillet 2013) (p. 6968, 6969).
- **Question orale sur le rôle de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques dans la prévention du risque inondation** - (9 juillet 2013) (p. 6969, 6970).
- **Question orale sur la situation du réseau à moyenne tension dans le département de la Manche** - (23 juillet 2013) (p. 7538).
- **Question orale sur l'environnement réglementaire concernant les bailleurs sociaux en matière de normes liées à l'habitat** - (23 juillet 2013) (p. 7539).
- **Question orale sur l'avenir de l'observatoire du mont Aigoual** - (10 septembre 2013) (p. 7882).
- **Question orale sur le non-renouvellement de l'inspecteur des sites Aude de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement** - (10 septembre 2013) (p. 7883).
- **Question orale sur le projet de décret « Triman »** - (10 septembre 2013) (p. 7884, 7885).

- **Question orale sur la protection du bois de Vincennes en espace naturel** - (10 septembre 2013) (p. 7885, 7886).
- **Question orale sur la proposition de réalisation d'infrastructures nouvelles en Seine-et-Marne** - (10 septembre 2013) (p. 7886, 7887).
- **Question orale sur les données issues du système de traitement des infractions constatées** - (10 septembre 2013) (p. 7888).
- **Question orale sur l'affichage environnemental et l'avenir des élevages** - (1er octobre 2013) (p. 8774, 8775).
- **Question orale sur les compteurs communicants fabriqués en France** - (1er octobre 2013) (p. 8776).
- **Questions cribles thématiques sur la politique énergétique européenne** - (24 octobre 2013) (p. 10133, 10134). (p. 10134, 10135). (p. 10135). (p. 10136). (p. 10137). (p. 10138). (p. 10139). (p. 10140). (p. 10141).
- **Question orale sur le dispositif des certificats d'économies d'énergie** - (19 novembre 2013) (p. 11561, 11562).
- **Question orale sur la fiscalité de la gestion des déchets** - (19 novembre 2013) (p. 11563).
- **Question orale sur les nouvelles contraintes pour les forestiers** - (19 novembre 2013) (p. 11564).
- **Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 125 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11619, 11620). - **Article 1er** (art. L. 253-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Interdiction pour les personnes publiques d'utiliser des produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts et promenades relevant de leur domaine public ou privé*) (p. 11629). (p. 11630). (p. 11631, 11632). - **Article 2** (art. L. 253-7, L. 253-9 et L. 253-15 du code rural et de la pêche maritime - *Interdiction de la vente, l'utilisation et la détention des produits phytopharmaceutiques pour un usage non professionnel*) (p. 11632). - **Article 3** (*Demande de rapport concernant les préparations naturelles peu préoccupantes*) (p. 11633). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11633). (p. 11634).

MARTIN (Pierre)
*sénateur (Somme)
UMP*

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre suppléant du Comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la Conférence nationale du sport jusqu'au 10 avril 2013.

Membre suppléant du Conseil national du sport le 26 avril 2013.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 160 tome 6 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Réunion constitutive de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jean-Marie Darmian, maire de Créon, représentant l'Association des maires de France (AMF).

Audition de M. Pascal Bonnetain, conseiller de la région Rhône-Alpes et président de la commission des sports de l'Association des régions de France (ARF).

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde sur le modèle économique des stades.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Guillaume Gaubert, directeur des affaires financières des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et de M. Daniel Lenoir, directeur, et M. Frédéric Marinacce, directeur des politiques familiales et sociales de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Audition de M. Rémy Guilleux, vice-président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (22 mai 2013) - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans) (p. 4433, 4434). (p. 4442, 4443).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

MASSION (Marc)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC

Démissionnaire le 31 décembre 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 31 décembre 2013.

Membre suppléant de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Affaires européennes [n° 156 tome 2 fasc. 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission et programme de contrôle pour 2013 - Communication de M. Philippe Marini, président.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Situation économique et financière de la Slovénie - Communication.

Union européenne : dépenses administratives, ressources propres et gouvernement économique de la zone euro - Communication.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de MM. Philippe Marini et Marc Massion dans le cadre de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du TSCG.

Rôle des douanes dans la lutte contre la fraude sur Internet - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Albéric de Montgolfier et Philippe Dallier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Marc Massion et Jean Arthuis, rapporteurs spéciaux, sur la participation de la France au budget de l'Union européenne (article 41).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (27 novembre 2013) - **Article 41** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 12241, 12242).

MASSION (Jean Louis)
sénateur (Moselle)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rétablir l'encadrement de l'aide médicale d'État dont bénéficient les étrangers en situation irrégulière [n° 263 (2012-2013)] (15 janvier 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi organique tendant à limiter le cumul des mandats parlementaires dans le temps [n° 285 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser les associations anticorruption à ester en justice [n° 294 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à autoriser les élus membres du conseil d'une collectivité territoriale à ester en matière pénale au nom de celle-ci [n° 295 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Collectivités territoriales - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à ce que le mode de scrutin pour l'élection des députés et des sénateurs relève de la loi organique [n° 360 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à une personne entendue comme témoin ou intéressée par une enquête pénale d'obtenir la copie de l'éventuelle ordonnance de non-lieu lorsqu'elle est devenue définitive [n° 436 (2012-2013)] (20 mars 2013) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à ce que le règlement intérieur des entreprises puisse proscrire aux salariés en contact avec la clientèle ou le public le port ostensible de signes religieux, communautaristes, politiques ou autres [n° 510 (2012-2013)] (12 avril 2013) - **Entreprises - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser les associations de défense des contribuables à se porter partie civile [n° 558 (2012-2013)] (2 mai 2013) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à ce que les maires et les autres officiers d'état civil puissent invoquer la clause de conscience pour être dispensés de l'obligation de célébrer un mariage homosexuel [n° 613 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Collectivités territoriales - Famille - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à rétablir les sectionnements électoraux lorsqu'ils correspondent à des communes associées [n° 647 (2012-2013)] (11 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au financement des partis politiques et des campagnes électorales [n° 705 (2012-2013)] (28 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle supprimant le Conseil économique, social et environnemental [n° 824 (2012-2013)] (26 août 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à ramener à six mois avant l'élection le délai de prise en compte des comptes de campagne [n° 39 (2013-2014)] (4 octobre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1er juillet 2014 la possibilité de découper les nouveaux cantons en cas d'annulation par le Conseil d'État [n° 172 (2013-2014)] (26 novembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du vendredi 18 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du lundi 15 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du vendredi 12 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral** [n° 252 (2012-2013)] - (17 janvier 2013) - **Article 1er** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et en conseiller départemental*) (p. 176). (p. 177). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 183, 184). (p. 218, 219). (p. 224). - **Article 3** (*art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons*) (p. 235).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 14** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 280). - **Article 15** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 3122-6 du code général des collectivités territoriales - Vacance de sièges au sein de la commission permanente*) (p. 281). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 282). (p. 284). - **Article 16** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 252 du code électoral - Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 286, 287). - **Article 16 bis** (**nouveau**) (*art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - Effectif des conseils municipaux*) (p. 303). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 304). - **Article 17 A** (**nouveau**) (*art. L. 252 du code électoral - Déclaration de candidature dans les communes de moins de 500 habitants*) (p. 304). - **Article 17** (*art. L. 256 du code électoral - Candidatures et expression du suffrage dans les communes de moins de 1 000 habitants*) (p. 306, 307). (p. 308). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 309). (p. 309). (p. 310). - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 319, 320). - **Article 20** (*art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 325). (p. 325, 326). (p. 326). (p. 331). (p. 331, 332). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 333). (p. 336, 337).

- **Question orale sur la réserve parlementaire** - (5 février 2013) (p. 805). (p. 806).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique sociale du Gouvernement** - (7 février 2013) (p. 1002).

- **Question orale sur l'attribution de subventions au titre de la réserve parlementaire** - (9 avril 2013) (p. 2975, 2976). (p. 2976, 2977).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2980).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture** [n° 504 (2012-2013)] - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013)** (p. 3303, 3304). - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 3315). - **Article 8** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature et seuil d'accès au second tour*) (p. 3317). (p. 3318). (p. 3319). (p. 3319). - **Article 16 B** (*art. L. 237-1 du code électoral -*

Incompatibilité entre le mandat de conseiller communautaire et un emploi au sein de l'intercommunalité ou de l'une de ses communes membres (p. 3324). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire*) (p. 3325). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 238 et L. 255-2 à L. 255-4 [nouveaux] du code électoral - *Obligation d'une déclaration de candidature dans les communes relevant du scrutin majoritaire*) (p. 3326). - **Article 18** (art. L. 261 du code électoral - *Conséquences de l'abaissement du seuil d'application du scrutin proportionnel pour les sections électorales et les communes associées*) (p. 3326). - **Article 20** (art. L. 273-1 à L. 273-12 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des conseillers communautaires*) (p. 3330). (p. 3333). - **Article 20 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales - *Remodelage de la carte cantonale*) (p. 3341). (p. 3341). (p. 3343). (p. 3344). (p. 3348). (p. 3348). (p. 3349). (p. 3349). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur*) (p. 3349).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux - Commission mixte paritaire [n° 477 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4099).

- **Question orale sur les affaires judiciaires concernant des responsables politiques** - (4 juin 2013) (p. 5350). (p. 5351).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5831, 5832).

- **Questions cibles thématiques sur l'avenir des retraites** - (13 juin 2013) (p. 5857). (p. 5858).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)] (suite)** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5926, 5927). (p. 5929). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - *Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants*) (p. 5932). (p. 5933). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5943). (p. 5943). (p. 5944). (p. 5945). (p. 5946). (p. 5947). (p. 5950). (p. 5950). (p. 5951). (p. 5951). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - *Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs*) (p. 5952). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5966).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6711). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6715). (p. 6715). (p. 6716). (p. 6717). (p. 6717). (p. 6718). (p. 6718). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6720). (p. 6720). - **Article 2** (art. L. 261 du code électoral - *Suppression des sections électorales dans les communes relevant du scrutin proportionnel*) (p. 6720, 6721). (p. 6722, 6723). (p. 6724).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6802, 6803).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 676 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013)**.

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 6987).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2013) - **Rappel au règlement** (p. 7102). (p. 7104). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7106). - **Discussion générale** (p. 7110).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7184, 7185). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7195).

- **Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 798 (2012-2013)** (p. 7742). - **Question préalable sur le projet de loi organique** (p. 7748, 7749). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi** (p. 7751, 7753). - **Article 1er A (supprimé)** (*Définition des conflits d'intérêts applicable aux membres du Parlement*) (p. 7754). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - *Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs*) (p. 7758). (p. 7773). - **Article 4 ter** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - *Publicité de la réserve parlementaire*) (p. 7781). (p. 7782). (p. 7782, 7783). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7785).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 798 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Article 11** (*Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics*) (p. 7793, 7794). - **Article 11 bis** (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - *Modalités de répartition du financement public des partis politiques*) (p. 7797). (p. 7797). (p. 7797, 7798). (p. 7798). - **Article 11 ter** (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - *Réforme des dons et cotisations aux partis politiques*) (p. 7798). (p. 7799). (p. 7800). - **Article 11 quater A** (art. 11-5 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - *Sanction de la méconnaissance du plafond de dons et cotisations aux partis politiques*) (p. 7800). - **Article 11 quater** (art. 11-7, 11-7-1 [nouveau] et 11-8 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - *Obligations comptables des partis politiques*) (p. 7800). (p. 7801). (p. 7801, 7802). (p. 7802). - **Article 17** (*Protection des lanceurs d'alerte*) (p. 7807).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8622, 8623).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert des compétences des communes aux intercommunalités** - (3 octobre 2013) (p. 9013, 9014).

- **Question orale sur le redécoupage des cantons et des intercommunalités** - (15 octobre 2013) (p. 9547, 9548). (p. 9548, 9549).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9926, 9927).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la société Ecomouv'** - (14 novembre 2013) (p. 11497).

MASSON-MARET (Hélène)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Devenue sénateur le 7 février 2013 (remplace M. René Vestri, décédé).

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 14 février 2013.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux le 27 mars 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à limiter la possibilité d'instruction obligatoire donnée par la famille à domicile aux seuls cas d'incapacité [n° 245 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Bruno Lechevin, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Eloi Laurent, auteur du rapport « Vers l'égalité des territoires ».

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Guillaume Pepy, candidat désigné aux fonctions de président de la SNCF.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission du développement durable*): Énergie - Audition de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission du développement durable*): Énergies marines renouvelables - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Jean-Marc Michel et de M. Bernard Chevassus-au-Louis, préfigurateurs d'une Agence française de la biodiversité.

Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*): Adaptation au changement climatique - Audition de M. Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC).

Réforme de la décentralisation - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*): Téléphonie mobile - Audition de

M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(commission des affaires économiques) : Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du lundi 27 mai 2013 *(commission du développement durable)* : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 *(commission du développement durable)* : Audition de Mme Hélène Valade, présidente du collège des directeurs du développement durable (C3D).

Réunion du mercredi 12 juin 2013 *(commission du développement durable)* : Affichage environnemental - Table ronde.

Réunion du mardi 25 juin 2013 *(commission du développement durable)* : Audition de Mme Connie Hedegaard, commissaire européenne en charge de l'action pour le climat.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 *(commission du développement durable)* : Egalité des territoires - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 *(commission du développement durable)* : Circulation des mégacamions et fret routier européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 *(commission du développement durable)* : Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 *(commission du développement durable)* : Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 *(commission du développement durable)* : Audition de M. Jean Jouzel, sur le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Réunion du mardi 8 octobre 2013 *(commission du développement durable)* : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 *(commission du développement durable)* : Mission de préfiguration du Commissariat général à l'égalité des territoires - Audition de M. Eric Delzant, délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 *(commission du développement durable)* : Audition de M. Etienne Guyot, président de la Société du Grand Paris.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 *(commission du développement durable)* : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement, sur les crédits de la mission « Politique des territoires ».

Réunion du mardi 12 novembre 2013 *(commission du développement durable)* : Loi de finances pour 2014 - Mission

« Ecologie, développement et mobilité durables » - Audition de MM. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, et Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 *(commission du développement durable)* : Déchets : filières REP et écoconception - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 *(commission du développement durable)* : Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 *(commission du développement durable)* : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Protection de l'environnement et prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 *(commission du développement durable)* : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 *(commission du développement durable)* : Déplacement d'une délégation en Allemagne - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2884).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 3008, 3009).

- **Question orale avec débat sur la lutte contre l'obsolescence programmée des produits** - (23 avril 2013) (p. 3918, 3819).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4185, 4186).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 600 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Article 9** (*Sociétés vétérinaires*) (p. 4840). (p. 4841).

- **Débat sur la pollution en Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030** - (12 juin 2013) (p. 5802, 5804).

- **Proposition de loi relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime [n° 6 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9428, 9429).

- **Débat sur la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France** - (15 octobre 2013) (p. 9601, 9602).

- **Débat sur la politique d'aménagement du territoire** - (18 novembre 2013) (p. 11515, 11516).

MAUREY (Hervé)
sénateur (Eure)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable : Déserts médicaux: agir vraiment [n° 335 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Aménagement du territoire - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)] (12 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoirs bancaires [n° 179 (2013-2014)] (28 novembre 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les déserts médicaux [n° 254 (2013-2014)] (19 décembre 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Nomination de rapporteurs.

Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du

territoire - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Elargissement - Audition de M. Oleksandr Kupchychyn, ambassadeur d'Ukraine en France.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission du développement durable*) : Pass navigo unique au tarif des zones 1-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

(*commission du développement durable*) : Audition de M. Bruno Lechevin, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Eloi Laurent, auteur du rapport « Vers l'égalité des territoires ».

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Réforme de la décentralisation - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel de Rosen, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Egalité des territoires - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Affectation des fréquences de la bande 700 Mhz (très haut débit mobile) - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Mission de préfiguration du Commissariat général à l'égalité des territoires - Audition de M. Eric Delzant, délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement, sur les crédits de la mission « Politique des territoires ».

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission du développement durable*): Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 1er** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et en conseiller départemental*) (p. 178). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 185). (p. 211, 212). (p. 228, 229). - **Article 3** (art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - *Nombre de cantons*) (p. 237). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 241). - **Article 5** (art. L. 193 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 243). - **Article 7** (art. L. 209 du code électoral - *Coordination*) (p. 246). - **Article 8** (art. L. 210-1 du code électoral - *Déclaration de candidature*) (p. 248). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221 du code électoral - *Remplacement des conseillers départementaux*) (p. 252). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - *Solidarité du binôme de candidats en matière de contentieux électoral*) (p. 254). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - *Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales*) (p. 255). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - *Contentieux des comptes de campagne*) (p. 257). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 51, L. 52-3, L. 56-1 (nouveau), L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 208, L. 212, L. 216, L. 223-1 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-1, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales - *Dispositions de coordination*) (p. 258).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 283). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 288). (p. 296). (p. 296). (p. 297). (p. 297). (p. 298). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - *Effectif des conseils municipaux*) (p. 302).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** -

(13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1761, 1762).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**, - (13 mars 2013) - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 1771). (p. 1772). - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. (p. 1782, 1783). (p. 1790). (p. 1794).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1821, 1822). - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - *Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire*) (p. 1866, 1867). (p. 1871). - **Article 16 bis** (art. L. 238 et L. 255-2 à L. 255-4 [nouveaux] du code électoral - *Obligation d'une déclaration de candidature dans les communes relevant du scrutin majoritaire*) (p. 1872). - **Article 17** (art. L. 256 et L. 257 du code électoral - *Candidatures et expression du suffrage dans les communes de moins de 1 000 habitants*) (p. 1873). (p. 1874). - **Article 18 bis** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - *Effectif des conseils municipaux*) (p. 1879). - **Article 20** (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des conseillers communautaires*) (p. 1891). (p. 1892). (p. 1896).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2585, 2587).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2746, 2747).

- **Question orale sur les difficultés et les incertitudes en matière de défense incendie** - (9 avril 2013) (p. 2962, 2963). (p. 2963).

- **Question orale sur les conséquences des erreurs de calcul du prélèvement pour les fonds nationaux de garantie individuelle des ressources** - (21 mai 2013) (p. 4303). (p. 4303, 4304).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5684, 5687).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Question préalable** (p. 5837, 5840).

- **Suite de la discussion** (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5919, 5920). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - *Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants*) (p. 5937). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5945, 5946). (p. 5946, 5947). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - *Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs*) (p. 5953, 5954). (p. 5957). - **Article 3** (art. L. 295 du code électoral - *Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs*) (p. 5962). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5968). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5971, 5972).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Article 47** (*Aides versées aux communes pour la mise en place de la réforme des rythmes scolaires*) (p. 6413).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7186). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7196, 7197).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8630, 8632).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.

- **Question orale sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile et les critères de mesure** - (1er octobre 2013) (p. 8777). (p. 8778).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Composition du CSA et mode de désignation de ses membres) (p. 8809). (p. 8814).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (5 novembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10995).

- **Débat sur la politique d'aménagement du territoire** - (18 novembre 2013) (p. 11510, 11513).

- **Question orale sur la mise en place de la réforme des rythmes scolaires** - (19 novembre 2013) (p. 11581, 11582). (p. 11583).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 24** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 12174).

- **Question orale sur les contraintes qui pèsent sur les zones de captage d'eau** - (17 décembre 2013) (p. 13087, 13088). (p. 13088).

MAYET (Jean-François)
sénateur (Indre)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à ce que tous les élèves et les étudiants suivant des enseignements théoriques généraux scolaires ou universitaires préparent, parallèlement, une formation diplômante type BÉP ou CAP [n° 330 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 332 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Avenir des campagnes : présentation du rapport.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

MAZARS (Stéphane)
sénateur (Aveyron)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois ; puis vice-président le 23 janvier 2013.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage le 26 février 2013 ; puis vice-président du 27 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires.

Membre titulaire de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013 ; puis rapporteur le 16 octobre 2013.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 54 (2012-2013)] visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 275 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Collectivités territoriales - Environnement - Police et sécurité.**

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de la mission de concertation.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Véhicules électriques - Table ronde.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Philippe Chalmin, économiste et historien, sur les perspectives des marchés des matières premières.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la LGV Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon et la ligne POLT** - (14 mars 2013) (p. 1862, 1863).

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales et le développement économique : vers une nouvelle étape ? [n° 372 (2012-2013)] (20 février 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Zones d'exclusion pour les loups - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Zones d'exclusion pour les loups - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Les collectivités territoriales et le développement économique : vers une nouvelle étape » de MM. Jean-Luc Fichet et Stéphane Mazars.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de Mme Marie-George Buffet, députée, ancien ministre de la jeunesse et des sports.

Réunion du jeudi 21 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

(*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-François Lamour, député de Paris, ancien ministre des sports, ancien ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Audition de M. Jean-François Verdy, directeur du département des contrôles de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Armand Mégrét, médecin fédéral national de la Fédération française de cyclisme.

Audition de M. Philippe-Jean Parquet, docteur en psychiatrie et addictologie, président de l'Institut régional du bien-être, de la médecine et du sport santé de Nord-Pas-de-Calais.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Alain Calmat, ancien ministre délégué à la jeunesse et aux sports.

Audition de M. Dorian Martinez, psychologue spécialisé dans le sport, chef de service du numéro vert national Écoute Dopage de 1998 à 2011.

Audition de M. Jean-Paul Garcia, directeur de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières au ministère de l'économie et des finances.

Audition de M. Stéphane Mandard, journaliste au journal Le Monde, spécialiste des questions de dopage.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bernard Laporte, ancien secrétaire d'État chargé des sports.

Audition de M. Christian Prudhomme, directeur général du Tour de France cycliste.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Antoine Vayer, ancien entraîneur d'équipe cycliste professionnelle et professeur d'éducation physique et sportive.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Patrice Clerc, ancien président d'Amaury sport organisation (ASO).

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de MM. Bernard Amsalem, président de la fédération française d'athlétisme, et Ghani Yalouz, directeur technique national d'athlétisme.

Table ronde sur les enjeux sociétaux du dopage.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. David Lappartient, président de la Fédération française de cyclisme.

Audition de M. Denis Masegla, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Christophe Blanchard-Dignac, président-directeur général de la Française des jeux.

Audition de M. Gérard Nicolet, ancien médecin du Tour de France cycliste.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bruno Sesboüé, médecin à l'Institut régional du sport du Centre hospitalier universitaire de Caen.

Audition de M. Jean-Marcel Ferret, ancien médecin de l'équipe de France de football de 1993 à 2004.

Audition de M. Patrick McQuaid, président de l'Union cycliste internationale.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de MM. Pierre Berbizier, ancien joueur de rugby et ancien sélectionneur de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995 et Marc Bichon, ancien médecin de l'équipe de France de rugby de 1991 à 1995.

Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi relative au statut de l'auto-entrepreneur - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Réunion constitutive de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Stanislas Bourron, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales du ministère de l'intérieur.

Audition de MM. Michel-Pierre Prat, conseiller-maître à la Cour des comptes et Alain Serre, conseiller à la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon.

Audition de Mme Claudie Sagnac, adjointe au directeur des sports du ministère de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de MM. Jean-Marc Todeschini et Dominique Bailly, auteurs d'un rapport d'information fait au nom de la commission des finances et de la commission de la culture sur le financement public des grandes infrastructures sportives.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jean-Marie Darmian, maire de Créon, représentant l'Association des maires de France (AMF).

Audition de M. Pascal Bonnetain, conseiller de la région Rhône-Alpes et président de la commission des sports de l'Association des régions de France (ARF).

Audition de M. Robert Cadalbert, président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, co-président de la commission des sports de l'Association des maires de grandes villes de France (AMGVF).

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jacques Thouroude, président de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

Audition de M. Sébastien Sémeril, adjoint au maire de Rennes, délégué au sport, et vice-président de Rennes-Métropole, représentant l'Assemblée des communautés de France (AdCF).

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde sur le modèle économique des stades.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Bruno Retaillieu, président du conseil général de la Vendée.

Audition de M. Jean Guillot, directeur général du Centre national de développement du sport (CNDS).

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Pillet sur les communes et la sécurité.

Examen du rapport de M. Jean-Claude Peyronnet « La place des parlementaires dans les instances locales après l'adoption des nouvelles règles de non-cumul ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups** [n° 276 (2012-2013)] - (30 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 663, 666).

- Rapporteur - **Article additionnel avant l'article unique** (p. 680, 681). - **Article unique** (*Création de zones d'exclusion pour les loups*) (p. 685).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale applicables aux infractions forestières** [n° 320 (2012-2013)] - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 982, 983).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public** [n° 440 (2012-2013)] - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2556, 2557).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2587, 2588).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France** [n° 597 (2012-2013)] - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4775, 4777).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable** [n° 600 (2012-2013)] - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4817, 4818).

- **Question orale sur les moyens financiers attribués aux groupes d'opposition dans les conseils généraux** - (4 juin 2013) (p. 5345, 5346). (p. 5346).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5690, 5691).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** - (11 juin 2013) (p. 5741, 5743).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de l'eau** - (4 juillet 2013) (p. 6864).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique** - *Deuxième lecture* [n° 754 (2012-2013)] - (16 juillet 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 39-1 du code de procédure pénale - *Compétences des procureurs de la République dans la mise en œuvre de la politique pénale*) (p. 7314).

- **Projet de loi relatif à la consommation** [n° 810 (2012-2013)] - (11 septembre 2013) - **Article 2** (art. L. 211-15 [nouveau], L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire et L. 462-7 du code de commerce - *Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation*) (p. 8002). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, articles L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 8035).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - *Vente à distance*) (p. 8094). - **Article 5 bis** (art. L. 515-32 du code de la consommation - *Réservoirs enterrés de liquides inflammables*) (p. 8112). - **Articles additionnels après l'article 5 ter (suite)** (p. 8117). (p. 8118). (p. 8118). (p. 8119). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8143). - **Article 17 bis** (art. L. 136-1 et L. 136-2 [nouveau] du code de la consommation - *Information des abonnés à des services de télévision payante sur leurs conditions de résiliation*) (p. 8152, 8153). (p. 8153, 8154). - **Article 18** (art. L. 311-8-1 du code de la consommation - *Obligation de proposer effectivement un crédit amortissable pour les achats de plus de 1 000 euros conclus sur le lieu de vente et en vente à distance*) (p. 8172). (p. 8173). (p. 8173). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 8175). (p. 8176). (p. 8176). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-17 du code de la consommation - *Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité*) (p. 8182). - **Articles additionnels après l'article 19 octies A** (p. 8187). - **Article 20 bis** (art. L. 113-12 du code des assurances - *Motivation de la résiliation du contrat d'assurance par l'assureur*) (p. 8195). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L. 313-9, L. 331-11 du code de la consommation - *Registre national des crédits aux particuliers*) (p. 8209, 8210).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 836 (2012-2013)] - (13 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8240, 8241).

- **Projet de loi relatif à la consommation** [n° 810 (2012-2013)] - (13 septembre 2013) - **Article 23** (art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, L. 721-1, L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - *Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires*) (p. 8275, 8276). (p. 8279). (p. 8280). (p. 8280, 8281). (p. 8283). (p. 8283). (p. 8284). - **Article 72 quater (appelé en priorité)** (art. L. 322-2, art. L. 322-2-1 et L. 322-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure, article 2 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne - *Définition des loteries et des jeux d'argent et de hasard*) (p. 8290). - **Articles additionnels après l'article 72 terdecies A (appelés en priorité)** (p. 8296, 8297). - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 141-4, L. 421-2 et L. 421-6 du code de la consommation - *Pouvoirs du juge en matière de clauses abusives*) (p. 8307).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 8655, 8656).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide juridictionnelle** - (3 octobre 2013) (p. 9001, 9002).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage** - (15 octobre 2013) (p. 9575, 9576).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11031, 11032). - **Article 3** (*Conseil supérieur de l'économie*

sociale et solidaire) (p. 11078). - **Article 4** (*Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11086).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 9** (*Schéma de promotion des achats publics socialement responsables*) (p. 11119, 11120).

- **Questions cibles thématiques sur l'accès à la justice et la justice de proximité** - (5 décembre 2013) (p. 12477). (p. 12478).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12678, 12679).

MAZUIR (Rachel)
sénateur (Ain)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte de combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition des responsables de la Coalition nationale syrienne.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Constitution.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Débat sur les orientations de la mission et établissement du programme de travail.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de Jean-Pierre Elong M'Bassi, secrétaire général de Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLU).

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La rive sud de la Méditerranée, une zone de prospérité à construire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jean-Marie Darmian, maire de Créon, représentant l'Association des maires de France (AMF).

Audition de M. Pascal Bonnetain, conseiller de la région Rhône-Alpes et président de la commission des sports de l'Association des régions de France (ARF).

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur le renouvellement du contrat d'un agent non titulaire de catégorie B** - (23 avril 2013) (p. 3896, 3897). (p. 3898).

MÉLOT (Colette)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de directive concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (E 7828) [n° 444 (2012-2013)] (20 mars 2013) - **Environnement - Union européenne.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports**.

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à limiter la possibilité d'instruction obligatoire donnée par la famille à domicile aux seuls cas d'incapacité [n° 245 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 21 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Voyages à forfait et prestations de voyage assistées - Proposition de résolution européenne de Mme Colette Mélot.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Démocratisation de la zone euro - réunion interparlementaire du 11 janvier à Luxembourg - Communication de M. Simon Sutour.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Paul Kavanagh, ambassadeur d'Irlande en France.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Distribution de la presse - Audition de M. Denis Bouchez, directeur du Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN).

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Groupe de travail sur le pré-recrutement dans l'éducation nationale - Communication.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Économie numérique de la presse et du livre - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires européennes*): Culture - Gouvernance européenne du numérique : rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Environnement - Incidence environnementale de certains projets publics et privés - Proposition de résolution européenne de Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Refondation de l'école de la République - Audition de M. Xavier Nau, rapporteur pour avis du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Examen de la proposition de résolution européenne n° 413 tendant à créer un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Rapport de M. Gérard César sur la proposition de résolution relative à la fiscalité sur le rhum produit en outre-mer.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires européennes*): Questions sociales et santé - Examen de la proposition de résolution de M. Jean Bizet sur la directive européenne sur les produits du tabac.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Jean-Marie Cavada, député européen, président du Mouvement européen - France.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Droits audiovisuels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Enseignement supérieur et recherche - Audition de MM. Jean-Loup Salzmann, président, Khaled Bouabdallah et Gérard Blanchard, vice-présidents de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission des affaires économiques*): Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 6 juin 2013 (*commission des affaires européennes*): Les relations franco-allemandes : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du jeudi 4 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*): Audition de M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes.

Élargissement - Ouverture éventuelle de négociations d'adhésion avec la Serbie - Communication et proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Contrôle technique des véhicules : point d'actualité de M. Jean-François Humbert.

Travail - L'Union européenne et l'emploi des jeunes - Rapport d'information et avis politique de M. Dominique Bailly.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des rapports pour avis.

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - TVA sur les activités équestres - Point d'actualité de M. Jean Bizet.

Éducation - Programme Erasmus+ - Communication de Mme Colette Mélot.

Élargissement - Audition de Mme Vlora Çitaku, ministre de l'Intégration européenne, et de M. Bajram Rexhepi, ministre de l'intérieur du Kosovo.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Paul Delahaye, inspecteur général de l'Éducation nationale, directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Accueil des étudiants et chercheurs hors Union européenne : communication de Mme Catherine Tasca.

Institutions européennes - La citoyenneté européenne : communication et proposition de résolution européenne de M. André Gattolin.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Françoise Moulin-Civil, présidente du comité de suivi de la réforme des rythmes scolaires.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Approfondissement de l'Union économique et monétaire (instrument de convergence et de compétitivité, coordination préalable des grandes réformes, dimension sociale) : rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Dominique Bailly.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'avenir du centre de détention de Melun** - (15 janvier 2013) (p. 13, 14). (p. 14).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1708, 1709).

- **Question orale sur le défaut de jalonnement directionnel vers Melun** - (26 mars 2013) (p. 2402). (p. 2402).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2876, 2877).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (*art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3086, 3087).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4372, 4374).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4405, 4406).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 7** (*art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences*) (p. 4480). (p. 4481). (p. 4482, 4483). (p. 4483). - **Article 10** (*art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance*) (p. 4496). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 4501). (p. 4501, 4502). - **Article 12** (*art. L. 211-8 du code de l'éducation - Dépenses pédagogiques à la charge de l'État*) (p. 4515).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 33** (*art. L. 332-3 du code de l'éducation - Définition de l'enseignement dispensé en collège*) (p. 4610). - **Article 36** (*art. L. 332-6 du code de l'éducation - Conditions d'attribution du brevet*) (p. 4617). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 337-3 et L. 337-3-1 du code de l'éducation et art. L. 6222-20 et L. 6222-21 du code du travail - Suppression de l'« apprentissage junior » et limitation du « Dima » aux élèves d'au moins quinze ans*) (p. 4622). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation*) (p. 4711). (p. 4712). (p. 4712). (p. 4716). (p. 4716). (p. 4717). (p. 4717). (p. 4717). (p. 4717). (p. 4727). (p. 4727). (p. 4727). (p. 4728).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6040, 6041).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - **Article 4** (*art. L. 123-2 du code de l'éducation - Actualisation de la rédaction des dispositions relatives aux objectifs de l'enseignement supérieur*) (p. 6103). - **Article 5** (*art. L. 123-3 du code de l'éducation - Consécration de la mission de transfert des résultats de la recherche du service public de l'enseignement supérieur*) (p. 6106). - **Article 11** (*art. L. 111-6 du code de la recherche - Stratégie nationale de la recherche*) (p. 6128). (p. 6129). (p. 6130).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2 ter** (p. 8820). - **Article 6 sexies** (*art. 30-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - Possibilité de réserver l'accès d'un appel à candidature pour le lancement d'un service national de télévision en haute définition à des chaînes nationales déjà autorisées en diffusion standard*) (p. 8843, 8844).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des universités françaises à l'heure de la rentrée 2013** - (10 octobre 2013) (p. 9491). (p. 9492).

MERCERON (Jean-Claude)
sénateur (Vendée)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

MERCIER (Michel)
sénateur (Rhône)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre** - *Nouvelle lecture* [n° 270 (2012-2013)] - (13 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1201, 1202). - **Article 1er** (*titre II bis du livre II du code de l'énergie [nouveau]* - *Bonus-malus sur les consommations domestiques d'énergie*) (p. 1223). - **Article 2** (*Demande de rapports au Gouvernement*) (p. 1237). - **Article 3** (*art. L. 121-5, L. 337-3 et L. 445-5 du code de l'énergie, art. L. 2224-3 du code général des collectivités territoriales - Extension du champ des bénéficiaires du tarif de première nécessité pour l'électricité*) (p. 1240). - **Article 7 bis** (*titre VII [nouveau] du livre II, chapitre III [nouveau] du titre II du livre Ier, art. L. 121-6, L. 121-10, L. 121-16, L. 134-1, L. 321-10, L. 321-15, L. 321-15-1 [nouveau] et L. 333-3 du code de l'énergie - Valorisation de l'effacement*) (p. 1251). (p. 1252). (p. 1252). (p. 1252). (p. 1253).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1469, 1470).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bâtiment** - (21 février 2013) (p. 1480, 1481).

- **Débat sur la politique européenne de la pêche** - (25 avril 2013) (p. 4065, 4067).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -

Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Audition de Mme Nicole Maestracci, candidate proposée par M. le Président de la République à la nomination au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Contexte et conditions de la création de la future Euro-métropole lyonnaise : compte rendu de la réunion avec le conseil général du Rhône et la communauté urbaine de Lyon.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux et sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de Métropole de Lyon.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de maires et de présidents de communautés urbaines ou d'agglomération.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution et projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Examen du rapport et des textes de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Echange de vues sur la création éventuelle d'un groupe de travail sur les tranches démographiques prises en compte pour la désignation des électeurs pour l'élection des sénateurs.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen des amendements du gouvernement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Transparence de la vie publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Transparence de la vie publique - Échange de vues et désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen des amendements aux textes de la commission.

Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique et sur le projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Auditions de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation (mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines ») et mission « Relations avec les collectivités territoriales »).

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1827, 1828). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 1915). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1936, 1937).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2741, 2742).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 2850, 2851).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3104, 3105).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3165).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5038, 5039).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5143). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5156). (p. 5174). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 5186). (p. 5188). (p. 5188). (p. 5190).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5271, 5272). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5300). (p. 5322).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) (p. 5366). (p. 5368, 5369). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2581-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime législatif des communes de l'aire métropolitaine) (p. 5374). - **Article 25** (art. 1424-69 à 1424-76 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales -

Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours) (p. 5381, 5382). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5412).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun) (p. 5485).

- **Hommage à un jeune homme agressé à Paris** - (6 juin 2013) (p. 5593, 5594).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)] (suite)** - (6 juin 2013) - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine) (p. 5604, 5605). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 5612). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 5624). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 5640). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5655, 5656).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (20 juin 2013) - **Question préalable** (p. 6082, 6083).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6716). - **Article 2** (art. L. 261 du code électoral - Suppression des sections électorales dans les communes relevant du scrutin proportionnel) (p. 6721).

- **Rappel au règlement** - (3 juillet 2013) (p. 6787).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6810, 6812). - **Article 2** (art. 65, 65-1 [nouveau] et 65-2 [nouveau] de la Constitution - Pouvoirs et composition du Conseil supérieur de la magistrature) (p. 6829).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2013) (p. 6838). (p. 6841). (p. 6844). (p. 6846). (p. 6846). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6851).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 676 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013)**.

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7168). - **Article 2 bis A (nouveau)** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Incompatibilités professionnelles applicables aux membres du Conseil constitutionnel) (p. 7171). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7189, 7190).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Deuxième lecture [n° 754 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7203, 7304). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 30 du code de procédure pénale - Attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale) (p. 7310). (p. 7311). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 39-1 du code de procédure pénale - Compétences des procureurs de la République dans la mise en œuvre de la politique pénale) (p. 7314).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 [nouveau] du code de procédure

pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 7368, 7369).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7443, 7444). - **Article 15 (priorité)** (Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier) (p. 7469, 7470). - **Article 13 (priorité)** (art. 704 du code de procédure pénale - Suppression des juridictions régionales spécialisées - Redéfinition et élargissement de la compétence des juridictions interrégionales spécialisées en matière économique et financière) (p. 7478). (p. 7478). - **Article 14 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. 704-1, 705, 705-1, 705-2 et 706-1-1 du code de procédure pénale - Modifications de coordination avec la suppression des juridictions régionales spécialisées et la création du procureur de la République financier) (p. 7479). - **Article additionnel après l'article 15 (priorité)** (p. 7480). - **Article 17 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. 693, 706-2 et 706-42 du code de procédure pénale ; art. 5 de la loi du 17 décembre 1926 - Coordinations) (p. 7483). - **Article 19 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (chapitre VII du titre 1er du livre II et art. L. 217-1 à L. 217-4 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Dispositions d'organisation judiciaire relatives au procureur de la République financier) (p. 7484). - **Article 20 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (Disposition transitoire relative aux affaires instruites et jugées par les juridictions régionales spécialisées) (p. 7485). - **Article 20 bis (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-15-1 et L. 621-17-3 du code monétaire et financier - Coordination des compétences du procureur de la République financier en matière de délits boursiers avec les compétences de l'autorité des marchés financiers) (p. 7486).

- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 781 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7613).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 1er AA (Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des territoires)** (p. 8909). - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8919). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences) (p. 8935). (p. 8935). (p. 8939, 8940).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8964, 8965). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3663-7 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la métropole de Lyon) (p. 8984). (p. 8994). (p. 8997). (p. 8997, 8998). (p. 8998). (p. 9001). - **Article 29** (Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier de la métropole de Lyon) (p. 9021).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture [n° 22 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 24 (2013-2014)** (p. 9362, 9363). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 704-1, 705, 705-1, 705-2 et 706-1-1 du code de procédure pénale - Modifications de coordination avec la suppression des juridictions régionales spécialisées et la création du procureur de la République

financier) (p. 9388). - **Article 15** (Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier) (p. 9390). - **Article 15 bis (suppression maintenue)** (art. 706-1 du code de procédure pénale - Extension de la compétence du tribunal de grande instance et du parquet de Paris pour les affaires économiques et financières relevant de la compétence de plusieurs tribunaux) (p. 9393). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 706-1, 706-1-3 et 706-1-2, art. 706-1-1 et 706-1-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - Possibilité pour le procureur de la République financier de bénéficier de l'appui d'assistants spécialisés - Application, en matière de corruption et de fraude fiscale en bande organisée ou aggravée, de certaines des règles applicables à la criminalité organisée) (p. 9394). (p. 9394). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 693, 706-2 et 706-42 du code de procédure pénale ; art. 5 de la loi du 17 décembre 1926 - Coordinations) (p. 9395). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (chapitre VII du titre 1er du livre II et art. L. 217-1 à L. 217-4 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Dispositions d'organisation judiciaire relatives au procureur de la République financier) (p. 9395). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (Disposition transitoire relative aux affaires instruites et jugées par les juridictions régionales spécialisées) (p. 9396). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-15-1 et L. 621-17-3 du code monétaire et financier - Coordination des compétences du procureur de la République financier en matière de délits boursiers avec les compétences de l'Autorité des marchés financiers) (p. 9396).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier - Nouvelle lecture [n° 24 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 22 (2013-2014)**.

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9465).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 24** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 12176). (p. 12181).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13164, 13165).

MEUNIER (Michelle)
sénatrice (Loire-Atlantique)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé le 26 juin 2013.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille.

Vice-présidente de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 349 (2012-2013)] ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 435 (2012-2013)] (20 mars 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi modifiant l'article L. 2141-2 du code de la santé publique relatif à l'assistance médicale à la procréation [n° 786 (2012-2013)] (19 juillet 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 717 (2012-2013)] pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes [n° 794 (2012-2013)] (23 juillet 2013) - **Entreprises - Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (commission des lois) :
Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Pierre Lévy-Soussan, pédopsychiatre et psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Stéphane Nadaud, pédopsychiatre.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Irène Théry, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) :
Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de la représentante de l'association Enfance et partage.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de représentants de l'association des parents et futurs
parents gays et lesbiens (APGL).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de représentants de l'association La voix de l'enfant.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de représentants de l'interassociative inter-LGBT.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des lois*) :
Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de représentants de Familles de France et de la
Confédération nationale des associations familiales catholiques
(CNAFC).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de représentants de la Confédération nationale des
associations familiales laïques (CNAFAL), de l'union des
familles laïques (UFAL) et de la confédération syndicale des
familles (CSF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de représentants de l'Union nationale des associations
familiales (UNAF).

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) :
Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de
Paris, président de la Conférence des évêques de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. Claude Baty, pasteur, président de la Fédération
protestante de France (FPF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. Gilles Bernheim, grand rabbin de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. le Métropolitain Emmanuel, président de
l'Assemblée des évêques orthodoxes de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil
français du culte musulman.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de Mme Marie-Stella Boussemart, présidente de
l'Union bouddhiste de France.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) :
Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. Daniel Sibony, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. Jean-Pierre Winter, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de Mme Elisabeth Roudinesco, historienne de la
psychanalyse, directrice de recherche à l'Université de Paris VII.

(*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la
France - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) :
Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. Daniel Borrillo, maître de conférences en droit
privé à l'Université Paris Ouest et membre du centre de
recherches et d'études sur les droits fondamentaux.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. Jean Hauser, professeur émérite de droit privé à
l'Université Montesquieu Bordeaux IV.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. Thibaud Collin, philosophe.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de Mme Claire Neirinck, professeur à l'Université de
Toulouse I Capitole.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de Mme Florence Millet, maître de conférences à
l'Université de Cergy-Pontoise.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de Mme Sylviane Agacinski, philosophe.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de représentants d'associations et d'institutions
d'adoption.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) :
Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. Jacques Péliissard, président de l'Association
des maires de France (AMF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. Jérôme Guedj, représentant de l'Assemblée des
départements de France (ADF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux,
ministre de la justice, et Mme Dominique Bertinotti, ministre
déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la
santé, chargée de la famille.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) :
Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de Mme Christine Lazerges, présidente de la
commission nationale consultative des droits de l'homme.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de représentants de l'Agence française de l'adoption.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission des lois*) :
Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. André Nutte, président et M. Raymond Chabrol,
secrétaire général du Conseil national d'accès aux origines
personnelles.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de Mme Marie-Pierre Hourcade, présidente de
l'Association française des magistrats de la jeunesse et de la
famille, Mme Anne Bérard, présidente de chambre au TGI de
Paris et M. Daniel Pical, magistrat honoraire.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de représentants du Conseil national des barreaux.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de représentants du Conseil supérieur du notariat.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) :
Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de M. Jacques-Alain Miller, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -
Audition de Mme Marie-Anne Chapdelaine, députée, présidente
du Conseil supérieur de l'adoption.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission des affaires
sociales*) : Versement des allocations familiales et de l'allocation
de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen du
rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires
sociales*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de
même sexe - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*délégation aux droits des
femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Audition de
Mme Bérénice Vincent, présidente de l'Association « Le
deuxième regard », responsable du Pôle Création, accompagnée
de Mme Delphine Besse, responsable du Pôle Industrie.

Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Claire Gibault, directrice du Paris Mozart Orchestra, vice-présidente de la section culture-éducation du Conseil économique, social et environnemental (CESE), ancienne députée européenne.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'assemblée des départements de France.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Table ronde.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes et culture - Audition de Mme Karine Saporta, chorégraphe, présidente fondatrice de l'Association des centres chorégraphiques nationaux, présidente de la commission « Danse » et vice-présidente de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD).

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Débat sur les orientations de la mission et établissement du programme de travail.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Troisième plan autisme (2013-2017) - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes et culture - Audition de Mme Sophie Hutin, membre du collectif « La Barbe ».

Questions diverses.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique familiale - Audition de Mme Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du lundi 22 juillet 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Situation sociale des personnes prostituées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès aux soins des plus démunis - Présentation du rapport de Mme Aline Archimbaud.

Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport d'information et des recommandations.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conclusions du Comité interministériel sur le handicap - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre chargée des personnes handicapées.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du jeudi 5 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Audition de Mme Yamina Benguigui, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée de la francophonie.

Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Table ronde des historiens et de l'anthropologue.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 402, 403).

- **Questions cribles thématiques sur la gynécologie médicale** - (14 février 2013) (p. 1299, 1300).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2477, 2478). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2483).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2719, 2722).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil*) - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois* (p. 2981).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 4 ter** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles - Critères d'éligibilité au statut d'association familiale*) (p. 3196). (p. 3198, 3199). - **Article 11** (*Coordinations dans divers codes*) (p. 3200). - **Article 14** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 331-7, L. 351-4, L. 613-19 à L. 613-19-2, L. 722-8 à L. 722-8-3 du code de la sécurité sociale - Coordinations dans le code de la sécurité sociale*) (p. 3203). - **Article 16 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 1132-3-2 [nouveau] du code du travail - Protection du salarié homosexuel refusant une mutation dans un pays incriminant l'homosexualité*) (p. 3204).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3285).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Question préalable** (p. 3424).

- **Débat sur la politique vaccinale de la France** - (23 avril 2013) (p. 3940, 3941).

- **Question orale avec débat sur le devenir de la politique familiale en France** - (16 mai 2013) (p. 4249, 4250).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8413, 8415).

- Rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 8441). - **Articles additionnels avant l'article 2 (suite)** (p. 8442). (p. 8443). (p. 8444). (p. 8445). - **Article 2** (art. L. 531-1, L. 531-4 et L. 532-2 du code de la sécurité sociale - Réforme du complément de libre choix d'activité) (p. 8449). (p. 8450). (p. 8451). (p. 8452). (p. 8453). (p. 8454). (p. 8454). (p. 8455). (p. 8455). (p. 8455). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8457). (p. 8457). (p. 8458). (p. 8459). (p. 8460). (p. 8461). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8465). - **Article 4** (art. 18 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises ; art. 5 de la loi n°2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Modification du régime du contrat de collaboration libérale) (p. 8466). - **Article 5** (Expérimentation en matière de financement des prestations de service à la personne) (p. 8467). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 8468). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8471). (p. 8471, 8472).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) (p. 8492). (p. 8494). (p. 8496). (p. 8499). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 8500). (p. 8501). (p. 8502). (p. 8502). (p. 8503). (p. 8505). (p. 8505). (p. 8506). - **Article 6** (Expérimentation en matière de lutte contre les impayés de pensions alimentaires) (p. 8508). (p. 8509). (p. 8509). (p. 8510). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8510). (p. 8511). (p. 8511). (p. 8511). (p. 8512). (p. 8514). (p. 8515). - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 8515). (p. 8516). - **Article 7** (art. 515-10, 515-11 et 515-12 du code civil - Ordonnance de protection) (p. 8517). (p. 8518). (p. 8519). (p. 8521). - **Article 9** (art. 41-1, 41-2 et 138 du code de procédure pénale ; art. 132-45 du code pénal - Éviction du conjoint violent du domicile) (p. 8526). -

Article additionnel après l'article 10 (p. 8527). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 8550, 8551). (p. 8551). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8563). (p. 8567). (p. 8570). (p. 8571). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 8586).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9251). - **Article 39** (art. L. 5211-4-2 et L. 5842-2 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique du dispositif des services communs) (p. 9311). (p. 9311). - **Article 41** (art. L. 5111-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Principe du maintien des indemnités et droits acquis pour tous les personnels concernés par une réorganisation entraînant un changement d'employeur) (p. 9312). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 9317).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11286, 11287).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11400).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 11484, 11485).

- **Nouvelle lecture [n° 170 (2013-2014)]** - (28 novembre 2013) - **Question préalable** (p. 12377, 12378). (p. 12381).

- **Questions cibles thématiques sur l'accès à la justice et la justice de proximité** - (5 décembre 2013) (p. 12482). (p. 12483).

MÉZARD (Jacques)
sénateur (Cantal)
RDSE

Président du Groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Rapporteur de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête Mouvements à caractère sectaire, sur la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé [n° 573 (2011-2012)] - **Dérives thérapeutiques et dérives sectaires : la santé en danger (Rapport) [n° 480 tome 1 (2012-2013)]** (3 avril 2013) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête Mouvements à caractère sectaire, sur la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé [n° 573 (2011-2012)] - **Dérives thérapeutiques et dérives sectaires : la santé en danger (Auditions) [n° 480 tome 2 (2012-2013)]** (3 avril 2013) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales et les infrastructures de transport [n° 617 (2012-2013)] (30 mai 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 81 (2013-2014)] tendant à créer des sociétés d'économie mixte à opération unique [n° 199 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Questions diverses - Calendrier législatif.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Les collectivités territoriales et les infrastructures de transport », de MM. Jacques Mézard et Rémy Pointereau.

(*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Projet de loi ordinaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Motion de renvoi en commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Auditions de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation (mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et mission « Relations avec les collectivités territoriales »).

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la garantie universelle des loyers (GUL) - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 90, 92).

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 182, 183). (p. 212). (p. 225). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 239). - **Article 5** (art. L. 193 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 243). - **Article 8** (art. L. 210-1 du code électoral - *Déclaration de candidature*) (p. 248). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - *Solidarité du binôme de candidats en matière de contentieux électoral*) (p. 254). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - *Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales*) (p. 255). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - *Contentieux des comptes de campagne*) (p. 257). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - *Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 259).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 284, 285). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 291, 292). (p. 294). (p. 295). (p. 297). (p. 297). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - *Effectif des conseils municipaux*) (p. 300). (p. 301, 302). - **Article 20** (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 328). (p. 329). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 338). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 343, 344). - **Article 26 (Entrée en vigueur)** (p. 356). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 359, 360).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**. - (18 janvier 2013) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L.O. 141 du code électoral - *Conséquence de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats*) (p. 363, 364).

- **Débat sur l'avenir du service public ferroviaire** - (24 janvier 2013) (p. 502, 503).

- **Question orale sur la fiscalité des collectivités territoriales** - (29 janvier 2013) (p. 573, 574). (p. 575).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 597, 598).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - (30 janvier 2013) (p. 687, 689).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - *Définition et modalités d'application du contrat de génération*) (p. 931, 932).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1067). (p. 1067). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1079, 1080). (p. 1087, 1088). (p. 1088). (p. 1089).

- **Question orale sur l'application du principe de laïcité dans le sport** - (19 février 2013) (p. 1334). (p. 1335).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1403, 1404).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1550, 1551).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 374 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 375 (2012-2013)** (p. 1592, 1594).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 374 (2012-2013)**. - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales*) (p. 1611).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1751, 1753).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. - (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1815). (p. 1819, 1820). - **Article 4** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 1833). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 195 du code électoral - *Allongement du délai d'inéligibilité au mandat de conseiller départemental*) (p. 1836). (p. 1837). (p. 1837). - **Article 16 A** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - *Inéligibilité affectant les emplois de*

direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 1851). (p. 1852). (p. 1854). (p. 1854). - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire) (p. 1870). - **Article 18 bis** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux) (p. 1879, 1880). - **Article 20 ter** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écrêtement des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 1902). (p. 1903). (p. 1904). - **Article 20 sexies** (art. L. 5211-10-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité dans la composition des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 1908). - **Article additionnel après l'article 20 nonies** (p. 1912). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 1917). (p. 1918). (p. 1920). (p. 1925). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1937).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** - (14 mars 2013) - **Article 1er A** (art. L.O. 141 du code électoral - Conséquences de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats) (p. 1939).

- **Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)]** - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2659, 2660).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013)** (p. 3301, 3302). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 3314, 3315). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature et seuil d'accès au second tour) (p. 3318). - **Article 16 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 3323). (p. 3323). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 3345, 3346). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3351).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux - Commission mixte paritaire [n° 477 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013)**.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports - Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3444, 3445).

- **Question orale sur la desserte régionale de la compagnie aérienne HOP et l'aménagement du territoire** - (23 avril 2013) (p. 3899). (p. 3900).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité** - (24 avril 2013) (p. 3986, 3987).

- **Débat sur la loi pénitentiaire** - (25 avril 2013) (p. 4035, 4037).

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des biens sectionaux aux communes - Deuxième lecture [n° 541 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4147, 4148). -

Article 4 **decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales - Régime des biens sectionaux à vocation agricole et pastorale) (p. 4154).

- **Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 545 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 337 du code électoral - Modification de l'effectif des conseils régionaux) (p. 4168).

- **Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 543 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4170, 4173).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4965, 4967). - **Article 1er** (Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer) (p. 4984). (p. 4986). (p. 4986, 4987). (p. 4990). (p. 4994). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Délais d'habilitation) (p. 4995). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5001).

- **Rappel au règlement** - (30 mai 2013) (p. 5013).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5039, 5041).

- **Questions cribles thématiques sur le budget européen** - (30 mai 2013) (p. 5044). (p. 5045).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)] (suite)** - (30 mai 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5089).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5116). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5137). (p. 5148). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5158, 5159). (p. 5162).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5369, 5370). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5407). (p. 5407). (p. 5407). (p. 5418). (p. 5418).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun) (p. 5484, 5485). (p. 5527). (p. 5533). (p. 5533).

- **Hommage à un jeune homme agressé à Paris** - (6 juin 2013) (p. 5594).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)] (suite)** - (6 juin 2013) - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine) (p. 5601). (p. 5602). (p. 5604). (p. 5610). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 5612). - **Articles additionnels après l'article 45**

ter (p. 5645). - **Article additionnel après l'article 54** (p. 5652). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5658).

- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5713, 5714).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** - (11 juin 2013) (p. 5731, 5733).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 633 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 634 (2012-2013)** (p. 5784, 5785).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 634 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 633 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5826, 5829).

- **Suite de la discussion** (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5922). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5945). (p. 5949). (p. 5949). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5967). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5970, 5971).

- **Rappel au règlement** - (2 juillet 2013) (p. 6650).

- **Rappel au règlement** - (3 juillet 2013) (p. 6787).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6800, 6802).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2013) - **Article 2** (art. 65, 65-1 [nouveau] et 65-2 [nouveau] de la Constitution - *Pouvoirs et composition du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 6838). (p. 6838, 6839). (p. 6841). (p. 6842). (p. 6842). (p. 6847). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6850, 6851).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 676 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013)**. - (4 juillet 2013) - **Article 1er** (art. 30 du code de procédure pénale - *Attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale*) (p. 6853). (p. 6855). - **Article 2** (art. 35 du code de procédure pénale - *Compétences des procureurs généraux en matière de politique pénale*) (p. 6857). (p. 6859). - **Article 3** (art. 39-1 du code de procédure pénale - *Compétences des procureurs de la République dans la mise en œuvre de la politique pénale*) (p. 6860).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 6995, 6998).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Deuxième lecture [n° 754 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 35 du code de procédure pénale - *Compétences des procureurs généraux en matière de politique pénale*) (p. 7311). (p. 7312, 7313). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 39-1 du code de procédure pénale - *Compétences des procureurs de la République dans la mise en œuvre de la politique pénale*) (p. 7313). (p. 7314, 7315).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 [nouveau] du code de procédure pénale - *Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales*) (p. 7368). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7372). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 1741 du code général des impôts; art. L. 227-1 [nouveau] du livre des procédures fiscales - *Atténuation du monopole exercé par l'administration en matière de mise en mouvement de l'action publique pour des faits de fraude fiscale*) (p. 7383, 7384). (p. 7388).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1741 du code général des impôts; art. L. 228 du livre des procédures fiscales - *Renforcement de la lutte contre la fraude fiscale complexe*) (p. 7424). - **Article 15 (priorité)** (Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Création et définition des compétences du procureur de la République financier*) (p. 7470). (p. 7475). - **Article 13 (priorité)** (art. 704 du code de procédure pénale - *Suppression des juridictions régionales spécialisées - Redéfinition et élargissement de la compétence des juridictions interrégionales spécialisées en matière économique et financière*) (p. 7478). (p. 7478). - **Article 14 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. 704-1, 705, 705-1, 705-2 et 706-1-1 du code de procédure pénale - *Modifications de coordination avec la suppression des juridictions régionales spécialisées et la création du procureur de la République financier*) (p. 7479). - **Article additionnel après l'article 15 (priorité)** (p. 7481). - **Article 17 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. 693, 706-2 et 706-42 du code de procédure pénale; art. 5 de la loi du 17 décembre 1926 - *Coordinations*) (p. 7484). - **Article 19 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (chapitre VII du titre 1er du livre II et art. L. 217-1 à L. 217-4 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - *Dispositions d'organisation judiciaire relatives au procureur de la République financier*) (p. 7484). - **Article 20 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (*Disposition transitoire relative aux affaires instruites et jugées par les juridictions régionales spécialisées*) (p. 7485).

- **Question orale sur la suppression de postes d'enseignant du premier degré dans le Cantal** - (23 juillet 2013) (p. 7554, 7555). (p. 7556).

- **Rappel au règlement** - (17 septembre 2013) (p. 8490, 8491).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8616, 8620). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 8656). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8657, 8658). (p. 8659). (p. 8659). - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - *Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale*) (p. 8668, 8669).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Article 1er bis (nouveau) (supprimé)** (*Limitation du nombre de mandats consécutifs*) (p. 8686). - **Article 1er quater (nouveau)** (art. L.O. 148 du code électoral - *Suppression de dérogations aux incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires*) (p. 8694). - **Article 3** (art. L.O. 176, L.O. 178, L.O. 319 et L.O. 322 du code électoral - *Extension du recours au suppléant en cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire*) (p. 8698). (p. 8700). - **Article 3 ter A (nouveau)** (art. 4 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement - *Plafonnement du montant des indemnités perçues par les parlementaires*) (p. 8702). - **Intitulé du projet de loi organique** (p. 8705). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8737).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement**

européen [n° 733 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**. - (19 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8740, 8741). (p. 8742, 8743). (p. 8743). (p. 8744). (p. 8745). (p. 8746). (p. 8746, 8747). (p. 8747). - **Intitulé du projet de loi** (p. 8751).

- **Question orale sur l'affichage environnemental et l'avenir des élevages** - (1er octobre 2013) (p. 8774). (p. 8775).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 1er AA (Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des collectivités territoriales)** (p. 8906, 8907). (p. 8910). - **Article 1er AB (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 132-7 (nouveau) du code des juridictions financières - Rapport de la Cour des comptes sur la situation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements publics) (p. 8914). (p. 8914). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences) (p. 8933, 8934). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8942). (p. 8946, 8947).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) (p. 8958). (p. 8959). (p. 8959). (p. 8960). (p. 8962). (p. 8963). (p. 8964). (p. 8965). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 8969). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3663-7 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la métropole de Lyon) (p. 8991). (p. 8992, 8993). (p. 8993).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture [n° 22 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-23 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 9370). - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. L. 230 du livre des procédures fiscales - Allongement du délai de prescription en matière de fraude fiscale) (p. 9383). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 704 du code de procédure pénale - Suppression des juridictions régionales spécialisées - Redéfinition et élargissement de la compétence des juridictions interrégionales spécialisées en matière économique et financière) (p. 9386, 9387). (p. 9387). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 704-1, 705, 705-1, 705-2 et 706-1-1 du code de procédure pénale - Modifications de coordination avec la suppression des juridictions régionales spécialisées et la création du procureur de la République financier) (p. 9388). - **Article 15 (Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier)** (p. 9390). (p. 9392). - **Article 15 bis (suppression maintenue)** (art. 706-1 du code de procédure pénale - Extension de la compétence du tribunal de grande instance et du parquet de Paris pour les affaires économiques et financières relevant de la compétence de plusieurs tribunaux) (p. 9393). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 706-1, 706-1-3 et 706-1-2, art. 706-1-1 et 706-1-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - Possibilité pour le procureur de la République financier de bénéficier de l'appui d'assistants spécialisés - Application, en matière de corruption et de fraude fiscale en bande organisée ou aggravée, de certaines des règles applicables à la criminalité organisée) (p. 9394). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 693, 706-2 et 706-42 du code de procédure pénale ; art. 5 de la loi du 17 décembre 1926 - Coordinations) (p. 9395). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (chapitre VII du titre 1er du livre II et art. L. 217-1 à L. 217-4 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Dispositions d'organisation judiciaire relatives au procureur de la République financier) (p. 9395). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (Disposition transitoire relative

aux affaires instruites et jugées par les juridictions régionales spécialisées) (p. 9396). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-15-1 et L. 621-17-3 du code monétaire et financier - Coordination des compétences du procureur de la République financier en matière de délits boursiers avec les compétences de l'Autorité des marchés financiers) (p. 9397).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier - Nouvelle lecture [n° 24 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 38-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application au procureur de la République financier de la limitation à sept ans de la durée d'exercice des fonctions applicable aux procureurs de la République) (p. 9397).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9925, 9926). - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9962). (p. 9967). (p. 9970).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10024, 10025). - **Article 6 ter** (art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de changement d'usage pour la location de meublés de courte durée) (p. 10056). (p. 10056). - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10079, 10080).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) (p. 10098). (p. 10099). (p. 10099). (p. 10100). (p. 10102). (p. 10102). (p. 10110). (p. 10110, 10111). - **Article 10** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation ; art. L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale ; art. L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation pour les bailleurs personnes morales de saisir la commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives, CCAPEX) (p. 10145). (p. 10146). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO) (p. 10167).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11022, 11023). - **Article 1er (Définition de l'économie sociale et solidaire)** (p. 11041). (p. 11041). (p. 11042). (p. 11042). (p. 11044). (p. 11045). (p. 11045). (p. 11064). (p. 11064). - **Article 2 (Définition des entreprises recherchant une utilité sociale)** (p. 11069). (p. 11069). (p. 11070). - **Article 2 bis (nouveau)** (Déclaration de principe des entreprises de l'économie sociale et solidaire) (p. 11073). (p. 11074).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 6** (art. 21 de la loi n° 2010-597 relative au Grand Paris - Prise en compte des entreprises de l'économie sociale et solidaire dans les contrats de développement territorial) (p. 11109). (p. 11109). -

Article 7 (art. L. 3332-17-1 du code du travail - Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale ») (p. 11110, 11111). (p. 11111). - **Article 10** (Définition des subventions publiques) (p. 11125).

- **Questions cribles thématiques sur la montagne : aménagement du territoire, problématiques foncières et développement économique** - (7 novembre 2013) (p. 11139, 11140). (p. 11140)

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)] (suite)** - (7 novembre 2013) - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11149). (p. 11154). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11171). - **Article 12** (art. L. 240-1 à L. 240-10 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés en cas de cession de parts sociales, actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité du capital) (p. 11177).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11399). (p. 11401, 11402). (p. 11403).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11734).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 111 (2013-2014)]** - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 112 (2013-2014)** (p. 11747, 11748).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 112 (2013-**

2014)] - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 111 (2013-2014).**

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11783, 11785).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 12347).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 200 (2013-2014)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12634, 12636).

- Rapporteur - **Article 1er** (Titre IV du livre V de la première partie (nouveau), art. L. 1541-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création des sociétés d'économie mixte contrat) (p. 12647). (p. 12648). (p. 12648). (p. 12649). (p. 12650). (p. 12651). (p. 12651, 12652). (p. 12652). (p. 12653). (p. 12653). (p. 12653). (p. 12653). (p. 12654). (p. 12654). (p. 12655).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des institutions** - (12 décembre 2013) (p. 12729, 12730).

- **Question orale sur l'avenir de la maison d'arrêt d'Aurillac** - (17 décembre 2013) (p. 13098). (p. 13099).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]** - (17 décembre 2013) - **Question préalable** (p. 13124).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13162, 13163).

MICHEL (Danielle)
sénateur (Landes)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*): Audition de M. Jean-Pierre de Mondenard, médecin du sport, spécialiste des questions relatives au dopage.

MICHEL (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Saône)
SOC

Chargé d'une mission temporaire auprès de la garde des Sceaux, ministre de la justice le 20 juin 2013.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*): Audition de M. Marc Sanson, ancien président du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage.

Réunion du jeudi 21 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*): Audition de M. Bruno Genevois, président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*): Audition de M. Jean-François Lamour, député de Paris, ancien ministre des sports, ancien ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*): Audition de M. Alain Calmat, ancien ministre délégué à la jeunesse et aux sports.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*): Audition de M. Michel Boyon, ancien président du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD).

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*): Audition de M. Pierre Ballester, journaliste sportif.

Audition de M. Travis Tygart, président de l'Agence américaine antidopage (USADA).

Audition de Sophie Chaillet, ancien chef du bureau de la protection du public, de la promotion de la santé et de la lutte contre le dopage.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*): Audition de M. Bruno Sesboué, médecin à l'Institut régional du sport du Centre hospitalier universitaire de Caen.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*): Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport d'information et des recommandations.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4374).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage** - (15 octobre 2013) (p. 9579, 9581).

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Vice-président de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission nationale des compétences et des talents jusqu'au 15 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : Bosnie-Herzégovine : s'inventer un destin européen [n° 106 (2012-2013)] (31 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 349 (2012-2013)] ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 437 tome 1 (2012-2013)] (20 mars 2013) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 349 (2012-2013)] ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 437 tome 2 (2012-2013)] (20 mars 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la motion [n° 482 (2012-2013)] tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 483 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 625 (2012-2013)] portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 674 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 626 (2012-2013)] relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 675 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 748 (2012-2013)] relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 753 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et

délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Françoise Héritier, professeur honoraire au collège de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Pierre Lévy-Soussan, pédopsychiatre et psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Stéphane Nadaud, pédopsychiatre.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Irène Théry, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de la représentante de l'association Enfance et partage.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'association La voix de l'enfant.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'interassociative inter-LGBT.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de Familles de France et de la Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de la Confédération nationale des associations familiales laïques (CNAFAL), de l'union des familles laïques (UFAL) et de la confédération syndicale des familles (CSF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Claude Baty, pasteur, président de la Fédération protestante de France (FPF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Gilles Bernheim, grand rabbin de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. le Métropolitain Emmanuel, président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Marie-Stella Boussemart, présidente de l'Union bouddhiste de France.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Daniel Sibony, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jean-Pierre Winter, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Elisabeth Roudinesco, historienne de la psychanalyse, directrice de recherche à l'Université de Paris VII.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Daniel Borrillo, maître de conférences en droit privé à l'Université Paris Ouest et membre du centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jean Hauser, professeur émérite de droit privé à l'Université Montesquieu Bordeaux IV.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Thibaud Collin, philosophe.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Claire Neirinck, professeur à l'Université de Toulouse I Capitole.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Florence Millet, maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Sylviane Agacinski, philosophe.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants d'associations et d'institutions d'adoption.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France (AMF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice, et Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Maestracci, candidate proposée par M. le Président de la République à la nomination au Conseil constitutionnel.

Création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Nomination au Conseil constitutionnel - Résultats du vote organisé au sein des deux assemblées.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christine Lazerges, présidente de la commission nationale consultative des droits de l'homme.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'Agence française de l'adoption.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe -

Audition de M. André Nutte, président et M. Raymond Chabrol, secrétaire général du Conseil national d'accès aux origines personnelles.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Marie-Pierre Hourcade, présidente de l'Association française des magistrats de la jeunesse et de la famille, Mme Anne Bérard, présidente de chambre au TGI de Paris et M. Daniel Pical, magistrat honoraire.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants du Conseil national des Barreaux.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants du Conseil supérieur du notariat.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen des amendements.

Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jacques-Alain Miller, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Marie-Anne Chapdelaine, députée, présidente du Conseil supérieur de l'adoption.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Pierre Bordry, ancien président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

(*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 5 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution et projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Examen du rapport et des textes de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de M. Jean-Claude Marin, procureur général près la Cour de cassation.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Audition de M. Vincent Lamanda, premier président de la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Transparence de la vie publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Simplification des relations entre l'administration et les citoyens (loi d'habilitation) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Projet de loi ordinaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique et sur le projet de loi relatifs à la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fixation du nombre et répartition des sièges de conseiller de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Organisation des travaux.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des lois*) : Publication de l'étude annuelle 2013 du Conseil d'État consacré au « droit souple » - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études, M. Jacky Richard, rapporteur général de la section du rapport et des études, et M. Laurent Cytermann, rapporteur général adjoint de la section du rapport et des études.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique et sur le projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 153, 154). (p. 154).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 [n° 325 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1018).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 374 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 375 (2012-2013)** (p. 1597, 1599). - **Article 1er A (nouveau)** (*Dépôt et transmission au Conseil constitutionnel des propositions de loi référendaires présentées en application de l'article 11 de la Constitution*) (p. 1601).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 374 (2012-2013)**.

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2716, 2719).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2776, 2777).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)] (suite)** - (5 avril 2013) - **rapporteur** - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2818, 2819). - **Question préalable** (p. 2826). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2836).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2874, 2875). (p. 2895). (p. 2899). - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 2900, 2901). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2927, 2928).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2990). (p. 2999, 2300). (p. 3001). - **Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. 34-1 [nouveau] du code civil - Contrôle et surveillance par le ministère public de l'établissement des actes d'état civil*) (p. 3029). (p. 3030). - **Article 1er bis B** (*art. 74 et 165 du code civil - Assouplissement des règles relatives à la détermination de la mairie compétente pour célébrer un mariage*) (p. 3033). - **Article 1er bis CA (nouveau)** (*art. 75 du code civil - Suppression de la lecture de l'article 220 du code civil relatif à la solidarité des dettes entre époux lors de la célébration du mariage*) (p. 3035). - **Article 1er bis C (Texte non modifié par la commission)** (*art. 165 du code civil - Caractère républicain de la célébration du mariage*) (p. 3038, 3039). - **Article 1er bis D** (*art. 167 du code civil - Célébration impossible du mariage à l'étranger des Français établis hors de France*) (p. 3040, 3041). (p. 3042). (p. 3043).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (*art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de*

l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui (p. 3100). (p. 3109, 3110). - **Article 1er ter** (art. 360 du code civil - *Autorisation de l'adoption simple de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3114, 3115). (p. 3116, 3117). - **Article 1er quater (supprimé)** (art. 365 du code civil - *Principe de l'exercice en commun de l'autorité parentale en cas d'adoption simple de l'enfant du conjoint*) (p. 3119). - **Article 1er quinquies** (art. 353-2, 371-4 et 373-3 du code civil et L. 351-4 du code de la sécurité sociale - *maintien des liens de l'enfant, en cas de séparation, avec le tiers qui a résidé avec lui et l'un de ses parents et participé à son éducation*) (p. 3120). (p. 3121). (p. 3121). (p. 3122). - **Article 2 A (nouveau)** (art. 225-1 [nouveau] du code civil - *Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux*) (p. 3123). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3127, 3128). (p. 3130). (p. 3131). (p. 3132). (p. 3134).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 361 et 363 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas d'adoption simple*) (p. 3157). (p. 3158). (p. 3160). (p. 3163). - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - *Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil*) (p. 3165, 3166). (p. 3171). (p. 3172). - **Article 4 bis** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - *Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil*) (p. 3178). (p. 3181). (p. 3194). (p. 3195). - **Article 4 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles - *Critères d'éligibilité au statut d'association familiale*) (p. 3196). (p. 3197). (p. 3197, 3198). (p. 3199). - **Article 11** (*Coordinations dans divers codes*) (p. 3200). (p. 3200). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 732-10, L. 732-10-1 [nouveau], L. 732-11, L. 732-12 et L. 732-12-1 du code rural et de la pêche maritime - *Ouverture du congé d'adoption du régime des exploitants agricoles*) (p. 3201). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-7, L. 351-4, L. 613-19 à L. 613-19-2, L. 722-8 à L. 722-8-3 du code de la sécurité sociale - *Coordinations dans le code de la sécurité sociale*) (p. 3202). (p. 3203). (p. 3203). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1132-3-2 [nouveau] du code du travail - *Protection du salarié homosexuel refusant une mutation dans un pays incriminant l'homosexualité*) (p. 3204). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte - *Coordinations dans la législation relative aux prestations familiales à Mayotte*) (p. 3205). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (*Application du texte aux mariages contractés avant son entrée en vigueur*) (p. 3207, 3208). - **Article 23** (*Application du texte dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie*) (p. 3208). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3209, 3210). (p. 3211). (p. 3212). (p. 3212). - **Articles additionnels après l'article 1er bis C (précédemment réservés)** (p. 3213, 3214). (p. 3215, 3216). - **Articles additionnels après l'article 1er bis D (précédemment réservés)** (p. 3217). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3218). (p. 3220). (p. 3221). (p. 3221). (p. 3222). (p. 3223). (p. 3225). (p. 3226). (p. 3226). (p. 3228, 3229). (p. 3229). (p. 3230). (p. 3230). (p. 3231). (p. 3232). (p. 3232). (p. 3234). - **Articles additionnels après l'article 1er quater (précédemment réservés)** (p. 3235). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3236). (p. 3237). (p. 3238). (p. 3240). (p. 3241). (p. 3243). (p. 3243). - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 3244). (p. 3245). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3246). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3247). (p. 3247).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3285).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France** [n° 597 (2012-2013)] - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4781, 4782).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture** [n° 636 (2012-2013)] - (12 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5757, 5758).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture** [n° 633 (2012-2013)] - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 634 (2012-2013)** (p. 5786, 5787). - **Article 4 (Modalités du recueil des soutiens)** (p. 5789). (p. 5790). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Publicité de la liste des soutiens et destruction des données personnelles collectées*) (p. 5790).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture** [n° 634 (2012-2013)] - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 633 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [n° 377 (2012-2013)] - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5834, 5836). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5847, 5848).

- **Suite de la discussion** (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5919). (p. 5927). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5948).

- **Rappel au règlement** - (3 juillet 2013) (p. 6786).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature** [n° 625 (2012-2013)] - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6793, 6796).

- **Rapporteur - Question préalable** (p. 6823, 6824). - **Article 1er** (art. 64 de la Constitution - *Mission du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 6825). (p. 6826). (p. 6826). (p. 6827). - **Article 2** (art. 65, 65-1 [nouveau] et 65-2 [nouveau] de la Constitution - *Pouvoirs et composition du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 6828). (p. 6829).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2013) (p. 6838). (p. 6839). (p. 6839). (p. 6840). (p. 6840). (p. 6841). (p. 6842). (p. 6843). (p. 6843). (p. 6843, 6844). (p. 6844). (p. 6844, 6845). - **Article 3** (*Entrée en vigueur*) (p. 6849). - **Intitulé du projet de loi constitutionnelle** (p. 6850). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6852).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique** [n° 676 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013)**. - (4 juillet 2013) - **rapporteur - Article 1er** (art. 30 du code de procédure pénale - *Attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale*) (p. 6854). (p. 6854). (p. 6855). - **Article 1er bis** (art. 31 du code de procédure pénale - *La consécration du rôle de garant de l'intérêt général du parquet*) (p. 6856). - **Article 2** (art. 35 du code de procédure pénale - *Compétences des procureurs généraux en matière de politique pénale*) (p. 6857). (p. 6858). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 36 du code de procédure pénale - *Précision du pouvoir d'instruction des procureurs généraux dans les affaires individuelles*) (p. 6859). - **Article 3** (art. 39-1 du code de procédure pénale - *Compétences des procureurs de la République dans la mise en œuvre de la politique pénale*) (p. 6860).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique** [n° 723 (2012-2013)] - (9 juillet 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7025).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Article 2 bis A (nouveau)** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Incompatibilités professionnelles applicables aux membres du Conseil constitutionnel) (p. 7170). (p. 7171). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7186, 7187).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7204).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Deuxième lecture [n° 754 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7301, 7302).

- Rapporteur - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 30 du code de procédure pénale - Attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale) (p. 7310). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 35 du code de procédure pénale - Compétences des procureurs généraux en matière de politique pénale) (p. 7312). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 39-1 du code de procédure pénale - Compétences des procureurs de la République dans la mise en œuvre de la politique pénale) (p. 7313). (p. 7314). (p. 7315).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Article 9 septies** (art. L. 1132-3-3 [nouveau] du code du travail ; art. 6 ter A [nouveau] de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires - Protection des « lanceurs d'alerte ») (p. 7464, 7465). - **Article 15 (priorité)** (Chapitre Ier du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier) (p. 7467).

- **Question orale avec débat sur la gestion et la conservation des scellés judiciaires** - (22 novembre 2013) (p. 11831, 11833).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12758, 12760). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12762, 12763). (p. 12763). (p. 12763). (p. 12766, 12767).

MIGAUD (Didier)

Premier président de la Cour des comptes

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (13 février 2013) (p. 1181, 1184).

MILON (Alain)

*sénateur (Vaucluse)
UMP*

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Comité *ad hoc* chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre suppléant du Haut conseil du financement de la protection sociale.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Président de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre titulaire de la commission des comptes de la Sécurité sociale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à prélever l'impôt à la source [n° 331 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête Mouvements à caractère sectaire, sur la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé [n° 573 (2011-2012)] - Dérives thérapeutiques et dérives sectaires : la santé en danger (Rapport) [n° 480 tome 1 (2012-2013)] (3 avril 2013) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête Mouvements à caractère sectaire, sur la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé [n° 573 (2011-2012)] - Dérives thérapeutiques et dérives sectaires : la santé en danger (Auditions) [n° 480 tome 2 (2012-2013)] (3 avril 2013) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 12 février 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Christophe Jacquinet, président du collège des directeurs généraux des agences régionales de santé (ARS), directeur général de l'ARS Rhône-Alpes.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

(*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Denis Piveteau,

secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales, et Laurent Gratioux, responsable du pôle santé au secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales.

Agences régionales de santé - Audition de MM. Luc Allaire, directeur et Xavier Dupont, directeur des établissements et services médico-sociaux de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Michel Aglietta, candidat proposé par le président du Sénat pour le Haut conseil des finances publiques.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Guy Collet, conseiller en stratégie, et Cédric Arcos, directeur de cabinet du président de la Fédération hospitalière de France (FHF), Mme Catherine Réa, conseiller médical de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (FEHAP), et Mme Elisabeth Tomé-Gertheinrichs, déléguée générale de la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP).

(*commission des affaires sociales*) : Assistance médicale à la procréation (AMP) - Organisation d'États généraux par le Comité consultatif national d'éthique.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Table ronde des fédérations représentant les établissements médico-sociaux.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Gérard Roche, président du conseil général de la Haute-Loire, membre du bureau de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Jean Debeaupuis, directeur général de l'offre de soins.

Agences régionales de santé (ARS) - Audition de MM. Guy Moulin, président de la Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement des centres hospitaliers universitaires (CME de CHU), et Frédéric Martineau, président de la conférence des présidents de CME des centres hospitaliers (CME de CH).

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Médicaments génériques - Première table ronde consacrée à l'équivalence entre princeps et générique.

(*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Jean-Yves Grall, directeur général de la santé.

Agences régionales de santé - Table ronde avec les syndicats de médecins.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la prévention du suicide.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Dominique Bur, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord, représentant de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur.

(*commission des affaires sociales*) : Organisation du système de soins de premier recours et prévention du suicide au Québec - Compte rendu de la mission d'information de la commission.

Sécurité sociale - Certification des comptes 2012 - Audition du Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 septembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Christian Müller, président de la Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement de centres hospitaliers spécialisés (CME de CHS), Joseph Halos, président, et Gilles Moullec, secrétaire général adjoint, de l'Association des établissements participant au service public de santé mentale (ADESM).

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Dominique Martin, directeur des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS).

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé, Michèle Delaunay, ministre chargée des personnes âgées et de l'autonomie, et Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Loi de financement de la sécurité sociale 2014 - Avenir et justice du système de retraites - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Table ronde réunissant les organisations syndicales nationales présentes au comité national de concertation des agences régionales de santé.

(*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Didier Tabuteau, responsable de la chaire santé à Sciences Po.

Agences régionales de santé - Audition de M. Paul Castel, directeur général de l'Agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 748, 749). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-1, L. 6211-23, L. 6212-2, L. 6221-1, L. 6221-12 et L. 6241-2 du code de la santé publique - Examens de cytologie pathologique) (p. 757). (p. 758). - **Article 4** (art. L. 1223-1, L. 6211-13, L. 6211-17 et L. 6223-5 du code de la santé publique - Organisation des établissements de transfusion sanguine et conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale) (p. 761). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 768). - **Article 6** (art. L. 6213-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Nomination dans les centres hospitaliers et universitaires de personnes non titulaires du diplôme d'études spécialisées de biologie médicale) (p. 771).

- **Suite de la discussion** (5 février 2013) - **Article 7** (art. L. 1434-9, L. 4352-4, L. 4352-3-1 et L. 4352-3-2 [nouveaux], L. 4352-7, L. 53-11-1, L. 6211-12, L. 6211-18, L. 6212-4, L. 6213-2, L. 6213-3, L. 6213-4, L. 6213-6, L. 6213-10, L. 6213-10-1, L. 6221-9, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6223-3, L. 6223-5, L. 6231-1, L. 6231-3 [nouveau], L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-5-1 [nouveau], L. 6242-3 du code de la santé publique ; art. L. 145-5-6 et L. 162-13-1 du code de la sécurité sociale ; art. 7, 8 et 9 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Qualité de la biologie médicale) (p. 820). (p. 821). (p. 825). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 6211-8 [nouveau] du code de la santé publique - Situation d'urgence) (p. 826). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. L. 6211-9 du code de la santé publique - Suppression de l'interdiction pour le biologiste médical de s'écarter des recommandations de bonne pratique) (p. 828). - **Article 8** (art. L. 6223-8 [nouveau] du code de la santé publique - Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale) (p. 832). (p. 835, 836). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 837, 838). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 839). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 843).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie pharmaceutique** - (4 avril 2013) (p. 2703). (p. 2704).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2748, 2749).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2999).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3106, 3107). (p. 3112). - **Article 1er ter** (art. 360 du code civil - Autorisation de l'adoption simple de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3115). (p. 3115).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des hôpitaux** - (18 avril 2013) (p. 3484). (p. 3485).

- **Débat sur la politique vaccinale de la France** - (23 avril 2013) (p. 3938, 3940).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer [n° 572 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4317).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** - (11 juin 2013) (p. 5733, 5736).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7626, 7627). - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé) (p. 7640, 7641). (p. 7647).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Comité d'éthique** - (3 octobre 2013) (p. 9002, 9003).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (30 octobre 2013) - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10744, 10745). (p. 10757).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11277, 11279).

Première partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 1er** (Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2012) (p. 11303).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 3** (Transfert des excédents du Fonds pour l'emploi hospitalier) (p. 11307, 11308). (p. 11309). - **Article 4** (Participation des organismes complémentaires au forfait « médecin traitant ») (p. 11313). - **Article 6** (Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2013) (p. 11317). - **Article 7** (Rectification de l'Ondam 2013) (p. 11318, 11319).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles) (p. 11330). - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 11338). - **Article 8** (art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1600-0 S du code général des impôts ; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Refonte des règles de calcul, de déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement) (p. 11345). - **Article 9** (art. L. 731-14, L. 731-15 et L. 731-17 du code rural et de la pêche maritime,

art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Financement des mesures prises en matière de retraites complémentaires agricoles) (p. 11355). - **Article 10** (art. L. 613-10 et L. 633-10 du code de la sécurité sociale - Création d'une cotisation déplaçonnée d'assurance vieillesse applicable aux artisans et commerçants affiliés au régime social des indépendants) (p. 11365, 11366). - **Article 11** (art. L. 161-45 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5123-5 et L. 5211-5-1 du code de la santé publique ; art. 1635 bis AF, 1635 bis AG et 1635 bis AH [nouveaux] du code général des impôts - Financement de la Haute autorité de santé) (p. 11375). - **Article 12** (art. 238 bis GC, 1600-0 N, 1600-0 Q du code général des impôts ; art. L. 166 D du livre des procédures fiscales ; art. L. 5121-18 du code de la santé publique ; art. L. 245-2 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Fusion de la contribution sur le chiffre d'affaires des laboratoires et de la taxe sur les premières ventes de médicaments) (p. 11380). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 138-2 du code de sécurité sociale - Création d'une troisième tranche de la taxe sur le chiffre d'affaires de la vente en gros) (p. 11381). - **Article 15** (art. L. 131-8, L. 135-3, L. 136-8, L. 137-13, L. 137-14, L. 137-16, L. 137-18, L. 137-19, L. 137-24, L. 139-1, L. 241-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, lois n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 et n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 - Mesures de transferts de recettes) (p. 11390, 11391). (p. 11392, 11393). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11408, 11409).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Article 15 ter (nouveau)** (art. 1001 du code général des impôts ; art. L. 3332-2-1 du code général des collectivités territoriales - Majoration du taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance applicable aux contrats complémentaires santé dits « non responsables ») (p. 11431, 11432). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 11441). - **Article 20 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires (FSV), fixation de l'objectif d'amortissement de la dette sociale et des prévisions de recettes du FRR et de la section 2 du FSV pour 2014) (p. 11444, 11445). - **Article 21 et annexe B** (Approbation du rapport figurant à l'annexe B du projet de loi de financement) (p. 11450, 11451). - **Article 23** (art. L. 133-5-5 [nouveau], L. 133-6-7-2 [nouveau] L. 133-8, L. 241-10, L. 243-1-2, L. 612-10, L. 623-1 et L. 722-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1221-12-1, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1522-1 et L. 1522-4 du code du travail ; art. L. 725-22 du code rural et de la pêche maritime - Aménagement du calendrier de mise en œuvre de la déclaration sociale nominative, extension du champ de l'obligation de dématérialisation des déclarations sociales et promotion du chèque emploi service outre-mer) (p. 11455, 11456). - **Rappel au règlement** (p. 11463). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 11481, 11482).

- **Nouvelle lecture [n° 170 (2013-2014)]** - (28 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12372, 12373).

MIQUEL (Gérard)
sénateur (Lot)
SOC

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux améliorations urgentes à apporter aux dispositifs de péréquation dont bénéficient les départements et à la définition de leur potentiel financier [n° 328 (2012-2013)] (31 janvier 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 26 février 2013.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer jusqu'au 26 février 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 30 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 156 tome 3 vol. 1 annexe 10 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Aménagement du territoire - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Table ronde sur la fiscalité écologique.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Révision des valeurs locatives et modalités de répartition territoriale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan immobilier de la réforme de la carte judiciaire - Communication.

Réunion du mardi 1^{er} octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Réunion de la commission consultative d'évaluation des normes.

(*commission des finances*) : Traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France, sur le financement pérenne des allocations individuelles de solidarité par les départements.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) - Contrôle budgétaire - Communication de M. Vincent Delahaye, rapporteur spécial.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Michèle André, rapporteure spéciale, sur la mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 61).

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

Mutualisation des moyens départementaux de la sécurité civile - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers** [n° 341 (2012-2013)] - (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1147, 1148).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1778). - **Discussion générale** (p. 1785).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7217).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8921). (p. 8922). (p. 8923). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences) (p. 8932). (p. 8933). (p. 8933). (p. 8936). (p. 8938). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8946).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) (p. 8966). - **Article 5 (supprimé)** (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Conséquence de la signature des projets de conventions territoriales d'exercice concerté d'une compétence) (p. 8970).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11805, 11806).

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12082, 12083). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12117).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12142). - **Article 24** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 12181).

MIRASSOU (Jean-Jacques)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Turquie : une puissance et un partenaire économique à prendre en considération [n° 716 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 30 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux et perspectives de la politique spatiale européenne - Présentation du rapport d'information établi au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des relations interentreprises, placé auprès du ministre du redressement productif et de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale du crédit aux entreprises.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Énergie - Audition de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Dominique Braye, président de l'Agence nationale de l'habitat.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Henri Brichard, vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Audition de MM. Guillaume Roué, président, et Didier Delzescaux, directeur de l'Interprofession nationale porcine (INAPORC).

Audition M. Philippe Chotteau, responsable du département « économie » de l'Institut de l'élevage, et de Mme Mélanie Richard, chef de projet sur la filière viande bovine de l'Institut de l'élevage.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Thieulin, président du Conseil national du numérique.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Christophe Monnier, chef de service produits alimentaires Mmes Isabelle Bineau, chef de projet produits animaux et Marie-Paule Spiess,

chef de projet produits avicoles et produits gourmets à UBIFRANCE.

Audition de MM. Patrick Foubert, trésorier national adjoint et Stéphane Touzet, secrétaire national du syndicat national des techniciens du ministère de l'agriculture (SNTMA-FO).

Audition de Mmes Michèle Rousseau, directrice générale et Anne-Louise Guilmain, chargée d'études Agriculture de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*): Audition de M. Christophe Marie, directeur du Bureau de protection animale et porte-parole de la Fondation Brigitte Bardot.

Audition de M. Jean-Michel Serre, président, et Mme Caroline Tailleux, chargée de mission - Fédération nationale porcine (FNP).

Audition de M. Philippe Lecouvey, directeur général de l'Institut français du porc (IFIP).

Audition de MM. Philippe Chalmin, président, et Philippe Boyer, secrétaire général, de l'Observatoire des prix et des marges.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*): Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

(*commission des affaires économiques*): Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport pour avis.

Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Déplacement d'une délégation de la commission en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Surveillance de l'espace - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

(*commission des affaires économiques*): Contentieux de l'urbanisme - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Martial Bourquin, parlementaire en mission sur l'ordre public économique et les relations inter-entreprises.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*): Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 relative à la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Economie sociale et solidaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Economie sociale et solidaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Economie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Ville et cohésion urbaine - Audition de M. François Lamy, ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. André Marcon, président de « CCI de France ».

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)] - (30 janvier 2013) - Article unique (Création de zones d'exclusion pour les loups) (p. 682).

- Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)] - (6 février 2013) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 950).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale applicables aux infractions forestières [n° 320 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 991).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (13 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1205, 1207). - **Article 1er** (titre II bis du livre II du code de l'énergie [nouveau] - Bonus-malus sur les consommations domestiques d'énergie) (p. 1220). - **Article 1er bis** (art. L. 134-5 du code de l'énergie - Fixation du niveau des bonus et des malus par la commission de régulation de l'énergie) (p. 1232). - **Article 2** (Demande de rapports au Gouvernement) (p. 1235). (p. 1238). - **Article 3** (art. L. 121-5, L. 337-3 et L. 445-5 du code de l'énergie, art. L. 2224-3 du code général des collectivités territoriales - Extension du champ des bénéficiaires du tarif de première nécessité pour l'électricité) (p. 1241, 1242). - **Article 8** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Interdiction d'interruption de la fourniture en énergie pendant les mois d'hiver) (p. 1256, 1257). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1258).

- **Suite de la discussion** (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - Suppression des zones de développement de l'éolien) (p. 1274). (p. 1283, 1284).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1408, 1409).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière viande** - (21 février 2013) (p. 1481).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1571).

- **Questions cribles thématiques sur la compétitivité** - (28 février 2013) (p. 1619). (p. 1620).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1775).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) (p. 1817). (p. 1828). - **Article 20 bis A** (Prorogation du mandat des délégués d'EPCL ayant fusionné au 1er janvier 2014 jusqu'à l'installation du nouvel organe délibérant résultant de l'élection organisée en mars 2014) (p. 1899). - **Article 20 ter** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écrêtement des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 1903, 1904). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 1914, 1915). (p. 1925).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2512, 2514). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2528, 2529).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie pharmaceutique** - (4 avril 2013) (p. 2705). (p. 2705).

- **Question orale avec débat sur la lutte contre l'obsolescence programmée des produits** - (23 avril 2013) (p. 3927).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'industrie pharmaceutique (Sanofi)** - (23 mai 2013) (p. 4510, 4511).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4973, 4974). - **Article 1er** (Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer) (p. 4993). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4999).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6039, 6040).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6665, 6666).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Deuxième lecture [n° 754 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 39-1 du code de procédure pénale - Compétences des procureurs de la République dans la mise en œuvre de la politique pénale) (p. 7315).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7934, 7935).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 7996). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8011). (p. 8013). - **Article 4 bis A** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration) (p. 8059).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5 bis** (art. L. 515-32 du code de la consommation - Réservoirs enterrés de liquides inflammables) (p. 8111, 8112). - **Articles additionnels après l'article 5 ter (suite)** (p. 8118). - **Article 7** (art. L. 211-7, L. 211-15, L. 211-16 et L. 211-19 du code de la consommation - Garanties applicables aux contrats de consommation) (p. 8124). - **Article 11** (section 14 [article L. 121-97 nouveau], section 15 (articles L. 121-98 à L. 121-103 [nouveaux] du code de la consommation, L. 112-6 du code monétaire et financier et L. 310-2 du code de commerce) du chapitre Ier du Titre II du Livre Ier du code de la consommation - Absence de droit de rétractation dans le cadre des contrats conclus dans les foires et salons et encadrement des ventes d'or et de métaux précieux) (p. 8139, 8140). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 8158). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L. 313-9, L. 331-11 du code de la consommation - Registre national des crédits aux particuliers) (p. 8211).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Rappel au règlement** (p. 8692, 8693).

- **Proposition de loi relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime [n° 6 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 621-2 du code rural et de la pêche maritime - Participation de FranceAgriMer à la mise en œuvre de l'aide aux personnes les plus démunies) (p. 9432).

- **Débat sur la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France** - (15 octobre 2013) (p. 9598, 9599).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9936, 9938).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10070, 10071).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article additionnel après l'article 12** (p. 10154). - **Article 26** (art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 A, 18-1, 19-1, 19-2, 20, 21, 22, 23 et 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 - *Gouvernement et gestion des copropriétés*) (p. 10205, 10206). (p. 10216).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 49** (art. L. 411-2, L. 421-1, L. 421-2, L. 421-3, L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3, L. 445-2, L. 422-8-1 et art. L. 442-8-1-1 (nouveaux) du code de la construction et de l'habitation - *Extension des missions des opérateurs du logement social*) (p. 10306). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 10311). - **Article 63 (priorité)** (*Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération*) (p. 10322). (p. 10322). (p. 10332, 10333). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - *Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT*) (p. 10358). (p. 10359).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11040).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - *Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce*) (p. 11133, 11134).

- **Questions cribles thématiques sur la montagne : aménagement du territoire, problématiques foncières et développement économique** - (7 novembre 2013) (p. 11141). (p. 11142).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Article 1er** (art. L. 1 bis et L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - *Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en Algérie jusqu'au 2 juillet 1964*) (p. 11602).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les normes et le statut de l'élu** - (28 novembre 2013) (p. 12389).

- **Débat sur les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe** - (4 décembre 2013) (p. 12444, 12445).

MOHAMED SOILHI (Thani)
sénateur (Mayotte)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 365 (2012-2013)] de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 428 (2012-2013)] (13 mars 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 28 (2013-2014)] d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 201 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition de M. Denez L'Hostis, pilote de la mission « mer et littoral » de France Nature Environnement et administrateur de l'Agence des aires marines protégées.

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Gilles Bernheim, grand rabbin de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants du Conseil supérieur du notariat.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer, sur les questions de l'octroi de mer, de la fiscalité du rhum et de la défiscalisation.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Serge Letchimy, parlementaire en mission auprès du ministre des outre-mer, sur l'article 349 du traité de Lisbonne (mesures spécifiques concernant les régions ultrapériphériques).

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Projet de loi ordinaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen des amendements aux textes de la commission.

Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Pierre Avril, professeur émérite de droit public, M. Olivier Beaud, professeur de droit public, Mme Julie Benetti, professeur de droit public et M. Dominique Rousseau, professeur de droit public.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer (mission « Outre-mer »).

Loi de finances pour 2014 - Auditions de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation (mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et mission « Relations avec les collectivités territoriales »).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer », « crédits affectés aux départements d'outre-mer » et « crédits affectés aux collectivités d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et aux TAAF » - Examen des rapports pour avis.

Simplification et sécurisation de la vie des entreprises - Échange de vues.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 9 décembre 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 192 du code électoral - Élections des conseillers départementaux*) (p. 242, 243).

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 473, 474).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 [n° 325 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1006, 1007).

- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1431, 1433).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2110, 2112).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - rapporteur pour avis - **Article 11** (*art. L. 631-2, L. 631-2-1, L. 631-2-2 et L. 631-2-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Création du Conseil de stabilité financière*) (p. 2265). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 511-33 du code monétaire et financier et art. 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Inopposabilité du secret bancaire aux commissions d'enquête parlementaire*) (p. 2267).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Article 18** (*art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance-emprunteur*) (p. 2325). (p. 2326). (p. 2327). (p. 2328). (p. 2331). - **Article 23** (*art. L. 312-1-4 [nouveau] du code monétaire et financier - Compte du défunt*) (p. 2355). (p. 2355). (p. 2356). (p. 2357). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 2357). (p. 2357, 5328). (p. 2358).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2757).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 6 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte - Coordinations dans la législation relative aux prestations familiales à Mayotte*) (p. 3205, 3206).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer [n° 572 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4318).

- **Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 567 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Article 3 (nouveau)** (*art. 35 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer - Modalités de mise en œuvre d'une procédure de titrement dans les départements d'outre-mer et à Saint-Martin*) (p. 4343).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (21 juin 2013) - **Article 68 (Texte non modifié par la commission)** (*Modalités d'application à Mayotte*) (p. 6318).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture [n° 684 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6628).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6807, 6809). - **Article 1er** (*art. 64 de la Constitution - Mission du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 6826, 6827).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2013) - **Article 2** (*art. 65, 65-1 [nouveau] et 65-2 [nouveau] de la Constitution - Pouvoirs et composition du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 6840). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6850).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 676 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013)**.

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7189).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Deuxième lecture [n° 754 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7307).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 7380).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Article 10 quinquies** (*art. 561-2, 561-3, 561-17 et 561-36 du code monétaire et financier - Assujettissement des caisses de règlement pécuniaire des avocats à la déclaration de soupçon*) (p. 7491, 7492). (p. 7493). - **Article 11 sexies (supprimé)** (*art. L. 230 du livre des procédures fiscales - Allongement du délai de prescription en matière de fraude fiscale*) (p. 7503). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7513).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 778 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale**

commune avec celle du projet de loi n° 779 (2012-2013) (p. 7570, 7571). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 7586).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 779 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 778 (2012-2013).** - (23 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Ratification d'ordonnances relatives à l'outre-mer) (p. 7589). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 7591). (p. 7591). (p. 7593).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7765). (p. 7766).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 798 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Article 11** (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics) (p. 7794). (p. 7796). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. 432-12 du code pénal - Définition de l'intérêt pouvant ouvrir la sanction de la prise illégale d'intérêts) (p. 7809).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8434, 8435).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (24 octobre 2013) - **Article 9** (art. 1er, 1-1, 3, 3-1 [nouveau], 4, 4-1, 5, 6, 6-1 [nouveau], 6-2 [nouveau], 7, 8-1, 8-3 [nouveau], 13-1 à 13-10 [nouveaux], 14, 17-1 [nouveau] de la loi, 18-1 [nouveau], n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ; art. L. 241-3 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 561-2 du code monétaire et financier - Modification de la réglementation applicable aux professions de l'immobilier) (p. 10119).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 46 nonies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1515-1 du code de la santé publique - Extension à Mayotte des dispositions du code de la santé publique relatives aux périmètres d'insalubrité) (p. 10278).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Article 1er** (Définition de l'économie sociale et solidaire) (p. 11038, 11039).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - en remplacement de M. Alain Anziani, rapporteur pour - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11154, 11155). (p. 11155). (p. 11156). (p. 11156). (p. 11157). (p. 11158). (p. 11159). (p. 11160). (p. 11160). (p. 11161). (p. 11166). - **Article 12** (art. L. 240-1 à L. 240-10 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés en cas de cession de parts sociales, actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité du capital) (p. 11177). (p. 11178). (p. 11179). (p. 11179). (p. 11180). (p. 11180). (p. 11181). - **Article 15** (art. 26 bis et 52 bis [nouveau] de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - Mise en place d'un dispositif d'amorçage pour la reprise d'entreprises en sociétés coopératives de production) (p. 11198). (p. 11199). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - Possibilité de rachat par les coopératives de parts sociales détenues par des associés non

coopérateurs) (p. 11200, 11201). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 47 bis à 47 octies [nouveaux] de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 - Groupements de sociétés coopératives de production) (p. 11203). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Modification de la dénomination des sociétés coopératives ouvrières de production) (p. 11204). - **Article 19** (art. 5, 8, 15 à 18, 21, 28 et 51 de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - Ouverture du statut de société anonyme par actions aux sociétés coopératives de production) (p. 11205). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 bis et 12 [nouveaux] de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Fusion et scission d'associations) (p. 11228). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. 79-IV [nouveau] du code civil local applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - Fusion et scission d'associations en Alsace et Moselle) (p. 11231). - **Article 43** (art. 6 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Dons aux associations d'intérêt général) (p. 11232). (p. 11232). (p. 11232). (p. 11233). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 11233). (p. 11233). - **Article 44 (Texte non modifié par la commission)** (art. 11 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Capacité juridique des associations reconnues d'utilité publique) (p. 11234). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (Habilitation à prendre par voie d'ordonnance les mesures d'application dans les départements et collectivités d'outre-mer) (p. 11243). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires relatives à l'obligation d'information des salariés prévue par les art. 11 et 12) (p. 11243). (p. 11243).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Article 13** (art. 199 ter U [nouveau], 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 199 undecies D, 200-0 A, 217 undecies, 217 duodecies, 220 Z quater [nouveau], 220 Z quinquies [nouveau], 223 O, 242 sexies, 242 septies, 244 quater W [nouveau], 244 quater X [nouveau], 296 ter, 1740-00 AB, 1740-0 A et 1743 du code général des impôts et art. L. 45 F du livre des procédures fiscales - Réforme du régime de défiscalisation des investissements productifs et des logements sociaux outre-mer) (p. 12051). (p. 12051, 12052). (p. 12052). (p. 12053). (p. 12053). (p. 12054). (p. 12055). (p. 12055). (p. 12057). (p. 12059). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12062). (p. 12062).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12147, 12148). - **Article 28** (art. L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales, art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 et art. 12 de l'ordonnance n° 2012-576 du 26 avril 2012 - Modification des droits à compensation des départements, dont Mayotte, au titre des transferts de compétences) (p. 12204). - **Article 29** (art. 1586 du code général des impôts - Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte) (p. 12207). (p. 12208). - **Article 34** (art. 1600 du code général des impôts - Contribution des chambres de commerce et d'industrie à l'effort de rétablissement des comptes publics et rétrocession aux entreprises de la baisse du plafond de leurs taxes affectées) (p. 12224). (p. 12226). (p. 12226).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)]** - (9 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12492, 12494).

- **Rapporteur - Article 1er** (Habilitation en vue d'alléger et clarifier certaines obligations générales et sectorielles pesant sur les entreprises) (p. 12511, 12512). (p. 12512, 12513). - **Article 2** (Habilitation en vue de réformer le droit des entreprises en difficulté) (p. 12514). (p. 12514). - **Article 3** (Habilitation en vue de simplifier et de clarifier diverses

dispositions de droit des sociétés) (p. 12515). - **Article 6** (Habilitation en vue d'adapter l'exercice de la profession d'expert-comptable) (p. 12516). - **Article 9** (art. L. 114-17 du code de la mutualité, L. 931-15 du code de la sécurité sociale et L. 511-35 du code monétaire et financier - Obligation de publication des informations à caractère social et environnemental pour les mutuelles et les établissements de crédit) (p. 12519). (p. 12519). - **Article 10** (Habilitation en vue de moderniser les règles d'organisation et de fonctionnement et les règles relatives aux opérations en capital applicables aux

entreprises dans lesquelles l'État détient une participation) (p. 12520). (p. 12522). (p. 12522). - **Article 14 quater (nouveau)** (Habilitation en vue de mettre en place un nouveau produit d'assurance sur la vie orienté vers le financement de l'économie) (p. 12526). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 12531). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12534). (p. 12534). - **Intitulé du projet de loi** (p. 12535).

MONTEBOURG (Arnaud)
ministre du redressement productif

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique de la France** - (7 février 2013) (p. 994, 995).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique industrielle de la France** - (7 février 2013) (p. 1000, 1001).
- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1416, 1420).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière automobile et les sous-traitants** - (11 avril 2013) (p. 3191, 3192).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la relance économique et Pétroplus** - (25 avril 2013) (p. 4057, 4058).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'industrie pharmaceutique (Sanofi)** - (23 mai 2013) (p. 4511).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique et de l'emploi** - (17 octobre 2013) (p. 9693, 9694).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'industrie** - (17 octobre 2013) (p. 9696, 9697).

de MONTESQUIOU (Aymeri)
sénateur (Gers)
UDI-UC

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.
- Membre de la commission des affaires européennes.
- Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)] (12 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte [COM (2013) 550 final] [n° 148 (2013-2014)] (14 novembre 2013) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Culture [n° 156 tome 3 annexe 7 (2013-2014)]** (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Quelles perspectives pour l'Union européenne ? : rapport de M. Pierre Bernard-Reymond.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Elargissement - Audition de M. Oleksandr Kupchyshyn, ambassadeur d'Ukraine en France.

(*commission des finances*) : Exécution du budget de 2012 - Audition de M. Jérôme Cahuzac, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Paul Kavanagh, ambassadeur d'Irlande en France.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Rencontre avec une délégation de la commission chargée des questions européennes de la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Conséquences des nouvelles règles de gouvernance budgétaire européennes sur la procédure nationale - Audition de MM. Julien Dubertret, directeur du budget, et Ramon Fernandez, directeur général du Trésor.

Évolution des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Audition de MM. André Laignel, président du Comité des finances locales, et Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique et gestion de la fonction publique - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

Projet de décret d'avance portant création du programme relatif au Haut conseil des finances publiques et le dotant en crédits - Communication.

Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Économie, finances et fiscalité - Stratégie européenne pour l'économie numérique - Avis politique de Mme Catherine Morin-Desailly.

Économie, finances et fiscalité - Scandale du Libor : proposition de résolution européenne de M. Richard Yung.

(*commission des finances*) : Certification des comptes de l'État et exécution budgétaire de 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des finances*) : Réunion de travail avec M. Olli Rehn, vice-président de la commission européenne, en charge des affaires économiques et monétaires.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et du plan « Investir pour la France ».

Traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des finances*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. Philippe Marini, président, sur un nouvel indicateur permettant de mesurer l'émigration fiscale des particuliers.

Investissements dans la police et la gendarmerie - Contrôle budgétaire - Communication de M. Jean-Vincent Placé, rapporteur spécial Contrôle budgétaire.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique de voisinage - Accord d'association avec l'Ukraine (textes E 8350 et E 8682) : communication de M. Gérard César.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Michèle André, rapporteure spéciale, sur la mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 61).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Marie-France Beaufils, rapporteure spéciale, sur la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif aux bénéficiaires des remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte : proposition de résolution européenne portant avis motivé de MM. Michel Billout et Aymeri de Montesquiou.

(*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 75 et 76) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

Mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Accueil des étudiants et chercheurs hors Union européenne : communication de Mme Catherine Tasca.

Institutions européennes - La citoyenneté européenne : communication et proposition de résolution européenne de M. André Gattolin.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur le commerce extérieur** - (31 janvier 2013) (p. 735). (p. 736).

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1352, 1353).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1414, 1416).

- **Débat sur le développement dans les relations Nord-Sud** - (21 février 2013) (p. 1500, 1501).

- **Questions cribles thématiques sur la compétitivité** - (28 février 2013) (p. 1618, 1619). (p. 1619).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1709, 1710).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2123, 2124). - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 2136, 2137). (p. 2137).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Article 4** (*Modalités d'application du titre 1er*) (p. 2189). (p. 2190). - **Article 4 bis** (*art. L. 511-45 du code monétaire et financier - Transparence des activités bancaires pays par pays*) (p. 2192). (p. 2194). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 312-4, L. 312-5, L. 312-15 et L. 312-16 du code monétaire et financier - Missions du Fonds de garantie des dépôts et de résolution*) (p. 2247). (p. 2248). - **Article 7** (*art. L. 613-31-11 à L. 613-31-18 [nouveaux] du code monétaire et financier - Résolution et prévention des crises bancaires*) (p. 2254, 2255). (p. 2255).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil*) - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois* (p. 2980, 2981).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6054, 6056). (p. 6067).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6469, 6470).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013, suivi d'un débat interactif et spontané** - (16 octobre 2013) (p. 9636, 9637).

- **Questions cribles thématiques sur la politique énergétique européenne** - (24 octobre 2013) (p. 10134). (p. 10135).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations aux collectivités territoriales** - (31 octobre 2013) (p. 10826, 10827).

- **Débat sur la politique d'aménagement du territoire** - (18 novembre 2013) (p. 11516, 11517).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11790, 11791).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11855).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11967).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - **Article 10** (*art. 223 duodecies, 223 terdecies et 223 quaterdecies [nouveaux] du code général des impôts - Instauration d'une contribution sur l'excédent brut d'exploitation pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros*) (p. 12005).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Article 23** (*art. 235 ter ZE du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe de risque systémique*) (p. 12156, 12157). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 12161).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 41** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 12249, 12250). - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 12345, 12346).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)]** - (9 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12500, 12501).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12780, 12781).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Nouvelle lecture [n° 190 (2013-2014)]** - (16 décembre 2013) - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression de la condition de 17 ans et demi pour bénéficier de la retraite majorée de référence au régime des non-salariés agricoles*) (p. 13056, 13057). (p. 13057).

de MONTGOLFIER (Albéric)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013. (9 décembre 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public de financement et de restructuration jusqu'au 30 mai 2013.

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI Groupe le 20 février 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le bilan immobilier de la réforme de la carte judiciaire: recommandations pour une justice mieux logée [n° 627 (2012-2013)] (5 juin 2013) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les douanes face au commerce en ligne : une fraude fiscale importante et ignorée [n° 93 (2013-2014)] (23 octobre 2013) - **Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines [n° 156 tome 3 annexe 15 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des finances*) : Taxe sur les transactions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des finances*) : Exécution du budget de 2012 - Audition de M. Jérôme Cahuzac, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*) : Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Révision des valeurs locatives et modalités de répartition territoriale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Audition de M. Bruno Bézard, directeur général des finances publiques.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des finances*) : Évolution des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales - Audition de MM. André Laignel, président du Comité des finances locales, et Serge Morvan, directeur général des collectivités locales.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Bilan immobilier de la réforme de la carte judiciaire - Communication.

Politique de cession de biens immobiliers sis à l'étranger du ministère des affaires étrangères - Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France Domaine et de M. Yves Saint-Geours, directeur général de l'administration et de la modernisation du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*) : Gestion par les services de l'Etat d'informations relatives à la détention d'un compte à l'étranger par un ministre - Communication.

Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des finances*) : Dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires - Contrôle budgétaire - Communication.

Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France, sur le financement pérenne des allocations individuelles de solidarité par les départements.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) - Contrôle budgétaire - Communication de M. Vincent Delahaye, rapporteur spécial.

Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport pour avis.

Préfectures et réorganisation territoriale de l'État - Contrôle budgétaire - Communication de Mme Michèle André, rapporteure spéciale.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement public des grandes infrastructures sportives - Communication de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, et M. Dominique Bailly, rapporteur au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Communication de M. Philippe Marini, président, sur un nouvel indicateur permettant de mesurer l'émigration fiscale des particuliers.

Investissements dans la police et la gendarmerie - Contrôle budgétaire - Communication de M. Jean-Vincent Placé, rapporteur spécial Contrôle budgétaire.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Charles Guené, rapporteur spécial, sur la mission « Conseil et contrôle de l'État ».

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Yann Gaillard et Aymeri de Montesquiou, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Culture ».

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Philippe Dominati, rapporteur spécial, sur la mission « Direction de l'action du Gouvernement » et sur le budget annexe « Publications officielles et information administrative ».

Rôle des douanes dans la lutte contre la fraude sur Internet - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Albéric de Montgolfier et Philippe Dallier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Gattaz, président du MEDEF.

Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. François Rebsamen, rapporteur spécial, sur la mission « Égalité des territoires, logement et ville » (et articles 64 à 66).

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Richard Yung et Roland du Luart, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Action extérieure de l'État » (et communication sur leurs contrôles budgétaires relatifs aux modalités de recrutement et

conditions d'exercice des enseignants à l'étranger, et aux projets de regroupement immobilier des représentations diplomatiques).

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 61 bis) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et articles 67 et 68) et mission « Provisions » et compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

Mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours - Examen des amendements au texte de la commission.

Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (18 janvier 2013) - **Article 26** (*Entrée en vigueur*) (p. 356). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 361).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1083).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Article 7** (*art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport*) (p. 1102). (p. 1103).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et conseiller départemental*) (p. 1769).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons par département*) (p. 1831). - **Article 4** (*art. L. 192 du code électoral - Elections des*

conseillers départementaux) (p. 1832). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1835). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 208 du code électoral - Conséquences d'une double candidature aux élections départementales) (p. 1839). - **Article 7** (art. L. 209 du code électoral - Domiciliation des conseillers départementaux) (p. 1839). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1844). - **Article 9** (art. L. 221 du code électoral - Remplacement des conseillers départementaux) (p. 1844). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 1845). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-11, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - Solidarité et binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales) (p. 1847). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - Contentieux des comptes de campagne) (p. 1848). - **Article 14** (art. L. 3122-1 et L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents) (p. 1849). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-6 du code général des collectivités territoriales - Vacance de sièges au sein de la commission permanente) (p. 1850). - **Article 16 A** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 1852).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2119, 2121).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation aux collectivités territoriales et la décentralisation** - (11 avril 2013) (p. 3188, 3189).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (11 avril 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3211).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5917). (p. 5917). (p. 5919). (p. 5921). (p. 5926). (p. 5932). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5933). (p. 5941). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5950). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs) (p. 5953).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6472, 6473).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (26 juin 2013) (p. 6480).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)] (suite)** - (26 juin 2013) - **Article 11 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1611-3-1 [nouveau] et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 6499, 6500). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-10-1 [nouveau], L. 532-2-1 [nouveau], L. 511-47-1 [nouveau], L. 612-11, L. 612-23-1 [nouveau], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26, L. 612-33, L. 612-39 et L. 613-31-2 du code monétaire et financier - Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle) (p. 6506, 6507).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8738).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pression fiscale** - (14 novembre 2013) (p. 11494).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11785, 11787).

Première partie :

- (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11937). (p. 11940). - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11946, 11947). (p. 11950, 11951). (p. 11962).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12081, 12082). - **Article 20** (art. 265, 265 bis, 266 quinquies et 266 quinquies B du code des douanes - Aménagement des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 12102, 12103). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12114). - **Article 22** (art. 265 bis A et 266 quinquies du code des douanes - Suppression progressive de la défiscalisation des biocarburants et modification du régime de TGAP biocarburants) (p. 12118).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Article 23** (art. 235 ter ZE du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe de risque systémique) (p. 12150). - **Article 24** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 12177). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 12205). - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quatercivies A, art. 1609 septcivies et art. 1609 novocivies du code général des impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 12217). - **Article 34** (art. 1600 du code général des impôts - Contribution des chambres de commerce et d'industrie à l'effort de rétablissement des comptes publics et rétrocession aux entreprises de la baisse du plafond de leurs taxes affectées) (p. 12224). (p. 12225).

- **Rappel au règlement** - (27 novembre 2013) (p. 12257).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] (suite)**

Première partie :

- (27 novembre 2013) - **Article 37** (art. 1011 bis du code général des impôts - Modification du barème du malus automobile) (p. 12263). (p. 12264). - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 12349, 12350).

- **Questions cribles thématiques sur l'accès à la justice et la justice de proximité** - (5 décembre 2013) (p. 12481). (p. 12482).

MORIN-DESAILLY (Catherine)
sénatrice (Seine-Maritime)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire du conseil d'administration de la Fondation du patrimoine ; nouvelle nomination le 30 octobre 2013.

Membre titulaire de la commission scientifique nationale des collections.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement le 13 mars 2013 ; puis vice-présidente du 27 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013 ; puis présidente le 4 décembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la proposition de directive relative à l'accessibilité des sites web d'organismes du secteur public (E 7929) [n° 292 (2012-2013)] (24 janvier 2013) - **Fonction publique - Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la politique nationale du patrimoine de l'État [n° 359 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Aménagement du territoire - Culture - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Union européenne, colonie du monde numérique ? [n° 443 (2012-2013)] (20 mars 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 413 (2012-2013)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 461 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer la procédure des questions écrites dans les collectivités locales [n° 642 (2012-2013)] (6 juin 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Culture et recherche au coeur des années croisées France - Vietnam [n° 27 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La politique méditerranéenne de l'Union européenne après le printemps arabe : les cas du Maroc et de la Tunisie [n° 100 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la politique méditerranéenne de l'Union européenne [n° 101 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Quelles perspectives pour l'Union européenne ? : rapport de M. Pierre Bernard-Reymond.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Accessibilité des sites web publics - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - « Plus vite, plus haut, plus fort ? L'Union européenne et le sport professionnel » - Rapport de M. Jean-François Humbert.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Diffusion des œuvres conservées dans les musées et autres institutions culturelles - Audition de M. Alain Seban, président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avis sur la constitution d'un groupe d'études relatif aux langues et cultures régionales.

Économie numérique de la presse et du livre - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Gouvernance européenne du numérique : rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

Refondation de l'école de la République - Audition de M. Xavier Nau, rapporteur pour avis du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Examen de la proposition de résolution européenne n° 413 tendant à créer un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Respect de l'exception culturelle dans le cadre de la négociation d'un accord de libre-échange avec les États-Unis - Échange de vues.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Travail - Examen de la proposition de résolution de M. Éric Bocquet sur la situation des travailleurs détachés.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Philippe Étienne, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Rapport de M. Simon Sutour sur les propositions de résolution européenne (n°s 522 et 526) relatives respectivement au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles, et au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe-États-Unis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Économie, finances et fiscalité - Stratégie européenne pour l'économie numérique - Avis politique de Mme Catherine Morin-Desailly.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droits audiovisuels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Politique culturelle à l'ère du numérique - Audition de MM. Pierre Lescure, président de la mission « Acte II de l'exception culturelle » et Jean-Baptiste Gourdin, coordinateur de la mission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique de voisinage - La politique méditerranéenne de l'Union, l'exemple du Maroc et de la Tunisie : rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour, Mmes Bernadette Bourzai, Catherine Morin-Desailly et M. Jean-François Humbert.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*mission commune d'information sur la gouvernance mondiale de l'Internet*) : Audition de M. Vinton Cerf, vice-président de Google.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Approfondissement de l'Union économique et monétaire (instrument de convergence et de compétitivité, coordination préalable des grandes réformes, dimension sociale) : rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Dominique Bailly.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'école** - (24 janvier 2013) (p. 483).

- **Question orale sur la réalisation de la ligne nouvelle Paris-Normandie** - (5 février 2013) (p. 798). (p. 799).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1700, 1701).

- **Débat sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (26 mars 2013) (p. 2420, 2422).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3005, 3006).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4180, 4181).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4355, 4357).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) - **Question préalable** (p. 4403, 4404). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 4414). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 4424). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans) (p. 4435). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4445). - **Article 6** (art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - Éducation artistique et culturelle) (p. 4447). (p. 4450). (p. 4452). (p. 4452). (p. 4453, 4454). (p. 4455). (p. 4455). (p. 4456). (p. 4456). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-5 du code de l'éducation -

Contribution de l'éducation physique et sportive et du sport scolaire à l'éducation à la santé (p. 4458). (p. 4458).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 6 ter** (art. L. 121-4-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Éducation à la citoyenneté et promotion de la santé à l'école*) (p. 4474). - **Article 7** (art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - *Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences*) (p. 4475). (p. 4477). (p. 4478). - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - *Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance*) (p. 4488). (p. 4493). (p. 4497). (p. 4497, 4498). (p. 4498, 4499). (p. 4499). - **Article 18** (art. L. 214-13-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Élaboration et mise en œuvre de la carte régionale des formations professionnelles initiales*) (p. 4526, 4527). (p. 4527). (p. 4529). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - *Création du Conseil national d'évaluation du système éducatif*) (p. 4543). (p. 4544). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3 du code de l'éducation - *Objectifs des programmes*) (p. 4555, 4556). (p. 4556). - **Article 26** (art. L. 312-9 du code de l'éducation - *Formation à l'utilisation des outils numériques*) (p. 4560). (p. 4561). - **Article 27** (art. L. 312-9-2 du code de l'éducation [rétabli] - *Enseignement obligatoire d'une langue vivante étrangère au début de la scolarité élémentaire*) (p. 4562). (p. 4562, 4563).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-5 du code de l'éducation - *Introduction d'une éducation aux médias numériques dans les collèges*) (p. 4614, 4615). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-1 du code de l'éducation - *Mise en place du projet éducatif territorial*) (p. 4642). - **Article 47** (*Fonds d'aide aux communes pour la mise en place de la réforme des rythmes scolaires*) (p. 4645, 4646). (p. 4647, 4648). (p. 4648). - **Article additionnel après l'article 47** (p. 4648). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - *Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation*) (p. 4667).

- **Rappel au règlement** - (30 mai 2013) (p. 5012, 5013).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5395). (p. 5414).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion**

générale commune avec celle du projet de loi organique n° 849 (2012-2013) (p. 8795, 8798). - **Article additionnel après l'article 1er A** (p. 8806, 8807). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Composition du CSA et mode de désignation de ses membres*) (p. 8807). (p. 8808, 8809). (p. 8811). (p. 8811, 8812). (p. 8812). (p. 8814). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 17-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Extension du pouvoir de règlement des différends du CSA aux services de médias audiovisuels à la demande*) (p. 8814). - **Article 2 ter (nouveau)** (nouvel art. 17-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Mission de conciliation du CSA dans le domaine de la circulation des œuvres*) (p. 8817). (p. 8818). - **Articles additionnels après l'article 2 ter** (p. 8821). (p. 8822). (p. 8823). - **Article 5** (art. 47-4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Réforme du mode de nomination des sociétés nationales de programme*) (p. 8830). (p. 8832). - **Article 6 ter** (art. 18 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Modification des dispositions relatives au rapport public annuel du CSA*) (p. 8836). (p. 8836). - **Article additionnel après l'article 6 quater** (p. 8841). - **Article 6 sexies** (art. 30-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 - *Possibilité de réserver l'accès d'un appel à candidature pour le lancement d'un service national de télévision en haute définition à des chaînes nationales déjà autorisées en diffusion standard*) (p. 8844). (p. 8846). - **Article 6 octies A (nouveau)** (art. 33-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Déclaration préalable des éditeurs de services de médias audiovisuels à la demande*) (p. 8847). - **Articles additionnels après l'article 6 nonies** (p. 8857). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8861).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 849 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 850 (2012-2013)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'école** - (3 octobre 2013) (p. 9004).

- **Débat sur la protection des données personnelles** - (17 octobre 2013) (p. 9678, 9679).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12691).

MOSCOVICI (Pierre)

ministre de l'économie et des finances

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 805 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gouvernance de Renault** - (14 mars 2013) (p. 1857).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Grand Paris** - (14 mars 2013) (p. 1860).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2101, 2104). - **Article 1er** (art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Filiatation des activités bancaires spéculatives*) (p. 2165, 2167). (p. 2171). (p. 2171). (p. 2174). (p. 2177).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Article 4 (Modalités d'application du titre 1er)** (p. 2190). - **Article 4 bis A (Supprimé)** (*Débat annuel sur la liste des paradis fiscaux*) (p. 2191). - **Article 4 bis** (art. L. 511-45 du code monétaire et financier - *Transparence des activités bancaires pays par pays*) (p. 2193). (p. 2199). (p. 2200). (p. 2201). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 2202). (p. 2203).

(p. 2205). - **Article additionnel après l'article 4 ter A** (p. 2207). - **Article 4 ter B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 561-29 du code monétaire et financier - Transmission d'informations par TRACFIN aux autorités judiciaires et à l'administration des douanes) (p. 2207). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 2208). - **Articles additionnels après l'article 4 quater** (p. 2210). (p. 2213). (p. 2214). (p. 2215). (p. 2216). (p. 2216). (p. 2217). (p. 2217). - **Article additionnel après l'article 4 quinquies** (p. 2218). - **Articles additionnels après l'article 4 sexies** (p. 2219). - **Articles additionnels après l'article 4 sexies (suite)** (p. 2228). - **Articles additionnels après l'article 4 nonies** (p. 2231, 2232). (p. 2233). (p. 2236). (p. 2237). - **Article 5** (art. L. 612-1, L. 612-4, L. 612-8-1 [nouveau], L. 612-33, L. 612-5, L. 612-6, L. 612-7, L. 612-8, L. 612-12, L. 612-14, L. 612-15, L. 612-16, L. 612-19, L. 612-20, L. 612-36, L. 612-10, L. 612-38 du code monétaire et financier - Organisation et missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) (p. 2240). (p. 2241). (p. 2243). (p. 2244). (p. 2244). (p. 2245). (p. 2246). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-4, L. 312-5, L. 312-15 et L. 312-16 du code monétaire et financier - Missions du Fonds de garantie des dépôts et de résolution) (p. 2248). (p. 2249). (p. 2249). (p. 2249). (p. 2250). - **Article 7** (art. L. 613-31-11 à L. 613-31-18 [nouveaux] du code monétaire et financier - Résolution et prévention des crises bancaires) (p. 2254). (p. 2255). (p. 2256, 2257). (p. 2258). (p. 2258). (p. 2258). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 517-5, L. 612-2, L. 612-16, L. 612-34, L. 613-24 et L. 613-27 du code monétaire et financier - Mesures de police administrative et garanties apportées à l'administrateur provisoire) (p. 2260). - **Article 11** (art. L. 631-2, L. 631-2-1, L. 631-2-2 et L. 631-2-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Création du Conseil de stabilité financière) (p. 2262). (p. 2263). (p. 2264). (p. 2265). (p. 2265). (p. 2265). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2266). (p. 2266). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-33 du code monétaire et financier et art. 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Inopposabilité du secret bancaire aux commissions d'enquête parlementaire) (p. 2267). - **Article 11 ter** (art. L. 1611-3, L. 1611-9 et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 2269). (p. 2270). (p. 2271). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 2272). (p. 2273). (p. 2273). (p. 2276). - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 2276). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-10-1, L. 532-2-1, L. 511-47-1, L. 612-23-1 [nouveau], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26L. 612-33, L. 612-39 du code monétaire et financier - Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle) (p. 2281). (p. 2284). (p. 2285). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 2286). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 2286). - **Article 15 ter** (art. L. 132-23 du code des assurances - Complémentaire retraite des hospitaliers) (p. 2289). - **Articles additionnels après l'article 15 ter** (p. 2290). - **Articles additionnels avant article 17** (p. 2293). (p. 2295). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité) (p. 2296). (p. 2296). (p. 2297). (p. 2297). (p. 2298). (p. 2300). (p. 2301). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2301, 2302). (p. 2303).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 17 bis B** (p. 2316, 2317). (p. 2317). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 313-12-1 du code monétaire et financier - Transmission aux entreprises de la notation interne attribuée par la banque) (p. 2318). (p. 2318). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 2319). - **Article 17 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-6 [nouveau] du code monétaire et financier - Obligation d'une convention écrite entre l'entreprise et l'établissement de crédit pour la gestion d'un compte de dépôt) (p. 2320). - **Article 17 quinquies (Supprimé)** (art. L. 313-12 du code monétaire et financier - Obligation d'une convention écrite pour tout concours bancaire autre

qu'occasionnel à une entreprise) (p. 2321). - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance-emprunteur) (p. 2324). (p. 2330). (p. 2332). (p. 2334, 2335). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2337). (p. 2338). (p. 2339). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1 du code monétaire et financier - Accessibilité bancaire) (p. 2342). (p. 2342, 2343). (p. 2343). (p. 2343).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Eurogroupe et Chypre** - (28 mars 2013) (p. 2534, 2535).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Chypre** - (28 mars 2013) (p. 2535, 2536).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les enjeux économiques** - (28 mars 2013) (p. 2538, 2539).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les réponses à apporter à la crise économique** - (11 avril 2013) (p. 3183, 3184).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites de l'affaire Cahuzac** - (11 avril 2013) (p. 3186).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre l'évasion fiscale** - (11 avril 2013) (p. 3187).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les paradis fiscaux** - (11 avril 2013) (p. 3188).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité** - (24 avril 2013) (p. 3974, 3978).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6461, 6464).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6916, 6919).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique** - (18 juillet 2013) (p. 7450).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Crédit immobilier de France** - (18 juillet 2013) (p. 7451).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7888, 7890).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les impôts et la fiscalité** - (19 septembre 2013) (p. 8713, 8714).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pression fiscale** - (19 septembre 2013) (p. 8723, 8724).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11753, 11757).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique et fiscale** - (12 décembre 2013) (p. 12735, 12736).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12771, 12775).

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2013) (p. 12815, 12818).

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 7** (p. 12842). - **Article 7** (art. L. 125-0 A et 990 I du code général impôts et art. L. 136-7 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime de l'assurance-vie en vue d'une meilleure contribution au financement de l'économie) (p. 12846). (p. 12847).

(p. 12847). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 12848). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. 806, 1649 ter [nouveau], 1649 AA et 1736 du code général des impôts - Renforcement des obligations de déclaration aux services fiscaux en matière d'assurance-vie) (p. 12849). (p. 12850). (p. 12851). (p. 12851, 12852). (p. 12852). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. 885 F du code général des impôts - Inclusion des créances au titre des contrats d'assurance-vie diversifiés comportant une clause d'indisponibilité temporaire dans le patrimoine taxable à l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 12854). - **Article 7 quater (nouveau)** (art. L. 221-15 du code monétaire et financier - Modification des conditions permettant l'ouverture ou la conservation d'un livret d'épargne populaire) (p. 12855). - **Article 7 quinquies (nouveau)** (art. 157 du code général des impôts et art. L. 221-31 et L. 221-

32-2 du code monétaire et financier - Aménagements du régime juridique et du régime fiscal des plans d'épargne en actions) (p. 12856). - **Article additionnel avant l'article 7 sexies** (p. 12856). - **Article 8** (art. 217 octies [nouveau] du code général des impôts - Capital investissement d'entreprise : amortissement exceptionnel des investissements des entreprises dans les PME innovantes) (p. 12857). (p. 12858). - **Article 9** (art. 214, 237 bis A et 1456 du code général des impôts - Encouragement à la reprise d'entreprises par les salariés par la création d'un statut d'amorçage applicable aux SCOP) (p. 12859). (p. 12859). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 12861). (p. 12862).

NACHBAR (Philippe)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant de la commission du Fonds national pour l'archéologie préventive.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Culture : patrimoines, transmission des savoirs [n° 160 tome 2 fasc. 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Culture » - Examen des rapports pour avis.

NAMY (Christian)
sénateur (Meuse)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'École nationale d'administration (ENA).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 415 (2012-2013)] (6 mars 2013) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à modifier l'affectation de la taxe additionnelle à la taxe sur les installations nucléaires de base, dite d'accompagnement [n° 103 (2013-2014)] (28 octobre 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 21 mars 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Évaluation du plan de gestion des matières et déchets radioactifs (PNGMDR) 2013-2015 : séparation-transmutation et déchets à faible activité et à vie longue (FAVL).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport sur « les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ».

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

NAVARRO (Robert)
sénateur (Hérault)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de la commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs (CNE) sur la présentation de son rapport définitif.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 406 (2012-2013)] - (13 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1773). - **Discussion générale** (p. 1795).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 4** (art. L. 192 du code électoral - Élections des conseillers départementaux) (p. 1833). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 195 du code électoral - Allongement du délai d'inéligibilité au mandat de conseiller départemental) (p. 1837). - **Article 16 A** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 1851). - **Article 20 septies (supprimé)** (art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Dérogation aux critères démographiques de création d'une communauté d'agglomération) (p. 1910).

- **Question orale sur la feuille de route pour le numérique dans les départements ruraux** - (9 juillet 2013) (p. 6956). (p. 6957).

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Bruno Lechevin, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, candidat désigné aux fonctions de président de la SNCF.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Michel et de M. Bernard Chevassus-au-Louis, préfigurateurs d'une Agence française de la biodiversité.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Véhicules électriques - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Claude Belot, vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur son rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergie locales ».

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Delphine Hedary, présidente du comité de pilotage des États généraux de la modernisation du droit de l'environnement, et de Mme Claude Chardonnet, consultante.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Déchets : filières REP et écoconception - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat désigné aux fonctions de président-directeur général de Météo-France.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Protection de l'environnement et prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Article 15** (*art. L. 5141-1, L. 5141-2-1 [nouveau], L. 5141-3, L. 5141-3-1 [nouveau], L. 5141-4, L. 5141-4-1 [nouveau], L. 5141-4-2 [nouveau], L. 5141-6 et L. 5242-16 du code des transports - Simplification des procédures d'expropriation des navires abandonnés*) (p. 1123). - **Article 23** (*art. L. 5561-1, L. 5561-2, L. 5562-1, L. 5562-2, L. 5562-3, L. 5563-1, L. 5563-2, L. 5564-1, L. 5565-1, L. 5565-2, L. 5566-1 et L. 5566-2 [nouveaux] et L. 5342-3 du code des transports - Conditions sociales du pays d'accueil*) (p. 1134). (p. 1137).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (5 juin 2013) - **Article 31** (*art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5468, 5469).

NÈGRE (Louis)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 8 octobre 2013.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Membre titulaire du Conseil supérieur des transports terrestres et de l'intermodalité.

Membre suppléant du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Du Grenelle à la Conférence environnementale : à la recherche d'un nouveau souffle [n° 290 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Tourisme: une place de leader à reconquérir [n° 45 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Aménagement du territoire - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 47 (2013-2014)] relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 144 (2013-2014)] (13 novembre 2013) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Grenelle de l'environnement - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : *Pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 - Examen des amendements.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Forum sur l'application des lois.

(*commission du développement durable*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réforme de la décentralisation - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de maires et de présidents de communautés urbaines ou d'agglomération.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Véhicules électriques - Table ronde.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 relative à la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Enjeux du quatrième paquet ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Mission de préfiguration du Commissariat général à l'égalité des territoires - Audition de

M. Eric Delzant, délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR).

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilité durables » - Audition de MM. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, et Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilités durables » - Examen du rapport pour avis.

Prévention et protection contre les inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réalisation et exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Prévention et protection contre les inondations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Conférence de Varsovie sur le changement climatique - Communication.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique dans les transports - Audition de MM. Bruno Duchemin et Sébastien Genest, rapporteurs du Conseil économique, social et environnemental.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 135, 136).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 470, 471). (p. 471).

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection pénale des forces de sécurité et l'usage des armes à feu [n° 767 (2011-2012)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2681, 2683).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5070, 5071).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5115, 5116). (p. 5120). (p. 5122). - **Article 1er (Supprimé)** (*Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales*) (p. 5129). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5135). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des

collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5155).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 5224).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Statut particulier de la Métropole de Lyon*) (p. 5370). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2581-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Régime législatif des communes de l'aire métropolitaine*) (p. 5374, 5375). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5399, 5400). (p. 5423). (p. 5427). (p. 5429). (p. 5430). (p. 5439). (p. 5447).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5462). (p. 5467). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Dérogations au régime métropolitain de droit commun*) (p. 5534). (p. 5535). (p. 5535, 5536). - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 5546). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 5548). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales - *Prise en compte, par les régions, des orientations économiques prises par une métropole*) (p. 5554). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions spécifiques à la métropole de Nice Côte d'Azur*) (p. 5556). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 5562). - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 5570, 5571). (p. 5572). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5580, 5581).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 36 (suite)** (p. 5595). - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine*) (p. 5608). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 5612). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5663, 5664).

- **Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 1er AA** (*Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des territoires*) (p. 8909). - **Article 1er A (supprimé)** (*Reconnaissance législative de la libre administration des collectivités territoriales et du principe de subsidiarité*) (p. 8915). - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - *Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions*) (p. 8923). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences*) (p. 8937). (p. 8938). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Mise en place des conférences territoriales de l'action publique*) (p. 8944).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9049). (p. 9073).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9112, 9113). (p. 9119). (p. 9120). (p. 9121, 9122). (p. 9130). (p. 9167). - **Article additionnel après l'article 15 (précédemment réservé)** (p. 9192). - **Article 17 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 15, 18, 19, 20 et 21 de la

loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Coordination entre les actions de la Société du Grand Paris et le Syndicat des transports d'Île-de-France) (p. 9193). (p. 9195). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9209, 9210).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2013) (p. 9252). (p. 9256). (p. 9259). (p. 9261). - **Article 34 bis** (art. L. 2213-2, L. 2333-68, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coordination liée à l'institution des autorités organisatrices de la mobilité) (p. 9264, 9265). (p. 9265). (p. 9266). (p. 9266). - **Articles additionnels après l'article 34 ter** (p. 9268). (p. 9268). - **Article 35 B** (art. L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5215-20, 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 211-7 du code de l'environnement - L. 211-7-2, L. 211-7-3 [nouveaux] du code de l'environnement - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) (p. 9274, 9275). (p. 9278). (p. 9281, 9282). - **Article 35 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-12 du code de l'environnement - Renforcement du rôle des établissements publics territoriaux de bassin) (p. 9285). - **Article 35 D (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 554-1 et L. 562-8-1 du code de l'environnement, art. L. 566-12-1 et L. 566-12-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Protection et modalités de transfert des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions) (p. 9289). (p. 9289). - **Article 35 E (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires) (p. 9293). (p. 9294). - **Article 36** (art. L. 2213-1, L. 2213-33 [nouveau], 2512-14, L. 5211-9-2 et L. 5842-4 du code général des collectivités territoriales et art. L. 411-2 du code de la route - Polices spéciales de circulation et de la délivrance des autorisations de stationnement des taxis) (p. 9297). - **Article 36 bis** (art. L. 2213-6, L. 2331-4, L. 2333-87 et L. 2573-50 du code général des collectivités territoriales, art. L. 411-1 du code de la route, art. L. 2125-9 [nouveau], L. 2321-3-1 [nouveau], L. 2323-3 et L. 2323-5 du code général de la propriété des personnes publiques et art. 1635 bis Q du code général des impôts - Dépénalisation des infractions au stationnement payant sur voirie) (p. 9299). (p. 9300). (p. 9301). (p. 9301). (p. 9302).

(p. 9304). (p. 9304). (p. 9305). (p. 9305). (p. 9305). (p. 9306). (p. 9306). (p. 9307). (p. 9307). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 9315). (p. 9315).

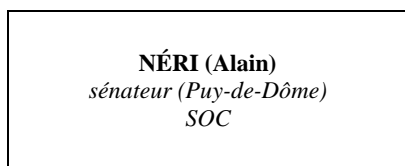
- **Débat sur la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France** - (15 octobre 2013) (p. 9591, 9592).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 140 (2013-2014)]** - (18 novembre 2013) - **Article unique** (p. 11550).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11702, 11705).

- Rapporteur - **Article 7** (art. L. 562-1 et L. 562-4-1 du code de l'environnement - Élaboration conjointe des PPRI et procédure de révision simplifiée) (p. 11723). (p. 11724, 11725). - **Article 8** (art. L. 213-8 et L. 213-8-1 du code de l'environnement - Gouvernance au sein des instances délibérantes des comités de bassin et des agences de l'eau) (p. 11725). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11726). (p. 11726). (p. 11727). (p. 11727). - **Article 10** (art. L. 724-1 du code de la sécurité intérieure - Réserves communales de sécurité civile) (p. 11729). (p. 11730). - **Article 16 (supprimé)** (Dérogation aux règles de publicité et de mise en concurrence du code des marchés publics en cas de situation d'urgence impérieuse) (p. 11731). - **Article 17 (supprimé)** (art. L. 214-2 à L. 214-4 [nouveaux] du code des assurances - Instauration d'une assurance habitation obligatoire pour les propriétaires) (p. 11732). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11734).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13170, 13171).



NÉRI (Alain)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) jusqu'au 16 juin 2013.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage le 26 février 2013 ; puis vice-président du 27 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 492 (2011-2012)] autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République argentine [n° 397 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Immigration, asile et intégration : immigration et asile [n° 158 tome 9 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 700 (2012-2013)] autorisant la ratification du traité instituant un partenariat en matière de coopération militaire entre la République française et la République du Sénégal [n° 221 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Défense**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean-Paul Paloméros, commandant suprême allié chargé de la transformation (ACT) à l'OTAN.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de défense et Europe de la défense - Audition du général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Traité d'extradition entre la France et l'Argentine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Marc Sanson, ancien président du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage.

Audition de M. Pierre Bordry, ancien président de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de Mme Marie-George Buffet, députée, ancien ministre de la jeunesse et des sports.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-François Verdy, directeur du département des contrôles de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Audition de Mme Françoise Lasne, directrice du département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord de sécurité sociale entre la France et l'Uruguay - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Philippe-Jean Parquet, docteur en psychiatrie et addictologie, président de l'Institut régional du bien-être, de la médecine et du sport santé de Nord-Pas-de-Calais.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Alain Calmat, ancien ministre délégué à la jeunesse et aux sports.

Audition de M. Dorian Martinez, psychologue spécialisé dans le sport, chef de service du numéro vert national Écoute Dopage de 1998 à 2011.

Audition de M. Stéphane Mandard, journaliste au journal Le Monde, spécialiste des questions de dopage.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Echange de vues avec une délégation du Parlement afghan.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bernard Laporte, ancien secrétaire d'État chargé des sports.

Audition de M. Christian Prudhomme, directeur général du Tour de France cycliste.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Michel Boyon, ancien président du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD).

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Martin Fourcade, biathlète, médaillé olympique.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bernard Lapasset, président de l'International Rugby Board (IRB), vice-président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Audition de M. Patrice Clerc, ancien président d'Amaury sport organisation (ASO).

Audition de M. Philippe Lamoureux, directeur général du LEEM (Les entreprises du médicament) et Mme Claire Sibenaler, directrice des études cliniques du LEEM.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Laurent Jalabert, ancien coureur cycliste, ancien sélectionneur de l'équipe de France cycliste.

Audition de M. Ricci-Bitti, président de la Fédération internationale de tennis (FIT) et M. Stuart Miller, responsable de la politique antidopage.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. David Lappartient, président de la Fédération française de cyclisme.

Audition de M. Denis Masseglia, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Audition de MM. Francis Luyce, président de la Fédération française de natation (FFN) et Lionel Horter, directeur technique national de la FFN.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politiques de sécurité et de défense russes - Audition de Mme Isabelle Facon, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Daniel Delegrave, premier vice-président du Tribunal de grande instance de Valenciennes.

Audition de MM. Gérard Masson, président de la Fédération française handisport, Frédéric Rusakiewicz, médecin fédéral adjoint à la Fédération française handisport, et Noël Chevaudonnat, responsable de la lutte antidopage de la Fédération française handisport.

Audition de M. Patrick Schamasch, ancien directeur médical et scientifique du Comité international olympique (CIO), directeur médical de la Fédération internationale de golf.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Bruno Sesboué, médecin à l'Institut régional du sport du Centre hospitalier universitaire de Caen.

Audition de M. Jean-Marcel Ferret, ancien médecin de l'équipe de France de football de 1993 à 2004.

Audition de M. Patrick McQuaid, président de l'Union cycliste internationale.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accueil des personnes handicapées - Approbation de l'accord-cadre entre la France et la Belgique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de MM. Jean-Marc Todeschini et Dominique Bailly, auteurs d'un rapport d'information fait au nom de la commission des finances et de la commission de la culture sur le financement public des grandes infrastructures sportives.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » et mission « Immigration et asile » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jean-Marie Darmian, maire de Créon, représentant l'Association des maires de France (AMF).

Audition de M. Pascal Bonnetain, conseiller de la région Rhône-Alpes et président de la commission des sports de l'Association des régions de France (ARF).

Audition de M. Robert Cadalbert, président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, co-président de la commission des sports de l'Association des maires de grandes villes de France (AMGVF).

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'Etat » programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jacques Thouroude, président de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et développement » programme « Immigration et asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Partenariat en matière de coopération militaire entre la France et le Sénégal - Examen du rapport et du texte de la commission.

(mission commune d'information sur le sport professionnel) :
Audition de M. Bruno Retailleau, président du conseil général de la Vendée.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 471).
- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 532, 533). - **Article 1er** (art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes) (p. 540). (p. 551).
- **Question orale sur la réorganisation de l'accueil des allocataires au sein des caisses d'allocations familiales** - (29 janvier 2013) (p. 566, 567). (p. 567, 568).
- **Proposition de loi visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne [n° 322 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article unique** (art. L. 6421-2-1 [nouveau] du code des transports - Information des passagers en cas de commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne) (p. 963, 964).
- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2524, 2525).
- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 3342).
- **Question orale sur la lutte et le programme olympique pour 2020** - (21 mai 2013) (p. 4295, 4296). (p. 4296, 4297).
- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (12 septembre 2013) - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-16 du code de la consommation - Suppression d'expressions ambiguës) (p. 8177, 8178). - **Article 19 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-17 du code de la consommation - Dissociation du crédit renouvelable et des avantages accordés par les cartes de fidélité) (p. 7883). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L.313-9, L. 331-11 du code de la consommation - Registre national des crédits aux particuliers) (p. 8210).
- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Article 23** (art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, L. 721-1, L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires) (p. 8277). (p. 8283).
- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18,

19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10028). - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10068, 10069).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 15** (art. L. 131-8, L. 135-3, L. 136-8, L. 137-13, L. 137-14, L. 137-16, L. 137-18, L. 137-19, L. 137-24, L. 139-1, L. 241-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, lois n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 et n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 - Mesures de transferts de recettes) (p. 11396, 11397).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 140 (2013-2014)]** - (18 novembre 2013) - **Article unique** (p. 11549).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11597, 11598). - **Article 1er** (art. L. 1 bis et L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en Algérie jusqu'au 2 juillet 1964) (p. 11599, 11600). - **Article 2** (art. L. 1 bis et L. 253 ter du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en opération extérieure) (p. 11604). - **Article 3** (Gage) (p. 11605).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quater vicies A, art. 1609 sept vicies et art. 1609 novovicies du code général des impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public) (p. 12217, 12218). (p. 12218).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 38** (art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Aménagement des ressources du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») (p. 12270).

NICOUX (Renée)
sénatrice (Creuse)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : L'avenir des campagnes [n° 271 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de résolution présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la PAC [n° 524 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 524 (2012-2013)] présentée au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme de la PAC [n° 573 (2012-2013)] (15 mai 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime [n° 819 (2012-2013)] (29 juillet 2013) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 157 tome 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Avenir des campagnes : présentation du rapport.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Jean-René Buisson, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA).

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Etienne Dugas, président de la Fédération des industriels des réseaux d'initiative publique (FIRIP).

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Energie - Audition de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition M. Philippe Chotteau, responsable du département « économie » de l'Institut de l'élevage, et de Mme Mélanie Richard, chef de projet sur la filière viande bovine de l'Institut de l'élevage.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Jean-Louis Gérard, sous-directeur des produits alimentaires, Didier Gautier, directeur du service national d'enquête, Hugo Hanne, chef du bureau de la veille économique et des prix, Mme Geneviève Morhange, adjointe au chef de bureau et Mme Odile Cluzel, chef du bureau du commerce et des relations commerciales à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Géraldine Chavrier, professeur agrégée de droit public, sur l'adaptabilité des normes au niveau local.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Pierre Montaner, directeur des produits laitiers et carnés de SOPEXA.

Audition de MM. Dominique Langlois, président, Yves Berger, directeur et Marc Pages, directeur adjoint de l'association nationale inter-professionnelle du bétail et des viandes (INTERBEV).

Audition de MM. Frédéric Gueudar Delahaye, directeur général par intérim, Michel Meunier, délégué filière viande, Yves Trégaro, chef de l'unité produits animaux et viande, et Mme Claire Legrain, chef du service entreprises et marché de FranceAgriMer.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Jean-Michel Serre, président, et Mme Caroline Tailleur, chargée de mission - Fédération nationale porcine (FNP).

Audition de MM. Philippe Chalmin, président, et Philippe Boyer, secrétaire général, de l'Observatoire des prix et des marges.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de Mme Anne-Marie Vanelle et M. Philippe Fourgeaud, membres du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER).

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Réunion de la délégation : audition de M. Frank Pacard, directeur général adjoint chargé de l'enseignement de l'École polytechnique.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ouverture de négociations en vue d'un Partenariat transatlantique - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Italie, à Milan, les 29 et 30 avril 2013 - Examen du rapport d'information.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Joël Mergui, président du Consistoire central israélite de France et Bruno Fiszon, grand rabbin de Moselle, conseiller auprès du grand rabbin de France sur l'abattage rituel.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Missions de l'Etablissement national des produits agricoles et de la pêche maritime - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 relative à la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État » et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport de M. Jean-Claude Peyronnet « La place des parlementaires dans les instances locales après l'adoption des nouvelles règles de non-cumul ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1349, 1350).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6661, 6662).

- **Proposition de loi relative aux missions de l'Établissement national des produits agricoles et de la pêche maritime [n° 6 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9430, 9431).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9949, 9950).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) - **Article 1er** (*art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 9996).

PASQUET (Isabelle)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Membre titulaire de l'Observatoire national du suicide le 30 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 744 (2012-2013)] relatif à l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat [n° 760 (2012-2013)] (16 juillet 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Renforcer le dialogue social dans les transports : le meilleur service à rendre aux usagers [n° 88 (2013-2014)] (17 octobre 2013) - **Fonction publique - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - **Famille [n° 126 tome 4 (2013-2014)]** (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - **Examen des articles [n° 126 tome 7 (2013-2014)]** (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)] - **Tableau comparatif [n° 126 tome 8 (2013-2014)]** (6 novembre 2013) - **Budget - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique familiale - Audition de Mme Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Table ronde sur la prévention du suicide.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurité sociale - Certification des comptes 2012 - Audition du Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Contrôle des comptes des comités d'entreprise - Gestion des comités d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé, Michèle Delaunay, ministre chargée des personnes âgées et de l'autonomie, et Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2007-1224 du 21 août 2007 relative à la continuité du service public dans les transports terrestres de voyageurs (« service minimum ») - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Conclusions du Comité interministériel sur le handicap - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre chargée des personnes handicapées.

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen des amendements.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Table ronde réunissant les organisations syndicales nationales présentes au comité national de concertation des agences régionales de santé.

(*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les nouvelles menaces des maladies infectieuses émergentes** - (23 janvier 2013) (p. 408, 409).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération) (p. 933, 934). - **Article 6** (Rapport sur l'application de la loi) (p. 943).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Article 23** (art. L. 5561-1, L. 5561-2, L. 5562-1, L. 5562-2, L. 5562-3, L. 5563-1, L. 5563-2, L. 5564-1, L. 5565-1, L. 5565-2, L. 5566-1 et L. 5566-2 [nouveaux] et L. 5342-3 du code des transports - Conditions sociales du pays d'accueil) (p. 1133, 1134). (p. 1137).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2471, 2472).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2519, 2520).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Eurogroupe et Chypre** - (28 mars 2013) (p. 2534).

- **Question orale avec débat sur les droits sanitaires et sociaux des détenus** - (3 avril 2013) (p. 2639, 2640).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie pharmaceutique** - (4 avril 2013) (p. 2706).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2740, 2741).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 4 ter** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles - Critères d'éligibilité au statut d'association familiale) (p. 3197).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3271, 3272).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Question préalable** (p. 3425, 3426).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports - Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Article 23** (Conditions sociales du pays d'accueil) (p. 3467).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3472). (p. 3474, 3475). (p. 3475, 3476). - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité -

Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3493). (p. 3511). (p. 3512). (p. 3521). (p. 3524). (p. 3528). (p. 3537). (p. 3539). (p. 3543).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) (p. 3602). (p. 3602, 3603). (p. 3617, 3618). - **Article 1er bis** (Texte non modifié par la commission) (Rapport sur la fiscalité applicable aux complémentaires santé) (p. 3619, 3620). - **Article 2** (art. L. 6111-1, L. 6112-3 et L. 6314-3 [nouveau] du code du travail - Création du compte personnel de formation et institution du conseil en évolution professionnelle) (p. 3623, 3624). (p. 3628). (p. 3633). (p. 3634). (p. 3634). (p. 3635). (p. 3637). (p. 3640). (p. 3641). (p. 3642). (p. 3644). (p. 3645). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3649). (p. 3649, 3650). - **Article 3** (art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - Mobilité volontaire sécurisée) (p. 3656, 3657). (p. 3663). (p. 3667).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) (p. 3722). (p. 3723, 3724). (p. 3725). - **Article 3 bis** (art. L. 2325-28 et L. 2325-29 du code du travail - Faciliter l'accès au logement de certains salariés prioritaires) (p. 3727, 3728). - **Article 4** (art. L. 2323-3, L. 2323-4, L. 2323-7-1 à L. 2323-7-3 [nouveaux], L. 2325-35, L. 2325-42-1 [nouveau], L. 2323-26-1 à L. 2323-26-3 [nouveaux], L. 2313-7-1 [nouveau] et L. 4616-1 à L. 4616-5 [nouveaux] du code du travail - Information et consultation des institutions représentatives du personnel) (p. 3733). - **Article 5** (art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveaux], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise) (p. 3750, 3751). (p. 3754). (p. 3754). (p. 3764, 3765). (p. 3766). (p. 3767). - **Article 6** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 5422-2-1 [nouveau] du code du travail ; art. 43 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 relative au développement de l'alternance et à la sécurisation des parcours professionnels - Sauvegarde des droits à l'indemnisation du chômage des salariés et soutien au développement du contrat de sécurisation professionnelle) (p. 3773, 3774). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3778). - **Article 7** (art. L. 5422-12 du code du travail - Modulation des cotisations d'assurance chômage) (p. 3781). (p. 3785, 3786). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3788). - **Article 8** (art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel) (p. 3794). (p. 3797). (p. 3798). (p. 3799, 3800). (p. 3802).

- **Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4124, 4125).

- **Question orale avec débat sur le devenir de la politique familiale en France** - (16 mai 2013) (p. 4245, 4248).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5056).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5111). (p. 5112). (p. 5116). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5147, 5148).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5410). (p. 5417). (p. 5420). (p. 5420). (p. 5421). (p. 5421). (p. 5422). (p. 5422). (p. 5424). (p. 5425). (p. 5426). (p. 5434). (p. 5436).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5464). - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 5477). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Dérogations au régime métropolitain de droit commun*) (p. 5479, 5480). (p. 5482, 5483). (p. 5487, 5488). (p. 5491). (p. 5493). (p. 5510). (p. 5510). (p. 5517). (p. 5518). (p. 5518). (p. 5519). (p. 5520). (p. 5521). (p. 5525). (p. 5525). (p. 5525). (p. 5526). (p. 5526). (p. 5526). (p. 5527). (p. 5527). (p. 5528). (p. 5528). (p. 5528). (p. 5529). (p. 5529). (p. 5530). (p. 5530). (p. 5530). (p. 5531). (p. 5532). (p. 5542). (p. 5543).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 39** (art. L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - *Sécurisation juridique du dispositif des services communs*) (p. 5600). (p. 5600).

- **Débat sur la pollution en Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030** - (12 juin 2013) (p. 5796, 5798).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable** - *Commission mixte paritaire* [n° 662 (2012-2013)] - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6537, 6538).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des caisses d'allocations familiales** - (27 juin 2013) (p. 6581). (p. 6582).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière** [n° 739 (2012-2013)] - (18 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 7489). (p. 7490). (p. 7491). - **Articles additionnels après l'article 11 bis C** (p. 7497). (p. 7498). - **Article additionnel après l'article 11 bis D** (p. 7500). (p. 7500). - **Articles additionnels après l'article 11 octies** (p. 7508).

- **Projet de loi relatif à l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat** [n° 744 (2012-2013)] - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7516, 7518).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** [n° 836 (2012-2013)] - (13 septembre 2013) - **Article 1er** (art. L. 3211-2-1, L. 3211-2-2, L. 3211-3 et L. 3211-12-5 du code de la santé publique - *Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins psychiatriques sans leur consentement*) (p. 8245). (p. 8247). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8249). - **Article 5** (art. L. 3211-12-1 du code de la santé publique - *Réforme des modalités de contrôle systématique du juge des libertés sur les mesures de soins sans consentement en hospitalisation complète*) (p. 8253). (p. 8255). - **Article 7** (art. L. 3212-4, L. 3212-7 et L. 3212-9 du code de la santé publique - *Simplification des procédures dans le cadre d'une mesure de soins sans consentement à la demande d'un tiers*) (p. 8258, 8259). - **Article 8** (art. L. 3213-1, L. 3213-3, L. 3213-5, L. 3213-7, L. 3213-8 et L. 3213-9-1 du code de la santé publique - *Clarification des procédures applicables aux personnes déclarées pénalement irresponsables et aux cas de désaccord entre psychiatre et préfet*) (p. 8261). (p. 8262).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes** [n° 808 (2012-2013)] - (16 septembre 2013) - **Article 2** (art. L. 531-1, L. 531-4 et L. 532-2 du code de la sécurité sociale - *Réforme du complément de libre choix d'activité*) (p. 8455, 8456). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8458).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 8499, 8500). (p. 8502). (p. 8505). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8514). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8570).

- **Proposition de loi visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprises** [n° 15 (2013-2014)] - (10 octobre

2013) - **Discussion générale** (p. 9480, 9481). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9489).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale** [n° 51 (2013-2014)] - (21 octobre 2013) - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 9873, 9874).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune** [n° 12 (2013-2014)] - (21 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9893).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites** [n° 71 (2013-2014)] - (28 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - *Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 10581). (p. 10582, 10583). (p. 10586).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10634, 10635). (p. 10653). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10673, 10674). - **Article 2** (art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - *Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035*) (p. 10677). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 10698). - **Article 3** (art. L. 114-2, L. 114-4, L. 114-4-2, L. 114-4-3 et L. 135-6 du code de la sécurité sociale - *Création d'un dispositif de pilotage annuel du système de retraite*) (p. 10700, 10701).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite*) (p. 10723, 10724). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10737, 10738). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L. 5552-20 du code des transports - *Mode de revalorisation des pensions des marins*) (p. 10742). - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - *Fiche de prévention des expositions*) (p. 10751).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 7** (art. L. 6111-1 du code du travail - *Abandonement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 10808). - **Article 8** (art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - *Accords en faveur de la prévention de la pénibilité*) (p. 10820, 10821). (p. 10822). - **Article 9** (art. L. 161-17-4 et L. 351-6-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - *Majoration de la durée d'assurance au titre du compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 10822, 10823). - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - *Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité*) (p. 10843, 10844). (p. 10844). - **Article 10 bis (nouveau)** (*Rapport sur la situation des personnes exclues du bénéfice de l'allocation transitoire de solidarité*) (p. 10852). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 10855, 10856). - **Article 11** (art. L. 351-15 du code de la sécurité sociale - *Assouplissement de la condition d'âge pour bénéficier de la retraite progressive*) (p. 10857).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 10882). - **Article 13** (*Rapport du Gouvernement sur la refonte des avantages familiaux de retraite*) (p. 10883, 10884). (p. 10888). - **Article 14** (art. L. 351-2 du code de la sécurité sociale - *Assouplissement des conditions d'acquisition de trimestres pour les assurés à faible rémunération*) (p. 10891). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10892, 10893). - **Article 16** (art. L. 351-14-1, L. 634-2-2, L. 643-2 et L. 723-10-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 9 bis du code des pensions civiles et

militaires de retraite ; art. L. 732-27-1 du code rural et de la pêche maritime - Création d'une aide forfaitaire au rachat d'années d'études) (p. 10896). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 10899). (p. 10903). - **Article 17** (art. L. 6243-2 et L. 6243-3 du code du travail ; art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale - Amélioration de la prise en compte des périodes d'apprentissage au titre de l'assurance vieillesse) (p. 10907). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10908, 10909). (p. 10909). (p. 10909, 10910). (p. 10910). - **Article 19** (art. L. 742-6 du code de la sécurité sociale et art. L. 722-17 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration des droits à la retraite des conjoints collaborateurs) (p. 10912). (p. 10914). - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10921). (p. 10926). (p. 10929). - **Article 24** (art. L. 351-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; art. 21 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 - Obtention d'une retraite à taux plein dès l'âge légal pour tous les assurés justifiant d'un taux d'incapacité permanente de 50 %) (p. 10931). - **Article 25** (art. L. 381-1, L. 753-6, L. 634-2, L. 643-1-1, L. 723-10-1-1 et L. 351-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-38 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des droits à retraite des aidants familiaux de personnes handicapées) (p. 10933). (p. 10933, 10934). (p. 10935).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 26** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Création d'un compte individuel retraite) (p. 10949). - **Article 28** (art. L. 173-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Simplification des modalités de calcul de la retraite des polypensionnés) (p. 10958, 10959). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10992, 10993).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11266, 11268).

Première partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 2 et annexe A** (Approbation du rapport figurant en annexe A, retraçant la situation patrimoniale des régimes et organismes de sécurité sociale et décrivant les modalités de couverture du déficit constaté de l'exercice 2012) (p. 11307).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 7** (Rectification de l'Ondam 2013) (p. 11318).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 11340). - **Article 8** (art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1600-0 S du code général des impôts ; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Refonte des règles de calcul, de

déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement) (p. 11346). (p. 11350). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11361). (p. 11364). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 11384). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 11386). - **Article 14** (Intégration des déficits de la CNAM et de la CNAF dans le champ du programme de reprise de dette confié à la Cades) (p. 11387). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11403). (p. 11410).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Article 15 ter (nouveau)** (art. 1001 du code général des impôts ; art. L. 3332-2-1 du code général des collectivités territoriales - Majoration du taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance applicable aux contrats complémentaires santé dits « non responsables ») (p. 11432, 11433). (p. 11433). (p. 11434). - **Article 16** (art. L. 6243-3 du code du travail ; art. L. 131-7 du code de la sécurité sociale ; art. L. 120-26 et L. 120-28 du code du service national - Reconfiguration des exonérations de cotisations relatives à l'apprentissage, aux contrats de service civique et aux chantiers d'insertion) (p. 11436). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 11437).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité** - (28 novembre 2013) (p. 12383, 12384).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12714, 12715). - **Article 1er** (Extension du principe de gratuité et de non-limitation de la durée de stationnement) (p. 12717, 12718). (p. 12718). (p. 12720). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 12721, 12722). (p. 12722). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts) (p. 12724). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 12724).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Nouvelle lecture [n° 190 (2013-2014)]** - (16 décembre 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 13026). (p. 13028). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport au 1er octobre de la revalorisation annuelle des pensions) (p. 13037). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 13046). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 13054). (p. 13054). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (Elargissement de l'accès à la retraite anticipée pour les travailleurs handicapés) (p. 13060). (p. 13061). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Organisation d'un débat annuel sur les orientations de la politique des retraites dans la fonction publique) (p. 13065). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (Pilotage du régime complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles) (p. 13066).

PASTOR (Jean-Marc)
sénateur (Tarn)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre titulaire de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 456 (2011-2012)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise relatif à la mobilité des jeunes et des professionnels [n° 391 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 158 tome 3 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'hydrogène : vecteur de la transition énergétique ? [n° 253 (2013-2014)] (19 décembre 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen de l'étude de faisabilité de MM. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et Christian Bataille, député, sur les « techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste ».

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de Mme Laurence Hézard, directeur général de GrDF, sur « les perspectives économiques et technologiques de la filière biométhane 2030 ».

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mobilité des jeunes et des professionnels entre la France et le Liban - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Jacques Repussard, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Audition de M. Vincent Laflèche, directeur général de l'Institut national d'environnement industriel et des risques (INERIS).

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Avis sur l'organisation d'états généraux sur la procréation médicalement assistée (PMA) par le Comité consultatif national d'éthique.

Présentation du rapport sur « L'hydrogène : vecteur de la transition énergétique ? » par MM. Jean-Marc Pastor et Laurent Kalinowski.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée chargée des Français de l'étranger (programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » de la mission « Action extérieure de l'Etat »).

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de

finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'Etat » programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « L'hydrogène : vecteur de la transition énergétique ? » présenté par MM. Laurent Kalinowski et Jean-Marc Pastor.

PATIENT (Georges)
sénateur (Guyane)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les politiques européennes dans les RUP : la Guyane en quête de singularité [n° 378 (2012-2013)] (20 février 2013) - **Outre-mer - Union européenne.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 448 (2012-2013)] , en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur le renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des départements d'outre-mer [n° 574 (2012-2013)] (15 mai 2013) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Outre-mer [n° 156 tome 3 annexe 19 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition de M. Patrick Romeo, président de Shell France.

La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ?
Présentation par MM. Jean-Étienne Antoinette et Georges Patient, sénateurs de la Guyane, d'une étude de législation comparée sur les régimes applicables en matière d'exploration et d'exploitation pétrolières offshore.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - La politique de l'Union européenne dans les RUP : l'exemple de la Guyane - Rapport de MM. Georges Patient et Simon Sutour.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer, sur les questions de l'octroi de mer, de la fiscalité du rhum et de la défiscalisation.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

(*commission des finances*) : Renouveau du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des départements d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer - Examen des conclusions du groupe de travail.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Serge Letchimy, parlementaire en mission auprès du ministre des outre-mer, sur l'article 349 du traité de Lisbonne (mesures spécifiques concernant les régions ultrapériphériques).

Réunion du jeudi 4 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et article 61 bis) et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » (et article 70) et communication sur le contrôle budgétaire relatif à l'aide au fret - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (21 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 2271, 2272). (p. 2272). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - *Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité*) (p. 2295). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2301). (p. 2301). (p. 2302).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3283).

- **Question orale sur la constitution d'un guichet unique en Guyane** - (23 avril 2013) (p. 3898).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - *Développement de la scolarisation des moins de trois ans*) (p. 4434).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6935, 6936).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 778 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Article 1er** (art. 27-1 [nouveau] de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - *Création d'autorités administratives indépendantes par la Nouvelle-Calédonie*) (p. 7578).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 779 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification d'ordonnances relatives à l'outre-mer*) (p. 7587).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9514).

- **Question orale sur la disponibilité des crédits de paiement de la ligne budgétaire unique en Guyane** - (29 octobre 2013) (p. 10612). (p. 10613).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11799, 11801).

PATRIAT (François)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre titulaire du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour une réforme de la taxe d'apprentissage [n° 455 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Travail et emploi (Politique de l'emploi et de l'apprentissage) [n° 156 tome 3 vol. 1 annexe 30 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 28 (2013-2014)] d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 164 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Banque publique d'investissement - Audition de M. Nicolas Dufourcq, candidat désigné aux fonctions de directeur général.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire de la répartition du produit de la taxe d'apprentissage - Communication.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Projet de programme de stabilité - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des finances*) : Dispositif public de soutien aux exportations agroalimentaires - Contrôle budgétaire - Communication.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des finances*) : Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités territoriales - Audition de M. André Laignel, président du Comité des finances locales (CFL).

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des finances*) : Mise en œuvre du programme d'investissements d'avenir et du plan « Investir pour la France ».

Traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des finances*) : Situation économique et financière de la Lettonie avant son entrée dans la zone euro au 1er janvier 2014 - Communication de M. François Marc, rapporteur général.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 74) et compte de concours financier « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Travail et emploi » - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

Mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1824, 1825).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - (26 mars 2013) (p. 2412, 2413).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5066, 5068). - **Question préalable** (p. 5092, 5094).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5113).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5315, 5316).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux]

du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5425). (p. 5438). (p. 5438).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Article 3** (art. L. 295 du code électoral - Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs) (p. 5964, 5965).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 45 quater** (art. L. 5711-1-2 du code général des collectivités territoriales [nouveau] - Gestion des fonds européens) (p. 9324, 9325). (p. 9327). (p. 9327). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2321-2, L. 3321-1 et L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 421-16 du code de la construction et de l'habitation - Obligation de provision des risques liés à la souscription de produits financiers par les collectivités territoriales) (p. 9337).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage** - (31 octobre 2013) (p. 10827, 10828).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11037, 11038). (p. 11047, 11048). (p. 11049). - **Article 4** (*Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11082). (p. 11086, 11087).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 5** (*Pôles territoriaux de coopération économique*) (p. 11108). - **Article 7** (art. L. 3332-17-1 du code du travail - Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale ») (p. 11112).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 23 bis (nouveau)** (art. 244 quater G du code général des impôts - Réforme du crédit d'impôt bénéficiant aux entreprises employant des apprentis) (p. 12166). - **Article 25** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 4332-1 et L. 4332-2-1 du code général des collectivités territoriales - Affectation de nouvelles ressources dynamiques aux régions en substitution de la dotation générale de décentralisation liée à la formation professionnelle) (p. 12190). (p. 12191). (p. 12192). (p. 12193).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)]** - (9 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12496, 12497).

- Rapporteur pour avis de la commission des finances - **Article 12** (*Habilitation en vue de mettre en conformité la législation française avec le droit européen en matière de surveillance prudentielle*) (p. 12523, 12524). - **Article 15** (*Ratification de l'ordonnance du 24 août 2011 relative aux communications électroniques et ratification avec modification de l'ordonnance du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement*) (p. 12527). (p. 12527). (p. 12527). - **Article 18** (*Fixation des délais d'habilitation*) (p. 12532).

PAUL (Philippe)
sénateur (Finistère)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

PAU-LANGEVIN (George)
ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, chargée de la réussite éducative

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la place des langues régionales dans le projet de loi de programmation et d'orientation pour l'école** - (19 février 2013) (p. 1333, 1334).

- **Question orale sur la concertation autour du retour à la semaine de quatre jours et demi de cours** - (12 mars 2013) (p. 1672). (p. 1673).

- **Question orale sur le calendrier et la fréquentation des stations de sport d'hiver** - (9 avril 2013) (p. 2974, 2975). (p. 2975).

- **Question orale sur l'attribution de subventions au titre de la réserve parlementaire** - (9 avril 2013) (p. 2976).

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (mission « Défense »).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur l'Europe de la défense** - (21 mars 2013) (p. 2222).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agroalimentaire et le manque d'abattoirs** - (20 juin 2013) (p. 6116).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agroalimentaire en Bretagne** - (17 octobre 2013) (p. 9689, 9690).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République** [n° 569 (2012-2013)] - (22 mai 2013) - **Article 3 A (nouveau)** (art. L. 111-1 du code de l'éducation - *Lutte contre les inégalités et éducation aux valeurs républicaines*) (p. 4411). - **Article 4 bis** (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - *Promotion de la santé des élèves*) (p. 4419).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 31 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-4 du code de l'éducation - *Approches pédagogiques spécifiques pour les élèves issus de milieu principalement créolophone*) (p. 4604). - **Article 32 B (nouveau)** (*Compétence des représentants légaux de l'élève dans la prise de décision de son orientation*) (p. 4608). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-3 et L. 337-3-1 du code de l'éducation et art. L. 6222-20 et L. 6222-21 du code du travail - *Suppression de l'« apprentissage junior » et limitation du « Dima » aux élèves d'au moins quinze ans*) (p. 4624). (p. 4624). - **Article additionnel après l'article 38** (p. 4625). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 4626). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 401-4 du code de l'éducation - *Cadre pour la coopération école-collège*) (p. 4627). (p. 4628). (p. 4629). (p. 4629).

- **Question orale sur le calendrier scolaire et son impact sur l'activité touristique en France** - (4 juin 2013) (p. 5347).

- **Question orale sur la retraite au titre des travaux insalubres des ouvriers d'état du ministère de la défense** - (4 juin 2013) (p. 5348).
- **Question orale sur la carte judiciaire** - (4 juin 2013) (p. 5349).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Article 1er et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation*) (p. 6397).
- **Question orale sur l'avenir des centres de formation de musiciens intervenant à l'école** - (1er octobre 2013) (p. 8772, 8773).
- **Question orale sur les menaces de fermeture du 3e régiment du génie à Charleville-Mézières** - (1er octobre 2013) (p. 8773, 8774).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collèges en Seine Saint-Denis** - (12 décembre 2013) (p. 12737).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12749, 12752). (p. 12760, 12761). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 12764). (p. 12767). (p. 12768).

- **Question orale sur le recrutement et la rémunération des personnels en temps d'activité périscolaire** - (17 décembre 2013) (p. 13093).

- **Question orale sur la pérennisation de l'apprentissage de l'occitan tout au long du cursus scolaire** - (17 décembre 2013) (p. 13094).

- **Question orale sur la situation des Roms : en finir avec le nomadisme forcé** - (17 décembre 2013) (p. 13095, 13096).

- **Question orale sur l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties en zone «Natura 2000»** - (17 décembre 2013) (p. 13096).

PEILLON (Vincent)
ministre de l'éducation nationale

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (24 janvier 2013) (p. 480).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'école** - (24 janvier 2013) (p. 483, 484).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (24 janvier 2013) (p. 487).
- **Question orale sur l'enseignement du latin et du grec** - (5 février 2013) (p. 807).
- **Question orale sur la rétribution des heures de vie de classe** - (26 mars 2013) (p. 2387, 2388).
- **Question orale sur les effectifs des RASED en Dordogne dans les années à venir** - (26 mars 2013) (p. 2388, 2389).
- **Question orale sur la réforme des rythmes scolaires et ses conséquences financières pour les communes** - (26 mars 2013) (p. 2389, 2390).
- **Question orale sur les langues de France** - (26 mars 2013) (p. 2390, 2391).
- **Question orale sur l'impact de la modification des rythmes scolaires sur les communes** - (26 mars 2013) (p. 2392).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la morale laïque** - (25 avril 2013) (p. 4059).
- **Question orale sur la fermeture d'une section professionnelle au lycée de Masevaux** - (21 mai 2013) (p. 4304, 4305).
- **Question orale sur la hausse du chômage en Alsace** - (21 mai 2013) (p. 4305, 4306).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4344, 4348).

- **Suite de la discussion** (22 mai 2013) (p. 4393, 4398). - **Article additionnel avant l'article 3 A** (p. 4409). - **Article 3 A (nouveau)** (art. L. 111-1 du code de l'éducation - *Lutte contre les inégalités et éducation aux valeurs républicaines*) (p. 4411). (p. 4412). (p. 4413). (p. 4413). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 4413, 4414). - **Article 4 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2 du code de l'éducation - *Formation à l'exercice de la citoyenneté dans la société de l'information et de la communication*) (p. 4414). (p. 4415). - **Article additionnel après l'article 4 bis A** (p. 4416). - **Article 4 bis** (art. L. 541-1 du code de l'éducation et L. 2325-1 du code de la santé publique - *Promotion de la santé des élèves*) (p. 4417). (p. 4418). (p. 4420). (p. 4420). (p. 4421). - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 4422). (p. 4422). (p. 4423). (p. 4424). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - *Développement de la scolarisation des moins de trois ans*) (p. 4436, 4437). (p. 4437). (p. 4439). (p. 4440). (p. 4440). (p. 4441). (p. 4441). (p. 4442). (p. 4443). (p. 4444). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4444). (p. 4445, 4446). - **Article 6** (art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - *Éducation artistique et culturelle*) (p. 4449). (p. 4451, 4452). (p. 4452). (p. 4453). (p. 4455). (p. 4456). (p. 4456). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-5 du code de l'éducation - *Contribution de l'éducation physique et sportive et du sport scolaire à l'éducation à la santé*) (p. 4458).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 6 ter** (art. L. 121-4-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Éducation à la citoyenneté et promotion de la santé à l'école*) (p. 4473). (p. 4473). (p. 4473). (p. 4473, 4474). (p. 4474). - **Article 7** (art. L. 122-1-1 du code de l'éducation - *Redéfinition du socle commun de connaissances et de compétences*) (p. 4477, 4478). (p. 4481). (p. 4483). (p. 4484). - **Article 8** (art. L. 122-2 du code de l'éducation - *Droit à une formation qualifiante*) (p. 4487). (p. 4487). - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - *Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance*) (p. 4491, 4493). (p. 4493). (p. 4493). (p. 4497). (p. 4498). (p. 4498). (p. 4499). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 4500). (p. 4500). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 4501). (p. 4502). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-2 du code de l'éducation - *Coordination*) (p. 4514, 4515). (p. 4515). - **Article 12** (art. L. 211-8 du code de l'éducation - *Dépenses pédagogiques à la charge de l'État*) (p. 4515, 4516). - **Article 12 bis (nouveau)** (art. L. 213-1 du code de l'éducation - *Partage de secteur de collèges et promotion de la mixité sociale*) (p. 4516). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 du code de l'éducation - *Dépenses informatiques à la charge des départements*) (p. 4517). (p. 4517). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-6 du code

de l'éducation - Dépenses informatiques à la charge des régions) (p. 4519). (p. 4520). - **Article additionnel après l'article 14 bis A** (p. 4521). - **Article 14 bis** (art. L. 213-2-1 [nouveau] du code de l'éducation - Utilisation des locaux et équipements scolaires des collèges en dehors du temps scolaire) (p. 4522). (p. 4522). - **Article 15** (art. L. 214-6-2 [nouveau] du code de l'éducation - Utilisation des locaux et équipements scolaires des lycées et établissements régionaux d'enseignement adapté) (p. 4523). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-12 du code de l'éducation - Élaboration et mise en œuvre par la région du service public régional de la formation professionnelle) (p. 4524). (p. 4524). (p. 4525). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 214-13 du code de l'éducation - Suppression de la procédure d'élaboration des conventions annuelles fixant les ouvertures et les fermetures des sections de formation professionnelle initiale) (p. 4525). (p. 4525). - **Article 18** (art. L. 214-13-1 [nouveau] du code de l'éducation - Élaboration et mise en œuvre de la carte régionale des formations professionnelles initiales) (p. 4526). (p. 4527). (p. 4528). (p. 4528). (p. 4529). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 442-1 du code général des collectivités territoriales - Coordination pour la collectivité territoriale de Corse) (p. 4530). (p. 4530). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 4530). (p. 4531). (p. 4532). (p. 4532). - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil supérieur des programmes) (p. 4534, 4535). (p. 4537, 4538). (p. 4539). (p. 4540). (p. 4540). (p. 4540). (p. 4541). (p. 4542). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - Création du Conseil national d'évaluation du système éducatif) (p. 4543). (p. 4543). (p. 4544). (p. 4544). (p. 4545). (p. 4545). (p. 4547). (p. 4547). (p. 4548). (p. 4549). (p. 4549). (p. 4550). (p. 4550). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 4550). - **Article 23** (art. L. 311-1 du code de l'éducation - Organisation de la scolarité en cycles) (p. 4552). (p. 4553). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 4555). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-3 du code de l'éducation - Objectifs des programmes) (p. 4556). - **Article 25** (art. L. 311-3-1 du code de l'éducation - Dispositifs d'aide à la maîtrise du socle commun) (p. 4557). - **Article 25 bis** (art. L. 311-7 du code de l'éducation - Appréciation de l'acquisition des connaissances et des compétences) (p. 4558). - **Article 26** (art. L. 312-9 du code de l'éducation - Formation à l'utilisation des outils numériques) (p. 4560). (p. 4561). - **Article 27** (art. L. 312-9-2 du code de l'éducation [rétabli] - Enseignement obligatoire d'une langue vivante étrangère au début de la scolarité élémentaire) (p. 4562). (p. 4563). (p. 4564). (p. 4564). (p. 4565). (p. 4566). (p. 4567). - **Article 27 bis** (art. L. 312-11 du code de l'éducation - Recours aux langues régionales dans l'enseignement) (p. 4570).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Article 28 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 311-4 et L. 312-15 du code de l'éducation - Enseignement moral et civique) (p. 4591, 4592). (p. 4592). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4593). (p. 4594). - **Article additionnel avant l'article 29** (p. 4595). - **Article 30** (art. L. 321-2 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école maternelle) (p. 4596). (p. 4597). (p. 4598). (p. 4598, 4599). - **Article additionnel après l'article 30** (p. 4599). - **Article 31** (art. L. 321-3 du code de l'éducation - Redéfinition des missions de l'école élémentaire) (p. 4603). (p. 4603, 4604). - **Article 32 A** (art. L. 313-1 et L. 331-7 du code de l'éducation - Élaboration du projet d'orientation scolaire et professionnelle) (p. 4605). (p. 4606, 4607). - **Article 33** (art. L. 332-3 du code de l'éducation - Définition de l'enseignement dispensé en collège) (p. 4610). (p. 4610, 4611). (p. 4612). - **Article 34 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-4 du code de l'éducation - Suppression des dispositifs d'alternance pendant les deux dernières années de collège) (p. 4614). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-5 du code de l'éducation - Introduction d'une éducation aux médias numériques dans les collèges) (p. 4615). - **Article 36** (art. L. 332-6 du code de l'éducation - Conditions d'attribution du brevet) (p. 4616). (p. 4616). (p. 4617). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 333-3, L. 333-4 [nouveau] et L. 334-1 du code de l'éducation -

Objectifs du baccalauréat) (p. 4618, 4619). (p. 4619). - **Article additionnel après l'article 37** (p. 4620). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 337-3 et L. 337-3-1 du code de l'éducation et art. L. 6222-20 et L. 6222-21 du code du travail - Suppression de l'« apprentissage junior » et limitation du « Dima » aux élèves d'au moins quinze ans) (p. 4622, 4623). - **Article 40 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 401-4 du code de l'éducation - Cadre pour la coopération école-collège) (p. 4629). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 411-1 du code de l'éducation - Le conseil d'école) (p. 4630). (p. 4630). - **Article 42** (art. L. 421-2 du code de l'éducation - Représentation de la collectivité de rattachement au sein du conseil d'administration des EPLE) (p. 4631). (p. 4632). (p. 4632). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 4635). (p. 4635, 4636). - **Article 45 bis (nouveau)** (Création d'un espace de rencontre avec les parents d'élèves dans les établissements scolaires) (p. 4636). (p. 4637). (p. 4637). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-1 du code de l'éducation - Mise en place du projet éducatif territorial) (p. 4641). (p. 4642). - **Article additionnel après l'article 46** (p. 4644). (p. 4645). - **Article 47 (Fonds d'aide aux communes pour la mise en place de la réforme des rythmes scolaires)** (p. 4647). (p. 4647). (p. 4648). - **Article additionnel après l'article 47** (p. 4649). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 625-1 et L. 611-1 du code de l'éducation - Formation des personnels enseignants et d'éducation par les écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4650). (p. 4651). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 713-1 du code de l'éducation - Le statut de composante universitaire des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4652). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4655). (p. 4655). (p. 4656). (p. 4656). (p. 4656). (p. 4657). (p. 4657). (p. 4657). (p. 4658). (p. 4659). (p. 4660). (p. 4660). (p. 4660, 4661). (p. 4661). (p. 4661, 4662). (p. 4662). (p. 4663). (p. 4663). (p. 4664). (p. 4665). (p. 4665). (p. 4666). (p. 4667). (p. 4667). (p. 4668). (p. 4668). (p. 4669). (p. 4669). (p. 4670). - **Article 52 bis** (art. L. 912-1 du code de l'éducation - Missions des personnels enseignants) (p. 4670). (p. 4671). (p. 4671). - **Article additionnel après l'article 52 bis** (p. 4672). - **Article additionnel après l'article 54** (p. 4673). - **Article 54 bis (nouveau)** (Formation des inspecteurs pédagogiques) (p. 4673). - **Article 54 ter (nouveau)** (Formation des chefs d'établissement) (p. 4674). - **Article 55** (art. L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle - Élargissement du champ de l'exception pédagogique) (p. 4675). (p. 4676). - **Article 57 (Texte non modifié par la commission)** (Modalités de création et d'installation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4678). - **Article additionnel après l'article 58** (p. 4679). - **Article additionnel après l'article 59** (p. 4679). - **Article 60 (Texte non modifié par la commission)** (Comité de suivi) (p. 4680). (p. 4680). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 4681). (p. 4682). (p. 4683). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 4685). (p. 4685). (p. 4700). (p. 4700). (p. 4701). (p. 4701). (p. 4701). (p. 4701). (p. 4701). (p. 4701). (p. 4702). (p. 4702). (p. 4702). (p. 4702). (p. 4703). (p. 4703). (p. 4703). (p. 4704). (p. 4704). (p. 4705). (p. 4705). (p. 4705). (p. 4705, 4706). (p. 4706). (p. 4706). (p. 4708). (p. 4709). (p. 4710). (p. 4711). (p. 4711). (p. 4711). (p. 4711). (p. 4711). (p. 4712). (p. 4713). (p. 4713). (p. 4714). (p. 4714). (p. 4715). (p. 4715). (p. 4716). (p. 4716). (p. 4717). (p. 4717). (p. 4717). (p. 4718). (p. 4720). (p. 4720). (p. 4720). (p. 4722). (p. 4723). (p. 4723). (p. 4723). (p. 4723). (p. 4723). (p. 4724). (p. 4724). (p. 4725). (p. 4725). (p. 4725). (p. 4726). (p. 4726). (p. 4727). (p. 4727). (p. 4728). (p. 4728). (p. 4728). (p. 4729). (p. 4729). (p. 4729). (p. 4730). (p. 4730). (p. 4730). (p. 4731). (p. 4731). (p. 4732). (p. 4732). (p. 4732). (p. 4733). (p. 4733). (p. 4733). (p. 4734). (p. 4734). (p. 4734). (p. 4734). (p. 4735). (p. 4735). (p. 4735). (p. 4736). (p. 4736). (p. 4736). - **Seconde délibération** (p. 4736). - **Article 1er et rapport annexé** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 4737). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4742).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en œuvre de la formation des enseignants dans les futures ESPE** - (20 juin 2013) (p. 6110, 6111).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée scolaire** - (20 juin 2013) (p. 6117, 6118).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6349, 6350). (p. 6365, 6370). - **Article 1er et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation*) (p. 6386). (p. 6386, 6387). (p. 6388). (p. 6389). (p. 6389). (p. 6389). (p. 6390). (p. 6390). (p. 6391). (p. 6391). (p. 6393, 6394). (p. 6397). (p. 6397). - **Article 3 ter** (art. L. 111-1-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Apposition de la devise de la République et du drapeau tricolore au fronton des établissements scolaires*) (p. 6399). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - *Développement de la scolarisation des moins de trois ans*) (p. 6400). - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - *Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance*) (p. 6401). - **Article 14 bis** (art. L. 213-2-1 [nouveau] du code de l'éducation - *Utilisation des locaux et équipements scolaires des collèges en dehors du temps scolaire*) (p. 6403). - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - *Création du Conseil supérieur des programmes*) (p. 6405). - **Article 21** (art. L. 241-12 à L. 241-15 [nouveaux] du code de l'éducation - *Création du Conseil national d'évaluation*) (p. 6406). (p. 6406). (p. 6407, 6408). - **Article 27** (art. L. 312-9-2 du code de l'éducation [rétabli] - *Enseignement des langues vivantes étrangères et initiation à la diversité linguistique*) (p. 6408). (p. 6409). - **Article 31** (art. L. 312-3 du code de l'éducation - *Redéfinition des missions de l'école élémentaire*) (p. 6410). (p. 6410). (p. 6410). - **Article 32 A** (art. L. 313-1 et L. 331-7 du code de l'éducation - *Élaboration du projet d'orientation scolaire et professionnelle*) (p. 6411). - **Article 47** (*Aides versées aux communes pour la mise en place de la réforme des rythmes scolaires*) (p. 6413). (p. 6414). - **Article 51** (art. L. 721-1,

L. 721-2 et L. 721-3 du code de l'éducation - *Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation*) (p. 6416). (p. 6416). (p. 6417). (p. 6417). (p. 6417). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6421, 6422).

- **Question orale sur les vœux en conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement** - (23 juillet 2013) (p. 7552).

- **Question orale sur la langue des signes pour les enfants sourds** - (23 juillet 2013) (p. 7553, 7554).

- **Question orale sur la suppression de postes d'enseignant du premier degré dans le Cantal** - (23 juillet 2013) (p. 7555, 7556).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée scolaire** - (19 septembre 2013) (p. 8722, 8723).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'école** - (3 octobre 2013) (p. 9004, 9005).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (3 octobre 2013) (p. 9006, 9007).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des rythmes scolaires** - (14 novembre 2013) (p. 11492).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences économiques et sociales du calendrier scolaire** - (14 novembre 2013) (p. 11493).

- **Question orale sur la mise en place de la réforme des rythmes scolaires** - (19 novembre 2013) (p. 11582).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les rythmes scolaires** - (12 décembre 2013) (p. 12738, 12739).

PELLERIN (Fleur)

ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 436, 440).

- **Question orale sur le renforcement des moyens législatifs du ministère du redressement productif** - (29 janvier 2013) (p. 572).

- **Question orale sur la création d'un fonds franco-qatari** - (29 janvier 2013) (p. 573).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 725, 727).

- **Question orale sur les réseaux d'initiative publique** - (5 février 2013) (p. 793, 794).

- **Question orale sur les conséquences de la restructuration annoncée par le groupe Sanofi** - (5 février 2013) (p. 795).

- **Question orale sur l'efficacité de l'utilisation de l'argent public à partir du cas de l'entreprise Indra SAS** - (5 février 2013) (p. 796, 797).

- **Question orale sur l'assujettissement aux cotisations sociales des indemnités des commissaires enquêteurs** - (5 février 2013) (p. 797, 798).

- **Questions cribles thématiques sur la compétitivité** - (28 février 2013) (p. 1615). (p. 1616). (p. 1617). (p. 1618). (p. 1619). (p. 1620). (p. 1620, 1621). (p. 1621, 1622). (p. 1622, 1623).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (22 mars 2013) - **Article 17 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-1 A [nouveau] du code monétaire et financier - *Charte d'inclusion bancaire et de prévention du surendettement*) (p. 2311). - **Article 17 bis B** (art. L. 312-1-1 B [nouveau] du code monétaire et financier - *Création d'un observatoire de l'inclusion bancaire*) (p. 2311). (p. 2312, 2313). (p. 2314). (p. 2315).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2601, 2604).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2676, 2679). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2681).

- **Question orale sur la redevance pour prélèvement d'eau** - (21 mai 2013) (p. 4306, 4307).

- **Question orale sur la cohérence du tri et de la collecte des ordures ménagères** - (21 mai 2013) (p. 4307, 4308).
 - **Question orale sur la lutte contre l'éco-mafia** - (21 mai 2013) (p. 4308, 4309).
 - **Question orale sur le développement de la finance participative** - (18 juin 2013) (p. 5901, 5902).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de l'usine Michelin de Joué-lès-Tours** - (20 juin 2013) (p. 6112).
 - **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6476, 6478). - **Article 4 bis A (Supprimé)** (*Débat annuel sur la liste des paradis fiscaux*) (p. 6479). - **Article 4 bis** (art. L. 511-45 du code monétaire et financier et art. 1649 AC [nouveau] du code général des impôts - *Lutte contre les paradis fiscaux*) (p. 6482). (p. 6482). (p. 6483). - **Article 4 quinquies B** (art. L. 451-5, L. 511-4-2 [nouveau] et L. 511-8-1 [nouveau] du code monétaire et financier - *Obligations d'information de détention d'instruments portant sur des matières premières agricoles*) (p. 6487). - **Article 4 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-41-1 A, L. 511-41-1 B [nouveau] et L. 511-41-1 C [nouveau] du code monétaire et financier - *Encadrement des rémunérations dans le secteur bancaire*) (p. 6491). (p. 6492). - **Article 11** (art. L. 631-2, L. 631-2-1, L. 631-2-2 et L. 631-2-3 [nouveau] du code monétaire et financier - *Création du Haut conseil de stabilité financière*) (p. 6497). (p. 6498). - **Article 11 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1611-3-1 [nouveau] et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - *Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours*) (p. 6499). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-10-1 [nouveau], L. 532-2-1 [nouveau], L. 511-47-1 [nouveau], L. 612-11, L. 612-23-1 [nouveau], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26, L. 612-33, L. 612-39 et L. 613-31-2 du code monétaire et financier - *Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle*) (p. 6505). (p. 6507). (p. 6509). - **Article 17** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - *Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité*) (p. 6511, 6512). - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - *Assurance-emprunteur*) (p. 6514). (p. 6515).
 - **Question orale sur la feuille de route pour le numérique dans les départements ruraux** - (9 juillet 2013) (p. 6956, 6957).
 - **Question orale sur la gestion des fichiers des HLM de Paris** - (9 juillet 2013) (p. 6958).
 - **Question orale sur la promotion et le soutien de la politique forestière** - (9 juillet 2013) (p. 6959, 6960).
 - **Question orale sur la couverture du territoire par la téléphonie mobile et les critères de mesure** - (1er octobre 2013) (p. 8777, 8778).
 - **Question orale sur l'avenir de la CRS 39 à Jarville-la-Malgrange, Meurthe-et-Moselle** - (1er octobre 2013) (p. 8779).
 - **Débat sur la protection des données personnelles** - (17 octobre 2013) (p. 9684, 9689).
 - **Question orale sur la distribution des courriers postaux dans les mairies** - (29 octobre 2013) (p. 10623, 10624).
 - **Question orale sur le secteur des emplois de services** - (29 octobre 2013) (p. 10624, 10625).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la pression fiscale** - (14 novembre 2013) (p. 11494, 11495).
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de l'innovation** - (14 novembre 2013) (p. 11495, 11496).
 - **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)]** - (9 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12491, 12492). (p. 12508, 12510). - **Article 1er** (*Habilitation en vue d'alléger et clarifier certaines obligations générales et sectorielles pesant sur les entreprises*) (p. 12512). (p. 12513). - **Article 2** (*Habilitation en vue de réformer le droit des entreprises en difficulté*) (p. 12514). (p. 12514). - **Article 3** (*Habilitation en vue de simplifier et de clarifier diverses dispositions de droit des sociétés*) (p. 12515). - **Article 6** (*Habilitation en vue d'adapter l'exercice de la profession d'expert-comptable*) (p. 12515). (p. 12516). - **Article 8 (supprimé)** (*Habilitation en vue de modifier les textes relatifs à la Société du Grand Paris*) (p. 12517). - **Article 9** (art. L. 114-17 du code de la mutualité, L. 931-15 du code de la sécurité sociale et L. 511-35 du code monétaire et financier - *Obligation de publication des informations à caractère social et environnemental pour les mutuelles et les établissements de crédit*) (p. 12519). - **Article 10** (*Habilitation en vue de moderniser les règles d'organisation et de fonctionnement et les règles relatives aux opérations en capital applicables aux entreprises dans lesquelles l'État détient une participation*) (p. 12520). (p. 12521). (p. 12522).
 - **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**
- Deuxième partie :*
- (13 décembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12863, 12864). (p. 12865). (p. 12866). (p. 12867). (p. 12868). (p. 12869). (p. 12871). (p. 12873). (p. 12873). (p. 12874). (p. 12874). (p. 12875). - **Article 10 bis (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A, 885-0 V bis et 1763 C du code général des impôts et art. L. 214-30 et L. 214-31 du code monétaire et financier - *Aménagements du régime des fonds communs de placement pour l'innovation et des fonds d'investissement de proximité*) (p. 12877). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12882). (p. 12882). (p. 12886, 12887). (p. 12887). - **Articles additionnels après l'article 12 bis** (p. 12890). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. 302 bis ZK, 302 bis ZL, 302 bis ZM, 302 bis ZO [nouveau] et 1609 terdecies du code général des impôts et art. 15 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 de finances pour 1965 - *Évolution du régime fiscal des paris hippiques*) (p. 12893). (p. 12893). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 12896). - **Article 14** (art. 39 bis A, 220 X, 220 terdecies, 244 quater Q, 1464 K, 1466 A, 1466 F, 1639 A ter, 1647 C septies, 1679 septies, 1469 quater A du code général des impôts - *Prorogation et aménagements de divers avantages fiscaux*) (p. 12898, 12899). (p. 12899, 12900). - **Article 15** (art. 39 quinquies D, 44 sexies, 44 septies, 44 octies, 44 octies A, 44 duodecies, 44 terdecies 44 quinquies, 239 sexies D, 1383 C bis, 1383 F, 1383 I, 1388 quinquies, 1465, 1465 A, 1465 B, 1466 A, 1466 E, 1466 F et 1647 C septies du code général des impôts, art. 24 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 - *Aménagement de certains dispositifs zonés d'aide aux entreprises*) (p. 12903). - **Article 16** (art. L. 115-7 et L. 115-13 du code du cinéma et de l'image animée, art. 1609 sexdecies B du code général des impôts - *Mesures de modernisation des impositions dont les recettes sont affectées au Centre national du cinéma et de l'image animée, CNC*) (p. 12904). - **Article 17** (art. 39 AA quater, 157, 199 decies H, 200 quinquies [nouveau], 793 et 1840 G du code général des impôts, et art. L. 352-1 à L. 352-6 du code forestier - *Mise en œuvre des mesures fiscales du « plan bois »*) (p. 12909). (p. 12910). (p. 12911). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 12911). (p. 12912). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12913). (p. 12914). (p. 12915). (p. 12915). (p. 12916). - **Article 18 ter (nouveau)** (art. 199 ter B du code général des impôts - *Autorisation de cession des créances de crédit d'impôt recherche aux*

organismes de titrisation) (p. 12916). - **Articles additionnels après l'article 18 ter** (p. 12917). (p. 12918). - **Article 18 quater (nouveau)** (art. 210 F du code général des impôts - Application du taux réduit d'impôt sur les sociétés applicable aux plus-values de cessions immobilières réalisées lors de la transformation de locaux à usage de bureaux ou à usage commercial en local à usage d'habitation) (p. 12919). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 12920). - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 12922). (p. 12922). - **Article 20** (art. 167 bis du code général des impôts et art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Aménagement de l'imposition des plus-values latentes, des compléments de prix et des plus-values en report lors du transfert par une personne physique de son domicile fiscal hors de France) (p. 12926). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12928). - **Article 22** (art. L. 2332-2, L. 3332-1-1, L. 3332-2-1, L. 4331-2-1

L. 5211-35-2 [nouveau], L. 5212-24, L. 5214-23, L. 5215-32 et L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales, art. 1379-0 bis, 1391 E, 1465, 1466, 1586 nonies, 1639 A bis, 1640 D [nouveau] et 1647 D du code général des impôts, art. 32 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 - Mesures fiscales diverses relatives aux collectivités territoriales et à l'achèvement des schémas départementaux de coopération intercommunale) (p. 12933). (p. 12934). (p. 12936). (p. 12938). (p. 12939). (p. 12939, 12940). (p. 12940). (p. 12941). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12941). (p. 12942).

PERCHERON (Daniel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Enseignement supérieur et recherche - Audition de M. Didier Houssin, président de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), et M. Emmanuel Saint-James, président de l'association « Sauvons la recherche ».

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Enseignement supérieur et recherche - Audition de MM. Jean-Loup Salzmann, président, Khaled Bouabdallah et Gérard Blanchard, vice-présidents de la Conférence des présidents d'université (CPU).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5724, 5725).

PEYRONNET (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Vienne)
 SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales jusqu'au 26 avril 2013.

Membre suppléant de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 509 (2012-2013)] autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale pour l'énergie de fusion en vue de la mise en œuvre conjointe du projet ITER [n° 648 (2012-2013)] (11 juin 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Sécurité sociale - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Aide publique au développement [n° 158 tome 4 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Parlementaires : représenter les territoires sans les gérer [n° 238 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Grenelle de l'environnement - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Forum transatlantique organisé par l'Assemblée parlementaire de l'OTAN - Communication.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Echange de vues avec une délégation du Parlement afghan.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Alain Lambert et Jean-Claude Boulard sur la lutte contre l'inflation normative.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Débat sur les orientations de la mission et établissement du programme de travail.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Anne Paugam, candidate désignée aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement - Avis et résultat du scrutin.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Hervé le Bras, démographe, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord de sécurité sociale entre la France et l'Organisation internationale pour l'énergie de fusion en vue de la mise en œuvre du projet ITER - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Bertrand Faure, professeur à l'Université de Nantes, sur les principes constitutionnels applicables à la décentralisation : bilan de l'application de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail sur le Sahel - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Patrick Pailloux, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accueil des

personnes handicapées - Approbation de l'accord-cadre entre la France et la Belgique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Réunion du mercredi 25 septembre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Echange de vues.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères (programme 185 : « Diplomatie culturelle et d'influence » de la mission « Action extérieure de l'État » et programme 209 : « Solidarité » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Le secteur public ferroviaire et les collectivités territoriales », de M. Edmond Hervé.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre (mission « Défense »).

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans une Afrique convoitée - Présentation du rapport d'information.

Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Pascal Canfin, ministre délégué chargé du développement (mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La rive sud de la Méditerranée, une zone de prospérité à construire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « La sécurité sociale des élus locaux ».

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » et mission « Immigration et asile » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique méditerranéenne de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action extérieure de l'Etat » programme « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias » programme « Action audiovisuelle extérieure » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de MM. Christian Babusiaux, président de chambre, et Pierre Jamet, conseiller maître, sur le rapport public thématique de la Cour des comptes « L'organisation territoriale de l'Etat ».

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Aide publique au développement » programmes « Aide économique et financière au développement » et « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Contrat d'objectifs et de moyens de France Médias Monde - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*): Examen du rapport de M. Jean-Claude Peyronnet « La place des parlementaires dans les instances locales après l'adoption des nouvelles règles de non-cumul ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 602, 604). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 616). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 633).

- **Débat sur le développement dans les relations Nord-Sud** - (21 février 2013) (p. 1496, 1498).

- **Question orale sur les retards de paiement du fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce dans le département de la Haute-Vienne** - (9 juillet 2013) (p. 6970, 6971). (p. 6971, 6972).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 1er AA (Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des territoires)** (p. 8910).

- **Question orale sur la difficulté des agriculteurs à être couverts par un contrat d'assurance récolte** - (29 octobre 2013) (p. 10617, 10618).

- **Question orale sur les sapeurs-pompiers et dérogation aux dispositions du permis probatoire** - (29 octobre 2013) (p. 10619, 10620). (p. 10621, 10622).

PIERRE (Jackie)
sénateur (Vosges)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois jusqu'au 24 janvier 2013.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre titulaire du Comité des usagers du réseau routier national.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Italie du Nord : une passion pour le design appliquée à l'industrie [n° 692 (2012-2013)] (26 juin 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Olivier

Andraut, chargé de la mission « agriculture et alimentation » à l'Union française de consommateurs, UFC Que choisir.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Pierre Montaner, directeur des produits laitiers et carnés de SOPEXA.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Gilles Rousseau, président, et Mme Aurore Guénot, conseillère, de la Fédération française des marchés de bétail vif (FMBV).

Audition de M. Julien Bigand, trésorier adjoint, responsable du dossier viande, et Mme Suzanne Dalle, conseillère en production animale, du Syndicat professionnel des jeunes agriculteurs (JA).

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Italie, à Milan, les 29 et 30 avril 2013 - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale applicables aux infractions forestières [n° 320 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 985).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2800).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3011, 3012).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3084, 3085).

PILLET (François)
sénateur (Cher)
UMP-R

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'intérieur le 10 octobre 2013.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013 ; puis président le 14 mai 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accès sociale à la propriété [n° 332 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 553 (2012-2013)] (26 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des lois : Les outils fonciers des collectivités locales : comment renforcer des dispositifs encore trop méconnus ? [n° 1 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur le rôle des banques : Évasion des capitaux et finance : mieux connaître pour mieux combattre (Rapport) [n° 87 tome 1 (2013-2014)] (17 octobre 2013) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur le rôle des banques : Évasion des capitaux et finance : mieux connaître pour mieux combattre (Auditions) [n° 87 tome 2 (2013-2014)] (17 octobre 2013) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Groupe de travail sur les outils fonciers à la disposition des élus locaux - Communication.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. David Douillet, médaillé olympique, ancien ministre des sports.

Audition de M. Jean-Pierre de Mondenard, médecin du sport, spécialiste des questions relatives au dopage.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de Mme Marie-George Buffet, députée, ancien ministre de la jeunesse et des sports.

(*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Jean-François Verdy, directeur du département des contrôles de l'Agence française de lutte contre le dopage.

(*commission des lois*) : Protection pénale des forces de sécurité et usage des armes à feu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Alain Calmat, ancien ministre délégué à la jeunesse et aux sports.

Audition de M. Dorian Martinez, psychologue spécialisé dans le sport, chef de service du numéro vert national Écoute Dopage de 1998 à 2011.

(*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Gestion des frontières extérieures de l'Union européenne - Communication.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Christophe Blanchard-Dignac, président-directeur général de la Française des jeux.

Audition de M. Gérard Nicolet, ancien médecin du Tour de France cycliste.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, président de la commission pour la transparence financière de la vie politique.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Simplification des relations entre l'administration et les citoyens (loi d'habilitation) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Communication de M. François Pillet sur la rencontre avec les parlements nationaux organisée le mardi 7 mai à Bruxelles par la commission spéciale du Parlement européen sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment d'argent.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des lois*) : Indemnisation des personnes victimes de prise d'otages - Examen des amendements au texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », programme « Protection des droits et libertés » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Pillet sur les communes et la sécurité.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité pour la transparence de la vie politique - Audition de M. Alain Delcamp, candidat proposé par M. le président du Sénat.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 455, 458).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 618). (p. 620).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2798).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7345, 7348). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 7368). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7372). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 227-1 [nouveau] du livre des procédures fiscales - Atténuation du monopole exercé par l'administration en matière de mise en mouvement de l'action publique pour des faits de fraude fiscale) (p. 7386, 7387).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**.

- **Mises au point au sujet de votes** - (8 octobre 2013) (p. 9355).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture [n° 22 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 24 (2013-2014)** (p. 9361, 9362). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-23 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 9368). (p. 9370).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier - Nouvelle lecture [n° 24 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 22 (2013-2014)**.

- **Débat sur la protection des données personnelles** - (17 octobre 2013) (p. 9673, 9675).

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** - (5 décembre 2013) (p. 12457, 12459).

PINEL (Sylvia)
*ministre de l'artisanat, du commerce et
du tourisme*

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bâtiment** - (21 février 2013) (p. 1481).
- **Question orale sur la défense de nos artisans-boulangers et, avec eux, des consommateurs** - (12 mars 2013) (p. 1676).
- **Question orale sur les dérives dans les cuisines des restaurants** - (12 mars 2013) (p. 1677, 1678).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les auto-entrepreneurs** - (6 juin 2013) (p. 5630, 5631).
- **Question orale sur les retards de paiement du fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce dans le département de la Haute-Vienne** - (9 juillet 2013) (p. 6971).
- **Question orale sur la redistribution des produits de la taxe de 75 % sur les salaires de plus d'un million d'euros versés par les clubs sportifs professionnels** - (9 juillet 2013) (p. 6973, 6974).

PINTAT (Xavier)
sénateur (Gironde)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 527 (2011-2012)] autorisant la ratification de la convention relative à la construction et à l'exploitation d'un laser européen à électrons libres dans le domaine des rayons X [n° 302 (2012-2013)] (29 janvier 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

- **Question orale sur la réduction des effectifs douaniers en Côtes-d'Armor** - (9 juillet 2013) (p. 6975).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 4 bis A (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration)** (p. 8056, 8057).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) (p. 8078, 8079).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Article 23 (art. L. 411-1, L. 411-4, L. 711-4, L. 712-2-1 [nouveau], L. 712-4, L. 713-6, L. 721-1, L. 721-2 à L. 721-9 [nouveaux] et L. 722-1 du code de la propriété intellectuelle - Protection de la dénomination des collectivités locales et création d'indications géographiques pour les produits non alimentaires)** (p. 8278). (p. 8279). (p. 7979). (p. 8280). (p. 8281). (p. 8281). (p. 8281). (p. 8281). (p. 8282, 8283). (p. 8283). (p. 8283). (p. 8283). (p. 7984). (p. 8284).

- **Question orale sur l'avenir du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce** - (15 octobre 2013) (p. 9560).

- **Débat sur la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France** - (15 octobre 2013) (p. 9602, 9607).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pression fiscale pesant sur les commerçants et artisans** - (14 novembre 2013) (p. 11496, 11497).

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 505 (2012-2013)] autorisant l'approbation du protocole d'amendement de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative à l'extension en territoire français du domaine de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire conclue le 13 septembre 1965 [n° 669 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Pour en finir avec "l'Europe de la défense" - Vers une défense européenne [n° 713 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Défense : équipement des forces et excellence technologique des industries de défense [n° 158 tome 8 (2013-2014)]** (21 novembre 2013) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Laser européen à électrons libres dans le domaine des rayons X - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Enders, président exécutif d'EADS.

Déplacement de la commission de la défense et de la sécurité de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, à Bahreïn et au Qatar - Communication.

Forum transatlantique organisé par l'Assemblée parlementaire de l'OTAN - Communication.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Samir Aita, rédacteur en chef du Monde diplomatique éditions arabes et membre du Forum démocratique syrien, sur la situation en Syrie.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Extension en territoire français du domaine de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire - Convention entre la France et le Conseil fédéral suisse - Accord entre la France, le Conseil fédéral suisse et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire sur le droit applicable aux entreprises intervenant sur le domaine de l'Organisation - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de

programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Christian Mons, président du CIDEF (Conseil des industries de défense).

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'Air (mission « Défense »).

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » programme « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4903, 4905).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9792, 9793).

- **Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12575, 12576).

PINTON (Louis)
sénateur (Indre)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à prélever l'impôt à la source [n° 331 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à limiter la possibilité d'instruction obligatoire donnée par la famille à domicile aux seuls cas d'incapacité [n° 245 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Gérard Roche, président du conseil général de la Haute-Loire, membre du bureau de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Médicaments génériques - Première table ronde consacrée à l'équivalence entre princeps et générique.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la prévention du suicide.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France, sur le financement pérenne des allocations individuelles de solidarité par les départements.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

PIRAS (Bernard)
sénateur (Drôme)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôle général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - maintien des droits de plantation de la vigne - Proposition de résolution européenne de MM. Simon Sutour et Gérard César.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean Debonne, directeur central du service de santé des armées.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Modification de l'accord de partenariat entre l'Union européenne et l'Arménie - Communication de M. Bernard Piras.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de défense et Europe de la défense - Audition du général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Rencontre avec une délégation de la commission chargée des questions européennes de la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Point d'actualité sur la situation en Hongrie présenté par M. Bernard Piras.

Questions sociales et santé - Examen de la proposition de résolution de M. Jean Bizet sur la directive européenne sur les produits du tabac.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Samir Aita, rédacteur en chef du Monde diplomatique éditions arabes et membre du Forum démocratique syrien, sur la situation en Syrie.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Quatrième paquet ferroviaire : proposition de résolution de M. Roland Ries.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique de voisinage - L'Arménie et l'Union européenne : communication de M. Bernard Piras.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - La Serbie et l'Union européenne : rapport d'information de M. Simon Sutour, Mlle Sophie Joissains et M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la circulaire relative à la prestation de service unique** - (15 janvier 2013) (p. 17). (p. 17, 18).

- **Question orale sur la redevance pour prélèvement d'eau** - (21 mai 2013) (p. 4306). (p. 4307).

- **Question orale sur les personnes handicapées vieillissantes** - (9 juillet 2013) (p. 6962). (p. 6963).

- **Question orale sur les résidences mobiles de loisirs en matière de stationnement** - (15 octobre 2013) (p. 9545, 9546). (p. 9546).

PLACÉ (Jean-Vincent)
sénateur (Essonne)
ECOLO

Président du Groupe écologiste.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 12 septembre 2013.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage le 26 février 2013 ; puis vice-président du 27 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre titulaire du conseil d'orientation du service des achats de l'État.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à porter de trois mois à un an le délai de prescription des propos injurieux ou diffamatoires à caractère homophobe, transphobe, sexiste ou à raison du handicap [n° 265 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 266 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à créer une taxe environnementale sur les mégots à la charge des fabricants de tabac [n° 345 (2012-2013)] (11 février 2013) - **Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins des plus démunis [n° 352 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à augmenter la durée de vie des produits [n° 429 (2012-2013)] (18 mars 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget**.

Proposition de loi visant à instaurer un recours collectif en matière de discrimination et de lutte contre les inégalités [n° 811 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative aux pouvoirs du Défenseur des droits [n° 861 (2012-2013)] (24 septembre 2013) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 865 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Police, gendarmerie : quelle stratégie d'investissement ? [n° 91 (2013-2014)] (22 octobre 2013) - **Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Sécurités (gendarmerie nationale et police nationale) [n° 156 tome 3 vol. 1 annexe 27 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne [n° 182 (2013-2014)] (2 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil [n° 216 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la création d'un dispositif de suspension de détention provisoire pour motif d'ordre médical [n° 232 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des finances*) : Règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des finances*) : Investissements dans la police et la gendarmerie - Contrôle budgétaire - Communication de M. Jean-Vincent Placé, rapporteur spécial Contrôle budgétaire.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Yvon Collin et Mme Fabienne Keller, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Aide publique au développement » et sur le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du

stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (18 janvier 2013) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 284). - **Article 20** (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des délégués communautaires) (p. 329). (p. 330).

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 463, 464).

- **Débat sur l'avenir du service public ferroviaire** - (24 janvier 2013) (p. 494, 495).

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)]** - (30 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 673, 674).

- **Questions cribles thématiques sur la compétitivité** - (28 février 2013) (p. 1615, 1616). (p. 1616).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2118, 2119).

- **Question orale sur le projet d'implantation d'un centre de stockage de déchets ultimes sur le site de Nonant-le Pin** - (26 mars 2013) (p. 2384, 2385). (p. 2386).

- **Débat sur les conclusions de la mission commune d'information sur les conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - (26 mars 2013) (p. 2407, 2408).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (11 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 3175).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3272, 3273). (p. 3286).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3395, 3397).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3500). (p. 3502). (p. 3511).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) (p. 3599). (p. 3611). (p. 3612). (p. 3612, 3613). (p. 3613). (p. 3615). (p. 3618, 3619). - **Article 3** (art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - Mobilité volontaire sécurisée) (p. 3659).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - **Article 5** (art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveaux], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - Représentation des salariés au conseil d'administration ou de

surveillance de l'entreprise) (p. 3751). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5422-2-1 [nouveau] du code du travail ; art. 43 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 relative au développement de l'alternance et à la sécurisation des parcours professionnels - Sauvegarde des droits à l'indemnisation du chômage des salariés et soutien au développement du contrat de sécurisation professionnelle) (p. 3774, 3775). - **Article 8** (art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel) (p. 3801).

- **Question orale avec débat sur la lutte contre l'obsolescence programmée des produits** - (23 avril 2013) (p. 3915, 3918).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le projet de programme de stabilité** - (24 avril 2013) (p. 3988, 3989).

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2 [n° 560 (2011-2012)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4237, 4239).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (3 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5286). (p. 5286). (p. 5287).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Commission mixte paritaire [n° 662 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6535, 6536).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques** - (4 juillet 2013) (p. 6925, 6927).

- **Question orale sur l'hébergement des personnes âgées dépendantes** - (9 juillet 2013) (p. 6961). (p. 6962).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8010). (p. 8012, 8013). (p. 8013). (p. 8014).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9510, 9511).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9525, 9526).

- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage** - (15 octobre 2013) (p. 9576, 9577).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (26 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 84 (priorité)** (p. 10490). (p. 10490). (p. 10494). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, L. 443-12 et L. 443-15-2-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 10506). (p. 10507). (p. 10507). (p. 10509). (p. 10509). (p. 10510). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10529, 10530).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11769, 11771).

- **Questions cribles thématiques sur la sécurité et les chiffres de la délinquance** - (21 novembre 2013) (p. 11773). (p. 11774).

- Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] (suite)

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11895). - **Article 7 ter (nouveau) (réservé)** (art. 279-0 bis du code général des impôts, art. L. 16 BA du livre des procédures fiscales - Application du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans) (p. 11900, 11901). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11904, 11905). (p. 11906, 11907). (p. 11910).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) (p. 11934, 11935). (p. 11942). - **Articles additionnels après l'article 7 quater (suite)** (p. 11947, 11948).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12145). (p. 12146). (p. 12147).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Explications de vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 12348).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 200 (2013-2014)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12640, 12641).

- **Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12662, 12663).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12784, 12785).

- **Question orale sur les risques d'exploitation et d'exploration des gaz de schiste dans le département de l'Essonne** - (17 décembre 2013) (p. 13088, 13089). (p. 13089).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2013) (p. 13117, 13118).

PLANCADE (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 1er octobre 2013.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie ; nouvelle nomination le 12 décembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Production audiovisuelle : pour une politique industrielle au service de l'exception culturelle [n° 616 (2012-2013)] (30 mai 2013) - **Culture.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Culture et recherche au coeur des années croisées France - Vietnam [n° 27 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 160 tome 5 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitution des œuvres spoliées - Communication.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conseil supérieur de l'audiovisuel - Audition de M. Olivier Schrameck, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Économie du film français - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement privé des associations - Audition de Mme Sylvie Banoun, sous-directrice de la vie associative et de l'éducation populaire, et M. François Vareille, secrétaire général du Haut conseil à la vie associative (HCVA), sur les travaux d'évaluation et les propositions du HCVA.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Respect de l'exception culturelle dans le cadre de la négociation d'un accord de libre-échange avec les États-Unis - Échange de vues.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de M. Didier Houssin, président de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), et M. Emmanuel Saint-James, président de l'association « Sauvons la recherche ».

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Droits audiovisuels - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 422, 423).

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 461, 463).

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 527, 528). - **Article 1er** (*art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes*) (p. 541). (p. 541). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 554).

- **Proposition de loi visant à autoriser le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels [n° 555 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 710, 711).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 731, 732).

- **Débat sur les enjeux et les perspectives de la politique spatiale européenne** - (26 mars 2013) (p. 2442, 2443).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2474, 2475).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte - Deuxième lecture [n° 452 (2012-2013)]** - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2628, 2629). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1350-1 [nouveau] du code de la santé publique - Principe de non-discrimination des lanceurs d'alerte*) (p. 2633). (p. 2634).

- **Questions cribles thématiques sur la politique de lutte contre le terrorisme dans notre pays** - (16 mai 2013) (p. 4222). (p. 4223).

- **Proposition de loi permettant l'instauration effective d'un pass navigo unique au tarif des zones 1-2 [n° 560 (2011-2012)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4234, 4235).

- **Question orale avec débat sur le devenir de la politique familiale en France** - (16 mai 2013) (p. 4253, 4254).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale - Commission mixte paritaire [n° 493 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4263, 4264).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 849 (2012-2013)** (p. 8790, 8792). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Composition du CSA et mode de désignation de ses membres*) (p. 8813). - **Articles additionnels après l'article 2 ter** (p. 8819). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 8828). - **Article 6 octies** (*art. 42-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Agrément par le CSA des modifications du contrôle des sociétés titulaires d'une autorisation d'usage de la ressource radioélectrique*) (p. 8853). - **Articles additionnels après l'article 6 nonies** (p. 8855). (p. 8855). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8861, 8862).

- **Projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 849 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 850 (2012-2013)**.

POHER (Hervé)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

Devenu sénateur le 1er mars 2013 (en remplacement de Mme Odette Duriez, démissionnaire).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 12 mars 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

POINTEREAU (Rémy)
sénateur (Cher)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre Boissier, chef de l'Inspection générale des affaires sociales, Mme Claire Scotton, inspectrice des affaires sociales, M. Hubert Garrigue-Guyonnaud, conseiller général des établissements de santé, sur le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales consacré à l'hôpital, et de M. Edouard Couty, président du comité de pilotage du « pacte de confiance pour l'hôpital ».

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès aux soins des plus démunis - Présentation du rapport de Mme Aline Archimbaud.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale 2014 - Avenir et justice du système de retraites - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Frédéric Van Rookeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire de la commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre titulaire du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales et les infrastructures de transport [n° 617 (2012-2013)] (30 mai 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Politique des territoires [n° 161 tome 7 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Aménagement du territoire - Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Nomination de rapporteurs.

Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Zones d'exclusion pour les loups - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Titres de transport des compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Zones d'exclusion pour les loups - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

(*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Titres de transport des compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

Réforme ferroviaire - Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de la mission de concertation.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Michel et de M. Bernard Chevassus-au-Louis, préfigurateurs d'une Agence française de la biodiversité.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de M. Henri Brichard, vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'alimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Réforme de la décentralisation - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

(*mission commune d'information sur la filière viande*) : Audition de MM. Jean-Paul Bigard, président, et Pierre Halliez, directeur général du Syndicat des entreprises françaises des viandes (SNIV-SNCP).

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Les collectivités territoriales et les infrastructures de transport », de MM. Jacques Mézard et Rémy Pointereau.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Affichage environnemental - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Claude Belot, vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur son rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergie locales ».

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Égalité des territoires - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Réunion de la commission consultative d'évaluation des normes.

(*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean Jouzel, sur le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Enjeux du quatrième paquet ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Mission de préfiguration du Commissariat général à l'égalité des territoires - Audition de M. Eric Delzant, délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement, sur les crédits de la mission « Politique des territoires ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 133, 134).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)]** - (30 janvier 2013) - **Article additionnel avant l'article unique** (p. 681). - **Article unique** (*Création de zones d'exclusion pour les loups*) (p. 683).

- **Proposition de loi visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne [n° 322 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Discussion générale** (p. 956, 957).

- **Question orale sur la concertation autour du retour à la semaine de quatre jours et demi de cours** - (12 mars 2013) (p. 1671, 1672). (p. 1672, 1673).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1792, 1793).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1816). - **Article 16** (*art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire*) (p. 1868).

- **Débat sur le droit de semer et la propriété intellectuelle** - (27 mars 2013) (p. 2487, 2489).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption*)

conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3017, 3018).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement** - (25 avril 2013) (p. 4060, 4061).

- **Question orale sur la carte judiciaire** - (4 juin 2013) (p. 5348, 5349). (p. 5349, 5350).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les infrastructures et le rapport de la commission « Mobilité 21 »** - (4 juillet 2013) (p. 6865).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 4** (*art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, articles L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux]*)

du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 8033). - **Article 4 bis A** (*art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration*) (p. 8053). (p. 8055).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Article 1er ter** (*art. L.O. 147-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction dérivée d'un mandat local*) (p. 8688).

PONCELET (Christian)
sénateur (Vosges)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 166 (2011-2012)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam relatif aux centres culturels [n° 472 (2012-2013)] (2 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre la France et le Vietnam relatif aux centres culturels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut Français - Audition de M. Xavier Darcos, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3400, 3401).

PONIATOWSKI (Ladislas)
sénateur (Eure)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Proposition de loi portant diverses mesures relatives aux relations des assurés avec les assureurs et les intermédiaires d'assurance [n° 535 (2012-2013)] (23 avril 2013) - **Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Pelletier, président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*): Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*): Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

(*commission des affaires économiques*): Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat.

Audition de Mme Hélène Gassin et de M. Jean-Pierre Sotura, candidats désignés au collège de la commission de régulation de l'énergie (CRE).

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport pour avis.

Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*): Dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer - Examen des conclusions du groupe de travail.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut de développement durable et de relations internationales, facilitatrice du débat national sur la transition énergétique.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée à la présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires économiques*): Déplacement d'une délégation de la commission en Italie, à Milan, les 29 et 30 avril 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Martial Bourquin, parlementaire en mission sur l'ordre public économique et les relations inter-entreprises.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Biogaz et méthanisation comme ressource économique et substitut au gaz - Table ronde.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)]** - (30 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 678, 679).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (13 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1207, 1209). - **Article 2** (*Demande de rapports au Gouvernement*) (p. 1235, 1236). (p. 1237). (p. 1239). - **Article 5** (*art. L. 132-2 du code de l'énergie - Membres du collège de la commission de régulation de l'énergie*) (p. 1244). (p. 1244). - **Article 6** (*chapitre II du titre III du livre II du code de l'énergie [nouveau] - Service public de la performance énergétique de l'habitat*) (p. 1248). - **Article 7** (*quinquies art. L. 335-5 du code de l'énergie - Garanties de capacité associées à certains contrats d'approvisionnement d'électricité à long terme*) (p. 1254).

- **Suite de la discussion** (14 février 2013) - **Article 12 bis** (*art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - Suppression des*

zones de développement de l'éolien) (p. 1271, 1272). - **Article 12 quater** (*art. L. 156-2 du code de l'urbanisme - Installations d'éoliennes en outre-mer*) (p. 1287). - **Article 15** (*art. L. 314-1 du code de l'énergie - Suppression de la règle des cinq mâts*) (p. 1298).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1463, 1465).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4971, 4973). - **Article 1er** (*Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer*) (p. 4981, 4982). (p. 4992). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5000).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7922, 7923).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (*sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Vente à distance*) (p. 8097, 8098). (p. 8098). (p. 8098). - **Article 5 bis** (*art. L. 515-32 du code de la consommation - Réservoirs enterrés de liquides inflammables*) (p. 8109, 8110). - **Article 8 (texte non modifié par la commission)** (*chapitre IV [nouveau] du Titre Ier du livre Ier du code de la consommation - Paiements supplémentaires*) (p. 8128). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8131).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des rythmes scolaires** - (14 novembre 2013) (p. 11491).

PORTELLI (Hugues)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prélever l'impôt à la source [n° 331 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi modifiant l'article 726 sixièmement du code de procédure pénale [n° 680 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 664 (2012-2013)] habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens [n° 742 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à limiter la possibilité d'instruction obligatoire donnée par la famille à domicile aux seuls cas d'incapacité [n° 245 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Éducation.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Claude Baty, pasteur, président de la Fédération protestante de France (FPF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Gilles Bernheim, grand rabbin de France.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Audition de Mme Nicole Maestracci, candidate proposée par M. le Président de la République à la nomination au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 15 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Simplification des relations entre l'administration et les citoyens (loi d'habilitation) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Échange de vues et désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Simplification des relations entre l'administration et les citoyens - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi

habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des lois*) : Publication de l'étude annuelle 2013 du Conseil d'État consacrée au « droit souple » - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études, M. Jacky Richard, rapporteur général de la section du rapport et des études, et M. Laurent Cytermann, rapporteur général adjoint de la section du rapport et des études.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique et sur le projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 146, 147).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les transports franciliens** - (7 février 2013) (p. 998).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1555). - **Article 1er** (*Champ des infractions amnistiées*) (p. 1557, 1558). - **Article 2** (*Constat de l'amnistie*) (p. 1562). - **Article 3** (*Contestations relatives à l'amnistie*) (p. 1563). - **Article 4** (*Amnistie des sanctions disciplinaires*) (p. 1563). - **Article 5** (*Amnistie des sanctions dans les établissements universitaires ou scolaires*) (p. 1563). - **Article 6** (*Procédure de réintégration des salariés et agents licenciés*) (p. 1565). - **Article 7** (*Contestations en matière d'amnistie des sanctions disciplinaires*) (p. 1565). - **Article 8** (*Effets de l'amnistie*) (p. 1566). - **Article 9** (*Autres effets de l'amnistie*) (p. 1566). - **Article 10** (*Préservation des droits des tiers*) (p. 1567). - **Article 11** (*Suppression des données personnelles enregistrées dans les fichiers de police - amnistie du délit de refus de se soumettre à un prélèvement génétique*) (p. 1567). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1571, 1572).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 374 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 375 (2012-2013)** (p. 1595, 1597).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 374 (2012-2013)**. - (28 février 2013) - **Article 3 ter** (supprimé) (*art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales*) (p. 1612).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2787, 2788).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (5 avril 2013) - **Question préalable** (p. 2822, 2824).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2893). - **Rappel au règlement** (p. 2900).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er bis C (Texte non modifié par la commission)** (*art. 165 du code civil - Caractère républicain de la célébration du mariage*) (p. 3037).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (*art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3091, 3092).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 3156). - **Article 4** (*art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil*) (p. 3170). - **Article 4 bis** (*art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil*) (p. 3180, 3181). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3209). (p. 3210, 3211).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3281).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France [n° 597 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4779, 4781).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 633 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 634 (2012-2013)** (p. 5781, 5783).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 634 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 633 (2012-2013)**.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens [n° 743 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7281, 7284).

- **Rapporteur - Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7293). - **Article 1er** (*Habilitation à prendre par ordonnance des mesures de simplification administrative*) (p. 7295). (p. 7295). - **Article 2** (*Habilitation à adopter un code relatif aux relations entre les administrations et le public*) (p. 7296). (p. 7296). (p. 7296). (p. 7297). (p. 7297). - **Article 3** (*Habilitation à modifier le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique*) (p. 7298). (p. 7298).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Commission mixte paritaire [n° 769 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7716).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8645, 8646). - **Article 1er** (*art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale*) (p. 8671).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) -

Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris) (p. 9034). - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9080).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens - Commission**

mixte paritaire [n° 64 (2013-2014)] - (17 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9750).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 111 (2013-2014)]** - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 112 (2013-2014)** (p. 11746, 11747).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 112 (2013-2014)]** - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 111 (2013-2014).**

POVINELLI (Roland)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer les compétences de proximité des maires d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille [n° 284 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi reconnaissant à l'animal le caractère d'être vivant et sensible dans le code civil [n° 42 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de loi visant à punir, sans exception, les sévices graves envers les animaux domestiques, apprivoisés, ou tenus en captivité [n° 43 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 avril 2013 (commission des lois) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole d'Aix-Marseille-Provence.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5081, 5082).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5112). (p. 5117).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5370). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2581-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime législatif des communes de l'aire métropolitaine) (p. 5374). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1001, 1582, 1599 L (nouveau), 1599 M (nouveau), 1599 N (nouveau), 1599 O (nouveau), 1599 P (nouveau), 1609 nonies C du code général des impôts - Adaptation au CGI de la création de la Métropole de Lyon) (p. 5376). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5403, 5404). (p. 5410). (p. 5411). (p. 5417). (p. 5417). (p. 5418). (p. 5429). (p. 5433). (p. 5435). (p. 5436).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5464). - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 5473). (p. 5475, 5476). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun) (p. 5479). (p. 5483). (p. 5488). (p. 5491). (p. 5493). (p. 5498). (p. 5510). (p. 5510). (p. 5517). (p. 5518). (p. 5518). (p. 5518). (p. 5518). (p. 5519). (p. 5519). (p. 5519). (p. 5520). (p. 5521). (p. 5521). (p. 5522). (p. 5522). (p. 5523). (p. 5524). (p. 5524). (p. 5524). (p. 5524). (p. 5525). (p. 5525). (p. 5525). (p. 5526). (p. 5526). (p. 5526). (p. 5527). (p. 5528). (p. 5528). (p. 5528). (p. 5528). (p. 5529). (p. 5529). (p. 5530). (p. 5530). (p. 5530). (p. 5531). (p. 5531). (p. 5532). (p. 5532). (p. 5542). (p. 5543). (p. 5543). (p. 5543).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5666).

POZZO di BORGIO (Yves)

sénateur (Paris)

UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le port d'uniformes scolaires et de blouses à l'école et au collège [n° 262 (2012-2013)] (9 janvier 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 115 (2013-2014)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 139 (2013-2014)] (13 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Transports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 26 mars 2013 (commission des affaires économiques) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mardi 9 avril 2013 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Échange de vues avec une délégation de députés turcs.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (commission des lois) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole de Paris.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de Mme Anne Paugam, candidate désignée aux fonctions de directeur général de l'Agence française de développement - Avis et résultat du scrutin.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Patrick Pailloux, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de programmation militaire - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Loi de programmation militaire - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Présentation par M. Daniel Reiner du 35ème rapport d'ensemble du comité des prix de revient des fabrications d'armements.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration (programme 212 « soutien des forces » de la mission « Défense »).

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Réalisation et exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Contrat d'objectifs et de moyens de Campus France - Communication.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique méditerranéenne de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et la Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'adoption - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 245).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 280). (p. 281). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 252 du code électoral - Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 296). (p. 297). - **Article annexe** (p. 313, 314). (p. 315).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1366, 1369).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 19 et tableau annexé (Texte non modifié par la commission)** (*Modification de la répartition des conseillers de Paris par secteurs*) (p. 1883).

- **Rappel au règlement** - (26 mars 2013) (p. 2403).

- **Débat sur les enjeux et les perspectives de la politique spatiale européenne** - (26 mars 2013) (p. 2449, 2451).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (*art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3103, 3104).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture [n° 684 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6628).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 688 (2012-2013)]** - (12 juillet 2013) - **Article 1er** (*art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-*

499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires) (p. 7056). (p. 7082). (p. 7082). (p. 7092, 7093). (p. 7098). (p. 7100). - **Rappel au règlement** (p. 7104). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7107). - **Discussion générale** (p. 7109, 7110). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7112). (p. 7112). (p. 7113).

- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 781 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7603, 7604). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 1er - tableau n° 2 annexé au code électoral - Répartition par secteurs des sièges des membres du conseil de Paris*) (p. 7610, 7611). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales - Election du maire d'arrondissement et des adjoints*) (p. 7613). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7614).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Article 1er** (*art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs*) (p. 7771, 7772).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (*art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9074, 9075).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9793, 9794). - **Article 2 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Approbation du rapport annexé*) (p. 9874, 9875). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9888).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 140 (2013-2014)]** - (18 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11532, 11535). (p. 11546).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Article 7** (*art. L. 562-1 et L. 562-4-1 du code de l'environnement - Élaboration conjointe des PPRI et procédure de révision simplifiée*) (p. 11719, 11720). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11727, 11728).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 11866, 11867). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11908).

- **Projet de loi transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 138 (2013-2014)]** - (3 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12406, 12407). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 14-1 [nouveau] de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Conséquences de la découverte d'une inéligibilité avant le scrutin*) (p. 12411).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12681, 12682).

PRIMAS (Sophie)
sénateur (Yvelines)
 UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 14 février 2013 ; secrétaire de la commission jusqu'au 12 février 2013.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (21 juin 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage le 1er février 2013 ; puis membre suppléant le 7 février 2013.

Membre suppléant du Conseil national du numérique (formation élargie) le 27 mars 2013.

Présidente de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Économie du film français - Table ronde.

Réunion du jeudi 14 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Économie numérique de la presse et du livre - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Comité national de pilotage sur l'accès de tous les jeunes à l'art et à la culture - Audition de Mme Marie Desplechin, présidente et de M. Jérôme Bouët, rapporteur.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Respect de l'exception culturelle dans le cadre de la négociation d'un accord de libre-échange avec les États-Unis - Échange de vues.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Michel EDDI, président-directeur général du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Enseignement supérieur et recherche - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen d'amendements.

Réunion du vendredi 21 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen de deux amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jacques Pélissard, député du Jura, maire de Lons-le-Saunier, président de l'Association des maires de France.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Encadrement des conditions de la vente à distance des livres - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 197, 198).

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) - présidente de la mission commune d'information sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement (p. 379, 382).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire) (p. 1869). - **Article 18 bis** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux) (p. 1879). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 1919). (p. 1923). (p. 1924). - **Article 26** (Entrée en vigueur) (p. 1932).

- **Débat sur les enjeux et les perspectives de la politique spatiale européenne** - (26 mars 2013) (p. 2444, 2446).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2904, 2905).

- **Question orale sur la réforme de la taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement annexées à ces catégories de locaux** - (23 avril 2013) (p. 3909, 3910). (p. 3910).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Question préalable** (p. 4399, 4500). - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 4414). - **Article 4 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 111-2 du code de l'éducation - Formation à l'exercice de la citoyenneté dans la société de l'information et de la communication) (p. 4415). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans) (p. 4441, 4442). - **Article 6** (art. L. 121-1 et L. 121-6 du code de l'éducation - Éducation artistique et culturelle) (p. 4454, 4455).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 23** (art. L. 311-1 du code de l'éducation - Organisation de la scolarité en cycles) (p. 4551, 4552). (p. 4554). - **Article 25 bis** (art. L. 311-7 du code de l'éducation - Appréciation de l'acquisition des connaissances et des compétences) (p. 4557, 4558). (p. 4558). (p. 4558, 4559).

- **Suite de la discussion** (24 mai 2013) - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 4635). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 551-1 du code de l'éducation - Mise en place du projet éducatif territorial) (p. 4638). (p. 4639). (p. 4639). (p. 4640). (p. 4641, 4642). - **Article additionnel après l'article 46** (p. 4644). (p. 4645). (p. 4645). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 625-1 et L. 611-1 du code de l'éducation - Formation des personnels enseignants et d'éducation par les écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4649). (p. 4650). (p. 4651). (p. 4651). (p. 4652). - **Article 51** (art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation) (p. 4666). (p. 4668). (p. 4668). - **Article 52 bis** (art. L. 912-1 du code de l'éducation - Missions des personnels enseignants) (p. 4670). - **Article 1er et rapport annexé (précédemment réservés)** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 4715). (p. 4715). (p. 4718). (p. 4732).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6019, 6022).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - **Article 3** (art. L. 123-1 du code de l'éducation - Instauration d'une stratégie nationale de l'enseignement supérieur et d'une coordination ministérielle du service public de l'enseignement supérieur) (p. 6100). (p. 6100). (p. 6100, 6101). (p. 6101). - **Article additionnel**

après l'article 3 (p. 6102). - **Article 5** (art. L. 123-3 du code de l'éducation - Consécration de la mission de transfert des résultats de la recherche du service public de l'enseignement supérieur) (p. 6119). - **Article 7** (art. L. 123-5 du code de l'éducation - Mission de transfert des résultats de la recherche vers les secteurs socio-économiques et d'appui aux politiques publiques) (p. 6122). (p. 6123). - **Article 10** (art. L. 111-1 du code de la recherche - Objectif complémentaire de la politique nationale de la recherche) (p. 6126). - **Article 11** (art. L. 111-6 du code de la recherche - Stratégie nationale de la recherche) (p. 6130). - **Article 12** (art. L. 112-1 du code de la recherche - Objectif complémentaire de la politique publique de la recherche) (p. 6132). (p. 6133). - **Article 12 ter** (Articulation des stratégies nationales et des schémas régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 6136). (p. 6139). (p. 6140). - **Article 13** (art. L. 232-1 du code de l'éducation et art. L. 311-2 du code de la recherche - Réforme du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, CNESER) (p. 6141, 6142). - **Articles additionnels après l'article 14 A** (p. 6143, 6144). (p. 6145). - **Article 15** (art. L. 611-2 du code de l'éducation - Introduction de l'alternance comme modalité à part entière de la formation dans l'enseignement supérieur) (p. 6147, 6148). - **Article 15 bis** (art. L. 611-5 du code de l'éducation - Missions des bureaux d'aide à l'insertion professionnelle) (p. 6149). (p. 6149). - **Article 15 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-8 du code de l'éducation - Définition du stage en milieu professionnel) (p. 6151). (p. 6152). - **Articles additionnels après l'article 15 quinquies** (p. 6155). - **Article 16 bis** (Mise à disposition des statistiques produites par les établissements dispensant des formations sanctionnées par un diplôme d'études supérieures) (p. 6159). (p. 6159). - **Articles additionnels après l'article 16 ter** (p. 6161). (p. 6161, 6162). (p. 6163). (p. 6163). - **Article 18** (art. L. 612-3 du code de l'éducation - Orientation des bacheliers technologiques et professionnels et rapprochement entre lycées et établissements d'enseignement supérieur) (p. 6165). (p. 6166). (p. 6168). (p. 6169). (p. 6171). (p. 6171). (p. 6172). - **Article 22** (art. L. 631-1 du code de l'éducation - Expérimentation de nouvelles modalités d'accès aux études médicales) (p. 6181, 6182). (p. 6182). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation d'une première année commune aux formations paramédicales) (p. 6183).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 711-2 du code de l'éducation - Création des communautés d'universités et établissements) (p. 6205). (p. 6207). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6208). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 712-1 du code de l'éducation - Création du conseil académique) (p. 6212). (p. 6212). (p. 6212, 6213). (p. 6213). - **Article 25** (art. L. 712-2 du code de l'éducation - Président de l'université) (p. 6215). (p. 6216). (p. 6217). (p. 6217). (p. 6217). - **Article 26** (art. L. 712-3 du code de l'éducation - Composition et compétences du conseil d'administration des universités) (p. 6221). (p. 6223). - **Article 27** (art. L. 712-4, L. 712-5 et L. 712-6 du code de l'éducation - Création et composition du conseil académique) (p. 6226). (p. 6227). - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 6230). - **Article additionnel après l'article 32 bis** (p. 6231). - **Article 35 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 717-1 du code de l'éducation - Définition, fonctionnement des grands établissements et procédures de recrutement pour la nomination de leurs dirigeants) (p. 6233). (p. 6233). - **Article 37** (art. L. 719-1 du code de l'éducation - Mode d'élection des membres des conseils) (p. 6234, 6235). (p. 6235). (p. 6236). (p. 6236). - **Article 38** (art. L. 718-2 à L. 718-15 nouveaux du code de l'éducation - Coopération et regroupements des établissements) (p. 6241). - **Article 42 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-1 et L. 731-6 du code de l'éducation - Formations de santé) (p. 6249). (p. 6249). (p. 6250). - **Articles additionnels après l'article 42 A** (p. 6254). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-14 du code de l'éducation - Sanctions pénales en cas de délivrance de « master » en l'absence d'autorisation de délivrer des diplômes conférant le grade de master) (p. 6255). (p. 6256). - **Article 43 bis (Texte non modifié par la commission)** (Mobilité des personnels

enseignants de l'enseignement supérieur) (p. 6260). (p. 6260). - **Articles additionnels après l'article 43 bis** (p. 6261). (p. 6261). (p. 6261). - **Article 44** (art. L. 952-6-1 du code de l'éducation - Transfert aux conseils académiques des compétences en matière de recrutement des enseignants-chercheurs) (p. 6265). (p. 6265). - **Article 47** (art. L. 412-1 du code de la recherche - Prise en compte du doctorat pour le recrutement des fonctionnaires de la catégorie A) (p. 6270). - **Articles additionnels après l'article 47 quinquies A** (p. 6271). (p. 6272). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions de coordination) (p. 6280, 6281). (p. 6282). - **Article 49** (art. L. 114-3-1 du code de la recherche - Création du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) (p. 6283). (p. 6285). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 114-3-3 du code de la recherche - Composition et fonctionnement du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) (p. 6290). - **Article 55** (art. 329-7 du code de la recherche - Valorisation et transfert renforcés de la recherche menée sur fonds publics) (p. 6296). (p. 6296). (p. 6296). (p. 6297). (p. 6297). - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 6299, 6300). (p. 6300). (p. 6300). (p. 6300). - **Articles additionnels après l'article 57 octies** (p. 6314). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6327, 6328).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Article 1er et rapport annexé** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 6395).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 8696). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8736, 8737).

- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2 ter** (p. 8822).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 1er AA (Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des territoires)** (p. 8908).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris) (p. 9031).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9116). (p. 9130, 9131). (p. 9131). (p. 9149). (p. 9162). - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. L. 143-3 et L. 321-1 du code de l'urbanisme - Fusion des établissements publics fonciers en Île-de-France) (p. 9176). (p. 9181, 9182). (p. 9187). (p. 9190). - **Article 17 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 15, 18, 19, 20 et 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Coordination entre les actions de la Société du Grand Paris et le Syndicat des transports d'Île-de-France) (p. 9194, 9195). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9214). (p. 9215).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (24 octobre 2013) - **Article 14** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la

loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD) (p. 10161).

- **Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 125 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11624, 11627). - **Article 1er** (art. L. 253-1 A [nouveau] du

code rural et de la pêche maritime - Interdiction pour les personnes publiques d'utiliser des produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts et promenades relevant de leur domaine public ou privé) (p. 11629). (p. 11630). (p. 11632).

PRINTZ (Gisèle)
sénatrice (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre suppléant du Conseil national du bruit.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Sous-proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 159 tome 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Audition de Mme Nicole Pot, inspectrice générale des affaires culturelles, haut fonctionnaire à l'égalité des droits au ministère de la culture et de la communication.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Sylviane Agacinski, philosophe.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Table ronde.

Réunion du jeudi 16 mai 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Adaptation du droit français au droit de l'Union

européenne dans le domaine de la justice - Examen du rapport d'information.

Femmes et culture - Audition de Mme Karine Saporta, chorégraphe, présidente fondatrice de l'Association des centres chorégraphiques nationaux, présidente de la commission « Danse » et vice-présidente de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD).

Questions diverses.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique familiale - Audition de Mme Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Femmes dans le secteur de la culture - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Situation sociale des personnes prostituées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Kader Arif, ministre délégué chargé des anciens combattants.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 62 à 62 octies et communication sur son contrôle budgétaire relatif à la gestion et aux moyens de fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conditions d'attribution de la carte du combattant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) - Audition de M. Didier Houssin, candidat pressenti à la présidence.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 décembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Audition de Mme Yamina Benguigui, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée de la Francophonie.

Violences à l'égard des femmes dans les territoires en conflit - Table ronde des historiens et de l'anthropologue.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Paul Castel, directeur général de l'Agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 880, 881).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2523).

- **Questions cribles thématiques sur l'avenir des retraites** - (13 juin 2013) (p. 5856). (p. 5857).

- **Proposition de loi visant à instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus [n° 605 (2011-2012)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5879, 5880).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Article 1er** (*Définition de la politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes*) (p. 8438, 8439). - **Article 2** (*art. L. 531-1, L. 531-4 et L. 532-2 du code de la sécurité sociale - Réforme du complément de libre choix d'activité*) (p. 8447).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 8527). (p. 8527).

- **Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 26 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 9444). (p. 9444).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (30 octobre 2013) - **Article 5** (*art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions*) (p. 10746).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11594, 11595).

PROCACCIA (Catherine)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire du conseil d'administration des hôpitaux de Saint-Maurice.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à permettre l'inscription, dans les règlements intérieurs des entreprises, de la neutralité vis-à-vis des opinions ou croyances [n° 611 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : La forêt indonésienne : huile de palme, pâte à papier sont-elles des menaces ? [n° 108 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 679 (2011-2012)] visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprises [n° 14 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maîtres quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Audition du Pr Brigitte Autran, professeur des universités, praticien hospitalier à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (UPMC) et coordinatrice du réseau Corevac (Consortium de recherches vaccinales).

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux et perspectives de la politique spatiale européenne - Présentation du rapport d'information établi au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Audition de MM. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et Thierry Repentin, ministre délégué chargé de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Compte rendu de la réunion du Bureau du mardi 5 février 2013.

Examen de l'étude de faisabilité présentée par Mme Maud Olivier et M. Jean-Pierre Leleux sur la « diffusion de la culture scientifique et technique ».

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Bas salaires outre-mer et versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations patronales.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport sur « les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ».

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport sur « les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe ».

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Communication de MM. Bruno Sido, sénateur, et Jean-Yves Le Déaut, député, relative à l'audition publique sur « le risque numérique, en prendre conscience pour mieux le maîtriser ? ».

Nomination des membres du conseil scientifique.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Organisation du système de soins de premier recours et prévention du suicide au Québec - Compte rendu de la mission d'information de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Projet de restructuration de l'Hôtel Dieu - Audition de Mme Mireille Faugère, directrice générale de l'Assistance publique hôpitaux de Paris (AP-HP), le Pr Loïc Capron, président de la commission médicale d'établissement, et le Pr Jean-Yves Fagon, préfigureur du volet « soins » de l'hôpital universitaire de santé publique.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Biologie médicale - Présentation par M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes, de l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Contrôle des comptes des comités d'entreprise - Gestion des comités d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (organisations patronales).

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé, Michèle Delaunay, ministre chargée des personnes âgées et de l'autonomie, et Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Frédéric Van Rookeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Jean-Louis Rey, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS).

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen des amendements.

Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de M. Kader Arif, ministre délégué chargé des anciens combattants.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ».

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs*) : Constitution.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'obligation d'information des modalités de résiliation auprès des consommateurs** - (15 janvier 2013) (p. 11, 12). (p. 12).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (18 janvier 2013) - **Article annexe** (p. 316, 317).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération) (p. 910, 911). (p. 915). (p. 929). (p. 929). (p. 933).

- **Questions cribles thématiques sur la gynécologie médicale** - (14 février 2013) (p. 1304, 1305). (p. 1305).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections [n° 358 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1638).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1827).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites** - (14 mars 2013) (p. 1861, 1862).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)] (suite)** - (14 mars 2013) - **Article additionnel après l'article 17** (p. 1875).

- **Question orale sur la journée de carence non respectée par le conseil général du Val-de-Marne** - (26 mars 2013) (p. 2386). (p. 2387).

- **Débat sur les enjeux et les perspectives de la politique spatiale européenne** - (26 mars 2013) (p. 2440, 2442).

- **Questions cribles thématiques sur l'industrie pharmaceutique** - (4 avril 2013) (p. 2707). (p. 2708).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3403). (p. 3403, 3404).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3472, 3473). (p. 3473). - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3502). (p. 3504). (p. 3504). (p. 3506). (p. 3507).

- **Question orale sur la perte de l'agrément européen par l'École nationale vétérinaire d'Alfort** - (23 avril 2013) (p. 3902, 3903). (p. 3904).

- **Débat sur la politique vaccinale de la France** - (23 avril 2013) (p. 3942, 3944).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4126, 4127).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5223, 5224).

- **Question orale sur le pouvoir de subrogation des départements pour indemniser des personnes en situation de handicap** - (4 juin 2013) (p. 5336). (p. 5336, 5337).

- **Question orale sur les certificats de décès établis à domicile lors de la permanence des soins** - (4 juin 2013) (p. 5337). (p. 5337, 5338).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5869).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (20 juin 2013) - **Article 15 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-8 du code de l'éducation - Définition du stage en milieu professionnel) (p. 6151). - **Article 15 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 612-11 du code de l'éducation - Conditions de la gratification des stages) (p. 6153). - **Articles additionnels après l'article 15 quinquies** (p. 6154, 6155). (p. 6155). (p. 6155). (p. 6156). - **Article 15 sexies** (art. L. 612-11 du code de l'éducation - Évaluation par les étudiants de la qualité de leur accueil en stage) (p. 6157). - **Articles additionnels après l'article 16 ter** (p. 6163). - **Article 18** (art. L. 612-3 du code de l'éducation - Orientation des bacheliers technologiques et professionnels et rapprochement entre lycées et établissements d'enseignement supérieur) (p. 6171, 6172).

- **Suite de la discussion** (21 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 6203). (p. 6205). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 6209). (p. 6209). - **Article 23 ter** (art. L. 613-2 du code de l'éducation - Publicité sur internet de la liste des diplômes universitaires et des enseignants intervenant dans les formations) (p. 6210). - **Article 42 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 731-1 et L. 731-6 du code de l'éducation - Formations de santé) (p. 6250). (p. 6250). (p. 6251). - **Articles additionnels après l'article 42 A** (p. 6251). (p. 6252). - **Articles additionnels avant l'article 56** (p. 6302). (p. 6302, 6303). (p. 6303, 6304). (p. 6304). (p. 6304). (p. 6304). (p. 6304, 6305). (p. 6306). (p. 6307).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des caisses d'allocations familiales** - (27 juin 2013) (p. 6582). (p. 6582).

- **Question orale sur l'usurpation de plaques d'immatriculation** - (9 juillet 2013) (p. 6976, 6977). (p. 6977, 6978).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 688 (2012-2013)]** - (12 juillet 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires) (p. 7056). (p. 7064). (p. 7067). (p. 7067). (p. 7068). (p. 7076). (p. 7081). (p. 7083). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7106). - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7127). (p. 7128).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7169). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7175). - **Article 4 bis A (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962

relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel - Réduction du remboursement des dépenses électorales d'un candidat à l'élection présidentielle en cas d'omission de déclaration ou de déclaration inexacte (p. 7178).

- **Question orale sur la hausse de tarification des assurances automobiles pour les conductrices** - (23 juillet 2013) (p. 7557, 7558). (p. 7558).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé) (p. 7641). (p. 7643). (p. 7650). (p. 7655). (p. 7655). (p. 7656). - **Article 3** (Rapport du Gouvernement au Parlement) (p. 7656).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7915, 7917).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 8008). (p. 8008). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, articles L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 8039). (p. 8043). (p. 8044). (p. 8044). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8048). (p. 8048, 8049).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Vente à distance) (p. 8090). (p. 8091). (p. 8093). (p. 8094). (p. 8095). (p. 8095). (p. 8096). (p. 8101). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8107). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 8143). (p. 8144). - **Article 17 bis** (art. L. 136-1 et L. 136-2 [nouveau] du code de la consommation - Information des abonnés à des services de télévision payante sur leurs conditions de résiliation) (p. 8151). (p. 8151). (p. 8152). (p. 8152). (p. 8154). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 8155). (p. 8155). - **Article 19 octies** (art. L. 312-9-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance emprunteur) (p. 8188). (p. 8191). - **Articles additionnels après l'article 19 nonies** (p. 8193). - **Article additionnel après l'article 20 ter** (p. 8195). - **Article 21** (art. L. 113-15-2 [nouveau] du code des assurances - Résiliation infra-annuelle des contrats d'assurance) (p. 8196, 8197). (p. 8197). (p. 8197). (p. 8198). (p. 8198). (p. 8199). (p. 8199). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 8201). (p. 8201). - **Article 21 quater** (Information obligatoire sur la prise en charge des soins courants) (p. 8202). (p. 8203).

- **Question orale sur le délai de dépôt de déclaration de succession** - (1er octobre 2013) (p. 8768). (p. 8769).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris) (p. 9034).

- **Proposition de loi visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprises [n° 15 (2013-2014)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9474, 9476).

- **Rapporteur - Article 1er** (art. L. 2325-1-1 [nouveau] à L. 2325-1-5 [nouveau] du code du travail - Transparence financière des comités d'entreprise) (p. 9487). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9489).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (24 octobre 2013) - **Article 14** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la

loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD) (p. 10161). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO) (p. 10166).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, L. 443-12 et L. 443-15-2-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 10506). (p. 10508). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 10511). - **Article 54 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 442-6-4 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la location liée de places de parking pour les logements sociaux construits avant 1977) (p. 10512). (p. 10512).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (30 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10733). (p. 10736). - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10756, 10757).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 7** (art. L. 6111-1 du code du travail - Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10809). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10848). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 10854). (p. 10855).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 12** (art. L. 161-22, L. 161-22-1 A [nouveau], L. 634-6, L. 643-6 et L. 723-11-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 84 et L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Clarification des règles du cumul emploi-retraite) (p. 10873).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles) (p. 11333). - **Article 8** (art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1600-0 S du code général des impôts ; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Refonte des règles de calcul, de déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement) (p. 11347, 11348). - **Articles additionnels après l'article 12 ter** (p. 11384, 11385).

- **Question orale sur les dysfonctionnements du site internet SYTADIN** - (19 novembre 2013) (p. 11575). (p. 11575, 11576).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Article 3** (art. 197 du code général des impôts - Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial) (p. 11863). - **Article 5** (art. 83 du code général des impôts - Suppression de l'exonération fiscale de la participation de l'employeur aux contrats collectifs de complémentaire santé) (p. 11869). (p. 11870). (p. 11872, 11873).

- **Débat sur la sécurité sociale des étudiants** - (3 décembre 2013) (p. 12413, 12415).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]**

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12875). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12885, 12886).

- **Question orale sur la présentation à l'examen du permis de conduire** - (17 décembre 2013) (p. 13104). (p. 13105).



Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 24, 29 janvier, 28 mars, 17, 18 avril, 22, 28, 30 mai, 5, 12, 19, 26 juin, 12, 13, 19 septembre, 10, 30 octobre, 5, 7, 13, 21, 26, 27 novembre, 10 et 12 décembre 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République le 23 avril 2013 ; puis président du 14 mai 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République : Des territoires responsables pour une République efficace [n° 49 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERI-Sciences Po.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition du professeur François Godement.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Constitution.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Débat sur les orientations de la mission et établissement du programme de travail.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Hervé le Bras, démographe, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Audition de M. Laurent Davezies, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire « Économie et développement des territoires ».

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Christophe Mahieu, président-directeur général d'Est Bourgogne Media SA, directeur de la publication des quotidiens Le Bien public et Le Journal de Saône-et-Loire.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Lawrence Cannon, ambassadeur du Canada en France.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Philippe Wahl, président du directoire de La Banque postale.

Réunion du mercredi 25 septembre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Échange de vues.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Adoption du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 221).

- **Questions cribles thématiques sur la compétitivité** - (28 février 2013) (p. 1617, 1618). (p. 1618).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - (19 mars 2013) - **Article 29 octies (nouveau) (réservé)** (*Retrait de candidature et décès des candidats*) (p. 2031, 2032).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service**

d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)] - (27 mars 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2483).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget de la défense** - (28 mars 2013) (p. 2536).

- **Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)]** - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2650, 2652).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2885, 2886). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2913, 2914).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3021, 3022).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3234).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3270, 3271).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5224, 5225).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs) (p. 5957).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs égyptiens** - (19 juin 2013) (p. 6018).

- **Débat sur la situation en Syrie** - (4 septembre 2013) (p. 7831, 7834).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Rappel au règlement** (p. 8692).

- **Clôture de la session extraordinaire** - (19 septembre 2013) (p. 8751).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10648).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire allemande** - (30 octobre 2013) (p. 10714).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)] (suite)** - (4 novembre 2013) - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 10901).

- **Décès de Lucien Neuwirth, ancien sénateur** - (26 novembre 2013) (p. 12138).

RAINAUD (Marcel)
sénateur (Aude)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 30 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à distinguer le vin des autres boissons alcooliques [n° 258 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les conséquences de la proposition du rapport Gallois d'augmentation du taux de TVA intermédiaire relatif au logement** - (29 janvier 2013) (p. 582, 583). (p. 583).

- **Question orale sur le non-renouvellement de l'inspecteur des sites Aude de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement** - (10 septembre 2013) (p. 7883). (p. 7883, 7884).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)]** - (9 décembre 2013) - **Article 16 (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Information des consommateurs sur les produits recyclables)** (p. 12529).

de RAINCOURT (Henri)
sénateur (Yonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement le 13 mars 2013 ; puis président du 27 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information sur l'action extérieure de la France : Au coeur du développement : la recherche en partenariat avec les pays du Sud [n° 83 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Michel EDDI, président-directeur général du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Audition de Mme Alice Dautry, directrice générale de l'Institut Pasteur.

Audition de Mme Pascale Briand, directrice générale de l'Agence nationale de la recherche.

(*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Débat sur les orientations de la mission et établissement du programme de travail.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Jean-François Delfraissy, directeur de l'agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS).

Audition de M. Patrick Guillaumont, président de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), et de Mme Sylviane Guillaumont-Jeanneney, professeur émérite au Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI) - Université d'Auvergne.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Jean-Pierre Finance, délégué permanent de la Conférence des présidents d'université.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).

Audition de Monsieur Erik Solheim, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de Madame Chantal Verger, direction de la coopération pour le développement de l'OCDE.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Alain Henry, directeur du département recherche de l'Agence française de développement (AFD).

(*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Christophe Mahieu, président-directeur général d'Est Bourgogne Media SA, directeur de la publication des quotidiens Le Bien public et Le Journal de Saône-et-Loire.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Didier Houssin, président de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES).

Audition de M. Philippe Gasnot, fonctionnaire de sécurité de défense du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Sylvain Robert, responsable des expertises collégiales à l'IRD, et MM. Jacques Lemoalle, président, et Géraud Magrin, vice-président, du collège des experts, au sujet de l'expertise collégiale sur le lac Tchad.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la Recherche.

Audition de M. Bernard Cerquiglini, recteur de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF).

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Pascal Canfin, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé du développement.

Audition de Mme Paola de Carli, directrice des programmes scientifiques et médicaux de Sidaction.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de Mme Marion Guillou, présidente d'Agreenium.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Audition de M. Gilles Raguin, directeur d'ESTHER (Ensemble pour une solidarité thérapeutique hospitalière en réseau).

Audition de Mme Bénédicte Hermelin, directrice du groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET).

Audition de Mme Catherine Ferrant, déléguée générale de la Fondation Total.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission d'information sur l'action extérieure de la France*) : Échange de vues sur le rapport de la mission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Mali** - (24 janvier 2013) (p. 482).

- **Débat sur le développement dans les relations Nord-Sud** - (21 février 2013) (p. 1494, 1496).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2877, 2878). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2914, 2915).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3027).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7183).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8706).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites** - (19 septembre 2013) (p. 8715, 8716).

RAOUL (Daniel)
sénateur (Maine-et-Loire)
SOC

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et déchets radioactifs.

Membre titulaire du Comité stratégique pour l'élaboration et le suivi de la stratégie nationale de la recherche énergétique.

Membre suppléant du Comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 270 (2012-2013)] visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes [n° 336 (2012-2013)] (6 février 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif à une juridiction unifiée du brevet [n° 610 (2012-2013)] (23 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution, en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 522 (2012-2013)] - sur l'ouverture de négociations en vue d'un Partenariat transatlantique (texte E 8165) [n° 639 (2012-2013)] (5 juin 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Turquie : une puissance et un partenaire économique à prendre en considération [n° 716 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 78 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Fiscalité numérique neutre et équitable - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Répertoire national des crédits aux particuliers - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux et perspectives de la politique spatiale européenne - Présentation du rapport d'information établi au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Groupe de travail sur la réforme du code minier - Désignation de membres.

Groupe de travail sur les outils fonciers à la disposition des élus locaux - Désignation de membres.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Code forestier - Examen des amendements.

Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des relations interentreprises, placé auprès du ministre du redressement productif et de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Groupe de travail sur les jeux vidéo - Désignation d'un membre.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Transition vers un système énergétique sobre - Seconde délibération sur les articles 1er A et 6.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Régime des autorisations de plantation de vigne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Jean-René Buisson, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA).

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*) : Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale du crédit aux entreprises.

Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Etienne Dugas, président de la Fédération des industriels des réseaux d'initiative publique (FIRIP).

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

(*commission des affaires économiques*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Désignation de membres de la délégation devant participer au groupe de travail commun avec la commission des affaires économiques sur l'impact de la défiscalisation sur les économies ultramarines.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Energie - Audition de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Dominique Braye, président de l'agence nationale de l'habitat.

Audition de M. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat.

Audition de Mme Hélène Gassin et de M. Jean-Pierre Sotura, candidats désignés au collège de la commission de régulation de l'énergie (CRE).

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Michel de Rosen, directeur général d'Eutelsat.

Economie numérique - Audition de M. Giuseppe de Martino, président de l'Association des services internet communautaires (ASIC) et secrétaire général de Dailymotion, et de M. Benoît Tabaka, secrétaire général de l'ASIC et directeur des politiques publiques de Google France.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Benoît Thieulin, président du Conseil national du numérique.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Prolongation de la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des finances*): Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction -

Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport pour avis.

Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Enseignement supérieur et recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(*commission des affaires économiques*): Dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer - Examen des conclusions du groupe de travail.

Enseignement supérieur et la recherche - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Ouverture de négociations en vue d'un Partenariat transatlantique - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Dispositifs de défiscalisation spécifiques aux outre-mer - Examen des conclusions du groupe de travail.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

(*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*): Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

(*commission des affaires économiques*): Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport pour avis.

Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut de développement durable et de relations internationales, facilitatrice du débat national sur la transition énergétique.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée à la présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires économiques*): Déplacement d'une délégation de la commission en Italie, à Milan, les 29 et 30 avril 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Mise en œuvre de la loi relative au statut de l'auto-entrepreneur - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Audition de M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence.

Déplacement d'une délégation de la commission en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des

finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Surveillance de l'espace - Communication.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

(*commission des affaires économiques*): Contentieux de l'urbanisme - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Martial Bourquin, parlementaire en mission sur l'ordre public économique et les relations inter-entreprises.

Questions diverses.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

(*commission des affaires économiques*): Missions de l'Etablissement national des produits agricoles et de la pêche maritime - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Biogaz et méthanisation comme ressource économique et substitut au gaz - Table ronde.

(*commission des affaires économiques*): Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*): Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*): Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 relative à la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Affectation des fréquences de la bande 700 Mhz (très haut débit mobile) - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Economie sociale et solidaire - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Economie sociale et solidaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses - Constitution du groupe de travail sur la garantie universelle des loyers.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'État » et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement, et ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Nominations diverses.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Audition de M. François Lamy, ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Marcon, président de « CCI de France ».

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Groupe de travail sur la garantie universelle des loyers (GUL) - Communication.

Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 614). - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes) (p. 627).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (13 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1191, 1194).

- Rapporteur - **Articles additionnels après l'article 1er A** (p. 1213). (p. 1214). (p. 1214). (p. 1215). (p. 1215). - **Article 1er** (titre II bis du livre II du code de l'énergie [nouveau] - Bonus-malus sur les consommations domestiques d'énergie) (p. 1221, 1222). (p. 1223). (p. 1225). - **Article 1er bis** (art. L. 134-5 du code de l'énergie - Fixation du niveau des bonus et des malus par la commission de régulation de l'énergie) (p. 1231). - **Article 1er ter** (art. L. 131-1 et 134-18 du code de l'énergie - Missions de la commission de régulation de l'énergie concernant l'application des bonus et des malus) (p. 1232). - **Article 1er quater** (art. L. 134-25 et L. 134-26 du code de l'énergie - Compétences du comité de règlement des différends et des sanctions concernant l'application des bonus et des malus) (p. 1233). - **Article 2** (Demande de rapports au Gouvernement) (p. 1234). (p. 1235). (p. 1236). (p. 1237). (p. 1237). (p. 1238). - **Article 3** (art. L. 121-5, L. 337-3 et L. 445-5 du code de l'énergie, art. L. 2224-3 du code général des collectivités territoriales - Extension du champ des bénéficiaires du tarif de première nécessité pour l'électricité) (p. 1240). (p. 1240). (p. 1242). - **Article 5** (art. L. 132-2 du

code de l'énergie - Membres du collège de la commission de régulation de l'énergie) (p. 1244). (p. 1244). (p. 1244). (p. 1245). (p. 1245). (p. 1245). (p. 1245). - **Article 6** (chapitre II du titre III du livre II du code de l'énergie [nouveau] - Service public de la performance énergétique de l'habitat) (p. 1247). (p. 1248). (p. 1248). - **Article 7 bis** (titre VII [nouveau] du livre II, chapitre III [nouveau] du titre II du livre Ier, art. L. 121-6, L. 121-10, L. 121-16, L. 134-1, L. 321-10, L. 321-15, L. 321-15-1 [nouveau] et L. 333-3 du code de l'énergie - Valorisation de l'effacement) (p. 1251). (p. 1252). (p. 1252). (p. 1253). (p. 1253). - **Article 7 quinquies** (art. L. 335-5 du code de l'énergie - Garanties de capacité associées à certains contrats d'approvisionnement d'électricité à long terme) (p. 1254). (p. 1254). - **Article 8** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Interdiction d'interruption de la fourniture en énergie pendant les mois d'hiver) (p. 1256). (p. 1256). (p. 1257). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1257). (p. 1258).

- **Suite de la discussion** (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - Suppression des zones de développement de l'éolien) (p. 1270). (p. 1278, 1279). - **Article 12 ter** (art. L. 146-6 du code de l'urbanisme - Raccordement des éoliennes en mer) (p. 1286). (p. 1286). - **Article 12 quater** (art. L. 156-2 du code de l'urbanisme - Installations d'éoliennes en outre-mer) (p. 1287). (p. 1288). (p. 1288). (p. 1289). - **Article 15** (art. L. 314-1 du code de l'énergie - Suppression de la règle des cinq mâts) (p. 1298).

- Président de la commission des affaires économiques - **Demande de seconde délibération** (p. 1299). (p. 1299).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le comité interministériel des villes** - (21 février 2013) (p. 1486, 1487).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (21 mars 2013) - président de la commission des affaires économiques - **Articles additionnels après l'article 4 nonies** (p. 2233). - **Article 5** (art. L. 612-1, L. 612-4, L. 612-8-1 [nouveau], L. 612-33, L. 612-5, L. 612-6, L. 612-7, L. 612-8, L. 612-12, L. 612-14, L. 612-15, L. 612-16, L. 612-19, L. 612-20, L. 612-36, L. 612-10, L. 612-38 du code monétaire et financier - Organisation et missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) (p. 2241, 2242).

- **Débat sur le droit de semer et la propriété intellectuelle** - (27 mars 2013) (p. 2494, 2496).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 534 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - président de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 4194).

- **Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 567 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - président de la commission des affaires économiques - **Article 3 (nouveau)** (art. 35 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer - Modalités de mise en œuvre d'une procédure de titement dans les départements d'outre-mer et à Saint-Martin) (p. 4342, 4343). (p. 4343).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - président de la commission des affaires économiques - **Article 1er** (Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer) (p. 4982). (p. 4988). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4998). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5001, 5002).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (5 juin 2013) - **Article additionnel après l'article 30**

(précédemment réservé) (p. 5545). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Effectif des vice-présidents d'une métropole) (p. 5550). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte, par les régions, des orientations économiques prises par une métropole) (p. 5554).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Article 1er et rapport annexé** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 6396).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6429, 6430).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Motion d'ordre** (p. 7927).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - président de la commission des affaires économiques - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 7979). - **Article 3 ter (nouveau)** (section 12 [nouvelle] du chapitre II du titre Ier du livre III de la deuxième partie du code de l'éducation - Education des consommateurs) (p. 8018). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 8028). - **Discussion générale** (p. 8030). (p. 8039). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8047).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Vente à distance) (p. 8100). - **Article 22 bis** (art. L. 333-6 à L. 333-23 [nouveaux] et L. 311-9, L. 311-16, L.313-9, L. 331-11 du code de la consommation - Registre national des crédits aux particuliers) (p. 8209). - **Demandes de priorité** (p. 8215).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Article 22 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. 22-2 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Interdiction de consultation du registre national des crédits aux particuliers par un bailleur) (p. 8268). - **Article 22 sexies** (Entrée en vigueur du registre national des crédits aux particuliers) (p. 8272). - **Articles additionnels après l'article 72 terdecies A (appelés en priorité)** (p. 8297). - **Article 53** (art. L. 141-1-2 [nouveau] du code de la consommation - Modalités de prononciation d'une amende administrative) (p. 8328). - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 8339). - **Article 62** (art. L. 441-7, L. 441-8 [nouveau] et L. 442-6 du code de commerce ; art. L. 631-24 et L. 632-2-1 du code rural et de la pêche maritime - Amélioration de l'équilibre contractuel entre fournisseurs et distributeurs) (p. 8351). (p. 8354). (p. 8355). - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 8381, 8382).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué [n° 66 (2013-2014)]** - (24 octobre 2013) - président de la commission des affaires économiques - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation -

Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10109, 10110). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (p. 10149). - **Article 14** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD) (p. 10159). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 10171).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, art. L. 441-2-7 à L. 441-2-9 [nouveaux] et L. 472-3 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 10283). - **Demande de priorité** (p. 10318). (p. 10318). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCOT) (p. 10368).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 64 bis (priorité)** (p. 10435). - **Article additionnel avant l'article 70 (priorité)** (p. 10456). - **Article additionnel après l'article 70 (priorité)** (p. 10463).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - président de la commission des affaires économiques - **Article 2** (Définition des entreprises recherchant une utilité sociale) (p. 11069).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11168, 11169). - **Article 12** (art. L. 240-1 à L. 240-10 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés en cas de cession de parts sociales, actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité du capital) (p. 11176). - **Article 13** (art. 1, 3, 3 bis, 5 à 10, 18, 19 septies, 22, 23 et 25 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Simplification et modernisation du statut des coopératives) (p. 11187). (p. 11187). (p. 11188). - **Article 15** (art. 26 bis et 52 bis [nouveau] de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production - Mise en place d'un dispositif d'amorçage pour la reprise d'entreprises en sociétés coopératives de production) (p. 11200). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11247).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 200 (2013-2014)]** - (11 décembre 2013) - **Article 1er** (Titre IV du livre V de la première partie (nouveau), art. L. 1541-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création des sociétés d'économie mixte contrat) (p. 12648).

REBSAMEN (François)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Président du Groupe socialiste et apparentés.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Égalité des territoires, logement et ville [n° 156 tome 3 annexe 12 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. François Rebsamen, rapporteur spécial, sur la mission « Égalité des territoires, logement et ville » (et articles 64 à 66).

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Rappel au règlement** (p. 82).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées au Mali** - (16 janvier 2013) (p. 118, 120).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1083, 1084).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (5 avril 2013) - **Question préalable** (p. 2824, 2825). - **Rappel au règlement** (p. 2831, 2832). - **Demande de vérification du quorum** (p. 2837). - **Organisation des travaux** (p. 2845, 2846).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 2997, 2998). - **Article 1er** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 3017). (p. 3023). - **Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. 34-1 [nouveau] du code civil - Contrôle et surveillance par le ministère public de l'établissement des actes d'état civil*) (p. 3031). - **Organisation des travaux** (p. 3046).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 3137, 3138).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 3155, 3156).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3284). (p. 3286).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (20 avril 2013) - **Demande d'un vote unique** (p. 3742, 3743).

- **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 559 (2012-2013)]** - (28 mai 2013) - **Article 1er** (*Modalités de mise en œuvre du déblocage exceptionnel des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation et de l'intéressement*) (p. 4937, 4838). (p. 4939).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (6 juin 2013) - **Article 40** (*art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine*) (p. 5606, 5607). (p. 5608).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Question préalable** (p. 5840, 5842).

- **Suite de la discussion** (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5922). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5938).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7348, 7350). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7373).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013)**.

- **Débat sur la situation en Syrie** - (4 septembre 2013) (p. 7834, 7837).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8627, 8628).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8710, 8711).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement**

européen [n° 733 (2012-2013)] - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impôt sur le revenu** - (19 septembre 2013) (p. 8717, 8718).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8742). (p. 8745).

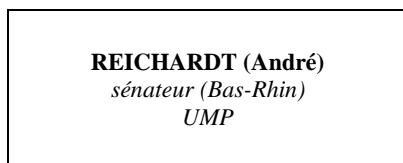
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les comportements antirépublicains** - (14 novembre 2013) (p. 11487).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 12082). - **Article 19** (art. 68 de la loi n° 2012 1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, art. 257, 278 sexies, 278 sexies A, 279-0 bis et 284 du code général des impôts - Abaissement du taux de TVA applicable à la construction et à la rénovation de logements sociaux) (p. 12088).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées en République centrafricaine** - (10 décembre 2013) (p. 12547, 12549).



REICHARDT (André)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, de la commission des finances, de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Répertoire national des crédits aux particuliers : une contribution à la décision [n° 273 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Cour des comptes et autres juridictions financières [n° 162 tome 6 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Répertoire national des crédits aux particuliers - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Les collectivités territoriales et le développement économique : vers une nouvelle étape » de MM. Jean-Luc Fichet et Stéphane Mazars.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

(*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 19 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « La sécurité sociale des élus locaux ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Application de l'article 40 de la Constitution - Communication sur les suites de l'échange de vues entre une délégation de la commission des lois et MM. Philippe Marini, président et François Marc, rapporteur général de la commission des finances.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Conseil et contrôle de l'État », programme « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Administration territoriale » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie », programme « Développement des entreprises et du tourisme » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 9 décembre 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. François Pillet sur les communes et la sécurité.

Examen du rapport de M. Jean-Claude Peyronnet « La place des parlementaires dans les instances locales après l'adoption des nouvelles règles de non-cumul ».

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 192, 193).

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 417, 420).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 881, 882).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1787, 1788).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Article 1er** (art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Filialisation des activités bancaires spéculatives*) (p. 2168).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 2206).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2482).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2796, 2797).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2881). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2912, 2913).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de*

personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2991, 2992).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - *Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3105). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3138).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013)** (p. 3304, 3305).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux - Commission mixte paritaire [n° 477 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - *Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3482, 3483).

- **Débat sur l'immigration étudiante et professionnelle** - (24 avril 2013) (p. 4015, 4017).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4127).

- **Questions cribles thématiques sur la politique de lutte contre le terrorisme dans notre pays** - (16 mai 2013) (p. 4225). (p. 4225).

- **Question orale sur la hausse du chômage en Alsace** - (21 mai 2013) (p. 4305). (p. 4306).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les menaces subies par les établissements scolaires du Bas-Rhin** - (23 mai 2013) (p. 4504, 4505).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5114, 5115). (p. 5122, 5123). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - *Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions*) (p. 5135, 5136). (p. 5144). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences*) (p. 5157, 5158).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5418). (p. 5443). (p. 5446).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Article additionnel après l'article 13 bis** (p. 5766). (p. 5767). - **Article 18 (réservé)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 [nouveau], L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action*

sociale, CCAS) (p. 5772, 5773). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5777, 5778).

- **Question orale sur l'extension du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi aux entreprises individuelles sans salarié** - (18 juin 2013) (p. 5900). (p. 5901).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** - *Deuxième lecture* [n° 682 (2012-2013)] - (26 juin 2013) - **Article 4 bis** (art. L. 511-45 du code monétaire et financier et art. 1649 AC [nouveau] du code général des impôts - *Lutte contre les paradis fiscaux*) (p. 6485). - **Article 11 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1611-3-1 [nouveau] et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - *Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours*) (p. 6500).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales** [n° 631 (2012-2013)] - (2 juillet 2013) - **Article 2** (art. L. 261 du code électoral - *Suppression des sections électorales dans les communes relevant du scrutin proportionnel*) (p. 6720). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6733).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes** [n° 808 (2012-2013)] - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8420, 8422). - **Article 2** (art. L. 531-1, L. 531-4 et L. 532-2 du code de la sécurité sociale - *Réforme du complément de libre choix d'activité*) (p. 8453, 8454). (p. 8455). - **Article 3** (art. 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 - *Interdiction de soumissionner aux marchés publics*) (p. 8462). (p. 8462, 8463).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8565). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8590, 8591).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** - *Deuxième lecture* [n° 860 (2012-2013)] - (2 octobre 2013) - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État - *Transformation du volet « aménagement numérique » d'un schéma régional d'aménagement et de développement du territoire en un schéma directeur territorial d'aménagement numérique*) (p. 8927). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences*) (p. 8929, 8930). (p. 8931). (p. 8934). (p. 8937). (p. 8939). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du

code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8945, 8946).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) (p. 8966). (p. 8968).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de détachement des travailleurs** [n° 528 (2012-2013)] - (16 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9620, 9622).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire** [n° 85 (2013-2014)] - (7 novembre 2013) - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - *Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce*) (p. 11134, 11135). (p. 11159).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 23 bis (nouveau)** (art. 244 quater G du code général des impôts - *Réforme du crédit d'impôt bénéficiant aux entreprises employant des apprentis*) (p. 12166). - **Article 31** (art. 302 bis K, art. 302 bis ZI, art. 1609 quater viciés A, art. 1609 septviciés et art. 1609 novovicés du code général des impôts, art. L. 321-13 du code forestier, art. 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, art. 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - *Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public*) (p. 12218, 12219).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 43 et état A annexé** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 12293, 12294).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises** [n° 202 (2013-2014)] - (9 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12498, 12500). - **Article 6** (*Habilitation en vue d'adapter l'exercice de la profession d'expert-comptable*) (p. 12516). - **Article 8 (supprimé)** (*Habilitation en vue de modifier les textes relatifs à la Société du Grand Paris*) (p. 12518). - **Article 16** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - *Information des consommateurs sur les produits recyclables*) (p. 12530). - **Article 18** (*Fixation des délais d'habilitation*) (p. 12532). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12533, 12534). (p. 12534).

REINER (Daniel)

sénateur (Meurthe-et-Moselle)

SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission chargée de l'élaboration du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 416 (2012-2013)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale [n° 560 (2012-2013)] (14 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Pour en finir avec "l'Europe de la défense" - Vers une défense européenne [n° 713 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 837 (2012-2013)] autorisant la ratification du traité sur le commerce des armes [n° 33 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Traités et conventions**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Défense : équipement des forces et excellence technologique des industries de défense [n° 158 tome 8 (2013-2014)]** (21 novembre 2013) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Institut international des ressources phytogénétiques (IPGRI) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Europe de la défense - Audition de S.E. M. Tomasz Orłowski, ambassadeur de la République de Pologne.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Enders, président exécutif d'EADS.

Déplacement de la commission de la défense et de la sécurité de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, à Bahreïn et au Qatar - Communication.

Forum transatlantique organisé par l'Assemblée parlementaire de l'OTAN - Communication.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement en Libye - Communication.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Enver Hoxhaj, ministre des affaires étrangères de la République du Kosovo.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre la France et l'Inde relatif à la répartition des droits de propriété intellectuelle dans les accords de développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Échange de vues avec une délégation de députés turcs.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Samir Aita, rédacteur en chef du Monde diplomatique éditions arabes et membre du Forum démocratique syrien, sur la situation en Syrie.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord entre la France et le Luxembourg en matière de sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Jean-Michel Casa, directeur de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'Air.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail sur le Sahel - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accueil des personnes handicapées - Approbation de l'accord-cadre entre la France et la Belgique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition des représentants des syndicats des personnels civils de la défense.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Loi de programmation militaire - Audition du général Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Présentation par M. Daniel Reiner du 35ème rapport d'ensemble du comité des prix de revient des fabrications d'armements.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Christian Mons, président du CIDEF (Conseil des industries de défense).

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité sur le commerce des armes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement (programme 146 « équipement des forces » de la mission « Défense »).

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au ministère des affaires étrangères (programme 185 : « Diplomatie culturelle et d'influence » de la mission « Action extérieure de l'État » et programme 209 : « Solidarité » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Francis Delon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (programme 129 « coordination de l'action gouvernementale » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement »).

Loi de finances pour 2014 - Audition du général Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre (mission « Défense »).

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Philippe Errera, directeur de la délégation aux affaires stratégiques au ministère de la défense (programme 144 « Environnement et prospective » de la mission « Défense »).

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans une Afrique convoitée - Présentation du rapport d'information.

Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Pascal Canfin, ministre délégué chargé du développement (mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La rive sud de la Méditerranée, une zone de prospérité à construire - Présentation du rapport d'information.

Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles au ministère de la culture et de la communication (programme 115 « Action audiovisuelle extérieure » de la mission « Médias »).

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Ramon Fernandez, directeur général du Trésor (programme 110 « Aide économique et financière au développement » de la mission « Aide publique au développement »).

Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (programme 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » de la mission « Aide publique au développement »).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (mission « Défense »).

Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'Air (mission « Défense »).

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :

Politique méditerranéenne de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et développement » programme « Immigration et asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » programme « Equipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

68ème Assemblée générale de l'ONU - Communication.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Europe de la défense - Audition à l'Assemblée nationale de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Partenariat de défense entre la France et la Côte d'Ivoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

REPENTIN (Thierry)
ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes
(à partir du 20 mars 2013)

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'agence Pôle Emploi sur le territoire de Clichy-Montfermeil** - (15 janvier 2013) (p. 27).

- **Question orale sur l'avenir de l'Association pour la formation professionnelle des adultes** - (15 janvier 2013) (p. 28).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)** - (24 janvier 2013) (p. 488).

- **Question orale sur le statut social des formateurs occasionnels** - (5 février 2013) (p. 812, 813).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 849, 851).

- **Question orale sur la concurrence de la main-d'œuvre étrangère dans le secteur du BTP** - (12 mars 2013) (p. 1683, 1684).

- **Question orale sur la situation des agents de la DIRECCTE à Nancy** - (12 mars 2013) (p. 1685).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la situation des agents de la DIRECCTE à Nancy** - (12 mars 2013) (p. 1684, 1685). (p. 1685).

- **Questions cribles thématiques sur l'Europe de la défense** - (21 mars 2013) (p. 2223).

- **Question orale sur l'inscription de l'usine Solvay sur la liste des établissements ouvrant droit au dispositif de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante** - (9 avril 2013) (p. 2970, 2971). (p. 2971, 2972).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4912, 4914).

- **Question orale sur l'avenir de la CRS 39 à Jarville-la-Malgrange, Meurthe-et-Moselle** - (1er octobre 2013) (p. 8778, 8779).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le commerce des armes [n° 34 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9401, 9402).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9791, 9792). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9887).

- **Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12570, 12571).

- **Question orale sur l'accès des détenus et anciens détenus à la protection sociale** - (12 mars 2013) (p. 1686).

- **Question orale sur l'assurance chômage des Français ayant travaillé dans un autre pays de l'Union européenne** - (12 mars 2013) (p. 1687, 1688).

- **Débat sur la politique européenne de la pêche** - (25 avril 2013) (p. 4079, 4083).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gouvernance économique européenne** - (23 mai 2013) (p. 4504).

- **Questions cribles thématiques sur le budget européen** - (30 mai 2013) (p. 5042). (p. 5042, 5043). (p. 5043, 5044). (p. 5044, 5045). (p. 5045, 5046). (p. 5046). (p. 5047). (p. 5048). (p. 5049).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Turquie** - (6 juin 2013) (p. 5629).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6047, 6049). (p. 6060, 6062). (p. 6063). (p. 6063, 6064). (p. 6064). (p. 6065). (p. 6066). (p. 6066, 6067). (p. 6067, 6068). (p. 6068).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'espionnage de l'Union européenne** - (4 juillet 2013) (p. 6861).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 688 (2012-2013)]** - (12 juillet 2013) - **Article 2** (*art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires*) (p. 7122). (p. 7123). (p. 7125). (p. 7127). (p. 7130).

- **Question orale sur la formation de la police municipale** - (15 octobre 2013) (p. 9545).

- **Question orale sur les résidences mobiles de loisirs en matière de stationnement** - (15 octobre 2013) (p. 9546).
- **Question orale sur la dotation d'équipement des territoires ruraux** - (15 octobre 2013) (p. 9546, 9547).
- **Question orale sur le redécoupage des cantons et des intercommunalités** - (15 octobre 2013) (p. 9548).
- **Question orale sur la référence démographique pour un scrutin démocratique** - (15 octobre 2013) (p. 9549, 9550).
- **Question orale sur le retrait de la France de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel** - (15 octobre 2013) (p. 9550, 9551).
- **Question orale sur la réglementation européenne pour les cosmétiques et la protection des consommateurs** - (15 octobre 2013) (p. 9552).
- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de détachement des travailleurs** [n° 528 (2012-2013)] - (16 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9616, 9618). (p. 9628, 9629).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013, suivi d'un débat interactif et spontané** - (16 octobre 2013) (p. 9632, 9633). (p. 9644, 9648). (p. 9648). (p. 9649). (p. 9650). (p. 9650). (p. 9651). (p. 9651, 9652).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin** [n° 140 (2013-2014)] - (18 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11530, 11532). (p. 11546, 11547).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (27 novembre 2013) - **Article 41** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 12253, 12255).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013** - (11 décembre 2013) (p. 12675, 12677). (p. 12687, 12690). (p. 12691). (p. 12691). (p. 12692). (p. 12692, 12693). (p. 12693). (p. 12693, 12694). (p. 12694). (p. 12695). (p. 12695).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Palestine** - (12 décembre 2013) (p. 12729).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Ukraine** - (12 décembre 2013) (p. 12731).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la position de la France dans le dossier européen du chalutage en eaux profondes** - (12 décembre 2013) (p. 12734, 12735).

REQUIER (Jean-Claude)
sénateur (Lot)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 2 octobre 2013.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant du Conseil national des sapeurs-pompiers.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 709 (2011-2012)] autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay [n° 456 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Traités et conventions**.

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 507 (2012-2013)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco relatif à la prise en charge sur le territoire français de déchets radioactifs monégasques [n° 650 (2012-2013)] (11 juin 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement en Libye - Communication.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Approbation de l'accord de sécurité sociale entre la France et l'Uruguay - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et Monaco relatif à la prise en charge des déchets radioactifs monégasques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale (programme 152 « Gendarmerie » de la mission « Sécurité »).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité » et mission « Immigration et asile » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique méditerranéenne de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 - Examen en deuxième lecture du rapport et du texte de la commission.

68ème Assemblée générale de l'ONU - Communication.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article 1er** (*art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération*) (p. 919, 920).

- **Proposition de loi visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne**

[n° 322 (2012-2013)] - (6 février 2013) - **Discussion générale** (p. 959, 960).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1075). (p. 1083).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Article 7** (*art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport*) (p. 1099). (p. 1100). (p. 1100). (p. 1102). (p. 1102). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1111).

- **Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 341 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1151, 1152).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (13 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1202, 1203). - **Article 3** (*art. L. 121-5, L. 337-3 et L. 445-5 du code de l'énergie, art. L. 2224-3 du code général des collectivités territoriales - Extension du champ des bénéficiaires du tarif de première nécessité pour l'électricité*) (p. 1240, 1241).

- **Suite de la discussion** (14 février 2013) - **Article 14** (*Expérimentation d'une tarification sociale de l'eau*) (p. 1295). (p. 1296). (p. 1296).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1701, 1702).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (21 mars 2013) - **Article 5** (*art. L. 612-1, L. 612-4, L. 612-8-1 [nouveau], L. 612-33, L. 612-5, L. 612-6, L. 612-7, L. 612-8, L. 612-12, L. 612-14, L. 612-15, L. 612-16, L. 612-19, L. 612-20, L. 612-36, L. 612-10, L. 612-38 du code monétaire et financier - Organisation et missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution*) (p. 2243). (p. 2244). (p. 2244). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 312-4, L. 312-5, L. 312-15 et L. 312-16 du code monétaire et financier - Missions du Fonds de garantie des dépôts et de résolution*) (p. 2248). (p. 2249). (p. 2249). - **Article 7** (*art. L. 613-31-11 à L. 613-31-18 [nouveaux] du code monétaire et financier - Résolution et prévention des crises bancaires*) (p. 2255, 2256). (p. 2257). (p. 2258). - **Article 11 ter** (*art. L. 1611-3, L. 1611-9 et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales et de leurs groupements*) (p. 2268).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2529).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (10 avril 2013) - **Article 1er ter** (*art. 360 du code civil - Autorisation de l'adoption simple de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3116). (p. 3118). - **Article 2** (*art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3130).

- **Débat sur la politique européenne de la pêche** - (25 avril 2013) (p. 4072, 4073).

- **Question orale sur le permis de recherche d'hydrocarbures dit « permis de Brive »** - (21 mai 2013) (p. 4292). (p. 4293).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer [n° 572 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4314, 4316).

- **Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 567 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4335, 4336).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gouvernance économique européenne** - (23 mai 2013) (p. 4503, 4504).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (23 mai 2013) - **Article 20** (art. L. 231-14 à L. 231-17 [nouveaux] du code de l'éducation - *Création du Conseil supérieur des programmes*) (p. 4536).
- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5444). (p. 5446).
- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 42** (art. L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines*) (p. 5618). (p. 5618).
- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5759, 5760). - **Article 18 (réservé)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 (nouveau), L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS*) (p. 5772).
- **Débat sur la pollution en Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030** - (12 juin 2013) (p. 5799, 5800).
- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5921).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6056, 6057).
- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6676).
- **Projet de loi portant application du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, signé à Vienne le 22 septembre 1998 [n° 622 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6682, 6683).
- **Projet de loi autorisant l'approbation des amendements des annexes II et III à la convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans des structures géologiques [n° 502 (2011-2012)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6700).
- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7170). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7185, 7186). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7199, 7200).
- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Article 3** (*Déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement*) (p. 7220). - **Article 10** (*Périmètre des autres responsables publics soumis à l'obligation d'établir une déclaration de situation patrimoniale et une déclaration d'intérêts*) (p. 7232). (p. 7232). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7237). (p. 7238). (p. 7238). (p. 7239).
- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens [n° 743 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7288, 7289).
- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 778 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 779 (2012-2013)** (p. 7569, 7570). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7586).
- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 779 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 778 (2012-2013)**.
- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé*) (p. 7641). (p. 7643). (p. 7650). (p. 7654). (p. 7655).
- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 - Nouvelle lecture [n° 710 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7663, 7664).
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Commission mixte paritaire [n° 769 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7714, 7715).
- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 798 (2012-2013)** (p. 7740, 7741).
- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 798 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 797 (2012-2013)**.
- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 4 bis A** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - *Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration*) (p. 8057).
- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Article 6 octies** (art. 42-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Agrément par le CSA des modifications du contrôle des sociétés titulaires d'une autorisation d'usage de la ressource radioélectrique*) (p. 8851, 8852).
- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - *Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions*) (p. 8923). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences*) (p. 8940).
- **Proposition de loi portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics - Deuxième lecture [n° 18 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion**

générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 20 (2013-2014) (p. 9237).

- Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements [n° 20 (2013-2014)] - (7 octobre 2013) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 18 (2013-2014).

- Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)] - (7 octobre 2013) - Article 31 (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9252, 9253), (p. 9257, 9258). (p. 9260). - Articles additionnels après l'article 34 bis (p. 9267). (p. 9267). (p. 9267). - Articles additionnels après l'article 34 ter (p. 9268). (p. 9268). - Article 42 (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 9318). (p. 9319). (p. 9319). (p. 9320). - Article 45 quater (art. L. 5711-1-2 du code général des collectivités territoriales [nouveau] - Gestion des fonds européens) (p. 9326). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 9341).

- Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)] - (23 octobre 2013) - Article 3 (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10030). (p. 10036).

- Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)] - (30 octobre 2013) - Article 6 (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10780).

- Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)] - (6 novembre 2013) - Article 1er (Définition de l'économie sociale et solidaire) (p. 11046). (p. 11046). (p. 11047). (p. 11047). (p. 11047). (p. 11059). (p. 11059). (p. 11060). (p. 11062). (p. 11065). - Article 3 (Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire) (p. 11077).

- Suite de la discussion (7 novembre 2013) - Article 10 (Définition des subventions publiques) (p. 11124). - Articles additionnels après l'article 10 bis (p. 11128). (p. 11128).

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - Article 4 (Participation des organismes complémentaires au forfait « médecin traitant ») (p. 11312).

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 140 (2013-2014)] - (18 novembre 2013) - Discussion générale (p. 11541, 11542).

- Questions cibles thématiques sur la sécurité et les chiffres de la délinquance - (21 novembre 2013) (p. 11774). (p. 11775).

- Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (22 novembre 2013) - Article 7 ter (nouveau) (réservé) (art. 279-0 bis du code général des impôts, art. L. 16 BA du livre des procédures fiscales - Application du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans) (p. 11901). - Articles additionnels après l'article 7 quater (p. 11909).

- Suite de la discussion (23 novembre 2013) (p. 11933). (p. 11934). (p. 11936). (p. 11939). (p. 11940). - Articles additionnels après l'article 7 quater (suite) (p. 11951). (p. 11960). - Article 7 ter (précédemment réservé) (priorité) (art. 279-0 bis du code général des impôts, art. L. 16 BA du livre des procédures fiscales - Application du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans) (p. 11971). (p. 11971). (p. 11972). (p. 11972).

- Suite de la discussion (25 novembre 2013) - Articles additionnels après l'article 12 (p. 12031). - Article 13 (art. 199 ter U [nouveau], 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 199 undecies D, 200-0 A, 217 undecies, 217 duodecies, 220 Z quater [nouveau], 220 Z quinquies [nouveau], 223 O, 242 sexies, 242 septies, 244 quater W [nouveau], 244 quater X [nouveau], 296 ter, 1740-00 AB, 1740-0 A et 1743 du code général des impôts et art. L. 45 F du livre des procédures fiscales - Réforme du régime de défiscalisation des investissements productifs et des logements sociaux outre-mer) (p. 12048). (p. 12059). - Article 20 (art. 265, 265 bis, 266 quinquies et 266 quinquies B du code des douanes - Aménagement des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 12103).

- Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières - (5 décembre 2013) (p. 12467, 12468).

- Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)] - (9 décembre 2013) - Discussion générale (p. 12502, 12503). - Article 16 (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - Information des consommateurs sur les produits recyclables) (p. 12528). (p. 12530).

- Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)] - (11 décembre 2013) - Discussion générale (p. 12661, 12662).

- Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)] - (12 décembre 2013) - Discussion générale (p. 12715). - Article additionnel après l'article 1er (p. 12723).

- Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)] - (12 décembre 2013) - Discussion générale (p. 12757, 12758). - Articles additionnels avant l'article 1er (p. 12768, 12769).

RETAILLEAU (Bruno)
sénateur (Vendée)
 UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie) le 27 mars 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 682 (2011-2012)] pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 298 (2012-2013)] (29 janvier 2013) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des affaires économiques : Jeux vidéo : une industrie culturelle innovante pour nos territoires [n° 852 (2012-2013)] (18 septembre 2013) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des finances*) : Mission d'expertise sur la fiscalité de l'économie numérique - Audition de MM. Pierre Collin, conseiller d'Etat, et Nicolas Colin, inspecteur des finances.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des relations interentreprises, placé auprès du ministre du redressement productif et de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, et de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Etienne Dugas, président de la Fédération des industriels des réseaux d'initiative publique (FIRIP).

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

(commission des affaires économiques): Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

Réunion du mardi 16 avril 2013 *(commission des affaires économiques)*: Audition de M. Michel de Rosen, directeur général d'Eutelsat.

Economie numérique - Audition de M. Giuseppe de Martino, président de l'Association des services internet communautaires (ASIC) et secrétaire général de Dailymotion, et de M. Benoît Tabaka, secrétaire général de l'ASIC et directeur des politiques publiques de Google France.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 *(commission des affaires économiques)*: Audition de M. Benoît Thieulin, président du Conseil national du numérique.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 *(commission du développement durable)*: Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(commission des affaires économiques): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 *(commission des affaires économiques)*: Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 *(commission des affaires économiques)*: Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 *(commission des affaires économiques)*: Déplacement d'une délégation de la commission en Italie, à Milan, les 29 et 30 avril 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 *(commission des affaires économiques)*: Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 *(commission des affaires économiques)*: Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 *(commission des affaires économiques)*: Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 *(commission des affaires économiques)*: Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

(commission des affaires économiques): Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Groupe de travail sur les jeux vidéo - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 *(commission du développement durable)*: Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 *(délégation aux collectivités territoriales)*: Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France, sur le financement pérenne des allocations individuelles de solidarité par les départements.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 *(commission des affaires économiques)*: Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 *(commission des affaires économiques)*: Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 *(commission des affaires économiques)*: Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 *(commission des affaires économiques)*: Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilité durables », crédits « Pêche et aquaculture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 *(commission des affaires économiques)*: Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 *(mission commune d'information sur le sport professionnel)*: Audition de M. Bruno Retailleau, président du conseil général de la Vendée.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 *(commission des affaires économiques)*: Groupe de travail sur la garantie universelle des loyers (GUL) - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 151, 153). (p. 154).

- **Demande de censure contre un sénateur** - (16 janvier 2013) (p.156).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)] (suite)** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 200).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 719, 721).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 374 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1603, 1604).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1775, 1776).
- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) - premier auteur de la motion (p. 2772, 2776). (p. 2808, 2809).
- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (5 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 2837, 2838).
- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2898, 2899). - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 2902). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2906). (p. 2932, 2933).
- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2986, 2987). (p. 2988, 2989). (p. 2995). (p. 3024). - **Article 1er bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 165 du code civil - Caractère républicain de la célébration du mariage) (p. 3036, 3037). - **Article 1er bis D** (art. 167 du code civil - Célébration impossible du mariage à l'étranger des Français établis hors de France) (p. 3041).
- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3083, 3084). (p. 3104). (p. 3107, 3108). (p. 3113). - **Article 1er ter** (art. 360 du code civil - Autorisation de l'adoption simple de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3117). (p. 3118). - **Article 2 A (nouveau)** (art. 225-1 [nouveau] du code civil - Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux) (p. 3125, 3126). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3133).
- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) (p. 3154). - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3173, 3174). - **Rappel au règlement** (p. 3175). - **Article 4 (suite)** (p. 3176). - **Article 4 bis** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3194). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3212). - **Articles additionnels après l'article 1er bis C (précédemment réservés)** (p. 3213). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3218). (p. 3221). (p. 3224). (p. 3230). (p. 3230). (p. 3231). (p. 3231). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3238). (p. 3238). (p. 3243). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3246). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3246, 3247).
- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3273, 3274).
- **Débat sur la politique européenne de la pêche** - (25 avril 2013) (p. 4067, 4069).
- **Proposition de loi visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil [n° 520 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4200, 4202). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4217, 4218).
- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 7963, 7964). (p. 7964).
- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) (p. 7985). (p. 7988). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7999). - **Article 3 ter (nouveau)** (section 12 [nouvelle] du chapitre II du titre Ier du livre III de la deuxième partie du code de l'éducation - Education des consommateurs) (p. 8017). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, articles L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 8044).
- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Vente à distance) (p. 8092). (p. 8094). - **Article 5 bis** (art. L. 515-32 du code de la consommation - Réservoirs enterrés de liquides inflammables) (p. 8112).
- **Projet de loi relatif à l'indépendance de l'audiovisuel public [n° 850 (2012-2013)]** - (1er octobre 2013) - **Article 6 quater** (art. 21 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Création d'une commission de la modernisation de la diffusion audiovisuelle) (p. 8839). (p. 8840).
- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (7 novembre 2013) - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11150, 11151). (p. 11156). - **Rappel au règlement** (p. 11165). - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11167, 11168). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 11171, 11172). - **Article 12** (art. L. 240-1 à L. 240-10 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés en cas de cession de parts sociales, actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité du capital) (p. 11174). (p. 11180). - **Article 13** (art. 1, 3, 3 bis, 5 à 10, 18, 19 septies, 22, 23 et 25 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Simplification et modernisation du statut des coopératives) (p. 11185).
- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Article 1er** (art. L. 1 bis et L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre - Attribution de la carte du combattant aux soldats ayant servi quatre mois en Algérie jusqu'au 2 juillet 1964) (p. 11601).

REVET (Charles)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire.

Membre titulaire du Comité de liaison scientifique et technique des pêches maritimes et de l'aquaculture.

Membre de la mission commune d'information sur la filière viande en France et en Europe : élevage, abattage et distribution du 13 mars 2013 au 17 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à instaurer une tarification à la minute dans les parcs de stationnement affectés à un usage public [n° 683 (2012-2013)] (20 juin 2013) - **Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Transports maritimes [n° 161 tome 5 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition de M. Denez L'Hostis, pilote de la mission « mer et littoral » de France Nature Environnement et administrateur de l'Agence des aires marines protégées.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Grenelle de l'environnement - Examen du rapport d'information.

(*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Zones d'exclusion pour les loups - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Infrastructures et services de transports - Audition de M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Zones d'exclusion pour les loups - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Prorogation du mécanisme de l'éco-participation pour les équipements électriques et électroniques ménagers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Titres de transport des compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de Familles de France et de la

Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC).

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. le Métropolitain Emmanuel, président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission du développement durable*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen des amendements.

(*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Daniel Sibony, psychanalyste.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission du développement durable*) : *Pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christine Lazerges, présidente de la commission nationale consultative des droits de l'homme.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Nutte, président et M. Raymond Chabrol, secrétaire général du Conseil national d'accès aux origines personnelles.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Marie-Pierre Hourcade, présidente de l'Association française des magistrats de la jeunesse et de la famille, Mme Anne Bérard, présidente de chambre au TGI de Paris et M. Daniel Pical, magistrat honoraire.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants du Conseil national des barreaux.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants du Conseil supérieur du notariat.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Bruno Lechevin, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Pass navigo unique au tarif des zones 1-2 - Examen des amendements.

Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de la mission de concertation.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? - Présentation par M. Jean-Étienne Antoinette d'une étude de législation comparée sur les ressources minérales marines profondes.

(mission commune d'information sur la filière viande) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Michel et de M. Bernard Chevassus-au-Louis, préfigurateurs d'une Agence française de la biodiversité.

(mission commune d'information sur la filière viande) : Audition de M. Henri Brichard, vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Audition de MM. Guillaume Roué, président, et Didier Delzescaux, directeur de l'Interprofession nationale porcine (INAPORC).

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

(mission commune d'information sur la filière viande) : Audition de M. André Eloi, directeur de la fédération nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de services (FNEAP).

Audition de MM. Jean-Paul Bigard, président, et Pierre Halliez, directeur général du Syndicat des entreprises françaises des viandes (SNIV-SNCP).

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Hélène Valade, présidente du collège des directeurs du développement durable (C3D).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Véhicules électriques - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Claude Belot, vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur son rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergie locales ».

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Circulation des mégacamions et fret routier européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Delphine Hedary, présidente du comité de pilotage des États généraux de la modernisation du droit de l'environnement, et de Mme Claude Chardonnet, consultante.

(mission commune d'information sur la filière viande) : Examen du rapport de la mission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Biogaz et méthanisation comme ressource économique et substitut au gaz - Table ronde.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Enjeux du quatrième paquet ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Etienne Guyot, président de la Société du Grand Paris.

Désignation de rapporteurs.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Christian de Perthuis, président du Comité pour la fiscalité écologique.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement, sur les crédits de la mission « Politique des territoires ».

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Déchets : filières REP et écoconception - Examen du rapport d'information.

Prévention et protection contre les inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Protection de l'environnement et prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Développement durable, énergie et climat » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique dans les transports - Audition de MM. Bruno Duchemin et Sébastien Genest, rapporteurs du Conseil économique, social et environnemental.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups** [n° 276 (2012-2013)] - (30 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 678). - **Article additionnel avant l'article unique** (p. 680). (p. 681). - **Article unique** (*Création de zones d'exclusion pour les loups*) (p. 685).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2744, 2745).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2804).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)] (suite)** - (5 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 2852).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2896). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2910, 2911).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - **Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois** (p. 2987). (p. 2989). (p. 3012).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3082, 3083). (p. 3109). - **Article 2 A (nouveau)** (art. 225-1 [nouveau] du code civil - Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux) (p. 3126).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 361 et 363 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas d'adoption simple) (p. 3162). - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3173). - **Article 4 bis** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3179, 3180). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3211). - **Articles additionnels après l'article 1er bis C (précédemment réservés)** (p. 3213). (p. 3214). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3219). (p. 3230). (p. 3232). (p. 3232). (p. 3233). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3243).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3279, 3280).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5412, 5413).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7460).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3663-7 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la métropole de Lyon) (p. 8997). (p. 8998).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10024).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11598, 11599).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 11727). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11733, 11734).

- **Débat sur les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe** - (4 décembre 2013) (p. 12439, 12441).

RICHARD (Alain)
sénateur (Val-d'Oise)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre suppléant de la commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique le 16 septembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 119 (2012-2013)] portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics [n° 282 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 386 (2012-2013)] tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 544 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 582 (2012-2013)] portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France [n° 596 (2012-2013)] (22 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 554 (2012-2013)] portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 630 (2012-2013)] (5 juin 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France [n° 768 (2012-2013)] (16 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 857 (2012-2013)] portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics [n° 17 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 828 (2012-2013)] tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements [n° 19 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié, : L'égalité hommes-femmes au travail, un atout pour l'entreprise: le modèle norvégien [n° 112 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Entreprises - Famille - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 janvier 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Création d'un Parquet européen - Communication.

Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Audition de Mme Nicole Maestracci, candidate proposée par M. le Président de la République à la nomination au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Subsidiarité - Quatrième paquet ferroviaire - Communication et proposition de résolution portant avis motivé de M. Roland Ries.

(*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Protection des données personnelles - Communication.

Protection pénale des forces de sécurité et usage des armes à feu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Examen de la proposition de résolution européenne n° 413 tendant à créer un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Économie, finances et fiscalité - Point d'actualité sur Chypre.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la PAC - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai et de M. Jean-Paul Emorine.

Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 15 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Forum sur l'application des lois.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Philippe Étienne, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Régime des sections de commune - Examen des amendements au texte de la commission.

Représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 mai 2013 (*commission des lois*) : Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Echange de vues sur la création éventuelle d'un groupe de travail sur les tranches démographiques prises en compte pour la désignation des électeurs pour l'élection des sénateurs.

Transparence de la vie publique - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, président de la commission pour la transparence financière de la vie politique.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Désignation des candidats pour faire partie de la commission mixte paritaire.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Simplification des relations entre l'administration et les citoyens (loi d'habilitation) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du vendredi 12 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Simplification des relations entre l'administration et les citoyens - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Politique européenne du sport : proposition de résolution européenne de MM. Dominique Bailly et Jean-François Humbert.

(*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Fixation du nombre et répartition des sièges de conseiller de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Organisation des travaux.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen des amendements aux textes de la commission.

Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Pierre Avril, professeur émérite de droit public, M. Olivier Beaud, professeur de droit public, Mme Julie Benetti, professeur de droit public et M. Dominique Rousseau, professeur de droit public.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Examen des pétitions adressées au président du Sénat.

Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du lundi 7 octobre 2013 (*commission des lois*) : Annexion des avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Création d'un conseil national chargé du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Justice de première instance - Examen du rapport d'information.

Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer et le projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique de voisinage - Accord d'association avec l'Ukraine (textes E 8350 et E 8682) : communication de M. Gérard César.

(*commission des lois*) : Publication de l'étude annuelle 2013 du Conseil d'État consacrée au « droit souple » - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études, M. Jacky Richard, rapporteur général de la section du rapport et des études, et M. Laurent Cytermann, rapporteur général adjoint de la section du rapport et des études.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants - Examen du rapport et du texte proposé de la commission.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Parquet européen - Communication.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer », « crédits affectés aux départements d'outre-mer » et « crédits affectés aux collectivités d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et aux TAAF » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Conseil et contrôle de l'État », programme « Conseil d'État et autres juridictions administratives » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Conseil et contrôle de l'État », programme « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », programme « Égalité entre les femmes et les hommes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Vie politique, culturelle et associative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 28 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété industrielle - Mises sur le marché et brevetabilité des semences et obtentions végétales : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Richard Yung.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 126, 127).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Questions cribles thématiques sur les énergies renouvelables** - (17 janvier 2013) (p. 208, 209). (p. 209).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (18 janvier 2013) - **Article 1er A (nouveau)** (*art. L.O. 141 du code électoral - Conséquence de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats*) (p. 364).

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 519, 521).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes*) (p. 536). (p. 536). (p. 537). (p. 538, 539). (p. 540). (p. 541). (p. 542). (p. 542). (p. 542, 543). (p. 544). (p. 544). (p. 545). (p. 546). (p. 547). (p. 547, 548). (p. 548). (p. 549). (p. 549). (p. 550). (p. 551). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Gage financier*) (p. 552).

- **Question orale sur les conditions d'exercice de l'hébergement social d'urgence en région Île-de-France** - (5 février 2013) (p. 790, 791). (p. 791).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1702, 1704).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - *Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire*) (p. 1868). - **Article 17** (art. L. 256 et L. 257 du code électoral - *Candidatures et expression du suffrage dans les communes de moins de 1 000 habitants*) (p. 1873, 1874). - **Article 20** (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des conseillers communautaires*) (p. 1890). (p. 1890). (p. 1890). (p. 1891). (p. 1891). (p. 1894). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 1901). - **Article 20 ter** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - *Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écrêtement des indemnités de fonction des élus locaux*) (p. 1903). - **Article additionnel après l'article 20 nonies** (p. 1911, 1912). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - *Remodelage de la carte cantonale*) (p. 1915, 1916). (p. 1927). (p. 1928).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 1er A** (art. L.O. 141 du code électoral - *Conséquences de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats*) (p. 1938, 1939).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Article 1er** (*Modalités d'attribution des allocations familiales en cas de placement d'un enfant auprès du service d'aide sociale à l'enfance*) (p. 2480).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (11 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3229).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 3313). - **Article 20** (art. L. 273-1 à L. 273-12 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des conseillers communautaires*) (p. 3332). - **Article 20 decies (Suppression maintenue)** (art. L. 338, L. 338-1, L. 346, L. 360, L. 361 et L. 363 du code électoral - *Départementalisation du*

mode de scrutin régional) (p. 3340). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - *Remodelage de la carte cantonale*) (p. 3346, 3347).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (19 avril 2013) - **Article 3** (art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - *Mobilité volontaire sécurisée*) (p. 3660, 3661).

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des biens sectionaux aux communes - Deuxième lecture [n° 541 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4142, 4143). - **Article 4 decies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales - *Régime des biens sectionaux à vocation agricole et pastorale*) (p. 4154).

- **Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 545 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4158, 4160).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 4166, 4167). - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 337 du code électoral - *Modification de l'effectif des conseils régionaux*) (p. 4167). - **Article 1er** (art. L. 338 du code électoral - *Départementalisation du scrutin régional*) (p. 4168). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 338-2 (nouveau) du code électoral - *Ajout de sièges supplémentaires au bénéfice des sections départementales*) (p. 4169). (p. 4169). (p. 4169).

- **Questions cibles thématiques sur la politique de lutte contre le terrorisme dans notre pays** - (16 mai 2013) (p. 4223, 4224). (p. 4224).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France [n° 597 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4771, 4774).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-4-1, 225-4-2, 225-4-8 [nouveau], 225-14-1 [nouveau], 225-15 et 225-19 du code pénal - *Élargissement du champ des dispositions pénales relatives à l'infraction de traite des êtres humains*) (p. 4785, 4786). (p. 4786). (p. 4786, 4787). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. préliminaire du code de procédure pénale - *Transposition de la directive 2010/64/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 relative à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales*) (p. 4788). - **Article 8** (*Intitulé de la section IV du chapitre II du titre X du livre IV, art. 695-8, 695-8-1 à 695-8-5 [nouveaux] et 695-9 du code de procédure pénale - Mise en conformité avec la décision 2009/426/JAI des dispositions relatives au membre national d'Eurojust*) (p. 4791, 4792). - **Article 9** (art. 728-10 à 728-78 [nouveaux] du code de procédure pénale - *Transposition de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté*) (p. 4800). - **Article 10** (art. 433-14 du code pénal ; art. 3 de la loi du 24 juillet 1913 portant application des articles 23, 24 et 28 de la convention internationale signée à Genève le 6 juillet 1906 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne et des articles 5, 6 et 21 de la convention internationale signée à la Haye le 18 octobre 1907 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève - *Dispositions portant adaptation du droit pénal au protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (protocole III) adopté à Genève le 8 décembre 2005*) (p. 4801). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 4805, 4806). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)**

(Application sur l'ensemble du territoire de la République) (p. 4808).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Article 1er** (Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer) (p. 4978, 4979).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5073, 5075).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 5189). (p. 5191). (p. 5193). (p. 5195). - **Article 5 (Supprimé)** (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place d'un pacte de gouvernance territoriale) (p. 5200).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 26** (Prorogation du mandat des délégués communautaires de la communauté urbaine de Lyon) (p. 5383). - **Article 28 sexes (nouveau)** (Possibilité pour les maires de s'opposer au transfert d'office de certains pouvoirs de police au président de la Métropole de Lyon) (p. 5388).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5920). (p. 5931). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5939, 5940).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6705, 6706).

- Rapporteur - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6715). (p. 6716). (p. 6717). (p. 6718). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 237-1 et L. 273-4-1 du code électoral - Régime d'incompatibilités du mandat communautaire) (p. 6719). (p. 6719). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 6720). - **Article 2** (art. L. 261 du code électoral - Suppression des sections électorales dans les communes relevant du scrutin proportionnel) (p. 6723, 6724). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6725). - **Article 3 A (nouveau)** (art. L. 273-5-1 [nouveau] du code électoral et L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales - Modalités de désignation du conseiller communautaire suppléant) (p. 6726). (p. 6726). - **Article additionnel après l'article 3 A** (p. 6726). - **Article 3 B (nouveau)** (art. L. 273-9 du code électoral - Précision des modalités de fléchage) (p. 6727). (p. 6727). - **Article additionnel après l'article 3 B (p. 6727, 6728).** - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 273-12 du code électoral - Vacance de siège de conseiller communautaire dans les communes de moins de 1 000 habitants) (p. 6728, 6729). (p. 6729). - **Article 5** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux) (p. 6731). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6733). (p. 6733). (p. 6734). (p. 6735). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 6735).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Question préalable** (p. 6822, 6823).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 688 (2012-2013)]** - (12 juillet 2013) - **Rappel au règlement** (p. 7103, 7104). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7107). (p. 7108). - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7132). (p. 7133).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L.O. 153 du code électoral - Interdiction pour

un parlementaire nommé membre du Gouvernement de percevoir une indemnité parlementaire pendant le délai d'option) (p. 7174). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7189).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Article 2** (Définition du conflit d'intérêts et obligations d'abstention) (p. 7211). - **Article 2 bis** (art. 4 quater [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Rôle des bureaux des assemblées parlementaires dans la prévention et le traitement des conflits d'intérêts) (p. 7212). - **Article 4** (Contrôle et publication des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7224). (p. 7226). - **Article 5** (Assistance de l'administration fiscale à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7254). - **Article 10** (Périmètre des autres responsables publics soumis à l'obligation d'établir une déclaration de situation patrimoniale et une déclaration d'intérêts) (p. 7231). - **Article 11** (Publicité des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des autres responsables publics) (p. 7234). - **Article 12** (Composition et organisation de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7247). (p. 7249, 7250). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7254). - **Article 17 (supprimé)** (Dispositif de protection des personnes signalant un conflit d'intérêts contre toute sanction ou discrimination à leur égard) (p. 7259).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens [n° 743 (2012-2013)]** - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7284, 7286). - **Article 2** (Habilitatation à adopter un code relatif aux relations entre les administrations et le public) (p. 7296).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Article 3 bis E (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 47 A du livre des procédures fiscales - Autorisation donnée aux agents des services fiscaux de copier des fichiers informatiques dont ils sont amenés à constater l'existence lors de la procédure de contrôle inopiné) (p. 7434). - **Article 15 (priorité)** (Chapitre Ier du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier) (p. 7468).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Commission mixte paritaire [n° 769 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7709, 7711).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 17** (Protection des lanceurs d'alerte) (p. 7734).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8902, 8903). - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8920). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences) (p. 8931). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8947).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 29** (Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier de la métropole de Lyon) (p. 9021, 9022). - **Article 10**

(précédemment réservé) (supprimé) (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris) (p. 9024). (p. 9033, 9034).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) - **Article 13 bis** (précédemment réservé) (art. L. 143-3 et L. 321-1 du code de l'urbanisme - Fusion des établissements publics fonciers en Île-de-France) (p. 9183). (p. 9189, 9190).

- **Proposition de loi portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics** - Deuxième lecture [n° 18 (2013-2014)] - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 20 (2013-2014)** (p. 9229, 9231).

- Rapporteur - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 1212-1 à L. 1212-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création du conseil national d'évaluation des normes) (p. 9242).

- **Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements** [n° 20 (2013-2014)] - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 18 (2013-2014)**. - (7 octobre 2013) - rapporteur - **Article additionnel après l'article unique** (p. 9243).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)] - (7 octobre 2013) - **Article 35 E** (Texte non modifié par la commission) (Dispositions transitoires) (p. 9292). - **Article 36** (art. L. 2213-1, L. 2213-33 [nouveau], 2512-14, L. 5211-9-2 et L. 5842-4 du code général des collectivités territoriales et art. L. 411-2 du code de la route - Polices spéciales de la circulation et de la délivrance des

autorisations de stationnement des taxis) (p. 9297). - **Article 36 bis** (art. L. 2213-6, L. 2331-4, L. 2333-87 et L. 2573-50 du code général des collectivités territoriales, art. L. 411-1 du code de la route, art. L. 2125-9 [nouveau], L. 2321-3-1 [nouveau], L. 2323-3 et L. 2323-5 du code général de la propriété des personnes publiques et art. 1635 bis Q du code général des impôts - Dépénalisation des infractions au stationnement payant sur voirie) (p. 9306). - **Article 39** (art. L. 5211-4-2 et L. 5842-2 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique du dispositif des services communs) (p. 9311). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 9315). (p. 9319). - **Article 45 quater** (art. L. 5711-1-2 du code général des collectivités territoriales [nouveau] - Gestion des fonds européens) (p. 9325).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens** - Commission mixte paritaire [n° 64 (2013-2014)] - (17 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9754, 9755).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises** [n° 202 (2013-2014)] - (9 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12503, 12505). - **Article 6** (Habilitation en vue d'adapter l'exercice de la profession d'expert-comptable) (p. 12516). (p. 12516). - **Article 8** (supprimé) (Habilitation en vue de modifier les textes relatifs à la Société du Grand Paris) (p. 12518). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 12530, 12531). - **Article 18** (Fixation des délais d'habilitation) (p. 12532). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12535).

RIES (Roland)
sénateur (Bas-Rhin)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 260 (2012-2013)] portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 338 (2012-2013)] (6 février 2013) - **Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte de combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire [n° 410 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 514 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Transports.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les enjeux du quatrième paquet ferroviaire [n° 783 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les enjeux du quatrième paquet ferroviaire [n° 839 (2012-2013)] (12 septembre 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 78 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Transports ferroviaires et fluviaux [n° 161 tome 4 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Nomination de rapporteurs.

Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Audition de M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Subsidiarité - Quatrième paquet ferroviaire - Communication et proposition de résolution portant avis motivé de M. Roland Ries.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Commission nationale du débat public - Audition de M. Christian Leyrit, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de la mission de concertation.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et services de transport.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Demande de saisine et nomination d'un rapporteur pour avis.

(*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus de communes et d'intercommunalités.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Quatrième paquet ferroviaire : proposition de résolution de M. Roland Ries.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Enjeux du quatrième paquet ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilités durables » - Audition de MM. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, et Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilités durables » - Examen du rapport pour avis.

Réalisation et exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Déclaration normalisée de la TVA : proposition de résolution portant avis motivé de M. Yannick Botrel.

Élargissement - La Serbie et l'Union européenne : rapport d'information de M. Simon Sutour, Mlle Sophie Joissains et M. Michel Billout.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir du service public ferroviaire** - (24 janvier 2013) (p. 503, 504).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes) (p. 622, 623). - **Article 3** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Suspension du contrat de travail) (p. 638).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1034, 1037).

- Rapporteur - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1060). - **Article 2** (art. L. 2121-7 du code des transports - Recours par les régions au groupement européen de coopération territoriale (GECT) pour organiser des services de transport ferroviaire transfrontaliers) (p. 1064). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1066). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1067). - **Article 5** (art. L. 123-3 du code de la voirie routière - Reclassement de routes nationales ou de sections de routes nationales déclassées) (p. 1068). (p. 1069). - **Article 6** (art. L. 112-3 du code monétaire et financier - Indexation des rémunérations des cocontractants de l'État et de ses établissements publics en matière d'infrastructures et de

services de transport) (p. 1069). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1070). (p. 1073). (p. 1076, 1077). (p. 1082). (p. 1083). (p. 1085). (p. 1086). (p. 1086). (p. 1088). (p. 1089). (p. 1090). (p. 1091).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Article 7** (art. L. 3221-2, L. 3222-3, L. 3242-3 du code des transports - Modification du dispositif de prise en compte de l'écotaxe poids lourds dans le tarif du transport) (p. 1099). (p. 1099). (p. 1100). (p. 1100). (p. 1101). (p. 1101). (p. 1102). (p. 1103). (p. 1104). (p. 1105). (p. 1105). (p. 1106). (p. 1106). (p. 1106). (p. 1107). (p. 1107). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1109). (p. 1111). (p. 1112). (p. 1114). (p. 1115). (p. 1115, 1116). (p. 1116, 1117). - **Article 8** (art. L. 3115-1, L. 3115-2, L. 3115-3, L. 3115-4, L. 3115-5 [nouveaux] du code des transports - Droits des passagers en transport par autobus et autocar) (p. 1119). - **Article 9** (art. L. 130-6 et L. 225-5 du code de la route, art. L. 1451-1 du code des transports - Renforcement des moyens de contrôle des fonctionnaires ou agents de l'État chargés du contrôle des transports terrestres) (p. 1120). - **Article 12** (art. L. 4244-1. et L. 4244-2 [nouveaux] du code des transports, art. L. 1127-3 du code général de la propriété des personnes publiques - Déplacement d'office des bateaux sur le domaine fluvial) (p. 1121). - **Article 13** (art. L. 2132-23 du code général de la propriété des personnes publiques, art. L. 4313-2, L. 4321-1 et L. 4321-3 du code des transports - Habilitation des agents des ports fluviaux en matière de contravention de grande voirie) (p. 1122). - **Article 15** (art. L. 5141-1, L. 5141-2-1 [nouveau], L. 5141-3, L. 5141-3-1 [nouveau], L. 5141-4, L. 5141-4-1 [nouveau], L. 5141-4-2 [nouveau], L. 5141-6 et L. 5242-16 du code des transports - Simplification des procédures d'expropriation des navires abandonnés) (p. 1124). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 1126). - **Article 18** (art. L. 215-1 du code de la consommation, art. L. 218-26, L. 218-36, L. 218-53, L. 218-66, L. 521-12 et L. 713-7 du code de l'environnement, art. L. 513-2 du code minier, art. L. 544-8 du code du patrimoine, art. L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite, art. L. 205-1, L. 231-2, L. 942-1 et L. 942-7 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 1515-6 du code de la santé publique, art. L. 5123-7, L. 5142-7, L. 5222-1, L. 5243-1, L. 5243-2, L. 5243-2-2, L. 5243-7, L. 5262-4, L. 5335-5, L. 5336-5 et L. 5548-3 du code des transports, art. L. 8271-1-2 du code du travail et L. 312-5 du code du travail applicable à Mayotte, art. 33 de la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968, art. 7 de la loi n° 2008-518 du 3 juin 2008 - Habilitation des agents des affaires maritimes en conséquence de la fusion des corps des inspecteurs et des contrôleurs) (p. 1129). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 1131). - **Article 22** (art. L. 5531-19 [nouveau] du code des transports - Pouvoir de consignation à bord exercé par le capitaine du navire) (p. 1131, 1132). - **Article 23** (art. L. 5561-1, L. 5561-2, L. 5562-1, L. 5562-2, L. 5562-3, L. 5563-1, L. 5563-2, L. 5564-1, L. 5565-1, L. 5565-2, L. 5566-1 et L. 5566-2 [nouveaux] et L. 5342-3 du code des transports - Conditions sociales du pays d'accueil) (p. 1136). (p. 1137). - **Intitulé du titre VI** (Modalités d'application à l'outre-mer) (p. 1138). - **Article 25** (art. L. 632-1 et L. 640-1 du code de l'environnement, L. 5712-2 [nouveau], L. 5722-2 [nouveau], L. 5732-2 [nouveau], L. 5742-2 [nouveau], L. 5752-2 [nouveau], L. 5761-1, L. 5761-2 [nouveau], L. 5762-3 [nouveau], L. 5771-1, L. 5771-2 [nouveau], L. 5772-4 [nouveau], L. 5781-3 [nouveau], L. 5782-4 [nouveau], L. 5791-3 [nouveau], L. 5792-4 [nouveau], L. 6761-1 et L. 6771-1 du code des transports - Modalités d'application de la loi dans les outre-mer) (p. 1141).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1708).

- **Question orale sur la situation des communes isolées intégrant une communauté de communes à fiscalité additionnelle** - (9 avril 2013) (p. 2961, 2962). (p. 2962).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports - Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3437, 3438).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (24 mai 2013) - **Articles additionnels après l'article 60** (p. 4682). (p. 4683).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5069, 5070).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5429). (p. 5440). (p. 5442).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5466). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 5560, 5561). (p. 5562). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5580).

- **Question orale sur la fermeture des établissements thermaux de Niederbronn-les-Bains et Morsbronn-les-Bains** - (18 juin 2013) (p. 5911). (p. 5912).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'exception culturelle** - (20 juin 2013) (p. 6109, 6110).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (4 octobre 2013) - **Article additionnel après l'article 15 (précédemment réservé)** (p. 9192). - **Article 17 (précédemment réservé) (Texte non**

modifié par la commission) (art. 4, 15, 18, 19, 20 et 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Coordination entre les actions de la Société du Grand Paris et le Syndicat des transports d'Île-de-France) (p. 9193). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9212). (p. 9213). (p. 9213). (p. 9215).

- **Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 125 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11623). - **Article 1er** (art. L. 253-1 A [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Interdiction pour les personnes publiques d'utiliser des produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts et promenades relevant de leur domaine public ou privé) (p. 11629). (p. 11630). (p. 11631). (p. 11631). - **Article 2** (art. L. 253-7, L. 253-9 et L. 253-15 du code rural et de la pêche maritime - Interdiction de la vente, l'utilisation et la détention des produits phytopharmaceutiques pour un usage non professionnel) (p. 11632). - **Article 3** (Demande de rapport concernant les préparations naturelles peu préoccupantes) (p. 11633).

ROCHE (Gérard)
sénateur (Haute-Loire)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi concernant la politique du logement à l'échelle du territoire français en faveur de la mixité et de l'accession sociale à la propriété [n° 332 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Audition du Pr Brigitte Autran, professeur des universités, praticien hospitalier à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (UPMC) et coordinatrice du réseau Corevac (Consortium de recherches vaccinales).

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre Boissier, chef de l'Inspection générale des affaires sociales, Mme Claire Scotton, inspectrice des affaires sociales, M. Hubert Garrigue-Guyonnaud, conseiller général des établissements de santé, sur le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales consacré à l'hôpital, et de M. Edouard Couty, président du comité de pilotage du « pacte de confiance pour l'hôpital ».

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accessibilité des personnes handicapées au logement, aux établissements recevant du public, aux transports, à la voirie et aux espaces publics - Présentation d'un rapport au Premier ministre.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la prévention du suicide.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de Mme Sabine Fourcade, directrice générale de la cohésion sociale.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de MM. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et Daniel Lenoir, directeur, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » action « Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 196, 197).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Article 7** (art. L. 1434-9, L. 4352-4, L. 4352-3-1 et L. 4352-3-2 [nouveaux], L. 4352-7, L. 53-11-1, L. 6211-12, L. 6211-18, L. 6212-4, L. 6213-2, L. 6213-3, L. 6213-4, L. 6213-6, L. 6213-10, L. 6213-10-1, L. 6221-9, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6223-3, L. 6223-5, L. 6231-1, L. 6231-3 [nouveau], L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-5-1 [nouveau], L. 6242-3 du code de la santé publique ; art. L. 145-5-6 et L. 162-13-1 du code de la sécurité sociale ; art. 7, 8 et 9 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - *Qualité de la biologie médicale*) (p. 820). (p. 824). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. L. 6211-9 du code de la santé publique - *Suppression de l'interdiction pour le biologiste médical de s'écarter des recommandations de bonne pratique*) (p. 827, 828). - **Article 8** (art. L. 6223-8 [nouveau] du code de la santé publique - *Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale*) (p. 832). (p. 833). (p. 834, 835). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 838). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 843). (p. 846).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1114).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1780, 1781). (p. 1794).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1822, 1823).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2472, 2474). - **Article 1er (Modalités d'attribution des allocations familiales en cas de placement d'un enfant auprès du service d'aide sociale à l'enfance)** (p. 2481).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - *Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3089, 3090). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - *Dévolution du nom de famille en*

cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière (p. 3131).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5123). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5137).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6035).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - **Article 5** (art. L. 123-3 du code de l'éducation - Consécration de la mission de transfert des résultats de la recherche du service public de l'enseignement supérieur) (p. 6107).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de la protection sociale** - (20 juin 2013) (p. 6108, 6109).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)] (suite)** - (20 juin 2013) - **Article 7** (art. L. 123-5 du code de l'éducation - Mission de transfert des résultats de la recherche vers les secteurs socio-économiques et d'appui aux politiques publiques) (p. 6121, 6122). - **Article 10** (art. L. 111-1 du code de la recherche - Objectif complémentaire de la politique nationale de la recherche) (p. 6126).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 7006, 7007).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013)**.

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7629, 7630). - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé) (p. 7642). (p. 7648, 7649). (p. 7654). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7658).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10668). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10673). (p. 10674). - **Article 2** (art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et

de la pêche maritime - Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035) (p. 10686).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite) (p. 10725). - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10758, 10759). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10772). (p. 10790). (p. 10792).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 12** (art. L. 161-22, L. 161-22-1 A [nouveau], L. 634-6, L. 643-6 et L. 723-11-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 84 et L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Clarification des règles du cumul emploi-retraite) (p. 10873).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 32** (art. L. 641-2, L. 641-3-1 nouveau, L. 641-4-1 nouveau, L. 641-5 et L. 641-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de la gouvernance des régimes de retraite des professions libérales) (p. 10971). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10989, 10990).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11279, 11282).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 3** (*Transfert des excédents du Fonds pour l'emploi hospitalier*) (p. 11308). - **Article 4** (*Participation des organismes complémentaires au forfait « médecin traitant »*) (p. 11311).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles) (p. 11330, 11331). - **Article 8** (art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1600-0 S du code général des impôts ; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Refonte des règles de calcul, de déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement) (p. 11345). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 11369, 11370). - **Article 15** (art. L. 131-8, L. 135-3, L. 136-8, L. 137-13, L. 137-14, L. 137-16, L. 137-18, L. 137-19, L. 137-24, L. 139-1, L. 241-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, lois n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 et n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 - Mesures de transferts de recettes) (p. 11391). (p. 11395, 11396). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11401). (p. 11407).

ROGER (Gilbert)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 493 (2011-2012)] autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie [n° 666 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Défense : préparation et emploi des forces [n° 158 tome 6 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématatoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran.

Audition du général Jean Debonne, directeur central du service de santé des armées.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Europe de la défense - Audition de S.E. M. Tomasz Orłowski, ambassadeur de la République de Pologne.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Romano Prodi, envoyé spécial des Nations unies pour le Sahel.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation intérieure et extérieure de la Chine - Audition de M. Jean-Luc Domenach, directeur de recherche au CERIS-Sciences Po.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation en Chine - Audition de Mme Elisabeth Laurin, directrice Asie-Océanie au ministère des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Convention d'extradition entre la France et la Jordanie - Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre la

France et la Jordanie - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Deuxième rapport d'évaluation de l'expérimentation du rattachement du réseau culturel à l'Institut français - Audition de M. Pierre Sellal, secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Serge Letchimy, parlementaire en mission auprès du ministre des outre-mer, sur l'article 349 du traité de Lisbonne (mesures spécifiques concernant les régions ultrapériphériques).

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accueil des personnes handicapées - Approbation de l'accord-cadre entre la France et la Belgique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Présentation par M. Daniel Reiner du 35ème rapport d'ensemble du comité des prix de revient des fabrications d'armements.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Christian Mons, président du CIDEF (Conseil des industries de défense).

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du lundi 21 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Examen des amendements du Gouvernement.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Bertrand Ract-

Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre (mission « Défense »).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (mission « Défense »).

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » programme « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de Mme Odile Quintin et de M. Christian Forestier, coprésidents du comité de pilotage de la conférence nationale sur les rythmes scolaires.

Echange de vues sur les orientations de travail et les méthodes de la mission commune d'information.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Action culturelle extérieure » programme « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 471, 472).

- **Question orale sur la sécurité routière des jeunes conducteurs** - (29 janvier 2013) (p. 569). (p. 569).

- **Débat sur la politique étrangère** - (19 février 2013) (p. 1381, 1382).

- **Débat sur le développement dans les relations Nord-Sud** - (21 février 2013) (p. 1504, 1505).

- **Question orale sur la lutte contre l'éco-mafia** - (21 mai 2013) (p. 4308). (p. 4309).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4909).

- **Question orale sur le lien entre le numerus clausus et la désertification médicale** - (23 juillet 2013) (p. 7545). (p. 7545).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Demande de réserve** (p. 9798, 9799).

- **Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12575).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collèges en Seine Saint-Denis** - (12 décembre 2013) (p. 12736).

ROME (Yves)
sénateur (Oise)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 682 (2011-2012)] pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 299 (2012-2013)] (29 janvier 2013) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : État, opérateurs, collectivités territoriales : le triple play gagnant du très haut débit [n° 364 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des finances*) : Mission d'expertise sur la fiscalité de l'économie numérique - Audition de MM. Pierre Collin, conseiller d'Etat, et Nicolas Colin, inspecteur des finances.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des finances*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Eloi Laurent, auteur du rapport « Vers l'égalité des territoires ».

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

(commission des affaires économiques): Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*): Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*): Réforme de la décentralisation - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Benoît Thiulin, président du Conseil national du numérique.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(commission des affaires économiques): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*): Débat sur les orientations de la mission et établissement du programme de travail.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*): Audition de M. Hervé le Bras, démographe, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Audition de M. Laurent Davezies, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire « Économie et développement des territoires ».

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*): Audition de M. Philippe Wahl, président du directoire de La Banque postale.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission du développement durable*): Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*): Adoption du rapport.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Mission de préfiguration du Commissariat général à l'égalité des territoires - Audition de M. Eric Delzant, délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflo, ministre de l'égalité des territoires et du logement, sur les crédits de la mission « Politique des territoires ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 723, 725).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2582, 2584).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6438, 6440).

ROSSIGNOL (Laurence)
sénatrice (Oise)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire de la commission nationale du débat public.

Membre titulaire du Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission pour le contrôle de l'application des lois : Du Grenelle à la Conférence environnementale : à la recherche d'un nouveau souffle [n° 290 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Rapport, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 770 (2011-2012)] ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) [n° 407 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Environnement - Traités et conventions - Union européenne - Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)] - Retraite des femmes : tout se joue avant 60 ans [n° 90 (2013-2014)] (22 octobre 2013) - **Société - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Développement durable, énergie, climat [n° 161 tome 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 28 (2013-2014)] d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 185 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Nomination de rapporteurs.

Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Grenelle de l'environnement - Examen du rapport d'information.

(*commission du développement durable*) : Zones d'exclusion pour les loups - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Prostitution - Audition de Mme Danièle Bousquet, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, et de M. Guy Geoffroy, député.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Prorogation du mécanisme de l'éco-participation pour les équipements électriques et électroniques ménagers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Titres de transport des compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Pass navigo unique au tarif des zones 1-2 - Examen des amendements.

Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Eloi Laurent, auteur du rapport « Vers l'égalité des territoires ».

Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, candidat désigné aux fonctions de président de la SNCF.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Michel et de M. Bernard Chevassus-au-Louis, préfigurateurs d'une Agence française de la biodiversité.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Affichage environnemental - Table ronde.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut de développement durable et de relations internationales, facilitatrice du débat national sur la transition énergétique.

Mise en œuvre du principe de participation du public - Communication.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut de développement durable et de relations internationales, facilitatrice du débat national sur la transition énergétique.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2^e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean Jouzel, sur le

cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Avenir et justice du système de retraites - Audition du Conseil d'orientation des retraites (COR).

Réunion du jeudi 10 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de la Fédération des associations de conjoints survivants et parents d'orphelins (FAVEC).

Avenir et justice du système de retraites - Audition du laboratoire de l'égalité.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport d'information et des recommandations.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Christian de Perthuis, président du Comité pour la fiscalité écologique.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilité durables » - Audition de MM. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, et Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilités durables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Lutte contre le système prostitutionnel - Audition de Mme Catherine Coutelle, députée, présidente de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale, et Mme Maud Olivier, députée, membre de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Déplacement d'une délégation en Allemagne - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 191, 192).

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 397, 398).

- **Question orale sur le développement du prêt hypothécaire viager** - (29 janvier 2013) (p. 581). (p. 582).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - *Suppression des zones de développement de l'éolien*) (p. 1284).

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1360, 1361).

- **Débat d'étape sur les travaux du Conseil national du débat sur la transition énergétique** - (21 février 2013) (p. 1474, 1476).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Article 11** (*Suppression des données personnelles enregistrées dans les fichiers de police - amnistie du délit de refus de se soumettre à un prélèvement génétique*) (p. 1568). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1568).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) [n° 408 (2012-2013)]** - (12 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1715, 1717). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1731).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Article 1er** (art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Filialisation des activités bancaires spéculatives*) (p. 2160). (p. 2169).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Article 4 bis** (art. L. 511-45 du code monétaire et financier - *Transparence des activités bancaires pays par pays*) (p. 2194, 2195). (p. 2198). (p. 2199, 2200). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 2204, 2205). (p. 2205). - **Articles additionnels après l'article 4 quater** (p. 2209). (p. 2210). - **Articles additionnels après l'article 4 sexies (suite)** (p. 2228). (p. 2228). - **Article 7** (art. L. 613-31-11 à L. 613-31-18 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Résolution et prévention des crises bancaires*) (p. 2256). (p. 2257). - **Article 11** (art. L. 631-2, L. 631-2-1, L. 631-2-2 et L. 631-2-3 [nouveau] du code monétaire et financier - *Création du Conseil de stabilité financière*) (p. 2262). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-10-1, L. 532-2-1, L. 511-47-1, L. 612-23-1 [nouveaux], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26L. 612-33, L. 612-39 du code monétaire et financier - *Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle*) (p. 2281). (p. 2285). (p. 2285). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - *Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité*) (p. 2295). (p. 2296).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Article 17 bis B** (art. L. 312-1-1 B [nouveau] du code monétaire et financier - *Création d'un observatoire de l'inclusion bancaire*) (p. 2313). (p. 2314). (p. 2314).

- **Question orale sur le renforcement de la sécurité des salles de remise en forme** - (26 mars 2013) (p. 2400, 2401). (p. 2401, 2402).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2563, 2564).

- **Proposition de loi relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte - Deuxième lecture [n° 452 (2012-2013)]** - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2624, 2626).

- **Question orale avec débat sur la lutte contre l'obsolescence programmée des produits** - (23 avril 2013) (p. 3919, 3921).

- **Débat sur la politique européenne de la pêche** - (25 avril 2013) (p. 4077, 4078).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conférence sociale** - (23 mai 2013) (p. 4506, 4507).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 600 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4818, 4820). - **Article 9** (*Sociétés vétérinaires*) (p. 4841). - **Article 30 bis A** (art. L. 314-1 [nouveau] et L. 121-7 du code de l'énergie - *Prolongation des contrats d'achat pour les cogénérations de sites industriels*) (p. 4883).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agression d'un jeune militant à Paris** - (6 juin 2013) (p. 5627).

- **Débat sur la pollution en Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030** - (12 juin 2013) (p. 5795, 5796).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (15 juillet 2013) - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L.O. 153 du code électoral - *Interdiction pour un parlementaire nommé membre du Gouvernement de percevoir une indemnité parlementaire pendant le délai d'option*) (p. 7174). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7179, 7180). (p. 7181). (p. 7190).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (11 septembre 2013) - **Article 3 ter (nouveau)** (section 12 [nouvelle] du chapitre II du titre Ier du livre III de la deuxième partie du code de l'éducation - *Education des consommateurs*) (p. 8017).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 7** (art. L. 211-7, L. 211-15, L. 211-16 et L. 211-19 du code de la consommation - *Garanties applicables aux contrats de consommation*) (p. 8121). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 8159). (p. 8159).

- **Suite de la discussion** (13 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 72 terdecies A (appelés en priorité)** (p. 8295). (p. 8296). (p. 8297). (p. 8297, 8298). - **Article 68** (art. L. 231-2, L. 231-3, L. 231-4, articles L. 231-5 à L. 231-7 [nouveaux] et L. 242-1 du code du tourisme - *Réglementation de l'exploitation de voitures de tourisme avec chauffeur, VTC*) (p. 8373, 8374).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8433, 8434).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8494). (p. 8497, 8498).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10549, 10551).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - *Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 10634). (p. 10636).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 5 bis (nouveau)** (*Rapport sur l'évolution des conditions de pénibilité*) (p. 10762). (p. 10762).

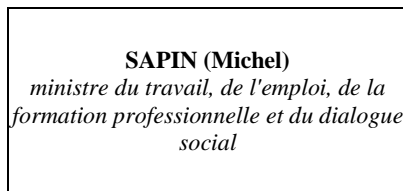
- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 13** (*Rapport du Gouvernement sur la refonte des avantages familiaux de retraite*) (p. 10886). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 10909).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11295, 11296). (p. 11302).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie**

des entreprises [n° 202 (2013-2014)] - (9 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12505, 12508).

- Rapporteur pour avis de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Article 8 (supprimé)** (*Habilitation en vue de modifier les textes relatifs à la Société du Grand Paris*) (p. 12518). - **Article 16** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - *Information des consommateurs sur les produits recyclables*) (p. 12529). (p. 12530). (p. 12530).



INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 846, 849). (p. 885, 888).

- **Suite de la discussion** (6 février 2013) - **Article 1er** (art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - *Définition et modalités d'application du contrat de génération*) (p. 911, 912). (p. 913). (p. 913). (p. 913). (p. 914). (p. 915). (p. 916). (p. 916, 917). (p. 917). (p. 918). (p. 918). (p. 919). (p. 919). (p. 919). (p. 920). (p. 921). (p. 922). (p. 922, 923). (p. 924). (p. 925). (p. 926). (p. 928). (p. 928). (p. 929). (p. 930). (p. 931, 932). (p. 934). (p. 934). (p. 935). (p. 935). (p. 936). (p. 937). (p. 937, 938). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur*) (p. 939). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Recrutement d'inspecteurs du travail par la voie d'un examen professionnel*) (p. 941, 942). - **Article 6** (*Rapport sur l'application de la loi*) (p. 943, 944). - **Article 7 (nouveau)** (art. L. 5133-11 du code du travail - *Suppression d'une aide à l'emploi des seniors inappliquée*) (p. 944). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 945). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 951).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1160, 1161).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'emploi** - (28 mars 2013) (p. 2539, 2540).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (28 mars 2013) (p. 2543, 2544).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le chômage** - (11 avril 2013) (p. 3190, 3191).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3368, 3374). (p. 3403). (p. 3407, 3410). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3420). - **Question préalable** (p. 3425).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3471). (p. 3472). (p. 3473). (p. 3475). (p. 3477). - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux

personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3481). (p. 3496, 3498). (p. 3499). (p. 3501). (p. 3501). (p. 3503). (p. 3504). (p. 3504, 3505). (p. 3506). (p. 3507). (p. 3508). (p. 3509). (p. 3509). (p. 3510). (p. 3510). (p. 3511). (p. 3512). (p. 3513). (p. 3514). (p. 3515).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) (p. 3579). (p. 3580). (p. 3581). (p. 3582). (p. 3583). (p. 3585). (p. 3587). (p. 3588). (p. 3590). (p. 3590). (p. 3591). (p. 3591). (p. 3592). (p. 3594). (p. 3595). (p. 3596). (p. 3597, 3598). (p. 3599). (p. 3600). (p. 3606). (p. 3607). (p. 3607, 3608). (p. 3608). (p. 3610). (p. 3611). (p. 3613). (p. 3614). (p. 3614). (p. 3615). (p. 3616). - **Article additionnel après l'article 1er quater** (p. 3622). - **Article 2** (art. L. 6111-1, L. 6112-3 et L. 6314-3 [nouveau] du code du travail - *Création du compte personnel de formation et institution du conseil en évolution professionnelle*) (p. 3625). (p. 3625). (p. 3626). (p. 3627). (p. 3628). (p. 3629). (p. 3630). (p. 3630). (p. 3631). (p. 3633). (p. 3634). (p. 3634). (p. 3635). (p. 3636). (p. 3637). (p. 3637). (p. 3638). (p. 3639). (p. 3640). (p. 3640, 3641). (p. 3642). (p. 3643). (p. 3644). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3646). (p. 3647). (p. 3648). (p. 3649). (p. 3649). (p. 3651). (p. 3652). - **Article 3** (art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - *Mobilité volontaire sécurisée*) (p. 3655). (p. 3656). (p. 3658). (p. 3658). (p. 3659, 3660). (p. 3662). (p. 3662). (p. 3663). (p. 3663, 3664). (p. 3664). (p. 3664). (p. 3665). (p. 3666). (p. 3667). (p. 3668). (p. 3669).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) (p. 3722). (p. 3724). (p. 3726). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 3729). - **Article 4** (art. L. 2323-3, L. 2323-4, L. 2323-7-1 à L. 2323-7-3 [nouveaux], L. 2325-35, L. 2325-42-1 [nouveau], L. 2323-26-1 à L. 2323-26-3 [nouveaux], L. 2313-7-1 [nouveau] et L. 4616-1 à L. 4616-5 [nouveaux] du code du travail - *Information et consultation des institutions représentatives du personnel*) (p. 3734). - **Demande d'un vote unique** (p. 3742). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3744). (p. 3744). (p. 3745). (p. 3745). - **Article 5** (art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveaux], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - *Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise*) (p. 3762). (p. 3763). (p. 3764). (p. 3767). (p. 3768, 3769). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 3770). (p. 3770). (p. 3771). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5422-2-1 [nouveau] du code du travail ; art. 43 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 relative au développement de l'alternance et à la sécurisation des parcours professionnels - *Sauvegarde des droits à l'indemnisation du chômage des salariés et soutien au développement du contrat de sécurisation professionnelle*)

(p. 3775). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3776). (p. 3776). (p. 3777). (p. 3777). (p. 3778). - **Article 7** (art. L. 5422-12 du code du travail - Modulation des cotisations d'assurance chômage) (p. 3786, 3787). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3787). (p. 3788, 3789). (p. 3789). (p. 3790). - **Article 8** (art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du travail à temps partiel) (p. 3796). (p. 3809). (p. 3809). (p. 3810). (p. 3810). (p. 3811, 3812). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (Rapport d'évaluation sur le temps partiel) (p. 3813). - **Article 9** (art. L. 2242-15, L. 2242-16, L. 2323-33 et L. 2323-35 du code du travail - Extension du périmètre de la négociation triennale obligatoire sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) (p. 3814). (p. 3814). (p. 3814). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3814, 3815). - **Article 10** (art. L. 2242-21 à L. 2242-23 [nouveaux] du code du travail - Mobilité interne) (p. 3816). (p. 3816, 3817). (p. 3817). (p. 3818, 3819). (p. 3820). (p. 3821). - **Article 12** (art. L. 5125-1 à L. 5125-6 [nouveaux] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi) (p. 3824). (p. 3824). (p. 3825). (p. 3825). (p. 3826). (p. 3826). (p. 3827). (p. 3828). (p. 3829). (p. 3829). (p. 3830). - **Article 13** (art. L. 1233-22 à L. 1233-24, L. 1233-24-1 à L. 1233-24-4 [nouveaux], L. 1233-30, L. 1233-33 à L. 1233-36, L. 1233-39 à L. 1233-41, L. 1233-45-1 [nouveau], L. 1233-46, L. 1233-47, L. 1233-50, L. 1233-52 à L. 1233-57, L. 1233-57-1 à L. 1233-57-8 [nouveaux], L. 1233-58, L. 1233-63, L. 1233-90-1 [nouveau], L. 1235-7, L. 1235-7-1 [nouveau], L. 1235-10, L. 1235-11, L. 1235-16, L. 2323-15, L. 2325-35, L. 3253-8, L. 3253-13, L. 4614-12-1 et L. 4614-12-2 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 631-17, L. 631-19, L. 641-4 et L. 642-5 du code de commerce - Plan de sauvegarde de l'emploi) (p. 3835). (p. 3836). (p. 3836). (p. 3836). (p. 3837). (p. 3837). (p. 3838). (p. 3838). (p. 3838). (p. 3839). (p. 3839). (p. 3840). (p. 3840). - **Article 14** (art. L. 1233-90-1 [nouveau] et L. 2325-37 du code du travail - Reprise de site et revitalisation des bassins d'emploi) (p. 3841). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1233-5 et L. 1233-71 du code du travail - Pondération des critères de licenciement collectif et durée du congé de reclassement) (p. 3842, 3843). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1235-1, L. 1471-1 [nouveau], L. 3245-1 du code du travail ; art. 80 duodecimes du code général des impôts - Conciliation devant le conseil des prud'hommes et aménagement des règles de prescription) (p. 3844). (p. 3845). - **Article 17** (art. L. 2314-2, L. 2322-2 et L. 2324-3 du code du

travail - Aménagement de la mise en place des institutions représentatives du personnel en cas de franchissement des seuils d'effectifs) (p. 3846). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (Expérimentation des contrats de travail intermittents dans certains secteurs d'activités) (p. 3847). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 3847). - **Vote unique sur les articles 5 à 20 et l'ensemble du texte** (p. 3853).

- **Question orale sur la reconnaissance de l'usage gratuit de locaux syndicaux** - (23 avril 2013) (p. 3891).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4091, 4092). (p. 4102, 4103).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conférence sociale** - (23 mai 2013) (p. 4507).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (6 juin 2013) (p. 5629, 5630).

- **Question orale sur l'utilisation des crédits du fonds social européen** - (10 septembre 2013) (p. 7869).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation des personnes inscrites à Pôle Emploi** - (19 septembre 2013) (p. 8721).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le travail du dimanche** - (3 octobre 2013) (p. 9008, 9009).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (3 octobre 2013) (p. 9012).

- **Proposition de loi visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprises [n° 15 (2013-2014)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9476, 9478). (p. 9484, 9485). - **Article 1er** (art. L. 2325-1-1 [nouveau] à L. 2325-1-5 [nouveau] du code du travail - Transparence financière des comités d'entreprise) (p. 9487).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la négociation relative aux travailleurs détachés** - (12 décembre 2013) (p. 12733, 12734).

SAUGEY (Bernard)
sénateur (Isère)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Vice-président de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

DÉPÔTS

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 120 (2012-2013)] visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 280 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la révision des lignes directrices concernant les aides d'État aux aéroports régionaux [n° 827 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 162 tome 18 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Exercice par les élus locaux de leur mandat - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

SAVARY (René-Paul)
sénateur (Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur.

Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat** [n° 281 (2012-2013)] - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 588, 589).

- Rapporteur - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 612). (p. 613). (p. 618, 619). - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes) (p. 624). (p. 628). (p. 630). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 632). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales - Reversement à la collectivité de la part écartée des indemnités) (p. 634). - **Article additionnel après l'article 2 ter** (p. 636). - **Article 3** (art. L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 du code général des collectivités territoriales - Suspension du contrat de travail) (p. 638). (p. 639). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 639). (p. 640). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Suspension du décompte de la période de validité de la liste d'aptitude de concours) (p. 641). - **Article 5 bis (nouveau)** (art. L. 2123-12-1, L. 3123-10-1, L. 4135-10-1, L. 5214-8-1, L. 5215-16-1 et L. 5216-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Droit individuel à la formation des élus) (p. 642). - **Article 6** (art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - Dépenses de formation) (p. 644). (p. 645). (p. 645). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 647). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 650). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (Compensation financière des pertes de recettes potentielles) (p. 652).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre titulaire de la commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique le 25 juillet 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société**.

Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 80 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Entreprises**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Audition du Pr Brigitte Autran, professeur des universités, praticien hospitalier à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (UPMC) et coordinatrice du réseau Corevac (Consortium de recherches vaccinales).

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Audition de MM. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et Thierry Repentin, ministre délégué chargé de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la biologie médicale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Christophe Jacquinet, président du collège des directeurs généraux des agences régionales de santé (ARS), directeur général de l'ARS Rhône-Alpes.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Guy Collet, conseiller en stratégie, et Cédric Arcos, directeur de cabinet du président de la Fédération hospitalière de France (FHF), Mme Catherine Réa, conseiller médical de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap), et Mme Elisabeth Tomé-Gertheinrichs, déléguée générale de la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP).

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires sociales*) : Versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Fiscalité comportementale - Audition de Mme Catherine Hill, chef du service de biostatistiques et d'épidémiologie de l'Institut Gustave Roussy.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Gérard Roche, président du conseil général de la Haute-Loire, membre du bureau de l'Assemblée des départements de France (ADF).

(*commission des affaires sociales*) : Accessibilité des personnes handicapées au logement, aux établissements recevant du public, aux transports, à la voirie et aux espaces publics - Présentation d'un rapport au Premier ministre.

Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen du rapport.

Troisième plan autisme (2013-2017) - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Fiscalité comportementale - Audition de M. Joël Forgeau, président et Mme Audrey Bourolleau, déléguée générale de Vin et société.

Fiscalité comportementale - Audition de Mmes Sylvie Hénon-Badoinot, présidente, Myriam Decoeur-Michel, directeur général, et M. Gilles Rouvière, directeur général adjoint, de la Fédération française des spiritueux.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. André Aoun, candidat pressenti pour

le poste de président du conseil d'administration de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES).

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Médicaments génériques - Première table ronde consacrée à l'équivalence entre princeps et générique.

Réunion du jeudi 20 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Marc Mortureux, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), candidat au renouvellement de son poste.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique familiale - Audition de Mme Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurité sociale - Certification des comptes 2012 - Audition du Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Arrêté d'admission en qualité de pupille de l'État - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Claude Evin, directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France.

Réunion du mercredi 25 septembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Christian Müller, président de la Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement de centres hospitaliers spécialisés (CME de CHS), Joseph Halos, président, et Gilles Moullec, secrétaire général adjoint, de l'Association des établissements participant au service public de santé mentale (Adesm).

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Avenir et justice du système de retraites - Table ronde sur la pénibilité.

Contrôle des comptes des comités d'entreprise - Gestion des comités d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Claudy Lebretton, président de l'Assemblée des départements de France, sur le financement pérenne des allocations individuelles de solidarité par les départements.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de Mmes Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé, Michèle Delaunay, ministre chargée des personnes âgées et de l'autonomie, et Dominique Bertinotti, ministre chargée de la famille.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 -

Audition de M. Frédéric Van Roekeghem, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen des amendements.

Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conditions d'attribution de la carte du combattant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement et ville » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « travail et emploi », articles rattachés 77, 78 et 79 et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)] - (29 janvier 2013) - Articles additionnels avant l'article 1er (p. 614,

615). - **Article 6** (art. L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales - Dépenses de formation) (p. 644).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (31 janvier 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Ratification de l'ordonnance relative à la biologie médicale) (p. 755). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-1, L. 6211-23, L. 6212-2, L. 6221-1, L. ; 6221-12 et L. ; 6241-2 du code de la santé publique - Examens de cytologie pathologique) (p. 757, 758). - **Article 4** (art. L. 1223-1, L. 6211-13, L. 6211-17 et L. 6223-5 du code de la santé publique - Organisation des établissements de transfusion sanguine et conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale) (p. 758, 759). (p. 760). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 769).

- **Suite de la discussion** (5 février 2013) - **Article 7** (art. L. 1434-9, L. 4352-4, L. 4352-3-1 et L. ; 4352-3-2 [nouveau], L. 4352-7, L. 53-11-1, L. 6211-12, L. 6211-18, L. 6212-4, L. 6213-2, L. 6213-3, L. 6213-4, L. 6213-6, L. 6213-10, L. 6213-10-1, L. 6221-9, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6223-3, L. 6223-5, L. 6231-1, L. 6231-3 [nouveau], L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-5-1[nouveau], L. 6242-3 du code de la santé publique ; art. L. 145-5-6 et L. 162-13-1 du code de la sécurité sociale ; art. 7, 8 et 9 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Qualité de la biologie médicale) (p. 823). - **Article 8** (art. L. 6223-8 [nouveau] du code de la santé publique - Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale) (p. 832). (p. 836). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 840). (p. 841).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1112). (p. 1113).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - Suppression des zones de développement de l'éolien) (p. 1279, 1280). (p. 1285). - **Article 14** (Expérimentation d'une tarification sociale de l'eau) (p. 1294, 1295).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1648, 1649).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1820, 1821).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2985).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3101). - **Article 2 A (nouveau)** (art. 225-1 [nouveau] du code civil - Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux) (p. 3124).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du

Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3164).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013)** (p. 3307, 3308). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 3312, 3313). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 3342, 3343). (p. 3349).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux - Commission mixte paritaire [n° 477 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3421).

- **Questions cibles thématiques sur la situation des hôpitaux** - (18 avril 2013) (p. 3489). (p. 3489).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)] (suite)** - (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3492, 3493).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 ter** (p. 4423).

- **Suite de la discussion** (23 mai 2013) - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance) (p. 4494). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 4502). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-2 du code de l'éducation - Dépenses informatiques à la charge des départements) (p. 4517, 4518).

- **Mise au point au sujet de votes** - (30 mai 2013) (p. 5049, 5050).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5088, 5089).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5118, 5119). - **Article 1er (Supprimé)** (Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales) (p. 5126). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 5136, 5137). (p. 5142, 5143). (p. 5146). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5154, 5155). (p. 5162). (p. 5163). (p. 5165). (p. 5165). (p. 5169, 5170). (p. 5175).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5465).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5702, 5703).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5918). (p. 5926). (p. 5929). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5936, 5937). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs) (p. 5954, 5955). - **Article 3** (art. L. 295 du code électoral - Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs) (p. 5962, 5963).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (19 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6038, 6039).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2013) - **Article 2** (art. L. 121-3 du code de l'éducation - Extension des exceptions au principe de l'enseignement en langue française) (p. 6097). - **Article 3** (art. L. 123-1 du code de l'éducation - Instauration d'une stratégie nationale de l'enseignement supérieur et d'une coordination ministérielle du service public de l'enseignement supérieur) (p. 6101). - **Article 4** (art. L. 123-2 du code de l'éducation - Actualisation de la rédaction des dispositions relatives aux objectifs de l'enseignement supérieur) (p. 6105).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Article 1er et rapport annexé** (Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation) (p. 6394). - **Article 14 bis** (art. L. 213-2-1 [nouveau] du code de l'éducation - Utilisation des locaux et équipements scolaires des collèges en dehors du temps scolaire) (p. 6403). (p. 6403). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6421).

- **Question orale sur la langue des signes pour les enfants sourds** - (23 juillet 2013) (p. 7553). (p. 7554).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. L. 112-1 du code de la mutualité - Possibilité pour les mutuelles de moduler le niveau des prestations selon le professionnel de santé consulté) (p. 7638). - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé) (p. 7647). (p. 7652).

- **Question orale sur le projet de décret « Triman »** - (10 septembre 2013) (p. 7884). (p. 7885).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (12 septembre 2013) - **Article 17 bis** (art. L. 136-1 et L. 136-2 [nouveau] du code de la consommation - Information des abonnés à des services de télévision payante sur leurs conditions de résiliation) (p. 8154). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 8158).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Article 1er ter** (art. L.O. 147-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction dérivée d'un mandat local) (p. 8688, 8689). - **Article 3 ter A** (nouveau) (art. 4 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement - Plafonnement du montant des indemnités perçues par les parlementaires) (p. 8702, 8703). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8710).

- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux**

droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge - Commission mixte paritaire [n° 817 (2012-2013)] - (19 septembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8734, 8735).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8742). (p. 8748).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 1er AA** (Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des territoires) (p. 8908). - **Article 1er B** (supprimé) (Reconnaissance législative des principes d'autonomie financière des collectivités territoriales et de compensation intégrale des transferts de compétences) (p. 8916, 8917). - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8919).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8964). (p. 8967, 8968). - **Article 5** (supprimé) (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Conséquence de la signature des projets de conventions territoriales d'exercice concerté d'une compétence) (p. 8970).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986; art. L. 125-5 du code de l'environnement; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9998, 9999).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10590). (p. 10594). (p. 10601).

- **Question orale sur l'allocation de retour à l'emploi** - (29 octobre 2013) (p. 10614). (p. 10614, 10615).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)] (suite)** - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10641). (p. 10642). (p. 10645). (p. 10670). - **Article 2** (art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035) (p. 10680, 10681). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10694). (p. 10694). - **Article 3** (art. L. 114-2, L. 114-4, L. 114-4-2, L. 114-4-3 et L. 135-6 du code de la sécurité sociale - Création d'un dispositif de pilotage annuel du système de retraite) (p. 10702).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) (p. 10716).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 31** (art. L. 732-58, L. 732-58-1 [nouveau], L. 732-59, L. 732-60 et L. 732-60-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Pilotage du régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles) (p. 10967). (p. 10968). - **Article 32** (art. L. 641-2, L. 641-3-1 nouveau, L. 641-4-1 nouveau, L. 641-5

et L. 641-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de la gouvernance des régimes de retraite des professions libérales) (p. 10973, 10974). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10996).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (7 novembre 2013) - **Article 5** (Pôles territoriaux de coopération économique) (p. 11106). - **Article 9** (Schéma de promotion des achats publics socialement responsables) (p. 11116). - **Article 10** (Définition des subventions publiques) (p. 11126). - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce) (p. 11145, 11146). (p. 11153). (p. 11155). (p. 11156). (p. 11159). (p. 11161). (p. 11168). - **Article 12** (art. L. 240-1 à L. 240-10 [nouveaux] du code du commerce - Information des salariés en cas de cession de parts sociales, actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité du capital) (p. 11180). (p. 11182).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11294, 11295).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 4** (Participation des organismes complémentaires au forfait « médecin traitant ») (p. 11313).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 8** (art. L. 136-7 et L. 245-15 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1600-0 S du code général des impôts ; ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ; ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 - Refonte des règles de calcul, de déclaration et de recouvrement applicables aux prélèvements sociaux assis sur les produits de placement) (p. 11348). - **Article 10** (art. L. 613-10 et L. 633-10 du code de la sécurité sociale - Création d'une cotisation déplaçonnée d'assurance vieillesse applicable aux artisans et commerçants affiliés au régime social des indépendants) (p. 11367, 11368). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 11371). - **Article 15** (art. L. 131-8, L. 135-3, L. 136-8, L. 137-13, L. 137-14, L. 137-16, L. 137-18, L. 137-19, L. 137-24, L. 139-1, L. 241-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, lois n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 et n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 - Mesures de transferts de recettes) (p. 11393, 11394).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 11438, 11439). (p. 11440). - **Article 23** (art. L. 133-5-5 [nouveau], L. 133-6-7-2 [nouveau] L. 133-8, L. 241-10, L. 243-1-2, L. 612-10, L. 623-1 et L. 722-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1221-12-1, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1522-1 et L. 1522-4 du code du travail ; art. L. 725-22 du code rural et de la pêche maritime - Aménagement du calendrier de mise en œuvre de la déclaration sociale nominative, extension du champ de l'obligation de dématérialisation des déclarations sociales et promotion du chèque emploi service outre-mer) (p. 11457). (p. 11457). - **Vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 11483, 11484).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (25 novembre 2013) - **Article 10** (art. 223 duodecimes, 223 terdecies et 223 quaterdecies [nouveaux] du code général des impôts - Instauration d'une contribution sur l'excédent brut d'exploitation pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros) (p. 12004). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12011). (p. 12013). - **Article 11** (art. 124 C, art. 137 bis, art. 150 undecies, art. 150-0 A, art. 150-0 B ter, art. 150-0 D, art. 150-0 D bis, art. 150-0 D ter, art. 150-0 E, art. 154 quinquies, art. 163 quinquies C,

art. 164 B, art. 167 bis, art. 170, art. 187, art. 199 ter, art. 199 ter A, art. 199 terdecies-0 A, art. 200 A, art. 242 ter D [nouveau], art. 242 bis B et art. 1417 du code général des impôts, art. L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Réforme du régime d'imposition des plus-values de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux des particuliers) (p. 12024, 12025).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12141). (p. 12144). (p. 12144, 12145). - **Article 23** (art. 235 ter ZE du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe de risque systémique) (p. 12155). - **Article 23 bis (nouveau)** (art. 244 quater G du code général des impôts - Réforme du crédit d'impôt bénéficiant aux entreprises employant des apprentis) (p. 12163). (p. 12165, 12166). - **Article 24** (art. L. 1613-1, L. 2335-3, L. 334-17, L. 3334-1 et L. 4332-4 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B et 1586 B du code général des impôts, art. 6 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 de finances pour 1987, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 42 de la loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 de finances pour 2001, art. 2 et 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 154 de loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, art. 137 et 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances - Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 12180, 12181). - **Article 25** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, art. L. 4332-1 et L. 4332-2-1 du code général des collectivités territoriales - Affectation de nouvelles ressources dynamiques aux régions en substitution de la dotation générale de décentralisation liée à la formation professionnelle) (p. 12191). (p. 12191, 12192). (p. 12193). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 12204). (p. 12205). - **Article 34** (art. 1600 du code général des impôts - Contribution des chambres de commerce et d'industrie à l'effort de rétablissement des comptes publics et rétrocession aux entreprises de la baisse du plafond de leurs taxes affectées) (p. 12225). (p. 12226, 12227).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 38** (art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Aménagement des ressources du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») (p. 12269). - **Article 39** (art. L. 241-2 du code de la sécurité sociale, 1600-0 S du code général des impôts et 53 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) (p. 12272).

- **Débat sur la sécurité sociale des étudiants** - (3 décembre 2013) (p. 12424, 12425).

- **Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 192 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Article 1er** (Extension du principe de gratuité et de non-limitation de la durée de stationnement) (p. 12719). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 12723).

SAVIN (Michel)
sénateur (Isère)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013 ; puis président le 16 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Audition de M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale.

(*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de Mme Françoise Lasne, directrice du département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Christian Prudhomme, directeur général du Tour de France cycliste.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de M. Martin Fourcade, biathlète, médaillé olympique.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Réunion constitutive de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Hubert Allier, vice-président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA).

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Valérie Fourneyron, ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Réunion du jeudi 31 octobre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Stanislas Bourron, sous-directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales du ministère de l'intérieur.

Audition de MM. Michel-Pierre Prat, conseiller-maître à la Cour des comptes et Alain Serre, conseiller à la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon.

Audition de Mme Claudie Sagnac, adjointe au directeur des sports du ministère de la jeunesse et des sports.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Audition de MM. Jean-Marc Todeschini et Dominique Bailly, auteurs d'un rapport d'information fait au nom de la commission des finances et de la commission de la culture sur le financement public des grandes infrastructures sportives.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jean-Marie Darmian, maire de Créon, représentant l'Association des maires de France (AMF).

Audition de M. Pascal Bonnetain, conseiller de la région Rhône-Alpes et président de la commission des sports de l'Association des régions de France (ARF).

Audition de M. Robert Cadalbert, président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, co-président de la commission des sports de l'Association des maires de grandes villes de France (AMGVF).

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jacques Thouroude, président de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

Audition de M. Sébastien Sémeril, adjoint au maire de Rennes, délégué au sport, et vice-président de Rennes-Métropole, représentant l'Assemblée des communautés de France (AdCF).

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde sur le modèle économique des stades.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Bruno Retailleau, président du conseil général de la Vendée.

Audition de M. Jean Guillot, directeur général du Centre national de développement du sport (CNDS).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les énergies renouvelables** - (17 janvier 2013) (p. 202). (p. 203).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 217). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 245).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire) (p. 290).

- **Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1791).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1823). - **Article 18 bis** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux) (p. 1879). - **Article 20 ter** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écrêtement des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 1905). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 1921). (p. 1922, 1923).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2562, 2563).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3027, 3028).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (22 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4385, 4386). - **Article 5** (art. L. 113-1 du code de l'éducation - Développement de la scolarisation des moins de trois ans) (p. 4436). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4445). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 121-5 du code de l'éducation - Contribution de l'éducation physique et sportive et du sport scolaire à l'éducation à la santé) (p. 4457). (p. 4458). (p. 4458).

- **Question orale sur le calendrier scolaire et son impact sur l'activité touristique en France** - (4 juin 2013) (p. 5347). (p. 5348).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5410). (p. 5414).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine) (p. 5609).

- **Projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche [n° 660 (2012-2013)]** - (20 juin 2013) - **Question préalable** (p. 6079, 6080).

- **Question orale sur les statuts de demandeur d'asile, de débouté du droit d'asile ou de sans-papiers** - (23 juillet 2013) (p. 7534, 7535). (p. 7535, 7536).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 2** (art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 10011).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10101). (p. 10112).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits de la gendarmerie** - (31 octobre 2013) (p. 10834, 10835).

SCHILLINGER (Patricia)
sénateur (Haut-Rhin)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du contrat de génération (6 février 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre suppléant du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes.

Membre suppléant de la commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

Membre de la mission commune d'information sur le nouveau rôle et la nouvelle stratégie pour l'Union européenne dans la gouvernance de l'internet le 19 novembre 2013 ; puis vice-présidente le 4 décembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Politique vaccinale de la France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite de l'examen du rapport « Valoriser les mandats locaux par le non-cumul » de MM. François-Noël Buffet et Georges Labazée.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » action « Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 884, 885).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3401, 3402).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Article 1er** (*art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3510).

- **Question orale sur le déstockage des déchets du site de Stocamine** - (4 juin 2013) (p. 5344, 5345). (p. 5345).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7636).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'industrie** - (17 octobre 2013) (p. 9696).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 4**

(art. 25-2-1, 25-2-2, 25-2-3, 25-2-4, 25-2-5, 25-2-6, 25-2-7, 25-2-8 et 25-2-9 [nouveaux] de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - *Rapports entre bailleurs et locataires dans les logements meublés résidence principale*) (p. 10050).

- **Question orale sur les entreprises de services informatiques et de conseil en technologie** - (19 novembre 2013) (p. 11574). (p. 11575).

SCHURCH (Mireille)
sénatrice (Allier)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013 ; puis vice-présidente le 17 décembre 2013.

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique le 16 septembre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des communaux [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société**.

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Pelletier, président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*): Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires économiques*): Transition vers un système énergétique sobre -

Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Débat sur les orientations de la mission et établissement du programme de travail.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Dufлот, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de Christophe Mahieu, président-directeur général d'Est Bourgogne Media SA, directeur de la publication des quotidiens Le Bien public et Le Journal de Saône-et-Loire.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Lawrence Cannon, ambassadeur du Canada en France.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Italie, à Milan, les 29 et 30 avril 2013 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Adoption du rapport.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Audition de M. François Lamy, ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ville et cohésion urbaine - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir du service public ferroviaire** - (24 janvier 2013) (p. 491, 494).

- **Question orale sur le renforcement des moyens législatifs du ministère du redressement productif** - (29 janvier 2013) (p. 571, 572). (p. 572, 573).

- **Proposition de loi visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne [n° 322 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Discussion générale** (p. 958, 959).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier et harmonisant les dispositions de procédure pénale applicables aux infractions forestières [n° 320 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 980, 981).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1045, 1047). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1062, 1063). - **Article 3** (art. L. 2122-4 du code des transports - *Présentation séparée des comptes pour la fourniture de services de transports et pour la gestion de l'infrastructure ferroviaire*) (p. 1065). - **Article 5** (art. L. 123-3 du code de la voirie routière - *Reclassement de routes nationales ou de sections de routes nationales déclassées*) (p. 1068). (p. 1068). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1080, 1081). (p. 1082, 1083). (p. 1084).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Article 9** (art. L. 130-6 et L. 225-5 du code de la route, art. L. 1451-1 du code des transports - *Renforcement des moyens de contrôle des fonctionnaires ou agents de l'État chargés du contrôle des transports terrestres*) (p. 1119). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1145, 1146).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (13 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1199, 1201). - **Article 1er** (titre II bis du livre II du code de l'énergie [nouveau] - *Bonus-malus sur les consommations domestiques d'énergie*) (p. 1222). (p. 1225). - **Article 1er bis** (art. L. 134-5 du code de l'énergie - *Fixation du niveau des bonus et des malus par la commission de régulation de l'énergie*) (p. 1231). - **Article 1er ter** (art. L. 131-1 et L. 134-18 du code de l'énergie - *Missions de la commission de régulation de l'énergie concernant l'application des bonus et des malus*) (p. 1232). - **Article 1er quater** (art. L. 134-25 et L. 134-26 du code de l'énergie - *Compétences du comité de règlement des différends et des sanctions concernant l'application des bonus et des malus*) (p. 1233). - **Article 2** (*Demande de rapports au Gouvernement*) (p. 1235). (p. 1238). - **Article 3** (art. L. 121-5, L. 337-3 et L. 445-5 du code de l'énergie, art. L. 2224-3 du code général des collectivités territoriales - *Extension du champ des bénéficiaires du tarif de première nécessité pour l'électricité*) (p. 1241). - **Article 6** (chapitre II du titre III du livre II du code de l'énergie [nouveau] - *Service public de la performance énergétique de l'habitat*) (p. 1246). (p. 1248). - **Article 7** (art. L. 335-2 du code de l'énergie et art. 7 de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 - *Priorité aux capacités d'effacement dans le cadre du mécanisme de capacité*) (p. 1249). - **Article 7 bis** (titre VII [nouveau] du livre II, chapitre III [nouveau] du titre II du livre Ier, art. L. 121-6, L. 121-10, L. 121-16, L. 134-1, L. 321-10, L. 321-15, L. 321-15-1 [nouveau] et L. 333-3 du code de l'énergie - *Valorisation de l'effacement*) (p. 1250, 1251). (p. 1252). - **Article 8** (art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - *Interdiction d'interruption de la fourniture de l'énergie pendant les mois d'hiver*) (p. 1257).

- **Suite de la discussion** (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - Suppression des zones de développement de l'éolien) (p. 1273, 1274). (p. 1278).

- **Débat sur le droit de semer et la propriété intellectuelle** - (27 mars 2013) (p. 2491, 2492).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2590, 2592).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports** - *Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]* - (18 avril 2013) - **Article 5** (*Extension de la possibilité de reclassement d'office, dans la voirie locale, de sections de route nationale déclassées*) (p. 3464). - **Article 6 ter** (*Exemption des véhicules d'entretien des routes appartenant à l'État ou aux collectivités territoriales*) (p. 3465). - **Article 11 bis** (*Circulation des poids lourds de 44 tonnes*) (p. 3465, 3466). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3469, 3470).

- **Question orale sur la soumission des gestionnaires de logements-foyers à la TVA** - (21 mai 2013) (p. 4291). (p. 4292).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4962, 4964). - **Article 1er** (*Définition du champ de l'habilitation du Gouvernement à légiférer*) (p. 4991, 4992). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Prorogation de la procédure de conception-réalisation*) (p. 4997). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4999, 4500).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique ferroviaire** - (18 juillet 2013) (p. 7447).

- **Question orale sur les spécificités des associations intermédiaires au regard de la loi relative à la sécurisation de l'emploi** - (23 juillet 2013) (p. 7548). (p. 7549).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7919, 7920). - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 7951). (p. 7952, 7953).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 2** (art. L. 211-15 [nouveau], L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire et L. 462-7 du code de commerce - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation) (p. 8002). (p. 8005, 8006). - **Article 3 ter (nouveau)** (section 12 [nouvelle] du chapitre II du titre Ier du livre III de la deuxième partie du code de l'éducation - Éducation des consommateurs) (p. 8018). - **Article 4** (art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur) (p. 8021). (p. 8022). (p. 8037). (p. 8038). (p. 8041). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 8046). (p. 8047). - **Article 4 bis A** (art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration) (p. 8054).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre Ier du titre II du livre Ier du code de la consommation - Vente à distance) (p. 8094, 8095). (p. 8103). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 8104). (p. 8104). (p. 8106). - **Article 5 bis** (art. L. 515-32 du code de la consommation - Réservoirs enterrés de liquides inflammables) (p. 8111). - **Article 11** (section 14 [article L. 121-97 nouveau], section 15 (articles L. 121-98 à L. 121-103 [nouveaux] du code de la consommation, L. 112-6 du code monétaire et financier et L. 310-2 du code de commerce) du chapitre Ier du Titre II du Livre Ier du code de la consommation - Absence de droit de rétractation dans le cadre des contrats conclus dans les foires et salons et encadrement des ventes d'or et de métaux précieux) (p. 8138). (p. 8139). -

Articles additionnels après l'article 11 (p. 8144). - **Article 11 bis** (art. L. 445-4 du code de l'énergie - Tarifs réglementés de vente de gaz naturel) (p. 8145).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8629, 8630).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.

- **Question orale sur les compteurs communicants fabriqués en France** - (1er octobre 2013) (p. 8775, 8776). (p. 8776).

- **Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 2334-3 du code général des collectivités territoriales - Modification des seuils de population pour le calcul de la dotation de base et alignement progressif sur le montant par habitant des communes de 20 000 habitants) (p. 9516, 9517).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9519, 9522).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9922, 9924). - **Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9959, 9960). (p. 9964). (p. 9964). (p. 9969). (p. 9970). (p. 9974).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) (p. 10001). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10002). (p. 10003). (p. 10004). - **Article 2** (art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 10014, 10015). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 10016, 10017). (p. 10018). - **Article 3** (art. 10, 11, 16, 17, articles 17-1 et 17-2 [nouveaux], articles 18, 19, 20, 20-1, 21, 22, 22-1, 22-2, 23, 24-1, 25, 25-1, 25-2, 40 et 44 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 351-3, L. 353-9-2, L. 411-5, L. 441-1 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-5 et L. 831-4 du code de la sécurité sociale - Dispositions relatives au loyer, aux charges et au règlement des litiges de la loi du 6 juillet 1989) (p. 10029). (p. 10031). (p. 10032). (p. 10033). (p. 10034, 10035). (p. 10035). (p. 10035). (p. 10035, 10036). (p. 10041). (p. 10042). (p. 10045, 10046). (p. 10046). (p. 10047). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 10048). - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 10064). (p. 10065). - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10067).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) (p. 10100). (p. 10112). (p. 10112, 10113). (p. 10113, 10114). (p. 10115). - **Article 10 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Possibilité, pour les préfets de région, d'étendre la trêve hivernale sur leur territoire) (p. 10126, 10127). (p. 10128). (p. 10128). - **Article additionnel après l'article 10 B**

(p. 10128, 10129). (p. 10129). - **Article 10** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation ; art. L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale ; art. L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation pour les bailleurs personnes morales de saisir la commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives, CCAPEX) (p. 10132). (p. 10133).

- **Questions cribles thématiques sur la politique énergétique européenne** - (24 octobre 2013) (p. 10136).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)] (suite)** - (24 octobre 2013) - **Article 10** (art. 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 331-1, L. 332-5, L. 332-9 du code de la consommation ; art. L. 351-2-1, L. 351-12, L. 351-14, L. 353-15-1, L. 351-15-2 et L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 542-2-1 et L. 831-2-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale ; art. L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution - Obligation pour les bailleurs personnes morales de saisir la commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives, CCAPEX) (p. 10144). (p. 10145). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (Demande de rapport sur les modalités de calcul de l'allocation personnalisée au logement prenant en compte la moyenne des ressources perçues au cours des trois derniers mois) (p. 10148, 10149). - **Article 14** (art. L. 312-5-3 du code de l'action sociale et des familles ; art. 1-1 [nouveau], art. 2 à 4 ; art. 4-1 et 4-2 [nouveaux] de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 - Création d'un plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, PDALHPD) (p. 10159). (p. 10159). - **Article 16 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1611-7 du code général des collectivités territoriales - Élargissement de la possibilité de confier à des organismes extérieurs la gestion de deniers publics dans le domaine de l'aide sociale à l'enfance) (p. 10163). (p. 10163). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-2-3, L. 442-8-3 du code de la construction et de l'habitation - Proposition de logements sociaux en bail glissant aux ménages bénéficiant du DALO) (p. 10167). - **Article 19** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Hébergement des personnes reconnues prioritaires au titre du droit à l'hébergement opposable) (p. 10169). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 10171). (p. 10172). - **Article 21** (art. L. 252-2, L. 264-1, L. 264-2, L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles et art. 102 du code civil - Simplification des règles de domiciliation) (p. 10176). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 10176, 10177). (p. 10177). - **Article 22** (art. 200-1 à 203-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Dispositions relatives à l'habitat participatif) (p. 10183). (p. 10185). (p. 10187). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 10188). (p. 10189). - **Article additionnel après l'article 22 bis A** (p. 10190). (p. 10190). - **Article 26** (art. 17, 17-2 [nouveau], 18, 18-1 A, 18-1, 19-1, 19-2, 20, 21, 22, 23 et 42-1 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 443-15 - Gouvernement et gestion des copropriétés) (p. 10208). - **Article 28** (art. 9, 10-1, 24, 25, 25-1, 26, 26-7, 28 et 30 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Règles de majorité des assemblées générales de copropriétaires) (p. 10226). - **Article 46 quater** (art. L. 411-1 et L. 412-6 du code des procédures civiles d'exécution - Sécurisation juridique des procédures d'évacuation) (p. 10257).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 46 septies (supprimé)** (art. L. 634-1 à L. 634-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de mise en location) (p. 10274). (p. 10275, 10276). - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, art. L. 441-2-7 à L. 441-2-9 [nouveaux] et L. 472-3 du code de la construction et de

l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 10284). (p. 10287). - **Article 47 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Affectation du supplément de loyer de solidarité au financement de remises sur loyer) (p. 10288, 10289). - **Article 47 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 442-3-1 du code de la construction et de l'habitation - Possibilité d'aide au stockage des meubles prise en charge par le bailleur en cas de relogement suite à un constat de sous-occupation) (p. 10291). (p. 10291). - **Article 63 (priorité)** (Transfert de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme des communes aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération) (p. 10319, 10320). (p. 10343). (p. 10345, 10346). - **Article 58 (priorité)** (art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCOT) (p. 10371). (p. 10373). - **Article 62 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 123-19 et L. 422-6 du code de l'urbanisme - Evolution des plans d'occupation des sols en plans locaux d'urbanisme) (p. 10392). (p. 10393).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 10422). (p. 10426). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 123-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCOT) (p. 10440). (p. 10442). - **Article additionnel avant l'article 70 (priorité)** (p. 10455). (p. 10456). - **Article 70 (priorité)** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption) (p. 10458). (p. 10462). (p. 10462). - **Article additionnel après l'article 70 (priorité)** (p. 10462). (p. 10463). - **Article 73 (priorité)** (art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ; art. L. 342-33 du code du tourisme - Dispositions réglementaires adoptables par un plan local d'urbanisme) (p. 10473). (p. 10475). - **Article additionnel après l'article 77 bis (priorité)** (p. 10484, 10485). (p. 10485). - **Articles additionnels après l'article 49 quater** (p. 10497). (p. 10498). - **Article 50** (art. L. 365-1, L. 411-2, L. 481-1, L. 481-6 et art. L. 481-8 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Modernisation du statut des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux) (p. 10501). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 353-9-3 du code de la construction et de l'habitation et article 210 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Harmonisation du calcul de l'indice de référence des loyers et autorisation des sociétés d'économie mixte à pratiquer des augmentations exceptionnelles plafonnées à 5 %) (p. 10503). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, L. 443-12 et L. 443-15-2-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 10505). (p. 10509). - **Article 55** (art. L. 423-3, L. 452-1, L. 452-1-1, L. 452-2, L. 452-2-1, article L. 452-2-2 [nouveau], art. L. 452-4 et L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des missions et procédures de la Caisse de garantie du logement locatif social, CGLLS) (p. 10514). - **Article 56** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, art. L. 302-4-2 et L. 302-4-3 [nouveaux] et art. L. 445-1 du code de la construction et de l'habitation - Élargissement des délégations de compétence aux établissements publics de coopération

intercommunale en matière de politique du logement (p. 10518). - **Article additionnel après l'article 57** (p. 10525, 10526).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Article 4** (*Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11083).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 7** (*art. L. 3332-17-1 du code du travail - Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »*) (p. 11111).

- **Question orale sur la fiscalité de la gestion des déchets** - (19 novembre 2013) (p. 11562, 11563). (p. 11563).



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Quelles leçons tirer de l'étude sur le maïs transgénique NK 603 ? [n° 409 (2012-2013)] (27 février 2013) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Quelles conclusions législatives et réglementaires tirer des assises de l'enseignement supérieur et de la recherche? [n° 420 (2012-2013)] (7 mars 2013) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi sur les contrats de communications électroniques pour autrui [n° 685 (2012-2013)] (24 juin 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Le risque numérique : en prendre conscience pour mieux le maîtriser [n° 721 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les greffes d'organes : les prélèvements sur donneurs décédés après arrêt cardiaque [n° 747 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les intérêts des multipropriétaires de résidences à temps partagé [n° 823 (2012-2013)] (20 août 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La transition énergétique à l'aune de l'innovation et de la décentralisation [n° 838 (2012-2013)] (11 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques - Énergie.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Enjeux et perspectives de la politique spatiale européenne - Présentation du rapport d'information établi au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen

de l'étude de faisabilité de MM. Jean-Claude Lenoir, sénateur, et Christian Bataille, député, sur les « techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste ».

Réunion du mardi 5 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la Recherche.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Compte rendu de la réunion du Bureau du mardi 5 février 2013.

Examen de l'étude de faisabilité présentée par Mme Maud Olivier et M. Jean-Pierre Leleux sur la « diffusion de la culture scientifique et technique ».

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Audition de M. Alain Fuchs, président du CNRS, et des directeurs des instituts du CNRS.

Audition de Mme Laurence Hézard, directeur général de GrDF, sur « les perspectives économiques et technologiques de la filière biométhane 2030 ».

Examen de l'étude de faisabilité présentée par MM. Alain Claeys et Jean-Sébastien Vialatte sur « Les enjeux scientifiques, technologiques et éthiques de la médecine personnalisée ».

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Audition publique, ouverte à la presse, sur « Les nouvelles mobilités sereines et durables : concevoir des véhicules écologiques ».

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*): Régime des autorisations de plantation de vigne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition publique organisée conjointement avec l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques et la commission de la défense de l'Assemblée nationale sur « le risque numérique : en prendre conscience pour mieux le maîtriser ».

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*): Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Audition de M. Vincent Laflèche, directeur général de l'Institut national d'environnement industriel et des risques (INERIS).

Réunion du jeudi 28 février 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Audition publique, ouverte à la presse, sur « l'évaluation du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs 2013-2015 ».

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Etienne Dugas, président de la Fédération des industriels des réseaux d'initiative publique (FIRIP).

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*): Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-

Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Deuxième audition publique, ouverte à la presse, sur « Les nouvelles mobilités sereines et durables : concevoir des véhicules écologiques ».

Réunion du jeudi 21 mars 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Évaluation du plan de gestion des matières et déchets radioactifs (PNGMDR) 2013-2015 : séparation-transmutation et déchets à faible activité et à vie longue (FAVL).

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Jean-Yves Le Gall, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales (CNES).

Réunion du jeudi 4 avril 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Audition publique, ouverte à la presse, sur « Economies d'énergie dans les bâtiments : comment passer à la vitesse supérieure ? ».

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Michel de Rosen, directeur général d'Eutelsat.

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Audition, ouverte à la presse, de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2012.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires économiques*): Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*): Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France.

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Dans le cadre du débat sur la transition énergétique : auditions consacrées aux énergies de la mer de : M. Frédéric Le Lidec, directeur délégué de l'Unité énergies marines renouvelables du groupe DCNS ; M. Daniel Aversbruch, responsable de programme à l'IFP Énergies nouvelles (IFPEN).

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Réforme de la PAC - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 mai 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*): Audition de M. Jean-Claude Ameisen, président du Comité consultatif national d'éthique, sur l'organisation du débat national sur la procréation médicalement assistée (PMA).

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Accélération des projets de construction - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport pour avis.

Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la*

République) : Audition de M. Laurent Davezies, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire « Économie et développement des territoires ».

(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Avis sur l'organisation d'états généraux sur la procréation médicalement assistée (PMA) par le Comité consultatif national d'éthique.

Information sur la réunion de Bureau.

Présentation du rapport sur « L'hydrogène : vecteur de la transition énergétique ? » par MM. Jean-Marc Pastor et Laurent Kalinowski.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Nomination de rapporteurs.

Présentation du rapport sur « les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ».

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Christophe Mahieu, président-directeur général d'Est Bourgogne Media SA, directeur de la publication des quotidiens Le Bien public et Le Journal de Saône-et-Loire.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Présentation du rapport sur « les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe ».

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Elisabeth Ayrault, candidate proposée à la présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Philippe Wahl, président du directoire de La Banque postale.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Italie, à Milan, les 29 et 30 avril 2013 - Examen du rapport d'information.

(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Communication de MM. Bruno Sido, sénateur, et Jean-Yves Le Déaut, député, relative à l'audition publique sur « le risque numérique, en prendre conscience pour mieux le maîtriser ? ».

Nomination des membres du conseil scientifique.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Surveillance de l'espace - Communication.

(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Audition du conseil scientifique de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Demande d'organisation d'une audition publique sur la procréation médicalement assistée (PMA).

Présentation de l'étude de faisabilité de MM. Jean-Yves Le Déaut, député, premier vice-président, et Marcel Deneux, sénateur, vice-président, concernant les performances énergétiques dans le secteur de la construction, en vue d'établir

des informations objectives sur les développements à attendre de la filière du bâtiment en matière d'économies d'énergie.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Nomination de rapporteurs sur la saisine de la commission des affaires économiques du Sénat sur le risque numérique.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen des amendements.

(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Présentation du rapport sur « La transition énergétique à l'aune de l'innovation et de la décentralisation » - Synthèse des analyses des auditions et rapports de l'OPECST liés à la transition énergétique, par M. Bruno Sido, sénateur, président et M. Jean-Yves Le Déaut, député, premier vice-président.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 25 septembre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Échange de vues.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « Les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels ».

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables », crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de la commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs (CNE) sur la présentation de son rapport définitif.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport sur « L'hydrogène : vecteur de la transition énergétique ? » présenté par MM. Laurent Kalinowski et Jean-Marc Pastor.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013) (p. 96, 99).**

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 187, 188). (p. 188). (p. 228). - **Article 3** (art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - *Nombre de cantons*) (p. 235, 236). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 242).
- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 283). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 291). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - *Effectif des conseils municipaux*) (p. 303). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 304). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 309, 310). - **Article 20** (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveau] du code électoral - *Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 332). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 335). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 342, 343).
- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.
- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1079). (p. 1083). (p. 1085). (p. 1089).
- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1112, 1113).
- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (14 février 2013) - **Article 12 bis** (art. L. 314-1, L. 314-9 et L. 314-10 du code de l'énergie et art. L. 553-1 du code de l'environnement - *Suppression des zones de développement de l'éolien*) (p. 1283).
- **Question orale sur l'avant-projet de loi de décentralisation et la clarification des compétences en matière de desserte ferroviaire** - (12 mars 2013) (p. 1670). (p. 1671).
- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1762, 1763).
- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. - (13 mars 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et conseiller départemental*) (p. 1768, 1769). - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013)**. (p. 1787). (p. 1789). (p. 1795).
- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1822).
- **Débat sur les enjeux et les perspectives de la politique spatiale européenne** - (26 mars 2013) (p. 2437, 2440).
- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2475, 2476).
- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) -
- Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2922, 2923).
- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) (p. 2978, 2979). - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 3021).
- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - *Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3087, 3088). (p. 3113). - **Article 2 A (nouveau)** (art. 225-1 [nouveau] du code civil - *Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux*) (p. 3124). (p. 3127). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3132). (p. 3137).
- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - *Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil*) (p. 3173). - **Article 11** (*Coordinations dans divers codes*) (p. 3200). (p. 3200). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-7, L. 351-4, L. 613-19 à L. 613-19-2, L. 722-8 à L. 722-8-3 du code de la sécurité sociale - *Coordinations dans le code de la sécurité sociale*) (p. 3203). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1132-3-2 [nouveau] du code du travail - *Protection du salarié homosexuel refusant une mutation dans un pays incriminant l'homosexualité*) (p. 3205). - **Article 23** (*Application du texte dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie*) (p. 3208). - **Articles additionnels après l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 3211). - **Articles additionnels après l'article 1er bis C (précédemment réservés)** (p. 3214). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3220). (p. 3221, 3222). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3236). (p. 3238). (p. 3241, 3242). (p. 3243). (p. 3244). - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 3245).
- **Question orale sur le décret relatif à la mutualisation entre les conseils généraux et les SDIS** - (23 avril 2013) (p. 3911, 3912). (p. 3912, 3913).
- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (23 mai 2013) - **Article 10** (art. L. 131-2 du code de l'éducation - *Création d'un service public du numérique éducatif et de l'enseignement à distance*) (p. 4495).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le découpage cantonal** - (6 juin 2013) (p. 5633).
- **Débat sur la pollution en Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030** - (12 juin 2013) (p. 5793).
- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 6716). (p. 6717). - **Article 2** (art. L. 261 du code électoral - *Suppression des sections électorales dans les communes relevant du scrutin proportionnel*) (p. 6721).
- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8658).
- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Article 1er B (supprimé)** (*Reconnaissance législative des principes d'autonomie financière des collectivités territoriales et de*

compensation intégrale des transferts de compétences) (p. 8917). - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions) (p. 8918). (p. 8923). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État - Transformation du volet « aménagement numérique » d'un schéma régional d'aménagement et de développement du territoire en un schéma directeur territorial d'aménagement numérique) (p. 8927). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences) (p. 8930, 8931). (p. 8934, 8935). (p. 8936). (p. 8938). (p. 8939). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8943, 8944).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) (p. 8963). (p. 8965, 8966). (p. 8967). (p. 8968). - **Article 5 (supprimé)** (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Conséquence de la signature des projets de conventions territoriales d'exercice concerté d'une compétence) (p. 8970).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11044). (p. 11045). (p. 11050). (p. 11062). (p. 11067). - **Article 3** (*Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11076, 11077).

- **Débat sur les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 : préserver l'avance de la France et de l'Europe** - (4 décembre 2013) (p. 12433, 12434).

SITTLER (Esther)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports**.

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un médiateur municipal dans chaque commune de plus de 30 000 habitants [n° 548 (2012-2013)] (24 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à la création de zones franches urbaines en centre-ville [n° 679 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises**.

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à l'instauration d'un service civil obligatoire composé d'une semaine consacrée à une présentation des valeurs de la République et de la citoyenneté et prolongé d'un engagement dans le cadre du service civique [n° 31 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Défense - Éducation**.

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société**.

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à la protection des héritiers des personnes malades en fin de vie [n° 130 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à affirmer que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 131 (2013-2014)] (8 novembre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission du développement durable : Mieux concevoir les produits pour mieux valoriser les déchets [n° 143 (2013-2014)] (13 novembre 2013) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission du développement durable*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen des amendements.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au changement climatique - Audition de M. Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC).

Réforme de la décentralisation - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*délégation aux droits des femmes*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Déchets : filières REP et écoconception - Examen du rapport d'information.

Prévention et protection contre les inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers** [n° 341 (2012-2013)] - (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1156).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 3004, 3005).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui) (p. 3114). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière) (p. 3134).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil) (p. 3172).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 12148, 12149). (p. 12149).

SOILIH (Abdourahmane)
sénateur (Mayotte)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1429, 1431).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2750, 2751).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois* (p. 2983).

- **Questions cribles thématiques sur la sécurité et les chiffres de la délinquance** - (21 novembre 2013) (p. 11778). (p. 11778).

SUEUR (Jean-Pierre)
sénateur (Loiret)
SOC

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Président de la délégation parlementaire au renseignement.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (16 octobre 2013).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (22 octobre 2013).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

Membre ès qualités du Conseil national du numérique (formation élargie).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 242 (2011-2012)] portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 373 (2012-2013)] (20 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 344 (2012-2013)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 380 (2012-2013)] (21 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 486 (2012-2013)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 521 (2012-2013)] (17 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 554 (2012-2013)] (26 avril 2013) - **Collectivités territoriales**.

Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, fait au nom de la délégation parlementaire au renseignement : Activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l'année 2012 [n° 557 (2012-2013)] (30 avril 2013) - **Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 551 (2012-2013)] portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 632 (2012-2013)] (5 juin 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 688 (2012-2013)] relatif à la transparence de la vie publique [n° 722 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 731 (2012-2013)] (9 juillet 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 755 (2012-2013)] (12 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 770 (2012-2013)] (16 juillet 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 798 (2012-2013)] relatif à la transparence de la vie publique [n° 801 (2012-2013)] (24 juillet 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements [n° 828 (2012-2013)] (10 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 822 (2012-2013)] relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 56 (2013-2014)] (9 octobre 2013) - **Budget - Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 110 (2013-2014)] (30 octobre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Asile [n° 162 tome 2 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 153 (2013-2014)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 181 (2013-2014)] (29 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Equilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse - Communication.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du vendredi 18 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Répertoire national des crédits aux particuliers - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Groupe de travail sur les outils fonciers à la disposition des élus locaux - Communication.

Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Immunité juridictionnelle des membres de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) - Communication.

Mandat des conseillers de l'Assemblée des Français de l'étranger - Communication.

Réunion du lundi 28 janvier 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Exercice par les élus locaux de leur mandat - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Françoise Héritier, professeur honoraire au collège de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Pierre Lévy-Soussan, pédopsychiatre et psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Stéphane Nadaud, pédopsychiatre.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Irène Théry, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription

prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. André Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Claude Baty, pasteur, président de la Fédération protestante de France (FPF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Gilles Bernheim, grand rabbin de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Marie-Stella Boussemart, présidente de l'Union bouddhiste de France.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Communication.

Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Daniel Sibony, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jean-Pierre Winter, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Elisabeth Roudinesco, historienne de la psychanalyse, directrice de recherche à l'Université de Paris VII.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Daniel Borrillo, maître de conférences en droit privé à l'Université Paris Ouest et membre du centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jean Hauser, professeur émérite de droit privé à l'Université Montesquieu Bordeaux IV.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Claire Neirinck, professeur à l'Université de Toulouse I Capitole.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Florence Millet, maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Sylviane Agacinski, philosophe.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jacques Péliissard, président de l'Association des maires de France (AMF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jérôme Guedj, représentant de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice, et Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Audition de Mme Nicole Maestracci, candidate proposée par M. le Président de la République à la nomination au Conseil constitutionnel.

Avis sur des nomination au Conseil constitutionnel - Votes et résultats des scrutins.

Création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christine Lazerges, présidente de la commission nationale consultative des droits de l'homme.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants du Conseil supérieur du notariat.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen des amendements.

Compétence du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen des amendements aux textes de la commission.

Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jacques-Alain Miller, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Marie-Anne Chapdelaine, députée, présidente du Conseil supérieur de l'adoption.

Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger.

Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 18 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors

de France - Examen des amendements aux textes de la commission.

Représentation des Français établis hors de France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Comité national de l'initiative française sur les récifs coralliens (IFRECOR) - Communication.

Procréation médicalement assistée - Débat public.

Protection des données personnelles - Communication de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux et sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Protection pénale des forces de sécurité et usage des armes à feu - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 5 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen d'une motion référendaire.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 15 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Commission d'enquête sur le rôle des banques et des acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Gestion des frontières extérieures de l'Union européenne - Communication.

Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements du rapporteur.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de Métropole de Lyon.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole de Paris.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul de l'indemnité de fonction des parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'associations d'élus.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des maires de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des régions de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus de communes et d'intercommunalités.

Programme d'enregistrement des voyageurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime des sections de commune - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

Représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des maires ruraux de France, de l'Association des petites villes de France et de la Fédération des maires des villes moyennes de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de maires et de présidents de communautés urbaines ou d'agglomération.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Régime des sections de commune - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Présentation de l'avis de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Réunion du lundi 27 mai 2013 (*commission des lois*) : Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution et projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Examen du rapport et des textes de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de M. Jean-Claude Marin, procureur général près la Cour de cassation.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen des amendements.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Audition de M. Vincent Lamanda, premier président de la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Application de l'article 40.

Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Organisme extraparlamentaire - Désignation de candidats.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Echange de vues sur la création éventuelle d'un groupe de travail sur les tranches démographiques prises en compte pour la désignation des électeurs pour l'élection des sénateurs.

Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué au budget.

Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. François Molins, procureur de la République de Paris, M. Jacques Carrère, procureur de la République adjoint, et M. Michel Maes, vice-procureur, chef de la section des affaires financières - Tribunal de grande instance de Paris.

Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. Jacques Beaume, président de la conférence des procureurs généraux, procureur général près la cour d'appel de Lyon, de M. Philippe Lemaire, procureur général près la cour d'appel d'Amiens, et de M. Bernard Legras, procureur général près la cour d'appel de Montpellier.

Transparence de la vie publique - Audition de M. Alain Vidalies, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

Transparence de la vie publique - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, président de la commission pour la transparence financière de la vie politique.

Transparence de la vie publique - Auditions des représentants d'associations.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen des amendements du gouvernement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Transparence de la vie publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Désignation des candidats pour faire partie de la commission mixte paritaire.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Transparence de la vie publique - Échange de vues et désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Projet de loi ordinaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 12 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique et sur le projet de loi relatifs à la transparence de la vie publique.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Communication de M. François Pillet sur la rencontre avec les parlements nationaux organisée le mardi 7 mai à Bruxelles par la commission spéciale du Parlement européen sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment d'argent.

Fixation du nombre et répartition des sièges de conseiller de Paris - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen des amendements aux textes de la commission.

Consommation - Examen du rapport pour avis.

Nombre et répartition des sièges de conseiller de Paris - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Pierre Avril, professeur émérite de droit public, M. Olivier Beaud, professeur de droit public, Mme Julie Benetti, professeur de droit public et M. Dominique Rousseau, professeur de droit public.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Examen des pétitions adressées au président du Sénat.

Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Motion de renvoi en commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Programmation militaire - Saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Réunion du jeudi 19 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 7 octobre 2013 (*commission des lois*) : Annexion des avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Création d'un conseil national chargé du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des lois*) : Indemnisation des personnes victimes de prise d'otages - Examen des amendements au texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Procureur de la République financier - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Justice de première instance - Examen du rapport d'information.

Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Examen des amendements extérieurs.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des lois*) : Publication de l'étude annuelle 2013 du Conseil d'État consacrée au « droit souple » - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études, M. Jacky Richard, rapporteur général de la section du rapport et des études, et M. Laurent Cytermann, rapporteur général adjoint de la section du rapport et des études.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Indemnisation des victimes - Examen du rapport d'information.

Reconquérir l'économie réelle - Échange de vues et saisine pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique et sur le projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer (mission « Outre-mer »).

Loi de finances pour 2014 - Auditions de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation (mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines ») et mission « Relations avec les collectivités territoriales »).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Application de l'article 40 de la Constitution - Communication sur les suites de l'échange de vues entre une délégation de la commission des lois et MM. Philippe Marini, président et François Marc, rapporteur général de la commission des finances.

Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité », mission « Immigration, asile et intégration » et mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et intégration », Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Parquet européen - Communication.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Michèle Coninx, présidente d'Eurojust.

(*commission des lois*) : Audition de Mme Michèle Coninx, présidente d'Eurojust.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Application de l'article 11 de la Constitution - Examen d'un amendement du Gouvernement.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », programme « Coordination du travail gouvernemental » - Modernisation de l'État - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « justice », crédits dédiés à la justice judiciaire et à l'accès au droit - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice », programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer », « crédits affectés aux départements d'outre-mer » et « crédits affectés aux collectivités d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et aux TAAF » - Examen des rapports pour avis.

Parquet européen - Communication de Mlle Sophie Joissains.

Renforcer la lutte contre la contrefaçon - Examen des amendements au texte de la commission.

Simplification et sécurisation de la vie des entreprises - Échange de vues.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Conseil et contrôle de l'État », programme « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », programme « Coordination du travail gouvernemental », et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », programme « Égalité entre les femmes et les hommes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Commission d'enquête sur la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds - Nomination d'un rapporteur - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Vie politique, culturelle et associative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des lois*) : Exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 9 décembre 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Haute autorité de la transparence de la vie publique - Audition de M. Jean-Louis Nadal, candidat proposé aux fonctions de président.

Haute autorité de la transparence de la vie publique - Résultat du scrutin.

Nomination de rapporteurs.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 12 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Autoriser le vote par Internet pour les Français établis hors de France pour l'élection des représentants au Parlement européen - Examen des amendements.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité de la transparence de la vie publique - Résultat du scrutin.

Haute autorité pour la transparence de la vie politique - Audition de M. Alain Delcamp, candidat proposé par M. le président du Sénat.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 79, 82).

- **Suite de la discussion** (17 janvier 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et en conseiller départemental*) (p. 177, 178). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 229, 230). (p. 232). - **Article 3** (*art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons*) (p. 236).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 20** (*art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 327). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 335). (p. 336). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 341). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale*) (p. 344). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation du mandat des conseillers généraux élus en 2008 et 2011, des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en 2010*) (p. 352). (p. 353). - **Article 25** (*loi n° 2010-145 du 16 février 2010 ; art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Abrogation du conseiller territorial*) (p. 354). (p. 355). - **Article 26** (*Entrée en vigueur*) (p. 355). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 362, 363).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**. - (18 janvier 2013) - président de la commission des lois

constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en remplacement de M. Michel Delebarre, rapporteur - **Article 1er A (nouveau)** (art. L.O. 141 du code électoral - Conséquence de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats) (p. 364). - **Article 1er** (art. L.O. 247-1 et L.O. 273-1 [nouveau] du code électoral - Adaptation de la participation des ressortissants de l'Union européenne aux nouvelles modalités de l'élection des conseillers municipaux et des délégués communautaires) (p. 367). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 367, 368).

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 460, 461).

- Président de la commission des lois (p. 461).

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 518, 519).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes) (p. 545, 546). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 554).

- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 587, 588). (p. 601).

- Président de la commission des lois - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 614). (p. 614). (p. 617). - **Article 1er** (art. L. 2123-20-1 et L. 5214-8 du code général des collectivités territoriales - Fixation de l'indemnité de fonction des maires des communes de moins de 3 500 habitants et régime indemnitaire dans les communautés de communes) (p. 629). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 632). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 654, 655).

- **Question orale sur l'application de la législation sur les "devis modèles" relatifs aux obsèques** - (5 février 2013) (p. 803, 804). (p. 804, 805).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 [n° 325 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1014, 1015).

- Président de la commission des lois - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1019).

- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1420, 1421).

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 689-11 du code de procédure pénale relatif à la compétence territoriale du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale [n° 354 (2012-2013)]** - (26 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1516, 1518). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1533).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1553).

- Président de la commission des lois - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1556).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 374 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 375 (2012-2013)** (p. 1588, 1590). (p. 1601).

- Rapporteur - **Article 1er A (nouveau)** (*Dépôt et transmission au Conseil constitutionnel des propositions de loi référendaires*

présentées en application de l'article 11 de la Constitution) (p. 1602). - **Article 7** (*Publicité de la liste des soutiens et destruction des données personnelles collectées*) (p. 1603).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 374 (2012-2013)**. - (28 février 2013) - rapporteur - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 558-37 (nouveau) du code électoral - Encadrement du financement de la campagne de recueil des soutiens) (p. 1605). - **Article 1er** (art. L. 558-38 à L. 558-42 (nouveau) du code électoral - Peines principales applicables en cas de violation des dispositions encadrant la procédure de recueil des soutiens) (p. 1606). - **Article 3 ter (supprimé)** (art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales) (p. 1608). - **Article 3 quater (nouveau)** (art. L. 558-44 à L. 558-50 (nouveau) du code électoral - Introduction dans le code électoral de règles de portée générale régissant les opérations de référendum) (p. 1614).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections [n° 358 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - président de la commission - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1640). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1642).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et conseiller départemental*) (p. 1770). - **Discussion générale** (p. 1781, 1782). (p. 1788, 1789).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1815, 1816).

- Président de la commission des lois - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1836).

- Président de la commission des lois - **Article 16 A** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 1853).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les réformes constitutionnelles relatives au Conseil supérieur de la magistrature** - (14 mars 2013) (p. 1860, 1861).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)] (suite)** - (14 mars 2013) - pré - **Article additionnel après l'article 17** (p. 1875). - **Article 20** (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveau], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveau] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers communautaires) (p. 1897, 1898). - **Article 20 quinquiés (supprimé)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Allongement du délai ouvert aux communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération pour s'accorder sur la répartition des sièges au sein de l'organe communautaire) (p. 1907).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 425 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article unique** (*Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 1982).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - président de la commission des lois - **Articles additionnels avant l'article 20 A** (p. 1992). - **Article 20 B (nouveau)** (*Règlement intérieur de l'Assemblée des Français de l'étranger*) (p. 1993). - **Articles additionnels après l'article 20 C** (p. 1995).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2013) - **Article 29 nonies (nouveau)** (*Information des électeurs, circulaires électorales et règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2035). - **Article 29 duodécies (nouveau)** (*Règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2044). - **Article 29 vicies et tableau annexé (nouveaux)** (*Découpage des circonscriptions électorales et démission d'office*) (p. 2067). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2087, 2088).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2545). (p. 2548, 2549).

- **Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)]** - (3 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2654, 2657).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2722, 2723).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Rappel au règlement** (p. 2744).

- **Suite de la discussion** (5 avril 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2821, 2822). - **Organisation des travaux** (p. 2846, 2847).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2924, 2925).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) (p. 2979). - **Demande de réserve** (p. 3029). - **Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 34-1 [nouveau] du code civil - *Contrôle et surveillance par le ministère public de l'établissement des actes d'état civil*) (p. 3030).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 2 A (nouveau)** (art. 225-1 [nouveau] du code civil - *Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux*) (p. 3126). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3132, 3133). (p. 3134).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) (p. 3154, 3155). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 361 et 363 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas d'adoption simple*) (p. 3161, 3162). - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - *Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil*) (p. 3164, 3165). (p. 3174, 3175).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3285, 3286).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013)** (p. 3300, 3301).

- Président de la commission des lois - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 210-1 du code électoral - *Déclaration de candidature et seuil d'accès au second tour*) (p. 3318). (p. 3318).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux - Commission mixte paritaire [n° 477 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013)**.

- **Rappel au règlement** - (15 mai 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 4140).

- **Proposition de loi visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil [n° 520 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4216).

- **Questions cribles thématiques sur la politique de lutte contre le terrorisme dans notre pays** - (16 mai 2013) (p. 4219). (p. 4220).

- **Rappel au règlement** - (30 mai 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 5013).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5031, 5033). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5097, 5098).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Rappel au règlement** (p. 5109, 5110). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5116, 5117). - **Article 1er (Supprimé)** (*Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales*) (p. 5131). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences*) (p. 5159, 5160). (p. 5172, 5173). (p. 5176). - **Motion d'ordre** (p. 5177, 5178). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Mise en place des conférences territoriales de l'action publique*) (p. 5197).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (3 juin 2013) (p. 5218).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)] (suite)** - (3 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Statut particulier de la Métropole de Lyon*) (p. 5303, 5304).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de réserve** (p. 5323).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Statut particulier de la Métropole de Lyon*) (p. 5368). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5396, 5397). (p. 5413). (p. 5419).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5470). - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 5473). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1

à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun (p. 5480). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte, par les régions, des orientations économiques prises par une métropole) (p. 5553, 5554).

- **Hommage à un jeune homme agressé à Paris** - (6 juin 2013) (p. 5593).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)] (suite)** - (6 juin 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine) (p. 5605). (p. 5609). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 5637). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5670, 5671).

- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 18 (réservé)** (art. L. 123-4, L. 123-4-1 (nouveau), L. 123-5 et L. 542-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 2113-13, L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5842-22, L. 5842-28 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement de la législation relative aux centres communaux d'action sociale, CCAS) (p. 5769, 5770).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 633 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 634 (2012-2013)** (p. 5779, 5781).

- Rapporteur - **Article 4** (Modalités du recueil des soutiens) (p. 5789).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 634 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 633 (2012-2013)**. - (12 juin 2013) - rapporteur - **Article 1er A** (art. L. 558-37 (nouveau) du code électoral - Encadrement du financement des actions tendant à favoriser ou défavoriser le recueil des soutiens) (p. 5791).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 3 quater** (p. 5793).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5917). (p. 5917). (p. 5917). (p. 5918, 5919). (p. 5920). (p. 5921). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5934). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5943). (p. 5947). - **Article 3** (art. L. 295 du code électoral - Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs) (p. 5963).

- **Retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi** - (18 juin 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 5972).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) - président de la commission des lois (p. 6436, 6437).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Article 23 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2223-34-1 du code général des collectivités territoriales

- Détermination des conditions d'affectation des bénéficiaires des contrats de prestations d'obsèques) (p. 6521, 6522).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6703, 6705).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6796, 6797). (p. 6812).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 676 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013)**.

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 6983, 6987).

- Rapporteur - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7014, 7015). - **Question préalable** (p. 7020, 7021). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7025, 7026). (p. 7027).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7047). - **Question préalable** (p. 7050). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7051). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires) (p. 7055). (p. 7056, 7057). (p. 7057). (p. 7059). (p. 7085, 7086). (p. 7087, 7088). (p. 7089, 7091). (p. 7092). (p. 7095). (p. 7098, 7099). (p. 7100). (p. 7101).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7102). - **Rappel au règlement** (p. 7103). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7105).

- Rapporteur (p. 7106, 7107). (p. 7108). - **Discussion générale** (p. 7110). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7111). (p. 7112). - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7116). (p. 7128, 7130).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Article 2** (art. L.O. 140, L.O. 145, L.O. 145-1 et L.O. 145-2 [nouveaux], L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 147, L.O. 147-1 [nouveau], L.O. 149, L.O. 151-1, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilités parlementaires) (p. 7166). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7168). (p. 7169). - **Article 2 bis A (nouveau)** (art. 4 et 6 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Incompatibilités professionnelles applicables aux membres du Conseil constitutionnel) (p. 7170). (p. 7171, 7172). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. L.O. 153 du code électoral - Interdiction pour un parlementaire nommé membre du Gouvernement de percevoir une indemnité parlementaire pendant le délai d'option) (p. 7174). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7174, 7175). (p. 7176). - **Article 3** (art. 1er, 4, 6 et 7 de l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution - Indemnités et interdiction d'activités des membres du Gouvernement et des anciens membres du Gouvernement) (p. 7176). - **Article 4** (tableau annexé à la loi n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Avis des commissions permanentes des assemblées parlementaires sur la

nomination du président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7177). - **Article 4 bis A (nouveau)** (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel - Réduction du remboursement des dépenses électorales d'un candidat à l'élection présidentielle en cas d'omission de déclaration ou de déclaration inexacte) (p. 7177). (p. 7178). - **Article 4 bis** (art. 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel - Actualisation d'une référence au code électoral) (p. 7178). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7180). (p. 7180, 7181). (p. 7190). - **Article 6 (nouveau)** (art. 64, 114, 161 et 195 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Coordination avec le statut de la Nouvelle-Calédonie) (p. 7191). - **Article 7 (nouveau)** (art. 109 et 160 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Coordination avec le statut de la Polynésie française) (p. 7192). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L.O. 6221-1, L.O. 6231-1 et L.O. 3431-1 du code général des collectivités territoriales - Coordination avec les statuts de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 7192). - **Article 8 (nouveau)** (Application des dispositions relatives à l'administration, à la réglementation et la législation fiscale dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 7192). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7192). (p. 7193). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7200, 7201).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013).** - (15 juillet 2013) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7204, 7205). - **Article 1er** (Obligation de dignité, de probité et d'intégrité dans l'exercice des fonctions) (p. 7206, 7207). (p. 7207). - **Article 2** (Définition du conflit d'intérêts et obligations d'abstention) (p. 7209). (p. 7210, 7211). (p. 7211). - **Article 2 bis** (art. 4 quater [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Rôle des bureaux des assemblées parlementaires dans la prévention et le traitement des conflits d'intérêts) (p. 7212). (p. 7212). (p. 7213). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 7215). - **Article 3** (Déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7219). (p. 7219). (p. 7219). (p. 7220). (p. 7221). (p. 7221). (p. 7221). (p. 7222). - **Article 4** (Contrôle et publication des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des membres du Gouvernement) (p. 7223). (p. 7223). (p. 7224). (p. 7224). (p. 7225). (p. 7225). (p. 7225). - **Article 5** (Assistance de l'administration fiscale à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7226). (p. 7226). - **Article 6** (Contrôle de la variation de la situation patrimoniale des membres du Gouvernement par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7227). (p. 7227). - **Article 8** (Vérification de la situation fiscale des membres du Gouvernement) (p. 7228). - **Article 9** (Pouvoir d'injonction de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique en cas de conflit d'intérêts d'un membre du Gouvernement) (p. 7229). - **Article 10** (Périmètre des autres responsables publics soumis à l'obligation d'établir une déclaration de situation patrimoniale et une déclaration d'intérêts) (p. 7230). (p. 7230). (p. 7231). (p. 7232). (p. 7233). (p. 7233). - **Article 11** (Publicité des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des autres responsables publics) (p. 7234). (p. 7234). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 7238). (p. 7238). (p. 7238). (p. 7239). - **Division additionnelle avant l'article 11 bis A** (p. 7239). - **Article 11 bis A** (art. L.52-8-1 [nouveau] du code électoral - Interdiction de l'utilisation des dotations versées aux membres du Parlement pour l'exercice de leur mandat à des fins électorales) (p. 7239). - **Article 11 bis** (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique - Modalités de répartition du financement public des partis politiques) (p. 7240). - **Article 11 ter** (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie

politique - Encadrement des dons et cotisations des personnes physiques aux partis ou groupements politiques) (p. 7242). (p. 7242). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 7243). (p. 7243). (p. 7245). - **Article 11 quater (nouveau)** (art. 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie politique - Encadrement des dons et cotisations des personnes physiques aux partis ou groupements politiques) (p. 7245). - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 7246). - **Article 12** (Composition et organisation de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7247). (p. 7249). (p. 7250). (p. 7250). (p. 7251). - **Article 13** (missions et saisine de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7252). (p. 7252). (p. 7253). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7253). (p. 7254). - **Article 14** (Communication par la Haute autorité des cas de manquements aux obligations) (p. 7255). (p. 7255). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 7258). - **Article 17 (supprimé)** (Dispositif de protection des personnes signalant un conflit d'intérêts contre toute sanction ou discrimination à leur égard) (p. 7259). - **Article 18** (Sanctions pénales applicables aux infractions aux règles relatives aux déclarations de situation patrimoniale et aux déclarations d'intérêts) (p. 7261). (p. 7261). (p. 7261). - **Article 19** (art. 131-26-1 [nouveau], 324-7 et 432-17 du code pénal, art. L. 117 du code électoral, art. 1741, 1774 et 1837 du code général des impôts, art. L. 241-3 et L. 242-6 du code de commerce - Instauration d'une peine d'inéligibilité de dix ans pour les membres du Gouvernement et les élus condamnés à l'interdiction des droits civiques, civils et de famille) (p. 7262). - **Article additionnel après l'article 19 bis** (p. 7262). - **Article 20** (art. 432-13 du code pénal - Modification du champ d'application et alourdissement des peines encourues pour le délit de « pantouflage ») (p. 7263). - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 7265).

- **Rappel au règlement** - (17 juillet 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 7324, 7325).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Demande de priorité** (p. 7359).

- Président - **Article 1er bis** (art. 131-38 du code pénal - Augmentation du montant de l'amende encourue par les personnes morales) (p. 7375).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Demande de priorité** (p. 7456). - **Article 15 (priorité)** (Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier) (p. 7476).

- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 781 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7597, 7598).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 798 (2012-2013)** (p. 7737, 7739).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Question préalable sur le projet de loi organique** (p. 7749). - **Article 1er A (supprimé)** (Définition des conflits d'intérêts applicable aux membres du Parlement) (p. 7753). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7758). (p. 7767, 7768). (p. 7773). - **Article 2** (art. L.O. 145, L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 149, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilité du mandat parlementaire avec l'exercice de fonctions de conseil et de fonctions au sein d'entreprises travaillant essentiellement pour des personnes publiques - Suppression des dispositions relatives à la déclaration d'activités extraparlamentaires) (p. 7776).

(p. 7778). - **Article 4 ter** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Publicité de la réserve parlementaire) (p. 7782). (p. 7783, 7784). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7786).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 798 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 797 (2012-2013)**. - (25 juillet 2013) - rapporteur - **Article 2** (Définition du conflit d'intérêts et obligations d'abstention) (p. 7787). - **Article 3** (Obligation de déclaration de situation patrimoniale et de déclaration d'intérêts des ministres) (p. 7789). (p. 7789). - **Article 4** (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des ministres) (p. 7790). - **Article 5** (Accès de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique aux informations de nature fiscale) (p. 7791). - **Article 10** (Obligation de déclaration de situation patrimoniale et de déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics) (p. 7792). (p. 7792). - **Article 11** (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics) (p. 7793). (p. 7795). (p. 7796). - **Article 11 bis** (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités de répartition du financement public des partis politiques) (p. 7798). - **Article 11 ter** (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Réforme des dons et cotisations aux partis politiques) (p. 7799). - **Article 11 quater A** (art. 11-5 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Sanction de la méconnaissance du plafond de dons et cotisations aux partis politiques) (p. 7800). - **Article 11 quater** (art. 11-7, 11-7-1 [nouveau] et 11-8 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Obligations comptables des partis politiques) (p. 7801). (p. 7802). - **Article 12** (Composition et organisation de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7803). (p. 7803). - **Article 13** (missions et saisine de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7804). - **Article 17** (Protection des lanceurs d'alerte) (p. 7805). - **Article 18** (Infractions pénales liées aux déclarations de situation patrimoniale, aux déclarations d'intérêts et au pouvoir d'injonction de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7808). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. 432-12 du code pénal - Définition de l'intérêt pouvant ouvrir la sanction de la prise illégale d'intérêts) (p. 7808). (p. 7809).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8418, 8420).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8610, 8611). (p. 8647, 8648).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8661, 8662).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Rappel au règlement** (p. 8691). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 8696). - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 8697). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8737, 8738).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**. - (19 septembre 2013) - président de la commission des lois - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8751).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8886, 8888).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Motion d'ordre** (p. 8904). - **Demande de réserve** (p. 8924). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 8944, 8945).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) (p. 8960). (p. 8963, 8964). (p. 8968, 8969). - **Article 5 (supprimé)** (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Conséquence de la signature des projets de conventions territoriales d'exercice concerté d'une compétence) (p. 8971).

- Pré - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Création de la métropole du Grand Paris) (p. 9049, 9050).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 9075, 9076).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9108, 9109). (p. 9135). (p. 9154, 9155).

- **Proposition de loi portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics - Deuxième lecture [n° 18 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 20 (2013-2014)** (p. 9232, 9233).

- **Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements [n° 20 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 18 (2013-2014)**.

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 35 AA (supprimé)** (Modalités d'élection des conseillers métropolitains) (p. 9269, 9270). - **Article 35 E (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires) (p. 9294). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9342, 9343).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Commission mixte paritaire [n° 59 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 58 (2013-2014)** (p. 9728).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 58 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 59 (2013-2014)**.

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9779, 9781).

- Rapporteur pour avis de la commission des lois - **Article 4 quinquies (nouveau)** (art. L. 143-5 du code des juridictions financières - Transmission des observations de la Cour des comptes aux commissions chargées de la défense et des affaires étrangères) (p. 9811, 9812). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 6 *novies* de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958 - Renforcement des prérogatives de la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9812). (p. 9813). (p. 9816, 9817). (p. 9817). (p. 9818). (p. 9819). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. 154 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2012 - Absorption de la commission de vérification des fonds spéciaux par la délégation parlementaire au renseignement) (p. 9821). (p. 9822). - **Article 10** (art. L. 232-7 nouveau du code de la sécurité intérieure - Création à titre expérimental d'un nouveau traitement relatif aux données API et PNR des transporteurs aériens) (p. 9823, 9824). (p. 9824). (p. 9825). (p. 9825, 9826). - **Article 13 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-1, L. 34-1-1 du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, art. L. 222-2 et L.222-3 du code de sécurité intérieure - Clarification du cadre juridique relatif à la géolocalisation en temps réel) (p. 9829). (p. 9831). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-7 du code de justice militaire - Clarification de la notion de "mort au combat") (p. 9833). (p. 9835).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 11666, 11667).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 111 (2013-2014)]** - (21 novembre 2013) - **Discussion générale**

commune avec celle du projet de loi n° 112 (2013-2014) (p. 11742, 11745).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. 45-1 à 45-6 (nouveaux) de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Examen par le Conseil constitutionnel d'une proposition de loi présentée en application de l'article 11 de la Constitution) (p. 11751).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 112 (2013-2014)]** - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 111 (2013-2014).**

- **Questions cribles thématiques sur la sécurité et les chiffres de la délinquance** - (21 novembre 2013) (p. 11777). (p. 11777).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12576, 12577).

- **Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 198 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12742).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13157, 13159).

SUTOUR (Simon)
sénateur (Gard)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Président de la commission des affaires européennes.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le régime des autorisations de plantation de vigne [n° 286 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les droits d'enquête du Parlement européen [n° 327 (2012-2013)] (31 janvier 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la protection des données personnelles [n° 343 (2012-2013)] (7 février 2013) - **Police et sécurité - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les politiques européennes dans les RUP : la Guyane en quête de singularité [n° 378 (2012-2013)] (20 février 2013) - **Outre-mer - Union européenne**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 522 (2012-2013)], en application de l'article 73 quinquième du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles [n° 577 (2012-2013)] (15 mai 2013) - **Culture - Union européenne**.

Proposition de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif à une juridiction unifiée du brevet [n° 610 (2012-2013)] (23 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice**.

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'ouverture des négociations d'adhésion entre l'Union européenne et la Serbie [n° 830 (2012-2013)] (11 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 733 (2012-2013)] interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 832 (2012-2013)] (11 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 60 (2013-2014)] (9 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'éthique : une problématique européenne [n° 67 (2013-2014)] (10 octobre 2013) - **Justice - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : La politique méditerranéenne de l'Union européenne après le printemps arabe : les cas du Maroc et de la Tunisie [n° 100 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la politique méditerranéenne de l'Union européenne [n° 101 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Perspective européenne de la Serbie [n° 211 (2013-2014)] (6 décembre 2013) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Union européenne et la Russie après Vilnius [n° 237 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 21 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Voyages à forfait et prestations de voyage assistées - Proposition de résolution européenne de Mme Colette Mélot.

Institutions européennes - Les actes délégués - Rapport d'information et projet d'avis politique de M. Simon Sutour.

Transports - Contrôle technique des motocycles - Communication de M. Jean-François Humbert.

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Introduction des aliments nouveaux : projet d'avis motivé de M. Richard Yung.

Institutions européennes - Quelles perspectives pour l'Union européenne ? : rapport de M. Pierre Bernard-Reymond.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - maintien des droits de plantation de la vigne - Proposition de résolution européenne de MM. Simon Sutour et Gérard César.

Réunion du jeudi 24 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Elargissement - Modification de l'accord de partenariat entre l'Union européenne et l'Arménie - Communication de M. Bernard Piras.

Politique régionale - Association des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) - Communication de Mme Karine Claireaux.

Questions sociales et santé - Accessibilité des sites web publics - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Création d'un Parquet européen - Communication.

Meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Démocratisation de la zone euro - Réunion interparlementaire du 11 janvier à Luxembourg - Communication de M. Simon Soutour.

Économie, finances et fiscalité - Semaine parlementaire européenne et semestre européen - Communication de M. Richard Yung.

Institutions européennes - Droits d'enquête du Parlement européen - Proposition de résolution européenne de M. Simon Soutour.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Audition de M. Oleksandr Kupchyshyn, ambassadeur d'Ukraine en France.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Paul Kavanagh, ambassadeur d'Irlande en France.

Justice et affaires intérieures - Protection des données personnelles : proposition de résolution de M. Simon Soutour.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Table ronde, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et avec les membres français du Parlement européen, sur l'approfondissement démocratique de l'Union et l'intégration solidaire, avec la participation de MM. Jean Arthuis, Daniel Cohn-Bendit, Mme Agnès Bénassy Quéré, MM. Jean Pisani-Ferry et Yves Bertoncini.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Institutions européennes - Audition de M. Serge Guillon, secrétaire général des affaires européennes.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - « Plus vite, plus haut, plus fort ? L'Union européenne et le sport professionnel » - Rapport de M. Jean-François Humbert.

Politique régionale - La politique de l'Union européenne dans les RUP : l'exemple de la Guyane - Rapport de MM. Georges Patient et Simon Soutour.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Questions diverses.

Subsidiarité - Quatrième paquet ferroviaire - Communication et proposition de résolution portant avis motivé de M. Roland Ries.

(*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Gouvernance européenne du numérique : rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Désignation d'un rapporteur.

Environnement - Incidence environnementale de certains projets publics et privés - Proposition de résolution européenne de Mme Colette Mélot.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Protection des données personnelles - Communication de M. Simon Soutour.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Examen de la proposition de résolution européenne n° 413 tendant à créer un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

Économie, finances et fiscalité - Point d'actualité sur Chypre.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion commune avec les députés européens français et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Rencontre avec une délégation de la commission chargée des questions européennes de la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Réforme de la PAC - Proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai et de M. Jean-Paul Emorine.

Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Travail - Examen de la proposition de résolution de M. Éric Bocquet sur la situation des travailleurs détachés.

Institutions européennes - Point d'actualité sur la situation en Hongrie présenté par M. Bernard Piras.

Questions sociales et santé - Examen de la proposition de résolution de M. Jean Bizet sur la directive européenne sur les produits du tabac.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Philippe Étienne, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Jean-Marie Cavada, député européen, président du Mouvement européen - France.

Politique commerciale - Rapport de M. Simon Soutour sur les propositions de résolution européenne (n°s 522 et 526) relatives respectivement au respect de l'exception culturelle et de la diversité des expressions culturelles, et au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe-États-Unis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Économie, finances et fiscalité - Stratégie européenne pour l'économie numérique - Avis politique de Mme Catherine Morin-Desailly.

Économie, finances et fiscalité - Scandale du Libor : proposition de résolution européenne de M. Richard Yung.

(*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Les sanctions pour

non-respect du droit européen : point d'actualité de M. Simon Sutour.

Politique de coopération - Bilan de l'activité de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (Ap-UpM).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Avancée des négociations de la coopération renforcée sur la taxe sur les transactions financières.

Recherche et propriété intellectuelle- Surveillance de l'espace (texte E 8141) : proposition de résolution de M. André Gattolin.

Transports-Réglementation et fiscalité des poids lourds (texte E 8284) : rapport d'information et proposition de résolution de Mme Fabienne Keller.

(*commission des affaires économiques*) : Ouverture de négociations en vue d'un Partenariat transatlantique - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Les relations franco-allemandes : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Echange de vues sur la création éventuelle d'un groupe de travail sur les tranches démographiques prises en compte pour la désignation des électeurs pour l'élection des sénateurs.

Réunion du jeudi 4 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes.

Élargissement - Ouverture éventuelle de négociations d'adhésion avec la Serbie - Communication et proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Hommage à M. Jean-Louis Lorrain.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - L'entrée de la Lettonie dans la zone euro - Communication de M. Jean-François Humbert.

Transports - Contrôle technique des véhicules : point d'actualité de M. Jean-François Humbert.

Travail - L'Union européenne et l'emploi des jeunes - Rapport d'information et avis politique de M. Dominique Bailly.

(*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Les priorités de la présidence lituanienne du Conseil de l'Union européenne - Audition de M. Petras Austrevicius, vice-président du Parlement lituanien, et de Mme Loreta Grauziniene, membre de la commission des affaires européennes.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Politique européenne de la concurrence dans le domaine agricole - Communication de M. Jean Bizet.

Autorisation de publication du rapport de M. Jean Bizet sur les relations franco-allemandes.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Pierre Avril, professeur émérite de droit public, M. Olivier

Beaud, professeur de droit public, Mme Julie Benetti, professeur de droit public et M. Dominique Rousseau, professeur de droit public.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Communication de M. Richard Yung sur l'avancement de l'union bancaire.

(*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Motion de renvoi en commission.

Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen et le projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique de voisinage - Accord d'association avec l'Ukraine (textes E 8350 et E 8682) : communication de M. Gérard César.

Politique de voisinage - L'Arménie et l'Union européenne : communication de M. Bernard Piras.

Politique de voisinage - Point d'actualité sur le partenariat oriental : communication de M. Simon Sutour.

(*commission des lois*) : Publication de l'étude annuelle 2013 du Conseil d'État consacrée au « droit souple » - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, M. Christian Vigouroux, président de la section du rapport et des études, M. Jacky Richard, rapporteur général de la section du rapport et des études, et M. Laurent Cytermann, rapporteur général adjoint de la section du rapport et des études.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique de voisinage - La politique méditerranéenne de l'Union, l'exemple du Maroc et de la Tunisie : rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour, Mmes Bernadette Bourzai, Catherine Morin-Desailly et M. Jean-François Humbert.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Sécurité sanitaire et santé animale - Communication et proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Questions sociales et santé - Réunion, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen, sur l'Europe sociale.

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion avec une délégation de la commission des affaires européennes du Sénat italien.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Parquet européen - Communication de Mme Sophie Joissains.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte : proposition de résolution européenne portant avis motivé de MM. Michel Billout et Aymeri de Montesquiou.

Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Michèle Coninx, présidente d'Eurojust.

(*commission des lois*) : Audition de Mme Michèle Coninx, présidente d'Eurojust.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - TVA sur les activités équestres - Point d'actualité de M. Jean Bizet.

Éducation - Programme Erasmus+ - Communication de Mme Colette Mélot.

Élargissement - Audition de Mme Vlora Çitaku, ministre de l'Intégration européenne, et de M. Bajram Rexhepi, ministre de l'intérieur du Kosovo.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Parquet européen - Communication de Mlle Sophie Joissains.

Réunion du jeudi 28 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Indices de référence pour les contrats financiers (texte E 8676) : projet d'avis politique de M. Richard Yung.

Recherche et propriété industrielle - Mises sur le marché et brevetabilité des semences et obtentions végétales : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Richard Yung.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Déclaration normalisée de la TVA : proposition de résolution portant avis motivé de M. Yannick Botrel.

Élargissement - La Serbie et l'Union européenne : rapport d'information de M. Simon Sutour, Mlle Sophie Joissains et M. Michel Billout.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Accueil des étudiants et chercheurs hors Union européenne : communication de Mme Catherine Tasca.

Institutions européennes - La citoyenneté européenne : communication et proposition de résolution européenne de M. André Gattolin.

(*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 9 décembre 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Proposition de directive sur les biocarburants : rapport d'information et proposition de résolution européenne de Mme Bernadette Bourzai.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Approfondissement de l'Union économique et monétaire (instrument de convergence et de compétitivité, coordination préalable des grandes réformes, dimension sociale) : rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Dominique Bailly.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Bilan des résolutions adoptées en 2013 - Communication de M. Simon Sutour.

Politique de coopération - Relations Union européenne-Russie - Rapport d'information de MM. Simon Sutour et Jean Bizet.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 859).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1695, 1696). (p. 1708).

- **Questions cribles thématiques sur le budget européen** - (30 mai 2013) (p. 5041). (p. 5042).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6049, 6050).

- **Question orale sur l'avenir de l'observatoire du mont Aigoual** - (10 septembre 2013) (p. 7881, 7882). (p. 7882, 7883).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8607, 8610).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8657). (p. 8658). (p. 8659). - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - *Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale*) (p. 8664). (p. 8667). (p. 8669, 8670). (p. 8672, 8673). (p. 8673).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8685). - **Article 1er bis (nouveau) (supprimé)** (*Limitation du nombre de mandats consécutifs*) (p. 8685, 8686). - **Article 1er ter** (art. L.O. 147-1 [nouveau] du code électoral - *Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction dérivée d'un mandat local*) (p. 8688). - **Article additionnel après l'article 1er ter** (p. 8694). - **Article 1er quater (nouveau)** (art. L.O. 148 du code électoral - *Suppression de dérogations aux incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires*) (p. 8694). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 8696). - **Article 3** (art. L.O. 176, L.O. 178, L.O. 319 et L.O. 322 du code électoral - *Extension du recours au suppléant en cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire*) (p. 8698). (p. 8699). (p. 8700). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 8701). - **Article 3 ter A (nouveau)** (art. 4 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement - *Plafonnement du montant des indemnités perçues par les parlementaires*) (p. 8702). - **Article additionnel après l'article 3 ter A** (p. 8703). - **Article 3 ter (nouveau)** (*Application de la loi organique dans les collectivités régies par le principe de spécialité législative*) (p. 8704). (p. 8704). - **Article 4** (*Entrée en vigueur*) (p. 8705). - **Intitulé du projet de loi organique** (p. 8705).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**. - (19 septembre 2013) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8739). (p. 8743). (p. 8743). (p. 8744). (p. 8744). (p. 8744). (p. 8745). (p. 8747). (p. 8747). - **Article 1er** (art. 6-3 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - *Incompatibilité entre le mandat de représentant français au Parlement européen et les fonctions exécutives locales*) (p. 8749). (p. 8749, 8750). (p. 8750). - **Article 3** (*Entrée en vigueur*) (p. 8750). - **Intitulé du projet de loi** (p. 8751).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de**

détachement des travailleurs [n° 528 (2012-2013)] - (16 octobre 2013) - Discussion générale (p. 9629, 9630).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013, suivi d'un débat interactif et spontané - (16 octobre 2013) (p. 9643, 9644). (p. 9649).

- Débat sur la protection des données personnelles - (17 octobre 2013) (p. 9672, 9673).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013 - (11 décembre 2013) (p. 12686, 12687).

TANDONNET (Henri)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UDI-UC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire du Comité national de l'eau.

Membre titulaire de la commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (12 septembre 2013).

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique (16 septembre 2013).

Vice-président de la mission commune d'information portant sur les pesticides et leur impact sur l'environnement et la santé jusqu'au 8 janvier 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - Travail - Économie et finances, fiscalité.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Zones d'exclusion pour les loups - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Titres de transport des compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Zones d'exclusion pour les loups - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*): Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Titres de transport des compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission des lois*): Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL).

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission du développement durable*): Transition vers un système énergétique sobre - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires économiques*): Traçabilité dans la chaîne de fabrication et de distribution des produits alimentaires - Audition de M. Jean-René Buisson, président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA).

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Bruno Lechevin, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Eloi Laurent, auteur du rapport « Vers l'égalité des territoires ».

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*): Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Jean-Marc Michel et de M. Bernard Chevassus-au-Louis, préfigurateurs d'une Agence française de la biodiversité.

Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*): Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*): Adaptation au changement climatique - Audition de M. Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC).

Réforme de la décentralisation - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*): Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*): Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 27 mai 2013 (*commission du développement durable*): Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission du développement durable*): Mise en œuvre du principe de participation du public - Communication.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Egalité des territoires - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Delphine Hedary, présidente du comité de pilotage des États généraux de la modernisation du droit de l'environnement, et de Mme Claude Chardonnet, consultante.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission du développement durable*): Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Jean Jouzel, sur le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Prévention et protection contre les inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Prévention et protection contre les inondations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Protection de l'environnement et prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Développement durable, énergie et climat » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission du développement durable*): Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 392, 393).

- **Question orale sur le déclassement des dépendances du domaine public communal** - (19 février 2013) (p. 1336, 1337). (p. 1337).

- **Débat sur les nouveaux défis du monde rural** - (19 février 2013) (p. 1358, 1359).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable [n° 600 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4816, 4817). - **Article 28** (*art. 4 de l'ordonnance n° 2011-504 du 9 mai 2011, art. L. 111-1, L. 111-8, L. 111-26, L. 111-30, L. 111-40, L. 111-43, L. 111-47, L. 111-48, L. 111-68, L. 111-72, L. 111-82, L. 111-101, L. 111-106, L. 121-8, L. 121-14, L. 121-34, L. 121-46, L. 131-1, L. 131-2, L. 132-5, L. 134-9, L. 134-19, L. 134-26, L. 134-31, L. 135-4, L. 135-12, L. 135-13, L. 142-3, L. 142-6, L. 142-14 et L. 142-22, intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre IV du livre Ier, art. L. 144-3 à L. 144-6, L. 211-3, L. 321-6, L. 335-7, L. 335-8, L. 341-5 et L. 342-11, chapitres Ier et II du titre VI du livre III, art. L. 432-8, L. 433-3, L. 433-5, L. 433-8, L. 433-10, L. 433-11, L. 433-15, L. 433-18, L. 446-2, L. 452-5, L. 521-18, L. 521-19, L. 521-20, L. 521-21, L. 521-22, L. 521-23 et L. 521-4 du code de l'énergie - Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code de l'énergie*) (p. 4876). (p. 4877). (p. 4878). (p. 4878).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5696, 5697).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Commission mixte paritaire [n° 662 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6533, 6534).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7925, 7926). - **Article 1er** (*art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation*) (p. 7954). (p. 7955). (p. 7963).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) (p. 7980). (p. 7984). (p. 7985, 7986). (p. 7986). (p. 7989). (p. 7990). (p. 7990, 7991). (p. 7991). (p. 7991). (p. 7991). - **Article 2** (*art. L. 211-15 [nouveau], L. 532-2 du code de l'organisation judiciaire et L. 462-7 du code de commerce - Désignation de tribunaux spécialisés pour traiter des actions de groupe et application dans le temps de la nouvelle réglementation*) (p. 8001). (p. 8002). - **Article 3** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. préliminaire [nouveau] dans le code de la consommation - Définition du consommateur*) (p. 8007). - **Article 4** (*art. L. 111-1 à L. 111-6, L. 113-3, art. L. 113-3-1 et L. 113-3-2 [nouveaux] du code de la consommation - Obligation générale d'information du consommateur*) (p. 8020). (p. 8022). (p. 8033). - **Article 4 bis A** (*art. L. 121-82-1 et L. 121-82-2 [nouveaux] du code de la consommation - Utilisation de la mention « Fait maison » dans la restauration*) (p. 8054).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la TVA artisans** - (19 septembre 2013) (p. 8717).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Article 1er** (*art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986; art. L. 125-5 du code de l'environnement; art. 1724 du code civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires*) (p. 9963). (p. 9965). (p. 9973).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11026, 11028). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11071). (p. 11072). - **Article 3** (*Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11079).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 9** (*Schéma de promotion des achats publics socialement responsables*) (p. 11116). (p. 11119). (p. 11121). - **Article 11** (art. L. 141-23 à L. 141-30 [nouveaux] du code du commerce - *Information des salariés préalable à la cession d'un fonds de commerce*) (p. 11131). (p. 11155). (p. 11156). (p. 11158). - **Article 12** (art. L. 240-1 à L. 240-10 [nouveaux] du code du commerce - *Information des salariés en cas de cession de parts sociales, actions ou valeurs mobilières donnant accès à la majorité du capital*) (p. 11174). (p. 11177). - **Article 13** (art. 1, 3, 3 bis, 5 à 10, 18, 19 septies, 22, 23 et 25 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - *Simplification et modernisation du statut des coopératives*) (p. 11185). - **Article 14** (art. 19 quater, 19 duodecies, 25-1 à 25-5 [nouveaux], 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1175 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ; art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production, art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale ; L. 524-2-1, L. 527-1-2 [nouveau] et L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et L. 422-3 et L. 422-12 du code de la consommation - *Création d'un régime général de révision coopérative*) (p. 11193). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 522-6 du code rural et de la pêche maritime et art. 10 de la loi n° 99-574 du 9 juillet

1999 d'orientation agricole - *Droit des coopératives d'utilisation de matériel agricole de réaliser des travaux agricoles ou d'aménagement rural pour les communes et intercommunalités et des travaux de déneigement et de salage pour les collectivités territoriales*) (p. 11209, 11210). - **Article 43** (art. 6 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - *Dons aux associations d'intérêt général*) (p. 11232). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 11235). (p. 11235). (p. 11235). (p. 11235). (p. 11235, 11236). (p. 11236). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11243, 11244).

- **Proposition de loi visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national [n° 125 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11620, 11621).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)]** - (9 décembre 2013) - **Article 8 (supprimé)** (*Habilitation en vue de modifier les textes relatifs à la Société du Grand Paris*) (p. 12518). - **Article 16** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - *Information des consommateurs sur les produits recyclables*) (p. 12529).

- **Question orale sur la transparence des frais de recouvrement de créance** - (17 décembre 2013) (p. 13100, 13101). (p. 13101, 13102).

TASCA (Catherine)
sénatrice (Yvelines)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Présidente du Comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France (12 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports**.

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 719 (2012-2013)] portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 777 (2012-2013)] (17 juillet 2013) - **Outre-mer.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 57 (2013-2014)] (9 octobre 2013) - **Outre-mer.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Justice judiciaire et accès au droit [n° 162 tome 13 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Equilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse - Communication.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : La zone économique exclusive des outre-mer : quels enjeux ? Audition de M. Patrick Romeo, président de Shell France.

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*) : Répertoire national des crédits aux particuliers - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Economie, finances et fiscalité - Semaine parlementaire européenne et semestre européen - Communication de M. Richard Yung.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de la Confédération nationale des associations familiales laïques (CNAFAL), de l'union des familles laïques (UFAL) et de la confédération syndicale des familles (CSF).

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'union nationale des associations familiales (UNAF).

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Gilles Bernheim, Grand Rabbin de France.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Marie-Stella Boussemart, présidente de l'Union bouddhiste de France.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jean-Pierre Winter, psychanalyste.

Réunion du jeudi 14 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Daniel Borrillo, maître de conférences en droit privé à l'Université Paris Ouest et membre du centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Claire Neirinck, professeur à l'Université de Toulouse I Capitole.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice, et Mme Dominique Bertinotti, ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, candidate proposée par M. le président du Sénat à la nomination au Conseil constitutionnel.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants de l'Agence française de l'adoption.

Réunion du jeudi 21 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de représentants du Conseil supérieur du notariat.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de M. Jacques-Alain Miller, psychanalyste.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Marie-Anne Chapdelaine, députée, présidente du Conseil supérieur de l'adoption.

Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger.

Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du lundi 18 mars 2013 (*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements aux textes de la commission.

Représentation des Français établis hors de France - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Gouvernance européenne du numérique : rapport de Mme Catherine Morin-Desailly.

(*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Protection des données personnelles - Communication.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Gestion des frontières extérieures de l'Union européenne - Communication.

Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements du rapporteur.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Travail - Examen de la proposition de résolution de M. Éric Bocquet sur la situation des travailleurs détachés.

Institutions européennes - Point d'actualité sur la situation en Hongrie présenté par M. Bernard Piras.

Questions sociales et santé - Examen de la proposition de résolution de M. Jean Bizet sur la directive européenne sur les produits du tabac.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole de Paris.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus de communes et d'intercommunalités.

Réunion du lundi 27 mai 2013 (*commission des lois*) : Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Les relations franco-allemandes : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Audition de M. Vincent Lamanda, premier président de la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Audition de M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, président de la commission pour la transparence financière de la vie politique.

Transparence de la vie publique - Auditions des représentants d'associations.

Réunion du jeudi 27 juin 2013 (*commission des lois*) : Représentation des Français établis hors de France - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Transparence de la vie publique - Projet de loi ordinaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Quatrième paquet ferroviaire : proposition de résolution de M. Roland Ries.

(*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Communication de M. François Pillet sur la rencontre avec les parlements nationaux organisée le mardi 7 mai à Bruxelles par la commission spéciale du Parlement européen sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment d'argent.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

(*commission des affaires sociales*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes, porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Égalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Justice de première instance - Examen du rapport d'information.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer et le projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Réunion, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen, sur l'Europe sociale.

(*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Application de l'article 40 de la Constitution - Communication sur les suites de l'échange de vues entre une délégation de la commission des lois et MM. Philippe Marini, président et François Marc, rapporteur général de la commission des finances.

Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice » - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et intégration », Crédits « Asile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et intégration », programme « Immigration » - Examen du rapport pour avis.

(*délégation sénatoriale à l'outre-mer*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement », programme « Coordination du

travail gouvernemental » - Modernisation de l'État - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « justice », crédits dédiés à la justice judiciaire et à l'accès au droit - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice », programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice », programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Vie politique, culturelle et associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Accueil des étudiants et chercheurs hors Union européenne : communication de Mme Catherine Tasca.

(*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Haute autorité de la transparence de la vie publique - Audition de M. Jean-Louis Nadal, candidat proposé aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité pour la transparence de la vie politique - Audition de M. Alain Delcamp, candidat proposé par M. le président du Sénat.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 193, 194).

- **Question orale sur les lignes à haute tension survolant des établissements abritant des publics sensibles** - (29 janvier 2013) (p. 577). (p. 578).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1569).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 425 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1963, 1965). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi n° 425** (p. 1976). - **Exception d'irrecevabilité sur le projet de loi n° 426 rectifié** (p. 1980, 1981).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013)**. - (18 mars 2013) - **Article 1er (Détermination des instances représentatives des Français établis hors de France)** (p. 1983). - **Article 19 (Modalités d'application)** (p. 1990).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2013) - **Article 29** (*Modalités d'application*) (p. 2019). (p. 2020). - **Article 29 octies (nouveau) (réservé)** (*Retrait de candidature et décès des candidats*) (p. 2032). - **Article 29 duodécies (nouveau)** (*Règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2044). - **Article 29 terdecies et tableau n°1 annexé (nouveaux)** (*Nombre et répartition des conseillers consulaires et découpage des circonscriptions électorales*) (p. 2061). (p. 2063, 2064). - **Article 29 vicies et tableau annexé (nouveaux)** (*Découpage des circonscriptions électorales et démission d'office*) (p. 2069). (p. 2070). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2084, 2085).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2739, 2740).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'exception culturelle** - (11 avril 2013) (p. 3192).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)] (suite)** - (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3274).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (31 mai 2013) - **Article 3** (*art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences*) (p. 5159).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture [n° 684 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6591, 6592). - **Article 1er** (*Détermination des instances représentatives des Français établis hors de France*) (p. 6597). - **Article 2** (*Composition et compétences du conseil consulaire*) (p. 6600, 6601). (p. 6601). - **Article 20 AA** (*Première réunion de l'Assemblée des Français de l'étranger après son renouvellement général*) (p. 6602). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6627).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 7005, 7006).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2013) - **Article 1er** (*art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires*) (p. 7071). (p. 7083). (p. 7089).

- **Suite de la discussion** (15 juillet 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7199).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013)**.

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie [n° 778 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 779 (2012-2013)** (p. 7562, 7564).

- **Rapporteur - Article 1er** (*art. 27-1 [nouveau] de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Création d'autorités administratives indépendantes par la Nouvelle-Calédonie*) (p. 7578). - **Article 3** (*art. 173 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Pouvoir de police de la circulation du président de l'assemblée de province sur le domaine routier provincial*) (p. 7579). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 7580). - **Article 5** (*art. 153 et 155 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Dénomination*

et compétence du conseil économique social et environnemental) (p. 7581). - **Article 16** (*art. 84, 183 et 209-26 [nouveau] de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Règle d'adoption en équilibre réel des services publics industriels et commerciaux et listes des dépenses obligatoires*) (p. 7584). - **Article 17** (*art. 84-1, 183-1, 209-6 et 209-17 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Modalités d'engagement des crédits budgétaires par anticipation*) (p. 7585). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 7586).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer [n° 779 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 778 (2012-2013)**. - (23 juillet 2013) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Ratification d'ordonnances relatives à l'outre-mer*) (p. 7587, 7588). (p. 7588). (p. 7588, 7589). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7589). - **Article 3 (nouveau)** (*art. L. 381-1 [nouveau] du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Participation des communes de la Nouvelle-Calédonie et de leurs groupements à des sociétés publiques locales*) (p. 7590). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 7591). (p. 7592). (p. 7593). (p. 7594). (p. 7595). (p. 7595). (p. 7595). (p. 7596). (p. 7596).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8428, 8429). - **Articles additionnels avant l'article 2 (suite)** (p. 8444). - **Article 2** (*art. L. 531-1, L. 531-4 et L. 532-2 du code de la sécurité sociale - Réforme du complément de libre choix d'activité*) (p. 8453). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8472).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) (p. 8497). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8528). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 3-1, 20-5 et 43-11 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Modification des pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatifs à l'image et la place des femmes dans les médias*) (p. 8554). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8569). - **Article 18** (*art. 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités de calcul de la minoration de la première fraction d'aide publique aux partis politiques*) (p. 8574). - **Article additionnel avant l'article 19** (p. 8576). (p. 8576). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 8589). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8591).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Mise au point au sujet de votes** (p. 8699, 8700).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (3 octobre 2013) - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (*art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris*) (p. 9032).

- **Projet de loi organique portant actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie - Commission mixte paritaire [n° 59 (2013-2014)]** - (17 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 58 (2013-2014)** (p. 9726, 9728).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer - Commission mixte paritaire [n° 58 (2013-2014)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 59 (2013-2014)**. - (17 octobre 2013) - **Article 1er bis** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances pour la répression des infractions au droit local de l'environnement à Saint-Barthélemy*) (p. 9749). - **Article 15** (*art. L. 142-3 du code de la route - Abrogation*) (p. 9749). - **Vote sur l'ensemble** (p. 9749, 9750).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites** [n° 71 (2013-2014)] - (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la

sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10662).

TAUBIRA (Christiane)
garde des Sceaux, ministre de la justice

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures [n° 175 (2013-2014)] (27 novembre 2013) - **Justice**.

Projet de loi relatif à la géolocalisation [n° 257 (2013-2014)] (23 décembre 2013) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les conditions de sortie des personnes détenues bénéficiant d'une mesure d'aménagement de peine sous écrou** - (15 janvier 2013) (p. 15, 16).

- **Question orale sur les données du ministère de la justice sur le pacte civil de solidarité** - (15 janvier 2013) (p. 16, 17).

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 689-11 du code de procédure pénale relatif à la compétence territoriale du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale** [n° 354 (2012-2013)] - (26 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1520, 1523). - **Article 1er** (*Exercice des poursuites à la requête du ministère public en dehors de toute autre demande internationale, étrangère ou de la Cour pénale internationale*) (p. 1531, 1532). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1533).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives** [n° 169 (2012-2013)] - (27 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1545, 1547). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1554). - **Article 1er** (*Champ des infractions amnistiées*) (p. 1558). (p. 1559). (p. 1559, 1560). (p. 1560). (p. 1561). (p. 1562). (p. 1562). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1562). - **Article 2** (*Constat de l'amnistie*) (p. 1562). - **Article 3** (*Contestations relatives à l'amnistie*) (p. 1563). - **Article 4** (*Amnistie des sanctions disciplinaires*) (p. 1563). (p. 1563). - **Article 5** (*Amnistie des sanctions dans les établissements universitaires ou scolaires*) (p. 1564). (p. 1564). (p. 1564). - **Article 6** (*Procédure de réintégration des salariés et agents licenciés*) (p. 1565). (p. 1565). (p. 1565). - **Article 7** (*Contestations en matière d'amnistie des sanctions disciplinaires*) (p. 1565). - **Article 8** (*Effets de l'amnistie*) (p. 1566). - **Article 9** (*Autres effets de l'amnistie*) (p. 1566). - **Article 10** (*Préservation des droits des tiers*) (p. 1567). - **Article 11** (*Suppression des données personnelles enregistrées dans les fichiers de police - amnistie du délit de refus de se soumettre à un prélèvement génétique*) (p. 1567). (p. 1567). (p. 1568). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1568). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1574).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution** [n° 374 (2012-2013)] - (28 février 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi**

n° 375 (2012-2013) (p. 1586, 1588). - **Article 1er A (nouveau)** (*Dépôt et transmission au Conseil constitutionnel des propositions de loi référendaires présentées en application de l'article 11 de la Constitution*) (p. 1602).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution** [n° 375 (2012-2013)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 374 (2012-2013)**. - (28 février 2013) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 558-37 (nouveau) du code électoral - *Encadrement du financement de la campagne de recueil des soutiens*) (p. 1605). - **Article 1er** (art. L. 558-38 à L. 558-42 (nouveaux) du code électoral - *Peines principales applicables en cas de violation des dispositions encadrant la procédure de recueil des soutiens*) (p. 1606). - **Article 3 ter (supprimé)** (art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales*) (p. 1608). - **Article 3 quater (nouveau)** (art. L. 558-44 à L. 558-50 (nouveaux) du code électoral - *Introduction dans le code électoral de règles de portée générale régissant les opérations de référendum*) (p. 1614).

- **Question orale sur les conditions d'accès aux actes d'état civil** - (12 mars 2013) (p. 1682, 1683).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'absence de révision constitutionnelle relative à la laïcité** - (14 mars 2013) (p. 1859).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les réformes constitutionnelles relatives au Conseil supérieur de la magistrature** - (14 mars 2013) (p. 1861).

- **Question orale sur le pôle judiciaire spécialisé compétent pour les crimes contre l'humanité** - (26 mars 2013) (p. 2396).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la qualité du débat public** - (28 mars 2013) (p. 2533, 2534).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public** [n° 440 (2012-2013)] - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2549, 2551). - **Article 2 (nouveau)** (art. 225-25 du code pénal et art. 398-1, 5° du code de procédure pénale) (p. 2567). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2572, 2573).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2710, 2715). (p. 2762, 2763).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2791, 2794). (p. 2814).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] (suite) - (5 avril 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2819, 2820). - **Question préalable** (p. 2827, 2828). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2836).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2875). (p. 2896, 2898). (p. 2899). - **Articles additionnels avant l'article 1er (suite)** (p. 2901, 2902). (p. 2902, 2903). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - *Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2928, 2929).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil -

Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois (p. 3000). (p. 3001, 3003). - **Demande de réserve** (p. 3029). - **Article 1er bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. 34-1 [nouveau] du code civil - *Contrôle et surveillance par le ministère public de l'établissement des actes d'état civil*) (p. 3029, 3030). (p. 3030). - **Article 1er bis B** (art. 74 et 165 du code civil - *Assouplissement des règles relatives à la détermination de la mairie compétente pour célébrer un mariage*) (p. 3033). (p. 3034). - **Article 1er bis CA (nouveau)** (art. 75 du code civil - *Suppression de la lecture de l'article 220 du code civil relatif à la solidarité des dettes entre époux lors de la célébration du mariage*) (p. 3035, 3036). - **Article 1er bis C (Texte non modifié par la commission)** (art. 165 du code civil - *Caractère républicain de la célébration du mariage*) (p. 3039). - **Article 1er bis D** (art. 167 du code civil - *Célébration impossible du mariage à l'étranger des Français établis hors de France*) (p. 3041). (p. 3042).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 1er bis** (art. 345-1 du code civil - *Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3095, 3099). (p. 3100). (p. 3110, 3111). - **Article 1er ter** (art. 360 du code civil - *Autorisation de l'adoption simple de l'enfant du conjoint, antérieurement adopté par lui*) (p. 3115). (p. 3117). (p. 3117, 3118). - **Article 1er quinquies** (art. 353-2, 371-4 et 373-3 du code civil et L. 351-4 du code de la sécurité sociale - *maintien des liens de l'enfant, en cas de séparation, avec le tiers qui a résidé avec lui et l'un de ses parents et participé à son éducation*) (p. 3122). - **Article 2 A (nouveau)** (art. 225-1 [nouveau] du code civil - *Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux*) (p. 3123). - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3128). (p. 3131). (p. 3132).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 361 et 363 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas d'adoption simple*) (p. 3157). (p. 3158). (p. 3160). - **Article 4** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - *Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil*) (p. 3166, 3169). (p. 3171). (p. 3172). - **Article 4 (suite)** (p. 3176, 3177). - **Article 4 bis** (art. 6-1 [nouveau], 34, 75, 108, 206, 371-1, 601, 718 [rétabli] et 757-1 du code civil - *Égalité de traitement entre les époux ou parents de même sexe et ceux de sexe différent - Habilitation du Gouvernement pour procéder aux coordinations nécessaires, hors code civil*) (p. 3179). (p. 3194, 3195). (p. 3195). - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3222). (p. 3223). (p. 3223). (p. 3225). (p. 3226). (p. 3226). (p. 3229). (p. 3229). (p. 3230). (p. 3231). (p. 3231). (p. 3232). (p. 3232). (p. 3234). - **Articles additionnels après l'article 1er quater (précédemment réservés)** (p. 3235). - **Articles additionnels après l'article 1er quinquies (précédemment réservés)** (p. 3240, 3241). (p. 3241). (p. 3243). - **Articles additionnels après l'article 22 (précédemment réservés)** (p. 3244). (p. 3245). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 3246). - **Intitulé du projet de loi** (p. 3247). (p. 3247).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3286, 3288).

- **Question orale sur la situation des greffes outre-mer** - (23 avril 2013) (p. 3911).

- **Question orale sur le décret relatif à la mutualisation entre les conseils généraux et les SDIS** - (23 avril 2013) (p. 3912).

- **Question orale sur l'élargissement de l'autorisation de conduire un tracteur de plus de 3,5 tonnes avec le seul permis B pour les employés des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats intercommunaux à vocation multiple** - (23 avril 2013) (p. 3913, 3914).

- **Débat sur la loi pénitentiaire** - (25 avril 2013) (p. 4048, 4054).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le syndicat de la magistrature** - (25 avril 2013) (p. 4057).

- **Proposition de loi visant à inscrire la notion de préjudice écologique dans le code civil [n° 520 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4204, 4207). (p. 4214, 4216).

- **Question orale sur la coopération européenne en matière de litiges familiaux transfrontaliers** - (21 mai 2013) (p. 4300, 4301).

- **Question orale sur la hauteur du gué du Mont-Saint-Michel** - (21 mai 2013) (p. 4302). (p. 4302).

- **Question orale sur les conséquences des erreurs de calcul du prélèvement pour les fonds nationaux de garantie individuelle des ressources** - (21 mai 2013) (p. 4303).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection judiciaire de la jeunesse** - (23 mai 2013) (p. 4506).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France [n° 597 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4768, 4770). (p. 4782, 4784). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 225-4-1, 225-4-2, 225-4-8 [nouveau], 225-14-1 [nouveau], 225-15 et 225-19 du code pénal - *Élargissement du champ des dispositions pénales relatives à l'infraction de traite des êtres humains*) (p. 4786). (p. 4787). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. préliminaire du code de procédure pénale - *Transposition de la directive 2010/64/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 relative à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales*) (p. 4788). - **Article 8** (Intitulé de la section IV du chapitre II du titre X du livre IV, art. 695-8, 695-8-1 à 695-8-5 [nouveau] et 695-9 du code de procédure pénale - *Mise en conformité avec la décision 2009/426/JAI des dispositions relatives au membre national d'Eurojust*) (p. 4792). - **Article 9** (art. 728-10 à 728-78 [nouveau] du code de procédure pénale - *Transposition de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté*) (p. 4800). - **Article 10** (art. 433-14 du code pénal ; art. 3 de la loi du 24 juillet 1913 portant application des articles 23, 24 et 28 de la convention internationale signée à Genève le 6 juillet 1906 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne et des articles 5, 6 et 21 de la convention internationale signée à la Haye le 18 octobre 1907 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève - *Dispositions portant adaptation du droit pénal au protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (protocole III) adopté à Genève le 8 décembre 2005*) (p. 4801). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 4806). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (*Application sur l'ensemble du territoire de la République*) (p. 4808).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 633 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 634 (2012-2013)** (p. 5778, 5779). (p. 5787, 5788). - **Article 4 (Modalités du recueil des soutiens)** (p. 5789, 5790).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 634 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 633 (2012-2013)**.

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6787, 6792). (p. 6816, 6819). - **Question préalable** (p. 6824). - **Article 1er** (art. 64 de la

Constitution - Mission du Conseil supérieur de la magistrature (p. 6825, 6826). (p. 6826). (p. 6827). (p. 6827). - **Article 2** (art. 65, 65-1 [nouveau] et 65-2 [nouveau] de la Constitution - *Pouvoirs et composition du Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 6828). (p. 6829).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2013) (p. 6836). (p. 6837). (p. 6839). (p. 6845). (p. 6845, 6846). (p. 6846). (p. 6846). (p. 6846, 6847). (p. 6848, 6849). - **Article 3** (*Entrée en vigueur*) (p. 6849). - **Intitulé du projet de loi constitutionnelle** (p. 6850).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 676 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013).** - (4 juillet 2013) - **Article 1er** (art. 30 du code de procédure pénale - *Attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale*) (p. 6854). (p. 6854, 6855). (p. 6855). (p. 6855). - **Article 1er bis** (art. 31 du code de procédure pénale - *La consécration du rôle de garant de l'intérêt général du parquet*) (p. 6856). (p. 6857). - **Article 2** (art. 35 du code de procédure pénale - *Compétences des procureurs généraux en matière de politique pénale*) (p. 6857, 6858). (p. 6858, 6859). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 36 du code de procédure pénale - *Précision du pouvoir d'instruction des procureurs généraux dans les affaires individuelles*) (p. 6859). - **Article 3** (art. 39-1 du code de procédure pénale - *Compétences des procureurs de la République dans la mise en œuvre de la politique pénale*) (p. 6860).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les transgenres** - (4 juillet 2013) (p. 6862).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Deuxième lecture [n° 754 (2012-2013)] - (16 juillet 2013) - Discussion générale** (p. 7298, 7301). (p. 7307, 7309). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 30 du code de procédure pénale - *Attributions du ministre de la justice en matière de politique pénale*) (p. 7310). (p. 7310, 7311). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. 35 du code de procédure pénale - *Compétences des procureurs généraux en matière de politique pénale*) (p. 7312). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 39-1 du code de procédure pénale - *Compétences des procureurs de la République dans la mise en œuvre de la politique pénale*) (p. 7313, 7314).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)] - (17 juillet 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7325, 7328). - **Demande de priorité** (p. 7359). (p. 7359). - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 741 (2012-2013)** (p. 7362, 7365). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 [nouveau] du code de procédure pénale - *Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales*) (p. 7367, 7368). (p. 7370). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7372). (p. 7373). - **Article 1er bis** (art. 131-38 du code pénal - *Augmentation du montant de l'amende encourue par les personnes morales*) (p. 7374). (p. 7375). (p. 7377). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 7377). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 7380, 7381). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7382). - **Article 2 bis (supprimé)** (art. 324-1 du code pénal - *Extension de la définition du blanchiment*) (p. 7383).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7428). - **Article additionnel après l'article 3 quater** (p. 7437). - **Demande de priorité** (p. 7456). - **Article additionnel après l'article 9** quinquies (p. 7458). - **Articles additionnels après l'article 9 septies B** (p. 7461). - **Article 9 septies** (art. L. 1132-3-3 [nouveau] du code du travail ; art. 6 ter A [nouveau] de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires -

Protection des « lanceurs d'alerte ») (p. 7464). - **Article 15 (priorité)** (*Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier*) (p. 7471, 7473). (p. 7473, 7474). (p. 7476). - **Article 13 (priorité)** (art. 704 du code de procédure pénale - *Suppression des juridictions régionales spécialisées - Redéfinition et élargissement de la compétence des juridictions interrégionales spécialisées en matière économique et financière*) (p. 7478). (p. 7478). (p. 7479). - **Article 14 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. 704-1, 705, 705-1, 705-2 et 706-1-1 du code de procédure pénale - *Modifications de coordination avec la suppression des juridictions régionales spécialisées et la création du procureur de la République financier*) (p. 7479). - **Article additionnel après l'article 14 (priorité)** (p. 7480). - **Article additionnel après l'article 15 (priorité)** (p. 7481). - **Article 16 (priorité)** (*Chapitre 1er du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 706-1, 706-1-3 et 706-1-2, art. 706-1-1 et 706-1-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - Possibilité pour le procureur de la République financier de bénéficiaire de l'appui d'assistants spécialisés - Application, en matière de corruption et de fraude fiscale en bande organisée ou aggravée, de certaines des règles applicables à la criminalité organisée*) (p. 7482). - **Article additionnel après l'article 16 (priorité)** (p. 7483). - **Article 17 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. 693, 706-2 et 706-42 du code de procédure pénale ; art. 5 de la loi du 17 décembre 1926 - *Coordonnations*) (p. 7484). - **Article 18 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. 1er de l'ordonnance n° 2004-823 du 19 août 2004 - *Application territoriale du chapitre 1er du titre III du projet de loi*) (p. 7484). - **Article 19 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (*chapitre VII du titre 1er du livre II et art. L. 217-1 à L. 217-4 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Dispositions d'organisation judiciaire relatives au procureur de la République financier*) (p. 7484). - **Article 20 (priorité - Texte non modifié par la commission)** (*Disposition transitoire relative aux affaires instruites et jugées par les juridictions régionales spécialisées*) (p. 7485). - **Article 20 bis (priorité - Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-15-1 et L. 621-17-3 du code monétaire et financier - *Coordination des compétences du procureur de la République financier en matière de délits boursiers avec les compétences de l'autorité des marchés financiers*) (p. 7486). - **Article 10 quinquies** (art. 561-2, 561-3, 561-17 et 561-36 du code monétaire et financier - *Assujettissement des caisses de règlement pécuniaire des avocats à la déclaration de soupçon*) (p. 7492, 7493).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier [n° 741 (2012-2013)] - (17 juillet 2013) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 739 (2012-2013).**

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Commission mixte paritaire [n° 769 (2012-2013)] - (25 juillet 2013) - Discussion générale** (p. 7711, 7713). - **Article 17 (Protection des lanceurs d'alerte)** (p. 7734).

- **Question orale sur le mariage et la loi personnelle** - (10 septembre 2013) (p. 7878, 7879).

- **Question orale sur l'avenir des séjours d'accueils collectifs de mineurs et le statut de volontaire de l'animation** - (10 septembre 2013) (p. 7879, 7880).

- **Question orale sur l'avenir des chambres de commerce et d'industrie** - (10 septembre 2013) (p. 7881).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme pénale** - (19 septembre 2013) (p. 8720, 8721).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide juridictionnelle** - (3 octobre 2013) (p. 9002).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture [n° 22 (2013-2014)] - (8 octobre 2013) - Discussion**

générale commune avec celle du projet de loi organique n° 24 (2013-2014) (p. 9356, 9358). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-23 [nouveau] du code de procédure pénale - Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales) (p. 9368, 9369), (p. 9371). - **Article 2 bis (supprimé)** (art. 324-3 du code pénal - Alourdissement des peines d'amende) (p. 9373). - **Article 3 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. 1649 AB du code général des impôts - Institution d'un registre public des trusts) (p. 9374). - **Article 3 sexies (Texte non modifié par la commission)** (section I du chapitre II du titre II de la première partie et art. L. 96 J et L. 102 D [nouveau] du livre des procédures fiscales ; art. 1734 et 1770 undecies [nouveau] du code général des impôts, art. L. 2222-22 du code général de la propriété des personnes publiques - Renforcement de la lutte contre la commercialisation et l'utilisation de logiciels de comptabilité permettant la dissimulation de recettes) (p. 9376). - **Article 10** (art. L. 10 du livre des procédures fiscales - Possibilité pour l'administration fiscale d'exploiter les informations qu'elle reçoit dans le cadre de ses procédures, y compris lorsqu'elles sont d'origine illicite) (p. 9378). - **Article 11 bis AA (suppression maintenue)** (art. L. 13 AA du livre des procédures fiscales - Obligation pour les grandes entreprises de fournir la comptabilité analytique de leurs implantations dans chaque Etat ou territoire) (p. 9380). - **Article 11 bis DA (suppression maintenue)** (art. L. 64 du livre des procédures fiscales - Facilitation de la caractérisation de l'abus de droit en matière fiscale) (p. 9381). - **Article 11 sexies (supprimé)** (art. L. 230 du livre des procédures fiscales - Allongement du délai de prescription en matière de fraude fiscale) (p. 9383). (p. 9383). - **Article 11 decies A (suppression maintenue)** (art. 57 bis [nouveau] du code général des impôts - Fiscalisation des "marges arrière" des distributeurs) (p. 9385). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. 704 du code de procédure pénale - Suppression des juridictions régionales spécialisées - Redéfinition et élargissement de la compétence des juridictions interrégionales spécialisées en matière économique et financière) (p. 9387, 9388). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. 704-1, 705, 705-1, 705-2 et 706-1-1 du code de procédure pénale - Modifications de coordination avec la suppression des juridictions régionales spécialisées et la création du procureur de la République financier) (p. 9388). - **Article 15 (Chapitre Ier du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 705, 705-1, 705-2, 705-3 et 705-4 [nouveaux] du code de procédure pénale - Création et définition des compétences du procureur de la République financier)** (p. 9391, 9392). - **Article 15 bis (suppression maintenue)** (art. 706-1 du code de procédure pénale - Extension de la compétence du tribunal de grande instance et du parquet de Paris pour les affaires économiques et financières relevant de la compétence de plusieurs tribunaux) (p. 9393). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (Chapitre Ier du titre XIII du livre IV [nouveau], art. 706-1, 706-1-3 et 706-1-2, art. 706-1-1 et 706-1-2 [nouveaux] du code de procédure pénale - Possibilité pour le procureur de la République financier de bénéficier de l'appui d'assistants spécialisés - Application, en matière de corruption et de fraude fiscale en bande organisée ou aggravée, de

certaines des règles applicables à la criminalité organisée) (p. 9394, 9395). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. 693, 706-2 et 706-42 du code de procédure pénale ; art. 5 de la loi du 17 décembre 1926 - Coordinations) (p. 9395). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (chapitre VII du titre Ier du livre II et art. L. 217-1 à L. 217-4 [nouveaux] du code de l'organisation judiciaire - Dispositions d'organisation judiciaire relatives au procureur de la République financier) (p. 9395). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (Disposition transitoire relative aux affaires instruites et jugées par les juridictions régionales spécialisées) (p. 9396). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 621-15-1 et L. 621-17-3 du code monétaire et financier - Coordination des compétences du procureur de la République financier en matière de délits boursiers avec les compétences de l'Autorité des marchés financiers) (p. 9397).

- **Projet de loi organique relatif au procureur de la République financier - Nouvelle lecture [n° 24 (2013-2014)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 22 (2013-2014)**. - (8 octobre 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 38-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Application au procureur de la République financier de la limitation à sept ans de la durée d'exercice des fonctions applicable aux procureurs de la République) (p. 9397).

- **Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 26 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9441, 9443). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 9444).

- **Question orale avec débat sur la gestion et la conservation des scellés judiciaires** - (22 novembre 2013) (p. 11834, 11837).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le délai de prescription en matière d'agressions sexuelles** - (28 novembre 2013) (p. 12386, 12387).

- **Questions cibles thématiques sur l'accès à la justice et la justice de proximité** - (5 décembre 2013) (p. 12476). (p. 12476, 12477). (p. 12477, 12478). (p. 12478, 12479). (p. 12480). (p. 12481). (p. 12481, 12482). (p. 12482, 12483). (p. 12483, 12484).

- **Question orale sur l'adoption d'enfants originaires d'Haïti** - (17 décembre 2013) (p. 13097, 13098).

- **Question orale sur l'avenir de la maison d'arrêt d'Aurillac** - (17 décembre 2013) (p. 13098, 13099).

- **Question orale sur la reconstruction du centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan en Gironde** - (17 décembre 2013) (p. 13100).

TESTON (Michel)
sénateur (Ardèche)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre suppléant du Conseil supérieur des transports terrestres et de l'intermodalité.

Membre titulaire de la commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur la proposition de loi [n° 270 (2012-2013)] visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes [n° 333 (2012-2013)] (5 février 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Nomination de rapporteurs.

Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Zones d'exclusion pour les loups - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Infrastructures et services de transports - Audition de M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Titres de transport de compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Zones d'exclusion pour les loups - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Examen du rapport d'information.

Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission du développement durable*) : Infrastructures et services de transports - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires économiques*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen du rapport et du texte de la commission en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission du développement durable*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen des amendements.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission du développement durable*) : Désignation de rapporteurs.

Pass navigo unique au tarif des zones 1-2 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Bruno Lechevin, candidat désigné aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

(*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale du crédit aux entreprises.

Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Pass navigo unique au tarif des zones 1-2 - Examen des amendements.

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Didier Ridoret, président de la Fédération française du bâtiment (FFB) et de M. Patrick Liebus, président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Eloi Laurent, auteur du rapport « Vers l'égalité des territoires ».

Commission nationale du débat public - Audition de M. Christian Leyrit, candidat désigné aux fonctions de président.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*): Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

(*commission des affaires économiques*): Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Guillaume Pepy, candidat désigné aux fonctions de président de la SNCF.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission du développement durable*): Energie - Audition de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*): Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs

d'alerte - Examen du rapport et du texte de la commission en deuxième lecture.

Réforme ferroviaire - Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de la mission de concertation.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Jean-Marc Michel et de M. Bernard Chevassus-au-Louis, préfigurateurs d'une Agence française de la biodiversité.

Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*): Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*): Réforme de la décentralisation - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Michel de Rosen, directeur général d'Eutelsat.

(*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et services de transport.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*): Modernisation de l'action publique territoriale - Demande de saisine et nomination d'un rapporteur pour avis.

Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*): Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*): Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*): Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Hélène Valade, présidente du collège des directeurs du développement durable (C3D).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission du développement durable*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Nomination des membres à la commission mixte paritaire.

Véhicules électriques - Table ronde.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*): Affichage environnemental - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Claude Belot, vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur son rapport d'information

« Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergie locales ».

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Egalité des territoires - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Circulation des mégacamions et fret routier européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Delphine Hedary, présidente du comité de pilotage des États généraux de la modernisation du droit de l'environnement, et de Mme Claude Chardonnet, consultante.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Biogaz et méthanisation comme ressource économique et substitut au gaz - Table ronde.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Enjeux du quatrième paquet ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Affectation des fréquences de la bande 700 Mhz (très haut débit mobile) - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Etienne Guyot, président de la Société du Grand Paris.

Désignation de rapporteurs.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Christian de Perthuis, président du Comité pour la fiscalité écologique.

Révision des lignes directrices concernant les aides d'État aux aéroports régionaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement, sur les crédits de la mission « Politique des territoires ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport pour avis sur les crédits « Recherche en matière de développement durable » de la mission « Recherche et enseignement supérieur ».

Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilité durables » - Audition de MM. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, et Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Déchets : filières REP et écoconception - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilités durables » - Examen du rapport pour avis.

Réalisation et exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat désigné aux fonctions de président-directeur général de Météo-France.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Prévention et protection contre les inondations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Protection de l'environnement et prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Développement durable, énergie et climat » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Conférence de Varsovie sur le changement climatique - Communication.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Transition énergétique dans les transports - Audition de MM. Bruno Duchemin et Sébastien Genest, rapporteurs du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission du développement durable*): Déplacement d'une délégation en Allemagne - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les énergies renouvelables** - (17 janvier 2013) (p. 208). (p. 208).

- **Débat sur l'avenir du service public ferroviaire** - (24 janvier 2013) (p. 498, 499).

- **Proposition de loi visant à créer des zones d'exclusion pour les loups [n° 276 (2012-2013)]** - (30 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 668, 670). - **Article unique** (*Création de zones d'exclusion pour les loups*) (p. 684).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (31 janvier 2013) (p.704).

- **Proposition de loi visant à sanctionner la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne [n° 322 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Article unique** (*art. L. 6421-2-1 [nouveau] du code des transports - Information des passagers en cas de commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne*) (p. 964).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (11 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1049, 1050). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1061). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 1080).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1142).

- **Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre - Nouvelle lecture [n° 270 (2012-2013)]** - (13 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1194, 1196).

- **Suite de la discussion** (14 février 2013) - rapporteur pour avis de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Article 14** (*Expérimentation d'une tarification sociale de l'eau*) (p. 1292). (p. 1293). (p. 1294). (p. 1295). (p. 1296). (p. 1296). (p. 1297).

- **Question orale sur l'avenir de la filière solaire** - (19 février 2013) (p. 1341). (p. 1342).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1412).

- **Débat sur l'action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire** - (2 avril 2013) (p. 2592, 2593).

- **Proposition de loi pour une fiscalité numérique neutre et équitable [n° 682 (2011-2012)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2673, 2674).

- **Question orale sur les droits de plantation** - (9 avril 2013) (p. 2952). (p. 2953).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports - Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3445, 3446). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3469).

- **Question orale sur l'avenir des librairies indépendantes** - (21 mai 2013) (p. 4290). (p. 4291).

- **Question orale sur la situation des élèves en situation de handicap** - (18 juin 2013) (p. 5915). (p. 5916).

- **Question orale sur la compétitivité des entreprises de la filière maïs doux** - (10 septembre 2013) (p. 7875, 7876). (p. 7876).

- **Question orale sur l'avenir des séjours d'accueils collectifs de mineurs et le statut de volontaire de l'animation** - (10 septembre 2013) (p. 7879). (p. 7880).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8649, 8650).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9523, 9525). (p. 9525).

- **Questions cribles thématiques sur la politique énergétique européenne** - (24 octobre 2013) (p. 10135). (p. 10136).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Première partie :

- (27 novembre 2013) - **Article 38** (*art. 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Aménagement des ressources du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs »*) (p. 12267, 12268). (p. 12268, 12269). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 12271). (p. 12271).

TEULADE (René)
sénateur (Corrèze)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 (18 novembre 2013).

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux militaires engagés en Algérie avant le 2 juillet 1962 et y totalisant au moins quatre mois de présence [n° 383 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre le bénéfice de la campagne double à tous les anciens combattants fonctionnaires engagés en Algérie, au Maroc et en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 2 novembre 1962 et titulaires d'une carte du combattant [n° 384 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Anciens combattants - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de M. Gérard Roche, président du conseil général de la Haute-Loire, membre du bureau de l'Assemblée des départements de France (ADF).

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé (ARS) - Audition de MM. Guy Moulin, président de la Conférence des présidents de commissions médicales d'établissement des centres hospitaliers universitaires (CME de CHU), et Frédéric Martineau, président de la Conférence des présidents de CME des centres hospitaliers (CME de CH).

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Médicaments génériques - Seconde table ronde consacrée à l'évaluation de la politique française du médicament générique.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Table ronde avec les syndicats de médecins.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Dominique Bur, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord, représentant de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Biologie médicale - Présentation par M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes, de l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Situation sociale des personnes prostituées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (syndicats de salariés).

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Dominique Martin, directeur des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conclusions du Comité interministériel sur le handicap - Audition de Mme Marie-Arlette Carlotti, ministre chargée des personnes handicapées.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Didier Tabuteau, responsable de la chaire santé à Sciences Po.

Agences régionales de santé - Audition de M. Paul Castel, directeur général de l'Agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne [n° 225 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Article unique** (p. 47, 48).

- **Proposition de loi visant à autoriser le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels [n° 555 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 705, 706).

- **Question orale sur la prévention de l'obésité et la loi de santé publique** - (12 mars 2013) (p. 1678, 1679). (p. 1679).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 mars 2013** - (12 mars 2013) (p. 1711, 1712).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3404, 3405).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - *Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3483, 3484).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des hôpitaux** - (18 avril 2013) (p. 3490, 3491). (p. 3491).

- **Questions cribles thématiques sur l'avenir des retraites** - (13 juin 2013) (p. 5854, 5855). (p. 5855).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7635).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Article 1er** (*Définition de la politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes*) (p. 8437, 8438). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8471). (p. 8473).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) (p. 8492). (p. 8493).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10570, 10571).

TODESCHINI (Jean-Marc)
sénateur (Moselle)
SOC

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Premier vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre de la commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage du 26 février 2013 au 19 juillet 2013.

Membre titulaire de la commission nationale du sport de haut niveau.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Grands stades et arènes : pour un financement public les yeux ouverts [n° 86 (2013-2014)] (17 octobre 2013) - **Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 156 tome 3 annexe 29 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Sports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de rénover les règles relatives à l'obligation de participation des sénateurs aux travaux des commissions du Sénat [n° 225 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission d'enquête sur la lutte contre le dopage*) : Audition de Mme Françoise Lasne, directrice du département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage.

Réunion du jeudi 17 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Financement public des grandes infrastructures sportives - Communication de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, et M. Dominique Bailly, rapporteur au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de MM. Jean-Marc Todeschini et Dominique Bailly, auteurs d'un rapport d'information fait au nom de la commission des finances et de la commission de la culture sur le financement public des grandes infrastructures sportives.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des articles de la première partie.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture** [n° 406 (2012-2013)] - (14 mars 2013) - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 205 du code électoral - Extension du mécanisme de la déclaration de démission par le représentant de l'État) (p. 1838, 1839).

- **Question orale sur l'intégration des lauréats de l'examen de rédacteur territorial** - (21 mai 2013) (p. 4288, 4289). (p. 4290).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique** [n° 723 (2012-2013)] - (15 juillet 2013) - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 7187).

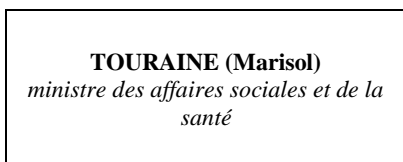
- **Question orale sur l'avenir du groupement hospitalier Sud-Ardenne** - (15 janvier 2013) (p. 21).

- **Question orale sur le financement par l'Etat des mandataires de justice chargés des majeurs protégés** - (15 janvier 2013) (p. 22).

- **Débat sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement** - (23 janvier 2013) (p. 386, 387). (p. 403, 404).

- **Débat sur les nouvelles menaces des maladies infectieuses émergentes** - (23 janvier 2013) (p. 415, 416).

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale** [n° 278 (2012-2013)] - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 744, 746). (p. 753, 754). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 756). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 6211-1, L. 6211-23, L. 6212-2, L. 6221-1, L. 6221-12 et L. 6241-2 du code de la santé publique - Examens de cytologie pathologique) (p. 757). (p. 758). - **Article 4** (art. L. 1223-1, L. 6211-13, L. 6211-17 et



INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la circulaire relative à la prestation de service unique** - (15 janvier 2013) (p. 17).

- **Question orale sur la sortie des laboratoires publics départementaux de la concurrence** - (15 janvier 2013) (p. 18, 19).

- **Question orale sur la fracture sanitaire** - (15 janvier 2013) (p. 20).

- L. 6223-5 du code de la santé publique - Organisation des établissements de transfusion sanguine et conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale (p. 759). (p. 759, 760). (p. 760). (p. 764). (p. 765). (p. 766). (p. 767). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 769). - **Article 6** (art. L. 6213-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Nomination dans les centres hospitaliers et universitaires de personnes non titulaires du diplôme d'études spécialisées de biologie médicale) (p. 772). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 773, 774).
- **Suite de la discussion** (5 février 2013) - **Article 7** (art. L. 1434-9, L. 4352-4, L. 4352-3-1 et L. 4352-3-2 [nouveaux], L. 4352-7, L. 53-11-1, L. 6211-12, L. 6211-18, L. 6212-4, L. 6213-2, L. 6213-3, L. 6213-4, L. 6213-6, L. 6213-10, L. 6213-10-1, L. 6221-9, L. 6222-1, L. 6222-2, L. 6223-3, L. 6223-5, L. 6231-1, L. 6231-3 [nouveau], L. 6241-1, L. 6241-2, L. 6241-5-1[nouveau], L. 6242-3 du code de la santé publique ; art. L. 145-5-6 et L. 162-13-1 du code de la sécurité sociale ; art. 7, 8 et 9 de l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale - Qualité de la biologie médicale) (p. 819, 820). (p. 820). (p. 821). (p. 822). (p. 822). (p. 823). (p. 825). - **Article 7 bis (nouveau)** (art. L. 6211-8 [nouveau] du code de la santé publique - Situation d'urgence) (p. 825). (p. 827). - **Article 7 ter (nouveau)** (art. L. 6211-9 du code de la santé publique - Suppression de l'interdiction pour le biologiste médical de s'écarter des recommandations de bonne pratique) (p. 828). - **Article 8** (art. L. 6223-8 [nouveau] du code de la santé publique - Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale) (p. 830). (p. 831). (p. 831). (p. 832). (p. 833). (p. 834). (p. 834). (p. 835). (p. 836). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 838). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 840). (p. 841). - **Article 11 (nouveau)** (Titre II du livre II de la sixième partie du code de la santé publique - Applicabilité des dispositions du code de la santé publique relatives à l'organisation de la biologie médicale à Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 842). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 845, 846).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux** - (7 février 2013) (p. 997, 998).
- **Questions cribles thématiques sur la gynécologie médicale** - (14 février 2013) (p. 1300). (p. 1300, 1301). (p. 1301). (p. 1302). (p. 1303). (p. 1303). (p. 1304). (p. 1305). (p. 1305, 1306).
- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1644, 1646). (p. 1654, 1655).
- **Question orale sur la prévention de l'obésité et la loi de santé publique** - (12 mars 2013) (p. 1679).
- **Question orale sur l'ouverture d'une formation de maïeutique au sein de la faculté de médecine de Saint-Etienne** - (12 mars 2013) (p. 1680).
- **Question orale sur le transfert d'une officine de pharmacie dans la commune de Régusse (Var)** - (12 mars 2013) (p. 1680, 1681).
- **Question orale sur les compétences respectives du maire et du préfet en matière de lutte contre l'insalubrité pour les communes de moins de 20 000 habitants** - (12 mars 2013) (p. 1681, 1682).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dépendance** - (14 mars 2013) (p. 1855, 1856).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites** - (14 mars 2013) (p. 1862).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dépendance** - (14 mars 2013) (p. 1864).
- **Questions cribles thématiques sur l'industrie pharmaceutique** - (4 avril 2013) (p. 2702, 2703). (p. 2703). (p. 2704). (p. 2705). (p. 2706). (p. 2707). (p. 2707, 2708). (p. 2708, 2709). (p. 2709, 2710).
- **Question orale sur l'inscription de l'usine Solvay sur la liste des établissements ouvrant droit au dispositif de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante** - (9 avril 2013) (p. 2971).
- **Question orale sur la situation des associations d'aide à domicile** - (9 avril 2013) (p. 2972).
- **Question orale sur le pacte territoire-santé et la Dordogne** - (9 avril 2013) (p. 2973, 2974).
- **Questions cribles thématiques sur la situation des hôpitaux** - (18 avril 2013) (p. 3484, 3485). (p. 3485). (p. 3486). (p. 3487). (p. 3487, 3488). (p. 3488, 3489). (p. 3489). (p. 3490). (p. 3491).
- **Débat sur la politique vaccinale de la France** - (23 avril 2013) (p. 3933, 3935). (p. 3945, 3946).
- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale - Commission mixte paritaire [n° 493 (2012-2013)]** - (16 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4259, 4260). - **Article 8** (Modalités de participation au capital d'une société exploitant un laboratoire de biologie médicale) (p. 4271).
- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5687, 5690). (p. 5706, 5707).
- **Questions cribles thématiques sur l'avenir des retraites** - (13 juin 2013) (p. 5850). (p. 5851). (p. 5852). (p. 5853). (p. 5854). (p. 5855). (p. 5855, 5856). (p. 5856, 5857). (p. 5857, 5858).
- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Création expérimentale et prise en charge des maisons de naissance) (p. 5861). (p. 5862). (p. 5863). (p. 5863, 5864). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Définition et financement des "maisons de naissance" - Dérogation aux art. L. 1434-2, L. 1434-7 et L. 6122-1 du code de la santé publique) (p. 5865). (p. 5865, 5866). (p. 5866). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (Conditions de fonctionnement - Autorisation d'ouverture et suspension) (p. 5867, 5868).
- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7622, 7624). - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé) (p. 7642). (p. 7645). (p. 7649, 7650). (p. 7651). (p. 7653). (p. 7654). (p. 7655). (p. 7656). - **Article 3** (Rapport du Gouvernement au Parlement) (p. 7656). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7658, 7659).
- **Proposition de loi visant à modifier certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge [n° 836 (2012-2013)]** - (13 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8232, 8234). (p. 8244). - **Article 1er** (art. L. 3211-2-1, L. 3211-2-2, L. 3211-3 et L. 3211-12-5 du code de la santé publique - Modalités de prise en charge des personnes faisant l'objet de mesures de soins psychiatriques sans leur consentement) (p. 8246). (p. 8247). (p. 8247). (p. 8248). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 8249). (p. 8249). - **Article 4** (art. L. 3211-12 du code de la santé publique - Suppression des conditions spécifiques de mainlevée des mesures de soins des patients admis en unité pour malades difficiles et définition d'un nouveau régime de mainlevée pour les patients déclarés pénalement irresponsables) (p. 8251). - **Article 5** (art. L. 3211-12-1 du code de la santé publique -

Réforme des modalités de contrôle systématique du juge des libertés sur les mesures de soins sans consentement en hospitalisation complète (p. 8253). (p. 8254). (p. 8254). (p. 8255). (p. 8255). - **Article 6** (art. L. 3211-12-2 du code de la santé publique - Déroulement de l'audience devant le juge des libertés et de la détention) (p. 8256). - **Article 6 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-12-4 du code de la santé publique - Précisions sur la procédure d'appel) (p. 8257). - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 8258). - **Article 7** (art. L. 3212-4, L. 3212-7 et L. 3212-9 du code de la santé publique - Simplification des procédures dans le cadre d'une mesure de soins sans consentement à la demande d'un tiers) (p. 8259). (p. 8259). - **Article 8** (art. L. 3213-1, L. 3213-3, L. 3213-5, L. 3213-7, L. 3213-8 et L. 3213-9-1 du code de la santé publique - Clarification des procédures applicables aux personnes déclarées pénalement irresponsables et aux cas de désaccord entre psychiatre et préfet) (p. 8262, 8263). (p. 8263). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3222-3 du code de la santé publique - Suppression du régime légal des unités pour malades difficiles) (p. 8264). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 8265). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8267).

- **Débat sur le marché du médicament et des produits de santé** - (17 octobre 2013) (p. 9710, 9713).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10543, 10546). (p. 10576, 10578). - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10582). (p. 10584). (p. 10586). (p. 10588). (p. 10591). (p. 10596). (p. 10599). (p. 10600).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10636). (p. 10637). (p. 10644). (p. 10648, 10649). (p. 10654). (p. 10659). (p. 10660). (p. 10663). (p. 10667). (p. 10668). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10672). (p. 10673). - **Article 2** (art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035) (p. 10681, 10682). - **Article 2 bis (nouveau)** (Rapport du Gouvernement sur l'âge du taux plein et la décote) (p. 10695). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 10697). (p. 10698). - **Article 3** (art. L. 114-2, L. 114-4, L. 114-4-2, L. 114-4-3 et L. 135-6 du code de la sécurité sociale - Création d'un dispositif de pilotage annuel du système de retraite) (p. 10702).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 4** (art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite) (p. 10726). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 10732). (p. 10733). (p. 10736). (p. 10737). (p. 10738). (p. 10739). (p. 10740). (p. 10741). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. L. 5552-20 du code des transports - Mode de revalorisation des pensions des marins) (p. 10742). (p. 10742). - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10753). (p. 10754, 10755). (p. 10756). (p. 10757, 10758). (p. 10758). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10760). - **Article 5 bis (nouveau)** (Rapport sur l'évolution des conditions de pénibilité) (p. 10761). (p. 10762). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10769). (p. 10771). (p. 10773). (p. 10775). (p. 10776). (p. 10777). (p. 10777). (p. 10778). (p. 10779). (p. 10780). (p. 10781). (p. 10782). (p. 10783). (p. 10784). (p. 10784, 10785). (p. 10785). (p. 10786). (p. 10786). (p. 10787). (p. 10788). (p. 10789). (p. 10789). (p. 10790).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - Date d'entrée en vigueur des dispositions

relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 10838). (p. 10839). (p. 10840). (p. 10841). (p. 10843). (p. 10844).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 12** (art. L. 161-22, L. 161-22-1 A [nouveau], L. 634-6, L. 643-6 et L. 723-11-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 84 et L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Clarification des règles du cumul emploi-retraite) (p. 10870). (p. 10871). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10876). (p. 10879). - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 10880). (p. 10881). (p. 10883). (p. 10883). - **Article 13** (Rapport du Gouvernement sur la refonte des avantages familiaux de retraite) (p. 10885). (p. 10887). (p. 10888). - **Article 13 bis (nouveau)** (Rapport sur les pensions de réversion) (p. 10889). (p. 10889). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 10890). (p. 10891). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 10892). (p. 10893). - **Article 15** (art. L. 351-1-1, L. 634-3-2, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-1 du code rural et de la pêche maritime - Elargissement du dispositif de retraite anticipée pour carrière longue) (p. 10894). - **Article 16** (art. L. 351-14-1, L. 634-2-2, L. 643-2 et L. 723-10-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 9 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite ; art. L. 732-27-1 du code rural et de la pêche maritime - Création d'une aide forfaitaire au rachat d'années d'études) (p. 10896). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 10898). (p. 10900). (p. 10900). (p. 10901). (p. 10901). (p. 10902). (p. 10902). (p. 10903). (p. 10903). (p. 10904). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 10906).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 26** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Création d'un compte individuel retraite) (p. 10949, 10950). - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10951). (p. 10951). (p. 10954). - **Article 27** (art. L. 161-17-1, L. 161-1-6, L. 161-1-7, L. 161-17-1-1 [nouveau] et L. 161-17-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Création d'une instance de pilotage de la simplification interrégimes) (p. 10956). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 10956). - **Article 28** (art. L. 173-1-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Simplification des modalités de calcul de la retraite des polypensionnés) (p. 10958). (p. 10958). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 10960). - **Article 29** (art. L. 161-22-2 [nouveau], L. 173-1-3 [nouveau] et L. 351-9 du code de la sécurité sociale - Mutualisation du service des petites pensions) (p. 10961). (p. 10961). - **Article 30** (Débat annuel sur les retraites dans la fonction publique) (p. 10961). (p. 10962). - **Article 31** (art. L. 732-58, L. 732-58-1 [nouveau], L. 732-59, L. 732-60 et L. 732-60-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Pilotage du régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles) (p. 10964). (p. 10965, 10966). (p. 10969). - **Article 32** (art. L. 641-2, L. 641-3-1 nouveau, L. 641-4-1 nouveau, L. 641-5 et L. 641-7 nouveau du code de la sécurité sociale - Renforcement de la gouvernance des régimes de retraite des professions libérales) (p. 10972). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 10978). (p. 10979). (p. 10980). (p. 10984). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10997).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11254, 11256). (p. 11299, 11301).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 4** (Participation des organismes complémentaires au forfait « médecin traitant ») (p. 11312). - **Article 6** (Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2013) (p. 11317). - **Article 7** (Rectification de l'Ondam 2013) (p. 11319). - **Demande de priorité** (p. 11319).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - *Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles*) (p. 11332, 11333). - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 11337, 11338).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Article 15 ter (nouveau)** (art. 1001 du code général des impôts ; art. L. 3332-2-1 du code général des collectivités territoriales - *Majoration du taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance applicable aux contrats complémentaires santé dits « non responsables »*) (p. 11432). (p. 11433). (p. 11433, 11434). (p. 11435). (p. 11435). - **Article 16** (art. L. 6243-3 du code du travail ; art. L. 131-7 du code de la sécurité sociale ; art. L. 120-26 et L. 120-28 du code du service national - *Reconfiguration des exonérations de cotisations relatives à l'apprentissage, aux contrats de service civique et aux chantiers d'insertion*) (p. 11437). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 11437). (p. 11438). (p. 11440). - **Article 18 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires pour 2014) (p. 11443). - **Article 19 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général pour 2014) (p. 11444). - **Article 20 et annexe C** (Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires (FSV), fixation de l'objectif d'amortissement de la dette sociale et des prévisions de recettes du FRR et de la section 2 du FSV pour 2014) (p. 11445). - **Article 21 et annexe B** (Approbation du rapport figurant à l'annexe B du projet de loi de financement) (p. 11451). - **Article 23** (art. L. 133-5-5 [nouveau], L. 133-6-7-2 [nouveau] L. 133-8, L. 241-10, L. 243-1-2, L. 612-10, L. 623-1 et L. 722-5 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1221-12-1, L. 1271-3, L. 1271-4, L. 1522-1 et L. 1522-4 du code du travail ; art. L. 725-22 du code rural et de la pêche maritime - *Aménagement du calendrier de mise en œuvre de la déclaration sociale nominative, extension du champ de l'obligation de dématérialisation des déclarations sociales et promotion du chèque emploi service outre-mer*) (p. 11456). (p. 11456). - **Article 23 bis (nouveau)** (art. L. 162-17-2-1, L. 162-17-4, L. 162-17-4-1, L. 162-17-7, L. 162-17-8, L. 165-1-2, L. 165-3, L. 165-5, L. 165-8-1 et L. 165-13 du code de la sécurité sociale - *Compétence des Urssaf pour le recouvrement contentieux des pénalités financières relatives aux produits de santé remboursables*) (p. 11457). - **Article 24** (affectation à la Caisse nationale d'assurance maladie des excédents de la Caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières) (p. 11458). - **Article 25** (art. 38 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 - *Prorogation de l'avance consentie par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale à la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines*) (p. 11460, 11461). - **Seconde délibération** (p. 11462). - **Article 24 (supprimé)** (Affectation à la Caisse nationale d'assurance maladie des excédents de la Caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières) (p. 11480, 11481). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11486).

- *Nouvelle lecture* [n° 170 (2013-2014)] - (28 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12366, 12367). - **Question préalable** (p. 12378, 12379).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites** - *Nouvelle lecture* [n° 190 (2013-2014)] - (16 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13017, 13018). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Principes et objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 13026). (p. 13027). (p. 13027). (p. 13028). (p. 13028). (p. 13028, 13029). (p. 13030). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Détermination de la durée d'assurance*) (p. 13033). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*Mécanisme de pilotage du système de retraite*) (p. 13035). (p. 13036). (p. 13036). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport au 1er octobre de la revalorisation annuelle des pensions*) (p. 13038). (p. 13039). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Fiche de prévention des expositions aux facteurs de risques professionnels*) (p. 13041). (p. 13041). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 13045). (p. 13045). (p. 13046). (p. 13046). (p. 13047). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 13047). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (*Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité*) (p. 13048). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (*Cumul emploi-retraite*) (p. 13050). (p. 13050). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (*Préparation de la refonte des majorations de pension par enfant*) (p. 13051). - **Article 13 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur les pensions de révision*) (p. 13052). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (*Elargissement des trimestres réputés cotisés pour le bénéfice de la retraite anticipée pour longue carrière*) (p. 13053). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite*) (p. 13054). - **Article 19 (Texte non modifié par la commission)** (*Amélioration des droits à pension des conjoints collaborateurs*) (p. 13056). - **Article 20 (Texte non modifié par la commission)** (*Suppression de la condition de 17 ans et demi pour bénéficier de la retraite majorée de référence au régime des non-salariés agricoles*) (p. 13057). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (*Elargissement de l'accès à la retraite anticipée pour les travailleurs handicapés*) (p. 13060). (p. 13061). (p. 13062). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (*Organisation d'un débat annuel sur les orientations de la politique des retraites dans la fonction publique*) (p. 13065). - **Article 31 (Texte non modifié par la commission)** (*Pilotage du régime complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles*) (p. 13066). (p. 13067). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (*Evolution des caisses des professions libérales*) (p. 13069). (p. 13069).

TRILLARD (André)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger les commerçants de centre-ville [n° 362 (2012-2013)] (15 février 2013) - **Aménagement du territoire - Entreprises.**

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la mission commune d'information sur l'action extérieure de la France en matière de recherche pour le développement du 13 mars 2013 au 17 octobre 2013.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à donner délégation au président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours pour la gestion de la commande publique [n° 706 (2012-2013)] (1er juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à transformer en délit l'infraction de chasse du grand gibier sans plan de chasse [n° 714 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Défense : environnement et prospective de la politique de défense [n° 158 tome 5 (2013-2014)] (29 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean Debonne, directeur central du service de santé des armées.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Déplacement en Libye - Communication.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Enver Hoxhaj, ministre des affaires étrangères de la République du Kosovo.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'Air.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine.

Loi de programmation militaire - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Loi de programmation militaire - Audition du général Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Présentation par M. Daniel Reiner du 35ème rapport d'ensemble du comité des prix de revient des fabrications d'armements.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Audition de M. Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères.

Réunion du lundi 21 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Examen des amendements du Gouvernement.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Francis Delon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (programme 129 « coordination de l'action gouvernementale » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement »).

Loi de finances pour 2014 - Audition du général Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre (mission « Défense »).

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Philippe Errera, directeur de la délégation aux affaires stratégiques au ministère de la défense (programme 144 « Environnement et prospective » de la mission « Défense »).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la marine (mission « Défense »).

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » programme « Environnement et prospective » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la reconnaissance des aidants familiaux** - (5 février 2013) (p. 786, 787). (p. 787).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (8 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2883, 2884). - **Article 1er** (Texte non modifié par la commission) (art. 143, 144, 162 à

164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2933, 2934).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 2 A (nouveau)** (art. 225-1 [nouveau] du code civil - Possibilité d'usage, par l'un des époux, du nom de l'autre époux) (p. 3124, 3125)

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4907, 4909).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale [n° 51 (2013-2014)]** - (21 octobre 2013) - **Article 10** (art. L. 232-7 nouveau du code de la sécurité intérieure - Création à titre expérimental

d'un nouveau traitement relatif aux données API et PNR des transporteurs aériens) (p. 9824, 9825). - **Article 13 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 34-1, L. 34-1-1 du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, art. L. 222-2 et L.222-3 du code de sécurité intérieure - Clarification du cadre juridique relatif à la géolocalisation en temps réel) (p. 9831). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-7 du code de justice militaire - Clarification de la notion de "mort au combat") (p. 9835). - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 9840, 9841). (p. 9841).

- **Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12572, 12573).

TROENDLÉ (Catherine)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral (2 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux (2 avril 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre suppléant du Conseil national de sécurité civile.

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

Membre de la mission commune d'information sur la réforme des rythmes scolaires le 15 octobre 2013 ; puis présidente le 6 novembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des lois, en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à un meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse et à des mesures connexes (E 7881) [n° 267 (2012-2013)] (16 janvier 2013) - **Entreprises - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la constatation de la décence du logement préalablement au versement de l'aide au logement au bailleur [n° 274 (2012-2013)] (23 janvier 2013) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 267 (2012-2013)] au nom de la commission des lois, en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à un meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse et à des mesures connexes (E 7881) [n° 326 (2012-2013)] (30 janvier 2013) - **Entreprises - Société - Union européenne**.

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 482 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'organisation d'un vote du Sénat avant l'engagement d'une opération militaire en Syrie [n° 825 (2012-2013)] (2 septembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude sociale et à améliorer la protection du système social [n° 842 (2012-2013)] (16 septembre 2013) - **Famille - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi établissant une objection de conscience pour les officiers d'État civil opposés à la célébration d'un mariage [n° 41 (2013-2014)] (7 octobre 2013) - **Société.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maîtres quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 355 (2011-2012)] visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 122 (2013-2014)] (6 novembre 2013) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Sécurité civile [n° 162 tome 20 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

Proposition de loi visant à autoriser l'usage de la géolocalisation dans le cadre des enquêtes préliminaires et de flagrance [n° 236 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Justice - Recherche, sciences et techniques - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse - Communication.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers communautaires et des conseillers départementaux et sur le projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le code électoral.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Audition de M. Christophe Mahieu, président-directeur général d'Est Bourgogne Media SA, directeur de la publication des quotidiens Le Bien public et Le Journal de Saône-et-Loire.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Diverses dispositions relatives aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Organisation des travaux.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) : Egalité entre les femmes et les hommes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Examen des pétitions adressées au président du Sénat.

Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Adoption du rapport.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Auditions de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique, et Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la décentralisation (mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » et mission « Relations avec les collectivités territoriales »).

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité », mission « Immigration, asile et intégration » et mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jacques Péliissard, député du Jura, maire de Lons-le-Saunier, président de l'Association des maires de France.

Audition de Mme Martine Caraglio, inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, et de M. Philippe Claus, inspecteur général de l'éducation nationale.

Audition de Mme Odile Quintin et de M. Christian Forestier, coprésidents du comité de pilotage de la conférence nationale sur les rythmes scolaires.

Echange de vues sur les orientations de travail et les méthodes de la mission commune d'information.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Vie politique, culturelle et associative » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Paul Delahaye, inspecteur général de l'Éducation nationale, directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale.

Audition de M. Guillaume Gaubert, directeur des affaires financières des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition de M. Marcel Rufo, pédopsychiatre, chef de service à l'hôpital Sainte-Marguerite à Marseille.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 décembre 2013 (*mission commune d'information sur les rythmes scolaires*) : Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration, et de M. Daniel Lenoir, directeur, et M. Frédéric Marinacce, directeur des politiques familiales et sociales de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Audition de M. Rémy Guilleux, vice-président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

Audition de Mme Françoise Moulin-Civil, présidente du comité de suivi de la réforme des rythmes scolaires.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Rappel au règlement** (p. 82).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 141, 142).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Demande de censure contre un sénateur** - (16 janvier 2013) (p. 156).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)] (suite)** - (17 janvier 2013) - **Rappel au règlement** (p. 179).

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 472, 473).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations aux collectivités locales et la décentralisation** - (21 février 2013) (p. 1479, 1480).

- **Motion référendaire sur le projet de loi relatif au mariage pour couples de personnes de même sexe** - (5 avril 2013) (p. 2812, 2813).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (5 avril 2013) - **Demande de vérification du quorum** (p. 2836).

- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Organisation des travaux** (p. 3046).

- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 3078). - **Article 1er bis (art. 345-I du code civil - Autorisation de l'adoption plénière de l'enfant du**

conjoint, antérieurement adopté par lui (p. 3080). - **Demande de vérification du quorum** (p. 3142).

- **Suite de la discussion** (11 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 3155). (p. 3172).

- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3286).

- **Question orale sur la fermeture d'une section professionnelle au lycée de Masevaux** - (21 mai 2013) (p. 4304). (p. 4305).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Intitulé du projet de loi** (p. 5969, 5970).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) (p. 7027).

- **Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 26 (2013-2014)]** - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9438, 9439).

- **Proposition de loi visant à introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire [n° 123 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11609, 11611).

TROPEANO (Robert)
sénateur (Hérault)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*): Economie sociale et solidaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*): Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'impact de la modification des rythmes scolaires sur les communes** - (26 mars 2013) (p. 2391). (p. 2392).

- **Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 434 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2521, 2522).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à la DGCCRF** - (11 avril 2013) (p. 3184).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (11 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er bis (précédemment réservés)** (p. 3224, 3225).

- **Question orale sur le recours à des protéines animales pour les poissons d'élevage** - (23 avril 2013) (p. 3900). (p. 3901).

- **Question orale sur la carte des sous-préfectures** - (4 juin 2013) (p. 5352, 5353). (p. 5353).

- **Débat sur les déserts médicaux** - (11 juin 2013) (p. 5699).

- **Débat sur la réforme de la politique agricole commune** - (2 juillet 2013) (p. 6674).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7630, 7631).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7912, 7913). - **Article 1er** (art. L. 423-1 à L. 423-18 [nouveaux] du code de la consommation - Introduction de l'action de groupe dans le code de la consommation) (p. 7948, 7949). (p. 7949). (p. 7951). (p. 7963). (p. 7963).

- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) (p. 7992). (p. 7992). (p. 7993). (p. 7994). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 8006). (p. 8006).

- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Article 5** (sections 2 et 3 [nouvelles] du chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de la consommation - Vente à distance) (p. 8089, 8090).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le commerce des armes [n° 34 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9405, 9406).

- **Questions cribles thématiques sur la situation des universités françaises à l'heure de la rentrée 2013** - (10 octobre 2013) (p. 9490). (p. 9491).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-**

2014)] - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11287, 11288).

- **Question orale sur les problèmes des boues et leurs conséquences sur la pêche des petits métiers** - (19 novembre 2013) (p. 11576). (p. 11577).

- **Proposition de loi visant à élargir les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'armée française totalisant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 ou en opérations extérieures [n° 136 (2013-2014)]** - (19 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11595, 11596).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Nouvelle lecture [n° 190 (2013-2014)]** - (16 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13021, 13022). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 13029). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 13045). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (Élargissement de l'accès à la retraite anticipée pour les travailleurs handicapés) (p. 13060).

TRUCY (François)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois jusqu'au 1er janvier 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2014 (29 novembre 2013).

Membre titulaire du collège du comité consultatif des jeux et commission consultative des jeux de cercle et de casinos.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'une appellation d'« Artisan restaurateur » [n° 529 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Agriculture et pêche - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Proposition de loi visant à protéger les élevages dans nos montagnes et territoires ruraux des attaques de loups [n° 787 (2012-2013)] (22 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer les sanctions prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage [n° 818 (2012-2013)] (26 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Sécurité (sécurité civile) [n° 156 tome 3 vol. 3 annexe 27 (2013-2014)]** (21 novembre 2013) - **Budget - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission et programme de contrôle pour 2013 - Communication de M. Philippe Marini, président.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire de la répartition du produit de la taxe d'apprentissage - Communication.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Bilan de l'ouverture des jeux en ligne, trois ans après - Table ronde.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique et gestion de la fonction publique - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan consolidé des sources de financement des universités - Examen du rapport d'information.

(*commission des finances*) : Refondation de l'école de la République - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des finances*) : Renouvellement du régime fiscal applicable au rhum traditionnel des départements d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des finances*) : Certification des comptes de l'Etat et exécution budgétaire de 2012 - Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*) : Gestion par les services de l'Etat d'informations relatives à la détention d'un compte à l'étranger par un ministre - Communication de M. Philippe Marini, président, sur le contrôle fiscal des entreprises multinationales.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Régime spécial de retraite et de sécurité sociale des marins (ENIM) - Communication de M. Francis Delattre.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des finances*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des finances*) : Nomination de rapporteurs spéciaux.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 et diverses dispositions concernant la défense - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Rôle des douanes dans la lutte contre la fraude sur Internet - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Albéric de Montgolfier et Philippe Dallier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de Mme Marie-France Beauvais, rapporteure spéciale, sur la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication sur son contrôle budgétaire relatif aux bénéficiaires des remboursements et dégrèvements d'impôts locaux.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de M. Jean-Marc Todeschini, rapporteur spécial, sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Richard Yung et Roland du Luart, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Action extérieure de l'Etat » (et communication sur leurs contrôles budgétaires relatifs aux modalités de recrutement et conditions d'exercice des enseignants à l'étranger, et aux projets de regroupement immobilier des représentations diplomatiques).

Réunion du jeudi 7 novembre 2013 (*commission des finances*) : Rapport public thématique de la Cour des comptes relatif aux finances publiques locales - Audition de M. Jean-Philippe Vachia, président de la 4ème chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 62 à 62 octies et communication sur son contrôle budgétaire relatif à la gestion et aux moyens de fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Engagements financiers de l'Etat », comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » et comptes d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » et « Participations financières de l'Etat » - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 14 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Défense » et compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice » - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Echange de vues dans la perspective d'une éventuelle saisine du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Loi de finances pour 2014 - Mission « Sécurités » (et article 74 ter) programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 80) et programme « Sécurité civile » - Examen du rapport.

Mutualisation des moyens départementaux de la sécurité civile - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2930).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** - *Commission mixte paritaire* [n° 751 (2012-2013)] - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7407).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière** [n° 739 (2012-2013)] - (18 juillet 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7460).

- **Projet de loi relatif à la consommation** [n° 810 (2012-2013)] - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7936, 7937).

- **Proposition de loi organique relative à la nomination du président de l'Autorité de régulation des jeux en ligne** [n° 10 (2013-2014)] - (9 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9448, 9450).

TUHEIAVA (Richard)
sénateur (Polynésie française)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la révision de certaines dispositions de la Constitution française [n° 591 (2012-2013)] (21 mai 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi organique renforçant le principe de libre administration des collectivités locales en faveur des communes de la Polynésie française [n° 858 (2012-2013)] (19 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi portant création du code des communes de Polynésie française [n° 113 (2013-2014)] (31 octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** [n° 377 (2012-2013)] - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5931).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur** [n° 734 (2012-2013)] - (19 septembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8711, 8712).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cession pour l'euro symbolique des bases de défense** - (31 octobre 2013) (p. 10835, 10836).

TÜRK (Alex)
sénateur (Nord)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre suppléant du Conseil national des professions du spectacle le 3 juillet 2013.

VAIRETTO (André)
sénateur (Savoie)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violences et discriminations à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre - Audition de Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre des droits des femmes et porte-parole du Gouvernement.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission du développement durable, sur le projet de loi [n° 115 (2013-2014)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 147 (2013-2014)] (13 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Zones d'exclusion pour les loups - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Claude Belot, vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur son rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergie locales ».

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Biogaz et méthanisation comme ressource économique et substitut au gaz - Table ronde.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Réforme de la politique agricole commune - Audition de M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Prévention et protection contre les inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réalisation et exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Prévention et protection contre les inondations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission du développement durable*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Protection de l'environnement et prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (18 janvier 2013) - **Article additionnel après l'article 22** (p. 343).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (24 mai 2013) - **Article 51** (*art. L. 721-1, L. 721-2 et L. 723-3 du code de l'éducation - Création, missions et organisation des écoles supérieures du professorat et de l'éducation*) (p. 4658). (p. 4658).

- **Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales [n° 631 (2012-2013)]** - (2 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 6712, 6714).

- **Question orale sur les modalités de calcul de la contribution au Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales** - (23 juillet 2013) (p. 7542). (p. 7543).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième**

lecture [n° 860 (2012-2013)] - (3 octobre 2013) - **Article 4** (*art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique*) (p. 8961). (p. 8962).

- **Suite de la discussion** (7 octobre 2013) - **Article 35 B** (*art. L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5215-20, 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 211-7 du code de l'environnement, L. 211-7-2, L. 211-7-3 [nouveaux] du code de l'environnement - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations*) (p. 9273, 9274). - **Article 35 E (Texte non modifié par la commission)** (*Dispositions transitoires*) (p. 9291). (p. 9292). (p. 9292).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme renoué [n° 66 (2013-2014)]** - (24 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 10220).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 58 (priorité)** (*art. L. 111-1, L. 111-6-1, L. 122-1-2, L. 122-1-9, L. 122-1-12, L. 122-1-13, L. 122-1-14, L. 122-1-16, L. 122-2, L. 122-2-1 [nouveau], L. 122-3, L. 122-4, L. 122-4-1, L. 122-4-2, L. 122-4-3 [nouveau], L. 122-5, L. 122-5-2, L. 122-8, L. 150-1 du code de l'urbanisme ; art. L. 333-1, L. 341-16, L. 350-1, L. 371-3 du code de l'environnement ; art. L. 752-1, L. 752-3, L. 752-5, L. 752-16 [nouveau] et L. 752-23 du code de commerce - Clarification de la hiérarchie des normes en urbanisme et renforcement du rôle d'intégrateur du SCoT*) (p. 10360). (p. 10363). (p. 10364).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) - **Article 64 (priorité)** (*art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD*) (p. 10421). - **Article 66 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 111-1-2, L. 145-3 et L. 145-5 du code de l'urbanisme - Suppression de la possibilité de dérogation au principe d'inconstructibilité posé dans les communes non couvertes par un document d'urbanisme*) (p. 10445). (p. 10445). (p. 10446). - **Article 68 (priorité)** (*art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers de l'Etat*) (p. 10448). - **Article 69 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 324-1, L. 324-2, L. 324-2-2 [nouveau] et L. 324-5 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers locaux*) (p. 10450, 10451). (p. 10451). - **Article 73 (priorité)** (*art. L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ; art. L. 342-33 du code du tourisme - Dispositions réglementaires adoptables par un plan local d'urbanisme*) (p. 10475). - **Article 74 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 111-6-2, L. 123-1-11, L. 123-4, L. 127-1, L. 128-1, L. 128-2, L. 128-3, L. 331-7, L. 331-40 et L. 473-2 du code de l'urbanisme ; article L. 342-18 du code du tourisme - Conséquences législatives de la réforme du règlement des PLU*) (p. 10479). (p. 10479). - **Articles additionnels après l'article 76 (priorité)** (p. 10481, 10482). (p. 10482).

- **Questions cribles thématiques sur la montagne : aménagement du territoire, problématiques foncières et développement économique** - (7 novembre 2013) (p. 11137). (p. 11138).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 140 (2013-2014)]** - (18 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11535, 11537).

- **Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 145 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11708, 11710). - **Article 8** (*art. L. 213-8 et L. 213-8-1 du code de l'environnement - Gouvernance au sein des instances délibérantes des comités de bassin et des agences de l'eau*) (p. 11725). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11734).

VALL (Raymond)
sénateur (Gers)
 RDSE

NOMINATIONS

Président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds le 10 décembre 2013 ; puis vice-président le 17 décembre 2013.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports (10 avril 2013).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (5 juin 2013).

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages jusqu'au 2 décembre 2013.

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique le 16 septembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 15 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Nomination de rapporteurs.

Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Fiscalité numérique neutre et équitable - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Grenelle de l'environnement - Examen du rapport d'information.

(*commission du développement durable*) : Présence médicale sur l'ensemble du territoire - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Zones d'exclusion pour les loups - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Infrastructures et services de transports - Audition de M. Frédéric Cuvillier, ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission du développement durable*) : Titres de transport des compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Zones d'exclusion pour les loups - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission du développement durable*) : Transition vers un système énergétique sobre - Examen des amendements.

Réunion du mardi 19 février 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Action des collectivités locales dans le domaine de la couverture numérique du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Bruno Lechevin, candidat désigné aux fonctions de président du conseil

d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Avenir de la production d'électricité par géothermie en France - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission du développement durable*) : *Pass navigo* unique au tarif des zones 1-2 - Examen des amendements.

Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Eloi Laurent, auteur du rapport « Vers l'égalité des territoires ».

Commission nationale du débat public - Audition de M. Christian Leyrit, candidat désigné aux fonctions de président.

Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

(*commission des affaires économiques*) : Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des PME, de l'innovation et de l'économie numérique.

Aménagement numérique du territoire et feuille de route « Très haut débit » - Table ronde avec des représentants des opérateurs télécoms.

Réunion du mardi 19 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Guillaume Pepy, candidat désigné aux fonctions de président de la SNCF.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Energie - Audition de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Energies marines renouvelables - Table ronde.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission du développement durable*) : Réforme ferroviaire - Audition de M. Jean-Louis Bianco, président de la mission de concertation.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Jean-Marc Michel et de M. Bernard Chevassus-au-Louis, préfigurateurs d'une Agence française de la biodiversité.

Indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et protection des lanceurs d'alerte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) - Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 ».

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au changement climatique - Audition de M. Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC).

Contrôle de la mise en application des lois - Communication de M. Raymond Vall, président.

Réforme de la décentralisation - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et services de transport.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission du développement durable*) : Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Téléphonie mobile - Audition de M. Jean-Ludovic Silicani, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Hélène Valade, présidente du collège des directeurs du développement durable (C3D).

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Affichage environnemental - Table ronde.

Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut de développement durable et de relations internationales, facilitatrice du débat national sur la transition énergétique.

Mise en œuvre du principe de participation du public - Communication.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Laurence Tubiana, directrice de l'Institut de développement durable et de relations internationales, facilitatrice du débat national sur la transition énergétique.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Connie Hedegaard, commissaire européenne en charge de l'action pour le climat.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Claude Belot, vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur son rapport d'information « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergie locales ».

Demande de saisine pour avis et nomination d'un rapporteur.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Duron, président de la commission « Mobilité 21 » chargée d'évaluer le schéma national des infrastructures de transport (SNIT).

Egalité des territoires - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Circulation des mégacamions et fret routier européen - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses - Déplacements de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Audition de Mme Delphine Hedary, présidente du comité de pilotage des États généraux de la modernisation du droit de l'environnement, et de Mme Claude Chardonnet, consultante.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission du développement durable*): Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Gilles-Pierre Lévy, président de la 2e chambre de la Cour des comptes, sur les conclusions du rapport public thématique consacré à la politique de développement des énergies renouvelables.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission du développement durable*): Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Jean Jouzel, sur le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Biogaz et méthanisation comme ressource économique et substitut au gaz - Table ronde.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Enjeux du quatrième paquet ferroviaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Affectation des fréquences de la bande 700 Mhz (très haut débit mobile) - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition, du Pr Dominique Le Guludec, candidate désignée à la présidence du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Mission de préfiguration du Commissariat général à l'égalité des territoires - Audition de M. Eric Delzant, délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR).

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Etienne Guyot, président de la Société du Grand Paris.

Réunion du jeudi 24 octobre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Christian de Perthuis, président du Comité pour la fiscalité écologique.

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement, sur les crédits de la mission « Politique des territoires ».

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilité durables » - Audition de MM. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, et Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Déchets : filières REP et écoconception - Examen du rapport d'information.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie, développement et mobilités durables » - Examen du rapport pour avis.

Prévention et protection contre les inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Jean-Marc Lacave, candidat désigné aux fonctions de président-directeur général de Météo-France.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Désignation d'un membre du Bureau.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Protection de l'environnement et prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission du développement durable*): Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Développement durable, énergie et climat » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Ecologie », crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission du développement durable*): Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Conférence de Varsovie sur le changement climatique - Communication.

Réunion du mercredi 18 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Déplacement d'une délégation en Allemagne - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les énergies renouvelables** - (17 janvier 2013) (p. 206). (p. 207).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports [n° 260 (2012-2013)]** - (12 février 2013) - président de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1147).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2012-827 du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020) [n° 408 (2012-2013)]** - (12 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 1720, 1721).

- **Débat sur le droit de semer et la propriété intellectuelle** - (27 mars 2013) (p. 2497, 2499).

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports - Commission mixte paritaire [n° 515 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3447).

- **Question orale avec débat sur la lutte contre l'obsolescence programmée des produits** - (23 avril 2013) (p. 3923, 3924).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République - Deuxième lecture [n° 673 (2012-2013)]** - (25 juin 2013) - **Article 1er et rapport annexé** (*Approbation du rapport annexé présentant les objectifs de la politique d'éducation*) (p. 6389). (p. 6389).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6434, 6435).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable - Commission mixte paritaire [n° 662 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6534, 6535).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique ferroviaire et les réseaux secondaires** - (18 juillet 2013) (p. 7448).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8735, 8736).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8741, 8742).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - **Article 45 quinquies** (*art. L. 5741-1, L. 5741-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Pôle d'équilibre et de coordination territorial*) (p. 9331, 9332).

- **Questions cribles thématiques sur la politique énergétique européenne** - (24 octobre 2013) (p. 10138). (p. 10138).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (7 novembre 2013) - **Article 14** (*art. 19 quater, 19 duodecimes, 25-1 à 25-5 [nouveaux], 27, 27 bis et 28 de la loi n° 47-1175 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ; art. 54 bis de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production, art. 29 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale ; L. 524-2-1, L. 527-1-2 [nouveau] et L. 931-27 du code rural et de la pêche maritime ; et L. 422-3 et L. 422-12 du code de la consommation - Création d'un régime général de révision coopérative*) (p. 11192). (p. 11192). (p. 11194). (p. 11195). (p. 11195). (p. 11195). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 11197). (p. 11197). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 47 bis à 47 octies [nouveaux] de la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 - Groupements de sociétés coopératives de production*) (p. 11202). (p. 11203). - **Article 29** (*art. 1er, 11, 13 et 23 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale - Sécurisation du régime financier des sociétés coopératives artisanales et de transport*) (p. 11208, 11209). - **Article 39** (*art. L. 322-1-3, L. 322-26-1-1 [nouveau], L. 322-26-2 et L. 322-26-2-2 du code des assurances - Sociétés d'assurance mutuelles*) (p. 11225). (p. 11225). - **Article 40** (*art. L. 213-9, L. 213-9-1 et L. 213-9-2 [nouveaux], L. 213-13, L. 213-14 et L. 214-28 du code monétaire et financier, art. 1er de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier - Titres associatifs*) (p. 11226). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 9 bis et 12 [nouveaux] de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Fusion et scission d'associations*) (p. 11229). (p. 11229). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 79-IV [nouveau] du code civil local applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - Fusion et scission d'associations en Alsace et Moselle*) (p. 11230). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 11236). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 11239). (p. 11240). (p. 11240). - **Article additionnel après l'article 50** (p. 11241, 11242). (p. 11242). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11245, 11246).

VALLAUD-BELKACEM (Najat)
ministre des droits des femmes, porte-
parole du Gouvernement

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes [n° 717 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Entreprises - Famille - Société.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur les restructurations en cours à la Banque de France** - (29 janvier 2013) (p. 580, 581).

- **Question orale sur le développement du prêt hypothécaire viager** - (29 janvier 2013) (p. 581, 582).

- **Question orale sur les conséquences de la proposition du rapport Gallois d'augmentation du taux de TVA intermédiaire relatif au logement** - (29 janvier 2013) (p. 583).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mutilations sexuelles des femmes** - (7 février 2013) (p. 996, 997).

- **Proposition de loi relative à la suppression de la discrimination dans les délais de prescription prévus par la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 [n° 325 (2012-2013)]** - (7 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1003, 1004). (p. 1015, 1016). - **Article 2** (*Prolongation des délais de prescription en cas d'injure ou de diffamation pour des raisons tenant à l'orientation sexuelle, à l'origine, à la religion ou au handicap*) (p. 1016). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1018). (p. 1019). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1020).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la trêve hivernale des expulsions** - (14 mars 2013) (p. 1858).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2551, 2554). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2566, 2567). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2568). (p. 2570). (p. 2572). (p. 2573). (p. 2573, 2574).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Tibet** - (11 avril 2013) (p. 3182, 3183).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement** - (25 avril 2013) (p. 4061).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France [n° 597 (2012-2013)]** - (27 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4770, 4771). (p. 4782).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 688 (2012-2013)]** - (12 juillet 2013) - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - **Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires**) (p. 7091, 7092). (p. 7092).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens des maires en matière de sécurité publique** - (18 juillet 2013) (p. 7452).

- **Projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes [n° 808 (2012-2013)]** - (16 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8405, 8411). (p. 8435, 8437). - **Article 1er** (*Définition de la politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes*) (p. 8440). (p. 8440). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 8441). - **Articles additionnels avant l'article 2 (suite)** (p. 8442). (p. 8442). (p. 8443). (p. 8443). (p. 8444). (p. 8444). (p. 8445). - **Article 2** (art. L. 531-1, L. 531-4 et L. 532-2 du code de la sécurité sociale - *Réforme du complément de libre choix d'activité*) (p. 8449). (p. 8450). (p. 8450). (p. 8451). (p. 8452). (p. 8453). (p. 8453). (p. 8454). (p. 8455). (p. 8455). (p. 8456). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 8457). (p. 8457). (p. 8458). (p. 8459). (p. 8460). (p. 8461). (p. 8461). (p. 8461). - **Article 3** (art. 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 - *Interdiction de soumissionner aux marchés publics*) (p. 8462). (p. 8464). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 8465). - **Article 4** (art. 18 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises ; art. 5 de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - *Modification du régime du contrat de collaboration libérale*) (p. 8466). - **Article 5** (*Expérimentation en matière de financement des prestations de service à la personne*) (p. 8467). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 8468). - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 8469, 8470). - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 8442). (p. 8472).

- **Suite de la discussion** (17 septembre 2013) (p. 8492, 8493). (p. 8494). (p. 8496). (p. 8496). (p. 8497). (p. 8498). (p. 8499). - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 8500). (p. 8501). (p. 8502). (p. 8502). (p. 8503, 8504). (p. 8504). (p. 8505). (p. 8505). (p. 8507). - **Article 6** (*Expérimentation en matière de lutte contre les impayés de pensions alimentaires*) (p. 8508). (p. 8509). (p. 8509). (p. 8510). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 8510). (p. 8511). (p. 8511). (p. 8511). (p. 8512). (p. 8514). (p. 8515). - **Article additionnel avant l'article 7** (p. 8515). - **Article 7** (art. 515-10, 515-11 et 515-12 du code civil - *Ordonnance de protection*) (p. 8517, 8518). (p. 8518). (p. 8519). (p. 8519, 8520). (p. 8520). (p. 8520). (p. 8521, 8522). (p. 8522). - **Article 8** (art. 41-1 du code de procédure pénale - *Encadrement du recours à la médiation pénale en cas de violences commises au sein du couple*) (p. 8524). - **Article 9** (art. 41-1, 41-2 et 138 du code de procédure pénale ; art. 132-45 du code pénal - *Éviction du conjoint violent du domicile*) (p. 8526). - **Article 10** (**Texte non modifié par la commission**) (*Généralisation du dispositif « femmes en très grand danger »*) (p. 8526). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 8527). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 8528). (p. 8529, 8530). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 8530). (p. 8531). - **Article 14** (art. L. 311-17 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; art. 6-9 de l'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte - *Exonération des taxes de délivrance et de renouvellement des titres de séjour pour les femmes étrangères victimes de violence*) (p. 8532, 8533). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 8534). (p. 8536). (p. 8538). (p. 8539). (p. 8539). (p. 8540). (p. 8540, 8541). (p. 8541). - **Article 15** (art. 41-1 et 41-2 du code de procédure pénale ; art. 132-45 et 222-44 du code pénal - *Possibilité d'astreindre l'auteur des violences à suivre un stage de sensibilisation à la prévention et à la lutte contre les violences sexistes*) (p. 8544). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 8547). (p. 8547). - **Article 15 bis** (**nouveau**) (art. 21 de la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 - *Obligation de formation des professionnels impliqués dans la lutte contre les violences faites aux femmes*) (p. 8548). - **Articles additionnels après l'article 15 bis** (p. 8549). (p. 8550). (p. 8550). (p. 8551). (p. 8552). - **Article additionnel avant l'article 16** (p. 8553). - **Article 16** (**Texte non modifié par la commission**) (art. 3-1, 20-5 et 43-11 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Modification des pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatifs à l'image*

et la place des femmes dans les médias) (p. 8553, 8554). (p. 8554). (p. 8555). (p. 8555). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 8557). (p. 8558). (p. 8562, 8563). (p. 8564). (p. 8566). (p. 8567, 8568). (p. 8568). (p. 8569). (p. 8569). (p. 8570). (p. 8571). (p. 8571, 8572). - **Article additionnel avant l'article 18** (p. 8573). - **Article 18** (art. 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités de calcul de la minoration de la première fraction d'aide publique aux partis politiques) (p. 8573). (p. 8574). (p. 8575). (p. 8575). - **Article additionnel avant l'article 19** (p. 8576). - **Article 19** (art. L. 131-8 du code du sport - Parité dans les instances dirigeantes des fédérations sportives) (p. 8577). (p. 8577, 8578). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 8579). (p. 8579, 8580). - **Article 20 bis (nouveau)** (art. 5 de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle - Conditions d'entrée en vigueur de l'obligation de représentation équilibrée entre les hommes et les femmes au sein des conseils d'administration ou de surveillance des sociétés anonymes non cotées) (p. 8581). - **Article 22** (art. L. 511-7 du code rural et de la pêche maritime - Représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans les chambres d'agriculture) (p. 8582). - **Article 22 bis (nouveau)** (art. L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales - Obligation de parité dans les conseils

économiques, sociaux et environnementaux régionaux) (p. 8584). - **Article 22 ter (nouveau)** (art. 8 [nouveau] du code de l'artisanat - Représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans les chambres de métiers et de l'artisanat) (p. 8585). (p. 8585). - **Article 22 quater (nouveau)** (Rapport au Parlement sur la représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans les chambres consulaires) (p. 8586). - **Articles additionnels après l'article 22 quater** (p. 8586). (p. 8587). - **Article 23** (Habitations du Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures relevant de la loi) (p. 8587). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 8589). (p. 8589). - **Article 25** (Application des dispositions du projet de loi dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 8590). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8593).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la défense des ONG environnementales** - (31 octobre 2013) (p. 10829).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Bretagne** - (31 octobre 2013) (p. 10830).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites des anciens combattants** - (31 octobre 2013) (p. 10834).

VALLINI (André)
sénateur (Isère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds du 10 décembre 2013 au 16 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 419 (2012-2013)] autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme [n° 564 (2012-2013)] (14 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Pour en finir avec "l'Europe de la défense" - Vers une défense européenne [n° 713 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Médias, livre et industries culturelles : action audiovisuelle extérieure [n° 158 tome 10 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Europe de la défense - Audition de S.E. M. Tomasz Orłowski, ambassadeur de la République de Pologne.

Réunion du jeudi 7 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général Jean-Paul Paloméros, commandant suprême allié chargé de la transformation (ACT) à l'OTAN.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de défense et Europe de la défense - Audition du général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Thomas Enders, président exécutif d'EADS.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Échange de vues avec une délégation de députés turcs.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Samir Aita, rédacteur en chef du Monde diplomatique éditions arabes et membre du Forum démocratique syrien, sur la situation en Syrie.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification de la convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépiage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Gérard Araud, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies.

Audition du général Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Quelle Europe, pour quelle défense ? » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Patrick Pailloux, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accueil des personnes handicapées - Approbation de l'accord-cadre entre la France et la Belgique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire - Audition du général Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Ratification du traité sur le commerce des armes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de programmation militaire 2014-2019 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : La place de la France dans une Afrique convoitée - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Laurence Franceschini, directrice générale des médias et des industries culturelles au ministère de la culture et de la communication (programme 115 « Action audiovisuelle extérieure » de la mission « Médias »).

Réunion du mardi 5 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'Air (mission « Défense »).

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et l'Italie pour la réalisation et l'exploitation d'une ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Médias » programme « Action audiovisuelle extérieure » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Immigration, asile et développement » programme « Immigration et asile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Accord entre la France et la Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'adoption - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : 68ème Assemblée générale de l'ONU - Communication.

Réunion du jeudi 5 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens de France Médias Monde - Audition de Mme Marie-Christine Saragosse, présidente.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat

d'objectifs et de moyens entre l'Etat et France Médias Monde - Examen de l'avis.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne [n° 225 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 44,45).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 137).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des**

conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)] - (16 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**.

- **Question orale sur l'organisation du secours en montagne** - (29 janvier 2013) (p. 569, 570). (p. 570).

- **Questions cribles thématiques sur l'Europe de la défense** - (21 mars 2013) (p. 2225, 2226).

- **Débat sur le rayonnement culturel de la France à l'étranger** - (26 mars 2013) (p. 2430).

- **Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Deuxième lecture [n° 196 (2013-2014)]** - (10 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12573, 12574).

VALLS (Manuel)
ministre de l'intérieur

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)] (20 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la candidature de l'aéroport de Nîmes au projet de relocalisation de la base d'avions de la sécurité civile de Marignane** - (15 janvier 2013) (p. 13).

- **Question orale sur l'avenir du centre de détention de Melun** - (15 janvier 2013) (p. 14).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 71, 75).

- **Suite de la discussion** (16 janvier 2013) (p. 142, 146). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 149, 151). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 155).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013)**. - (16 janvier 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 160).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** - (17 janvier 2013) - **Article 1er (Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et en**

conseiller départemental) (p. 177). (p. 178). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 193). (p. 200, 201). (p. 211). (p. 217, 218). (p. 219). (p. 230, 232). (p. 232). - **Article 3** (art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - *Nombre de cantons*) (p. 236). (p. 237). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 239). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 245). (p. 246). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 205 du code électoral - *Extension du mécanisme de la déclaration de démission par le représentant de l'État*) (p. 246). - **Article 7** (art. L. 209 du code électoral - *Coordination*) (p. 246). (p. 247). (p. 247). - **Article 8** (art. L. 210-1 du code électoral - *Déclaration de candidature*) (p. 248). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 252). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221 du code électoral - *Remplacement des conseillers départementaux*) (p. 252). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 254). (p. 254). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - *Solidarité du binôme de candidats en matière de contentieux électoral*) (p. 254). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - *Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales*) (p. 255). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - *Contentieux des comptes de campagne*) (p. 257). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 51, L. 52-3, L. 56-1 (nouveau), L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 208, L. 212, L. 216, L. 223-1 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-1, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales - *Dispositions de coordination*) (p. 258). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - *Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 259). (p. 259). (p. 260). (p. 260).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2013) - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - *Abaissement du plafond d'application du scrutin majoritaire*) (p. 293). (p. 294). (p. 297). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 298). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - *Effectif des conseils municipaux*) (p. 299). - **Article 20** (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 332). (p. 333). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 335). (p. 337). (p. 339). - **Article 22** (art. L. 558-1, L. 558-1-1 (nouveau) du code électoral - *Application des dispositions communes des élections des députés, des conseillers départementaux et des conseillers municipaux à l'élection des conseillers de*

l'assemblée de Guyane et de l'assemblée de Martinique) (p. 339, 340). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 340). (p. 341, 342). - **Article 23 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 344). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation du mandat des conseillers généraux élus en 2008 et 2011, des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en 2010) (p. 352, 353). (p. 353). - **Article 25 (loi n° 2010-145 du 16 février 2010 ; art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Abrogation du conseiller territorial)** (p. 354). (p. 354). (p. 355). - **Article 26 (Entrée en vigueur)** (p. 355, 356). (p. 356, 357). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 361, 362).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013).** - (18 janvier 2013) - **Article 1er A (nouveau)** (art. L.O. 141 du code électoral - Conséquence de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats) (p. 364). - **Article 1er** (art. L.O. 247-1 et L.O. 273-1 [nouveau] du code électoral - Adaptation de la participation des ressortissants de l'Union européenne aux nouvelles modalités de l'élection des conseillers municipaux et des délégués communautaires) (p. 367). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 368).

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 474, 479).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi relatif aux scrutins électoraux** - (24 janvier 2013) (p. 490).

- **Question orale sur la prise en compte des derniers répertoires d'immeubles localisés connus pour le calcul de la population servant de base à la DGF** - (5 février 2013) (p. 801, 802).

- **Question orale sur la sécurité et la délinquance en Nouvelle-Calédonie** - (5 février 2013) (p. 802, 803).

- **Question orale sur l'application de la législation sur les "devis modèles" relatifs aux obsèques** - (5 février 2013) (p. 804).

- **Question orale sur la réserve parlementaire** - (5 février 2013) (p. 805). (p. 806).

- **Question orale sur l'application du principe de laïcité dans le sport** - (19 février 2013) (p. 1334, 1335).

- **Question orale sur le port du foulard et la neutralité du sport** - (19 février 2013) (p. 1336).

- **Question orale sur le déclassement des dépendances du domaine public communal** - (19 février 2013) (p. 1337).

- **Question orale sur les abus de la liberté d'expression** - (19 février 2013) (p. 1337, 1338).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit de vote des étrangers** - (21 février 2013) (p. 1483).

- **Question orale sur le délai d'instruction des dossiers par le Conseil national des activités privées de sécurité** - (12 mars 2013) (p. 1673, 1674).

- **Question orale sur l'entrée en vigueur de la réforme de la défense contre l'incendie** - (12 mars 2013) (p. 1675).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)]** - (13 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** (p. 1738, 1742). (p. 1764, 1767).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués**

communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013). - (13 mars 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Changement de dénomination du conseil général et du conseiller général en conseil départemental et conseiller départemental) (p. 1769). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 1772). - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 405 (2012-2013).** (p. 1783, 1785). (p. 1789). (p. 1789, 1790).

- **Suite de la discussion** (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1814, 1815). (p. 1829, 1830). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - Nombre de cantons par département) (p. 1831). - **Article 4** (art. L. 192 du code électoral - Elections des conseillers départementaux) (p. 1832). (p. 1833). (p. 1833). - **Article 5** (art. L. 193 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 1834). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1836). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 195 du code électoral - Allongement du délai d'inéligibilité au mandat de conseiller départemental) (p. 1837, 1838). - **Article 5 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 203 et L. 233 du code électoral - Simplification) (p. 1838). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 205 du code électoral - Extension du mécanisme de la déclaration de démission par le représentant de l'État) (p. 1839). - **Article 7** (art. L. 209 du code électoral - Domiciliation des conseillers départementaux) (p. 1839). - **Article 8** (art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature) (p. 1840). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1844). - **Article 9** (art. L. 221 du code électoral - Remplacement des conseillers départementaux) (p. 1844). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de contentieux électoral) (p. 1846). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-11, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales) (p. 1847). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - Contentieux des comptes de campagne) (p. 1848). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 51, L. 52-3, L. 52-19 (nouveau), L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 212, L. 216, L. 223-1, L. 562 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-2, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales - Dispositions de coordination) (p. 1849). - **Article 14** (art. L. 3122-1 et L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents) (p. 1849). (p. 1850). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 1851). - **Article 16 A** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 1851). (p. 1852). (p. 1853, 1854). (p. 1854). - **Article 16** (art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire) (p. 1865). (p. 1866). (p. 1866). (p. 1867). (p. 1871, 1872). - **Article 16 bis** (art. L. 238 et L. 255-2 à L. 255-4 [nouveaux] du code électoral - Obligation d'une déclaration de candidature dans les communes relevant du scrutin majoritaire) (p. 1872). - **Article 17** (art. L. 256 et L. 257 du code électoral - Candidatures et expression du suffrage dans les communes de moins de 1 000 habitants) (p. 1873). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 1874, 1875). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 1876, 1877). - **Article 18 bis** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux) (p. 1879). - **Article 19 et tableau annexé (Texte non modifié par la commission)** (Modification de la répartition des conseillers de Paris par secteurs) (p. 1882). (p. 1883). - **Article 20 A** (Intitulé du livre premier et de son titre premier du code électoral - Coordination) (p. 1884). - **Article 20** (art. L. 273-1A à L. 273-1D [nouveaux], L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers

communautaires) (p. 1889). (p. 1895, 1896). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 1898). - **Article 20 bis A** (Prorogation du mandat des délégués d'EPCI ayant fusionné au 1er janvier 2014 jusqu'à l'installation du nouvel organe délibérant résultant de l'élection organisée en mars 2014) (p. 1899). - **Article 20 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2121-1 du code général des collectivités territoriales - Légalisation du tableau de la municipalité) (p. 1900). - **Article additionnel après l'article 20 bis** (p. 1901). - **Article 20 ter** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code général des collectivités territoriales ; art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écrêtement des indemnités de fonction des élus locaux) (p. 1903). (p. 1904). - **Article 20 quater** (art. L. 5211-1, L. 5211-6, L. 5211-6-1, L. 5211-6-2, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5211-12, L. 5211-20-1, L. 5211-39, L. 5211-41, L. 5211-41-2, L. 5211-41-3, L. 5211-53, L. 5214-9, L. 5215-16, L. 5215-17, L. 5215-18, L. 5216-4, L. 5216-4-1 et L. 5216-4-2 du code général des collectivités territoriales - Adaptation des dispositions de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales à l'élection des conseillers intercommunaux au suffrage universel direct) (p. 1906). (p. 1907). - **Article 20 quinquies (supprimé)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Allongement du délai ouvert aux communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération pour s'accorder sur la répartition des sièges au sein de l'organe communautaire) (p. 1907). - **Article 20 sexies** (art. L. 5211-10-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Introduction de la parité dans la composition des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 1908). - **Article 20 septies A (nouveau)** (art. L. 5211-8-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conséquences de l'annulation de l'élection d'un conseil municipal sur le fonctionnement de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 1908). - **Article 20 septies (supprimé)** (art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales - Dérogation aux critères démographiques de création d'une communauté d'agglomération) (p. 1910). - **Article additionnel après l'article 20 nonies** (p. 1911). - **Article 21** (art. L. 336 du code électoral - Concomitance des élections régionales et départementales) (p. 1912). - **Article additionnel après l'article 21** (p. 1913). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 1913). (p. 1921, 1922). (p. 1924, 1925). (p. 1926). (p. 1928). - **Article additionnel après l'article 23** (p. 1930). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation du mandat des conseillers généraux élus en 2008 et 2011, des conseillers régionaux et des membres de l'Assemblée de Corse élus en 2010) (p. 1931). (p. 1932). - **Article 25 (Texte non modifié par la commission)** (loi n° 2010-145 du 16 février 2010 ; art. 1er, 3, 5, 6, 81 et 82 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Abrogation du conseiller territorial) (p. 1932). (p. 1932). - **Article 26 (Entrée en vigueur)** (p. 1933). - **Article additionnel après l'article 26** (p. 1933). (p. 1933). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1937, 1938).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux - Deuxième lecture [n° 405 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 406 (2012-2013)** - (14 mars 2013) - **Article 1er A** (art. L.O. 141 du code électoral - Conséquences de l'abaissement du seuil du scrutin municipal proportionnel de liste sur la limitation du cumul des mandats) (p. 1938). (p. 1939). - **Article 1er** (art. L.O. 247-1, L.O. 255-5 et L.O. 273-1 [nouveaux] du code électoral - Adaptation de la participation des ressortissants de l'Union européenne aux nouvelles modalités d'élection des conseillers municipaux et des délégués communautaires) (p. 1940). (p. 1941). - **Article 3** (Entrée en vigueur) (p. 1942).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les suites de la manifestation contre le mariage pour tous** - (28 mars 2013) (p. 2541).

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection pénale des forces de sécurité et l'usage des armes à feu [n° 767 (2011-2012)]** - (4 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2687, 2690). (p. 2699, 2700). - **Article 1er** (art. 143 [nouveau] de la loi 2011-267 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure - Autorisation de l'usage des armes par les fonctionnaires de police dans des cas autres que la légitime défense ou l'état de nécessité) (p. 2701). - **Article 2** (art. 122-6 du code pénal - Nouveaux cas de présomption de légitime défense des membres des forces de l'ordre) (p. 2702).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers intercommunaux, et modifiant le calendrier électoral - Nouvelle lecture [n° 504 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 477 (2012-2013)** (p. 3296, 3298). (p. 3309, 3310). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - Mode de scrutin des élections départementales) (p. 3312). (p. 3315). (p. 3315). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191-1 [nouveau] du code électoral - Nombre de cantons par département) (p. 3316). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 203 et L. 233 du code électoral - Simplification) (p. 3316). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 210-1 du code électoral - Déclaration de candidature et seuil d'accès au second tour) (p. 3317). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 221 du code électoral - Remplacement des conseillers départementaux) (p. 3319). - **Article 10 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 223 du code électoral - Solidarité du binôme en matière contentieuse) (p. 3320). - **Article 11** (art. L. 52-3-1 [nouveau], L. 52-4, L. 52-5, L. 52-6, L. 52-7, L. 52-9, L. 52-11, L. 52-12, L. 52-13 et L. 52-15 du code électoral - Solidarité du binôme en matière de financement et de plafonnement des dépenses électorales) (p. 3321). - **Article 12 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 118-3 du code électoral - Contentieux des comptes de campagne) (p. 3321). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 51, L. 52-3, L. 52-19 (nouveau), L. 57-1, L. 65, L. 113-1, L. 118-4, L. 212, L. 216, L. 223-1, L. 562 du code électoral et L. 1111-9, L. 3121-9, L. 3121-22-1, L. 3122-1, L. 3122-2, L. 3123-9-2 du code général des collectivités territoriales et 200 du code général des impôts - Dispositions de coordination) (p. 3322). (p. 3322). - **Article 16 A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 231 du code électoral et art. 8 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 - Inéligibilité affectant les emplois de direction au sein d'un EPCI et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique) (p. 3323). (p. 3323). - **Article 16 B** (art. L. 237-1 du code électoral - Incompatibilité entre le mandat de conseiller communautaire et un emploi au sein de l'intercommunalité ou de l'une de ses communes membres) (p. 3324). - **Article 16 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 252 du code électoral - Plafond d'application du scrutin municipal majoritaire) (p. 3324). - **Article 16 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 238 et L. 255-2 à L. 255-4 [nouveaux] du code électoral - Obligation d'une déclaration de candidature dans les communes relevant du scrutin majoritaire) (p. 3326). - **Article 18** (art. L. 261 du code électoral - Conséquences de l'abaissement du seuil d'application du scrutin proportionnel pour les sections électorales et les communes associées) (p. 3327). - **Article 18 bis (Supprimé)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales et L. 284 du code électoral - Effectif des conseils municipaux) (p. 3327). - **Article 20 A (Texte non modifié par la commission)** (Intitulé du livre premier et de son titre premier du code électoral - Coordination) (p. 3328). - **Article 20** (art. L. 273-1 à L. 273-12 [nouveaux] du code électoral - Modalités de désignation des conseillers communautaires) (p. 3332). (p. 3332). - **Article 20 bis AA (nouveau)** (art. L. 290-1 du code électoral - Conséquences du régime électoral communautaire sur le collège sénatorial) (p. 3333). - **Article 20 bis A** (Constitution de l'organe communautaire résultant d'une fusion d'EPCI ayant fusionné au 1er janvier 2014) (p. 3334). - **Article 20 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-18, L. 5211-12, L. 7125-21 et L. 7227-22 du code

général des collectivités territoriales ; art. L. 123-8 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie - Suppression de la faculté de reverser le montant de l'écrêtement des indemnités de fonction des élus locaux (p. 3335). - **Article 20 septies A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-6-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Conséquences de l'annulation de l'élection d'un conseil municipal sur le fonctionnement de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 3338). - **Article 20 decies (Suppression maintenue)** (art. L. 338, L. 338-1, L. 346, L. 360, L. 361 et L. 363 du code électoral - Départementalisation du mode de scrutin régional) (p. 3340). - **Article 23** (art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales - Remodelage de la carte cantonale) (p. 3341). (p. 3343). (p. 3345). (p. 3346). (p. 3348). (p. 3348). (p. 3349).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux - Commission mixte paritaire [n° 477 (2012-2013)]** - (15 avril 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 504 (2012-2013)**.

- **Débat sur l'immigration étudiante et professionnelle** - (24 avril 2013) (p. 4004, 4007). (p. 4028, 4029).

- **Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 545 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4160, 4161). - **Article 1er A (nouveau)** (art. L. 337 du code électoral - Modification de l'effectif des conseils régionaux) (p. 4167). - **Article 1er** (art. L. 338 du code électoral - Départementalisation du scrutin régional) (p. 4168). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. L. 338-2 (nouveau) du code électoral - Ajout de sièges supplémentaires au bénéfice des sections départementales) (p. 4169). (p. 4169).

- **Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 543 (2012-2013)]** - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4174, 4176).

- **Questions cibles thématiques sur la politique de lutte contre le terrorisme dans notre pays** - (16 mai 2013) (p. 4219, 4220). (p. 4220). (p. 4221). (p. 4222). (p. 4222, 4223). (p. 4223). (p. 4224). (p. 4224, 4225). (p. 4225).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les menaces subies par les établissements scolaires du Bas-Rhin** - (23 mai 2013) (p. 4505).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** - (28 mai 2013) (p. 4919, 4921).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le découpage cantonal** - (6 juin 2013) (p. 5633, 5634).

- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 5816, 5818). (p. 5836, 5837). - **Question préalable** (p. 5842, 5843). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5848, 5849).

- **Suite de la discussion** (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5917). (p. 5919). (p. 5920). (p. 5920). (p. 5921). (p. 5924). (p. 5927). (p. 5928). (p. 5931). (p. 5932). (p. 5932). - **Article 1er** (art. L. 285 du code électoral - Abaissement de 1 000 à 800 du nombre d'habitants ouvrant droit à l'élection d'un délégué supplémentaire dans les communes de plus de 30 000 habitants) (p. 5934). (p. 5935, 5936). (p. 5938, 5939). (p. 5942). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5943). (p. 5943). (p. 5944). (p. 5946). (p. 5948). (p. 5950, 5951). (p. 5951). - **Article 2** (art. L. 294 du code électoral - Application du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des sénateurs) (p. 5953). (p. 5957). (p. 5957, 5958). - **Article 3** (art. L. 295 du code électoral - Application du scrutin de liste à la représentation proportionnelle à un tour pour l'élection des sénateurs) (p. 5959, 5960). (p. 5961). (p. 5964). (p. 5965). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5966). (p. 5966). - **Article 4**

(art. L. 439 du code électoral - Extension aux collectivités situées outre-mer régies par le principe de spécialité législative) (p. 5967). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 5968). - **Intitulé du projet de loi** (p. 5969).

- **Retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi** - (18 juin 2013) (p. 5972).

- **Question orale sur les statuts de demandeur d'asile, de débouté du droit d'asile ou de sans-papiers** - (23 juillet 2013) (p. 7535).

- **Question orale sur le stationnement illégal des gens du voyage** - (23 juillet 2013) (p. 7536, 7537).

- **Proposition de loi fixant le nombre et la répartition des sièges de conseiller de Paris [n° 781 (2012-2013)]** - (23 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7599, 7600). (p. 7607, 7608). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 1er - tableau n° 2 annexé au code électoral - Répartition par secteurs des sièges des membres du conseil de Paris) (p. 7611). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2511-25 du code général des collectivités territoriales - Election du maire d'arrondissement et des adjoints) (p. 7613).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8602, 8607). (p. 8652, 8654). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8657). (p. 8658). (p. 8659). - **Article 1er** (art. L.O. 141-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction exécutive locale) (p. 8664, 8665). (p. 8667). (p. 8670, 8671). (p. 8673).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8685). - **Article 1er bis (nouveau) (supprimé)** (Limitation du nombre de mandats consécutifs) (p. 8686). - **Article 1er ter** (art. L.O. 147-1 [nouveau] du code électoral - Incompatibilité entre le mandat parlementaire et une fonction dérivée d'un mandat local) (p. 8688). - **Article additionnel après l'article 1er ter** (p. 8694). - **Article 1er quater (nouveau)** (art. L.O. 148 du code électoral - Suppression de dérogations aux incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires) (p. 8694). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 8696). - **Article 3** (art. L.O. 176, L.O. 178, L.O. 319 et L.O. 322 du code électoral - Extension du recours au suppléant en cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire) (p. 8698, 8699). (p. 8699). (p. 8700). - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 8701). - **Article 3 ter A (nouveau)** (art. 4 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement - Plafonnement du montant des indemnités perçues par les parlementaires) (p. 8702). - **Article additionnel après l'article 3 ter A** (p. 8703). - **Article 3 ter (nouveau)** (Application de la loi organique dans les collectivités régies par le principe de spécialité législative) (p. 8704). - **Article 4 (Entrée en vigueur)** (p. 8705). - **Intitulé du projet de loi organique** (p. 8705). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8712).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le contrôle au faciès** - (3 octobre 2013) (p. 9007, 9008).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité aux Antilles** - (3 octobre 2013) (p. 9013).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les Roms** - (31 octobre 2013) (p. 10832).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits de la gendarmerie** - (31 octobre 2013) (p. 10835).

- **Questions cribles thématiques sur la sécurité et les chiffres de la délinquance** - (21 novembre 2013) (p. 11771, 11772). (p. 11772, 11773). (p. 11773, 11774). (p. 11774, 11775). (p. 11775, 11776). (p. 11776). (p. 11777). (p. 11778). (p. 11779).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la répression du trafic d'espèces menacées** - (28 novembre 2013) (p. 12383).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le découpage cantonal** - (28 novembre 2013) (p. 12388, 12389).

VANDIERENDONCK (René)
sénateur (Nord)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (16 décembre 2013).

Membre de la mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République du 23 avril 2013 au 9 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à créer une station de radio française « Radio France Europe » : RFE, destinée à mieux faire connaître, dans tous les domaines, la vie quotidienne de nos partenaires européens [n° 459 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Culture - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer des polices territoriales et portant dispositions diverses relatives à leur organisation et leur fonctionnement [n° 553 (2012-2013)] (26 avril 2013) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 495 (2012-2013)] de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 580 (2012-2013)] (15 mai 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 604 (2012-2013)] habilitant le Gouvernement à adopter des mesures de nature législative pour accélérer les projets de construction [n° 607 (2012-2013)] (22 mai 2013) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 796 (2012-2013)] de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 859 tome 1 (2012-2013)] (19 septembre 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 796 (2012-2013)] de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 859 tome 2 (2012-2013)] (19 septembre 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances et de la commission des lois : Les outils fonciers des collectivités locales : comment renforcer des dispositifs encore trop méconnus ? [n° 1 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 851 (2012-2013)] pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 79 (2013-2014)] (16 octobre 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 239 (2013-2014)] (17 décembre 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers municipaux, départementaux et délégués communautaires - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des lois*) : Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Exercice par les élus locaux de leur mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Groupe de travail sur les outils fonciers à la disposition des élus locaux - Communication.

Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 janvier 2013 (*commission des lois*) : Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des lois*) : Article 11 de la Constitution - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, et modification du calendrier électoral - Examen du rapport et des textes de la commission en deuxième lecture.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage public - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication du président Jean-Pierre Sueur.

Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de Métropole de Lyon.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus sur le projet de métropole de Paris.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul de l'indemnité de fonction des parlementaires avec d'autres indemnités liées au mandat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'associations d'élus.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des maires de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des régions de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition d'élus de communes et d'intercommunalités.

Réunion du jeudi 25 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de l'Association des maires ruraux de France, de l'Association des petites villes de France et de la Fédération des maires des villes moyennes de France.

Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de Mme Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de Mme Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée auprès du ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, chargée de la décentralisation.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de maires et de présidents de communautés urbaines ou d'agglomération.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des finances*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen des amendements au texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 3 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de Mme Christiane Taubira, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Actualisation de la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie et diverses dispositions relatives aux outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 17 septembre 2013 (*commission du développement durable*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 septembre 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*mission commune d'information Avenir de l'organisation décentralisée de la République*) : Adoption du rapport.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des lois*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « justice », crédits

dédiés à la justice judiciaire et à l'accès au droit - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Justice », programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », programme « Égalité entre les femmes et les hommes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des délégués communautaires et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (16 janvier 2013) - **Demande de renvoi à la commission** (p.159).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (17 janvier 2013) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 192 du code électoral - *Élections des conseillers départementaux*) (p. 243).

- **Débat sur la police municipale** - (24 janvier 2013) (p. 458, 460). (p. 461).

- **Proposition de loi portant création d'une Haute autorité chargée du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales [n° 283 (2012-2013)]** - (28 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 530, 531). - **Article 1er** (art. L. 1212-1 (nouveau), L. 1212-2 (nouveau), L. 1212-3 (nouveau), L. 1212-4 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Création d'une Haute autorité d'évaluation des normes*) (p. 548). (p. 552). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 553).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4961, 4962).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (30 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 5021, 5023).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5088). - **Question préalable** (p. 5094). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5098, 5099).

- **Suite de la discussion** (31 mai 2013) - **Rappel au règlement** (p. 5109). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5110). (p. 5112). (p. 5118). (p. 5121). - **Article 1er (Supprimé)** (*Principe de libre coordination des interventions des collectivités territoriales*) (p. 5125). - **Article 2** (art. L. 3211-1, L. 4221-1, L. 4433-1, L3 111-4, L. 1111-8 du code général des

collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions (p. 5137, 5138). (p. 5141). (p. 5145). (p. 5146, 5147). (p. 5147). (p. 5148). (p. 5148). (p. 5149). (p. 5150). (p. 5150, 5151). (p. 5151). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 5152). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - Désignation des collectivités chefs de file pour certaines compétences) (p. 5156, 5157). (p. 5167). (p. 5175). (p. 5176). (p. 5177). (p. 5178). (p. 5179). (p. 5180). (p. 5180). (p. 5180). (p. 5180). (p. 5181). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 5181, 5182). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place des conférences territoriales de l'action publique) (p. 5184). (p. 5184). (p. 5185). (p. 5185). (p. 5191). (p. 5191). (p. 5192). (p. 5193).

- Rapporteur. - **Article 5 (Supprimé)** (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Mise en place d'un pacte de gouvernance territoriale) (p. 5200). - **Article 6 (Supprimé)** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales - Conséquence, en matière de financement, de la non approbation du pacte de gouvernance territoriale) (p. 5202). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5204). (p. 5204).

- **Suite de la discussion** (3 juin 2013) - **Article 10** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - Obligation de couverture intégrale des départements franciliens par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 5226, 5227). (p. 5231). (p. 5238). - **Article 11** (Modalités d'élaboration et calendrier de mise en œuvre du schéma régional de coopération intercommunale en Ile-de-France) (p. 5241). (p. 5242). - **Article additionnel avant l'article 12** (p. 5250). - **Article 12** (art. L. 5732-1, L. 5732-2, L. 5732-3, L. 5732-4, L. 5732-5, L. 5732-6, L. 5732-7, L. 5732-8 et L. 5732-9 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut de Grand Paris Métropole) (p. 5252). - **Article 13 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 302-13, L. 302-14 [nouveau] et L. 302-15 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Mise en place d'un schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Ile-de-France destiné à favoriser la création de logements) (p. 5267). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 5268). (p. 5268). (p. 5273). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1241-1 du code des transports - Extension des compétences du syndicat des transports d'Ile-de-France aux questions de « mobilité durable ») (p. 5276).

- Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 5276). (p. 5277). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 5279). - **Article 19** (Transfert de propriété et mise à disposition de biens publics sur le site de La Défense) (p. 5280). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5284). (p. 5289). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3611-3, L. 3621-1 à L. 3621-4, L. 3631-1 à L. 3631-8, L. 3632-1 à L. 3632-4, L. 3633-1 à L. 3633-4, L. 3641-1 à L. 3641-8, L. 3642-1 à L. 3642-5, L. 3651-1 à L. 3651-3, L. 3661-1, L. 3662-1 à L. 3662-12, L. 3663-1 à L. 3663-6, L. 4133-3 et L. 5721-2 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Statut particulier de la Métropole de Lyon) (p. 5302, 5303). (p. 5305). (p. 5307). (p. 5307). (p. 5308). (p. 5308). (p. 5309). (p. 5309). (p. 5310). (p. 5310). (p. 5314). (p. 5314, 5315). (p. 5317). (p. 5317). (p. 5319). (p. 5319). (p. 5319). (p. 5320). (p. 5320). (p. 5320). (p. 5321). (p. 5322).

- **Suite de la discussion** (4 juin 2013) (p. 5366). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 5371). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2581-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Régime législatif des communes de l'aire métropolitaine) (p. 5373). - **Article 23** (art. L. 123-4 du code de l'action sociale et des familles - Création de centres communaux d'action sociale mutualisés entre communes de la Métropole de Lyon) (p. 5377). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-8 du code du patrimoine - Élargissement de la compétence des archives départementales du Rhône aux archives de la

Métropole de Lyon) (p. 5377). (p. 5377). (p. 5378). - **Article additionnel après l'article 24** (p. 5378). (p. 5378). - **Article 25** (art. 1424-69 à 1424-76 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours) (p. 5380). (p. 5381). (p. 5381). (p. 5382). - **Article 26** (Prorogation du mandat des délégués communautaires de la communauté urbaine de Lyon) (p. 5382). (p. 5383). (p. 5384). - **Article 27 (Texte non modifié par la commission)** (art. 112-3 [nouveau] de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Emplois fonctionnels de la collectivité métropolitaine) (p. 5384). - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Création d'un conseil de développement par la Métropole de Lyon) (p. 5384). (p. 5384). - **Article 28** (Entrée en vigueur du régime de la Métropole de Lyon) (p. 5384). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 5385). - **Article 28 bis (nouveau)** (Dispositions transitoires pour l'élection des conseillers métropolitains en 2014) (p. 5385). - **Article 28 ter (nouveau)** (Maintien du mandat des conseillers communautaires élus en 2014 après la création de la Métropole de Lyon) (p. 5386). - **Article 28 quater (nouveau)** (Évaluation des charges et des ressources liées au transfert de compétences communales à la Métropole de Lyon) (p. 5386). - **Article 28 quinquies (nouveau)** (Mise en place d'une commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées) (p. 5387). (p. 5387). - **Article 28 sexies (nouveau)** (Possibilité pour les maires de s'opposer au transfert d'office de certains pouvoirs de police au président de la Métropole de Lyon) (p. 5388). - **Article 29 (Texte non modifié par la commission)** (Autorisation du gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier) (p. 5389). - **Article additionnel avant l'article 31** (p. 5390). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5403). (p. 5404). (p. 5406). (p. 5409). (p. 5412). (p. 5417). (p. 5418). (p. 5418). (p. 5418). (p. 5422). (p. 5424). (p. 5426). (p. 5427). (p. 5427). (p. 5433). (p. 5437). (p. 5437). (p. 5438). (p. 5438, 5439). (p. 5441). (p. 5442). (p. 5442). (p. 5445). (p. 5447). (p. 5447). (p. 5447).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) (p. 5461). (p. 5461). (p. 5462). (p. 5463). (p. 5463). (p. 5464). (p. 5464). - **Articles additionnels avant l'article 30 (précédemment réservés)** (p. 5472). (p. 5475). (p. 5477). - **Article 30 (précédemment réservé)** (art. L. 5218-1 à L. 5218-5 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Dérogations au régime métropolitain de droit commun) (p. 5480). (p. 5508, 5509). (p. 5513). (p. 5527). (p. 5533). (p. 5542). (p. 5543). (p. 5543). (p. 5543). - **Article additionnel après l'article 30 (précédemment réservé)** (p. 5544). (p. 5546). - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 5548). (p. 5548). - **Article 31 bis (nouveau)** (art. L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales - Effectif des vice-présidents d'une métropole) (p. 5549). (p. 5549). - **Article additionnel après l'article 31 bis** (p. 5550). - **Article 32** (art. L. 3211-1-1 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Délégations de compétences départementales et régionales à la métropole) (p. 5552). - **Article additionnel après l'article 32** (p. 5552). - **Article 32 bis (nouveau)** (art. L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales - Prise en compte, par les régions, des orientations économiques prises par une métropole) (p. 5553). (p. 5553). (p. 5554, 5555). - **Article 33 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions spécifiques à la métropole de Nice Côte d'Azur) (p. 5556). - **Article 34** (art. L. 5217-21 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Transfert des services et des personnels) (p. 5558). (p. 5559). (p. 5560). - **Articles additionnels après l'article 34** (p. 5564). - **Articles additionnels avant l'article 35** (p. 5565). (p. 5566). (p. 5566). (p. 5568). (p. 5570). (p. 5573). - **Article additionnel après l'article 35** (p. 5576). - **Article 36 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2213-1, L. 2213-33 [nouveau], L. 5211-9-2 et L. 5842-4 du code général des collectivités territoriales - Polices spéciales de la circulation et de délivrance des autorisations de stationnement des taxis) (p. 5577). (p. 5577). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5581).

- **Suite de la discussion** (6 juin 2013) - **Articles additionnels après l'article 36 (suite)** (p. 5594). - **Article 37 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur des transferts de police spéciale prévus par l'article 36*) (p. 5595). (p. 5595). (p. 5596). (p. 5596). - **Article 39** (art. L. 5211-4-2 du code général des collectivités territoriales - *Sécurisation juridique du dispositif des services communs*) (p. 5597). (p. 5598). (p. 5599). (p. 5599). (p. 5599). (p. 5600). (p. 5600). - **Article 40** (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales - *Abaissement du seuil de création d'une communauté urbaine*) (p. 5601, 5602). (p. 5605, 5606).

- Rapporteur (p. 5610). (p. 5610). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 5611). (p. 5613). (p. 5613). (p. 5613). - **Article 41 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Situation des agents en cas de changement d'employeur*) (p. 5614). (p. 5614). (p. 5614). (p. 5614). (p. 5614). (p. 5614). (p. 5614). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 5615). (p. 5615). (p. 5615). - **Article 42** (art. L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales - *Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines*) (p. 5616). (p. 5617). (p. 5617). (p. 5617). (p. 5617). (p. 5617). (p. 5617). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 5619). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 5623). (p. 5624). - **Article 45 (Supprimé)** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - *Création d'un seul établissement public foncier de l'État par région*) (p. 5635). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 5635). - **Articles additionnels avant l'article 45 bis** (p. 5637). - **Article 45 bis (nouveau)** (art. L. 5731-1 du code général des collectivités territoriales - *Adhésion de la région et du département à un pôle métropolitain*) (p. 5638). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. L. 5731-2 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement des critères démographiques de création*) (p. 5638). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 5639). (p. 5640). (p. 5641). (p. 5641). (p. 5643). (p. 5646). - **Article 46** (*Mise à disposition ou transfert des services de l'État*) (p. 5646). (p. 5647). (p. 5647). - **Article 47 (Texte non modifié par la commission)** (*Chronologie des opérations en cas de transfert de service*) (p. 5648). - **Article 48 (Texte non modifié par la commission)** (*Principe de mise à disposition d'une collectivité ou d'un établissement des agents fonctionnaires et non titulaires à titre individuel et gratuit*) (p. 5648). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (*Mise en œuvre du droit d'option ouvert aux fonctionnaires de l'État mis à disposition*) (p. 5649). (p. 5649). - **Article 50 (Texte non modifié par la commission)** (*Retraite des agents transférés et intégrés dans la FPT*) (p. 5649). - **Article 51 (Texte non modifié par la commission)** (*Situation des agents de l'État bénéficiant de la catégorie active, transférés dans un cadre d'emplois de la FPT*) (p. 5650). - **Article 52 (Texte non modifié par la commission)** (*Instauration d'un dispositif spécifique pour certains agents de services transférés appartenant à des corps n'ayant pas leur équivalent dans la FPT*) (p. 5650). - **Article 53 (Texte non modifié par la commission)** (*Situation des agents non titulaires de l'État devenant des agents non titulaires de la FPT*) (p. 5650). - **Article 54 (Texte non modifié par la commission)** (*Fixation des conditions dans lesquelles les agents non titulaires peuvent continuer à bénéficier du dispositif de titularisation instauré par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012*) (p. 5651). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5669, 5670).

- **Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (2 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 8880, 8881). - **Article 1er AA** (*Titre III du Livre II (nouveau) de la première partie et art. L. 1231-1 à L. 1231-7 (nouveaux) du code général des collectivités territoriales - Création du Haut conseil des territoires*) (p. 8907). - **Article 1er AB (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 132-7 [nouveau] du code des juridictions financières - *Rapport de la Cour des comptes sur la situation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements publics*) (p. 8914). - **Article 1er A (supprimé)** (*Reconnaissance législative de la libre administration des collectivités territoriales et du principe de subsidiarité*) (p. 8915). - **Article 1er B (supprimé)** (*Reconnaissance législative des principes d'autonomie financière des collectivités*

territoriales et de compensation intégrale des transferts de compétences) (p. 8916). - **Article 2** (art. L. 1111-4, L. 1111-8, L. 1111-8-1 (nouveau), L. 2112-6, L. 3211-1, L. 4221-1 et L. 4433-1 du code général des collectivités territoriales et art. 73 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales - *Rétablissement de la clause de compétence générale des départements et des régions*) (p. 8918). (p. 8920). (p. 8922). (p. 8924). (p. 8924). (p. 8925). (p. 8925, 8926). - **Article 2 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 34 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État - *Transformation du volet « aménagement numérique » d'un schéma régional d'aménagement et de développement du territoire en un schéma directeur territorial d'aménagement numérique*) (p. 8926). - **Article 3** (art. L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales - *Désignation des collectivités territoriales chefs de file pour l'exercice de certaines compétences*) (p. 8929). (p. 8929). (p. 8930). (p. 8932). (p. 8934). (p. 8935). (p. 8936). (p. 8937). (p. 8938). (p. 8939). (p. 8940). - **Article 4** (art. L. 1111-9-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Mise en place des conférences territoriales de l'action publique*) (p. 8942). (p. 8946).

- **Suite de la discussion** (3 octobre 2013) (p. 8958). (p. 8959). (p. 8959). (p. 8961). (p. 8961). (p. 8962). (p. 8962). (p. 8963). (p. 8963). (p. 8965). (p. 8966). (p. 8967). - **Article 5 (supprimé)** (art. L. 1111-9-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - *Conséquence de la signature des projets de conventions territoriales d'exercice concerté d'une compétence*) (p. 8970). - **Article 9 bis B (supprimé)** (art. L. 3114-1, L. 4122-1-1, L. 4123-1 et L. 4124-1 du code général des collectivités territoriales - *Suppression de la condition d'un référendum pour les fusions volontaires de collectivités territoriales*) (p. 8974). - **Article 20** (art. L. 3611-1 à L. 3663-7 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Statut particulier de la métropole de Lyon*) (p. 8984). (p. 8987). (p. 8987). (p. 8988). (p. 8989). (p. 8989). (p. 8990). (p. 8990). (p. 8991). (p. 8992). (p. 8993). (p. 8993). (p. 8994). (p. 8994, 8995). (p. 8995). (p. 8995). (p. 8996). (p. 8998). (p. 8998). (p. 8998). (p. 8999). (p. 8999). (p. 9000). (p. 9001). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1001, 1582, 1599 L (nouveau), 1599 M (nouveau), 1599 N (nouveau), 1599 O (nouveau), 1599 P (nouveau), 1609 *nonies C* du code général des impôts - *Adaptation du code général des impôts à la création de la métropole de Lyon*) (p. 9015). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-8 du code du patrimoine - *Élargissement de la compétence des archives départementales du Rhône aux archives de la métropole de Lyon*) (p. 9016). - **Article 28 ter** (*Prorogation du mandat de l'exécutif de la communauté urbaine après la création de la métropole de Lyon*) (p. 9018). (p. 9018). - **Article 29** (*Autorisation du Gouvernement à fixer par voie d'ordonnance le régime budgétaire, comptable, fiscal et financier de la métropole de Lyon*) (p. 9020). (p. 9020). (p. 9020). (p. 9021). - **Article 10 (précédemment réservé) (supprimé)** (art. L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Rationalisation des intercommunalités de la grande couronne francilienne situées dans l'unité urbaine de Paris*) (p. 9027). - **Article 12 (précédemment réservé)** (art. L. 5219-1 à L. 5219-12 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Création de la métropole du Grand Paris*) (p. 9043, 9045). (p. 9066, 9067). (p. 9082). (p. 9082). (p. 9083). (p. 9083). (p. 9085).

- **Suite de la discussion** (4 octobre 2013) (p. 9106). (p. 9108). (p. 9110). (p. 9113). (p. 9113). (p. 9115). (p. 9118). (p. 9118). (p. 9118, 9119). (p. 9119). (p. 9119). (p. 9120). (p. 9121). (p. 9122). (p. 9123). (p. 9124). (p. 9125). (p. 9125). (p. 9126). (p. 9126, 9127). (p. 9127). (p. 9127). (p. 9128). (p. 9128). (p. 9128). (p. 9129). (p. 9130). (p. 9130). (p. 9131). (p. 9131). (p. 9132). (p. 9134). (p. 9134). (p. 9135). (p. 9135). (p. 9139). (p. 9144, 9145). (p. 9149). (p. 9149). (p. 9150, 9151). (p. 9155). (p. 9159). (p. 9160). (p. 9160). (p. 9161). (p. 9161). - **Article 12 ter (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (*Élaboration des premiers schémas de cohérence territoriale et plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement*) (p. 9170). - **Article 13 A (précédemment**

réserve) (Texte non modifié par la commission) (art. L. 364-1 du code de la construction et de l'habitation - Institution d'un comité régional de l'habitat et de l'hébergement d'Île-de-France) (p. 9170). - **Article 13 (précédemment réservé)** (art. L. 302-13, L. 302-14 [nouveau] et L. 302-15 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Mise en place d'un schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en Île-de-France destiné à favoriser la création de logements) (p. 9173). - **Article 13 bis (précédemment réservé)** (art. L. 143-3 et L. 321-1 du code de l'urbanisme - Fusion des établissements publics fonciers en Île-de-France) (p. 9180). (p. 9189). - **Article 17 (précédemment réservé) (Texte non modifié par la commission)** (art. 4, 15, 18, 19, 20 et 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris - Coordination entre les actions de la Société du Grand Paris et le Syndicat des transports d'Île-de-France) (p. 9193). - **Article 18 bis (précédemment réservé) (supprimé)** (Suppression de l'Établissement public d'aménagement de la Défense Seine Arche au 1er janvier 2016) (p. 9197). (p. 9199). - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9208). (p. 9211). (p. 9212). (p. 9215).

- **Proposition de loi portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics - Deuxième lecture [n° 18 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 20 (2013-2014)** (p. 9239, 9240).

- **Proposition de loi organique tendant à joindre les avis rendus par le conseil national d'évaluation des normes aux projets de loi relatifs aux collectivités territoriales et à leurs groupements [n° 20 (2013-2014)]** - (7 octobre 2013) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 18 (2013-2014)**.

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Deuxième lecture [n° 860 (2012-2013)]** - (7 octobre 2013) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-20-1, L. 5211-5, L. 5211-19, L. 5211-28-2, L. 5211-28-3, L. 5211-41, L. 5211-41-1, L. 2113-5, L. 5212-29, L. 5213-30, L. 5214-26, L. 5215-22, L. 5216-7 et L. 5842-6 du code général des collectivités territoriales, art. 1043 du code général des impôts, art. 57 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Restructuration du régime métropolitain) (p. 9251, 9252). (p. 9254). (p. 9254). (p. 9255). (p. 9255, 9256). (p. 9256). (p. 9256). (p. 9257). (p. 9258). (p. 9260). (p. 9260). (p. 9261). (p. 9261). (p. 9262). - **Article 32 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3211-1-1 et L. 4221-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Délégation de compétences départementales et régionales à la métropole) (p. 9263). - **Article 34 bis** (art. L. 2213-2, L. 2333-68, L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales - Coordination liée à l'institution des autorités organisatrices de la mobilité) (p. 9264). (p. 9265). (p. 9266). (p. 9266). - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 9267). (p. 9267). - **Articles additionnels après l'article 34 ter** (p. 9268). - **Article 35 AA (supprimé)** (Modalités d'élection des conseillers métropolitains) (p. 9269). - **Article 35 A** (art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales - Création d'un coefficient de mutualisation des services pour les établissements publics de coopération intercommunale) (p. 9271). - **Article 35 B** (art. L. 5214-16, L. 5216-5, L. 5215-20, 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 211-7 du code de l'environnement, L. 211-7-2, L. 211-7-3 [nouveaux] du code de l'environnement - Compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) (p. 9276). (p. 9277). (p. 9278). (p. 9279). (p. 9281). - **Article 35 C (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 213-12 du code de l'environnement - Renforcement du rôle des établissements publics territoriaux de bassin) (p. 9286). - **Article 35 D (Texte non modifié par la**

commission) (art. L. 554-1 et L. 562-8-1 du code de l'environnement, art. L. 566-12-1 et L. 566-12-2 [nouveaux] du code de l'environnement - Protection et modalités de transfert des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions) (p. 9288). (p. 9288). (p. 9288). (p. 9289). (p. 9289). (p. 9289). - **Article 35 E (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions transitoires) (p. 9292). (p. 9293). (p. 9293). - **Article 36** (art. L. 2213-1, L. 2213-33 [nouveau], 2512-14, L. 5211-9-2 et L. 5842-4 du code général des collectivités territoriales et art. L. 411-2 du code de la route - Polices spéciales de la circulation et de la délivrance des autorisations de stationnement des taxis) (p. 9296). (p. 9296). (p. 9296, 9297). - **Article 36 bis** (art. L. 2213-6, L. 2331-4, L. 2333-87 et L. 2573-50 du code général des collectivités territoriales, art. L. 411-1 du code de la route, art. L. 2125-9 [nouveau], L. 2321-3-1 [nouveau], L. 2323-3 et L. 2323-5 du code général de la propriété des personnes publiques et art. 1635 bis Q du code général des impôts - Dépénalisation des infractions au stationnement payant sur voirie) (p. 9299). (p. 9300, 9301). (p. 9301). (p. 9301). (p. 9302). (p. 9303). (p. 9303). (p. 9304). (p. 9304). (p. 9305). (p. 9305). (p. 9306). (p. 9306). (p. 9307). - **Article 36 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1241-14 du code des transports - Affectation au Syndicat des transports d'Île-de-France d'une partie du produit des forfaits de post-stationnement) (p. 9307). - **Article 37** (Entrée en vigueur des transferts de police spéciale prévus par l'article 36) (p. 9308). - **Article 39** (art. L. 5211-4-2 et L. 5842-2 du code général des collectivités territoriales - Sécurisation juridique du dispositif des services communs) (p. 9310). (p. 9310). (p. 9310). (p. 9310). (p. 9311). - **Article 41** (art. L. 5111-7 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Principe du maintien des indemnités et droits acquis pour tous les personnels concernés par une réorganisation entraînant un changement d'employeur) (p. 9312). (p. 9312). (p. 9312). (p. 9313). - **Article 41 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5111-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Obligation de formation pour le fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé) (p. 9313). - **Article 42** (art. L. 5215-20 et L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du champ des compétences obligatoires des communautés urbaines) (p. 9315). (p. 9315). (p. 9315). (p. 9316). (p. 9316). (p. 9317). (p. 9317). (p. 9317). (p. 9317). (p. 9317). (p. 9317). (p. 9317). (p. 9318). (p. 9318). (p. 9319). (p. 9320). (p. 9321). - **Article 44 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales - Suppression de l'obligation faite aux EPCI de présenter l'utilisation de leurs crédits pour chaque commune membre) (p. 9323). - **Article 45 bis A** (art. L. 5731-1, L. 5731-2, L. 5731-3 du code général des collectivités territoriales, art. 20 de la loi n° 2010-1563 de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 - Élargissement de la définition du pôle métropolitain) (p. 9323). - **Article 45 quater** (art. L. 5711-1-2 du code général des collectivités territoriales [nouveau] - Gestion des fonds européens) (p. 9325). (p. 9325). (p. 9326). (p. 9327). (p. 9327). - **Article 45 quinquiés** (art. L. 5741-1, L. 5741-1-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Pôle d'équilibre et de coordination territorial) (p. 9331). (p. 9333). (p. 9334). - **Article 46 (Texte non modifié par la commission)** (Mise à disposition ou transfert des services de l'État) (p. 9335). - **Article additionnel avant l'article 54 bis** (p. 9336). - **Article 59 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 2321-2, L. 3321-1 et L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales et art. L. 421-16 du code de la construction et de l'habitation - Obligation de provision des risques liés à la souscription de produits financiers par les collectivités territoriales) (p. 9337).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (22 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9916, 9918).

- **Rapporteur pour avis - Article 1er** (art. 1er, 2, 3, 3-1, 3-2, 3-3 [nouveau], 4, 5, 6, 7, 7-1 [nouveau], 8 et 43 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. L. 125-5 du code de l'environnement ; art. 1724 du code

civil - Modernisation des rapports entre bailleurs et locataires) (p. 9961).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2013) (p. 9994). - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. 1751 du code civil - Extension de la cotitularité du bail aux partenaires liés par un PACS) (p. 10004). - **Article 2** (art. 11-1, 12, 14-1 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; art. 10 et 10-1 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Modification des dispositions relatives à la durée du contrat de location, au délai de préavis et au congé donné au locataire) (p. 10014). (p. 10015). (p. 10015, 10016). (p. 10016).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) - **Article 21** (art. L. 252-2, L. 264-1, L. 264-2, L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles et art. 102 du code civil - Simplification des règles de domiciliation) (p. 10174). - **Article 22 bis** (art. 13, 17, 18, 18-1 [nouveau], 19-1 et 33 de la loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé - Régime applicable aux immeubles en jouissance à temps partagé) (p. 10192). - **Article 23** (art. L. 711-1 à L. 711-7 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Registre d'immatriculation des syndicats de copropriétaires) (p. 10194, 10195). (p. 10195). - **Article 25** (art. 8-2 [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 721-1 à L. 721-3 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Renforcement de l'information des acquéreurs de lots de copropriété) (p. 10197). (p. 10198). (p. 10201). (p. 10202). - **Article 27** (art. 9-1 [nouveau], 10, 14-2, 18, 19-1, 19-2, 24-4 et 24-5 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ; art. L. 111-6-2 et L. 731-1 à L. 731-5 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Instauration d'un fonds de prévoyance pour certaines copropriétés ; possibilité pour les copropriétés de faire réaliser un diagnostic technique global) (p. 10223). - **Article 29** (art. 29-1 A, 29-1 B et 29-1 C [nouveau] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Réforme de la procédure du mandataire ad hoc) (p. 10231). - **Article 30** (art. 29-1, 29-2, 29-3, 29-4, 29-5, 29-6, art. 29-7 à 29-14 [nouveaux] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Réforme de la procédure d'administration provisoire) (p. 10235). (p. 10235).

- **Suite de la discussion** (25 octobre 2013) - **Article 46 septies (supprimé)** (art. L. 634-1 à L. 634-8 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Autorisation préalable de mise en location) (p. 10273). (p. 10275). - **Article 47** (art. L. 441-1, L. 441-2-1, L. 441-2-6, art. L. 441-2-7 à L. 441-2-9 [nouveaux] et L. 472-3 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de la procédure de demande de logement social) (p. 10282). - **Article 47 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 441-3-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Affectation du supplément de loyer de solidarité au financement de remises sur loyer) (p. 10289). (p. 10289). - **Articles additionnels après l'article 58 (priorité)** (p. 10378). (p. 10378, 10379). - **Article 61 (priorité)** (art. L. 422-1, L. 422-8 et L. 424-5 du code de l'urbanisme - Délivrance d'autorisation du droit des sols par les communes couvertes par une carte communale) (p. 10391). -

Article 64 (priorité) (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD) (p. 10400). (p. 10400).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) (p. 10433). - **Articles additionnels après l'article 64 bis (priorité)** (p. 10434). (p. 10435). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 122-1-2, L. 123-1-2, L. 123-13, L. 123-13-1 et L. 123-18 du code de l'urbanisme - Intégration d'une approche paysagère du potentiel de densification des formes urbaines dans le SCoT) (p. 10443). - **Article additionnel après l'article 67 (priorité)** (p. 10447, 10448). - **Article 68 (priorité)** (art. L. 321-1 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers de l'Etat) (p. 10448). (p. 10449). - **Article 69 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 324-1, L. 324-2, L. 324-2-2 [nouveau] et L. 324-5 du code de l'urbanisme - Établissements publics fonciers locaux) (p. 10452). - **Article 70 (priorité)** (art. L. 210-1, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 212-3, L. 213-2, L. 213-8, L. 213-11, L. 213-11-1 [nouveau], L. 213-12 et L. 213-14 du code de l'urbanisme - Modalités relatives à l'exercice du droit de préemption) (p. 10459). (p. 10461). - **Article 71 (priorité) (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3221-12, L. 4231-8-2 [nouveau] et L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales - Mesures de coordination relatives au droit de préemption) (p. 10464). - **Article additionnel après l'article 71 (priorité)** (p. 10465). (p. 10467). - **Articles additionnels après l'article 84 (priorité)** (p. 10493, 10494). - **Article 52** (art. L. 421-6, article L. 421-7-1 [nouveau], L. 443-7, L. 443-11, L. 443-12 et L. 443-15-2-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Rattachement des offices publics de l'habitat communaux aux intercommunalités et harmonisation du droit applicable à la cession de logements locatifs sociaux) (p. 10507). (p. 10508). (p. 10508). - **Article 56** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, art. L. 302-4-2 et L. 302-4-3 [nouveaux] et art. L. 445-1 du code de la construction et de l'habitation - Élargissement des délégations de compétence aux établissements publics de coopération intercommunale en matière de politique du logement) (p. 10519). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10533, 10534).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 200 (2013-2014)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12639, 12640). - **Article 1er (Titre IV du livre V de la première partie (nouveau), art. L. 1541-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création des sociétés d'économie mixte contrat)** (p. 12648). (p. 12651). (p. 12652). (p. 12654, 12655).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Commission mixte paritaire [n° 240 (2013-2014)]** - (19 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13153, 13156). - **Article 31 (Restructuration du régime métropolitain)** (p. 13232). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13233).

VANLERENBERGHE (Jean-Marie)
sénateur (Pas-de-Calais)
UDI-UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale. (4 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (5 novembre 2013).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013 ; puis vice-président le 16 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Réforme de la biologie médicale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 février 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. Christophe Jacquinet, président du collège des directeurs généraux des agences régionales de santé (ARS), directeur général de l'ARS Rhône-Alpes.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Guy Collet, conseiller en stratégie, et Cédric Arcos, directeur de cabinet du président de la Fédération hospitalière de France (FHF), Mme Catherine Réa, conseiller médical de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap), et Mme Elisabeth

Tomé-Gertheinrichs, déléguée générale de la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP).

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Fiscalité comportementale - Audition de M. Christian Ben Lakhdar, enseignant-chercheur en économie des drogues et addictions, membre du Haut conseil de la santé publique.

(*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales non signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de Mme Bernadette Devictor, présidente de la Conférence nationale de santé (CNS), et M. Jean-Louis Salomez, président de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) du Nord-Pas-de-Calais.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant réforme de la biologie médicale.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire relative à la sécurisation de l'emploi.

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de maires et de présidents de communautés urbaines ou d'agglomération.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Normes européennes en matière de détachement des travailleurs - Présentation d'un rapport d'information de la commission des affaires européennes.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Médicaments génériques - Seconde table ronde consacrée à l'évaluation de la politique française du médicament générique.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de M. Jean-Yves Grall, directeur général de la santé.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la prévention du suicide.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé

- Audition de M. Dominique Bur, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord, représentant de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Agences régionales de santé - Audition de MM. Jacques Raimondeau, président, Christian Bailly et Christian Lahoute, vice-présidents du syndicat des médecins inspecteurs de santé publique (Smisp).

Agences régionales de santé - Audition de MM. Tomas Fatome, directeur de la sécurité sociale (DSS), et de François Godineau, chef de service, adjoint au directeur.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Contrôle des comptes des comités d'entreprise - Gestion des comités d'entreprise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (organisations patronales).

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (syndicats de salariés).

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale 2014 - Avenir et justice du système de retraites - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Pierre Mayeur, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Réunion constitutive de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jacques Thouroude, président de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

Audition de M. Sébastien Sémeril, adjoint au maire de Rennes, délégué au sport, et vice-président de Rennes-Métropole, représentant l'Assemblée des communautés de France (AdCF).

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement et ville » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « travail et emploi », articles rattachés 77, 78 et 79 et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Table ronde sur le modèle économique des stades.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

(*mission commune d'information sur le sport professionnel*) : Audition de M. Jean Guillot, directeur général du Centre national de développement du sport (CNDS).

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant réforme de la biologie médicale [n° 278 (2012-2013)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 750, 751). - **Article 4** (*art. L. 1223-1, L. 6211-13, L. 6211-17 et L. 6223-5 du code de la santé publique - Organisation des établissements de transfusion sanguine et conditions de réalisation de la phase pré-analytique des examens de biologie médicale*) (p. 762, 763). (p. 764, 765). (p. 765). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 768). (p. 769). - **Article 6** (*art. L. 6213-2-1 (nouveau) du code de la santé publique - Nomination dans les centres hospitaliers et universitaires de personnes non titulaires du diplôme d'études spécialisées de biologie médicale*) (p. 771).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1555).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1651, 1652).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 3387, 3389). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3422).

- **Questions cibles thématiques sur la situation des hôpitaux** - (18 avril 2013) (p. 3485). (p. 3485).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)] (suite)** - (19 avril 2013) - **Article 1er** (*art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3579, 3580). (p. 3603, 3604). (p. 3604). (p. 3610). (p. 3614). (p. 3617).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) - **Article 7** (*art. L. 5422-12 du code du travail - Modulation des cotisations d'assurance chômage*) (p. 3780, 3781). - **Article 8** (*art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - Encadrement du*

travail à temps partiel) (p. 3802, 3803). - **Article 10** (art. L. 2242-21 à L. 2242-23 [nouveaux] du code du travail - Mobilité interne) (p. 3816). (p. 3817). - **Article 12** (art. L. 5125-1 à L. 5125-6 [nouveaux] du code du travail - Accords de maintien de l'emploi) (p. 3828). - **Article 15 (Texte non modifié par la commission)** (art. L.1233-5 et L. 1233-71 du code du travail - Pondération des critères de licenciement collectif et durée du congé de reclassement) (p. 3842). - **Vote unique sur les articles 5 à 20 et l'ensemble du texte** (p. 3849).

- **Rappel au règlement** - (14 mai 2013) (p. 4087, 4088).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4096, 4097).

- **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 559 (2012-2013)]** - (28 mai 2013) - **Article 1er** (Modalités de mise en œuvre du déblocage exceptionnel des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation et de l'intéressement) (p. 4936, 4937). (p. 4938). (p. 4938). (p. 4939). (p. 4940).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles [n° 581 (2012-2013)]** - (4 juin 2013) - **Article 31** (art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain) (p. 5423).

- **Questions cribles thématiques sur l'avenir des retraites** - (13 juin 2013) (p. 5853, 5854). (p. 5854).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5869).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé) (p. 7641). (p. 7642, 7643). (p. 7646). (p. 7646). (p. 7646). (p. 7650). (p. 7651). (p. 7652). (p. 7654). - **Article 3** (Rapport du Gouvernement au Parlement) (p. 7656, 7657).

- **Proposition de loi visant à établir un contrôle des comptes des comités d'entreprises [n° 15 (2013-2014)]** - (10 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9479, 9480). - **Article 1er** (art. L. 2325-1-1 [nouveau] à L. 2325-1-5 [nouveau] du code du travail - Transparence financière des comités d'entreprise) (p. 9487). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9488, 9489).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation -

Institution d'une garantie universelle des loyers) (p. 10078, 10079).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2013) (p. 10109). (p. 10110). (p. 10114). (p. 10115).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10551, 10554).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 10649, 10650). (p. 10654, 10655). (p. 10670). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 10695).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - Fiche de prévention des expositions) (p. 10759, 10760). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - Compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10770). (p. 10774).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 7** (art. L. 6111-1 du code du travail - Abondement du compte personnel de formation par le compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10810). - **Article 9** (art. L. 161-17-4 et L. 351-6-1 [nouveaux] du code de la sécurité sociale - Majoration de la durée d'assurance au titre du compte personnel de prévention de la pénibilité) (p. 10824). - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité) (p. 10842). (p. 10846).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 12** (art. L. 161-22, L. 161-22-1 A [nouveau], L. 634-6, L. 643-6 et L. 723-11-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 84 et L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Clarification des règles du cumul emploi-retraite) (p. 10871). (p. 10873, 10874). - **Article 13** (Rapport du Gouvernement sur la refonte des avantages familiaux de retraite) (p. 10886). (p. 10887). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite) (p. 10905). - **Article 20** (art. L. 732-54-1 du code rural et de la pêche maritime - Suppression de la condition de 17 ans et demi d'assurance pour bénéficiaire de la pension majorée de référence du régime des non-salariés agricoles) (p. 10916).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 30** (Débat annuel sur les retraites dans la fonction publique) (p. 10961).

- **Nouvelle lecture [n° 190 (2013-2014)]** - (16 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13024, 13025). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Principes et objectifs de l'assurance vieillesse) (p. 13029). (p. 13031). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13071).

VAUGRENARD (Yannick)
sénateur (Loire-Atlantique)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé jusqu'au 11 juin 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative aux concessions hydroélectriques [n° 361 (2012-2013)] (14 février 2013) - **Énergie.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 365 (2012-2013)] de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 427 (2012-2013)] (13 mars 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 727 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à encadrer le recours à des produits pesticides présentant un risque pour la santé [n° 756 (2012-2013)] (15 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de loi visant à affirmer clairement que le vin fait partie intégrante du patrimoine culturel et gastronomique de notre pays [n° 30 (2013-2014)] (3 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 28 (2013-2014)] d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 184 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission du développement durable*): Audition de M. Philippe Pelletier, président et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

(*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Pelletier, président, et de M. Jérôme Gatier, directeur du plan « Bâtiment durable ».

Réunion du mercredi 23 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*): Enjeux et perspectives de la politique spatiale européenne - Présentation du rapport d'information établi au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*): Fiscalité numérique neutre et équitable - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires économiques*): Code forestier - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*): Bilan de la réunion commune Sénat - CESE du 5 décembre 2012.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des relations interentreprises, placé auprès du ministre du redressement productif et de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale du crédit aux entreprises.

(*commission des finances*): Séparation et régulation des activités bancaires - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des affaires économiques*): Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 mars 2013 (*commission des affaires économiques*) : Plan d'investissement pour le logement - Audition de Mme Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Doctrine d'intervention de la Banque publique d'investissement (BPI) - Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la BPI.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires économiques*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires économiques*) : Ouverture de négociations en vue d'un Partenariat transatlantique - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission du développement durable*) : Pacte de compétitivité - Audition de M. Louis Gallois, commissaire général à l'investissement.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Déplacement d'une délégation de la commission en Turquie - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Surveillance de l'espace – Communication de M. Bruno Sido.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de Mme Anne Lauvergeon, présidente de la commission « Innovation 2030 ».

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Martin Hirsch, président de l'Agence du service civique et ancien Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, puis à la jeunesse.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Martial Bourquin, parlementaire en mission sur l'ordre public économique et les relations inter-entreprises.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Consommation - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mardi 1er octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Audition de M. Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Réunion du mercredi 2 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Économie sociale et solidaire - Audition de M. Benoît Hamon, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Réunion du mardi 8 octobre 2013 (*commission pour le contrôle de l'application des lois*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Mise en œuvre de la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 relative à la pertinence du dispositif légal encadrant l'industrie du tourisme en France - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Accès au logement et urbanisme rénové - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Accès au logement et urbanisme rénové - Suite et fin de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission du développement durable*) : Affectation des fréquences de la bande 700 Mhz (très haut débit mobile) - Audition de Mme Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Philippe Chalmin, économiste et historien, sur les perspectives des marchés des matières premières.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Economie sociale et solidaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 12 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Guillaume Garot, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, chargé de l'agroalimentaire.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Étienne Pinte, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Questions diverses.

Réunion du mardi 3 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Politique industrielle - Audition de M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.

Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. André Marcon, président de « CCI de France ».

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la place des petites et moyennes entreprises dans notre économie** - (23 janvier 2013) (p. 431, 432).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 863, 864).
- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1407, 1408).
- **Questions cribles thématiques sur la compétitivité** - (28 février 2013) (p. 1621). (p. 1622).
- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2108, 2110).
- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Articles additionnels après l'article 4 nonies** (p. 2230). (p. 2234). - **Article 7** (art. L. 613-31-11 à L. 613-31-18 [nouveaux] du code monétaire et financier - *Résolution et prévention des crises bancaires*) (p. 2254). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - *Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité*) (p. 2296). (p. 2297). (p. 2298, 2299). (p. 2300).
- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Article 17 quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1-6 [nouveau] du code monétaire et financier - *Obligation d'une convention écrite entre l'entreprise et l'établissement de crédit pour la gestion d'un compte de dépôt*) (p. 2320). - **Article 17 quinquies (Supprimé)** (art. L. 313-12 du code monétaire et financier - *Obligation d'une convention écrite pour tout concours bancaire autre qu'occasionnel à une entreprise*) (p. 2320). (p. 2321). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1 du code monétaire et financier - *Accessibilité bancaire*) (p. 2341). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2344). (p. 2345). - **Article 21 bis A** (art. L. 314-7 du code monétaire et financier - *Relevé d'information sur les frais bancaires*) (p. 2346). (p. 2347). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2360). (p. 2360). (p. 2360, 2361). (p. 2361). (p. 2362). (p. 2362).
- **Question orale sur la proposition d'interdire de fumer en voiture** - (26 mars 2013) (p. 2392, 2393). (p. 2393).
- **Question orale sur le don d'organes** - (21 mai 2013) (p. 4293). (p. 4294).
- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer pour accélérer les projets de construction [n° 609 (2012-2013)]** - (29 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4970, 4971).
- **Débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** - (11 juin 2013) (p. 5743, 5744).
- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6066).
- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6474, 6476).
- **Commission mixte paritaire [n° 751 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7409, 7410).
- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7923, 7925).
- **Suite de la discussion** (11 septembre 2013) - **Article 3 ter (nouveau)** (section 12 [nouvelle] du chapitre II du titre Ier du livre III de la deuxième partie du code de l'éducation - *Education des consommateurs*) (p. 8016, 8017).
- **Suite de la discussion** (12 septembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 5 ter (suite)** (p. 8119). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 8131).
- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8635, 8636).
- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013)**.
- **Question orale sur la diffusion des rencontres sportives sur les chaînes à péage** - (1er octobre 2013) (p. 8782). (p. 8783).
- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de détachement des travailleurs [n° 528 (2012-2013)]** - (16 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9624, 9625).
- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové [n° 66 (2013-2014)]** - (23 octobre 2013) - **Article additionnel après l'article 5** (p. 10055).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chantiers navals de Saint-Nazaire** - (31 octobre 2013) (p. 10832).
- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11035).
- **Suite de la discussion** (7 novembre 2013) - **Article 5 (Pôles territoriaux de coopération économique)** (p. 11105). - **Article 7** (art. L. 3332-17-1 du code du travail - *Définition de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »*) (p. 11113). (p. 11113). (p. 11114). (p. 11114).
- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)]** - (9 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12494, 12496).
- Rapporteur pour avis - **Article 1er** (*Habilitation en vue d'alléger et clarifier certaines obligations générales et sectorielles pesant sur les entreprises*) (p. 12512). (p. 12513).
- **Question orale sur l'adoption d'enfants originaires d'Haïti** - (17 décembre 2013) (p. 13097). (p. 13098).

VENDASI (Français)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques le 10 décembre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à prohiber le cumul, par les parlementaires, de leurs indemnités de fonction avec toute autre indemnité liée à un mandat [n° 381 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à limiter le cumul des indemnités liées à des mandats locaux [n° 382 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer une représentation juste et équilibrée des territoires au sein des conseils régionaux [n° 386 (2012-2013)] (25 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir les droits des multipropriétaires d'habitations à temps partagé [n° 432 (2012-2013)] (19 mars 2013) - **Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi portant création d'une action de groupe en matière de consommation, de concurrence et de santé [n° 484 (2012-2013)] (5 avril 2013) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à autoriser un exploitant de terres viticoles titulaire d'un commodat à déposer sa déclaration de récolte viticole classée en zone AOC [n° 745 (2012-2013)] (10 juillet 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 13 (2013-2014)] (2 octobre 2013) - **Justice.**

Proposition de loi relative à la prévention des inondations et à la protection contre celles-ci [n° 47 (2013-2014)] (8 octobre 2013) - **Environnement.**

VENDEGOU (Hilarion)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur la sécurité et la délinquance en Nouvelle-Calédonie** - (5 février 2013) (p. 802). (p. 803).

- **Question orale sur la défiscalisation en Nouvelle-Calédonie** - (18 juin 2013) (p. 5897). (p. 5898).

VERGÈS (Paul)
sénateur (La Réunion)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire à partir du 21 mai 2013.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du 28 janvier 2013 au 20 mai 2013.

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 27 janvier 2013.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre suppléant de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux bas salaires outre-mer [n° 414 (2012-2013)] (1er mars 2013) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires économiques*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission du développement durable*) : Conférence de Varsovie sur le changement climatique - Communication.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi** relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 95, 96).

- **Projet de loi organique** relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)] - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013).**

VERGOZ (Michel)
sénateur (La Réunion)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la délégation sénatoriale à l'outre-mer.

Membre titulaire de la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 414 (2012-2013)] visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 449 (2012-2013)] (27 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 460 (2012-2013)] visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer [n° 571 (2012-2013)] (15 mai 2013) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des affaires sociales*): Bas salaires outre-mer et versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mars 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): La zone économique exclusive des outre-mer: quels enjeux? - Audition de M. Olivier Appert, président de l'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles et de M. Honoré Le Leuch, conseiller auprès du président.

La zone économique exclusive des outre-mer: quels enjeux? - Audition de Mme Marie-Anne Besançon, directeur juridique de Total Exploration & Production, et de M. François Tribot-Laspierre, adjoint au directeur des affaires institutionnelles Total.

Réunion du mardi 2 avril 2013 (*commission des affaires sociales*): Bas salaires outre-mer et versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Audition de M. Dominique Baudis, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*): Qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juin 2013 (*délégation sénatoriale à l'outre-mer*): Audition de M. Serge Letchimy, parlementaire en mission auprès du ministre des outre-mer, sur l'article 349 du traité de Lisbonne (mesures spécifiques concernant les régions ultrapériphériques).

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*): Conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) - Audition de M. Didier Houssin, candidat pressenti à la présidence.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 21 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 7 et 8 février 2013** - (5 février 2013) (p. 869).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (6 février 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 946, 947).

- **Débat sur la situation à Mayotte** - (20 février 2013) (p. 1434, 1435).

- **Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge [n° 431 (2012-2013)]** - (27 mars 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2483).

- **Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 450 (2012-2013)]** - (2 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2605, 2606).

- Rapporteur - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Gage*) (p. 2614).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (8 avril 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil - Ouverture du mariage et de l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois*) (p. 2911).

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité de l'offre alimentaire en outre-mer [n° 572 (2012-2013)]** - (21 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4310, 4312). (p. 4321).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 8684). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8712, 8713).

- **Question orale sur la réévaluation du seuil de récupération sur succession de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, ASPA** - (15 octobre 2013) (p. 9563, 9564). (p. 9564).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (5 novembre 2013) - **Article 26 bis (nouveau)** (*art. L. 815-7 du code de la sécurité sociale - Amélioration de l'information des personnes éligibles à l'allocation de solidarité des personnes âgées*) (p. 10955).

- **Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire [n° 85 (2013-2014)]** - (6 novembre 2013) - **Article 1er** (*Définition de l'économie sociale et solidaire*) (p. 11039, 11040).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites - Nouvelle lecture [n° 190 (2013-2014)]** - (16 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13025, 13026). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 13071, 13072).

VESTRI (René)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Décédé le 6 février 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire jusqu'au 6 février 2013.

VIAL (Jean-Pierre)
sénateur (Savoie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à informer le consommateur quant à l'origine des viandes issues des filières d'abattage rituel [n° 269 (2012-2013)] (17 janvier 2013) - **Agriculture et pêche - Société.**

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 10 octobre 2013.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

DÉPÔTS

Proposition de résolution relative au respect des droits et libertés des collectivités territoriales [n° 385 (2012-2013)] (22 février 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à compléter les dispositifs de formation pratique à la conduite et à simplifier les démarches administratives relatives à l'accès aux informations et à la contestation des amendes [n° 462 (2012-2013)] (28 mars 2013) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la police des bâtiments menaçant ruine [n° 500 (2012-2013)] (11 avril 2013) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à la réduction des charges sur salaires des entreprises [n° 612 (2012-2013)] (27 mai 2013) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'avenir des relations entre la France et l'Allemagne dans le cadre de l'Union européenne [n° 620 (2012-2013)] (31 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris [n° 665 (2012-2013)] (18 juin 2013) - **Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi tendant à moderniser diverses dispositions de la législation applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [n° 826 (2012-2013)] (9 septembre 2013) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'encadrement en matière d'urbanisme, des règles de distances entre les exploitations agricoles et les tiers [n° 102 (2013-2014)] (24 octobre 2013) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à affirmer la liberté de choix des maires quant à l'organisation des rythmes scolaires dans l'enseignement du premier degré [n° 116 (2013-2014)] (4 novembre 2013) - **Société - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation [n° 183 (2013-2014)] (3 décembre 2013) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la transition énergétique [n° 194 (2013-2014)] (4 décembre 2013) - **Environnement - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 29 janvier 2013 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition des responsables de la Coalition nationale syrienne.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des lois*) : Abrogation du délit de racolage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 avril 2013 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Michel de Rosen, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Audition de M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.

Réunion du lundi 7 octobre 2013 (*commission des lois*) : Création d'un conseil national chargé du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des lois*) : Justice de première instance - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 22 octobre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information « Le secteur public ferroviaire et les collectivités territoriales », de M. Edmond Hervé.

Travaux à venir de la délégation : communication de Mme Jacqueline Gourault.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des lois*) : Introduire une formation pratique aux gestes de premiers secours dans la préparation du permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de MM. Christian Babusiaux, président de chambre, et Pierre Jamet, conseiller maître, sur le rapport public thématique de la Cour des comptes « L'organisation territoriale de l'Etat ».

(*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Conseil et contrôle de l'État », programme « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des lois*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État », programme « Administration territoriale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des lois*) : Accueil et habitat des gens du voyage - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Questions cribles thématiques sur les énergies renouvelables** - (17 janvier 2013) (p. 207). (p. 208).

- **Débat sur l'avenir de l'industrie en France et en Europe** - (20 février 2013) (p. 1413, 1414).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe** [n° 438 (2012-2013)] - (9 avril 2013) - **Article 1er** (art. 143, 144, 162 à 164 et chapitre IV bis [nouveau] du code civil) - *Ouverture du mariage et de*

l'adoption conjointe aux couples de personnes de même sexe et règles de conflit de lois) (p. 2982, 2983).

- **Proposition de loi visant à faciliter le transfert des biens sectionaux aux communes** - *Deuxième lecture* [n° 541 (2012-2013)] - (15 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4146, 4147).

- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature** [n° 625 (2012-2013)] - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6812, 6814).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique** [n° 676 (2012-2013)] - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013)**.

- **Question orale sur la filière solaire en France et en Europe** - (9 juillet 2013) (p. 6965, 6966). (p. 6966).

- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique** - *Deuxième lecture* [n° 754 (2012-2013)] - (16 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7305, 7306). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7315).

- **Débat sur la situation en Syrie** - (4 septembre 2013) (p. 7843, 7845).

- **Proposition de loi portant création d'un conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics** - *Deuxième lecture* [n° 18 (2013-2014)] - (7 octobre 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1212-1 à L. 1212-4 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Création du conseil national d'évaluation des normes*) (p. 9241, 9242). (p. 9242).

VIDALIES (Alain)
ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur le respect des bonnes pratiques pour la récolte d'algues de rive** - (15 janvier 2013) (p. 7).

- **Question orale sur l'orientation de la politique des transports en matière de grandes infrastructures ferroviaires** - (15 janvier 2013) (p. 8).

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral** [n° 252 (2012-2013)] - (18 janvier 2013) - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 3122-5 du code général des collectivités territoriales - *Introduction de la parité pour l'élection des membres de la commission permanente et des vice-présidents*) (p. 278). (p. 280). (p. 280). - **Article additionnel après l'article 15** (p. 282). (p. 285). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales - *Effectif des conseils municipaux*) (p. 299). (p. 301). (p. 302). - **Articles additionnels après l'article 16 bis** (p. 304). (p. 304). - **Article 17 A (nouveau)** (art. L. 252 du code électoral - *Déclaration de candidature dans*

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** [n° 66 (2013-2014)] - (23 octobre 2013) - **Article 6 sexies** (art. L. 631-7-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Accord de l'assemblée générale des copropriétaires avant la demande d'autorisation de changement d'usage pour la location de meublés pour de courtes durées*) (p. 10060).

- **Questions cibles thématiques sur la politique énergétique européenne** - (24 octobre 2013) (p. 10133). (p. 10134).

- **Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové** [n° 66 (2013-2014)] (suite) - (25 octobre 2013) - **Articles additionnels après l'article 58 (priorité)** (p. 10376, 10377). - **Article 64 (priorité)** (art. L. 121-4, L. 123-1, L. 123-1-1 [nouveau], L. 123-1-1-1, L. 123-1-4, L. 123-1-9, L. 123-1-10, L. 123-1-12, L. 123-5, L. 123-6, L. 123-8, L. 123-9, L. 123-10, L. 123-12, L. 123-12-1, L. 123-12-2, L. 123-14-1 et L. 600-7 [nouveau] du code de l'urbanisme, art. L. 555-1 [nouveau] du code de justice administrative - *Amélioration des dispositifs de PLH et PDU et assouplissement du dispositif de PLUIHD*) (p. 10400).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2013) (p. 10426). (p. 10429).

- **Questions cibles thématiques sur la montagne : aménagement du territoire, problématiques foncières et développement économique** - (7 novembre 2013) (p. 11142, 11143). (p. 11143).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation et l'exploitation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin** [n° 140 (2013-2014)] - (18 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11538, 11540).

les communes de moins de 500 habitants) (p. 304). (p. 305). - **Article 17** (art. L. 256 du code électoral - *Candidatures et expression du suffrage dans les communes de moins de 1 000 habitants*) (p. 307). (p. 308). (p. 308). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 309). (p. 309). (p. 310, 311). - **Article annexe** (p. 315). (p. 317). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 318). - **Articles additionnels avant l'article 20** (p. 320). - **Article 20** (art. L. 273-2 à L. 273-7 [nouveaux] du code électoral - *Modalités de désignation des délégués communautaires*) (p. 323). (p. 330, 331).

- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections** [n° 358 (2012-2013)] - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1624, 1626). (p. 1634, 1635). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1636). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1636). (p. 1638). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1641). (p. 1641). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Application de la loi en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna*) (p. 1641). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1642).

- **Éloge funèbre de M. René Vestri, sénateur des Alpes-Maritimes** - (12 mars 2013) (p. 1689, 1690).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la LGV Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon et la ligne POLT** - (14 mars 2013) (p. 1863).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** [n° 423 (2012-2013)] - (22 mars 2013) - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2344). (p. 2345). - **Article 21 bis A** (art. L. 314-7 du code monétaire et financier - *Relevé d'information sur les frais bancaires*) (p. 2346). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-

6, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-7, L. 331-7-1, L. 330-1, L. 331-3, L. 332-5-2 [nouveau], L. 332-11, L. 333-1-2, L. 333-4, L. 334-5, L. 333-7 du code de la consommation et L. 542-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de surendettement) (p. 2348). (p. 2349). (p. 2350). (p. 2351). (p. 2351). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 331-2, et L. 331-3-1 du code la consommation - Articulation de la procédure de surendettement avec le maintien du débiteur dans son logement) (p. 2353). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 2353). (p. 2354). (p. 2354). - **Article 23** (art. L. 312-1-4 [nouveau] du code monétaire et financier - Compte du défunt) (p. 2355). (p. 2356). (p. 2356). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 2357). (p. 2358). (p. 2359). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2360). (p. 2360). (p. 2361). (p. 2361). (p. 2362). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions relatives à l'outre-mer) (p. 2363). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Dissolution de l'Établissement public de réalisation et de défaisance) (p. 2364). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2365, 2366). - **Article 17** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité) (p. 2367).

- **Question orale avec débat sur les droits sanitaires et sociaux des détenus** - (3 avril 2013) (p. 2647, 2649).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Article 1er** (art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs) (p. 3532).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement en anglais à l'université** - (23 mai 2013) (p. 4510).

- **Débat sur le bilan annuel de l'application des lois** - (25 juin 2013) (p. 6426, 6429). (p. 6447, 6449).

- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 6980, 6983). (p. 7009, 7011). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7015, 7016). - **Question préalable** (p. 7021). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 7026). (p. 7028, 7029).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7047). - **Question préalable** (p. 7050). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 7051). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 [nouveau], L.O. 135-5 [nouveau], L.O. 135-6 [nouveau], L.O. 136-2, L.O. 136-4 à L.O. 136-19 [nouveaux] et L.O. 296-1 [nouveau] du code électoral et art. 2 bis [nouveau] de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative aux sénateurs représentant les Français établis hors de France - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires) (p. 7055). (p. 7081). (p. 7083).

- **Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 798 (2012-2013)** (p. 7735, 7737). (p. 7747, 7748). - **Question préalable sur le projet de loi organique** (p. 7749, 7750). - **Article 1er A (supprimé)** (Définition des conflits d'intérêts applicable aux membres du Parlement) (p. 7753, 7754). - **Article 1er** (art. L.O. 135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7758, 7759). (p. 7768). (p. 7768, 7769). - **Article 2** (art. L.O. 145, L.O. 146, L.O. 146-1, L.O. 149, L.O. 151-2 et L.O. 151-3 du code électoral - Incompatibilité du mandat parlementaire avec l'exercice de fonctions de conseil et de fonctions au sein d'entreprises travaillant essentiellement pour des personnes

publiques - Suppression des dispositions relatives à la déclaration d'activités extraparlimentaires) (p. 7776, 7777). (p. 7778). - **Article 4 ter** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Publicité de la réserve parlementaire) (p. 7782). (p. 7782, 7783).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013)**.

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 798 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Article 2** (Définition du conflit d'intérêts et obligations d'abstention) (p. 7787). - **Article 3** (Obligation de déclaration de situation patrimoniale et de déclaration d'intérêts des ministres) (p. 7789). (p. 7789). - **Article 4** (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des ministres) (p. 7790). - **Article 5** (Accès de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique aux informations de nature fiscale) (p. 7791). - **Article 10** (Obligation de déclaration de situation patrimoniale et de déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics) (p. 7792). (p. 7792). - **Article 11** (Publicité de la déclaration de situation patrimoniale et de la déclaration d'intérêts des parlementaires européens, des élus locaux, des membres des cabinets ministériels, des collaborateurs du Président de la République et des présidents des assemblées parlementaires, des membres des autorités indépendantes, des titulaires d'emplois à la décision du Gouvernement et des dirigeants d'organismes publics) (p. 7793). (p. 7795). (p. 7796). - **Article 11 bis** (art. 9 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Modalités de répartition du financement public des partis politiques) (p. 7798). - **Article 11 ter** (art. 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Réforme des dons et cotisations aux partis politiques) (p. 7799). - **Article 11 quater A** (art. 11-5 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Sanction de la méconnaissance du plafond de dons et cotisations aux partis politiques) (p. 7800). - **Article 11 quater** (art. 11-7, 11-7-1 [nouveau] et 11-8 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Obligations comptables des partis politiques) (p. 7801). (p. 7802). - **Article 12** (Composition et organisation de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7803). (p. 7803). - **Article 13** (missions et saisine de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7804). - **Article 17** (Protection des lanceurs d'alerte) (p. 7805, 7806). - **Article 18** (Infractions pénales liées aux déclarations de situation patrimoniale, aux déclarations d'intérêts et au pouvoir d'injonction de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 7808). - **Article 19 bis (supprimé)** (art. 432-12 du code pénal - Définition de l'intérêt pouvant ouvrir la sanction de la prise illégale d'intérêts) (p. 7808, 7809).

- **Éloge funèbre de M. Jean-Louis Lorrain, sénateur du Haut-Rhin** - (17 septembre 2013) (p. 8488, 8489).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité et les effectifs de police** - (19 septembre 2013) (p. 8715).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (19 septembre 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 8739, 8740). (p. 8741). (p. 8743). (p. 8743). (p. 8744). (p. 8744). (p. 8744, 8745). (p. 8745). (p. 8746). (p. 8747). (p. 8747). - **Article 1er** (art. 6-3 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Incompatibilité entre le mandat de représentant français au Parlement européen et les fonctions exécutives locales) (p. 8749). (p. 8750). - **Article 3** (Entrée en vigueur) (p. 8750). - **Intitulé du projet de loi** (p. 8751).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Baby-Loup et l'Observatoire de la laïcité** - (17 octobre 2013) (p. 9694, 9695).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la société Ecomouv'** - (14 novembre 2013) (p. 11497, 11498).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution** - *Commission mixte paritaire [n° 111 (2013-2014)]* - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 112 (2013-2014)** (p. 11745, 11746). - **Article 1er** (art. 45-1 à 45-6 (nouveaux) de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel - Examen par le Conseil constitutionnel d'une proposition de loi présentée en application de l'article 11 de la Constitution) (p. 11751).

- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution** - *Commission mixte paritaire [n° 112 (2013-2014)]* - (21 novembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 111 (2013-2014)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Baby-Loup et la laïcité** - (28 novembre 2013) (p. 12385).

- **Débat sur les conclusions d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** - (5 décembre 2013) (p. 12473, 12475).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises [n° 202 (2013-2014)]** - (9 décembre 2013) - **Article 12** (*Habilitation en vue de mettre en conformité la législation française avec le droit européen en matière de surveillance prudentielle*) (p. 12524). - **Article 14 quater**

(nouveau) (*Habilitation en vue de mettre en place un nouveau produit d'assurance sur la vie orienté vers le financement de l'économie*) (p. 12526). - **Article 15** (*Ratification de l'ordonnance du 24 août 2011 relative aux communications électroniques et ratification avec modification de l'ordonnance du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement*) (p. 12527). (p. 12527). - **Article 16** (art. L. 541-10-5 du code de l'environnement - *Information des consommateurs sur les produits recyclables*) (p. 12530). (p. 12530). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 12531). - **Article 18** (*Fixation des délais d'habilitation*) (p. 12531, 12532). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 12534). (p. 12535). - **Intitulé du projet de loi** (p. 12535).

- **Proposition de loi tendant à créer des sociétés d'économie mixte contrat [n° 200 (2013-2014)]** - (11 décembre 2013) - **Article 1er** (*Titre IV du livre V de la première partie (nouveau), art. L. 1541-1 (nouveau) du code général des collectivités territoriales - Création des sociétés d'économie mixte contrat*) (p. 12649). (p. 12650). (p. 12652). (p. 12652). (p. 12653). (p. 12653). (p. 12653). (p. 12654). (p. 12654). (p. 12655).

- **Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)]** - (11 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12660, 12661). - **Article unique** (p. 12667).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des institutions** - (12 décembre 2013) (p. 12730, 12731).

VINCENT (Maurice)
sénateur (Loire)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-France.

Membre de la mission commune d'information sur le sport professionnel et les collectivités territoriales le 2 octobre 2013.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptés lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 mai 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Refondation de l'école de la République - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Enseignement supérieur et recherche - Audition de MM. Jean-Loup Salzmann, président, Khaled Bouabdallah et Gérard Blanchard, vice-présidents de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Loi de finances pour 2014 - Audition de Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Question orale sur l'ouverture d'une formation de maïeutique au sein de la faculté de médecine de Saint-Étienne** - (12 mars 2013) (p. 1679). (p. 1680).

WATRIN (Dominique)
sénateur (Pas-de-Calais)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du contrat de génération (6 février 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi (17 avril 2013).

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires** [n° 423 (2012-2013)] - (21 mars 2013) - **Article 5** (*art. L. 612-1, L. 612-4, L. 612-8-1 [nouveau], L. 612-33, L. 612-5, L. 612-6, L. 612-7, L. 612-8, L. 612-12, L. 612-14, L. 612-15, L. 612-16, L. 612-19, L. 612-20, L. 612-36, L. 612-10, L. 612-38 du code monétaire et financier - Organisation et missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution*) (p. 2240). (p. 2240). - **Article 11 ter** (*art. L. 1611-3, L. 1611-9 et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales et de leurs groupements*) (p. 2269, 2270). (p. 2270, 2271). (p. 2271). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 2272). (p. 2275). - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 2276). (p. 2277). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2302). (p. 2302).

- **Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** [n° 581 (2012-2013)] - (4 juin 2013) - **Article additionnel avant l'article 31** (p. 5390). (p. 5390).

- **Suite de la discussion** (5 juin 2013) - **Article 31** (*art. L. 5217-1 à 5217-8 et L. 5217-9 à L. 5217-20 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Restructuration du régime métropolitain*) (p. 5467, 5468).

- **Débat sur le bilan d'application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités** - (11 juin 2013) (p. 5720, 5722).

- **Projet de loi de finances pour 2014** [n° 155 (2013-2014)]

Première partie :

- (26 novembre 2013) - **Article 23** (*art. 235 ter ZE du code général des impôts - Relèvement du taux de la taxe de risque systémique*) (p. 12149, 12150). (p. 12152).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'une action de groupe [n° 297 (2012-2013)] (28 janvier 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant au rétablissement de la confiance et à l'amélioration du dialogue social dans les entreprises de transports [n° 485 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Entreprises - Transports - Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre [n° 486 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à étendre à La Réunion la possibilité accordée à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane de fixer les règles applicables sur leur territoire dans des matières limitées relevant de la loi [n° 487 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à modifier les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales relatives à l'outre-mer en conséquence de la suppression du cinquième alinéa de l'article 73 de la Constitution [n° 488 (2012-2013)] (9 avril 2013) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au respect de l'exception culturelle dans les accords commerciaux Europe/États-Unis [n° 526 (2012-2013)] (18 avril 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la pleine réhabilitation de la Commune et des comunards [n° 549 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Justice - Société.**

Proposition de loi sur la répartition des charges concernant les compétences assainissement et eaux pluviales entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale [n° 550 (2012-2013)] (25 avril 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement [n° 708 (2012-2013)] (2 juillet 2013) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes [n° 728 (2012-2013)] (5 juillet 2013) - **Famille - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à la maîtrise publique du système ferroviaire national [n° 752 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à renforcer la justice fiscale [n° 813 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant au traitement équilibré des territoires par une réforme de la dotation globale de fonctionnement [n° 814 (2012-2013)] (25 juillet 2013) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à un moratoire sur la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques issus de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et des lois subséquentes [n° 89 (2013-2014)] (18 octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - **Santé [n° 159 tome 6 (2013-2014)]** (21 novembre 2013) - **Budget - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 17 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Marc Meunier, candidat pressenti pour le poste de directeur général de l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (Eprus).

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Création du contrat de génération - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des affaires sociales*) : Expérimentation des maisons de naissance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations patronales.

Sécurisation de l'emploi - Audition des partenaires sociaux : organisations syndicales non signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Réunion du mardi 9 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Audition de M. Michel Sapin, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réunion du jeudi 11 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Sécurisation de l'emploi - Fin de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 23 avril 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Audition de M. Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire relative à la sécurisation de l'emploi.

Réunion du mercredi 24 avril 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre Boissier, chef de l'Inspection générale des affaires sociales, Mme Claire Scotton, inspectrice des affaires sociales, M. Hubert Garrigue-Guyonnaud, conseiller général des établissements de santé, sur le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales consacré à l'hôpital, et de M. Edouard Couty, président du comité de pilotage du « pacte de confiance pour l'hôpital ».

Réunion du mercredi 15 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Qualité de l'offre alimentaire en outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen du rapport.

Réunion du mardi 28 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. André Aoun, candidat pressenti pour le poste de président du conseil d'administration de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES).

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des affaires sociales*) : Fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la

Cour sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Réunion du jeudi 3 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (organisations patronales).

Réunion du mercredi 9 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Table ronde avec les partenaires sociaux (syndicats de salariés).

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Audition de M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Accès aux soins des plus démunis - Présentation du rapport de Mme Aline Archimbaud.

Réunion du mercredi 16 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Audition de Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 28 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen des amendements.

Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 29 octobre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen des rapports.

Réunion du mercredi 13 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conditions d'attribution de la carte du combattant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Conseil d'administration de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) - Audition de M. Didier Houssin, candidat pressenti à la présidence.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 26 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 27 novembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « Egalité des territoires, logement et ville » - Examen du rapport pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Mission « travail et emploi », articles rattachés 77, 78 et 79 et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Avenir et justice du système de retraites - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires sociales*) : Stationnement des personnes en situation de handicap - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à autoriser le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels [n° 555 (2011-2012)]** - (31 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 706, 707).

- **Question orale sur la situation sanitaire préoccupante du Pas-de-Calais** - (5 février 2013) (p. 788). (p. 788, 789).

- **Projet de loi portant création du contrat de génération [n° 318 (2012-2013)]** - (5 février 2013) - **Discussion générale** (p. 870, 872).

- **Suite de la discussion** (6 février 2013) - **Article 1er** (*art. L. 5121-6 et L. 5121-8 à L. 5121-21 nouveaux du code du travail - Définition et modalités d'application du contrat de génération*) (p. 927). (p. 930). (p. 935). (p. 936, 937). (p. 937). (p. 938). - **Article 5 bis (Texte non modifié par la commission)** (*Recrutement d'inspecteurs du travail par la voie d'un examen professionnel*) (p. 940). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 949, 950).

- **Suite de la discussion** (12 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1163, 1164).

- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1552, 1553). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1554). (p. 1555, 1556).

- **Questions cribles thématiques sur la compétitivité** - (28 février 2013) (p. 1614). (p. 1615).

- **Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 450 (2012-2013)]** - (2 avril 2013) - **Discussion générale** (p. 2610, 2611).

- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (17 avril 2013) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3417, 3419).

- **Suite de la discussion** (18 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3471). (p. 3477, 3478). - **Article 1er** (*art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3494). (p. 3499). (p. 3499). (p. 3506). (p. 3516). (p. 3519). (p. 3523, 3524). (p. 3527, 3528). (p. 3529). (p. 3533). (p. 3542).

- **Suite de la discussion** (19 avril 2013) (p. 3580, 3581). (p. 3581). (p. 3594). - **Rappel au règlement** (p. 3609, 3610). - **Article 1er** (*art. L. 911-7 [nouveau], L. 911-8 [nouveau] et L. 912-1 du code de la sécurité sociale ; loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques ; art. L. 2242-11 et L. 2261-22 du code du travail ; art. L. 113-3 et L. 322-2-2 du code des assurances ; art. L. 221-8 du code de la mutualité - Généralisation de la couverture complémentaire santé en entreprise et portabilité des droits santé et prévoyance pour les chômeurs*) (p. 3614). (p. 3614). (p. 3615). (p. 3616, 3617). - **Article 1er quater (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport sur le maintien des couvertures santé et prévoyance en cas de liquidation judiciaire de l'entreprise*) (p. 3621). - **Article 2** (*art. L. 6111-1, L. 6112-3 et L. 6314-3 [nouveau] du code du travail - Création du compte personnel de formation et institution du conseil en évolution professionnelle*) (p. 3624).

(p. 3627). (p. 3631). (p. 3631, 3632). (p. 3636). (p. 3638, 3639). (p. 3639). (p. 3642, 3643). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3647, 3648). - **Article 3** (art. L. 1222-12 à L. 1222-16 [nouveaux] du code du travail - *Mobilité volontaire sécurisée*) (p. 3655, 3656). (p. 3661, 3662). (p. 3665, 3666). (p. 3666). (p. 3668).

- **Suite de la discussion** (20 avril 2013) (p. 3723). (p. 3725). - **Article 4** (art. L. 2323-3, L. 2323-4, L. 2323-7-1 à L. 2323-7-3 [nouveaux], L. 2325-35, L. 2325-42-1 [nouveau], L. 2323-26-1 à L. 2323-26-3 [nouveaux], L. 2313-7-1 [nouveau] et L. 4616-1 à L. 4616-5 [nouveaux] du code du travail - *Information et consultation des institutions représentatives du personnel*) (p. 3732, 3733). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 3743, 3744). - **Article 5** (art. L. 225-22, L. 225-25, L. 225-27-1 [nouveau], L. 225-28-1 [nouveau], L. 225-29, L. 225-30, L. 225-30-1 et L. 225-30-2 [nouveaux], L. 225-31, L. 225-32, L. 225-33, L. 225-34, L. 225-34-1 [nouveau], L. 225-44, L. 225-72, L. 225-79-2 [nouveau], L. 225-80, L. 226-4-2 [nouveau], L. 226-4-3 [nouveau], et L. 226-4-4 [nouveau] du code de commerce ; art. L. 2323-65, L. 2411-1, L. 2411-17 et L. 2421-5 du code du travail - *Représentation des salariés au conseil d'administration ou de surveillance de l'entreprise*) (p. 3749, 3750). (p. 3755). (p. 3764). (p. 3765). (p. 3766). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 5422-2-1 [nouveau] du code du travail ; art. 43 de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 relative au développement de l'alternance et à la sécurisation des parcours professionnels - *Sauvegarde des droits à l'indemnisation du chômage des salariés et soutien au développement du contrat de sécurisation professionnelle*) (p. 3771, 3772). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3776). - **Article 7** (art. L. 5422-12 du code du travail - *Modulation des cotisations d'assurance chômage*) (p. 3779, 3780). (p. 3783). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3790). - **Article 8** (art. L. 2241-13 [nouveau], L. 3123-8, L. 3123-14, L. 3123-14-1 à L. 3123-14-5 [nouveaux], L. 3123-16, L. 3123-17, L. 3123-19 et L. 3123-25 [nouveau] du code du travail - *Encadrement du travail à temps partiel*) (p. 3795). (p. 3799). (p. 3901). (p. 3804, 3805). - **Rappel au règlement** (p. 3806, 3807). - **Vote unique sur les articles 5 à 20 et l'ensemble du texte** (p. 3849, 3850).

- **Commission mixte paritaire [n° 531 (2012-2013)]** - (14 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4094, 4096).

- **Proposition de loi portant déblocage exceptionnel de la participation et de l'intéressement [n° 559 (2012-2013)]** - (28 mai 2013) - **Discussion générale** (p. 4926, 4927). - **Article 1er** (*Modalités de mise en œuvre du déblocage exceptionnel des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation et de l'intéressement*) (p. 4934, 4935). (p. 4940). (p. 4942).

- **Questions cribles thématiques sur l'avenir des retraites** - (13 juin 2013) (p. 5850). (p. 5850).

- **Proposition de loi autorisant l'expérimentation des maisons de naissance [n° 369 (2012-2013)]** - (13 juin 2013) - **Article 1er** (*Texte non modifié par la commission*) (*Création expérimentale et prise en charge des maisons de naissance*) (p. 5860). (p. 5863).

- **Question orale sur l'exploitation du gaz de mines dans la région Nord-Pas-de-Calais** - (18 juin 2013) (p. 5907). (p. 5907).

- **Proposition de loi relative au fonctionnement des réseaux de soins créés par les mutuelles et aux modalités de mise en œuvre des conventions conclues entre les organismes de protection sociale complémentaire et les professionnels de santé [n° 776 (2012-2013)]** - (24 juillet 2013) - **Article 2** (art. L. 863-8 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Encadrement des conventions entre les organismes complémentaires et les professionnels, établissements et services de santé*) (p. 7640).

- **Question orale sur la situation de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des**

fraudes dans le Pas-de-Calais - (15 octobre 2013) (p. 9554, 9555). (p. 9555, 9556).

- **Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les normes européennes en matière de détachement des travailleurs [n° 528 (2012-2013)]** - (16 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 9625, 9626).

- **Projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites [n° 71 (2013-2014)]** - (28 octobre 2013) - **Discussion générale** (p. 10554, 10556). - **Article 1er** (art. L. 111-2-1 et L. 161-17 A du code de la sécurité sociale - *Clarification des principes et objectifs de l'assurance vieillesse*) (p. 10580, 10581). (p. 10582). (p. 10590). (p. 10591).

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2013) (p. 10652). (p. 10669). - **Article 2** (art. L. 161-17-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 5 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, art. L. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite et art. L. 732-25 du code rural et de la pêche maritime - *Allongement de la durée d'assurance entre 2020 et 2035*) (p. 10676). (p. 10684). (p. 10694). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 10696, 10697). (p. 10697, 10698). - **Article 3** (art. L. 114-2, L. 114-4, L. 114-4-2, L. 114-4-3 et L. 135-6 du code de la sécurité sociale - *Création d'un dispositif de pilotage annuel du système de retraite*) (p. 10701).

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2013) (p. 10716, 10717). - **Article 4** (art. L. 161-23-1, L. 341-6 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale, art. L. 28, L. 29 et L. 30, L. 30 bis, L. 30 ter, L. 34 et L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Report de la date de revalorisation annuelle des pensions de retraite*) (p. 10727). - **Article 5** (art. L. 4121-3-1 et L. 4161-1 [nouveau] du code du travail - *Fiche de prévention des expositions*) (p. 10745). (p. 10752). - **Article 6** (art. L. 4162-1 à L. 4162-21 [nouveaux] du code du travail - *Compte personnel de prévention de la pénibilité*) (p. 10766, 10767). (p. 10773, 10774). (p. 10778, 10779). (p. 10791, 10792).

- **Suite de la discussion** (31 octobre 2013) - **Article 8** (art. L. 4163-1 à L. 4163-4 [nouveaux] du code du travail ; art. L. 128-29 à L. 128-31 et L. 241-5 du code de la sécurité sociale - *Accords en faveur de la prévention de la pénibilité*) (p. 10811, 10812). (p. 10818). - **Article 10** (art. 86 et 88 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites - *Date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la prise en compte de la pénibilité*) (p. 10841). (p. 10842). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 10847, 10848). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 10854, 10855).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2013) - **Article 12** (art. L. 161-22, L. 161-22-1 A [nouveau], L. 634-6, L. 643-6 et L. 723-11-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 84 et L. 86 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Clarification des règles du cumul emploi-retraite*) (p. 10869). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 10877). - **Articles additionnels avant l'article 13** (p. 10881). (p. 10881). (p. 10883). - **Article 13 bis (nouveau)** (*Rapport sur les pensions de réversion*) (p. 10889). - **Article 16** (art. L. 351-14-1, L. 634-2-2, L. 643-2 et L. 723-10-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 9 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite ; art. L. 732-27-1 du code rural et de la pêche maritime - *Création d'une aide forfaitaire au rachat d'années d'études*) (p. 10895). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 173-7 et L. 351-17 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Validation des périodes de stage en entreprise au titre de la retraite*) (p. 10902). (p. 10902). (p. 10904). - **Article 19** (art. L. 742-6 du code de la sécurité sociale et art. L. 722-17 du code rural et de la pêche maritime - *Amélioration des droits à la retraite des conjoints collaborateurs*) (p. 10911). (p. 10912, 10913). - **Article 20** (art. L. 732-54-1 du code rural et de la pêche maritime - *Suppression de la condition de 17 ans et demi d'assurance pour bénéficier de la pension majorée de référence du régime des non-salariés agricoles*) (p. 10915). - **Article 23** (art. L. 351-1-3, L. 634-3-3, L. 643-3 et L. 723-10-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-18-2 du code rural et de la pêche maritime ; art. L. 24 du code des pensions civiles et militaires de

retraite - Elargissement de l'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés) (p. 10925). (p. 10927, 10928). - **Article 25** (art. L. 381-1, L. 753-6, L. 634-2, L. 643-1-1, L. 723-10-1-1 et L. 351-4-2 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-38 du code rural et de la pêche maritime - Renforcement des droits à retraite des aidants familiaux de personnes handicapées) (p. 10932). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 10936).

- **Suite de la discussion** (5 novembre 2013) - **Article 26** (art. L. 161-17 du code de la sécurité sociale - Création d'un compte individuel retraite) (p. 10949). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 10960). - **Article 31** (art. L. 732-58, L. 732-58-1 [nouveau], L. 732-59, L. 732-60 et L. 732-60-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Pilotage du régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles) (p. 10964). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10988, 10989).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale de financement de la sécurité sociale pour 2014 [n° 117 (2013-2014)]** - (12 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11284, 11286).

Première partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 1er** (Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2012) (p. 11303, 11304).

Deuxième partie :

- (12 novembre 2013) - **Article 4** (Participation des organismes complémentaires au forfait « médecin traitant ») (p. 11311, 11312). - **Article 6** (Rectification des prévisions de

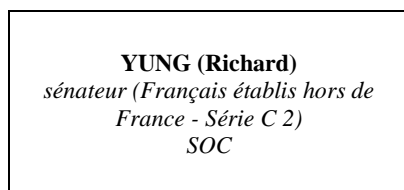
recettes et des tableaux d'équilibre pour 2013) (p. 11317, 11318).

Troisième partie :

- (13 novembre 2013) - **Article 12 ter (nouveau) (priorité)** (art. L. 912-1, L. 137-15 et L. 137-16 du code de la sécurité sociale - Recommandation d'un ou plusieurs organismes de prévoyance par les branches professionnelles) (p. 11335). - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 11341). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 11354). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 11362). (p. 11365). - **Article 15** (art. L. 131-8, L. 135-3, L. 136-8, L. 137-13, L. 137-14, L. 137-16, L. 137-18, L. 137-19, L. 137-24, L. 139-1, L. 241-6 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale, art. L. 731-2 du code rural et de la pêche maritime, lois n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 et n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 - Mesures de transferts de recettes) (p. 11389). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 11406, 11407).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 11441). - **Article 25** (art. 38 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 - Prorogation de l'avance consentie par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale à la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines) (p. 11459). (p. 11459, 11460). (p. 11461). - **Rappel au règlement** (p. 11462, 11463).

- **Nouvelle lecture [n° 170 (2013-2014)]** - (28 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12369, 12370). - **Question préalable** (p. 12381, 12382).



YUNG (Richard)
sénateur (Français établis hors de France - Série C 2)
SOC

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre du commerce extérieur le 4 juin 2013.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur le rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières en ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif le 23 avril 2013.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires (4 juillet 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année (12 juillet 2013).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2013 (9 décembre 2013).

Membre suppléant du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre suppléant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prorogation du mécanisme de l'éco-participation répercutée à l'identique et affichée pour les équipements électriques et électroniques ménagers [n° 272 (2012-2013)] (22 janvier 2013) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'efficacité de la lutte contre le dopage [n° 344 (2012-2013)] (8 février 2013) - **Sports.**

Proposition de loi relative à l'attractivité universitaire de la France [n° 348 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à l'instauration du 27 mai comme journée nationale de la Résistance [n° 350 (2012-2013)] (12 février 2013) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à proroger le dispositif ouvrant la possibilité du versement d'un bonus exceptionnel aux salariés d'une entreprise implantée dans une région ou un département d'outre-mer (à l'exception de Mayotte), à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy [n° 421 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Entreprises - Outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 365 (2012-2013)] de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 422 tome 1 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 365 (2012-2013)] de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 422 tome 2 (2012-2013)] (12 mars 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques [n° 447 (2012-2013)] (26 mars 2013) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Outre-mer.**

Proposition de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif à une juridiction unifiée du brevet [n° 610 (2012-2013)] (23 mai 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme européenne des indices de taux [n° 624 (2012-2013)] (5 juin 2013) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à l'indemnisation des personnes victimes de prise d'otages [n° 657 (2012-2013)] (12 juin 2013) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 643 (2012-2013)] de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 681 (2012-2013)] (19 juin 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement [n° 710 (2012-2013)] du budget et d'approbation des comptes de l'année 2012 [n° 711 tome 2 (2012-2013)] (3 juillet 2013) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 750 (2012-2013)] (11 juillet 2013) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 820 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Justice.**

Proposition de loi permettant aux maires d'interdire la publicité par voie d'affichage en faveur des boissons alcooliques aux abords des établissements d'enseignement scolaire mais également à proximité des centres de loisirs [n° 821 (2012-2013)] (1er août 2013) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 866 (2012-2013)] (30 septembre 2013) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles sur les places de stationnement adaptées lorsque l'accès est limité dans le temps [n° 8 (2013-2014)] (1er octobre 2013) - **Questions sociales et santé - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds [n° 153 (2013-2014)] (19 novembre 2013) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)] - Action extérieure de l'État [n° 156 tome 3 annexe 1 (2013-2014)] (21 novembre 2013) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté [n° 210 (2013-2014)] (5 décembre 2013) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la mise sur le marché et la brevetabilité des semences et obtentions végétales (texte E 8314) [n° 218 (2013-2014)] (11 décembre 2013) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 233 (2013-2014)] (16 décembre 2013) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un schéma régional des crématoriums [n° 252 (2013-2014)] (18 décembre 2013) - **Collectivités territoriales - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 16 janvier 2013 (*commission des finances*) : Taxe sur les transactions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 22 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Introduction des aliments nouveaux : projet d'avis motivé de M. Richard Yung.

Institutions européennes - Quelles perspectives pour l'Union européenne ? : rapport de M. Pierre Bernard-Reymond.

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des finances*) : Accord entre la France et les Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Séparation et régulation des activités bancaires - Table ronde.

Réunion du jeudi 31 janvier 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Démocratisation de la zone euro - réunion interparlementaire du 11 janvier à Luxembourg - Communication de M. Simon Sutour.

Économie, finances et fiscalité - Semaine parlementaire européenne et semestre européen - Communication de M. Richard Yung.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission et programme de contrôle pour 2013 - Communication de M. Philippe Marini, président.

Infrastructures et services de transports - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Table ronde, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et avec les membres français du Parlement européen, sur l'approfondissement démocratique de l'Union et l'intégration solidaire, avec la participation de MM. Jean Arthuis, Daniel Cohn-Bendit, Mme Agnès Bénassy Quéré, MM. Jean Pisani-Ferry et Yves Bertoncini.

Réunion du mercredi 20 février 2013 (*commission des finances*) : Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Gestion des faillites bancaires - Table ronde.

Réunion du mardi 26 février 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Audition de M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 12 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger et représentation des Français établis hors de France - Audition de Mme Hélène Conway-Mouret, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 22 mars 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements en vue d'une seconde délibération.

Réunion du mercredi 27 mars 2013 (*commission des finances*) : Etat actionnaire - Audition de M. David Azéma, commissaire aux participations de l'Etat, directeur général de l'Agence des participations de l'Etat.

Réunion du mercredi 3 avril 2013 (*commission des finances*) : Rencontres des parlements nationaux organisées à Bruxelles et Dublin dans le cadre du semestre européen et situation économique et financière de Chypre, de la Grèce et de l'Irlande - Communication.

Réunion du mercredi 10 avril 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets.

(*commission des finances*) : Conséquences des nouvelles règles de gouvernance budgétaire européennes sur la procédure nationale - Audition de MM. Julien Dubertret, directeur du budget, et Ramon Fernandez, directeur général du Trésor.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des finances*) : Contrôle de la mise en application des lois - Communication.

Programme national de réforme et programme de stabilité - Audition de MM. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Scandale du Libor : proposition de résolution européenne de M. Richard Yung.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Recherche et propriété intellectuelle - Surveillance de l'espace (texte E 8141) : proposition de résolution de M. André Gattolin.

(*commission des finances*) : Politique de cession de biens immobiliers sis à l'étranger du ministère des affaires étrangères - Audition de Mme Nathalie Morin, chef du service France Domaine et de M. Yves Saint-Geours, directeur général de l'administration et de la modernisation du ministère des affaires étrangères.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Nicole Bricq, ministre du commerce extérieur.

Réunion du mardi 18 juin 2013 (*commission des finances*) : Réunion de travail avec M. Olli Rehn, vice-président de la commission européenne, en charge des affaires économiques et monétaires.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation économique et financière de la Slovénie - Communication.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des finances*) : Séparation et régulation des activités bancaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 2 juillet 2013 (*commission des finances*) : Rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réforme européenne des indices des taux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Audition de M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes.

Élargissement - Ouverture éventuelle de négociations d'adhésion avec la Serbie - Communication et proposition de résolution européenne de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des finances*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Quatrième paquet ferroviaire : proposition de résolution de M. Roland Ries.

Réunion du mardi 23 juillet 2013 (*commission des finances*) : Consommation - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 septembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Communication de M. Richard Yung sur l'avancement de l'union bancaire.

Réunion du mardi 15 octobre 2013 (*commission des finances*) : Economie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 23 octobre 2013 (*commission des finances*) : Rôle des douanes dans la lutte contre la fraude sur Internet - Contrôle budgétaire - Communication de MM. Albéric de Montgolfier et Philippe Dallier, rapporteurs spéciaux.

Réunion du mercredi 6 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Examen du rapport pour avis de M. Jean-Pierre Caffet, rapporteur pour avis.

Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport de MM. Richard Yung et Roland du Luart, rapporteurs spéciaux, sur la mission « Action extérieure de l'Etat » (et communication sur leurs contrôles budgétaires relatifs aux modalités de recrutement et conditions d'exercice des enseignants à l'étranger, et aux projets de regroupement immobilier des représentations diplomatiques).

Réunion du mercredi 20 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 22 novembre 2013 (*commission des finances*) : Loi de finances pour 2014 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du jeudi 28 novembre 2013 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Indices de référence pour les contrats financiers (texte E 8676) : projet d'avis politique de M. Richard Yung.

Recherche et propriété industrielle - Mises sur le marché et brevetabilité des semences et obtentions végétales : proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Richard Yung.

Réunion du mercredi 11 décembre 2013 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Approfondissement de l'Union économique et monétaire (instrument de convergence et de compétitivité, coordination préalable des grandes réformes, dimension sociale): rapport d'information et proposition de résolution européenne de M. Dominique Bailly.

(*commission des finances*): Loi de finances rectificative pour 2013 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 17 décembre 2013 (*commission des finances*): Loi de finances pour 2014 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Deuxième lecture [n° 737 (2011-2012)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 50).

- **Question orale sur les conditions d'accès aux actes d'état civil** - (12 mars 2013) (p. 1682). (p. 1683).

- **Projet de loi portant prorogation du mandat des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 425 (2012-2013)]** - (18 mars 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 426 (2012-2013)** (p. 1968, 1970).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 425 (2012-2013)**. - (18 mars 2013) - **Article 19 (Modalités d'application)** (p. 1990). (p. 1991). - **Articles additionnels après l'article 20 C** (p. 1997).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2013) - **Article 29 bis (nouveau)** (*Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins*) (p. 2021, 2022). (p. 2023). - **Article 29 duodecies (nouveau)** (*Règles de financement des campagnes électorales*) (p. 2043, 2044). - **Article 36 (Supprimé)** (*art. 13, 16, 18, 20, 21, 22, 23 et chapitre V de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs - Modification des règles relatives à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France*) (p. 2082, 2083). (p. 2083).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires [n° 423 (2012-2013)]** - (20 mars 2013) - **Discussion générale** (p. 2105, 2108).

- Rapporteur - **Article additionnel avant l'article 1er A** (p. 2137). (p. 2138). - **Article 1er A (Texte non modifié par la commission)** (*Remise d'un rapport sur l'impact de la présente loi sur la compétitivité du secteur bancaire français*) (p. 2139). - **Article 1er** (*art. L. 511-47 à L. 511-50 [nouveaux] du code monétaire et financier - Filialisation des activités bancaires spéculatives*) (p. 2162, 2164). (p. 2171). (p. 2173, 2174). (p. 2176). (p. 2177).

- **Suite de la discussion** (21 mars 2013) - **Article 4 (Modalités d'application du titre 1er)** (p. 2189). - **Article 4 bis A (Supprimé)** (*Débat annuel sur la liste des paradis fiscaux*) (p. 2191). - **Article 4 bis** (*art. L. 511-45 du code monétaire et financier - Transparence des activités bancaires pays par pays*) (p. 2192, 2193). (p. 2198, 2199). (p. 2200). (p. 2201). - **Articles additionnels après l'article 4 bis** (p. 2201). (p. 2202, 2203). (p. 2205). - **Article additionnel après l'article 4 ter A** (p. 2207). - **Article 4 ter B (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 561-29 du code monétaire et financier - Transmission d'informations par TRACFIN aux autorités judiciaires et à l'administration des douanes*) (p. 2207). - **Article additionnel après l'article 4 ter** (p. 2208). - **Articles additionnels après l'article 4 quater** (p. 2210). (p. 2213). (p. 2214). (p. 2215). (p. 2216). (p. 2217). (p. 2217). - **Article**

additionnel après l'article 4 quinquies (p. 2218). - **Articles additionnels après l'article 4 sexies** (p. 2219). - **Articles additionnels après l'article 4 sexies (suite)** (p. 2228). - **Articles additionnels après l'article 4 nonies** (p. 2230, 2231). (p. 2233). (p. 2236). (p. 2237). - **Article 5** (*art. L. 612-1, L. 612-4, L. 612-8-1 [nouveau], L. 612-33, L. 612-5, L. 612-6, L. 612-7, L. 612-8, L. 612-12, L. 612-14, L. 612-15, L. 612-16, L. 612-19, L. 612-20, L. 612-36, L. 612-10, L. 612-38 du code monétaire et financier - Organisation et missions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution*) (p. 2240). (p. 2241). (p. 2243). (p. 2243, 2244). (p. 2244). (p. 2245). (p. 2246). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 312-4, L. 312-5, L. 312-15 et L. 312-16 du code monétaire et financier - Missions du Fonds de garantie des dépôts et de résolution*) (p. 2248). (p. 2249). (p. 2249). (p. 2249). (p. 2250). - **Article 7** (*art. L. 613-31-11 à L. 613-31-18 [nouveaux] du code monétaire et financier - Résolution et prévention des crises bancaires*) (p. 2254). (p. 2255). (p. 2256). (p. 2257, 2258). (p. 2258). (p. 2258). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 517-5, L. 612-2, L. 612-16, L. 612-34, L. 613-24 et L. 613-27 du code monétaire et financier - Mesures de police administrative et garanties apportées à l'administrateur provisoire*) (p. 2259, 2260). - **Article 11** (*art. L. 631-2, L. 631-2-1, L. 631-2-2 et L. 631-2-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Création du Conseil de stabilité financière*) (p. 2262). (p. 2263). (p. 2264). (p. 2265). (p. 2265). (p. 2265). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2266). (p. 2266). - **Article 11 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 511-33 du code monétaire et financier et art. 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Inopposabilité du secret bancaire aux commissions d'enquête parlementaire*) (p. 2267). - **Article 11 ter** (*art. L. 1611-3, L. 1611-9 et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales et de leurs groupements*) (p. 2269). (p. 2270). (p. 2271). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 2272). (p. 2272, 2273). (p. 2273, 2274). - **Article additionnel après l'article 11 quater** (p. 2276). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 511-10-1, L. 532-2-1, L. 511-47-1, L. 612-23-1 [nouveaux], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26L. 612-33, L. 612-39 du code monétaire et financier - Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle*) (p. 2281). (p. 2284). (p. 2285). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 2286). - **Article additionnel après l'article 14 bis** (p. 2286). - **Article 15 ter** (*art. L. 132-23 du code des assurances - Complémentaire retraite des hospitaliers*) (p. 2289). - **Articles additionnels après l'article 15 ter** (p. 2290). - **Articles additionnels avant article 17** (p. 2293). (p. 2294). - **Article 17 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité*) (p. 2295, 2296). (p. 2296). (p. 2296, 2297). (p. 2297). (p. 2298). (p. 2299, 2300). (p. 2300, 2301). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 2301). (p. 2302).

- **Suite de la discussion** (22 mars 2013) - **Article 17 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 312-1-1 A [nouveau] du code monétaire et financier - Charte d'inclusion bancaire et de prévention du surendettement*) (p. 2311). - **Article 17 bis B** (*art. L. 312-1-1 B [nouveau] du code monétaire et financier - Création d'un observatoire de l'inclusion bancaire*) (p. 2311). (p. 2312). (p. 2313, 2314). (p. 2314). - **Articles additionnels après l'article 17 bis B** (p. 2316). - **Article 17 bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 313-12-1 du code monétaire et financier - Transmission aux entreprises de la notation interne attribuée par la banque*) (p. 2317, 2318). (p. 2318). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 2319). - **Article 17 quater (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 312-1-6 [nouveau] du code monétaire et financier - Obligation d'une convention écrite entre l'entreprise et l'établissement de crédit pour la gestion d'un compte de dépôt*) (p. 2320). - **Article 17 quinquies (Supprimé)** (*art. L. 313-12 du code monétaire et financier - Obligation d'une convention écrite pour tout concours bancaire autre qu'occasionnel à une entreprise*) (p. 2320, 2321). - **Article 18** (*art. L. 311-4, L. 311-4-1*

[nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance-emprunteur) (p. 2324). (p. 2324). (p. 2330). (p. 2331, 2332). (p. 2334). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 2337). (p. 2338). (p. 2338, 2339). - **Article 21 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 312-1 du code monétaire et financier - Accessibilité bancaire) (p. 2342). (p. 2343). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2343, 2344). (p. 2344). (p. 2344, 2345). - **Article 21 bis A** (art. L. 314-7 du code monétaire et financier - Relevé d'information sur les frais bancaires) (p. 2346). - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 331-6, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-7, L. 331-7-1, L. 330-1, L. 331-3, L. 332-5-2 [nouveau], L. 332-11, L. 333-1-2, L. 333-4, L. 334-5, L. 333-7 du code de la consommation et L. 542-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de surendettement) (p. 2348). (p. 2349). (p. 2350). (p. 2351). (p. 2351). - **Article 22 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 330-1, L. 331-2, et L. 331-3-1 du code la consommation - Articulation de la procédure de surendettement avec le maintien du débiteur dans son logement) (p. 2353). - **Articles additionnels après l'article 22 bis** (p. 2353). (p. 2353, 2354). (p. 2354). - **Article 23** (art. L. 312-1-4 [nouveau] du code monétaire et financier - Compte du défunt) (p. 2355). (p. 2356). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 2357). (p. 2358). (p. 2358, 2359). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 2360). (p. 2361). (p. 2361). (p. 2362). - **Article 26 (Texte non modifié par la commission)** (Dispositions relatives à l'outre-mer) (p. 2363). - **Article 30 (Texte non modifié par la commission)** (Dissolution de l'Établissement public de réalisation et de défaisance) (p. 2364). - **Articles additionnels après l'article 30** (p. 2365). (p. 2365). (p. 2366). - **Article 17** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité) (p. 2367). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2373).

- **Débat sur le droit de semer et la propriété intellectuelle** - (27 mars 2013) (p. 2489, 2491).

- **Proposition de loi visant à l'abrogation du délit de racolage public [n° 440 (2012-2013)]** - (28 mars 2013) - **Article 1er** (art. 225-10 du code pénal - Abrogation du délit de racolage) (p. 2565).

- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (11 avril 2013) - **Article 22 (Texte non modifié par la commission)** (Application du texte aux mariages contractés avant son entrée en vigueur) (p. 3206, 3207).

- **Projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République [n° 569 (2012-2013)]** - (24 mai 2013) - **Article additionnel après l'article 58** (p. 4679).

- **Questions cibles thématiques sur le budget européen** - (30 mai 2013) (p. 5048, 5049). (p. 5049).

- **Question orale sur l'évolution du réseau consulaire à Madagascar** - (4 juin 2013) (p. 5340). (p. 5341).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013** - (19 juin 2013) (p. 6058, 6059).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Deuxième lecture [n° 682 (2012-2013)]** - (26 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6464, 6466).

- Rapporteur - **Article 4 bis A (Supprimé) (Débat annuel sur la liste des paradis fiscaux)** (p. 6479). - **Article 4 bis** (art. L. 511-45 du code monétaire et financier et art. 1649 AC [nouveau] du code général des impôts - Lutte contre les paradis fiscaux) (p. 6482). (p. 6482). (p. 6483). (p. 6484, 6485). (p. 6485, 6486). - **Article 4 quinquièmes B** (art. L. 451-5, L. 511-4-2 [nouveau] et L. 511-8-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Obligations d'information de détention d'instruments portant sur des matières premières agricoles) (p. 6487). -

Article 4 decies (Texte non modifié par la commission) (art. L. 511-41-1 A, L. 511-41-1 B [nouveau] et L. 511-41-1 C [nouveau] du code monétaire et financier - Encadrement des rémunérations dans le secteur bancaire) (p. 6489). (p. 6490). (p. 6491). (p. 6492). - **Article 11** (art. L. 631-2, L. 631-2-1, L. 631-2-2 et L. 631-2-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Création du Haut conseil de stabilité financière) (p. 6496, 6497). (p. 6497). - **Article 11 ter (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1611-3-1 [nouveau] et L. 2337-3 du code général des collectivités territoriales - Encadrement des conditions d'emprunt des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 6499). - **Article 14 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 511-10-1 [nouveau], L. 532-2-1 [nouveau], L. 511-47-1 [nouveau], L. 612-11, L. 612-23-1 [nouveau], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26, L. 612-33, L. 612-39 et L. 613-31-2 du code monétaire et financier - Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle) (p. 6505). (p. 6507). (p. 6509). - **Article 17** (art. L. 312-1-3 [nouveau] du code monétaire et financier - Plafonnement des frais d'incident et offre de services bancaires pour la clientèle en situation de fragilité) (p. 6511). - **Article 18** (art. L. 311-4, L. 311-4-1 [nouveau], L. 311-6, L. 312-6-1 [nouveau], L. 312-6-2 [nouveau], L. 312-8, L. 312-9 et L. 313-2-1 [nouveau] du code de la consommation - Assurance-emprunteur) (p. 6514). (p. 6515). (p. 6516, 6517). (p. 6518). - **Article 22** (art. L. 331-1, L. 331-6, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-7, L. 331-7-1, L. 330-1, L. 331-3, L. 332-5-2 [nouveau], L. 332-11, L. 333-1-2, L. 333-4, L. 334-5, L. 333-7 du code de la consommation et L. 542-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de surendettement) (p. 6521).

- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France - Nouvelle lecture [n° 684 (2012-2013)]** - (27 juin 2013) - **Discussion générale** (p. 6593, 6594). - **Article 2 (Composition et compétences du conseil consulaire)** (p. 6600). - **Article 29 bis (Durée des mandats des conseillers consulaires et des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger et date des scrutins)** (p. 6606). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6626).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'espionnage de l'Union européenne** - (4 juillet 2013) (p. 6861).

- **Question orale sur la valorisation de la biodiversité de la forêt guyanaise** - (9 juillet 2013) (p. 6967). (p. 6968).

- **Question orale sur la fermeture du lycée de Diego-Suarez** - (9 juillet 2013) (p. 6976). (p. 6976).

- **Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires - Commission mixte paritaire [n° 751 (2012-2013)]** - (18 juillet 2013) - **Discussion générale** (p. 7401, 7403).

- Rapporteur - **Article 14** (art. L. 511-10-1 [nouveau], L. 532-2-1 [nouveau], L. 511-47-1 [nouveau], L. 612-11, L. 612-23-1 [nouveau], L. 612-24, L. 612-25, L. 612-26, L. 612-33, L. 612-39 et L. 613-31-2 du code monétaire et financier, art. L. 322-2° l; 322-4-4 à 4-7 [nouveau] du code des assurances, art. L. 144-4, L. 114-5, L. 114-21, L. 211-8 et L. 931-9 du code de la sécurité sociale - Contrôle de l'ACPR sur les instances dirigeantes des entités soumises à son contrôle) (p. 7421). - **Article 22** (art. L. 331-1, L. 331-6, L. 331-3-1, L. 331-3-2, L. 331-7, L. 331-7-1, L. 330-1, L. 331-3, L. 332-5-2 [nouveau], L. 332-11, L. 333-1-2, L. 333-4, L. 334-5, L. 333-7 du code de la consommation et L. 542-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de surendettement) (p. 7421).

- **Projet de loi relatif à la consommation [n° 810 (2012-2013)]** - (10 septembre 2013) - **Discussion générale** (p. 7913, 7915).

- **Question orale sur le retrait de la France de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel** - (15 octobre 2013) (p. 9550). (p. 9551).

- **Proposition de loi tendant à renforcer la lutte contre la contrefaçon [n° 134 (2013-2014)]** - (20 novembre 2013) - **Discussion générale** (p. 11647, 11650). - **Article additionnel**

après l'article 2 (p. 11672). (p. 11673). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 335-10, L. 335-11 à L. 335-15 [nouveaux], L. 521-14, L. 521-15, L. 522-1, L. 614-32 à L. 614-37 [nouveaux], L. 623-36 à L. 623-41 [nouveaux], L. 716-8, L. 716-8-1 et L. 722-9 à L. 722-14 [nouveaux] du code de la propriété intellectuelle - Extension et harmonisation avec le droit communautaire de la procédure de la retenue douanière de marchandises en cas de contrefaçon) (p. 11693). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 11699).

- **Projet de loi de finances pour 2014 [n° 155 (2013-2014)]**

Discussion générale :

- (21 novembre 2013) (p. 11808, 11809).

Première partie :

- (22 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 11849, 11850). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 11866). - **Article 5** (art. 83 du code général des impôts - Suppression de l'exonération fiscale de la participation de l'employeur aux contrats collectifs de complémentaire santé) (p. 11873). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 11890). (p. 11891).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 11934).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2013) - **Article 12** (art. 39 AH [nouveau] du code général des impôts - Amortissements accélérés des robots acquis par les PME) (p. 12028). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12037, 12038).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 12159).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2013) - **Article 34 bis (nouveau)** (art. L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Modification du régime de la taxe acquittée par les étudiants étrangers pour la délivrance d'un titre de séjour salarié) (p. 12260).

- **Projet de loi transposant la directive 2013/1/UE du Conseil du 20 décembre 2012 modifiant la directive 93/109/CE en ce qui concerne certaines modalités de l'exercice du droit d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 138 (2013-2014)]** - (3 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12407, 12408).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (12 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 12791, 12792).

Deuxième partie :

- (13 décembre 2013) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 12865, 12866). (p. 12871, 12872). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 12886). - **Articles additionnels après l'article 19 bis** (p. 12922). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 12999).

- **Suite de la discussion** (18 décembre 2013) - **Discussion générale** (p. 13141, 13142). - **Question préalable** (p. 13144, 13145).

ZOCCHETTO (François)
sénateur (Mayenne)
UDI-UC

Président du Groupe Union des Démocrates et Indépendants - UC.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la représentation des Français hors de France (16 mai 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (3 octobre 2013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique portant actualisation de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux outre-mer (3 octobre 2013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les résultats entre l'administration et les citoyens (3 octobre 2013).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 156 (2012-2013)] visant à reconnaître le vote blanc aux élections [n° 357 (2012-2013)] (13 février 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à rétablir des fonds départementaux de péréquation plus justes [n° 363 (2012-2013)] (19 février 2013) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, tendant à la création d'un droit européen pour le consommateur à la maîtrise et à la parfaite connaissance de son alimentation [n° 413 (2012-2013)] (28 février 2013) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à donner une véritable légitimité démocratique aux changements de modes de scrutins pour les élections [n° 481 (2012-2013)] (4 avril 2013) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au financement du service public de l'assainissement par des fonds de concours [n° 840 (2012-2013)] (12 septembre 2013) - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi visant à réintroduire la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 841 (2012-2013)] (13 septembre 2013) - Travail - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi relative à l'accueil et à la prise en charge des mineurs isolés étrangers [n° 154 (2013-2014)] (20 novembre 2013) - Justice - Questions sociales et santé - Traités et conventions - Éducation.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des épargnants, titulaires ou bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie et d'avoires bancaires [n° 179 (2013-2014)] (28 novembre 2013) - Économie et finances, fiscalité.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 30 janvier 2013 (*commission des lois*) : Meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 février 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Audition de Mme Françoise Héritier, professeur honoraire au collège de France.

Réunion du mercredi 13 février 2013 (*commission des lois*) : Amnistie des faits commis à l'occasion des mouvements sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 février 2013 (*commission des lois*) : Reconnaissance du vote blanc aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 mars 2013 (*commission des lois*) : Election des conseillers départementaux, des conseillers municipaux, des délégués communautaires, modification du calendrier électoral - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 20 mars 2013 (*commission des lois*) : Ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 avril 2013 (*commission des lois*) : Inscription de la notion de préjudice écologique dans le code civil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 mai 2013 (*commission des lois*) : Accélération des projets de construction - Examen du rapport pour avis.

Adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mai 2013 (*commission des lois*) : Modernisation de l'action publique territoriale - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juin 2013 (*commission des lois*) : Instituer une évaluation médicale à la conduite pour les conducteurs de 70 ans et plus - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juin 2013 (*commission des lois*) : Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique - Audition de Mme Christiane Taubira, ministre de la justice, garde des Sceaux.

Réunion du mercredi 12 juin 2013 (*commission des lois*) : Election des sénateurs - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juin 2013 (*commission des lois*) : Attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 juin 2013 (*commission des lois*) : Fraude fiscale et grande délinquance économique et financière - Procureur de la République financier - Audition de M. Jacques Beaume, président de la Conférence des procureurs généraux, procureur général près la cour d'appel de Lyon, de M. Philippe Lemaire, procureur général près la cour d'appel d'Amiens, et de M. Bernard Legras, procureur général près la cour d'appel de Montpellier.

Réunion du mercredi 3 juillet 2013 (*commission des lois*) : Attribution du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Transparence de la vie publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juillet 2013 (*commission des lois*) : Transparence de la vie publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 10 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Création d'un procureur de la République financier - Examen des rapports et des textes de la commission.

Réunion du mardi 16 juillet 2013 (*commission des lois*) : Simplification des relations entre l'administration et les citoyens - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juillet 2013 (*commission des lois*) : Lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juillet 2013 (*commission des lois*) :

Transparence de la vie publique - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 18 septembre 2013 (*commission des lois*) : Interdiction du cumul des mandats - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 30 octobre 2013 (*commission des lois*) : Économie sociale et solidaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 décembre 2013 (*commission des lois*) : Sécurisation de la vie des entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Sociétés d'économie mixte contrat - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SEANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral [n° 252 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 251 (2012-2013)** (p. 87, 90).

- **Projet de loi organique relatif à l'élection des conseillers municipaux, des conseillers intercommunaux et des conseillers départementaux [n° 251 (2012-2013)]** - (15 janvier 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 252 (2012-2013).**
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'engagement des forces armées au Mali** - (16 janvier 2013) (p. 114, 115).
- **Proposition de loi visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat [n° 281 (2012-2013)]** - (29 janvier 2013) - **Discussion générale** (p. 596, 597).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique de la France** - (7 février 2013) (p. 994).
- **Proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives [n° 169 (2012-2013)]** - (27 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1549, 1550).
- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution [n° 375 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Article 3 ter (supprimé)** (art. L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales - *Transposition de la procédure de l'art. 11 de la Constitution aux modifications des limites régionales*) (p. 1612, 1613).
- **Proposition de loi visant à reconnaître le vote blanc aux élections [n° 358 (2012-2013)]** - (28 février 2013) - **Discussion générale** (p. 1626, 1628).
- **Rapporteur - Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1636). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1636). (p. 1637, 1638). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1641). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Application de la loi en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna*) (p. 1641). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1642).
- **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des délégués communautaires, et modifiant le calendrier électoral - Deuxième lecture [n° 406 (2012-2013)]** - (14 mars 2013) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1820). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 191-1 (nouveau) du code électoral - *Nombre de cantons par département*) (p. 1831). - **Article 5** (art. L. 193 du code électoral - *Mode de scrutin des élections départementales*) (p. 1833).
- **Projet de loi relatif à la représentation des Français établis hors de France [n° 426 (2012-2013)]** - (19 mars 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2084).
- **Projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe [n° 438 (2012-2013)]** - (4 avril 2013) - **Rappel au règlement** (p. 2710). - **Discussion générale** (p. 2725, 2727).
- **Suite de la discussion** (9 avril 2013) - **Organisation des travaux** (p. 3046).
- **Suite de la discussion** (10 avril 2013) - **Article 2** (art. 311-21, 311-23, 357 et 357-1 du code civil - *Dévolution du nom de famille en cas de filiation légalement établie et d'adoption plénière*) (p. 3143).
- **Suite de la discussion** (12 avril 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3265, 3266).
- **Projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi [n° 502 (2012-2013)]** - (18 avril 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3474).
- **Proposition de loi relative à la simplification du fonctionnement des collectivités territoriales - Deuxième lecture [n° 636 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Article 28 bis (Suppression maintenue)** (art. L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales - *Installations d'assainissement non collectif situées en zone d'assainissement collectif*) (p. 5776).
- **Projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 633 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 634 (2012-2013)** (p. 5784).
- **Projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution - Deuxième lecture [n° 634 (2012-2013)]** - (12 juin 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 633 (2012-2013).**
- **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs [n° 377 (2012-2013)]** - (18 juin 2013) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5922).
- **Rappel au règlement** - (2 juillet 2013) (p. 6650).
- **Projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature [n° 625 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 676 (2012-2013)** (p. 6797, 6799).
- **Suite de la discussion** (4 juillet 2013) - **Intitulé du projet de loi constitutionnelle** (p. 6850).
- **Projet de loi relatif aux attributions du garde des Sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et de mise en œuvre de l'action publique [n° 676 (2012-2013)]** - (3 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi constitutionnelle n° 625 (2012-2013).**
- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique [n° 723 (2012-2013)]** - (9 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 724 (2012-2013)** (p. 6993, 6995). (p. 7028).
- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique [n° 724 (2012-2013)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 723 (2012-2013).** - (15 juillet 2013) - **Article 8** (*Vérification de la situation fiscale des membres du Gouvernement*) (p. 7228). - **Article 10** (*Périmètre des autres responsables publics soumis à l'obligation d'établir une déclaration de situation patrimoniale et une déclaration d'intérêts*) (p. 7231). (p. 7231). (p. 7232). (p. 7233). (p. 7233). (p. 7233). - **Article 11** (*Publicité des déclarations de situation patrimoniale et des déclarations d'intérêts des autres responsables publics*) (p. 7234). - **Article 18** (*Sanctions pénales applicables aux infractions aux règles relatives aux déclarations de situation patrimoniale et aux déclarations d'intérêts*) (p. 7261). - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 7264, 7265).
- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière [n° 739 (2012-2013)]** - (17 juillet 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-22 [nouveau] du code de procédure pénale - *Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales*) (p. 7370). - **Article 2 ter (nouveau)** (art. 1741 du code général des impôts ; art. L. 227-1 [nouveau] du livre des procédures fiscales - *Atténuation du monopole exercé par l'administration en matière de mise en mouvement de l'action publique pour des faits de fraude fiscale*) (p. 7388).
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France - Commission mixte paritaire [n° 769 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7734).
- **Mise au point au sujet d'un vote** - (25 juillet 2013) (p. 7735).
- **Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 797 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 798 (2012-2013)** (p. 7739, 7740). - **Article 1er** (art. L.O.

135-1, L.O. 135-2, L.O. 135-3, L.O. 135-4 à L.O. 135-6 [nouveaux], L.O. 136-2 du code électoral - Déclaration de situation patrimoniale et déclaration d'intérêts et d'activités des députés et sénateurs) (p. 7767).

- **Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique - Nouvelle lecture [n° 798 (2012-2013)]** - (25 juillet 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 797 (2012-2013).**

- **Rappel au règlement** - (17 septembre 2013) (p. 8490).

- **Projet de loi organique interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur [n° 734 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 733 (2012-2013)** (p. 8614, 8616).

- **Suite de la discussion** (19 septembre 2013) - **Article 1er bis (nouveau) (supprimé)** (*Limitation du nombre de mandats consécutifs*) (p. 8685). - **Articles additionnels après l'article 1er quater** (p. 8697). - **Article 3** (art. L.O. 176, L.O. 178, L.O. 319 et L.O. 322 du code électoral - *Extension du recours au suppléant en cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire*) (p. 8700). - **Article 3 ter A (nouveau)** (art. 4 de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement - *Plafonnement du montant des indemnités perçues par les parlementaires*) (p. 8702).

- **Projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen [n° 733 (2012-2013)]** - (18 septembre 2013) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 734 (2012-2013).**

- **Projet de loi relatif à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière - Nouvelle lecture [n° 22 (2013-2014)]** - (8 octobre 2013) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. 2-23 [nouveau] du code de procédure pénale - *Possibilité reconnue aux associations de lutte contre les atteintes à la probité de se constituer partie civile devant les juridictions pénales*) (p. 9369).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2013 [n° 215 (2013-2014)]** - (18 décembre 2013) - **Question préalable** (p. 13146, 13147).

- ADNOT (Philippe), p. 1
 AÍCHI (Leila), p. 2
 ALFONSI (Nicolas), p. 4
 ALQUIER (Jacqueline), p. 6
 AMOUDRY (Jean-Paul), p. 7
 ANDRÉ (Michèle), p. 8
 ANDRÉ (Pierre), p. 11
 ANDREONI (Serge), p. 12
 ANGO ELA (Kalliopi), p. 13
 ANTISTE (Maurice), p. 16
 ANTOINETTE (Jean-Étienne), p. 17
 ANZIANI (Alain), p. 19
 ARCHIMBAUD (Aline), p. 24
 ARIF (Kader), p. 26
 ARTHUIS (Jean), p. 27
 ASSASSI (Éliane), p. 29
 ASSOULINE (David), p. 34
 AUBAN (Bertrand), p. 38
 AYRAULT (Jean-Marc), p. 39
 BAILLY (Dominique), p. 40
 BAILLY (Gérard), p. 42
 BARBIER (Gilbert), p. 45
 BAS (Philippe), p. 48
 BATAILLE (Delphine), p. 52
 BATHO (Delphine), p. 53
 BAYLET (Jean-Michel), p. 55
 BEAUFILS (Marie-France), p. 56
 BEAUMONT (René), p. 59
 BÉCHU (Christophe), p. 61
 BÉCOT (Michel), p. 63
 BEL (Jean-Pierre), p. 65
 BELOT (Claude), p. 66
 BENBASSA (Esther), p. 67
 BENGUIGUI (Yamina), p. 70
 BÉRIT-DÉBAT (Claude), p. 71
 BERNARD-REYMOND (Pierre), p. 75
 BERSON (Michel), p. 76
 BERTHOU (Jacques), p. 78
 BERTINOTTI (Dominique), p. 80
 BERTRAND (Alain), p. 82
 BESSON (Jean), p. 83
 BILLARD (Joël), p. 85
 BILLOUT (Michel), p. 86
 BIZET (Jean), p. 89
 BLANDIN (Marie-Christine), p. 92
 BLONDIN (Maryvonne), p. 96
 BOCKEL (Jean-Marie), p. 100
 BOCQUET (Éric), p. 101
 BONNEFOY (Nicole), p. 105
 BOOG (Françoise), p. 107
 BORDIER (Pierre), p. 108
 BOTREL (Yannick), p. 109
 BOUCHART (Natacha), p. 112
 BOUCHOUX (Corinne), p. 112
 BOURDIN (Joël), p. 117
 BOURQUIN (Christian), p. 119
 BOURQUIN (Martial), p. 120
 BOURZAI (Bernadette), p. 123
 BOUTANT (Michel), p. 129
 BOYER (Jean), p. 130
 BRICQ (Nicole), p. 132
 BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse), p. 133
 BUFFET (François-Noël), p. 135
 CAFFET (Jean-Pierre), p. 137
 CAHUZAC (Jérôme), p. 139
 CALVET (François), p. 140
 CAMANI (Pierre), p. 141
 CAMBON (Christian), p. 142
 CAMPION (Claire-Lise), p. 145
 CANFIN (Pascal), p. 146
 CANTEGRIT (Jean-Pierre), p. 146
 CAPO-CANELLAS (Vincent), p. 147
 CARDOUX (Jean-Noël), p. 151
 CARLE (Jean-Claude), p. 154
 CARLOTTI (Marie-Arlette), p. 156
 CARRÈRE (Jean-Louis), p. 156
 CARTRON (Françoise), p. 161
 CARVOUNAS (Luc), p. 165
 CAYEUX (Caroline), p. 166
 CAZEAU (Bernard), p. 168
 CAZENEUVE (Bernard), p. 169
 CÉSAR (Gérard), p. 172
 CHARON (Pierre), p. 176
 CHASTAN (Yves), p. 177
 CHATILLON (Alain), p. 178
 CHAUVEAU (Jean-Pierre), p. 179
 CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre), p. 180
 CHIRON (Jacques), p. 182
 CLAIREAUX (Karine), p. 184
 CLÉACH (Marcel-Pierre), p. 185
 COHEN (Laurence), p. 186
 COINTAT (Christian), p. 192
 COLLIN (Yvon), p. 195
 COLLOMB (Gérard), p. 198
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p. 200
 CONWAY-MOURET (Hélène), p. 206
 CORNANO (Jacques), p. 208
 CORNU (Gérard), p. 209
 COUDERC (Raymond), p. 211
 COURTEAU (Roland), p. 212
 COURTOIS (Jean-Patrick), p. 218
 CUKIERMAN (Cécile), p. 219
 CUVILLIER (Frédéric), p. 225
 DALLIER (Philippe), p. 227
 DANTEC (Ronan), p. 232
 DARNICHE (Philippe), p. 236
 DASSAULT (Serge), p. 237
 DAUDIGNY (Yves), p. 239
 DAUNIS (Marc), p. 244
 DAVID (Annie), p. 247
 DEBRÉ (Isabelle), p. 253
 del PICCHIA (Robert), p. 256
 DELAHAYE (Vincent), p. 258
 DELATTRE (Francis), p. 262
 DELAUNAY (Michèle), p. 267
 DELEBARRE (Michel), p. 268
 DEMERLIAT (Jean-Pierre), p. 272
 DEMESSINE (Michelle), p. 273
 DEMONTÈS (Christiane), p. 276
 DENEUX (Marcel), p. 280
 DÉRLOT (Gérard), p. 281
 DEROCHE (Catherine), p. 282
 DES ESGAULX (Marie-Hélène), p. 286
 DESESSARD (Jean), p. 288
 DESPLAN (Félix), p. 292
 DÉTRAIGNE (Yves), p. 294
 DIDIER (Évelyne), p. 298
 DILAIN (Claude), p. 301
 DINI (Muguet), p. 305
 DOLIGÉ (Éric), p. 308
 DOMEIZEL (Claude), p. 311
 DOMINATI (Philippe), p. 314
 DOUBLET (Michel), p. 315
 DUBOIS (Daniel), p. 316
 DUCHÈNE (Marie-Annick), p. 319
 DUFAUT (Alain), p. 320

- DUFLOT (Cécile), p. 321
 DULAIT (André), p. 325
 DUPONT (Ambroise), p. 327
 DUPONT (Jean-Léonce), p. 328
 DURIEZ (Odette), p. 329
 DURRIEU (Josette), p. 329
 DUVERNOIS (Louis), p. 331
 EBLÉ (Vincent), p. 332
 EMERY-DUMAS (Anne), p. 334
 EMORINE (Jean-Paul), p. 335
 ESCOFFIER (Anne-Marie), p. 337
 ESNOL (Philippe), p. 340
 ESPAGNAC (Frédérique), p. 342
 FABIUS (Laurent), p. 343
 FALCO (Hubert), p. 344
 FARREYROL (Jacqueline), p. 345
 FAUCONNIER (Alain), p. 345
 FAVIER (Christian), p. 348
 FÉRAT (Françoise), p. 352
 FERRAND (André), p. 354
 FICHET (Jean-Luc), p. 356
 FILIPPETTI (Aurélië), p. 358
 FILLEUL (Jean-Jacques), p. 359
 FIORASO (Geneviève), p. 362
 FISCHER (Guy), p. 364
 FLEMING (Louis-Constant), p. 364
 FLOSSE (Gaston), p. 365
 FONTAINE (Michel), p. 366
 FORTASSIN (François), p. 366
 FOUCAUD (Thierry), p. 369
 FOUCHÉ (Alain), p. 371
 FOURNEYRON (Valérie), p. 373
 FOURNIER (Bernard), p. 373
 FOURNIER (Jean-Paul), p. 375
 FRASSA (Christophe-André), p. 375
 FRÉCON (Jean-Claude), p. 377
 FROGIER (Pierre), p. 379
 GAILLARD (Yann), p. 379
 GAOUYER (Marie-Françoise), p. 381
 GAROT (Guillaume), p. 381
 GARREC (René), p. 382
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 384
 GATTOLIN (André), p. 386
 GAUDIN (Jean-Claude), p. 391
 GAUTIER (Jacques), p. 392
 GÉLARD (Patrice), p. 394
 GÉNISSON (Catherine), p. 397
 GERMAIN (Jean), p. 400
 GHALI (Samia), p. 404
 GILLES (Bruno), p. 405
 GILLOT (Dominique), p. 405
 GILLOT (Jacques), p. 410
 GIUDICELLI (Colette), p. 411
 GODEFROY (Jean-Pierre), p. 412
 GONTHIER-MAURIN (Brigitte), p. 414
 GORCE (Gaëtan), p. 420
 GOULET (Nathalie), p. 422
 GOURAULT (Jacqueline), p. 426
 GOURNAC (Alain), p. 430
 GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 432
 GRIGNON (Francis), p. 435
 GROSDIDIER (François), p. 436
 GUENÉ (Charles), p. 438
 GUÉRINI (Jean-Noël), p. 440
 GUERRIAU (Joël), p. 441
 GUILLAUME (Didier), p. 443
 HAMON (Benoît), p. 445
 HAUT (Claude), p. 450
 HÉRISSON (Pierre), p. 451
 HERVÉ (Edmond), p. 453
 HERVIAUX (Odette), p. 455
 HOUEL (Michel), p. 458
 HOUPERT (Alain), p. 459
 HUE (Robert), p. 460
 HUMBERT (Jean-François), p. 461
 HUMMEL (Christiane), p. 463
 HURÉ (Benoît), p. 464
 HUSSON (Jean-François), p. 465
 HYEST (Jean-Jacques), p. 467
 JARLIER (Pierre), p. 475
 JEANNEROT (Claude), p. 477
 JOISSAINS (Sophie), p. 480
 JOUANNO (Chantal), p. 482
 KALTENBACH (Philippe), p. 484
 KAMMERMANN (Christiane), p. 487
 KAROUTCHI (Roger), p. 488
 KELLER (Fabienne), p. 490
 KERDRAON (Ronan), p. 492
 KHIARI (Bariza), p. 494
 KLÈS (Virginie), p. 495
 KRATTINGER (Yves), p. 500
 LABAZÉE (Georges), p. 502
 LABBÉ (Joël), p. 505
 LABORDE (Françoise), p. 509
 LAMÉNIE (Marc), p. 513
 LAMURE (Élisabeth), p. 516
 LAMY (François), p. 520
 LARCHER (Gérard), p. 520
 LARCHER (Serge), p. 522
 LASSERRE (Jean-Jacques), p. 524
 LAUFOAULU (Robert), p. 526
 LAURENT (Daniel), p. 527
 LAURENT (Pierre), p. 528
 LAURENT-PERRIGOT (Françoise), p. 530
 LE DRIAN (Jean-Yves), p. 531
 LE FOLL (Stéphane), p. 532
 LEBRANCHU (Marylise), p. 532
 LE CAM (Gérard), p. 536
 LECERF (Jean-René), p. 539
 LECONTE (Jean-Yves), p. 542
 LEFÈVRE (Antoine), p. 546
 LEGENDRE (Jacques), p. 549
 de LEGGE (Dominique), p. 553
 LELEUX (Jean-Pierre), p. 555
 LE MENN (Jacky), p. 558
 LENOIR (Jean-Claude), p. 562
 LEPAGE (Claudine), p. 568
 LEROY (Jean-Claude), p. 570
 LEROY (Philippe), p. 571
 LE SCOUARNEC (Michel), p. 573
 LÉTARD (Valérie), p. 576
 LE VERN (Alain), p. 578
 LIENEMANN (Marie-Noëlle), p. 579
 LIPIETZ (Hélène), p. 583
 LONGUET (Gérard), p. 589
 LORGEUX (Jeanny), p. 593
 LORRAIN (Jean-Louis), p. 596
 LOZACH (Jean-Jacques), p. 596
 du LUART (Roland), p. 599
 LUREL (Victorin), p. 601
 MADEC (Roger), p. 602
 MADRELLE (Philippe), p. 603
 MAGNER (Jacques-Bernard), p. 604
 MAGRAS (Michel), p. 606
 MARC (François), p. 607
 MARINI (Philippe), p. 616

INDEX

- MARSEILLE (Hervé), p. 622
 MARTIN (Philippe), p. 624
 MARTIN (Pierre), p. 624
 MASSION (Marc), p. 625
 MASSON (Jean Louis), p. 626
 MASSON-MARET (Hélène), p. 629
 MAUREY (Hervé), p. 631
 MAYET (Jean-François), p. 633
 MAZARS (Stéphane), p. 634
 MAZUIR (Rachel), p. 637
 MÉLOT (Colette), p. 638
 MERCERON (Jean-Claude), p. 641
 MERCIER (Michel), p. 641
 MEUNIER (Michelle), p. 645
 MÉZARD (Jacques), p. 648
 MICHEL (Danielle), p. 654
 MICHEL (Jean-Pierre), p. 655
 MIGAUD (Didier), p. 661
 MILON (Alain), p. 661
 MIQUEL (Gérard), p. 665
 MIRASSOU (Jean-Jacques), p. 667
 MOHAMED SOILIHI (Thani), p. 671
 MONTEBOURG (Arnaud), p. 675
 de MONTESQUIOU (Aymeri), p. 675
 de MONTGOLFIER (Albéric), p. 678
 MORIN-DESAILLY (Catherine), p. 681
 MOSCOVICI (Pierre), p. 683
 NACHBAR (Philippe), p. 685
 NAMY (Christian), p. 685
 NAVARRO (Robert), p. 686
 NÈGRE (Louis), p. 688
 NÉRI (Alain), p. 690
 NICOUX (Renée), p. 694
 PASQUET (Isabelle), p. 696
 PASTOR (Jean-Marc), p. 701
 PATIENT (Georges), p. 702
 PATRIAT (François), p. 703
 PAUL (Philippe), p. 706
 PAU-LANGEVIN (George), p. 706
 PEILLON (Vincent), p. 707
 PELLERIN (Fleur), p. 709
 PERCHERON (Daniel), p. 711
 PEYRONNET (Jean-Claude), p. 712
 PIERRE (Jackie), p. 714
 PILLET (François), p. 715
 PINEL (Sylvia), p. 718
 PINTAT (Xavier), p. 718
 PINTON (Louis), p. 719
 PIRAS (Bernard), p. 720
 PLACÉ (Jean-Vincent), p. 722
 PLANCADE (Jean-Pierre), p. 724
 POHER (Hervé), p. 726
 POINTEREAU (Rémy), p. 726
 PONCELET (Christian), p. 729
 PONIATOWSKI (Ladislas), p. 730
 PORTELLI (Hugues), p. 731
 POVINELLI (Roland), p. 734
 POZZO di BORGIO (Yves), p. 735
 PRIMAS (Sophie), p. 737
 PRINTZ (Gisèle), p. 740
 PROCACCIA (Catherine), p. 742
 RAFFARIN (Jean-Pierre), p. 746
 RAINAUD (Marcel), p. 747
 de RAINCOURT (Henri), p. 748
 RAOUL (Daniel), p. 750
 REBSAMEN (François), p. 755
 REICHARDT (André), p. 757
 REINER (Daniel), p. 760
 REPENTIN (Thierry), p. 763
 REQUIER (Jean-Claude), p. 764
 RETAILLEAU (Bruno), p. 768
 REVET (Charles), p. 771
 RICHARD (Alain), p. 774
 RIES (Roland), p. 781
 ROCHE (Gérard), p. 784
 ROGER (Gilbert), p. 787
 ROME (Yves), p. 789
 ROSSIGNOL (Laurence), p. 790
 SAPIN (Michel), p. 794
 SAUGEY (Bernard), p. 795
 SAVARY (René-Paul), p. 796
 SAVIN (Michel), p. 802
 SCHILLINGER (Patricia), p. 803
 SCHURCH (Mireille), p. 805
 SIDO (Bruno), p. 809
 SITTLER (Esther), p. 813
 SOILIHI (Abdourahamane), p. 814
 SUEUR (Jean-Pierre), p. 815
 SUTOUR (Simon), p. 828
 TANDONNET (Henri), p. 833
 TASCA (Catherine), p. 835
 TAUBIRA (Christiane), p. 840
 TESTON (Michel), p. 843
 TEULADE (René), p. 847
 TODESCHINI (Jean-Marc), p. 849
 TOURAINE (Marisol), p. 850
 TRILLARD (André), p. 853
 TROENDLÉ (Catherine), p. 855
 TROPEANO (Robert), p. 858
 TRUCY (François), p. 859
 TUHEIAVA (Richard), p. 861
 TÜRK (Alex), p. 862
 VAIRETTO (André), p. 862
 VALL (Raymond), p. 864
 VALLAUD-BELKACEM (Najat), p. 868
 VALLINI (André), p. 869
 VALLS (Manuel), p. 871
 VANDIERENDONCK (René), p. 875
 VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p. 882
 VAUGRENARD (Yannick), p. 884
 VENDASI (François), p. 888
 VENDEGOU (Hilarion), p. 888
 VERGÈS (Paul), p. 889
 VERGOZ (Michel), p. 890
 VESTRI (René), p. 891
 VIAL (Jean-Pierre), p. 891
 VIDALIES (Alain), p. 893
 VINCENT (Maurice), p. 895
 WATRIN (Dominique), p. 896
 YUNG (Richard), p. 900
 ZOCCHETTO (François), p. 905